

LA MISSION DU CONVENTIONNEL

LAKANAL

DANS LA DORDOGNE EN L'AN II

(Octobre 1793-Août 1794)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Henri LABROUE

Ancien Élève de la Sorbonne et de l'École des Hautes-Études

Professeur agrégé d'histoire au Lycée de Bordeaux



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION, ÉDITEUR

5, QUAI MALAQUAIS, 5

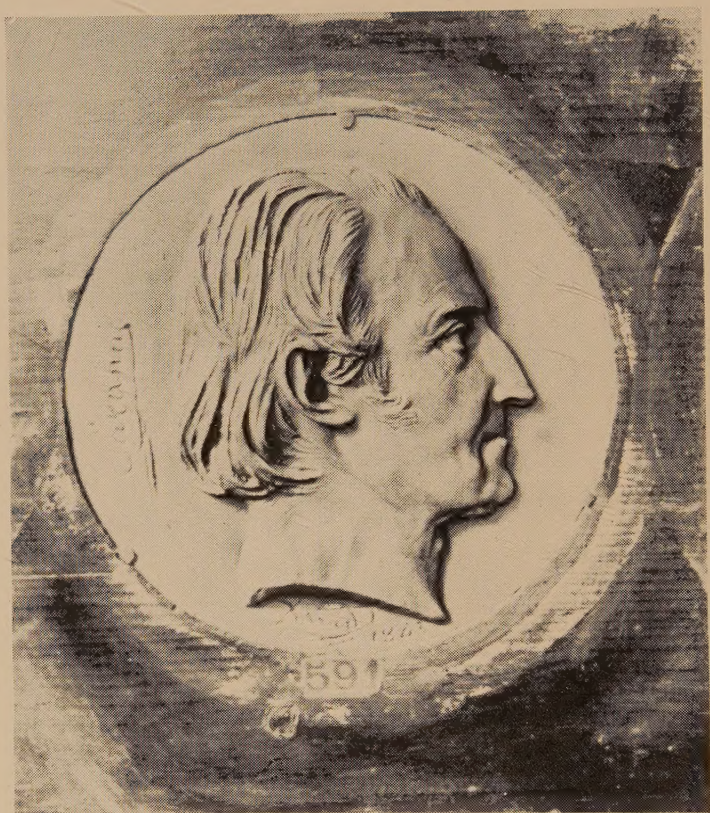
[1912]

LA MISSION DU CONVENTIONNEL

LAKANAL

DANS LA DORDOGNE EN L'AN II

(Octobre 1793-Août 1794)



LAKANAL A 81 ANS (1843).

Médaillon de bronze par DAVID D'ANGERS (Musée d'Angers).

LA MISSION DU CONVENTIONNEL

LAKANAL

DANS LA DORDOGNE EN L'AN II

(Octobre 1793-Août 1794)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris



PAR

Henri LABROUE

Ancien Élève de la Sorbonne et de l'École des Hautes-Études

Professeur agrégé d'histoire au Lycée de Bordeaux



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION, ÉDITEUR

5, QUAI MALAQUAIS, 5

[1912]

TOUS DROITS RÉSERVÉS

A LA MÉMOIRE DE GABRIEL MONOD

A M. A. AULARD

Hommage de respect et de reconnaissance.

AVANT-PROPOS

Si l'on excepte, d'une part, les brochures et articles de vulgarisation consacrés à Lakanal, et, d'autre part, les recueils de documents où l'on peut trouver une partie des matériaux de cette étude, on ne rencontre que quelques rares travaux où soit effleurée l'histoire des dix mois de mission de notre conventionnel dans la Dordogne, en l'an II (octobre 1793-août 1794).

En 1819, Fabry publia un ouvrage sur *les Missionnaires de 93*, « envoyés sortis du fond des abîmes infernaux pour la désolation du genre humain,... députés de l'enfer » (p. v), qui auraient précipité la France dans un « abîme de maux et de crimes que l'œil de l'homme ne peut sonder tout entier » (p. 403). Tel est le ton ordinaire de ce violent pamphlet. Mais, comme la mission de Lakanal dans la Dordogne ne pouvait fournir un aliment appréciable à l'indignation de Fabry, l'auteur a simplement consacré à ce conventionnel quelques lignes, qui valent la peine d'être reproduites : « Lakanal, écrit-il, chargé d'une levée de chevaux dans les départements voisins, s'attache à en démolir les châteaux et se signale par mille autres extravagances qui entreraient à peine dans un volume » (p. 517).

H. Wallon a écrit cinq volumes sur *les représentants en mission et la justice révolutionnaire dans les départements*. Les épithètes qu'il réserve aux conventionnels sont moins véhémentes, mais ses partis pris sont parfois aussi aveugles que ceux de Fabry. Tout en prétendant « faire l'histoire... du régime qu'ils ont fait subir à la France » (t. I, p. vii), il se laisse aller trop souvent à en perpétuer la légende. Nulle part peut-être il ne montre plus de partialité qu'en ce qui concerne

la mission de Lakanal. Alors, en effet, qu'il s'étend avec complaisance sur les actes exceptionnels d'un Fouché ou d'un Carrier, H. Wallon glisse sur la mission de Lakanal, qui fut pourtant une des plus longues parmi celles qui eurent lieu sous la Convention. C'est accidentellement et comme à regret qu'il nomme trois fois Lakanal (t. II, p. 175 et 185). Au cours de ses cinq gros volumes, il pouvait pourtant, semblait-il, trouver la place de consacrer quelques lignes à la mission et à la justice révolutionnaire de ce représentant. Silence vraisemblablement voulu, car H. Wallon ne pouvait guère ignorer la brochure que F. Clamageran avait publiée dès 1875 sur l'administration de Lakanal dans la Dordogne.

Cette brochure n'est pas négligeable. Mais elle consiste presque uniquement en un recueil de textes, qui ne sont pas tous à l'abri de la critique et que relie une phraséologie admirative. Pas de références. Pas de recherches systématiques. Les neuf dixièmes des sources ne paraissent pas soupçonnées de l'auteur. F. Clamageran fut avant tout un journaliste, qui improvisa un opuscule de propagande révolutionnaire.

L'histoire de cette mission n'était donc qu'ébauchée. Nous avons pensé qu'elle valait la peine d'être poursuivie. Ce qui, en effet, nous semble donner son intérêt et sa portée à un pareil sujet, c'est que les trois éléments suivants s'y rencontrent et s'y pénètrent.

C'est, en premier lieu, la personne de Lakanal, qui ne fut pas sans doute un conventionnel de premier plan, mais qui influa néanmoins sur bien des événements et des institutions révolutionnaires. Or, sa mission en Dordogne constitue une des pages les plus remplies et les plus fécondes de sa vie publique. De cette mission on connaît surtout quelques proclamations sensationnelles, quelques arrêtés impérieux, quelques lettres émouvantes ; certains admirent l'attitude du représentant ; d'autres sourient de son emphase. On ne voit guère les choses que du dehors. Il restait à montrer dans quelle mesure Lakanal fut un homme d'action et de sens pratique

jusqu'en ses enthousiasmes, à le suivre dans la trame quotidienne de son labeur révolutionnaire, dans le détail de ses entreprises, dans l'exécution de ses mesures, dans la vraie prise de possession par le conventionnel d'un département tout entier.

En outre, cette étude apporte son contingent à l'histoire régionale de la Révolution. Aucun ouvrage n'a été écrit sur la Dordogne en l'an II, qui pût nous épargner des recherches. Aussi avons-nous dû pousser des investigations sur l'état politique, économique et social du département, quand ces investigations importaient à la connaissance de l'œuvre de Lakanal.

Enfin et par contre-coup, l'étude des rapports d'un représentant en mission avec un département ne saurait rester étrangère à la connaissance générale de la Révolution. L'histoire régionale ne vaut pas seulement par elle-même, mais par le lien étroit qui l'unit à l'histoire de la nation. Or, en quel temps, sinon en cette grande crise de l'an II, chaque pays de France participa-t-il davantage à la vie de la France entière ? La patrie n'est plus alors, pour reprendre les termes de Mirabeau, une agrégation inconstituée de peuples désunis, mais un vaste corps dont les membres agissent et réagissent les uns sur les autres, travaillant de concert à libérer le territoire et à promouvoir la Révolution.

De cette collaboration féconde des forces révolutionnaires, le conventionnel Lakanal et le département de la Dordogne nous offrent un exemple saisissant.

Sans doute, Lakanal fera preuve de qualités d'esprit et de cœur qui lui étaient propres, mais son action, dans son originalité même, demeurera conforme aux règles générales que lui traçait la Convention. Comme tant d'autres « commissaires », il se conduira en agent loyal et dévoué de l'assemblée qui avait mis en lui sa confiance. D'autre part, le département de la Dordogne ne connaîtra directement ni la guerre étrangère, comme les départements frontières, ni la guerre civile, comme certains départements de l'Ouest. Les révolu-

tionnaires de la Dordogne n'ont pas à se défendre, sur place, contre les ennemis de l'extérieur ou de l'intérieur; leur territoire et leur existence ne sont pas immédiatement menacés; ils pratiquent avant tout une œuvre de solidarité nationale. Les événements se déroulent, en Dordogne, à peu près dans les mêmes conditions qu'à travers une bonne moitié de la France.

A ce double titre, ni la personne de Lakanal ni le département de la Dordogne ne se présentent à nous avec des caractères exceptionnels, qui frapperaient peut-être davantage l'imagination, mais qui seraient moins représentatifs du grandiose effort d'ensemble que fournit alors la France révolutionnaire. On estimera sans doute que, par là, cette étude dépasse le cadre d'un département et la personne d'un conventionnel, pour devenir une contribution directe à l'histoire générale de la République française pendant la Terreur¹.

H. L.

1. Quoique la mission de Lakanal se soit théoriquement étendue jusqu'aux départements limitrophes de la Dordogne, l'action du conventionnel se borna à la Dordogne, à la partie septentrionale du Lot-et-Garonne et à quelques communes de la Gironde. Aussi n'avons-nous pas dépouillé systématiquement les archives de tous les départements limitrophes. Mais nous y avons puisé suffisamment pour nous assurer qu'elles contiennent peu de renseignements sur la mission de Lakanal et à peu près rien qui ne soit connu par ailleurs.

Quant aux archives des communes de la Dordogne, nous ne pouvions songer à les dépouiller toutes. Nous nous sommes du moins efforcé d'apporter, sur chacune des entreprises auxquelles s'attacha Lakanal, le témoignage d'un certain nombre de municipalités.

Nous avons parfois signalé, en note, plusieurs documents à l'appui d'une seule affirmation, soit parce que ces documents se complètent les uns les autres, soit, s'ils sont semblables, parce qu'ils se trouvent dans des dépôts différents; leur signalement facilite le contrôle du lecteur.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Documents antérieurs à la mission de Lakanal.

A. — MANUSCRITS

Archives nationales.

AD VI, 39 (état des forges du Périgord en 1790).

B. III 117 (documents sur l'esprit public dans le Périgord en 1789).

C 253 (motions et discours relatifs au procès-verbal de la Convention, mai 1793) et 274 (lettres de corps constitués à la Convention, septembre 1793).

E 2427 (plans de l'Isle en 1765).

F¹² 680 (forges du Périgord en 1789).

F¹⁷ 1163 (ancien) (bibliothèques et établissements religieux de la Dordogne en 1791).

N IV, 1 (atlas des châtellenies de Bergerac, Maurens et Mouleydier en 1783).

R² 551 (flottage de la Dordogne au XVIII^e siècle).

Bibliothèque nationale.

Collection Périgord, tomes XIX (navigation de l'Isle, instruction publique en Périgord), XLVIII (hôpital de Bergerac), LXXIII (navigation de l'Isle), XCH (navigation de la Dordogne), CLXXVI et CXCI (navigation de l'Isle).

Archives du Musée pédagogique.

Carton Dordogne (instruction publique sous l'ancien régime).

Archives départementales

— de l'*Ariège*, L 108² (sur la famille de Lakanal).

— de la *Dordogne*, B II 16 (arrêts de la Cour du Parlement de Bordeaux).

— de la *Gironde*, C 2633 et 3106 (sur la misère en Périgord), 3078 et 3097 (sur l'instruction publique à Bergerac avant 1789).

Archives municipales

— de *Bergerac*. Registre des baptêmes de la paroisse Saint-Jacques de Bergerac (années 1763 et 1788).

— de Serres (Ariège). Registre des baptêmes de la paroisse de Serres (année 1762).

Archives privées.

Collection de M. F. VILLEPLET, Papiers Hautefort.

B. — IMPRIMÉS

Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, t. III et IV. Paris, 1753 et 1757. *Supplément*, t. II et III. Amsterdam, 1776 et 1777. *Recueil de planches*, t. I, III et VIII. Paris, 1762, 1763 et 1771.

GOYON DE LA PLOMBANIE. *La France agricole et marchande*, t. II, Avignon, 1762 (*Bibl. nat.*, Inv. S 19.339).

MICHEL. *L'indicateur fidèle ou guide des voyageurs...* Paris, Desnos, 1765 (*Bibl. nat.*, L²⁵/13).

Liste générale des postes de France pour 1776, dressée par ordre de Turgot. Paris, Jaillot (*Bibl. nat.*, L²³/1).

Etat général des postes de France pour 1789, dressé par ordre de Rigoly. Paris, Pierres (*Bibl. nat.*, L⁹³/2).

Opinion de Lakanal sur la question de savoir si Louis XVI doit être jugé [Paris] Imp. nat., s. d. [1793] (*Bibl. nat.*, Le³⁷₆²).

Appel nominal qui a eu lieu dans la séance permanente du 13 au 14 avril 1793... sur la question : Y a-t-il lieu à accusation contre Marat ?... Paris, Imp. nat., s. d. [1793] (*Bibl. nat.*, Le³⁸/223).

Lakanal à ses collègues. [Paris] Imp. nat., s. d. [1793] (*Bibl. nat.*, Le³⁸/323).

Journal d'instruction sociale [1^{er} juin 1793], par les citoyens Condorcet, Sieyès et Duhamel. Paris, Imp. des sourds-muets (*Bibl. nat.*, Le²/785).

Décret sur le Jardin national des Plantes..., du 10 juin 1793, ... précédé du rapport du citoyen Lakanal. [Paris] Imp. nat., s. d. [1793] (*Bibl. nat.*, Le³⁸/1804).

Convention nationale. Projet de décret au nom des Comités d'instruction publique, de la guerre, des finances et de la marine, sur la réunion du 10 août, par le citoyen Lakanal, lu dans la séance du 25 juin 1793, ajourné à jeudi 27 du même mois... [Paris] Imp. nat., s. d. [1793] (*Bibl. nat.*, Le³⁸/310).

Convention nationale. Projet d'éducation du peuple français, présenté à la Convention nationale, au nom du Comité d'instruction publique, par Lakanal..., le 26 juin 1793... Imprimé par ordre de la Convention, qui en a ajourné la discussion à la séance de lundi prochain. Paris, Imp. nat., 1793 (*Bibl. nat.*, Le³⁸/313).

Rapport sur le télégraphe du citoyen Chappe, fait par Lakanal [le 25 juillet 1793], au nom du Comité d'instruction publique et de la Commission nommée par le décret du 27 avril dernier... [Paris] Imp. nat., s. d. [1793] (*Bibl. nat.*, Le³⁸ 346).

II. — Documents contemporains de la mission de Lakanal.

A. — MANUSCRITS

Archives nationales.

AD VI, 40 (manufactures d'armes).

AF II 18, 120 et 121 (minutes des procès-verbaux du Comité des ponts et chaussées, puis des travaux publics).

AF II 56 (Comité de salut public ; police).

AF II 96 et 97 (département de la Dordogne ; lettres et arrêtés de représentants en mission dans ce département).

AF II 168, 170, 171, 172, 173, 174, 178, 179 (bureau de l'Ouest ; lettres et arrêtés de représentants en mission dans la Dordogne).

AF II 218 (Comité de salut public ; armes).

AF II 402 (liste des représentants chargés de la surveillance des fabrications d'armes),

AF* II 34 (copie des procès-verbaux du Comité des ponts et chaussées).

AF* II 62 (enregistrement de dépêches de représentants en mission dans la Dordogne).

AF* II 128 (enregistrement de dépêches de représentants en mission dans la Dordogne, relatives à la guerre).

AF* II 169 (enregistrement de dépêches de représentants en mission dans la Dordogne et mouvements des représentants en mission).

B II 8 (procès-verbaux des votes sur l'acceptation de l'acte constitutionnel de 1793).

B II 43 (procès-verbaux des votes sur l'acceptation de l'acte constitutionnel de l'an III).

C 274, 280, 283, 289, 308, 350 (Convention nationale ; lettres et adresses de représentants en mission, corps constitués et Sociétés populaires de la Dordogne).

D¹ § 1, 35 (mesures prises dans la Dordogne par divers représentants).

D III 61 et 62 (Comité de législation ; correspondance et pétitions d'autorités constituées, Sociétés populaires et particuliers de la Dordogne, relatives à des contestations en matière de législation).

D III 351 (Comité de législation ; dénonciations contre Lakanal).

D XXXVIII, 2 (adresses de Sociétés populaires de la Dordogne à la Convention, sur l'instruction publique).

D XL, 9 et 19 (Comité des pétitions ; adresses de Sociétés populaires et de citoyens de la Dordogne).

F^{1c} III Dordogne, carton 1 (Esprit public).

F⁷ 3654 Ariège, carton 1 (Police générale ; renseignements sur Lakanal).

F⁷ 3671 Dordogne, cartons 1 et 2 (Police générale ; statistique personnelle et morale).

VIII

BIBLIOGRAPHIE

F⁷ 4557 (Papiers du Comité de sûreté générale ; arrestations, détentions, mises en liberté dans la Dordogne).

F⁷ 4774²³ (Police générale ; répression des contre-révolutionnaires dans le Bergeracois).

F¹⁴ 270 et 271 (Commission des subsistances ; procès-verbaux de ses délibérations).

F¹⁴ 807 et 808 (Ponts et chaussées ; routes et ponts dans la Dordogne).

F¹⁷ 1691 et 1344¹³ (Instruction publique en Dordogne).

Bibliothèque nationale.

Collection Périgord, t. XLIX (liste des personnes guilloténées à Périgueux pendant la Terreur).

Archives historiques du ministère de la guerre.

Correspondance militaire générale, cartons d'avril 1793 à juillet 1794 (pour la manufacture d'armes de Bergerac).

$\frac{A^1}{8}$ Copie des lettres adressées par la Commission de l'artillerie à la Commission des armes et poudres (manufacture de Bergerac).

$\frac{22-a}{1}$ Registre des délibérations de l'Agence des armes portatives (manufacture de Bergerac).

Archives du Comité de l'artillerie (Saint-Thomas d'Aquin).

Copie des rapports fournis par le Comité central de l'artillerie, du 7 septembre 1795 au 5 avril 1798, registre n° 1 (manufacture de Bergerac).

Copie des lettres et des rapports adressés au Comité central de l'artillerie, du 12 août 1795 au 22 septembre 1796, registre n° 4 (manufacture de Bergerac).

4 h 2 b (Deux mémoires adressées à ce Comité par l'administration des armes de Bergerac).

Archives du Musée pédagogique.

Carton Dordogne (documents sur l'œuvre scolaire de Lakanal).

Archives départementales de la Dordogne.

Série L¹ 2, 6, 8, 10, 11, 12 (délibérations du Directoire de département,

1. Cette série n'a reçu qu'un classement très sommaire. Elle contient un millier d'articles. Les actes des représentants en mission ne constituent pas un fonds spécial. Beaucoup de leurs proclamations, arrêtés et lettres sont transcrits dans les registres de délibérations des administrations de département et de district et dans les registres de correspondance de ces administrations. On en trouve aussi, en originaux ou sous forme de placards imprimés, dispersés dans des portefeuilles ou collés dans l'intérieur des registres.

1791-1794), — 14, 15, 16, 19, 21 (délibérations de l'administration centrale du département, 1795-1797), — 29, 30, 33, 34 (délibérations du Conseil de département, 1790-an II) — 75 (correspondance de l'administration du département), — 103 (administration du département, enregistrement des dépêches), — 108 (administration du département, correspondance avec les représentants en mission et le Comité de salut public), — 127 (lettres du procureur-général-syndic aux ministres et représentants en mission), — 161 (bureau de police, lettres des Comités de la Convention et des représentants en mission à l'administration du département, et réponses de celle-ci), — 168 (bureau de police, lettres des administrations de district et de divers fonctionnaires à l'administration du département, et réponses de celle-ci), — 176 (bureau de police, actes de l'administration du département en matière d'assistance publique), — 189 et 191 (bureau de police, arrêtés de l'administration du département), — 200 (bureau de la guerre, correspondance de l'administration du département avec la Convention, ses Comités et ses délégués), — 225 (bureau des travaux publics, correspondance de l'administration du département avec les districts), — 230, 231, 232, 235, 236 (bureau des travaux publics de l'administration du département, routes, canaux), — 314 (administration du département, contributions);

318 (délibérations du directoire du district de Belvès), — 335 (administration du district de Belvès, affaires militaires);

354, 355, 356, 357 (délibérations de l'administration du district de Bergerac), — 366, 367, 368, 369, 371, 372 (administration du district de Bergerac, transcription des arrêtés des autorités supérieures du département et des représentants en mission), — 378 (administration du district de Bergerac, correspondance), — 403 à 407 (délibérations et papiers du Comité révolutionnaire de Bergerac);

421, 422 (administration du district d'Excideuil, sa correspondance active et passive avec les autorités supérieures du département, les représentants en mission, le Comité révolutionnaire d'Excideuil), — 443, 444, 455 (administration du district d'Excideuil, affaires militaires), — 475 (administration du district d'Excideuil, travaux publics), — 482 (administration du district d'Excideuil, finances), — 489, 490, 500 (correspondance du procureur-syndic du district d'Excideuil), — 505, 506, 509, 510, 511, 514 (délibérations et papiers du Comité révolutionnaire d'Excideuil);

519, 520, 521 (délibérations de l'administration du district de Montignac), — 525 (administration du district de Montignac, correspondance avec les autorités supérieures), — 545 (administration du district de Montignac, travaux publics), — 561, 564 (correspondance de l'agent national du district de Montignac), — 572 (correspondance du procureur-syndic du district de Montignac), — 582, 584, 585, 587, 588 (délibérations et papiers du Comité révolutionnaire de Montignac);

595 (administration du district de Mussidan, correspondance), — 604 (délibérations de l'administration du district de Mussidan);

640 (arrêtés du directoire du district de Nontron), — 641 (délibérations de l'administration du district de Nontron), — 650 (administration du dis-

trict de Nontron, taxes), — 651 (administration du district de Nontron, guerre et police), — 664 (correspondance de l'agent national du district de Nontron), — 668 (extraits des délibérations du Comité révolutionnaire de Nontron);

672, 673, 674 (délibérations de l'administration du district de Périgueux), — 681 (enregistrement d'arrêtés des autorités supérieures), — 688, 691 (administration du district de Périgueux, bureau de police), — 693, 710 (administration du district de Périgueux, bureau de la guerre), — 746 (correspondance du procureur-syndic du district de Périgueux), — 763, 764 (délibérations du Comité révolutionnaire de Périgueux);

776, 777 (délibérations de l'administration du district de Ribérac), — 782, 783, 784 (administration du district de Ribérac, correspondance), — 801 (administration du district de Ribérac, police), — 808 (administration du district de Ribérac, travaux publics), — 824 (correspondance de l'agent national du district de Ribérac), — 826 et 828 (délibérations et papiers du Comité révolutionnaire de Ribérac);

845 (délibérations de l'administration du district de Sarlat), — 852 (administration du district de Sarlat, comptes décennaires), — 936 (délibérations de la Société populaire de Saint-Cyprien).

Série Q. Dans cette série, qui n'est pas classée, se trouve égaré un registre des délibérations municipales de Chancelade, que nous avons utilisé.

Autres archives départementales.

Gironde, L 1053 (tableau des taxes levées pour les travaux de navigation du Dropt).

Haute-Vienne, L 110 (arrêtés et proclamations de Lakanal au sujet des travaux publics et de la manufacture d'armes).

Lot, L 13 (arrêté de Lakanal sur la manufacture).

Tarn-et-Garonne, L 1 (mesures relatives à la Dordogne, prises par divers représentants en mission, arrêté du Comité de la guerre de Bergerac).

Bibliothèque municipale de Périgueux.

Fonds Lapeyre (nombreuses pièces, mal classées, sur la Révolution dans la Dordogne, lettres et arrêtés de Lakanal, etc.).

Archives du greffe du tribunal civil de Bergerac.

Registre des mariages et divorces de 1793 à l'an VI (divorce d'H. Rolland).
Septième plunitif des audiences (jugement de procès arbitrés).

Livre des écrous (pour les arrestations ordonnées par Lakanal).

Archives municipales de Bergerac ¹.

Registres des délibérations du Conseil général de la commune de Ber-

1. Je dois des remerciements particuliers à M. Jouanel, conservateur des archives municipales de Bergerac, qui a bien voulu faciliter mes recherches dans ces archives encore mal classées, dont il a entrepris de débrouiller le chaos.

gerac. Registres n° 11 (3 mars 1790 — 11 frimaire an II), n° 12 (24 frimaire an II — 29 pluviôse an III), n° 13 (11 ventôse an III — 12 thermidor an IV), n° 14 (14 thermidor an IV — 5 vendémiaire an VI).

Registre de correspondance du bureau de la guerre de Bergerac (an IV-an VI) ; ce registre concerne la manufacture d'armes de Bergerac, ainsi que le « dossier de la guerre » (lettres, arrêtés) qui l'accompagne.

G 2 (Liste des personnes taxées en vertu des arrêtés de Lakanal et des taxes révolutionnaires imposées sur chaque canton du district de Bergerac).

H 2 (Lettres reçues ou expédiées par la municipalité et l'administration des armes, au sujet de la manufacture d'armes de Bergerac).

I 2 (Papiers relatifs à la Société populaire de Bergerac, lettres reçues, inventaire des papiers de la Société).

M 1 (Livre de caisse de Durand, trésorier de la Commission des monuments de Bergerac, an II et an III).

P 1 (Correspondance de la Commission des revenus des biens nationaux).

Boîte R¹, liasses 1 (manufacture), 2 (bibliothèque), 10 (membres du Conseil général de la commune, instruction publique, taxes), 12 (bibliothèque), 30 (manufacture).

Boîte S, liasses 14 (lettres et arrêtés de Lakanal), 17 (réquisitions du Comité de la guerre de Bergerac), 20 (correspondance de la municipalité), 23 (instruction publique).

Boîte T, liasses 26 et 27 (manufacture d'armes et bibliothèque de Bergerac), 29 (manufacture), 31 (bibliothèque), 37, 38 et 42 (manufacture).

Boîte U, liasses 14, 40, 41 et 42 (lettres et arrêtés de Lakanal : la liasse 42 contient une quarantaine d'arrêtés de Lakanal), 44 (bibliothèque, écoles, maison d'économie rurale), 48 (manufacture, Comité révolutionnaire).

Boîte Z, n° 28 *bis*. Registre de la Société populaire *Les Amis de la liberté et de l'égalité* de Bergerac. Nous n'avons eu à utiliser que le registre qui s'étend du 15 février 1793 au 27 décembre 1793. Le registre qui fait immédiatement suite à celui-là a disparu.

Boîte Z, n° 47. Registre des adresses envoyées par la Société populaire de Bergerac, surtout en l'an II.

Fonds Pourquery de Boisserin, casier 17 (lettres écrites à Lakanal, bibliothèques).

Fonds Faugère (réponse du procureur Souffrain au juge Couderc, sur le château de La Force).

Fonds Blanc (taxes révolutionnaires, Comité révolutionnaire de Bergerac).

Fusil et baïonnette fabriqués par la manufacture d'armes de Bergerac.

1. Aux Archives municipales de Bergerac, un très grand nombre de pièces ont été groupées, souvent sans méthode, en liasses, qui ont été empilées, à peu près au hasard, dans une série de grandes boîtes désignées par les lettres de l'alphabet. L'indication que nous donnons des matières auxquelles se rapportent ces liasses est, par conséquent, incomplète.

Quelques registres sont épars au milieu de ces liasses.

Autres archives municipales.

- Beaumont-en-Périgord*. Registre des délibérations municipales (1793).
Cumond (Dordogne). Registre des délibérations municipales (an II).
La Feuillade (Dordogne). Registre des délibérations de la Société populaire.
Lanquais (Dordogne). Registre des délibérations municipales (an II).
Périgueux, D 4. Registre des délibérations municipales (1793 et an II).
Ribérac. Registre des délibérations municipales (an II). — Registre de correspondance de la municipalité (an II).
Saint-Cyprien (Dordogne). Registre des délibérations municipales (an II).
Sainte-Aulaye (Dordogne). Registre des délibérations municipales (an II).
Saint-Mayme-de-Péreyrol (Dordogne). Registre des délibérations municipales (1793).
Saint-Vincent-Jalmoutier (Dordogne). Registre des délibérations municipales (an II).
Thenon (Dordogne). Registre des délibérations municipales (1793). — Registre des délibérations de la Société populaire (an II).
Thiviers (Dordogne). Registre des délibérations municipales (1793 et an II).

Archivés privées.

- Collection de M. Aulard (Notes d'un Bergeracois anonyme sur la conduite de Lakanal à Bergerac).
 Archives Laverrie de Vivans (pièces obligeamment communiquées par G. Charrier, ancien conservateur des archives municipales de Bergerac).
 Archives de M. Bernard du Maine, propriétaire à Montausier (Charente).

B. — IMPRIMÉS

- Procès-verbal de la Convention nationale, imprimé par son ordre*. Paris, Imp. nat. (Bibl. nat., Le 37/1).
Bulletin de la Convention nationale. [Paris] Imp. nat. (Bibl. nat., Le 2/716).
Collection générale des décrets rendus par la Convention nationale. Paris, Baudouin (Collection Baudouin) (Bibl. nat., F 32.322).
Collection générale des lois, proclamations, instructions et autres actes du pouvoir législatif. Paris, Imp. nat. des lois (Collection du Louvre) (Bibl. nat., Inv. F 14.440).
Gazette nationale ou le Moniteur universel. [Paris], Imp. Agasse, Panckoucke, etc. (Bibl. nat., Le 2/113).
Journal des débats et des décrets (pour les nos 465, 467 et 659), Versailles et Paris, Baudouin (Bibl. nat., Le 2/147).
Journal d'instruction populaire rédigé par la Commission d'instruction sociale établie à Sarlat par le représentant Lakanal. Sarlat, s. d. [an II] (Bibl. nat., Le¹¹/930 bis).

Atlas national de France. Paris, chez Dumez... [et] Aubry... l'an II de la République ¹.

Gaspard MONGE. *Description de l'art de fabriquer les canons*, Paris, an II (*Bibl. nat.*, Inv. 11.1113).

Almanach national de France (an II à an XI), *Almanach impérial* (années 1805 à 1813) et *Almanach royal* (1814-1815). Paris. Imp. Testu (*Bibl. nat.*, casier O, n^{os} 478 à 498).

III. — Documents postérieurs à la mission de Lakanal.

A. — MANUSCRITS

Archives nationales.

AB XIX 333 (autographes divers de Lakanal).

AD XVIII^a 42 (réflexions de Lamarque sur la Dordogne sous la Convention).

AF II 174 (lettres de Lakanal au Comité de salut public, an III).

AF III 619 (arrêtés du Directoire).

AF IV 2 (arrêtés des consuls).

C 572 (document sur les élections législatives de l'an VII).

D III 62 (Comité de législation, compte moral et politique rendu par Antoine Limoges).

F¹⁰ III Seine-et-Oise, carton 4 (Esprit public en l'an IX).

F^{1E} 42 et 43 (mission de Lakanal dans les départements de la rive gauche du Rhin).

F⁷ 6707, 6709, 6713 (rapports de police sur Lakanal en 1816).

F¹² 1633 (Industrie ; forges du Sarladais en 1811).

F¹⁴ 1269 (Ponts et chaussées ; le commerce à Bergerac en 1811).

F¹⁷⁰ L 24 (Instruction publique ; sur Lakanal pendant le Directoire et l'Empire).

F¹⁷ 1344 ²⁹⁻³⁰ (Instruction publique ; sur Lakanal professeur dans les écoles centrales).

F¹⁷ 1694 (Instruction publique ; sur la mission de Lakanal à Bourges en l'an III).

Archives de la Seine.

Reconstitution des actes de l'état-civil, n^o 28739.

Bibliothèque nationale.

Nouv. acquis., fonds français, n^o 10.609. Table alphabétique et raisonnée de l'histoire de la Révolution française de Thiers, par Lakanal.

1. Nous donnons hors texte une carte de la Dordogne (n^o 49), reproduite de cet atlas, qu'a bien voulu nous communiquer M. R. Villepelet, archiviste aux Archives nationales.

Musée Carnavalet.

Galerie des Echevins, vitrine 108 (lettre de Lakanal à David d'Angers).

Archives départementales.

Allier, L 397, — *Hautes-Pyrénées*, L 641 et 726, — *Loiret*, L 813, — *Seine-et-Marne*, L 100 (lettres et arrêtés de Lakanal sur l'instruction publique en l'an III).

Seine-et-Oise, L 1 m 364 (procès-verbal des élections législatives de l'an VI).

Archives municipales de Bergerac.

Plan cadastral de la commune de Bergerac (1831).

Registres de l'état-civil (1847).

Bibliothèque municipale d'Angers.

Lettres de Lakanal à David d'Angers.

Archives privées.

Collection d'autographes de M. l'abbé Canal, curé de Montgauch, par Saint-Lizier, Ariège (Une vingtaine de lettres de Lakanal, allant du Directoire à la vieillesse de Lakanal).

Souvenirs de famille transmis par M. G. Sécrestat-Escande, à Bordeaux.

B. — IMPRIMÉS

Rapport sur J.-J. Rousseau, fait, au nom du Comité d'instruction publique, par Lakanal, dans la séance du 29 fructidor [an II]. Imprimé par ordre de la Convention nationale... Paris, Imp. nat., s. d. [1794] (*Bibl. nat.*, Le³⁸/945).

Rapport sur l'établissement des écoles normales, par Lakanal. Séance du 2 brumaire an III... Imprimé par ordre de la Convention nationale. [Paris] Imp. nat., brumaire an III (*Bibl. nat.*, Le³⁸/1018).

Rapport et projet de loi sur l'organisation des écoles primaires, présentés à la Convention nationale, au nom du Comité d'instruction publique, par Lakanal, à la séance du 7 brumaire [an III]. Imprimés par ordre de la Convention nationale. [Paris] Imp. nat., brumaire an III (*Bibl. nat.*, Le³⁸/1025).

Rapport et projet de loi sur les écoles centrales. Fail, au nom du Comité d'instruction publique, par Lakanal, dans la séance du 26 frimaire an III.... [Paris] Imp. nat., frimaire an III (*Bibl. nat.*, Le³⁸/1106).

Compte rendu à la Convention nationale..., par Pinet aîné, représentant du peuple. Etat de la dépense particulière que j'ai faite dans les missions que j'ai remplies, soit dans le département de la Dordogne..., soit auprès de l'armée des Pyrénées-Occidentales... [Paris] Imp. nat., pluviôse an III (*Bibl. nat.*, Le³⁹. 191).

Rapport fait, au nom du Comité d'instruction publique, par Lakanal. Imprimé par ordre de la Convention nationale. [Paris] Imp. nat., ventôse an III (Bibl. nat., Le³⁸/1250).

Rapport sur les langues orientales, commerciales et diplomatiques, fait [par Lakanal] au nom des Comités de l'instruction publique et des finances [le 10 germinal an III]. [Paris] Imp. nat., s. d. [an III] (Bibl. nat., Le³⁸/1320).

Aperçu des dépenses des divers objets d'instruction publique, présenté au Comité d'instruction publique par Lakanal. Imprimé par ordre de la Convention nationale. [Paris] Imp. nat., floréal an III (Bibl. nat., Le³⁸/1440).

Un mot de Lakanal... à quelques folliculaires qui ne sont pas avarés de mots. Paris. Imp. Guerbart, s. d. [thermidor an III] (Bibl. nat., Ln²⁷/1105).

Corps législatif. Procès-verbal des séances du Conseil des Cinq-Cents. Paris, Imp. nat. (Bibl. nat., Le⁴²/1).

Rapport fait au Conseil des Cinq-Cents par Lakanal, sur les livres élémentaires présentés au concours... Séance du 14 brumaire an IV. Paris, Imp. nat., brumaire an IV (Bibl. nat., Le⁴³/7).

Lakanal... à ses frères les républicains du département de l'Ariège. Paris. Imp. nat., ventôse an IV (Bibl. nat., Lb⁴²/957).

Projet de résolution présenté dans la séance du 23 messidor [an IV] par Lakanal. Paris. Imp. nat., messidor an IV (Bibl. nat., Le⁴³/349).

Rapport fait, au nom du Conseil des Cinq-Cents, par Lakanal. Séance du 23 messidor an IV. Paris. Imp. nat., thermidor an IV (Bibl. nat., Le⁴³/347).

J.-A. GAILLARD. *Tableau de réduction des anciennes mesures en nouvelles et des nouvelles en anciennes.* Le Havre. Imp. Stanislas Faure, an VII (Arch. nat., AD VIII 37).

Recueil des lois, instructions... et tableaux relatifs aux nouveaux poids et mesures... Paris, Rondonneau, an VII (Arch. nat., AD VIII 37).

[LAKANAL]. *Notice sur J. Lakanal, membre de l'Institut...* Paris. Imp. Boulard, s. d. [1801] (Bibl. nat., Ln²⁷/11106).

[DE GASSENDI]. *Aide-mémoire à l'usage des officiers d'artillerie...*, t. II, 3^e édition. Paris. Magimel, 1801 (Bibl. nat., Inv. V 22800). Nous avons aussi utilisé la cinquième édition, qui est assez différente de la troisième (Paris. Magimel, 1819).

Annuaire du département de la Dordogne pour l'année sextile XI, rédigé... par le secrétaire-général de la préfecture. Périgueux. Imp. Dupont, an XI (Bibl. nat., Lc³⁰/126). Nous avons aussi utilisé l'Annuaire de la Dordogne de l'an XII (même cote).

Annuaire ou description statistique du département de Lot-et-Garonne, rédigée... par M.-C.-H. Lafont-Du Cujula, secrétaire-général de la préfecture. Agen. Imp. Noubel, 1806 (Bibl. nat., Lc³⁰/243).

H. CORTY. *Mémoire sur la fabrication des armes portatives de guerre.* Paris. Magimel, 1806 (Bibl. nat., V 22721).

Anonyme. *Notice sur les châteaux de la Force et du Fleix...*, dans le *Bulletin polymathique du Muséum d'instruction publique de Bordeaux.* Bordeaux, Brossier, 1811, p. 298 (Bibl. mun., Bordeaux).

J.-H. HASSENFRATZ. *La Sidérotechnie*; 2 v. Paris. Didot, 1812 (*Bibl. nat.*, S 200).

Biographie des hommes vivants. Paris. Michaud, 1818, t. IV (article sur Lakanal). (*Bibl. nat.*, G 20.003).

[Jean-Baptiste-Germain FABRY]. *Les missionnaires de 93, par l'auteur du « Génie de la Révolution considéré dans l'éducation »*. Paris. Lenormant, Rey et Gravier, 1819 (*Bibl. nat.*, Lb⁴¹/32).

DUVERGIER. *Collection complète des lois, décrets...*, de 1788 à 1824, t. I et suiv. Paris. Guyot et Scribe, 1824 et suiv.

G.-L.-J. CARRÉ. *Les lois de l'organisation et de la compétence des juridictions civiles*, t. II. Paris. Warée, 1826 (*Bibl. nat.*, F 18000).

Abbé GRÉGOIRE. *Histoire des sectes religieuses*, t. I. Paris. Baudouin, 1828, *Mémoires de l'Académie royale des sciences morales et politiques de l'Institut de France*, t. I, deuxième série. Paris. Didot, 1837.

[LAKANAL]. *Exposé sommaire des travaux de Joseph Lakanal... pour sauver, durant la Révolution, les sciences, les lettres et les arts*. Paris. Didot, 1838 (*Bibl. nat.*, Ln²⁷/11107).

MEYER, traduction Rieffel. *Manuel historique de la technologie des armes à feu*, t. II. Paris. Corréard, 1838 (*Bibl. nat.*, Inv. V 46754).

[LAKANAL]. *Suum cuique*. Paris. Didot [1840] (*Bibl. nat.*, Ln²⁷/11108).

[LAKANAL]. *Première réponse à la « Note sur la création de l'Institut »*. Paris. Didot [1840] (*Bibl. nat.*, Ln²⁷/11110).

SARRUT et SAINT-EDME. *Biographie des hommes du jour*. Paris. Krabbe, 1841; t. V, 2^e partie (*Bibl. nat.*, G 6663) et t. VI, 1^{re} partie (*Bibl. nat.*, G 6664).

[LAKANAL]. *Tableau synoptique de la Convention nationale*. Paris. Didot, 1843 (*Bibl. nat.*, Le²⁶/3).

Institut royal de France... Funérailles de M. Lakanal. Discours de M. de Rémusat, le 16 février 1845. Paris. Didot [1845] (*Bibl. nat.*, Ln²⁷/11111).

Moniteur du 17 février 1845 (*Bibl. nat.*, Lc²/114).

Journal de Bergerac du 5 avril 1845 (Arch. mun. Bergerac).

Note sur deux établissements d'utilité publique fondés à Bergerac par M. Lakanal, pendant sa mission comme représentant, en 1793 et 1794, lue à l'Académie royale des sciences morales et politiques, le 24 mai 1845, par M. Berriat-Saint-Prix. Paris, Imp. Bouchard-Huzard, 1846 (Extrait des *Annales de la Société royale d'horticulture de Paris*). (*Bibl. nat.*, Lk⁷/947).

A. ESQUIROS. *Paris ou les sciences... au XIX^e siècle*, t. I, Paris. Comon, 1847 (*Bibl. nat.*, Li³/168).

Isidore-Geoffroy SAINT-HILAIRE. *Lakanal, sa vie et ses travaux à la Convention et au Conseil des Cinq-Cents*. Paris. Bureau de la revue, 1849 (Extrait de *La Liberté de penser*, n^{os} 17 et 18). (*Bibl. nat.*, Ln²⁷/11112).

Biographie universelle Michaud, nouvelle édition, t. XXII. Paris, Desplaces, et Leipzig, Brockhaus (article sur Lakanal, par I.-Geoffroy Saint-Hilaire).

DETERMES. *Le château de La Force*. Bergerac. Imp. Faisandier, 1850.

E.-A. BARDIN. *Dictionnaire de l'armée de terre*, t. III. Paris. Corréard, 1851 (*Bibl. nat.*, V 31318).

MIGNET. *Notice historique sur la vie et les travaux de M. Lakanal, lue à la séance publique annuelle [de l'Académie des sciences morales] du 2 mai 1857.* Paris. Didot, 1857 (Bibl. nat., Ln²⁷/11113).

Journal et Mémoires du marquis d'Argenson, publiés... pour la Société de l'histoire de France, par E.-J.-B. Rathery, t. II. Paris. Renouard, 1859 (Bibl. nat., Lb³⁸/1362).

GUIZOT. *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps, t. III.* Paris. Lévy, 1860 (Bibl. nat., La³⁸/30).

Réimpression de l'ancien Moniteur, t. V à XXVII (1790 à an IV). Paris. Plon, 1860 à 1870.

Mémoires sur Carnot, par son fils, t. I. Paris. Pagnerre, 1861 (Bibl. nat., Ln²⁷/3562).

J. CHARAVAY. *Catalogue d'une importante collection de documents autographes et historiques sur la Révolution française...* Paris. Jacques Charavay, 1862.

E.-J.-M. VIGNON. *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles, t. II.* Paris, 1862 (Bibl. nat., Inv. V 54950).

Archives historiques du département de la Gironde, t. VIII. Paris. Aubry, 1866 (Bibl. nat., Lk⁴/425).

DESSALLES. *L'arrondissement de Bergerac, dans les Annales de la Société d'agriculture de la Dordogne, 1866 et 1867* (Bibl. nat., Inv. S 17566/28).

RENNES. *Histoire du protestantisme à Bergerac.* Bergerac. Imp. Faisandier, 1868.

E. BOUCHARD. *Histoire du collège de Moulins.* Moulins, 1872 (Bibl. Musée pédag., n° 7455).

C. VATEL. *Vergniaud, manuscrits, lettres et papiers, t. I.* Paris. Dumoulin, 1873 (Bibl. nat., Lb⁴¹/4630).

Ch. DURAND. *Notes sur l'histoire de Bergerac, dans le Bulletin historique et archéologique du Périgord, t. I, 1874.*

Abbé BERNARET. *Papiers relatifs à l'histoire du Périgord, dans le même Bulletin, t. II, 1875.*

Abbé BERNARET. *Bergerac depuis le Concordat de 1801, dans la Semaine religieuse du diocèse de Périgueux et de Sarlat, 1875.*

F. CLAMAGERAN. *Le conventionnel Lakanal; son administration dans le département de la Dordogne.* Paris. A. Le Chevalier, 1875.

N. FOURGEAUD-LAGRÈZE. *L'Imprimerie en Périgord.* Ribérac, 1875.

DE VERNEILH. *Notice sur les anciennes forges du Périgord, dans la Revue des Sociétés savantes, 6^e série, t. IV, 1876.*

R. DE LAUGARDIÈRE. *Essais... sur l'arrondissement de Nontron, dans le Bulletin historique... du Périgord, t. III, 1876, et t. XIV, 1887.*

Projet de navigation du Dropt, dans le même Bulletin, t. IV, 1877.

F. JULIEN. *Historique de la rivière de l'Isle, dans le même Bulletin, t. V, 1878.*

Etienne CHARAVAY. *Inventaire des autographes... composant la collection de M. Benjamin Fillon.* Paris. Charavay frères, 1878.

V. DE SEILHAC. *Scènes et portraits de la Révolution en Bas-Limousin*. Tulle, 1878.

Ch. DURAND. *Pont de la Dordogne*, dans le *Bulletin historique... du Périgord*, t. VI, 1879.

MARCUS [Toussaint Nigoul]. *Lakanal*. Paris, Marpon et Flammarion [1879] (*Bibl. nat.*, Ln²⁷/31234).

Le Tribunal criminel et révolutionnaire de la Dordogne sous la Terreur. Documents... classés... par les commis greffiers du tribunal civil de Périgueux. Périgueux. Imp. Cassard, 1880-1881 (*Bibl. nat.*, Lb⁴¹/5012).

Elié DE BIRAN. *Etablissements de bienfaisance et d'instruction*, dans le *Bulletin historique... du Périgord*, t. VII, 1880.

A. DUJARRIC-DESCOMBES. *Aperçu de l'instruction publique en Périgord avant 1789*, dans le même *Bulletin*, t. VIII, 1881.

DE BOISLISLE. *Mémoires des intendants sur l'état des généralités, dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne*, t. I. Paris. Imp. nat., 1881.

[Jules CLARETIE]. *La statue de Lakanal. Ses écrits posthumes*, dans le *Temps* du 1^{er} février 1881.

[Jules CLARETIE]. *Lakanal et Geoffroy Saint-Hilaire*, dans le *Temps* du 15 avril 1881.

F.-A. AULARD. *L'éloquence parlementaire pendant la Révolution française. Les orateurs de l'Assemblée constituante*. Paris. Hachette, 1882. — *Les orateurs de la Législative et de la Convention*, t. II. Paris. Hachette, 1886.

L. AUVRAY et BELLIER DE LA CHAVIGNERIE. *Dictionnaire des artistes de l'Ecole française*, t. II. Paris. H. Loones, 1882.

Deux adresses de la Société populaire de Bergerac à la Convention, dans la *Révolution française*, 1882, 1^{er} semestre, p. 828.

J. PENAUD. *La guerre au fanatisme en province*, dans la même revue, 1882, 2^e semestre, p. 348.

J. PENAUD. *Un conventionnel inédit, Noël Pointe*, dans la même revue, 1883, 2^e semestre, et 1884, 1^{er} semestre.

Etienne CHARAVAY. *Lettres autographes composant la collection de M. Alfred Bovet...* Paris. Charavay frères, 1882 (*Bibl. nat.*, Rés. g. Q 15) ¹.

Abbé GOUSTAT. *De la sépulture des Gontauts-Biron*, dans le *Bulletin historique... du Périgord*, t. IX, 1882.

BOISSERIE-LACROIX. *Le château de Badefols*, dans le même *Bulletin*, t. X, 1883.

H. FORNERON. *Histoire générale des émigrés pendant la Révolution française*, t. I. Paris. Plon, 1884 (*Bibl. nat.*, Lc³⁴/43).

Paul LE GENDRE. *Les hommes de la Révolution*. Lakanal. Préface de Paul Bert. Paris. Weill et Maurice, 1884 (*Bibl. nat.*, Ln²⁷/33087).

G. BUSSIÈRE. *Etudes historiques sur la Révolution en Périgord*, 2^e partie, le

1. Je dois des remerciements particuliers à M. Noël Charavay pour avoir bien voulu me communiquer des coupures des *Catalogues de vente Laverdet* (Catalogues n^{os} 148, 191 et 242), de la *Revue des autographes* (Revue n^{os} 160, 175, 219, 225, 227, 243, 262, 264 et 268) et du *Bulletin d'autographes* (Bulletins n^{os} 75, 116, 236 et 312).

mouvement électoral de 1789. Bordeaux. Chollet, 1885. — [3^e partie]. *La Révolution bourgeoise. La Révolution rurale*. Paris. E. Lechevalier, 1903.

Lakanal et Daubenton, dans *la Révolution française*, 1885, 1^{er} semestre, p. 731.

DE VERNEILH. *Le château de Varaignes*, dans le *Bulletin historique... du Périgord*, t. XII, 1885.

P. GALY. *Deux épitaphes et une inscription provenant du château de la Force*; dans le même *Bulletin*, t. XIV, 1887.

Abbé E. ALLAIN. *Etude sur Lakanal*, dans *la Revue du monde catholique*, septembre 1886.

F.-A. AULARD. *Les représentants en mission*, dans *la Révolution française* de 1887, 2^e semestre, p. 265.

F. BUISSON. *Dictionnaire de pédagogie*, 1^{re} partie, t. II. Paris. Hachette, 1888 (article sur Lakanal par M. J. Guillaume ¹).

F.-A. AULARD. *Les idées politiques de Carnot*, dans *la Révolution française*, 1888, 1^{er} semestre, p. 640.

SANTHONAX [A. Aulard]. *Lakanal à Bergerac*, dans la même revue, 1888, 1^{er} semestre, p. 824.

J.-F. THÉNARD. *Lakanal électeur en Seine-et-Oise*, dans la même revue, 1888, 1^{er} semestre, p. 911.

LANGUEPIN. *Manufacture de Tulle*, dans le *Bulletin de la Société des lettres... de la Corrèze*, janvier 1888.

E. LE ROY. *La Société populaire de Montignac pendant la Révolution (1793-1794)*. Bordeaux. Imp. du Sud-Ouest, 1888.

F.-A. AULARD. *Recueil des actes du Comité du salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission...*; 21 vol. parus. Paris. Imp. nat., 1889 à 1911.

V. GRAND. *Annales du Terrassonnais*. Périgueux. Imp. Delage et Joucla, 1889.

DE VERNEILH. *Le château de Lanquais*, dans le *Bulletin historique... du Périgord*, t. XVI, 1889.

H. WALLON. *Les représentants du peuple en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II*, t. II. Paris. Hachette, 1889.

J. GUILLAUME. *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative*. Paris. Imp. nat., 1889. — *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale*, t. I à VI. Paris. Imp. nat., 1890 à 1907.

E. LABROUE. *Le livre de vie*. Bordeaux. Gounouilhau, 1891.

A. TOURNIER. *Lakanal dénonciateur*, dans *la Revue des Revues* du 15 mars 1894.

F.-A. AULARD. *La Société des Jacobins*, t. V. Paris. Quantin, 1895.

Paul DUPUY. *L'Ecole normale en l'an III*. Paris. Hachette, 1895.

DE FRANQUEVILLE. *L'Institut, son origine, ses transformations, son organisation*. Paris. Picard, 1895 (*Bibl. nat.*, 8° Z 14297).

1. Cet article a été un peu rectifié et fortement condensé par M. J. Guillaume dans le *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*. Paris, Hachette, 1911.

M. PELLISSON. *L'Ecole centrale de Périgueux*, dans la *Révolution française*, novembre et décembre 1895.

A. DE ROUMÉJOUX. *Huilième excursion archéologique*; dans le *Bulletin historique... du Périgord*, t. XXII, 1895.

A. GRENIER. *Le pont de Bergerac*, dans le *Bulletin historique... du Périgord*, t. XXIV, 1897.

J. GUILLAUME. *Lakanal et l'Académie des sciences*, dans la *Révolution française*, 1899, 2^e semestre, p. 523.

R. STOURM. *La Révolution et l'impôt progressif*, dans l'*Economiste français* du 20 mai 1899.

H. B. *Destruction des châteaux du Ribéracois*, dans le *Bulletin historique... du Périgord*, t. XXVII (1900) et t. XXVIII (1901).

P. et V. GLACHANT. *Une lettre inédite de Lakanal, premier économe du Lycée Bonaparte*, dans l'*Enseignement secondaire* du 1^{er} avril 1901, p. 118.

L. LÉVY-SCHNEIDER. *Le conventionnel Jeanbon Saint-André*, 2 vol. Paris. Alcan, 1901.

E. BOMBAL. *La Haute-Dordogne et ses gabariers*, dans le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*. Tulle, 1902 et 1903.

L'Avenir illustré de Périgueux, 22 janvier 1903.

A. AULARD. *Histoire politique de la Révolution française*, 2^e édition. Paris. Colin, 1903.

Elie DE BIRAN. *Lettre relative à la destruction du pont de Bergerac en 1783*, dans le *Bulletin historique... du Périgord*, t. XXX, 1903.

G. CHARRIER. *Les Jurades de la ville de Bergerac*, t. XI à XIII (1689 à 1789). Bergerac. Imp. gén. du Sud-Ouest, 1902 à 1904. Le t. XIV est sous presse.

A. FRAY-FOURNIER. *Le club des Jacobins de Limoges*. Limoges. Charles-Lavauzelle, 1903 (*Bibl. nat.*, Lk²/3657).

H. JOUIN. *Lakanal et David d'Angers*. Angers, 1903 (*Bibl. nat.*, Ln²⁷/49553).

Cl. PERROUD. *Quelques notes sur les missions de l'automne de 1793*, dans la *Révolution française* de juillet 1903.

G. ARNAUD. *Histoire de la Révolution dans le département de l'Ariège (1789-1795)*. Toulouse. Privat, 1904.

A. AULARD. *Etudes et leçons sur la Révolution française*, 4^e série. Paris. Alcan, 1904.

A. AULARD. *Le serment civique et la Constitution civile du clergé*, dans la *Révolution française* de mai 1904.

Ch. DURAND. *Misère et assistance [en Périgord]*. Périgueux. Joucla, 1904.

Abbé GOUSTAT. *Lalinde pendant la période révolutionnaire*. Bergerac. Imp. gén. du Sud-Ouest, 1904.

X.-E. GUSTUARÉ. *Le passé de l'hôtel de ville de Bergerac*. Bergerac. Imp. gén. du Sud-Ouest, 1904.

H. JOUIN. *Lakanal en Amérique d'après sa correspondance inédite*. Besançon, 1904 (tirage à part d'articles parus dans la *Revue idéaliste* du 1^{er} février au 1^{er} juin 1904).

Cl. PERROUD. *Le Père Duchêne à Bergerac*, dans la *Révolution française*, octobre 1904.

Ferdinand DREYFUS. *L'Assistance sous la Législative et la Convention (1791 1795)*. Paris. Bellais, 1905.

V. FOROT. *La fabrication des armes à Tulle, il y a un siècle*. Tulle, 1905 (*Bibl. nat.*, 8° V Pièce 15610).

A. KUSCINSKI. *Les députés au Corps législatif, Conseil des Cinq-Cents, Conseil des Anciens, de l'an VI à l'an VII*. Paris. Publication de la Société de l'histoire de la Révolution française, 1905.

G. LAFON. *Gabriel Bouquier*. Bordeaux. Féret, s. d. [1905].

JESSE S. REEVES. *The napoleonic exiles in America... 1815-1819*, dans Johns Hopkins University studies, série XXIII, n°s 9 et 10, septembre et octobre 1905. Baltimore, 1905.

E. LABROUE. *La commune de Thenon pendant la Révolution*. Paris. Paulin, 1906.

H. LABROUE. *Le conventionnel Pinet d'après ses mémoires inédits*. Paris. Alcan, 1907 (tirage à part d'articles parus dans *la Révolution française*, de juillet à novembre 1906).

E. LAPLACE. *Le collège de Bergerac*. Bergerac. Imp. gén. du Sud-Ouest, 1906.

Ph. SAGNAC. *Etat statistique sur le clergé réfractaire et le clergé constitutionnel en 1791*, dans la *Rev. d'hist. mod. et contemp.* de novembre 1906.

H. LABROUE. *La misère en Périgord sous l'ancien régime*, dans *la Révolution française* de décembre 1907.

Ph. SAGNAC. *Le clergé constitutionnel et le clergé réfractaire en 1791...*, dans la même revue, même n°.

[P. CARON]. *Le commerce des céréales*, dans le *Bulletin de la Commission... des documents relatifs à la vie économique de la Révolution*. Paris, 1907.

C. BLOCH. *Notes sur la législation... de l'assistance, de 1789 à l'an VIII*, dans le même *Bulletin*. Paris, 1908.

BONNAT. *Inventaire des Archives du Lot-et-Garonne. Période révolutionnaire, série L, t. I*. Agen, 1908.

F. GERBAUX et Ch. SCHMIDT. *Procès-verbaux des Comités d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la Législative et de la Convention, t. III*. Paris. Imp. nat., 1908.

R. VILLEPELET. *La formation du département de la Dordogne*. Périgueux. Joucla, 1908.

J. LETACONNOUX. *Les transports en France au XVIII^e siècle*, dans la *Rev. d'hist. mod. et contemp.*, novembre 1908 et janvier 1909.

C. BIDAULT. *Les chevaux de l'armée sous la Révolution et l'Empire*. Paris, 1909.

J. DU RIEU DE MAYNADIER. *L'église Saint-Jacques de Bergerac*. Bergerac. Imp. Nogué, 1909.

R. BATICLE. *Le plébiscite sur la Constitution de 1793*, dans *la Révolution française* d'avril 1910.

H. LABROUE. *La commune d'Angoisse (Dordogne) pendant la Révolution*, dans la même revue, même n°.

A. BEAUNIER. *Lakanal conspirateur*, dans le *Supplément du Figaro*, 29 octobre 1910.

Abbé Louis BLAZY. *Quelques lettres inédites du conventionnel Lakanal. Un discours patriotique oublié*. Foix. Pomiès, 1910.

Léon CAHEN. *Une affaire d'accaparement au début du XVIII^e siècle*, dans le *Bulletin mensuel de la société d'hist. mod.*, décembre 1910.

A. DEBIDOUR. *Recueil des actes du Directoire exécutif*, t. I. Paris. Imp. nat., 1910.

DE LAGE. *Les derniers jours du conventionnel de Valady*, dans la *Revue du Périgord* de mars et juin 1910. Montpon. Imp. Clément.

J. DURIEUX. *Une insurrection féminine en 1794*. Paris. Imp. nat., 1910 (*Bibl. nat.*, 8° Lb⁴¹/5492).

POUMIÈS DE LA SIBOUTIE. *Souvenirs d'un médecin de Paris*. Paris. Plon, 1910.

E. WELVERT. *Lakanal en Amérique*, dans les *Feuilles d'histoire* de septembre et octobre 1910.

A. DUBUT. *Les ateliers de salpêtre pendant la Révolution, dans une région de l'Angoumois et du Périgord*. Montpon. Imp. Clément, 1911.

H. LABROUE. *Un pamphlet contre Lakanal*. Paris. Alcan, 1911 (tirage à part de l'article paru dans la *Révolution française* d'août 1911).

H. LABROUE. *Le remariage de Lakanal*, dans la même revue, décembre 1911.

H. LABROUE. *L'esprit public en Dordogne pendant la Révolution*. Paris, Alcan, 1911¹.

1. Signalons encore, parmi les articles, discours et brochures de vulgarisation consacrés à Lakanal :

Nouvelle biographie générale, t. XXVIII, Paris. Didot, 1859. — *Dictionnaire de la Révolution française*, par Décembre-Alonnier, Paris [1866]. — *La Grande Encyclopédie*, t. XXI (article sur Lakanal par Et. Charavay). — Mario PROTH. *1793 et l'instruction publique, Lakanal*. Paris. L. Beauvais, 1872. — Emile DARNAUD. *Lakanal*. Paris. E. Leroux, 1874. — B. LAVIGNE. *Joseph Lakanal*. Toulouse. Capdeville, 1880. — *Revue internationale de l'enseignement*, octobre 1882 (reproduit huit discours prononcés, le 24 septembre 1882, à l'inauguration de la statue de Lakanal, à Foix). — A. DE LA FORGE. *Les serviteurs de la démocratie*. Paris. Weill et Maurice, 1883. — R. POSTEL. *Lakanal*. Paris. Degorce-Cadot, 1883. — A. TESTON. *Lakanal*. Montpellier. Imp. Cristin et Serre, 1885. — G. CARRÉ. *Eloge de Lakanal*. Sceaux. Charaire [1888]. — ROBERT, BOURLOTON ET COUGNY. *Dictionnaire des parlementaires français*, t. III. Paris, 1890. — Jules Simon. *Mon petit journal*, dans le *Temps* du 22 décembre 1890. — PICAVET. *Les Idéologues*. Paris. Alcan, 1891. — *La fête du collège Lakanal à Treignac*, Tulle. Imp. Mazeyrac, 1898.

INTRODUCTION

SOMMAIRE BIOGRAPHIE DE LAKANAL

1° *Sa vie professorale et ecclésiastique (1762-1792).* — 2° *Sa vie politique (1792-1797).* — 3° *Sa vie administrative (1797-1815).* — 4° *Son exil (1816-1837).* — 5° *De son retour à sa mort (1837-1845).*

1° *Sa vie professorale et ecclésiastique (1762-1792).*

Joseph Lakanal naquit et fut baptisé le 14 juillet 1762, non pas, comme ont prétendu certains biographes, « dans les montagnes de l'Auvergne ¹ », mais dans la paroisse de Serres, près de Foix, diocèse de Pamiers ². Son nom patronymique était Lacanal ³ et non Lakanal. C'est, paraît-il, à partir de la Révolution que Lakanal changea l'orthographe primitive de son nom, pour se distinguer de ses trois frères, qui étaient alors, l'un, procureur au Parlement de Paris, l'autre, professeur, le troisième, chirurgien, et qui, tous les trois, se montraient hostiles au nouvel ordre de choses ⁴.

1. *Biographie des hommes vivants*, 1818, t. IV, Un de ces trois frères, le professeur, Jérôme, surnommé Puget, était Doctrinaire, comme Lakanal lui-même (*Arch. dép. Ariège*, L 108 ²). Un autre frère s'appelait Jean. En 1782, lors du partage de la succession paternelle, Joseph reçut un pré et une partie d'une maison (*Ibid.*). — Pour réduire au minimum le nombre des notes, il nous arrivera de renvoyer plusieurs fois, dans la même page, à la même référence.

2. Son acte de naissance est conservé aux archives de Serres (Ariège).

3. Sur le socle de la statue de Lakanal, à Foix, on lit Lacanal. Etrange façon de respecter la mémoire d'un homme que défigurer le nom qu'il adopta.

C'est l'abbé Font, curé de Serres, dont on fait, nous ne savons pourquoi, l'oncle de Lakanal, qui, à la place de ses parents, pauvres et illettrés, s'occupa de sa première éducation¹. Lakanal continua ses études chez les Doctrinaires et, devenu latiniste habile², fut reçu dans leur Congrégation, où il allait « parcourir tous les degrés de la hiérarchie scolaire³ ». Il professa, « avec quelque distinction », nous dit-il lui-même⁴, la cinquième à Lectoure, la quatrième à Moissac, la troisième à Gimont, la seconde à Castelnau-dary, la rhétorique à Périgueux³. Reçu docteur-ès-arts à l'Université d'Angers, il enseigna trois ans la rhétorique au collège de Bourges, et fut nommé, en 1785, professeur de philosophie à Moulins³.

C'est entre son professorat à Castelnau-dary et son professorat à Périgueux que Lakanal serait entré au séminaire Saint-Magloire, dans le dessein de se faire prêtre. Sans doute entrevoyait-on en lui un membre distingué du clergé ; aussi abrégéa-t-on pour lui les épreuves qui le séparaient de la

1. Mignet, *Notice historique sur Lakanal*, p. 3. Comment l'abbé Font pouvait-il être l'oncle de Lakanal ? Oncle paternel ? Mais il se fût appelé Lacanal. Oncle maternel ? Mais il se fût appelé Baurès, comme la mère et un oncle — authentique celui-là — de Lakanal (Voir l'acte de naissance de Lakanal). Peut-être était-ce un oncle à la mode de Bretagne. — Sur l'acte de naissance de Lakanal, on voit que sa mère et son oncle maternel ont déclaré ne pas savoir signer, et l'on ne trouve pas la signature du père, qui était forgeron (*Arch. dép. Ariège*, L 108²).

2. Ses collègues de la Convention feront parfois appel, comme il le rappellera dans l'*Exposé sommaire* (p. 194), à ses connaissances de latiniste, par exemple pour contrôler une traduction de Bacon (*Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXII, p. 514, séance du 25 brumaire an III). « Familiarisé de bonne heure avec les écrivains anciens, ils les avait traduits avec une patience de Bénédictin ; et il nous citait, il y a trois jours à peine, ... des passages de Cicéron et de Saint-Augustin (Discours de Blanqui sur la tombe de Lakanal. *Moniteur* du 17 février 1845).

3. *Exposé sommaire*, p. 195. Le 30 janvier 1791, Lakanal était encore régent au collège de Moulins ; ce jour-là, il prêtait, à Moulins, le serment civique (E. Bouchard, *Hist. du Collège de Moulins*, Moulins, 1872, p. 165). Dans sa *Notice sur J. Lakanal*, dont il est l'auteur, Lakanal prétend qu'il avait professé pendant 14 ans avant la Révolution (c'est-à-dire à partir de 1775 ; il aurait eu 13 ans !) Il écrira même, dans l'*Exposé sommaire* (p. 194), qu'il avait été professeur pendant 18 ans chez les Doctrinaires.

4. *Notice sur J. Lakanal*, p. 1. Il était régent de huitième à Treignac (Corrèze) en 1780 (*La fête du Collège Lakanal à Treignac*, p. 5).

prêtrise. Mais Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, qui nous donne ces renseignements ¹, ajoute que Lakanal temporisa, ajourna « indéfiniment » son ordination et « ne fut jamais prêtre ».

En présence d'un témoignage aussi catégorique, provenant d'un ami et d'un confident de Lakanal, aucun doute ne serait permis, si nous ne connaissions la lettre écrite par Lakanal lui-même, au cours de sa mission en Dordogne, le 5 frimaire an II (25 novembre 1793), et adressée à la Convention. Le témoignage de Lakanal et celui d'Isidore Geoffroy sont contradictoires. Voici, en effet, ce qu'écrivit Lakanal : « Dans le cours de la maladie la plus grave que j'aie essuyée de ma vie, on me fit passer, un beau matin, à travers toutes les momeries sacerdotales, depuis ce qu'on appelait la confirmation jusqu'au dernier période de l'hypocrisie humaine, le sacerdoce. C'est peu, dans la vie, de n'être qu'un jour malade d'esprit et de corps ² ». Ainsi Lakanal reconnaît qu'il fut ordonné prêtre.

C'est également ce que rapporte un Bergeracois anonyme qui vivait à Bergerac au temps où y résidait Lakanal. Cet anonyme dit que Lakanal déclarait avoir reçu la prêtrise au cours d'une maladie fâcheuse. « On le fit passer, dans l'espace de deux heures, par tous les grades, de sorte qu'à son réveil il se trouva revêtu du caractère indélébile ³ ».

Lakanal, il est vrai, ajoute aussitôt, dans sa lettre à la Convention, que, s'il reçut la qualité de prêtre, il n'en exerça jamais le métier : « Depuis, écrit-il, j'ai été exécré par tous les bourreaux en étole, tant anciens que du nouveau style ⁴. La députation de l'Ariège, à laquelle j'appartiens, attestera qu'ils ont employé vainement des mesures tortionnaires pour me faire sacrifier au mensonge. Je n'ai jamais messé, confessé, etc., etc. ». Il conclut : « Ainsi, je n'ai jamais été prêtre, et tout ce qui concerne cette horde de jongleurs est étranger à

1. *Biographie Michaud*, 2^e éd., t. XXII, p. 592.

2. *Arch. hist. ministère Guerre, Correspondance militaire générale*, à la date du 25 nov. 1793. Reproduit par Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 705.

3. *La Révolution française*, 1888, 1^{er} semestre, p. 832, Aulard, *Lakanal à Bergerac*.

4. Prêtres insermentés et assermentés.

mon âme franché et loyale ». Mais, quand il dit : « je n'ai jamais été prêtre », Lakanal ne peut vouloir dire que ceci, à savoir qu'il ne fut pas ordonné prêtre de son plein gré, et que, s'il reçut la prêtrise, il ne fit jamais acte de prêtre. C'est ce que confirme la dernière phrase de sa lettre : « Je prie, dit-il, la Convention nationale de regarder cette démarche de ma part moins comme une abjuration de la prêtrise et du traitement que les lois y ont attaché que comme une justification des principes que j'ai toujours professés¹ ».

Le futur conventionnel reçut donc la prêtrise, mais cette prêtrise dont Champfort disait : « C'est un costume, et non point un état ».

2° Sa vie politique (1792-1797).

Lakanal avait trente ans et était vicaire épiscopal de Bernard Font² lorsque, le 5 septembre 1792, l'assemblée électorale de l'Ariège l'envoya, le cinquième sur six, par 164 voix sur 310 votants, siéger à la Convention³. Désormais Lakanal allait

1. Les contemporains ne s'y trompèrent pas. « Il abjure solennellement le titre de prêtre, dont il n'avait jamais exercé les fonctions », dit, à propos de cette lettre, le *Procès-verbal de la Convention* du 13 frimaire an II, p. 327. L'abbé E. Allain conclut aussi à la prêtrise et à l'abjuration de Lakanal, mais pour des raisons spéciales. A propos d'un portrait de Lakanal à l'âge de 78 ans, il écrit : « C'est tout à fait la physionomie de l'homme d'Eglise infidèle à ses serments... La malédiction divine marque ce visage de traits indélébiles » (*Lakanal*, dans la *Revue du monde catholique*, 1^{er} septembre 1886, p. 428). S'il fallait en croire un rapport de police, dressé en 1816, et qui contient d'ailleurs des inexactitudes, Lakanal aurait brûlé à Pamiers ses lettres de prêtrise (*Arch. nat.*, F⁷ 6709).

2. Il fut, avec Chabot, Daunou, Gomaire, etc., un des dix vicaires épiscopaux élus membres de la Convention. Aulard, *Hist. pol.*, p. 321.

3. Voir G. Arnaud, *Histoire de la Révolution dans... l'Ariège*, p. 329 et suiv. Dès avril 1792, on trouve Lakanal à la tête du mouvement révolutionnaire dans l'Ariège. Il est vice-président de la Société populaire de Pamiers, orateur applaudi de celle de Saverdun, etc. Voir Arnaud, p. 225, 284, 308; abbé L.-Blazy, *Quelques lettres inédites du conventionnel Lakanal*, p. 5, 9 et 10, et *Arch. nat.*, F⁷ 3654¹. — Sur les relations de Lakanal avec l'Ariège, de novembre 1792 à l'an IV, voir Arnaud, p. 328, 332, 527, 557, 571, 605, et Blazy, p. 4 à 8.

appartenir pendant près de cinq ans (jusqu'en mai 1797) aux assemblées révolutionnaires, à la Convention, puis au Conseil des Cinq-Cents. Ces cinq années de vie politique sont divisées en deux périodes par sa longue mission dans la Dordogne (octobre 1793 à août 1794), et, dans chacune de ces deux périodes, il y a lieu d'examiner brièvement ses principaux actes, soit au point de vue de la politique générale, soit surtout en matière d'instruction publique¹.

Durant les douze premiers mois de la Convention, les questions proprement politiques amenèrent rarement Lakanal à la tribune. Le 7 janvier 1793, il fait décréter la permanence du Conseil général du département de l'Ariège². Lors du procès du roi, il vote contre l'appel au peuple, pour la mort et contre le sursis d'exécution. Sur la question de l'appel au peuple, il s'écrie : « Si le traître Bouillé, si le fourbe La Fayette et les intrigants ses complices votaient sur cette question, ils diraient oui. Comme je n'ai rien de commun avec ces gens-là, je dis non ». Sur le jugement de Louis XVI, il se borne à cette déclaration : « Un vrai républicain parle peu. Les motifs de ma décision sont là (dirigeant sa main vers son cœur) ; je vote pour la mort³ ».

Le 9 mars 1793, la Convention désigne Lakanal comme un des 82 commissaires chargés de se rendre dans les départements, pour y maintenir l'ordre et y provoquer de nouveaux enrôlements. Quelques jours plus tard, le 13 ou le 14 mars 1793, Lakanal quitte Paris et commence d'opérer, de concert avec

1. Lakanal s'installa d'abord rue du Bac, hôtel de Nevers (*Almanach national*, 1793, p. 61), puis rue des Saints-Pères, n° 7 (*Alman. nat.*, an II, p. 93 ; an III, p. 110 ; an IV, p. 62 ; an V, p. 61).

2. *Journal des débats et des décrets*, n° 112, p. 95. Les administrateurs du département de l'Ariège deviendront bientôt suspects à Lakanal ; voir son billet du 2 octobre 1793, aux *Arch. nat.*, C 274.

3. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XV, p. 170, 212, 253, séances des 15, 16-17 et 19-20 janvier 1793. Ces votes n'étaient pas le résultat d'un entraînement passager ; dès la fin de 1792, Lakanal préconisait la mise en jugement du roi et sa condamnation capitale (*Opinion du citoyen Lakanal... sur la question de savoir si Louis XVI peut être jugé*, 6 pages insérées dans un recueil factice. *Bibl. nat.*, Le³⁷ G). Voir dans Marcus, *Lakanal*, p. 131, de curieuses réflexions de Lakanal sur la condamnation de Louis XVI.

Mauduyt, dans les départements de l'Oise et de la Seine-et-Marne ¹.

Le 24 mars, il reparait à la Convention et y rend compte de quelques-uns de ses actes. Son collègue et lui avaient activé des recherches entreprises dans le ci-devant château de Chantilly ; on y avait trouvé de grandes quantités d'or et d'argent, et des papiers tels que des plans de campagne de « ce brigand illustre connu sous le nom du grand Condé ». Lakanal fait part des difficultés soulevées par les autorités locales et demande l'envoi à Chantilly de deux commissaires de la Convention ; cet envoi est décrété séance tenante ². Le lendemain, 25 mars, la Convention remplace dans sa mission Lakanal par Isoré ³. Lakanal avait-il pris, à Chantilly, d'autres mesures que celles qu'il fit connaître à la tribune de la Convention ? Nous l'ignorons. Le 24 floréal an II (13 mai 1794), il enverra à la Société populaire de Bergerac un « rapport sur les fouilles de Chantilly ³ » ; ce rapport n'était autre sans doute que son discours du 24 mars. En tout cas, son passage à Chantilly lui valut des inimitiés avec lesquelles il aura à compter pendant la réaction thermidorienne ⁴.

Dès lors, et jusqu'à son départ pour la Dordogne, Lakanal reste à Paris sans interruption. Le 13 avril 1793, quand les Girondins, profitant de l'absence d'un grand nombre de Montagnards, font décréter Marat d'accusation, Lakanal s'abstient, non, semble-t-il, par peur de se compromettre, car il s'élève avec violence contre les Girondins, mais parce qu'un « examen préliminaire » de la question lui semble indispensable ⁵. Le

1. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 298, 302, 303, 304, 315.

2. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XV, p. 787 et 788.

3. Clamageran, p. 13.

4. Voir *Un mot de Lakanal* (à la fin), et Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, *Lakanal, sa vie...*, p. 19, note 2.

5. « Vous avez consumé trois mois à discuter la cause d'un tyran tout couvert du sang de plusieurs milliers de nos frères, et vous refusez d'accorder trois jours à un représentant du peuple, pour éclairer votre décision ! Ainsi, vous avez épuisé toutes les mesures de prudence pour sauver les oppresseurs du peuple, et vous rejetez toutes celles qui pourraient arracher au supplice les mandataires de son choix. Ce parti prompt et terrible est

24 avril, c'est sur sa proposition que la Convention met à l'ordre du jour du lendemain un rapport sur les secours à accorder aux femmes, mères et enfants des volontaires morts à la frontière¹.

Le 8 mai, la Convention nomme des représentants chargés de hâter le recrutement dans les sections de Paris ; Lakanal est du nombre².

Le 28 mai, le conventionnel prend parti contre les Girondins plus nettement encore qu'il ne l'avait fait le 13 avril ; il vote contre le rapport du décret qui avait cassé, la veille, la Commission des Douze³. Néanmoins, le 31 mai, son nom se trouvait, paraît-il, sur une des premières listes d'arrestations. C'est alors que Marat se serait écrié : « Lakanal ne conspire pas, il aime trop les sciences », et le nom de Lakanal aurait été aussitôt effacé. Mais l'anecdote est suspecte⁴. « La députation de la Gironde, écrira plus tard Lakanal, se distinguait par ses talents, son urbanité, ses qualités sociales, si précieuses lorsque la France jouit des douceurs de la paix ; mais ces hommes estimables n'auraient pas sauvé la France dans l'état de crise où elle était, s'ils avaient eu le pouvoir en main. Ce n'étaient ni des talents oratoires ni les qualités sociales qu'il fallait opposer à un ennemi furieux. Rappelons-nous le manifeste exterminateur du duc de Brunswick. Il fallait opposer à un ennemi ivre de colère le courage et l'audace ; et ces qualités se trouvaient éminemment réunies dans le parti opposé à la Gironde ; et la France n'a pas été envahie⁵ ». Il apparaît donc

fort bon pour des hommes qui, dédaignant les droits du peuple, ne cherchent qu'à satisfaire de misérables passions. Pour moi, qui ne cherche que la vérité, moi qui la trouverais belle, même dans la bouche de Marat, je déclare à mes commettants que je ne voterai dans cette cause que lorsque les passions qui déchirent cette assemblée se seront tuées... ». Voir *l'Appel nominal*. *Bibl. nat.*, Le 38/223, p. 36.

1. *Procès-verbal de la Convention*, 24 avril 1793, p. 137.

2. *Collection Baudoin*, t. XXIX, p. 73.

3. *Arch. nat.*, C 253, pièce 460.

4. A. Esquiros, *Paris ou les sciences... au XIX^e siècle*, t. I, p. 46. Renseignement donné à Esquiros par la sœur de Marat.

5. Extrait des calepins de Lakanal. Marcus, p. 130.

que c'est surtout pour des raisons de défense nationale que Lakanal soutenait la politique montagnarde.

Le 5 juin 1793, il fait décréter que son collègue de la députation de l'Ariège, Espert, sera adjoint aux représentants en mission près l'armée des Pyrénées orientales¹. Le 22 août, il est élu, avec Merlin (de Douai) et Lavicomterie, secrétaire de la Convention, en même temps que Robespierre est élevé à la présidence². Le 14 septembre, il est chargé par la Convention d'assister, avec d'autres commissaires, à la cérémonie que doit célébrer, en l'honneur de Marat, la section de Molière-La-Fontaine³. Le 8 octobre enfin, il est envoyé en mission dans quatre départements du Sud-Ouest, avec résidence à Bergerac⁴.

Si, durant cette période de douze mois, Lakanal n'exerce à la Convention qu'une action politique secondaire, par contre, il y joue, en matière d'instruction publique, un rôle non point sans doute prépondérant, mais en tout cas considérable.

Contribuer au progrès des arts, des lettres, des sciences, et protéger les savants, « voilà, dira plus tard Lakanal, la mission toute spéciale que je m'étais assignée⁵ » en arrivant à la Convention. Il n'entre au Comité d'instruction publique qu'en janvier 1793, lors du renouvellement partiel de ce Comité, et c'est seulement à la date du 2 avril que son nom figure pour la première fois sur le procès-verbal des séances du Comité⁶. Mais désormais il fait preuve d'une grande assiduité ; son nom se lit presque à chaque page du procès-verbal des séances⁷. Le 25 avril, il est élu secrétaire⁸ et, le 1^{er} août, président du

1. *Procès-verbal de la Convention*, 5 juin 1793, p. 79.

2. *Ibid.*, 22 août 1793, p. 160. C'est en cette qualité que Lakanal prend la parole le 6 septembre 1793. Voir *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XVII, p. 593.

3. *Procès-verbal de la Convention*, 14 septembre 1793, p. 364.

4. *Ibid.*, 8 octobre 1793, p. 169.

5. *Exposé sommaire*, p. 2.

6. Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention*, t. I, p. II, IV, VIII ; t. II, p. X. Cette tardive mention sur les procès-verbaux s'explique en partie par la mission de Lakanal, du 9 mars 1793.

7. *Ibid.*, t. II, p. III. Grégoire vantera le « zèle » et les « lumières » dont Lakanal fit preuve dans le Comité. *Mémoires*, t. I, p. 356, éd. H. Carnot.

8. *Ibid.*, t. I, p. XIII.

Comité ; sa présidence dure jusqu'au 3 septembre ; il est alors remplacé par Grégoire¹. Quand, le 6 octobre 1793, la Convention réorganise le Comité d'instruction publique, Lakanal n'est pas expressément désigné pour continuer d'en faire partie. Mais comme, le 8 octobre, la Convention décrète, sur la proposition de Romme, que les membres de la Commission d'instruction publique, où siège aussi Lakanal, sont réunis de droit au Comité, on est fondé à dire que Lakanal se trouve encore membre du Comité lorsque, le même jour, il est envoyé en mission dans la Dordogne².

Sans cesser d'appartenir au Comité d'instruction publique, Lakanal est inscrit, en effet, à la Commission d'instruction publique, dont les premiers membres (et Lakanal en est) sont nommés le 6 juillet 1793, avec mission de préparer un plan d'éducation nationale. Cette Commission subsiste, pendant trois mois, sous des noms divers, jusqu'au 6 octobre 1793³.

C'est en qualité de rapporteur, soit du Comité, soit de la Commission, que Lakanal monte souvent à la tribune et fait voter maints décrets.

Dès le 22 octobre 1792, avant même qu'il soit membre du Comité, Lakanal prend, pour la première fois, la parole à la Convention. Il expose la nécessité d'organiser au plus tôt « une éducation nationale propre à former des hommes libres, à la place de l'éducation actuelle, qui n'est bonne qu'à faire un peuple de capucins ; car, après avoir consommé les plus belles années de la vie à baragouiner du grec et du latin, on complète cette informe éducation par un cours de philosophie pareil à celui que Molière fait faire à son Bourgeois gentilhomme ». La Convention décrète, séance tenante, que son Comité d'instruction publique lui présentera incessamment « un mode d'instruction provisoire⁴ ».

1. Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 195 et 357.

2. *Ibid.*, t. II, p. 592 et 593, et t. V, p. 626.

3. Commission des six ou Commission d'éducation nationale ou (à partir du 16 septembre) Commission des dix. Guillaume, *o. c.*, t. II, p. viii, et t. V, p. 623, 624.

4. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XIV, p. 268.

Deux mois plus tard, en décembre 1792, Lakanal écrit — mais il ne le prononce ni ne l'imprime — un *Discours sur l'éducation nationale*, qui nous fait connaître, dès le début de sa carrière, quelques-unes des idées du conventionnel en matière d'instruction publique. Lakanal, que l'on nous représente parfois comme un caractère souple, docile à l'opinion dominante¹, s'élève contre le « plan » Condorcet, qui est pourtant alors en honneur, et que le Comité a pris pour base de ses travaux. Il dénonce le projet d'organe central d'instruction publique comme une dangereuse « jurande de beaux esprits ». Il répudie le mode de répartition des lycées, non par hostilité à des degrés supérieurs d'instruction publique — il admet une « hiérarchie scolaire » —, mais au contraire parce que ces lycées seraient insuffisamment distribués à travers la République. En outre, il montre la nécessité d'introduire dans l'éducation l'étude des sciences et des arts, d'abandonner à la concurrence générale la composition des manuels scolaires, d'améliorer le sort des instituteurs, dont il déclare la fonction « sublime ». Il préconise l'éducation de la femme, dresse un programme d'instruction élémentaire, revendique le droit des prêtres à l'enseignement, s'élève, à ce sujet, contre la Constitution civile du clergé et demande qu'on y substitue ce que nous appelons la séparation des Églises et de l'État.

Le 5 avril 1793, la Convention, sur la proposition du Comité d'instruction publique, charge Lakanal de suivre, avec Daunou, les expériences de télégraphie de Chappe². Le 2 juillet, Lakanal lit son rapport à la Convention, et fait rendre un décret relatif à la protection des « machines » élevées par Chappe dans trois communes³. Le 26 juillet, second rapport de

1. Guillaume, *o. c.*, t. IV, p. xxx, t. V, p. 127, en note. Le texte du *Discours sur l'éducation nationale* a été publié pour la première fois par Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 654 à 662. Si M. Guillaume avait connu plus tôt ce *Discours*, notamment avant le tirage de la feuille qui contient la p. 127 du t. V, peut-être aurait-il moins réduit qu'il ne l'avait fait précédemment l'originalité des théories pédagogiques de Lakanal.

2. Guillaume, *o. c.*, t. I, p. LXIV, date inexactement cette nomination du 1^{er} avril 1793. Voir *Procès-verbal de la Convention*, 5 avril 1793, p. 82.

3. *Procès-verbal de la Convention*, 2 juillet 1793, p. 52.

Lakanal ; malgré l'hostilité du Comité des finances, malgré l'indifférence sceptique de Daunou et d'Arbogast, Lakanal, qui « seul s'intéressait à l'entreprise ¹ », fait décréter sur-le-champ que Chappe recevra le titre d'ingénieur-télégraphe, aux appointements d'un lieutenant de génie, et que le Comité de salut public établira des lignes télégraphiques ².

Le rapporteur du Comité d'instruction publique fait rendre, le 17 mai 1793, un décret relatif au traitement des élèves de l'Académie de peinture à Rome ³. Il obtient de la Convention, le même jour, que l'Académie des sciences nomme aux places vacantes dans son sein ⁴ ; le 22 mai, que les membres de cette Académie cumulent leurs traitements d'académiciens et de fonctionnaires ⁵ ; le 14 août, que ceux d'entre eux qui sont chargés de travaux d'utilité publique continuent à s'en occuper ⁶.

C'est encore comme rapporteur du Comité d'instruction publique ⁷ que Lakanal fait décréter, le 26 mai 1793, le transfert de la collection d'histoire naturelle de Chantilly au Jardin des Plantes ⁸ ; le 10 juin, la substitution du nom de Muséum d'histoire naturelle à celui de Jardin des Plantes, ainsi que le recrutement par cooptation des professeurs de cet établissement ⁹ ; le 1^{er} juin, le changement des noms de quatre communes ¹⁰ ; le 6 juin, la peine de deux ans de fers contre quiconque dégrade-

1. Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 2, note 4. Voir aussi p. 3 à 6. Au t. I, p. LXIV, un lapsus fait dater ce rapport et ce décret du 25 juillet 1793.

2. *Procès-verbal de la Convention*, 26 juillet 1793, p. 265.

3. Guillaume, *o. c.*, t. I, p. 461 et 463.

4. Voir, pour le rapport, la discussion de Thuriot et de Lakanal, et le décret, *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XVI, p. 406.

5. Guillaume, *o. c.*, t. I, p. 458 à 460.

6. *Ibid.*, t. II, p. 319. Lakanal était partisan du maintien provisoire de cette Académie. Voir Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 312 à 332, p. 366, et un article de Guillaume sur *Lakanal et l'Académie des sciences*, dans *la Révolution française*, 1899, 2^e semestre, p. 523 et suiv.

7. Et, à l'occasion, du Comité des finances.

8. Guillaume, *o. c.*, t. I, p. 456 et 457.

9. Voir *Ibid.*, t. I, p. LXIV, LXV, 481 à 486, et t. IV, p. 946, note 1. Lakanal avait élaboré le projet de décret avec le concours des professeurs du Jardin des Plantes. Le 10 septembre 1793, le Comité d'instruction publique nommait Lakanal commissaire spécial près le Muséum (*Ibid.*, t. II, p. 391).

10. *Ibid.*, t. I, p. 522. On supprimait les noms de Louis, comte, roi.

rait les monuments artistiques dépendant des propriétés nationales¹; le 10 juin, la « panthéonisation » de Joseph Sauveur, président du district de La Roche-Bernard, mutilé et assassiné par des royalistes²; le 11 juin, la fixation à 2.000 livres du traitement de Duhamel, instituteur des sourds et muets à Paris³, et, le 29 juin, la fixation à la même somme du traitement des deux instituteurs-adjoints⁴; le 13 juin, l'ouverture d'un concours pour la composition des livres élémentaires destinés à l'enseignement national⁵; le 18 juin, des changements dans l'administration et la comptabilité des écoles militaires⁶, dont il obtenait la suppression le 9 septembre⁷; le 21 juin, le maintien de sa bourse au jeune Bigorie, élève du collège Saint-Martial, à Toulouse⁸. Le 25 juin, Lakanal lit à la Convention un rapport et un projet de décret sur la Fédération du 10 août⁹. Le même jour, le Comité charge Lakanal de présenter un projet de décret sur l'établissement de l'instruction publique. Le lendemain, 26 juin, Lakanal lit ce projet, et le rapport qui le précédait, à la tribune de la Convention¹⁰.

1. Guillaume, *o. c.*, t. I, p. 478. Ce décret donnait une portée générale à un décret rendu, sur la proposition de Sergent, le 13 avril 1793.

2. *Ibid.*, t. I, p. 478 et 479.

3. *Ibid.*, t. I, p. 505.

4. *Ibid.*, t. I, p. 506.

5. *Ibid.*, t. I, p. 492 à 494. M. Guillaume attribue à l'influence de Sieyès les idées exposées par Lakanal dans le rapport qu'il lut, à ce sujet, à la Convention. En réalité, Lakanal y reprend, souvent dans les mêmes termes, certaines parties de son *Discours* de décembre 1792. M. Guillaume n'a pas prouvé que, dès décembre 1792, Lakanal fût le « prête-nom » de Sieyès.

6. *Ibid.*, t. I, p. 447.

7. *Ibid.*, t. II, p. LXI, 377 et 380. Dans l'intervalle, le 19 juin, il fait voter des fonds pour l'école militaire de Brienne (*Ibid.*, t. I, p. 435).

8. *Journal des débats*, n° 277, p. 334.

9. Guillaume, *o. c.*, t. I, p. 495 et 497. Il avait reçu, à cet effet, mandat du Comité d'instruction publique, le 15 juin 1793. Ce projet fut abandonné par suite de l'adoption, le 27 juin, d'un décret relatif au mode de convocation du peuple en assemblées primaires. Le 9 septembre 1793, Lakanal lira au Comité un projet de décret — auquel on ne donnera pas suite — sur les moyens de conserver la mémoire des citoyens morts dans la journée du 10 août 1792 (*Ibid.*, t. II, p. 375). Mais, le 28 germinal an II (17 avril 1794), il fera décréter l'érection, en leur honneur, d'une colonne commémorative (*Ibid.*, t. III, p. 626).

10. *Ibid.*, t. I, p. 504.

Jusqu'à la Convention, malgré les efforts d'hommes tels que Durand-Maillane, Romme, Rabaut Saint-Étienne, Bancal, n'avait adopté aucun plan d'instruction publique. Elle avait seulement voté quelques articles relatifs à l'enseignement primaire (décrets des 12 septembre 1792 et 30 mai 1793), au paiement des professeurs et instituteurs publics par la nation (décret du 8 mars 1793, article 8), à des questions spéciales (trois décrets du 5 mai 1793).

Le projet présenté par Lakanal¹ comportait une école par mille habitants, deux sections par école, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, avec un instituteur et une institutrice. Les maîtres seraient nommés par un bureau d'inspection, composé de trois membres, que désignerait l'administration de district. Le salaire des instituteurs et des institutrices serait le même dans toute la République¹. Le droit d'ouvrir des écoles particulières et libres était formellement reconnu. On éliminait du système de l'instruction publique les degrés supérieurs de l'enseignement et on n'instituait aux frais de la nation que des écoles publiques élémentaires. Selon les expressions mêmes du rapport de Lakanal, « le perfectionnement de ces connaissances sera abandonné à la concurrence générale des cours libres et non salariés par le trésor national ». On se bornerait à encourager les grands établissements scientifiques et à donner des bourses aux pauvres qui, à leur sortie des écoles nationales, iraient dans des écoles libres d'un degré plus élevé. Il y aurait une Commission centrale de l'instruction publique, mais moins puissante que la « jurande de beaux esprits » reprochée au plan Condorcet.

La Convention décide que la discussion du projet s'ouvrira le 1^{er} juillet. Dans l'intervalle qui s'écoule entre le 26 juin et le 1^{er} juillet, le Comité d'instruction publique, ému de certaines critiques², modifie sur quelques points la rédaction primitive.

1. Cette disposition impliquait la gratuité de l'enseignement public élémentaire, déjà stipulée d'ailleurs par le décret du 8 mars 1793, article 8.

2. Formulées notamment aux Jacobins, le 30 juin, par Hassenfratz, qui déclara que Lakanal n'en était pas l'auteur, mais bien « le prêtre Sicyès,

Quant au rapport ou *Discours préliminaire* que Lakanal avait lu le 26 juin, il ne fut pas imprimé. A sa place, Lakanal réimprime, dans une brochure intitulée *Lakanal à ses collègues*, quatre articles que Sieyès avait publiés, en faveur du projet, dans le *Journal d'instruction sociale*. Lakanal y expliquait cette substitution en déclarant que, « quand on a trouvé le bon, chercher autre chose ce serait chercher le mauvais¹ ».

Le 1^{er} juillet, la Convention renvoie au lendemain l'ouverture de la discussion. Le 2 et le 3, plusieurs orateurs prennent la parole contre le projet. La discussion est interrompue par Robespierre, qui fait décréter la nomination d'une Commission de six membres, chargés de présenter un projet de décret sur l'instruction publique².

Le projet de Lakanal se trouvait écarté, du moins pour le moment³.

C'est comme rapporteur du Comité d'instruction publique que Lakanal fait voter par la Convention, le 28 juin 1793, le transfert à la Bibliothèque nationale des bureaux de la bibliographie et du dictionnaire des municipalités⁴; le 6 juillet, la concession d'un emplacement où le citoyen Clareton donnera des leçons publiques de musique⁵; les 19 juillet et 1^{er} septembre, deux décrets, dont le premier, déjà préparé par Chénier, garantissait la propriété littéraire et artistique⁶, et le second, déjà préparé par Baudin, protégeait la propriété des auteurs dramatiques⁷; le 31 juillet, le dépôt d'une tête de Brutus à la Bibliothèque nationale⁸; le 16 août, le dépôt au Muséum

dont vous connaissez la perfidie ». L'organe central d'instruction publique prévu par le projet Lakanal ne lui paraissait pas moins dangereux que celui qu'instituait le projet Condorcet (*Ibid.*, t. I, p. 525 et suiv.).

1. Voir le *Discours préliminaire* dans Guillaume, o. c., t. V, p. 662 à 664, et *Lakanal à ses collègues*, t. I, p. 567 à 578.

2. *Ibid.*, t. I, p. LIV à LV.

3. Le décret du 27 brumaire an III sur les écoles primaires reproduira en grande partie le projet du 26 juin 1793.

4. *Ibid.*, t. I, p. 520 et 523.

5. *Ibid.*, t. II, p. 13.

6. *Ibid.*, t. II, p. 80 à 82.

7. *Ibid.*, t. II, p. 352 à 354.

8. Réimpression de l'ancien *Moniteur*, t. XVII, p. 276.

d'objets qui avaient servi à la fête du 10 août¹ ; le 31 août, l'égalité de droits des astronomes de l'Observatoire². Le 27 septembre, il demande à la Convention de renvoyer au Comité une lettre d'un officier de valeur, Montalembert³.

Vers la même époque, à l'intérieur du Comité, le nom de Lakanal est mêlé à diverses affaires qui n'auront pas d'écho à la Convention, par exemple les 6 juillet, 3, 13 et 24 août, 19 septembre et 1^{er} octobre 1793⁴.

La Commission des six, dont Lakanal faisait partie depuis le 6 juillet, l'avait choisi comme rapporteur⁵. C'est en cette qualité qu'il prend la parole à la Convention, le 15 septembre 1793. L'assemblée venait d'entendre des pétitionnaires, délégués du département de Paris, qui demandaient le remplacement des collèges parisiens par des établissements supérieurs d'instruction. Lakanal, qui, le 26 juin, abandonnait ces établissements à l'initiative privée, avait évolué depuis vers la solution contraire. Dans ses rapports sur l'Observatoire (31 août) et les écoles militaires (9 septembre), il semblait déjà entraîné par le courant qui poussait alors l'assemblée vers l'institution de plusieurs degrés d'enseignement⁶. Le 15 septembre, il fait un nouveau pas ; il déclare que le plan proposé par les pétitionnaires est celui-là même que la Commission adopte. Et la Convention décrète aussitôt l'établissement de trois degrés d'instruction, non seulement pour Paris, mais pour toute la République. Le 16 septembre, il est vrai, la Convention suspend le décret rendu la veille⁷.

1. Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 295.

2. *Ibid.*, t. II, p. 88, 224 et 225. En septembre et au commencement d'octobre 1793, Lakanal fait fonction de commissaire spécial près l'Observatoire, au nom du Comité d'instruction publique (*Ibid.*, t. II, p. xv). Sur le conflit de Lakanal avec Cassini, voir *Ibid.*, t. II, p. 475 à 487.

3. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XVII, p. 758.

4. Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 21, 184, 228, 282, 343, 362, 396, 438, 454, 523.

5. *Ibid.*, t. II, p. vii à xi.

6. *Ibid.*, t. II, p. 88. Lakanal revenait à l'idée d'une hiérarchie d'établissements publics d'instruction, idée qu'il formulait dans son *Discours* de décembre 1792.

7. *Ibid.*, t. II, p. xxix, xxxii, 399, 418.

Le 8 octobre 1793, le jour même où les membres de la Commission sont officiellement réunis à ceux du Comité d'instruction publique renouvelé, Lakanal est envoyé en mission à Bergerac.

Après dix mois et demi de mission dans la Dordogne¹, Lakanal, à la nouvelle de la journée du 9 thermidor, retourne spontanément à Paris. Son rôle dans la politique générale va devenir moins obscur, et son action comme membre du Comité d'instruction publique plus efficace que précédemment.

Durant sa mission, Lakanal avait agi en Montagnard, mais en Montagnard indépendant du groupe robespierriste². Aussi, quand, le 21 thermidor an II, il monte à la tribune pour s'élever, avec sa fougue habituelle, contre « le nouveau Pisistrate et ses vils sicaire », ce n'est point qu'il cherche à se dégager de relations compromettantes avec Robespierre ; c'est qu'il croit sans doute, avec beaucoup de ses collègues, que la République vient d'être sauvée par la mort du « tyran³ ».

Le lendemain, le Comité de salut public investit Lakanal d'une nouvelle mission ; il le charge « d'épurer les autorités constituées et de prendre dans le département de la Charente-Inférieure toutes les mesures de salut public et de sûreté générale qu'il jugera nécessaires. » Une expédition de cet arrêté est remise à Lakanal, mais celui-ci, nous ignorons pourquoi, reste à Paris⁴.

Le 21 fructidor an II, il donne à la Convention quelques détails sur l'explosion de Grenelle⁵. Le 3 frimaire an III, lui,

1. Voir, au chapitre *Historique et objet de la mission de Lakanal*, les conditions dans lesquelles le conventionnel revint à Paris en frimaire-nivôse et germinal an II, et prit chaque fois la parole à la tribune de la Convention.

2. Voir, au chapitre sur *Lakanal et le gouvernement révolutionnaire*, ce que nous disons de ses opinions politiques. Nous montrerons, à propos de la justice civile, qu'il correspondait amicalement avec Sieyès, en messidor an II.

3. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXI, p. 437.

4. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 786.

5. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXI, p. 644.

qui n'avait à se reprocher aucun acte de cruauté commis durant sa mission, vote, avec la presque unanimité des conventionnels, la mise en accusation de Carrier¹. De floréal à messidor, il quitte Paris, pour présider à l'organisation de l'instruction publique dans dix-neuf départements ; ses ennemis profitent de son absence pour le dénoncer comme ancien terroriste. A son retour, il se disculpe victorieusement devant le Comité de législation, et, pour se justifier devant l'opinion, fait imprimer un placard intitulé *Un mot de Lakanal... à quelques folliculaires*².

De fin messidor à fructidor an III, il intervient dans l'élaboration de l'acte constitutionnel et des mesures propres à le mettre en activité. Le 24 messidor, il s'élève, mais en vain, contre la proposition de Daunou, qui demandait qu'on enlevât le droit de cité à quiconque accepterait pensions ou fonctions d'un gouvernement étranger ; le 29, il expose la nécessité de diviser le Corps législatif en deux Chambres ; le 6 thermidor, il dénonce avec clairvoyance une « omission grave » dans le projet de Constitution ; « c'est, dit-il, le chapitre des relations entre le législateur et le pouvoir d'exécution » ; le 7, il propose de faire nommer les membres du Directoire par les membres sortants du Conseil des Anciens, sur une liste triple présentée par les membres sortants du Conseil des Cinq-Cents ; le 2 fructidor, la Convention décide, sur son intervention, que cinq députés captifs à l'étranger resteront de droit membres du Corps législatif ; le 4, il demande, inutilement d'ailleurs, que les deux tiers des membres de la Convention qui feraient partie du Corps législatif soient désignés par la voie du tirage au sort : il se défie trop des menées royalistes et catholiques pour confier ce choix aux assemblées électorales³.

Après le 13 vendémiaire an IV, Lakanal se sépare nettement des thermidoriens modérés, qui avaient fait plus ou moins

1. *Procès-verbal de la Convention*, 3 frimaire an III, p. 56.

2. Voir Guillaume, o. c., t. VI, p. 505 et 512 à 514.

3. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXV, p. 223 et 224, 268, 334 et 335, 540, 556 et 557.

ouvertement cause commune avec les royalistes. Le 15, il invite la Convention à frapper sévèrement les contre-révolutionnaires. « Point de sang, s'écrie-t-il, mais la République tout entière ¹ » ; et, le 4 brumaire, il propose, aux applaudissements de la gauche, que Barras reste encore à la tête de l'armée de l'intérieur ².

Élu, dès vendémiaire an IV, membre du Conseil des Cinq-Cents ³, Lakanal continue à réagir contre le courant modérantiste, ainsi qu'on disait alors. Le 1^{er} pluviôse, il fait décider que le serment de haine à la royauté sera signé par chaque député et déposé aux archives ⁴. Les 3 et 13 pluviôse, il s'élève en termes véhéments et pittoresques contre l'abus des congés accordés aux réquisitionnaires, grâce aux certificats de complaisance que délivrent les officiers de santé ⁵. Il monte pour la dernière fois à la tribune le 6 ventôse an IV, au cours de la discussion sur les moyens de restaurer le crédit des assignats ; il y flétrit les « voraces corbeaux » qui ont édifié leur fortune aux dépens de la République ; il dénonce la tactique des contre-révolutionnaires, qui qualifient de terroristes les républicains les plus estimables ; il signale la présence de royalistes dans les fonctions publiques. « Les fondateurs de la République, s'écrie-t-il, veulent enfin en finir avec la valetaille des rois ⁶ ». L'homme de l'an II redressait la tête en face de la réaction croissante. Mais on ne donna point suite à ses propositions. L'atmosphère politique lui devenait étrangère. Le 30 floréal

1. Réimpression de l'ancien *Moniteur*, t. XXVI, p. 157.

2. *Ibid.*, p. 344.

3. Il fut porté sur la liste supplémentaire de cinq départements (Finistère, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Morbihan, Nord). Il opta pour le Finistère (A. Kuscinski, *Les députés au Corps législatif*, p. 49, 59, 63, 69, 72, 372). Non réélu dans l'Ariège, il écrivait peu après : « J'ai même des remerciements à voter au corps électoral qui m'a écarté dans ses élections » (Lakanal... à ses frères de l'Ariège).

4. Réimpression de l'ancien *Moniteur*, t. XXVII, p. 290.

5. *Ibid.*, p. 294 et 374. Dans son adresse à ses frères de l'Ariège, Lakanal les invitait à dénoncer « les fuyards de la réquisition ». Voir, sur la dénonciation faite, à cette époque, par Lakanal, A. Tournier, *Lakanal dénonciateur*, dans la *Revue des Revues* du 15 mars 1894.

6. Réimpression de l'ancien *Moniteur*, t. XXVII, p. 566, 567.

an V (19 mai 1797), il est écarté de Conseil des Cinq-Cents par la voie du sort.

Après une durée de quatre ans et huit mois, le rôle politique de Lakanal prenait fin. Quoiqu'il ne fût âgé que de 34 ans et qu'il dût vivre encore 48 ans, Lakanal ne cherchera jamais plus à rentrer dans la vie publique.

Dès son retour à Paris, en thermidor an II, il avait repris son poste au Comité d'instruction publique, dont il semble bien qu'il n'eût pas cessé de faire partie durant sa mission¹; il en restera membre jusqu'à la fin de la Convention, sauf pendant deux mois, du 15 prairial au 15 thermidor an III²; du 17 fructidor an II au 22 vendémiaire an III, il en occupera la présidence³.

En ce qui concerne l'instruction primaire, Lakanal fut le principal artisan du décret du 27 brumaire an III, et contribua, moins activement il est vrai, à l'élaboration de celui du 3 brumaire an IV.

Au moment où il rentre à Paris, c'est le décret du 29 frimaire an II (décret Bouquier) qui est en vigueur : n'importe qui peut ouvrir une école ; n'importe quel maître d'école est salarié par l'État, à proportion du nombre d'élèves ; tous les enfants

1. Sur Lakanal membre *in partibus* du Comité, voir la conjecture, très acceptable, de M. Guillaume, *o. c.*, t. IV, p. II, note 1. Lakanal faisait encore partie du Comité, le jour où il fut envoyé dans la Dordogne. Quand, au cours de sa mission, il vint à Paris et y fit décréter, le 28 germinal an II (et non le 27, comme dit M. Guillaume dans le passage signalé ci-dessus), l'érection d'une colonne en l'honneur des victimes du 10 août 1792, c'est au nom du Comité qu'il parla. Enfin, après le 9 thermidor, il paraît avoir repris son siège « sans aucune formalité préalable, et comme s'il n'eût jamais cessé de faire partie du Comité » (Guillaume, *o. c.*, t. IV, p. IV, note 3).

2. Le 21 germinal an III, la Convention avait chargé Lakanal d'une mission dans les départements. Le 9 prairial, le Comité arrêta que ceux de ses membres qui étaient en mission seraient portés sortants au renouvellement du 15 prairial. Lakanal entra à Paris vers la fin de messidor et fut réélu membre du Comité le 15 thermidor (Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. III et V).

3. Ce choix avait un sens précis. C'était une « affirmation des tendances anti-catholiques », à l'encontre de l'attitude d'opposition qui avait été celle de plusieurs membres du Comité envers le mouvement déchristianisateur (*Ibid.*, t. IV, p. VIII, note 2). Lakanal avait déjà présidé le Comité, du 1^{er} août au 3 septembre 1793.

doivent passer trois ans à l'école. Le Comité s'occupait, depuis sept mois, de compléter cette loi par un ensemble de mesures, mais il n'était arrivé à aucun résultat positif¹. Le 26 fructidor an II, au nom du Comité, Lakanal promet à la Convention de lui présenter bientôt ces mesures supplémentaires, tout en déclarant que la loi du 29 frimaire est « incomplète, mal rédigée². » Cette promesse n'était sans doute qu'un moyen de temporiser : les termes dans lesquels Lakanal qualifiait la loi Bouquier montraient déjà qu'il la tenait en médiocre estime. Aussi, le 22 vendémiaire an III, propose-t-il au Comité d'y substituer un autre plan³ ; les 28 et 29, il fait adopter ce plan par le Comité⁴ ; le 7 brumaire, il le présente à la Convention⁵, qui le vote le 27, après une discussion à laquelle Lakanal prend une part active⁶. Ce décret s'inspirait en grande partie du projet que Lakanal avait soumis à la Convention le 26 juin 1793. N'importe qui pouvait ouvrir une école : les instituteurs publics seraient choisis par un jury d'instruction, salariés par l'État de façon uniforme, et jouiraient d'une retraite ; aucune disposition ne stipulait la fréquentation obligatoire ; les écoles privées seraient surveillées par les municipalités, leurs élèves subiraient un examen public et, s'ils faisaient preuve d'ignorance, seraient écartés de toute fonction publique⁷.

1. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. xvi.

2. *Ibid.*, t. V, p. 28.

3. *Ibid.*, t. V, p. 126.

4. *Ibid.*, t. V, p. 140 et 141.

5. *Ibid.*, t. V, p. 143 à 151 (projet de décret) et p. 178 à 184 (rapport de Lakanal).

6. *Ibid.*, t. V, p. 223 à 237.

7. D'après M. Guillaume, c'est « à l'instigation » de Sieyès que Lakanal aurait entrepris de faire voter ce décret. Mais M. Guillaume ne donne aucune preuve de l'action que Sieyès aurait exercée sur Lakanal. Il nous montre celui-ci « évoluant une fois de plus avec docilité » sous la pression de Sieyès, et, d'autre part, cherchant, par le vote de ce décret, une « revanche » de son échec du 26 juin 1793. En vérité, M. Guillaume semble vouloir trop prouver en s'efforçant de convaincre Lakanal tout à la fois de versatilité et d'entêtement (*Ibid.*, t. V, p. xvii et 126, note 1). Le 28 brumaire, à la suite des observations de Romme, Lakanal reconnut qu'on pourrait renforcer les mesures relatives à la surveillance des écoles privées, mais le décret ne fut pas rapporté (*Ibid.*, t. V, p. 244 à 246).

La loi du 3 brumaire an IV allait modifier la législation du 27 brumaire an III. Mais Lakanal ne joua qu'un rôle assez effacé dans la préparation de cette loi¹. C'est Daunou qui, au nom du Comité d'instruction publique, la fit voter par la Convention². Lakanal cherche en vain à faire adopter le principe d'un traitement d'État pour l'instituteur³. Il voit maintenir dans la loi le principe du jury d'instruction, emprunté au décret du 27 brumaire an III⁴. Et, comme la Convention avait écarté, le 27 vendémiaire an IV, le principe de l'éducation des filles, Lakanal, le 3 brumaire, fait revenir l'assemblée sur sa décision⁵.

Il ne suffisait pas d'ouvrir des écoles primaires : il fallait se procurer de bons instituteurs. Conformément au décret de la 4^e sans-culottide an II, Lakanal présente au Comité, le 6 vendémiaire an III, un projet de décret sur l'établissement des écoles normales⁶, et, le 29, un rapport à l'appui de ce projet⁷. Le 3 brumaire, il lit rapport et projet à la Convention, qui, le 9, adopte le projet, avec de légers amendements⁸. Le 19, il fait nommer par la Convention les professeurs de l'école normale de Paris⁹. Le 16, le Comité l'avait désigné comme un de ses deux commissaires près cette école normale, et, le 22, la Convention confirmait ce choix¹⁰. De brumaire à ventôse, Lakanal

1. Il était absent de Paris, en prairial et messidor an III, quand le Comité collaborait avec la Commission des Onze pour préparer le titre de la Constitution de l'an III relatif à l'instruction publique (*Ibid.*, t. VI, p. xvi et xvii); sur la collaboration de Lakanal avec Daunou, voir *Ibid.*, p. xx et xxi.

2. Le 27 vendémiaire an IV, la Convention adopta, sauf rédaction, le projet présenté par Daunou; c'est le 3 brumaire que la rédaction définitive fut votée (*Ibid.*, t. VI, p. 811).

3. *Ibid.*, t. VI, p. xx et xxi.

4. *Ibid.*, t. VI, p. xxvi.

5. *Ibid.*, t. VI, p. xxvii, 580, 811, 873.

6. *Ibid.*, t. V, p. 88 et 171. Ce projet reproduisait, en ses traits essentiels, celui que Coupé (de l'Oise) avait fait adopter par le Comité, le 1^{er} prairial an II (*Ibid.*, t. IV, p. 460).

7. *Ibid.*, t. V, p. 151 à 158. Lakanal nous apprend lui-même que ce rapport était l'œuvre de Garat.

8. *Ibid.*, t. V, p. 187 à 192.

9. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXII, p. 463.

10. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. xi. Le second commissaire, Sieyès, sera remplacé par Deleyre, sur la proposition de Lakanal (*Ibid.*, t. V, p. 324).

multiplie ses interventions en faveur de l'école, soit auprès de la Convention, soit auprès du Comité, soit auprès des professeurs et des élèves¹. Mais, en germinal an III, cette institution est attaquée à la fois par les démocrates et les réactionnaires ; le 7 floréal — Lakanal avait alors quitté Paris —, la Convention fixe la clôture des cours au 30 du même mois².

Le décret du 27 brumaire an III était à peine voté que, le 30, le Comité décidait de s'occuper du « complément de l'instruction publique » et désignait d'avance Lakanal pour rendre compte de ses travaux à la Convention³. Le 16 frimaire, Lakanal présente au Comité un rapport et un projet de décret sur les écoles centrales⁴ ; le 7 ventôse, la Convention adopte le projet, presque sans modifications⁵. Le 11, Lakanal fait décréter l'établissement à Paris de cinq écoles centrales⁶. Le 21 germinal, la Convention l'envoie en mission avec quatre collègues, pour assurer la prompte exécution des lois relatives aux écoles primaires et centrales : il devait présider à leur application dans dix-neuf départements⁷. Il part dans les premiers jours de floréal⁸, s'installe à Bourges⁹, et, rappelé par décret du 4 messidor,

1. Guillaume, o. c., t. V, p. 208, 266 à 269, 321, 329, 330, 361, 364, 379, 386, 387, 389, 393, 395, 399, 420, 425, 433, 445, 472, 473, 498, 506, 513, 684.

2. *Ibid.*, t. VI, p. XI, XII, 61, 93, 95 à 106, 114 à 117, 132 à 141.

3. *Ibid.*, t. V, p. xxxviii.

4. *Ibid.*, t. V, p. 284.

5. *Ibid.*, t. V, p. 541 à 544. Le 26 frimaire, le projet était venu en première lecture devant l'assemblée (t. V, p. 299 à 309 et p. 599).

6. *Ibid.*, t. V, p. 546, 550, 551. Les 14 et 18 ventôse, le Comité chargeait Lakanal de prendre diverses mesures relatives aux écoles centrales (t. V, p. 564, 573, 582).

7. *Ibid.*, t. VI, p. x et 57. Le 21 germinal, il lit au Comité un *Aperçu des dépenses des divers objets d'instruction publique* (*Ibid.*, t. V, p. 62 à 67).

8. *Ibid.*, t. VI, p. 125.

9. Le 8 ou 9 prairial an III, il vient faire une apparition à Paris (*Arch. nat.*, AF II, 174). On constate sa présence à Bourges notamment le 17 floréal (*Arch. nat.*, D₁ § 1, 35) et le 27 prairial ; ce jour-là il écrit de Bourges au Comité de salut public (*Arch. nat.*, AF II, 174) et à la municipalité de Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, liasse 42, n° 2). On trouvera aux *Arch. dép.* de Seine-et-Marne (L 100), du Loiret (L 813), de l'Allier (L 397) et des Hautes-Pyrénées (L 641 et 726) des lettres et arrêtés de Lakanal, écrits de Bourges, en floréal an III, et relatifs à l'instruction publique. Voir aussi *Arch. nat.*, F¹⁷ 1694, sur sa mission à Bourges.

il reparaît à Paris, fin messidor, après une mission de près de trois mois¹. Le 3 brumaire an IV, il fait voter, au nom du Comité, un décret concernant le placement de diverses écoles centrales².

Outre les mesures précédentes, Lakanal fait voter par la Convention, toujours comme rapporteur du Comité, le 4 fructidor an II, la formation d'un jury du concours relatif au nouveau système horaire³; le 26, la nomination des membres de la Commission exécutive d'instruction publique⁴; le 29, le plan d'une fête en l'honneur de J.-J. Rousseau⁵; le 25 brumaire an III, une mesure relative à la réimpression d'une traduction des œuvres de Bacon⁶; le 10 nivôse, le paiement des frais de circulation de livres utiles à l'instruction publique⁷; le 14, la réimpression d'un traité de Daubenton sur les moutons⁸; le 10 germinal, la création d'une école des langues orientales vivantes⁹; le 13, la nomination d'un instituteur des « élèves de la patrie¹⁰ »; le 1^{er} jour complémentaire de l'an III, la réim-

1. Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. x (il faut lire 4 messidor et non 2 messidor).

2. *Ibid.*, t. VI, p. 861.

3. *Ibid.*, t. IV, p. 946. Lakanal s'inspirait d'un rapport et d'un projet d'Arbogast.

4. *Ibid.*, t. V, p. 25 et 28.

5. *Ibid.*, t. V, p. 35, 39 à 51, 106. Voir aussi *Ibid.*, t. IV, p. 969, 993. Lakanal, comme il nous le dit lui-même, fit son rapport d'après des notes fournies par Ginguené. Le 6 vendémiaire an III, il lit à la Convention un rapport sur le manuscrit des *Confessions* présenté par la veuve de Rousseau (*Ibid.*, t. V, p. 90). Le 19, la Convention le met au nombre des dix commissaires chargés de recevoir les cendres de Rousseau (*Proc. verb. Convention*, 19 vendémiaire an III, p. 87). Le 28, il fait hommage à la Convention de manuscrits de Rousseau (*Réimpr. ancien Moniteur*, t. XXII, p. 283). Le 14 brumaire, l'assemblée le charge de faire imprimer des manuscrits de Rousseau (Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 197). Voir aussi *Ibid.*, t. VI, p. 929 à 945. Lakanal chercha à publier certaines œuvres posthumes de Rousseau, mais, ne trouvant pas assez de souscripteurs, il y renonça, le 15 fructidor an V (*Arch. nat.*, AB XIX., 333). Il devait reprendre ce projet, sans plus de succès, à la fin de sa vie (Voir p. 34).

6. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXII, p. 514. Le 1^{er} vendémiaire an III, il avait fait renvoyer par la Convention au Comité une proposition relative à l'impression d'un ouvrage de Grétry (*Ibid.*, p. 51).

7. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 365, 371.

8. *Ibid.*, t. V, p. LIV. Voir *la Révolution française*, 1885, t. VIII, p. 731.

9. Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. 21 à 24.

10. *Ibid.*, t. VI, p. 31.

pression d'un exemplaire du dictionnaire de l'Académie ¹ ; le 5^e jour complémentaire, le maintien de l'ordre des intercalations dans le calendrier ² ; le 1^{er} vendémiaire an IV, une subvention de 60.000 livres au Lycée des Arts ³. C'est probablement le 3 brumaire an IV qu'il lit à la Convention, au nom du Comité, un projet de décret, qui est écarté, sur la nomination du premier tiers des membres de l'Institut ⁴.

Sous le Directoire, les questions d'instruction publique amènent plusieurs fois Lakanal à la tribune des Cinq-Cents. Le 14 brumaire an IV, il lit un long rapport et présente un projet de décret sur les livres élémentaires envoyés au concours ⁵ ; le 28 pluviôse, il obtient une résolution favorable à l'impression de quelques-uns de ces livres ⁶. Il fait voter par les Cinq-Cents, le 11 pluviôse an IV, la création d'une Commission chargée de faciliter l'enseignement de la botanique ⁷ ; le 19, une résolution relative au traitement des bibliothécaires des écoles centrales ⁸ ; le 25 ventôse, le règlement de l'Institut, rectifié, le 7 floréal, par la suppression de la publicité des séances ⁹ ; le 17 germinal, la mise à la disposition du Bureau des longitudes de l'Observatoire de Lacaille ¹⁰ ; le 20, le maintien à Montpellier de l'école centrale de l'Hérault ¹¹ ; le 24 messidor, la réunion d'un jardin national à l'école centrale de l'Aveyron ¹².

Le 30 floréal an V (19 mai 1797), Lakanal est éliminé du Conseil des Cinq-Cents. Nous allons le retrouver fonctionnaire de cette Instruction publique qu'il avait contribué à fonder.

1. Guillaume, o. c., t. VI, p. 683 et 687 à 689.

2. *Ibid.*, t. VI, p. 713.

3. *Ibid.*, t. VI, p. 716.

4. *Ibid.*, t. VI, p. 829 et 831 à 839. Le 23 frimaire an IV (14 déc. 1795), il entrera lui-même à l'Institut (2^e classe, section de morale).

5. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXVI, p. 370, 515, 525, 530, 538.

6. *Ibid.*, t. XXVII, p. 502.

7. *Ibid.*, t. XXVII, p. 362.

8. *Ibid.*, p. 430. Le 26 pluviôse an IV, il s'oppose vainement à l'établissement d'une bibliothèque près le Corps législatif (*Ibid.*, p. 478).

9. *Ibid.*, p. 429, 719 ; t. XXVIII, p. 260. Le 11 ventôse an IV, il fait hommage aux Cinq-Cents d'une édition du *Contrat social* (*Ibid.*, t. XXVII, p. 361).

10. *Ibid.*, t. XXVIII, p. 175.

11. *Ibid.*, p. 195.

12. *Ibid.*, p. 355.

3° *Sa vie administrative (1797-1815).*

Les fonctions auxquelles fut appelé Lakanal, de 1797 à 1815, furent celle de professeur dans les écoles centrales de la Seine (1797-1804), interrompue par quatre mois de commissariat dans les nouveaux départements de la rive gauche du Rhin, celle de procureur-gérant (économe) du lycée Bonaparte (1804-1809), celle d'inspecteur des poids et mesures (1809-1815).

Dans une lettre adressée, en 1809, au grand-maître de l'Université, Lakanal écrivait qu'avant même de sortir du Conseil des Cinq-Cents, il avait été nommé professeur dans les écoles centrales de la Seine, et que, quand son mandat législatif eut pris fin, il entra, comme professeur, à l'école centrale de la rue Saint-Antoine (depuis lycée Charlemagne)¹. Si rien ne nous autorise à croire que Lakanal ait cumulé la fonction de député avec la fonction ou seulement le titre de professeur², il est en tout cas certain qu'à la fin de 1797, il était professeur ; c'est ce titre que lui donne l'administration du département de la Seine, dans les lettres qu'elle lui adresse en vendémiaire an VI (septembre-octobre 1797)³ ; en outre, nous possédons son « discours d'ouverture de l'école centrale de législation, à Paris », dans lequel il fait allusion à la récente création des écoles centrales⁴. Mais il faut croire qu'il suspendit bientôt ses cours, car l'Almanach national ne le mentionne pas avant l'an XII parmi les professeurs d'écoles centrales, et c'est en Seine-et-Oise, à Villarceaux, près de Magny, alors chef-lieu de canton, qu'il passe la plus grande partie de son temps.

1. *Arch. nat.*, F^{17c} L 24. Voir aussi Picavet *Les Idéologues*, p. 124 et suiv.

2. L'affirmation de Lakanal ne suffit pas. Ses dires sont souvent sujets à caution, et, dans cette lettre, il avait intérêt à accroître le nombre de ses années de service, pour augmenter d'autant le chiffre de sa pension de retraite, qu'il sollicitait.

3. *Arch. nat.*, F^{17c} L 24. Son adresse à Paris est alors 242, rue de Monceau, division du Roule. L'*Alman. nat.* de l'an VII donne la même adresse.

4. *Ibid.*, AB XIX, 333.

Devenu acquéreur du ci-devant couvent de Villarceaux¹, Lakanal y vivait tranquille, lisant, herborisant, faisant des travaux d'économie politique, recevant des amis, quand une occasion s'offre à lui de reparaitre au Corps législatif². Nommé électeur par les citoyens actifs du deuxième canton de Magny, il se rend à l'assemblée électorale de Versailles ; le 23 germinal an VI, il est élu scrutateur ; lors des débats relatifs à la validation des membres de l'assemblée, il prend la parole, tantôt en faveur de Castellane, tantôt contre Benjamin Constant ; le 28 (17 avril 1798), il est élu, au troisième tour, membre du Conseil des Cinq-Cents. Mais il refuse cet honneur, en quelques paroles dignes, qui prouvent que cet homme était autre chose qu'un ambitieux du pouvoir³.

De Villarceaux, où il vit avec sa femme⁴ — nous ignorons à quelle date remonte son mariage —, il se rend, de temps en temps, à Paris, où il a conservé un pied-à-terre ; il y prend part aux séances de l'Institut et aux élections d'académiciens⁵. Peut-être est-il déjà père de famille, car nous le voyons retenu dans sa maison de Villarceaux par « trois malades » qu'il y loge et y soigne ; la même lettre nous apprend qu'il a vainement sollicité une fonction du ministre des finances⁵.

Cependant, Lakanal reçoit bientôt, par arrêté des directeurs Moulins, Gohier et Roger-Ducos, en date du 16 thermidor an VII (3 août 1799), un poste considérable. Le 19 thermidor

1. *Ibid.*, F⁷ 6713 ; rapport d'inspecteur de police, du 15 février 1816.

2. Voir la *Notice sur J. Lakanal*, et surtout l'article de J.-F. Thénard, *Lakanal électeur en Seine-et-Oise*, dans *la Révolution française*, 1888, 1^{er} sem., p. 911 à 919. Le procès-verbal des élections de l'an VI, pour la Seine-et-Oise, se trouve aux Archives de ce département, sous la cote L 1 m 364.

3. Cette belle et brève allocution se trouve au procès-verbal. « Lorsque les Prussiens étaient à Châlons, j'ai accepté le poste périlleux de représentant du peuple... » Il y dit qu'en l'an V il avait refusé « les honneurs de la législature » et « plusieurs missions importantes ». M.-J. Chénier fut élu à sa place.

4. Lettre de madame Lakanal à madame Morand, femme du professeur de législation aux écoles centrales de Paris ; s. d., communiquée par l'abbé Canal. Morand était neveu de M^{me} Helvétius (*Arch. nat.*, F¹⁷ 1344²⁹).

5. D'après sa lettre à Rivette, président de l'administration municipale du canton de Magny, datée de Villarceaux, 30 pluviôse an VII ; communiquée par le même. « Moi et les miens », dit-il dans la même lettre.

an VII (6 août 1799), le ministre de la justice, Cambacérès, l'informe que le Directoire lui remet « le soin d'achever, sous ma surveillance, l'organisation républicaine » des nouveaux territoires de la rive gauche du Rhin, dont on avait formé quatre départements : Rhin-et-Moselle, Roer, Sarre, Mont-Tonnerre. Lakanal remplaçait dans cette mission Marquis, qui lui-même avait remplacé Rudler¹. Il part aussitôt, emmenant avec lui ses amis Rivette père et fils, et Morand.

Le 7 fructidor an VII, il lance, à Mayence, son premier arrêté, suivi, les 10 et 11, de deux autres, très énergiques, visant, l'un, les dilapidateurs des fonds publics, l'autre, les réquisitionnaires et conscrits réfractaires. Du coup, il se crée des ennemis ; ceux-ci font courir le bruit de son rappel. Lakanal trouve des partisans décidés parmi les clubistes et de nombreux fonctionnaires ou officiers de Mayence, mais ses adversaires multiplient leurs dénonciations auprès du Directoire. Sur ces entrefaites, se produit le coup d'État de brumaire ; le 22 brumaire, Cambacérès prévient Lakanal qu'il conservera provisoirement ses fonctions et que l'on compte sur son dévouement. Mais Lakanal ne montre qu'un médiocre enthousiasme pour le coup d'État. Tout en usant de précautions oratoires, il ne cache pas, le 26, à Cambacérès que l'opinion voit là le commencement de la dictature, l'abolition du système représentatif. Peu après, Cambacérès lit aux consuls un long rapport sur les attaques dirigées contre le commissaire et sur la justification qu'a opposée Lakanal : il conclut à son rappel. Lakanal est rappelé, en effet, par arrêté du 8 frimaire an VIII². Il est remplacé par

1. La nomination ne fut signalé par le *Moniteur* que le 13 fructidor an VII. Les principaux éléments d'étude de cette mission sont aux *Arch. nat.*, F¹^{er} 42 et F¹^{er} 43. C'est à ces cartons que nous empruntons les renseignements sommaires que nous donnons ici. La minute de l'arrêté de nomination est aux *Arch. nat.*, AF^{III} 619, reg. 4364.

2. Le 26 frimaire il écrit : « Avant de quitter ces contrées... ». Il était encore commissaire quand le premier consul lui écrivait une lettre bienveillante, pour adoucir l'amertume de son rappel (*Exposé sommaire*, p. 202). Cambacérès accompagna d'une lettre courtoise l'arrêté qui le rappelait (*Notice sur J. Lakanal*, p. 11) ; la minute de l'arrêté est aux *Arch. nat.*, AF IV 2, reg. 6.

du Bois du Bais, qui, lui-même, cède bientôt la place à Shéc.

Après ses quatre mois de mission, Lakanal retourne à Villarcieux. Nous y constatons sa présence en prairial an VIII¹, en l'an IX², en l'an X³. Il a toujours le titre de professeur d'école centrale, mais il n'exerce pas. En l'an IX, il figure sur la liste des notabilités de Seine-et-Oise, et aucune profession n'est mentionnée en face de son nom⁴. En l'an XI, le secrétaire de l'administration de l'école centrale de la rue Saint-Antoine est obligé de lui écrire, pour lui apprendre que ses collègues, réunis en assemblée générale, l'ont élu membre du jury de l'instruction publique⁵; eût-il été nécessaire de signifier cette élection à Lakanal, s'il fût venu professer tous les jours à l'école, comme l'exigeait le règlement⁶? L'Almanach national pour l'an XII confirme cette conjecture : il nous apprend que Lakanal avait, dans cette école, le titre de professeur de langues anciennes, mais était suppléé par Sabatier. En frimaire an XII, la situation de Lakanal est encore la même⁷.

1. *Arch. nat.*, F¹E 43. C'est là que lui écrit Cambacérès.

2. Lettre de Lakanal à Morand. *Catalogue de vente Laverdet*, 25-31 janvier 1855, n° 191, pièce 530.

3. *Bulletin d'autogr.* N. Charavay, n° 116, pièce 15224. L'*Alman. nat.* pour l'an X le signale comme ayant un domicile au n° 8, rue de l'Odéon.

4. *Arch. nat.*, F¹C III (Seine-et-Oise), carton 4. Le 15 ventôse an IX, Lakanal signe une pétition des professeurs des 4^e et 5^e écoles centrales de la Seine, constatant que jusqu'ici les trois premières écoles sont en activité, et demandant la mise en activité des deux autres (*Arch. nat.*, F¹7 1344³⁹). En germinal an IX, il revient à la charge, dans une lettre à Cambacérès (*Ibid.*).

5. *Ibid.*, F¹7C L 24, lettre du 28 floréal an XI. La même année, quand la classe des sciences morales et politiques fut supprimée (3 pluviôse an XI), il fut versé dans la classe d'histoire et de littérature ancienne.

6. Les leçons avaient lieu tous les matins, de 9 à 11 heures, sauf le dimanche et un jeudi sur deux (*Alman. nat.*, an XI, p. 684).

7. Le 27 frimaire an XII, il adresse, de Paris, deux lettres à Méjean, secrétaire-général de la préfecture de la Seine; il y demande qu'on lui donne un suppléant autre que Sabatier, qui se conduit mal à son égard (*Catalogue de vente Laverdet*, 30 avril-18 mai 1860, n° 242, pièce 1663, et *Revue des autographes*, n° 262, pièce 121). Précédemment, dans une lettre non datée, mais antérieure à l'an XII, Lakanal faisait, au contraire, l'éloge de Sabatier (*Arch. nat.*, F¹7 1344³⁰). — D'après la *Biographie des hommes du jour*, de Sarrut et Saint-Edme, t. V, Lakanal avait été nommé titulaire de la chaire de langues anciennes en remplacement de l'abbé Leblanc (mort en 1799).

Peut-être Lakanal trouvait-il ce poste indigne de son passé et de ses mérites. En l'an VIII, il avait publié une brochure où il mettait en lumière les services rendus par lui à l'enseignement¹. En l'an X, il sollicitait les bons offices de Villar, son ancien collègue au Comité d'instruction publique². En tout cas, le 25 thermidor an XII (13 août 1804), il était nommé procureur-gérant (économe) du lycée Bonaparte³. Nous avons une partie de sa correspondance et de ses curieux démêlés avec son proviseur, René Binet⁴.

Lakanal aspirait-il à une situation plus brillante, et faut-il rapporter à l'année 1808 la lettre qu'il écrivit à Fontanes : « Que je cesse d'être ilote dans la République des lettres ; faites de moi ce que vous voudrez, mais daignez en faire quelque chose⁵ » ? Ou bien courut-il des bruits défavorables sur sa conduite, et doit-on rapporter à ces bruits la justification qu'il adressa à Napoléon I^{er}⁶ ? Toujours est-il que, le 24 septembre 1808, il adressait à Fontanes sa démission de procureur-gérant,

1. C'est la *Notice sur J. Lakanal*.

2. *Exposé sommaire*, p. 193, et *Bulletin d'autographes N. Charavay*, n° 236, pièce 33621 (remerciement de Lakanal à Villar). Dans une lettre datée de Paris, 10 septembre 1802, il insiste sur la nécessité de nommer un sixième inspecteur des lycées. *Rev. des autogr.*, n° 265, pièce 137.

3. *Arch. nat.*, F^{17c} L 24. Il annoncera la nouvelle à Frochot, en lui disant qu'il est prêt à fournir le cautionnement de 9.000 francs exigé par la loi. *Revue des autographes*, n° 225, pièce 178.

4. *Catalogue de vente Laverdet*, 6-14 juin 1849, n° 148, pièce 628, et revue de *l'Enseignement secondaire*, 1901, p. 118 à 120.

5. Charavay, *Inventaire des autographes... Fillon*, 1878, p. 169, n° 613. C'est sans doute à Fontanes (ou à Fourcroy) qu'il adressait, le 19 février 1808, une lettre élogieuse, où il marquait son espoir de le voir bientôt grand-maître de l'Université (Fontanes le sera le 17 mars 1808) ; il lui demandait par anticipation un poste élevé, « aux premières loges » ; il déclarait avoir fait de la propagande en sa faveur au « Souverain chapitre de l'Orient » (*Arch. nat.*, F^{17c} L 24). Lakanal était franc-maçon depuis le 20 sept. 1807 (article de J. Claretie dans *le Temps*, 1^{er} février 1881). Le 3 mars 1808, il demandait à Madame Lefrançais-Lalande communication de papiers qui lui étaient « nécessaires pour obtenir enfin justice, au moment où l'on réorganise l'instruction publique » (lettre communiquée par l'abbé Canal).

6. Lakanal aurait entretenu, dans le lycée même, où il logeait, une maîtresse qui y aurait accouché en 1807 (E. Welvert, *Lakanal en Amérique*, dans *Feuilles d'histoire*, 1^{er} oct. 1910, p. 370). Dans sa lettre à l'empereur, il proteste contre les calomnies dont il est l'objet (*Revue rétrospective*, 1886, t. IV, p. 243).

en déclarant qu'il ne voulait plus « appartenir qu'à la vérité » et préférerait la liberté à l'Université ; il annonçait qu'il continuerait provisoirement ses fonctions ¹.

Il s'occupe alors de faire liquider sa pension de retraite. En torturant les chiffres et en sollicitant les textes, cet homme de 46 ans parvient à s'octroyer « 32 ans d'enseignement public et salarié par l'État ». Ses calculs hardis et ses démarches pressantes ont pour résultat que le Conseil de l'Université lui accorde, par égard aux services qu'il avait rendus à l'instruction publique, et à titre de faveur exceptionnelle, une pension égale à son traitement fixe ². Le 4 octobre 1809, Fontanes prend un arrêté portant qu'à compter du 1^{er} janvier 1810, Lakanal jouira d'une pension de retraite de 3.000 francs ³.

Dès 1809, l'ancien conventionnel exerçait d'ailleurs une autre fonction, celle d'inspecteur des poids et mesures pour les départements de la Seine-Inférieure, l'Oise, l'Eure et la Somme ³. Dès lors il séjourne le plus souvent à Rouen, mais conserve un domicile à Paris et sa propriété de Villarceaux ⁴. Après Waterloo, on le voit offrir généreusement sa petite fortune, pour aider au salut de Paris et éviter à cette ville une seconde capitulation ⁵. Pendant les Cent-Jours, il conserve son poste d'inspecteur ; « l'abbé de Montesquiou, alors ministre de l'Intérieur, n'avait pas eu le temps de l'exclure de cette place ⁶ » ; il est révoqué par la deuxième Restauration, en 1815 ⁶. Dès 1814,

1. *Arch. nat.*, F^{17c} L 24. On peut admettre qu'il conservera ses fonctions jusqu'en 1809. L'Almanach impérial pour 1809 le mentionne encore comme procureur-gérant. Sa pension de retraite ne sera liquidée définitivement que le 4 octobre 1809. De 1810 à 1815, l'Almanach donne son adresse au n° 106 de la rue Ménil-Montant.

2. Le traitement de procureur-gérant comportait, outre une portion fixe de 3.000 francs, une portion « éventuelle ».

3. *Arch. nat.*, F^{17c} L 24. Après 30 ans de services, la pension de retraite des universitaires s'élevait aux deux tiers de leur traitement.

4. Il écrit, de là, une lettre, le 9 sept. 1812. *Revue des autogr.*, n° 264, pièce 164.

5. D'après le discours de Lélut sur sa tombe (*Moniteur* du 17 février 1845).

6. *Arch. nat.*, F^{17c} L 24 ; voir la lettre du 17 mai 1816, du sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur. L'ordonnance du 21 mars 1816 l'avait exclu de l'Institut (Duvergier, t. XX, p. 325 à 327).

il avait vendu sa propriété de Villarceaux¹. En mai 1815, il paraît à l'assemblée électorale de Magny, quoiqu'il ne soit pas électeur, et cherche, mais en vain, à y faire élire son ancien collègue à la Convention, Musset¹.

En août 1815, il se procure un passeport à destination des États-Unis, et, bien qu'il ne soit pas atteint par l'article 7 de la loi du 12 janvier 1816, il juge opportun de quitter la France. Il s'exile volontairement. En janvier 1816, avant même que la loi du 12 janvier soit promulguée, il s'embarque, au Havre, pour New-York, avec femme et enfants, et quelques régicides proscrits².

4° Son exil (1816-1837).

Alors commence pour l'ancien conventionnel une période de 21 ans d'exil, passée tout entière aux États-Unis³.

Après avoir séjourné un mois environ à New York, il va s'installer sur une ferme du Kentucky, à Gallatin County, au confluent du Kentucky et de l'Ohio, en face de la petite ville de Vevey (Indiana), où se trouvait une colonie de Français. Il conservera cette propriété de 1816 à 1822. En 1816 et 1817, il

1. *Arch. nat.*, F⁷ 6713 ; rapport d'inspecteur de police, du 15 février 1816.

2. E. Welvert, *art. cit.*, 1^{er} sept. 1910, p. 252. Voir aux *Arch. nat.*, F⁷ 6707, F⁷ 6709, et F⁷ 6713, le curieux dossier relatif aux recherches qu'occasionna le départ secret de Lakanal. On le crut d'abord réfugié à Milan. Il ne semble pas qu'il eût signé l'acte additionnel. — Le 9 janvier 1816, au moment de s'embarquer, il écrivait, du Havre, à Jullien de Paris (*Revue des autogr.*, n° 175, pièce 150). — Le 25 juin 1816, la Commission de l'Instruction publique suspendit le paiement de sa pension, comme n'ayant pas été accordée en conformité avec les règlements. Le 22 décembre 1819, ayant constaté que Lakanal ne tombait pas sous le coup de la loi du 12 janvier 1816 (car il n'avait pas accepté de place de Napoléon, pendant les Cent-Jours), elle rétablit sa pension, mais seulement en proportion du temps de service qu'il avait accompli dans l'Instruction publique ; elle invita Lakanal, par l'intermédiaire de Morand, son fondé de pouvoirs, à produire ses titres à cette pension. Lakanal, n'ayant pas produit ses titres, ne toucha aucune pension jusqu'en 1832 (*Arch. nat.*, F^{17c} L 24).

3. Pour cette période, les renseignements non accompagnés de références sont empruntés à E. Welvert, *Lakanal en Amérique*, dans *Feuilles d'histoire* des 1^{er} sept. et 1^{er} oct. 1910.

cherche à fonder, avec d'autres exilés, sur les bords du fleuve Tombigby, dans l'Alabama, une *Association française agricole et manufacturière*, à laquelle le Congrès avait accordé une concession de terrains ; mais l'entreprise échoue.

En même temps. Lakanal se laisse tenter par le démon de la politique. Il intrigue en faveur de l'ancien roi d'Espagne, Joseph Bonaparte, réfugié aussi aux États-Unis. Dans la correspondance qu'il lui adresse en 1817, nous voyons Lakanal s'élever avec violence contre les Bourbons, annoncer l'existence en Amérique d'une *Confédération napoléonienne*, détailler un plan d'opérations dont le but est de provoquer au Mexique une révolution qui restituerait ce pays à Joseph.

L'imagination de Lakanal entrevoit déjà le rétablissement de la dynastie de Bonaparte en Europe. Mais la correspondance de Lakanal fut saisie par l'ambassadeur de Louis XVIII à Washington, et le projet avorta ¹.

En 1822, l'État de la Louisiane appelle Lakanal à la présidence de l'Université de La Nouvelle-Orléans. Lakanal occupe cette présidence de 1823 à la fin de 1825 ou au commencement de 1826. Il se retire alors dans l'Alabama, à Ganon Bend, le long de la baie de Mobile, faisant cultiver son domaine par des esclaves, qu'il traite « comme des amis malheureux », vivant tranquille au milieu de livres et d'instruments de physique. C'est de là qu'il échange avec Étienne Geoffroy Saint-Hilaire une abondante correspondance, qui a été en grande partie publiée ² ; il entretient son ami de ses occupations, des ouvrages qu'il

1. Carnot, banni, ne travaillait-il pas à remplacer Louis XVIII par le prince d'Orange (*Rev. hist.*, 1898, t. LXVIII, p. 60) ? Chimérique peut-être, l'entreprise n'était pas aussi « imbécile » qu'on l'a dit (A. Beaunier, *Lakanal conspirateur*, supplément du *Figaro*, 29 oct. 1910). La domination de Ferdinand VII était très ébranlée au Mexique, qui proclamera son indépendance en 1821. Le noyau des exilés français se composait d'officiers bonapartistes. Le gouvernement de Monroë ne pouvait que voir d'un bon œil une agitation qui favoriserait ses desseins sur les colonies espagnoles et énerverait l'autorité de la métropole ; 10.000 Mexicains étaient, paraît-il, sur le point de marcher ; enfin Joseph avait reçu des offres positives de gens prêts à aller délivrer « Prométhée » à Sainte-Hélène.

2. H. Jouin, *Lakanal en Amérique, d'après sa correspondance inédite*, in-8°, Besançon, 1904.

prépare, et, après la révolution de juillet, de son désir d'être réintégré à l'Institut et de toucher sa pension de retraite.

Ce double désir allait être réalisé. Grâce aux démarches du général Clauzel, ami et compatriote de Lakanal, le Conseil royal de l'instruction publique décide que l'ancien conventionnel recevra sa pension de 3.000 francs à partir du 1^{er} avril 1832¹. D'autre part, sur l'intervention de Geoffroy Saint-Hilaire et de Guizot, Lakanal est réintégré, le 22 mars 1834, à l'Académie des sciences morales, réorganisée depuis 1832²; à cette nouvelle, Lakanal adresse au secrétaire de cette Académie une longue lettre, pour lui annoncer son prochain retour en France et lui donner une idée de la vie qu'il mène en Amérique³. En mai 1836, il perd sa femme, Marie-Barbe François. Il se met à vendre ses plantations. En août-septembre 1837, à l'âge de 75 ans, le robuste vieillard traverse de nouveau l'Atlantique, et débarque à Bordeaux.

5° De son retour à sa mort (1837-1845).

Lakanal s'installe à Paris, rue Royale, n° 12⁴, dans un quartier que son professorat à l'école de la rue Saint-Antoine lui avait rendu familier. Il subvient à ses besoins grâce au très modeste capital qu'il avait rapporté d'Amérique, à son indemnité de membre de l'Institut et à sa pension de 3.000 francs, accrue, en 1843, d'une rente de 300 francs, par suite du legs de l'ancien conventionnel Souhait à ses collègues survivants⁵.

1. Arch. nat., F^{17c} L 24.

2. Guizot, *Mémoires*, Paris, 1860, t. III, p. 156, et aussi p. 389, où se trouve la lettre de Lakanal à Guizot, pleine « d'énergique fidélité à ses souvenirs révolutionnaires ».

3. *Mémoires de l'Ac. roy. des Sc. mor. et pol.*, t. I, 2^e série, 1837, p. XIX, XXIII, CLIV et suiv., séance du 9 mai 1836.

4. Aujourd'hui 10, rue de Birague. Une plaque commémorative rappelle que Lakanal est mort dans cette maison, le 14 février 1845.

5. *La Révolution française*, 1888, 1^{er} sem., p. 641. Sur l'indemnité des membres de l'Institut, voir de Franqueville, *L'Institut, son origine...*, p. 33.

L'âge n'a affaibli en lui ni les facultés physiques ni la vitalité intellectuelle.

Il n'avait pas, écrivait-il à cette époque, « gardé le lit un seul jour depuis quarante-cinq ans », et il ajoutait que Daubenton lui avait prédit qu'il ne mourrait qu'ossifié¹. Sa stature était encore droite ; ses cheveux, abondants et noirs. « Cet énergique vieillard, alors âgé de 75 ans, ne paraissait pas, dit Mignet, en avoir 60² ». Le 9 juin 1839, Rosalie-Céleste-Bienaimée Lepelletier, avec laquelle il vivait maritalement, lui donne un fils, Joseph-Hippolyte Lakanal, et, le 21 décembre 1842, il régularise son union : il a alors 80 ans, et sa femme, 36³. Le jour de ses 80 ans, sa vigoureuse vieillesse lui permet d'aller herboriser sur les coteaux de Montmorency².

Son esprit demeure alerte, comme son corps. Il publie, en 1838, un *Exposé sommaire* de ses travaux à la Convention ; en 1840, deux opuscules, *Suum Cuique* et *Première réponse à la Note sur la création de l'Institut*, relatifs à la nomination du premier tiers des membres de cette Compagnie⁴ ; en 1841, un article sur son propre compte, dans une *Biographie des hommes du jour*⁵, et, en 1843, un *Tableau synoptique de la Convention*⁶. Il prépare diverses publications, notamment un récit de son séjour en Amérique et un traité d'économie politique⁷. Il se propose d'éditer des œuvres posthumes de J.-J. Rousseau⁸.

1. E. Welvert, *art. cit.*, 1^{er} oct. 1910, p. 370.

2. Mignet, *Notice sur Lakanal*, p. 29.

3. Un extrait de l'acte de mariage se trouve aux *Archives de la Seine, reconstitution des actes de l'état-civil*, n° 28739. Je l'ai publié dans *la Révolution française* de 1911.

4. Voir, sur ces deux opuscules, Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. 831 à 839, et, sur l'ensemble de ces publications, notre bibliographie.

5. Publiée par Sarrut et Saint-Edme. L'article de Lakanal (1841) est dans le t. VI, 1^{re} partie, p. 401 à 416, et complète la notice qui lui avait été consacrée dans le t. V, 2^e partie, p. 40 à 48.

6. C'est du moins ce qu'affirme Isidore Geoffroy Saint-Hilaire (*Biographie Michaud*, 2^e édit., art. *Lakanal*, p. 600). Le *Tableau* est très probablement de Lakanal, à en juger par le sujet, par certaines citations et formules familières à Lakanal, par des extraits d'un journal américain.

7. H. Jouin, *Lakanal et David d'Angers*, p. 40. Il écrit aussi un résumé de l'histoire de la Révolution, de Thiers, que possède la *Bibl. nat.*

8. Article de J. Claretie dans *le Temps*, 1^{er} févr. 1881. Il souscrivait aussi

Il correspond avec Arago¹, Sarrut², Dupin aîné³, le docteur Souberbielle⁴, David d'Angers, qui sculpte alors son buste et modèle son médaillon⁵, avec son vieil ami Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, sur la tombe duquel il prononce, en 1844, un discours tout imprégné d'ardeur révolutionnaire⁶, avec le docteur Broussais, dont il suit assidûment les cours⁷. Il va souvent revivre au Muséum de vieux souvenirs. Enfin et surtout, il assiste régulièrement aux séances de cet Institut qu'il avait contribué à fonder et dont il était le doyen. Là ses collègues écoutent avec déférence ce « vieillard grave et calme, dont les manières douces laissaient entrevoir l'énergie intérieure⁸ », et qui se plaisait à évoquer son passé, car « il ne s'en souvenait pas sans orgueil et ne l'apprenait pas aux autres sans quelque ostentation⁹ ». Ils apprécient son « mérite, au moins assez rare, de rester fidèle à lui-même¹⁰ » ; « M. Lakanal avait cru à la République et il y croyait encore¹¹ ».

C'est en sortant de l'Institut qu'il fut mortellement saisi par le froid. Il s'éteignit doucement, le 14 février 1845, à l'âge de

à l'érection des statues de Rousseau et de Voltaire. Il laissa un calepin rempli de citations empruntées à Voltaire. Voir une lettre de Lakanal sur Voltaire au *Musée Carnavalet*, galerie des Échevins, vitrine 108.

1. *Revue des autogr.*, n° 243, pièce 115.

2. *Ibid.*, n° 268, pièce 179.

3. *Ibid.*, n° 160, pièce 140, et n° 219, pièce 142.

4. Lettre communiquée par l'abbé Canal.

5. Dans son *Lakanal et David d'Angers*, H. Jouin a publié une grande partie de cette correspondance. Elle abonde en renseignements sur la personne de Lakanal et les milieux qu'il traversa. Le buste est à l'Institut ; le médaillon, au musée David, à Angers. Son portrait, peint par Mademoiselle Berriat-Saint-Prix, quand il avait 78 ans, est au lycée Lakanal. Voir Marcus, p. 121.

6. Voir *Lettres de deux naturalistes*, dans le *Temps* du 15 avril 1881.

7. *Bulletin d'autogr.* N. Charavay, n° 75, pièce 7089, et n° 312, pièce 47408. Il fait, à cette époque, de curieuses confidences au baron Bignon, à propos de son *Histoire de Napoléon* (*Intermédiaire des chercheurs*, 30 nov. 1903, col. 779).

8. Discours de Rémusat sur sa tombe (*Moniteur* du 17 févr. 1845).

9. Mignet, *Notice sur Lakanal*, p. 31.

10. Discours de Lélut sur sa tombe (*Moniteur* du 17 févr. 1845).

11. Mignet, *o. c.*, p. 32. Le 17 décembre 1843, l'Académie, ayant à nommer pour l'année 1844 son vice-président, qui, selon le règlement, devait être son président pour 1845, élut Lakanal à la presque unanimité des votants. Il déclina cet honneur. H. Jouin, *Lakanal et David*, p. 43.

82 ans et demi. La mort fut sereine à l'homme qui, le 9 prairial an II, à l'âge de 31 ans, avait écrit, pendant sa mission en Dordogne : « Si la mort est l'effroi du crime, elle n'est que le soir d'une belle journée pour l'homme vertueux ¹ ». Il écarta le prêtre qui s'était rendu à son chevet, et dit à ses amis : « Je vais paraître, les mains pures, devant cette Providence que je ne comprends pas, mais que je sens ² ». Il eut un modeste convoi. De Rémusat, Blanqui, Lélut, Carnot, parlèrent sur sa tombe³. Il fut enterré au Père-Lachaise, peut-être dans la fosse commune ⁴.

Ainsi finissait cet homme, dont l'existence fut si longue, et la vie politique si courte. Depuis la brochure d'Isidore Geoffroy (1849) et la notice de Mignet (1857) jusqu'à nos jours, articles, brochures, discours consacrés à Lakanal se sont succédé nombreux.

Son nom devenait célèbre, encore que son œuvre restât en partie mal connue. Sa mémoire recevait maints honneurs publics et, comme on pouvait s'y attendre, elle trouvait ses panégyristes et ses détracteurs : les uns ont comparé Lakanal à Marc-Aurèle, d'autres l'ont qualifié d'imbécile⁵. On s'est rarement avisé de reconnaître en lui l'homme, avec ses grandeurs et ses faiblesses.

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 11.

2. Discours de Rémusat, déjà cité.

3. Voir leurs discours dans le *Moniteur* du 17 février 1845.

4. Art. de J. Claretie, déjà cité. Un modeste monument lui a été élevé au Père-Lachaise, chemin Donon. J. Claretie et Marcus donnent des détails sur les manuscrits qu'il laissait. Le second Empire réduisit de 1.200 à 800 francs la pension de Madame Lakanal ; J. Ferry la porta à 1.800 francs.

5. La première statue élevée à un conventionnel fut la sienne (à Foix, en 1882) ; plusieurs discours furent prononcés à cette occasion ; on les trouvera, notamment celui de Paul Janet, dans la *Revue internat. de l'enseignement* d'octobre 1882. Lakanal a sa rue à Paris, Tours, Bergerac, Ribérac, Montpellier, etc. ; son boulevard à Moissac, à Périgueux, etc. ; ses écoles primaires à Périgueux, Certe, Béziers, etc. ; son collège à Treignac, et, à Sceaux, son lycée, « qui porte impudemment le nom de cet imbécile » (A. Beaunier, art. cité). L'abbé Allain qualifie Lakanal de grotesque, ridicule et indécent (*Lakanal*, dans la *Revue du monde catholique*, 1^{er} sept. 1886, p. 417, 422, 423). Par contre, Marcus (p. 118, note 1) le compare à Marc-Aurèle.

De sa vie privée, c'est surtout la période d'exil qui a tenté la curiosité des chercheurs. De sa vie publique, c'est surtout son rôle en matière d'instruction qu'il nous est le plus facile de connaître et de juger, grâce aux beaux travaux de M. Guillaume : rôle considérable à coup sûr, moins original pourtant et moins décisif qu'on ne l'a souvent prétendu. Mais on a négligé une époque où l'activité politique du conventionnel atteignit son point culminant. C'est sa longue mission de l'an II. Peut-être jugera-t-on qu'il n'était point inutile d'en entreprendre l'étude.

CHAPITRE I

LES MISSIONS DE REPRÉSENTANTS. — AUTRES REPRÉSENTANTS EN MISSION DANS LA DORDOGNE

1° *L'institution des représentants en mission.* — 2° *Représentants en mission dans la Dordogne avant ;* — 3° *Pendant ;* — 4° *Après la mission de Lakanal.* — 5° *Rapports de Lakanal avec Roux-Fazillac et Romme.*

1° *L'institution des représentants en mission.*

A côté d'institutions définitives ou censées telles, comme la Constitution de 1793, la Convention, sous le coup des circonstances de guerre, avait dû créer un ensemble d'institutions provisoires qui reçurent le nom de *gouvernement révolutionnaire*¹. Révolutionnaire en effet, non parce que ce gouvernement hâtait l'application des principes de la Révolution, mais au contraire parce qu'il était en contradiction avec l'article 16 de la Déclaration des droits de 1789, qui portait qu'un État dans lequel la séparation des pouvoirs n'est pas assurée n'a pas de Constitution. Or, dans ce gouvernement révolutionnaire, le pouvoir législatif se confondait avec le pouvoir exécutif et parfois même avec le pouvoir judiciaire. En ce sens, on peut dire que le gouvernement de la France fut révolutionnaire depuis la suspension de Louis XVI par l'Assemblée législative (10 août 1792) jusqu'à la séparation de la Convention (4 brumaire an IV : 26 octobre 1795). Pendant cette période de plus de trois ans, on resta sous le régime d'une Constitution mutilée, celle de 1791, à laquelle on adapta empiriquement des lois de circonstance, selon les vicissitudes de la guerre civile et étrangère.

1. Aulard, *Hist. pol.*, p. 314 et suiv., donne l'exposé de ce gouvernement révolutionnaire. Nous ne pouvons faire mieux qu'y prendre les renseignements nécessaires à l'intelligence de notre sujet.

Le décret du 10 octobre 1793 portait que ces lois de circonstance dureraient aussi longtemps que la guerre. Le grand décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793) organisa ces institutions et fut comme une Constitution révolutionnaire provisoire. Après le 9 thermidor an II (27 juillet 1794) et au cours de l'an III, ce gouvernement révolutionnaire devait tomber graduellement, pièce à pièce, de la même façon qu'il s'était formé.

En l'an II, les divers organes du gouvernement révolutionnaire étaient : le Conseil exécutif provisoire, formé de l'ensemble des ministres, et dont le rôle alla en s'amoindrissant, du jour de sa création (10 août 1792) à celui de sa suppression (12 germinal an II : 1^{er} avril 1794) ; — les douze Commissions exécutives, qui remplacèrent alors le Conseil exécutif provisoire et qui furent comme autant de bureaux du Comité de salut public ; — la Convention nationale, dont les décrets étaient élaborés par des Comités permanents (Comités de sûreté générale, de salut public, d'instruction publique, etc.) et par des Commissions temporaires (Commission des douze, Commission d'éducation nationale, etc.). La Convention, en l'an II, cumulait le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Son Comité de sûreté générale, créé en octobre 1792, s'occupait de la police générale de la République. Pour la politique générale, la guerre et la diplomatie, il existait, depuis le 1^{er} janvier 1793, un Comité de défense générale, qui devint, le 6 avril 1793, le Comité de salut public. Les attributions du Comité de salut public s'étendront de plus en plus, au cours de 1793 et de l'an II, jusqu'à comporter un pouvoir vraiment dictatorial. Ce Comité sera notamment chargé de surveiller les représentants en mission, de leur envoyer des instructions générales et particulières, de correspondre régulièrement avec eux. Billaud-Varenne et Collot d'Herbois étaient, en l'an II, spécialement chargés de cette correspondance.

Ainsi, Conseil exécutif provisoire, puis Commissions exécutives ; Convention nationale ; Comités de sûreté générale et de salut public : tels étaient, à Paris, les principaux organes du gouvernement révolutionnaire. C'étaient eux qui donnaient l'impulsion politique aux départements. Les autorités locales étaient les administrations de département, de district et de

commune, auxquelles il faut joindre les Comités révolutionnaires et les Sociétés populaires.

Les représentants en mission servaient de trait d'union entre le pouvoir central et ces autorités locales. Par eux, pour employer le mot de Danton, la Convention achevait de mettre la main sur la « manivelle du gouvernement » ¹.

Les *représentants en mission*, appelés d'abord *commissaires de la Convention*, jouèrent, en effet, en l'an II, un rôle un peu comparable à celui des intendants et des préfets ; ils étaient, dans les départements où on les envoyait, et pour l'objet qui provoquait leur envoi, les principaux agents du pouvoir central.

Wallon ² et, avant lui, Fabry ² font remonter au 9 mars 1793 la création des missions de représentants. C'est là une erreur. Cette institution ne fut pas créée brusquement, mais la Révolution s'y achemina peu à peu, sous le coup des exigences administratives et des nécessités de la défense nationale.

La Constitution de 1791 avait établi la décentralisation la plus complète ; les départements, les districts et les communes avaient, pour délibérer, des conseils électifs sous des présidents élus et, pour administrer, des citoyens tirés de ces conseils, qui constituaient les directoires dans les départements et les districts, les municipalités dans les communes. Il y avait bien, au sein des directoires et des municipalités, des officiers publics qui auraient pu y représenter l'autorité centrale : le procureur-général-syndic du département, le procureur syndic du district, le procureur de la commune. Mais ils n'étaient eux mêmes que les agents du département, du district, de la commune, et ils sortaient eux aussi de l'élection. Ce n'est donc point par eux que le gouvernement pouvait agir sur ces différents corps. On recevait les lois, on les enregistrait, on devait y obéir. Mais le pouvoir central ne possédait aucun agent d'exécution ou de surveillance auprès des administrations ; il se trouvait sans action efficace sur les départements mal disposés à suivre sa politique. Les assemblées révolutionnaires furent amenées à y envoyer des hommes sur qui elles pussent compter, et qui

1. A. Fribourg, *Discours de Danton*, édition critique, p. 636, note 2.

2. H. Wallon, *Les Représentants en mission*, t. I, p. 17. Fabry, *Les Missionnaires...*, p. 554.

eussent un prestige suffisant : elles ne crurent pouvoir mieux faire qu'en les prenant dans leur sein.

C'est pour assurer l'exécution de ses décrets que la Constituante, dès le 22 juin 1791, après avoir pris en main l'intérim du pouvoir exécutif, envoyait des représentants dans plusieurs départements frontières, pour y prendre notamment les mesures « propres au maintien de l'ordre public et à la sûreté de l'État ¹ ». De même, la Législative envoyait des représentants dans l'Oise, le 15 février 1792, pour y rétablir l'ordre ; le 10 août 1792, aux armées et dans Paris. Le 17 août 1792, elle décrétait l'établissement d'un Comité de six membres chargés de correspondre avec les représentants en mission. Le 27 août 1792, elle votait l'envoi de douze de ses membres dans les départements ; le 29 août, elle en chargeait six de se transporter dans les départements qui devaient fournir 30.000 hommes, et d'y exciter le zèle des citoyens pour la défense de la patrie. En septembre 1792, la Législative chargeait encore de diverses missions d'autres représentants. La Législative présentait donc à la Convention un système de missions tout organisé.

La Convention continua cette institution. Selon les besoins, on la voit déléguer quelques-uns de ses membres soit aux armées, pour y surveiller les généraux, soit en divers départements, pour des objets spéciaux. Ainsi, le 24 septembre 1792, la Convention envoie des commissaires dans les départements voisins des Pyrénées, pour y assurer la défense nationale et l'ordre public ; elle les autorise à faire arrêter les personnes qu'ils jugeront suspectes, à requérir la force publique, à ordonner des réquisitions ². Le 15 novembre, elle interdit à tous ses commissaires de délivrer aucune ordonnance ni mandat sur les caisses publiques ³. Le 29 décembre, elle donne aux commissaires délégués auprès des armées le pouvoir de faire des réquisitions et d'ordonner provisoirement destitutions, remplacements et arrestations, à la charge, par eux, de faire parvenir de suite leurs arrêtés à la Convention ⁴.

1. Voir Aulard, *Recueil*, t. I, p. LIV à LXVI, sur les origines de cette institution. Ce n'est pas le lieu d'exposer en détail l'historique et les pouvoirs des représentants en mission ; nous nous bornerons aux traits essentiels.

2. Aulard, *Recueil*, t. I, p. 64.

3. Duvergier, t. V, p. 59.

4. Aulard, *Recueil*, t. I, p. 370.

Le 26 janvier 1793, elle étend cette décision à tous ses commissaires, et les autorise à « prendre toutes les mesures, même celles de sûreté générale ¹ », que les événements rendraient nécessaires. Mais ce n'étaient là encore que des expédients exceptionnels, adaptés à des circonstances exceptionnelles.

Ces circonstances se prolongeant, la guerre durant et devenant malheureuse, la Convention en vient à généraliser les missions et à les étendre à toute la France. Le 9 mars 1793, elle essaime quatre-vingt-deux de ses membres à travers les départements, pour y assurer la levée de 300.000 hommes et prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre ².

A mesure que les missions deviennent un organe normal du gouvernement révolutionnaire, les attributions des commissaires s'accroissent et se précisent. Le 10 mars 1793, la Convention charge son Comité de correspondance de faire connaître aux commissaires les décrets contenant des dispositions relatives à leur mission ³. Le même jour, elle autorise ses commissaires à traduire au tribunal criminel extraordinaire ceux qui s'opposeraient à leurs opérations ⁴. Le 29 mars, elle décide qu'ils recevront, outre l'indemnité accordée à tous les députés, le paiement de leurs frais de poste, de chevaux, de voitures, de port de lettres, de secrétaire et d'impression ⁵. Le 3 avril, elle leur permet de faire arrêter et déporter dans un autre département les citoyens suspects, à condition de rendre compte de leurs mesures à l'Assemblée, dans les 24 heures ⁶. Le 4 avril, elle décrète que leur costume consistera en un sabre pendu à un baudrier de cuir noir, placé en sautoir par-dessus l'habit, une écharpe en ceinture et un chapeau rond surmonté de trois plumes aux couleurs nationales. En même temps, elle décide qu'ils porteront désormais le nom de « représentants de la nation, députés par la Convention nationale à... ⁷ ».

Le 7 avril, le Comité de salut public organise un bureau de

1. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 15 et 16.

2. *Ibid.*, t. II, p. 299 et 300.

3. Baudoin, t. XXIV, p. 386.

4. Duvergier, t. V, p. 240.

5. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 565.

6. Baudoin, t. XXV, p. 20 et 21.

7. Aulard, *Recueil*, t. III, p. 63, 64. C'est alors que l'on commence à les appeler *représentants en mission*.

correspondance avec les représentants en mission ¹. Le 8, la Convention décrète que ces représentants entretiendront avec le Comité de salut public une correspondance journalière, indépendamment de leur correspondance avec la Convention ². Cette correspondance avec la Convention aura lieu, pour les représentants aux armées, une fois par semaine ³. Le 4 août, on n'exigera plus qu'une lettre tous les deux jours à l'adresse du Comité de salut public ⁴. Dans l'intervalle, le 7 mai, la Convention dresse, dans ses grandes lignes, un plan de travail, de surveillance, de correspondance des représentants en mission, et étend encore leurs attributions ⁵.

Leurs pouvoirs ne cessent, en effet, d'augmenter. Le 17 juillet 1793, la Convention, annulant une délibération de l'administration du département de la Dordogne, qui tenait en échec des mesures prises par Élie Lacoste, décrète que, « les arrêtés des représentants du peuple étant des lois provisoires, nulle autorité autre que la Convention nationale ne peut y porter atteinte ⁶ ». Le 7 septembre, la Convention qualifie encore de lois provisoires les arrêtés des représentants en mission ⁷. Le 16 août, elle frappe de dix ans de fers les administrateurs qui suspendraient l'exécution de leurs arrêtés ⁸. Le 5 brumaire an II (26 octobre 1793), elle défend à toutes autorités autres que les représentants en mission d'intituler leurs actes « au nom du peuple français ⁹ ».

Le décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793) achève de régulariser l'institution des représentants en mission. Il donne mandat aux représentants d'épurer les autorités et de prendre toutes les mesures de salut public et de sûreté générale nécessaires « pour déblayer, dit alors une circulaire du Comité de salut public, l'aire de la liberté, pour ouvrir un large passage

1. Aulard, *Recueil*, t. III, p. 133.

2. *Ibid.*, t. III, p. 158.

3. Voir *Ibid.*, t. III, p. 533 à 541. Décret du 30 avril 1793, relatif aux représentants près les armées.

4. *Ibid.*, t. V, p. 472.

5. *Ibid.*, t. IV, p. 23 à 43.

6. Baudoin, t. XXVII, p. 117.

7. Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 330.

8. *Ibid.*, t. VI, p. 5.

9. *Ibid.*, t. VIII, p. 22.

à la Révolution ». « Jusque-là, ajoute-t-on, les autorités intermédiaires, qui recevaient le mouvement, le brisaient. » Les représentants, eux, « remonteraient les ressorts de la machine politique ». On les invite à correspondre tous les dix jours avec le Comité de salut public¹. On leur interdit de contrarier l'exécution des arrêtés de ce Comité. « N'oubliez point, conclut-on, les véritables rapports de votre mission. Tout ce qui sera au delà comme en deçà romprait les plans, l'ordre déterminé. Précision, célérité, mouvement révolutionnaire, c'est à cela que doivent se mesurer vos opérations². » Une autre circulaire du 4 nivôse an II (24 décembre 1793) viendra stimuler et canaliser tout à la fois le zèle des représentants³. Cinq jours plus tard, le 9 nivôse (29 décembre), cinquante-huit conventionnels seront chargés d'organiser en France le gouvernement révolutionnaire⁴.

Mais, dans le courant de 1794, l'institution dépérit, car elle est moins nécessaire. Aux frontières, les armées françaises triomphent. A l'intérieur, l'insurrection est vaincue. En même temps, se développe un nouvel organe de transmission entre le pouvoir central et les autorités locales : ce sont les agents nationaux près les districts et près les communes, qu'avait créés le décret du 14 frimaire an II. Quand ces agents eurent été installés par les soins des représentants, ils se substituèrent de plus en plus à eux dans l'exécution des ordres du gouvernement. Dès lors, n'étant plus indispensables, les représentants en mission commencent d'être rappelés. Lors de la chute de Robespierre, l'institution est en pleine décadence. Le 26 thermidor an II, la Convention décrète que les missions ne pourront durer plus de six mois près les armées, plus de trois mois dans les départements⁵. En fructidor, elle rappelle les représentants qui se trouvaient dans les départements⁶. Leur nom-

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 154. Cette obligation, nous l'avons vu, avait déjà été réduite de un à deux jours. D'ailleurs, beaucoup de représentants s'y soustrairont. La correspondance de Lakanal avec la Convention et avec le Comité de salut public est très irrégulière.

2. Voir Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 161 à 163.

3. *Ibid.*, t. IX, p. 630 à 633.

4. *Ibid.*, t. IX, p. 743 à 748.

5. *Ibid.*, t. XVI, p. 77.

6. *Ibid.*, t. XVI, p. 403.

bre ne cesse de se réduire à mesure qu'on approche de la fin de la Convention.

Les vicissitudes de cette institution furent donc subordonnées aux vicissitudes mêmes de la défense nationale et de la politique révolutionnaire. Et ce sont précisément ces préoccupations de salut extérieur et intérieur qui poussèrent la Convention à multiplier dans la Dordogne les missions de représentants.

Au surplus, ces missions répondaient, dans le département de la Dordogne, à un besoin réel, que signalaient soit les populations mêmes du département, soit des représentants qui s'y trouvaient de passage. Dès les premiers jours d'août 1792 — avant la venue de tout représentant en mission dans la Dordogne et plus d'un an avant l'arrivée de Lakanal —, un certain nombre de citoyens de Bergerac écrivaient, dans une adresse à la Législative, que les ministres, ambassadeurs, généraux suspects, etc., devaient être remplacés par des représentants du peuple, « où réside la souveraineté ¹ ». — Carnot, après avoir parcouru, à la fin de 1792, les départements du Sud-Ouest, et celui de la Dordogne en particulier, écrivait, dans son fameux rapport : « Partout vos commissaires ont reçu de lui [du peuple] les marques les plus touchantes de sa confiance exclusive dans la Convention nationale... ; il semblait que, sortis de son sein, nous portassions avec nous l'infaillibilité. Ces marques d'empressement... ont dû nous convaincre des avantages que peuvent produire de fréquents envois de commissaires tirés de notre sein et munis d'instructions précises sur l'étendue et les limites de leurs pouvoirs... Nous avons également éprouvé combien la présence des commissaires donnait de ressort aux autorités constituées ²... »

D'autre part, Roux-Fazillac n'écrivait-il pas, de Périgueux, le 3 frimaire an II (23 novembre 1793), au Comité de salut public : « Vous savez que les décrets de la Convention nationale restent trop longtemps sans exécution, et pouvez-vous penser que les arrêtés des représentants du peuple n'auraient pas le même sort s'ils n'étaient pas là pour les faire exé-

1. *Arch. nat.*, D XL 9, s. d. ; adresse arrivée à Paris le 9 août 1792.

2. *La Révolution française*, 1888, 1^{er} sem., p. 656, 657.

cuter ?... Ce n'est pas l'amour du proconsulat qui me fait persister dans ma première opinion qu'un député Montagnard dans chaque département, faisant marcher la Révolution sous les ordres du Comité de salut public, avancerait de plus de six mois la Révolution ¹ ».

La Convention devait répondre pleinement aux vœux des Périgourdins et aux suggestions de Roux-Fazillac.

2° Autres représentants dans la Dordogne avant la mission de Lakanal.

On se tromperait si l'on se faisait des représentants en mission l'idée de proconsuls gouvernant en maîtres souverains et uniques les départements où ils étaient envoyés. Nous savons déjà que des décrets d'ordre général précisaient la nature de leurs pouvoirs : que les attributions de chacun d'eux étaient fixées et circonscrites par l'arrêté ou le décret de nomination ; que le Comité de salut public contrôlait leurs actes. Ce n'est pas tout. Ces représentants, même quand ils n'avaient pas à opérer de concert, limitaient souvent leurs pouvoirs les uns par les autres. Dans la Dordogne, avant, pendant et après le séjour qu'y fit Lakanal, nous voyons un nombre relativement considérable de conventionnels — une trentaine — arriver, agir, disparaître, retourner dans le département ; confirmer, rectifier ou contrecarrer les ordres donnés par leurs collègues.

C'est pour mieux comprendre cette espèce de transplantation du pouvoir central dans la Dordogne et pour mieux connaître le milieu politique avec lequel Lakanal aura à compter, que nous donnons une revue rapide des divers représentants en mission qui se succédèrent dans le département, de 1792 à l'an III.

L'Assemblée législative n'avait délégué aucun de ses membres dans la Dordogne.

Dès le 23 septembre 1792, la Convention envoyait à Bayonne

1. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 661.

les représentants Garrau (de Sainte-Foy), Lamarque¹ et Carnot, munis de pouvoirs très étendus, avec mission de préparer, dans le Sud-Ouest, la défense nationale contre une agression possible de l'Espagne, et de « rétablir l'ordre partout où ils le trouveront troublé sur leur route »². Le 29 septembre 1792, Lamarque et Carnot arrivaient à Périgueux, où ils étaient reçus par les autorités constituées de la ville³. C'était la première fois que des représentants en mission passaient dans le département. Ils prirent, sur l'état général de la Dordogne, divers renseignements, dont on trouve l'écho dans le fameux rapport que Carnot lira à la Convention⁴. Ils demeurèrent quelques jours à Sainte-Foy, chez Garrau⁵. Lamarque revint bientôt à Périgueux, où il se trouvait encore le 30 novembre 1792⁶. A la fin de décembre 1792 ou au commencement de 1793, ils seront de retour à la Convention⁷.

Le 9 mars 1793, la Convention décrétait l'envoi dans les départements de quatre-vingt-deux commissaires, chargés d'accélérer la levée d'hommes et de chevaux. Ces commissaires auraient le droit de prendre toutes les mesures qui leur paraîtraient nécessaires « pour rétablir l'ordre partout où il serait troublé ». Ces commissaires devaient se répartir entre 41 sections de deux membres chacune, et ils parcourraient ensemble deux départements⁸.

La 18^e section comprenait la Dordogne et le Lot, avec Jeanbon Saint-André et Élie Lacoste⁹.

Jeanbon et Lacoste s'occupèrent d'abord du département du Lot. Le 25 mars 1793, ils se trouvaient à Montauban¹⁰, d'où, ce

1. Lamarque était député de la Dordogne à la Convention.

2. Aulard, *Recueil*, t. I, p. 60 à 64.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 6, 29 sept. 1792.

4. Publié en partie dans *la Révolution française*, janvier 1888, p. 640 à 658. Voir aussi Aulard, *Recueil*, t. I, p. 151.

5. *Mémoires sur Carnot*, par son fils, t. I, p. 283. Sainte-Foy se trouvait et se trouve encore dans la Gironde, aux confins de la Dordogne.

6. *Arch. mun. Périgueux*, D 4, f. 45.

7. Aulard, *Recueil*, t. I, p. 64 et suiv. Garrau, Lamarque et Carnot sont encore à Libourne le 25 décembre 1792 (*Arch. nat.*, AF II 96, 704).

8. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 283, 295, 298, 303.

9. Elie Lacoste était, comme Lamarque, député de la Dordogne à la Convention.

10. Montauban faisait alors partie du département du Lot.

jour-là, ils annonçaient à la Convention leur départ imminent pour la Dordogne¹. Déjà, le 24 mars 1793, la Société populaire de Bergerac s'apprêtait à les recevoir dignement². Lacoste et Jeanbon se rapprochaient, en effet. Le 26 mars, ils étaient à Moissac³; le 29, à Castillon⁴; le 30, à Bergerac². Le 1^{er} avril 1793, nous les trouvons à Périgueux, d'où ils lancent, le 6 avril, une proclamation éloquente, pour attacher l'esprit public du département à la République. En avril et mai 1793, nous les trouvons encore à Périgueux, où ils prennent de nombreuses mesures, relatives surtout à la défense nationale, à la surveillance des suspects, à l'assistance publique⁵. Lacoste est à Excideuil (Dordogne) le 26 mai 1793⁶.

Le 1^{er} juin 1793, Lacoste et Jeanbon Saint-André avaient terminé leur mission dans la Dordogne et dans le Lot⁷.

Le 26 juin 1793, la Convention, qui avait ordonné, le 22 juin 1793, l'envoi du représentant Brival auprès de la manufacture d'armes de Tulle, l'autorisait à prendre dans la Corrèze et dans les départements limitrophes — dont la Dordogne — « les mesures les plus convenables afin de maintenir le bon ordre et y assurer l'obéissance de la loi⁸ ».

Un mois plus tard, le 26 juillet 1793, un autre représentant, Marc-Antoine Baudot, était envoyé dans le Lot et départements environnants. Il ne dépassera point ses attributions quand il étendra son autorité jusqu'à la Dordogne⁹. On le voit ordonner, le 31 juillet 1793, aux habitants de ce département de s'opposer

1. Aulard; *Recueil*, t. II, p. 497.

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée.

3. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 532.

4. *Ibid.*, p. 570.

5. Sur leur séjour à Périgueux, voir *Arch. dép. Dordogne*, L 6, 7 et 366 (séances d'avril et mai 1793). Voir, sur les mesures qu'ils prirent au sujet du recrutement et de la sûreté générale, Lévy-Schneider, *Le conventionnel Jeanbon Saint-André*, p. 259 à 269. Les cartons AF II 96 et 97 des *Arch. nat.* contiennent l'ensemble des arrêtés que prirent alors ces représentants. On consultera avec fruit les *Comptes rendus de dépenses* que publièrent, en l'an III, la plupart des conventionnels qui avaient été envoyés en mission (*Bibl. nat.*, Le²⁹). Il n'existe malheureusement aucun *Compte rendu* de la mission de Lakanal.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 509.

7. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 311.

8. *Ibid.*, t. V, p. 49, 89.

9. *Ibid.*, t. V, p. 374.

à la marche des Bordelais sur Paris ¹. Et, le 13 octobre suivant, il prend, à Montauban, de concert avec Chaudron-Roussau, un arrêté relatif à la forge de La Mouline, district de Belvès (Dordogne) ².

Le 23 août 1793, à la suite du rapport de Barère, la Convention votait l'important décret ordonnant la levée en masse des citoyens, l'active fabrication des armes, etc. Pour assurer l'exécution de ce décret, la Convention adjoignait (art. 15) aux représentants qui se trouvaient alors près des armées ou dans les départements dix-huit conventionnels, parmi lesquels Pinet, Tallien, Roux-Fazillac, Paganel ³.

C'est en conformité de ce décret que Pinet arrivait à Périgueux le 4 septembre 1793 ⁴. De concert avec Tallien, il y prenait, jusqu'au 7 septembre 1793, une série de mesures relatives aux subsistances et à la sûreté générale ⁵. Les jours suivants, tous deux se trouvaient à Bergerac ⁶. Ensuite, tandis que Tallien quittait la Dordogne pour le Lot-et-Garonne ⁷, puis, pour la Gironde ⁸, Pinet retournait à Périgueux. Il s'y trouvait dès le 12 septembre 1793 ⁹, et y rencontrait Roux-Fazillac, dont nous constatons la présence à Périgueux le 11 septembre 1793 ¹⁰.

Dans le courant de septembre 1793, on voit Pinet et Roux-Fazillac prendre, en divers points du département, soit ensemble, soit séparément, une foule d'arrêtés relatifs aux manufactures, subsistances, fonctionnaires, à la constitution de Comités de salut public locaux, aux certificats de civisme, etc. ¹⁰.

1. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 39.

2. Arch. nat., AF II 96, 704.

3. Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 3, 72, et 75, note 3. Voir, dans *la Révolution française*, 14 juillet 1903, Cl. Perroud, *Quelques notes sur les missions de l'automne de 1793*.

4. Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 287 et 341. Arch. nat., AF II 168, 1382, n° 45. *Ibid.*, 1384, nos 13 et 17.

5. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 59. *Ibid.*, liasse 406, 10 sept. 1793. Arch. nat., AF II 128, n° 156.

6. Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 497 et 585.

7. *Ibid.*, t. VII, p. 368.

8. *Ibid.*, t. VI, p. 454.

9. Arch. nat., AF II 96, 716, 11 sept. 1793.

10. Arch. dép. Dordogne, L 33, f. 133; 367, n° 63; 510, 13 sept. 1793; 519, 17 sept. 1793. Arch. nat., AF II 96, 712; AF II 97, 716. Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 485. H. Labroue, *Le conventionnel Pinet*, p. 25 et suiv.

Peu après, le 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 oct. 1793), la Convention envoyait Lakanal en mission dans la Dordogne¹.

3^o Pendant la mission de Lakanal.

Vers la fin de septembre 1793, Pinet quittait la Dordogne pour se rendre à Agen, puis à Bayonne². Paganel, qui se trouvait alors à Agen, s'apprêtait à aller remplacer Pinet dans la Dordogne, ou du moins à s'occuper de ce département, tout en restant à Agen³.

Mais Roux-Fazillac, lui, demeurait dans le département. Il y prendra un grand nombre de mesures (sûreté générale, démolition de châteaux, assistance publique, fêtes, déchristianisation, etc.) en octobre, novembre, décembre 1793 et janvier 1794⁴, non sans pousser de temps en temps une pointe dans la Charente⁵. Il restera dans ces deux départements jusqu'à ce qu'il ait connaissance du décret du 9 nivôse an II (29 déc. 1793), qui le chargera d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans les départements de la Corrèze et du Puy de-Dôme⁶. Roux-Fazillac restera dans la Corrèze jusqu'en fructidor an II⁷.

Dans le cours de l'an II, nous voyons Taillefer s'occuper de la levée en masse et des subsistances dans la Dordogne⁸. A la même époque, Pinet, Cavaignac, Garrau, Monestier, Boussion, Ysabeau, Leyris, Chaudron-Roussau, Treilhard, Mathieu, Tallien, Paganel, Dartigoeyte étendent leur champ d'action

1. Voir notre *Historique et objet de la mission de Lakanal*, p. 61.

2. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 411, et t. VIII, p. 78 et 405.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 127, n° 3. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 171, 261, et t. VIII, p. 49, 194, 603 et 604.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 127, n° 5; 367, nos 145 et 152; 403, f. 110; 406; 407; 422, 10 nivôse an II; 505; 509. *Arch. nat.*, AF II 96, 705, 707, 717; AF II 170, 1394; AF II 171, 1402, n° 2. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 156, 576; t. VIII, p. 210, 260, 405, 661; t. IX, p. 70, 85, 194, 223, 291, 477, 533, 554, 613, 708; t. X, p. 54, 108, 145, 209, 278.

5. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 235.

6. Voir Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 746; t. X, p. 209, 278, 302.

7. *Arch. nat.*, AF II 178, 1464.

8. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 49. *Arch. nat.*, AF II 97, 718.

jusqu'à la Dordogne, donnant divers ordres aux administrations et aux citoyens du département¹. Il en est de même des représentants Cassanyès et Bentabole².

Un nouveau représentant, Romme, fut envoyé dans la Dordogne, le 24 pluviôse an II (12 fév. 1794), par le Comité de salut public, avec mission d'y surveiller et développer les forges et fonderies³. Le 5 ventôse an II (23 févr. 1794), le Comité étendait ses pouvoirs⁴. On voit Romme prendre diverses mesures, en germinal, dans la Charente⁵; à la fin de germinal, en floréal et en prairial, dans la Dordogne⁶; on le rencontre à Bordeaux, le 3 messidor an II (21 juin 1794)⁷; à Grèzes (Lot-et-Garonne), le 11 messidor an II (29 juin 1794)⁸; à Cahors, le 14 messidor an II (2 juillet 1794)⁹. Le 19 messidor an II (7 juillet 1794), le Comité de salut public l'envoie dans la Haute-Vienne¹⁰. Mais il faut croire qu'il ne s'y rend pas ou n'y reste guère, puisqu'on le trouve à Périgueux le 26 messidor an II (14 juillet 1794)¹¹; à Abzac (Dordogne), le 11 thermidor an II (29 juillet 1794)¹²; à Périgueux, les 16¹³, 19¹⁴ et 26¹⁵ thermidor an II; à Excideuil, le 2 fructidor an II (19 août 1794)¹⁶, où il prend notamment un arrêté, de concert avec Roux-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, 3 floréal, an II; 406, 4 messidor an II; 367, n° 84 et 182 bis. *Arch. nat.*, D₁ § 1, 35; AF II 96, 704; 705 (7 brumaire, 13 frimaire an II, etc.); 711; 712. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 523; t. VIII, p. 49.

2. *Arch. dép. Tarn-et-Garonne*, L 1, f. 19 et 20.

3. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 88.

4. *Ibid.*, p. 347. Il s'occupera surtout des forges et fonderies et des subsistances.

5. *Arch. nat.*, AF* II 169.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L reg. 368, n° 188; reg. 509. *Arch. nat.*, AF* II 169; AF II 96 et 97. Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 442, 523, 736; t. XIII, p. 15, 282, 330, 352, 401, 599; t. XIV, p. 81, 163.

7. *Arch. nat.*, AF* II 169.

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 509, 11 messidor an II.

9. Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 676.

10. *Ibid.*, p. 780.

11. *Arch. dép. Dordogne*, L 12, à la date indiquée.

12. *Ibid.*, L 509 et *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

13. *Arch. dép. Dordogne*, L 403.

14. *Ibid.*, L 406.

15. *Ibid.*, L 514.

16. *Ibid.*, L 368, n° 248. *Arch. nat.*, AF II 179, reg. 1475, f. 4; 96, reg. 704 et 715; 97, pièce 3; AF* II 169. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 217.

Fazillac, alors dans la Dordogne¹ ; à Périgueux enfin, le 7 fructidor an II (24 août 1794)².

4° Après la mission de Lakanal.

Lakanal était retourné à Paris au milieu de thermidor an II. Il ne devait plus revenir dans la Dordogne.

Le 9 fructidor an II (26 août 1794), la Convention nommait à sa place Pellissier, pour surveiller la manufacture d'armes de Bergerac et assurer la continuation des travaux de navigation du Dropt entrepris par Lakanal. Pellissier était en même temps chargé des opérations relatives au gouvernement révolutionnaire et à la sûreté générale³.

Pellissier se trouvait à Bergerac le 22 fructidor an II (8 sept. 1794)⁴, et, le 24 fructidor (10 sept. 1794), il manifestait son intention de résider à Bergerac, comme Lakanal⁵. Les 25⁶ et 26⁷ fructidor (11 et 12 sept. 1794), il s'occupe des Comités révolutionnaires et de la manufacture d'armes, et, le 26 fructidor an II (12 sept. 1794), il fait part à la Convention de ses premières observations⁸. Nous constatons la présence de Pellissier à Bergerac de vendémiaire à frimaire an III⁹, sauf de courtes apparitions à Excideuil¹⁰ et à Périgueux¹¹. En pluviôse an III, on le trouve à la fonderie d'Ans (Dordogne)¹².

Furent envoyés aussi en mission dans la Dordogne, ou du

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 509, 2 fructidor an II.

2. *Ibid.*, L 12, 7 fructidor an II.

3. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 361. La plupart de ses arrêtés sont aux *Arch. nat.*, AF II 96, 712.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 22 fructidor an II.

5. *Ibid.*, L 161, f. 151 ; 674, n° 129.

6. *Ibid.*, L 509, 25 fructidor an II.

7. *Arch. nat.*, AF II 179, 1475, f. 23 et 28.

8. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 655.

9. *Arch. dép. Dordogne*, L 407 ; 489, 24 vendémiaire an III ; 506, 3 vendémiaire an III. *Arch. nat.*, D₁ § 1, 35 ; AF* II 62 et 169. Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 189, 485, 605 ; t. XVIII, p. 496.

10. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 5 vendémiaire an III ; 509, 5 vendémiaire an III ; 514, 13 vendémiaire an III ; 200, 28 vendémiaire an III.

11. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 60 ; 509, 9 et 21 brumaire an III. *Arch. nat.*, AF II 96, 712. Voir Aulard, t. XVIII, p. 69 et 371.

12. *Arch. dép. Dordogne*, L 200, 17 pluviôse an III.

moins intervinrent dans ce département, le représentant Bordas, en frimaire¹, nivôse² et pluviôse³ an III; le représentant Paganel, à Bergerac, en germinal an III⁴; le représentant Chauvier, à Excideuil, en germinal an III⁵, à Nontron et à Périgueux en floréal an III⁶; le représentant Boussion, en séance à Périgueux en floréal⁷, à Bergerac et à Eymet en prairial an III⁸; le représentant Dulaure, à Bergerac, en prairial an III⁹, et le représentant Garrau, à Sainte-Foy (en Gironde, mais à la limite de la Dordogne), en prairial également¹⁰. Legendre (de la Nièvre) fut aussi envoyé dans la Dordogne en l'an III, avec mission d'activer les fonderies de ce département¹¹.

Ainsi, 29 représentants en mission, intervinrent dans la Dordogne, concuremment avec Lakanal, de 1792 à l'an III. Ce sont Marc-Antoine Baudot, Bentabole, Bordas, Boussion, Brival, Carnot, Cassanyès, Cavaignac, Chaudron-Roussau, Chauvier, Dartigoeyte, Dulaure, Garrau (de Sainte-Foy), Jeanbon Saint-André, Lacoste, Lamarque, Legendre (de la Nièvre), Leyris, Mathieu, Monestier, Paganel, Pellissier, Pinet, Romme, Roux-Fazillac, Taillefer, Tallien, Treilhard et Ysabeau¹². Nous n'avons

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 183, 20 frimaire an III. Bordas fut envoyé dans la Dordogne par décret du 29 brumaire an III (Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 232).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 407. *Arch. nat.*, AF II 174, 1426. Voir Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 162, 221, 296, 317, 373, 402, 484, 508.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 406, 10 pluviôse an III, et 509, 19 pluviôse an III. Voir aussi Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 720, 753, 776, 789, et t. XX, p. 25, 86.

4. *Arch. nat.*, AF II 174, 1427, 10 germinal an III; AF* II 62, f. 188; D₁ § 1, 35, 21 germinal an III. Le 2 ventôse an III, la Convention avait étendu à la manufacture d'armes de Bergerac les pouvoirs déjà donnés à Paganel sur celle de Tulle (Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 411).

5. Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 728, 741. Chauvier avait été envoyé dans la Dordogne par décret du 17 nivôse an III (Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 312).

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 443, 1^{er} floréal an III. *Ibid.*, 604. *Arch. nat.*, AF* II 62, f. 226.

7. *Arch. nat.*, AF II 96, 704. Boussion avait été envoyé dans la Dordogne par décret du 22 pluviôse an III (Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 179).

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 664, 6 prairial an III. *Arch. nat.*, AF* II 62, f. 227, 282, 283, 292, 315, 331. *Ibid.*, AF II 96, 704.

9. *Arch. nat.*, AF* II 62, f. 311, 330 et 340.

10. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 188.

11. Par décret du 2 ventôse an III (Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 410).

12. Lacoste, Lamarque, Pinet, Roux-Fazillac et Taillefer étaient députés de la Dordogne à la Convention. Les autres députés du département — avec qui d'ailleurs Lakanal n'eut aucun rapport — étaient Allafort, Borie-Cam-

pu faire un pas dans l'étude de la mission de Lakanal sans rencontrer le nom et parfois l'action de beaucoup d'entre eux, que cette action fût concordante ou contradictoire avec celle du représentant.

5° *Rapports de Lakanal avec Roux-Fazillac et Romme.*

Dans les *Notes* qu'il nous a laissées sur la mission de Lakanal, un pamphlétaire bergeracois a consacré un chapitre aux relations de Lakanal avec ses collègues¹. Malveillant envers Lakanal, il nous montre ce dernier jaloux des autres représentants en mission dans la Dordogne, les discréditant, les contrecarrant, les dénonçant au Comité de salut public. Le représentant, écrit-il, se montre « accessible à tout le monde », mais se plaît à faire « remarquer l'inaccessibilité de certains de ses collègues », car « il les aime peu, à ce qu'il paraît, quoiqu'il en fasse l'éloge », et « il est tellement tourné (*sic*) que, quoiqu'il ne parle pas de lui, le geste muet et le sens [de ses paroles] les laisse bien au-dessous de lui ». Quelques-uns d'entre eux, Garrau par exemple, viennent-ils à Bergerac ? « Il les voit des instants. Ses affaires l'appellent dans son cabinet ou ailleurs. Il ne peut dissimuler la peine que lui cause l'accueil que le peuple leur fait ».

Nous ne savons au juste que penser des sentiments prêtés à Lakanal par notre pamphlétaire. Mais il est certain que l'entente ne régna point toujours entre Lakanal et les deux conventionnels qui, en l'an II, exercèrent, avec lui, l'action la plus profonde et la plus durable sur le département, Roux-Fazillac et Romme.

Le pamphlétaire est dans son rôle en prêtant à Lakanal, pour rendre compte de sa mésintelligence avec Roux-Fazillac, un caractère entier et vindicatif. Mais, si Lakanal se montra parfois ombrageux envers ses collègues, n'est-ce point que l'attitude de ces derniers pouvait légitimement le mettre en

bort, Bouquier, Meynard et Peyssard. Voir H. Labroue, *L'Esprit public en Dordogne...*, p. 48 et 49.

1. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal* (chapitre xiv), dans *la Révolution française* de 1911.

défiance ? Au surplus, il serait injuste de ramener leurs différends à une simple question de rivalité personnelle. Difficulté de concilier des intérêts opposés ; analogies d'attributions ; divergences de vues ; nécessité de prendre d'urgence des décisions sans avoir le temps de se consulter : ces raisons-là expliquent, elles aussi, bien des froissements entre des hommes qu'animaient d'ordinaire une même bonne volonté et un égal dévouement au bien public.

Ce sont deux levées concurrentes de taxes révolutionnaires qui mirent aux prises Lakanal et Roux-Fazillac. Pour procurer des fonds à la manufacture d'armes qu'il organisait à Bergerac, Lakanal avait pris, le 14 frimaire an II (4 déc. 1793), un arrêté qui imposait de 450.000 livres les riches inciviques du département. Roux-Fazillac s'oppose à l'exécution de cet arrêté. Le 19 frimaire (9 déc.), il écrit au Comité de salut public que la mesure de Lakanal fait obstacle à une levée de taxes que lui, Roux-Fazillac, a déjà prescrite, et il cherche à discréditer l'arrêté de son collègue, en laissant entendre que, la manufacture de Bergerac n'ayant qu'un intérêt local, l'ensemble du département ne saurait être appelé à en couvrir les dépenses. Il poursuit en se donnant le beau rôle : « Quoi qu'il en soit, persuadé que des représentants ne doivent pas même paraître divisés d'opinion, mais qu'au contraire ils doivent se concerter, ... j'ai invité Lakanal à se rendre ici ». Mais, à la fin de sa lettre, il lance un trait contre son collègue, promoteur de la manufacture, et il le dénonce indirectement au Comité : « Je crains que le désir... d'avoir un établissement dans leur commune n'ait fait dissimuler aux habitants de Bergerac les obstacles que rencontrera celui-ci. Et j'ose dire au Comité de salut public qu'il est de son devoir d'y envoyer sans délai un homme qui puisse lui en rendre compte¹. »

Les résistances de Roux-Fazillac ne furent probablement pas étrangères au départ précipité de Lakanal pour Paris, à la fin de ce même mois de frimaire. Aussitôt, revirement de Roux-

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 291. Roux-Fazillac, député de la Dordogne, mais étranger au Bergeracois, cherchait à défendre les intérêts des habitants de Périgueux et se faisait sans doute l'écho du mécontentement qu'ils avaient éprouvé en voyant la nouvelle manufacture de Bergerac ruiner celle qui se trouvait établie à Périgueux.

Fazillac ; il craint d'en avoir trop dit ; il redoute l'intervention de Lakanal auprès du Comité ; il se rétracte à demi. Le 27 frimaire (17 déc.), il expose au Comité que les deux levées de taxes — qui se contrariaient treize jours avant — se sont exécutées à merveille ; il ajoute que « l'espèce de mésintelligence qui a existé un moment » entre son collègue et lui n'a pas survécu à une franche explication¹ ; il espère que, « ce nuage dissipé, il régnera entre lui et moi un concert désormais inaltérable ». Roux-Fazillac appréhende cependant une sanction, et il va au-devant d'elle : « Quant à moi, s'il en était autrement, ce que je ne crois pas, toujours prêt à me sacrifier moi-même au bien de la chose publique, je vous prierais de me rappeler aussitôt, si je voyais que nous ne marchassions pas d'accord et que nous pussions donner le spectacle de deux représentants divisés d'opinion dans l'exercice de leurs fonctions² ». Une sanction intervint, en effet, à laquelle Lakanal, qui se trouvait encore à Paris³, ne contribua sans doute point médiocrement⁴. La lettre de Roux-Fazillac parvenait au Comité le 5 nivôse an II (25 déc. 1793). Quatre jours après, le 9 nivôse (29 déc.), Roux-Fazillac était chargé d'aller organiser le gouvernement révolutionnaire dans la Corrèze et le Puy-de-Dôme⁵. Le même jour, le Comité étendait les pouvoirs de Lakanal : il le chargeait d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans la Dordogne et le Bec-d'Ambès (Gironde)⁶. Lakanal sortait vainqueur du conflit.

C'est surtout parce que Roux-Fazillac et Lakanal avaient voulu défendre, chacun de leur côté, les intérêts opposés des

1. « Il avait pensé que c'était à ma demande que vous l'aviez invité à se renfermer dans les fonctions qui lui étaient assignées par la Convention nationale ; il me l'a fait connaître par son secrétaire. Je n'ai pas eu de peine à détruire cette fausse impression ».

2. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 477 et 478.

3. Voir notre *Historique et objet de la mission de Lakanal*, p. 66.

4. « Lakanal part pour Paris, fait rappeler Roux-Fazillac », écrit le pamphlétaire bergeracois (chapitre xiv).

5. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 746. Le 23 nivôse an II, Roux-Fazillac, qui n'avait pas encore reçu communication de l'arrêt du 9 nivôse, écrivait au Comité de salut public pour se justifier d'exercer une mission dans le département dont il était député. Mais, ajoutait-il, je pense « que vous n'avez pas regardé ce fait comme un si grand délit que Lakanal a semblé me le faire entendre par sa lettre » (*Ibid.*, t. X, p. 209 et 210).

6. *Ibid.*, t. IX, p. 743.

deux principales villes du département, qu'ils en étaient venus à se heurter. La rivalité Romme-Lakanal eut, elle aussi, pour point de départ la rivalité Périgueux-Bergerac.

Il semble bien que, au moment où Lakanal fut envoyé dans la Dordogne, lui et Romme entretenaient de bons rapports. Ils avaient collaboré ensemble dans le Comité d'instruction publique. Le 1^{er} juin 1793, Lakanal avait rendu hommage à son collègue, du haut de la tribune de la Convention¹, et, le 1^{er} septembre suivant, il avait loué, à propos de Romme, « la bonne foi qu'on trouve chez ceux qui joignent des lumières à la droiture² ». Certes, Romme eût pu éprouver quelque ressentiment envers ceux qui avaient combattu son plan d'instruction publique et fait aboutir le projet Bouquier; mais, à cette époque — frimaire an II —, Lakanal se trouvait en Dordogne, bien loin des « intrigants » qui manœuvraient contre Romme³.

Envoyé dans la Dordogne, Romme s'établit à Périgueux et se solidarise bientôt avec les habitants de cette ville. En floréal an II, il tient en échec Lakanal, qui avait requis du district de Périgueux des subsistances au profit de Bergerac⁴.

Un peu plus tard, Lakanal entreprend de construire un pont à Bergerac et, pour réussir, met à contribution le reste du département. Alors Romme, profitant d'une absence momentanée de son collègue, s'élève publiquement et en termes fielleux contre Lakanal, qu'il dénonce aux habitants de la Dordogne comme un touche-à-tout brouillon et fantasque; et, « attendu que, pour trop faire à la fois, on se met dans l'impossibilité de rien terminer », il charge des commissaires de « recueillir soigneusement les réclamations qu'on pourrait élever contre Lakanal⁵ ». Lakanal se trouvait dans le Lot-et-Garonne quand il apprit que Romme cherchait à miner son œuvre; il répondit par quelques lignes tranchantes, où il maintenait ses ordres précédents⁵.

Peu après, nouvelle escarmouche. Deux ouvriers avaient

1. Guillaume, *o. c.*, t. I, p. 522 et 523.

2. *Ibid.*, t. II, p. 354.

3. *Ibid.*, t. V, p. 627.

4. Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 736.

5. *Arch. nat.*, AF II 96, 704. L'arrêté de Romme est du 2 thermidor an II.

quitté la manufacture d'armes de Tulle pour venir travailler à celle de Bergerac. Romme enjoint au Comité révolutionnaire de Bergerac de renvoyer ces ouvriers à Tulle. Lakanal lui enjoint de n'en rien faire. Le jour même, il est vrai, Lakanal part pour Paris. Les deux ouvriers seront ramenés à Tulle¹.

Même après qu'il eût définitivement quitté la Dordogne, Lakanal portait encore ombrage à Romme. Celui-ci le poursuivait de sa mauvaise humeur tatillonne. Le 2 fructidor an II (19 août 1794), Romme dénonçait son collègue aux Thermidoriens : il priait la Convention d'annuler plusieurs de ses arrêtés ; il présentait l'institution des apôtres civiques comme grosse d' « énormes dangers² » ; il critiquait les mesures prises par Lakanal pour rendre le Dropt navigable, et en signalait les « désastreux effets ». Lakanal ignore sans doute ces menées sournoises, ou, s'il les connut, feignit de les ignorer. Comme par le passé, il saura apprécier, à l'occasion, les mérites de son collègue : « les observations de Romme sont d'un très grand poids », dira-t-il, à la Convention, le 28 brumaire an III³. Par contre, à l'époque même où Lakanal qualifiera de « métropole des connaissances humaines » l'École normale, dont il était l'organisateur, Romme s'élèvera contre cette institution et, derrière elle, visera Lakanal, en déclarant ne voir dans cette école que « le charlatanisme organisé⁴ ».

À donner ici un aperçu des conflits⁵ qui mirent aux prises Lakanal avec deux de ses collègues, nous ne gagnons pas seulement d'en mieux connaître les acteurs. Nous nous faisons une idée de quelques-uns des obstacles que rencontra le représentant dans l'exercice de pouvoirs théoriquement illimités. Et si nous songeons que vingt-sept autres conventionnels vinrent, eux

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, séance du 16 thermidor an II et suiv.

2. Lakanal avait institué des apôtres civiques, chargés de propager les principes révolutionnaires et de dénoncer les suspects (arrêtés des 16 pluviôse et 9 prairial an II). Romme mit trois mois à s'apercevoir des « énormes dangers » de cette création. D'ailleurs, Lakanal avait restreint sensiblement les attributions de ces apôtres, par arrêté du 18 messidor an II. L'analyse de la dénonciation de Romme est dans Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 217.

3. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 245.

4. *Ibid.*, t. VI, p. 66 et 96.

5. Pour situer ces incidents dans l'œuvre de Lakanal, voir les chapitres sur les taxes, la manufacture, l'instruction publique, les travaux publics.

aussi, plus ou moins directement et plus ou moins efficacement, préparer, corroborer ou contrarier les efforts de Lakanal, nous ne prenons que mieux conscience de la complexité et de la difficulté de la tâche qu'allait remplir le représentant¹.

1. Les références que nous avons données au cours de ce chapitre, pour marquer les principales étapes des divers conventionnels en mission dans la Dordogne, pourront aussi servir à entreprendre ou à compléter des recherches qui leur seraient directement consacrées.

CHAPITRE II

HISTORIQUE ET OBJET DE LA MISSION DE LAKANAL EN DORDOGNE

1° Ses missions pour la levée de chevaux, pour la manufacture d'armes, pour le gouvernement révolutionnaire. — 2° Incidents : Premier voyage à Paris. Nouveaux incidents : Deuxième voyage à Paris. — 3° Fin de sa mission, Résumé.

I°

Mission pour la levée de chevaux.

Le 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 oct. 1793), la Convention décrétait l'envoi de Lakanal à la tête de la 13^e division (départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne, du Lot et de la Dordogne), avec mission d'y opérer une levée extraordinaire de chevaux pour le service de la cavalerie. Lakanal était investi, à cet effet, de pouvoirs illimités. Le lieu où il devait tenir ses séances était Bergerac (art. 10)¹. Ce n'est donc pas Lakanal qui, de lui-même, fixait à Bergerac sa résidence². C'est la Convention qui la lui imposait, peut-être, à vrai dire, après entente avec le représentant.

Pourquoi la Convention désignait-elle Bergerac à Lakanal ? C'était sans doute pour une raison topographique. Bergerac se trouve placé le long de la vallée de la Dordogne, qui coupe le département d'est en ouest, au midi de ce département, et par là même à proximité des trois autres. C'était probablement

1. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 298 et suiv. Voir notre chapitre sur *Lakanal et la levée de chevaux*.

2. « Il fixa sa résidence à Bergerac », dit inexactement l'abbé Goustat (*Bulletin... Périgord*, t. X, p. 158, note 1). D'après la tradition orale, Lakanal habita, à Bergerac, la maison où se trouve aujourd'hui le cercle de l'Union, au coin de la rue Merline et de la place de l'ancienne mairie.

aussi parce que Bergerac comptait alors comme la ville la plus considérable de la Dordogne, à la fois plus riche et plus peuplée que Périgueux, le chef-lieu du département ¹.

C'est douze jours plus tard, le 29^e jour du 1^{er} mois de l'an II (20 octobre 1793), que la présence de Lakanal est mentionnée pour la première fois à Bergerac, au Comité révolutionnaire, où il se rendit vraisemblablement dès son arrivée ². C'est de Ber-

1. Il y a très peu de différences entre les limites actuelles du département de la Dordogne et ses limites en 1793 (R. Villepelet, *La formation du département de la Dordogne*, p. 73). Sa superficie actuelle est de 918.668 hectares. Sa population était évaluée, en 1791, à 483.531 habitants (Arch. dép. Dordogne, L 29, f. 102), et, en l'an III, à 478.382 (Guillaume, o. c., t. V, p. 669 et 670).

Le département était divisé en neuf districts :

Bergerac	(76.179 h.),	avec	9 cantons,	101 communes.
Périgueux	(67.129 h.),	—	9 —	70 —
Excideuil	(55.057 h.),	—	9 —	75 —
Sarlat	(52.390 h.),	—	7 —	72 —
Ribérac	(49.353 h.),	—	8 —	67 —
Nontron	(47.501 h.),	—	8 —	62 —
Montignac	(44.936 h.),	—	7 —	55 —
Mussidan	(43.094 h.),	—	8 —	53 —
Belvès	(42.743 h.),	—	8 —	73 —
TOTAL	478.382 h.,	—	73 —	628 —

(d'après Guillaume, *ibid.*, et Villepelet, p. 134 à 145).

L'administration du département ayant eu à répartir, en 1792, 29.000 livres entre les neuf districts, proportionnellement à « la masse totale de la population et des impositions », avait imposé 5.838 livres à celui de Bergerac et 3.616 livres seulement à celui de Périgueux (Arch. dép. Dordogne, L 366, 5 déc. 1792). Le décret du 14 déc. 1789 (art. 25 et 27) accordait douze officiers municipaux et un substitut du procureur de la commune aux villes de plus de 10.000 habitants; or Bergerac comptait ces 12 officiers et ce substitut. Le 1^{er} septembre 1790, la municipalité de Bergerac déclarait que Bergerac « renferme dans son sein environ 10.000 âmes; l'entier territoire de sa municipalité en contient 12.000 » (Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date). Le 22 brumaire an V, la municipalité attribuait 11.380 habitants au canton de Bergerac *intra muros* (*ibid.*). On lit dans l'*Annuaire de la Dordogne*, de l'an XI, que, bien que la Révocation de l'Édit de Nantes eût fait à la ville de Bergerac « un mal irréparable », que la population fût descendue de 40.000 à 9.000 habitants environ et que son commerce eût diminué dans la même proportion, elle était cependant, en l'an XI, la ville « la plus peuleuse et la plus marchande du département ». L'*Annuaire de la Dordogne*, de l'an XII, nous apprend que Bergerac avait 8.544 habitants, et Périgueux, 5.581. — On trouvera une description détaillée de Bergerac aux Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 24 janvier 1791, f. 137 et suiv.

2. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 34.

gerac que nous le voyons lancer, à la fin de brumaire et au commencement de frimaire an II, une série de proclamations et d'arrêtés, dont l'objet (instruction publique, assistance publique, etc.¹), dépassait de beaucoup la mission spéciale qu'il avait reçue.

Lakanal n'était sans doute pas le seul des représentants en mission qui étendit ainsi ses attributions, car, le 8 brumaire an II (29 octobre 1793), la Convention jugeait à propos de les informer que « leurs fonctions sont bornées à l'objet de leur création, déterminée par le décret du 17^e jour du 1^{er} mois » (8 oct. 1793)². Lakanal ne devait pas tenir grand compte de ce décret, puisqu'on le voit ordonner, par exemple, le 21 brumaire an II (11 nov. 1793), la démolition du château de Badefols³.

Au reste, à la fin de brumaire an II, il allait recevoir de la Convention un nouvel aliment à son activité.

Mission pour la manufacture d'armes.

En réponse à la lettre que lui avait adressée Lakanal le 13 brumaire an II (3 nov. 1793), dans laquelle il écrivait : « Un mot, et je fonde à Bergerac, sans qu'il en coûte une obole à la République, la plus belle de ses manufactures d'armes », la Convention décrétait, le 24 brumaire an II (14 nov. 1793), l'établissement d'une manufacture d'armes à Bergerac, et chargeait Lakanal de prendre toutes les mesures en conséquence⁴.

Trois jours après, la Convention, par décret du 27 brumaire an II (17 nov. 1793), ordonnait que la mission des représentants du peuple pour la levée de chevaux, ordonnée le 17 du mois précédent, prendrait fin le 10 frimaire suivant (30 nov. 1793). Parmi les représentants qui seraient désormais disponibles, elle en désignait un certain nombre pour se rendre auprès des armées. De ce nombre était Lakanal, à qui la Convention,

1. Voir plus loin ces divers chapitres.

2. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 94.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 318, f. 290. *Bulletin... Périgord*, t. X, p. 224.

4. Voir notre chapitre sur *Lakanal et la manufacture d'armes*.

oubliant son décret du 24 brumaire an II, ordonnait (art. 9) de se rendre à l'armée de l'Ouest ¹.

Lakanal reçut ce décret dans les premiers jours de frimaire an II et, en face de deux décisions contradictoires, exposa son embarras à la Convention, dans une lettre datée du 6 frimaire an II (26 nov. 1793). « Un décret du 24 brumaire, écrivait-il, m'ordonne de suivre à Bergerac l'établissement d'une manufacture d'armes ; un autre, du 27 du même mois, m'enjoint d'aller à l'armée de l'Ouest, m'occuper de son organisation ». Lakanal disait quelle impulsion il avait déjà donnée aux travaux de la manufacture, et les espérances qu'il fondait sur elle, « quand tout à coup ma destination changée a paralysé ma marche ». Il ajoutait : « Je ne sais à quel décret obéir : tous deux, sacrés pour moi, me sont parvenus officiellement ; tous deux m'imposent des obligations que je suis également jaloux de remplir, mais que je ne puis concilier. Cependant le terme approche, sans qu'il me paraisse possible de me décider. Citoyen président, prie la Convention nationale de prononcer sur mon incertitude, et je pars ou je reste, au gré de sa volonté ² ».

Cette lettre parvenait rapidement ³ à la Convention, puisque, dès le 12 frimaire an II (2 déc. 1793), l'Assemblée décrétait que Lakanal « restera jusqu'à nouvel ordre à Bergerac, pour y continuer ses opérations relatives à la nouvelle manufacture d'armes, dont l'établissement a été décrété le 24 brumaire ⁴ ».

1. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 490. Ces décisions contradictoires, assez explicables d'ailleurs, se produisaient souvent. Rapprocher le cas de Pinet, chargé de la levée en masse dans la Dordogne, et envoyé à l'armée de l'Ouest, où il n'ira d'ailleurs pas plus que Lakanal (Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 491).

2. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 723.

3. Rapidement en effet, puisqu'une autre lettre, écrite la veille, 5 frimaire an II, par Lakanal à la Convention, n'arrivait que le 13 frimaire. Cependant, cette rapidité nous paraît moins « singulière » qu'à M. Guillaume (o. c., t. III, p. 624), si nous considérons que, la situation où se trouvait Lakanal étant elle-même très singulière, le représentant dut recourir, pour expédier sa lettre, à des moyens de transport particulièrement rapides. En cinq jours, du 16 au 21 thermidor an II, Lakanal ne se rendra-t-il pas de Bergerac à Paris (voir à la fin de ce chapitre) ?

4. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 99. Le 16 frimaire an II, la Convention enverra Ichon à l'armée de l'Ouest, à la place de Lakanal (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 19).

Mission pour l'organisation du gouvernement révolutionnaire.

A ces deux missions très précises, levée de chevaux et établissement d'une manufacture d'armes, le décret du 14 frimaire an II (4 déc. 1793) allait joindre une troisième mission. Ce décret, qui instituait officiellement le gouvernement révolutionnaire en France, donnait à tous les représentants en mission dans les départements des pouvoirs politiques considérables. Ces pouvoirs, nous les connaissons déjà en leurs traits essentiels ; il serait superflu d'y revenir ¹. Certes, Lakanal n'avait pas attendu le décret du 14 frimaire pour étendre son champ d'action au delà de l'œuvre de défense nationale qu'on lui avait confiée ; mais du moins, il voyait maintenant ses attributions officiellement élargies, au point d'embrasser tous les aspects de la politique générale.

D'ailleurs, outre ce décret collectif, Lakanal allait être bientôt chargé, par décret spécial, d'organiser dans la Dordogne le gouvernement révolutionnaire.

2°

Incidents. — Premier voyage à Paris.

Lakanal se trouvait depuis deux mois dans la Dordogne lorsque, vers la fin de frimaire, il repartit précipitamment pour Paris ². Deux causes expliquent ce départ. D'un côté, Roux-Fazillac s'était opposé à une levée de taxes ordonnée par Lakanal, et, dans une lettre du 19 frimaire (9 décembre), il mettait la Convention en garde contre son collègue ³. D'un autre côté,

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 149 à 161. Voir, au chapitre précédent, *l'institution des représentants en mission*, p. 41 et suiv.

2. Et non pas « au commencement de nivôse », comme dit M. Guillaume (o. c., t. III, p. 625), puisque, dès le 1^{er} nivôse an II (21 déc. 1793), on écrit de Bergerac : « Le représentant du peuple est absent. Des affaires graves l'ont fait partir précipitamment pour Paris. » (*Arch. dép. Dordogne*, L 587, 1^{er} nivôse an II).

3. Voir, dans notre chapitre 1^{er}, les *rapports de Lakanal avec Roux-Fazillac et Romme*, p. 55 et suiv.

en ce même mois de frimaire, Lakanal avait été dénoncé à la Convention ou à l'un de ses Comités par l'administration du district de Ribérac ¹. Avis lui est donné de cette dénonciation ; aussitôt, il quitte Bergerac pour Paris, afin d'en prévenir l'effet ². Son départ « précipité et inattendu » laissait interrompue l'exécution de plusieurs projets ³.

Ce voyage de Lakanal à Paris faillit être suivi d'un nouveau changement dans sa mission. Il écrivait, en effet, de Paris à la Société populaire de Bergerac, à propos de ses accusateurs : « Voici la réponse que nous allons leur faire, m'ont dit en m'embrassant les membres du Comité de salut public. Nous soupçonnons que La Rochelle et Rochefort ont des intelligences avec les ennemis de la République. Nous avons besoin d'y envoyer un Montagnard pur et patriote. Tu es désigné pour remplir cette mission délicate. L'arrêté qui me délègue est signé à l'unanimité des membres des deux Comités réunis de sûreté générale et de salut public » ⁴.

1. Voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, 29 frimaire an II. Les dénonciations contre les représentants en mission étaient fréquentes. Voir, par exemple, en ce qui concerne Taillefer, Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 346.

2. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal* (chapitre xv).

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 175. Roux-Fazillac écrit au Comité révolutionnaire de Bergerac, le 3 nivôse an II (23 déc. 1793), au sujet de la réorganisation de ce Comité : « Je voudrais même la différer jusqu'au retour de mon collègue Lakanal. » (*Arch. dép. Dordogne*, L 406).

4. Nous n'avons pas trouvé cet arrêté, et ne l'avons vu signalé nulle part. Dès lors, trois explications se présentent. Ou bien l'arrêté a été réellement signé au commencement de nivôse an II. Ou bien Lakanal fut simplement pressenti, et, soit pour se donner de l'importance, soit parce que son imagination transfigurait inconsciemment la réalité, il s'attribua bénévolement cette nomination. Ou bien encore l'auteur de l'article dans lequel a été publiée cette lettre a contaminé deux lettres de Lakanal écrites à des époques différentes : l'une, écrite au cours de son premier voyage à Paris (c'est la partie relative à l'épuration des Jacobins et à l'ordre qu'il a reçu de retourner dans la Dordogne) ; l'autre, écrite après qu'il eût quitté définitivement la Dordogne et eût été délégué, authentiquement cette fois, dans la Charente-Inférieure, par arrêté du 22 thermidor an II (c'est la partie relative précisément à cette mission).

Nous citons l'ensemble de la lettre d'après Clamageran, p. 56-57, qui l'a lui-même reproduite du *Journal de Bergerac* du 5 avril 1845, dont un exemplaire se trouve aux *Arch. mun.* de cette ville. Que valaient les pièces publiées en 1845 ? Que sont-elles devenues ? Mystère. Cette provenance équivoque expliquerait peut-être quelques-unes des incohérences qu'on peut relever dans la lettre ci-dessus.

Lakanal semblait donc sur le point de repartir en mission, non plus, cette fois, pour la Dordogne, mais pour la Charente-Inférieure.

Son départ pour la Charente-Inférieure n'était plus qu'une question de jours. « Je serais parti, ajoutait-il en effet, mais les douze commissaires chargés de l'épuration de la Société des Jacobins viennent de me nommer pour un des épurateurs qui doivent réorganiser cette Société célèbre. Je suis encore quelques jours à Paris ».

Et aussitôt après, par une étonnante contradiction, Lakanal ajoutait : « J'ai reçu l'ordre exprès du Comité de salut public de revenir dans le département de la Dordogne et autres environnants ¹ ».

Le 7 nivôse an II (27 déc. 1793), le Comité arrêtait, en effet,

1. La contradiction disparaît si l'on admet que cette lettre résulte de la contamination de deux lettres, écrites à des époques différentes.

Un autre passage embarrassant de cette lettre a été signalé par M. Guillaume (o. c., t. III, p. 626). « Les commissaires chargés de l'épuration des Jacobins, dit M. Guillaume, nommés le 6 frimaire, étaient au nombre de 15, non de 12. La liste donnée par le *Moniteur* contient même 16 noms au lieu de 15. Il faudrait supposer que quelques-uns de ces commissaires avaient démissionné, qu'il n'en restait que 12, que, pour se compléter, ils étaient autorisés à recourir au procédé de la cooptation et qu'ils s'étaient en conséquence adjoint Lakanal. Mais il est singulier que les comptes rendus des séances de la Société des Jacobins ne mentionnent pas une seule fois Lakanal. Non seulement il n'est pas indiqué comme ayant fait partie des commissaires épurateurs, mais son nom ne figure pas même parmi ceux des députés qui ont passé à l'épuration. — Lakanal ajoute qu'il restera quelques jours de plus à Paris, à cause des fonctions que la Société des Jacobins lui a confiées : or l'épuration fut une opération fort longue, qui se prolongea jusqu'en ventôse ».

Il est évidemment difficile d'expliquer la présence de Lakanal parmi les commissaires épurateurs, à moins de voir dans l'affirmation du représentant une simple vantardise. En tout cas, Lakanal s'intéressa, à un titre quelconque, aux opérations épuratoires. Nous le verrons, en effet, durant sa mission, soumettre à divers citoyens un questionnaire textuellement reproduit des questions que les commissaires épurateurs posaient aux candidats. Voir le questionnaire des Jacobins dans Aulard, *La Société des Jacobins*, t. V, p. 533, et celui de Lakanal dans notre chapitre sur *Lakanal et les taxes révolutionnaires*.

Quant à l'erreur de Lakanal sur le nombre des commissaires, elle peut avoir été très sincère : le *Moniteur* ne s'y est-il pas trompé, à en croire M. Guillaume ? Et M. Guillaume (qui accuse 15 commissaires) ne s'y trompe-t-il pas lui-même, à en croire M. Aulard, *La Société des Jacobins*, t. V, p. 534 (qui en accuse 16) ?

que Lakanal reviendrait dans le département de la Dordogne, « continuer les opérations relatives à la fabrication des armes ». Mais, en même temps, il était expressément chargé d'assurer dans le département de la Dordogne « l'exécution du décret du gouvernement révolutionnaire, décrété le 14 frimaire ¹ ».

Lakanal se trouvait encore à Paris puisque, le même jour, 7 nivôse an II (27 déc. 1793), il montait à la tribune de la Convention, pour y faire un rapport sur la levée extraordinaire de chevaux, c'est-à-dire sur l'objet de sa première mission en Dordogne ².

Le lendemain, 8 nivôse an II (28 déc. 1793), sans doute à la demande de Lakanal, un arrêté du Comité de salut public spécifiait diverses dispositions relatives au recrutement des ouvriers de la manufacture d'armes de Bergerac ³.

Le 9 nivôse an II (29 déc. 1793), le Comité de salut public reprenait l'arrêté individuel qu'il avait rendu, le 7, à l'égard de Lakanal et, dans un grand arrêté collectif où cinquante-huit représentants étaient chargés d'établir le gouvernement révolutionnaire à travers les départements, il attribuait à Tallien, Ysabeau et Lakanal les départements du Bec-d'Ambès (Gironde) et de la Dordogne ⁴.

Le même jour, 9 nivôse an II (29 déc. 1793), Lakanal paraissait encore à la tribune de la Convention. Un citoyen, envoyé par les autorités constituées de Ribérac, s'était présenté à la barre pour demander des subsistances à la Convention. Lakanal affirma que ce n'était pas là le vrai motif de la mission du délégué. Il se plaignit des obstacles qu'il avait rencontrés à Bergerac et dénonça Limousin, ancien membre de la Législative. La dénonciation de Lakanal et la pétition du délégué de Ribérac furent renvoyées au Comité de sûreté générale ⁵.

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 689.

2. *Moniteur* du 9 nivôse, p. 398.

3. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 721 et 722. Voir notre chapitre sur *Lakanal et la manufacture d'armes*. Le 4 prairial an II, Lakanal parlera de fabricants de canons de fusil, que, dira-t-il, « je n'ai pu avoir qu'en me rendant à Paris, pour provoquer, à cet égard, un arrêté du Comité de salut public » (*Arch. nat.*, AF II 96, 709).

4. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 746.

5. *Journal des Débats*, n° 467, p. 144. A propos de cette dénonciation, le

Le 17 nivôse an II (6 janvier 1794), la Convention rendait un décret qui confirmait les arrêtés des 7 et 9 nivôse an II (27 et 29 décembre 1793) ; par ce décret, Lakanal, « délégué dans le département de la Dordogne et départements environnants¹ », était « investi de tous les pouvoirs dont sont revêtus les représentants du peuple dans les départements et près les armées² ».

A cette époque, et même durant les jours qui suivirent, Lakanal était encore à Paris. C'est très probablement sur ses instances que les rédacteurs du *Bulletin* insérèrent dans le n° du 19 nivôse an II (8 janvier 1794) la partie de la lettre écrite à la Convention par Lakanal, le 5 frimaire an II (25 nov. 1793), qui n'avait pas été insérée avec le reste de la lettre au *Bulletin* du 13 frimaire an II (3 déc. 1793), et qui était relative à son abjuration de la prêtrise³.

Le 21 nivôse an II (10 janv. 1794), Lakanal n'était pas encore de retour à Bergerac, puisque, ce jour-là, le directoire du district de Bergerac constatait son absence⁴, et que deux citoyens lui écrivaient pour lui dire de hâter son retour à Bergerac⁵. Le 23 nivôse an II (12 janvier 1794), Roux-Fazillac constatait encore l'absence de Lakanal⁶.

Ce n'est que le 25 nivôse an II (14 janv. 1794) que le représentant paraît être de retour à Bergerac, puisque, ce jour-là, le

pamphlétaire bergeracois dit que Lakanal « obtient que l'affaire lui soit renvoyée, revient à Bergerac, nanti de toutes les pièces, les fait voir à tous ceux qui vont chez lui, et ne manque pas de dire combien il est servi par ses amis, que sa réputation est telle que les dénonciations peuvent l'atteindre difficilement (H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre XV).

1. Ce décret était légèrement inexact, car l'arrêté du 9 nivôse avait simplement désigné Lakanal pour les départements de la Dordogne et du Bec-d'Ambès. Il est vrai que le décret du 9 octobre l'avait chargé d'opérer la levée de chevaux dans la Dordogne et trois départements environnants.

2. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 85. « Il a voulu un décret, dit, à ce propos, le pamphlétaire bergeracois, et n'a pas voulu être un de ces mille et un envoyés du Comité de salut public. » (H. Labroue, *art. cit.*). Il se peut, en effet, que Lakanal, dénoncé par des Ribéracois et en conflit avec Roux-Fazillac, ait tenu à consolider sa situation en faisant confirmer l'arrêté par un décret. Ainsi s'expliquerait cette dualité de nominations, qu'a signalée M. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 84, note 1.

3. Voir Guillaume, o. c., t. III, p. 623 et 624.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 378, f. 278.

5. *Ibid.*, L 407, 21 nivôse an II.

6. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 209.

Comité révolutionnaire d'Excideuil décide de lui écrire pour lui annoncer l'envoi d'une somme de 1.000 francs, qui « lui aurait été [déjà] renvoyée sans le voyage qu'il a fait à Paris », et qui « lui sera remise incessamment¹ ». En tout cas, Lakanal se trouvait à Bergerac le 28 nivôse an II (17 janv. 1794) : c'est de là qu'il adressait, ce jour même, un questionnaire à diverses municipalités, au sujet des secours publics et des écoles primaires².

Dans le courant de son séjour à Paris, en nivôse an II, Lakanal avait continué de s'occuper de la Dordogne, notamment, nous l'avons vu, de la dénonciation lancée contre lui, de la manufacture d'armes, et aussi des subsistances du département : « Dans mon dernier voyage à Paris, écrira-t-il le 5 pluviôse an II (24 janv. 1794), j'ai eu une longue entrevue avec la Commission des trois [pour les subsistances]... Les membres de la Commission des trois tenaient à moi par les liens de l'amitié avant qu'il existât entre nous des relations politiques, et je suis sûr qu'ils nous serviront avec toute l'activité du zèle, de l'amitié et du devoir³ ».

Le 15 pluviôse an II (3 févr. 1794), faisant allusion à un arrêté du Comité de salut public qui interdisait aux représentants en mission de déléguer leurs pouvoirs, Lakanal écrivait à ce Comité : « Envoyé pour la sixième fois en Commission par la Convention nationale, je n'ai jamais légué mes pouvoirs⁴ ».

Et c'était bien, en effet, à six reprises que Lakanal avait reçu

1. Arch. dép. Dordogne, L 505, 25 nivôse an II.

2. Voir nos chapitres sur *Lakanal et l'instruction publique* et *Lakanal et l'assistance publique*.

3. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 11 ; voir aussi L 681, 5 pluviôse an II. C'est le décret du 1^{er} brumaire an II qui avait créé la « Commission des subsistances et approvisionnements ». Ses membres avaient été nommés, le 5 brumaire an II, par arrêté du Comité de salut public (Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 19), confirmé, le même jour, par la Convention (Baudoin, à cette date, p. 62). C'étaient Brunet, administrateur de l'Hérault, Goujon, procureur-général de Seine-et-Oise, et Raison, secrétaire-général du département de Paris. Le 3 ventôse an II, Goujon sera remplacé par Jouennault. Cette Commission était un « véritable ministère, unique en son genre, une sorte de Comité de salut public pour les subsistances ». Voir *Commission... des doc. relatifs à la vie écon. de la Révolution*, [P. Caron], *Le Commerce des céréales*, Paris, 1907, p. 17 à 19.

4. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 661.

des missions différentes de la Convention : 1° dans l'Oise et la Seine-et-Marne ; 2° dans la Dordogne, la Gironde, le Lot et le Lot-et-Garonne, pour la levée des chevaux (8 oct. 1793) ; 3° à Bergerac, pour la manufacture d'armes de cette ville (24 brumaire an II : 14 nov. 1793) ; 4° à l'armée de l'Ouest (27 brumaire an II : 17 nov. 1793) ; arrêté annulé le 12 frimaire an II (2 déc. 1793) ; 5° en Charente-Inférieure (commencement de nivôse an II) ; 6° dans la Dordogne et le Bec-d'Ambès, pour assurer, en même temps que l'établissement de la manufacture d'armes, le fonctionnement du gouvernement révolutionnaire (décret du 14 frimaire an II : 4 déc. 1793 ; arrêtés des 7 et 9 nivôse an II : 27 et 29 décembre 1793 ; décret du 17 nivôse an II : 6 janvier 1794)¹.

Le 28 pluviôse an II (16 févr. 1794), le Comité de salut public écrivait à tous les représentants chargés d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans les départements — et en particulier sans doute à Lakanal —. Il rappelait que la loi du 14 frimaire n'accordait qu'un délai d'un mois aux représentants pour l'établissement du gouvernement révolutionnaire et que ce terme expirait ; il invitait les représentants retardataires à activer l'accomplissement de leur mission².

Nouveaux incidents. — Deuxième voyage à Paris.

Le lendemain, 29 pluviôse an II (17 févr. 1794), c'est à Lakanal que s'adressait nominalement le Comité de salut public. Il l'invitait, maintenant qu'il devait avoir terminé l'organisation du gouvernement révolutionnaire, à rejoindre l'armée de l'Ouest, pour laquelle l'avait désigné déjà le décret du 27 brumaire an II (17 nov. 1793), afin d'y organiser la cavalerie³.

Le représentant s'éleva une fois de plus contre ce changement de destination. Le 10 ventôse an II (28 février 1794), il

1. Au cas où la cinquième mission (en Charente-Inférieure) n'aurait pas été réellement confiée à Lakanal, on peut admettre que celui-ci, pour arriver au total de six missions, dédoublait sa sixième mission, qui avait fait l'objet de deux arrêtés et de deux décrets.

2. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 183.

3. *Ibid.*, p. 227.

écrivait de Bergerac au Comité : « Vous voulez que je me rende à l'armée de l'Ouest pour l'encadrement des chevaux. Vos demandes seront toujours des ordres pour moi ». Mais il faisait observer que jadis il avait été remplacé à l'armée de l'Ouest par un de ses collègues, lequel avait déjà sans doute achevé sa mission ; que, d'autre part, lui-même avait été maintenu dans la Dordogne par le décret du 12 frimaire an II (2 déc. 1793), par les arrêtés des 7 et 9 nivôse an II (27 et 29 décembre 1793) et par le récent décret du 17 nivôse an II (6 janvier 1794). Il ajoutait qu'il s'occupait activement de la manufacture d'armes de Bergerac ; et que sa présence était nécessaire à la tête de cet établissement ¹.

Le représentant obtint gain de cause, puisque nous constatons sa présence dans la Dordogne jusque vers la fin de germinal an II.

Soudain, seconde apparition de Lakanal à Paris. Le 28 germinal an II (17 avril 1794), il présente à la Convention, au nom du Comité d'Instruction publique, et fait adopter un projet de décret sur une colonne à élever au Panthéon, à la mémoire des soldats morts pour l'égalité, le 10 août 1792². C'est sans doute aussi de Paris que Lakanal écrivait aux administrateurs du district de Périgueux une lettre qu'ils reçurent le 1^{er} floréal an II (20 avril 1794), pour leur annoncer qu'il venait de faire « sous-doubler » les réquisitions ordonnées sur leur district par la Commission des subsistances³, mais qu'il maintenait celle qu'il avait déjà faite sur ce même district pour celui de Bergerac. Comme il devait nécessairement passer par Périgueux pour retourner de Paris à Bergerac, Lakanal ajoutait : « Il faut que les grains soient dans vos magasins lors de mon prochain passage à Périgueux ⁴ ».

C'est bien, en effet, la question des subsistances qui avait en grande partie provoqué la venue de Lakanal à Paris. Lakanal avait ordonné des réquisitions de grains sur divers districts de la Dordogne ; il était entré en conflit, à ce sujet, avec des auto-

1. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 465.

2. *Réimpression de l'Ancien Moniteur*, t. XX, p. 242.

3. Cinq jours avant, en effet, le 25 germinal an II, la Commission des subsistances avait pris un arrêté en ce sens (*Arch. nat.*, F¹⁴ 271).

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, séance du 1^{er} floréal an II.

rités constituées et avec la Commission des subsistances¹. C'est de cette divergence de vues qu'il était allé s'expliquer à Paris, avec les membres de cette Commission².

Après une absence bien plus courte que la première, Lakanal était de retour à Bergerac au commencement de floréal an II. On le voit écrire de Bergerac aux administrateurs du district de Périgueux, dès le 7 floréal an II (26 avril 1794), qu'il a intercédé en leur faveur auprès de l'exigeante Commission des trois, et que c'est ce désir qui l'avait poussé à faire le voyage de Paris, pour obtenir justice des réquisitions excessives ordonnées sur leur district³.

Une nouvelle et, si l'on veut, septième mission était bientôt confiée à Lakanal. Le même mois, 17 floréal an II (6 mai 1794), le Comité de salut public lui écrivait que des troubles s'étaient produits dans le district de Lauzun (Lot-et-Garonne). Le Comité l'invitait à se rendre sur les lieux et à faire cesser ces menées contre-révolutionnaires⁴. Le champ d'action du représentant s'étendait, en effet, au Lot-et-Garonne, puisque le décret du 17 nivôse an II (6 janv. 1794) avait donné à Lakanal le titre de « délégué dans le département de la Dordogne et départements environnants⁵ ». Par une seconde lettre, du 15 prairial an II (3 juin 1794), le Comité lui renouvelait son invitation à se rendre dans le district de Lauzun⁶, et, en effet, nous rencontrons le représentant à Lauzun dans la deuxième quinzaine de prairial⁷.

1. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les subsistances*.

2. De même que Lakanal, au cours de son premier voyage à Paris, écrivait qu'il avait été chargé d'une mission en Charente-Inférieure; de même il prétendit, paraît-il, que, lors de ce deuxième voyage à Paris, il avait été chargé d'une mission à l'armée du Nord, bien plus, qu'il s'était rendu à Maubeuge et y avait vu « Pichegru, digne des soldats qu'il commande, l'armée, digne de la cause qu'elle défend ». C'est du moins ce que rapporte le pamphlétaire bergeracois. Voir notre art. cit. sur *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre II.

3. Arch. dép. Dordogne, L 673, séance du 9 floréal an II.

4. Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 318.

5. Dans ses arrêtés, Lakanal prenait le plus souvent ce titre-là.

6. Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 98.

7. Arch. nat., AF II 172, 1414, f. 32.

Fin de sa mission.

Désormais, le gouvernement laissera Lakanal libre de ses mouvements, jusqu'au jour où lui, qui avait reçu à plusieurs reprises l'ordre de mettre fin à sa mission dans la Dordogne, y mettra fin sans en avoir reçu l'ordre.

Après avoir parcouru le département de la Dordogne et certains districts de la Gironde et du Lot-et-Garonne, dans le courant de messidor et au commencement de thermidor an II, Lakanal se trouvait à Duras (Lot-et-Garonne) le 14 thermidor an II¹ (1^{er} août 1794). C'est là que lui parvint, cinq jours après l'événement, la nouvelle de la chute de Robespierre. Cette nouvelle fut très probablement la cause de son départ². Il quittait Duras sans tarder, passait par Bergerac, où il prenait, le 16 thermidor an II (3 août 1794), un dernier arrêté, relatif à la manufacture d'armes³.

Cinq jours après, le 21 thermidor an II (8 août 1794), Lakanal était rendu à Paris : ce jour même, il prononçait à la tribune de la Convention quelques paroles dans lesquelles il faisait un bref compte rendu de sa mission, en même temps qu'il approuvait l'exécution du « nouveau Pisistrate⁴ ».

C'était la troisième fois que Lakanal, au cours de sa mission en Dordogne, quittait le département pour se rendre à Paris.

Sans doute pensait-il retourner bientôt à Bergerac. Ainsi il laissait enfermées dans son secrétariat un certain nombre de

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 243 bis.

2. Il est vrai qu'à cette même époque, Lakanal avait été dénoncé à la Convention par la Société populaire de Sainte-Foy (Gironde), qui se plaignait de ses airs superbes et qui était mécontente des travaux par lesquels Lakanal cherchait alors à rendre le Dropt navigable. La navigation du Dropt aurait nui au commerce de Sainte-Foy. Lakanal aura à se défendre, à Paris, de cette dénonciation (Arch. mun. Bergerac, Reg. des adresses envoyées par la Société populaire, 17 thermidor an II. Arch. dép. Dordogne, L 936, 26 et 27 thermidor an II).

3. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 246.

4. Voir plus haut, p. 16.

pièces¹, dont il aurait vraisemblablement fait remise en mains sûres s'il eût cru quitter pour toujours la Dordogne. Eux aussi, les Périgourduins comptaient sur son prochain retour. L'administration du district de Montignac le lui écrivait, le 23 thermidor an II (10 août 1794)². Le 1^{er} fructidor an II (18 août 1794), la Société populaire de Bergerac, au reçu d'une lettre de Lakanal lui annonçant que la dénonciation de la Société populaire de Sainte-Foy était restée sans effet, lui répondait pour lui exprimer, en même temps que sa joie, l'espoir qu'elle avait de le voir revenir bientôt à Bergerac³. Le lendemain, 2 fructidor an II (19 août 1794), le Comité révolutionnaire de Bergerac écrivait à la mère d'une détenue : « ... Malheureusement, le citoyen Lakanal est à Paris. Sans doute qu'il en aura instruit le Comité de sûreté générale, et qu'à son retour ici, qui sera sous peu, à ce que nous croyons, elle recevra les motifs de sa détention... ; nous vous assurons, citoyenne, que, sitôt que le représentant du peuple sera dans nos murs, nous lui parlerons de votre fille⁴ ». Le 6 fructidor enfin (23 août 1794), on lisait à la Convention une lettre où l'administration du district, la municipalité et la Société populaire de Lauzun la priaient de leur renvoyer Lakanal, « qui avait entrepris de rendre le Dropt navigable⁵ ».

Cependant, Lakanal ne devait pas revenir dans la Dordogne. Le 22 thermidor an II (9 août 1794), le Comité de salut public le chargeait d'épurer les autorités constituées dans le département de la Charente-Inférieure, et d'y prendre toutes les mesures de salut public et de sûreté générale qu'il jugerait nécessaires⁶. Bientôt il était remplacé⁷. Le 9 fructidor an II

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 23 fructidor an II.

2. *Ibid.*, L 521 et 561, à la date indiquée.

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. des adresses envoyées par la Société populaire, boîte Z, n° 47, à la date indiquée.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, à la date indiquée.

5. *Proc.-verb. de la Convention*, 6 fructidor an II, p. 76.

6. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 786. L'arrêté était signé de Collot d'Herbois, Billaud-Varenne, Carnot et Bréard.

7. N'eût-il pas été désigné pour la Charente-Inférieure qu'il n'aurait pu, quand même, retourner dans la Dordogne. Le 26 thermidor an II (13 août 1794), la Convention décrétait, en effet, que les missions dans les départements ne pourraient durer plus de trois mois, et que les représentants en mission depuis un temps plus long seraient rappelés et remplacés, s'il y avait lieu (Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 77).

(26 août 1794), la Convention décrétait que le représentant Pellissier partirait en mission dans les départements de la Dordogne et du Lot-et-Garonne, et serait spécialement chargé de surveiller la manufacture d'armes de Bergerac¹.

Le 20 fructidor an II (6 sept. 1794), onze jours plus tard, le citoyen Frutier, ancien secrétaire de Lakanal, faisait remise à Pellissier, à Bergerac même, de la clé de la maison habitée par son prédécesseur².

Quant à Lakanal, il avait déjà repris sa place dans la Convention et dans le Comité d'instruction publique, au nom duquel, dès le 4 fructidor an II (21 août 1794), il lisait un rapport sur les ouvrages d'horlogerie³.

Résumé.

Telle est la chronologie des missions successives que reçut Lakanal dans la Dordogne, au cours de l'an II, du 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793), où fut rendu son décret d'envoi dans quatre départements, dont la Dordogne, jusqu'au 16 thermidor an II (3 août 1794), jour où nous constatons pour la dernière fois sa présence dans ce département.

Longue mission de dix mois, au cours de laquelle Lakanal vit graduellement croître ses attributions. Nommé d'abord dans la Dordogne, la Gironde, le Lot et le Lot-et-Garonne pour y opérer une simple levée de chevaux (17^e jour 1^{er} mois an II : 8 octobre 1793), il était chargé, le 24 brumaire an II (14 novembre 1793), d'établir une manufacture d'armes à Bergerac. Trois jours après, le 27 brumaire an II (17 nov. 1792), la Convention changeait sa destination en l'envoyant à l'armée de l'Ouest, quitte à revenir sur son décret, le 12 frimaire an II (2 déc. 1793).

1. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 361.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 324.

3. *Réimpression de l'Ancien Moniteur*, t. XXI, p. 550 et 551. Le 15 fructidor an II, on lisait, à la Convention, une lettre écrite de Bergerac par Lakanal, un mois et demi plus tôt, le 2 thermidor; Lakanal y parlait des mesures qu'il avait prises pour assurer l'extinction des procès (*Proc.-verb. de la Convention*, 15 fructidor an II, p. 268).

Bientôt, des conflits locaux l'obligeaient à se rendre à Paris, où il passait la plus grande partie du mois de nivôse, durant lequel le Comité de salut public le maintenait à la tête de la manufacture d'armes de Bergerac, en même temps qu'il le chargeait d'établir le gouvernement révolutionnaire dans les départements de la Dordogne et du Bec-d'Ambès, par arrêtés des 7 et 9 nivôse an II (27 et 29 déc. 1793), confirmés par le décret du 17 nivôse an II (6 janvier 1794).

Le mois suivant, le 29 pluviôse an II (17 février 1794), le Comité de salut public invitait une deuxième fois Lakanal à quitter la Dordogne pour se rendre à l'armée de l'Ouest, mais, sur les observations de Lakanal, maintenait encore le représentant à Bergerac.

En germinal an II, second et subit départ de Lakanal pour Paris, causé cette fois par la question des subsistances.

A peine de retour dans la Dordogne, en floréal an II, il recevait de nouveaux ordres : il devait aller pacifier un district du Lot-et-Garonne.

Enfin, au milieu de thermidor an II, à la nouvelle de la chute de Robespierre, Lakanal quittait Bergerac pour n'y plus revenir. Sa mission dans la Dordogne était définitivement terminée.

De cette accumulation de dates et de nominations successives, il est permis de tirer une double conclusion.

C'est d'abord qu'il ne faut pas, sous l'effet d'une illusion rétrospective, se représenter cette longue mission comme l'application graduelle d'un ensemble de mesures systématiquement combinées, comme le développement normal d'un plan préconçu. Il faut voir, au contraire, dans la série des faits qui composent cette mission, une succession plus fortuite que rationnelle d'événements imposés ou contrecarrés par les hommes et par les circonstances¹. Mission assez longue et assez continue cependant pour y trouver, en même temps qu'un échantillon du gouvernement révolutionnaire en général, la trace très nette de l'action qu'exerça le conventionnel.

1. « Rien ne me paraît plus bête, écrivait Lakanal, le 27 ventôse an II (16 janvier 1794), que les opérations ministérielles. Je les vois tous les jours se froisser et se détruire par le croisement et la confusion des agents et des pouvoirs » (*Arch. dép. Dordogne*, L 108, f. 25).

En deuxième lieu, étant donné ce chaos de nominations contradictoires et de voyages imprévus, ainsi que la diversité des tâches que menait de front Lakanal, constatons la difficulté d'établir de grandes divisions chronologiques à l'intérieur de ces dix mois de mission. Recourons de préférence à l'ordre logique, et examinons successivement les divers objets sur lesquels porta l'effort du représentant ¹.

1. J'ai d'ailleurs combiné les deux méthodes, en adoptant, le plus souvent, l'ordre chronologique à l'intérieur de chaque chapitre.

CHAPITRE III

LAKANAL ET LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

1° Opinions politiques de Lakanal. — 2° L'esprit public avant l'arrivée de Lakanal. — 3° Lakanal et l'administration du département. — 4° Lakanal et les administrations de district. — 5° Lakanal et les administrations municipales. — 6° Lakanal et les Comités révolutionnaires. — 7° Lakanal et les Sociétés populaires. — 8° Lakanal et l'opinion ; le régime de la persuasion.

Les attributions politiques des représentants chargés d'organiser le gouvernement révolutionnaire consistaient essentiellement dans les pouvoirs dont ils étaient revêtus vis-à-vis des autorités locales. C'est donc par l'examen des relations de Lakanal avec ces autorités que nous pourrons connaître et apprécier le rôle proprement politique de ce représentant dans le cours de sa mission.

Mais, avant de rechercher comment Lakanal s'efforça de les faire triompher dans la Dordogne, il faut se rendre compte des idées politiques de ce représentant en l'an II.

1° Opinions politiques de Lakanal.

Quelles étaient, au commencement et au cours de l'an II, les opinions politiques de Lakanal ?

M. Guillaume s'est rencontré avec le rédacteur monarchiste d'une biographie erronée et haineuse de Lakanal ¹, pour accuser le conventionnel de n'avoir eu aucune opinion politique ou plutôt d'avoir successivement adopté toutes les opinions

1. *Biographie des hommes vivants*, 1818, t. IV, p. 64.

dominantes à la Convention, d'avoir été tour à tour modéré, puis Montagnard, puis thermidorien, et il lui fait grief de ces variations d'opinion ¹.

Par contre, on voit Lakanal justifier ses prétendus revirements politiques dans une défense publiée à la fin de l'an III ², et écrire plus tard : « Mon nom ne figurera jamais dans le volumineux dictionnaire des girouettes ³ ».

Il ne convient guère, semble-t-il, de reprocher à Lakanal des variations de surface, qu'il faudrait, à ce compte-là, opposer à tous les hommes de la Révolution, quels qu'ils soient. Républicain, Lakanal le fut indéfectiblement, depuis son entrée à la Convention jusqu'à sa mort ⁴. Membre de la Convention, sa volonté permanente fut tout à la fois de promouvoir l'instruction publique et de « servir la cause populaire ² ». On l'accuse d'avoir été d'abord un modéré, mais on ne définit pas ce qu'était alors un « modéré », et l'on oublie que, dès 1792, il demandait l'exécution de Louis XVI ⁵. On l'accuse d'avoir été Brissotin, mais on ne donne pas la preuve de ses attaches avec Brissot, et l'on oublie que, dès le 3 avril et le 28 mai 1793, il se prononçait contre les Girondins, avant que ceux-ci fussent abattus ⁶. On paraît lui tenir rigueur de son amitié avec Sieyès, et ces deux hommes ne cessèrent, en effet, d'entretenir de bonnes relations, avant, pendant et après l'an II ⁷; mais, si Lakanal avait rompu avec Sieyès, on le qualifierait sans doute d'ami infidèle et de politicien avisé. On le représente enfin comme un ardent Montagnard, pour le taxer de versatilité parce qu'il survécut au 9 thermidor; mais on oublie que sa conduite

1. P. ex. dans le *Dictionnaire de pédagogie*, p. 1478.

2. *Un mot de Lakanal à quelques folliculaires*.

3. Voir sa lettre à David d'Angers (1837), publiée par H. Jouin, *Lakanal et David...*, p. 25.

4. Voir notre *Introduction*, p. 5, 18, 33, 35.

5. *Ibid.*, p. 5, note 3.

6. *Ibid.*, p. 6 et 7.

7. *Ibid.*, p. 14. En messidor an II, Lakanal et Sieyès correspondent amicalement (voir notre chapitre sur *Lakanal et la justice civile*). Le 30 pluviôse an VII, Lakanal écrira, de Villarceaux : « Si, comme on me l'assure, Sieyès est directeur, je m'embarrasse peu de l'avenir » (Lettre communiquée par l'abbé Canal). Sieyès ne mettra pas sa signature au bas de l'arrêté rappelant Lakanal de son commissariat sur les bords du Rhin (*Arch. nat.*, AF IV 2, reg. 6).

ne fut point celle d'un thermidorien « modérantiste », et que, sous le Directoire, le 16 ventôse an IV, il revendiquait l'épithète de terroriste¹. Et si, en l'an II, il nous apparaît comme rallié au grand parti montagnard, il n'en garde pas moins quelque indépendance dans ses sympathies et dans ses idées politiques.

Montagnard, il l'est bien, puisqu'en janvier 1793 il avait voté la mort du roi sans appel au peuple ni sursis ; puisqu'il avait pris parti contre les Girondins et qu'il poursuivra, dans la Dordogne, quelques-uns d'entre eux² ; puisque c'est la majorité montagnarde de la Convention qui l'avait envoyé en mission au commencement de l'an II et qui le maintint pendant dix mois dans la Dordogne ; puisque, le 3 novembre 1793, il se plaît à annoncer à la Convention qu'on attend impatiemment, à Bergerac, « le supplice de la troupe de Brissot », qu'on y est « profondément convaincu que la Montagne a sauvé la Liberté, et que toute la différence qui existe entre les tyrans coalisés et les Brissotins, leurs agents, c'est que les premiers veulent assassiner les amis de la liberté tout éveillés, et que les autres, en singeant le patriotisme, voulaient nous endormir pour nous égorger dans le sommeil. Ils sont un peu plus lâches que les féroces Autrichiens : voilà tout³. » Montagnard, Lakanal l'est encore quand il écrit, le 18 brumaire an II (8 novembre 1793) : « Les partisans de l'ancienne servitude ont senti que la Liberté ne peut périr que sous les débris de la Montagne ; de là le système de diffamations dirigé contre mes collègues ; je ne m'abaisserai pas à les justifier : ce serait dégrader la vertu que de prouver qu'elle n'est pas le crime⁴ ».

C'est encore un Montagnard, celui qui, le 15 pluviôse an II (3 février 1794), écrit à la Convention : « Je dépouille des fonctions publiques tous ceux qui n'ont pas provoqué ou adhéré aux adresses de leurs concitoyens contre l'infâme Dumouriez et le fourbe La Fayette. ne se sont pas fortement prononcés pour la mort du tyran, contre l'appel au peuple, contre le sursis, contre la Commission inquisitoriale des

1. Voir notre *Introduction*, p. 18.

2. Voir notre chapitre sur *Lakanal et la justice criminelle*, p. 172.

3. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 212.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 11 bis.

Douze, pour Marat, contre les fédéralistes, la troupe de Brissot, Roland, etc. ¹ ».

Dans la Dordogne, Lakanal est considéré comme un Montagnard. « Lakanal le Montagnard, écrit-on, veut... que la loi et la sainte Montagne ²... ». L'administration du district de Bergerac parle à la Convention d'une fête civique qui a lieu sous la direction de Lakanal, et où le peuple « a montré son horreur pour le fédéralisme et son amour pour la Montagne ³ ». L'agent national de la commune de Bergerac appelle Lakanal un « vertueux Montagnard ⁴ ». Le Comité révolutionnaire de Bergerac parle des « vues montagnardes du citoyen Lakanal ⁵ », et celui d'Excideuil lui écrit : « Vive la Montagne ⁶ ». L'administration du département termine ainsi une lettre qu'elle lui adresse : « La liberté et l'égalité n'aiment que l'air pur [des] montagnes... Vivent les montagnes ⁷ », et une autre lettre du département à Lakanal contient ces mots : « Tu chéris les Montagnards ; ... le patriotisme est le fruit de la terreur ; ... notre naissance ne date que du 31 mai ; tu ne cesseras donc pas de nous appeler tes amis ⁸ ».

Lakanal était donc un Montagnard et passait pour tel, c'est

1. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 661.

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, 29^e jour 1^{er} mois an II.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 161.

4. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délibérations mun., 25 floréal an II.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 28 floréal an II.

6. *Ibid.*, L 422, 23 pluviôse an II.

7. *Ibid.*, L 161, f. 113.

8. *Ibid.*, L 161, n° 128. — Sous la réaction thermidorienne, un certain Joseph Lapeyre dénoncera Lakanal à la Convention, pour « avoir employé au moins cent ouvriers, pendant plus d'un mois, à élever une montagne de terre près de la manufacture d'armes » (*Arch. nat.*, D^{III}, 351). Peut-être s'agit-il des travaux de déblaiement qu'exigeait la construction de la manufacture. Peut-être aussi faut-il voir là une montagne symbolique, comme on en éleva à Périgueux, pour la fête célébrée, le 10 novembre 1793, en l'honneur de Le Peletier et Marat (*Arch. mun. Périgueux*, Reg. délib. mun., 11 nov. 1793), et à Thiviers, pour la fête du 20 prairial an II, en l'honneur de l'Être suprême ; là, la montagne était assez large pour que « les laboureurs, ... les femmes, ... le char au milieu des autorités, entouré du groupe indiquant les quatre âges de la vie, ... les vétérans tenant chacun un enfant à la main, ... les adolescents, la garde nationale et la gendarmerie » pussent prendre place « au sommet de la montagne » (*Arch. mun. Thiviers*, Reg. délib. mun., 21 prairial an II).

incontestable. Mais ce Montagnard gardait quelque indépendance à l'égard des chefs mêmes de la Montagne : jamais, au cours de ses dix mois de mission, nous ne le voyons faire de la propagande en faveur d'un membre quelconque de la Montagne ; dans aucun discours ou acte public il ne mentionne leurs noms, sauf celui de Marat une fois, dans une lettre à la Convention ¹.

Il n'est pas un « enragé » parmi les Montagnards. « Fidèle à vos principes, écrit-il à la Convention, le 15 pluviôse an II (3 février 1794), je frappe également et les lâches qui travaillent à enrayer le char de la Révolution, et les scélérats qui voudraient le briser en éclats contre la borne qu'il doit atteindre avec une sage rapidité ² ». Il se vantera, en l'an II, « dans un temps où il y avait du courage à le faire ³ », de n'avoir pas ordonné d'arrestation en Dordogne. Il sera, dit-il, l'objet d'un mandat d'arrêt provoqué par Vadier, et « motivé sur ce que j'étais un aristocrate dangereux ⁴ ». Alors que les mots de Jacobins et de Montagnards étaient synonymes, Lakanal, bien qu'il s'appuyât, dans la Dordogne, sur les Sociétés populaires, ne paraît pas avoir appartenu à la Société des Jacobins ⁵. D'après le pamphlétaire bergeracois, il se donnait comme très lié avec Danton, et, même après sa mort, restait fidèle à son souvenir. Il portait sur lui, paraît-il, cette curieuse appréciation : « Danton était un des plus riches propriétaires de la République, bon fils, bon père, bon mari, singulièrement paresseux, révolutionnaire jusques au bout des ongles ⁶ ». C'est même Danton qui, au moment où Lakanal partait pour la Dordogne, lui aurait donné ce

1. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 661. Voir plus haut, p. 7, en note, ce qu'il disait de Marat, le 13 avril 1793.

2. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 661.

3. *Un mot de Lakanal à quelques folliculaires*. Vantardise, il est vrai, car il ordonna des arrestations (Voir notre chapitre sur *Lakanal et la justice criminelle*, p. 181).

4. Voir plus haut, p. 67, n. 1, les réserves que nous formulons sur le rôle qu'il aurait joué dans l'épuration des Jacobins. Le pamphlétaire bergeracois nous représente Lakanal comme disant aux uns qu'il est Jacobin, et à d'autres qu'il n'a pas voulu l'être, pour mieux garder son indépendance (Voir notre article sur *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre X).

5. *Ibid.*, chapitre II. Le pamphlétaire fait parler Lakanal au passé, ce qui laisse entendre que Danton était déjà mort quand Lakanal l'appréciait ainsi.

suprême conseil : « Tape dur ¹ ». Enfin, au moment même où la puissance de Robespierre pouvait sembler la mieux établie, en messidor an II, Lakanal, nous l'avons dit, correspondait amicalement avec Sieyès. Lakanal n'apparaît jamais inféodé au groupe robespierriste ; durant toute sa mission, il semble ignorer Robespierre. Aussi, ne se met-il pas en contradiction avec son passé quand, le 21 thermidor an II (8 août 1794), il dit, à la tribune de la Convention : « J'étais bien déterminé à me servir des fusils de la nouvelle manufacture que je viens de fonder, pour exterminer le nouveau Pisistrate et ses vils sicaires ². »

L'opinion publique périgourdine était si bien dans les mêmes idées qu'elle, le 22 thermidor an II (9 août 1794), le directoire du district de Montignac, dans la même lettre où il se félicitait de la chute de Robespierre, faisait l'éloge de Lakanal ³. La Société populaire de Bergerac continuait à qualifier Lakanal, le 17 thermidor an II (4 août 1794), d'« infatigable Montagnard ⁴ », et elle lui écrivait, le 1^{er} fructidor an II (18 août 1794) : « Tes collègues, énergiques et francs Montagnards, ... sentent comme nous tout ce que tu as fait et tout ce que tu peux faire encore pour la Révolution ⁵. »

Lakanal est donc ce qu'on pourrait appeler un Montagnard indépendant, plus soucieux de faire triompher des principes que des hommes, non moins énergique pour cela. — Le Comité révolutionnaire de Bergerac semble donner la note juste sur le rôle politique que s'était assigné Lakanal, quand il écrit : « L'égoïsme, l'aristocratie et le modérantisme sont entièrement écrasés par Lakanal, leur plus redoutable ennemi ⁶. »

Il faut croire d'ailleurs que la Convention s'estimait satisfaite des opinions de Lakanal et des services politiques rendus par lui dans la Dordogne, puisque, malgré les dénonciations

1. Mignet, *Notice sur Lakanal*, p. 11.

2. *Moniteur* du 23 thermidor an II, p. 1323. Il parlera encore du « moderne Pisistrate », le 10 germinal an III (Guillaume, o. c., t. VI, p. 22). Tout déiste qu'il fût, Lakanal n'avait d'ailleurs point l'imagination hantée, comme Robespierre, du rêve d'une religion d'État, avec un culte.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 521, 22 thermidor an II.

4. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. des adresses envoyés par la Soc. populaire, boîte Z, n° 47, à la date indiquée.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 1^{er} pluviôse an II.

qui lui furent adressées contre Lakanal par des particuliers, par des administrations, par des Sociétés populaires et par le représentant Romme lui-même, malgré des difficultés passagères avec Roux-Fazillac, malgré quelques conflits locaux au sujet des subsistances, malgré le mécontentement que témoignait Lakanal des opérations ministérielles¹, la Convention n'en maintint pas moins pendant dix mois ce représentant dans la Dordogne, lui confiant des pouvoirs de plus en plus étendus, lui envoyant peut-être des avertissements discrets², mais adressant d'ordinaire des encouragements et des éloges à l'homme qui écrivait à ses collègues du Comité de salut public : « Soyez sûrs que je ne tromperai jamais votre confiance³ », et qui tint parole jusqu'au bout.

2° *L'esprit public avant l'arrivée de Lakanal.*

Au moment où Lakanal arrive dans la Dordogne, l'esprit public périgourdin apparaît rallié, dans son ensemble, à la politique de la Convention.

Sans doute, en avril et mai 1793, des manifestations girondines s'étaient produites dans l'opinion et dans certaines administrations, telles que le directoire du district de Périgueux. La Vendée, comme disaient alors Jeanbon Saint-André et Élie Lacoste, menaçait de gagner la Dordogne. Mais les deux représentants avaient pris des mesures énergiques et fait taire toute opposition systématique à la politique de la Convention⁴.

Est-ce à dire que l'esprit public, alors très éveillé et très agissant, attendit docilement le mot d'ordre de la Convention ? Non certes. On aime la Convention, mais on n'abdique point

1. Arch. dép. Dordogne, L 108, f. 25. Voir plus haut, p., 77, note 1.

2. P. ex., *Ibid.*, L 673, séance du 15 germinal an II. Dans les premiers temps de son séjour dans la Dordogne, Lakanal fut invité par le Comité de salut public à se borner strictement à l'objet de sa mission (Voir Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 477).

3. Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 236.

4. Voir p. 48 et 49, sur la mission de Jeanbon et d'Élie Lacoste dans la Dordogne. Lacoste était un des dix députés de la Dordogne à la Convention, tous Montagnards (Voir notre *Esprit public en Dordogne*, p. 44 à 52).

le droit de la censurer. On déplore ses « lutttes fratricides » ; on est impatient de voir les représentants tenir leurs promesses, donner une Constitution à la France, remplacer le provisoire par le définitif. C'est parce que le département est emporté vers un idéal pleinement démocratique que, de septembre 1792 à juin 1793, un grand nombre de Sociétés populaires et d'administrations multiplient auprès de l'Assemblée leurs démarches, parfois impérieuses. Assemblée électorale de septembre 1792, administration du département, municipalités, Sociétés populaires de Bergerac, Creyssac, Montignac, Mussidan, Périgueux, etc., ne cessent de réclamer à grands cris cet acte constitutionnel qui, une fois ratifié par le peuple, deviendra la Constitution de 1793.

Dans leurs adresses, l'argumentation est vive, la critique acerbe, le ton menaçant. « Vos querelles scandaleuses..., vos débats de gladiateurs... conviennent-ils à votre dignité, servent-ils nos besoins pressants ?... Donnez-nous une Constitution fondée sur les bases de la liberté et de l'égalité... Alors, nous saurons pourquoi nous combattons ; ce n'a été jusqu'ici que pour soutenir une République qui ne vit que dans l'avenir... Si vous êtes incapables de nous sauver, nous nous sauverons nous-mêmes... Encore trois jours et nous vous déclarons, que vous avez perdu notre confiance. Nous appellerons de nouveaux législateurs ¹ ».

Les législateurs cédèrent aux injonctions qui leur venaient de tant de points, de la Dordogne et du reste de la France. Aussi, quand ils eurent présenté, le 27 juin 1793, l'acte constitutionnel à l'acceptation des assemblées primaires, ce fut, dans le département, un long cri de joie et de gratitude. Le vote d'acceptation, émis en pleine liberté, donna, pour la Dordogne, 28.619 oui purs et simples, 4.619 oui avec amendement ou conditionnellement, 51 abstentions, 15 non. A cette Constitution, si radicalement républicaine et démocratique, l'esprit public périgourdin se ralliait presque sans réserves, et le parti

1. Voir notre *Esprit public en Dordogne*, p. 60 à 69. Cette adresse, signée par 90 membres de la Société populaire de Périgueux, fut écrite le 4 juin 1793 ; elle arriva vraisemblablement le 9 ou le 10 juin. Le 10 juin, Hérault de Séchelles lisait son projet de Constitution à la Convention, qui l'adopta, le 24 juin, après une courte discussion de treize jours.

de la Montagne. auteur de la Constitution, bénéficiait de cet enthousiasme ¹.

« Les sentiments de la Dordogne sont tout autres que ceux de la Gironde », écrivent de Périgueux, le 7 juillet 1793, les représentants Treilhard et Mathieu ². A la même époque, l'administration du district de Bergerac assure la Convention de son entier dévouement, de son adhésion à tous ses décrets, de son « horreur pour les projets liberticides de quelques administrations perfides » et de sa reconnaissance « pour la Constitution républicaine qu'elle vient de donner au peuple français, Constitution qu'elle brûle de recevoir, y donnant d'avance son assentiment ³ ». Le 31 juillet, le représentant Marc-Antoine Baudot montre assez qu'il fait fond sur les sentiments des Périgourdins, puisqu'il leur ordonne de s'opposer à la marche des Bordelais sur Paris ⁴. En un mot, pour reprendre l'expression du pamphlétaire bergeracois, après la fermentation politique des mois précédents, la Constitution, en juillet et août 1793, « rallie tous les cœurs, fixe tous les esprits ⁵ ».

La Constitution, il est vrai, ne fut pas mise en vigueur, mais les citoyens se rendirent compte des raisons de politique extérieure et intérieure qui obligeaient d'en ajourner l'application. Cette application sera retardée, soit ! On ira du moins au plus pressé ; on jurera de maintenir la République une et indivisible ; et c'est ce serment que nous entendons répété, comme un écho, dans maintes villes et bourgades de la Dordogne, à Négrondes, à Brantôme, à Issigeac, à Thenon, à Saint-Sulpice-de-Roumagnac, où l'on jure aussi « de n'invoquer le repos qu'après la destruction des fédéralistes, Girondins, Brissotins et autres cliques ⁶ ». Et, en septembre 1793, la Société populaire de Bergerac invite, en termes pressants, la Convention à demeurer à son poste ⁷.

1. Voir notre *Esprit public en Dordogne*, p. 69 à 82.

2. Aulard, *Recueil*, t. V, p. 203.

3. *Proc.-verb. de la Convention*, 12 juillet 1793, p. 69. Le même jour, on lit à la Convention une lettre de la Société populaire de Bergerac, écrite dans le même esprit (*Ibid.*, p. 70).

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

5. Voir notre article sur *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre I.

6. Voir notre *Esprit public*, p. 84, 85.

7. *Proc.-verb. Convention*, 15 sept. 1793, p. 377.

Au point de vue social, même concordance entre les actes des Périgourdins et ceux de la Convention. C'est ainsi que, d'août à novembre 1793, les citoyens de Brantôme, Issigeac, Périgueux, etc., brûlent joyeusement des titres féodaux, en application du décret du 17 juillet 1793 ¹.

Au point de vue religieux enfin, la déchristianisation s'annonce dans la Dordogne, au moment où Lakanal va y paraître. Bornons-nous à un exemple. Le 15 septembre 1793, le maire de Thenon met ses concitoyens en garde contre les « pièges » où le « fanatisme » des prêtres pourrait les faire tomber. Il blâme le curé de l'endroit de ses écarts de langage : « Si la municipalité, lui dit-il, croyait que vos expressions ne fussent pas le fruit de l'ignorance, son zèle et son devoir seraient de vous traduire devant le tribunal révolutionnaire... Sachez par nous que l'ennemi du peuple est l'ennemi de Dieu ² ». Mais le curé continuera ses « machinations ». Aussi, trois mois plus tard, le 4 nivôse an II (24 déc. 1793), sera-t-il traité en suspect, et son église transformée en temple de la Raison. En nivôse, à vrai dire, Lakanal avait apporté son concours à cette œuvre de déchristianisation ; mais l'ampleur même qu'elle prit alors prouve que le représentant agissait sur un terrain très bien préparé.

Cependant, quelque affinité que nous constations entre l'esprit public du département et la politique de la Convention, il existait des dissidences, que le représentant allait s'efforcer de faire disparaître.

A la fin de septembre 1792, des élections « inciviques » avaient eu lieu dans le district de Mussidan, la portion de la Dordogne la plus rapprochée de la Gironde, et qui paraît avoir subi le plus l'influence des idées « fédéralistes ³ ». En octobre 1792, le procureur-général-syndic du département signalait des « agitations intérieures, occasionnées par bien des causes », notamment par la hausse du prix des denrées ⁴. Le 22 mars 1793, la municipalité de Beaumont dénonçait des « complots perfides des malveillants » et des « brigands conduits par une horde

1. Voir notre *Esprit public*, p. 93, 94.

2. *Arch. mun. Thenon, Reg. délib. mun.*, à cette date.

3. Voir notre *Esprit public*, p. 35, n. 2 ; 57 ; 75, n. 2.

4. *Arch. nat.*, F^{1c} III, Dordogne, carton 1.

de prêtres fanatiques, qui... saccagent tout ce qu'ils rencontrent ¹ ». Le 14 avril 1793, le maire de Saint-Mayme-de-Péreyrol constatait que « le peuple est travaillé de toutes parts par les ennemis de la chose publique », et il exhortait ses administrés à se méfier de ces « démons enragés ² ». Nous savons par Élie Lacoste et Jeanbon que, en ce même mois d'avril, « une explosion violente » était « sur le point d'éclater dans différents districts du département » et que « des rassemblements nombreux de ci-devant nobles, de prêtres réfractaires et autres conjurés » se formaient clandestinement dans des châteaux isolés, « où il paraît constant qu'il existe des armes et des munitions de bouche ³ ». Les journées des 31 mai et 2 juin provoquèrent dans le département quelque effervescence : un administrateur de district, Antoine Limoges, fils du député de la Dordogne à la Convention, ami de jeunesse de Vergniaud, ne cachera pas, plus tard, qu'un certain nombre de Périgourdins étaient alors prêts à imiter les Vendéens ou à se joindre à eux ⁴. Ces diverses tentatives avaient été réprimées, mais sans doute le feu couvait-il toujours sous la cendre.

En juillet 1793, lors du plébiscite d'acceptation de l'acte constitutionnel, l'opposition avait été submergée et entraînée par le grand courant républicain et démocratique. Cependant, si les assemblées primaires avaient finalement accepté l'ensemble de la Constitution, beaucoup d'entre elles avaient formulé des réserves. Au point de vue politique, certaines assemblées avaient marqué des tendances girondines. Celle de Cadouin demandait que la base de la représentation nationale ne fût pas seulement la population, qui « donnerait trop d'influence aux villes de premier et deuxième ordre », mais aussi le territoire et l'impôt. Celle de La Madeleine (commune de Bergerac) protestait contre « les emprunts réitérés et énormes de la Commune de Paris, sans qu'il apparaisse le moindre remboursement ». Celle de Rouffignac défendait au délégué qui porterait à Paris le procès-verbal « tout acquiescement formel ou impli-

1. Arch. mun. Beaumont, 2^e Reg. délib. mun., f. 466.

2. Arch. mun. Saint-Mayme-de-Péreyrol, Reg. délib. mun., à cette date.

3. Proclamation du 5 avril 1793 (Arch. nat., AF II 96, 705).

4. Arch. nat., DIII 62 (dossier de la commune de Montignac. *Compte moral et politique que rend... Antoine Limoges*, p. 17, note, et p. 49, note).

cite capable d'établir des distinctions entre les diverses sections de la République, et d'attribuer à l'une ou plusieurs d'entre elles des privilèges ou prérogatives quelconques ». N'était-ce point là, sous une forme enveloppée, vouloir réduire Paris, comme disait Lasource, à un quatre-vingt-troisième d'influence ¹ ? Et quand l'assemblée primaire de Mussidan décidait, à l'unanimité, « d'ordonner à la Convention de fixer pour le siège de la première assemblée législative la ville la plus centrale de la République », ne reprenait-elle pas une idée chère aux Girondins ?

Au point de vue social, diverses assemblées primaires protestaient contre les décrets ordonnant le partage du bien paternel en portions égales et la participation des enfants naturels à l'héritage.

Au point de vue religieux, un certain nombre d'entre elles furent présidées par des curés ; celle de Saint-Pierre-de-Chignac s'élevait contre le décret relatif au divorce, et demandait qu'on restituât aux curés la tenue des registres de l'état-civil ².

Au commencement de l'an II, le département de la Dordogne fait donc bon accueil à la politique de la Convention nationale. On distingue cependant, çà et là, des signes très nets de tiédeur, d'hésitation, de défiance. Les bonnes volontés sont nombreuses, mais parfois désorientées et comme en suspens, dans une atmosphère que trouble le bruit de la guerre civile et des agitations parisiennes. Le voisinage de la Gironde et de l'Ouest n'entraînera-t-il pas le département vers une attitude d'opposition ou tout au moins de passivité résignée ? Non. Un homme va venir qui, mieux qu'aucun autre dans la Dordogne, ralliera, stimulera, électrisera l'opinion, et la groupera solidement autour de la Convention nationale.

3° *Lakanal et l'administration du département.*

La Convention, pendant et après l'insurrection fédéraliste, avait sévèrement subordonné aux représentants les adminis-

1. Réimpression de l'Ancien Moniteur, t. XIV, p. 41.

2. Voir, sur le plébiscite d'acceptation, *Arch. nat.*, B118.

trations locales. Elle avait déclaré, le 17 juillet 1793, que les arrêtés des représentants étaient des « lois provisoires » et, le 16 août suivant, elle avait décrété que les administrateurs qui suspendraient l'exécution de ces arrêtés seraient punis de dix années de fers. Les diverses administrations de la Dordogne se trouvaient donc dans la dépendance étroite de Lakanal.

L'administration départementale s'était montrée nettement modérantiste en 1792, mais ce mouvement départemental avait bientôt été débordé par le mouvement communal. Cédant à la pression des événements, l'administration du département n'avait pas tardé à adhérer à la République dans une adresse à la Convention¹. Cependant, en 1793, elle inclinait au fédéralisme. Elle était mécontente des tentatives de centralisation faites par la Convention, et qui ne pouvaient que porter un coup terrible à l'espèce d'autonomie départementale que l'administration du département de la Dordogne avait lieu d'espérer de la Constitution de 1791.

Dès le commencement de l'an II, la Convention avait envoyé Roux-Fazillac à Périgueux, avec la mission toute spéciale de renouveler cette administration. « Vous vous ressouvenez peut-être, écrivait ce représentant au Comité de salut public, que, sur la dénonciation faite aux Jacobins, cette Société-mère vous avait demandé, par une députation, de prendre des mesures pour que l'administration du département de la Dordogne, entachée de fédéralisme, fût renouvelée, et c'est le motif qui vous a... déterminés à m'envoyer dans le chef-lieu de ce département² ». Et Roux-Fazillac annonçait qu'il allait procéder aux « renouvellements nécessaires » des autorités.

Bien plus, la Convention, se défiant des administrations départementales, leur enleva, par le décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), toute espèce de compétence en matière de lois révolutionnaires et de mesures de sûreté générale, et toute autorité, à cet égard, sur les administrations de district et les municipalités³. Dans une circulaire adressée, à la même époque, aux administrateurs de département, le Comité de salut public

1. *Arch. nat.*, DXL 9.

2. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 210.

3. *Ibid.*, t. IX, p. 149 à 161.

cherchait à leur faire accepter en douceur cette diminution de leurs pouvoirs. Leur compétence était limitée aux routes, à l'agriculture, à l'industrie, à l'assistance publique; aussi les qualifiait-on d'« ouvriers de la prospérité publique ». Le Comité ajoutait même que ces fonctions d'administration « paternelle et pacifique » seraient troublées si la surveillance des lois révolutionnaires était confiée aux administrations de département¹.

On s'explique que Lakanal ait entretenu peu de rapports avec une administration exclusivement chargée d'« un office policier d'ordre et de paix² ». Leur correspondance réciproque est très restreinte, mais n'en est pas moins très cordiale. Tantôt Lakanal écrit « à ses frères les administrateurs du département de la Dordogne » pour les féliciter en les encourageant : « J'applaudis au sage arrêté que vous venez de me transmettre; le mode d'exécution que vous avez adopté était le seul qui pût donner des résultats utiles. Occupons-nous sans relâche de tout ce qui peut intéresser cette contrée³ ». Une autre fois, leur demandant le tableau des fonderies du département, il signe : « Votre frère social⁴ », et l'administration du département envoie aussitôt à Lakanal l'assurance de son dévouement : « Notre amour pour la liberté te sera toujours un sûr garant de l'empressement que nous mettrons à seconder tes vues dans tout ce qui intéressera le triomphe de la République... Fraternité et amitié⁴ ».

Ou bien, c'est au sujet des subsistances que Lakanal lui écrit et en obtient une réponse empressée⁵.

Lakanal a-t-il fait part aux administrateurs du département de son projet de réfection révolutionnaire des grands chemins ? « Il est digne de toi, lui écrivent-ils aussitôt, le projet que tu as conçu pour améliorer promptement nos routes délabrées... ; mais il sera digne de nous, le zèle que nous mettrons toujours à te seconder dans les opérations importantes que tu voudras

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 169. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 11; L 681, 5 pluviôse an II.

2. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 172.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 10, f. 40; voir aussi L 108, 29 nivôse an II; L 171, f. 8.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, f. 7.

5. *Ibid.*, L 161, f. 11, et 681, 5 pluviôse an II.

nous faire partager. Le jour où le peuple sera debout pour la fête que tu lui prépares sera... une époque mémorable, qui consacrera l'élan sublime dont tu es le moteur¹ ».

On voit Lakanal communiquer à l'administration du département certains de ses arrêtés, en la priant de les transmettre aux administrations de district². Inversement, l'administration du département sollicite Lakanal de donner son approbation à des arrêtés qu'elle a pris³, à des mesures qu'elle sollicite⁴.

Une réelle communauté de sentiments politiques paraît unir cette administration à Lakanal. Veut-elle lui annoncer la prise de Turin ? Elle lui écrit : « Les monts ingravissables sont franchis par les républicains. Ils ont pris Turin en se rendant à Rome. ... Vivent les Montagnes⁵ ». Les administrateurs du département entourent le conventionnel d'une affection qui semble bien sincère : « Les sans-culottes composant l'administration du département de la Dordogne, lui écrivent-ils le 11 messidor an II (29 juin 1794), t'expriment le regret qu'ils ont eu de ne pas t'avoir dans leur sein à ton retour d'Excideuil ; tu l'avais promis ; nous en avons l'espoir. Représentant, tu nous as plus d'une fois appelés tes amis ; tu ne donnes ce titre qu'aux vrais républicains ; nous avons donc toutes sortes de droits à ton estime ; tu chéris les Montagnards autant que tu méprises les lâches, dont le patriotisme est le fruit de la terreur. Tu es Lakanal. ... Tu ne cesseras ... pas de nous appeler tes amis⁶ ».

Lakanal répondait à la confiance qu'on lui témoignait. Déjà, le 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794), « considérant que la patrie doit voir avec des yeux de mère les hommes publics qui travaillent sérieusement à son bonheur et à sa joie ;

« Considérant que les administrateurs du département de la Dordogne se livrent sans relâche aux travaux importants qui intéressent leur département, et qu'ils donnent journellement l'exemple de l'abnégation de leurs intérêts privés... à ceux de

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, f. 10 et suiv.

2. *Ibid.*, L 161, f. 37. *Arch. nat.*, AF II 96, 708.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 42.

4. *Ibid.*, f. 53 et 88.

5. *Ibid.*, f. 113.

6. *Ibid.*, n° 128.

la patrie », Lakanal portait leur indemnité à 12 livres par jour, à prendre sur les taxes révolutionnaires¹.

Cette mesure provoquait les remerciements suivants des administrateurs : « Nous sommes sensibles à l'intérêt que tu nous témoignes. Les considérants de ton arrêté nous flattent bien plus que l'augmentation de traitement qu'il nous accorde ; et tu as été juste à notre égard si tu n'as pas pensé que cette mesure fût nécessaire ou même propre à accroître notre zèle et notre activité² ».

Une autre fois, le 25 messidor an II (13 juillet 1794), Lakanal leur écrivait : « Faire tant de choses en cinq mois ! Aidez-moi, nous les ferons... Je dis la vérité toute et à tous. Votre amour pour le bien vous a mérité mon estime, voilà le cri de la justice. Votre attachement pour moi vous a gagné mon amour, voilà le cri de mon cœur. Des malveillants ont cherché à nous diviser ; leurs cris impuissants ne sauraient abattre notre courage révolutionnaire ; les nuages empêchent-ils le soleil de marcher ? Amitié éternelle³ ».

Des « malveillants » avaient cherché, en effet, à diviser Lakanal et l'administration du département ; mais, en cette occasion, le conventionnel lui avait donné de sa confiance un éclatant témoignage. Dans le courant de ventôse an II, le représentant avait reçu la lettre anonyme suivante : « Avis d'un bon sans-culotte au républicain Lakanal. Si la probité et le patriotisme étaient les seules qualités nécessaires à un administrateur, il serait impossible de mieux organiser le directoire du département de Périgueux ; mais il faut, outre ces qualités précieuses, quelques lumières, quelque capacité et la connaissance des lois qu'on doit exécuter et faire exécuter. Sous ce rapport, il est urgent, tant pour l'intérêt des administrés que pour celui de la République, que tu fasses des réformes utiles dans cette administration. Dans des postes si importants, le défaut de lumières est presque aussi dangereux que le défaut de civisme⁴... ».

Aussitôt, Lakanal envoyait cette dénonciation aux adminis-

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 705.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 19.

3. *Ibid.*, f. 134.

4. *Ibid.*, f. 54.

trateurs du département eux-mêmes, avec la belle lettre suivante, qu'il convient de citer tout entière :

« FRÈRES,

« Les ennemis de la patrie expirent de toutes parts sous les coups de la toute-puissance nationale. Nous n'avons plus à craindre aujourd'hui que les dernières convulsions de leur agonie. Elle se manifeste depuis quelque temps par un malheureux débordement de dénonciations et de lettres anonymes, qui inonde les bureaux de la Convention nationale, des représentants du peuple et des principales autorités constituées.

« L'anonyme fut toujours l'arme des lâches ; c'est celle dont on a voulu vous frapper. Je vous adresse une lettre sans nom, qui vous a donné de nouveaux droits à ma confiance. Jusqu'ici, je n'ai répondu à ces diatribes clandestines que par le silence, et le motif qui le fait garder, le mépris.

« Vous jugerez convenable peut-être de publier celle-ci, pour apprendre aux vils fauteurs de l'aristocratie ce qu'ils peuvent attendre et de vous et de moi ; pour qu'ils sachent qu'on n'est pas digne de la liberté quand on n'a pas le courage d'attaquer en face les fonctionnaires qui compromettent les intérêts de la patrie. Un écrit clandestin n'est point d'un honnête homme, et la Liberté, qui se voilait jadis à la vue des murs de la Bastille, doit paraître aujourd'hui, le front découvert, et jeter son voile au mensonge. Salut, courage et confiance¹ ».

Et l'administration répondait à Lakanal : « Celui qui ourdit des trames dans l'ombre est un lâche. Vous l'avez jugé, citoyen Lakanal, en livrant au mépris l'[écrit] anonyme qu'on vous a adressé contre nous. Plus fiers de notre conscience que de l'opinion, nous fournirons notre carrière avec zèle et courage, ... quels que soient les dangers. Soyez sûrs, citoyen, que nous serons toujours dignes de figurer à côté des républicains dont la vertu est la vie² ».

Ainsi Lakanal, par la dignité et la franchise de procédés qui n'excluaient pas l'habileté, sut se concilier à peu près cons-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, f. 20 ; voir aussi L 161, f. 54.

2. *Ibid.*, L 108, f. 24 ; voir aussi L 161, f. 54.

tamment¹ — et concilier par suite au gouvernement qu'il représentait — la confiance et l'affection des administrateurs du département. Confiance et affection qui, quelque réduit que fût le rôle de ces administrateurs, n'en constituait pas moins un point d'appui sérieux pour la politique du conventionnel dans la Dordogne.

Cette sympathie réciproque n'alla qu'en croissant, puisque, le 27 messidor an II (15 juillet 1794), très peu de temps avant que Lakanal quittât définitivement la Dordogne, l'administration du département lui écrivait : « Nous savions bien que tu nous rendrais justice, parce que tu connais les hommes de qui toutes les affections tournent vers la liberté ; nous ne perdrons jamais ton estime, parce que nos principes révolutionnaires sont la franchise, le courage et la vérité qui te plaît... Nous voudrions tous être spectateurs des travaux que tu fais dans ce département ; les mouvements actifs que tu leur donnes échappent presque aux regards qui les contemplent... Que faut-il faire, représentant, pour l'aider ? Nos forces sont prêtes ; notre amour pour la patrie remue fortement nos actions. Parle. Les sans-culottes du département de la Dordogne savent entendre la voix de leur représentant. Ils ont aidé à faire les chemins, à terminer les procès. Ils sauront avoir part à quelque autre miracle civique²... ».

4° *Lakanal et les administrations de district.*

Avec les neuf administrations de district de la Dordogne et avec quelques-unes des départements limitrophes, le représentant entretenait des rapports plus suivis qu'avec l'administration départementale.

Jusqu'au 14 brumaire an II (4 novembre 1793), Lakanal ne prit à leur égard aucune mesure, se contentant, par exemple, soit de faire transcrire sur les registres de l'administration du district de Bergerac certains des arrêtés qu'il prenait³, soit

1. Nous n'avons constaté entre Lakanal et cette administration qu'un malentendu léger et passager (*Arch. dép. Dordogne*, L 672, n°s 478 et 479).

2. *Ibid.*, L 161, f. 135.

3. P. ex. *Ibid.*, L 367, n° 94.

de déclarer qu'il voulait, « de concert avec nos sans-culottes, purger par scrutin épuratoire tout ce qui pourrait s'être rendu suspect dans l'administration des intérêts du peuple ¹ ».

Roux-Fazillac épura-t-il alors les administrations de district du département ? C'est probable, puisque, le 13 brumaire an II (3 novembre 1793), il demandait au Comité de salut public de l' « autoriser à renouveler les administrations de plusieurs districts ² ». Lakanal n'en modifia point le personnel dès son arrivée. C'est tout au plus si, le 14 brumaire an II (4 novembre 1793), « considérant que, pour accélérer la vente des biens des émigrés et effectuer toutes les mesures salutaires dont l'exécution est commise par la loi aux administrations de district, il est instant de porter au complet celle du district séant à Bergerac », il nommait des citoyens aux deux places vacantes dans le directoire et aux trois places vacantes dans le Conseil d'administration de ce district ³.

En brumaire an II, Lakanal n'était encore chargé officiellement par la Convention que de la levée de chevaux et de la manufacture d'armes de Bergerac. Ses fonctions le retenaient à Bergerac, et il n'eut tout d'abord à faire qu'avec l'administration de ce district, soit pour visiter avec elle les écoles primaires ⁴, soit pour placer sous sa surveillance la *Maison d'économie rurale* qu'il fondait à Bergerac ⁵.

Ce n'est que par exception qu'on voit, en brumaire et frimaire an II, Lakanal intervenir auprès des autres districts, soit qu'il entre en rapports avec eux au sujet de la levée de chevaux ⁶, soit qu'il sollicite des subsistances de certains d'entre eux, de celui de Montignac par exemple ⁷.

L'administration du district de Ribérac n'avait-elle pas été encore épurée par Roux-Fazillac ? Se composait-elle de contre-révolutionnaires ou Lakanal se montra-t-il trop exigeant à son

1. Arch. mun. Bergerac, Reg. de la Société populaire, 29^e jour 1^{er} mois an II.

2. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 210.

3. Arch. nat., AF II 96, 707.

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, arrêté du 1^{er} frimaire an II (art. 5). Voir aussi Arch. dép. Dordogne, L 378, f. 264.

5. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 8.

6. Arch. dép. Dordogne, L 519, 20 et 27 brumaire an II.

7. Ibid., 21 brumaire et 2 frimaire an II.

égard? Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'à la fin de frimaire an II, l'administration de ce district dénonçait Lakanal à la Convention, et que Lakanal quittait aussitôt le département pour aller à Paris se justifier de ses accusations¹. Les autorités de Ribérac envoyèrent à la Convention un délégué qui fut confronté avec Lakanal². Celui-ci prouva son innocence et revint bientôt dans le département, chargé cette fois d'y organiser le gouvernement révolutionnaire³.

En vertu de la loi du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), la surveillance de l'exécution des lois révolutionnaires dans les départements était exclusivement attribuée aux administrations de district⁴, — bien entendu sous le contrôle des représentants en mission. Tous les dix jours, ces administrations rendraient compte de leurs opérations aux Comités de salut public et de sûreté générale⁴. Pour tout ce qui regardait « l'ordre révolutionnaire⁵ », ces administrations étaient indépendantes de l'administration départementale. Tous les dix jours, elles recevaient, à leur tour, le compte rendu des opérations des municipalités et des Comités de surveillance ou révolutionnaires, qui étaient chargés, eux, de l'exécution des lois⁵. Le centre du gouvernement prononçait ; il était la « voix ». Les municipalités et les Comités exécutaient ; ils étaient le « bras ». Les administrations de district surveillaient ; elles étaient les « yeux ». Leur agent, le procureur-syndic du district, était remplacé par un agent national⁶.

Dès lors, le conventionnel et toutes les administrations de district du département entretiendront des rapports suivis.

Au mois de nivôse an II, on voit Lakanal en correspondance

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, 29 frimaire an II.

2. *Journal des Débats*, n° 467.

3. Voir notre chapitre II, p. 65 et suiv.

4. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 149 (section II, art. 6).

5. *Ibid.*, p. 172.

6. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 172. La fonction d'agent national serait exercée par le procureur-syndic, sauf si le procureur-syndic se trouvait dans le cas d'être destitué ; alors l'agent national serait nommé par la Convention (décret du 14 frimaire an II, section II, art. 15 et 21). En fait, les administrateurs de district n'étaient guère que des agents de transmission. « Le lieu de vos séances, dira Barère à la Convention, le 26 messidor an II, est le plateau électrique ; les districts sont les anneaux de la chaîne, et la commotion a été faite jusqu'au bout » (*Moniteur* du 28 messidor an II).

avec les divers districts de la Dordogne. Il veut s'assurer leur concours en vue de l'établissement d'une Commission d'instruction sociale dans chaque district ¹. Il requiert de l'avoine du district de Périgueux ². Il réclame même du district de Lauzun (Lot-et-Garonne) 500 quintaux de froment ³.

Ce n'est pas seulement pour leur demander des services, c'est pour leur en rendre que Lakanal s'adressait aux districts. Il marquait nettement ce désir dans une circulaire qu'il leur écrivait, le 30 nivôse an II (19 janvier 1794) : « On m'a reproché, disait-il, d'injustes préférences [pour Bergerac], parce qu'il faut que la calomnie s'attache à l'homme qui sert loyalement son pays comme la fumée suit la flamme. Aujourd'hui que je suis expressément chargé du département de la Dordogne, je prouverai par mes actions que les citoyens qui l'habitent sont également mes frères. Il est deux serments que j'ai faits au fond de mon âme, et dont les caractères ne s'effaceront qu'avec la dernière goutte de mon sang : 1° d'écraser tous les fripons, tous les intrigants, tous les hypocrites en patriotisme ; 2° de verser tant de bienfaits sur le département de la Dordogne qu'il soit en France ce que la vallée de Tempé fut dans la Grèce ⁴ ».

A cette même époque, en effet, Lakanal s'occupait d'organiser efficacement le gouvernement révolutionnaire dans la Dordogne. Il ordonnait aux administrations de district du département de répondre sans délai aux questions suivantes :

« 1° L'administration est-elle au complet ?

« 2° Le mouvement révolutionnaire a-t-il reçu parmi vous le mouvement et la vie ?

« 3° Vous présente-t-il, dans sa marche, des obstacles que vous ne puissiez lever, des articles qu'il soit nécessaire d'élucider ? » Lakanal joignait à ce questionnaire d'énergiques encouragements ⁵.

Nous avons trouvé les réponses de plusieurs administrations.

1. Voir notre chap. sur *Lakanal et l'instruction publique*.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 672, 7 nivôse an II.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 706, 28 nivôse an II.

4. Le Roy, p. 208, Clamageran, p. 16. La même circulaire fut adressée à des Sociétés populaires et à des administrations municipales.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 520, f. 41 ; 672, 29 nivôse an II.

Celle du district de Périgueux proteste de son dévouement à la République et de sa confiance en Lakanal. « Le fardeau est lourd, mais tu es près de nous, lui dit-elle ; l'administration est au complet, mais il faut remplacer provisoirement l'agent national et son substitut, qui sont malades ; le gouvernement révolutionnaire, dans le district de Périgueux, ne trouve guère d'obstacles qu'auprès de certaines municipalités, mais cela tient plus à leur défaut d'instruction qu'à leur mauvaise volonté ; les subsistances sont la grosse préoccupation du district de Périgueux ¹ ». — De son côté, l'administration du district de Montignac répondait à Lakanal qu'elle se trouvait à peu près au complet, que le gouvernement révolutionnaire était en pleine activité dans le district, etc., et elle assurait Lakanal de son entier dévouement à la Révolution ². — L'administration du district de Ribérac elle aussi — épurée sans doute depuis la dénonciation qu'elle avait faite de Lakanal — lui accusait réception de sa circulaire et manifestait d'excellentes intentions : « Vivre libres et faire nos efforts pour pousser le char de la Révolution, voilà notre ambition ³ ».

Parfois, les administrations de district tardaient à exécuter les ordres de Lakanal. Celui-ci les blâmait sévèrement de leur indifférence. Ainsi, il leur avait fait demander, par l'intermédiaire de l'administration du département, l'état des subsistances de leurs districts respectifs. Plusieurs d'entre elles montrèrent peu d'empressement à répondre, ce dont Lakanal se plaignait en ces termes, le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794) : « Elles sont bien négligentes, les administrations qui mettent tant de lenteur dans la confection d'un travail aussi important. Veulent-elles affamer le peuple ? Ignorent-elles que le corps politique n'est plus aujourd'hui vulnérable qu'en cet endroit, que c'est là vraiment le talon d'Achille ? Demandez ce recensement, et annoncez aux administrations qui ont négligé de le fournir que la tête de chacun des membres qui les composent me répond dès aujourd'hui des suites funestes que peut entraîner leur fatale apathie. ⁴ ».

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 672, commencement de pluviôse an II.

2. *Ibid.*, L 520, f. 41.

3. *Ibid.*, L 783, 7 pluviôse an II.

4. *Ibid.*, L 161, f. 11 ; 681, 5 pluviôse an II.

Pour secouer davantage cette apathie et tenir en haleine les administrations de district, Lakanal les astreignit à lui envoyer, à la fin de chaque décade, le tableau de leurs opérations, de la même façon qu'elles l'envoyaient déjà aux Comités de salut public et de sûreté générale ¹.

Une correspondance fréquente s'établit, dès lors, entre ces administrations et Lakanal. On voit même certains districts déléguer auprès de lui des commissaires, notamment au sujet de la réfection des routes ².

C'est par l'intermédiaire des districts que le représentant fait parvenir un grand nombre de ses arrêtés aux municipalités, en même temps qu'il les prie d'en surveiller l'exécution ³. D'autres fois, ce sont les districts qui s'adressent à Lakanal pour solliciter de lui soit des fonds ⁴, soit des subsistances ⁵. « S'il faut un miracle pour nous sauver, dit, à ce sujet, le district de Mussidan, le ciel l'a réservé à ton génie révolutionnaire ⁵ ». Ils consultent Lakanal sur divers objets ⁶, lui transmettent avec confiance des pétitions ⁷, reçoivent avec égard ses commissaires ⁸, participent aux travaux des routes ⁹, contribuent à l'extinction des procès ¹⁰, conformément aux ordres du représentant.

Sans doute l'harmonie entre les administrations de district et le conventionnel fut par instant, rompue. Les administrateurs du district de Ribérac — nous l'avons vu dès frimaire an II — et ceux du district de Périgueux témoignèrent quelque mécontentement envers lui. Ceux de Périgueux étaient peu satisfaits d'avoir à approvisionner en partie la population de Bergerac, considérablement accrue par suite des travaux qu'il y avait entrepris. « Je vous invite à faire exécuter la réquisition que je

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 19 ; 406, 12 pluviôse an II ; 509, 12 pluviôse an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 707 et 708, 12 pluviôse an II.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 520, f. 88.

3. P. ex., *Ibid.*, L 490, 23 pluviôse an II ; 572, 17 pluviôse an II.

4. *Ibid.*, L 595, 11 pluviôse an II.

5. *Ibid.*, L 595, 10 pluviôse an II ; 525, 21 et 25 pluviôse an II.

6. *Ibid.*, L 407, 25 pluviôse an II.

7. *Ibid.*, L 489, 21 ventôse an II.

8. *Ibid.*, L 489, 7 germinal an II.

9. *Ibid.*, L 525, 14 ventôse an II.

10. *Ibid.* L 490, 28 pluviôse an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, 2 et 12 ventôse an II.

vous adressé, leur écrivait Lakanal, sans chercher à semer de fausses alarmes, sans employer ... [de] mesures évasives » ; et il les engageait à « éteindre jusqu'au dernier germe des divisions funestes qui séparent trop longtemps des villes qui doivent vivre unies ¹ ». Mais l'administration du district de Périgueux, malgré cet appel du représentant, ne sembla guère mieux disposée à la conciliation ; elle chercha seulement à atermoyer ².

En une autre affaire, à propos d'une réquisition de bouviers, elle alla jusqu'à contrecarrer un arrêté de Lakanal ³. Celui-ci dut envoyer à Périgueux un de ses secrétaires, le citoyen Ferlus, pour y faire une enquête sur la conduite de cette administration ⁴.

Comme elle avait également refusé de se conformer à un arrêté de Paganel, Lakanal prenait prétexte de ce refus pour exhaler sa bile : « Vous avez refusé d'obéir, lui écrivait-il le 27 ventôse an II (17 mars 1794) ; vous avez méconnu la voix d'un représentant du peuple... Vous ignorez que rien ne travaille plus puissamment pour les intérêts du despotisme que l'insubordination des autorités subalternes et le mépris porté à la représentation nationale ⁵ ».

En germinal an II, nouvelle escarmouche entre l'administration du district de Périgueux et Lakanal, provoquée encore par la vieille animosité des Périgourdins contre les Bergeracois, à laquelle Lakanal faisait tout à l'heure allusion. Une petite manufacture d'armes existait à Périgueux ; elle avait été supprimée par ordre du Comité de salut public ⁶. L'administration du district de Périgueux en avait expédié l'outillage à la manufacture d'armes de Tulle et non pas à celle de Bergerac, prétendant obéir, sur ce point, à des ordres exprès de Roux-Fazillac et de Lakanal. Aussitôt qu'il connut cette mesure et le prétexte qu'on y donnait, Lakanal adressa une lettre des plus dures à

1. Arch. dép. Dordogne, L 672, 3 ventôse an II.

2. Ibid., L 672, 4 ventôse an II. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les subsistances*.

3. Ibid., L 746, 8 ventôse an II.

4. Ibid., L 355, 21 ventôse an II.

5. Ibid., L 108, f. 25.

6. Voir notre chapitre sur *Lakanal et la manufacture d'armes*.

l'administration du district de Périgueux : « Dans l'analyse de vos opérations de la dernière décade, lui écrivait-il le 15 germinal an II (4 avril 1794), je lis un article qui fait naître en moi une foule de sensations dont la moins douloureuse est l'étonnement... Je n'ai jamais donné mon adhésion à ce transport, contraire aux intérêts de la République. Je n'en ai été instruit que lorsqu'il a été effectué, et je n'ai pu le regarder que comme une misérable vengeance exercée contre moi, comme un soufflet donné sur ma joue à la patrie. En effet, envoyés à Bergerac, ces objets auraient facilité l'exécution du décret qui fonde dans cette commune une manufacture d'armes, et l'on aurait épargné à la République les frais d'une translation ruineuse. Car, quoique la vanité, l'orgueil et la jalousie en grondent, il faut être un sot ou un malveillant pour ne pas demeurer convaincu que la manufacture d'armes de Bergerac doit écraser tous les établissements de ce genre par la proximité des matières premières et l'extrême facilité des communications... Votre respect pour l'autorité est admirable... Quand votre intérêt privé ne concorde pas avec elle, vous savez fort bien en éluder les effets. Témoins vos lettres à Paris pour paralyser une modique réquisition que j'avais faite sur votre district ¹ » :

Il finissait par ces paroles, à la fois élevées et menaçantes : « Citoyens, on n'est digne de servir et de vivre dans le sein d'une République que quand on est franc, loyal, sincère. Faites de ma lettre l'usage qu'il vous plaira. La vérité, qui se voilait jadis à l'aspect des murs de la Bastille, doit paraître aujourd'hui le front découvert et jeter son voile au mensonge ². En attendant les honneurs de la dénonciation, marchez droit, car je vous regarde ¹ ».

Peu après, Lakanal partait pour Paris, précisément pour y régler la question des subsistances dans la Dordogne. Peut-être l'y invita-t-on à plus de modération envers le district de Périgueux, ou est-ce de lui-même qu'il chercha à se concilier ce district ? En tout cas, il remplaça les menaces par les exhorta-

1. Arch. dép. Dordogne, L 673, 16 germinal an II. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les subsistances*.

2. Voir plus haut, p. 95, dans une lettre de Lakanal à l'administration du département, les mêmes expressions. Lakanal répétait volontiers les phrases qui lui paraissaient bien venues.

tions. Il écrivait, en effet, à cette administration, le 7 floréal an II (26 avril 1794) : « J'ai fait sous-doubler les réquisitions faites sur votre district. Je ne souffrirai pas qu'on exige de mes frères de Périgueux des sacrifices exorbitants ». Néanmoins, il leur demandait des subsistances pour approvisionner Bergerac : « Vous pourriez prendre dans le magasin national quelques grains, que vous remplaceriez. Vous aimez la Révolution. Vous voulez qu'elle se consomme avec gloire. Les établissements de Bergerac concourent puissamment à son triomphe. Favorisez-les ; favorisez un représentant qui vous aime¹. » Et l'administration du district de Périgueux prenait, séance tenante, un arrêté conforme au vœu de Lakanal¹. Il est vrai que cet arrêté n'était pas exécuté, puisque, le 20 floréal an II (9 mai 1794), Lakanal, désespéré, écrivait à cette administration que, si les secours promis n'arrivaient pas, la manufacture d'armes allait cesser ses travaux. « Ah ! si, comme vous me l'aviez affirmé, vous eussiez été mes frères² ! »

Lakanal n'eut qu'à se féliciter de la conduite des autres administrations de district. Il ne semble pas que c'est parce qu'il eut réellement à se plaindre de celles de Bergerac et de Belvès qu'il réorganisa la première, le 17, et la deuxième, le 23 ventôse an II ; peut-être était-ce pour y introduire des éléments plus actifs et plus compétents³.

On voit Lakanal tantôt inviter les membres de l'administration du district de Bergerac à participer à la fête de la Raison⁴ ; tantôt correspondre amicalement avec l'agent national du district de Belvès, en l'assurant qu'il ne veut « de l'amitié de Bergerac qu'autant qu'elle s'accorde avec la justice⁵ », et faire délivrer à l'administration du district de Belvès 30.000 livres⁵,

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, 9 floréal an II.

2. *Ibid.*, L 673, 21 floréal an II.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 40, n° 10. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 37 ; 355, n° 297. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, 23 ventôse an II. Il est à noter que Lakanal laissera volontairement incomplète l'administration du district d'Excideuil, sans doute parce qu'il ne trouvait, pour la compléter, personne qui lui convint. *Arch. dép. Dordogne*, L 505, 3 ventôse ; 489, 28 ventôse ; 506, 7 germinal, 26 et 27 thermidor an II.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 46. *Arch. nat.*, AF II 96, 709.

5. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, 12 germinal an II.

quitte à la menacer, à l'occasion, de rapporter un « arrêté fédéraliste¹ » qu'elle a pris, si elle ne le rapporte d'elle-même ; tantôt accorder au district de Sarlat les fonds nécessaires pour installer une tannerie² ; tantôt marquer en ces termes sa confiance à l'agent national du district de Lauzun : « Si tu trouves des obstacles que tu ne puisses lever, brise-les ; je t'y autorise³ » ; tantôt enfin accorder 10.000 livres au district de Mussidan⁴.

Une étroite solidarité unit Lakanal et les administrateurs de district. Le représentant, dans la plupart des lettres qu'il leur adresse, s'appelle leur « frère social⁵ ». Il compte sur ceux de Bergerac pour surveiller un atelier de baïonnettes⁶, etc. A leur tour, ces derniers se hâtent de lui soumettre divers projets⁷, de lui fournir les tableaux qu'il demande⁸, de transmettre ses ordres aux municipalités, en les priant de les exécuter au plus tôt, car Lakanal « ne peut, disent-ils, souffrir de retard lorsque le bien du service commande⁹ ». Et, lorsque la dénonciation du district de Ribérac a obligé le conventionnel à partir pour Paris, ils lui écrivent : « L'administration désire bien sincèrement que vous reveniez à Bergerac, pour y déjouer les intrigues qu'a occasionnées votre départ et opérer tout le bien que vous avez intention de faire¹⁰. »

Même confiance en Lakanal de la part du district d'Excideuil. « Depuis longtemps tu connais la misère de nos administrés, lui écrit-il ; depuis longtemps tu y aurais pourvu si tu avais des subsistances à ta disposition. Tu es le père et le protecteur des

1. *Arch. nat.*, AF II 96 709, 4 prairial an II.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 94.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 706, 26 prairial an II.

4. *Ibid.*, 709.

5. *Ibid.*, 704, etc. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, etc.

6. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

7. *Arch. dép. Dordogne*, L 335, n° 499.

8. *Ibid.*, L 545, 8 ventôse an II.

9. *Ibid.*, L 356, n° 129. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 56. L'agent national de ce district écrivait, le 29 floréal an II, à la Convention : « Vous avez décrété que Bergerac avait bien mérité de la patrie ; flatté de ce témoignage... » (*Arch. nat.*, C 308). A peine trouve-t-on quelques réserves exprimées par cette administration sur l'opportunité de certains travaux ordonnés par Lakanal. Mais ces réserves n'impliquent pas la moindre rupture entre l'administration et le représentant (*Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 255).

10. *Arch. dép. Dordogne*, L 378, f. 270.

pauvres et le défenseur des opprimés. Nous ne pouvons mieux nous adresser qu'à toi ¹... ».

Quant aux administrateurs du district de Belvès, ils exultent à l'idée de revoir bientôt le représentant. L'agent national Fabré et l'administrateur Claretie lui écrivent, en effet, le 5 floréal an II (24 avril 1794) : « Pardonne à tes enfants de témoigner leur joie au retour de leur père. La patrie ne souffrira pas de cet instant de plaisir ; il ne peut que réparer nos forces et nous rendre plus dispos pour le travail. Nous l'éprouvons déjà, car, depuis que nous savons ton arrivée, le fardeau nous paraît plus léger et nos idées semblent se dilucider. Oh ! Lakanal ! Si la terreur est bonne contre les méchants, combien la confiance et l'amitié ont d'empire sur les âmes bien nées ² » ! Même en faisant la part de l'hyperbole, pourquoi n'admettrait-on pas que ces sentiments fussent sincères à quelque degré ?

Jusqu'au dernier moment, les administrations des districts d'Excideuil ³, de Lauzun (Lot-et-Garonne) ⁴, de Belvès ⁵, de Bourg (Bec-d'Ambès) ⁵, de Ribérac ⁶ sont l'objet de la bienveillance de Lakanal et lui témoignent à leur tour une affectueuse déférence. On voit même l'administration du district de Montignac, après le départ de Lakanal pour Paris, et à la nouvelle qu'il a été dénoncé, prendre hautement sa défense :

« Considérant, dit-elle, que Lakanal, en arrivant dans le département de la Dordogne, y a été le précurseur du gouvernement révolutionnaire, qu'il a fait ensuite et utilement mouvoir par son activité et les mesures énergiques et sages qu'il a employées ; qu'il s'est acquis une réputation d'impartialité, de probité et de justice ;...

« Considérant enfin que, sans parler de l'établissement d'une manufacture d'armes..., dont les travaux ont été poussés avec une rapidité qui tient du prodige, Lakanal a rendu de grands services au département de la Dordogne... [*suit leur énumération*] » ;

1. Arch. dép. Dordogne, L 444, 12 messidor an II.

2. Arch. mun. Bergerac, fonds Pourquery de Boisserin, casier 17, n° 1.

3. Arch. dép. Dordogne L 489, 6 thermidor an II.

4. Arch. nat., AF II 96, 710, 25 messidor an II, et 706, 13 thermidor an II. Voir aussi le Proc.-verb. de la Convention, 6 fructidor an II, p. 76.

5. Arch. dép. Dordogne, L 710, 20 messidor an II.

6. Ibid., L 824, 16 messidor an II.

l'administration du district de Montignac déclare « unanimement » que Lakanal n'a jamais cessé d'avoir « son estime, son attachement, sa confiance, sa reconnaissance », et « qu'il emporterait ses regrets s'il quittait un département où déjà il a fait beaucoup de bien, mais où il lui en reste bien davantage à opérer¹ ».

En même temps, cette administration écrivait à Lakanal : « Le sort des hommes de bien est d'être persécutés par les méchants. Tu dois subir la loi commune. Nous désirons tous bien sincèrement et nous espérons que tu seras vengé. Si de plus amples attestations te sont nécessaires, tu peux compter sur la justice de l'administration² ».

Enfin, un autre indice des relations cordiales de Lakanal avec la plupart des administrations de district, nous la trouvons dans cette lettre de Baudin (des Ardennes) à Lakanal : « J'ai dit, en effet, avec plaisir qu'à votre retour de mission..., m'étant promené longtemps avec vous dans le Salon de la Liberté, notre conversation avait été fréquemment interrompue par des collègues qui venaient vous féliciter des témoignages avantageux qui résultaient de leur correspondance avec les districts que vous aviez parcourus. Voilà ce que j'ai dit ; je l'écris et je le signe³ ». Les administrations de district n'étaient sans doute pas pour peu dans ces témoignages.

5° *Lakanal et les administrations municipales.*

De quelque utilité que fussent les administrations de district et quelque service que Lakanal rendit à la République en s'assurant leur dévouement, le rôle qu'elles jouaient était moindre assurément que celui des trois organes par excellence de la vie locale révolutionnaire : les municipalités, les Comités de surveillance et les Sociétés populaires.

Les administrations municipales avaient leur place marquée

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 521, 22 thermidor an II.

2. *Ibid.*, L 521, 23 thermidor an II.

3. Lakanal, *Un mot de Lakanal*.

dans le gouvernement révolutionnaire¹. Quel champ d'action Lakanal assigna-t-il à celles de la Dordogne et quelles relations entretenit-il avec elles ? C'est à cette double question que nous allons brièvement répondre.

En premier lieu, on voit Lakanal astreindre très souvent la municipalité de Bergerac à la formalité qui consistait à « consigner dans ses registres, lire, publier, afficher le présent arrêté² », toutes les fois qu'il s'agit de questions d'intérêt plutôt local, nominations de fonctionnaires³, réquisitions d'ouvriers⁴, mouvements de troupes⁵, dévastation de jardins⁶, vol de bois⁷, etc.

D'autres fois, il sollicite des municipalités une participation plus effective à l'accomplissement des mesures qu'il prend. Il ordonne à celle de Bergerac de veiller à la police du port de cette ville⁸, de fixer une taxe sur les véhicules⁹, d'affecter des locaux aux écoles primaires¹⁰, de surveiller le fonctionnement d'une maison d'économie rurale⁹, d'effectuer des réquisitions¹⁰, de fournir un plan d'éclairage des rues¹¹, de faire venir des matériaux¹².

Ce n'est pas seulement à la municipalité de Bergerac qu'il donne de pareils ordres. Il charge la municipalité de Périgueux de favoriser les opérations d'un de ses commissaires¹³; celle de Monségur (Lot-et-Garonne), d'arrêter un citoyen¹⁴; celles de

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 177 à 181. Le décret du 14 frimaire an II remplaçait les procureurs de commune par des agents nationaux, et la dépendance des municipalités envers l'administration départementale était « supprimée pour tout ce qui concerne les lois révolutionnaires et militaires, et les mesures de gouvernement, de salut public et de sûreté générale ». On peut dire que la vie politique et administrative fut dès lors concentrée surtout dans ces groupes vraiment vivants qu'étaient les communes.

2. P. ex., *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 47. Les proclamations et arrêtés de Lakanal étaient notamment affichés sur la façade de l'hospice (*Ibid.*, Reg. délib. mun., 19 floréal an II).

3. *Ibid.*, boîte U, liasse 42, nos 11, 17, 47.

4. *Ibid.*, nos 21 et 35.

5. *Ibid.*, n° 17.

6. *Ibid.*, n° 36.

7. *Ibid.*, n° 30.

8. *Ibid.*, n° 8.

9. *Ibid.*, 1^{er} frimaire an II.

10. *Ibid.*, n° 55, et boîte S, liasse 14.

11. *Ibid.*, boîte U, liasse 42, n° 15.

12. *Ibid.*, n° 33.

13. *Bibl. mun. Périgueux*, fonds Lapeyre, 7 pluviôse an II.

14. *Arch. nat.*, AF II 96, 706, 6 thermidor an II.

Creysse et des communes avoisinantes, de requérir, loger et nourrir des ouvriers¹; d'autres municipalités, de surveiller l'exploitation des carrières, tuileries, etc., situées dans leur arrondissement²; toutes les municipalités des chefs-lieux de district de la Dordogne, de nommer des commissaires pour organiser les travaux révolutionnaires des grandes routes³, et toutes les municipalités du département, d'activer la réquisition des arbres propres à la marine⁴.

A deux reprises surtout, Lakanal se sert des municipalités des neuf chefs-lieux de district de la Dordogne comme de précieux agents d'information.

Une première fois, à la fin de nivôse an II, il leur adresse le questionnaire suivant :

« 1° Les secours dus à nos frères indigents sont-ils organisés dans votre commune ?

« 2° Les écoles primaires sont-elles en activité ?

« 3° Quels sont les besoins et les ressources de vos hospices de secours ?

« 4° Est-il facile de fonder dans votre commune une maison d'économie rurale, ... une bibliothèque populaire ?...

« 5° Quels sont les embellissements utiles dont est susceptible votre cité⁵ ?... »

Par cette enquête générale, à laquelle se prêtèrent les municipalités⁶, Lakanal préludait à plusieurs des importantes réformes que nous le verrons réaliser.

Nouvelle enquête, cette fois d'ordre moral, faite par le conventionnel auprès des mêmes municipalités, le 20 messidor an II (8 juillet 1794). Il leur adressait, ce jour-là, un questionnaire où il les priait de lui signaler les banqueroutiers frauduleux, les plaideurs chicaniers, les filles séduites non épousées par leurs séducteurs, les ménages désunis, les citoyens méritants.

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 710, 19 messidor an II.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 19.

3. *Ibid.*, n° 13, et *Arch. nat.*, AF II 96, 708, 8 pluviôse an II.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 12.

5. *Arch. nat.*, AF II 96, 707, 28 nivôse an II. Clamageran, p. 15. Le Roy, p. 208.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 26 nivôse an II. Clamageran, p. 16, etc. Voir nos chapitres sur *Lakanal et l'instruction publique* et *Lakanal et les travaux publics* (3^e partie).

Nous dirons ailleurs¹ quelles réponses furent apportées à ces questions et quel en fut l'effet.

Lakanal ne se bornait pas à donner des ordres aux municipalités. Il contrôlait leurs opérations. C'est ainsi que, le 12 pluviôse an II (31 janvier 1794), il prenait un arrêté portant que « les municipalités... du département de la Dordogne présenteront [au représentant], à la fin de chaque décade, le tableau de leurs opérations² ».

Voilà la tâche qu'il assigna aux municipalités. Il tint strictement la main à l'exécution de cette tâche, soit en épurant les municipalités, soit en les menaçant, soit en les encourageant.

Lakanal n'était probablement pas sans songer aux municipalités quand, le 29^e jour du 1^{er} mois de l'an II (20 octobre 1793), il marquait son intention de « purger par scrutin épuratoire³ » les administrations suspectes. Roux-Fazillac avait entrepris cette besogne⁴, mais il était parti sans l'achever⁵, et c'est à Lakanal qu'avaient été remis les tableaux des épurations à faire⁵. Il est à croire que le représentant donna son approbation à ces tableaux⁵. Mais nous n'avons que quelques rares témoignages des nominations qu'il fit d'officiers municipaux, de substitut d'agent national, de greffier de commune, etc.⁶.

D'ailleurs, Lakanal ne paraît pas avoir eu grand besoin de renouveler les administrations municipales : il lui suffisait de les intimider pour en être obéi.

1. Voir notre chapitre sur *Lakanal et la justice civile*.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 19 ; voir aussi L 406, 12 pluviôse an II ; 509, 12 pluviôse an II.

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à cette date,

4. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 210.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 422, 23 pluviôse an II.

6. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n°s 18, 37, 40. Cazamajou, secrétaire-greffier de la municipalité de Bergerac, fut destitué par Lakanal, « sur les plaintes graves et multipliées qui ont été faites au représentant du peuple par les pères et mères des volontaires armés pour la défense de la liberté et par un très grand nombre de citoyens et de citoyennes indigents » (*Arch. nat.*, AF II 96, 707, 4 brumaire an II). La Société populaire intercédait vainement auprès de Lakanal en faveur de Cazamajou. Voir, à ce sujet, notre article sur *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre X, et *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 27 octobre 1793, f. 354, verso. — Lakanal nomma maire de Bergerac Ponterie-Escot, ci-devant président de l'administration du district de Bergerac, à la place de Jean d'Esmartis, ancien capitaine de navire, qui avait opté pour le grade de lieutenant de vaisseau (*Ibid.*, 24 et 26 nivôse an II, f. 9 et 10).

Tantôt il prévenait les municipalités de Montauban et de Saint-Antonin (Lot) « qu'il les poursuivra comme contre-révolutionnaires si elles négligent... aucun des moyens que la loi et l'amour de la patrie mettent dans les mains de ceux qui l'aiment et qui la servent, non par des phrases, mais par des actions utiles ».

Tantôt il menaçait de destitution les officiers municipaux de Pellegrue (Bec-d'Ambès), parce que les citoyens de leur commune n'avaient pas souscrit pour les travaux de navigation du Dropt².

Tantôt il écrivait de Duras (Lot-et-Garonne) aux maire et officiers municipaux de la commune de Rimons (Bec-d'Ambès) : « Cette indifférence sur la prospérité de ces contrées me donne la mesure de votre invicisme. Non, Lakanal ne souffrira pas que des hommes sans entrailles pour la patrie restent plus longtemps à la tête du peuple. En attendant que je vous fasse une visite révolutionnaire, pour vous corriger de votre coupable égoïsme, je vous ordonne de... Je ne vous compte pas au nombre de mes frères³ ».

Tantôt encore il adressait à la municipalité de Bergerac cette lettre lapidaire : « Vous laissez vaguer dans les rues des charlatans. La Convention nationale les a proscrits. J'improuve votre conduite et vous ordonne de rétracter les autorisations que vous avez données à cet égard. Cette lettre sera inscrite dans vos registres⁴ ».

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 707, 13 frimaire an II.

2. *Ibid.*, D^{III} 351.

3. *Ibid.*, AF II 96, 710, 14 thermidor an II.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 22. Le jour même 15 messidor, la municipalité répondait par cette justification, où perce l'ironie : « Considérant que le citoyen Palatini, qui a obtenu cette permission, en a exhibé de semblables de la municipalité de Bordeaux, qu'il ne vend aucune drogue et n'annonce aucune des opérations par lesquelles les charlatans cherchent à tromper les gens crédules, qu'il se borne à donner en spectacle ses enfants et ses élèves faisant des exercices d'équitation et de voltige tels que ceux que Franconi n'a cessé de faire à Paris ; considérant que, si Palatini s'est promené dans les rues de Bergerac dans un costume extraordinaire..., c'est un événement que la surveillance la plus active ne pouvait prévoir, et que, cependant, le premier devoir de la municipalité est l'obéissance, et son premier besoin, celui de manifester son dévouement et son respect pour la représentation nationale », elle arrêta « art. 1^{er}, que la lettre... [de] Lakanal sera copiée... sur ses registres, et qu'il sera donné ordre au citoyen Palatini

Dix jours plus tard, le 25 messidor an II (13 juillet 1794), il envoyait à la même municipalité une lettre plus menaçante encore : « Je persiste dans mon improbation. Lorsque la terre réclame tant de bras, lorsque les chantiers de la manufacture d'armes languissent, faute d'ouvriers, lorsque je suis obligé de suspendre les déblais des Carmes, des Jacobins, etc., des charlatans qui vaguent dans les rues insultent aux besoins de la République. La municipalité qui les tolère est au-dessous de la Révolution et de ses devoirs. Si elle les eût connus, elle aurait débarrassé à jamais ces contrées de tous ces histrons : il eût suffi de les obliger à travailler quelques jours... Je le répète donc, jusqu'à ce que je prenne les mesures nécessaires pour n'être plus obligé de le dire, que la municipalité de Bergerac manque de l'énergie et des lumières nécessaires pour opérer le bien. Au reste, ce n'est pas à elle que j'attribue le ton d'humeur qu'elle n'aurait pas pris avec moi, si j'étais moins indulgent pour elle, mais il est un terme à tout, et celui de la clémence approche ¹ ».

Le même mois, il adressait encore à la municipalité de Bergerac une verte semonce, parce qu'elle n'assurait plus sérieusement la garde des détenus : « Il est de fait, lui écrivait-il, que la municipalité n'a fait aucune démarche pour arrêter ces abus épouvantables. Les hommes qui négligent aussi indécemment leurs devoirs étaient plus zélés au service des Capet qu'ils ne le sont à celui de la République. Comme je suis tenu

de lever ses affiches et de sortir de la commune dans 24 heures ; art. 2, que copie du présent arrêté sera envoyé au citoyen Lakanal, pour lui faire connaître que le spectacle autorisé par la municipalité est absolument du même genre que celui qu'annonce Franconi dans une feuille publique constamment sous les yeux de la Convention nationale et citée avec éloge par quelques-uns de ses membres, afin que que le représentant... retire son improbation » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 77). Lakanal n'en persista pas moins sans son improbation, comme le prouve sa lettre du 25 messidor an II.

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 31. D'après un renseignement fourni par G. Charrier, ancien conservateur des *Arch. mun.* de Bergerac, renseignement malheureusement dépourvu de références, Lakanal aurait écrit, vers cette époque, à la même municipalité cette lettre : «... Si j'avais des ordres à donner, je n'aurais pas attendu la provocation de la municipalité de Bergerac. Je désirerais seulement que ma vie occupât moins quelques individus de cette municipalité-là, et que les grandes époques de la Révolution les occupassent davantage. »

de frapper des prévaricateurs aussi scandaleux et que je ne frappe jamais qu'avec les pièces probantes, je vous ordonne d'inscrire cette lettre dans vos registres. La calomnie n'arrête jamais un Montagnard ¹ ».

Mais c'étaient là, somme toute, querelles de ménage entre le représentant et quelques municipalités parfois récalcitrantes. Les rapports de Lakanal avec la municipalité de Bergerac ne furent pas toujours aussi tendus. Au commencement de son séjour à Bergerac, le représentant invitait cette municipalité à visiter avec lui les écoles primaires de la ville ², et lui accordait un local propre à tenir ses séances ³. Le 11 frimaire an II (1^{er} déc. 1793), la municipalité parlait avec éloge de Lakanal, « que nous avons le bonheur de posséder ⁴ ». Le 26 nivôse an II (15 janvier 1794), l'agent national, Boissière, disait, dans la séance du Conseil général de la commune : « Lakanal, cet homme chéri, notre ami, notre père, dont les vertus sublimes et le patriotisme égalent notre amour pour lui (je ne puis en dire davantage), vient de... ⁵ ». Le 15 pluviôse an II (3 fév. 1794), le même agent national annonçait que le représentant, « tou-

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 32. Voir aussi *Ibid.*, Reg. délib. mun., 20 messidor an II, f. 78, verso. C'est en réponse à cette lettre et à une seconde lettre de Lakanal (celle sans doute que nous citons dans la note précédente) que la municipalité de Bergerac écrivait au représentant, le 21 messidor an II : « Tu nous as écrit deux lettres dans lesquelles tu nous fais des reproches graves, que nous ne croyons pas avoir mérités. Il arrive... qu'avec la meilleure intention, on ne fait pas tout le bien que l'on se propose. Nous te prions d'approfondir les faits, de ne nous juger qu'avec ta conscience intime... Ta dernière lettre contient des inculpations... [Tu dis] que nous avons servi Capet avec plus de zèle que nous ne servons la cause de la liberté. Nous ignorons quels services nous avons pu rendre aux tyrans... Si les soupçons de la calomnie, que tu laisses échapper sur la fin de ta lettre, nous regardent collectivement, nous pouvons t'assurer que personne dans le monde n'est capable de nous en convaincre. S'ils regardent quelqu'un de nous, nous t'invitons à le faire connaître... Ta justice nous est connue, et nous espérons que tu ne tarderas pas à nous en donner une nouvelle marque » (*Ibid.*, Reg. corresp. mun., boîte S, reg. 20, n° 1).

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, arrêté du 1^{er} frimaire an II, art. 5.

3. Ce fut la maison de l'émigré Pitray de Ségur (arrêté du 14 pluviôse an II). Voir Gustuarté, *Le passé de l'Hôtel de ville de Bergerac*, p. 102, et Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 15 pluviôse an II, f. 16.

4. Arch. mun. Bergerac, Reg., correspondance mun., boîte S, reg. 20, n° 5.

5. *Ibid.*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 10.

jours porté pour le bien public », avait accordé une vaste salle de séances au Conseil général, qui envoyait aussitôt une députation à Lakanal, pour le remercier ¹. Le 26 ventôse an II (16 mars 1794), quand Lakanal, cédant à un mouvement d'humeur, quittait momentanément Bergerac, dans l'intention de fixer sa résidence à Belvès, Boissière lui écrivait une lettre attristée ². C'est encore Boissière qui, le 24 floréal an II (13 mai 1794), dressant le bilan des travaux entrepris à Bergerac par le conventionnel, s'écriait : « Vous devez tant de biens... aux soins et au zèle de Lakanal. C'est lui qui, par son infatigable activité, comme Orphée aux sons de la lyre, en peu de moments a produit cet efficace moyen... Ce n'est pas là... qu'il prétend borner ses bienfaits ni les témoignages de son attachement pour Bergerac ³ ». Le 22 messidor an II (10 juillet 1794), le Conseil général de la commune déclarera que « rien n'échappe à l'œil vigilant et paternel du représentant ⁴ ». Et, le 8 fructidor an II (25 août 1794), il n'hésitera pas à prendre contre Romme la défense de Lakanal ⁵.

Envers d'autres municipalités Lakanal ne se montrait pas moins empressé et n'en obtenait pas moins de reconnaissance.

Celles de Lanquais ⁶ et de Cours-de-Pile ⁷ lui demandaient-elles de leur procurer une salle de délibérations ? Il satisfaisait aussitôt à leur demande et les félicitait de leurs principes révolutionnaires. Il accordait 12.000 livres, pour frais de réparations, à la municipalité d'Issigeac ⁸ ; 3.000, livres pour cons-

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 16.

2. « Je vois avec bien de la douleur que toutes ces dispositions annoncent votre départ prochain... ; mais ma peine devient bien plus cuisante quand je m'imaginais que vous nous quittez avec l'idée que nous avons pu démentir votre confiance... On a trompé votre religion ; on a voulu nous ravir votre affection. Avec le temps, vous reconnaîtrez que vous n'avez jamais eu d'amis plus dévoués ni plus sincères que les hommes qui vous entouraient ordinairement... Daignez, citoyen, rendre votre estime et votre affection à Bergerac ; il les mérite, j'ose le croire, par son civisme, par son amour pour la Révolution et par son attachement pour vous » (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. corresp. mun., boîte S, reg. 20, n° 5).

3. *Ibid.*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 62 et suiv.

4. *Ibid.*, à cette date, f. 80.

5. *Ibid.*, à cette date, f. 97, verso, et 98.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 22.

7. *Ibid.*, L 368, n° 197 ; 372, n° 15. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 199.

truction de chemins, à celle d'Eymet ¹. Et cette dernière municipalité, dans une adresse à la Convention, écrivait : « Les membres de la municipalité d'Eymet... envoient à la Convention nationale le tribut d'éloges bien mérités par le représentant du peuple Lakanal, et... elle applaudit avec empressement aux glorieux travaux de cet énergique Montagnard ³ ». En envoyant des fonds au Comité de secours de Périgueux, qui était une institution municipale, il écrivait : « J'aurais désiré, avant d'agir, de connaître le mode de distribution que vous avez adopté ; mais la faim ne s'ajourne pas ³ ». Il affectait 10.000 livres à l'éclairage de Périgueux : aussitôt la municipalité de cette ville le remerciait avec émotion, le 6 pluviôse an II (25 janvier 1794), en l'assurant de sa fidélité ⁴ ; en d'autres occasions, elle lui témoignera des sentiments analogues ⁵.

Lakanal avait eu maille à partir avec les autorités de Ribérac, mais la querelle n'avait pas duré. Le représentant avait rendu sa confiance à la municipalité de cette ville, et celle-ci lui exprimait son attachement en des termes qu'il faut reproduire : « Ils sont loin, ces injustes soupçons qui méconnaissaient en toi l'ami franc et loyal de ses concitoyens. Tu ne serais pas un vrai républicain si tous les Français n'obtenaient de toi l'égale portion de justice qui leur appartient... Ils n'existent plus, les nuages que la malveillance avait amassés contre nous ; toi-même, d'une main paternelle, tu les as dissipés. Parle ! La voix puissante qui proclamera sans cesse le salut de la patrie fera découler vers les points qu'elle indiquera tout ce que nous possédons ; nos biens, nos subsistances et nos vies, tout est à la République... Un de nos vœux les plus ardents est de posséder au moins un moment au milieu de nous un de ces hommes intéressants qui ont fondé avec tant de courage les bases de notre félicité. Tu ne tromperas pas notre attente, et Lakanal visitera le district de Ribérac..., père chéri de la grande famille qui t'attend avec une vive impatience ⁶ ».

1. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 175.

2. Proc.-verb. de la Convention, 15 frimaire an II, p. 383.

3. Clamageran, p. 20.

4. Ibid., p. 24.

5. Ibid., p. 17.

6. Arch. mun. Ribérac, Reg. corresp. mun., 9 pluviôse an II. Voir aussi Ibid., 13 et 14 germinal an II. — Le Conseil général de la commune de Lauzun

6° *Lakanal et les Comités révolutionnaires.*

Avant même que la Convention eût décrété, le 21 mars 1793, l'établissement de Comités de surveillance dans chaque commune, des Comités de ce genre existaient dans la Dordogne ¹.

Le 31 juillet 1793, l'administration du département de la Dordogne avait arrêté la formation, dans chaque district, d'un « Comité de salut public, de surveillance et de correspondance », composé de deux membres de l'administration du département, deux de celle du district, deux de la municipalité, deux de la Société populaire ². Ces Comités ne furent sans doute établis que partiellement, puisque, le 10 septembre 1793, on voyait Pinet et Tallien ordonner la formation à Bergerac — le Comité qui existait au commencement de 1793 ayant sans doute disparu — d'un Comité de salut public de six membres, dont deux pris dans l'administration du district de Bergerac, deux dans la municipalité et deux dans la Société populaire. Ce Comité aurait le droit de faire mettre en état d'arrestation les suspects du district ; tous les trois jours, il rendrait compte de ses opérations aux représentants du peuple. Pinet et Tallien nommaient, par le même arrêté, les six membres de ce Comité, et leur accordaient une indemnité journalière ³. Quatre jours plus tard, ce Comité fonctionnait, avec Ponterie-Escot pour président ⁴.

A la même époque, des Comités analogues existaient à Périgueux et à Excideuil, et il s'en formait d'autres dans d'autres districts ⁵.

Un décret du 17 septembre 1793 vint préciser et élargir leurs pouvoirs. Ils furent chargés de dresser la liste des gens sus-

se félicitera aussi de la conduite de Lakanal, dans une adresse à la Convention (*Proc.-verb. Convention*, 6 fructidor an II, p. 76).

1. P. ex. à Bergerac. *Arch. dép. Dordogne*, L 404, 14 mars 1793.

2. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 33, f. 26 ; 367, n° 50 ; 355, 11 août 1793.

3. *Ibid.*, L 367, n° 60 ; 406, 10 sept. 1793. Pinet et Tallien devançaient ainsi le décret du 17 septembre 1793.

4. *Ibid.*, L 403, f. 1. (*Rég. des séances du Comité révolutionnaire de Bergerac*).

5. Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 485.

pects, de décerner contre eux les mandats d'arrêt, et de faire apposer les scellés sur leurs papiers, à la charge de rendre compte de leurs opérations au Comité de sûreté générale ¹. Enfin, le décret du 14 frimaire étendit leurs attributions à l'application de toutes les lois et mesures révolutionnaires ².

Ces Comités allaient être pour Lakanal de précieux auxiliaires, non seulement en ce qui concernait la police des suspects, mais pour tout ce qui, d'une façon générale, touchait au gouvernement révolutionnaire.

Avec le Comité de Bergerac Lakanal entretint les relations les plus cordiales. Dès son arrivée à Bergerac, le 20 octobre 1793, il se rendit au lieu de ses séances, où il témoignait sa satisfaction de voir le Comité « dans des principes républicains ³ ». Le lendemain et en d'autres circonstances, c'est dans ses propres appartements que Lakanal réunissait les membres du Comité ⁴. Inversement, Lakanal allait maintes fois prendre part aux séances du Comité, dans son local habituel ⁵.

Un des premiers soins de Lakanal fut d'accroître le nombre des membres de ce Comité, qui n'était que de six à son arrivée. Il le porta à sept, le 21 octobre 1793 ⁶. Cinq jours après, le 2^e jour du 2^e mois de l'an II (26 octobre 1793), sur la demande même du Comité, pour activer ses opérations et pour obtenir les connaissances locales nécessaires, Lakanal arrêta que le Comité serait augmenté de deux membres par chef-lieu de canton, que les Sociétés populaires de ces chefs-lieux de canton désigneraient au représentant les citoyens qu'elles jugeraient dignes de remplir ces fonctions, et que ces membres recevraient, en indemnité de leur déplacement, la somme de 6 francs par jour de séance ⁶. Cet arrêté fut vite exécuté. Les Sociétés popu-

1. Duvergier, t. VI, p. 213, 214. C'est vers cette époque que le nom de Comités révolutionnaires commence à se substituer à celui de Comités de surveillance.

2. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 166 (section II, art. 8).

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 34 et 35; 406, 14 germinal an II. La salle des séances du Comité était, comme celle de la municipalité, dans la maison du ci-devant Pitray de Ségur (*Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 113).

4. *Ibid.*, L 403, 25 et 27 brumaire an II, 1, 4, 7 frimaire an II, etc. *Ibid.*, 407, 23 frimaire an II.

5. *Ibid.*, L 403, f. 35.

6. *Ibid.*, L 367, n° 93; voir aussi L 403, f. 36, 45 et 77; 406, n° 23.

lares d'Issigeac, de Couze, de Villamblard, etc., nommèrent chacune deux citoyens qui, avec l'agrément de Lakanal, furent adjoints au Comité révolutionnaire de Bergerac, dans le courant de brumaire an II¹.

Aucune modification ne sera dès lors apportée au Comité de Bergerac, si ce n'est qu'à la suite d'un arrêté de Roux-Fazillac, du 10 frimaire an II (30 novembre 1793), les Comités des districts s'appelèrent Comités révolutionnaires, et les Comités des cantons, dont les pouvoirs étaient dès lors très réduits, Comités de surveillance². Ce même mois, Roux-Fazillac réorganisait le Comité révolutionnaire de Nontron³.

De son côté, en frimaire, puis en pluviôse an II, Lakanal parcourait le département, pour « monter, comme il disait, les rouages du gouvernement révolutionnaire⁴ ». Nous ne savons au juste s'il modifia à nouveau la composition du Comité de Bergerac⁵, mais il est certain qu'il réorganisa celui de Lauzun (Lot-et-Garonne), « déshérité de l'opinion publique⁶ », et il est probable qu'il épura celui de Montignac⁷ et créa divers Comités de surveillance dans le district de Bergerac⁸. Le nombre des Comités devait être restreint, sous la réaction thermidorienne, par Pellissier, successeur de Lakanal à Bergerac⁹.

Lakanal recourut aux Comités révolutionnaires et de surveillance en de nombreuses occasions et pour différents objets. Surveillance du dépôt d'armement et d'équipement de Bergerac¹⁰, participation aux fêtes civiques organisées par le représentant¹¹ et aux travaux révolutionnaires des routes¹², nomination de Commissions d'instruction sociale et d'apôtres civi-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 55, 61, 68, 75.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

3. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 227.

4. *Ibid.*, t. X, p. 370.

5. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 406, 3 nivôse an II.

6. *Arch. nat.*, AF II 96, 706, 23 germinal an II.

7. Le Roy, p. 53.

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 1^{er} prairial an II.

9. *Ibid.*, L 406, 25 fructidor an II.

10. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 27.

11. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 161.

12. *Ibid.*, L 482, 29 pluviôse ; 584, 8 ventôse an II,

ques¹, présentation à Lakanal de citoyens en vue des fonctions d'officier municipal²⁻³⁻⁴, d'administrateur de district³, d'assesseur de juge de paix⁴, délégation de commissaires pour contrôler les assertions de suspects⁵ : telles sont quelques-unes des circonstances dans lesquelles Lakanal s'aïda des Comités et particulièrement de celui de Bergerac.

C'est surtout en ce qui concernait d'une part la levée des taxes révolutionnaires et d'autre part la police révolutionnaire que Lakanal se servit de ces Comités.

Dès le 21 octobre 1793, le Comité de Bergerac reconnaissait avec le représentant que, pour subvenir aux frais de l'instruction publique, il fallait lever des taxes sur les riches⁶. Ces taxes, Lakanal, le 26 brumaire an II (16 novembre 1793), ordonnait au Comité d'en opérer la levée⁷. Celui-ci dressa la liste des citoyens à imposer, et envoya à ces citoyens une circulaire les invitant à s'acquitter au plus tôt⁸.

Comme les Comités des autres districts avaient également levé des taxes révolutionnaires, Lakanal s'adressa à eux afin d'obtenir soit de celui d'Excideuil 50.000 livres pour la manufacture d'armes de Bergerac⁹, soit de celui de Périgueux 4.000 livres pour le soulagement des indigents¹⁰, soit de celui de Sarlat 5.000 livres à tenir à la disposition de la Société

1. Arch. dép. Dordogne, L 406, 21 prairial an II ; 422, 26 prairial an II, 10, 17 29 messidor an II ; 587, 9 prairial an II ; 509, 9 prairial et 14 messidor an II ; 585, 14 prairial et 16 messidor an II. Arch. nat., AF II 96, 709, 9 et 21 prairial an II.

2. Arch. dép. Dordogne, L 587, 17 pluviôse an II.

3. Ibid., L 422, 1^{er} prairial an II.

4. Ibid., L 406, 7 messidor an II. Arch. nat., AF II 96, 709, 30 prairial an II.

5. Arch. dép. Dordogne, L 406, 16 frimaire an II et 13 germinal an II. Arch. nat., AF II 96, 709, 13 germinal an II.

6. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 35.

7. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 123. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les taxes révolutionnaires*. Le reg. des taxes levées par le Comité de Bergerac dans les cantons de ce district, forme un imprimé de 23 pages gr. in-8 (Arch. mun. Bergerac G 2). Lanauve, A. Cailloux, E. Colrieu-Mainsat, Daniel Bouyssavy, Dubourg, Blanc, Séjournas en furent membres (*Ibid.*).

8. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 131 et 149. Arch. historiq. Gironde, 1866, t. VIII, p. 546.

9. Arch. dép. Dordogne, L 505, 16 frimaire an II ; 510, 14 frimaire an II. 10. Arch. nat., AF II 96, 708, 16 frimaire an II.

populaire de cette ville¹, soit de celui de Montignac 5.000 livres², etc.

Ou bien, les 16 et 17 pluviôse an II (4 et 5 février 1794), il ordonnait aux neuf Comités révolutionnaires du département de lever de nouvelles taxes sur les riches, pour subvenir aux dépenses des travaux publics³ : levée qui était bientôt exécutée⁴.

Ou encore il se servait des Comités révolutionnaires non plus, à vrai dire, pour lever des taxes, mais pour centraliser les vases sacrés des églises⁵, le numéraire qui provenait de l'échange des assignats⁶ et l'argenterie découverte chez les émigrés⁷, et pour faire parvenir le tout à Paris⁸.

L'autre mission principale des Comités était de faire la police des contre-révolutionnaires.

Tantôt les Comités transmettent à Lakanal des pièces concernant des suspects et des détenus⁹, et leur avis sur des pétitions de détenus¹⁰ ou sur des dénonciations¹¹; tantôt ils opèrent, hors de leur district, des arrestations provisoires, jusqu'à ce que Lakanal ait renvoyé l'affaire devant le Comité compétent¹².

D'autres fois, les Comités mandent des individus à leurs séances, où Lakanal se rend également, et c'est souvent en sa présence que ces individus sont interrogés¹³, pour être ensuite absous, du moins sous bénéfice d'enquête¹⁴, ou emprisonnés¹³. Les arrestations ont lieu presque toujours à la suite de l'intervention des Comités révolutionnaires, soit qu'ils en prennent

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 708, 18 pluviôse an II. Le Comité de Sarlat s'empressera aussi de remettre à Lakanal 50.000 livres que le représentant lui avait demandées par arrêté du 4 ventôse an II; le 22 ventôse, le porteur de cette somme était de retour à Sarlat (*Arch. nat.*, F⁷ 4557).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 585, 29 prairial an II.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 708.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 28 floréal an II; 584, 23 pluviôse an II.

5. *Ibid.*, L 403, f. 116, 126 et 149; 422, 30 floréal an II.

6. *Ibid.*, L 403, f. 152.

7. *Ibid.*, L 406, 8 prairial an II.

8. *Ibid.*, L 403, f. 168.

9. *Ibid.*, L 763, 2 et 14 pluviôse an II.

10. *Ibid.*, L 763, 17 pluviôse an II; 673, 11 pluviôse an II.

11. *Ibid.*, L 421, 27^e jour 2^e mois an II; 673, 16 pluviôse an II.

12. *Ibid.*, L 407, 14 pluviôse an II et 19 thermidor an II.

13. *Ibid.*, L 403, f. 100, 113 et 133.

14. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, 13 germinal an II.

l'initiative¹, quittes à en référer au représentant², soit qu'ils ne fassent procéder à des arrestations qu'en exécution d'ordres de Lakanal³.

Lorsque plusieurs députés Girondins se réfugièrent dans le département de la Dordogne, au cours de l'an II, les Comités révolutionnaires, d'accord avec Lakanal, contribuèrent à leur découverte, en lançant des commissaires à leurs troussees⁴, en arrêtant et interrogeant leurs complices présumés⁵, en décidant d'effectuer, à cet effet, des visites domiciliaires⁶ : toutes démarches qui obtinrent des résultats appréciables⁷.

Parfois Lakanal procédait par opérations générales de police révolutionnaire, soit qu'il fit faire, dans la nuit, par les membres du Comité de Bergerac, des visites dans toutes les auberges de la ville et qu'il vérifiât en personne les passeports des suspects qu'on y découvrait⁸, soit qu'il prescrivît des mesures d'ensemble au Comité de Sarlat⁹, soit surtout qu'il adressât, le 6 floréal an II (25 avril 1794), une même circulaire aux neuf Comités révolutionnaires de la Dordogne, leur ordonnant d'apposer les scellés sur les papiers de tous les suspects, dans la nuit du 10 au 11 floréal an II (29-30 avril 1794). « Si vous trouvez des difficultés d'exécution, dévorez-les¹⁰ », leur écrivait-il. Les Comités devaient faire l'examen de ces papiers et transmettre à Lakanal ceux qui leur paraîtraient inciviques. Cette opération s'accomplit parfaitement¹¹.

1. Arch. dép. Dordogne, L 103, f. 90; 407, 4 ventôse an II; 355, n° 485.

2. Surtout depuis le décret du 17 frimaire an II, ordonnant aux Comités de communiquer, dans les 24 heures, aux représentants qui se trouvaient sur les lieux, les motifs des mesures de sûreté qu'ils auraient prises contre les suspects qui ne tombaient pas sous le coup du décret du 17 septembre 1793. Voir Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 240.

3. Arch. dép. Dordogne, L 406, 12 pluviôse et 3 messidor an II. Arch. nat., AF II 96, 709, 24 ventôse an II; 710, 3 messidor an II.

4. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 118 et 147.

5. *Ibid.*, f. 126 et 155.

6. *Ibid.*, f. 158.

7. Voir notre chap. sur Lakanal et la justice criminelle, p. 166 et suiv.

8. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 120.

9. *Ibid.*, L 852, 20 pluviôse an II.

10. *Ibid.*, L 406, 6 floréal an II; 509, 6 floréal an II; 587 6 floréal an II; 585, 8 floréal an II. Arch. nat., AF II 96, 709, 6 floréal an II.

11. Arch. dép. Dordogne, L 422, 10 et 20 floréal an II. Voir notre chapitre sur Lakanal et la justice criminelle, p. 169.

Il ne semble pas que, mis en mouvement par le conventionnel, les Comités révolutionnaires de la Dordogne se soient laissés aller à de graves excès de zèle policier. D'ailleurs, Lakanal les contrôlait et annulait au besoin leurs arrestations, de façon à empêcher que des hommes parfois ignorants et passionnés abusassent des pouvoirs considérables dont ils disposaient. C'est ainsi qu'en pluviôse an II, il leur ordonnait de lui adresser le tableau des détenus, avec les motifs de leur arrestation¹, et on le voit, à diverses reprises, faire élargir des détenus². Il exigeait aussi de ces Comités le compte détaillé des sommes qui avaient passé par leurs mains³ et, d'une façon plus générale, le compte décadaire de leurs opérations⁴. Et l'on voit, en effet, à partir de pluviôse an II, les Comités révolutionnaires de la Dordogne informer tous les dix jours Lakanal des mesures qu'ils ont prises dans l'intervalle, en protestant à peu près chaque fois de leur déférence envers le représentant et de leur dévouement à la République⁵.

Grâce à de telles précautions, l'unité de vues et d'action révolutionnaires subsistait à l'intérieur du département, sous l'impulsion et le contrôle du conventionnel.

Est-ce à dire que rien ne vint, au cours de l'an II, troubler cette entente entre les Comités révolutionnaires et Lakanal ? Non, sans doute. Il semble que le Comité de Périgueux ait supporté un peu impatiemment l'action du conventionnel. Après que Lakanal aura terminé sa mission en Dordogne, ce Comité écrira à la Convention, le 3 fructidor an II (20 août 1794), pour protester contre des mesures « arbitraires » du représen-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 509, 6 pluviôse an II ; 514, 30 pluviôse an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 708, 5, 6 et 30 pluviôse an II.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 406, 2 pluviôse, 2 ventôse et 6 germinal an II ; 672, 16 pluviôse an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 706, 20 messidor an II ; 708, 14 pluviôse an II.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 505, 7 pluviôse, 4 et 5 ventôse ; 509, 30 nivôse ; 763, 26 et 28 nivôse an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 710, 30 nivôse an II.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 19 ; 406 et 509, 12 pluviôse an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 707 et 708, 12 pluviôse an II.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 1 et 11 ventôse ; 673, 21 pluviôse ; 585, 13 prairial ; 506, 19 prairial an II, etc. Le 9 germinal an II, le Comité de Sarlat décidait de dénoncer à Lakanal la Société populaire de cette ville, qui avait pris des mesures « tendant au fédéralisme » (*Arch. nat.*, F⁷ 4557).

tant, et solliciter de l'Assemblée « un examen sévère » de ses actes dans la Dordogne¹.

Mais, sauf cette exception, l'entente demeura très cordiale entre Lakanal et les Comités. « Ses relations avec lui, dit le pamphlétaire bergeracois, en parlant du Comité de Bergerac et du représentant, sont très soutenues... ; ce Comité l'admire et ses désirs peuvent beaucoup l'influencer² ». C'est au nom de ce Comité et de l'administration du district de Bergerac que le citoyen Rambaud viendra, à la barre de la Convention, remercier l'Assemblée d'avoir envoyé Lakanal dans la Dordogne, et faire l'éloge de l'œuvre qu'il y avait déjà accomplie³ : éloge que le Comité renouvelait en toute occasion⁴. Le représentant partait-il pour Paris ? Le Comité lui écrivait, le 21 ventôse an II (11 mars 1794) : « Tu emportes notre amitié et notre vénération ; mais ce qui nous afflige le plus, c'est que tu partes l'amertume dans le cœur : aurions-nous perdu ton estime⁵ ? » Écrivant à la Convention, le 28 floréal an II (17 mai 1794), le Comité la remerciait du « présent inappréciable que vous nous avez fait en nous envoyant le représentant Lakanal⁶ ». Le 23 messidor an II (11 juillet 1794), c'est un membre du Comité de Bergerac, le citoyen Blanc, qui, en venant remettre à la Convention les deux premiers fusils sortis de la manufacture d'armes de cette ville, s'écriait : « Lakanal est vous-mêmes. Il fait aimer la Révolution, et remplit les intentions bienfaisantes de la Convention⁷ ».

Une même sympathie unissait d'autres Comités à Lakanal. C'est à lui que recourait le Comité révolutionnaire de Montignac, au sujet de différends survenus entre ce Comité et la population de cette ville⁸. Ce même Comité, à la réception d'un arrêté de Lakanal, applaudissait aux « sentiments civiques, aux mesures sages et aux écrits lumineux du représentant⁹ ».

1. *Arch. nat.*, AF II 97, 718, n° 31.

2. Voir notre article sur *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre VII.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 161, délib. distr. du 19 frimaire an II.

4. *Ibid.*, L 407, 1^{er} pluviôse, 1^{er} prairial an II, etc. *Proc.-verb. de la Convention*, 6 messidor an II, p. 116.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 21 ventôse an II.

6. *Ibid.*, 28 floréal an II.

7. *Réimpression de l'Ancien Moniteur*, t. XXI, p. 188, 189.

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 584, 23 ventôse an II.

9. *Ibid.*, L 585, 11 prairial an II.

Le Comité d'Excideuil écrivait à Lakanal : « Sois convaincu qu'un de nos plus grands désirs est de remplir avec zèle et ponctualité nos devoirs¹ », et il le louait de son « zèle reconnu pour la République² ».

Tel est l'historique des rapports de Lakanal avec les Comités révolutionnaires de la Dordogne. L'œuvre de ces Comités fut véritablement efficace. Elle contribua pour beaucoup à assurer dans la Dordogne le triomphe de la Révolution. Et Lakanal, tout en se servant d'eux, sut tempérer leur ardeur révolutionnaire, quelquefois maladroite et excessive, empêchant ainsi qu'après le 9 thermidor an II (27 juillet 1794), les réclamations fussent trop vives ou trop nombreuses contre les hommes qu'on appellera alors des « agents de tyrannie³ ».

7° Lakanal et les Sociétés populaires.

Un autre organe de la vie locale, né spontanément dès le début de la Révolution, fut, pour Lakanal, un solide point d'appui de sa politique dans la Dordogne. C'étaient les Sociétés populaires. Dans quelle mesure Lakanal les appela-t-il à collaborer avec lui ? Dans quelle mesure furent-elles dévouées à sa personne et à sa politique, et, par là même, à la Convention ?

La première Société avec laquelle Lakanal entra en rapports fut la *Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité*, de Bergerac⁴. Cette Société était très dévouée à la Révolution. Lors du passage de Jeanbon Saint-André et d'Élie Lacoste à Bergerac, le 30 mars 1793, le président de cette Société avait assuré les représentants que ses membres « seront toujours dignes du nom de républicains, qu'ils périront tous plutôt que de laisser porter la plus légère atteinte aux droits chéris de [la] Liberté

1. Arch. dép. Dordogne, L 422, 12 prairial an II.

2. Ibid., 1^{er} prairial an II.

3. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 1. On trouvera aux Arch. nat., F⁷ 367¹¹⁻² et F⁷ 4557, beaucoup de renseignements sur l'œuvre des Comités révolutionnaires de la Dordogne.

4. Nous avons montré qu'il était difficile de savoir si Lakanal était ou non affilié aux Jacobins.

et [de l'] Égalité, qu'ils surveilleront les traîtres et les agitateurs¹ ».

Cette Société va devenir la collaboratrice et comme la confidente de Lakanal. Dès son arrivée à Bergerac, il lui exposait son programme d'administration révolutionnaire, et c'est avec joie que les clubistes accueillaient son discours « lumineux et énergique² ». Il assistait souvent aux séances de cette Société (à qui il fit donner successivement, pour lieu de ses réunions, la chapelle de l'hôpital, l'église des Jacobins, puis celle des Récollets, en attendant qu'elle allât siéger dans le temple des protestants³), soit pour y donner lecture de ses arrêtés⁴, soit pour y prononcer des discours, accueillis avec « joie et allégresse⁵ ». Quand il faisait annoncer sa venue, l'assemblée était « au comble de la joie⁶ ». Il se disait son « inébranlable ami⁶ ». Quand il se voyait obligé de quitter Bergerac, il déclarait aux clubistes que le plus beau jour de sa vie serait celui de son retour auprès d'eux⁷, et, quand il revenait à Bergerac, il leur écrivait : « Estimables amis, j'ai votre confiance, vous avez la mienne. Je reviens aujourd'hui parmi vous, pour m'occuper sans relâche de votre bonheur⁸ ».

C'est parmi les membres de la Société populaire de Bergerac que Lakanal choisissait des commissaires qu'il envoyait dans les départements limitrophes de la Dordogne⁴. C'est par cette Société que Lakanal faisait expédier de la charpie à l'armée des Pyrénées occidentales⁹. C'est par elle qu'il faisait brûler publiquement son chaperon de docteur-ès-lettres et ses lettres de membre de plusieurs Académies¹⁰. Grâce à Lakanal, ses membres

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, 30 mars 1793.

2. *Ibid.*, 29^e jour 1^{er} mois an II (20 oct. 1793).

3. *Ibid.*, 2, 9, 12 et 29 brumaire an II; Reg. délib. mun., 2 pluviôse an IV, f. 105, 106.

4. *Ibid.*, 30^e jour 1^{er} mois an II (21 oct. 1793).

5. *Ibid.*, 2^e jour 2^e mois an II (23 oct. 1793).

6. *Ibid.*, 6 brumaire an II.

7. *Ibid.*, 4 frimaire an II.

8. Clamageran, p. 22.

9. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, 1^{er} frimaire an II.

10. Le 19 messidor an II, il écrivait, en effet, à la Société populaire de Bergerac : « Je viens de recevoir, des monuments de l'ancien régime, mon chaperon de docteur-ès-lettres, mes lettres de membre de l'Académie des sciences d'Arras et des belles-lettres d'Amiens. Je vous les envoie, pour que

participaient aux fêtes qu'organisait le représentant ¹, contrôlaient la Caisse patriotique à trois clefs ², surveillaient la Commission des monuments ², contribuaient à la nomination des membres de la Commission d'instruction sociale et des apôtres civiques de Bergerac ³, etc.

Lakanal entretenait aussi des rapports suivis avec beaucoup d'autres Sociétés populaires du département. Par elles il s'informait ; par elles il agissait sur l'esprit public. « Son portier, nous dit le pamphlétaire bergeracois, a l'ordre d'accueillir toutes les députations des Sociétés populaires ». Et il ajoute, non sans malignité : « Lorsqu'il lui vient des députations de Sociétés populaires, elles sont admises de préférence à tous les pétitionnaires, surtout si elles sont de la campagne... Il les tutoie, leur donne l'accolade fraternelle ; et ceux-ci, fiers de cette réception, des locaux qu'il leur a donnés, font des adresses à la Convention, dans lesquelles ils font parfois hyperboliquement l'éloge de Lakanal ⁴ ».

Aussi, de divers points de la Dordogne, les Sociétés populaires s'adressaient-elles au représentant, avec la certitude d'être

vous les fassiez brûler publiquement, et qu'ainsi le sacrifice propitiatoire que je fais à la raison soit connu de tous les citoyens. Salut et amitié » (*Arch. mun. Bergerac, Journal de Bergerac*, 5 avril 1845).

1. *Ibid.*, Reg. de la Société populaire, 7 frimaire an II.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 164. Voir nos chapitres sur *Lakanal et les taxes révolutionnaires et Lakanal et les travaux publics* (3^e partie).

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, 21 prairial an II. La Société populaire de Bergerac, écrit le pamphlétaire bergeracois, était « accoutumée à suivre l'indice que laissaient soupçonner les désirs voilés du représentant. » Il est certain, en effet, que la voix du représentant trouvait toujours un écho empressé parmi les clubistes. Lakanal a-t-il destitué Cazamajou, secrétaire de la municipalité de Bergerac ? La Société populaire se hasarde, le 25 octobre 1793, à envoyer auprès du représentant quatre commissaires chargés de lui demander les raisons de cette mesure. Mais, quand Lakanal leur a donné ses raisons, la Société s'empresse de passer à l'ordre du jour, « motivé sur l'intégrité » de Lakanal. Bien plus, la Société apprend, le lendemain, que le représentant a exprimé quelque surprise de la démarche faite auprès de lui par les commissaires ; aussitôt, la Société prend un arrêté où elle exprime ses regrets de cette « faute », et, pour la réparer, elle envoie vers Lakanal dix commissaires, chargés de « le conjurer, au nom de tout ce qu'il y a de plus sacré, au nom des intérêts des sans-culottes, de rendre à la Société sa confiance, son amitié et sa bienveillance, en continuant de répandre dans son sein le feu sacré de l'amour de la patrie, dont il est électrisé » (*Arch. mun. Bergerac, Reg. Soc. populaire*, 25 et 26 octobre 1793).

4. Voir notre article sur *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre X.

entendues. Celle de Montignac l'invitait à prendre, « dans sa sagesse », des mesures relatives à l'exécution de la loi sur le maximum¹; elle lui envoyait des commissaires pour prendre conseil de lui sur la question des subsistances², et Lakanal la rassurait sur ses inquiétudes³. Elle lui demandait des fonds pour la réparation de la salle de ses séances⁴, pour le traitement des instituteurs⁴. Elle attendait de lui qu'il rendît la Vézère navigable⁵.

De son côté, Lakanal s'adressait à cette Société — comme d'ailleurs à bien d'autres Sociétés du département — pour activer les réquisitions de bois⁶, les travaux des routes⁷, l'extinction des procès⁸, pour procéder à la nomination des membres de la Commission d'instruction sociale et des apôtres civiques de Montignac⁹, etc. Il n'était pas jusqu'à des Sociétés populaires du Lot-et-Garonne qui ne fussent mises à contribution, notamment pour concourir aux travaux de navigation du Dropt¹⁰.

A la Société populaire d'Eymet Lakanal accordait l'église du ci-devant couvent de Sainte-Marthe, pour y tenir ses séances¹¹; à celle de Lalinde il accordait aussi un local pour le même objet, ainsi qu'une somme de 2.000 livres¹²; aux républicains de Lamonzie-Saint-Martin, Le Monteil et Saint-Laurent, l'église du Monteil, pour y tenir leurs séances¹³; à la Société populaire de Lanquais, la ci-devant église de cette localité, pour le même objet¹⁴; de même à celle d'Issigeac¹⁵; à celle de Jumilhac, quelques salles distraites aussi des biens nationaux¹⁶; à celle de

1. Le Roy, p. 62.

2. *Ibid.*, p. 63, 67, 68, 70.

3. *Ibid.*, p. 72.

4. *Ibid.*, p. 129 et 187.

5. *Ibid.*, p. 185, 186, 188, 196, 203.

6. *Ibid.*, p. 64.

7. *Ibid.*, p. 74.

8. *Ibid.*, p. 110, 132. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

9. Le Roy, p. 155, 156, 169. *Arch. dép. Dordogne*, L 585, 14 prairial an II.

10. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les travaux publics* (2^e partie).

11. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 6.

12. *Ibid.*, L 368, n° 226. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

13. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 135.

14. *Ibid.*, L 369, n° 22.

15. *Ibid.*, L 372, n° 10.

16. *Bulletin... Périgord*, 1876, p. 354. En accordant à ces Sociétés la jouis-

Thenon, 3.000 livres, nécessaires à la réparation de sa salle¹.

La large part que le représentant faisait à ces Sociétés dans le gouvernement révolutionnaire, les bons procédés dont il usait envers elles, l'ardeur civique dont étaient animées ces « sentinelles vigilantes de la République ² », comme Lakanal les appelait : tout cela les unissait au représentant par les liens d'une vive affection. Quelques-unes même professaient envers lui un véritable culte.

La Société populaire de Bergerac, dès le 2^e mois de l'an II, décidait d'écrire à la Convention pour « lui rendre d'immortelles actions de grâces de nous avoir envoyé le vertueux Lakanal, qui s'occupe sans relâche du salut de la République ³ ». Le 8 frimaire (28 nov. 1793), quand le représentant fait savoir qu'il ne quittera pas Bergerac, alors « à la consternation qu'avait répandue dans tous les cœurs l'annonce du départ prochain du protecteur des sans-culottes ont succédé la joie et l'allégresse ». On crie : « Vive Lakanal, notre bienfaiteur ⁴ ».

Lakanal était-il dénoncé à la Convention par les autorités de Ribérac ? Aussitôt, la Société populaire de Bergerac protestait contre ce « crime » et nommait deux commissaires pour porter à la Convention une « adresse énergique » en faveur du représentant⁵. Un peu plus tard, le 13 ventôse (3 mars 1794), faisant part à la Convention du succès des mesures ordonnées par Lakanal pour construire des routes, elle lui demandait de maintenir son délégué dans le département⁶. En germinal, dans une autre adresse à la Convention, elle se félicitait d'un arrêté pris par le représentant pour assurer l'extinction des procès : « L'arrêté de Lakanal, écrivait-elle, a opéré un prodige en son genre ; le pouvoir magique qui l'a opéré est aussi en vos

sance de biens nationaux, Lakanal ne craignait pas de trancher une question sur laquelle la Convention refusait de prendre une décision catégorique (Voir Guillaume, *o. c.*, t. III, p. 10, 412, 460, note, et t. IV, p. 612, note 9).

1. *Arch. mun. Thenon*, Reg. de la Société populaire, 29 prairial an II.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 58, dans sa proclamation relative à la réfection des routes. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Soc. populaire, 10 brumaire an II.

4. *Ibid.*, à cette date.

5. *Ibid.*, 29 frimaire an II.

6. Adresse reproduite par M. Penaud dans *la Révolution française*, 1882, 1^{er} sem., p. 829.

main ; rendez son arrêté commun à toute la République¹ ». Le 28 floréal an II (17 mai 1794), nouvelle adresse de la Société, remerciant la Convention de lui avoir envoyé « l'infatigable Lakanal² ».

En thermidor an II, une dénonciation était portée contre Lakanal au sein de cette Société. Mais il « paraît, il se justifie victorieusement, et la Société lui témoigne à l'unanimité qu'il n'a pas cessé un instant d'avoir toute son estime³ ».

En ce même mois, la Société populaire de Sainte-Foy avait dénoncé Lakanal à la Convention. Sans tarder, la Société populaire de Bergerac adressait aux Sociétés affiliées une protestation indignée, où elle rendait « un éclatant hommage aux vertus » de Lakanal, montrait que la démarche de la Société populaire de Sainte-Foy révélait « un vif égoïsme pour empêcher de rendre le Dropt navigable, projet qu'elle croit nuisible aux intérêts de sa cité », et elle continuait en faisant un tableau élogieux de l'œuvre de Lakanal en Dordogne^{4.5}. Elle envoyait même à Paris deux de ses membres, chargés d'intervenir en sa faveur⁶. Bientôt, Lakanal écrivait à la Société, lui annonçant que cette dénonciation était restée lettre morte : aussitôt, la Société lui répondait pour lui exprimer sa joie et l'espoir qu'elle avait de le voir revenir prochainement auprès d'elle⁴.

Si l'on excepte la Société populaire de Sainte-Foy — avec laquelle d'ailleurs Lakanal n'entretint presque aucun rapport —, on voit que, même hors de Bergerac, un large courant de sympathie en faveur du conventionnel circulait parmi les Sociétés populaires du département.

1. *Arch. nat.*, D^{III} 61. On trouvera le résumé de l'adresse dans le *Proc.-verb. de la Convention*, 27 germinal an II, p. 254.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Reproduite par M. Penaud, *art. cit.*, p. 828. Elle ne fut lue à la Convention que le 6 messidor an II (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 117).

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47, 17 thermidor an II.

4. Dans sa dénonciation, envoyée à la Convention après le 9 thermidor, la Société de Sainte-Foy ne mentionnait pas cette raison, qui pourtant sans doute fut décisive, mais elle accusait Lakanal d'avoir brutalisé des officiers municipaux, levé des taxes exorbitantes, interdit les amusements le dimanche, séduit une femme mariée. Il est difficile d'apprécier la portée exacte de ces griefs, que nous examinerons cependant, chemin faisant (*Arch. nat.*, D^{III} 351).

5. *Ibid.*, boîte Z, n° 47, 1^{er} fructidor an II.

6. *Arch. mun. Bergerac*, I 2 ; lettre de Blanc et Lalune, 23 thermidor an II,

Celle de Montignac rendait bien à Lakanal l'amitié qu'il lui témoignait¹. Elle invitait le représentant à venir auprès d'elle². Un de ses membres rappelait « les soins infatigables que prend Lakanal..., toujours occupé de la chose publique³ ». Le 22 thermidor an II (9 août 1794), en apprenant la dénonciation portée à la Convention contre Lakanal, elle décidait d'envoyer une adresse à l'Assemblée où elle rappellerait la conduite du représentant dans la Dordogne, vanterait ses vertus et demanderait son maintien dans le département. Elle ajoutait : « Le détail des actions qui lui méritent ces titres serait trop long : l'opinion publique, fortement prononcée sur tous les points du département, en est le plus sûr garant, et les éloges de détail n'ajouteraient rien à la valeur du témoignage que rend le peuple en masse⁴ ».

De même, la Société populaire de Saint-Cyprien (qui fut appelé Cyprien-sur-Dordogne par décision de la Société populaire de ce lieu, le 25 floréal an II) disait de Lakanal « qu'elle le regardait comme un père⁵ ». Elle lui envoyait des commissaires ; elle déclarait « magnifique » un de ses projets de travaux publics⁶. Lorsqu'elle eut connaissance de la dénonciation de la Société populaire de Sainte-Foy, elle ne s'affirma sans doute pas, comme la Société populaire de Montignac, en faveur de Lakanal ; elle garda du moins la neutralité, cherchant d'abord à s'informer sur le bien fondé de cette dénonciation⁷.

1. Le Roy, p. 92, 93, 94.

2. *Ibid.*, p. 64.

3. *Ibid.*, p. 191 et 193.

4. *Ibid.*, p. 207, 208.

5. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 936, 20 et 29 prairial, et 3, 5 et 14 messidor an II.

6. *Ibid.*, 7 messidor an II.

7. *Ibid.*, Registre de la Société populaire de Saint-Cyprien, L 936, 26 et 27 thermidor an II. Le 26 thermidor (13 août 1794), la Société reçut une lettre de Lakanal, lui annonçant qu'il avait été dénoncé par la Société populaire de Sainte-Foy. Un membre, qui se trouvait à une réunion de la Société de Sainte-Foy « lorsqu'il y eut des discussions vives entre Lakanal et quelques membres de cette Société », déclara qu'il y « gémit des manquements faits à la représentation nationale », mais qu'il ignorait les vrais motifs de la dénonciation ; il savait seulement « qu'on reprochait à Lakanal ses airs superbes, et qui n'étaient pas analogues à ceux de l'égalité ». La Société de Cyprien (ci-devant Saint-Cyprien) décida, séance tenante, d'écrire aux Sociétés de Sainte-Foy, Bergerac, Sarlat, Belvès, Montignac et le Bugue, pour s'informer sur la conduite de Lakanal dans le département. Le len-

C'est la Société populaire de Sigoulès qui, dans une adresse reçue le 9 ventôse an II (27 février 1794), remercie la Convention d'avoir envoyé Lakanal dans la Dordogne¹. Ce sont les clubistes de Sarlat qui, dans une adresse lue le 28 ventôse (18 mars), lui demandent « que Lakanal soit fixé parmi eux, jusqu'à ce qu'on puisse dire : Il fait tout le bien qu'on attendait de lui² ». C'est la Société populaire de La Force qui, le 10 floréal an II (29 avril), se félicite, dans une lettre à la Convention, d'avoir été débarrassée, grâce à Lakanal, du « venin pestilentiel » du « fanatisme³ ». Ce sont les membres de la Société de Couze qui, dans une adresse reçue le 2 vendémiaire an III (23 sept. 1794), expriment à la Convention « la douleur dont ils ont été pénétrés en apprenant la dénonciation qui lui a été faite contre... Lakanal... Ils rendent le meilleur témoignage de sa conduite, et disent qu'il n'a jamais cessé de se montrer l'ami sincère de la République et des hommes, et de remplir le vœu de la Convention⁴ ». C'est aussi la Société populaire d'Astier-sur-l'Isle qui, dans une adresse à la Convention, lue le 18 vendémiaire an III (9 oct. 1794), « se plaint de ce que... Lakanal a été calomnié et rend hommage à la bonne conduite de ce représentant⁵ ».

Mêmes témoignages de chaude sympathie et d'admiration de la part des clubistes de Thenon. Le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794), deux commissaires de Lakanal viennent-ils remettre à la Société populaire de Thenon une adresse du représentant ? L'assemblée « applaudit avec enthousiasme aux vues salutaires et énergiques » de Lakanal, et arrête « qu'elle s'occuperait de suite des mesures les plus promptes et les plus actives pour que l'exécution de la sublime adresse ne souffre aucun retard ». Le 6 ventôse (24 février), trois autres commissaires du représentant invitent-ils les membres de la Société à participer à la réfection révolutionnaire des routes ? On leur donne le baiser fraternel ; on applaudit aux « grandes vues » du représentant ;

demain, 27, un membre lut, à l'éloge de Lakanal, une lettre qu'il proposait à la Société d'envoyer au représentant ; celle-ci n'en fit rien.

1. *Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 296.

2. *Ibid.*, à cette date, p. 394.

3. *Arch. nat.*, D XXXVIII 2.

4. *Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 25.

5. *Ibid.*, à cette date, p. 49.

on crie : « Vive Lakanal ! Vive la Montagne ! » Le 20 germinal (9 avril), on se hâte d'appliquer « les vues bienfaisantes du représentant », relatives à l'extinction des procès. Le 29 prairial (17 avril), un clubiste annonce que des complots « se tramaient contre les jours de Lakanal ». Aussitôt, « un cri d'indignation se fait entendre ; il demeure arrêté que les sociétaires de Thenon se transporteront partout où ils pourront faire rempart de leur corps pour préserver Lakanal des coups de la malveillance ». Un commissaire de la Société rend-il compte à ses « frères » d'une mission qu'il est allé remplir, avec un autre clubiste, auprès du représentant ? Il s'exprime ainsi, le 29 prairial (17 juin) : « Une chose non moins flatteuse pour vous, c'est que Lakanal, ce grand génie de la vertu et de la liberté, reconnaît vos principes et qu'il les apprécie. A notre départ, il s'est empressé de nous embrasser, et, me serrant vivement la main, il m'a dit, dans ces termes : Témoigne, je t'en prie, à mes frères et amis les sans-culottes de la Société populaire de Thenon, que personne ne leur sera jamais plus étroitement attaché que moi ». La suite du rapport de ce commissaire n'est-elle pas aussi caractéristique, et ne mérite-t-elle pas d'être reproduite, en sa naïve indignation : « Une seule affliction reste dans notre cœur... La Société de Bergerac, pendant sa séance, reçut une lettre qu'on avait écrite à Lakanal, dans laquelle ce digne représentant était menacé d'assassinat. Cette nouvelle a justement ému les cœurs des bons citoyens. Je pense même qu'il n'est aucun de nos membres qui n'éprouve la même commotion, et qu'il ne fasse, comme vos commissaires, le serment de périr, s'il le faut, pour anéantir les destructeurs de la Révolution. Malheur à ceux qui toucheraient un seul poil à celui qui travaille de toutes ses forces, et depuis quatre heures du matin jusqu'à onze heures du soir, au bonheur du peuple ! » Enfin, la Société apprend-elle que Lakanal a été dénoncé par la Société populaire de Sainte-Foy ? Elle déclare, le 23 thermidor (10 août), « qu'elle n'a que des éloges à faire sur la conduite que Lakanal a tenue dans ce département » et « qu'elle se fera toujours un devoir sacré de soutenir les patriotes injustement persécutés¹ ».

1. Pour tous les faits relatifs à la Société populaire de Thenon, voir *Arch. mun. Thenon*, Reg. de la Société, à la date indiquée.

Nous verrons plus loin et, pour ainsi dire, à chaque page, quel précieux concours les Sociétés populaires apporteront à Lakanal dans le détail quotidien de sa mission. Mais il était nécessaire de montrer d'abord, en un tableau d'ensemble que nous ne croyons point disproportionné à son objet, comment ces groupes de citoyens, en qui s'incarnait vraiment l'âme populaire, répondirent, de tant de points de la Dordogne, à l'appel du représentant, avec quelle ardeur Lakanal et ces Sociétés communiaient dans une même foi révolutionnaire, et quelle vague d'enthousiasme portait la politique du conventionnel. On peut apprécier déjà quels éléments de succès Lakanal tenait en main et combien fécond promettait d'être son effort.

8° *Lakanal et l'opinion.*

Lakanal écrivait un jour, pendant sa mission : « Je fais tout avec le levier de l'opinion ; rien, avec le tranchant de la guillotine¹ ». Et ce n'est pas seulement à travers les administrations politiques, les Comités révolutionnaires et les Sociétés populaires que Lakanal voulait atteindre l'esprit public en général. Il cherchait à exercer sur la masse de l'opinion une action immédiate, à entrer en contact direct avec elle.

Sans doute il trouva chez les particuliers, comme il en avait trouvé parmi les autorités constituées et les Sociétés populaires, des ennemis et des délateurs. Mais il dédaigna leurs accusations. Le citoyen Lestang le dénonçait-il ? D'un beau geste, il l'exemptait de contributions². Le citoyen R... médisait-il de lui ? Il se contentait de le menacer³. Un certain Joseph Lapeyre le dénonçait-il à la Convention ? La Convention, comme Lakanal, laissait retomber ces accusations³, comme elle laissa retomber celles de la Société populaire de Sainte-Foy, dues, semble-t-il,

1. Clamageran, p. 58.

2. Voir Clamageran, p. 56.

3. Clamageran, p. 57. Les accusations de Joseph Lapeyre sont analogues à celles de la Société de Sainte-Foy, et se trouvent dans le même dossier (*Arch. nat.*, D^{III} 351).

« au frère de deux émigrés, au gendre d'un reclus ci-devant valet des Capet et à un huissier ¹ ».

D'autres citoyens se plaindront encore de Lakanal. Des juges du tribunal du district de Belvès entretiendront la Convention des « expressionis injurieuses » dont Lakanal aurait « abreuvé » leur « juste sensibilité ² ». Le représentant Romme lui-même se fera un malin plaisir de dénigrer certaines des mesures prises par Lakanal ³. On verra aussi l'ex-curé Faure tenir contre Lakanal « des propos indiscrets ⁴ », et un Bergeracois anonyme notera au jour le jour les actions de Lakanal, en les interprétant à sa manière, sans doute en vue d'une dénonciation à la Convention ⁵.

Mais ce n'étaient là que quelques voix discordantes ⁶ perdues dans le concert d'éloges que l'opinion publique décernait à Lakanal. Ses proclamations enflammées, ses tournées nombreuses à travers la Dordogne, son abord facile, l'intérêt qu'il portait à ses « frères » les humbles, les fêtes qu'il organisait, les travaux publics auxquels il intéressait la population entière : tout cela secouait, suggestionnait l'esprit public, ralliait au panache tricolore du représentant toutes les bonnes volontés républicaines, justifiait sa prétention de tout faire avec le levier de l'opinion.

« Caresser la classe indigente de Bergerac et lui faire crier : Vive Lakanal ! tel est son but ⁷ », écrit ironiquement le pamphlétaire bergeracois. Notre auteur n'en est pas moins obligé de constater que Lakanal se concilie « l'affection de tous les citoyens de Bergerac ⁸ » et qu'un « grand concours » de citoyens et de citoyennes se presse, tous les jours, dans la maison du

1. Arch. dép. Dordogne, L 521, 22 thermidor an II.

2. Arch. nat., AF II 97, 718, n° 39.

3. Voir notre chapitre 1^{er}, p. 58 et 59.

4. Arch. dép. Dordogne, L 403, 17 thermidor an II, et 407, 19 thermidor an II.

5. Voir *la Révolution française*, 1888, 1^{er} sem., p. 824 et suiv., Aulard, *Lakanal à Bergerac*, et notre article sur *Un pamphlet contre Lakanal*.

6. Ce qui surtout dut valoir à Lakanal des rancunes fut l'ensemble des mesures fiscales qu'il prit à l'égard des riches. Voir notre chap. sur *Lakanal et les taxes révolutionnaires*.

7. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre XII.

8. *Ibid.*, chapitre I.

représentant¹. Nous trouvons l'écho de cet amour des populations dans les couplets publiés, à la fin du *Journal populaire*, par la Commission d'instruction sociale de Sarlat². Et ce n'est pas sans motif que la Commission des armes et poudres de la République lui écrivait : « On sait ici, et la renommée a devancé ton récit, ... les mesures honorables que tu fais prendre aux citoyens du département de la Dordogne et le zèle de civisme qu'ils déploient à ta voix, heureusement habile dans la science de républicaniser les âmes³ ».

Aussi Lakanal eut-il lieu de se féliciter de l'attitude des populations périgourdines, que son gouvernement de la persuasion contribuait à gagner à la Révolution. Sans le vouloir, il faisait un peu son propre éloge, quand il écrivait, le 15 pluviôse an II (3 février 1794) : « Le département de la Dordogne marche à grands pas vers la régénération⁴ », ou quand il disait : « Les habitants de Bergerac sont d'excellents éléments révolutionnaires, essentiellement bons républicains, bien plus par sentiment que par intérêt propre ; c'est le pays de la fraternité⁵ », ou quand il s'écriait, à la tribune de la Convention : « Je rendrai... un hommage public au dévouement patriotique des citoyens de Bergerac. Je les ai vus se disputer l'honneur de faire des sacrifices à la patrie. J'ai vu les femmes travailler à faire de la charpie, les ouvriers refuser constamment leur salaire. La Révolution est véritablement faite dans les cœurs à Bergerac. Si cette commune ne fait pas beaucoup de bruit, elle fait beaucoup de bien. Je demande donc que vous décrétiez qu'elle a bien mérité de la patrie⁶ ». Quelles troupes, mais aussi quel général !

1. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre III.

2. Voir nos chapitres sur *Lakanal et l'instruction publique* et *Lakanal et la justice civile*.

3. Arch. dép. Dordogne, L 11, n° 140.

4. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 661.

5. Arch. mun. Bergerac, Reg. Société populaire, 2 nivôse an II.

6. Séance de la Convention du 7 nivôse an II (27 décembre 1793) ; d'après le *Moniteur* du 9 nivôse an II, p. 398, 2^e colonne. Le *Proc.-verb. Convention* (p. 125) contient un résumé de cette déclaration, et ajoute que la proposition de Lakanal fut décrétée, ainsi que l'insertion au *Bulletin*. La *Bibl. nat.* possède une collection dépareillée du *Bulletin de la Convention* (Lc² 716) ; j'y ai trouvé deux placards datés du 7 nivôse an II (ils ne mentionnent ni la déclaration de Lakanal ni le décret), mais ce sont là deux placards supplémentaires (n°s 2 et 3) ; je n'ai pas trouvé le placard n° 1. — Le *refus cons-*

Enfin, le 21 thermidor an II (8 août 1794), rendant compte au Comité de salut public de l'état de l'esprit public dans le département, Lakanal ne disait-il pas : « La Convention nationale y est l'objet de culte et d'amour¹ » ?

Chargé de rattacher à la Révolution les populations de la Dordogne, Lakanal avait si pleinement rempli sa mission que son successeur, Pellissier, ne pouvait qu'écrire de Bergerac, le 26 fructidor an II (12 septembre 1794), à la Convention : « J'y ai trouvé l'esprit public dans cet état de force et de sécurité qu'inspirent aux citoyens un patriotisme qui ne s'est jamais démenti et une confiance entière à vos lois² ».

tant qu'auraient fait les ouvriers de leurs salaires est une exagération attribuable soit à Lakanal, soit au reporter du Moniteur. — Sous la Convention, dit M. Aulard, « il y eut la déclaration, très rare, que telle ville ... avait bien mérité de la patrie ». (*Études ... sur la Révolution française*, 4^e série, p. 275.)

1. *Réimpression de l'Ancien Moniteur*, t. XXI, p. 437.

5. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 665. En l'an IV, Lamarque rendra indirectement hommage au conventionnel qui, pendant dix mois, avait tenu le département dans sa main, quand il écrira : « Pendant les troubles révolutionnaires, le département de la Dordogne a été moins agité que tout autre... Il n'en est pas un seul qui se soit montré plus énergiquement patriote et plus sage, plus soumis aux lois » (*Arch. nat.*, AD XVIII 42).

A la nouvelle de la dénonciation lancée contre Lakanal par la Société populaire de Sainte-Foy, la Société de Bergerac avait envoyé à Paris deux de ses membres, Lalune et Blanc, pour aider à la justification du représentant. La lettre qu'ils écrivirent de Paris à leurs frères de Bergerac, le 23 thermidor an II, témoigne à la fois de l'excellente opinion qu'on avait de Lakanal à Bergerac et à la Convention : « Nous avons appris avec transport la haute considération dont jouissent les députés qui ont révolutionné les départements sans verser le sang inutilement... Nous avons appris, par des personnes très estimées, que Lakanal, dont vous êtes les défenseurs par notre organe, est distingué comme n'en ayant pas fait verser une goutte, et comme ayant, au contraire, dirigé vers le bien ceux-là même qui avaient eu des erreurs politiques... Il ne s'agit que d'écraser quelques vils fanatiques et quelques puants aristocrates ligués, qui ont voulu faire une procédure criminelle à un représentant du peuple qui travaillait à les guérir de leurs gothiques erreurs, d'un représentant... pur, ami des pauvres, ennemi du sang » (*Arch. mun. Bergerac*, I 2).

CHAPITRE IV

LAKANAL ET LES AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES

1° Opinion de Lakanal en matière religieuse. — 2° Lakanal et les protestants. — 3° Lakanal et les prêtres catholiques ; il est bienveillant aux patriotes, surveille les suspects, frappe les contre-révolutionnaires. — 4° Efforts de Lakanal pour laïciser l'esprit public et les mœurs. — 5° Lakanal et les biens ecclésiastiques : immeubles, meubles.

Dans son ouvrage contre *les Missionnaires de 93*, Fabry appelle les représentants en mission « des envoyés sortis du fond des abîmes infernaux pour la désolation du genre humain, des délégués de ces puissances qui n'ont d'autre mission que celle de nuire à la mer et à la terre..., des délégués de l'enfer ¹ ».

Recherchons, en ce qui concerne la mission de Lakanal, le bien fondé de pareilles appréciations. Quels rapports le représentant entretenait-il soit avec les protestants, soit avec les catholiques ? Quelle fut son attitude envers les membres ou ci-devant membres du clergé ? Comment chercha-t-il à laïciser l'esprit public et les mœurs ? Quel usage fit-il des biens d'origine ecclésiastique ? Mais d'abord demandons-nous quelle était, à l'époque de sa mission, l'opinion de Lakanal en matière religieuse.

1° Opinion de Lakanal en matière religieuse.

Nous savons ² que le futur conventionnel grandit dans la religion catholique, fut élevé chez les Doctrinaires, enseigna dans leurs collèges, entra au séminaire Saint-Magloire, fut

1. Fabry, *Les missionnaires de 93*, p. XXI,

2. Voir notre *Sommaire biographie*, p. 1 et suiv.

ordonné prêtre, sans doute à son corps défendant, et que, lors de son élection à la Convention, il était vicaire épiscopal à Pamiers.

Mais il renonça bien vite aux croyances de sa jeunesse. En l'an II, il nous apparaît — et il restera jusqu'à la fin de sa vie — nettement libre penseur, comme nous dirions aujourd'hui. Il croyait à une religion naturelle : un déisme vague à la façon de Rousseau. Nous le voyons, dans le *Journal d'instruction populaire* dont il fut l'instigateur et peut-être partiellement l'auteur, s'élever avec force contre l'athéisme ¹. Il fait ailleurs, dans une proclamation du 9 prairial an II (28 mai 1794), une longue et éloquente profession de déisme : « Adore un Dieu !... Quel homme n'adorerait pas le Dieu qu'adorait Newton ² ?... »

Pour demeurer déiste, Lakanal n'en avait pas moins rompu entièrement non seulement avec la prêtrise, comme le prouve sa lettre d'abjuration du 5 frimaire an II (25 novembre 1793) ³, mais avec le catholicisme. Il suffit de lire quelques-uns des arrêtés qu'il prit en l'an II pour savoir ce qu'il pensait des « momeries sacerdotales (dans sa lettre d'abjuration), des « insignifiantes prières ⁴ », des « ridicules génuflexions ⁴ » et des « jongleries des prêtres ⁴ ». On peut considérer comme une profession de foi philosophique la prosopopée qu'il adresse à la raison : « O Raison, fille aînée du ciel... », que nous reproduisons plus loin ⁴.

Quant aux rapports de la politique et de la religion, nous voyons, à relever certaines de ses déclarations et à constater les laïcisations qu'il opéra dans divers services publics, que Lakanal se montra partisan de ce que nous appelons la séparation des Églises et de l'État ³, sans aller cependant jusqu'au bout de ses

1. Voir, au chap. VII, *Lakanal et l'instruction post-scolaire*. « Je suis loin de penser qu'il faille donner aux enfants de la République des leçons d'athéisme », disait-il déjà dans son *Discours sur l'éducation nationale* de décembre 1792 (Guillaume, o. c., t. V, p. 662).

2. Nous l'avons citée dans notre *Sommaire biographie*, p. 3 et 4.

3. Dès décembre 1792, il s'élevait vivement contre « cette loi féodale connue sous le nom de Constitution civile du clergé. Envisagée sous le rapport politique, c'est une espèce de loupe qui déforme le corps social ; sous l'aspect de la religion, elle est un outrage à l'égalité des droits de l'homme, et, quand on outrage l'humanité, on outrage l'Être suprême » (Guillaume, o. c., t. V, p. 662).

principes, sans vouloir l'élimination totale du « spirituel » hors du domaine « temporel ». Lorsqu'il établira à Bergerac des écoles laïques, il écrira bien : « Dans un gouvernement républicain, chaque citoyen étant libre dans l'exercice de son culte et le corps de la nation ne connaissant que le culte de la loi, il est défendu, sous peine de destitution, aux instituteurs et aux institutrices d'entretenir leurs élèves d'aucune opinion religieuse¹ ». Mais il n'allait pas jusqu'à la laïcité intégrale de l'État. Ce qu'il refusait aux « religions révélées », il l'accordait à la « religion naturelle » : il lançait, en sa qualité de représentant, des proclamations déistes, où il parlait d'un « Dieu des républicains² ».

Si, en tant qu'homme raisonnable, Lakanal repoussait le dogme catholique, et si, en tant que citoyen, il combattait l'institution politico-religieuse de l'Église romaine³, ils'en fallait qu'il témoignât une haine systématique aux représentants d'un culte qu'il méprisait. Ainsi, nous le verrons accueillir un prêtre avec affabilité et lui donner l'accolade; il en sauvera un autre, disent certains biographes, en le conduisant jusqu'à la frontière, à ses risques et périls⁴, tout comme il sauvera, à Paris, son ami, l'abbé Sicard, de la prison et de la guillotine⁵.

En un mot, le conventionnel tâchera d'appliquer à la lettre, sans violence et sans faiblesse, la circulaire que, le 4 nivôse an II (24 déc. 1793), le Comité de salut public adressait aux représentants en mission et, par suite, à Lakanal : « Lorsqu'il s'agit

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 6 et 39. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 97. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

2. Voir la note 1 de la page précédente.

3. Ce sont bien les méfaits du cléricalisme que Lakanal dénonce dans ces lignes : « Reculez vers le passé ; parcourez les annales des peuples. Chaque page réfléchit les forfaits du sacerdoce. Ils sont écrits en caractères de sang humain dans la Vendée ; lisez-les à la lueur des flammes qui dévorent ces infortunés, arrachés aux cachots de l'Inquisition. Et vous demandez des prêtres ! Soyez francs, c'est... la guerre civile que vous voulez » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 11. *Arch. nat.*, AF II 96, 706 et 710).

4. D'après Mignet, *Notice sur Lakanal*, p. 13, c'était un prêtre réfractaire, ancien membre de la Congrégation de l'Oratoire. Il est douteux que Lakanal ait accompli cet acte pendant sa mission. L'anecdote est d'ailleurs suspecte. En l'an III, Lakanal fera nommer Bonnefoux, ancien général de la Doctrine, instituteur à l'établissement des sourds-muets (Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 386).

5. A. Esquiros, *Paris... au XIX^e siècle*, t. I, p. 61.

d'opinions religieuses, la violence aigrit sans convaincre. ... Le flambeau d'une main, éclaire ceux que d'antiques préjugés aveuglent encore. Le glaive de l'autre, frappé les scélérats qui ne prêchent le ciel que pour mieux dévorer la terre. Tolérant pour les premiers, sois terrible aux conspirateurs ¹ ».

2° Lakanal et les protestants.

Il y eut une catégorie de croyants avec lesquels Lakanal paraît avoir entretenu, dans la Dordogne, les meilleurs rapports : ce furent les protestants. Cette bonne entente s'explique sans peine ; les protestants devaient beaucoup à la Révolution, et, d'autre part, le gouvernement de la Convention n'avait qu'à se louer de leur attitude philosophique, politique et patriotique.

Depuis le xvi^e siècle, Bergerac était un ardent foyer de protestantisme, et il semble bien que, malgré les violentes et fréquentes persécutions qu'ils subirent à la fin du xvii^e siècle et au cours du xviii^e siècle ², les protestants fussent encore nombreux à Bergerac en 1789. La génération de protestants qui vivait à Bergerac pendant la Révolution se rappelait sans doute qu'en 1742, 47 ans avant la convocation des États-Généraux, onze couples de cultivateurs de Bergerac, coupables d'avoir été mariés par un pasteur protestant, avaient été condamnés, les hommes, aux galères, les femmes, à la relégation dans un hôpital ³. Ils avaient vu, à la veille de la Révolution, les jurats de Bergerac faire « mettre en prison un de nos habitants professant la religion protestante, et cela pour avoir donné à ... [son] mariage une publicité qui nous parut scandaleuse ⁴ ». Parlant d'un autre mariage protestant et répondant à une lettre du procureur-général de Bordeaux, qui les blâmait d'avoir laissé tirer le canon et battre la caisse pour « honorer un mariage fait entre deux protestants, contre les lois de l'Église et celles de l'État ⁵ »,

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 630.

2. Voir G. Charrier, *les Jurades de... Bergerac*, t. X, XI, XII, XIII, çà et là.

3. *L'Indépendant* de Bergerac, 25 novembre 1903.

4. G. Charrier, *les Jurades de... Bergerac*, t. XIII, p. 214, lettre du 24 déc. 1786.

5. *Ibid.*, lettre du 16 déc. 1786, p. 212.

les jurats expliquaient que, quoique les coups de canon ne fussent que des coups de fusil et que le bruit des tambours provînt d'une troupe de soldats, néanmoins ils avaient « puni ces gens par la prison¹ » ; ils avaient aussi infligé des amendes, notamment à la mère de la mariée, « parce qu'il nous a semblé que, quoique cela eût été entrepris sans son consentement, elle paraissait au moins l'avoir approuvé par son silence¹ ».

Par ces exemples, on peut juger de la dure situation qui était faite aux protestants de la Dordogne à la fin de l'Ancien régime, et de l'enthousiasme avec lequel ils accueillirent la Révolution.

En l'an II, on les voit soutenir la cause de la République et le représentant en mission. Nous ne saurions dire s'il se trouvait beaucoup de protestants parmi les membres de l'administration du district, de l'administration municipale, du Comité révolutionnaire et de la Société populaire de Bergerac. Mais nous n'en serions pas étonnés, car bien des noms que nous trouvons au bas des procès-verbaux de ces diverses assemblées sont aujourd'hui portés, à Bergerac, par des familles protestantes.

De plus, n'entend-on pas, le 29 brumaire an II (19 novembre 1793), un membre de la Société populaire de Bergerac déclarer que « nos bons amis les protestants² » offraient leur salle à la Société, pour qu'elle y tint ses séances jusqu'à ce que celle de l'hôpital fût réparée ? Cette proposition fut aussitôt acceptée, et quatre citoyens furent délégués vers Lakanal, pour lui apprendre la translation du club « dans le temple de nos bons amis les protestants² ». Le surlendemain, 1^{er} frimaire an II (21 novembre 1793), un de ces quatre commissaires vint rapporter aux clubistes que « Lakanal a été très satisfait de l'honnêteté de nos frères les protestants envers la Société² ».

Quand Lakanal compare l'attitude des ministres catholiques avec celle des ministres réformés, c'est à ces derniers que vont ses préférences. Ainsi il écrit, en parlant des prêtres : « Un d'eux, digne d'être un homme libre, après m'avoir apporté son ci-devant calice, a emprunté d'un ministre protestant les vases de verre de son culte³ ».

1. G. Charrier, *les Jurades de... Bergerac* lettre du 24 déc. 1786, p. 216.

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée.

3. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703.

Enregistrons enfin le témoignage d'un publiciste protestant et bergeracois, qui, à l'époque où il écrivait, pouvait se faire l'écho de la tradition orale. Ce publiciste dit, à propos d'un pasteur : « Son caractère... et la mansuétude du représentant Lakanal eurent... ce résultat que les exercices protestants à Bergerac... ne furent jamais complètement interrompus pendant la tourmente révolutionnaire¹ ».

3°

Lakanal et les prêtres catholiques.

A l'égard du clergé et des institutions catholiques, Lakanal régla sa conduite, d'une part, sur les décrets de la Convention, et, d'autre part, sur la conduite même des prêtres dans le département de la Dordogne.

Quelle était, au commencement de l'an II, la législation révolutionnaire au sujet des prêtres catholiques ? Par le vote de la Constitution civile du clergé (12 juillet 1790), l'Assemblée constituante avait mis l'élection à la base des nominations ecclésiastiques. De plus, par cette Constitution civile (art. 21 et 28) ainsi que par les décrets successifs des 24 juillet 1790 (art. 39), 27 novembre 1790 et 29 novembre 1791, on en était venu à exiger de tous les ecclésiastiques le serment civique « d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution du royaume ». Ceux des ecclésiastiques qui étaient fonctionnaires juraient, en outre, de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse ou de la paroisse qui leur était confié. Le décret du 29 novembre 1791 prévoyait une série de peines contre ceux qui refuseraient le serment ou, l'ayant prêté, le rétracteraient². Ces décrets avaient partagé les ecclésiastiques en deux catégories : les assermentés ou constitutionnels et les insermentés ou réfractaires.

L'Assemblée législative, trouvant dans les troubles de l'Ouest et du Midi la main de ces derniers prêtres, avait sévi contre eux. Le 29 novembre 1791, elle les avait privés de tout traitement

1. Rennes, *Hist. du protestantisme à Bergerac*, p. 64. Bergerac, 1868.

2. Voir les articles d'Aulard dans *la Révolution française* d'avril (p. 371) et mai (p. 426) 1904. Voir aussi Aulard, *Hist. pol.*, p. 466 et suiv.

et réputés suspects. Les 27 mai et 26 août 1792, elle avait prononcé contre eux, pour certains cas, la peine de la déportation, notamment contre tout prêtre qui, ayant refusé ou rétracté le serment, n'évacuerait pas le territoire dans les 15 jours. La Convention, par le décret du 18 mars 1793, aggravé les 20 et 21 octobre 1793, avait substitué à la déportation la peine de mort¹.

Quant à l'Église constitutionnelle, après avoir, sous les deux premières assemblées, joui de sa dotation et de la faveur des autorités constituées, elle était devenue suspecte à la Convention. Pour favoriser le mariage des prêtres constitutionnels, la Convention, par décret du 19 juillet 1793, avait prononcé des peines sévères contre les évêques qui s'y opposeraient. Les 20 et 21 octobre 1793, elle ordonnait la déportation des ecclésiastiques, même assermentés, qui seraient reconnus inciviques. Les 5 et 24 octobre 1793 et le 4 frimaire (24 nov.), elle adoptait le calendrier républicain, avec la substitution du décadi au dimanche; elle instituait le culte de la Raison le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), et elle accordait un secours annuel, le 2 frimaire an II (22 novembre 1793), aux évêques, curés et vicaires qui renonceraient à leur état².

Telle était l'attitude de la Convention envers le clergé catholique. Quelle sera la conduite de Lakanal, agent de la Convention, dans la Dordogne?

Il est bienveillant aux prêtres patriotes.

Envers les prêtres constitutionnels ou, comme on disait, patriotes, Lakanal se montra juste et même bienveillant. Ils étaient nombreux ceux qui, dans la Dordogne, avaient accepté sans arrière-pensée la Constitution civile du clergé³, à l'exem-

1. Duvergier, t. IV, p. 209 et 423; t. V, p. 252; t. VI, p. 37 et 298.

2. *Ibid.*, t. VI, p. 37, 257, 298, 311, 347, 362, 364.

3. Aux *Arch. mun. Bergerac* se trouvent d'intéressantes lettres de prêtres assermentés. Dans la *Révolution française* du 14 déc. 1907, M. Ph. Sagnac a réfuté (p. 509) l'affirmation de M. Sciout, que le serment fut refusé par la majorité; il a montré, dans la *Rev. d'hist. mod.* de nov. 1906 que, d'après les résultats connus (environ 500 sur près de 700), la proportion des assermentés fut de 81 % dans la Dordogne.

ple de leur évêque, Pontard, qui, à la fin de 1792, écrivait à la Convention : « Nous vous jurons d'être les apôtres de ces lois, dussions-nous en être les victimes ¹ ». Avec de pareils prêtres Lakanal fut très conciliant. En voici quelques preuves.

Le 27 brumaire an II (17 novembre 1793), Cailloux, curé de Saint-Laurent-des-Vignes, « jaloux de donner des preuves de son patriotisme », vint remettre au Comité révolutionnaire de Bergerac les vases sacrés de son église. Un membre du Comité présenta alors ce curé à Lakanal. « Le représentant du peuple, satisfait de la conduite et des démarches dudit citoyen curé, lui a donné l'accolade fraternelle, en lui touchant les mains et en l'assurant qu'il ferait mention de lui à la Convention nationale et que la République lui serait reconnaissante ². »

C'est peut-être à ce prêtre que Lakanal fera allusion quand, le 7 frimaire an II (25 novembre 1793), dans une lettre à la Convention, après avoir écrit : « Par un effort qui tient du prodige, dociles à ma réquisition, les curés sont venus restituer eux-mêmes les escroqueries du mensonge », il dira de l'un d'eux, qui lui avait apporté son calice, qu'il est « digne d'être un homme libre ³ ».

Lakanal prêtait volontiers ses bons offices aux prêtres mariés. Le même jour, 7 frimaire an II (25 novembre 1793), il venait en personne remettre au Comité révolutionnaire de Bergerac une pétition de Labarthe, curé de Cours-de-Pile, qui demandait une légère indemnité pour frais de transport de meubles. Il appuyait cette pétition, et le Comité, considérant que ledit Labarthe avait « donné des preuves de philosophie en alliant l'esprit de la morale avec celui de la nature, en se faisant appeler du doux nom de père par un légitime mariage », accordait satisfaction au désir de ce curé ⁴.

On voit Lakanal donner à certains prêtres des conseils où ne se mêle aucune violence. Le 23 frimaire an II (13 décembre 1793), Lambert, curé d'Eymet, paraissait devant Lakanal, en séance au Comité révolutionnaire de Bergerac. Là, le représentant « lui a parlé le langage d'un homme libre et lui a fait

1. J'ai publié cette lettre dans *l'Avenir illustré* de Périgueux, 14 janv. 1904.

2. Arch. dép. Dordogne, L, 407, 27 brumaire an II.

3. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703.

4. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 158.

connaître ses erreurs » ; et le procès-verbal ajoute : « il en est convenu, en promettant de prêcher désormais la morale de la raison, de la liberté et de l'égalité¹ ».

Ainsi le représentant à l'époque même où la déchristianisation atteignait, en France, son point culminant, fit preuve non seulement de tolérance, mais même de bienveillance envers les prêtres constitutionnels.

Est-ce à dire qu'il ne leur préférât pas les prêtres qui, comme lui-même, rompaient avec le sacerdoce ? Oui, sans doute. Ce n'est point, à coup sûr, dans l'intention de lui déplaire que le Comité révolutionnaire de Montignac lui envoyait, le 13 prairial an II (1^{er} juin 1794), une ode composée par Chabannes, « ancien prêtre² », ou que le Comité d'Excideuil lui annonçait, le 30 floréal an II (19 mai 1794), que « tous les prêtres du district ont renoncé à leurs fonctions³ ».

Lakanal surveille les prêtres suspects.

Si Lakanal faisait bon accueil aux prêtres patriotes, il contrôlait étroitement les prêtres suspects.

Tantôt il interrogeait lui-même les prêtres dont il pensait avoir lieu de se défier⁴ : tel fut le cas de Lagrèze, curé de Rouquette, le 23 brumaire an II (13 novembre 1793) ; après quoi, Lakanal rendait un arrêté qui supprimait le traitement de ce curé et l'obligeait à rembourser les sommes qu'il avait reçues depuis l'acceptation de la Constitution⁵.

Tantôt le Comité révolutionnaire de Bergerac envoyait, sans doute à l'instigation et en tout cas avec l'assentiment de Lakanal, une lettre-circulaire à un certain nombre de curés. « Le Comité, disait cette lettre, instruit que tu ne te conformes pas

1. Arch. dép. Dordogne, L 407, séance du 23 frimaire an II.

2. *Ibid.*, L 585, 13 prairial an II.

3. *Ibid.*, L 422, 30 floréal an II.

4. De même, Roux-Fazillac écrivait, le 14 nivôse an II (3 janvier 1794), en parlant des prêtres : « J'en ai ici une demi-douzaine qui viennent me voir de temps en temps, et nous causons ensemble » (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 54).

5. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 113. Peut-être avait-il prêté serment postérieurement au 23 mars 1793 ; dans ce cas, le serment était non avenu (décret du 23 avril 1793).

aux décrets de la Convention nationale et aux arrêtés des représentants du peuple, t'ordonne de te rendre, sous le plus bref délai, au Comité, et y rendre compte de ta conduite ¹. »

La surveillance de Lakanal ne s'étendait pas seulement aux prêtres en fonctions, mais aussi aux anciens prêtres. Ainsi, le 22 ventôse an II (12 mars 1794), il ordonnait au Comité révolutionnaire de Belvès de faire comparaître, le surlendemain, à la séance du Comité « les quatre ci-devant prêtres qui lui paraîtront le plus dangereux à la tranquillité publique dans toute l'étendue du district ². » Le surlendemain, 24 ventôse an II (14 mars 1794), Lakanal se trouvait à Belvès ; il y voyait sans doute ces quatre anciens prêtres et, doutant de leurs convictions républicaines, il leur imposait, par arrêté du même jour, une sorte d'épreuve civique : « Les dénommés, disait-il, se rendront sur-le-champ dans les communes qu'ils habitent, pour y prêcher la raison, la philosophie, l'égalité et le ridicule des momeries sacerdotales... Dans un mois..., deux membres du Comité révolutionnaire se transporteront dans lesdites communes, pour y prendre connaissance de l'état de l'esprit public. » Lakanal ajoutait : « Si, à cette époque,... il n'est démontré que ces susnommés ont usé de tous les moyens possibles pour tuer le fanatisme et rendre leurs concitoyens à la raison, les susnommés seront déportés. » Enfin, s'ils négligeaient de se conformer au présent arrêté ou cherchaient à soulever le peuple, ils seraient, dans les vingt-quatre heures, jugés par une Commission qu'établirait à Bergerac Lakanal ².

Le contrôle du représentant sur les ci-devant prêtres suspects prend d'autres formes, non moins énergiques et plus générales. Ainsi, il fait apposer les scellés sur leurs papiers, par l'intermé-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, lettre du 23 nivôse an II.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, reg. 709. « On lui reproche d'avoir menacé de la guillotine des prêtres constitutionnels qu'il avait fait venir devant lui, à Belvès, et, le sabre à la main, de leur avoir fait promettre qu'ils ne diraient plus la messe, et d'avoir envoyé dans les cachots, à 25 lieues de là, un de ces prêtres, qui manqua à sa promesse » (*Arch. nat.*, D III 351). Cette accusation semble peu fondée. 1° Les faits sont déformés ; il ne s'agit pas de prêtres constitutionnels, à qui il aurait été défendu de dire la messe, mais de ci-devant prêtres, chargés d'enseigner la morale laïque ; 2° Je n'ai trouvé aucune trace du mandat d'arrêt attribué à Lakanal ; 3° Le dénonciateur, J. Lapeyre, a la prudence de ne pas prendre cette accusation à son compte.

diaire des Comités révolutionnaires ¹. La Société populaire de Bergerac n'écrit-elle pas, le 19 floréal an II (8 mai 1794), à la Convention, en parlant de Lakanal, que, par son ordre, les scellés ont été apposés au même instant sur les papiers de nombreux suspects, et d'anciens prêtres en particulier ²? Nous ignorons, en ce qui concerne les ci-devant prêtres, les résultats de cette opération.

Cette mesure prouve du moins que, par des procédés légaux et qui n'avaient rien de bien violent, le représentant savait accomplir le mandat que la Convention lui avait confié et surveiller dans le département les menées du personnel ecclésiastique.

Lakanal frappe les prêtres contre-révolutionnaires.

Lakanal ne se borna pas à cette attitude plutôt expectante. Il fallut parfois que son action, pour être efficace, devînt plus rigoureuse. Mais ces rigueurs furent exceptionnelles, soit que Lakanal eût affaire à des prêtres rebelles moins nombreux et moins redoutables, soit qu'il combattît avec moins d'âpreté que d'autres représentants des hommes avec qui il communiait jadis dans le même sacerdoce. Toujours est-il qu'il ne recourut qu'en de très rares circonstances non pas certes à la guillotine, mais à la réclusion, à l'égard des prêtres contre-révolutionnaires.

Le premier ecclésiastique qu'il fit incarcérer fut un ci-devant moine. Le 24 ventôse an II (14 mars 1794), il ordonnait au Comité révolutionnaire de Belvès de faire reclure à Périgueux « le Père Jacques », et cela « jusqu'à ce que la France en paix vomira la vermine sacerdotale ³. »

Le 12 germinal an II (1^{er} avril 1794), Joseph Chanut, curé de Bouniague, était incarcéré à Bergerac par ordre du représentant ⁴.

1. Voir ce que nous avons dit sur *Lakanal et les Comités révolutionnaires*, p. 121. Le décret du 17 sept. 1793 ordonnait (art. 3) l'apposition des scellés sur les papiers des suspects.

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. d'adresses de la Soc. pop., 19 floréal an II.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 709.

4. *Arch. greffe trib. civ. Bergerac*, Livre des écrous (13 nivôse an II au 26 fructidor an II).

Le 26 messidor an II (14 juillet 1794), le Comité révolutionnaire de Bergerac recevait de Lakanal l'ordre de faire arrêter le nommé Benaud, ci-devant curé de Razac-d'Eymet¹ ; le 7 thermidor an II (25 juillet 1794), le Comité annonçait à Lakanal que son ordre avait été facilement exécuté, Bernard étant venu, de lui-même, se constituer prisonnier⁴.

Comme on le voit, le conventionnel, en dix mois, n'ordonna que l'arrestation de trois ecclésiastiques, dont deux, à vrai dire, n'étaient pas prêtres, à ses yeux, puisque l'un était ci-devant moine et l'autre, ci-devant prêtre. Il ne peut pas être rendu responsable, en tout cas, de l'arrestation d'un curé, ordonnée, le 17 thermidor an II (4 août 1794), par le Comité révolutionnaire de Bergerac, parce que ce curé avait tenu « des propos indiscrets contre Lakanal². »

On ne saurait donc inculper Lakanal de graves excès de pouvoir envers la personne des ecclésiastiques. Mais, d'autre part, on ne saurait l'accuser d'avoir délaissé l'œuvre d'action anticléricale, comme nous dirions ; ses efforts pour laïciser l'esprit public le laveraient de tout soupçon de faiblesse à l'égard de ses anciens coreligionnaires.

4° Efforts de Lakanal pour laïciser l'esprit public et les mœurs.

Par diverses créations et par l'action dont il disposait sur l'esprit public et les mœurs, Lakanal tâcha de détruire le prestige politique et social du clergé et de ruiner l'autorité du dogme catholique.

Nous verrons³ avec quelle ardeur il favorisa dans la Dordogne le développement de l'instruction publique : en elle il voyait surtout le plus décisif instrument d'émancipation intellectuelle⁴.

1. Arch. dép. Dordogne, L 407, 1^{er} et 7 thermidor an II.

2. Ibid. L 403, 17 thermidor an II. Lakanal avait quitté Bergerac à cette date, puisque, quatre jours plus tard, le 21 thermidor, il montait à la tribune de la Convention.

3. Voir notre chap. sur *Lakanal et l'instruction publique*.

4. Le même principe guidait Roux-Fazillac qui, le 19 frimaire an II, écrivait de Périgueux à la Convention : « Si les Assemblées constituante et

C'est sans doute en songeant aux erreurs religieuses qu'il disait « qu'une éducation républicaine peut seule donner à l'esprit des jeunes citoyens le pli de la vérité¹ », et il ne pensait pas moins à la tyrannie sacerdotale qu'à la tyrannie politique quand il ajoutait « que rien ne travaille plus puissamment pour les intérêts de la tyrannie que l'ignorance. »

Lakanal voulait que l'instruction publique fût exclusivement laïque. Il dira quelque part : « La patrie n'est pas théologienne ; elle doit à ses enfants une éducation exclusivement morale et scientifique ; le reste regarde la famille². » Il menaçait de destitution tout instituteur ou institutrice qui entretiendrait ses élèves d'aucune opinion religieuse ; et il rejetait à peu près les prêtres de l'enseignement, public ou privé, en écrivant « que le droit d'élever les enfants appartient surtout à ceux qui s'entendent appeler du doux nom de père³. »

Les institutions post-scolaires créées par Lakanal dans la Dordogne étaient conçues, elles aussi, comme une arme destinée, selon ses propres expressions, à « combattre... la lèpre du fanatisme³. » Les Commissions d'instruction sociale, les apôtres civiques, le journal d'instruction populaire avaient essentiellement pour but de propager des principes laïques. Ne voit-on pas l'apôtre civique Labonne prononcer, dans le village de La Feuillade, un violent discours anti-catholique, et le *Journal d'instruction populaire, de Sarlat*, qui fut rédigé sous le contrôle et peut-être avec la collaboration de Lakanal, s'élever avec véhémence contre les « mystiques charlatans³ » ?

Par d'autres moyens encore, Lakanal cherchait à détacher l'esprit public du catholicisme.

Ainsi, il n'est pas douteux, à lire sa proclamation du 9 prairial an II (28 mai 1794) : « O Raison, fille aînée du ciel, viens gou-

législative et même la Convention nationale n'eussent pas toujours différé d'organiser l'instruction publique, le peuple serait plus avancé qu'il ne l'est aujourd'hui, et la révolution des préjugés religieux serait absolument terminée » (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 291). Roux-Fazillac écrivait aussi, en parlant des « préjugés religieux » : « Je leur ai porté un coup terrible... en organisant ici les écoles primaires » (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 477).

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n^{os} 6 et 39. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n^o 97. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

2. Cité par Teston, *Lakanal*, p. 4, mais sans références.

3. Voir notre chap. sur *Lakanal et l'instruction publique*

verner la terre¹ ! », que Lakanal favorisa, dans la Dordogne, le culte de la Raison. On le voit, en effet, ordonner, le 3 germinal an II (23 mars 1794), la célébration à Bergerac d'une fête de la Raison, et en dresser lui-même le plan². Ou bien, le 3 thermidor an II (21 juillet 1794), « considérant que la vertu et les mœurs forment la base sur laquelle repose le gouvernement républicain », c'est au Temple de la Raison de Monségur et Montignac que Lakanal fait afficher un arrêté par lequel il ordonne la réclusion d'un citoyen qui, après avoir abusé de deux jeunes filles, s'était marié avec une troisième³.

Lakanal n'assura pas moins strictement le respect du décadi⁴ que le culte de la Raison. Il est probable qu'il ne refusa point, par exemple, de donner à un arrêté de l'administration du district de Bergerac l'approbation qu'on lui demandait, relativement à certaines mesures dirigées contre la célébration du dimanche⁵. Le 10 floréal an II (29 avril 1794), les membres de la Société populaire de Bergerac, dans une adresse à la Convention, après s'être déclarés « exempts des préjugés et du fanatisme dont le défunt clergé avait empoisonné une bonne partie des Français », ajoutaient : « Nous sommes dégagés, grâce à toi et à Lakanal..., de ce venin pestilentiel : les décadis sont nos seules fêtes⁶ ».

Le Bergeracois anonyme, auteur d'un pamphlet contre Lakanal, n'écrit-il pas, pour railler le rationalisme et les préoccupations morales de Lakanal que, « mettant l'intolérance

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 11. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

2. Voir notre chap. sur *Lakanal et les fêtes révolutionnaires*.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 710.

4. De son côté, Roux-Fazillac prenait, à Périgueux, diverses mesures pour assurer le triomphe du décadi sur le dimanche (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 291). — D'après la dénonciation envoyée par J. Lapeyre à la Convention, Lakanal aurait fait incarcérer un paysan qui, un ci-devant jour de dimanche, serait venu voir, à Bergerac, la manufacture d'armes. En outre, se trouvant aux Lèves (près Sainte-Foy) le 9 thermidor an II, ci-devant jour de dimanche, il aurait vu les habitants se livrer à des danses et à des amusements rustiques; il les aurait alors traités de fanatiques et aurait arrêté lui-même deux citoyens (*Arch. nat.*, D^{III} 351). Voir, à la p. 153, la mesure que prit Lakanal en faveur de la célébration de décadi à Cours-de-Pile.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L, 356, n° 148.

6. *Arch. nat.*, D XXXVIII 2.

philosophique à la place de l'intolérance religieuse, il donne ordre à la municipalité de chasser des promenades ceux qui y promèneraient le dimanche. Il trouve des femmes se promenant ce jour-là. Il les appelle *filles et femmes de prêtres*, les injurie, les épouvante, les met en fuite ¹ » ?

Voilà, brièvement exposée, l'œuvre de déchristianisation de Lakanal dans la Dordogne. Très ferme sur les principes, le conventionnel ne se livra à aucune violence contre les personnes. Quant à son action sur l'esprit public, on peut croire qu'elle fut réelle, mais il est difficile d'en apprécier la portée. L'effort concordant des autres représentants en mission dans la Dordogne et l'initiative prise en cette matière par les habitants eux-mêmes ² empêchent de rapporter sûrement à chacun de leurs auteurs les résultats de ce mouvement général.

L'œuvre ne devait pas être interrompue au départ de Lakanal. C'est ainsi que, le 26 nivôse an III (15 janvier 1795), le député Bordas, envoyé en mission dans la Dordogne, le Bec-d'Am-bès, etc., lançait une éloquente proclamation contre le catholicisme ³, et que, le 22 germinal an III (11 avril 1795), Chauvier, un autre représentant en mission dans la Dordogne, prenait un arrêté contre le « fanatisme ⁴. »

5°

Lakanal et les biens ci-devant ecclésiastiques.

Comment se comporta Lakanal à l'égard des biens ecclésiastiques, qu'il s'agit d'immeubles ou de meubles ?

1. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre II.

2. Nous avons publié sur l'*Assemblée philosophique d'Aubas (Dordogne)* un suggestif document, reproduit dans *la Révolution française* du 14 déc. 1903. La municipalité de Ribérac écrivait, le 9 pluviôse an II, que « la destruction du fanatisme religieux et ses pratiques superstitieuses a rendu désertes la plupart des églises de notre commune (Arch. mun. Ribérac, Reg. délib. mun. Ribérac, à cette date). Voir notre *Esprit public en Dordogne*, p. 93 à 104.

3. Arch. dép. Dordogne, L 509. On en trouvera le texte dans *la Révolution française*, 1882, deuxième semestre, p. 348 et suivantes.

4. *Ibid.*, L 14, f. 25.

Immeubles.

En ce qui concerne les immeubles du clergé, le décret du 2 novembre 1789 avait mis les biens d'Église à la disposition de la nation¹. Les églises, presbytères, etc., avaient été décrétés maisons nationales, et l'administration en avait la libre disposition.

Lakanal consacra plusieurs de ces monuments, qui se trouvaient inoccupés, à divers usages.

Sans doute est-ce avec son assentiment que l'administration du district de Bergerac fit vendre la métairie appelée La Vedelle, jadis possédée par les religieuses de la Foi², et utilisa comme dépôt de fourrages l'église de La Madeleine, à Bergerac³.

C'est principalement à des maisons d'instruction, à des hospices, à des salles de réunion que Lakanal affecta divers établissements ecclésiastiques. Sur la demande de la municipalité de Lanquais, il décida que le presbytère de cette ville servirait au logement d'un instituteur⁴; peut-être est-ce lui aussi qui, si on ne l'avait fait auparavant, affecta un des deux monastères d'Excideuil à un établissement d'instruction⁵.

Ou bien on voit Lakanal, sur la demande de la municipalité d'Eymet, autoriser cette municipalité à transformer son presbytère en hospice « pour nos frères indigents⁶. »

D'anciens immeubles ecclésiastiques servent aussi de salles de réunion à des municipalités et à des Sociétés populaires. Parfois Lakanal laisse aux municipalités le soin d'en faire l'usage qui leur paraît préférable. Ainsi, le 15 brumaire an II (5 novembre 1793), le conventionnel met à la disposition de la municipalité d'Eymet le ci-devant couvent des ci-devant religieuses de Sainte-Marthe, « pour être par elle consacré aux objets d'utilité publique qu'elle avisera dans sa sagesse⁴. »

Mais d'ordinaire Lakanal précise. C'est dans l'église de ce

1. Duvergier, t. I, p. 64.

2. Arch. dép. Dordogne, L 378, f. 192.

3. Ibid., L 355, n° 462.

4. Ibid., L 369, n° 22.

5. Ibid., L 475; cette affectation était demandée depuis le 14 septemb. 1790.

6. Arch. nat., AF II 96, 707.

couvent-là que la Société populaire d'Eymet tiendra ses séances¹. De même, la ci-devant église de Lanquais deviendra le lieu de réunion de la Société populaire de cette ville². A la demande de la municipalité de Cours-de-Pile, Lakanal, « applaudissant aux principes civiques des citoyens municipaux », décide que le presbytère de cette localité servira de maison commune, et l'église, de lieu de réunion au peuple, les jours de décadi³. De même encore, Lakanal donne satisfaction aux « républicains des communes de Lamonzie-Saint-Martin, Le Monteil et Saint-Laurent, constitués en assemblée populaire⁴ », qui lui demandaient d'utiliser l'église du Monteil pour y tenir leurs séances, s'engageant à « substituer le langage de la raison et de la vérité dans un lieu prostitué depuis longtemps à la superstition et à l'hypocrisie⁵. »

Lakanal alla-t-il plus loin dans l'utilisation des divers monuments ecclésiastiques ? Ordonna-t-il, par exemple, la destruction de certaines églises, comme il ordonna la démolition de quelques châteaux ? Non, sans doute, mais il se peut qu'il en ait eu l'intention, par exemple lorsque, travaillant à rendre le Dropt navigable, grâce à un système d'écluses, il demandait aux administrations des districts riverains des renseignements sur l'état des « ci-devant églises ou châteaux à portée du Dropt, et leur distance de ses rives⁵ ».

Meubles.

Quant aux meubles des églises, Lakanal, conformément aux décrets de la Convention, prit, à leur sujet, deux sortes de mesures, relatives, les unes, aux cloches, les autres, à l'« argenterie » des églises.

1° *Cloches.* — Plus d'un an avant l'arrivée de Lakanal dans la Dordogne, on voit le directoire du département ordonner la descente d'un certain nombre de cloches, pour les faire fondre

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, f. 6.

2. Ibid., L 369, n° 22.

3. Ibid., L 368, n° 197, et 372, n° 15. Arch. nat., AF II 96, 704.

4. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 135.

5. Arch. nat., AF II 96, 706, 6 thermidor an II. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les travaux publics* (2° partie).

et transformer en numéraire. Le 29 mars 1792, par exemple, le directoire du département autorise les municipalités de Creysse et de Lanquais à échanger contre les cloches de deux ci-devant couvents de Bergerac leurs cloches, qui sont fêlées et qui serviront à la fabrication des monnaies¹.

L'acte législatif principal en cette matière fut le décret du 23 juillet 1793, par lequel la Convention décidait qu'il ne serait laissé qu'une seule cloche dans chaque paroisse, et que toutes les autres seraient mises à la disposition du Conseil exécutif, pour servir à la fonte des canons². On tarda sans doute à appliquer cette loi dans la Dordogne, puisque ce n'est que le 12 octobre 1793 que le Conseil d'administration du département ordonnait à toutes les communes du département de « faire descendre les cloches, de façon à n'en laisser qu'une³ ». Le 21 octobre 1793, l'administration du district de Bergerac prenait, à son tour, un arrêté en vertu duquel elle nommait deux commissaires par canton, qui se transporteraient dans les paroisses, pour y assurer la descente des cloches et leur transport au chef-lieu du district⁴. On voit ces commissaires à l'œuvre dans le courant de novembre 1793⁵. Leurs efforts furent des plus fructueux⁶.

La pénurie de renseignements en ce qui concerne les autres districts de la Dordogne laisse croire qu'on y fut moins actif. Sans doute la présence de Lakanal à Bergerac, constatée dès le 20 octobre 1793, n'avait pas peu contribué à exciter le zèle des administrateurs de ce district.

Le conventionnel intervint même à ce sujet, hors du dépar-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 365, 29 mars 1792. Voir, au sujet de la transformation des cloches en numéraire, *Arch. dép. Dordogne*, L 366, 28 mars et 25 avril 1793.

2. Collection du Louvre, t. XV, p. 173.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 33, f. 187.

4. *Ibid.*, L 355, n° 101. Ce fut un curé, Rochery, de Prignonrieux, qui fut chargé, avec le citoyen Dejean jeune, de surveiller la descente des cloches dans le canton de La Force. C'est sans doute eux, par suite, qui firent porter à La Madeleine la cloche de la chapelle du château de La Force.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 134.

6. *Ibid.*, L 378, f. 268 et 280. A la fin de l'an II, l'agent national du district de Bergerac écrivait à la Convention que « les cloches ont été converties en canons à la fonderie de Montauban » (*Proc.-verb. Convention*, 9 messidor an II, p. 218).

tement. Il avait été informé par son collègue Romme qu'une cloche de Saint-Front (Lot-et-Garonne), qui aurait dû être transportée à Fumel, avait été détournée de sa destination. Il manda auprès de lui Escande, maire de Saint-Front, et lui enjoignit, sans aucune explication, de faire sortir de la cachette, sous du fumier, la cloche qui s'y trouvait. Il n'apporta pas d'autre sanction à ce détournement¹.

2° *Argenterie des églises*. — En ce qui concerne l'argenterie des églises, l'action de Lakanal se fit plus vivement sentir.

Par une série de décrets², les Assemblées révolutionnaires en étaient venues à ordonner l'envoi aux Monnaies de l'argenterie des églises.

Le 23 avril 1792, on voit le procureur-syndic du district de Bergerac remettre au receveur de ce district l'argenterie trouvée dans les ci-devant communautés religieuses de cette ville et dans les églises dépendantes de ces communautés, pour qu'elle soit envoyée aux Hôtels des monnaies de Bordeaux et de Paris³.

Mais l'action des administrateurs était sans doute un peu molle. Les représentants en mission durent intervenir. Le 23 brumaire an II (13 novembre 1793), Roux-Fazillac écrit à la Convention qu'il a nommé des missionnaires d'un nouveau genre, qui vont recueillir dans les campagnes de la Dordogne « les vases ci-devant sacrés ». Il dit qu'« on persuade aux faibles qui veulent encore des miracles que le vin ne se change pas moins en sang dans un vase d'étain que dans un calice d'or », et il ajoute qu'avant quelques mois « tous ces monuments de la fourberie sacerdotale seront... transformés en monnaie républicaine⁴ ».

C'est le 23 brumaire an II (13 novembre 1793) que Roux-Fazillac écrivait de Périgueux cette lettre à la Convention. Le lendemain, 24 brumaire an II (14 novembre 1793), Lakanal

1. D'après une lettre que nous a écrite M. G. Sécrestat-Escande (arrière-petit-fils de ce maire de S^t-Front), qui ajoute : « Il ne résulta de cet incident qu'un grand sentiment de reconnaissance pour Lakanal, dans notre famille ».

2. Voir, dans Duvergier, les décrets des 29 sept. 1789 (I, 51), 23 et 28 oct. 1790 (I, 486), 3 mars 1791 (II, 286), 10 sept. 1792 (IV, 512).

3. Arch. dép. Dordogne, L 354, 23 avril 1792. *Ibid.*, 378, f. 107.

4. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 405.

prenait, par un arrêté, des mesures analogues à celles de Roux-Fazillac. Dans les considérants de cet arrêté, Lakanal montrait, non sans une légère ironie, que les métaux précieux qu'on prenait aux églises n'étaient pas seulement nécessaires au salut de la République, mais qu'ils étaient nuisibles au bien de la religion :

« Considérant, disait-il, qu'aux yeux de l'Être suprême tout rentre dans l'égalité, que le plus saint usage qu'on puisse faire des métaux enfants de la terre, c'est de les faire servir à écraser la tyrannie :

« Considérant que ces métaux corrupteurs ne sont pas nécessaires à la religion de nos pères ; qu'ils sont même contraires à l'esprit de son institution, puisque son auteur a placé son berceau dans l'avilissement et dans la pauvreté ;

« Considérant qu'en dépouillant le sanctuaire d'un faste inutile, il en retentira mieux des louanges du Seigneur ;

« Considérant que, si les ministres de ce culte ont moins d'éclat, ils auront plus de vertus, puisque l'âge d'or est l'âge où l'or ne règne plus ;

« Considérant que cet or, méprisable aux yeux de la divinité, peut contribuer à terminer la lutte impie entre les brigands couronnés et le Peuple debout pour la défense de ses droits ;

« Considérant enfin que ce léger sacrifice de la vanité humaine fera reculer l'Église vers les beaux jours de sa gloire, et que tout ministre vertueux célébrera avec joie dans des vases d'argile les mystères d'humilité et de pauvreté dont le divin Sauveur lui a donné l'exemple ¹ » ;

Lakanal arrêta que les vases d'or, d'argent et de vermeil qui pouvaient se trouver dans les églises du district de Bergerac seraient déposés au Comité de surveillance de ce district, pour servir aux frais de la guerre. La municipalité du lieu devait

1. Le ton de ces considérants est persuasif, quoiqu'il enveloppe quelque ironie. Rapprocher l'arrêté pris par Guyardin et Milhaud, le 17 brumaire an II (7 nov. 1793), sur le même objet : « Pénétrés de cette grande vérité proclamée même par un des Pères les plus illustres de l'Église, qui disait que, dans le temps qu'on se servait des calices de bois, les prêtres étaient d'or », ils arrêtaient : « Les ornements scandaleux d'or et d'argent, qui ont trop longtemps insulté à la misère du peuple et déshonoré la simplicité de la véritable religion, seront enlevés, pour être déposés sur l'autel de la patrie » (*Arch. nat.*, AF II 135).

dresser l'inventaire de ces objets. Les prêtres qui ne faciliteraient pas l'exécution de cet arrêté seraient réputés suspects, ennemis du peuple, et traités comme tels ¹.

Cet arrêté reçut une prompte exécution. Le 27 brumaire an II (17 novembre 1793), le curé Cailloux, de Saint-Laurent-des-Vignes, apportait au Comité de surveillance de Bergerac les vases d'argent de son église ; et le représentant lui réservait un accueil empressé ². Le même jour, le Comité de surveillance de Bergerac recevait d'un certain nombre d'autres communes des objets du culte ³ ; de même encore, les 29 brumaire (19 novembre) ³ et 1^{er} frimaire an II (21 novembre 1793) ⁴. Le 4⁵ et le 6⁶ frimaire an II (24 et 26 novembre 1793), on s'apprête à envoyer cette argenterie à la Convention. En attendant, elle est déposée dans une chambre de la maison qu'habite Lakanal, et surveillée par une garde spéciale ⁵.

Le 7 frimaire an II (27 nov. 1793), le représentant écrivait à la Convention : « Faut-il que je vous parle des prêtres ? Agréez pour mon excuse plus d'un millier pesant ⁷ de bel argent retiré de leurs mains... J'ai senti que le trésor public pouvait encore se remplir de ces précieuses futilités, qui nourrissaient dans les âmes le sommeil de la raison et le pouvoir du sacerdoce. Je vous envoie trois riches malles de vases, autrefois sacrés ». Lakanal ajoutait qu'il se les était procurés sans trop de peine : « Je dois avouer, disait-il, que, par un effort qui tient du prodige, dociles à ma réquisition, les curés sont venus eux-mêmes restituer ces escroqueries du mensonge et les ont accompagnées, les uns, de leurs boucles, les autres, des galons des habits dont

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 23. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 110. Arch. nat., AF II 96, 710.

2. Arch. dép. Dordogne, L 407, 27 brumaire an II. Pour le détail, voir plus haut, p. 144.

3. Arch. dép. Dordogne, L 407, 27 et 29 brumaire an II. Voir du Rieu de Maynadier, *L'église Saint-Jacques de Bergerac*, p. 109 à 120.

4. *Ibid.*, L 403, f. 149.

5. *Ibid.*, f. 152.

6. *Ibid.*, f. 136.

7. C'est là un chiffre rond, très arrondi. Le millier valait 1.000 livres ; une livre valait deux marcs (Arch. nat., AD^{VIII} 37, J. Gaillard, *Tableau... des anciennes mesures*, p. 9). Or les trois caisses ne contenaient que 622 marcs, soit 311 livres. Il est vrai que, outre ces trois caisses, on enverra à la Convention beaucoup d'autres objets en argent et aussi en or.

ils s'affublaient dans leurs pieuses mascarades. ». Lakanal terminait en disant que cette mesure, facilement réalisée, avait été accueillie avec faveur par l'opinion : « J'ai tout fait pour connaître l'impression que pouvait produire, au moins en secret, mon opération financière, et je me suis convaincu qu'elle a obtenu un assentiment unanime¹. »

L'envoi dont parlait Lakanal le 7 frimaire an II (27 novembre 1793) avait lieu le 10 frimaire (30 novembre 1793). Ce jour-là, le Comité révolutionnaire de Bergerac, « ayant recueilli tous les vases d'argent et de vermeil servant au culte catholique, offerts par les communes du district de Bergerac » et pesant 622 marcs (152 kil. 134 gr.)², les faisait partir pour Paris; il décidait que le citoyen Rambaud en ferait remise à la Trésorerie nationale, et qu'il lirait à la Convention « une adresse portant offre aux législateurs des vases d'argent³ ». Le citoyen Rambaud partit, en effet, pour Paris, écrivit de là deux lettres au Comité révolutionnaire de Bergerac, dans lesquelles il rendait compte de sa mission⁴, et, le 9 nivôse an II (29 décembre 1793), il recevait du garde-magasin Thévenin récépissé des objets dont il avait fait la remise⁵.

Telle fut, dans le district de Bergerac, l'action exercée par Lakanal à cet égard, et qui, pour s'être opérée avec calme, n'en obtint pas moins des résultats appréciables.

Les mesures analogues que nous avons vu prendre à Roux-Fazillac avaient sans doute reçu une application moins exacte, puisque, le 10 frimaire an II (30 novembre 1793), ce représen-

1. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703.

2. Le marc valait 244^{gr}, 589 (Aubry, *Véritable clef... des nouvelles mesures*, p. 75).

3. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 168.

4. *Ibid.*, L 405, *Inventaire des papiers du Comité rév. de Bergerac*, n° 27.

5. *Ibid.*, L liasse 406, 9 nivôse an II. Voici ce que dit, à ce propos, le *Procès-verbal de la Convention*, du 9 nivôse an II (p. 158) : « Un député de l'administration et du Comité de surveillance du district de Bergerac vient féliciter la Convention sur ses travaux. Il dépose sur le bureau la somme de 20.000 livres en numéraire, provenant de l'échange des assignats, 622 marcs en argent, servant au culte, 5616 livres en or, 24 couverts d'argent, 9 cuillers à ragoût, 14 à café, une pince et des cercles de tabatière, pesant 27 marcs 3 gros, une montre d'argent, 11 croix de saint-Louis, 12 brevets, 3 calices avec leurs patènes, 1 couvert d'argent, 48 livres en écus de 6 livres... Mention honorable. Insertion au *Bulletin*... »

tant avait dû lancer un nouvel arrêté relatif à l'argenterie des églises ¹.

L'exemple de Lakanal ne fut peut-être pas sans pousser l'administration du département à prendre contre les prêtres catholiques, « ces hommes ambitieux par orgueil, astucieux par besoin et trompeurs par état ² », l'arrêté du 29 nivôse an II (18 janvier 1794), ordonnant la vente des ornements d'église et des objets du culte qui se trouvaient dans les églises abandonnées de leurs curés ³. Cet arrêté corroborait, dans une certaine mesure, celui de Lakanal et en étendait les dispositions à tout le département. On le voit appliqué à Montignac ⁴, Excideuil ⁵, Ribérac ⁵, etc.

Bref, ce mouvement auquel Lakanal avait contribué pour une large part se poursuivait avec efficacité dans tout le département. Déjà, le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), l'administration du district de Bergerac pouvait écrire à la Convention que, grâce à Lakanal, « la superstition a desserré ses griffes, et toute l'argenterie des églises sera déposée sur l'autel de la patrie ⁶ ».

L'idée générale qu'on peut dégager de cette étude sur *Lakanal et les affaires ecclésiastiques*, c'est que, quelles que fussent la netteté et l'ardeur de ses opinions anti-catholiques, quelque considérables que fussent les pouvoirs dont il était investi, quelque légitimes qu'eussent pu lui paraître des représailles, néanmoins Lakanal s'efforça d'observer une stricte justice envers les ecclésiastiques, bienveillant ou sévère selon les cas,

1. Arch. nat., AF II 96, 707.

2. Arch. dép. Dordogne, L 10, 29 nivôse an II. Ibid., 367, n° 177.

3. Le Roy, p. 51.

4. Arch. dép. Dordogne, L 422, 30 floréal an II, mesures de la décade.

5. « Tous les ornements, linges et autres hochets ont été transférés par nos soins dans notre chambre commune... Nous déposerons incessamment chez le trésorier les vases d'argent... [de] nos églises, dont nos concitoyens paraissent s'être détachés sans le moindre regret » (Arch. mun. Ribérac, Reg. délib. mun., 9 pluviôse an II).

6. Arch. dép. Dordogne, L 355, 19 frimaire an II. Seul, le curé de Béleymas, Lachèze, paraît s'être opposé, en vain d'ailleurs, à l'exécution de l'arrêté de Lakanal, du 24 brumaire an II. Encore cette opposition fut-elle très discrète, à en juger par l'interrogatoire du prévenu, l'audition des témoins et l'abandon de l'accusation. Voir *le Tribunal criminel... de la Dordogne sous la Terreur*, t. II, p. 73 à 90.

mais ne craignant pas de mettre à contribution les choses d'Église, pour assurer le salut de la République.

Il se conforma toujours aux décrets de la Convention, qu'il appliqua plutôt avec tempérament. Il ne prit l'initiative d'aucune mesure directement anti-catholique. Il répugnait aux violences contre les personnes¹. Il attendait de meilleurs résultats d'autres moyens, dont l'action, pour être à longue échéance, n'en serait que plus efficace. C'est surtout du développement de l'instruction que Lakanal espérait la libération des esprits.

1. Dans une lettre à la Convention, du 27 germinal an II (16 avril 1794), la Société populaire de Bergerac constatait que la déchristianisation s'était opérée sans brutalités : « Nous n'avons point forcé les prêtres à renoncer à leur métier. Ils ont connu que leur règne n'était plus de saison, et aussitôt ils ont fermé boutique. » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

CHAPITRE V

LAKANAL ET LA JUSTICE CRIMINELLE

1° Les pouvoirs judiciaires de Lakanal. — 2° Moyens préventifs et méthode révolutionnaire de Lakanal. — 3° La police des contre-révolutionnaires et la poursuite de députés Girondins. — 4° Il contrôle les arrestations et fait élargir des détenus. — 5° Arrestations qu'il ordonne. — 6° Lakanal et les tribunaux révolutionnaires. — 7° Le « terrorisme » de Lakanal. — Un oubli de H. Wallon.

Les 9 et 10 mars 1793, la Convention avait créé deux institutions importantes, les grandes missions de représentants à l'intérieur de la France et le « tribunal criminel extraordinaire » de Paris ¹. Ces deux décrets de la Convention n'étaient pas étrangers l'un à l'autre ; par la création du tribunal révolutionnaire, l'Assemblée mettait une arme redoutable aux mains des représentants, à qui elle ordonnait d'emporter, dans leur mission, un exemplaire du décret sur le tribunal révolutionnaire de Paris ².

La justice criminelle allait être, en effet, un instrument de la domination politique des représentants en mission. Comment et dans quelle mesure Lakanal recourut-il aux moyens coercitifs pour contribuer à assurer dans la Dordogne le succès de la Révolution ? Tel est l'objet de ce chapitre.

1° Les pouvoirs judiciaires de Lakanal.

Quand Lakanal fut envoyé dans la Dordogne, au commencement de l'an II, sa mission spéciale consistait à y opérer une

1. Nous avons montré que les missions de représentants existaient auparavant ; mais c'est à cette date qu'elles furent généralisées.

2. Voir Collection du Louvre, t. XIII, p. 574, 589, 593. Le décret du 9 mars donnait aux commissaires de grands pouvoirs, notamment (art. 8) le droit d'arrêter les suspects, à charge d'en rendre compte à la Convention.

levée de chevaux. Mais déjà le décret qui lui donnait cette mission l'investissait, à cet effet, de pouvoirs illimités. Par le décret du 7 nivôse an II (27 décembre 1793), Lakanal, en même temps qu'il était chargé de surveiller les travaux de la manufacture d'armes, recevait la mission d'assurer dans la Dordogne « l'exécution du décret du gouvernement révolutionnaire » rendu le 14 frimaire, et d'« y prendre toutes les mesures de sûreté générale et de salut public ».

Parmi les décrets que la Convention avait votés à l'égard des contre-révolutionnaires, bornons-nous à rappeler ceux¹ du 19 mars 1793, du 27 mars 1793, qui mettait hors la loi les ennemis de la Révolution, du 3 avril 1793, qui autorisait les commissaires de la Convention à faire arrêter et déporter les suspects, du 2 juin 1793, et la grande loi du 17 septembre 1793, qui considérait notamment comme suspects : 1° ceux qui, par leur conduite, leurs relations, leurs écrits, leurs propos, se montraient les ennemis de la liberté ; 2° ceux qui ne pouvaient justifier de leurs moyens d'existence et de leurs droits civiques ; 3° ceux à qui avaient été refusés des certificats de civisme ; 4° les fonctionnaires publics suspendus ou destitués par les Comités révolutionnaires ou les représentants en mission ; 5° les ci-devant nobles, les parents et agents d'émigrés qui n'avaient pas montré d'attachement à la Révolution. Ces dispositions seront encore aggravées par les décrets des 23 ventôse et 22 prairial an II, ce dernier punissant de mort les « ennemis du peuple » sur de simples preuves morales.

Déporter hors du département, procéder à des arrestations, ordonner la prison préventive, traduire les suspects devant les tribunaux révolutionnaires : tels étaient les droits essentiels dont Lakanal se trouvait armé contre les adversaires de la Révolution, mais toujours sous le contrôle de la Convention, qui pouvait casser ses arrêtés².

Quelques pouvoirs qui fussent donnés aux représentants, le le Comité de salut public les détournait d'en abuser. Le 4 nivôse an II (24 décembre 1793), il les invitait à ne pas précipiter le

1. Duvergier, t. V, p. 253, 270, 292, 387 ; VI, p. 213 ; VII, p. 127, 232.

2. Décrets des 9 mars (art. 8), 17 juillet 1793 et 5 frimaire an II. Voir sur les pouvoirs des représentants, Aulard, *Hist. pol.*, p. 343.

triomphe de la vérité par des mesures inhumaines : « La violence aigrit sans convaincre¹ », leur écrivait-il.

Lakanal sut écouter ces conseils de modération dans la fermeté. Il prendra à tâche de ne compromettre la cause républicaine par aucun excès. Sa déclaration du 15 pluviôse an II (3 février 1794) témoigne clairement de ses intentions², et ses actes prouvent qu'il s'y conforma.

2° *Moyens préventifs et méthode révolutionnaire de Lakanal.*

Dans la poursuite des délits et crimes contre-révolutionnaires, Lakanal usa de deux moyens, les moyens préventifs et les moyens répressifs.

D'une part, en effet, pour prévenir les délits et les crimes de cette nature, Lakanal recourut à divers procédés d'intimidation et de menace. C'était là un moyen d'informer loyalement les indifférents ou les contre-révolutionnaires des châtiments auxquels ils s'exposeraient, d'arrêter leurs tentatives, de solliciter leur zèle patriotique, sans recourir à des mesures coercitives envers les personnes. Administrateurs, fournisseurs, ecclésiastiques, ennemis du bien public, citoyens en général furent l'objet de menaces sévères de la part du représentant.

Quand Lakanal demandait, en nivôse an II, aux membres des Comités révolutionnaires de la Dordogne de lui rendre un compte détaillé des sommes qu'ils avaient eues à leur disposition, il ajoutait : « Faute par ledit Comité de rendre compte dans la forme prescrite, les membres qui le composent seront incessamment traduits par-devant le tribunal révolutionnaire, pour y être jugés comme dilapidateurs des fonds publics³ ». Il écrivait même, à ce sujet, au Comité révolutionnaire de Périgueux ces mots gros de menaces : « J'invite le Comité à répandre le jour le plus pur sur l'administration des sommes levées. Je suis expressément chargé de poursuivre, avec l'in-

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 630.

2. Nous avons cité cette déclaration au chapitre III, p. 83.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

flexibilité du destin, les agents publics qui ne gèrent pas avec des mains pures et patriotes¹ ».

Lakanal ne tenait pas moins en haleine les fournisseurs que les administrateurs par la menace de la justice. Il avait découvert, dans le dépôt de Bergerac, de mauvaises fournitures de souliers. Il écrivait aussitôt à la Société populaire de cette ville : « Si j'avais trouvé un coupable, je vous le déclare, il eût été traité révolutionnairement ; sa tête serait déjà tombée² ».

Réquisitionne-t-il, à l'usage de la manufacture, des carrières et fours à chaux ? Il appuie sa réquisition par cet article : « Le représentant du peuple déclare qu'il traitera révolutionnairement tous ceux qui... blesseraient les intérêts de la nation³ » dans l'accomplissement de ces réquisitions.

Contre d'anciens prêtres suspects d'incivisme Lakanal usait de mansuétude — mansuétude menaçante, il est vrai — avant d'en venir à des mesures coercitives. Ainsi, nous avons vu que, le 24 ventôse an II (14 mars 1794), il ordonnait à quatre ci-devant curés de prêcher dans leur commune, sous peine de déportation, les principes républicains⁴.

Aux ennemis du bien public en général le conventionnel menaçait de réserver aussi un châtiment sévère et imminent.

A la faveur de la nuit, des voleurs dérobaient des bois aux chantiers de la manufacture d'armes : Lakanal déclarait que tout individu qui serait surpris, la nuit, sur ces chantiers, serait emprisonné jusqu'à la paix, et il chargeait la gendarmerie de faire, chaque nuit, des rondes à travers les chantiers⁵. — Des propriétaires s'étaient plaints à Lakanal que, pendant la nuit, on ravageait leurs jardins : aussitôt le représentant menaçait d'enfermer dans des maisons de réclusion, avec les ennemis du peuple, les dévastateurs de ces propriétés⁶.

L'administration du district de Bergerac avait ordonné le

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, 26 nivôse an II. « Ecartez, avec toute l'inflexibilité du destin... », disait-il déjà, dans un rapport à la Convention du 9 sept. 1793 (Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 382).

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, 16 brumaire an II.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 19.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 709. Voir p. 146.

5. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 30. Voir notre chap. sur *Lakanal et la manufacture d'armes*.

6. *Ibid.*, n° 36.

nivellement des grains entre les communes du district. Lakanal, pour assurer l'exécution de cet ordre, déclarait alors, que « tout citoyen, tout fonctionnaire public qui s'opposerait à l'exécution dudit arrêté sera sur-le-champ saisi par la gendarmerie nationale, porté hors du département et enfermé dans les maisons de réclusion, avec les ennemis du peuple¹ ».

Questionnait-il de riches citoyens et citoyennes sur leur état de fortune et sur les sacrifices qu'ils avaient faits à la Révolution ? Il ne se bornait pas à déclarer que « les réponses aux questions seront vérifiées avec un soin extrême » ; il ajoutait cette menace lapidaire : « L'imposture sera punie de la réclusion² ».

Ordonnait-il à tous les maçons et charpentiers de Bergerac de venir participer aux travaux de la manufacture d'armes ? Lakanal renforçait cet ordre par la menace de traiter les réfractaires en ennemis de la cause du peuple³, et quiconque emploierait un maçon ou un charpentier à Bergerac en dehors des travaux de la manufacture serait « réputé suspect et traité comme tel⁴ ».

Dans une proclamation aux habitants de la Dordogne, du 13 floréal an II (2 mai 1794), Lakanal, pour contribuer au succès de la manufacture d'armes, après avoir déclaré que « les fauteurs de l'ancienne servitude multiplient leurs efforts criminels pour entraver les nouvelles fabrications d'armes », que « la malveillance, la sottise, la jalousie et toutes les misérables passions qui signalent les valets de l'aristocratie ralentissent la marche de cet établissement », ajoutait : « J'enverrai au tribunal révolutionnaire tout individu, tout fonctionnaire public qui cherchera à paralyser la manufacture... Oui, elle se réalisera, cette opération que les aristocrates plâtrés⁵ ou découverts veulent faire échouer. Ainsi le veulent la Convention nationale, le Comité de salut public et Lakanal⁶ ».

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 53.

2. *Revue des Universités du Midi*, avril-juin 1895, p. 251. Arch. hist. Gironde, 1866, t. VIII, p. 546.

3. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 35.

4. *Ibid.*, n° 49.

5. « Patriotes plâtrés », disait déjà Lakanal, le 17 nov. 1792 (L. Blazy, *o. c.*, p. 4).

6. Arch. dép. Dordogne, L 11, n° 140.

Si, à la lecture de ces quelques extraits, on se faisait de Lakanal l'idée d'un homme qui voyait, dans la violence le meilleur instrument de domination, on se tromperait fort. Tout au plus considérait-il la menace et la crainte salutaire qui en résultait comme un élément d'autorité morale, un avertissement prohibitif. Ce procédé s'inspirait d'une exacte psychologie, puisqu'il fut efficace. C'est ainsi que les menaces que Lakanal adressait au Comité révolutionnaire de Périgueux amenèrent ce Comité à transmettre bien vite au conventionnel le compte de sa gestion, en même temps qu'à « lui témoigner sa sensibilité sur les soupçons qu'il paraît avoir conçus et pour l'inviter à lui rendre la confiance qu'il paraît lui refuser ¹ ».

La preuve de cette efficacité, nous la trouvons encore dans l'absence de tout document prouvant que Lakanal fut obligé de mettre à exécution une seule des menaces qu'il adressait. Il faisait de l'intimidation une méthode révolutionnaire de gouvernement, méthode innocente, mais décisive.

3°

Lakanal et la police des contre-révolutionnaires.

Pour atteindre et châtier les contre-révolutionnaires, il ne suffisait pas de les menacer en bloc, il fallait les découvrir et faire la preuve de leur culpabilité.

Pour cela, Lakanal se servit surtout de deux instruments, l'un, qu'il trouva tout créé, les Comités révolutionnaires, l'autre, qu'il institua, les apôtres civiques.

Les Comités révolutionnaires existaient quand Lakanal arriva dans la Dordogne. Cependant, prévoyant qu'ils allaient devenir comme la cheville ouvrière du grand œuvre révolutionnaire dans le département, il en accrut le personnel notamment le 5^e jour du 2^e mois de l'an II (26 octobre 1793), à Bergerac ².

1. Arch. dép. Dordogne, L 673, 1^{er} pluviôse an II.

2. Arch. nat., AF II 96, 707. Voir, plus haut (p. 116 et suiv.), dans notre chap. sur *Lakanal et le gouvernement révolutionnaire*. Le décret du 17 frimaire an II, obligeait les Comités à faire connaître, dans les 24 heures, au représentant qui se trouverait sur les lieux, les mesures prises par eux contre les suspects (Collection du Louvre, t. XVI, p. 634).

Ces Comités vont être les utiles auxiliaires de Lakanal. C'est ainsi qu'en pluviôse an II, Lakanal écrit à tous les Comités révolutionnaires du département, pour activer leur surveillance : « L'impunité dont jouissent encore quelques ennemis de la patrie est un outrage fait au peuple et à ses droits. L'époque des vengeances nationales à leur égard ne peut plus être ajournée sans crime. Portez vos regards investigateurs sur tous les points de l'arrondissement qui vous est affecté, et frappez l'ennemi de la République partout où il est et de quelque masque qu'il se couvre. Voilà un travail important sur lequel j'appelle votre sévérité républicaine¹ ». Nous verrons d'ailleurs, chemin faisant, combien Lakanal eut souvent recours à ces Comités, pour accomplir dans la Dordogne sa mission de justicier politique.

D'autres auxiliaires, dont nous parlerons plus loin en détail² et que Lakanal créa par arrêté du 18 brumaire an II (8 novembre 1793), furent les « apôtres civiques ». Une de leurs attributions, qu'il faut indiquer ici, consistait à « dénoncer les ennemis de la Révolution qui, surveillés de trop près dans les habitations populeuses, s'enfoncent dans les campagnes solitaires, où ils trompent et égarent d'autant plus facilement le peuple que la probité n'est ni soupçonneuse ni méfiante ». Ces mêmes apôtres devaient faire des visites domiciliaires, à l'effet de découvrir les ennemis de la Révolution. C'étaient comme des agents officieux du gouvernement révolutionnaire de Lakanal.

C'est à ces deux catégories d'agents — ainsi, bien entendu, et par accident, qu'aux Sociétés populaires et à diverses administrations — que Lakanal recourut, en ce qui concernait la recherche des coupables et même l'appréciation de leur culpabilité.

Les Comités servirent surtout au représentant soit pour procéder à l'interrogatoire de prévenus, soit pour opérer des visites domiciliaires et des appositions de scellés.

On voit, le 18 brumaire an II (8 novembre 1793), « conformément aux vues de Lakanal », le Comité révolutionnaire de Bergerac s'occuper de « scruter la conduite » des administrateurs et des membres du tribunal du district, des membres de la municipi-

1. Arch. nat., AF II 96, 708.

2. Voir notre chap. sur *Lakanal et l'instruction publique*.

palité, etc., et se rendre compte de leur civisme¹. C'est à la suite de cet examen que l'un d'eux, greffier du juge de paix, fut mis en réclusion. Le lendemain, après discussion sur le civisme d'un huissier que Lakanal lui signalait comme suspect, le Comité de Bergerac décernait contre cet huissier un mandat d'arrêt².

Lakanal recourut aussi au Comité révolutionnaire de Bergerac pour faire la preuve des assertions de certains prévenus. Par arrêté du 13 germinal an II (2 avril 1794), le représentant décide que le nommé Lafargue subira un interrogatoire sur sa vie politique depuis 1789; il charge trois commissaires du Comité d'aller vérifier les réponses de Lafargue, et, si les faits invoqués sont reconnus faux, il sera révolutionnairement jugé par une Commission extraordinaire dont Lakanal annonce la création prochaine à Bergerac³.

Une mesure générale prise par Lakanal pour découvrir les contre-révolutionnaires consista en une apposition générale de scellés, faite au même moment dans tous les districts de la Dordogne.

Déjà le conventionnel avait ordonné des appositions de scellés, par exemple lorsque, le 12 pluviôse an II (31 janvier 1794), il avait chargé le Comité révolutionnaire de Bergerac de mettre les scellés sur les papiers de Delignac père et fils⁴.

Mais ce fut le 6 floréal an II (25 avril 1794) qu'il prit une mesure générale, celle-là même à laquelle il faisait sans doute allusion quand il écrivait, dès le 15 pluviôse an II (3 février 1794), au Comité de salut public : « Le fanatisme s'agite encore sourdement, mais il n'échappera pas à des mesures rigoureuses et prudemment calculées. Je le frapperai de mort, dussé-je perdre un œil comme Lycurgue, en substituant aux jongleries des bourreaux en étoile les règles éternelles de la raison⁵. » C'est donc le 6 floréal an II (25 avril 1794) que Lakanal adressa aux neuf Comités révolutionnaires du département une lettre ainsi conçue : « Vous n'ouvrirez le paquet coté A que lorsque vous

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 96.

2. *Ibid.*, f. 100.

3. *Ibid.*, L 406, à la date indiquée.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 708, 19 pluviôse an II.

5. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 661. Peut-être aussi fut-il stimulé par le décret du 27 germinal an II, concernant la répression des conspirateurs.

aurez réuni le plus grand nombre possible de membres de votre Comité. Cette réunion doit être faite une heure au plus tard après la réception de ma dépêche... Les agents révolutionnaires doivent s'armer de ce courage imperturbable qui ne recule jamais devant les obstacles. Salut, énergie, activité¹. »

L'arrêté accompagnant cette lettre était le suivant :

« Considérant que des mouvements contre-révolutionnaires se manifestent depuis quelque temps dans diverses communes du département de la Dordogne ;

« Considérant que la pénurie des subsistances ne peut être, quoi qu'en disent les auteurs de ces soulèvements, que la raison ostensible de leur insurrection coupable, puisqu'il est prouvé que les communes dans lesquelles il a éclaté sont les mieux approvisionnées du département ;

« Considérant qu'au moment où la campagne va s'ouvrir et où les peuples vont gagner leur procès contre les tyrans, il importe de scruter la conduite des ennemis infatigables de la liberté, les prêtres et les nobles, de mettre à nu la conduite de ces privilégiés dont tout était noble, excepté l'âme ; de ces jongleurs appelés prêtres, qui avaient juré de faire la guerre aux hommes au nom d'un Dieu de paix, et qui n'ont jamais violé leur serment ;

« Considérant qu'au moment où Paris vomit de son sein toute la vermine nobiliaire, il est essentiel de connaître à fond les soi-disant nobles qui habitent le département de la Dordogne, afin d'être en mesure de surveiller plus sûrement ceux qui pourraient venir l'infecter » ;

Lakanal arrêta :

« ART. 1^{er}. — Dans la nuit du 10 au 11 floréal présent mois, les Comités révolutionnaires du département de la Dordogne apposeront les scellés sur les papiers des ci-devant prêtres, nobles et agents des ci-devant seigneurs... ;

« ... ART. 3. — Ils appelleront les agents nationaux et dresseront, de concert avec eux, sans désenparer, la liste de tous les ci-devant nobles, prêtres et agents des ci-devant seigneurs domiciliés dans l'étendue de leur district ;

1. Arch. dép. Dordogne, L 506, 509, 585, 587, 826, 6 floréal an II. Arch. nat., AF II 96, 709.

« ART. 4. — Le Comité révolutionnaire nommera ensuite dans son sein des commissaires en nombre égal à celui des cantons de son arrondissement... ;

« ... ART. 7. — Au retour des commissaires, les Comités révolutionnaires nommeront des citoyens d'un patriotisme et d'une probité à l'abri de tout reproche, pour faire la levée des scellés et en dresser procès-verbal... ;

« ... ART. 9. — Si, dans le cours de leurs opérations, les commissaires trouvaient des preuves d'incivisme contre quelque citoyen, les autorités constituées locales seraient tenues de le faire mettre en état d'arrestation, sur la demande des commissaires... ;

« ... ART. 13. — Dans le cas où quelque membre du Comité révolutionnaire se trouverait atteint par le présent arrêté, deux membres du Comité seraient nommés de suite pour faire la visite de ses papiers... ;

« ART. 14. — Avant le 15 floréal présent mois, les Comités révolutionnaires transmettront au représentant du peuple le résultat de leurs opérations ¹. »

Cet important arrêté paraît avoir reçu de la part de tous les Comités révolutionnaires une prompte exécution.

Le jour même de sa réception, le Comité de Montignac nommait des commissaires et prenait à son tour un arrêté à cet effet ².

Celui d'Excideuil avait « vivement applaudi ³ » à l'arrêté de Lakanal, et cela « avec d'autant plus de raison qu'il en avait déjà reconnu l'utilité ³ ». Comme un de ses membres se trouvait compris dans l'article 13 dudit arrêté, il nommait sur-le-champ deux commissaires pour se transporter dans sa chambre et faire la visite de ses papiers ³. Le Comité, « pour donner une entière exécution à l'arrêté de Lakanal ³ », allait jusqu'à écrire au Comité de surveillance de Juilhac, l'invitant à apposer les scellés sur les papiers d'un certain Peyramore, qu'il soupçonnait d'incivisme. Le 5 floréal au soir, à l'entrée de la nuit, les membres du Comité révolutionnaire d'Excideuil portaient de cette ville,

1. Arch. dép. Dordogne, L 422, 511, 585, 587. Arch. nat., AF II 96, 709.

2. Arch. dép. Dordogne, L 585, 8 floréal an II.

3. Voir *Ibid.*, L 506, du 8 au 15 floréal an II ; L 422, 20 floréal et 7 prairial an II.

pour mettre, le lendemain, l'arrêté de Lakanal à exécution, chacun dans le canton que le Comité lui avait assigné ¹.

Dans la nuit du 10 au 11 floréal an II (du 29 au 30 avril 1794), eut lieu, en effet, dans les districts du département, l'apposition des scellés. Le 11 floréal (30 avril 1794), les commissaires du Comité révolutionnaire d'Excideuil sont de retour; ils déposent sur le bureau du Comité les procès-verbaux des appositions de scellés qu'ils ont faites. Une liste est dressée des citoyens qui doivent aller opérer la levée de ces scellés. Cette levée ne tarde pas à être faite, puisque les procès-verbaux en sont remis au Comité les 14 et 15 floréal an II (3 et 4 mai 1794), ainsi que des « papiers contraires aux principes de la Révolution ¹. » Le Comité examine alors ces « papiers inciviques » et, le 18 floréal an II (7 mai 1794), en envoie copie à Lakanal ¹.

L'exécution du « salulaire arrêté » de Lakanal amenait même le Comité révolutionnaire d'Excideuil à écrire au Comité de sûreté générale, le 7 prairial an II (26 mai 1794), pour lui envoyer copie de la correspondance, qu'il avait saisie, du nommé Dumay, qui se trouvait alors à Paris ².

Le Comité révolutionnaire de Bergerac accomplissait la même œuvre de police politique. Le 19 floréal an II (8 mai 1794), la Société populaire de Bergerac écrivait, en effet, à la Convention : « Les scellés ont été posés au même instant sur les papiers de tous les ci-devant nobles, ci-devant prêtres et gens douteux du département. Cette mesure nous a conduits à des découvertes salutaires. On a trouvé notamment dans la retraite d'un vieux féodiste, nommé Lesieur, un monceau de... titres de noblesse de tous les âges : digne fabrique où les Coblenciers dépourvus allaient puiser de quoi se dédommager des mérites et des vertus qu'ils n'avaient pas ³. » C'est à la suite d'investigations de cette nature que le Comité révolutionnaire de Bergerac écrivait à celui de Lauzun, le 3 messidor an II (21 juin 1794), pour l'inviter à reclure un individu du district de Lauzun qu'avait compromis une correspondance découverte chez un suspect du district de Bergerac ⁴. C'est encore pour un objet

1. Arch. dép. Dordogne, L, 506 et 442, aux dates indiquées.

2. Ibid., L 442, à cette date.

3. Arch. mun. Bergerac, Reg. d'adresses de la Soc. pop., 19 floréal an II.

4. Arch. dép. Dordogne, L 407, 3 messidor an II.

analogue que le Comité révolutionnaire de Bergerac écrivait, le 5 messidor an II (23 juin 1794), à celui de Toulouse¹.

L'arrêt de Lakanal fut également exécuté le Comité révolutionnaire du district de Nourton. C'est ainsi que les scellés furent apposés sur les papiers de Durand-Nouailhat, dans la commune de Bois-Lizonne (ci-devant Saint-Front-de-Champniers)².

Le 19 messidor an II (7 juillet 1794) Lakanal lui-même écrivait au Comité de salut public, exagérant peut-être l'importance de la découverte faite au cours de ces opérations-là : « Je vous envoie... trois lettres qui peuvent jeter du jour sur les trahisons qui ont livré Valenciennes à l'ennemi. L'auteur de ces lettres est à Paris ou dans les environs. C'est un impudent aristocrate³ ».

Ainsi les Comités révolutionnaires se montraient les exécuteurs dévoués et précieux des mesures de police générale prises par le conventionnel.

Lakanal et la poursuite de députés Girondins.

Là où Lakanal, aidé aussi par les Comités révolutionnaires, déploya encore un zèle efficace, ce fut dans l'exécution des recherches de certains individus, qui lui furent prescrites par le pouvoir central.

Ainsi le Comité de sûreté générale avait chargé Lakanal de découvrir un certain Guitard, qui parcourait les départements du Midi en se faisant passer pour un commissaire de la Convention. Lakanal porta cet ordre à la connaissance du Comité révolutionnaire de Bergerac ; on voit celui-ci le transmettre à son tour aux Comités révolutionnaires de Montignac et de Périgueux, et les prier de faire une enquête en conséquence⁴.

Ou bien, le 3 frimaire an II (23 novembre 1793), le Comité de

1. Arch. dép. Dordogne, L 405, 5 messidor an II.

2. Ibid., L 668 ; il est fait allusion à cette apposition de scellés dans la séance du 2 vendémiaire an III de ce Comité.

3. Arch. nat., F⁷ 3671¹. On y trouvera ces trois lettres, adressées de Valenciennes à M. Dufraisse, à Bergerac, et pleines de sous-entendus.

4. Arch. dép. Dordogne, L 587, 8 messidor an II, et 674, 10 messidor an II.

salut public envoie à Lakanal diverses pièces relatives à un inculpé, et le prie de s'occuper de cette affaire ¹.

Dans la recherche de députés Girondins fugitifs, Lakanal eut à faire œuvre de police révolutionnaire, en même temps qu'à affirmer ses sentiments politiques. Les députés Girondins Lidon, Guadet, Pétion et Chambon avaient été arrêtés le 2 juin 1793, et déclarés traîtres à la patrie le 28 juillet suivant ². Après s'être évadés, ces députés, poursuivis, s'étaient réfugiés dans le Sud-Ouest; ils se trouvaient dans la Dordogne au commencement de brumaire an II.

Instruit par « des renseignements secrets ³ » que Lidon, député de la Corrèze, « que la Convention nationale a déclaré traître à la patrie ³ », se trouvait dans la Dordogne, Lakanal chargea le Comité révolutionnaire de Bergerac de « découvrir les complots relatifs à l'évasion du traître Lidon ⁴ », tandis qu'il envoyait « des émissaires sur toutes les routes que le traître avait pu tenir ³ », leur ordonnant « ou de le saisir ou de lui brûler la cervelle ³. »

C'est sur Lidon, en effet, que portèrent les premières recherches. Il errait alors dans le Sarladais, et s'y faisait appeler tantôt du nom de Desgraupes, tantôt du nom de Desfontaines ⁵. De son côté, le Comité révolutionnaire de Bergerac prenait diverses mesures « relativement au complot formé pour favoriser l'évasion de quelques députés traîtres et fugitifs et notamment de Lidon ⁶. » Il écrivait, à cet égard, au Comité de surveillance de Terrasson (district de Sarlat). Un citoyen de Terrasson, Lapeyre, était soupçonné d'avoir donné asile à Lidon : on reconnut qu'il n'en était rien ⁷. Le 13 brumaire an II (3 nov. 1793), le Comité

1. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 651.

2. Collection du Louvre, t. XV, p. 287. Voir *Ibid.*, t. XVI, p. 105 (décret du 3 oct. 1793, art. 3).

3. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 212.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 86.

5. *Ibid.*, L 403, f. 147.

6. *Ibid.*, L 403, f. 86.

7. Il se peut que ce Lapeyre ne soit autre que le Joseph Lapeyre qui, pendant la réaction thermidorienne, enverra à la Convention une dénonciation contre Lakanal, où il dira : « Lakanal fut la cause de la mort des malheureux Lidon et Chambon. Il fit incarcérer et aurait fait conduire sous la guillotine un patriote courageux du district de Bergerac, qui leur avait donné l'hospitalité, si tous les patriotes de ce pays n'eussent réclamé

de surveillance de Terrasson envoyait à Lakanal le compte rendu de ses recherches¹.

On voit, pendant plusieurs jours, le Comité révolutionnaire de Bergerac, d'accord avec Lakanal, prendre une série de mesures (nomination des commissaires Larigaudie et Rambaud, arrestation de suspects, etc.), pour assurer la capture de Lidon, ainsi que de Pétion et de Chambon¹.

Mais déjà Lidon était découvert. Il se suicidait, et, le 13 brumaire an II (3 novembre 1793), Lakanal écrivait à la Convention : « Après trois jours et trois nuits de recherche, notre représentant autrichien a été découvert dans une maison isolée, à quelque distance de Terrasson. Il a tenté de se défendre ; il a tiré trois coups de pistolet, dont un a légèrement blessé un gendarme ; on allait brûler la maison qui recélait le traître, lorsqu'il a vengé lui-même son pays en se brûlant la cervelle. » Lakanal ajoutait : « Aussitôt que j'aurai le procès-verbal dressé par le juge de paix du lieu, je le transmettrai à la Convention nationale ; on m'assure qu'il renferme des faits importants². » Le même jour, Roux-Fazillac annonçait de Périgueux à la Convention le suicide de Lidon².

La recherche des députés Guadet, Chambon et Pétion continuait.

Le 25 brumaire an II (15 novembre 1793), le Comité révolutionnaire de Bergerac apprenait que Guadet avait traversé l'Isle non loin de Montpon et qu'il avait probablement gagné la route de Castillonès. Le Comité envoyait alors à sa poursuite le citoyen Greloud³.

D'autre part, Roux-Fazillac écrivait, le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), à Lakanal, pour lui dire qu'il avait eu

pour lui. Il fit chercher et poursuivre avec acharnement ces deux malheureux représentants » (*Arch. nat.*, D^{III} 351).

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 87, 91, 92, 93, 147.

2. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 211 et 212. Voir, dans le *Bulletin de la Société scientifique... de la Corrèze*, 1902, p. 569 à 613, un article de M. Roche sur les derniers moments de Lidon, et V. de Seilhac, *Scènes et portraits de la Révolution en Bas-Limousin*, Tulle, 1878, p. 389 et suiv. Le Comité révolutionnaire de Brive prévint la Convention de l'heureux effet des « démarches de Lakanal » (*Arch. nat.*, C 280, n° 766). Le commissaire Rambaud ramena à Bergerac Lapeyre et le conducteur de Lidon (*Ibid.*, F⁷ 4774²³).

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 118. Voir *Archiv. hist. Gironde*, t. XXXI, p. 421.

connaissance des explications fournies par les deux commissaires à qui Lakanal avait donné mission de rechercher Chambon et ses complices ; ces commissaires n'avaient rien négligé dans leurs recherches. Roux-Fazillac annonçait à son collègue qu'il allait prendre, pour découvrir les fugitifs, de grandes mesures dans l'exécution desquelles ces deux citoyens pourraient lui être utiles. Il priait Lakanal de les mettre à sa disposition, et de lui faire connaître aussi les nouveaux renseignements qu'il aurait pu obtenir de la femme Pelcat, détenue qui semblait renseignée sur le compte de Chambon¹. Le 22 brumaire an II, un de ces commissaires venait dire, en effet, au Comité révolutionnaire de Bergerac que la Pelcat ainsi que le curé de Lubersac paraissaient savoir où Chambon était caché². Ce Comité envoyait alors la Pelcat au Comité de Péri-gueux, pour y être interrogée³. Le 7 frimaire an II (27 novembre 1793), le Comité révolutionnaire de Bergerac arrêta, sur l'invitation du Comité de Sarlat, de faire des visites domiciliaires dans le district de Bergerac, pour découvrir les députés fugitifs⁴. Mais nous ne voyons pas que Lakanal ait été pour quelque chose dans ces dernières mesures. Bientôt Chambon périssait⁵ : le 15 frimaire an II (5 décembre 1793), le Comité révolutionnaire de Bergerac recevait du Comité de surveillance de Lubersac une lettre lui annonçant la mort de Chambon⁶.

Le 14 frimaire an II (4 décembre 1793), Roux-Fazillac annonçait à la Convention qu'il avait livré au tribunal criminel de la Dordogne le conventionnel Yzarn-Valady, déclaré traître à la patrie par décret du 28 juillet 1793⁶ ; le lendemain, 15 frimaire an II (5 décembre 1793), Valady était condamné à mort par ce tribunal, et exécuté le même jour.

Le 16 frimaire an II (6 décembre 1795), Roux-Fazillac annonçait à la Convention que Pétion était sur le point d'être arrêté⁷.

1. Arch. dép. Dordogne, L 406, 21 brumaire an II.

2. *Ibid.*, L 403, f. 108, 126 et 155. Il était né à Lubersac (Corrèze).

3. *Ibid.*, L 403, f. 158.

4. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 223.

5. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 185.

6. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 194. D'après certains biographes, il aurait été décapité ; d'après d'autres, fusillé ; voir les articles que M. de Lage a consacrés à Valady dans la *Revue du Périgord* de mars et de juin 1910.

7. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 223.

Par ces diverses recherches, auxquelles il avait personnellement travaillé, par sa coopération à la découverte de plusieurs députés fugitifs et de Lidon en particulier, Lakanal se montrait exécuteur obéissant de la loi, agent actif du pouvoir qui avait mis en lui sa confiance et qu'il était de son devoir de ne pas trahir.

4° Il contrôle les arrestations et fait élargir des détenus.

La recherche des députés Girondins fut comme un hors-d'œuvre dans l'ensemble des mesures de sûreté générale que prit Lakanal en Dordogne, pour connaître et appréhender les citoyens suspects ou les contre-révolutionnaires avérés. Une fois arrivé à ce résultat, Lakanal exerça les autres droits de juridiction dont il était investi, et qui consistaient d'une part à incarcérer les prévenus, d'autre part à les envoyer au tribunal révolutionnaire.

Dans ce double rôle de justicier, le conventionnel montrera, en même temps qu'un zèle éclairé, une ferme modération.

Lakanal n'était, en effet, ni un violent ni un féroce ; quand la bienveillance et la pitié pourront se concilier avec la justice, il ne manquera pas d'en user. On connaissait d'ailleurs ses sentiments — même chez les contre-révolutionnaires — et l'on y faisait appel, à l'occasion.

C'est ainsi que la Société populaire de Bergerac, ayant appris que le citoyen Beaupui avait été injustement forcé de s'expatrier, envoie six commissaires à Lakanal pour lui présenter un mémoire sur ce citoyen et l'inviter à lui rendre justice. Le représentant promet de s'intéresser à cette affaire¹.

Ce n'étaient pas seulement les amis, mais les adversaires de Lakanal qui eurent à se louer d'avoir fait appel à sa générosité. Des individus étaient reclus à Thiviers et sur le point d'être transférés au château d'Hautefort ; ceux d'entre eux qui étaient vieux et infirmes demandèrent à Lakanal, le 3 pluviôse an II (22 janvier 1794), à rester à Thiviers. Lakanal inscrivit de sa

1. Arch. mun. Bergerac, Reg. de la Société populaire, 9 frimaire an II.

main, en tête de leur demande, une annotation¹, en conséquence de laquelle le Comité révolutionnaire d'Excideuil dut fournir des explications au représentant².

Les détenus d'Hautefort ne craignirent pas non plus d'envoyer à Lakanal un certain nombre de pétitions individuelles³. C'est sans doute à la suite d'une de ces pétitions que Lakanal ordonnait⁴ au Comité révolutionnaire d'Excideuil, le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), de lui donner, sur le compte de deux détenus, des explications que celui-ci lui fournissait le 7 pluviôse⁵.

Le décret du 8 ventôse an II (26 fév. 1794) vint expressément donner au Comité de sûreté générale le droit d'élargir les détenus. Le 20 ventôse an II (10 mars 1794), le représentant écrivait, en conséquence, aux Comités du département :

« La loi du [8] ventôse sur les détenus est un coup de poignard porté au cœur de l'aristocratie. Faites-la connaître à ces *messieurs* et annoncez-leur que je ne m'occuperai plus d'eux à l'avenir ; que ma réponse éternelle à leurs éternelles lamentations sera un ordre du jour motivé sur la loi. C'est à eux à se pourvoir par devers le Comité de sûreté générale de la Convention, à dérouler à ses yeux le tableau de leur vie passée et à lui administrer des preuves matérielles de leur civisme ; car ce Comité, composé de francs et d'après Montagnards dignes de la liberté, n'écoute pas de misérables jérémiades, d'hypocrites protestations de patriotisme. Des faits prouvés, attestés, irrévocables, ou bien la réclusion et la déportation. Ici finit le triomphe des assassins du peuple et commence celui de la République⁵. »

1. Arch. dép. Dordogne, L 514, 3 pluviôse an II.

2. Ibid., L 505, 22 ventôse an II.

3. Arch. nat., AF II 96, 708.

4. Arch. dép. Dordogne, L 422, à la date indiquée.

5. Arch. dép. Dordogne, L 406, 20 ventôse an II. Voir Duvergier, t. VII, p. 101. C'est au décret du 8 ventôse an II et à cette circulaire de Lakanal que faisait allusion la citoyenne Fayolle, quand elle écrivait, de la maison de réclusion de Bergerac, le 27 ventôse an II, au Comité de sûreté générale, pour réclamer sa mise en liberté (Arch. nat., F⁷ 3671¹). C'est dans le même esprit que Lakanal, pressenti par le Comité révolutionnaire de Bergerac sur la conduite à tenir envers Laporte, ci-devant conseiller au Parlement de Bordeaux, répondait, le 17 messidor an II, « ne vouloir se mêler d'aucune manière des détenus ni des émigrés ; qu'il ne voulait pas contrarier les opérations du Comité de sûreté générale » (Arch. dép. Dordogne, L 403, à cette date).

Nous n'en verrons pas moins Lakanal accorder aux détenus certaines satisfactions ; c'est ainsi qu'il communiquera à l'un d'eux le tableau de sa vie politique ¹. Les sentiments de justice bienveillante de Lakanal sont encore affirmés dans une lettre du Comité révolutionnaire de Bergerac, écrivant à celui de Sarlat au sujet d'une détenue : « Nous pensons, d'après votre exposé sur le compte de cette fille, qu'en vous adressant au représentant du peuple Lakanal, elle obtiendrait sa liberté ² ». Enfin et surtout, ce n'est pas sans quelque motif qu'une femme, recluse à Thiviers, discernait à Lakanal cet éloge qui, s'il n'eut pas été sincère, n'était qu'une maladroite flatterie : « Instruite par la voix publique des sentiments qui vous animent, je crois ne pouvoir mieux faire que de vous porter mes réclamations ³ ».

Lakanal, en effet, n'était pas homme à frapper à tort et à travers : on le voit bien dans la façon scrupuleuse dont il contrôlait les arrestations opérées en dehors de lui.

Le 6 pluviôse an II (25 janvier 1794), il écrivait à tous les Comités révolutionnaires du département, les invitant à dresser le tableau de tous les détenus qui n'étaient pas expressément atteints par les lois. « Il peut s'en trouver sur le nombre, disait-il, qui ont été reclus sur des documents mensongers fournis par la malveillance. Elle a quelquefois trompé la justice des Comités et égaré le glaive que l'intérêt de la police a remis dans leurs mains. Ses défenseurs les plus zélés ont été quelquefois victimes de ses odieuses trames. Préservons-nous de ce piège : ne tirons pas sur nos troupes ; que le tableau que je demande soit discuté avec maturité ⁴ ».

Ces scrupules n'entraînaient, d'ailleurs, chez Lakanal aucune défaillance. « Justice à l'innocence outragée, écrivait-il en terminant, mais ne perdons pas de vue que, là où la patrie est tout, les individus ne sont rien, que, si la liberté commune réclame l'incarcération d'un citoyen, il doit être enfermé sans examiner laborieusement s'il est coupable, et que, si la patrie avait besoin d'un crime pour édifier ses espérances, il ne serait plus crime,

1. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 506, séance du 28 thermidor an II.

2. *Ibid.*, L 407, 28 messidor an II.

3. *Ibid.*, L 514, 9 pluviôse an II.

4. *Ibid.*, L 505, 2 ventôse ; L 509, 6 pluviôse ; L 514, 30 pluviôse ; L 673, 8 pluviôse an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 707 et 708.

il deviendrait vertu ». *Salus populi suprema lex esto !* Lakanal, comme ses collègues du gouvernement, mettait au-dessus de tout le salut public, mais il n'avait pas de peine à concilier, dans la même lettre, les exigences du salut public avec le respect des droits individuels, puisque le salut de la Révolution consistait dans le triomphe même de ces droits

Nous voyons l'arrêté de Lakanal recevoir bientôt son exécution à Périgueux¹, à Bergerac², à Excideuil³, etc.

Au reste, Lakanal complétait cette enquête générale par des mesures particulières. Le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), par exemple, il demandait compte au Comité révolutionnaire d'Excideuil des motifs qui avaient provoqué l'arrestation de Delage et Rochefort, membres de la Société populaire de Thiviers⁴. Et c'est à la demande de Lakanal que, le 3 prairial an II (22 mai 1794), le Comité de Montignac lui envoyait copie des motifs de suspicion concernant un reclus⁵.

Ces diverses mesures ne furent pas inefficaces. C'est sans doute par suite de ce contrôle que Lakanal eut lieu de faire élargir, au cours de sa mission, un nombre considérable d'individus.

Tantôt il prononce la mise en liberté pure et simple, le 14 pluviôse an II (2 février 1794), du citoyen Lafargue, « qui n'est pas atteint par la loi⁶ », et dont l'arrestation a été « le fruit de la malveillance⁶ » ; le 17 prairial an II (5 juin 1794), des citoyens Rechaud et Albert⁷ ; le 26 prairial an II (14 juin 1794), du citoyen Morand⁸ ; le 20 messidor an II (8 juillet 1794), du citoyen Pélouchet⁹ ; le 25 messidor an II (13 juillet 1794), du citoyen Halbon¹⁰ ; le 6 thermidor an II (24 juillet 1794), du citoyen Huganel, reclus à Villeneuve-d'Agen⁹.

1. Arch. dép. Dordogne, L 763, 8 et 13 pluviôse an II.

2. Ibid., L 405, Inventaire des papiers du Comité, n° 9.

3. Ibid., L 505, 2, 4 et 5 ventôse an II.

4. Ibid., 7 pluviôse an II.

5. Ibid., L 585, 3 prairial an II.

6. Arch. nat., AF II 96, 708, à la date indiquée. Le décret du 14 frimaire permettait (art. 12) aux représentants en mission d'élargir des détenus. Lakanal avançait, par ce contrôle impartial, la loi de détention du 18 thermidor an II.

7. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 205. Arch. nat., AF II 96, 704 et 709.

8. Arch. dép. Dordogne, L 406, à la date indiquée.

9. Arch. nat., AF II 96, 706, à la date indiquée.

10. Ibid. AF II 96, 710, à la date indiquée.

Tantôt la mise en liberté est conditionnelle, soit pour le notaire Déjean¹, soit pour les citoyens Legendre, avoué, Conil père, Ricard, Quintin, Labrugière et ses enfants, Aubisse (de Maurens) et Larobine, qui seraient enfermés dans la maison de réclusion de Limoges ou même conduits au tribunal révolutionnaire, selon la gravité des propos inciviques qu'ils pourraient tenir après leur libération².

Tantôt aussi c'est parce qu'il juge l'expiation suffisante que Lakanal ordonne des élargissements, infligeant ainsi la leçon du pardon à ses adversaires. Le 7 nivôse an II (27 décembre 1793), « considérant que, si les ennemis de la patrie attaquent ses défenseurs avec les armes des lâches, le mensonge et la calomnie, les vrais républicains, les dignes enfants de la France régénérée pardonnent à l'ennemi désarmé et, loin d'insulter à son infortune, lorsqu'ils l'ont jeté à terre, ils s'empressent de le relever et de lui prodiguer leurs bienfaits³ », Lakanal ordonnait en conséquence la mise en liberté du citoyen Limouzin³. C'est en vertu du même principe que, le 2 ventôse an II (20 février 1794), « considérant... que le citoyen Boutiron et la veuve Pelcat, détenus dans la maison d'arrestation, ne sont pas frappés directement par la loi et que le temps de leur détention a expié les erreurs qu'ils avaient commises », Lakanal ordonnait leur élargissement⁴. De même, le 6 germinal an II (26 mars 1794), « considérant qu'il ne faut frapper qu'avec une excessive réserve les citoyens qui ont fait à la patrie l'offrande de leurs enfants ; considérant que le citoyen Chabrelie aîné a deux fils à la frontière⁵ », Lakanal s'informait des motifs de son arrestation, se réservait la connaissance définitive de son affaire et faisait « défense à toutes les autorités constituées de porter aucune atteinte à la liberté dudit citoyen⁵ ».

Tantôt enfin, Lakanal n'éprouvait aucun scrupule à reconnaître l'inutilité d'un emprisonnement prolongé et à faire relâcher les citoyens Delignac père et fils⁶, Cavalier, dit Quiraque⁶,

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, 17 germinal an II.

2. *Ibid.*, AF II 96, 708, 2 pluviôse an II. *Arch. dép. Dordogne*, L 406, même date.

3. *Arch. nat.*, AF II, 96, 707, 7 nivôse an II.

4. *Ibid.*, AF II 96, 709, 2 ventôse an II.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 585, 8 germinal an II.

6. *Arch. nat.*, AF II 96, 709.

Dumonteilh, Jean Hilac, Guillaume Daunadier, Jean Grenier, Jean Barot, Pierre Goudonexe, Jean Fournier, Cabau-Dumas, Jacques Lacombe, Mantone, Pierre Arjat, Anne Laval, Margèle, Léonard Ventelove, Pierre Santal, Antoine Pradine, Michel Malardeau, tous précédemment reclus par ses ordres¹.

5° Arrestations ordonnées par Lakanal

De ce qui précède il est permis de conclure que, quand Lakanal frappait les contre-révolutionnaires, c'était, sinon à coup sûr, du moins après examen, soit qu'il les fit incarcérer, soit qu'il les fit comparaître devant les tribunaux révolutionnaires.

Dans une justification publiée à la fin de l'an III, et qui a pour titre *Un mot de Lakanal, représentant du peuple, à quelques folliculaires...*, le conventionnel citait l'extrait suivant d'une lettre que lui avait adressée Baudin (des Ardennes), représentant du peuple et membre de la Commission des Onze : « J'ai dit, en effet, avec plaisir, écrivait Baudin, qu'à votre retour de mission, je vous avais entendu vous vanter, dans un temps où il y avait du courage à le faire, de n'avoir point ordonné d'arrestation² ». Lakanal, en reproduisant cette affirmation de Baudin, semble la prendre à son compte ; ce n'en est pas moins une grossière erreur. Il ne peut pourtant se tromper de bonne foi, la date de sa mission étant encore trop récente ! Il faut donc voir là une

1. Arch. greffé trib. civil Bergerac, Livre des écrous (13 nivôse au 26 fructidor an II), pour tous les noms à partir de Dumonteilh.

La citoyenne Gontaut (de Mauzac), dont le frère avait émigré, avait été incarcérée, à l'âge de quatorze ans, le jour même de son mariage avec Morand-Dupuch (de Trémolat), aide-de-camp. Les représentants Boussion et Le Tourneur intervinrent auprès du Comité de sûreté générale, pour la faire relâcher. « J'apprends, écrivait, le 8 prairial an II, Le Tourneur à ce Comité, que notre collègue Lakanal, qui a connaissance de ce mariage, était sur les lieux, et qu'il avait dû vous écrire pour être autorisé à remettre en liberté cette jeune épouse... Si Lakanal avait oublié d'écrire, vous voudrez bien lui écrire pour prendre de lui les informations que vous jugerez convenables... » (Arch. nat., F⁷ 4557). Je n'ai pas trouvé trace de l'action de Lakanal en cette affaire.

2. *Un mot de Lakanal...* (Bibl. nat., Ln²⁷/11105). *Exposé sommaire*, p. 199.

vantardise de sa part, associée peut-être à un sentiment de prudence thermidorienne.

C'est sur la foi de Lakanal que Mignet a écrit à son tour : « M. Lakanal n'ordonna pas une seule arrestation. Il s'en vantait alors, non sans courage, et, jusqu'à la fin de ses jours, il le rappelait avec une fière et profonde satisfaction ¹. En effet, s'il prononça quelquefois des paroles extraordinaires, il ne commit pas un acte cruel ². »

Libre à Mignet de considérer comme un acte cruel toute arrestation révolutionnaire. Mais lui, qui dénonce, dans la même *Notice*, l'« ostentation » de Lakanal, aurait bien dû se défier de son témoignage et s'efforcer de le contrôler. Il aurait constaté que Lakanal, pendant sa mission dans la Dordogne, ordonna une soixantaine d'arrestations : donnons-en ici une rapide revue.

Dès le 29^e jour du 1^{er} mois de l'an II (20 octobre 1793), le procès-verbal des séances de la Société populaire de Bergerac porte : « Le Montagnard Lakanal... veut que... tous les malintentionnés soient incarcérés et mis hors d'état de nous nuire ³ ».

C'est sur son invitation que le Comité révolutionnaire de Bergerac s'occupe d'aménager le local réservé aux détenus ⁴. Bientôt on voit Lakanal procéder et faire procéder à des arrestations.

A son instigation, le Comité révolutionnaire de Bergerac ordonne, le 18 brumaire an II (8 nov. 1793), la réclusion du greffier du juge de paix de Bergerac ⁵ et, le lendemain (9 nov. 1793), celle d'un huissier ⁶. C'est sans doute à ces arrestations et à d'autres encore que Lakanal fait allusion en écrivant, le 5 frimaire an II (25 novembre 1793), à la Convention : « J'ai purgé Bergerac du petit nombre des habitants suspects. Tout marche ensemble, pressé par le civisme ou la justice ⁷ ».

1. Nous savons seulement qu'à la fin de sa vie, Lakanal rappelait encore avec joie qu'il n'avait pas fait verser une goutte de sang dans la Dordogne. Mais faire tomber une tête et faire arrêter un individu sont deux choses bien différentes. Voir à la fin de ce chapitre, p. 190.

2. Mignet, *Notice sur Lakanal*.

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 36.

5. *Ibid.*, f. 96.

6. *Ibid.*, f. 100.

7. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703.

Le 12 pluviôse an II (31 janvier 1794), il fait arrêter Delignac père et fils, régisseurs de l'émigré d'Augeard¹. Le 24 ventôse an II (14 mars 1794), c'est « le nommé Père Jacques, ci-devant Récollet », que Lakanal fait conduire à Périgueux par les soins du Comité révolutionnaire de Belvès, pour qu'il y demeure en état d'arrestation « jusqu'à ce que la France en paix vomira de son sein la vermine sacerdotale² ».

Le 30 floréal an II (19 mai 1794), c'est Jean Cavalier, dit Quiraque, que Lakanal ordonne de conduire à Périgueux, dans la maison de justice du département².

Le 17 prairial an II (5 juin 1794), c'est Dumonteilh, ancien agent de noble émigré, et convaincu d'avoir, dans un temps de disette, « mangé du pain de pur froment, tandis que, dans sa commune, on n'avait que quelques onces de pain de pur son³ », convaincu aussi d'avoir caché des titres féodaux, détourné des meubles nationaux, etc., que Lakanal fait enfermer dans la maison de réclusion de Bergerac, « jusqu'à ce qu'il soit donné les ordres nécessaires pour le traduire devant les Commissions populaires et révolutionnaires qui vont être incessamment organisées³ ».

Le 26 prairial an II (14 juin 1794), c'est du citoyen Morand que Lakanal prononçait la réclusion².

Déjà, le 1^{er} prairial an II (20 mai 1794), il avait fait reclure à Bergerac le notaire Javerzac³, dont il décidait, le 2 messidor an II (20 juin 1794), le transfert à Périgueux⁴.

Le 8 messidor an II (26 juin 1794), on apprend que Lakanal fait rechercher par tous les Comités révolutionnaires du département le nommé Guitard, pour l'arrêter⁴.

Le 22 messidor an II (10 juillet 1794), il ordonne la réclusion de Lelong, agent du ci-devant château de l'Aiguilhe, « ennemi de l'égalité et des principes de la Révolution⁵ ».

Le 26 messidor an II (14 juillet 1794), c'est du ci-devant curé Benaud que Lakanal prononce l'arrestation⁶.

1. Arch. dép. Dordogne, L 406, 12 pluviôse an II.

2. Arch. nat., AF 11 96, 709, à la date indiquée.

3. Arch. dép. Dordogne, L 406, 17 prairial an II.

4. Ibid., L 407, à la date indiquée.

5. Ibid., L 406, 22 messidor an II.

6. Ibid., L 403, 26 messidor an II, et L 407, 1^{er} thermidor an II.

Le 30 messidor an II (18 juillet 1794), il fait reclure à La Réole le nommé Dupeyrou, qui, quoique très riche, avait soustrait son cheval à la levée¹.

Le 1^{er} thermidor an II (19 juillet 1794), c'est le sieur Boniol, qui, malgré sa fortune, avait eu « l'impudence » de donner seulement 20 sous pour les volontaires, que Lakanal faisait également reclure à La Réole¹.

Le 2 thermidor an II (20 juillet 1794), Lakanal faisait arrêter le nommé Olivier¹.

Le 3 thermidor an II (21 juillet 1794), il ordonnait une nouvelle arrestation, cette fois pour une question de moralité privée, liée néanmoins, selon Lakanal, aux intérêts généraux de la République.

« Considérant, disait, en effet, le conventionnel, que des mœurs forment la base sur laquelle repose le gouvernement républicain... ;

« Considérant que le nommé Légglise, de Montignac, a abusé de la fille Berge, de la fille Sori, qu'il a délaissées ensuite pour se marier avec la fille du détenu Dufrêne » ;

Lakanal déclarait le nommé Légglise « ennemi de la République », et arrêtaît que la gendarmerie le conduirait sur-le-champ à la maison de réclusion de Périgueux. Bien plus, cet arrêté du représentant serait affiché et lu pendant un mois, tous les décadis, au temple de la Raison de Monségur et Montignac².

Nouvelles arrestations ordonnées par le représentant, le 6 thermidor an II (24 juillet 1794), de Chadelle³, de Robert³, de Dupin, ex-noble³.

Nous avons aussi la preuve d'arrestations prononcées par Lakanal, à diverses époques de l'an II, contre Bernard Malbet⁴, Lamartinie, administrateur du district de Ribérac⁵, Lamoureux⁵, Dupaty⁵, Marguerite Boniface⁵, Texandier⁶, ainsi que contre Joseph Chanut, curé de Bouniague, Jean Lafargue, juge de paix

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 706, à la date indiquée.

2. *Ibid.*, 710, 3 thermidor an II.

3. *Ibid.*, 706, 6 thermidor an II.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 2 fructidor an II.

5. *Ibid.*, 22 fructidor an II.

6. *Ibid.*, 23 fructidor an II.

de Ribagnac, Marguerite Villepontou, dite Monteyrol, le nommé Jean, Maury (de Sainte-Alvère) et sa femme, Raymond Lafon, architecte à Bergerac, Pantalon de Lignac (de Campsegret), Jean Hilac (de Monzac), Guillaume Daunadier, soldat, Jean Grenier, officier municipal à Saint-Nexant, Jean Barot, maître maçon à Bergerac, Pierre Goudonexe (de Flaujac), Dupuy, Jean Fournier (de Maurens), Cabau-Dumas, Jacques Lacombe, Mantone, Pierre Arjat, Anne Laval, François Foucaul, Quintin, Margèle, Léonard Ventelove, Pierre Santal, Antoine Pradine, Michel Malardau, Bonmartin, Salouroux, Jean et Pierre Lorant (de Fumel), Pierre Priauleau, Etienne Charon, dit Picou¹.

Lakanal faisait étroitement surveiller tous ces détenus. Ainsi, il menaçait sévèrement les soldats chargés de la garde de la maison de réclusion de Bergerac, dont la discipline se relâchait². Il ne s'en intéressait pas moins au bien-être des détenus. La municipalité de Bergerac, rapportera, à propos de cette maison de réclusion, que le représentant « a vu avec effroi le danger que pourrait produire, pendant ces temps chauds, un grand nombre de gens réunis dans un lieu étroit, peu aéré.... mais surtout qu'il a été vivement peiné de tout ce que pouvaient souffrir des malheureux détenus³ ». Par une attention un peu ironique, il leur faisait donner lecture du Bulletin des victoires des armées françaises⁴.

Il apparaît donc incontestable que Lakanal procéda, soit directement, soit indirectement, à un certain nombre d'arrestations. Au reste, rien ne lui semblait plus légitime : les contre-révolutionnaires étaient à leur place dans les prisons. Comme il l'écrivait plaisamment, en réponse à une pétition que lui avait présentée la dame Ladouze-Saint-Astier, recluse :

« Les dames comme il faut ou comme il ne faut pas disaient aux messieurs qui n'émigraient pas : vous n'êtes pas à votre poste ! La dame Ladouze-Saint-Astier est au sien dans la maison

1. Arch. greffe trib. civil Bergerac, Livre des écrous (13 nivôse au 26 fructidor an II). La plupart de ces détenus seront remis en liberté, soit par Lakanal lui-même, soit par d'autres autorités (notamment après le 9 thermidor). Il faut joindre à ces arrestations celles des individus que Lakanal traduisit devant le tribunal criminel de Périgueux (voir p. 188, 189).

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, s. d., reçue le 19 messidor an II.

3. Ibid., Reg. délib. mun., 22 messidor an II, f. 80.

4. Arch. nat., AF II 96, 710, 18 messidor an II.

de réclusion ; au reste, je ne crois pas plus aux grimaces des dames qu'aux menaces de leurs messieurs¹ ».

6° *Lakanal et les tribunaux révolutionnaires*

Une mesure autrement grave que l'arrestation des contre-révolutionnaires consistait à les traduire devant les tribunaux.

Outre les tribunaux réguliers, nous avons vu Lakanal menacer des individus, à plusieurs reprises, de Commissions révolutionnaires qui seraient créées à Bergerac² : nous n'avons aucune preuve que ces Commissions aient fonctionné ni même que Lakanal les ait créées.

Lorsque Lakanal arriva dans la Dordogne, au commencement de l'an II, il existait déjà un tribunal criminel et révolutionnaire à Périgueux³. Déjà même il s'y trouvait une guillotine. Roux-Fazillac écrivait de là, le 27 vendémiaire an II (18 octobre 1793), à la Convention, au sujet des contre-révolutionnaires : « La guillotine, aussitôt mise sur place, a coupé le mal dans sa racine, et les a fait rentrer dans le devoir par le seul aspect ; ils sont devenus souples⁴ ». Le 23 brumaire an II (13 nov. 1793), il écrivait encore de Périgueux : « La machine terrible inventée par Guillotin est en permanence⁵ ». Nous voyons que, le 14 pluviôse an II (2 février 1794), des chevaux de

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 706, s. l. n. d. D'après la dénonciation de la Société populaire de Sainte-Foy, Lakanal aurait fait mettre en prison, pendant trois mois, un soldat, de passage à Bergerac, qui se serait récrié sur la qualité du pain, et il aurait fait incarcérer deux bouviers qui abandonnaient leur travail (*Arch. nat.*, DIII 351). Le pamphlétaire bergeracois dit que Lakanal « moleste ceux qui ont négligé de le saluer » (H. Labroue, *art. cit.*, chap. I) ; dans la dénonciation de la Société de Sainte-Foy, cette molestation se transforme en une arrestation d'un citoyen (*Arch. nat.*, DIII 351), et un peu plus tard, dans la dénonciation de Lapeyre, en une arrestation de deux citoyens (*Ibid.*).

2. P. ex. *Arch. dép. Dordogne*, L 406, 13 germinal et 17 prairial an II.

3. Voir le *Tribunal criminel et révolutionnaire de la Dordogne sous la Terreur*. Documents... classés... par les commis greffiers du Tribunal civil de Périgueux. Périgueux, Cassard, 1880-1881, 2 vol. in-4°. Voir t. I, p. 8 à 11.

4. *Arch. nat.*, C 274.

5. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 405.

trait sont fournis pour conduire la guillotine de Périgueux à Montpon¹.

Quelques représentants en mission avaient abusé des pouvoirs de justiciers dont la Convention les avait investis. Le Comité de salut public réprima ces abus. C'est probablement à la date du 14 frimaire an II (4 décembre 1793) qu'il écrivait aux représentants en mission : « Il était bien difficile qu'un excès de zèle, respectable d'ailleurs, n'élançât pas quelques-uns d'entre vous au-delà des principes », et il les blâmait d'avoir prononcé d'eux-mêmes la peine de mort². Mais le droit de traduire des inculpés devant le tribunal révolutionnaire de Paris ou devant les tribunaux criminels des départements ne leur était nullement enlevé.

C'est ce que déclarait la Convention par son décret du 22 nivôse an II (11 janvier 1794) : « Aucune loi, disait ce décret, n'a ôté aux représentants du peuple le droit qu'ils ont, par la nature de leurs pouvoirs illimités, de faire juger, sur les lieux, dans des circonstances graves, urgentes et impérieuses, des accusés qui, par le droit commun, devraient être traduits au tribunal révolutionnaire séant à Paris... Lorsqu'un tribunal criminel est investi, par un arrêté formel des représentants du peuple, de l'autorité nécessaire pour juger un prévenu des crimes contre-révolutionnaires, il ne doit pas hésiter à le juger³ ».

La Convention ayant rendu, quatre mois après, le 19 floréal an II (8 mai 1794), un décret contraire au précédent, Lakanal arrêta, en conséquence, le 30 floréal an II (19 mai 1794) : « Tous les arrêtés émanés de nous et portant attribution au tribunal criminel du département de la Dordogne de quelques accusations contre-révolutionnaires, sont rapportés en tout ce qui n'est pas jugé et en exécution du décret de la Convention nationale du 19 floréal présent mois⁴ ».

C'est donc avant cette date que Lakanal eut lieu de donner au tribunal criminel de Périgueux connaissance de quelques causes à juger.

Deux mois environ après le décret du 22 nivôse an II (11 janvier 1794), le 27 ventôse (17 mars 1794),

1. Arch. dép. Dordogne, L 746, 14 pluviôse an II.

2. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 161.

3. *Ibid.*, t. X, p. 190.

4. Arch. nat., AF II 96, 711, 30 floréal ar

« Considérant que, dans les circonstances où se trouve la République, il importe de frapper les contre-révolutionnaires sur les lieux témoins de leurs forfaits, afin d'imprimer un salutaire effroi aux ennemis de la patrie et relever les espérances de ses défenseurs ;

« Considérant que, si, dans le nombre des détenus dans la maison de justice du tribunal criminel du département de la Dordogne pour crimes contre-révolutionnaires, il se trouvait quelques bons citoyens victimes de la calomnie, il importe de leur rendre sans retard leur honneur avec leur liberté »,

Lakanal déclarait le tribunal criminel du département de la Dordogne compétent dans les affaires :

« 1° De Jean Bernard, dit Biote, prévenu d'avoir cherché à discréditer les assignats, à avilir et dissoudre la Convention nationale et à provoquer la loi agraire ;

« 2° De Louis Schlafer, prévenu de provocation au rétablissement de la royauté et autres délits contre-révolutionnaires ;

« 3° De Marie Moulinier, Théophile Barbesson et de tous leurs complices ;

« 4° De Pierre Ravidat, prévenu d'avoir voulu avilir la représentation nationale ;

« 5° De Ganivet et de Léberthon, prévenus d'avoir voulu empêcher l'approvisionnement des armées de la République¹ ».

Le même jour, quoique le tribunal criminel de la Dordogne se fût déclaré incompétent et eût renvoyé l'accusé devant le tribunal criminel d'un autre département, Lakanal déclarait que, pour éviter les déplacements longs et coûteux du prévenu et des témoins, le tribunal criminel de Périgueux serait compétent dans l'affaire d'Ardillier, « prévenu de concussion envers ses frères d'armes et de lâcheté envers sa patrie² ».

Quel que dût être le sort que les jurés du tribunal criminel réservaient à ces divers inculpés, on ne saurait rendre Lakanal responsable de leur sentence, pas plus qu'on ne peut imputer à un juge d'instruction le verdict rendu par un jury de cour d'assises³.

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 711, 27 ventôse an II. Voir aussi *Ibid.*, F⁷ 4557 (opérations du trib. crim. de la Dordogne pendant la 2^e décade de germinal an II).

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 711, 27 ventôse an II.

3. Ils seront d'ailleurs tous acquittés, sauf Léberthon, condamné à quatre

Lakanal traduisit aussi devant le tribunal criminel de Périgueux les citoyens Rechaud et Albert, mais, le 30 nivôse an II (19 janvier 1794), il ordonna à ce tribunal de suspendre toute poursuite contre eux, jusqu'à ce que la Convention eût prononcé sur le renvoi que Lakanal avait fait devant elle de cette cause¹.

Une autre affaire criminelle à laquelle fut mêlé Lakanal fut celle du sieur Meynard. Emprisonné à Bergerac. Meynard s'était évadé, avait été repris à Figeac, et reconduit à Bergerac, où le Comité révolutionnaire de cette ville l'avait déchargé de l'accusation d'avoir dilapidé des biens nationaux. Mais bientôt une deuxième accusation était portée contre lui : il avait correspondu avec un émigré, et une lettre de Meynard contenait des expressions très injurieuses contre Lakanal et le gouvernement. Le tribunal de Périgueux renvoya Meynard devant le tribunal révolutionnaire de Paris, qui le condamna à mort; il sera exécuté le 29 messidor an II (17 juillet 1794)². Le nom de Lakanal n'était intervenu qu'accidentellement dans cette affaire.

Le nom du représentant sera encore mêlé à diverses causes qui seront portées devant le tribunal criminel de la Dordogne, soit qu'un certain Fournier abusât du nom de Lakanal pour requérir arbitrairement des grains³, soit qu'un commissaire de Lakanal fût accusé de concussion et acquitté⁴, soit que le Comité révolutionnaire de Montignac mît le représentant au courant des accusations portées contre Lacoste-Laclergerie, qui avait émis de faux assignats et qui sera acquitté⁵, soit que le curé Lachèze, qui s'était opposé, paraît-il, à l'exécution d'un arrêté de Lakanal, fût traduit devant ce tribunal, qui abandonnera l'accusation⁶.

mois de prison et à une amende, et Ganivet, condamné à mort. Voir le *Tribunal criminel... de la Dordogne*, à ces diverses affaires. Voir une « liste des personnes guilloténées à Périgueux et des Périgourdins guillotines dans d'autres villes, sous le règne de la Terreur », à la *Bibl. nat.*, Collection Périgord, t. XLIX, f. 444 et suiv.

1. *Le Trib. crim... de la Dordogne*, t. I, p. 393. Lakanal fera mettre Rechaud et Albert en liberté, le 17 prairial an II (voir p. 179).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 27 pluviôse, 2 et 6 floréal, 14 thermidor an II. Voir le *Tribunal criminel... de la Dordogne*, t. II, 43^e affaire, p. 107.

3. *Ibid.*, 44^e affaire, p. 113. Il sera acquitté à Paris.

4. Voir le *Tribunal criminel... de la Dordogne*, t. II, 52^e affaire, p. 173.

5. *Ibid.*, t. II, p. 387.

6. *Ibid.*, p. 73.

7° *Le « terrorisme » de Lakanal. — Un oubli de H. Wallon.*

Ainsi, il est constant que Lakanal ne fit pas tomber une seule tête durant le cours de sa longue mission. Ce serait faire preuve à la fois d'ignorance et d'injustice que lui reprocher la peine capitale portée contre un des inculpés qu'il traduisit devant le tribunal criminel. Il demeura jusqu'au bout dans la légalité, et jamais (sauf dans le cas de Louis XVI) il ne prononça de lui-même la peine de mort.

C'est là une importante constatation qu'on aurait aimé à trouver sous la plume de H. Wallon, dans l'ouvrage en cinq gros volumes qu'il a publié sur ou plutôt contre les *Représentants en mission et la justice révolutionnaire dans les départements*. C'est à peine si le nom de Lakanal est cité trois fois dans cet ouvrage, et encore en passant, à la dérobée, sans commentaires¹. Constaté que Lakanal n'avait pas été un « pourvoyeur de la guillotine », c'eût été aller à l'encontre des propres parti-pris de l'auteur. Il est difficile de considérer comme une omission involontaire une lacune qui ne s'explique sans doute que par la passion contre-révolutionnaire de l'auteur.

En tout cas, lorsque, en 1814, le Bergeracois Maine de Biran alla à Paris rendre visite à Lakanal, c'est à juste titre que l'ancien conventionnel pouvait lui répondre : « On doit beaucoup parler de moi dans Bergerac, mais j'ai la satisfaction qu'on ne me reproche pas une seule goutte de sang versé² ».

1. H. Wallon, *Les Représentants... et la justice révolutionnaire*, t. II, p. 175 et 185.

2. Cité par Clamageran, p. 59. Dans sa *Notice sur J. Lakanal*, Lakanal disait, non sans fierté, de lui-même : « Dans les temps les plus orageux de la Révolution, Lakanal a administré, avec des pouvoirs d'une grande étendue, la presque généralité des départements de la République, sans qu'une seule goutte de sang ait coulé. » Des publicistes réactionnaires de Bergerac ont eux-mêmes rendu hommage à Lakanal. Pendant la Révolution, dit l'un d'eux ; à propos de Lakanal, « les habitants de Bergerac ne connurent ni les exécutions ni même les violences » (*Journal de Bergerac*, 2 juin 1894). « Il fut clément », écrit l'abbé Allain, *art. cit.*, p. 421.

CHAPITRE VI

LAKANAL ET LA JUSTICE CIVILE

1° A quels besoins répondent les mesures de Lakanal. — 2° Son arrêté pour l'extinction des procès. — 3° Son application. — 4° Succès de ces mesures.

Ceux des écrivains qui ont parlé de l'administration de Lakanal dans la Dordogne se sont bornés à faire une courte allusion aux mesures que prit ce représentant pour assurer l'extinction des procès. Tout au plus citent-ils son arrêté à ce sujet. Mais personne ne s'est demandé à quels besoins correspondaient ces mesures, quels motifs présidèrent à leur élaboration, comment elles furent appliquées, et si vraiment cette audacieuse entreprise fut couronnée de succès.

1° A quels besoins répondent les mesures de Lakanal.

Dans la Dordogne, la justice civile ne semblait guère mieux rendue, en 1793, qu'à la fin de l'ancien régime, lorsque les habitants de Saint-Raphaël (Dordogne) écrivaient, à propos des juges : « Leur tribunal est un cabaret ; leurs procédures, autant de monstres dans l'ordre judiciaire ¹. »

Carnot, qui, avec ses collègues Garrau et Lamarque, avait été envoyé par la Convention dans le Sud-Ouest de la France, présentait à l'Assemblée, le 12 janvier 1793, un tableau navrant du fonctionnement de la justice dans les départements qu'il avait parcourus, — et la Dordogne était de ceux-là ². Les lenteurs de la justice, les frais de la procédure, la partialité des magistrats, Carnot signalait avec force ces trois vices princi-

1. Dans leur cahier de doléances. Voir Grand, *Annales du Terrassonnais*, p. 52.

2. Voir notre chapitre I, p. 48.

paux du système judiciaire : « Le plus grand des maux qui affligent le peuple en ce moment, c'est le déni de justice, ou ces lenteurs si dispendieuses qui sont pires qu'un déni formel. Il y a des lois, beaucoup trop peut-être, mais elles ne s'exécutent point, souvent par l'insouciance des fonctionnaires publics, plus souvent encore par le découragement et les disgrâces dont on les abreuve, et quelquefois aussi parce que les lois, ou obscures ou contradictoires, sont elles-mêmes inexécutables. » Carnot notait aussi les plaintes des populations contre les frais de justice : « La suppression des tribunaux civils est sollicitée plus vivement que jamais ;... on leur oppose... l'énormité des frais de procédure ;... on avance... que leur ministère est plus ruineux que jamais. » Il dénonçait enfin les prévarications des magistrats : « Des juges de paix, dans les campagnes, font un métier honteux de ce qui ne saurait être que l'exercice d'un ministère paternel et consolant ; on leur reproche infiniment le despotisme et une avidité indigne... Plusieurs tribunaux de police correctionnelle exercent un arbitraire plus criant encore. » Il faisait savoir qu'aux yeux de beaucoup de gens, « il serait à souhaiter que chacun fût jugé par des personnes de son choix. » Il ajoutait même, en parlant des habitants des contrées que lui et ses collègues avaient traversées : « Ils nous eussent voulu pour juges de leurs procès et pour arbitres de leurs impositions¹. »

Cet état de choses sévissait dans la Dordogne aussi bien que dans les autres départements visités par Carnot. « La chicane dévorait nos habitants des campagnes, écrira la Société populaire de Bergerac à la Convention, en germinal an II ; les intérêts les plus minutieux divisaient le frère avec le frère, le voisin avec le voisin ; le faible était accablé par le plus fort, de par les formes longues et juridiques². » Le 2 floréal an III (21 avril 1795), dans une lettre adressée de Bergerac au Comité de législation, le citoyen Béchadergue rappelait que la « majeure partie des procès avait été... portée par appel aux ci-devant Parlements, depuis vingt, trente ans et plus. Les chicanes les y ont fait devenir... difficiles, ... volumineux³ ». « Les huissiers

1. Voir ce rapport dans *la Révolution française*, janvier 1888, p. 640 et suiv.

2. *Arch. nat.*, D^{III} 61. Cette lettre est résumée dans le *Proc. verb. Convention*, 27 germinal an II, p. 254.

3. *Arch. nat.*, D^{III} 61.

surtout sont ceux qui excitent le plus de plaintes », écrira le commissaire près le tribunal de district de Bergerac ¹.

Sans doute, Lakanal ne fait aucune allusion à certains de ces vices administratifs, dans la proclamation qui précède et explique son arrêté du 21 pluviôse an II (9 février 1794), sur l'extinction des procès. Mais pouvait-il critiquer le fonctionnement d'institutions dues précisément au nouveau régime, dans un acte officiel adressé aux populations elles-mêmes ²? Ne doutons pas cependant que Lakanal fût du même avis que son collègue. Dans les mesures qu'il prendra, le conventionnel verra un moyen d'arriver sûrement et rapidement au but, c'est-à-dire à l'équité, dût-on, pour y parvenir, écarter l'appareil des « lois confuses ou contradictoires » dont parle Carnot. Il ne lui échappait pas qu'une législation touffue contribue à la longueur des procès. « Toutes ces lois, dira-t-il en substance, au sujet des lois des États-Unis, augmentées démesurément chaque année, concourent, avec les lois anglaises et espagnoles, à former un code de législation qui semble fait pour éterniser les procès ³. »

Lakanal avait d'autres raisons de substituer une justice révolutionnaire à la justice ordinaire, pour hâter l'extinction des procès. Ces raisons, il les exposait dans sa *Proclamation à ses frères du département de la Dordogne*, qui précédait son arrêté du 21 pluviôse an II (9 février 1794). La voici :

« RÉPUBLICAINS,

« Le cri perçant du malheur retentit chaque jour à mon oreille et déchire mon âme sensible. Des hommes qui ne voient jamais de superflu dans leur opulence, poursuivent impitoyablement devant les tribunaux des familles qui tirent à peine le nécessaire d'un travail pénible ; ils éternisent des procès dont elles ne peuvent supporter les frais dévorants ; vampires publics, ils se gonflent de la substance des pauvres : tels des vers s'alimentent de la partie blessée des corps !

1. Arch. nat., D^{III} 61, 5 thermidor an III.

2. Il fait au contraire — ou fait faire — l'éloge des institutions judiciaires de la Révolution dans le *Journal d'instruction populaire de Sarlat* (Voir au chap. sur Lakanal et l'instruction publique).

3. *Mémoires de l'Académie... des Sciences morales*, 1837, t. I, 2^e série, p. CLVI (3^e mémoire de Lakanal sur la *Synonymie des législations particulières des divers états de l'Union fédérale*).

« Non, ils ne veulent pas le triomphe de la Révolution, ces hommes froids à la vue des malheurs de leurs frères. Il doit être proclamé l'ennemi de la mère commune, la patrie, celui qui ne sait pas se précipiter, à travers les plus éclatants sacrifices, dans les bras de l'indigent, fût-il son implacable ennemi ; qui ne sait pas oublier jusqu'à ses outrages ou s'en venger par des bienfaits : qui, sans vertus, le cœur enivré par l'intérêt et la vengeance, porte le deuil au sein des familles, y condamne le père au crime, la mère à la prostitution, les enfants à la honte et à la misère ; qui, nouvel Erostrate, ne sait s'illustrer que par des ruines et des dévastations. »

Pour soustraire les malheureux aux tracasseries des hommes de loi¹ et des particuliers processifs, Lakanal va-t-il arrêter le fonctionnement normal de la justice ? Non ; mais il va le rendre inutile.

« Honorable esclave des lois, poursuit-il, je ne peux pas atteindre ces pirates judiciaires par la force de l'autorité nationale ; je ne peux pas rompre la gradation hiérarchique des tribunaux ; mais qu'ils n'espèrent pas, ces brigands titrés, échapper plus longtemps au noble courroux de la vertu, et faire encore baisser devant eux le glaive de la justice humiliée ! »

Ensuite, Lakanal, non sans éloquence, présente son arrêté comme une des formes de l'assistance judiciaire :

« Le plus beau rôle qu'on puisse jouer sur la terre est d'être le défenseur de l'indigence : eh bien ! je m'en impose dès aujourd'hui le rôle honorable. Oui, j'entrerai dans l'arène judiciaire ; j'y convoquerai le peuple ; j'y plaiderai la cause des fils aînés des états populaires, les pauvres. Je soulèverai contre leurs cruels oppresseurs l'indignation générale ; je les flétrirai d'un opprobre durable ; j'opposerai à leur brigandage tout l'éclat de la résistance à l'oppression, et je jure de ne les abandonner qu'au pied de l'échafaud ! »

Il conclut, au nom de l'intérêt supérieur de la République, par un appel aux plaideurs impénitents : « Battue par les orages

1. C'est bien aux hommes de loi qu'en veut surtout Lakanal comme le prouve encore sa lettre à la Convention du 2 thermidor an II, citée p. 209. Le décret du 26 janvier 1793 avait exigé des avoués, huissiers, etc., un certificat de civisme ; celui du 3 brumaire an II avait supprimé les fonctions d'avoué.

politiques, la France commande à ses véritables enfants de s'unir pour la défendre; leur division est le dernier espoir du despotisme. Eh quoi! l'intérêt, le sordide intérêt vous rend sourds à la voix puissante de la patrie, et vous vous dites républicains! Ignorez-vous que, pour mériter ce titre glorieux, le plus beau qu'on puisse porter sur la terre, il faut savoir immoler sa vie comme Décius, ses enfants comme Brutus, son ressentiment comme Camille? On tenterait en vain de faire descendre les grandes idées de Liberté, de République au niveau des conceptions étroites de la vanité humaine, des vexations de la cupidité¹. » C'est donc tout à la fois dans une vue d'assistance publique, de pacification générale et de salut révolutionnaire que le représentant provoquait, dans la Dordogne, l'extinction de tous les procès.

2° Son arrêté pour l'extinction des procès.

La proclamation de Lakanal était suivie d'un arrêté en sept articles, où le représentant, « au nom de la patrie en larmes, au nom de l'amour que j'ai voué à mes frères de la Dordogne, » les invitait à terminer par la voie de l'arbitrage les procès qui les divisaient, et cela avant le 20 ventôse suivant (10 mars 1794), jour auquel devait être célébrée, dans toutes les communes du département, « la fête auguste de l'Amitié. » Lakanal engageait les Sociétés populaires à user de leur influence pour opérer « cette réconciliation générale entre tous les patriotes de la Dordogne », et remplir ainsi le serment qu'elles avaient fait de maintenir l'unité de la République. Avant le 15 ventôse suivant (5 mars 1794), les commissaires nationaux et les greffiers attachés aux divers tribunaux du département devaient fournir à Lakanal le tableau des affaires encore pendantes devant leurs tribunaux respectifs, ainsi que la mention des

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 4. Arch. mun. Périgueux, fonds Lapeyre. Arch. dép. Dordogne, L 520, f. 86. Arch. nat., AF II 96, 708. Dans cette proclamation reparaissent presque textuellement certaines formules véhémentes familières à Lakanal, par exemple « brigands couronnés », « la justice humiliée était forcée de baisser son glaive » (*Opinion de Lakanal sur la question de savoir si Louis XVI peut être jugé*), « pirates littéraires » (dans son rapport à la Convention, du 19 juillet 1793).

parties et l'exposé sommaire de la cause. « Si, au 20 ventôse prochain (10 mars 1794), disait Lakanal dans le dernier article, toutes les contestations entre le riche et le pauvre ne sont pas terminées ou confiées volontairement à des arbitres, Lakanal demeure chargé de défendre la cause de tous ses frères indigents. »

Certes en prenant cet arrêté le conventionnel n'innovait point. Il persévérerait hardiment dans la voie où la Révolution s'était engagée. Par le décret du 16 août 1790, la Constituante avait proclamé que, « l'arbitrage étant le moyen le plus raisonnable de terminer les contestations entre les citoyens, les législatures ne pourront faire aucune disposition qui tendrait à diminuer soit la faveur, soit l'efficacité des compromis¹ » ; les arbitres pourraient prononcer « dans tous les cas et en toutes les matières », et les parties ne pourraient appeler des sentences arbitrales, à moins de s'être réservé la faculté d'appel. C'est dans cet esprit que le même décret créait des « tribunaux de famille », dont l'arbitrage serait obligatoire, ainsi que des « bureaux de paix et de conciliation ». La Convention avait soumis à l'arbitrage forcé un certain nombre de contestations, notamment en matière de biens communaux². La Constitution de 1793 (art. 85 à 95) avait fait un pas de plus ; elle avait créé des arbitres publics, élus par les assemblées électorales, connaissant des contestations que n'auraient pas terminées les arbitres privés ou les juges de paix, et statuant en dernier ressort³. La Constitution de 1793 n'avait pas été appliquée, mais les lois antérieures, relatives à l'arbitrage, demeuraient intactes⁴ ; elles étaient toujours en

1. Duvergier, t. I, p. 362. Cette disposition avait passé dans la Constitution de 1791, titre III, chap. v, art. 5 (*Ibid.*, t. III, p. 288). La loi du 27 ventôse an VIII respectera cette défense. Déjà, la procédure d'arbitrage trouvait place dans l'ancien droit français (édits de 1535 et 1560 ; ordonnance de 1673).

2. Décrets des 10 juin (Duvergier, t. V, p. 410) et 2 octobre 1793 (*Ibid.*, t. VI, p. 251).

3. *Ibid.*, t. V, p. 440.

4. La Convention rendra encore d'autres décrets à cet égard, par exemple celui du 10 frimaire an II (art. 24 et suiv.), prescrivant l'arbitrage des contestations relatives à la domanialité des biens nationaux, celui du 17 nivôse an II (art. 55), prescrivant l'arbitrage des contestations relatives aux donations et successions. C'est dans le même esprit que le décret du 3 brumaire an II rendait plus simple et plus rapide l'instruction des procès civils (Duvergier, t. VI, p. 384, 468, 309). Le décret du 6 germinal an II exigera des arbitres un certificat de civisme (Collection Baudoin, t. XL, p. 55).

vigueur quand Lakanal prit son arrêté du 21 pluviôse an II. Le représentant agissait donc conformément à l'esprit de la législation révolutionnaire.

Néanmoins les mesures de Lakanal étaient caractérisées par trois traits originaux. D'une part, pour rendre ces mesures vraiment efficaces, il fixait un terme au delà duquel toutes les contestations devaient être terminées. D'autre part, il n'invoquait aucune loi ; il ne menaçait d'aucune peine afflictive ; c'est « au nom de la patrie en larmes » qu'il invitait les citoyens à une réconciliation générale, et c'est d'une sanction purement morale qu'il menaçait les plaideurs obstinés ; il reconnaissait lui-même qu'il ne pouvait les atteindre « par la force de l'autorité » ; il ne pouvait que les vouer à un « opprobre durable ». Il imposait donc l'arbitrage comme une obligation, mais une obligation intérieure ; en s'y dérochant, on commettrait non un délit légal, mais une faute civique. Enfin, pour assurer l'exécution de son arrêté, Lakanal ne faisait pas seulement appel aux suggestions de la conscience : il comptait aussi sur la pression de l'opinion publique. La mesure qu'il prenait s'étendait aux contestations de toute espèce, et c'est le département tout entier qu'il conviait à une trêve durable. L'ampleur même de cette mesure était propre à en hâter l'application. Son caractère grandiose, théâtral si l'on veut, frapperait les imaginations, hausserait les cœurs ; de village en village se propagerait une sorte de grande peur de la procédure ; un irrésistible courant d'apaisement social et de solidarité patriotique emporterait les dernières résistances ; les hommes de bonne volonté seraient vite rejoints par les indécis ; les indécis, par les réfractaires ; et personne ne voudrait manquer à l'« auguste » rendez-vous de la fête de l'Amitié.

En lançant son arrêté, Lakanal ne s'était pas seulement inspiré de la législation révolutionnaire. Il avait sans doute pris aussi en considération l'état d'esprit des habitants même de la Dordogne. Ainsi, dès le 1^{er} avril 1793, la municipalité de Thiviers avait invité « tous les citoyens et citoyennes de cette ville, sans distinction, » à se rassembler dans l'église des ci-devant Récollets, pour y entendre un discours du citoyen Charles Fouillère, procureur de la commune, « tendant à réconcilier les citoyens depuis trop longtemps désunis ». Et le procès-verbal ajoute : « Il en est résulté la réunion de tous les partis ; tous les citoyens

se sont mutuellement embrassés ; ils ont tous juré de ne jamais se séparer dans tout ce qui pourra regarder l'intérêt de la République, de la maintenir de tout leur pouvoir et de mourir en la défendant¹ ». Il faut croire aussi que l'institution des arbitres publics, inscrite dans la Constitution de 1793, fut bien accueillie des assemblées primaires de la Dordogne, lors du plébiscite ; aucune d'elles ne protesta ni contre l'acte constitutionnel en général ni contre cette institution en particulier².

Le terrain était donc préparé à l'œuvre que le conventionnel entreprenait contre la chicane.

3^e Application de cet arrêté.

Proclamation et arrêté furent envoyés aux tribunaux de district, aux municipalités, aux administrations de département et de district, aux justices de paix, Sociétés populaires et Comités révolutionnaires³.

La mesure de Lakanal fut bien accueillie. Ainsi, après avoir reçu cet arrêté, le procureur-syndic du district d'Excideuil adressait, le 28 pluviôse an II (16 février 1794), aux Sociétés populaires, Comités révolutionnaires et justices de paix du district les lignes suivantes : « Nous touchons au moment où l'hydre de la chicane doit être terrassée ; où tous les citoyens, se regardant comme frères, abjureront pour jamais la forme monstrueuse de la procédure, pour faire prononcer désormais sur les contestations qui les divisent par des amis volontairement choisis⁴. » En même temps, il leur transmettait la proclamation et l'arrêté de Lakanal. En prenant connaissance de cet arrêté, le Comité révolutionnaire d'Excideuil « applaudit à ses vues bienfaisantes⁵. »

De même, la Société populaire de Montignac, en recevant, le 29 pluviôse an II (17 février 1794), l'arrêté de Lakanal, « applau-

1. *Arch. nat.*, D XL, 19.

2. R. Baticle, *Le plébiscite sur la Constitution de 1793, dans la Révolution française* d'avril 1910, p. 331 et suiv.

3. Outre les références de la note 1, p. 195, voir *Arch. dép. Dordogne*, L 490, 28 pluviôse an II ; *Arch. nat.*, AF II 96, 708, et AD^{XVIII} 42.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 490.

5. *Ibid.*, L 505, 29 pluviôse an II.

dit aux vues bienfaisantes du représentant », et, sur-le-champ, « il est arrêté qu'une Commission sera nommée pour défendre en justice et sans aucune rétribution les intérêts des pauvres, trop souvent opprimés par les gens opulents. » La Société arrête enfin, à l'unanimité, que « ceux des sociétaires qui ont des procès et qui refuseront de les soumettre à l'arbitrage dans la huitaine, soient exclus de la Société¹. »

Cet enthousiasme ne fut pas absolument unanime, on le conçoit. Le tribunal² du district de Belvès parut peu satisfait de la mesure prise par Lakanal. Était-ce mécontentement de fonctionnaires qui sentent leur échapper en partie la solution d'affaires dont ils gardent jalousement le monopole³? Voyaient-ils d'un mauvais œil l'équité se substituer à la loi? Ou leur embarras était-il aussi réel qu'ils voulaient bien le dire? Toujours est-il que, le 2 ventôse an II (20 février 1794), ce tribunal, par la plume du juge Claretie⁴, rappelait d'abord, non sans aigreur, « qu'une proclamation précédente du représentant du peuple Lakanal a tellement mis en permanence les corps constitués que la destitution et la réclusion sont les peines de l'absence momentanée. » A ce précédent arrêté le tribunal opposait celui qui mettait « l'arbitrage à l'ordre exclusif du jour », lequel arrêté « appellera souvent plusieurs membres du tribunal hors du lieu où est fixé le siège du tribunal. » Il en concluait que les juges « seront empêchés d'opérer le bien par les dispositions de la première proclamation », et qu'ils observeraient « strictement la permanence, quel que puisse être le motif qui pourrait solliciter une distraction, jusqu'à ce que le représentant du

1. Le Roy, p. 67.

2. Lakanal entretiendra peu de rapports avec les tribunaux de la Dordogne. C'est par exception qu'on le voit nommer à une place de « juge judiciaire » au tribunal de Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 17) ou affecter à un autre emploi le juge Claretie, ou nommer, sur présentation du Comité révolutionnaire de Bergerac, trois assesseurs du juge de paix de Bergerac *intra muros* (*Arch. dép. Dordogne*, L 403, 7 messidor an II).

3. Lors de la discussion du titre de l'arbitrage, un membre du Conseil d'État prétendra « que le compromis n'était que la satire de l'administration judiciaire » (G.-L.-J. Carré, *Les lois de l'organisation... des juridictions civiles*, t. II, p. 216).

4. Ce juge, Jean Claretie, sera appelé peu après, par Lakanal, à l'administration du district de Belvès, et ne sera pas remplacé au tribunal (*Arch. nat.*, DIII 61).

peuple en ait autrement ordonné. » Le tribunal ajoutait qu'il n'acceptait que « les arbitrages sans réserve d'appel », parce que « l'arbitrage avec réserve d'appel présenterait des discussions interminables et dérangerait la hiérarchie des juridictions. » Il ne s'occuperait d'arbitrage que dans les moments où l'administration normale de la justice ne pourrait en souffrir. Il ne voulait recevoir aucun salaire à raison des arbitrages ayant pour objet des affaires pendantes devant le tribunal. Il dénoncerait à Lakanal les procureurs des parties pendantes devant le tribunal, dont les dossiers n'auraient pas été déposés au greffe dans les vingt-quatre heures, en vue de l'arbitrage. Enfin, tous les juges du tribunal aideraient le commissaire national et le greffier dans l'accomplissement de la tâche que leur imposait le représentant du peuple ¹.

Copie de cette résolution fut adressée à Lakanal. Quel accueil lui fit le représentant? Ecrivit-il alors au tribunal de Belvès, pour le blâmer des restrictions apportées à l'exécution de ses ordres? Ou le tribunal voyait-il déjà, dans la proclamation et l'arrêt du 21 pluviôse an II (9 février 1794), une marque injurieuse de défiance à l'égard de la juridiction ordinaire? Nous l'ignorons. En tout cas, le 9 fructidor an II (26 août 1794), après que Lakanal aura définitivement quitté la Dordogne, les juges du tribunal de Belvès écriront au Comité de salut public : « En exécution de la loi du 18 thermidor (5 août 1794), nous vous envoyons copie collationnée du seul arrêté que nous ait adressé le représentant du peuple Lakanal. Les expressions injurieuses dont ce représentant abreuva la juste sensibilité des juges, qui n'avaient mérité que la confiance de leurs concitoyens, ne nous a pas empêchés de coopérer au bien même du projet qu'il annonce, ainsi que vous le verrez par l'arrêt que nous prîmes... Sans doute, à l'avenir, les représentants du peuple ne se permettront pas de pareils écarts ². »

Mais l'accès de mauvaise humeur de quelques juges susceptibles qui criaient à la persécution, semble avoir été excep-

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, tribunal distr. Belvès, audience du 2 ventôse an II.

2. *Arch. nat.*, AF II 97, 718, n° 39. La loi du 18 thermidor an II ordonnait l'envoi au Comité de salut public des arrêtés pris par les représentants en mission.

tionnel dans les tribunaux de la Dordogne. Quant à l'accueil que lui firent les administrations politiques et les Sociétés populaires, nous savons combien il fut favorable.

On ne se borna pas à applaudir aux « vues bienfaisantes » de Lakanal. De toutes parts, on tâcha de les mettre à exécution.

C'est ce qu'é firent, d'une part, les divers tribunaux du département, même celui de Belvès, ainsi qu'on vient de le voir dans sa résolution du 2 ventôse an II (20 février 1794) et dans sa lettre du 9 fructidor an II (26 août 1794). Lakanal, d'ailleurs, activait le zèle des tribunaux. Le 12 ventôse an II (2 mars 1794), il invitait l'agent national du district de Belvès à presser vivement l'exécution des mesures relatives à l'extinction des procès : « Annonce, écrivait-il, à tous les agents nationaux et greffiers attachés à tous les tribunaux de ton arrondissement que l'inexécution littérale de mon arrêté, pour ce qui les concerne, entraîne de droit leur destitution¹. » Le procureur-syndic du district d'Excideuil écrivait à Lakanal, le 18 ventôse an II (8 mars 1794) : « Sans cesse soumis à l'exécution de tes lois, je me suis conformé à... ta lettre du 12 courant. J'ai notifié tes intentions aux commissaire national et greffier près le tribunal d'Excideuil, et leur réponse a été qu'ils avaient rempli tes vues depuis le 14. S'il dépendait de moi que toutes les contestations entre les citoyens fussent définitivement décidées au 20 ventôse, sois bien persuadé que je ne négligerais aucun des moyens pour y parvenir². »

Mais il est à croire que beaucoup de procès n'étaient pas terminés à la date du 20 ventôse. Aussi Lakanal, pour réchauffer le zèle des tribunaux, des Sociétés populaires et des administrations de district, envoya-t-il auprès d'eux des commissaires chargés d'activer les opérations arbitrales. Ces commissaires furent pris parmi des gens rompus aux affaires judiciaires, notamment parmi des juges. Vers la fin de ventôse ou le commencement de germinal an II, ils furent chargés, par un arrêté de Lakanal, de se rendre sans délai auprès de diverses Sociétés populaires. Ils devaient inviter ces Sociétés, « au nom de la patrie, à terminer promptement les procès qui divisent les

1. Arch. nat., AF II 96, 709.

2. Arch. dép. Dordogne, L 489.

patriotes et soutiennent les espérances de la tyrannie ». Ils se concerteraient aussi avec les agents nationaux près les tribunaux de district, « sur toutes les mesures de persuasion propres à faire arbitrer tous les procès ». Ils se feraient donner les noms de tous les avoués et de toutes les parties qui refuseraient, ceux-là, de faire remise des pièces, celles-ci, de confier leur cause à des arbitres de leur choix. Au retour de ces commissaires, le représentant prendrait toutes les mesures « que permet le gouvernement révolutionnaire de la France et que commande le salut de la patrie¹ ».

C'est en exécution de cet arrêté que, le 13 germinal an II (2 avril 1794), le citoyen Birol, juge au tribunal de district de Bergerac, « chargé par le représentant Lakanal de prêcher dans le district de Montignac le chômage des procès, » vint assister à l'audience du tribunal de district de Montignac. Alors, « considérant combien il importe de seconder l'exécution de cet arrêté salutaire et d'étouffer les germes des dissensions odieuses qui flattent l'espoir des tyrans... ; considérant... le devoir sacré d'oublier leurs intérêts particuliers, pour cimenter l'amour fraternel », le tribunal arrêtait, en présence de Birol : « *Article 1.* Tout individu de ce district qui refusera de souscrire à la voie de l'arbitrage sera dénoncé au représentant... Lakanal, pour être puni révolutionnairement, comme ennemi du bien public et tendant à troubler le repos de la société et l'union fraternelle qui seule peut opérer le triomphe de la République. *Art. 2.* Les arbitres qui seront élus feront déposer au greffe du tribunal les sentences qu'ils auront prononcées...² ».

Dès la veille, Birol, de concert avec la Société populaire de Montignac, s'était occupé de la nomination des arbitres. Le 12 germinal an II (1^{er} avril 1794), Birol se rend, en effet, à la Société populaire. Là, il « fait part des intentions du représentant. Elles sont toutes fraternelles et tendent directement à rapprocher des hommes que l'intérêt divise, et à faire disparaître

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

2. *Arch. nat.*, C 350, dossier 1807. Le tribunal de district de Bergerac aura à s'occuper de plusieurs affaires mal jugées ou non jugées par des arbitres nommés en exécution de l'arrêté de Lakanal (*Arch. greffe trib. civil Bergerac*, 8^e plunitif, 3 germinal an II (affaire Giraudel), 11 thermidor an II (affaire Estorguy-Delord-Faurel).

leurs contestations dans le sein de l'amitié et de la confiance¹ ». Les membres de la Société protestent aussitôt de leur empressement à seconder les efforts de Lakanal ; ils vont jusqu'à proposer l'envoi d'une adresse au représentant, « pour lui demander de suspendre les fonctionnaires des tribunaux ». Il faut que le citoyen Birol modère leur ardeur : « L'intention de Lakanal, dit-il, est d'agir par ses exhortations sur ses concitoyens, mais de ne rien changer dans les tribunaux ». Il invite alors la Société à nommer « la Commission chargée d'arbitrer, avec leur consentement, les procès des particuliers² ».

Ces arbitres, au nombre de sept, furent élus le lendemain, 13 germinal an II (2 avril 1794) ; parmi eux se trouvait un juge de paix. Pour rendre efficace leur action, l'assemblée arrêta que ceux d'entre eux « qui, par leur inexactitude, ne répondraient pas aux vues du représentant, seraient censurés à la première absence non justifiée, et qu'à la deuxième ils seraient exclus de la Société ». Un membre de la Société proposa l'envoi aux communes d'une adresse, « pour leur expliquer les avantages de la conciliation ». Sa proposition ne fut pas acceptée, il est vrai, mais pour cette simple raison « que c'est à la Commission à tracer la marche de ses travaux³ ». Le 22 germinal an II (11 avril 1794), la Société allait plus loin encore dans la voie que lui ouvrait Lakanal ; elle arrêta que « ceux de ses membres qui seront choisis comme arbitres par de pauvres citoyens ne pourront retirer d'autre salaire de leur travail que le plaisir d'avoir obligé des malheureux³ ».

De Montignac, Birol s'était transporté à Thenon. Le 20 germinal an II (9 avril 1794), il invitait la Société populaire de Thenon à nommer une « Commission de bienfaisance, composée de citoyens éclairés et propres à concilier les esprits, pour médier (*sic*) ou faire arbitrer toutes les discussions qui peuvent exister entre les citoyens du canton. » Aussitôt, la Société arrêta que tout citoyen qui ne se soumettrait pas aux « vues bienfaisantes » du représentant et ne se présenterait pas à cette Commission, « pour lui déclarer qu'il met tous les procès qu'il peut avoir entre les mains d'arbitres de son choix », serait

1. Le Roy, p. 108.

2. *Ibid.*, p. 109 à 111.

3. *Ibid.*, p. 121.

« regardé comme récalcitrant, ennemi du bien public et chassé de son sein, s'il est membre de la Société, ou dénoncé au représentant du peuple comme processif, s'il est hors de son sein ». Dans son zèle, l'Assemblée arrête « qu'elle regarderait comme sans entrailles pour sa patrie et ennemi de l'humanité quiconque recevrait de l'argent... pour médier ses concitoyens ». La Société choisit alors sept membres, « comme composant une plus forte masse de lumières » ; un des élus fut le maire, Chassaignon. Ils prêtent serment. Birol les invite à se mettre dès le lendemain en activité ; l'un d'eux l'assure « qu'ils seraient en permanence tant qu'il y aurait des discussions parmi les citoyens du canton, et qu'ils tiendraient leurs séances depuis huit heures du matin jusqu'à six du soir ¹ ». La Société veillera d'ailleurs strictement à l'exécution des mesures prescrites par le représentant. Trois mois plus tard, le 21 messidor an II (9 juillet 1794), elle décidera que, si le citoyen Lapouge n'avait pas terminé dans la huitaine « l'affaire qu'il a avec le citoyen Reynier-Grosjean, son beau-frère », il serait exclu de la Société, dénoncé à Lakanal et aux Sociétés affiliées ¹ ».

La présence d'un commissaire de Lakanal n'imprima pas un élan moins heureux aux opérations de la Société populaire de La Bachellerie. C'est le même citoyen Birol qui, le 21 germinal an II (10 avril 1794), vient inviter les membres de la Société populaire de La Bachellerie « à terminer promptement les procès qui divisent les particuliers ». Séance tenante, la Société décide l'établissement d'une « Commission de bienfaisance », composée de cinq arbitres ; les arbitres sont aussitôt élus. La Société les charge de prévenir les municipalités du canton de l'existence de cette Commission, afin qu'elles invitent les citoyens de leurs communes « à s'adresser, dans leurs divers procès, à ladite Commission, pour les terminer de suite ou pour nommer, en présence de ladite Commission, des arbitres ». La Société décide que pareil avis sera envoyé au juge de paix. Elle arrête enfin que cette Commission enverra copie de ses registres à l'administration du district, et donnera les noms des « récalcitrants » au citoyen Birol, pour qu'il en transmette la liste à Lakanal, qui s'est réservé de les « poursuivre révolutionnairement ² ».

1. Arch. mun. Thenon, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée.

2. Arch. dép. Dordogne, L 688, à la date indiquée.

4° Succès de ces mesures.

Quel succès attendait ces mesures, si bien concertées par le conventionnel et accueillies dans la Dordogne avec un pareil empressement? Succès bien médiocre, à en croire Mignet qui, dans l'*Éloge de Lakanal*, prononcé à l'Académie des sciences morales et politiques, le 2 mai 1857, suppléait, par les traits d'une ironie toute académique et par les déductions d'une psychologie un peu étroite, à l'indigence de sa documentation. Voici comment Mignet montrait que Lakanal en avait été pour sa peine :

« Le commissaire tout puissant de la Convention réussit-il dans cette naïve et impérieuse tentative de concorde entre les intérêts en lutte? Si le sentiment de peur, qui poussait alors à l'obéissance, fit cesser un moment tous les procès, l'esprit de contention, inhérent à la nature humaine, ne dut point tarder à les faire renaître ; mais il faut convenir qu'on ne pouvait pas exercer la dictature révolutionnaire plus innocemment¹. »

Mignet ne voit donc que naïveté, presque niaiserie dans l'humanité de Lakanal, quitte à qualifier de barbarie la sévérité d'autres conventionnels. La raillerie était facile, et c'est avec des murmures approuvateurs que la bonne compagnie qui écoutait l'académicien dut accueillir le trait final. Le malheur, en cette affaire, c'est que Mignet ait ignoré les détails de l'application de cet arrêté et le magnifique succès qu'obtint Lakanal.

Les résultats furent considérables. Dès le 11 germinal an II (31 mars 1794), le registre de la Société populaire de Saint-Cyprien porte que « plusieurs particuliers viennent se présenter au bureau pour soumettre leurs procès à l'arbitrage, ... mais l'affluence est si grande qu'on observe que la séance se passerait uniquement à inscrire ceux qui viendraient soumettre leur défense », et l'assemblée doit fixer des heures spéciales, auxquelles les secrétaires seront uniquement occupés à inscrire les nombreuses demandes d'arbitrage². Le 15 germinal an II

1. Mignet, *Notice sur Lakanal*, p. 13.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 936, Reg. de la Soc. pop., à la date indiquée.

(4 avril 1794), dix arbitres seront élus, parmi les membres de la Société, pour entendre les plaignants et terminer leurs procès¹.

Un texte plus formel encore nous prouve que les grandes mesures prises par Lakanal réussirent « pleinement », à quelques exceptions près. En effet, une certaine veuve Baillot, mécontente de la décision des arbitres, avait adressé une pétition à la Convention. Cette pétition fut rapportée dans la séance du 6 vendémiaire an III (27 septembre 1794), et repoussée par les considérants ci-après :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité de législation sur la pétition de la citoyenne veuve Baillot et le mémoire des juges du tribunal du district de Montignac ;

« Considérant que l'arrêté dudit tribunal dont se plaint la veuve Baillot n'a été pris que pour accélérer l'exécution de deux arrêtés² du représentant du peuple Lakanal, dont l'objet était de faire terminer par la voie de l'arbitrage tous les procès existant dans le département de la Dordogne ;

« Que cette grande mesure a pleinement réussi et n'a excité d'autre réclamation que celle de la veuve Baillot, qui a perdu son procès mis en arbitrage ;

« Que si la loi a été violée dans le jugement arbitral rendu contre elle, la voie de cassation lui est ouverte comme à tout citoyen ;

« Déclare, en approuvant la conduite des juges du tribunal du district de Montignac, qu'il n'y a lieu à délibérer³ ».

Ces brillants résultats sont confirmés par une lettre que, le 27 germinal an II (16 avril 1794), la Convention reçut de la Société populaire de Bergerac. On y lisait : « Le serpent de

1. Voir la note 2 de la page précédente.

2. Celui du 21 pluviôse et celui s. d. dont nous avons parlé p. 201.

3. *Proc.-verb. Convention*, 6 vendémiaire an III, p. 121. La veuve Baillot prétendait que l'arrêté du tribunal était illégal parce qu'il menaçait les contrevenants, tandis que l'arrêté de Lakanal ne contenait qu'une simple invitation. Voir le dossier de cette affaire aux *Arch. nat.*, D^{III} 62 (commune de Montignac). Je n'ai trouvé que deux autres protestations contre les décisions rendues par des arbitres en vertu de l'arrêté de Lakanal, l'une, de Lambert-Fontenille, s'élevant contre leur *judicium rusticum*, l'autre, de Béchadergue, déclarant qu'il n'a fait arbitrer son procès que pour ne pas être considéré comme suspect. Ces deux protestations furent formulées en l'an III (*Ibid.*, D^{III} 61).

l'aristocratie et les monstres de la chicane feignent d'applaudir, tout en insinuant partout que l'exécution de l'arrêté du représentant est impossible. Cependant, des Commissions, prises dans le sein des Sociétés populaires, s'élèvent de toutes parts pour favoriser cette exécution prétendue impossible, et l'arrêté est exécuté partout. Partout, les procès, vieux ou nouveaux, sont mis en arbitrage ou terminés. Partout, les vieilles haines disparaissent, et il ne reste plus aux vieux plaideurs que la douleur de ne pouvoir plaider encore. » Et naïvement les Bergeracois demandaient qu'on appliquât ce moyen à toute la France, comme si la Convention avait disposé d'autant de Lakanals qu'il y avait de départements : « L'arrêté de Lakanal a opéré un prodige en son genre ; le pouvoir magique qui l'a opéré est aussi dans vos mains. Rendez son arrêté commun à toute la République, et la chicane et tous les procès désertent la terre de la liberté ¹. »

De son côté, Lakanal lui-même adressait à son ami Sieyès, le 15 messidor an II (3 juillet 1794), une lettre où il lui disait : « Je ne puis me refuser au plaisir de vous adresser deux arrêtés, dont l'un a terminé 6.027 procès... J'ai cru devoir vous envoyer ces arrêtés ; ils vous intéresseront parce qu'ils ont fait le bien ² ». A quoi Sieyès répondait, en souriant, le 25 messidor an II (13 juillet 1794), que ces 6.027 procès terminés ou plutôt « exterminés » valaient une victoire. « Hercule de républicaine mémoire ne faisait pas mieux. Encore son hydre de Lerne n'avait pas 6.027 têtes ». Il ajoutait — et il n'y a aucune raison de croire qu'il ne s'agit pas ici de l'extinction des procès ³ — : « Tu prouves fort bien que l'emploi des moyens économiques n'ôte rien à l'esprit révolutionnaire de son énergie et de son efficacité ² ».

1. *Arch. nat.*, D^{III} 61.

2. Charavay, *Catalog. de... documents... sur la Révolution française*. Paris, Charavay, 1862, p. 274, n° 402, 3°. Le texte du Catalogue dit « arrêté du 8 pluviôse ». C'est une faute d'impression ou un lapsus de Lakanal. Il faut lire « arrêté du 21 pluviôse », à moins que le 8 pluviôse ne soit la date de l'arrêté s. d. que nous avons mentionné, p. 201. C'est cependant peu probable, l'arrêté s. d. paraissant postérieur à l'arrêté du 21 pluviôse. — Il nous est impossible de confirmer par des documents le chiffre que donne Lakanal.

3. Contesté, à tort selon nous, par H. Jouin, *Lakanal et David...*, p. 11 et 12.

Cependant, Lakanal ne s'arrêta pas en si bon chemin. Peut-être restait-il encore çà et là, dans la Dordogne, quelques récalcitrants. Il voulut s'en assurer, anéantir les derniers efforts de la chicane et, s'il était possible, l'esprit de chicane lui-même. Le 20 messidor an II (8 juillet 1794), il adressait à un certain nombre de communes du département un questionnaire où se manifestait clairement son désir de faire disparaître toute cause de discorde à l'intérieur des cités et des familles :

« Vous répondrez par écrit, dans le plus bref délai, aux questions suivantes, écrivait-il ; elles sont étroitement liées aux intérêts de la vertu, que la Convention nationale a mise à l'ordre du jour...

« 1° Avez-vous dans votre commune des concitoyens divisés qui ne vivent pas en frères ?

« 2° Avez-vous quelque banqueroutier frauduleux ?

« 3° Quelque plaideur qui ait refusé ou négligé de faire arbitrer ses procès ?

« 4° Quelque fille qui, après avoir manqué aux lois de l'honneur, n'ait pas épousé l'homme qui l'avait séduite ?

« 5° Quelque ménage désuni ?

« 6° Quelqu'un de vos concitoyens s'est-il distingué par quelque action éclatante de vertu sociale » ?

Les maire et agent national de la commune étaient rendus personnellement responsables de la vérité et de la célérité des réponses à donner à ces questions¹.

Il semble bien que, dès ce moment, les procès fussent à peu près complètement éteints dans la Dordogne. C'est à la date du 17 thermidor an II (4 août 1794), que nous rencontrons le dernier « plaideur obstiné ». Ce jour là, le Comité révolutionnaire de Montignac prévenait le citoyen Laugenie de l'arrêté de Lakanal portant que les plaideurs qui ne voudraient pas « obtempérer » à l'arbitrage lui seraient dénoncés ; il invitait

1. *Bibl. mun. Périgueux*, fonds Lapeyre, n° 3613. *Arch. mun. Cumond*, *Reg. délibérations municipales*, n° 1, folio 82. *Arch. dép. Dordogne*, L 509. *Arch. nat.*, AF II 96, reg. 710. Lakanal était membre du Comité d'Instruction publique quand y fonctionnait la Commission « chargée de recueillir les actions vertueuses des citoyens français » (Guillaume, t. II, p. 568). Les *Annales du civisme* et le *Recueil des actions héroïques* étaient publiés à cet effet (*Ibid.*, t. III, p. 68, 72, 258, 332, etc.).

ce citoyen à faire arbitrer son procès¹. Aussi ne s'étonne-t-on pas de voir, le 10 thermidor an II (28 juillet 1794), le maire et l'agent national de la commune de Périgueux répondre à Lakanal : « Nous ne connaissons aucun plaideur qui ait refusé ou négligé de faire arbitrer ses procès, et nous devons, au contraire, louer le zèle avec lequel ils se sont empressés de se conformer à ton arrêté². ».

C'est de cet ensemble d'opérations que Lakanal donnait le résumé à la Convention, le 2 thermidor an II (20 juillet 1794) :

« Le cri perçant du malheur retentissait chaque jour à mon oreille et déchirait mon âme³. Des pirates judiciaires, dirigeant les citoyens dans les replis tortueux de la chicane, éternisaient les procès ; vampires publics, ils se gonflaient de la substance des plaideurs ; tels les vers s'alimentent dans la partie blessée du corps. J'ai fait entendre aux enfants de la Dordogne la voix puissante de la patrie ».

Lakanal reproduisait un fragment de sa proclamation. Puis il poursuivait :

« Que ne peuvent pas la justice et la raison sur des hommes libres ? Les Sociétés populaires ont fait une sainte coalition pour réunir tous les citoyens divisés par des contestations ; l'amitié a bientôt succédé partout à la haine. Dans l'espace de deux mois environ, 6.000 procès ont été terminés par l'arbitrage. Dans le seul district de Montignac, il en a été terminé 2.000 dans deux décades. Le tribunal de Sarlat, n'ayant plus de contestations à juger, vous a demandé sa suppression. L'agent près le tribunal de Périgueux m'a annoncé qu'il n'était plus occupé qu'à recevoir les déclarations des parties qui avaient confié volontairement leurs causes à des arbitres de leur choix ».

Et Lakanal concluait par cette phrase idyllique : « Voilà, citoyens collègues, l'état de situation des esprits dans ces contrées. Le département de la Dordogne n'est plus composé que de citoyens réunis en un peuple de frères ; c'est en quelque sorte un vaste temple ouvert à la concorde⁴ ».

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 585.

2. Clamageran, p. 37.

3. Lakanal reproduit là, à peu près textuellement, quelques phrases de sa proclamation du 21 pluviôse an II. Voir p. 193.

4. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 322. Il se peut que Cambacérès songeât à

L'effet produit dans la Dordogne par de pareils résultats fut considérable. Cette grande entreprise n'obtint peut-être pas le retentissement durable de telle autre mesure de Lakanal, — la confection révolutionnaire des grands chemins, par exemple. Mais, sur le moment du moins, elle frappa vivement les imaginations.

Une « fête de l'Amitié » devait être célébrée dans toutes les communes du département, le 20 ventôse an II (10 mars 1794), en l'honneur de l'extinction des procès. La fête eut lieu, en effet, nous le verrons plus loin ¹.

Cette grande mesure révolutionnaire ne finit pas seulement par une fête; elle finit aussi par des chansons. Le *Journal d'instruction populaire*, publié, en l'an II, à Sarlat, par la Commission d'instruction sociale de cette ville², contenait un *Hymne à l'Amitié*, dont les neuf strophes célébraient l'extinction des procès dans le département. Cet hymne se chantait « sur l'air des Marseillais ».

O toi que ne sauraient connaître
Ni les esclaves ni les rois,
Amitié, tu viens de renaître
Au séjour des mœurs et des lois ;...

REFRAIN :

... Amis et citoyens, suspendons nos débats.
Venez (*bis*), unissons tous et nos cœurs et nos bras.

... Que l'intérêt et l'égoïsme
Ne divisent plus les Français.
Si nous intentons des procès.
Que ce soit au seul despotisme.

... Des trésors qu'absorbaient nos haines
L'indigent sera secouru...

l'heureux effet des mesures ordonnées par Lakanal lorsque, peu après, le 7 vendémiaire an III (28 sept. 1794) il disait à la Convention, au nom du Comité de législation : « Les procès diminuent sensiblement par l'effet de l'arbitrage... Quelques tribunaux, réduits à une heureuse inaction, sollicitent eux-mêmes leur anéantissement » (*Moniteur* du 10 vendémiaire an III).

1. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les fêtes révolutionnaires*.

2. *Bibl. nat.*, Lc¹¹/930 *bis*.

Pourquoi, par un lâche artifice,
D'Astrée ¹ assiéger les bureaux ?
Sans recourir aux tribunaux,
Dans nos cœurs cherchons la justice...

L'hymne se terminait par une strophe en l'honneur de Lakanal, auteur de pareils bienfaits :

... Toi qui, terminant nos discordes,
Nous réunis par ton amour,
Du bonheur que tu nous accordes,
Lakanal, jouis à ton tour.
A ta voix renaît l'abondance ;
Tu nous rends la gloire et la paix ;
Mais les plus doux de tes bienfaits
Nous touchent moins que ta présence...

A cette strophe était jointe la note suivante : « Le représentant Lakanal avait effacé de sa main le dernier couplet de l'*Hymne à l'Amitié* : c'était un vol fait à l'expression des sentiments de tous les citoyens, et on a profité de son absence pour le réparer. »

Cette marque de gratitude, donnée à Lakanal en toute franchise, achève de démontrer l'opportunité et l'efficacité du grand projet que le représentant, grâce à son activité généreuse et ingénieuse, sut à la fois provoquer et mener à bonne fin. Simplicité et rapidité de la procédure, équité du jugement, apaisement des esprits : ce triple but était atteint. L'initiative de Lakanal parut sans doute hardie, mais son calcul était juste et fécond, en sa noble témérité : les événements le prouvèrent. Et si les habitants de la Dordogne purent voir, au moins pendant quelques mois, la « chicane » déboutée de ses prétentions et la concorde ramenée dans leurs foyers, le mérite en revient au conventionnel qui n'avait suspendu la justice des tribunaux que pour laisser passer plus largement celle de la Révolution.

1. Une note expliquait qu'Astrée était la déesse de la justice chez les anciens.

CHAPITRE VII

LAKANAL ET L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LA DORDOGNE

1° *Lakanal et l'instruction scolaire. L'instruction publique dans la Dordogne avant la venue de Lakanal. Lakanal organise l'enseignement primaire, civique, laïque, gratuit, quasi-obligatoire. Influence de Lakanal. — 2° Lakanal et l'instruction post-scolaire. Principes préconisés par Lakanal. La triple création de Lakanal. Précédents de cette création. Commissions d'instruction sociale. Apôtres civiques. Journal d'instruction populaire. — 3° Lakanal et l'instruction professionnelle, agricole (intérêt que Lakanal porte à l'agriculture, maisons d'économie rurale) et industrielle. — 4° Lakanal et la propagande intellectuelle. Les bibliothèques : tentatives antérieures à celles de Lakanal. Lakanal et la bibliothèque de Bergerac. Autres tentatives de Lakanal. Les imprimeries.*

1°

Lakanal et l'instruction scolaire

Lorsque, vers la fin de sa vie, Lakanal voulut publier un ouvrage qui fût comme le résumé de sa carrière politique, il ne trouva pas à son actif d'œuvre plus considérable ni de titre de gloire plus durable que les efforts qu'il avait accomplis, durant la Révolution, pour contribuer au développement de l'instruction publique. C'est de ces efforts qu'il a donné le récit¹, parfois inexact d'ailleurs, et c'est par eux surtout que le nom de Lakanal est aujourd'hui populaire.

Mais, si l'on connaît la part appréciable qu'il prit aux travaux du Comité d'instruction publique de la Convention, les projets qu'il présenta et les mesures nombreuses que l'Assemblée vota sur sa proposition, en revanche, il n'est pas médiocrement intéressant de savoir comment se comporta l'ancien professeur devenu théoricien de la pédagogie révolutionnaire,

1. *Exposé sommaire des travaux de Joseph Lakanal... pour sauver, durant la Révolution, les sciences, les lettres...* Paris, Didot, 1838.

quand il eut à mettre ses idées en pratique, et ce que valut cette application, quelque réduit qu'en ait été le théâtre, quelque minimes qu'aient été les moyens et le temps dont il disposait.

L'instruction publique dans la Dordogne avant la venue de Lakanal.

Et d'abord, jetons un coup d'œil sur l'état de l'instruction publique dans la Dordogne, avant la venue de Lakanal. Malgré le zèle déployé par certains écrivains locaux pour prouver que la culture intellectuelle était assez développée dans le Périgord¹, on ne peut s'empêcher de reconnaître que l'état de l'instruction publique était lamentable dans cette province, comme en tant d'autres, à la fin de l'Ancien régime.

Sans doute, on y trouvait, avant 1789, un certain nombre d'instituteurs, mais ce nombre était relativement bien restreint, et leur enseignement, bien médiocre. Si la grande majorité des membres de la Société populaire de Saint-Cyprien, avait su parler ou seulement comprendre la langue française, cette Société n'aurait pas eu besoin de décider, le 21 frimaire an II (11 décembre 1793), que son président ferait, en patois, un résumé des délibérations, pour permettre à tous les clubistes de suivre les travaux de la Société². Le 10 floréal an II (29 avril 1794), les membres de la Société populaire de La Force écriront à la Convention : « Nous sommes tous de bons campagnards, cultivateurs sans culottes, presque tous privés de la connaissance, si nécessaire, de la lecture et de l'écriture³ ». Lorsqu'en

1. *Bulletin... du Périgord*, 1881, p. 480 et suiv., Dujarric-Descombes, *Aperçu de l'Instruction publique en Périgord avant 1789*. — *La Semaine religieuse... de Périgueux...*, 1875 et 1876, articles du chanoine Bernaret sur ce sujet. — Le 16 février 1791, Foucault-Lardimalie, député de la noblesse du Périgord, raillera ceux qui croyaient que bientôt le peuple saurait lire, « ce qui d'ailleurs, ajoutait-il, serait un grand malheur » (*La Révolution française*, 14 sept. 1889, p. 259, n. 1).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 936, Reg. de la Société populaire, à cette date. La Société populaire de Montignac prit une mesure analogue (*Le Roy*, p. 63).

3. *Arch. nat.*, D xxxviii 2. Lors des élections législatives qui auront lieu à Périgueux, en germinal an VII, un certain nombre d'électeurs ne sauront pas écrire. « Celui qui ne savait pas écrire a dicté son vote ;... il a également fait écrire son propre nom » (*Ibid.*, C 572, 23, séance du 20 germinal an VII).

l'an III, les électeurs du canton de Payzac, district d'Excideuil, seront réunis en assemblée primaire pour voter sur l'acceptation de la Constitution de l'an III, c'est avec beaucoup de peine qu'on arrivera à constituer deux bureaux, « parce que, malheureusement, dit le procès-verbal, les habitants des campagnes ne savent ni lire ni écrire¹ ». Cependant, le nombre total des électeurs s'élevait à 1236 ; et, sur ce nombre, 106 étaient présents, ceux-là même qui, sans doute, étaient le plus dégrossis.

Au reste, les habitants des campagnes n'étaient pas les seuls dépourvus d'instruction. Les Jurades de Bergerac, c'est-à-dire de la ville la plus importante du Périgord au XVIII^e siècle, nous apprennent, par exemple, en 1721, que « depuis très longtemps il n'y a pas un régent dans la présente ville, tant pour enseigner les principes de la grammaire que pour les (*sic*) instruire dans la religion catholique² ».

L'enseignement secondaire, comme nous dirions aujourd'hui, n'était guère plus en honneur à Bergerac que les petites écoles. Il existait bien un collège de Doctrinaires à Périgueux, ainsi que deux petits collèges à Sarlat et à Mussidan³ ; mais, à la veille de 1789, « Bergerac n'avait point d'établissement d'instruction ; on enseignait cependant la langue latine dans deux monastères ; mais cette éducation, quoique très bornée, était encore exclusive. Les protestants n'y étaient pas admis⁴ ». Il y avait aussi, pour les jeunes filles, un couvent de *Dames de la foi*, qui, en 1791, possédait encore des « pensionnaires⁴ » ; mais, convaincues de faire dire la messe dans leur maison par des

1. *Arch. nat.*, B II 43.

2. G. Charrier, *Les Jurades de... Bergerac*, t. XI, p. 316.

3. *Arch. nat.*, FIC III (Dordogne), carton 1. « L'état de détresse où se trouvent les collèges de Périgueux, Sarlat et Mussidan, les seuls qui existent dans le département... », écrivait, le 17 déc. 1791, le directoire du département de la Dordogne (Guillaume, *Procès-verbaux... Législative*, p. 81).

4. *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 174, et *Bulletin... Périgord*, 1903, p. 241, sur le séminaire de la Petite-Mission. En 1775, on constate, à Bergerac, l'existence d'un pensionnat tenu par le sieur Bourson, « maître d'école », dont nous reparlerons plus loin (p. 223). On y enseignait « la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la correspondance, les humanités, les langues française et latine, les armes et le dessin, la géographie, la déclamation, la danse et la musique ». Mais, après 1775, on ne trouve plus trace de ce pensionnat. (Voir E. Laplace, *Le Collège de Bergerac*, p. 91, et G. Charrier, *les Jurades... de Bergerac*, t. XIII, p. 33).

prêtres insermentés, ces Dames de la foi — sous la pression de l'opinion publique, et sur la demande de la municipalité de transformer leur maison en hôpital — avaient été dispersées au commencement de 1793¹.

On comprend que cette insuffisance d'écoles ait provoqué des réclamations énergiques au commencement de la Révolution. Les paroisses, dans leurs cahiers, demandent, l'une, que les rentes des communautés religieuses soient employées à l'entretien de maîtres d'école² ; une autre, « le rétablissement d'un collège dans toutes les communautés² » ; une troisième, « la transformation des monastères qui sont hors des villes en collèges pour l'éducation des enfants² » ; une autre enfin, « l'établissement dans chaque paroisse d'un maître d'école² », — ce qui laisse entendre que les maîtres d'école étaient assez rares. C'est d'ailleurs ce que déclare sans ambages le cahier de Lempzours : « La province du Périgord, dit-il, est quasi sans aucune ressource pour l'instruction, l'éducation, les études de la jeunesse ; il y a cependant une infinité de petites maisons religieuses... Il conviendrait que les États-Généraux s'occupassent à les rendre utiles, en établissant dans chaque maison des collèges et des pensions gratuites, selon les facultés et richesses desdites maisons² ». La petite ville de Brantôme se déclarait « dépourvue de régent pour enseigner les humanités à la jeunesse » ; les pères de famille « trop peu fortunés pour tenir les enfants dans les pensions éloignées » les voyaient « croupir dans l'ignorance² ». C'est la même plainte qu'élevait, le 12 septembre 1790, la commune de Saint-Martin-d'Excideuil : « L'éducation, disait-elle, influe trop particulièrement sur le bonheur de l'homme pour devoir être négligée, et, comme le collège le

1. Voir X.-E. Gustuarté, *Le Passé de l'Hôtel de ville de Bergerac*. Bergerac, 1904. Sur l'instruction publique dans la subdélégation de Bergerac, on trouvera quelques renseignements aux Arch. dép. Gironde, C 3078 et 3097. « Dans l'ancien régime, Bergerac avait un collège, mauvais, à la vérité, comme tous les autres, parce que toutes les études, resserrées dans un cercle étroit, se rapportaient au clergé seul et laissaient la masse des citoyens dans une ignorance nuisible » (Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 22 thermidor an IV). Il s'agit du séminaire de la Petite-Mission.

2. Bussière, *Etudes... sur la Révolution en Périgord*, t II, p. 136 et 137. Voir aussi H. Labroue, *L'Esprit public en Dordogne pendant la Révolution*, p. 14.

plus près de ladite communauté est à Périgueux, ... elle se trouve dans la dure nécessité de ne pouvoir éduquer et instruire ses enfants » ; elle demandait qu'un des deux monastères d'Excideuil fût transformé en collège ¹.

Ce n'étaient pas seulement des locaux et des maîtres que l'on désirait : c'étaient aussi des méthodes nouvelles. Le cahier des doléances du Tiers état du Périgord portait (art. 19) : « Plan uniforme pour l'éducation de la jeunesse, et un prix à celui qui proposera le meilleur ² ».

Ces diverses réclamations se faisaient toujours aussi vives quand Carnot, à la fin de 1792 parcourut le Sud-Ouest de la France, et le département de la Dordogne en particulier. « Partout, disait-il, ces besoins [d'instruction publique] s'annoncent par les expressions de la plus vive impatience ; une génération nous suit, dont l'éducation est abandonnée depuis trois ans ; pour peu qu'on tarde encore, elle ne sera plus en état de jouir du bienfait de la liberté.... L'éducation nationale seule peut détruire les impressions funestes qui feraient bientôt de la France une horde de sauvages ; elle seule peut développer dans le cœur de la jeunesse les vrais principes de son bonheur... ³ ».

D'autre part, des plaintes continuaient à s'élever de divers endroits de la Dordogne. En 1791, les habitants de Nontron demandaient deux instituteurs pour leur ville, et en obtenaient un de l'administration du département, qui fixait en même temps son traitement, le prix de la pension, le programme d'instruction, les règles de la discipline ⁴. A Mussidan, en avril 1793, la *Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité* exprimait à la Convention son « vif désir d'avoir le plus tôt possible une... instruction publique ⁵ ». C'était aussi la Société populaire de Creyssac qui écrivait à la Convention, le 20 mai 1793 : « Hâtez-vous d'organiser l'éducation nationale ; nos enfants, quoique nés dans les champs, cultivant alors les talents de la nature, pourront un jour, de même que les enfants des villes, devenir utiles à leur patrie et à la société. Chez nous, ils appren-

1. Arch. dép. Dordogne, L 475, 12 sept. 1790.

2. Bussière, o. c., t. II, p. 214.

3. *La Révolution française*, 1888, 1^{er} semestre, p. 651.

4. *Bulletin... Périgord*, 1887, p. 129 et suiv.

5. Arch. nat., D XL 19.

dront à manier les instruments de labourage ; aux écoles, ils se formeront l'esprit et le cœur, et peut-être seront-ils dignes, comme dans le temps, d'être arrachés à la charrue pour être placés dans le sanctuaire des lois ou à la tête des armées¹ ».

Ces pétitions adressées à la Convention n'étaient pas, en effet, inutiles. Ce n'est pas que la Constituante, la Législative et la Convention ne se fussent occupées de l'instruction publique ; mais, à l'époque où Lakanal vint dans la Dordogne, aucun de ces efforts successifs n'avait encore abouti. La Constitution de 1791 parlait bien de la nécessité de créer l'instruction publique, et Talleyrand avait bien lu à ce sujet un rapport, les 10, 11 et 19 septembre 1791, peu avant la séparation de la Constituante². Les 20 et 21 avril 1792, Condorcet avait bien lu aussi un rapport à la Législative, dont une partie concernait les écoles primaires³. Mais ces tentatives étaient demeurées infructueuses, et c'est encore en vain que, le 30 août 1792, plusieurs membres de la Législative avaient manifesté leur désir de voir l'Assemblée s'occuper au moins de l'établissement des écoles primaires⁴. D'octobre à décembre 1792, un projet d'organisation des écoles primaires, inspiré des idées de Condorcet, fut élaboré, présenté à la Convention et discuté par elle, puis ajourné indéfiniment, le 12 décembre, après le vote d'un seul article, stipulant que les écoles primaires formeraient le premier degré d'instruction, qu'on y enseignerait les connaissances indispensables à tous les citoyens et que les maîtres s'appelleraient instituteurs⁵. Le décret du 8 mars 1793 (art. 8) ajoutait que le paiement des professeurs et instituteurs de tous établissements d'instruction publique serait à la charge de la nation⁶. Celui du 30 mai 1793 ordonnait l'établissement d'une école dans les localités de plus de 400 habitants, et obligeait les instituteurs à faire, outre leur enseignement quotidien, des lectures publiques hebdomadaires⁷. C'est en vain que Lakanal avait

1. *Arch. nat.*, D XL, 19.

2. Guillaume, *Procès-verbaux... Législative*, p. vi.

3. *Ibid.*, p. 188 à 246.

4. *Ibid.*, p. 375.

5. Duvergier, t. V, p. 99.

6. *Ibid.*, t. V, p. 235.

7. *Ibid.*, t. V, p. 383.

présenté à la Convention, le 26 juin 1793, un projet d'instruction élémentaire : ce projet avait été écarté ¹. Le représentant arrivait dans la Dordogne, quand, le 30 vendémiaire an II, la Convention rendait un décret qui indiquait le but et les matières de l'enseignement élémentaire, et la distribution des premières écoles selon la population ². Et il avait déjà commencé d'organiser l'enseignement primaire dans la Dordogne lorsque, dans le courant de brumaire an II, la Convention votait, à l'instigation de Romme, une série de mesures, qu'elle ne tardait pas d'ailleurs à annuler, en votant, le 29 frimaire an II (19 décembre 1793, le décret Bouquier, dont nous avons parlé précédemment ³.

*Lakanal organise l'enseignement primaire, civique,
laïque, gratuit, quasi-obligatoire.*

Ainsi, quand Lakanal fut désigné par la Convention, le 8 octobre 1793, comme représentant en mission dans la Dordogne, l'instruction publique et notamment l'instruction primaire était à peine organisée, soit, en fait, dans le département, soit, en droit, dans les lois de la Révolution. Presque tout était à improviser à cet égard, et Lakanal se trouvait à peu près entièrement livré à ses seules ressources.

Une première solution s'offrait au représentant : c'était de ne rien faire. La Convention l'avait chargé de lever des chevaux dans la Dordogne et non d'y organiser l'instruction publique. Lakanal ne s'arrêta point à cette idée. Il disposait de pouvoirs considérables ; il savait, comme il l'écrira bientôt, que « l'instruction est un besoin pour tous ⁴ » ; il voyait que ce besoin était bien grand dans la Dordogne, et il aurait pu dire de ce département ce qu'il écrira, en l'an IV, aux républicains de l'Ariège : « La tyrannie, pour nous asservir, nous fermait tout accès aux lumières ; l'instruction publique était, dans notre département, une divinité sans culte et sans ministres ⁵ ». Il

1. Voir plus haut, p. 13 et 14.

2. Duvergier, t. VI, p. 299.

3. Voir plus haut, p. 19 et 20, et Guillaume, *Procès-verbaux... Convention*, t. II, p. XLIV et suiv.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, arrêté de Lakanal du 30^e jour 1^{er} mois an II.

5. *Lakanal à ses frères... de l'Ariège*.

s'écriera, à la tribune de la Convention, — et il le rappellera avec orgueil dans la suite — qu'on ne saurait trop « encourager les sciences¹ », que, « si leur foule épouvantée s'éloignait jamais de vous, le fanatisme relèverait bientôt ses autels et la servitude couvrirait la terre² ». Il savait les services que pouvait rendre l'école; il appréciait le rôle joué par l'instituteur, dont la fonction est « sublime », écrivait-il dès décembre 1792³. « Lorsque j'aurai terminé mes travaux, je solliciterai une place d'instituteur⁴ », disait-il, le 23 octobre 1793, à la séance de la Société populaire de Bergerac.

A peine arrivé dans le département, Lakanal se mit à l'œuvre. Dès le 21 octobre 1793⁵, le Comité révolutionnaire de Bergerac se réunissait dans l'appartement de Lakanal et, après discussion avec le représentant, reconnaissait « que ses projets de... former un établissement dans cette ville pour l'instruction sociale, dont les fonds seront prélevés sur les riches, sont de la plus absolue nécessité, puisqu'il est évident que nous ne resterons libres qu'autant que nous serons en général instruits et éclairés sur nos vrais intérêts⁶ ».

Le jour même, Lakanal publiait un arrêté par lequel, « considérant que... l'instruction [est] un besoin pour tous » et que le riche doit faire des sacrifices pour le pauvre, le représentant ordonnait une levée de taxes sur les citoyens riches de la commune de Bergerac; ces taxes seraient en partie utilisées à « l'établissement provisoire des écoles primaires ». Lakanal fixait la quotité de ces taxes et leur mode de perception⁶.

1. Lakanal, *Un mot... à quelques folliculaires...*

2. *Discours sur l'éducation nationale* (Guillaume, o. c., t. V, p. 657).

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée.

4. A la même époque, Lakanal recevait de l'administration du département de la Dordogne une lettre datée du 23^e jour 1^{er} mois de l'an II, qui le priait de transmettre au Comité d'instruction publique un essai de dessin d'un jeune homme qui annonçait de grandes dispositions pour cet art (*Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 160).

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 35. Dans l'*Aperçu des dépenses* qu'il présentera au Comité d'instruction publique le 21 germinal an III, Lakanal reprendra la même idée : assurer la gratuité de l'enseignement primaire par une taxe sur les riches (Guillaume, o. c., t. VI, p. 63).

6. Voir, pour plus de détails sur cet arrêté, au chap. sur *Lakanal et l'Assistance publique*, qui était également organisée par cet arrêté. Lakanal se souvient sans doute de l'art. 22 de la Déclaration des droits de l'homme (« l'instruction est le besoin de tous »), votée par la Convention le 24 juin 1793,

Le lendemain, 1^{er} jour du 2^e mois de l'an II (22 octobre 1793), Lakanal venait rendre compte à la Société populaire de Bergerac des « travaux dont je me suis occupé depuis hier pour le bonheur du peuple », et il faisait donner lecture d'un projet de nouvel arrêté relatif à l'éducation publique ¹.

Cet arrêté fut pris le 24 octobre 1793. Par le précédent arrêté, Lakanal s'était ménagé les moyens pécuniaires d'établir des écoles ; par celui-ci, il les organisait réellement.

« Considérant, disait-il, qu'une éducation républicaine peut seule donner à l'esprit des jeunes citoyens le pli de la vérité et façonner à la vertu leurs âmes neuves et dociles ;

« Considérant que c'est par l'éducation que les peuples libres ont su alimenter dans le cœur des enfants ces affections énergiques qui perpétuent les races d'hommes heureux et braves ;

« Considérant que rien ne travaille plus puissamment pour les intérêts de la tyrannie que l'ignorance ;

« Considérant que former des citoyens n'est pas l'affaire d'un jour, et que, pour les avoir hommes, il faut les instruire enfants ;

« Considérant enfin que la Convention nationale a décrété l'établissement des écoles primaires dans toute l'étendue de la République ² » ;

Lakanal arrêtait que, jusqu'à l'organisation définitive de l'éducation nationale, quatre écoles primaires seraient établies à Bergerac. Chaque école serait divisée en deux sections, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles. En conséquence, il y aurait, dans chaque école, un instituteur et une institutrice ³.

deux jours avant qu'il présentât son rapport et un projet de décret sur l'instruction nationale (Duvergier, t. V, p. 436).

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Soc. populaire, à la date indiquée.

2. Les décrets des 30 mai 1793 et 30 vendémiaire an II prévoyaient une école par centre de 400 à 1500 habitants. Le projet du 26 juin 1793 en prévoyait une par 1000 habitants ; c'est ce chiffre qui sera adopté dans le décret du 27 brumaire an III.

3. Le décret du 30 mai 1793 ne prévoyait ni institutrices ni élèves filles, mais ordonnait seulement aux instituteurs de « faire aux citoyens de tout âge, de l'un et de l'autre sexe, des lectures... une fois par semaine ». Dans son arrêté du 24 octobre 1793, Lakanal reproduit l'art. 5 du projet du 26 juin 1793, d'après lequel chaque école était divisée en deux sections, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, avec un instituteur et une institutrice. L'éducation des filles sera stipulée par les décrets des 29 frimaire an II, 27 brumaire an III et 3 brumaire an IV (Voir plus haut, p. 21).

Dans l'une et l'autre section de chaque école, on enseignerait — outre la lecture, l'écriture et le calcul — la Constitution de la République et « tout ce qui est nécessaire pour remplir les premières fonctions sociales¹ ».

L'instruction ne devait pas seulement être civique, mais laïque. « Dans un gouvernement républicain, ajoutait-il en effet, chaque citoyen étant libre dans l'exercice de son culte, et le corps de la nation ne connaissant que le culte de la loi, il est défendu, sous peine de destitution, aux instituteurs et aux institutrices d'entretenir leurs élèves d'aucune opinion religieuse² ».

Cette instruction civique et laïque était rendue obligatoire — ou à peu près³ — par l'article suivant : « Les citoyens sont invités à n'élever à aucune fonction publique les pères qui négligeraient d'envoyer leurs enfants à ces écoles républicaines ». Quasi-obligation que renforçait l'article 6 d'un arrêté relatif aux agences de secours, rendu par Lakanal le 25 octobre 1793 : « Il ne pourra être accordé de secours aux parents qui négligeront d'envoyer leurs enfants aux écoles primaires ou qui n'auront pas donné des preuves de civisme ».

Le dernier jour de chaque décade, les jeunes citoyens feraient des exercices militaires. Chaque décade, les élèves des deux sexes visiteraient, avec leurs instituteurs et institutrices, sous la conduite d'un magistrat du peuple, les hôpitaux et les vieillards⁴.

Instituteurs et institutrices seraient élus par une Commission

1. C'est-à-dire les fonctions sociales courantes, élémentaires.

2. Aucun décret de la Convention n'avait formulé ni ne formulera aussi nettement la laïcité de l'enseignement ; ceux des 30 vendémiaire an II et 27 brumaire an III excluent l'enseignement religieux, mais par prétérition seulement.

3. Ce n'est que le 29 frimaire an II que la Convention déclarera obligatoire la fréquentation scolaire (art. 6). Le décret du 27 brumaire an III ne contiendra pas le principe de l'obligation ; il exigera seulement des candidats aux fonctions publiques un minimum d'instruction (chap. IV, art. 14). Mais ces deux décrets n'envisageront que l'obligation d'être instruit dans une école quelconque, tandis que Lakanal rend ici quasi-obligatoire la fréquentation de l'école publique.

4. Déjà, dans le projet du 26 juin 1793, se trouvaient les mesures relatives aux exercices physiques, à la visite des hôpitaux et des vieillards ; elles reparaitront dans le décret du 27 brumaire an III.

de neuf membres, dont trois de l'administration du district, trois de la municipalité et trois de la Société populaire¹.

De même que Lakanal limitait la liberté de recevoir ou non l'enseignement, en rendant à peu près obligatoire la fréquentation des écoles, de même il limitait la liberté de donner l'enseignement, en invitant la Commission à ne nommer instituteurs que des pères de famille : « Le droit d'élever des enfants, disait-il, appartient surtout à ceux qui s'entendent appeler du doux nom de père². »

Lakanal établissait l'égalité de traitement entre instituteurs et institutrices : 1.200 francs par an³, somme relativement importante⁴, payable en douze portions égales par le trésorier

1. Le projet du 26 juin 1793 faisait élire instituteurs et institutrices par un bureau d'inspection, dont les trois membres seraient nommés par l'administration du district et pris hors de son sein ; leur choix serait confirmé par l'administration du district elle-même ; en cas de conflit entre le bureau et l'administration, c'est la Commission centrale qui déciderait. Ces dispositions se retrouveront dans le décret du 27 brumaire an III, sauf que le bureau d'inspection s'appellera jury d'instruction, et que les trois membres seront nécessairement des pères de famille. — On voit que, par son arrêté du 24 octobre 1793, Lakanal fait participer non seulement l'administration du district, mais la municipalité et la Société populaire à la nomination des commissaires chargés de choisir les instituteurs.

2. Le décret du 7 brumaire an II contiendra (art. 6) une stipulation analogue. Lakanal n'allait pas jusqu'à exclure formellement les prêtres de l'enseignement public, ainsi que le fera le décret du 7 brumaire an II (art. 12), qu'annulera d'ailleurs le décret du 29 frimaire an II. Mais, dès décembre 1792, il affirmait ses préférences en faveur d'une éducation donnée par des instituteurs pères de famille : « Honorer la paternité est un des premiers devoirs du législateur... Lorsque la voix publique flottera incertaine entre un père de famille et un froid célibataire, le choix pourrait-il être douteux ? La priorité n'est-elle pas de droit naturel au citoyen qui s'entend appeler du doux nom de père » (Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. 658) ? Sur les hésitations de la Convention à admettre les prêtres au droit d'enseigner, voir Guillaume, *o. c.*, t. IV, p. xx et xxi ; finalement la Convention optera pour l'affirmative (Guillaume, *o. c.*, t. V, p. xxvi).

3. La gratuité de l'enseignement élémentaire avait été décrétée le 8 mars 1793. Le projet du 26 juin 1793 ne se prononçait pas sur le taux du traitement des instituteurs et institutrices. Le décret du 7 brumaire an II le fixera à un minimum de 1.200 livres pour les uns et les autres. Par le décret du 29 frimaire an II, l'État s'engagera à donner, pour chaque élève, 20 livres à l'instituteur et 15 à l'institutrice. Le décret du 27 brumaire an III accordera 1.200 livres à l'instituteur et 1.000 à l'institutrice. Celui du 3 brumaire an IV supprimera presque entièrement la gratuité.

4. Pour juger de son importance, rappelons, par exemple, qu'en 1787, à Monpazier, le premier régent touchait 90 livres, et le second régent, 60 livres par an (*Arch. Musée pédagogique*, carton Dordogne, Monpazier).

de la Caisse patriotique, dans laquelle seraient versés les fonds levés sur les riches par arrêté du 21 octobre 1793 : c'étaient les riches qui, par une taxe à principe progressif, contribuaient à l'éducation gratuite de tous les enfants.

Tel était l'important arrêté de Lakanal¹, qui instituait l'enseignement civique, laïque, gratuit, quasi-obligatoire, qui ne craignait pas de limiter la liberté de recevoir et de donner l'enseignement, et qui stipulait l'égalité de traitement entre les professeurs des deux sexes.

M. Guillaume incline à croire que Lakanal ne fut, en matière d'instruction publique, que le « prête-nom² » et comme le *factotum* empressé d'un Daunou ou d'un Sieyès. Il est permis toutefois de douter qu'avant de prendre l'initiative de cet arrêté, si capital, somme toute, dans l'histoire de l'enseignement primaire, Lakanal eût reçu le mot d'ordre de Sieyès ou de Daunou. Rendons à Lakanal ce qui appartient à Lakanal.

Le jour même où cet arrêté fut pris, il commença d'être exécuté. En effet, le 3^e jour du deuxième mois de l'an II (24 octobre 1793), on apprenait, à la Société populaire de Bergerac, que la « Commission des neuf », déjà constituée, avait nommé quatre instituteurs pour les écoles primaires : les citoyens Bourson, Niolle, Granger et Pouvereau. Le choix des institutrices était ajourné au lendemain. « Toutes les citoyennes qui croiront avoir le droit d'y prétendre par leur patriotisme, leurs mœurs et leurs talents seront admises au concours³. »

Le lendemain, 4^e jour du 2^e mois de l'an II (25 oct. 1793), la Commission nommait institutrices « la citoyenne Bourson, aidée de ses filles ; l'épouse du citoyen Niolle, aidée de sa fille ; Annette Poussou, et l'épouse du citoyen Lescureti³. »

Est-ce la recherche des locaux, l'indisponibilité des maîtres ou tout simplement les occupations pressantes de Lakanal qui l'obligèrent à retarder jusqu'au 1^{er} frimaire an II son nouvel arrêté sur les écoles primaires ? Nous l'ignorons. En tout cas,

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n^{os} 6 et 39. Arch. dép. Dordogne, L 367, n^o 97. Arch. nat., AF II 96, 707.

2. Guillaume, *Procès-verbaux... Convention*, t. IV, p. 946, note 1.

3. Arch. mun. Bergerac, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée. C'est par erreur que le procès-verbal dit *Comité des douze*. C'est une Commission de neuf membres que l'arrêté avait instituée.

le représentant arrêta, ce jour-là (21 novembre 1793), que les écoles primaires s'ouvriraient le 4 frimaire suivant (24 novembre 1793), et confirmait, avec de légères modifications, les nominations que la Commission des neuf avait faites. Pour la section de l'Égalité¹, c'étaient le citoyen Niolle, la citoyenne Niolle et sa fille. Pour la section des Droits de l'Homme², c'étaient le citoyen Bourson et la citoyenne Bourson et ses filles. Pour la section de la République³, c'étaient le citoyen Granger et la citoyenne Poussou-Dupeyrou, ainsi que la citoyenne Annette Poussou. Enfin, pour la section de l'Union⁴, c'étaient le citoyen Pouvereau, la citoyenne Pouvereau et sa sœur⁵.

La municipalité demeurerait chargée de la fixation des locaux, en observant que chaque école se trouvât dans l'arrondissement de la section, et que l'école des « jeunes citoyens » fût séparée de celle des « jeunes citoyennes. »

Au nom de la patrie, Lakanal invitait tous les citoyens à envoyer leurs enfants à « ces écoles républicaines ». Pour prouver l'intérêt qu'il leur portait et pour en activer l'établissement, Lakanal annonçait qu'il visiterait toutes ces écoles, le 6 frimaire an II (26 novembre 1793), deux jours après leur ouverture, accompagné de toutes les autorités constituées.

Cet arrêté du 1^{er} frimaire an II (21 nov. 1793)⁶ fut vite exécuté. Le jour même ou le lendemain, la municipalité de Bergerac désignait les locaux qui seraient affectés à ces écoles. L'un d'eux fut celui de l'émigré Chapelle, place du Temple⁷.

1. Du haut de la ville jusqu'à la rue Bourbarraud.

2. De la rue Bourbarraud à la fontaine des Mazeaux.

3. De la fontaine des Mazeaux à la Dordogne.

4. Le faubourg de la Madeleine.

5. Il est probable que, dans l'intervalle, du 4^e jour du 2^e mois de l'an II (25 octobre 1793) au 1^{er} frimaire an II (21 nov. 1793), la Commission des neuf avait substitué cette citoyenne Pouvereau et sa sœur à la femme Lescureti, dont on avait fait choix précédemment. Sans doute préférerait-on que ce fût la femme même de l'instituteur Pouvereau qui fût institutrice. La plupart de ces instituteurs et institutrices seront encore en fonctions pendant les années suivantes (voir le procès-verbal du jury d'instruction publique, du 28 germinal an III. *Arch. mun. Bergerac*, boîte S, liasse 23, n° 8).

6. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 42. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 129. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

7. *Arch. dép. Dordogne*, L 378, f. 264. Des travaux d'aménagement seront faits à l'école de la section de l'Union (*Arch. mun. Bergerac*, M 1, Livre de caisse de la Commission des monuments, 7 et 10 pluviôse an II).

Nous ne savons rien de la visite de Lakanal aux écoles. En tout cas, très peu de temps après, le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), ces écoles fonctionnaient régulièrement, puisque, ce jour-là, l'administration du district projetait d'écrire à la Convention une adresse où on disait que, grâce à Lakanal, « les écoles primaires ont été provisoirement organisées, et les enfants des deux sexes reçoivent dans leurs cœurs la semence des vertus républicaines ¹. »

Pendant les mois qui suivent, on trouve fréquemment, dans les comptes des trésoriers de la Caisse patriotique, mention de paiements versés aux instituteurs et institutrices. Ainsi, sur mandat de Lakanal, sont délivrées, le 18 frimaire (8 décembre 1793), le 6 nivôse (26 décembre 1793), le 8 pluviôse an II (28 décembre 1793), 100 livres chaque fois à Poussou-Dupeyrou, institutrice ; le 3 nivôse an II (23 décembre 1793), 200 livres à Bourson et à sa femme ; le même jour, 100 livres à Annette Poussou ; le 3 pluviôse an II (22 janvier 1794), 200 livres à Niolle et à sa femme ; le même jour, 200 livres à Pouvereau et à sa femme ; le 4 ventôse an II (22 février 1794), 200 livres à Niolle et à sa femme ², etc.

Ainsi, dès frimaire an II, Lakanal avait fortement organisé l'enseignement primaire à Bergerac, s'était procuré l'argent, les locaux, les maîtres nécessaires, avait posé les principes de cet enseignement, en avait assuré le fonctionnement régulier ³.

1. Arch. dép. Dordogne, L 355, à la date indiquée.

2. *Ibid.*, L 355, n° 413, séance du 19 germinal an II, et, liasse 407, compte des trésoriers de la Caisse à trois clefs (ou patriotique), du 14 germinal an II. Voir notre chap. sur *Lakanal et les taxes révolutionnaires*.

3. Il ne semble pas que Lakanal se soit occupé d'établir à Bergerac rien qui ressemblât à un collège d'enseignement secondaire. Du moins, il fit venir à Bergerac l'ancien Doctrinaire Gervais Berrut, qui était recteur du collège de Moulins au temps où Lakanal y était régent de philosophie (E. Bouchard, *Hist. du collège de Moulins*, p. 159). En 1794, Berrut avait été désigné comme professeur de l'École centrale de l'Allier, mais n'avait pas pris possession de son poste. Lakanal l'appela à la direction de la manufacture d'armes de Bergerac. Berrut resta à Bergerac et fut nommé, en 1797, bibliothécaire de la bibliothèque qu'y avait établie Lakanal. Puis Berrut, qui était « connu autant par sa douce philanthropie que par ses profondes connaissances », fonda à Bergerac une école « où le catholique et le réformé siègent l'un près de l'autre et disputent ensemble d'émulation ». En l'an XI, ce petit collège avait 30 pensionnaires et 50 externes. La pension y était de 550 francs. On y enseignait l'écriture, le calcul, la littérature ancienne et

Influence de Lakanal.

Un si bel exemple parti de Bergerac ne fut peut-être pas sans pousser un autre représentant dans la Dordogne, Roux-Fazillac, à suivre les traces de son collègue. Roux-Fazillac écrivait, en effet, de Périgueux, au Comité de salut public, le 16 frimaire an II (6 décembre 1793) : « Dans un mois, l'instruction publique sera organisée, provisoirement au moins, si la Convention nationale n'en a pas décrété le mode¹. » Trois jours après, dès le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), il écrivait à la Convention : « Demain, j'installerai provisoirement les instituteurs et les institutrices des écoles primaires. Je suis informé que ces établissements plaisent ici beaucoup à la classe indigente du peuple : c'est vainement qu'on aurait consacré le principe de l'égalité des droits, si tous les citoyens ne pouvaient acquérir indistinctement les mêmes connaissances ». Il terminait en pressant la Convention d'organiser au plus tôt l'instruction publique².

Le 27 frimaire an II (17 décembre 1793), Roux-Fazillac confirmait au Comité de salut public la nouvelle de l'établissement d'écoles primaires à Périgueux, et annonçait son dessein d'étendre cette mesure à tout le département³. Mais, le 3 nivôse an II (23 décembre 1793), ce dessein n'était pas encore réalisé⁴.

Roux-Fazillac n'avait sans doute pas pris des mesures aussi énergiques que Lakanal pour assurer la fréquentation de ces écoles primaires, car, le 5 nivôse an II (25 décembre 1793), la municipalité de Périgueux était obligée de publier une procla-

moderne, les mathématiques, l'histoire, la géographie, la législation et les arts d'agrément (*Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 173 et 174). Le 15 avril 1808, on le voit informer Lakanal (*Arch. nat.*, AB XIX, 333) de l'état de son établissement, qu'il céda, en 1810, au sieur des Granges (Cl. Perroud, *Le Père Duchêne, à Bergerac, dans la Révol. franç.* d'octobre 1904, p. 298 à 300). Dès le 15 août 1775, Berrut, alors préfet de collège, s'intéressait à la question de savoir « comment les anciens habitants du Périgord élevaient la jeunesse » (*Bibl. nat.*, *Collection Périgord*, t. XIX, f. 34). Voir aussi *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 4 nivôse an VI.

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 223.

2. *Ibid.*, p. 291.

3. *Ibid.*, p. 477.

4. *Ibid.*, p. 613.

mation, intéressante d'ailleurs et éloquente, qui invitait les pères de famille de cette ville à envoyer leurs enfants dans ces écoles, où, disait-elle, l'on n'apprenait pas seulement à lire, mais à penser¹.

Quant au désir qu'avait Roux-Fazillac de créer dans le département de nombreuses écoles primaires, rien ne prouve qu'il ait cherché à le réaliser. Au contraire, on voit Lakanal, qui s'intéressait activement à l'instruction publique dans l'ensemble de la Dordogne, écrire, le 28 nivôse an II (17 janv. 1794), à diverses municipalités du département, comme à celles de Montignac, Ribérac et Périgueux : « Les écoles primaires sont-elles en activité^{2.43} » A quoi la municipalité de Périgueux répondait qu'elle n'avait pas encore reçu le décret du 29 frimaire, mais que, en vertu de l'arrêté de Roux-Fazillac, du 20 frimaire, « les instituteurs ont commencé leurs cours depuis le 21 frimaire (11 décembre 1793), et nous avons conçu de leur zèle et de leurs succès l'idée la plus avantageuse³ ».

Vers la même époque, le 9 pluviôse an II (28 janv. 1794), la municipalité de Ribérac, stimulée par Lakanal, lui répondait que la loi du 29 frimaire n'était arrivée à Ribérac qu'à la fin de nivôse, et elle ajoutait : « Il nous manque beaucoup de choses pour l'organisation de ces écoles, 1° un local convenable, 2° des instituteurs. La Société populaire s'occupe de cet objet important, et la municipalité ne perdra pas un instant à faire exécuter cette loi bienfaisante⁴ ».

Lakanal apparaissait dans la Dordogne comme l'initiateur ou tout au moins le propagateur de l'instruction publique. C'est à lui que, le 25 pluviôse an II (13 février 1794), le directoire du district d'Excideuil demandait conseil, pour savoir si le citoyen Desmons, instituteur de Nailhac, pouvait être distrait du service militaire, « comme étant instituteur⁵. »

C'est aussi à Lakanal que, le 9 floréal an II (28 avril 1794),

1. *Arch. mun. Périgueux*, D 4, f. 116.

2. Voir Clamageran, p. 15, et Le Roy, p. 208.

3. Clamageran, p. 18.

4. *Arch. mun. Ribérac*, Reg. corresp. mun., 9 pluviôse an II. L'instituteur Raveau et l'institutrice Darène seront bientôt en fonctions (*Ibid.*, Reg. délib. mun., F 12).

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, à la date indiquée.

divers membres de la Société populaire de Montignac proposaient de s'adresser, pour lui représenter la difficulté qu'on éprouvait à trouver des instituteurs¹.

Ou bien encore la municipalité de Lanquais demandait à Lakanal et en obtenait que la maison ci-devant presbytérale de cette localité fût transformée en logement pour l'instituteur². De même, les républicains d'Issigeac sollicitaient de Lakanal et obtenaient de prendre dans leur commune un local propre à l'instruction, dont les frais d'installation seraient supportés par les riches égoïstes³.

C'est ce rôle de protecteur de l'instruction, inauguré par Lakanal en Dordogne, que devait un peu continuer son successeur à Bergerac, Pellissier, qu'on voit, par exemple, accorder à la municipalité d'Eymet un local destiné aux « leçons d'instruction publique⁴ ».

Lakanal quittait donc la Dordogne, laissant derrière lui une œuvre appréciable, qu'il avait entreprise de son plein gré et poursuivie de ses seules forces. Il avait été dans ce département le promoteur de l'instruction publique ; et ce n'est pas là un des moindres titres d'honneur de sa mission⁵.

Il n'était pas inutile de faire connaître avec quelque détail,

1 Le Roy, p. 129.

2 Arch. dép. Dordogne, L 369, n° 22. Un décret du 25 brumaire an II autorisait pareille utilisation (Guillaume, *Procès-verbaux... Convention*, t. V, p. 144).

3 Arch. dép. Dordogne, L 372, n° 10.

4 Arch. dép. Dordogne, L 369, n° 60.

5. Nous n'avons pu dresser un tableau d'ensemble de l'état de l'enseignement primaire dans la Dordogne, à cette époque. Nous savons du moins qu'au printemps de l'an II, le district de Ribérac était un des 34 districts de France où le décret du 29 frimaire, complété par celui du 4 ventôse an II, avait été exécuté presque entièrement (Guillaume, o. c., t. VI, p. 892). Au commencement de l'an III, une statistique nous apprend que le district de Périgueux comptait des écoles dans 35 communes sur 68 ; celui de Nontron, 18 écoles ; celui de Montignac, 25 instituteurs et 6 institutrices. Encore cette proportion est-elle plus forte que celle de la grande majorité des 304 districts de France pour lesquels cette statistique donne des renseignements (Guillaume, o. c., t. VI, p. 899 et suiv.). Les efforts de Lakanal n'avaient pas été étrangers à ces heureux résultats. — En ce qui concerne les districts de Belvès et Sarlat, voir Guillaume, o. c., t. VI, p. 926, et Arch. nat., F¹⁷ 1691. — On trouvera d'intéressantes informations sur l'état de l'enseignement primaire à Belvès, La Force, Bourg-du-Bost, Bersac et Chassaigne aux Arch. nat., Dxxviii 2.

à côté du théoricien de la pédagogie tel que Lakanal apparaît avant et après sa mission en Dordogne, l'administrateur qui chercha à faire passer ses idées dans la pratique, et qui trouva dans le département, surtout à Bergerac, le champ d'expérience de quelques-unes de ses théories.

Même après son départ, Lakanal devait encore exercer une heureuse influence sur l'instruction publique dans la Dordogne. Influence indirecte, par l'effet de la loi du 27 brumaire an III (17 novembre 1794), que fit voter Lakanal, relative aux écoles primaires et à la formation de jurys d'instruction publique¹. Influence directe, à la suite de la loi du 7 ventôse an III (25 février 1795), portant création d'écoles centrales, préparée par un rapport et un projet de décret qu'avait présentés Lakanal, le 26 frimaire de la même année (16 décembre 1794). La Dordogne, au témoignage même du conventionnel, figurait parmi les départements qui réclamaient alors cette création avec le plus de vivacité². Lakanal fut chargé par la Convention de surveiller dans dix-neuf départements (dont la Dordogne) l'application des lois relatives aux écoles primaires et centrales ; et c'est de Bourges que, le 11 prairial an III (30 mai 1795), il adressait deux arrêtés au procureur-général-syndic du département de la Dordogne. Par l'un de ces arrêtés, l'administration du département était chargée de réunir à elle le district et la municipalité de Périgueux, pour choisir les trois citoyens les plus propres, par leurs lumières et leur moralité, à former « le jury central d'instruction publique de l'arrondissement de Périgueux ». Par le second arrêté, l'administration du département était chargée de désigner le local nécessaire à l'installation de l'école centrale de Périgueux, et d'y faire les réparations indispensables³.

Dès le 4 messidor an III (22 juin 1795), les membres du jury d'instruction publique étaient choisis, et le procureur-général-syndic était chargé de prévenir aussitôt Lakanal de

1. P. ex., *Arch. Musée pédagogique*, carton Dordogne, commune de Capdrot, près Monpazier (extrait du reg. des séances du Cons. général d'administration du distr. de Belvès, séance du 28 frimaire an III).

2. *La Révolution française*, nov. et déc. 1895, Pellisson, *L'École centrale de Périgueux*.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 75, f. 16.

l'exécution qu'on avait faite de son arrêté¹. On voit ce jury d'instruction publique, ainsi nommé grâce à Lakanal, fonctionner utilement pendant tout le cours de l'an IV². Quant à l'école centrale que Lakanal voulait créer à Périgueux dès l'an III, elle n'ouvrira ses cours qu'en germinal an V³.

2°

Lakanal et l'instruction post-scolaire.

Le 16 pluviôse an II (4 février 1794), Lakanal, « considérant que la liberté instruite est une divinité sur la terre, mais que, lorsqu'elle marche dans les ténèbres de l'ignorance, elle est une bacchante effrénée », arrêtait l'établissement, dans chaque chef-lieu de district du département de la Dordogne, d'une « Commission d'instruction sociale pour l'établissement d'un journal populaire. » Ce journal serait spécialement consacré 1° à hâter les progrès de l'agriculture dans le département ; 2° à expliquer les lois usuelles aux citoyens, pour leur permettre de remplir leurs devoirs civiques. Les Sociétés populaires étaient invitées à nommer des commissaires, qui se concerteraient avec les autorités constituées, pour présenter sans délai au représentant du peuple le mode d'exécution de ce projet le plus approprié aux localités⁴.

Cet arrêté ne se suffisait donc pas à lui-même. Lakanal y promettait certaines mesures plutôt qu'il ne les prenait. Un nouvel arrêté allait les consacrer et les compléter.

C'est le 9 prairial an II (28 mai 1794) que, reprenant son arrêté du 16 pluviôse an II (4 février 1794), Lakanal publiait un arrêté⁵ en 12 articles, par lequel il créait une *Commission*

1. Arch. dép. Dordogne, L 75, f. 19.

2. Voir, p. ex., Arch. dép. Dordogne, L reg. 15, f. 26, et reg. 19, f. 3.

3. Voir la *Révolution française*, nov. et déc. 1895, Pellisson, art. cit., et *Annales de la Dordogne* de l'an XI et de l'an XII.

4. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 182.

5. Voir le texte de cet arrêté aux Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 11 ; Arch. nat., AF II 96, 706 et 710. Pour la date de cet arrêté, voir Arch. dép. Dordogne, L 509, séance du 11 prairial an II. *Ibid.*, 564, lettre de Lakanal du 23 prairial an II ; *Ibid.*, 588, lettre du 21 prairial.

d'instruction sociale dans chaque chef-lieu de district du département de la Dordogne, ordonnait la rédaction d'un *Journal d'instruction populaire* par district, et établissait un *Apostolat civique* près de chaque Commission d'instruction sociale.

Principes préconisés par Lakanal.

Quels principes, dans la pensée de Lakanal, présidaient à ces trois créations simultanées ? En quoi consistaient-elles exactement ? Quelles mesures Lakanal prit-il pour assurer la pleine réalisation de son arrêté ? Cet arrêté fut-il accueilli avec faveur par l'opinion ? Quels furent son degré d'application et ses effets ?

Lakanal faisait précéder son arrêté d'une proclamation dans laquelle il s'élevait avec force contre certains préceptes et certaines pratiques d'une religion qui, il le rappelait, avait valu à la France l'Inquisition et la guerre de Vendée, et il opposait à la morale des prêtres celle de la République, qu'il résumait en quelques mots : « Adore un Dieu, sois juste et sers bien ta patrie. » Il développait ces principes avec chaleur, et terminait par une prosopopée à la Raison qui, dans son éloquente simplicité, ne laisse pas de nous émouvoir aujourd'hui encore ; c'est la « prière » du conventionnel sur l'Acropole.

Au reste, pourquoi ne pas transcrire cette proclamation ? Elle contribue à nous instruire sur les opinions philosophiques du conventionnel, sur la nature de son éloquence. Et elle ne fut vraisemblablement pas étrangère à l'accueil favorable que fit l'opinion à son arrêté.

« Faire en public d'insignifiantes prières, écrivait Lakanal, mais alimenter dans son cœur les vices les plus lâches ; jeûner, mais haïr et persécuter ; préconiser les mœurs et la vertu comme le loup de la fable prêchait l'abstinence, les ongles encore teints du sang de ses victimes : voilà la religion des prêtres !

« Voici la morale que la République française prescrit à ses enfants :

« Adore un Dieu, sois juste et sers bien ta patrie. *Adore un Dieu !* Après avoir pesé les globes lumineux qui roulent dans la vaste concavité du ciel, Newton inclinait respectueusement son front au nom de l'éternel géomètre. Quel homme n'adorerait

pas le Dieu qu'adorait Newton ? Condamnerions-nous au néant celui qui nous en a tirés ¹ ?

« Mais le Dieu des républicains s'honore par la justice, le courage, la franchise, la loyauté, les vertus sociales : on l'outrage par de ridicules génuflexions et par toutes les jongleries des prêtres.

« Les prêtres ! ils sont l'objet de l'exécration de quiconque n'est pas transformé en bête féroce.

« Reculez vers le passé, parcourez les annales des peuples : chaque page réfléchit ² les forfaits du sacerdoce. Ils sont écrits en caractères de sang humain dans la Vendée. Lisez-les à la lueur des flammes qui dévorent ces infortunés arrachés aux cachots de l'Inquisition.

« Et vous demandez des prêtres ! Soyez francs ; c'est le meurtre, le pillage, l'incendie, la guerre civile que vous voulez, ou vous n'êtes que les instruments aveugles des Coblenciens, qui appellent ces fléaux sur ma patrie.

« Sois juste ! Je l'ai dit ³ : lorsque la Liberté marche avec sa sœur la Justice, elle est une divinité sur la terre ; va-t-elle seule, elle n'est plus qu'une bacchante effrénée. Soyons justes, et l'humanité relèvera ses autels, et la Liberté, de son aile protectrice, ombragera la France.

1. Lakanal se montre donc ici nettement déiste, comme il se montrait tel déjà, dans son *Discours sur l'éducation nationale*, de décembre 1792, et en termes presque identiques (Guillaume, o. c., t. V, p. 662). De même, il s'élève avec véhémence contre l'athéisme dans le *Journal d'instruction populaire* dont nous parlons plus loin. Si l'on se faisait du caractère de Lakanal l'opinion défavorable que tend à en donner M. Guillaume, on pourrait croire que ce déisme était tout de circonstance, — la reconnaissance de l'Être suprême avait été votée par la Convention le 18 floréal an II (7 mai 1794). Il n'en est rien. Jusqu'à la fin de sa vie, Lakanal demeura un déiste convaincu.

2. Lakanal écrira encore : « Toutes les pages d'*Émile*... réfléchissent ces grandes maximes », dans son rapport du 29 fructidor an II (sur la fête en l'honneur de J.-J. Rousseau), dont M. Guillaume lui conteste en partie la paternité (o. c., t. V, p. 40, note 4). « Écrits en caractères de sang » et « quel enfant ne retient pas les vertus d'une mère ! » (un peu plus loin), se trouvent déjà presque textuellement dans son *Discours sur l'éducation nationale*, de décembre 1792 (Guillaume, o. c., t. V, p. 660).

3. Voir, dans son arrêté du 16 pluviôse an II, les mêmes expressions, qu'il reproduira encore dans son rapport du 7 ventôse an III (Guillaume, o. c., t. V, p. 541) et dans une lettre à David, en 1837 (H. Jouin, *Lakanal et David d'Angers*, p. 25).

« *Et sers bien ta patrie !* Es-tu juge ? Tiens la balance de la justice dans un équilibre inébranlable aux offres de la faveur.

« Es-tu magistrat ? Souviens-toi que tu commandes à des hommes, que tu dois commander selon les lois, que tu ne commanderas pas toujours.

« Es-tu père de famille ? Le cerveau encore tendre de ton fils est une toile neuve attendant le pinceau : graves-y les caractères de l'amour sacré de la patrie. Si tu es digne de t'entendre appeler du doux nom de père, tu peux tout sur l'esprit de tes enfants, et les vertus qu'ils n'auront pas seront des forfaits pour toi.

« Epouse et mère, façonne aux vertus républicaines l'âme neuve et docile de ta fille¹. Tes soins ne sauraient être infructueux : quel enfant ne retient pas les vertus d'une mère ?

« Citoyens de tous les âges et de tous les sexes, aimez la patrie, respectez les magistrats et les législateurs qu'elle vous a donnés.

« Les partisans de l'ancienne servitude ont senti que la liberté ne peut périr que sous les débris de la Montagne. De là le système de diffamation dirigé contre mes collègues ; ici, je ne m'abaisserai pas à les justifier : ce serait dégrader la vertu que de prouver qu'elle n'est pas le crime².

« Législateur, je devrais être juste comme la divinité, bien-faisant comme la nature, loyal et sincère comme la raison. »

Et Lakanal terminait par cette prosopopée que ne suffit pas à déparer un souvenir classique qui nous paraîtrait aujourd'hui malencontreux :

« O Raison, fille aînée du ciel, viens gouverner la terre ! Viens régner sur les Français à la place des tyrans qu'ils ont abattus, tyrans qui ne semblaient naître grands que pour se dispenser de l'être³. Viens venger les outrages que tu as reçus des prêtres et

1. « Façonner à la vertu son âme neuve et docile », dira encore Lakanal, dans son rapport sur les écoles primaires, du 7 brumaire an III (Guillaume, o. c., t. V, p. 183).

2. « Ne serait-ce pas obscurcir l'évidence que de prouver qu'elle est la vérité ? », disait Lakanal dans son *Discours sur l'éducation nationale*, de décembre 1792 (Guillaume, o. c., t. V, p. 654).

3. Lakanal parlait déjà des hommes « qui ne semblaient naître grands que pour se dispenser de l'être » dans son rapport sur les écoles militaires, du 18 juin 1793 (Guillaume, o. c., t. I, p. 447). Nous avons déjà rencontré l'*œil de Lycurgue* dans sa lettre à la Convention, du 15 pluviôse an II, p. 168. On trouvera le texte de cette proclamation aux *Arch. dép. Dordogne*, L 509, 9 prairial an II, et *Arch. nat.*, AF II 96, 709, même date.

des rois. Viens, je serai ton sectateur fidèle, dussé-je perdre un œil comme Lyncurge, en substituant tes lois éternelles aux caprices du despotisme, dussé-je périr victime de tes ennemis. Si la mort est l'effroi du crime, ellè n'est que le soir d'une belle journée pour l'homme vertueux ».

Préambule et arrêté furent transmis par Lakanal aux autorités constituées de la Dordogne. « Je vous envoie, leur écrivait-il, un arrêté que je crois efficace pour guérir dans les âmes simples de nos frères des campagnes la lèpre du fanatisme ». Les autorités en répandirent le texte par l'impression¹.

La triple création de Lakanal.

L'arrêté s'occupait d'abord des Commissions d'instruction sociale. Il en établissait une par chef-lieu de district, à savoir neuf Commissions, fixait à cinq le nombre de leurs membres, et déterminait leur mode d'élection, qu'il importe de connaître :

« *Article 3.* — Les Sociétés populaires séantes dans les chefs-lieux de district seront invitées à nommer huit commissaires qui, de concert avec les Comités révolutionnaires, désigneront au représentant du peuple les citoyens dignes par leurs lumières et leurs vertus civiques de remplir les importantes fonctions qui doivent être confiées à la Commission de l'instruction sociale ». Cette Commission était donc élue à la fois par les Sociétés populaires et les Comités révolutionnaires, mais au second degré par les premières, et au premier degré par les seconds.

A chacune de ces neuf Commissions une tâche double était imposée. En premier lieu, elles étaient chargées, chacune à leur tour, de la rédaction d'un journal populaire. Ce journal devait être spécialement consacré « 1° à faire connaître à nos frères des campagnes les lois populaires les plus propres à les attacher à la Révolution par le lien durable des bienfaits ; 2° à expliquer d'une manière élémentaire les lois usuelles les plus nécessaires aux citoyens pour remplir leurs devoirs envers la patrie ; 3° à

1. Notamment à Sarlat, à Périgueux (*Arch. nat.*, AF II 96, 710) et à Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 11).

donner une idée claire des procédés les plus simples et les plus économiques pour hâter les progrès de l'agriculture dans le département de la Dordogne ». Enfin, ce « journal d'instruction populaire » devait paraître une fois par décade et être communiqué au représentant du peuple avant d'être livré à l'impression.

La tâche des Commissions d'instruction sociale ne se bornait pas à la rédaction de ce journal. Elles devaient aussi concourir à la nomination d'« apôtres civiques ». Près de chaque Commission serait établi un « apostolat civique », composé d'un nombre de citoyens égal à celui des municipalités du district qui ne renfermaient pas de Sociétés populaires. Le nombre de ces apôtres civiques variait donc avec les besoins locaux.

Leur mode d'élection était fixé par l'article 8, ainsi conçu : « La liste des membres de l'apostolat civique sera dressée par le Comité révolutionnaire et la Commission de l'instruction sociale réunis ».

Les fonctions de ces « propagateurs des principes de la Révolution » étaient « 1° de répandre et d'expliquer à nos frères des campagnes le journal d'instruction populaire ; 2° de visiter la chaumière du pauvre, pour y apporter l'instruction et avec elle l'amour de la patrie ; 3° d'y recevoir avec un soin religieux les plaintes et les demandes de l'infortune et du malheur, pour les transmettre fidèlement au représentant du peuple ; 4° de découvrir et de dénoncer les ennemis de la Révolution qui, surveillés de trop près dans les habitations populeuses, s'enfoncent dans les campagnes solitaires, où ils trompent et égarent d'autant plus le peuple que la probité n'est ni soupçonneuse ni méfiante ».

Ces « instituteurs populaires », comme les qualifiait l'article 10, devaient présenter, tous les décadis, le résultat sommaire de leurs travaux civiques à la Commission d'instruction sociale dont ils relevaient, et celle-ci, à son tour, en transmettrait le précis succinct au représentant du peuple. L'arrêté se terminait par des exhortations à l'adresse des apôtres civiques :

« *Article 11.* Le représentant du peuple décernera aux apôtres de la liberté qui se seront distingués dans le cours de leur mission civique, les récompenses les plus dignes des hommes libres, les récompenses de l'opinion¹.

1. On ne souriait pas alors des « récompenses de l'opinion » aussi communément peut-être qu'aujourd'hui. L'assemblée primaire de Lagny (Seine-et-

« Article 12. Le représentant du peuple déclare que la mission touchante et sublime d'apôtre civique dans les campagnes est la plus belle qu'on puisse remplir sur la terre ».

Ainsi, cette triple création — journal populaire, Commissions d'instruction sociale, apostolat civique — s'explique par la volonté qu'avait Lakanal de propager parmi les citoyens, et surtout parmi ceux des campagnes, les principes républicains, démocratiques et laïques de la Révolution. Pour agir efficacement, il recourait à deux puissants instruments de propagande, la presse et la parole. Il créait des Commissions pour rédiger le journal, et des apôtres pour porter dans les campagnes l'évangile de la Révolution. Et cette double propagande se faisait sous le contrôle des Commissions d'instruction sociale, contrôlées à leur tour par le représentant du peuple.

Lakanal compléta cet important arrêté du 9 prairial an II (28 mai 1794) par un autre, pris à Bergerac un mois et demi plus tard, le 18 messidor an II (6 juillet 1794)¹. Cet arrêté est moins capital que le précédent et ne concerne que les apôtres civiques. Au reste, comme il importe d'observer l'ordre chronologique pour rendre compte de l'application progressive que reçut l'arrêté du 9 prairial an II (28 mai 1794), nous nous dispenserons, pour l'instant, d'examiner celui du 18 messidor ; nous le retrouverons bientôt, à sa date.

Précédents de ces créations.

Cette triple création de Lakanal n'était pas chose absolument nouvelle dans le département.

Et d'abord, l'idée même n'en était pas propre à Lakanal, notamment en ce qui concerne l'apostolat civique². Déjà Con-

Marne) proposait, en juillet 1793, de relever le nom des meilleurs instituteurs, pour leur faire « obtenir des représentants un bien-mérite de la patrie » (R. Baticle, *Le plébiscite sur la Constitution de 1793, dans la Révolution française*, avril 1910, p. 338).

1. Arch. dép. Dordogne, L 406, 18 messidor an II ; Arch. nat., AF II 96, 710, même date.

2. Quant au « journal d'instruction populaire », de nombreux particuliers avaient déjà publié à travers la France des écrits de ce genre, *Catéchisme de morale, Entretiens de Phocion avec ses frères des campagnes, Principes d'édu-*

dorcet, dans le fameux rapport qu'il présenta à l'Assemblée législative, les 20 et 21 avril 1792, s'exprimait ainsi : « Chaque dimanche, l'instituteur ouvrira une conférence publique, à laquelle assisteront les citoyens de tous les âges ; nous avons vu dans cette institution un moyen de donner aux jeunes gens celles des connaissances nécessaires qui n'ont pu faire partie de leur première éducation. On y développera les principes... de morale avec plus d'étendue, ainsi que cette partie des lois nationales dont l'ignorance empêcherait un citoyen de connaître ses droits et de les exercer¹ ». Cette idée devait être reprise par Lanthenas, Romme, etc., à la fin de décembre 1792². Le décret du 30 mai 1793 portait que les instituteurs feraient des lectures publiques hebdomadaires. Le projet du 26 juin 1794 prévoyait des lectures publiques faites, par les instituteurs sur la morale, l'ordre social, l'économie rurale, etc. C'était là une idée chère à Lakanal ; il la développait, le même jour, à la tribune de la Convention, en son *Discours préliminaire*, à peu près dans les mêmes termes qu'en son *Discours* de décembre 1792³.

D'autre part, dans la Dordogne, on avait déjà eu, çà et là, avant Lakanal, l'idée d'une propagande analogue. L'idée commençait même à passer dans la pratique. Ainsi, dans le courant de frimaire ou au commencement de nivôse an II, l'administration du district de Belvès écrivait à Roux-Fazillac, à propos des agitations religieuses qui s'étaient produites dans le district : « Le premier [moyen d'apaiser le peuple]... serait des instruc-

tion républicaine, Élans civiques, Catéchisme républicain, de La Chabeausière, Manuel des jeunes républicains, Décadaire, Évangile républicain, etc. Le Comité d'instruction publique, et, par suite, Lakanal, avait eu connaissance de la plupart de ces publications (Guillaume, *o. c.*, t. III, p. 43, 135, 166, 296, 306, 314, 374, 394, 411, 426, 486, 604 ; t. IV, p. 328, 373, 374, 424, etc.). Le journal créé par Lakanal ressemblait aussi, par certains traits, à un petit manuel d'agriculture. Dès frimaire an II, le ministère de l'intérieur faisait répandre un *Journal d'agriculture* (Gerbeaux et Schmidt, *Procès-verbaux du Comité d'agriculture*, t. III, p. 159) ; le 30 pluviôse an II, la Convention ordonnait de distribuer l'*Annuaire du cultivateur* aux représentants du peuple et aux corps administratifs, et de le réimprimer dans chaque chef-lieu de district (Guillaume, *o. c.*, t. III, p. xcvi, 36, 376, 477, 480).

1. Guillaume, *Procès-verbaux... Législative*, p. 191.

2. Guillaume, *Procès-verbaux... Convention*, t. I, p. 65, 68, 75, 209.

3. *Ibid.*, t. V, p. 661 et 664.

tions aux habitants des campagnes; mais les apôtres sont rares, et le poste... n'est pas sans dangers ¹ ».

Le 14 nivôse an II (3 janvier 1794), Roux-Fazillac écrivait de Périgueux au Comité de salut public: « Un instituteur habile nous a lu, décadi dernier, un discours très propre à éclairer le peuple; on l'imprime dans ce moment, et, décadi prochain, il sera lu dans tous les cantons du département; successivement on en lira d'autres ² ».

Le 18 nivôse an II (7 janvier 1794), il envoyait au même Comité un exemplaire de cette « instruction morale et civique », et il annonçait qu'elle serait lue dans toutes les communes du département³. Dans cette instruction imprimée, qui nous a été conservée, l'orateur s'élevait avec force contre le catholicisme, développait des principes de morale civique et laïque, et se proclamait « missionnaire de raison et de philanthropie ⁴ ».

Ne voit-on pas aussi la Société populaire de Montignac arrêter, le 30 nivôse an II (19 janvier 1794), qu'il sera fait, chaque décadi, des conférences fraternelles dans le but d'instruire le peuple, et, le 2 pluviôse an II (21 janvier 1794), que, les jours de décadi, des citoyens se transporteront dans les communes du district, « pour éclairer le peuple sur ses intérêts et ses devoirs ⁵ »?

Ne voit-on pas encore, le 12 germinal an II (1^{er} avril 1794), un membre de la Société populaire de Montignac qui « dénonce le commissaire chargé par le district d'aller prêcher le républicanisme dans les campagnes et fortifier le bon esprit qui y règne, comme n'ayant pas rempli sa mission? Ce commissaire, qui est juge au tribunal, s'excuse en alléguant les grandes occupations que lui donnent ses fonctions. La Société l'invite, malgré ses occupations, à remplir les vues du district et à sacri-

1. *Arch. nat.*, AF II 171, 1405, n° 43. Dès le commencement de frimaire an II, on voyait, sur certains points de la France, notamment dans les Ardennes, des Sociétés populaires prendre l'initiative de nommer des commissaires « pour parcourir, tous les jours de décade, les cantons du district, et porter à la tribune du fanatisme des paroles de paix, de raison et de vérité ». Cité par Wallon, *Les Représentants en mission...*, t. I, p. 41.

2. *Arch. nat.*, AF II 171, 1405, n° 41.

3. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 108. Il s'agit de l'instituteur Ch. Fouilhoux.

4. *Arch. nat.*, AF II 171, 1406, n° 20.

5. Le Roy, p. 37.

fier à l'instruction de ses frères le temps qu'il pourra prendre sur ses travaux judiciaires ¹ ».

Ainsi, ce « missionnaire de raison » haranguant le peuple le décadi, ce juge chargé de « prêcher le républicanisme dans les campagnes », et, d'autre part, cette instruction civique imprimée et répandue dans le département : c'étaient bien là les germes des cours d'adultes, comme nous dirions aujourd'hui, et du journal populaire institués par Lakanal. Mais ce n'étaient que des germes; rien ne régularisait ces efforts; aucune organisation n'en généralisait la portée et n'en assurait la durée. Aussi ces tentatives paraissent-elles avoir été éphémères. Elles tendent du moins à prouver que l'arrêté de Lakanal, loin d'imposer aux populations de la Dordogne un état de choses qui leur aurait déplu, se trouvait conforme à leurs vœux et à leurs premiers essais. En même temps, l'arrêté précisait jusque dans le détail le mécanisme et le rôle de ces institutions.

Les Commissions d'instruction sociale.

Quand et comment cet arrêté du 9 prairial an II (28 mai 1794) fut-il appliqué? Il semble qu'on ait apporté beaucoup d'empressement à son exécution dans les neuf districts de la Dordogne, à en juger du moins par ce qui se passa dans six de ces districts, ceux de Montignac, Excideuil, Périgueux, Sarlat, Belvès et Bergerac.

On a vu que la Société populaire de chaque chef-lieu de district devait procéder d'abord à la nomination de huit commissaires. Ceux-ci, de concert avec le Comité révolutionnaire, devaient nommer les cinq membres de la Commission d'instruction sociale. Celle-ci, à son tour, conjointement avec le Comité, élirait les apôtres civiques.

On peut se rendre compte avec précision de l'application que reçut dans le district de Montignac l'arrêté du 9 prairial. Cet arrêté parvint dès le 10 prairial an II (29 mai 1794) à la Société populaire de Montignac; ce jour même, il fut lu en séance ².

1. Le Roy, p. 108.

2. *Ibid.*, p. 155.

Le lendemain, 11 prairial, la Société procédait à la nomination des huit commissaires, dont le procès-verbal donne les noms ; parmi eux étaient un maire et un juge de paix ¹. Le 12 prairial an II (31 mai 1794), la Société populaire annonçait au Comité révolutionnaire de la même ville qu'elle avait choisi les huit commissaires, et elle invitait le Comité à se concerter avec eux, « pour remplir l'importante mission qui vous est confiée... et concourir aux grands avantages qui en doivent résulter ² ». Le 14 prairial an II (2 juin 1794), les membres du Comité révolutionnaire se réunissaient aux huit commissaires, et procédaient avec eux à l'élection des cinq membres de la Commission d'instruction sociale ³. La liste des nouveaux élus était transmise à Lakanal, qui, le 21 prairial an II (9 juin 1794), confirmait ce choix, en même temps qu'il faisait inviter la Commission à « s'organiser et à mettre la plus grande célérité ⁴ » dans l'exécution de son arrêté. Le 25 prairial an II (13 juin 1794), la Société populaire recevait du Comité révolutionnaire de Montignac une lettre mentionnant cette approbation, et invitant ceux des membres de la Société qui faisaient partie de la Commission à se réunir, dès le lendemain, dans la salle du Comité, pour agir, de concert avec lui, selon les vues du représentant ⁵.

Le Comité et la Commission réunis dressèrent la liste des apôtres civiques. Combien de temps fut consacré à cette opération ? Nous n'en savons rien. En tout cas, on voit, le 16 messidor an II (4 juillet 1794), le Comité révolutionnaire de Montignac adresser aux apôtres civiques du district une proclamation enthousiaste et, par endroits, éloquente (« Qu'elles sont sublimes, les fonctions que vous allez remplir !... »). La proclamation était suivie des noms de 50 apôtres civiques et des 50 communes où ils devaient se rendre chaque décadi ; une liste de 14 suppléants faisait suite à la précédente ⁶. Les apôtres civiques n'avaient plus qu'à se mettre à l'œuvre ⁷.

1. Le Roy, p. 156.

2. Arch. dép. Dordogne, L 587, à la date indiquée.

3. Ibid., L 585, à la date indiquée.

4. Ibid., L 588, à la date indiquée.

5. Le Roy, p. 169.

6. Arch. dép. Dordogne, L 585, à la date indiquée.

7. Ce ne sont pas seulement les apôtres civiques, mais les membres eux-mêmes de la Commission d'instruction sociale de Montignac qui vont

Quant aux districts autres que celui de Montignac, les documents, moins nombreux, ne nous permettent pas de nous faire une idée aussi complète du mécanisme de ces opérations. Au surplus, il apparaît bien que les choses se passèrent ailleurs à peu près comme à Montignac.

A Excideuil, le 11 prairial an II (30 mai 1794), le Comité révolutionnaire, au reçu de l'arrêté de Lakanal, se déclare « pénétré des principes justes et salutaires contenus dans le susdit arrêté », et décide d'en donner connaissance à la Société populaire, pour nommer, conjointement avec les commissaires de la Société, « des citoyens dignes par leurs lumières et leurs vertus civiques de remplir les importantes fonctions qui doivent leur être confiées ¹ ». Le 26 prairial an II (14 juin 1794), le Comité, de concert avec ces huit commissaires, « pénétré des dispositions sages et bienfaisantes de Lakanal », élit les cinq membres de la Commission ² et faisait passer au représentant l'extrait du procès-verbal constatant leur nomination. Il ajoutait : « Si nous avons tardé à remplir tes vœux, le désir que nous avons de te présenter des sujets dignes et capables de remplir ces fonctions honorables a été cause de ce retard... Nous ne négligerons rien de ce qui sera nécessaire pour que ton arrêté salutaire produise tout le bien que nous avons lieu d'en attendre ³ ».

Dans la première décade de messidor an II, le Comité révolutionnaire d'Excideuil envoyait aux membres de la Commission une lettre les invitant à se réunir à lui, pour nommer les apôtres civiques ³. Le 12 messidor an II (30 juin 1794), ces cinq membres, sauf un, « retenu par ses infirmités », dressaient, à la pluralité des voix, conjointement avec ceux du Comité, une liste de 62 apôtres civiques pour 62 communes du district. On décidait que ces nouveaux élus seraient prévenus de leur nomi-

entreprendre l'œuvre de propagande préconisée par Lakanal. Ainsi, il sera fait mention d'un discours « prononcé par J.-B. Videau, membre du Comité d'instruction sociale du district de Montignac, le 26 messidor, jour anniversaire du 14 juillet,... discours... capable d'alimenter dans les cœurs le doux amour de la Liberté ». Cité par V. Grand, *Les Annales du Terrassonnais*, p. 203.

1. Arch. dép. Dordogne, L 506, à la date indiquée.

2. Ibid., L 506 et 422, à la date indiquée.

3. Ibid., L 422, à la date indiquée.

nation et de leurs devoirs par l'envoi qu'on leur ferait d'exemplaires imprimés, dont le texte, rédigé par le citoyen Rey, fut approuvé dans la séance du 14 messidor an II (2 juillet 1794)¹. Le même jour, le Comité envoyait à Lakanal la liste de ces apôtres civiques¹.

Dans le texte adressé à chaque apôtre on lisait : « C'est à vous, propagateurs des principes démocratiques, de prendre en ce jour sa défense [de la France]. C'est sur vous qu'elle a fondé en ce moment ses espérances. Élevés par la confiance de vos concitoyens aux sublimes fonctions d'apôtres de la liberté, vous ferez germer le républicanisme en expliquant à vos frères des campagnes le journal d'instruction populaire. C'est surtout sur la chaumière du pauvre que vos regards doivent se porter... » Chacun de ces imprimés contenait, en post-scriptum : « Le Comité révolutionnaire d'Excideuil, conjointement avec les membres qui doivent composer la Commission de l'instruction sociale..., t'a nommé apôtre de la liberté pour la commune de... Tu es tenu de t'y transporter chaque décade et y remplir les fonctions prescrites par l'instruction ci-dessus² ».

La même marche fut suivie à Périgueux. Le 23 prairial an II (11 juin 1794), le Comité révolutionnaire de Périgueux recevait de Lakanal une lettre approuvant la nomination des membres de la Commission d'instruction sociale³. Le 5 messidor an II (23 juin 1794), cette Commission et le Comité tenaient leur première réunion en vue de la nomination d'apôtres civiques, dont la liste était définitivement dressée le 8 messidor an II (26 juin 1794) : 56 apôtres pour 56 communes³.

Nous n'avons pas trouvé de détails sur ce qui se passa à Sarlat; mais nous avons la certitude qu'une Commission d'instruction sociale y fut au moins créée. C'est ce que nous apprend le titre même du *Journal d'instruction populaire rédigé par la Commission d'instruction sociale établie à Sarlat par le représentant Lakanal*⁴.

Aux Comités révolutionnaires de Belvès et de Bergerac Lakanal adressait, le 21 prairial an II (9 juin 1794), une lettre

1. Arch. dép. Dordogne, L 506, à la date indiquée.

2. Ibid., L 422, séance du 17 messidor an II.

3. Ibid., L 764, à la date indiquée.

4. Bibl. nat., Lc¹⁴/930 bis.

approuvant la nomination des membres de la Commission d'instruction sociale, et chargeant cette Commission de « mettre la plus grande activité dans l'exécution de l'arrêté dont il s'agit ¹ ». Des apôtres civiques furent vraisemblablement nommés dans chacun de ces deux districts, et en tout cas à Bergerac. C'est ce que prouve l'*Inventaire des papiers du Comité révolutionnaire de Bergerac*, dont le n° 38 contient la mention de « pièces relatives à l'apostolat civique établi par arrêté du représentant... Lakanal, et correspondance des apôtres civiques avec le Comité révolutionnaire. ² ».

Donc, une Commission d'instruction sociale dans chaque district et un apôtre civique dans chaque commune ³ : voilà, sans compter le journal d'instruction populaire, les éléments d'action que Lakanal avait répartis dans le département, organisant ainsi à travers toute la Dordogne un vaste réseau de propagande laïque, républicaine et démocratique. Tels étaient les ouvriers. Voyons-les à l'œuvre.

Les apôtres civiques.

Le rôle des apôtres civiques, quelque intéressant qu'il ait dû être, nous est assez mal connu, et cela s'explique. Leur action s'exerçant surtout dans les campagnes et étant limitée à une commune, il est très probable que ce sont les archives des communes rurales — celles qui sont le moins bien entretenues et qu'il nous a été le plus difficile de consulter — qui contiennent l'essentiel sur cette question. De plus, il semble que la correspondance des apôtres civiques avec les Comités révolutionnaires n'ait été d'ordinaire ni conservée ni transcrite ni même analysée. C'est par exception que, dans un inventaire des papiers du Comité révolutionnaire de Bergerac, nous trouvons la mention de « pièces relatives à l'apostolat civique... et

1. Arch. nat., AF II 96, 709, à la date indiquée.

2. Arch. dép. Dordogne, L 405, n° 38.

3. Ou, plus exactement, dans celles des communes qui ne renfermaient pas de Sociétés populaires (arrêté du 9 prairial an II). Comme les districts d'Excideuil, Périgueux et Montignac fournirent respectivement 62, 56 et 50 apôtres, et qu'ils comptaient 75, 70 et 55 communes (voir plus haut, p. 62), on peut admettre qu'il s'y trouvait 13, 14 et 5 Sociétés populaires.

correspondance des apôtres¹... » On peut cependant donner un aperçu du rôle qu'ils ont joué.

Il y a lieu de croire qu'aux premiers jours de messidor an II, l'apostolat civique ne fonctionnait pas encore dans tout le département. On voit, en effet, par exemple, qu'un membre de la Société populaire de Cyprien-sur-Dordogne (Saint-Cyprien) demande, le 2 messidor an II (20 juin 1794), à la Société de nommer « des commissaires qui, les jours de décadi, aillent dans les communes du canton, propager les principes de la Révolution et expliquer les décrets aux habitants des campagnes² ». Sa demande fut accueillie, et un arrêté, publié à cet égard. On peut voir là une sorte de création d'initiative privée, parallèle à celle de Lakanal.

Il semble d'ailleurs que cet arrêté resta lettre morte. Un mois après environ, le 7 thermidor an II (25 juillet 1794), un membre de la même Société disait : « Il paraît, par la lecture que vient de nous faire un des secrétaires, que la Société avait pris un arrêté portant qu'il avait été nommé des commissaires prêcheurs pour aller dans tous les villages de notre commune³, instruire nos frères, mais... il faut que l'assemblée rapporte cet arrêté, vu qu'il existe un arrêté de Lakanal qui porte que les frères prêcheurs seront pris parmi les membres qui composent le district⁴ ».

Il ne s'agissait donc que d'une tentative avortée, analogue à celle que Roux-Fazillac mentionnait, mais qui dénotait toujours un état d'esprit favorable à l'entreprise du conventionnel.

La première en date des manifestations d'apostolat civique que nous ayons trouvées, remonte au 10 messidor an II (28 juin 1794). Le registre des délibérations de la Société populaire de La Feuillade, séance du 10 messidor an II, nous renseigne à ce sujet⁵ : « Le citoyen Labonne,... apôtre de la

1. Arch. dép. Dordogne, L 405, n° 38.

2. Ibid., L 936, à la date indiquée.

3. Remarquons qu'il s'agissait plus haut du canton et non de la commune de Cyprien-sur-Dordogne.

4. Je n'ai trouvé aucun arrêté de Lakanal portant cette condition. Il est probable que l'orateur — ou le rédacteur du procès-verbal — fait erreur.

5. Arch. mun. La Feuillade, Reg. Société populaire, à cette date. La Feuillade faisait alors partie du district de Montignac (R. Villepelet, o. c., p. 59).

liberté de cette commune, nommé par les membres du Comité révolutionnaire de Montignac et de la Commission d'instruction sociale, en vertu de l'arrêté du représentant Lakanal, étant monté sur la chaire de raison et ayant pris la parole,... a invité... [un tel] à ne plus travailler le jour de décadi et à ne plus fêter le ci-devant dimanche. Le citoyen Labonne, ayant discoursé quelque temps sur l'abominable fanatisme, a prononcé un discours qui sera transcrit¹ ». Ce discours fut, en effet, transcrit. Nous en détachons quelques phrases caractéristiques : « Cette chaire, dit-il, profanée depuis tant de siècles par l'erreur et le mensonge, cette chaire où des hypocrites impudents venaient nous débiter des maximes d'une religion dont eux-mêmes étaient les bourreaux au lieu d'en être les ministres, cette chaire sera désormais l'écho de la vérité et de la raison. Nous venons prêcher au milieu de vous l'amour de vos devoirs, haine à tous tyrans, haine à tous despotes, paix, concorde et amitié à tous nos frères ». Après un exposé des principales vertus démocratiques, l'orateur passait à l'éloge de la Constitution de 1793 et de la Montagne. « De l'esclavage à la liberté, ajoutait-il, il n'y a qu'un pas. Ce pas est franchi, et des républicains ne reprendront pas leurs fers, après les avoir si glorieusement brisés¹ ».

C'est un langage analogue que tenaient sans doute, à Bergerac, des apôtres civiques, à en juger par l'inventaire des papiers de la Société populaire de cette ville, qui mentionne un « travail des membres d'une Commission d'instruction sociale, pour le choix des orateurs qui doivent parler à tour de rôle au temple de la Raison² ».

La tâche des apôtres civiques ne se bornait pas à propager par la parole les principes de la Révolution. Ils devaient aussi visiter les chaumières et y recevoir les demandes des malheureux. Nous ne savons pas comment ils accomplirent cette partie de leur mission. Il est, d'ailleurs, assez naturel que ces visites à domicile, ces actes exclusivement individuels, ces encouragements, ces secours discrets apportés dans les maisons n'aient laissé aucune trace.

1. Arch. mun. *La Feuillade*, Reg. Société populaire, à cette date.

2. Arch. mun. *Bergerac*, I 2.

Les apôtres devaient aussi « découvrir et dénoncer les ennemis de la Révolution ». C'est ainsi que, dans une lettre adressée, le 21 messidor an II (9 juillet 1794), au Comité révolutionnaire de Montignac, Delbos, maire et apôtre civique de Jayac, annonçait qu'au cours de sa tournée d'apôtre, on lui avait dénoncé un jeune « muscadin » qui, requis pour la première levée, s'était évadé. Il invitait le Comité à le faire rechercher sur-le-champ : « Une négligence de votre part... serait un crime ». Il transmettait au même Comité quelques autres dénonciations et, à propos d'une calomnie lancée contre lui-même, il mettait le Comité en demeure de s'enquérir du calomniateur. « Si vous êtes nonchalants à rechercher l'auteur de cette perfidie, je vous dénonce tous¹ ». On voit, par là, avec quel zèle et quelle énergie les apôtres civiques exerçaient parfois leurs fonctions.

Mention est faite d'un autre apôtre civique du district de Montignac dans les registres municipaux de La Bachellerie, à la date du 26 messidor an II (14 juillet 1794)².

Les travaux d'un autre apôtre civique, Dalbavie, nous sont connus par l'analyse qu'il en adressa, de Plazac, le 25 messidor an II (13 juillet 1794), au Comité révolutionnaire de Montignac. Il commençait pas se réjouir de la tâche qui lui était assignée, puis il donnait un bref compte rendu de sa mission et terminait par quelques réflexions philosophiques. Mais pourquoi ne pas citer des extraits de sa lettre, puisqu'aussi bien les documents sont très rares à ce sujet ?

« Quand la loi qui m'investit de cette intéressante fonction, écrivait-il, ne m'en ferait pas un devoir, la satisfaction que j'ai eue de voir tous les bons villageois se prêter à l'instruction et correspondre en tout aux vœux du Comité et des représentants, cette douce satisfaction... m'en imposerait l'obligation sacrée... La première fois que je me rendis à Saint-Cernin pour leur prêcher la morale républicaine, je ne trouvai qu'un petit nombre de citoyens dans le temple de l'Être suprême. Je les fis inviter fraternellement à se rendre en plus grand nombre possible. Je leur fis entendre le langage de la liberté et de la raison, et tous les bons citoyens me témoignèrent par leurs

1. Arch. dép. Dordogne, L 587, à la date indiquée.

2. V. Grand, *Annales du Terrassonnais*, p. 203.

applaudissements et leurs acclamations combien ils aimaient la patrie et la liberté. Nous jurâmes tous ensemble que la superstition et la mauvaise foi ne viendraient plus troubler nos fêtes républicaines, et que nous abjurions pour jamais le culte sacerdotal... Ce spectacle consolant me confirma dans ce sentiment que les habitants des campagnes, toujours près de la nature, sont les amis ardents de la vérité, qu'ils embrassent avec enthousiasme dès qu'on sait la leur faire sentir... Tous les âges et tous les sexes se sont réunis au temple de la Raison, et nous avons fait retentir les airs des hymnes patriotiques ¹... ».

En post-scriptum, il se plaignait de n'avoir encore reçu aucune des instructions qui lui avaient été promises, et déclarait attendre avec la plus vive impatience le *Journal populaire*, « qui nous devient d'une nécessité indispensable, pour y puiser les instructions que mes faibles lumières [ne] peuvent me fournir¹ ».

C'est pour donner satisfaction à ces *desiderata*, peut-être aussi pour réprimer les excès de langage qu'avaient commis des apôtres civiques peu rompus à l'exercice de la parole, ou pour empêcher les compromissions dont quelques-uns avaient pu être accusés, peut-être enfin pour vaincre l'inertie de certains d'entre eux, que Lakanal, par un arrêté du 18 messidor an II (6 juillet 1794), précisa, en la restreignant, la tâche des apôtres civiques, et leur en imposa l'accomplissement en termes exprès.

L'arrêté n'est pas long ; citons-le, ne serait-ce que pour voir si les accusations qui seront portées contre Lakanal à ce propos sont véritablement bien fondées :

« ART. 1^{er}. — Chaque apôtre civique recevra six exemplaires du *Journal populaire* et un exemplaire de l'arrêté du représentant du peuple qui l'établit.

« ART. 2. — Dans aucun cas, les apôtres ne pourront parler au peuple assemblé. Leur mission est privée et solitaire ; comme la nature, ils travaillent dans le silence².

1. Arch. dép. Dordogne, L 587, à la date indiquée.

2. Lakanal ajoutait, en note : « Voici une observation consolante autant qu'elle est vraie. Chassez d'une commune deux ou trois ennemis de la Révolution, qui corrompent le peuple. Implantez dans les cœurs de deux ou trois bons et vigoureux sans-culottes les principes des vertus républicaines, et la révolution est faite dans cette commune-là ». « Comme la nature, ils travaillent dans le silence » rappelle une des phrases intercalées par Lakanal dans le rapport de Baudin, qu'il lut à la Convention, le

« ART. 3. — Sous aucun prétexte, les missionnaires patriotes ne pourront entrer dans la maison du riche.... ».

« ART. 4. — Plus la mission des apôtres de la liberté est grande et sublime, plus est rigide la surveillance de la Commission d'instruction et du Comité révolutionnaire.

« ART. 5. — L'apôtre qui aurait prévariqué dans l'exercice de ses fonctions sera réputé ennemi des peuples et enfermé dans la maison de réclusion, pour être exporté à la paix.

« ART. 6. — L'apôtre qui refuserait ou négligerait de remplir les nouveaux devoirs que lui impose la patrie serait dénoncé par le représentant du peuple..., comme indifférent sur le sort de la Révolution. Les républicains ne s'appartiennent pas : ils sont tout à leur pays ¹ ».

Cet arrêté du 18 messidor an II (6 juillet 1794) fut imprimé et répandu dans le département ¹. Conformément à cet arrêté, le Comité révolutionnaire d'Excideuil décidait, le 26 messidor an II (14 juillet 1794), que six exemplaires du *Journal d'instruction populaire* seraient incessamment envoyés à chaque apôtre du district ².

Le 15 thermidor an II (2 août 1794), le Comité révolutionnaire de Bergerac, réuni à la Commission d'instruction sociale de cette ville, délivrait aux apôtres civiques du district de Bergerac copie des arrêtés de Lakanal relatifs à leur mission, ainsi que des exemplaires du *Journal d'instruction populaire* imprimé à Sarlat. Le citoyen Lalanne, l'un des membres de cette Commission d'instruction sociale, adressait aux apôtres civiques un énergique discours, « où il leur trace l'étendue de leurs devoirs et leur prouve que le zèle et l'activité joints aux talents du cœur sont préférables à ceux de l'esprit » ; et il les exhortait à « dénoncer tous les malveillants qu'ils découvriront dans leurs visites civiques ³ ».

Ce second arrêté de Lakanal et de pareilles exhortations

19 juillet 1793, sur la propriété littéraire et artistique (« le génie a-t-il ordonné, dans le silence, un ouvrage... »). Voir Guillaume, o. c., t. I, p. 349 ; t. II, p. 82.

1. Arch. dép. Dordogne, L 406, 422, 509, 588, à la date indiquée. Arch. nat., AF II 96, 710, à la date indiquée.

2. Arch. dép. Dordogne, L 422 et 506, à la date indiquée.

3. Ibid., L 403, à la date indiquée.

excitèrent vraisemblablement l'ardeur des apôtres civiques. Ils en vinrent à un degré de zèle qui put paraître excessif aux mieux intentionnés et, à plus forte raison, au représentant Romme, qui semble n'avoir pas été alors en bons termes avec Lakanal. Toujours est-il que Romme écrivait d'Excideuil, le 2 fructidor an II (19 août 1794), une lettre qui parvint au Comité de salut public sept jours après ; nous n'en possédons malheureusement que l'analyse :

« Romme appelle l'attention du Comité sur quelques arrêtés du représentant Lakanal, qu'il joint. Demande qu'ils soient annulés par la Convention. Leur principal but tend à envoyer dans les campagnes et dans les maisons des villes, excepté celles des riches, des apôtres de la liberté, pour répandre la lumière et obliger le maire et [l']agent national de Périgueux à lui donner des renseignements sur l'intérieur des ménages des habitants. Démonstre les énormes dangers de semblables mesures et les maux qu'elles ont déjà causés ¹... »

Les deux griefs de Romme contre l'apostolat civique — tels du moins qu'ils nous apparaissent à travers cette analyse — sont véritablement bien faibles. En ne visitant pas les riches, les apôtres pouvaient consacrer plus de temps aux malheureux, et ils étaient préservés de toute compromission avec des gens dont les intérêts ne s'alliaient guère à ceux de la Révolution. Quant à cette espèce d'inquisition dont s'effarouchaient les scrupules de Romme, on sait que Lakanal, comme beaucoup de ses collègues, et surtout en des circonstances révolutionnaires, n'établissait pas entre ce que nous appelons la légalité et la moralité cette distinction radicale qui interdit tout contrôle du pouvoir sur la morale individuelle. Au reste, Lakanal ne saurait être jugé responsable des maladresses de certains apôtres.

Il ne faudrait pas croire que les doléances de Romme aient pu provoquer le retour de Lakanal à Paris. La lettre de Romme ne parvenait au Comité que le 9 fructidor an II (26 août 1794) ; or, dès le 21 thermidor an II (8 août 1794) ², Lakanal avait spontanément repris son siège à la Convention. Pellissier le remplaçait bientôt à Bergerac, d'où il écrivait au Comité, le

1. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 217.

2. Voir notre *Historique... de la mission de Lakanal*, p. 75.

26 fructidor an II (12 septembre 1794), pour se féliciter de l'état de l'esprit public, ajoutant : « Les patriotes sont là ; ils surveillent les atroces complots¹ ». Peut-être ces lignes traduisent-elles à quelque degré l'heureuse influence de l'apostolat civique dans la Dordogne².

Le Journal d'instruction populaire.

Nous sommes à la fois mieux et moins bien renseignés sur l'autre agent de propagande civique annoncé par l'arrêté de Lakanal du 16 pluviôse an II (4 février 1794), et définitivement créé par celui du 9 prairial an II (28 mai 1794). Mieux renseignés, car, tandis que nous ne pouvons reconstituer la suite complète d'aucun apostolat civique, de sa naissance à sa disparition, nous avons trouvé un exemplaire absolument intact d'un journal d'instruction populaire, dont, à notre connaissance, aucun biographe de Lakanal n'avait parlé jusqu'ici. Moins bien renseignés, car nous en sommes réduits³ au seul *Journal d'instruction populaire rédigé par la Commission d'instruction sociale établie à Sarlat par... Lakanal*⁴.

Le *Journal d'instruction populaire* devait être successivement rédigé par chacune des Commissions d'instruction sociale. Cette publication tenait à la fois du journal proprement dit, du précis de droit usuel et de l'almanach de l'agriculteur.

Le *Journal* devait être publié une fois par décade et communiqué au représentant du peuple avant d'être livré à l'impression ; les apôtres civiques le répandraient et l'expliqueraient au peuple. L'action de ce journal corroborait celle des apôtres. L'un d'eux déclarait l'attendre avec « la plus vive impatience⁵ »,

1. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 655. Il y eut, à Saint-Pierre-de-Côle, des protestations de paysannes contre un apôtre civique (voir la lecture faite par M. Durieux au *Congrès des Sociétés savantes*, dans le *Journal officiel* du 9 avril 1909, p. 383a).

2. Le Comité de salut public n'envoya-t-il pas dans le Pas-de-Calais deux instituteurs chargés d'« éclairer les habitants sur les avantages de la Révolution et sur les manœuvres de nos ennemis de l'intérieur » (Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 488) ?

3. Voir quelques détails accessoires aux *Arch. dép. Dordogne*, L 672, n° 301.

4. C'est un in-8° de 14 pages, s. l. n. d. (*Bibl. nat.*, Lc⁴¹/930 bis).

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 587.

pour suppléer, par sa lecture, à l'insuffisance de ses lumières.

Nous avons dit que, par son arrêté du 18 messidor an II (6 juillet 1794), Lakanal ordonnait (article 1^{er}) que chaque apôtre civique reçût six exemplaires du *Journal d'instruction populaire*. C'est à la réception de cet arrêté que, le 26 messidor an II (14 juillet 1794), le Comité révolutionnaire d'Excideuil décida « que les exemplaires portés en l'article 1^{er} seront incessamment envoyés à chaque apôtre¹ », — ce qui, soit dit en passant, laisserait entendre qu'à Excideuil avait pu être rédigé, comme à Sarlat, un journal d'instruction populaire².

Il est vrai que Lakanal envoyait des journaux aux Commissions d'instruction sociale qui n'en avaient pas sous la main. Voici, en effet, ce que rapporte le procès-verbal de la séance du 26 messidor an II (14 juillet 1794), du Comité révolutionnaire de Périgueux : « A cet arrêté [celui du 18 messidor an II] sont joints deux paquets du *Journal d'instruction populaire* rédigé par la Commission d'instruction sociale de Sarlat, lesquels deux paquets sont remis de suite aux membres de la Commission de Périgueux, pour être distribués conformément à l'arrêté susdit, et pour que chaque apôtre civique soit en état de connaître ses fonctions³ ».

Quel était le contenu du journal ? Le seul exemplaire qui nous reste de cette intéressante tentative vaut la peine d'être connu avec détail⁴. L'opuscule de 14 pages rédigé par la Commission d'instruction de Sarlat porte, en épigraphe, ces trois lignes :

Fi du bel esprit.

A bas la critique de collègue.

A l'ordre du jour l'instruction claire et utile.

1. Arch. dép. Dordogne, L 506, à la date indiquée.

2. A Bergerac, le 11 prairial an II, le Comité révolutionnaire, de concert avec les huit membres nommés par la Société populaire, chargeait cinq citoyens de rédiger un Journal d'instruction populaire (*Ibid.*, L 403, à cette date). Mais cette rédaction n'eut sans doute pas lieu.

3. *Ibid.*, L 764, à la date indiquée.

4. C'est aussi pour faire connaître « un spécimen intéressant de l'exposé populaire des idées philosophiques à la diffusion desquelles travaillaient de leur mieux la plupart des représentants en mission », que M. Guillaume a reproduit le dialogue entre un maître d'école et un curé, que publia, en l'an II, le journal *le Décadair*, établi dans les départements du Rhin par le représentant Foussedoire (Guillaume o. c., t. IV, p. 328 et suiv.). Il y est parlé du tutoiement, de l'Être suprême, des « jongleries sacerdotales », etc.

Une gravure représente une charrue traînée par un attelage que conduit un paysan, avec un soleil levant dans le fond. Un court avant-propos rappelle l'objet du journal.

Puis vient un « entretien civique » assez long, intitulé *Dialogue entre un philosophe et un laboureur*, et signé des initiales S. R. Ce dialogue est écrit avec quelque verve et dans une forme très accessible à des lecteurs peu instruits. En voici le début :

« *Le Laboureur*. — Monsieur le citoyen, je... (*sic*).

« *Le Philosophe*. — Oh, mon ami, point de Monsieur ! Le titre de citoyen est trop beau pour s'allier à tout autre quelconque. Je le vois, la Révolution n'a pas entièrement détruit les usages serviles.

« Vous autres, habitants des campagnes, vous conservez encore une partie des sentiments que les riches vous avaient inspirés ; le titre de Monsieur flattait leur orgueil : ils le recevaient et ne le donnaient pas à l'homme utile dont le travail les nourrissait. Mon ami, nous sommes patriotes, nous sommes frères, conséquemment égaux. Je t'appelle citoyen ; si tu me crois digne de l'être, de grâce, que je n'entende plus le mot insignifiant et puéril de Monsieur !

« *Le Laboureur*. — Mon intention n'a pas été de vous déplaire ; si j'ai dit Monsieur, l'habitude en est la cause, et, vous savez, l'habitude est une seconde nature.

« Tenez, notre femme est bien patriote ; elle aime la République aussi chaudement que moi ; cependant, l'habitude fait qu'elle regrette un tant soit peu les vêpres, la messe, le dimanche et même la confession. »

Le laboureur allait faire profession de foi d'athéisme quand le philosophe l'interrompt, le blâme de se laisser aller, sur les dires du premier venu, à la négation de l'Être Suprême, et cherche à lui démontrer que la moralité est inséparable de la croyance en Dieu. Il n'est pas long à convaincre le laboureur.

« *Le Laboureur*. — Il faut que je vous le dise : votre conversation me plaît, ... tandis que celle de l'athée mettait toujours un peu de noir dans mon âme. Oh oui ! je ne doute plus. Je crois à cet Être créateur dont vous avez parlé. Mais, pour les prêtres, je ne veux plus les voir ; leur engeance est trop maudite.

« *Le Philosophe*. — Mon ami, quand je prêche l'existence d'un dieu, je suis bien éloigné de vouloir rétablir l'empire de

la superstition. Comme toi, je déteste les prêtres ; en général, ils avaient peu de mœurs, peu de probité ; leur principale étude était de diviser les familles et d'assouvir leurs passions effrénées ; ils nous peignaient l'Être Suprême sous leurs propres traits.

« Selon eux, il aimait la vengeance ; et c'est en son nom qu'ils ont fait couler des flots de sang humain. Dans tous les temps, ces monstres ont fomenté les discordes civiles... Ils ont guidé la main d'un Charles IX tirant de sa croisée sur un peuple sans armes, et c'est par ce moyen effroyable que l'Église et le trône cimentaient leur puissance. »

Le philosophe annonce ensuite au laboureur qu'on vient de trouver, dans les archives de la cathédrale de Condom, le texte d'un traité passé jadis entre le clergé et le peuple de ce diocèse, en vertu duquel le clergé prélevait une forte part sur les récoltes des habitants, mais promettait, pour les indemniser, de « faire sortir chaque année du Purgatoire 250 âmes de leurs parents et amis, et de les conduire tout droit au ciel. »

Au reste, si ces « imposteurs impudents » avaient eu tant d'influence dans le ciel, « crois-tu... qu'ils nous eussent laissé donner une aussi belle récolte, pour nous récompenser de ce que nous ne voulons plus d'eux ? Crois-tu qu'ils eussent permis à nos braves volontaires de remporter tant de victoires au nom de la République ? Non, non ; tu sais que les prêtres n'étaient pas dans l'usage de faire le bien pour le mal... »

Le philosophe conclut ainsi : « Oui, toute haine contre ces mystiques charlatans est bien fondée. L'Auteur de la nature ne reçoit que l'encens de l'homme juste. C'est dans son cœur qu'il a placé son autel. Servons la patrie sans aucun intérêt que celui de sa gloire. Aimons, secourons nos frères dans le besoin. Soyons toujours francs, bons époux, bons frères ; respectons la vieillesse et le malheur. Voilà la bonne religion, la seule vraie, la seule propre à faire le bonheur de tous. »

Et le laboureur, enthousiasmé, s'écrie : « Ah ! Fançonnette ma femme, que n'es-tu là ! Je veux vous l'amener un jour, cette bonne personne ; elle a la langue bien pendue, mais vous rabaisseriez son caquet. Oh ça, je compte sur vous, au moins ? Vous m'avez remis dans la bonne voie ; vous y mettrez aussi Fançonnette... »

Tel est ce dialogue de propagande républicaine et rationaliste. Il est accompagné de notes qui expliquent très simplement les mots et les faits peu connus ou inconnus des paysans, comme philosophe, dogme, archiyes, Charles IX.

Ce dialogue est suivi d'un article sur *les bienfaits de la Révolution envers les citoyens peu fortunés*, « la classe la plus intéressante de la société, ... qui féconde tout, qui fait tout et qui pourtant manquait de tout ¹. » Justice, instruction publique, contributions, droits civiques, voilà les principaux objets de cet article.

Quelques renseignements sur *la situation brillante des armées de la République* ; une recette sur le moyen de *préserver les blés des charançons* ; et le journal se termine par un *hymne à l'amitié*, en neuf couplets à chanter *sur l'air des Marseillais*, qui célèbrent l'extinction des procès opérée par un bienfaisant arrêté de Lakanal. Nous en avons déjà reproduit quelques strophes ².

Bornons-nous ici à en citer une autre :

... Douce Union, ton influence
Soutient la force et la valeur.
C'est de toi que vient la puissance ;
C'est de toi que vient le bonheur.
Le moindre souffle enlève et chasse
Un sable léger et mouvant ;
Les flots assiègent vainement
Un rocher qui résiste en masse...

La dernière strophe était à l'éloge de Lakanal. Une note nous apprend qu'il l'effaça de sa main et que c'est à son insu qu'elle fut rétablie. On a ainsi une preuve et de la modestie de Lakanal et de l'attachement sincère qu'on lui vouait. On voit aussi, par là, que Lakanal, non content de prendre des arrêtés, en contrôlait l'exécution avec soin ; il avait relu les épreuves de ce journal — s'il n'avait pas contribué à leur rédaction —, et l'on peut admettre que les idées qui y sont préconisées doivent être considérées comme les idées mêmes du représentant.

Par cette triple création, Commissions d'instruction sociale,

1. Ces expressions font songer au titre du fameux opuscule de Sieyès, *Qu'est-ce que le Tiers-État ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demande-t-il ? Devenir quelque chose.*

2. Voir p. 210.

apostolat civique, journal d'instruction populaire, Lakanal prolongeait l'influence de l'école, faisait pénétrer dans la masse des citoyens les principes de la Révolution ; et cet effort fut si heureusement combiné, si énergiquement poursuivi par le conventionnel qu'il n'y a pas lieu de révoquer en doute l'éloge qu'il s'attribuait à cet égard, le 15 messidor an II (3 juillet 1794), dans une lettre à Sieyès. Cette triple création « a opéré, disait-il, dans ces contrées la révolution dans les âmes, et sans verser une goutte de sang, sans porter atteinte à la liberté d'aucun citoyen¹ ».

3°

Lakanal et l'instruction professionnelle.

Dans le rapport sur les écoles centrales que Lakanal présentera à la Convention, le 26 frimaire an III (16 décembre 1794), il dira : « Pourquoi l'agriculture, le commerce, les arts et métiers n'ont-ils jamais eu leurs écoles ? Pourquoi les a-t-on livrés à la routine de l'instinct ou à l'intérêt de la cupidité ? Croyait-on à l'impossibilité de les réduire en principes ? Ou pensait-on qu'en ce genre les méprises fussent sans conséquence et la perfection sans valeur ? Vous vengerez les arts et métiers, l'agriculture et le commerce²... »

Lakanal avait déjà donné l'exemple. Dès l'an II, il avait institué, dans la mesure de ses moyens, l'enseignement professionnel en Dordogne, soit agricole, soit industriel.

L'instruction professionnelle agricole.

Nous insisterons surtout sur l'éducation professionnelle agricole, telle que voulut l'établir Lakanal, d'abord parce que c'est

1. Charavay, *Catalogue de... documents... sur la Révolution...*, 1862, p. 273, n° 403, 3°.

2. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 305. Le décret du 27 brumaire an III, rendu sur le rapport de Lakanal, stipulait que les élèves des écoles primaires participeraient aux travaux domestiques et champêtres, visiteraient les manufactures et ateliers, s'exerceraient à des occupations manuelles (*Ibid.*, p. 327).

sur elle que nous sommes le mieux renseignés et aussi parce que cette création de Lakanal sera pour nous une occasion de voir brièvement quel intérêt le représentant portait à l'agriculture et quels efforts il fit en sa faveur.

Intérêt que Lakanal porte à l'agriculture.

Rien de ce qui pouvait contribuer à satisfaire les besoins de ses administrés et à augmenter la richesse publique ne demeurerait étranger à l'activité de Lakanal. Il ne crut pas que les soins à donner à l'agriculture fussent sans rapport avec la tâche qui lui était assignée ni avec le vœu qu'il avait formé de faire de la Dordogne une autre vallée de Tempé.

Au reste, en portant son attention sur les questions agricoles, le conventionnel n'accomplissait pas seulement son devoir d'administrateur ; il était attiré aussi vers ces questions par un goût personnel pour les choses de la nature. C'est Lakanal qui, admirateur et fervent disciple de Rousseau, n'oubliera pas de célébrer en lui l'ami de la nature, dans son rapport du 29 fructidor an II (15 septembre 1794). C'est lui qui, le 10 juin 1793, avait fait voter par la Convention le projet de décret relatif au *Muséum*¹. C'est lui qui, dans l'institution des programmes qu'il soumettra à la Convention, laissera une large part à l'étude des sciences naturelles. C'est lui encore qui, le 24 messidor an IV (12 juillet 1796), « vu les besoins pressants de l'instruction », vu les lois « faites pour propager les connaissances utiles et fonder par elles la liberté », vu « que le jardin des ci-devant Cordeliers de Rodez est... très propre à l'enseignement de l'histoire naturelle », fera déclarer l'urgence par le Conseil des Cinq-Cents, et obtiendra de lui que ce jardin soit affecté à l'instruction publique, pour servir à l'enseignement de l'histoire naturelle et de la botanique².

Lakanal ne voyait pas seulement dans l'étude de la nature

1. Guillaume, o. c., t. V, p. 40 et suiv. Lakanal s'intéressait passionnément à la botanique (voir plus haut, p. 34).

2. Voir un recueil factice de rapports imprimés, in-8°, *Bibl. nat.*, Le⁴³/349, et *Proc.-verb. Conseil des Cinq-Cents*, 23 messidor an IV, p. 427, et 24 messidor an IV, p. 437, 438.

une source de haute moralité, une distraction intellectuelle et un instrument pédagogique. L'importance économique de l'agriculture ne lui échappait nullement, ainsi qu'en feraient sans doute foi ses ouvrages d'économie politique, si nous avions pu les consulter¹, et comme le prouvent, en tout cas, les nombreux mémoires qu'il écrira aux États-Unis, où il vivra de longues années en qualité de planteur². Il emportera aux États-Unis les ouvrages d'Adam Smith, de Forbonnais, de Burlamaqui, ainsi que les cinq volumes du *Journal d'Économie politique* (de Rœderer), dont on le verra s'entretenir avec Jefferson. Il devait acquérir un domaine sur les bords de l'Ohio, dans l'Indiana, puis un autre sur les bords de la Mobile, dans l'Alabama³, et c'est d'Amérique qu'il enverra à l'Académie des sciences morales et politiques le résumé de ses observations sur la température, la flore, l'agriculture des États-Unis, les mœurs des planteurs américains, etc.³.

On comprend qu'un homme qui portait tant d'intérêt aux choses de l'agriculture, et qui, pendant bien des années, devait être lui-même agriculteur, n'ait pas passé dans la Dordogne sans y laisser une trace de préoccupations de cet ordre.

Tantôt on le voit, pour préserver les propriétaires de la dévastation de leurs jardins, faire connaître, par une proclamation du 7 floréal an II (26 avril 1794), que des propriétaires « se plaignent que l'on ravage, durant la nuit, leurs jardins, fécondés par leurs bras et leurs sueurs ». Il rappelle les maraudeurs au respect des propriétés, sur lequel « reposent les états policés » ; ne pas les respecter, « c'est, dit-il, appeler l'anarchie, qui mène toujours à sa suite la servitude des peuples ». Il prévient les citoyens qu'il sera fait des courses nocturnes par la gendarmerie, « pour surveiller les dévastateurs des propriétés » ; ceux qui seront saisis ou connus seront « transportés hors du département et enfermés dans les maisons de réclusion, avec les ennemis du peuple⁴ ».

1. Isid. Geoffroy Saint-Hilaire dit qu'il s'y inspirait d'Adam Smith (*Biogr. Michaud*, 2^e éd.).

2. Voir notre *Sommaire biographie...*, p. 31 à 33.

3. *Mémoires de l'Ac. roy. des sc. mor. et pol.*, t. I, 2^e série, p. CLVI et suiv. Paris, Didot, 1837.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 36.

Tantôt Lakanal arrête qu'un des objets du *Journal d'instruction populaire* sera de « faire connaître à nos frères des campagnes » — formule qui revient souvent sous la plume de Lakanal — les procédés agricoles les plus simples et les plus économiques¹. Dans l'exemplaire que nous avons trouvé du *Journal d'instruction populaire*, on voit que le programme tracé par Lakanal est fidèlement exécuté. Au-dessous d'une gravure qui représente un attelage conduit par un laboureur, vient un dialogue philosophique entre un laboureur et un philosophe. Dans un autre article est faite une description de la vie des citoyens peu fortunés, notamment des agriculteurs. Enfin, une demi-page est relative aux « moyens de préserver les blés des charançons » ; on met les paysans « en garde contre les séductions des vendeurs de recettes » ; on leur indique ce qu'est un charançon et le procédé le plus commode pour détruire cet insecte.

L'utilité de cet enseignement agricole ne pouvait manquer d'être appréciée².

Maisons d'économie rurale.

Mais ce n'étaient là, somme toute, que des mesures de peu de conséquence. Pour faciliter vraiment les progrès de l'agriculture dans la Dordogne, il ne suffisait pas d'arrêter des mesures de détail ou de donner, en passant, quelques conseils. Il fallait prendre les choses par la base, former des cultivateurs et, pour cela, instituer des espèces de fermes-modèle, où serait donné un enseignement à la fois théorique et pratique. Ce devait être l'objet des *Maisons d'économie rurale*.

Lakanal publiait, le 13 frimaire an II (3 décembre 1793), un

1. Voir, sur les autres objets de ce journal, p. 215.

2. Ainsi l'on voit, le 26 nivôse an II (15 janv. 1794), un citoyen remettre sur le bureau de la Société populaire de Montignac un *Journal d'agriculture et de prospérité publique* ; l'assemblée décidait que lecture en serait faite dans les séances des 28 et 29 pluviôse an II. Le 28 nivôse, elle décidait qu'on lirait chaque jour un article de ce journal, et on constate que, le 29 nivôse, un membre lisait « l'instruction sur la culture des pommes de terre ». Le Roy, p. 35, 36. La publication de Lakanal répondait, à ce point de vue, à un réel besoin.

arrêté en seize articles¹, portant qu'il serait établi dans la commune de Bergerac une *Maison d'économie rurale*. Le jardin d'histoire naturelle ayant appartenu à Gontier de Biran, émigré, était particulièrement affecté à cet établissement national, dont le but serait « la culture des plantes et l'enseignement de l'histoire naturelle appliquée à l'avancement de l'agriculture, du commerce et des arts ». Cet établissement serait administré par une Commission de « citoyens versés dans les connaissances de l'histoire naturelle ». Les membres de cette Commission, choisis d'abord par quatre citoyens que désignait Lakanal, et se recrutant ensuite par cooptation, nommeraient chaque année, parmi eux, un directeur temporaire, qui serait logé dans l'établissement et toucherait annuellement 2.000 livres. La Commission devait élire aussi un trésorier, à qui seraient remises les sommes accordées à l'établissement, et qui les répartirait, sous sa responsabilité. Il y aurait chaque année, dans la *Maison d'économie rurale*, deux séances publiques, où les commissaires rendraient compte de leurs travaux. Cette *Maison* était placée sous la surveillance des autorités, auxquelles la Commission devait soumettre le projet d'organisation interne qu'elle élaborerait.

Une partie des bâtiments recevrait une bibliothèque, « composée de livres d'anatomie, de minéralogie, de chimie, de botanique, de zoologie et de voyages, que deux commissaires de l'établissement, réunis à deux membres de l'administration du district, choisiraient dans la bibliothèque établie à Bergerac ».

Enfin, cet établissement devait correspondre avec tous les établissements analogues placés dans les différentes parties de la République. Lakanal se chargeait « d'obtenir pour cet établissement la correspondance du *Muséum d'histoire naturelle* de Paris, et de faire exécuter, à cet égard, le titre 4 du décret d'or-

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 8. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 140, et 368, n° 244. Arch. nat., AF II 96, 704. Dans son Discours de décembre 1792, Lakanal mettait les « éléments de l'économie rurale » au nombre des matières qu'on enseignerait dans les écoles primaires (Guillaume, o. c., t. V, p. 661). Le 4 octobre 1793, la Convention, sur la proposition de Grégoire, votait l'établissement de *Maisons d'économie rurale* dans les départements (*Ibid.*, t. II, p. 472). Au commencement de l'an III, le Comité d'instruction publique marquera son intention de « répandre révolutionnairement » les connaissances agricoles (*Ibid.*, t. V, p. XL).

ganisation qu'il a fait rendre pour ce monument consacré aux progrès des sciences naturelles¹ ».

Bientôt, le conventionnel tâchait d'étendre à tous les chefs-lieux de district du département l'institution qu'il voyait fonctionner sous ses yeux, à Bergerac. Le 28 nivôse an II (17 janvier 1794), il demandait à la municipalité de Périgueux : « Est-il facile de fonder dans votre commune... une maison d'économie rurale, dont le but serait l'avancement de l'histoire de la nature, particulièrement appliquée aux progrès de l'agriculture, du commerce et des arts² » La même demande était adressée par Lakanal, le 30 nivôse an II (19 janvier 1794), à la municipalité de Montignac³, et elle fut vraisemblablement envoyée à toutes les autres municipalités des chefs-lieux de district du département. Le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794), la municipalité de Ribérac applaudissait à l'idée du représentant et montrait de quelle utilité serait, à Ribérac, un pareil établissement⁴.

Peu après, dans un arrêté du 16 pluviôse an II (4 février 1794), Lakanal promettait (article 4) de s'occuper « sans retard des moyens les plus prompts, les plus sûrs et les moins dispendieux » de donner à chaque chef-lieu de district « une maison d'économie rurale, pour l'essai des nouvelles découvertes agromomiques⁵ ». Rien ne prouve que Lakanal ait mis à exécution ce projet ni, par suite, qu'aucune maison d'économie rurale ait été créée ailleurs qu'à Bergerac.

Mais cet établissement de Bergerac devint bien vite prospère. Nous sommes assez bien renseignés sur ses vicissitudes par la note que lut Berriat-Saint-Prix, en 1845, à l'Académie des sciences morales et politiques⁶. « Grâce à divers avis de

1. Titre 4 du décret du 10 juin 1793 (Duvergier, t. V, p. 418). Je n'ai pu savoir ce que fut cette correspondance, les Archives du Muséum étant sous scellés depuis 1908 et s'y trouvant encore en 1911.

2. Clamageran, p. 15.

3. Le Roy, p. 208, inprime, à tort, *histoire de la nation*, au lieu d'*histoire de la nature*.

4. Arch. mun. Ribérac, Reg. corresp. mun., à cette date.

5. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 182. En cherchant à étendre cette institution à chaque district, Lakanal dépassait la pensée du rapporteur Grégoire et le texte du décret du 4 oct. 1793, qui ne prévoyaient qu'une *Maison* par département ; il revenait à la demande du département de l'Isère, qui avait été le point de départ du décret (Guillaume, o. c., t. II, p. 456, 459 et suiv.).

6. Note sur deux établissements d'utilité publique fondés à Bergerac par

MM. Taillandier et Carnot, membres de la Chambre des députés, je viens, disait-il, de découvrir divers faits propres à augmenter nos regrets pour la perte de notre excellent confrère, M. Lakanal... Ils nous fournissent un nouveau témoignage du zèle pour les sciences, les lettres et le bien public qui le guida, même aux époques où ce zèle exposait à plus de périls qu'il ne procurait de gloire ». Parlant ensuite de la « maison d'économie rurale, théorique et pratique », fondée à Bergerac par Lakanal, Berriat-Saint-Prix dit qu'il l'a vue signalée « dans un mémoire publié, vers l'an III, par une Commission à laquelle il en avait donné la surveillance, et trouvé par M. Taillandier dans les papiers du célèbre Dulaure, envoyé cette année en mission au midi de la République¹. » Berriat-Saint-Prix donne de ce mémoire un bref résumé. C'est un historique de la *Maison d'économie rurale*. « On devait, dit Berriat-Saint-Prix d'après le mémoire en question, construire une espèce de ferme-modèle, où l'on se serait surtout attaché à former de bons cultivateurs, soit en leur donnant de nouvelles connaissances à l'aide de cours d'agriculture pratique, de botanique, de minéralogie, de physique, soit en développant les moyens acquis, soit en simplifiant les méthodes routinières ».

Les débuts de cette ferme-modèle furent heureux, à ce que rapporte Berriat-Saint-Prix. « Elle avait réuni tous les instruments les plus parfaits et des sujets des meilleurs arbres et arbustes dans une vaste pépinière²; elle aurait facilité l'expansion et l'acclimatement des plantes étrangères, à l'aide d'un choix de graines envoyées par le *Muséum d'histoire naturelle*, avec lequel son créateur, M. Lakanal, l'avait mise en correspondance. Il ne s'agissait pas ici de vaines spéculations. Déjà, sur la demande de notre confrère, l'illustre Daubenton avait envoyé à Bergerac un jardinier instruit, dont les essais, pendant une année, donnèrent les plus belles espérances ».

M. Lakanal, lue à l'Ac. des sc. morales..., le 24 mai 1845, par M. Berriat-Saint-Prix (Extrait des *Annales de la Société royale d'horticulture de Paris*, 1846, tome 36, *Bibl. nat.*, Lk⁷/947).

1. Nous n'avons pas trouvé ce mémoire.

2. Dès avant la venue de Lakanal dans la Dordogne, l'administration du département et la municipalité de Bergerac s'efforçaient de créer des cours d'agriculture et des pépinières (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 24 juin 1792).

Ce jardinier n'était pas, en effet, le premier venu. Berriat-Saint-Prix nous apprend qu'il existait encore en 1845, et avait confirmé ou complété les renseignements puisés dans le mémoire déjà cité. « Ce vénérable octogénaire, dit-il, n'est rien moins que l'ancien collaborateur de feu notre savant ami M. Turpin, de l'Académie des sciences, dans ses ouvrages si remarquables sur les arbres fruitiers et sur la flore parisienne, et auteur lui-même de beaucoup de mémoires d'histoire naturelle... Il s'agit de M. Poiteau,... le rédacteur principal, depuis vingt ans, des Annales de cette dernière Société [d'Horticulture, de Paris], et qui, en qualité d'horticulteur de premier ordre, a reçu, il y a quatre ans, la décoration de la Légion d'honneur ».

Avec de pareils éléments de prospérité, la *Maison d'économie rurale* ne pouvait que se développer rapidement. « Déjà, poursuit Berriat-Saint-Prix, des bâtiments étaient faits, et les murs s'élevaient à plusieurs pieds de terre; enfin, tout promettait les plus grands succès à la Maison d'économie rurale ». C'est alors que finit la mission de Lakanal (thermidor an II). En six mois, ce représentant avait donc créé l'établissement et lui avait donné une vigoureuse impulsion; il en avait déterminé l'emplacement, réglé le mode d'administration, entrepris et poussé activement les constructions, formé la bibliothèque, assuré la correspondance avec le *Muséum*, recruté le personnel, il l'avait doté d'une vaste pépinière, etc.¹. Tout, comme dit Berriat-Saint-Prix, promettait les plus grands succès. Si Lakanal se fût trouvé encore dans la Dordogne quand le décret du 28 fructidor an II (14 septembre 1794) invita les représentants à indiquer les meilleurs moyens de vivifier en France l'agriculture, Lakanal aurait pu citer son œuvre avec fierté, et la proposer en exemple aux autres contrées de la République.

1. Le 11 floréal an II, Lakanal affecte 6.000 livres à la continuation des travaux de la Maison d'économie rurale; en germinal et floréal an II, des sommes variant de 300 à 1200 livres sont consacrées au même objet; le 29 messidor an II, on indemnise le jardinier Bastide des travaux qu'il a faits dans cet établissement; le 12 thermidor an II, on paie une partie de son traitement au directeur, Mourgue-Pégontier (*Arch. mun. Bergerac*, M 1, Livre de caisse de la Commission des monuments). Des vitrages provenant du château de La Force et 16 châssis vitrés, 54 volets ou contrevents et 13 douzaines de châssis de cerisier provenant du château de Tiregand furent transportés à la Maison d'économie rurale (*Ibid.*, Reg. délib. mun., 9 thermidor an IV, n° 503, et 9 pluviôse an V, f. 135 et 137).

Ce n'est vraiment pas la faute de Lakanal si, après son départ, cet établissement n'atteignit pas le degré de prospérité qu'il semblait promettre.

« Dès lors, dit Berriat-Saint-Prix, les secours dont on avait besoin manquèrent. Le mémoire dont nous parlons, et qui fut imprimé, eut pour objet de les obtenir de la Convention, par l'entremise du Comité d'instruction publique, auquel il était spécialement adressé; mais les circonstances difficiles où se trouva la Convention... paraissent avoir paralysé les efforts que fit sans doute M. Lakanal pour soutenir son ouvrage ».

Il ne faudrait pourtant pas croire que la *Maison d'économie rurale* ait brusquement disparu avec la main qui la soutenait. Ne recevant pas de réponse du Comité d'instruction publique, cette Commission — qui s'intitulait *Commission du jardin des plantes* — adressa, par l'organe de son directeur, Mourgue-Pégontier, une requête à Boussion, représentant du peuple, alors à Bergerac. « Vous n'ignorez sans doute pas, lui était-il dit, que le représentant Lakanal a fondé dans cette commune un établissement rural..., dont tout semblait garantir le succès, lorsque des objets majeurs ont fait suspendre les travaux, et l'ont mis dans l'état de langueur où il se trouve maintenant ». On ajoutait que la Commission avait adressé un mémoire au Comité d'instruction publique, « pour solliciter une décision sur son sort », et qu'elle lui avait « fait un détail très circonstancié de tout ce qui la concerne ». Elle attendait la réponse du Comité. « Mais, comme la saison presse pour des travaux qui exigent quelque dépense, indépendamment de celle déjà faite pour entretenir un assez grand nombre d'arbres ou de plantes et une grande quantité de semis déjà faits », la Commission priait Boussion de lui « accorder quelques fonds pour soutenir ce jardin et faire payer le petit compte ci-joint de dépenses déjà faites ». Elle montrait aussi à Boussion combien il était urgent de faire fermer une brèche faite à la muraille du jardin, sans quoi « une grande partie des semences seront exposées à une entière dégradation ». La Commission avait sous la main la pierre, le sable et un portail; la dépense, très minime, ne pouvait être différée « sans préjudicier beaucoup au produit de ce local ». La Commission terminait par cette invitation : « Veuillez, citoyen représentant, si votre temps

vous le permet, donner un coup d'œil à cet établissement, et vous serez convaincu de tout ce qui vous est exposé dans ce mémoire¹ ».

Boussion, bien qu'il résidât alors à Bergerac, ne put sans doute se rendre à cette invitation. Le 18 germinal an III (7 avril 1795), il renvoyait la pétition à l'administration du district de Bergerac, la priant de vérifier les faits qui y étaient exposés. Et, « si les faits sont tels », le directoire du district était autorisé à tirer sur le receveur du district un mandat de 311 livres 10 sols, qui correspondaient au montant du compte joint à la pétition. Boussion autorisait aussi le district à faire fermer la brèche du mur de clôture, en ayant soin de « faire cette dépense avec toute l'économie possible² ».

L'administration du district jugea fondées les réclamations du citoyen Mourgue-Pégontier, directeur de l'établissement et rédacteur de la pétition ; aussi, le 26 germinal an III (15 avril 1795), lui accordait-elle les 311 livres 10 sols qu'il demandait².

Les autorités constituées ne se désintéressaient pas du sort de cet établissement, qui voulait vivre et qui vivait. Ainsi, le 27 germinal an III (16 avril 1795), Boussion prenait un arrêté³ relatif au traitement du « botaniste » Poiteau, de la *Maison d'économie rurale*, que Daubenton avait envoyé de Paris à Bergerac tout exprès. Le 1^{er} prairial an III (20 mai 1795), Mourgue-Pégontier demandait à la municipalité de Bergerac et en obtenait de faire couper les branches mortes des ormeaux de l'Ormière, « pour ramer les haricots d'espèces étrangères, qu'il a reçus de Paris⁴ ». Le 6 messidor an III (24 juin 1795), l'administration du district de Bergerac faisait payer à Poiteau, « jardinier de la maison d'économie rurale », la somme de 395 livres, pour deux mois neuf jours, à raison de 1.800 livres par an⁵.

L'établissement décline et disparaît au cours de l'an IV et de l'an V. En l'an IV, Mourgue-Pégontier cesse de le diriger ; le jardin est vendu à un certain Laurent ; les châssis, vitres, pots et cloches qui servaient à la botanique sont transportés à la

1. Voir Arch. dép. Dordogne, L 357, 18 germinal an III.

2. Ibid., L 357, f. 59.

3. Ibid., L 371, n° 3.

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 44, n° 4.

5. Arch. dép. Dordogne, L 357, à la date indiquée.

bibliothèque, où Mourgue-Pégontier, qui en est devenu directeur, les emploiera « à la conservation des plantes qu'il se propose de cultiver dans le local de la bibliothèque ou chez lui, pour le service du public »¹. En l'an V, on remet au fondé de pouvoirs de d'Augeard, ci-devant propriétaire de Tiregand, les divers objets provenant de ce château, qu'on avait transportés à la *Maison d'économie rurale*².

Par ce que nous avons dit de la *Maison d'économie rurale*, de sa fondation, de son organisation et de ses destinées, on voit assez que cet établissement n'était point la création capricieuse et factice d'un administrateur en quête de nouveautés, mais qu'il correspondait à des besoins réels et permanents; que son fondateur sut lui donner la vie et le mouvement, puisque, en dépit de nombreuses difficultés, cette institution existait encore plusieurs années après son départ. Et si elle disparut plus tard de Bergerac, ce fut pour reparaître dans la suite, multipliée, dans d'autres points de la France. En cette question d'instruction professionnelle, Lakanal se montrait l'initiateur d'institutions qui seront établies durablement et généralisées en France au siècle suivant³.

L'instruction professionnelle industrielle.

L'instruction professionnelle industrielle fut, comme l'instruction professionnelle agricole, inaugurée par Lakanal dans la Dordogne.

L'œuvre du conventionnel, à cet égard, consiste essentiellement dans l'*école normale de canonnières*⁴ qu'il annexa à la manufacture d'armes.

Lakanal employait là le terme d'*école normale*⁵, encore tout

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 9 thermidor an IV, n° 503.

2. *Ibid.*, 9 pluviôse an V, f. 135 et 137.

3. Des efforts analogues furent tentés, peu après, à Périgueux, notamment à l'école centrale, où professait Laromiguière (*Arch. dép. Dord.*, L 191, n° 58). Sur le jardin botanique, les cours d'économie rurale et la Société d'agriculture de Périgueux, voir l'extrait des délibérations de l'administration centrale de la Dordogne, du 8 frimaire an VII (*Arch. nat.*, F¹⁷ 1344¹³).

4. Il s'agit de fabricants de canons de fusil.

5. Voir Guillaume, *o. c.*, t. IV, p. 824, note 4.

nouveau, mais qui indiquait bien le but spécial et professionnel qu'il poursuivait. Le 10 ventôse an II (28 février 1794), il écrivait au Comité de salut public, à propos de la manufacture : « Je ne pouvais reculer que devant un obstacle : le manque d'ouvriers. Eh bien ! les plus habiles orfèvres, arquebusiers, serruriers, etc., se sont réunis ici en écoles normales, sous la direction de quelques excellents artistes *retirés*... Dans un mois, j'aurai une colonie précieuse de canonniers, monteurs, platineurs, etc. ¹ ». Pour pouvoir surveiller avec compétence cette espèce d'école d'application, Lakanal, si nous l'en croyons, alla faire à la manufacture de Tulle ce qu'il appelait « un apprentissage à la Pierre-le-Grand ² ».

En groupant ainsi « les ouvriers les plus intelligents ³ » autour de quelques maîtres qu'il trouvait sur place ou qu'il faisait venir de Paris ⁴, le représentant arrivait à des résultats très appréciables. Le 15 messidor an II (3 juillet 1794), il pouvait écrire à la Convention que treize canonniers, un nombre proportionné de platineurs, garnisseurs, monteurs, forgers de baïonnettes, etc., réunis en « école normale », avaient été formés en deux mois, et que leur travail ne le cédait en rien à celui des meilleurs ouvriers ⁵.

Au reste, nous comprendrons mieux le rôle joué par cette institution quand nous la verrons située dans l'ensemble des créations relatives à la manufacture d'armes de Bergerac ⁴.

4°

Lakanal et la propagande intellectuelle.

Sous ce titre, nous groupons deux séries d'efforts tentés par le représentant au cours de sa mission : les uns, relatifs aux bibliothèques ; les autres, relatifs aux imprimeries.

1. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 465.

2. *Ibid.*, p. 466.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, séance du 9 floréal an II.

4. Voir notre chapitre sur *Lakanal et la manufacture d'armes*.

5. Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 702.

Lakanal et les bibliothèques.

La culture intellectuelle que donne la lecture des livres n'était pas moins appréciable, aux yeux de Lakanal, que celle qu'on retire de l'enseignement oral d'un professeur. « Les bibliothèques, écrivait-il sur un cahier où il notait ses réflexions, sont la patrie de l'homme de lettres ¹ ». Les bibliothèques lui semblaient l'accompagnement et le complément indispensables de l'instruction donnée à l'école. De là, les tentatives faites par Lakanal pour constituer des dépôts de livres dans le département ou pour les enrichir : tentatives qui ne furent pas entièrement couronnées de succès, mais qui marquèrent du moins un progrès sensible sur l'état de choses antérieur.

Tentatives antérieures à celles de Lakanal.

Ce n'est pas à dire qu'avant la venue du conventionnel dans la Dordogne, aucun effort n'eût été tenté en ce sens. Bien au contraire ; diverses administrations politiques de la Dordogne, ainsi que la Constituante, la Législative et la Convention, avaient plus ou moins directement travaillé à l'établissement de bibliothèques dans le département.

Dès le 25 mai 1791, on voit Prunis, de concert avec la municipalité de Saint-Cyprien, dont il était maire, adresser au district de Sarlat une demande, en vue de constituer une bibliothèque publique. « Les officiers municipaux de Saint-Cyprien, disait-il, pénétrés de l'importance de répandre les lumières parmi leurs concitoyens, vous requièrent et vous prient de ne pas mettre en vente les livres du ci-devant prieuré [de Saint-Cyprien]. » « Ils désirent, ajoutait-il, en former une bibliothèque publique, et ce petit fonds, réuni avec d'autres ouvrages que plusieurs citoyens se proposent de donner au public, deviendra utile et important ². »

1. D'après M. Jules Claretie, dans *le Temps* du 1^{er} février 1881. Dans son *Discours* de décembre 1792, Lakanal montrait l'utilité des bibliothèques (Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 656), et son projet de décret du 26 juin 1793 prévoyait une bibliothèque publique par district (*Ibid.*, t. I, p. 512).

2. *Bulletin... Périgord*, 1880, p. 276. Dans cet article, l'initiative de Prunis

Cette louable tentative n'a pas lieu de surprendre, de la part d'un érudit tel que Prunis, qui allait devenir archiviste du département¹, et devait laisser des papiers de premier ordre pour l'histoire de la Dordogne².

Des mesures générales succédèrent, dans le département, aux actes d'initiative privée. Déjà, en 1792, un sieur Reclaud consacrait 15 jours à faire le classement et à dresser le catalogue des livres trouvés dans les bibliothèques des ci-devant religieux du district de Bergerac³; le 23 juin 1792, le directoire du département accordait 80 livres en paiement de ce travail⁴. Pareil recensement eut lieu aussi dans les autres districts⁵.

Restait à grouper les bibliothèques éparses des religieux, ainsi que celles des émigrés. Ce fut l'objet d'une décision du Conseil général du département, le 11 décembre 1792, qui ordonnait, en même temps que la réunion à Périgueux de toutes les archives du département, la réunion, dans chaque chef-lieu de district, de toutes les bibliothèques des maisons religieuses supprimées et des livres qui se trouvaient chez les émigrés : à cet effet, les directoires de district devaient faire choix d'un local propre à recevoir les dépôts⁶.

C'est conformément à cette décision que l'administration du district de Bergerac, dans sa séance du 10 mai 1793, après avoir pris diverses mesures relatives à la vente du mobilier des émigrés, délibérait sur l'immeuble où seraient placées les bibliothèques ayant appartenu aux émigrés, et fixait son choix sur la maison appelée *la Mission*⁶. Peu de temps après, l'administration du district décidait de réserver les livres, dans

semble exagérée. Si, en effet, elle était antérieure de trois ans à la loi du 8 pluviôse an II, qui ordonnait l'établissement de bibliothèques dans les districts, elle était postérieure à une série de mesures analogues déjà prises par l'Assemblée constituante. Voir Guillaume, *Procès-verbaux... Législative*, p. 11 à xiv. Prunis avait été prieur de Saint-Cyprien.

1. Voir le bel arrêté de l'administration du département, qui nommait Prunis archiviste (*Arch. dép. Dordogne* L 369, n° 67).

2. Il y a un « fonds Prunis » à la *Bibl. nat.*

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 365, n° 186.

4. Voir, aux *Arch. nat.*, F¹⁷ 1163 (ancien), le « relevé des bibliothèques des établissements religieux » de la Dordogne (22.653 livres, 20 liasses de titres et papiers, etc.).

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 366, à la date indiquée.

6. *Ibid.*, L 354, f. 262.

la vente du mobilier des émigrés. Ainsi, elle nommait le citoyen Reclaud pour surveiller la vente du mobilier du château de La Force et de son annexe, l'Orangerie, « en réservant... les livres, tableaux et autres monuments des arts ¹ ». Et, le 8 juin 1793, l'administration du district donnait mandat au même Reclaud de « former le catalogue des livres qui sont dans les bibliothèques du ci-devant château de La Force ² ».

Ainsi, dans le district de Bergerac on avait procédé au recensement des livres des maisons religieuses et des maisons des émigrés. On avait soigneusement pris connaissance des matériaux des futures bibliothèques. On s'était même occupé de grouper ces matériaux. Un premier pas avait donc été fait quand Lakanal arriva dans la Dordogne.

Lakanal et la bibliothèque de Bergerac.

La bibliothèque que le représentant constitua avec le plus d'ardeur et, l'on peut dire, avec le plus d'amour, ce fut celle de la ville même où il résidait, Bergerac. Cet établissement devait être comme un établissement modèle, proposé en exemple à ceux qui pourraient se former plus tard dans la Dordogne.

C'est quelques jours à peine après sa venue dans le département que, par un arrêté du 2^e jour du 2^e mois de l'an II (23 octobre 1793), le conventionnel fonda à Bergerac une bibliothèque nationale. Les considérants de l'arrêté sont brefs, mais ils mettent bien en lumière la pensée essentielle qui présida toujours aux mesures d'instruction publique que préconisait Lakanal : l'instruction est le seul instrument de libération intellectuelle, et la libération intellectuelle est la condition de toute libération politique et sociale.

« Considérant, dit-il, que les lettres font haïr l'esclavage parce qu'il dégrade, et qu'elles le font plus vivement sentir chez les hommes exercés à la pensée ;

« Considérant que, si les stupides tyrans ont fait livrer aux flammes les bibliothèques, monuments formidables ³ au despo-

1. Arch. dép. Dordogne, L 354.

2. Ibid., L 354, n° 468.

3. C'est-à-dire *redoutables*.

tisme qu'ils voulaient fonder, les Français doivent multiplier sur leur territoire ces dépôts littéraires, pour assurer le triomphe de la liberté par celui des lumières ¹ » ;

Lakanal arrêta l'établissement à Bergerac d'une « bibliothèque nationale ouverte à tous les citoyens ». Cette bibliothèque serait composée des livres « provenant des maisons des ci-devant moines congrégationnaires et émigrés ». On y joindrait un « recueil complet des lois qui gouvernent la France régénérée ² ». Des fonds annuels seraient mis à sa disposition, pour assurer son « accroissement progressif ». La Commission des neuf, qu'avait déjà instituée Lakanal ³, devait nommer un citoyen « doué de la probité et des lumières nécessaires » pour diriger, en qualité de bibliothécaire, cet établissement « consacré à la propagation des lumières et à l'affermissement de la liberté. » Pour l'administration intérieure de la bibliothèque, un règlement serait rédigé. La municipalité désignerait le local destiné à contenir la bibliothèque ⁴.

Comme l'arrêté n'avait reçu, semble-t-il, aucun commencement d'exécution pendant le mois de brumaire et au début de frimaire an II, Lakanal fut obligé de rappeler son arrêté à l'administration du district de Bergerac. Le 18 frimaire an II (8 décembre 1793), sur l'invitation du représentant, celle-ci décidait que trois de ses membres se rendraient le lendemain à la maison commune, pour concourir à la nomination d'un bibliothécaire ⁵. Le lendemain, en effet, 19 frimaire an II (9 décembre 1793), la Commission des neuf se réunissait et, après lecture de l'arrêté du 2 brumaire ⁶, désignait comme local, pour la bibliothèque, « la maison appartenant ci-devant à Charron,

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 3. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 130. Arch. nat., AF II 96, 707, à la date indiquée. Nous retrouvons, presque mot pour mot, le texte de ces considérants dans le *Discours sur l'éducation nationale*, qu'il avait écrit en décembre 1792 (Guillaume, o. c., t. V, p. 656), et dans l'oraison funèbre qu'il prononcera, cinquante ans plus tard, le 22 juin 1844, sur la tombe d'Étienne Geoffroy Saint-Hilaire (publié dans la *Revue Idéaliste*, 1^{er} fév. 1904, H. Jouin, *Lakanal en Amérique*, p. 119).

2. Ce sera sans doute le recueil édité par Prault. Voir p. 274.

3. Voir notre chapitre sur *Lakanal et l'instruction scolaire*, p. 221, 222.

4. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 159.

5. *Ibid.*, L 367, n° 150. Le procès-verbal porte 2 frimaire; c'est un lapsus.

qui domine sur la place Malbec, avec la terrasse qui joint celle appartenant ci-devant à Ségur, laquelle maison a été agréée par la municipalité pour servir à cet usage utile¹. »

En même temps, la Commission élisait à l'unanimité, comme bibliothécaire, le citoyen Antoine Lemaire, natif de Montargis, « ci-devant rédacteur de feuilles bougrement patriotiques » et électeur de Paris¹⁻².

Tout était prêt pour assurer le fonctionnement régulier de la nouvelle création. Et, en effet, cet établissement semble avoir marché à souhait.

Nous trouvons, à plusieurs reprises, mention du bibliothécaire Lemaire. Ainsi, le 1^{er} ventôse an II (19 février 1794), à peine un peu plus de deux mois après sa nomination, Lakanal signe en sa faveur une ordonnance de 500 livres³. Est-ce à dire que Lemaire touchât un traitement annuel de 3.000 livres ? Nous ne saurions l'affirmer. Il se peut qu'une partie des 500 livres ordonnancées par Lakanal fût réservée à l'achat de volumes, au paiement des réparations de l'immeuble, etc. Mourgue-Pégontier, qui fut le successeur de Lemaire à la direction de la bibliothèque, ne touchait, comme bibliothécaire et comme directeur de la *Maison d'économie rurale*, que 1.200 livres, et cette somme devait elle-même être réduite à 700 livres, dans la séance de la municipalité, du 22 floréal an V (11 mai 1797)⁴.

Quelques mois après sa nomination, Lemaire obtint probablement de loger dans la maison même où était installée la bibliothèque. En effet, l'administration du district considéra que cette maison n'était pas tout entière occupée par la bibliothèque, que le bibliothécaire était comme le gardien-né

1. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 150. D'après G. Charrier, ancien conservateur des Arch. mun. de Bergerac, la bibliothèque aurait été placée dans la maison qui fait le « coin couchant » de la rue Merline, près l'ancien hôtel de ville.

2. Voir, sur Lemaire, des renseignements intéressants, dans *la Révolution française* du 14 juillet 1903, Cl. Perroud, *Quelques notes sur les missions...*, p. 34 et 35, et, dans la même Revue, 14 oct. 1904, du même auteur, *Le Père Duchêne à Bergerac*.

3. Arch. dép. Dordogne, L 407, compte des trésoriers de la Caisse à 3 clefs, du 14 germinal an II. Lemaire deviendra membre de la Société populaire de Bergerac (voir, par exemple, Arch. mun. Bergerac, Reg. de la Société, 29 frimaire an II).

4. *Ibid.*, Reg. délib. mun., à cette date.

de cet établissement, et que la présence d'un citoyen qui y habiterait nuit et jour mettrait la bibliothèque à l'abri de toute tentative des malveillants ; aussi, le 11 prairial an II (30 mai 1794), faisait-elle bon accueil à une pétition dans ce sens que lui avait adressée Lemaire, et elle la transmettait à Lakanal en le priant d'y donner son approbation, qui fut sans doute accordée¹. Le 10 messidor an II (28 juin 1794), Lakanal donnait un auxiliaire à Lemaire, en la personne de l'instituteur Bourson, qui recevrait 1.200 livres². Le 21 frimaire an III (11 décembre 1794), Lemaire, qui avait fondé une école dans la bibliothèque, demande à la municipalité et en obtient les tables qui se trouvaient chez l'émigré Chapelle, et « qui lui sont nécessaires pour donner leçon à ses élèves³ ». Le 15 pluviôse an III (3 février 1795), il exprime à la municipalité son désir de monter « en grand » son école, et d'orner la bibliothèque en vue de la prochaine arrivée de trois représentants à Bergerac⁴. Peu après, Lemaire quittait définitivement Bergerac pour Paris, où, le 19 juin 1795, l'ancien rédacteur du *Père Duchêne* commençait à publier le *Journal du bonhomme Richard*⁵. Il fut alors remplacé par Mourgue-Pégontier, qui, révoqué le 4 nivôse an VI (24 décembre 1797), fut remplacé, à son tour, le jour même, par Berrut⁶.

Voilà pour le bibliothécaire. Quant à la bibliothèque, on travailla plusieurs mois à son aménagement. En pluviôse et ventôse an II, divers paiements sont faits pour travaux de charpentiers et de serruriers, transport de plâtre, arrangement des livres ; le 9 germinal an II (29 mars 1794), on a achevé de réparer le plafond de la salle de dessin ouverte dans la bibliothèque⁷. Le 12 germinal (1^{er} avril), le Conseil général de la commune adopte le projet de règlement élaboré par Lemaire⁸.

1. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 58.

2. Arch. mun. Bergerac, boîte R, liasse 10.

3. Ibid., Reg. délib. mun., f. 127, verso, à cette date.

4. Ibid., boîte U, liasse 44, n° 10.

5. M. Tourneux, *Bibliographie de l'histoire de Paris...*, t. II, n° 10993.

6. Voir notre note 3 de la p. 225.

7. Arch. mun. Bergerac, M 1. Livre de caisse de la Commission des monuments.

8. La bibliothèque serait ouverte cinq jours par décade ; on y fournirait l'encre et les plumes ; on défendait aux lecteurs de rien inscrire sur les

D'autre part, diverses autorités travaillaient, de concert avec Lakanal, à enrichir d'ouvrages la bibliothèque. Romme, par deux arrêtés, l'un, du 22 germinal an II (11 avril 1794)¹, l'autre, du 2^e décadi de floréal an II (9 mai 1794)², décidait que les administrations de district conserveraient soigneusement les livres, manuscrits, instruments, tableaux et autres objets qui pourraient intéresser l'histoire, les arts et l'instruction. En outre, Lakanal, le 24 floréal an II (13 mai 1794), ordonnait aux procureurs-syndics des districts, et à celui de Bergerac notamment, de lui transmettre, dans le délai de deux mois, l'inventaire de la bibliothèque de chaque chef-lieu de district³. Enfin, le 14 thermidor an II (1^{er} août 1794), l'administration du district de Bergerac, conformément à une lettre du Comité d'instruction publique, nommait deux commissaires pour vérifier les dépôts de livres du district, dresser le catalogue des tableaux, instruments, etc., provenant des maisons d'émigrés, de prêtres déportés, etc.⁴.

Grâce à ces interventions multiples, grâce aux éléments dont on disposait, grâce aussi peut-être à des dons particuliers, la bibliothèque devint bien vite très fournie. Selon le mot du procureur Couderc en 1809, elle constitua alors un « dépôt considérable de livres⁵ ». Nous verrons d'ailleurs, en faisant le bref historique de cette bibliothèque après le départ de Lakanal et de son morcellement progressif, de quelle importance elle pouvait être.

Il n'y avait pas que des livres dans cette bibliothèque, mais encore « des cartes de géographie, des instruments de physique et autres objets intéressants⁶ ». C'est ainsi qu'y furent, dit-on, transportés le poignard avec lequel Ravaillac avait tué

marges des livres, de lire auprès du feu, d'amener des chiens ; les enfants de moins de 14 ans seraient accompagnés de leurs parents ; le prêt à domicile était interdit (*Ibid.*, Reg. délib. mun., à cette date. f. 36).

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 97.

2. Arch. nat., AF II 96, 704, à la date indiquée.

3. Arch. dép. Dordogne, L 489, 14 prairial an II.

4. *Ibid.*, L 356, n° 192.

5. Arch. mun. Bergerac, fonds Faugère. Réponse du procureur Couderc au juge Souffrain, 1809.

6. Voir p. 276.

Henri IV, et un portrait de Gabrielle d'Estrées, qui se trouvaient l'un et l'autre au château de La Force ¹.

Incidents postérieurs au départ de Lakanal.

La bibliothèque était bien montée et fonctionnait normalement lorsque Lakanal quitta la Dordogne. L'entreprise du représentant avait réussi. Il avait eu le temps d'en préparer et d'en assurer à la fois l'exécution. Cet établissement semblait définitif.

Malheureusement, il n'en devait pas être ainsi : quelques années plus tard, cette création si utile du conventionnel allait disparaître, après de courtes péripéties auxquelles la personne de Lakanal ne devait pas rester étrangère.

Le 27 germinal an III, Lakanal avait été chargé, par la Convention, de présider, dans dix-neuf départements, dont la Dordogne, à l'application des lois sur l'instruction publique². Or, le 27 prairial an III (15 juin 1795), il écrivait de Bourges à l'agent national de la commune de Bergerac³. Il demandait quelques-uns des ouvrages qu'il avait procurés jadis à la bibliothèque de Bergerac. « Je vous charge, lui disait-il, ... de m'adresser sans retard à Bourges : 1° la collection complète des procès-verbaux des Assemblées nationales ; 2° le répertoire de Pault ; 3° la collection du *Journal des Débats*, que j'ai fait déposer dans la bibliothèque de votre commune lorsque j'y étais en séance ». Ces ouvrages, ajoutait-il, étaient nécessaires pour compléter une des bibliothèques placées près les écoles centrales qu'il était chargé d'organiser. Prévoyant un refus, Lakanal terminait ainsi : « L'inexécution de l'ordre que je vous donne serait un obstacle au succès de ma mission, et vous en seriez responsable ⁴ ».

1. Voir, pour plus de détails sur le sort de ce poignard et de ce portrait, les renseignements divers que donnent le *Questionnaire Souffrain-Couderc*, l'*Annuaire de la Dordogne* de l'an XI, p. 355, et le *Bulletin... du Périgord* des années 1882 (p. 541) et 1887 (p. 61).

2. Voir notre *Sommaire biographie...*, p. 22.

3. Le même jour, il transmettait au Comité de salut public une pétition de la Société des amateurs du théâtre républicain de Bourges et un arrêté provisoire qu'il avait pris à ce sujet (*Arch. nat.*, AF II 174, 1430, f. 53).

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 2, et Reg. délib. mun., 7 messidor an III, f. 14 et 15.

Le Conseil général de la commune de Bergerac se souciait peu de déférer à cet ordre. Le 7 messidor an III (25 juin 1795), il écrivit, non pas à Lakanal, mais aux administrateurs du district de Bergerac. Il leur transmettait la demande du représentant, leur faisait part de ses hésitations à céder les livres demandés, invoquait, pour garder ces livres, le texte même de l'arrêté par lequel Lakanal avait fondé la bibliothèque, et invitait le directoire du district à donner au plus tôt son avis sur la question ¹.

Le directoire du district répondait à la municipalité le jour même, en l'invitant à ne laisser sortir aucun livre de la bibliothèque. Puisque, disait-il, ces ouvrages ont été compris dans le catalogue des livres qui composent cette bibliothèque, et qu'il n'appartient à aucune autorité constituée d'en extraire un seul volume, aucune satisfaction ne pouvait être accordée à Lakanal, du moins sans un ordre précis du Comité d'instruction publique, auquel avait été envoyé le catalogue général de la bibliothèque ¹.

C'est sans doute dans le même esprit que la municipalité de Bergerac répondit alors à Lakanal ². Il ne semble pas que celui-ci ait persisté dans son dessein de puiser, sous le coup de nécessités urgentes, au fonds même qu'il avait contribué à constituer.

Si, en l'an III, les membres de la municipalité et du directoire de Bergerac préservèrent de toute atteinte leur bibliothèque, pareils efforts furent moins heureux en l'an IV et en l'an V. L'attaque venait cette fois de l'administration du département. Retraçons-en les phases en quelques lignes.

Le 7 thermidor an IV (25 juillet 1796), l'administration du département de la Dordogne arrêta que « le gardien du dépôt de livres qui existe dans la commune de Bergerac » enverrait au conservateur de la bibliothèque centrale de Périgueux ³ l'inven-

1. Voir la note 4 de la page précédente.

2. Le refus de la municipalité paraît s'expliquer non seulement par le désir de sauvegarder les intérêts locaux dont elle avait la charge, mais peut-être aussi par un esprit d'animosité contre Lakanal, qui l'avait durement traitée à plusieurs reprises. Voir plus haut, p. 111 à 113.

3. Voir, sur cette bibliothèque centrale, *Arch. dép. Dordogne*, L 21, la lettre du Jury d'instruction publique à l'administration centrale, 5 vendémiaire an V. Par « centrale » il faut entendre départementale.

taire des livres de la bibliothèque de Bergerac ¹. Cet inventaire n'était pas alors achevé. Il ne le fut que le 28 fructidor an IV (14 septembre 1796). Le 24 vendémiaire an V (15 octobre 1796), le commissaire du Directoire à Bergerac fut chargé de le faire parvenir à l'administration du département et de prendre les mesures nécessaires pour que le catalogue fût retourné à la bibliothèque de Bergerac, aussitôt que l'administration centrale aurait pris les renseignements qu'elle désirait se procurer.

Ce catalogue fut, en effet, envoyé à l'administration centrale, comme le déclara le commissaire du Directoire à Bergerac, dans la séance du 1^{er} brumaire an V (22 octobre 1796). En même temps, on garda à Bergerac le double de ce catalogue, et, pour faire ce double, il ne fallut pas moins de 20 cahiers contenant ensemble 681 pages, sur lesquelles étaient relatés 5.727 articles. Outre ce catalogue, il y avait : 1^o un inventaire, par ordre des matières, des livres de la bibliothèque, composé de 208 pages ; 2^o un catalogue des cartes géographiques, contenant 50 pages écrites et formant 282 articles. Par l'abondance et la diversité de ces catalogues, on peut juger de l'extension qu'avait prise la fondation de Lakanal. Elle contenait aussi, dit la note ² à laquelle nous empruntons ces renseignements, des instruments de physique et des objets d'histoire naturelle.

La mention de pareilles richesses ne put qu'exciter l'envie de l'administration centrale. Le 3 ventôse an V (21 février 1797), le citoyen Rivière, professeur de législation à l'école centrale de Périgueux, se présentait à la municipalité de Bergerac et lui soumettait un arrêté de l'administration centrale de la Dordogne, du 28 pluviôse an V (16 février 1797), portant qu'il serait pris dans la bibliothèque de Bergerac 1.813 ouvrages, cartes géographiques, objets d'histoire naturelle, etc. ³.

L'administration municipale objecta que la ville de Bergerac possédait une bibliothèque nationale et non un simple dépôt ; que cette bibliothèque avait été établie par un arrêté de Laka-

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 16 thermidor an IV, et boîte R, liasse 12, n° 69.

2. Communiquée par G. Charrier.

3. L'administration du département se conformait d'ailleurs à une instruction du ministre de l'Intérieur. Voir *la Révolution française*, Pellisson, *l'École centrale de Périgueux*, nov. et déc. 1895, notamment p. 412 et suiv.

nal, et que rien ne pouvait en être extrait qu'en vertu d'une loi. Le même jour, 3 ventôse an V (21 février 1797), elle fit part de ces objections à l'administration centrale, en même temps qu'elle lui envoyait copie de l'arrêté du représentant. Elle déclarait, par esprit de conciliation, qu'en attendant la décision du Corps législatif, elle offrait de donner au département les ouvrages qui se trouvaient en double dans la bibliothèque¹.

L'administration centrale resta intraitable. Le 14 ventôse an V (4 mars 1797), le citoyen Rivière se présentait à nouveau devant la municipalité de Bergerac et lui faisait part d'un second arrêté de l'administration départementale, du 6 ventôse an V (24 février 1797), déclarant que son précédent arrêté du 28 pluviôse an V (16 février 1797) devait avoir son plein effet, et qu'il n'y avait pas lieu de délibérer sur la lettre de l'administration municipale du 3 ventôse an V (21 février 1797)¹. Une lettre de l'administration départementale du 9 ventôse vint rendre plus pressante l'exécution de son arrêté du 6 ventôse². L'administration municipale s'exécuta ; le 14 ventôse an V (4 mars 1797), elle arrêta que Mourgue-Pégontier, bibliothécaire, remettrait à Rivière les 1.813 ouvrages demandés ; ce qui fut fait³.

Le 12 prairial an V (31 mai 1797), nouvelle lettre de l'administration centrale à la municipalité de Bergerac, pour extraire de la bibliothèque les volumes des *Species plantarum*, de Linné⁴.

Ainsi, peu à peu, l'œuvre de Lakanal s'effritait. Ce qui resta de la bibliothèque, après cette soustraction considérable, fut comme abandonné pendant quelques années⁵. Une partie des livres fut dilapidée ; l'autre partie, rendue aux anciens propriétaires. En 1809, il ne restait plus même, à Bergerac, la trace d'une biblio-

1. Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à la date indiquée.

2. Ibid., boîte T, liasse 27, n° 24, et boîte R, liasse 2, n° 23.

3. 4700 volumes furent, au total, transportés de Bergerac à Périgueux. Même après cette soustraction, la bibliothèque de Bergerac comprenait 15.520 ouvrages, plus 561 « bouquins et livres d'Eglise » mentionnés dans un catalogue supplémentaire, plus 52 ouvrages qui avaient été destinés à la bibliothèque d'histoire naturelle. Une pétition faite, en 1798, par des citoyens de Bergerac, en vue de conserver ce « seul établissement fait à Bergerac pour détruire les préjugés, former et alimenter l'esprit public » n'eut pas grand succès (Arch. mun. Bergerac, boîte T, liasse 31, n° 13 ; boîte U, liasse 44, n° 3).

thèque¹. Tout était à refaire. Les ordres contradictoires des administrateurs, les revirements de la politique, les exigences de l'administration départementale et l'incurie de la municipalité de Bergerac avaient laissé crouler l'œuvre considérable réalisée par Lakanal. Mais les mérites de Lakanal ne sauraient recevoir aucune atteinte d'événements qui lui demeurèrent étrangers ; d'ailleurs, son œuvre devait être reprise plus tard, et Bergerac, doté, au xix^e siècle, de la bibliothèque à laquelle le conventionnel avait frayé si largement la voie.

Au surplus, la bibliothèque de Périgueux n'avait-elle pas tiré un profit direct et définitif des efforts du représentant ?

Autres tentatives de Lakanal.

Ce n'est pas seulement une « bibliothèque nationale » que Lakanal fonda à Bergerac. Il y institua aussi une « bibliothèque d'histoire naturelle », destinée à faciliter l'enseignement professionnel agricole qui serait donné à la *Maison d'économie rurale*².

Cette bibliothèque d'histoire naturelle n'était, somme toute, qu'une sorte d'annexe de la bibliothèque nationale. L'union étroite de ces deux institutions est encore prouvée par ce fait que le citoyen Mourgue-Pégontier fut à la fois directeur de la maison d'économie rurale et bibliothécaire de la bibliothèque nationale. Aussi la bibliothèque d'histoire naturelle suivit-elle le sort de la maison d'économie rurale et celui de la bibliothèque nationale³.

Si importante qu'ait été à Bergerac l'œuvre accomplie en ce sens, Lakanal ne borna pas ses efforts à cette ville. Tantôt seul, tantôt de concert avec d'autres représentants, il chercha à organiser des bibliothèques en d'autres points du département.

A la fin de nivôse an II, il adressait aux municipalités des chefs-lieux de district de la Dordogne, notamment à celles de Périgueux⁴, Montignac⁴ et Ribérac⁵, la même question : « Est-

1. *Arch. mun. Bergerac*, fonds Faugère. Réponse du procureur Couderc.

2. Voir p. 259 et p. 277, note 3.

3. *Clamageran*, p. 15.

4. *Le Roy*, p. 208.

5. *Arch. mun. Ribérac*, Reg. corresp. mun., 9 pluviôse an II. Une biblio-

il facile de fonder dans votre commune... une bibliothèque publique, qui deviendrait en quelque sorte l'école des adultes et le sanctuaire de la liberté, car les lettres font haïr l'esclavage parce qu'il dégrade; elles le font plus vivement sentir dans les âmes exercées à la pensée. Il ne l'ignorait pas, cet Arabe fondateur d'une religion basée sur le mensonge; il fit livrer aux flammes les bibliothèques, monuments formidables au despotisme qu'il voulait fonder¹ ».

La municipalité de Ribérac accueillit avec empressement cette circulaire². Celle de Périgueux répondit : « Nous avons de grands moyens pour l'établissement d'une bibliothèque publique, attendu que les administrations ont en dépôt les livres des ci-devant communautés et de la Société littéraire ». Elle ajoutait : « En rejetant tous les monuments d'erreur et de fanatisme, on pourrait se composer une collection très précieuse de connaissances³ ».

Lakanal, dans son apostolat en faveur de la propagation des lumières, allait donc jusqu'à provoquer l'établissement de cette même bibliothèque de Périgueux dont l'extension devait être si funeste à celle qu'il fondait à Bergerac.

Nous ne pouvons apprécier dans quelle mesure l'intervention du représentant fut efficace en divers endroits du département. Elle fut tout au moins profitable à Périgueux, où nous avons vu qu'une bibliothèque allait bientôt se constituer. Ailleurs même elle ne fut pas superflue. Il n'était pas inutile, en effet, d'attirer l'attention des citoyens sur la nécessité d'accroître,

thèque fut bientôt créée à Ribérac (*Arch. dép. Dordogne*, L 777, 29 messidor an II). Le district de Belvès subit aussi, à cet égard, l'action de Lakanal; l'agent national de ce district écrivait au représentant, le 5 floréal an II : « Les matériaux de notre bibliothèque publique commencent à se rassembler, et si tu pouvais nous accorder Lalande pour bibliothécaire,... ce serait un grand service à rendre à ce district. Nous t'envoyons l'arrêté de cette administration relatif à cette bibliothèque;... nous désirons que tu l'approuves et nous l'espérons (*Arch. mun. Bergerac*, fonds Pourquery de Boisserin, casier 17, n° 1).

1. Plusieurs lignes de cette lettre sont empruntées textuellement au *Discours sur l'éducation nationale* écrit par Lakanal en décembre 1792 (*Guillaume, o. c.*, t. V, p. 656), et avaient déjà été utilisées, en partie, une première fois, dans son arrêté du 23 oct. 1793, cité p. 269 et 270.

2. Voir la note 5 de la page précédente.

3. Clamageran, p. 18 et 19.

sans jamais les amoindrir, les trésors littéraires des bibliothèques. Déjà, la municipalité de Périgueux n'en parlait-elle pas de rejeter tous les monuments d'erreur et de fanatisme ? La Société populaire de Montignac ne demandait-elle pas aussi à la Convention, le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), d'ordonner « le brûlement des titres féodaux » et d'« une multitude incalculable de livres de droit, qui rappellent l'odieux souvenir de l'injustice et de l'oppression ; il est temps que ces monstrueuses productions deviennent la proie des flammes ¹ » ? L'intervention de Lakanal en ces matières était urgente, et il est possible qu'elle ne soit pas restée sans effet.

D'ailleurs, son action était corroborée, — le 7 pluviôse an II (26 janvier 1794), par un arrêté du département, qui ordonnait de prendre des mesures pour conserver intactes les bibliothèques et collections trouvées dans les maisons nationales de première origine ou d'émigrés ², — le 8 pluviôse an II (27 janvier 1794), par un décret de la Convention établissant une bibliothèque populaire dans chaque district ³, — le 22 germinal (11 avril 1794) et le 20 floréal an II (9 mai 1794), par deux arrêtés de Romme pris en application du décret du 31 octobre 1792, et que nous avons signalés ⁴.

Cependant, l'organisation des bibliothèques dans les districts ne marchait pas assez vite, au gré de Lakanal, puisque, le 24 floréal an II (13 mai 1794), il prenait un arrêté ordonnant aux procureurs-syndics des districts de la Dordogne de lui transmettre, dans le délai de deux décades, l'inventaire de la bibliothèque et de tous les dépôts nationaux, scientifiques et littéraires, existant dans le chef-lieu du district. C'est de cet arrêté que nous voyons le procureur-syndic du district d'Excideuil accuser réception au représentant, le 14 prairial an II (2 juin 1794) ⁵.

Quoique nous ne puissions mesurer la part d'influence qu'exerça Lakanal en cette matière, constatons du moins qu'à

1. Le Roy, p. 42.

2. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 181.

3. Guillaume, o. c., t. III, p. xciv et p. 309 et suiv.

4. Voir p. 273.

5. Arch. dép. Dordogne, L 489. Le reg. porte 14 prairial an III. Il faut lire évidemment 14 prairial an II.

côté de l'œuvre spéciale et considérable qu'il accomplissait en ce sens à Bergerac, il s'occupait activement d'instituer des bibliothèques en divers autres points du département, que son intervention était nécessaire et que, combinée avec celle des autres autorités, elle ne fut vraisemblablement pas inutile. Il devait aussi influencer par son exemple ; son successeur à Bergerac, le représentant Pellissier, travaillera à continuer dans la Dordogne son œuvre d'organisation des bibliothèques¹.

Lakanal et l'imprimerie.

Si Lakanal, dans son œuvre d'instruction publique, chercha surtout à fonder des écoles et des bibliothèques, il ne négligea pas pourtant un autre instrument d'émancipation intellectuelle et de propagande révolutionnaire, qui contribuait, en définitive, à favoriser l'instruction publique, je veux dire l'imprimerie.

Les mesures que prendra Lakanal à cet égard correspondaient à une véritable nécessité. Ainsi, le 11 décembre 1793, le Comité révolutionnaire d'Excideuil offrait à Dupont, imprimeur à Périgueux, d'établir à Excideuil une imprimerie². Dupont acceptait, et son acceptation recevait, le 22 frimaire an II (12 décembre 1793), l'approbation de Roux-Fazillac³.

A vrai dire, le besoin d'imprimeries répondait surtout aux exigences du gouvernement révolutionnaire (réimpression ou impression de décrets, d'arrêtés, d'affiches, etc.). C'est ce que l'administration du district de Mussidan écrivait à Lakanal, le 11 pluviôse an II (30 janvier 1794) : « La latitude que donné à nos fonctions le gouvernement révolutionnaire nous fait sentir de plus en plus l'urgente nécessité d'une imprimerie dans notre district ; la réimpression de certaines lois et arrêtés... nous est ordonnée⁴ ». Aussi l'administration lui demandait-elle des secours pécuniaires, pour établir à Mussidan une imprimerie⁴. Lakanal, reconnaissant le bien fondé de cette demande, mit à la

1. *Bulletin... du Périgord*, t. VII, p. 276.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 509, à la date indiquée.

3. *Ibid.*, L 505, à la date indiquée.

4. *Ibid.*, L 595, à la date indiquée.

disposition du district de Mussidan 10.000 livres, à prendre sur les taxes révolutionnaires¹.

Bien plus, le conventionnel ne voulut pas que les autres districts du département demeuraient en reste avec celui de Mussidan. De là, son arrêté du 16 pluviôse an II (4 février 1794), qui établissait dans chaque chef-lieu de district du département une imprimerie nationale, destinée à devenir un agent de propagande intellectuelle et de gouvernement révolutionnaire. Après des considérants sur « la liberté instruite », que nous connaissons déjà — car l'arrêté n'avait pas seulement l'imprimerie pour objet² —, Lakanal pressait l'exécution de ses ordres : « Il importe à la patrie d'accélérer la marche d'un gouvernement qui, créé au sein des orages, doit avoir toute l'activité de la foudre³ ».

Outre des imprimeries, l'arrêté ordonnait la création de Commissions d'instruction sociale pour la rédaction et la publication de journaux d'instruction populaire³. Les deux idées d'imprimerie et d'instruction étaient donc liées, dans l'esprit de Lakanal, et il se pourrait que quelques-uns de ces journaux aient été imprimés grâce aux presses que multipliait alors le représentant.

Lakanal ne se bornait pas à donner des ordres : il en facilitait l'exécution. Le 12 germinal an II (1^{er} avril 1794), il écrivait à l'agent national du district de Belvès qu'il venait de requérir dans l'imprimerie de Périgueux deux ouvriers, l'un à la presse, l'autre à la casse, pour monter l'imprimerie de Belvès. Il lui envoyait en même temps un mandat de 30.000 livres, pour l'aider à couvrir diverses dépenses, notamment celles qu'entraînerait l'organisation de cette « utile institution⁴ ».

Peut-être faut-il attribuer aussi à Lakanal l'existence probable d'une imprimerie à Montignac ; on voit, le 2 ventôse an II (20 février 1794), la Société populaire de Montignac arrêter l'impression en placards de 200 exemplaires d'une adresse aux habitants des campagnes⁵.

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 707, s. d.

2. Voir p. 230.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 182, et 672, à la date indiquée. *Arch. nat.*, AF II 96, reg. 708, à la date indiquée.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, à la date indiquée.

5. Le Roy, p. 70.

L'arrêté du représentant fut-il appliqué dans les neuf chefs-lieux de district de la Dordogne ? Nous ne saurions l'affirmer. Mais, si on ne peut apprécier exactement l'influence de Lakanal, on peut dire du moins qu'elle fut réelle. Quelques années après son départ, l'imprimerie avait subi dans la Dordogne un véritable recul. La preuve en est qu'en l'an XI (1802-1803), il n'existera que 7 imprimeries dans la Dordogne — 4 à Périgueux, 1 à Bergerac, 1 à Sarlat, 1 à Ribérac¹ —, alors qu'en l'an II, il y en avait aussi, ou il allait y en avoir, à Excideuil, à Mussidan, à Belvès et sans doute même à Montignac.

1. *Annuaire de la Dordogne... an XI*, p. 177. Périgueux, Sarlat et Bergerac étaient les trois villes du Périgord qui eussent des presses avant la Révolution. Encore la situation de l'imprimerie était-elle très précaire à Bergerac ; en 1764, il n'y avait pas d'imprimeur dans cette ville, qui en avait eu pourtant auparavant (N. Fourgeaud-Lagrèze, *L'Imprimerie en Périgord...*, Ribérac, 1875, p. 18 et 21).

CHAPITRE VIII

LAKANAL ET LES FÊTES RÉVOLUTIONNAIRES

1^o Lakanal partisan des fêtes. — 2^o Fête civique du 8 frimaire an II (28 nov. 1793). Fête de l'Amitié. Fête de la Raison. Fêtes autres que celles ordonnées par Lakanal. — 3^o Catégorie spéciale de fêtes : travaux de fête. Fêtes relatives à la réfection des routes et aux travaux de navigation du Dropt. Leurs avantages.

1^o Lakanal partisan des fêtes.

C'est devenu un lieu commun de dire combien les hommes de la Révolution ont favorisé le développement des fêtes, non pas de réjouissances populaires bruyantes et sans objet, mais de fêtes civiques où un double but était poursuivi : but philosophique, en provoquant dans les foules de douces et saines émotions, pour développer en elles des sentiments élevés ; but politique, pour apaiser les dissentiments des citoyens, en les faisant communier dans le culte public d'idées générales et généreuses. Ce sont ces principes que les orateurs révolutionnaires apportèrent bien des fois à la tribune. C'est ce que disait notamment Condorcet, dans son fameux rapport à l'Assemblée législative¹.

Ce sont ces idées que Lakanal lui-même avait abondamment développées, quand il présenta à la Convention, le 26 juin 1793, un plan d'instruction publique. Il proposait, en conséquence, la célébration de quarante fêtes, dont celle « des animaux compagnons de l'homme » ; ce qui avait provoqué, paraît-il, les railleries de quelques personnes, qui lui crièrent : « Qu'est-ce donc que la fête des animaux ? — « Mes amis, c'est la vôtre », aurait répondu Lakanal impatienté².

1. Guillaume, *Procès-verbaux... Législative*, p. 192.

2. Guillaume, *Procès-verbaux... Convention*, t. I, p. 573.

Le projet de Lakanal fut repoussé. Mais son échec ne modifia guère ses idées, puisque nous allons le voir en Dordogne provoquer la célébration de quelques fêtes.

2°

Fête civique du 8 frimaire an II (28 novembre 1793).

C'est pour le 30 brumaire an II (20 novembre 1793) qu'avait été annoncée la célébration à Bergerac de la première fête que Lakanal paraît avoir ordonnée dans la Dordogne. Ce devait être une « fête civique ». Des membres de la Société populaire de Périgueux, peut-être aussi d'autres Sociétés du département, avaient été conviés à y participer. Mais, sur l'observation d'un clubiste de Bergerac, et sur le désir même exprimé par Lakanal — pour des raisons qui nous échappent —, la Société populaire de cette ville décida, le 22 brumaire an II (12 novembre 1793), qu'il serait sursis à cette fête civique, et qu'on donnerait avis de cette décision à la Société populaire de Périgueux¹.

Pour être remise à plus tard, la fête n'en serait pas moins célébrée. C'est ce que déclarait Lakanal dans un arrêté du 26 brumaire an II (16 novembre 1793). Il expliquait dans cet arrêté le sens de la prochaine fête : « Le but de cette cérémonie patriotique sera d'honorer la vieillesse, le malheur, le courage, les hommes morts pour la liberté, et de rendre un culte public à toutes les vertus républicaines ». La fête se terminerait par un banquet civique, « auquel seront invités tous les amis de l'égalité et de la liberté de Bergerac ». Le conventionnel promettait de fixer incessamment, par un arrêté particulier, le mode d'exécution et le jour de la célébration de cette fête².

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, 22 brumaire an II.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 41, n° 43. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 124. *Arch. nat.*, AF II 96, 707, à la date indiquée. En parlant des « hommes morts pour la liberté », Lakanal fait particulièrement allusion à Le Peletier et à Marat. A la séance de la Société populaire, du 29 brumaire an II, le représentant Pinet, de passage à Bergerac, conseillera aux clubistes de célébrer une fête en leur honneur, et, le 7 frimaire an II, on lira, à la Société, l'éloge que Lanxade avait fait d'eux à la fête civique donnée à Périgueux, le 20 brumaire (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. Soc. pop., à ces diverses dates).

Cet arrêté fut rendu le 7 frimaire an II (27 novembre 1793). Lakanal y invitait « les citoyens de l'un et l'autre sexe, vieux, jeunes, pauvres, riches, qui aiment la liberté et l'égalité..., à la fête et au banquet civiques » qui seraient donnés le lendemain, 8 frimaire an II (28 novembre 1793). Le peuple en masse partirait du Jardin public, à 9 heures du matin¹.

Pour rehausser l'éclat de cette fête, le représentant sollicita les membres de la Société populaire d'y figurer à cheval ; le 7 frimaire an II (27 novembre 1793), le président de la Société transmettait aux clubistes ce désir de Lakanal, et les invitait à s'y conformer. Dans cette même séance, la Société chargeait cinquante de ses membres d'« aider les cuisinières dans le transport des mets au banquet civique qui doit avoir lieu demain » ; le président invitait les citoyens et les citoyennes à se rendre le lendemain au Jardin de l'Égalité (ou Jardin public) ; la Société accueillait avec enthousiasme les députations des Sociétés affiliées, qu'on avait invitées à cette fête, et elle décidait de commander un drapeau spécial, pour consacrer le souvenir de cette journée².

Nous possédons peu de renseignements sur la façon dont fut célébrée cette fête, mais il y a lieu de croire qu'elle réussit à souhait. En effet, dès le lendemain, un membre du Comité révolutionnaire de Bergerac disait : « Le Comité fut occupé hier à la fête civique et sublime qu'a donnée le citoyen Lakanal aux sans-culottes de ce district », et il la qualifiait de « mémorable³ ».

En outre, dans un projet d'adresse de l'administration du district de Bergerac à la Convention, en date du 19 frimaire an II (9 décembre 1793), il était écrit que, grâce à Lakanal, « une fête civique a eu lieu dans nos murs ; le peuple, réuni à ses magistrats, a été calme et majestueux ; il a montré son horreur pour le fédéralisme et son amour pour la Montagne ; il a visité les tombeaux de Marat et de Le Peletier, et le souvenir de ces deux victimes du royalisme et de l'aristocratie a réveillé dans tous les cœurs le sentiment de la vengeance⁴ ». Enfin,

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 29. Arch. nat., AF II 96, 707.

2. Arch. mun. Bergerac, Reg. de la Société populaire, 7 frimaire an II.

3. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 161.

4. Ibid., L 355, à la date indiquée. Il s'agit de tombeaux symboliques.

dans une adresse à la Convention, le Conseil général de la commune de Bergerac fera savoir « que le peuple de cette commune et de celles qui l'entourent a célébré, le 8 frimaire, une fête brillante en l'honneur des martyrs de la liberté, à laquelle assista le représentant Lakanal, que des milliers de voix y ont réitéré les cris de Vive la République ! Vive la Montagne !¹ »

Telle fut la première fête organisée à Bergerac par le représentant.

Fête de l'Amitié.

Environ deux mois plus tard, Lakanal ordonnait la célébration d'une nouvelle fête, reliée à une importante mesure que prenait en même temps le conventionnel : l'extinction des procès par voie d'arbitrage². Cette fête, que Lakanal appelait la *fête auguste de l'amitié*, et qui devait être célébrée le 20 ventôse suivant, marquerait la fin des chicanes qui désolaient tant de familles pauvres, consacrerait et fortifierait l'apaisement des esprits. Le représentant ajoutait : « Il sera mis, par un arrêté particulier, à la disposition des Sociétés populaires des fonds suffisants pour couvrir les principales dépenses qu'entraînera la célébration d'une fête qui doit former une époque mémorable dans les annales de la République française³ ».

Cette fête de l'amitié eut lieu, en effet, sinon dans toutes les communes, au moins dans un certain nombre de communes du département. Ainsi, le 19 ventôse an II (9 mars 1794), la municipalité de Périgueux, en exécution de l'arrêté de Lakanal du 21 pluviôse, lançait une proclamation. « Ce n'est pas seulement, disait-elle, à la loi que nous obéissons en vous invitant à célébrer la fête de l'amitié ; nous ne faisons que prévenir le vœu de vos cœurs et satisfaire le nôtre. Quel spectacle touchant !... Douce amitié, gage précieux de notre union républicaine, viens brûler les âmes des vrais patriotes, viens animer celles des indifférents... ». Suivait le programme de la fête du lendemain : « On battra la générale et le boutte-selle à une heure ; à une heure et demie, on rappellera et on sonnera

1. Procès-verbal de la Convention, 19 nivôse an II, p. 59.

2. Voir notre chap. sur *Lakanal et la justice civile*, p. 191 et suiv.

3. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 4.

à cheval ; à deux heures, on battra au drapeau ». Les instituteurs et institutrices des écoles primaires de Périgueux devaient se rendre, avec leurs élèves, dans l'enceinte du ci-devant évêché. Les membres de la Société populaire de Périgueux se réuniraient dans le lieu ordinaire de leurs séances. Tous les citoyens étaient invités à se grouper sur la place de la Clautre, pour partir en ordre et former le cortège. L'itinéraire du cortège était indiqué. On inaugurerait un arbre de la liberté. Des discours seraient prononcés autour de cet arbre et, ensuite, dans le temple de la Raison. Un bal terminerait la fête. Enfin, la municipalité de Périgueux décidait d'envoyer à Lakanal copie de cette proclamation ¹.

Une autre preuve du succès qu'obtint dans le département cette fête de l'amitié est cet hymne à l'amitié que contenait le *Journal d'instruction populaire* qui fut publié à Sarlat en l'an II ². Peut-être même l'hymne fut-il chanté à Sarlat et ailleurs, le jour de la fête.

Quoique nous n'ayons pas trouvé de documents sur la manière dont cette fête dut être célébrée à Bergerac, nous avons lieu de croire qu'elle ne manqua pas d'éclat. Il existe encore, dans cette ville, au faubourg de La Madeleine, une fontaine, à demi détruite et à peu près complètement enterrée aujourd'hui, au frontispice de laquelle se trouvent ces mots : « Fontaine de l'Amitié, faite le 15 germinal, l'an II de la République indivisible, par...a... de ». Ce dernier nom, à peu près effacé, est sans doute celui de l'architecte. Il se peut que, moins d'un mois avant le 15 germinal an II (4 avril 1794), le 20 ventôse (10 mars 1794), lorsque la fête de l'amitié avait été célébrée à Bergerac, Lakanal ait posé la première pierre de ce petit monument, qui fut achevé le 15 germinal ³.

1. Arch. mun. Périgueux, D 4, f. 140.

2. Voir p. 210 et 211.

3. Voir notre chap. sur *Lakanal et les travaux publics*, 3^e partie. Se souvenait-on, à Bergerac, de la « fontaine de la Régénération », autour de laquelle la Convention s'était réunie, lors de la fête du 10 août 1793 (Guillaume, *Procès-verbaux... Convention*, t. II, p. LXXV et 263) ? — Le jour même de la fête, le 20 ventôse an II, le trésorier de la Commission des monuments payait un ouvrier, « pour avoir arrangé le canal de plomb » de la fontaine de l'Amitié (Arch. mun. Bergerac. M 1, Livre de caisse de la Commission des monuments).

Fête de la Raison.

Lakanal ordonna une fête de la Raison à Bergerac, par arrêté du 3 germinal an II (23 mars 1794). L'arrêté réglait ainsi l'économie de la fête :

« *Art. 1.* Les membres de l'administration du district, du tribunal, de la municipalité et tous les fonctionnaires publics assisteront en corps et en costume à la fête de la Raison.

« *Art. 2.* Les corps constitués nommeront chacun un de leurs membres, pour porter la parole dans cette cérémonie civique¹. »

Cette fête fut célébrée le 10 germinal an II (30 mars 1794). On ne regarda pas à la dépense, puisque 3.955 livres furent consacrées à en couvrir les frais. Le livre de caisse de la Commission des monuments fait mention du paiement de 180 livres de pain fournies à l'occasion de la fête, et, à la date du 29 messidor an II, une recette de 89 livres, « produit de 64 livres de lardon [et] graisse, provenant des cochons tués à la fête du 10 germinal et vendus à divers ». S'il faut en croire la tradition orale, la citoyenne Mounet, d'une beauté remarquable, aurait joué, en cette circonstance, le rôle de déesse de la Raison².

Il est probable que le conventionnel prenait la parole au cours de ces cérémonies. « Dans les fêtes publiques qu'il organise, écrit le pamphlétaire bergeracois, il rend hommage à l'instruction, au malheur, à la maternité, aux mœurs, au courage³ ».

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 46. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, avec la date du 3 ventôse ; il faut sans doute lire 3 germinal, comme dans le texte conservé à Bergerac.

2. *Arch. mun. Bergerac*, M 1. Livre de caisse de la Commission des monuments, 21 prairial, 29 messidor et 22 thermidor an II. Une fête en l'honneur de l'Être suprême fut aussi célébrée à Bergerac, mais nous ne savons dans quelle mesure Lakanal y participa (*Ibid.*, 16 prairial an II). Voir Du Rieu de Maynadier, *L'église Saint-Jacques de Bergerac*, p. 65. On peut rattacher à cette fête le culte qui se célébrait à Bergerac, le décadi, dans le temple de la Raison : « Le fanatisme et la superstition ont fait ici place à la raison. C'est dans son temple que, chaque décade, on apprend à serrer le nœud de la fraternité et du patriotisme », écrit à la Convention, le 29 germinal an II (18 avril 1794), la Société populaire de Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47). La municipalité de Ribérac écrivait à Lakanal que le décadi était célébré « avec exactitude » dans cette ville (*Arch. mun. Ribérac*, Reg. délib. mun., 9 pluviôse an II).

3. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre I. Le pamphlétaire

Quelques fêtes autres que celles ordonnées par Lakanal.

Un grand nombre d'autres fêtes étaient célébrées simultanément çà et là, sous diverses influences. C'était, par exemple, Roux-Fazillac qui, « pour transporter le jour du repos aux décadis ¹ », prenait à Périgueux des mesures dont il donnait ainsi le compte rendu au Comité de salut public, le 19 frimaire an II (9 décembre 1793) : « Je donnerai des bals publics ; j'ai commencé aujourd'hui ; les femmes aristocrates mêmes s'y sont rendues ; et, plus par crainte sans doute que par amour de l'égalité, elles se sont humanisées jusqu'à danser avec de véritables sans-culottes ¹ ». Roux-Fazillac faisait aussi jouer des pièces dramatiques (*la Mort de César*, *Brutus*, etc.) ¹, ordonnait une fête en l'honneur de Le Peletier et Marat ², ou en l'honneur de la Raison ³. Les registres des municipalités de Périgueux ⁴, Montignac ⁵, Thenon ⁶, etc., mentionnent diverses fêtes célébrées dans ces localités en l'an II. Nous pourrions en citer encore bien d'autres, qui vinrent, dans la Dordogne, corroborer, à ce point de vue, l'œuvre de Lakanal.

3°

Catégorie spéciale de fêtes : travaux de fête.

En dehors des fêtes proprement dites, par lesquelles, en des jours de repos, étaient célébrées certaines vertus républicaines ou commémoré le souvenir d'un événement ou d'un homme,

reproduit ici, presque textuellement, une partie de l'arrêté pris par Lakanal, le 26 brumaire an II (voir p. 285). Aussi pourrait-on admettre que le pamphlétaire, dont le style est souvent imprécis, veuille simplement dire que Lakanal rendait cet hommage dans les arrêtés relatifs aux fêtes, et non au cours des fêtes elles-mêmes,

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 292.

2. *Ibid.*, t. VIII, p. 405.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 717.

4. *Arch. mun. Périgueux*, D 4.

5. Voir Le Roy, p. 161, 164, etc.

6. E. Labroue, *La commune de Thenon pendant la Révolution*, p. 16 et suiv.

le représentant donnait le nom de fêtes à des institutions un peu différentes. C'étaient des fêtes du travail ou plutôt des travaux de fête.

Nous trouvons de cette conception de Lakanal deux exemples tout à fait significatifs : l'un, relatif à la réfection des grands chemins ; l'autre, relatif aux travaux de navigation du Dropt.

Fêtes relatives à la réfection des routes.

Dans sa proclamation du 8 pluviôse an II (27 janvier 1794), le représentant écrivait, en effet : « Avant que le soleil ait quitté trois fois l'horizon, le travail sera terminé : tous les chemins de la Dordogne seront réparés à la fois. Ce sera là un exemple unique et sublime que la Convention nationale apprendra avec enthousiasme¹ ». Or, voici en quoi consistaient ces travaux de fête : « Ce jour à jamais mémorable, le représentant du peuple et tous les fonctionnaires publics, revêtus des marques extérieures de la loi et la bêche nourricière à la main, donneront l'exemple du travail à tous les citoyens²... La veille, une décharge de mousqueterie, répétée de poste en poste, annoncera dans tous les points du département le jour de la consommation de cette grande œuvre. Ce jour-là, la population entière de la Dordogne sera rangée en masse sur les chemins ; les hommes iront chercher les pierres, les briseront, creuseront les fossés ; les femmes et les enfants chargeront les brouettes, étendront le cailloutage ; les vieillards encourageront les travailleurs par leur présence et leurs suffrages. Hommes et femmes, jeunes et vieux, riches et pauvres, tous travailleront ; ici la patrie met en faction tous les citoyens... Tout doit recevoir les formes républicaines de la liberté. Chaque citoyen portera le pain qui doit réparer ses forces usées par le travail ; le riche

1. Voir, sur l'ensemble de ces mesures, notre chap. sur *Lakanal et les travaux publics* (1^{re} partie).

2. Il est piquant de constater que, l'année suivante, dans son Rapport sur les écoles centrales, Lakanal écrira : « Vous vengerez les arts et métiers, l'agriculture et le commerce de cet oubli des nations ; non en allant, comme les rois, poser sur le soc, en un jour solennel, une main protectrice : cette vaine cérémonie avilit ce qu'elle a l'air d'élever... » Voir Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 305.

en portera pour le pauvre. Que tous les traits de courage, de dévouement civique, qui doivent signaler cette expédition mémorable, soient recueillis avec un respect religieux ».

Le représentant, par un procédé analogue à celui auquel la Convention avait recouru quand elle avait déclaré la patrie en danger, mettait en faction tous les citoyens, non pas pour un travail difficile ni de longue haleine, mais pour une courte et joyeuse collaboration à une œuvre d'utilité publique. Déjà Lakanal voulait voir, chaque année, « l'époque de cet acte de force incommensurable d'un peuple libre... consacrée par une fête nationale, au chef-lieu du département de la Dordogne¹ ».

Mais ces trois journées de travaux elles-mêmes, il les regardait et on les regarda comme des journées de fête. L'administration du département lui écrivait, le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794) : « Le jour où le peuple du département sera debout pour la fête que tu lui prépares sera un vrai triomphe pour la liberté² ». De même, Lakanal avait fait placer, en tête de sa proclamation du 8 pluviôse, une gravure représentant deux amours, avec l'inscription : « Fête de l'Égalité³ », et, dans sa proclamation, il parlait de ces travaux comme d'une « fête républicaine ». La municipalité de Périgueux ne dressait-elle pas, le 28 pluviôse an II (16 février 1794), un vrai programme de fête, quand elle établissait le plan des travaux de réparation des routes ? « Le représentant du peuple, déclarait-elle aux citoyens, vous invite d'être vous-mêmes les instruments de votre félicité ». Elle décidait que le jour du travail serait indiqué, l'avant-veille, par le bruit du canon et par le son des cloches ; que le même avertissement serait renouvelé la veille, à l'entrée de la nuit ; que tous les travailleurs, de l'un et l'autre sexe, se rendraient, au bruit du tambour, dans les divers ateliers, délimités par des drapeaux tricolores. L'article 27 de cet arrêté portait : « La devise de cette fête civique étant égalité et fraternité, les citoyens devront y apporter les sentiments qui caractérisent ces deux principes républicains. Ils se considéreront avec raison comme une même famille, et le plus heureux

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, 8 pluviôse an II.

2. *Ibid.*, f. 10.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 58. *Bibl. mun. Périgueux*, fonds Lapeyre. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

sera celui qui pourra partager avec son frère les provisions que ses moyens lui permettront d'y apporter¹ ».

Le 6 ventôse an II (24 février 1794), la municipalité de Périgueux marquait encore que ces travaux seraient aussi des réjouissances, en publiant : « Comme la gaité doit caractériser la cérémonie civique qui a pour objet la confection des grandes routes, tous les musiciens ou ménétriers de la commune sont invités d'y apporter leurs instruments, pour jouer des airs patriotiques². »

Le Comité révolutionnaire de Montignac écrivait, de son côté, le 7 ventôse an II (25 février 1794) : « Le génie du bien-faisant Lakanal vient de créer une fête aussi utile par son objet que par les moralités qu'elle fournit dans le règne de l'égalité et de la liberté³. »

Conçus comme une fête, c'est également comme une fête que ces travaux furent accomplis ou, si l'on veut, célébrés. Un membre de la Société populaire de Montignac ne disait-il pas, le 11 ventôse an II (1^{er} mars 1794) : « Vous savez, citoyens, que nous nous sommes retirés tous ensemble au son du tambour ; les drapeaux déployés, nous nous sommes rendus, en chantant, sur la place d'armes, pour terminer joyeusement une fête aussi majestueuse. Chaque citoyen, après avoir embrassé l'arbre de la Liberté, s'est retiré, satisfait d'avoir vu un si beau jour⁴ » ? Et un autre membre proposait « que le tableau de la fête de l'Égalité soit peint avec des couleurs qui lui conviennent, et qu'une plume de feu en trace le souvenir à la postérité⁴ ». Malheureusement, cette description, si elle fut faite, ne nous est point parvenue.

Le 18 ventôse (8 mars 1794), les clubistes de Bergerac, dans une adresse à la Convention, après avoir décrit les travaux accomplis durant ces trois jours, ajoutaient : « L'esprit public..., a plus gagné dans ces trois jours de fête que par de savantes instructions. L'égalité a été réelle et à la portée de ceux qui n'en ressentent pas assez les effets. Les vivres étaient en

1. Arch. mun. Périgueux, D 4, f. 135.

2. Ibid., f. 137.

3. Arch. dép. Dordogne, L 584, à la date indiquée.

4. Le Roy, p. 78.

commun; le riche en fournissait pour le pauvre. Le travail a été le même pour tous¹ ».

Enfin, Lakanal, le 13 thermidor an II (31 juillet 1794), donnait à ces travaux le nom de « Fête de l'Égalité », dans une lettre à la Convention².

Fêtes relatives aux travaux de navigation du Dropt.

C'est en application des mêmes principes que, dans les derniers jours de messidor an II, Lakanal lançait une proclamation « aux républicains des départements de la Dordogne, du Lot-et-Garonne et du Bec-d'Ambès », suivie d'un arrêté en six articles, relatif aux travaux de navigation du Dropt. « Levons-nous tous en famille, disait Lakanal, et, dans un seul jour, ce grand œuvre sera consommé. La bêche nourricière à la main, je vous donnerai l'exemple du travail; celui qui se refuserait à l'imiter serait déclaré traître comme un mauvais citoyen³. »

« Les officiers municipaux, ajoutait le conventionnel, marcheront, revêtus des marques extérieures de la loi, à la tête de leurs communes, et seront précédés du drapeau tricolore. Hommes, femmes, vieillards, enfants, tous sont appelés à ce travail révolutionnaire; les vieillards encourageront les travailleurs par leurs suffrages³. »

Avantages de ces institutions.

Quels furent, en ce qui concerne la réfection des routes et la navigation du Dropt, les conséquences de pareilles mesures? C'est ce que nous aurons l'occasion de rechercher ailleurs⁴.

Il importe seulement de mettre ici en lumière les trois avantages principaux que Lakanal espérait trouver dans ces espèces particulières de fêtes.

Il comptait d'abord tirer un résultat pratique et immédiat de

1. Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47.

2. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 571.

3. *Bulletin... du Périgord*, t. IV, p. 201. Voir, pour le détail, notre chap. sur *Lakanal et les travaux publics*, 2^e partie.

4. Voir nos chapitres sur *Lakanal et les travaux publics*.

cette collaboration d'une foule considérable à des travaux qui n'exigeaient aucune aptitude et aucun entraînement spéciaux.

En outre, cette collaboration de quelques jours eût-elle été peu efficace — ce qui est faux —, c'était rendre ces entreprises populaires dans les contrées où elles étaient faites ; c'était attirer sur elles l'attention du gouvernement et des populations ; c'était envelopper les travailleurs ordinaires et le travail qu'ils accomplissaient d'une atmosphère de sympathie qui ne pouvait que faciliter leur tâche.

C'était enfin — et surtout peut-être ¹ — dériver vers un but précis l'activité des esprits inquiets. C'était faire communier dans une même pensée d'utilité publique des hommes que pouvaient diviser des rivalités de personnes, des querelles de village, des dissentiments politiques. C'était leur donner une leçon vivante d'égalité et de fraternité. C'était les convoquer à la conciliation en des jours de travail qui ressemblaient à des jours de fête, où les ressentiments individuels et l'aigreur politique devaient s'adoucir en une sorte de pastorale universelle, sous le regard attendri du représentant.

1. Lakanal écrira plus tard : « C'est en absorbant dans les travaux publics l'effervescence des départements que j'ai administrés dans les temps les plus difficiles de la Révolution, que j'ai empêché l'effusion de sang. Il n'en a pas coulé une goutte ». *Notice sur J. Lakanal* (Bibl. nat., Ln²⁷/11106).

CHAPITRE IX

LAKANAL ET L'ASSISTANCE PUBLIQUE ¹

1° *Efforts parallèles à ceux de Lakanal. Le paupérisme dans la Dordogne.* — 2° *Principes sociaux de Lakanal.* — 3° *Assistance morale.* — 4° *Assistance matérielle. Ressources financières de Lakanal. Hôpitaux. Secours.* — 5° *Mesures d'assistance temporaire.* — 6° *Résumé et appréciation des contemporains,*

I°

Efforts parallèles à ceux de Lakanal.

Divers efforts autres que ceux de Lakanal furent tentés dans la Dordogne avant ou pendant le séjour qu'il y fit, pour améliorer le sort des malheureux. Ces efforts encadrent et corroborent son œuvre : il convient d'en dire quelques mots.

Déjà, par décret du 16 décembre 1790, l'Assemblée nationale, estimant « que le travail est le seul secours qu'un gouvernement sage puisse offrir à ceux que leur âge ou leurs infirmités n'empêchent pas de s'y livrer », avait accordé 15 millions de livres pour la création d'ateliers de charité destinés à secourir les indigents valides ². C'est en faisant allusion à ce décret qu'un membre du directoire du département de la Dordogne prononçait ces généreuses paroles : « L'Assemblée... nous a fourni les moyens de soulager cette partie souffrante de nos semblables, que la misère accable, et qui... perdent quelquefois jusqu'au désir d'en sortir. Est-il un objet plus digne d'occuper l'administration que celui de faire un bon emploi des fonds de charité?... Tout doit nous porter à en

1. Dans son livre sur *l'Assistance... sous la Convention*, M. Ferdinand-Dreyfus a consacré quelques brèves pages (p. 93 à 97) à l'œuvre d'assistance publique des représentants en mission. « Le défaut de cet intéressant ouvrage est l'insuffisance de la documentation provinciale » (C. Bloch).

2. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 808, et Duvergier, t. II, p. 117.

déterminer la division avec justice et utilité : le patriotisme, parce que les pauvres sont citoyens ; l'humanité, parce que les pauvres sont des hommes qui souffrent ; et enfin le devoir, parce que nous sommes responsables du bien que nous pouvons faire et que nous ne faisons pas. » Sa motion se terminait par une proposition en 17 articles, suivie d'une note sur les mesures à prendre en vue d'exécuter les travaux de charité¹.

Ces mesures humanitaires furent insuffisantes. Le service des travaux publics fonctionnait mal. Les ateliers de charité n'étaient établis qu'avec lenteur. Le 28 février 1792, les administrateurs du district de Belvès écrivaient au département qu'ils ne cessaient « d'être environnés de pauvres et de malheureux », et que les secours promis par le département n'arrivaient pas². »

D'autre part, le décret du 5 juillet 1792, relatif à la distribution de 2.350.000 livres, accordées pour secours aux départements, fixait à 29.000 livres seulement la portion qui devait revenir à la Dordogne³. Le 5 décembre 1792, le directoire du département avait réparti cette somme entre les districts, proportionnellement à leur population et au chiffre de leurs impositions. Le district de Bergerac recevait 5.838 livres ; celui de Périgueux, 3.616, etc., « pour être distribuées aux pauvres les plus indigents⁴. »

Le lendemain, 6 décembre 1792, l'administration du département mettait 37.000 livres à la disposition des hôpitaux de tous les districts⁵.

La Convention, à son tour, avait voté, le 19 mars 1793, un décret qui organisait les secours, condamnait la mendicité, complétait l'assistance par la prévoyance. Elle avait aussi rendu,

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 2, 7 février 1791. Le 12 sept. 1790, la commune de Saint-Martin-d'Excideuil, après avoir montré à l'administration du district d'Excideuil la nécessité d'entreprendre la construction de plusieurs routes, ajoutait qu'un des bienfaits de cette entreprise serait de fournir du travail aux mendiants (*Arch. dép. Dordogne*, L 475, 12 sept. 1790).

2. *Ibid.*, L 225, à cette date.

3. Duvergier, t. IV, p. 284.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 366, à cette date.

5. *Ibid.*, L 368, n° 143.

le 28 juin 1793, un décret sur les secours à donner aux indigents. Mais ces lois¹ ne reçurent pas d'application dans la Dordogne, comme le rappellera Lakanal dans son arrêté du 4 brumaire an II (25 octobre 1793) (art. 1^{er}), qui instituera des agences de secours². Le 30 vendémiaire an II (21 octobre 1793), le procureur-général-syndic du département avait prononcé un discours, éloquent d'ailleurs, tendant à l'application de cette dernière loi, et avait fait adopter par l'administration du département une instruction en 37 articles, mais on en était resté là³. On ne s'occupa guère davantage, ainsi que le constatera Roux-Fazillac, d'exécuter dans la Dordogne le décret de la Convention, du 24 vendémiaire an II (15 octobre 1793), relatif à l'extinction de la mendicité⁴.

Les débats sur l'assistance publique sont fréquents à la Convention, mais la fréquence même des efforts qu'on y fait à cet égard indique leur peu d'efficacité : le 22 floréal an II (11 mai 1794), alors que l'initiative de Lakanal, aidé de quelques-uns de ses collègues et des administrations du département, avait déjà organisé les secours publics dans la Dordogne, la Convention en était encore à voter, sur le rapport de Barère, un nouveau décret destiné à éteindre la mendicité et à secourir les indigents⁵. Le 13 ventôse an II (3 mars 1794), un décret relatif aux indigents avait bien été rendu⁶, mais le Comité de salut public constatait, dans une circulaire aux agents nationaux près les districts de la Dordogne, le 30 thermidor an II (17 août 1794), que ce décret n'avait encore reçu aucune application⁷.

1. Duvergier, t. V, p. 255 et 447.

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 45.

3. Arch. dép. Dordogne, L 367. Voir l'*Avenir de la Dordogne*, 3 février 1904.

4. Duvergier, t. VI, p. 283.

5. Voir, dans Ferdinand-Dreyfus, *o. c.*, l'analyse du rapport et de la loi, p. 70 et suiv., et, d'une façon générale, tout le chapitre, p. 54 et suiv. Sur l'ensemble de la législation révolutionnaire en matière d'assistance, on consultera avec fruit les substantielles *Notes sur la législation... de l'assistance, de 1789 à l'an VIII*, publiées, par M. C. Bloch, dans le *Bulletin de la Commission... des doc. relatifs à la vie écon. de la Révolution*, 1908, p. 232 et suivantes.

6. Baudoin, t. XL, p. 141. Ce décret fut rendu sur le fameux rapport de Saint-Just (« le bonheur est une idée neuve en Europe »). Voir Guillaume, *o. c.*, t. IV, p. 414 et suivantes.

7. Arch. dép. Dordogne, L 500.

N'oublions pas toutefois que le Comité des secours publics et les représentants en mission devaient correspondre entre eux, en vertu du décret du 13 ventôse an II (3 mars 1794), qui ordonnait à tous les représentants en mission d'adresser à ce Comité la liste des citoyens auxquels ils avaient accordé ou accorderaient des secours ¹.

Si l'intervention de la Convention et de ses Comités dans l'organisation des secours publics en Dordogne semble avoir été insignifiante, il en fut autrement de l'intervention des représentants en mission, et d'abord de plusieurs collègues de Lakanal.

C'est ainsi que Roux-Fazillac, le 1^{er} frimaire an II (21 novembre 1793), instituait à Périgueux un *Comité central de surveillance et de secours*, chargé de nommer des commissaires qui feraient connaître les indigents infirmes auxquels il faudrait donner des secours et les indigents valides à qui on pourrait procurer du travail ².

Le 11 frimaire (1^{er} décembre), le même Roux-Fazillac, dans une lettre au Comité de salut public, constatait que le décret du 15 octobre 1793, relatif à l'extinction de la mendicité, n'avait produit aucun résultat dans le département, que « les mendiants et les pauvres remplissent encore les rues et les chemins » ; il avait convoqué pour le lendemain une assemblée des Comités et des autorités constituées du département. Il ajoutait que, dans le délai d'un mois, il ferait appliquer les décrets de la Convention sur la mendicité et sur les secours publics, sans qu'il en coûtât rien au trésor de la République. « Peut-être, disait-il malicieusement, dans Paris et sous les yeux de la Convention [ces décrets] ne seront-ils pas exécutés dans six mois ³. »

Dès le surlendemain, 13 frimaire, Roux-Fazillac, « considérant combien il importe d'extirper promptement le fléau de la mendicité et de venir... au secours des malheureux », considérant aussi « que le superflu du riche doit être la propriété du pauvre », ordonnait aux Comités révolutionnaires du département « de lever à cet effet une taxe sur les riches, jusqu'à

1. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 511. Voir Ferdinand-Dreyfus, *o. c.*, p. 38, 44 et suivantes.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

3. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 85.

concurrence d'un million¹ ». « Dans un mois, écrivait-il, le 16 frimaire, au Comité de salut public, la mendicité sera détruite dans ce département². » Le 19 frimaire (9 décembre 1793), il entretenait encore le Comité des secours qu'il allait donner aux pauvres invalides et des travaux qu'il procurerait aux mendiants valides ; il fournissait quelques détails sur la levée de l'impôt d'un million, et annonçait qu'il avait convoqué Lakanal pour le 23 courant, ainsi qu'un membre de chaque administration de district, afin de « prendre, de concert avec eux, les mesures les plus promptes pour organiser les secours publics, former des établissements et détruire la mendicité³. »

Il ne paraît pas que Lakanal se soit concerté avec Roux-Fazillac, mais les mesures prises par Roux-Fazillac marchaient à souhait, puisqu'à la date du 27 frimaire an II (17 décembre 1793), il annonçait au Comité de salut public que la somme d'un million, qu'il avait levée dans la Dordogne pour l'extinction de la mendicité, venait d'être facilement perçue. « Mais, ajoutait-il, au moment où j'ai tout préparé pour l'exécution de cette grande mesure de salut public, par laquelle tous les mendiants valides doivent avoir du travail, et les invalides, des secours et du pain, je vois que la Convention nationale ordonne que ces fonds seront transportés à la Trésorerie nationale. Ah ! sans doute vous ne souffrirez pas que les malheureux de ce département soient ainsi trompés dans leurs espérances⁴ ! »

Le Comité, absorbé par d'autres soins, ne semble pas avoir donné satisfaction à cette demande. C'était l'avortement de la grande mesure révolutionnaire d'assistance publique si rapidement élaborée par Roux-Fazillac.

D'autres représentants prirent des décisions de détail à cet égard. Romme, par exemple, rendit un arrêté pour secourir les ouvriers victimes d'accidents, ainsi que leurs familles⁵.

Mais ces diverses tentatives, qu'il convenait d'indiquer, ne fût-ce que pour en montrer l'inefficacité ou la médiocrité, ne

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

2. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 223.

3. *Ibid.*, p. 291.

4. *Ibid.*, p. 477. Allusion au décret du 16 frimaire an II (Duvergier, t. VI, p. 402).

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 17.

comptent guère à côté de l'ensemble des mesures que va prendre Lakanal et des résultats qu'il va obtenir.

Le paupérisme dans la Dordogne.

Le paupérisme sévissait depuis longtemps parmi les habitants de la Dordogne, et parmi ceux de Bergerac en particulier.

La misère était extrême dans le Périgord, au XVIII^e siècle¹. En 1739, le marquis d'Argenson écrivait : « Les hommes meurent drus comme mouches, de pauvreté et en broutant l'herbe, surtout dans les provinces... du Périgord² ». Ce n'était pas là une déclaration en l'air. Dans les Jurades de la ville de Bergerac, on voit revenir à chaque page, durant le XVIII^e siècle, les mots « la misère du temps », la « misère des habitants », comme un *leit motiv* obsédant³. Dans une supplique qu'adressaient à Machault, contrôleur-général des finances, les habitants de la paroisse de Florimont, en Sarladais, on lit que « depuis trois mois ils sont réduits à la condition de bêtes, forcés, pour se sustenter, de ramasser l'herbe qu'ils trouvent dans les champs, sans autre adoucissement, pour en relever le goût, que du vinaigre⁴ ».

Cet état de choses lamentable n'était pas exceptionnel, car ils ajoutaient : « Ce genre de vie, si contraire à l'humanité, n'est pas le premier essai que les suppliants en ont fait ; ils sont même menacés qu'il ne sera point le dernier ».

Beaucoup de paysans étaient réduits à émigrer ou à mendier sur les routes et dans les villes voisines. C'est ce que constatait, le 17 janvier 1770, un arrêt de la Cour du Parlement de Bordeaux. « Les cultivateurs, disait-elle, ... dans certains cantons du Périgord, sont forcés de quitter leur pays pour chercher leur subsistance dans d'autres contrées... Plusieurs d'entre eux ont abandonné leurs propres enfants à leur mauvais sort et

1. Voir notre article sur *la misère en Périgord sous l'Ancien régime*, dans *la Révolution française* de décembre 1907. En 1693, plus de cent personnes périrent de faim, en sept mois, dans la petite paroisse de Monpazier.

2. *Journal du marquis d'Argenson*, mai 1739, édition Renouard, Paris, 1859, t. II, p. 149.

3. Charrier, *Jurades... de Bergerac*, t. XI et XII, çà et là.

4. *Arch. dép. Gironde*, C 2633.

aux soins de leurs épouses, qui les promènent sur les routes publiques ou qui les conduisent de maison en maison, pour se procurer, par ce spectacle attendrissant, quelque soulagement aux maux qui les accablent¹ ».

Le 8 mai de la même année, parlant encore des paysans périgourdins, la Cour de Bordeaux signalait « le grand nombre de malheureux qui luttent contre la misère et la faim¹ ».

Ce sont, en 1773, les « pauvres paysans » de Coutras (à la limite du Périgord) qui supplient le roi de « jeter l'œil » sur eux, « en l'affliction et misère qu'ils souffrent », notamment à cause du « croît des impôts », qui « rend le pauvre peuple à la faim² ».

Les cahiers des paroisses du Périgord nous renseigneraient fort bien à ce sujet, si nous pouvions les consulter en grand nombre. Il semble toutefois que, quand le cahier de Saint-Rabier porte que « la noblesse et le clergé laissent gémir le pauvre dans la misère, sans y être sensibles³ », et quand celui de Fossemagne déclare que « le nombre prodigieux de pauvres nous fait récrier sur le superflu du haut clergé⁴ », ces déclarations traduisent un état de choses général dans le département.

Le 21 juillet 1790, le peu suspect représentant du marquis d'Hautefort n'écrivait-il pas que « plusieurs malheureux n'ont vécu que d'herbages, sans aucun assaisonnement, et sont morts à la peine⁵ » ?

Nous avons vu ce que disait Roux-Fazillac, en frimaire an II, des mendiants et des pauvres, qui « remplissent encore les rues et les chemins » ; et, le même mois, il écrivait : « Les pauvres sont en grand nombre dans ce département⁶ ».

Quel était le chiffre de ces pauvres à Bergerac ? A la fin du xvii^e siècle, nous constatons qu'il s'élevait 3.500 au minimum⁷.

1. Arch. dép. Dordogne, B 16, n° 3 à 9.

2. Arch. dép. Gironde, C 3106.

3. V. Grand, *Les Annales du Terrassonnais*, p. 239. Saint-Rabier fait aujourd'hui partie du canton de Terrasson, et Fossemagne, du canton de Thenon.

4. *Ibid.*, p. 52.

5. Arch. dép. Dordogne, Papiers du fonds d'Hautefort. Hautefort est aujourd'hui un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Périgueux.

6. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 291.

7. Charrier, *Jurades... de Bergerac*, t. XI, p. 26.

Au cours du XVIII^e siècle, en même temps que la population de Bergerac baissait d'une façon effrayante, de 40.000 à 9.000 habitants, paraît-il ¹, le chiffre des pauvres ne s'était pas réduit en conséquence. Le 8 février 1790, le procureur Boissière, exposant la « misère générale du pays », signalait les « milliers de pauvres de tous les âges, de toutes les classes et de tous les sexes, qui sont sans pain » dans cette ville. Il attribuait cette intensité du paupérisme au malaise économique (disette de vin depuis plusieurs années, fermeture d'une minoterie et d'ateliers de bonneterie, disparition de trois manufactures de faïence depuis le traité de commerce avec l'Angleterre ²). Le 7 juin 1791, il déclarait que « la quantité de pauvres dont notre municipalité se trouve surchargée devient chaque jour plus considérable ³ ». Les nombreux travaux publics entrepris par le conventionnel donneront du travail aux indigents et en réduiront le nombre. Lakanal écrira, en l'an II : « Plus de quatre mille pauvres attendaient en vain, dans Bergerac, les secours dus à leur infortune ⁴ » ; et, dans une autre lettre, il parlera des « 703 citoyens de la commune de Bergerac trop pauvres pour payer leur contribution mobilière ⁵ ».

Comment étaient traités ces malheureux ? Nous le verrons dans quelques pages, notamment au sujet des hôpitaux ⁶. Bornons-nous ici à signaler un fait caractéristique du désordre qui régnait en cette matière. Le 21 août 1790, les administrateurs du district de Bergerac avaient dû décider que les revenus des biens du duc de La Force seraient saisis entre les mains de ses régisseurs, pour subvenir à la nourriture des enfants trouvés de Bergerac, dépense dont le duc était chargé en sa qualité d'engagiste du domaine de Bergerac ⁶.

1. Voir p. 62, note 1.

2. Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à la date indiquée.

3. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703, lettre du 5 frimaire an II.

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 20.

5. Voir p. 312 et 313.

6. Arch. dép. Dordogne, L 354, f. 7 et 8. Voir, pour compléter ces divers renseignements, Ch. Durand, *Misère et assistance* [en Périgord]. Périgueux, Joucla, 1904.

2° *Principes sociaux de Lakanal.*

Il y avait donc beaucoup à faire dans la Dordogne, notamment à Bergerac, au point de vue de l'assistance publique. Lakanal voulut être l'artisan de cette œuvre.

Mais comme, chez Lakanal, tout acte porte avec lui son explication rationnelle, et que le conventionnel prenait rarement une mesure sans la rattacher à des principes généraux, il importe de rechercher brièvement quelles idées directrices présidèrent à son apostolat humanitaire dans la Dordogne.

Le représentant pouvait choisir entre deux principes d'action sociale : celui de la charité et celui de la justice ; consentir au pauvre une aumône ou lui reconnaître une dette, faire une largesse facultative ou acquitter une stricte obligation.

Lakanal, dans les considérants de plusieurs de ses arrêtés, prend nettement parti pour la justice contre la charité. Il fait de l'assistance publique un droit pour le pauvre, un devoir pour la société. Ce devoir envers les pauvres et les infirmes, il le formule énergiquement, à plusieurs reprises : « La main d'un peuple libre, dit-il, doit être toujours ouverte pour les indigents... ; il ne doit pas y avoir dans son sein un malheur qui ne reçoive un bienfait ¹ ». Il dit ailleurs : « Le représentant du peuple déclare, au nom de la raison éternelle et de la Convention nationale, que les citoyens pauvres et patriotes sont les fils aînés de la Révolution ² ». Il proclame encore que « les citoyens privés par des maladies et des infirmités du droit de vivre du travail de leurs bras sont les fils aînés d'une société libre ³ ». « Dans une République, dit-il aussi avec force, l'indigence est un crime social ; les secours publics, une dette commune ⁴ ». A propos des indemnités dues aux parents pauvres des soldats, il se déclare prêt à dépouiller les riches, pour acquitter « cette dette sociale et sacrée ⁵ ». Nous trouverons,

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 45.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 706, daté de Monségur, thermidor an II.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 96.

4. *Ibid.*, L 367, n° 91.

5. *Ibid.*, L 367, n° 179. Voir l'ensemble de cette déclaration p. 330.

Après avoir parlé du décret du 28 juin 1793, M. Guillaume écrit : « Mais

chemin faisant, d'autres déclarations de Lakanal qui ne sont peut-être pas moins caractéristiques.

Ces principes de justice sociale n'étaient pas, d'ailleurs, entièrement nouveaux. Ils animaient d'autres conventionnels, et ils venaient en droite ligne de Jean-Jacques Rousseau. Nous avons là-dessus le témoignage même de Lakanal qui, dans le rapport qu'il lira à la Convention, le 29 fructidor an II (15 septembre 1794), sur le projet de fête en l'honneur de Rousseau, dira de lui : « Il nous apprend à honorer le travail, la pauvreté, le malheur ; à chercher dans l'humble atelier ou dans la chaumière obscure les vertus, les mœurs, la véritable dignité comme le vrai bonheur¹ ». Et le disciple de Rousseau, pour qui l'âge d'or était l'état de nature, apparaît déjà dans un des considérants de l'arrêté par lequel il instituera des agences de secours à Bergerac : « En soulageant l'infortune, dira-t-il, on fait remonter les sociétés humaines aux beaux jours de leur naissance politique² ».

Voilà les principes qui dirigeaient Lakanal. Quelle application en fit-il ?

3^e Assistance morale.

Une première série de mesures concerne l'assistance morale qu'il apporta aux malheureux de toute espèce.

C'est pour eux surtout qu'il instituait des fêtes — accompagnées parfois de banquets —, dont nous connaissons déjà le détail³. Il arrêtait notamment, le 26 brumaire an II (16 novembre 1793), qu'une fête serait célébrée à Bergerac, pour « honorer la vieillesse, le malheur⁴... ».

Les apôtres civiques qu'il établissait étaient chargés « de visiter la chaumière du pauvre, pour y apporter l'instruction

lorsque le Comité de salut public eut pris en main la cause des indigents, on entendit un langage nouveau. Les principes furent posés par Saint-Just », dans ses rapports des 8 et 13 ventôse an II (Guillaume, *o. c.*, t. IV, p. 414). Ces mêmes principes, Lakanal les professait et les pratiquait, dans la Dordogne, dès la fin de vendémiaire et en brumaire an II.

1. Guillaume, *o. c.* ; t. V, p. 42.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 45.

3. Voir notre chap. sur *Lakanal et les fêtes...*, p. 284 et suiv.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 43.

et, avec elle, l'amour de la patrie,... d'y recevoir avec un soin religieux les plaintes de l'infortune et du malheur, pour les transmettre fidèlement au représentant du peuple¹ ».

Les plaintes des malheureux, Lakanal les accueillait avec bienveillance. Le Bergeracois anonyme, auteur de *Notes sur la conduite du représentant... Lakanal à Bergerac*, quelque hostilité qu'il manifeste contre Lakanal, ne peut que reconnaître l'intérêt qu'il portait aux indigents. « Il rend hommage... au malheur;... l'humanité qu'il affecte... lui [vaut]... l'affection de tous les citoyens de Bergerac ». Cet auteur ajoute : « ... Il parcourait seul ou avec son domestique la cabane ou l'humble toit du pauvre²... ».

Et Lakanal, que ce même auteur voudrait nous représenter ailleurs comme brusque, brutal, inabordable — il l'était peut-être aux aristocrates —, nous le voyons, au contraire, sollicité comme un ami, comme un père par les indigents de la ville³. Si Lakanal destitue Cazamajou, secrétaire-greffier de la commune de Bergerac, c'est « sur les plaintes graves et multipliées qui ont été faites au représentant du peuple par... un très grand nombre de citoyens et de citoyennes indigents⁴ ». Si un portefaix demande à l'administration du district de Bergerac des secours, à la suite de l'écroulement de sa maison, c'est à Lakanal qu'on lui conseille de s'adresser, « Lakanal, en qui les indigents et les malheureux sont toujours assurés de trouver un père » ; la bienfaisance du représentant est telle, en effet, qu'il n'accordera pas seulement des fonds pour rebâtir la maison du portefaix, mais qu'il donnera ordre à l'administration des armes « de lui céder momentanément les maçons et charpentiers nécessaires à cette reconstruction⁵ ».

C'est encore et surtout pour venir en aide aux indigents, moralement et matériellement, que Lakanal rendait, le 21 pluviôse an II (9 février 1794), un arrêté relatif à l'extinction des

1. Les apôtres civiques avaient aussi d'autres attributions; voir p. 243.

2. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre I.

3. Ces faits étaient sans doute ignorés du chanoine Bernaret, qui a écrit de Lakanal : « Il était dur, d'un caractère inflexible... Il mit tout dans les angoisses » (*Semaine religieuse*,. Périgueux, 1875, p. 681, note 1).

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, arrêté du 4 brumaire an II.

5. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 172.

procès. « Le cri perçant du malheur, disait-il, retentit chaque jour à mon oreille et déchire mon âme sensible. » Il s'élevait, dans le préambule de cet arrêté, contre les « vampires publics » qui « se gonflent de la substance des pauvres », et il prenait en main « la cause des fils aînés des États populaires, les pauvres ». L'arrêté se terminait par ces mots : « Si, au 20 ventôse prochain, toutes les contestations entre le riche et le pauvre ne sont pas terminées,... Lakanal demeure chargé de défendre la cause de tous ses frères indigents¹. » L'assistance judiciaire lui semblait une des formes de l'assistance publique.

C'est à sa « tendresse paternelle envers les malheureux de ce département » que faisait appel Jean Brugère, marchand à Issac²; et le pamphlétaire bergeracois laisse tomber cet aveu, enveloppé d'ironie, que le but de Lakanal est de « caresser la classe indigente³ ».

Ainsi, c'est en protecteur déclaré, en vrai père de famille que Lakanal se comportait vis-à-vis des malheureux.

Mais sa bonté n'était point aveugle; il s'élevait avec force contre les gens inutiles au pays, contre les saltimbanques, contre les ivrognes.

En messidor an II, Palatini et sa troupe viennent-ils faire, à Bergerac, des exercices publics d'équitation et de voltige? Lakanal les qualifie de charlatans et d'histrions; il invoque contre eux le décret du 7 frimaire an II, rendu contre ceux qui abusent de la crédulité des gens, et, par deux fois, en termes très durs, il ordonne à la municipalité de retirer l'autorisation qu'elle avait donnée à Palatini⁴.

Le conventionnel n'était pas plus tendre aux ivrognes. Il dénonçait à la même municipalité les citoyens chargés de la garde des reclus, parce qu'ils s'étaient éloignés de leur poste et que « plusieurs même ont été trouvés pris de vin⁵ ». Et, dans un arrêté du 14 messidor an II (2 juillet 1794), relatif à la manufacture d'armes, il déclarait (section III, art. 11) : « Il ne

1. Voir notre chap. sur *Lakanal et la justice civile*, p. 191 et suivantes.

2. *Arch. nat.*, D¹¹ 62.

3. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre XII.

4. Voir, sur cette piquante querelle, p. 111 et 112. Dès le 5 juillet 1793, Raffron écrivait : « Bannissez de la République... ces joueurs de gobelets, ces saltimbanques » (Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 92).

5. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 32.

pourra être introduit aucune espèce de boissons dans les ateliers, pendant les heures de travail, sous peine de 30 livres d'amende, et d'un mois de détention en cas de récidive¹. »

L'intérêt que Lakanal portait aux malheureux n'était donc nullement une prime à la paresse ou au vice, mais une réparation à l'infortune et un aiguillon au travail.

4°

Assistance matérielle. — Ressources financières de Lakanal.

Pour fournir aux indigents des secours matériels, il fallait avant tout de l'argent. Or, où en trouver ? Ce n'est pas du gouvernement qu'il y avait lieu d'en attendre. C'est aux citoyens eux-mêmes et, parmi eux, aux riches que Lakanal allait demander l'accomplissement de ce devoir de justice sociale.

De même que Roux-Fazillac disait des aristocrates riches, quand il levait sur eux une taxe d'un million pour l'extinction de la mendicité : « Assez et trop longtemps ils se sont engraisés de la substance du pauvre ; il faut aujourd'hui que leur superflu lui procure le nécessaire² » ; de même, Lakanal écrivait le 24 floréal an II (13 mai 1794), à la Société populaire de Bergerac : « Je ferai observer... à la Société que je ne me suis pas toujours occupé [seulement] à dévoiler la lèpre du cœur des aristocrates ; j'ai pensé quelquefois à rendre à mes frères les plébéiens l'argent qui leur avait été volé³. »

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 48. Le représentant Dumont, en mission dans la Somme et l'Oise, écrivait au Comité de salut public : « J'ai fait arrêter que tous les ivrognes et ceux qui les enivreraient seraient conduits en la maison d'arrêt, pour empêcher que la fainéantise et l'ivrognerie ne perdent la chose publique et ne privent les défenseurs de la patrie des eaux-de-vie et boissons qui sont pour eux des objets de première nécessité » (Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 570).

2. *Arch. nat.*, AF II 171.

3. Clamageran, p. 13. C'est la même pensée que traduisait, sous une autre forme, le procureur-général-syndic du département, quand il disait, le 26 brumaire an II (16 nov. 1793) : « Tout ce qui tient à la ci-devant noblesse, prêtraille, muscadins et muscadines, doit obtenir justice, mais aucun égard particulier ; et à la sans-culotterie tout doit être prodigué » (*Arch. dép. Dordogne*, L 8).

Lakanal appliqua ce principe à l'assistance publique, en levant soit des taxes générales sur toute une catégorie de citoyens, soit des taxes individuelles sur certains riches.

Dès son arrivée dans la Dordogne, le conventionnel s'occupe de taxer les riches au profit des pauvres. C'est du 30^e jour du 1^{er} mois de l'an II (21 octobre 1793) qu'est daté son arrêté sur « les moyens de subvenir efficacement au secours de l'humanité souffrante, aux dépens des riches », arrêté qu'il lit, le même jour, à la séance de la Société populaire de Bergerac¹ et aux membres du Comité révolutionnaire de cette ville².

Lakanal, dans les considérants de son arrêté³, expose sans détour les droits du pauvre sur le riche. « L'indigence, dit il, est un crime social ; les secours publics, une dette commune... Le riche n'est digne de ses droits politiques qu'autant qu'il est le père du pauvre, l'appui de l'orphelin, le consolateur du vieillard. »

Lakanal secourt les pauvres non seulement parce que pauvres, mais aussi parce que républicains, car « le pauvre, sur lequel ont pesé le plus les sacrifices commandés par la Révolution, s'est montré l'ami constant et le zélé défenseur de l'indépendance nationale. » Lakanal pose ensuite au riche le dilemme suivant : « L'homme fortuné est bon ou mauvais citoyen... Dans le premier cas, il est doux pour lui de secourir ses frères indigents... Dans le second cas, la société pourrait le vomir de son sein, et... elle use d'indulgence si elle se borne à réclamer une partie de son superflu, pour assurer le nécessaire à ses véritables enfants. »

Ce superflu, destiné notamment à l'amélioration de l'hôpital et à l'organisation des services publics de Bergerac, sera levé sur les citoyens riches de la ville dans les proportions suivantes : tout citoyen dont les contributions foncière et mobilière réunies s'élèvent à 600 livres et au-dessus, paiera la moitié de cette somme ; à 400 livres et au-dessus, le tiers ; à 200 livres et au-dessus, le quart ; à 100 livres et au-dessus, le cinquième.

Lakanal indique ensuite comment, par qui et dans quel

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à cette date.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 35.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 91 ; 403, f. 46. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

délai sera levé ce véritable impôt progressif, qui n'est basé ni sur le capital ni sur le revenu, mais sur le chiffre même de la contribution directe.

Tout citoyen qui se refuserait à l'acquit de cette « dette sacrée » serait réputé ennemi du peuple, déclaré suspect et traité comme tel.

Les sommes levées en vertu de cet arrêté devaient être versées dans une *Caisse à trois clefs* ou *Caisse patriotique*, dont chaque clef serait en des mains différentes. Il ne pourrait être tiré de cette caisse aucune somme que sur un mandat du district et du Comité révolutionnaire et un arrêté de la Société populaire de Bergerac.

Conformément à cet arrêté, le 27 octobre 1793, le Comité révolutionnaire de Bergerac parcourait la liste des citoyens fortunés de la ville et fixait la somme que chacun d'eux devrait fournir¹. Cet argent contribuerait au fonctionnement de l'assistance publique à Bergerac. Ainsi, quand Lakanal instituera dans cette ville quatre agences de secours, il mettra à la disposition de chacune d'elles 3.000 livres à prendre dans la Caisse patriotique, à condition que les agences rendent compte, chaque décade, à la Société populaire de l'emploi de ces fonds².

C'est en faisant allusion à ces mesures financières que, le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), l'administration du district de Bergerac projetait d'écrire, dans une adresse à la Convention : « L'indigence a reçu des consolations, parce que le riche a été forcé de briser son coffre-fort, et l'égoïste, de céder une partie de son superflu³ ».

Pour secourir les pauvres, Lakanal ne se borna pas à établir

1. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 46. C'est ainsi que, le 17 pluviôse an II, Blanc, membre du Comité révolutionnaire de Bergerac, écrivait à Jean-Pierre Métivier, domicilié à Labirondie, près Pomport : « Au nom de la patrie et de l'humanité, tu paieras, le 23 pluviôse, à Sigoulès, maison presbytérale, pour les secours à nos frères indigents, la somme de 161 livres 14 sols, proportionnelle à tes contributions foncière et mobilière. Lakanal... m'a nommé commissaire, par son arrêté du 30 nivôse, pour la levée de cette taxe... » Le 1^{er} ventôse an II, il lui envoyait une lettre de rappel : « J'ai pris sur moi d'attendre, mais aujourd'hui vous ne pouvez reculer... Si vous n'avez pas payé d'ici au 3 ventôse au soir, vos meubles seront vendus, et votre personne mise en réclusion » (Arch. mun. Bergerac, fonds Blanc).

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 45.

3. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 161.

des taxes générales sur toute une catégorie de citoyens. Il prit aussi, à l'occasion, des mesures individuelles. « Tape dur », lui avait dit, paraît-il¹, Danton, avant son départ pour la Dordogne. Il lui arriva, en effet, de taper dur sur la caisse de certains riches inciviques, au profit des malheureux.

Par arrêté du 16 frimaire an II (6 décembre 1793), Lakanal ordonnait à Meynard, riche incivique qui avait dilapidé le ci-devant château de Pile, de verser 50.000 francs « pour nos frères indigents² ».

Au commencement de thermidor an II, le conventionnel, en parcourant la vallée du Dropt, constate que les secours publics n'y sont pas organisés et que plusieurs riches des environs sont nettement hostiles à la Révolution. Il avait sous la main le remède au mal : de fortes taxes allaient à la fois punir ces aristocrates et soulager des indigents. Ainsi, à Monségur (Bec-d'Ambès), le 4 thermidor an II (22 juillet 1794),

« Considérant que le nommé Loche, riche d'environ 80.000 livres, a refusé de donner son bois au maximum, a dit publiquement qu'il préférerait mettre le feu aux quatre coins de ses bûchers ;

« Considérant que la cupidité de cet égoïste a fait souffrir les rigneurs de l'hiver à nos frères indigents, et que la justice réclame en leur faveur une indemnité comme la punition du crime social commis par l'égoïste Loche » ;

Lakanal ordonnait que le nommé Loche verserait dans la caisse du trésorier de la commune de Monségur la somme de 10.000 livres, « pour servir aux réparations des maisons de nos frères indigents³ ».

Le 6 thermidor an II (24 juillet 1794), à Monségur encore, nouvel arrêté de Lakanal, taxant un riche incivique à 15.000 livres, « destinées à soulager l'infortune et le malheur³ ».

Le même jour, Lakanal ordonnait à Teissier père, riche incivique, de payer 10.000 livres destinées aux indigents, et au nommé Nadau-Lallemant, riche de 40.000 livres, et qui, « dans

1. Mignet, *Notice sur Lakanal*, p. 11.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 407.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

tout le cours de la Révolution, n'a donné pour elle que 40 livres », de verser 8.000 livres dans la caisse du trésorier de la commune de Monségur. Cette somme devait servir, « avec celles levées ou à lever sur les autres égoïstes », aux « réparations des maisons de nos frères indigents », d'après le tableau qui devait être présenté à Lakanal par la Commission qu'il avait instituée à cet effet ¹.

Mais la levée des taxes, soit collectives, soit individuelles, n'était que le prélude au fonctionnement de l'assistance publique qu'organisait Lakanal, dont les deux mesures essentielles à cet égard furent, d'une part, l'organisation des hôpitaux, et, d'autre part, l'établissement d'agences de secours.

Hôpitaux.

Lorsque Carnot, à la fin de 1792, avait parcouru les départements du Sud-Ouest de la France — et la Dordogne fut du nombre —, il avait été frappé de l'état lamentable des hôpitaux. Dans le fameux rapport qu'il présenta à la Convention, le 12 janvier 1793, il faisait remarquer « l'administration lâche et quelquefois infidèle de plusieurs maisons de charité. Les hôpitaux, disait-il, gémissent sous leur ancien régime; la plupart sont encore desservis par des sœurs grises, qui distribuent leurs soins avec une partialité marquée, d'après leurs prétendues opinions ou celles des fanatiques qui les dirigent. » Parlant d'un hôpital de Toulouse, il ajoutait même : « Nous en avons fait exclure les prêtres réfractaires qui les desservaient encore, et nous avons remplacé toutes les sœurs par des femmes charitables, qui ne se piquent point d'avoir un système sur la religion et qui ne connaissent que la soumission aux lois ² ».

Ces observations de Carnot auraient pu s'appliquer, au moins en partie, à l'hôpital de Bergerac, dit « Hôpital du Saint-Esprit ³ ».

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

2. *La Révolution française*, 1888, 1^{er} sem., p. 651.

3. Outre l'hôpital du Saint-Esprit, il y avait à Bergerac trois autres maisons de charité : celle de la Madeleine, la Miséricorde et les Dames de la foi ; les Dames de la foi se livraient surtout à l'instruction et accessoirement à la charité. Mais le rôle hospitalier de ces maisons était secondaire (Gustuarté, *Le Passé de l'Hôtel de Ville*, p. 25 et suiv.).

D'abord, les conditions matérielles de cet hôpital étaient défectueuses. Une façade donnait sur la rue Saint-Esprit¹; l'autre, sur la rue Font-Balquinc, étroite et peu aérée². Ce bâtiment datait au moins du xv^e siècle. C'était primitivement non un hôpital, mais une maison bourgeoise donnée à la ville, au xv^e siècle, par un certain Peyre-Donzel, et qu'on avait aménagée de façon à tenir lieu d'hôpital³.

Quand Lakanal le visita, il le trouva, au dire de Gontier de Biran, ancien député du Périgord aux États-Généraux, qui écrivait en 1805, « malsain, peu aéré et fort incommode³ ».

Comme le constatera, en effet, le représentant, dans son arrêté du 1^{er} jour du 2^e mois de l'an II (22 octobre 1793), cet hôpital, alors qu'il aurait dû « présenter toutes les ressources d'un local commode et salubre », n'était en réalité « ni assez vaste ni assez commode pour remplir sa destination⁴. »

Le Comité révolutionnaire de Bergerac estima avec Lakanal que le transfert de l'hôpital dans un autre établissement était « de la plus absolue nécessité⁵ ». Ses dimensions étaient si restreintes que la Société populaire ne pouvait s'y installer sans inconvénient pour les malades : seule, dans l'hôpital, la chapelle pouvait servir de lieu de réunion à la Société⁶.

Voilà pour le bâtiment lui-même, pour ses déplorables conditions d'hygiène et de confort. L'organisation intérieure ne valait guère mieux. Gontier de Biran nous apprend³ que, dans les premières années de la Révolution, les biens ruraux de l'hôpital avaient été vendus 62.000 francs, et qu'après diverses vicissitudes, les titres de propriété de cette somme avaient été égarés ou détruits. D'autre part, les religieuses hospitalières avaient abandonné les malades et s'étaient retirées auprès de leurs parents. Une seule religieuse était restée à l'hôpital ; elle en avait été nommée directrice par l'administration municipale, qui lui avait adjoint des femmes laïques, un pharmacien, etc.

1. Charrier, *Jurades... de Bergerac*, t. XI, p. 190, note 1.

2. *Bulletin... du Périgord*, 1880, p. 315 et suiv.

3. *Bulletin... du Périgord*, 1880, p. 315 et suiv. Voir, sur cet hôpital, *Bibl. nat.*, Collection Périgord, t. XLVIII, f. 403.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 41.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 35.

6. *Arch. mun. Bergerac*, Registre de la Société populaire, 2^e jour 2^e mois an II.

Mais il faut croire que cette réorganisation hâtive était bien incomplète, puisque Lakanal va être obligé d'opérer dans l'organisation de l'hôpital de nouvelles et profondes transformations.

Les taxes dont le représentant ordonna la levée, par arrêté du 30^e jour du 1^{er} mois de l'an II (21 octobre 1793), étaient en partie destinées à « l'amélioration de l'hôpital de Bergerac ». L'arrêté, lu le jour même à la Société populaire de Bergerac, y était très favorablement accueilli¹.

Dans la soirée, le représentant communiquait au Comité révolutionnaire de Bergerac son projet de transférer l'hôpital dans un autre bâtiment, et le Comité jugeait ce transfert nécessaire². Le lendemain, 1^{er} jour du 2^e mois de l'an II (22 octobre 1793), ce projet avait pris la forme d'un arrêté. Ce jour-là, Lakanal venait « rendre compte à la Société populaire des travaux dont je me suis occupé depuis hier pour le bonheur du peuple », et son secrétaire y lisait un arrêté « relatif au traitement des malades dans la nouvelle maison de secours³ ».

Cet arrêté, était précédé de considérants qui rappelaient les devoirs urgents de la société envers « les citoyens privés par des maladies ou des infirmités du droit de vivre du travail de leurs bras », ainsi que l'insuffisance de l'hôpital actuel et la nécessité d'un bon hôpital à Bergerac, dans cette ville qui « est un lieu de passage pour les troupes de la République », car cet hôpital recevrait aussi « ceux de nos frères d'armes que les maladies surprennent en chemin³ ».

C'est « la maison nationale occupée par les ci-devant Dames de la Foi » qui était « provisoirement affectée à l'hôpital³ ». Ces Dames de la foi s'étaient établies à Bergerac à la fin du xvii^e siècle, pour s'y livrer à l'instruction des jeunes filles et au soulagement des pauvres ; elles avaient acheté un immeuble et des jardins, qu'elles agrandirent progressivement ; leur com-

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à cette date.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 35.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 41. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 96. *Arch. nat.*, AF II 96, 707. Le vieil hôpital du Saint-Esprit, désormais abandonné, allait servir à divers usages. Lakanal y faisait bientôt installer une salpêtrerie (*Arch. dép. Dordogne*, L 355, 1^{er} ventôse an II).

munauté n'avait pas tardé, paraît-il, à devenir prospère¹. Pour des raisons diverses², ces Dames de la Foi disparurent au commencement de 1792. Leur immeuble devint bâtiment national, comme nous l'apprend Lakanal dans le susdit arrêté. A l'époque où fut pris cet arrêté, on y logeait les détenus³.

L'immeuble fut dès lors affecté à l'hôpital, et il a continué d'y être affecté jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ce qui laisse entendre que le choix du conventionnel n'était pas malheureux⁴. Lakanal n'installait que « provisoirement » l'hôpital dans cette maison. Le provisoire devait être séculaire.

L'arrêté du représentant s'occupait ensuite des améliorations matérielles et du personnel de l'hôpital. L'ingénieur du département était chargé d'ordonner, sans retard, toutes les réparations convenables. Les lits seraient améliorés, leur nombre augmenté. La somme affectée au traitement des malades serait portée de 10 à 15 sols. Enfin, selon le principe révolutionnaire qui mettait l'élection à la base de tous les emplois publics, Lakanal arrêta que les employés des deux sexes, attachés à l'hôpital, seraient passés au scrutin par tous les citoyens, dans une séance publique que tiendrait à cet effet le représentant du peuple.

Autant que nous en pouvons juger, cet arrêté fut exécuté avec diligence. Le jour même où Lakanal le prenait (22 octobre 1793), « le citoyen représentant voulant parvenir aux moyens les plus prompts de transférer l'hôpital aux Dames de la foi », deux membres du Comité révolutionnaire de Bergerac se chargèrent de visiter un autre bâtiment, appelé maison de *la Mission*, et de voir si l'on pourrait y loger les détenus qui se trouvaient dans la maison des Dames de la foi,

1. Voir *Arch. Musée pédagogique*, carton Dordogne ; rapport de M. F. Villepelet, du 28 juin 1879. Voir Charrier, *Jurades... de Bergerac*, t. XI, p. 190, et d'intéressants documents sur les Dames de la Foi aux *Arch. mun. Périgueux*, fonds Lapeyre.

2. Voir Gustarté, *Le Passé de l'Hôtel de Ville...*, p. 29 et 41.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 36.

4. Le bâtiment choisi par Lakanal a servi jusqu'à 1895 — pendant plus d'un siècle —, jusqu'au jour où un hôpital de premier ordre a été construit à Bergerac. Ce bâtiment a été, neuf ans après, affecté à l'hôtel de ville, en sorte que le même local a successivement servi de maison d'instruction (sous l'ancien régime), de maison de réclusion (jusqu'en 1793), d'hôpital (de 1793 à 1895) et d'hôtel de ville (depuis 1904).

« afin que des réparations utiles puissent être faites » dans cette dernière maison ¹. Le président du Comité révolutionnaire ayant rendu compte de cette visite à Lakanal, celui-ci arrêta, dès le 22 ou le 23 octobre 1793, que, le lendemain, les prisonniers détenus dans la maison des Dames de la foi seraient transférés dans celle de la Mission ².

Un mois et demi après, les réparations étaient faites ou en train de s'achever, et les malades, installés dans le nouvel hôpital. La preuve en est dans le texte de l'adresse que l'administration du district projetait d'envoyer à la Convention, le 19 frimaire an II (9 décembre 1793). On lit : « Un édifice qui renfermait naguère des femmes vivant dans l'oisiveté et la mollesse a été transformé en un hospice national, où le malade indigent trouve un air pur, au lieu d'un air crasse et pestilentiel, qu'il respirait dans son ancienne demeure ³ ».

En pluviôse an II, on avait sans doute fini de travailler à l'aménagement de l'hôpital, puisque c'est le 22 pluviôse an II (10 février 1794) que Lakanal ordonnait un mandat de 1.425 livres 14 sols, à tirer sur la *Caisse à trois clefs*, à l'ordre de Lapaussée, maçon, « pour ouvrage fait à l'hospice national ⁴ ».

L'administration de l'hôpital n'attira pas moins l'attention du représentant. Gontier de Biran rapporte que Lakanal fit des règlements pour l'hôpital, les premiers ayant disparu ; qu'il créa un directeur pour tenir les écritures, pourvoir aux grands approvisionnements et à l'entretien des enfants trouvés ⁵.

Quant au personnel sanitaire, il fut laïcisé et accru. Le 24 frimaire an II (14 décembre 1793), la Société populaire décida de remplacer la religieuse restée à l'hôpital par trois citoyennes, « pour remplir ces honorables fonctions ». Un membre de la Société proposa qu'un registre fût ouvert à la municipalité, pour recevoir les inscriptions des citoyennes qui se proposeraient, et que ce fût sur la liste ainsi dressée qu'on

1. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 36.

2. Ibid., f. 38.

3. Ibid., L 355, n° 161.

4. Ibid., L 355, n° 412, et L 407, à la date indiquée.

5. Bulletin... du Périgord, 1880, p. 315 et suiv.

élût les trois citoyennes¹. Nous ne savons quelle suite fut donnée à cette proposition.

Ce n'est pas seulement en améliorant le local ou le personnel que Lakanal témoignait de l'intérêt qu'il portait aux hospitalisés. Poursuivant son œuvre d'assistance morale à côté de son œuvre d'assistance matérielle, il prenait des mesures destinées à leur apporter quelque réconfort. Ainsi, dans son arrêté du 3^e jour du 2^e mois de l'an II (24 octobre 1793), relatif aux écoles primaires, il décidait que, « chaque décade, les élèves visiteront, une fois au moins, avec leurs instituteurs ou leurs institutrices, et sous la conduite d'un magistrat du peuple, les hôpitaux et les vieillards² ».

Outre cet hospice national, il y avait à Bergerac une *maison de charité* (à La Madeleine) et une maison de secours, connue sous le nom de *la Miséricorde*. Les revenus de ces deux maisons, ainsi que ceux de la fabrique de la ci devant église paroissiale, furent réunis et versés dans la Caisse de l'hospice national de Bergerac, en vertu d'un arrêté que prit Pellissier dans les premiers jours de frimaire an III³.

Il serait facile de retracer l'histoire des vicissitudes de cet hôpital à travers le XIX^e siècle. Bornons-nous à dire que, en 1805, il jouissait d'un revenu de 5.500 francs⁴ environ et de 100 hectolitres de froment; il contenait 100 lits montés; il était desservi par trois religieuses assistées de trois servantes⁵. L'institution fondée par Lakanal ne devait donc être ni sans durée ni sans importance.

1. Arch. mun. Bergerac, Reg. de la Société populaire, 24 frimaire an II. Cette religieuse était sans doute restée en vertu du décret du 18 août 1792, tit. I, art. 1. Mais, le 3 oct. 1793, le jour même où Lakanal faisait voter un décret sur le remplacement des instituteurs incapables, la Convention avait décidé de remplacer par « des citoyennes connues par leur attachement à la Révolution » les filles attachées aux ci-devant congrégations et employées au soin des malades, qui n'avaient pas prêté le serment déterminé par la loi. Duvergier, t. VI, p. 253. — Le médecin de l'hôpital fut Latané (Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 14 floréal an II, f. 50).

2. Voir notre chap. sur *Lakanal et l'instruction publique*, p. 221.

3. Arch. dép. Dordogne, L 369, n° 13.

4. L'Annuaire de la Dordogne de l'an XI dit qu'en l'an XI il avait 5177 fr. de revenus, et l'Annuaire de la Dordogne de l'an XII dit qu'en l'an XII il avait 6154 francs de revenus.

5. Bulletin... du Périgord, 1880, p. 315 et suiv.

Lakanal ne limitait pas à Bergerac son zèle en cette matière. Il chercha à fonder ou à améliorer des hôpitaux en divers points du département.

Déjà, le 26 frimaire an II (16 décembre 1793), Roux-Fazillac, en établissant dans la Dordogne une agence de secours, avait ordonné aux administrations de district de surveiller la situation des hôpitaux et d'en créer au besoin ¹.

Mais cet arrêté était demeuré, semble-t-il, lettre morte. A la fin de nivôse an II (janvier 1794), Lakanal posait à plusieurs municipalités de la Dordogne cette question : « Quels sont les besoins et les ressources de vos hospices de secours ² ? »

La municipalité de Ribérac faisait alors savoir au représentant qu'il n'existait qu'un hôpital dans tout le district, que sa situation financière était très précaire, et que l'administration du département, malgré les ressources dont elle disposait à cet égard, n'avait rien tenté pour l'améliorer ³. De son côté, la municipalité d'Eymet répondait au conventionnel en lui demandant d'ordonner, au presbytère d'Eymet, « les réparations nécessaires, pour le transformer en hospice de secours pour nos frères indigents ⁴ ».

Le 18 pluviôse an II (6 février 1794), Lakanal donnait satisfaction à cette démarche ; il invitait le trésorier de la Caisse patriotique de Bergerac à tenir à la disposition de la commune d'Eymet jusqu'à concurrence de 1.000 livres, « pour les frais de réparations à faire à cet asile consacré au soulagement de l'infortune et du malheur ⁵ ». Les comptes des commissaires de la Caisse patriotique portent, en effet, mention de cet ordonnancement de Lakanal ⁵. On est autorisé à croire que l'aménagement projeté fut réalisé.

Agences de secours.

Il ne suffisait pas d'organiser des hôpitaux pour assurer aux malheureux les divers secours qui leur étaient dus. Il fallait

1. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 172.

2. Le Roy, p. 208. Arch. nat., AF II 96, 707.

3. Arch. mun. Ribérac, Reg. corresp. mun., 9 pluviôse an II.

4. Ach. dép. Dordogne, L 368, n° 8. Arch. nat., AF II 96, 707.

5. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 413.

créer aussi une institution plus souple¹ que ne pouvait l'être un hôpital, répondant à des besoins plus variés et exerçant une sorte de surveillance générale des indigents. C'est à cet objet que répondirent les *agences de secours*, créées à Bergerac par Lakanal, le 4 brumaire an II (25 octobre 1793).

Dès le 30^e jour du 1^{er} mois de l'an II (21 octobre 1793), Lakanal indiquait que les taxes qu'il levait sur les riches inciviques serviraient notamment à « l'organisation des secours publics² ». Le 3^e jour du 2^e mois de l'an II (24 octobre 1793), il communiquait à la Société populaire de Bergerac son projet d'arrêté sur les agences de secours³. Le même jour, la Société populaire s'occupait de choisir les distributeurs de secours publics³, dont l'arrêté de Lakanal portera les noms. Enfin, le 4 brumaire an II (25 octobre 1793), le représentant publiait son arrêté, en 13 articles, relatif aux agences de secours⁴.

Les considérants de l'arrêté montraient qu'il était du devoir et de l'intérêt d'un peuple libre de venir en aide aux malheureux. Aussi Lakanal arrêta-t-il que, jusqu'à ce que la loi du 28 juin 1793⁵ pût être mise en activité, il serait établi, dans chacune des quatre sections de Bergerac (sections des Droits de l'homme, — de l'Égalité, — de la République, — de l'Union), une agence de secours composée de deux citoyens et deux citoyennes, qu'il désignait nominalement⁶. Chaque agence devait tenir trois rôles de secours, l'un, pour les vieillards, l'autre, pour les femmes en couches, le troisième, pour les infirmes. Chaque agence — et c'était là une affirmation du droit au travail — aurait sous sa direction un atelier, pour donner du travail aux indigents⁷. Les secours apportés par les agences

1. Cette souplesse, si nécessaire pourtant en matière d'assistance, manquait au décret du 28 juin 1793 et manqua à celui du 22 floréal an II, chargés l'un et l'autre de prescriptions minutieuses.

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, à la date indiquée. Voir notre chap. sur Lakanal et les taxes révolutionnaires.

3. Arch. mun. Bergerac, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée.

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 45. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 98. Arch. nat., AF II 96, 707.

5. Duvergier, t. V, p. 447. Lakanal s'en inspire partiellement ici, notamment du titre III, § 2 (agences de secours).

6. Soit 16 personnes. C'est ce chiffre (8 citoyens et 8 citoyennes) que prévoyait le décret du 28 juin 1793, pour les villes de plus de 6.000 habitants.

7. Le décret du 19 mars 1793 chargeait les agences de secours de distri-

étaient insaisissables et ne pouvaient être détournés de leur destination¹.

Un autre article défendait de secourir les « parents qui négligeront d'envoyer leurs enfants aux écoles primaires ou qui n'auront pas donné des preuves de civisme ». C'était une innovation par rapport aux lois d'assistance votées jusque là.

Le disciple de Rousseau se retrouvait dans cet article selon lequel « les femmes en couches qui n'allaiteront pas elles-mêmes leurs enfants n'auront droit à des secours qu'après avoir fait constater par un officier de santé l'impossibilité de remplir un devoir que leur impose la nature² ».

Un officier de santé serait, en effet, établi auprès de chaque agence. Il visiterait à domicile et gratuitement les personnes secourues. « Au nom de la nature, de la patrie et de tout ce qu'il y a de plus sacré chez une nation généreuse et sensible », Lakanal invitait ces officiers de santé à « soigner les malades avec la tendre sollicitude et les égards dus à l'indigence et au malheur³ ».

Pour sauvegarder les droits des malheureux contre tout manquement des agences à leur égard, la Société populaire de Bergerac nommerait un « avocat des pauvres ». C'est au citoyen « revêtu de cette touchante mission » que seraient adressées les réclamations dirigées contre les agences.

Enfin, les commissaires de la Caisse patriotique devaient fournir 3.000 livres à chaque agence, qui, toutes les décades, rendrait compte de l'emploi des fonds à la Société populaire. Le compte serait ensuite affiché au lieu des séances de la Société, « afin que le jour le plus pur éclaire toutes les opérations de l'agence⁴ ».

buer du travail aux indigents valides, et celui du 24 vendémiaire an II les chargeait d'organiser des « travaux de secours ».

1. Le décret du 28 juin 1793 portait que la pension alimentaire fournie aux indigents serait insaisissable et incessible.

2. Le décret du 28 juin 1793 (titre I, § 1, art. 26 à 29) contenait d'ailleurs des dispositions analogues.

3. Le décret du 28 juin 1793 ordonnait, au contraire, que les services de l'officier de santé et de l'accoucheur fussent rétribués.

4. L'application de cet article provoqua des discussions dans la séance de la Société populaire du 10^e jour 2^e mois de l'an II (31 oct. 1793). Un citoyen s'opposait à la lecture de la liste des secours, en invoquant « les égards qui sont dus à nos frères indigents et particulièrement aux

C'est avec empressement que cet arrêté fut accueilli et exécuté. Déjà même, connaissant les projets de Lakanal, la Société populaire de Bergerac avait réalisé un article de l'arrêté avant sa proclamation. Dans la séance du 3 brumaire an II (24 octobre 1793), — vu que « Lakanal, dans le détail de ses vastes projets de bienfaisance, a demandé à la Société de faire choix d'un homme de loi et d'un médecin qui s'occuperont efficacement du soin et des intérêts des sans-culottes » — deux de ses membres, le médecin Boissière, procureur de la commune, et Faugère, homme de loi, s'étaient offerts à remplir ces deux charges, et leur « offrande civique » avait été accueillie par les applaudissements de la Société¹.

Le 1^{er} jour de la 2^e décade du 2^e mois de l'an II (1^{er} novembre 1793), les membres de la Société populaire discutent « sur les secours accordés et à accorder aux personnes indigentes », et décident, en exécution de l'arrêté de Lakanal, que toutes les réclamations faites à ce sujet seront renvoyées aux agences, — ce qui prouve que ces agences fonctionnaient déjà ou étaient sur le point de fonctionner².

Le 26 brumaire an II (16 novembre 1793), Lakanal complétait, par un second arrêté³, celui du 4 brumaire an II (25 octobre 1793). Il rappelait les 12.000 livres qu'il avait fournies aux agences de secours « pour assurer la subsistance de nos frères indigents³ », et les 3.000 livres qu'il avait encore fournies aux agences pour procurer aux pauvres « des habits et du linge⁴ ».

Mais il ne suffisait pas d'assurer nourriture et vêtements aux malheureux. Il fallait veiller aussi à leur habitation : « Il importe à la justice et à l'humanité, disait ensuite Lakanal, de

honteux ». Mais, après une seconde lecture de l'arrêté de Lakanal, ce citoyen retira sa motion (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée). Le décret du 28 juin 1793 ordonnait que les comptes de gestion des agences de secours fussent soumis aux corps administratifs, mais un simple « aperçu » de ces comptes serait publié.

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 34. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 122. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

3. En vertu de l'arrêté du 4 brumaire (voir p. 320).

4. Nous n'avons pas trouvé trace de la mesure à laquelle Lakanal fait ici allusion, et qui fut prise certainement entre le 4 et le 26 brumaire.

faire faire à la demeure du citoyen peu fortuné les réparations nécessaires pour le garantir des injures du temps et des rigueurs de l'hiver ». En conséquence, le représentant arrêta que le trésorier de la Caisse patriotique tiendrait à la disposition des agences jusqu'à concurrence de 9.000 livres, en vue de réparer les maisons des indigents. A cet effet, tous les ouvriers maçons, charpentiers et autres étaient mis en réquisition. L'ouvrier qui n'obéirait pas aux ordres des agences, pour contribuer à la prompte exécution de cet arrêté, « serait réputé infracteur de la Constitution française, qui honore le malheur, et puni comme mauvais citoyen ¹ ».

L'arrêté était daté du 26 brumaire an II (16 novembre 1793) de « la République française une et indivisible et protectrice des pauvres ».

C'est encore aux agences de secours que fera appel Lakanal pour faciliter aux citoyens pauvres le paiement de leurs contributions. Le conventionnel avait songé d'abord à les en exempter entièrement. Le 27 octobre 1793, le citoyen Sarrette, chargé de la perception des impôts, avait fait part au Conseil général de la commune de Bergerac de la défense que lui avait signifiée Lakanal d'imposer les pauvres ². Lakanal trouvait peu logique, sans doute, que, d'une main, on retirât aux pauvres, sous forme de contributions, ce qu'on leur accordait, de l'autre main, sous forme de secours. Mais le principe de l'égalité de tous devant l'impôt dut prévaloir dans son esprit, puisque, le 14 frimaire an II (14 décembre 1793), il affirmait les obligations fiscales des pauvres, quitte à leur en faciliter l'accomplissement. « Si, disait-il, dans un gouvernement républicain nul n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges nationales ³, [en revanche] il est juste d'aider dans cette partie de leurs devoirs civiques des frères appauvris par l'égoïsme barbare des riches et les maux passagers d'une révolution qui

1. L'art. 123 de la Constitution du 24 juin 1793 portait que « la République française honore la loyauté, le courage, la vieillesse, la piété filiale, le malheur » (Duvergier, t. V, p. 441).

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 354, verso.

3. Lakanal fait allusion à l'article 101 de la Constitution du 24 juin 1793 : « Nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques » (Duvergier, t. V, p. 440).

doit asseoir le bonheur du monde sur les ruines de tous les préjugés et de tous les abus¹ ». Aussi les commissaires de la Caisse patriotique tiendraient-ils à la disposition des agences de secours la somme de 7.016 livres 19 sols 4 deniers, pour couvrir la contribution mobilière de 703 citoyens de la commune de Bergerac, et cela, d'après l'état dressé, sur les ordres de Lakanal, par le percepteur des impositions².

Au milieu de frimaire an II, les agences de secours créées par le conventionnel à Bergerac semblent fonctionner avec régularité. Le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), l'administration du district de Bergerac proposait d'envoyer à la Convention une adresse où il était dit : « Des agences de secours ont été établies, et l'indigence a reçu des consolations³ ».

C'est peut-être au spectacle des heureux résultats que donnaient ces agences que, le 26 frimaire an II (16 décembre 1793), Roux-Fazillac se décidait à prendre, à Périgueux, un arrêté ordonnant l'établissement d'une agence de secours par canton⁴, l'ouverture d'ateliers de charité, etc.⁵.

En tout cas, à Bergerac, les agences de secours fonctionnaient à merveille. Lakanal trouvait en elles des auxiliaires utiles dans la réalisation de ses projets humanitaires⁶. On le voit encore, le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), ordonner aux commissaires de la Caisse patriotique de verser 2.000 livres aux agences de secours de Bergerac, pour fournir du bois de chauffage aux indigents⁷. Son œuvre devait survivre à son départ. Le 23 thermidor an II (10 août 1794), l'agent national invitait le Conseil général de la commune à faire compléter la liste des citoyens qui avaient droit aux secours distribués par ces agences⁸.

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 20. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 161.

3. C'est sans doute à cet arrêté de Roux-Fazillac qu'il faut attribuer l'existence d'une agence de secours à Excideuil (*Arch. dép. Dordogne*, L 407, 8 pluviôse an II).

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 172, et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 54.

5. Certains citoyens firent même des dons en nature aux agences de secours. Jean Lespinnasse, par exemple, leur offrit six draps de lit, huit chemises, un habit de drap (*Arch. mun. Bergerac*, fonds Blanc, lettre de Lespinnasse à Lakanal, du 6 prairial an II).

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 413. *Ibid.*, L 407, compte des trésoriers de la Caisse à 3 clefs, du 14 germinal an II.

7. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 93.

Secours organisés ailleurs qu'à Bergerac.

Ce n'est pas seulement à Bergerac que le conventionnel organisait des secours.

Le même jour, 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), le Comité révolutionnaire de Bergerac transmettait à un certain Reynaud l'ordre que lui avait donné Lakanal d'assurer l'assistance des malheureux dans les divers cantons du district de Bergerac¹.

En dehors du district de Bergerac, certaines municipalités recevaient du représentant, vers la fin de nivôse an II, une lettre contenant cette question : « Les secours dus à nos frères indigents sont-ils organisés² ? »

A cette question la municipalité de Ribérac répondait, le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794) : « Non... Roux-Fazillac, pour accélérer la distribution de ces secours, prit un arrêté, le 26 frimaire dernier, qui prescrit des mesures simultanés dont la direction est aux mains de l'administration du district... Nous n'avons pas négligé de faire nos rôles de secours conformément à l'arrêté du représentant. Ils présentent un résultat bien affligeant, puisque nous avons inscrit 109 familles, dont la presque totalité a droit aux secours déterminés par les lois de...³ »

La municipalité de Périgueux lui répondit qu'elle n'avait pu organiser les secours, à cause de l'impossibilité où elle se trouvait de remplir les formalités prescrites par le décret du 28 juin 1793⁴. Cependant, une agence de secours existait à Périgueux, à la date du 16 pluviôse an II (4 février 1794). Ce jour-là, Lakanal envoyait à la municipalité cette brève et belle lettre : « Frères, je me hâte d'acquitter la dette des âmes sensibles. Je vous assure des fonds pour soulager l'infortune et le malheur. J'aurais désiré, avant d'agir, de connaître le mode de distribution que vous avez adopté ; mais la faim ne s'ajourne

1. Arch. dép. Dordogne, L 407, 5 pluviôse an II. C'est ainsi que trois agences de secours furent créées à Lalinde (abbé Goustat, *Lalinde...*, p. 201, 202).

2. Arch. nat., AF II 96, 707. Le Roy, p. 208. Clamageran, p. 15.

3. Arch. mun. Ribérac, Reg. corresp. mun., à cette date.

4. Clamageran, p. 17.

pas¹ ». Le même jour, Lakanal ordonnait au Comité révolutionnaire de Périgueux de tenir à la disposition du bureau de l'agence de secours de cette ville la somme de 4.000 livres, pour le soulagement des indigents². Le 5 ventôse an II (23 février 1794), le citoyen Lacharmie, trésorier du bureau de cette agence, rappelait au Comité révolutionnaire de Périgueux — qui, sans doute, avait fait jusque-là la sourde oreille — l'arrêté du représentant, du 16 pluviôse, ordonnant ce versement de 4.000 livres. Le Comité décidait alors de notifier cet arrêté au directoire du district, pour qu'il fit compter ladite somme à l'agence de secours³.

C'est encore une agence de secours que Lakanal organisait à Monsépur, dans les premiers jours de thermidor an II, quand il arrêta la création d'une Commission de trois citoyens patriotes chargés de dresser la liste de « tous les sans-culottes qui ont fait des pertes dans la Révolution », et de « les mettre ainsi à l'abri de... la tyrannie de cette engeance aristocratique connue sous le nom de *bourgeois vivant noblement* ». La Commission devait, en outre, dresser la liste « de tous nos frères indigents », et Lakanal se chargeait d'assurer tous les fonds nécessaires pour payer 1° les loyers des citoyens et citoyennes pauvres et patriotes, 2° leurs contributions, 3° les frais de réparation de leurs demeures⁴. Nous savons déjà⁵ par quelles taxes individuelles, levées sur des riches inciviques, Lakanal devait subvenir aux besoins des pauvres du canton de Monsépur.

Ainsi, à Bergerac — qui fut comme le quartier général de son action bienfaisante —, en divers points de la Dordogne et jusque dans le département du Bec-d'Ambès⁶, Lakanal organisait des agences de secours, les subventionnait largement sans qu'il en coûtât un sou au Trésor, trouvait en elles les précieux instruments de son œuvre d'assistance publique⁷.

1. Clamageran, p. 20. « La faim ne s'ajourne pas », écrivaient aussi les administrateurs du district de Morlaix (Ferdinand-Dreyfus, *o. c.*, p. 92, s. d.).

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 708.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, 5 ventôse an II.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

5. Voir plus haut, p. 311.

6. Monsépur appartenait au département du Bec-d'Ambès.

7. Sur les divers établissements hospitaliers de la Dordogne pendant la Révolution, on consultera avec profit *Arch. nat.*, F¹⁵ 282, 310, 338, 426.

5° Mesures d'assistance temporaire.

A côté de ces institutions (hôpitaux, agences de secours), qui devaient être permanentes, il convient de signaler deux mesures prises par Lakanal pour soulager les indigents, mais qui n'eurent qu'un caractère temporaire : les secours aux pauvres qui avaient pris part aux travaux révolutionnaires des routes, et ceux accordés aux parents pauvres des soldats.

1° La première mesure fut due exclusivement à l'initiative du conventionnel.

Dans la proclamation par laquelle Lakanal invitait les habitants de la Dordogne à participer à la réfection révolutionnaire des routes, il disait déjà : « Chaque citoyen portera le pain qui doit réparer ses forces usées par le travail ; le riche en portera pour le pauvre ¹ ».

Mais Lakanal alla beaucoup plus loin. Par un arrêté du commencement de ventôse an II, que nous n'avons pu trouver, mais dont l'existence est incontestable², il décida que les citoyens pauvres qui ne pouvaient faire le sacrifice de leur salaire, tandis qu'ils participeraient à la réfection révolutionnaire des routes, recevraient une indemnité. Les municipalités devaient dresser la liste des citoyens qui se trouvaient dans ce cas.

Une fois que Lakanal eut ces listes, il écrivit aux administrateurs des divers districts du département³. Il excusait son retard par « la négligence d'un grand nombre de municipalités qui n'avaient pas donné la liste des citoyens qui n'ont pu faire à la patrie le sacrifice de leurs salaires », par « la nécessité de se procurer ces listes pour faire un tableau complet des journées réclamées, afin d'éviter la confusion, les doubles emplois, les oublis partiels, etc. », et par « l'habitude de tout faire par moi-

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

2. Incontestable, notamment parce que le procès-verbal de la Société populaire de Montignac porte, à la date du 11 ventôse an II (1^{er} mars 1794) : « Un membre propose d'indemniser les indigents qui ont travaillé aux chemins. On passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que l'arrêté du représentant Lakanal porte expressément que les citoyens qui ne peuvent faire le sacrifice de leurs journées seront indemnisés » (Le Roy, p. 78).

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 520, f. 133, et L 108, f. 30.

même, pour être en mesure de cautionner de ma tête toutes mes opérations ». Mais, maintenant, il allait acquitter « la dette contractée envers les citoyens peu fortunés dans le cours des travaux révolutionnaires des grands chemins ». « Annoncez, disait-il, à nos frères les indigents des communes de votre district que c'est avec douleur, mais forcément, que j'ai tant différé de remplir envers eux les engagements de la patrie ; dites-leur que ma parole fut toujours un serment et qu'il n'y aura jamais de milieu pour moi entre être juste ou cesser d'être¹ ».

Aussi, le 12 germinal an II (1^{er} avril 1794), envoie-t-il à l'administration du district de Montignac un ordre pour 5.650 livres 7 sols². — Le même jour, il ordonne au receveur du district de Sarlat de tenir à la disposition de l'administration du district 5.192 livres 11 sols³, et l'administration du district de Sarlat arrête qu'il sera écrit une lettre à chaque municipalité du district désignée dans l'état de distribution, afin qu'elle prenne chez le receveur la somme qui lui est attribuée⁴. — Le 14 germinal an II (3 avril 1794), l'administration du district d'Excideuil accuse réception à Lakanal de l'ordonnancement de 5.765 livres 8 sols, à tirer sur le trésorier du district d'Excideuil, pour payer les indigents du district qui ont travaillé aux routes, et elle l'assure que ses ordres « seront exécutés sans retard⁵ ». — Enfin, le 17 germinal an II (6 avril 1794), c'est au receveur du district de Bergerac que Lakanal ordonne de verser 19.122 livres 8 sols, pour le même objet en prenant les fonds sur le produit des taxes révolutionnaires⁶.

A leur tour, les districts répartirent ces diverses sommes entre leurs municipalités respectives. On voit, par exemple, les pauvres du village de Peyrignac (district de Montignac) recevoir 535 livres 15 sols⁷, ou encore la municipalité de Monbazillac (district de Bergerac) toucher un mandat de 1.055 livres 16 sols⁸.

1. Voir la note 3 de la page précédente.

2. Arch. dép. Dordogne, L 520, f. 133.

3. Arch. nat., AF II 96, 709.

4. Arch. dép. Dordogne, L 845.

5. Ibid., L 489.

6. Ibid., L 368, n° 77.

7. V. Grand, *Annales du Terrassonnais*, p. 229.

8. Arch. dép. Dordogne, L 357, f. 179.

Ces mesures de Lakanal entraînèrent l'initiative privée. Ainsi, dès le 11 ventôse an II (1^{er} mars 1794), plusieurs membres de la Société populaire de Montignac offraient spontanément des dons en nature, pour être distribués aux plus indigents des pauvres qui avaient travaillé aux routes des environs de Montignac¹. L'exemple du représentant était fécond.

Lakanal avait soulagé beaucoup de pauvres et ménagé du même coup leur dignité, en leur procurant, sous la forme de salaire du travail, un secours à leur indigence.

2° Alors même que Lakanal ne se faisait pas le promoteur de mesures humanitaires, il n'en veillait pas moins strictement à l'exécution de ces mesures, notamment en ce qui concerne les secours à donner aux parents pauvres des soldats².

Dès le 7 septembre 1793, les représentants Pinet, Paganel et Tallien avaient pris, à cet égard, conformément au décret du 4 mai 1793, un arrêté invitant les Périgourdins qui se trouveraient dans les conditions prévues par la loi à se faire inscrire sur les registres des secours, et précisant le détail de ces conditions³. Le 10 septembre 1793, Roux-Fazillac avait expliqué, par arrêté, certains points de l'arrêté précédent sujets à contestation⁴.

Le 8^e jour du 2^e mois de l'an II (29 octobre 1793), Lakanal reprit ces diverses mesures en un long arrêté⁵. Dans les considérants de cet arrêté, il rappelait le décret bienfaisant du 4 mai

1. Le Roy, p. 78.

2. Lakanal était pourtant aussi, à quelque degré, le promoteur du décret du 4 mai 1793, puisque, le 24 avril 1793, c'est lui qui avait fait mettre à l'ordre du jour du lendemain, par la Convention, un rapport sur les secours à accorder aux femmes, mères et enfants des volontaires qui combattaient aux frontières (*Proc.-verb. Convention*, 24 avril 1793, p. 137). On trouvera une synthèse de la législation relative aux secours distribués aux familles des défenseurs de la patrie dans le *Bulletin de la Commission... des doc. relatifs à la vie écon. de la Révolution*, 1908, C. Bloch, *art. cit.*, p. 239 et suiv.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 57. Voir Duvergier, t. V, p. 334.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 65.

5. Avant même d'avoir pris cet arrêté, Lakanal veillait strictement à l'application de la loi, au point de destituer le secrétaire-greffier de la municipalité de Bergerac, Cazamajou. « Un jour, dit le pamphlétaire bergeracois, sur des plaintes qui lui furent portées par des femmes ou parents des défenseurs de la patrie contre le secrétaire de la municipalité, homme à caractère brusque et bourru, bonhomme malgré cela et jureur par habitude, il le destitue ». Ce fut l'objet de l'arrêté du 4 brumaire an II, et, malgré

1793, en regrettant que les formalités prescrites pussent devenir « un obstacle à l'acquit de cette dette sacrée » et que le défaut d'une pièce ait pu priver des parents de volontaires « des secours dont le sang de leurs enfants est le garant et le prix ¹ ». Il ajoutait que « l'infortune, toujours honorée par un gouvernement libre, a des droits plus saints encore lorsqu'elle trouve sa cause dans les sacrifices qu'il exige d'elle ». Son arrêté simplifiait les prescriptions ordonnées par le décret du 4 mai, pour faire la preuve qu'on était parent de volontaires et pour obtenir des secours. Lakanal confirmait une partie des arrêtés pris par ses collègues en cette matière les 7 et 10 septembre 1793, et il invitait les autorités à activer la distribution des secours ¹.

De son côté, Roux-Fazillac, le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), ordonnait la répartition, entre les districts du département, de 6.000 livres destinées aux parents pauvres des défenseurs de la patrie ².

Le décret du 21 pluviôse an II (9 février 1794) vint renforcer les mesures déjà prises à ce sujet. Quand, pour accélérer l'exécution de ce décret, l'administration du district de Bergerac rendit, le 13 germinal an II (2 avril 1794), un arrêté nommant des commissaires vérificateurs et distributeurs de secours, et l'accompagna de réflexions sur l'utilité et l'urgence de ces secours, Lakanal écrivit au bas de cet arrêté : « Le représentant du peuple... applaudit aux principes qui ont dicté l'arrêté ci-dessus... et approuve les mesures salutaires qu'il présente ³ ».

L'intervention de la Société populaire, Lakanal ne revint pas sur sa décision. Voir plus haut, p. 126, et H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre X. Le 27 octobre 1793, le Conseil général de la commune de Bergerac avait reçu une pétition de la citoyenne Mounet, qui demandait pour son mari, revenu malade de l'armée, les secours accordés par la loi. Mais le Conseil, « instruit que... Lakanal... doit prendre un arrêté sur ce relatif,... ajourne toutes demandes à ce sujet, jusqu'à la connaissance dudit arrêté », qui fut rendu le surlendemain (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 354, verso).

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 102. Lakanal fait allusion aux art. 7 et 14. Les 9 et 24 frimaire, 13 pluviôse an II, etc., le Conseil général de la commune de Bergerac s'occupera d'appliquer l'arrêté de Lakanal (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à la date indiquée).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 117.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 388. Voir Duvergier, t. VII, p. 42. Le décret du 13 prairial an II, déterminera dans le détail le mode de distribution des secours aux familles des défenseurs de la patrie, en simplifiant,

Et comme l'administration du district de Bergerac laissait traîner en longueur la distribution des secours, Lakanal lui écrivait cette phrase lapidaire, dans laquelle se résume l'énergie bienfaitrice du représentant : « Il faut faire payer les parents des défenseurs de la patrie, et, s'il n'y avait pas de fonds pour acquitter cette dette sociale et sacrée, je saurais vendre jusqu'à la dernière chemise du riche¹ ».

6° Résumé et appréciation des contemporains.

Quelque étendue que nous ayons réservée à ce chapitre, nous ne croyons pas avoir donné à cette question plus d'importance que n'y attachaient le représentant et, en général, les hommes de la Révolution. C'est qu'en cette matière tout était à refaire, et à refaire sur des bases nouvelles. Nous sommes entrés parfois dans le détail un peu laborieux des mesures prises et appliquées par Lakanal. Il ne suffisait pas, en effet, de citer de lui quelques belles phrases à la Rousseau, quelques tirades sentimentales et parfois, d'ailleurs, éloquentes. Il fallait surtout montrer, d'une part, quels étaient ses principes d'action à ce sujet et, d'autre part, en quoi il fut véritablement organisateur et administrateur, complétant ou rectifiant, de sa propre initiative, la législation révolutionnaire. Nous savons ce qu'on avait tenté et ce qu'il y avait à accomplir quand il arriva dans la Dordogne, quels secours moraux il voulut apporter aux malheureux par des fêtes familiales et des visites à domicile, de quel cœur d'or il fit preuve envers les pauvres, ces « fils aînés des États populaires ». Nous savons aussi combien ses sentiments d'humanité lui dictèrent quelques-unes des plus grandioses mesures qu'il prit, comme l'extinction des procès, par quels procédés fiscaux il évita la moindre dépense au Trésor de la République, comment il conçut et mena à bien ses deux grandes entreprises d'assistance publique, hôpitaux et agences de secours, tandis que les indigents qui avaient con-

comme Lakanal l'avait fait par son arrêté du 29 oct. 1793, les formalités précédemment prescrites par la loi (*Ibid.*, p. 223).

1. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 179.

tribué à la réparation révolutionnaire des routes ¹ et les parents pauvres des volontaires recevaient de Lakanal les subventions dont leur pauvreté même et leur civisme semblaient leur faire un droit.

Il nous a paru à propos d'insister sur ces diverses mesures, d'autant qu'elles obtinrent pour la plupart un effet immédiat.

Sans doute, il restait beaucoup à faire, et le successeur de Lakanal à Bergerac, Pellissier, le 26 fructidor an II (12 septembre 1794), pouvait bien signaler à la Convention la tâche qu'il fallait encore accomplir ².

Mais l'action exercée par Lakanal était déjà considérable. C'est avec une légitime fierté qu'il pouvait écrire à la Convention, dès le 5 frimaire an II (25 novembre 1793) : « L'indigence n'a pas fait entendre autour de moi des sanglots inutiles : linge, habits, pain, logement, comme des ateliers de travail, j'ai su tout obtenir ³ ».

La déclaration suivante de la Société populaire de Bergerac permet d'apprécier l'effet produit de bonne heure sur les populations par l'œuvre de bienfaisance que réalisait cet apôtre, ce missionnaire de la fraternité dans le Périgord : « L'assemblée délibère à l'unanimité qu'il sera fait une adresse à la Convention nationale, pour... lui rendre d'immortelles actions de grâces de nous avoir envoyé le vertueux Lakanal, qui s'occupe sans relâche... du soulagement des malheureux ⁴ ».

1. Lakanal paraît avoir secouru aussi les indigents qui avaient travaillé aux travaux de navigation du Dropt. Le 7 thermidor an II, le receveur Grimard payait 17.900 livres « aux citoyens indigents de la commune de Monségur, conformément aux vues bienfaisantes » du représentant ; le 9 thermidor an II, il versait, par ordre de Lakanal, 943 livres à l'aubergiste Monié, sans doute pour frais de nourriture donnée à ces indigents (*Arch. dép. Gironde*, L 1053, Reg. des dépenses qui ont été faites pour la navigation du Dropt). Nous n'avons pas d'autres renseignements à cet égard.

2. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 655.

3. *Ibid.*, t. VIII, p. 703.

4. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, 10^e jour 2^e mois an II. Le pamphlétaire bergeracois, si hostile qu'il soit à Lakanal, écrit, à propos de plusieurs mesures d'assistance prises par le conventionnel : « On ne peut qu'applaudir à ces établissements » (H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre VI).

CHAPITRE X

LAKANAL ET LES SUBSISTANCES

1° La disette dans la Dordogne. — 2° Efforts parallèles à ceux de Lakanal. Premières mesures de Lakanal. — 3° Ses efforts pour approvisionner les districts de la Dordogne; — 4° et celui de Bergerac en particulier. Résistances qu'il rencontre. — 5° Répartition des grains à l'intérieur de ce district. — 6° Lakanal assure le pain et la paix dans la Dordogne.

« Je parcours le département de la Dordogne, écrivait Lakanal au Comité de salut public, le 2 pluviôse an II (21 janvier 1794) ; nos frères des campagnes sentent vivement le second de leurs besoins, la rareté des subsistances ; le premier, c'est la liberté¹ ». La question des subsistances se posait, en effet, impérieuse, à Lakanal, pendant tout son séjour dans la Dordogne.

A ce point de vue, la Révolution recueillait dans ce département — comme en tant d'autres — le lourd héritage de l'Ancien régime, et cette situation critique allait être aggravée encore par toutes sortes de difficultés intérieures et extérieures, par les bouleversements politiques, sociaux, économiques qui agiteront la France révolutionnaire. Aussi Lakanal sera-t-il dans l'impossibilité d'éviter aux Périgourdins les inquiétudes de la disette : du moins, il s'occupera efficacement de rendre ces inquiétudes illusoires. D'autres que lui feront, dans la Dordogne, d'heureux efforts, qui corroboreront les siens. Mais l'œuvre capitale d'approvisionnement et d'équitable répartition, c'est bien Lakanal qui paraît l'avoir accomplie. Dès son arrivée, nous le verrons prendre diverses mesures en ce sens. De concert avec la Commission des subsistances, il portera sa sollicitude sur toutes les parties de la Dordogne, dont il avait juré, un peu ambitieusement, de faire une autre vallée de Tempé, non sans s'appliquer spécialement à préserver de la famine ce district de

1. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 370.

Bergerac dont les besoins étaient si pressants et dont il était le seul représentant à défendre, sur place, les intérêts¹.

1° *La disette dans la Dordogne.*

La disette et souvent même la famine avaient été une des plaies économiques de l'Ancien régime. Nous avons brièvement montré² à quel degré de misère se trouvaient réduits beaucoup d'habitants du Périgord au XVIII^e siècle ; il n'y a pas lieu d'y revenir.

Le 21 juillet 1790, le représentant du marquis d'Hautefort signalait « la misère extrême où deux années de disette ont plongé les gens de la campagne³ ».

Le 31 juillet 1791, le Conseil général de la commune de Bergerac, « vu la grande disette des grains et les calamités qui nous menacent », décidait de demander à l'Assemblée nationale l'autorisation de faire un emprunt, destiné à « procurer des grains à ce pays⁴ ».

Le procureur-général-syndic du département écrivait, le 30 octobre 1792 : « Notre département éprouve des agitations intérieures occasionnées par bien des causes... : le prix des grains hausse d'une manière alarmante... ; des maladies contagieuses ont enlevé beaucoup de monde à l'agriculture⁵ ».

Ne nous étonnons pas non plus si, en pleine Révolution, en 1793, la pénurie des approvisionnements était telle, à Lamonzie-[saint-]Martin, que des femmes de cette localité, ayant arrêté et pillé un convoi de grains, répondaient « qu'elles aimaient autant mourir par la guillotine que de périr de faim⁶ ».

Pinet n'écrivait-il pas de Périgueux à la Convention, le 5 septembre 1793, à propos des grains : « Vous n'avez pas d'idée

1. D'autres représentants, Romme et Roux-Fazillac, par exemple, défendaient les intérêts d'autres districts du département (Voir p. 334 à 336 et 349).

2. Voir notre chap. sur *Lakanal et l'assistance publique*, p. 301 et suiv.

3. Arch. dép. Dordogne, Papiers du fonds d'Hautefort, à la date indiquée.

4. Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date. Voir aussi *Proc.-verb. Convention*, 21 août 1793, p. 129.

5. Arch. nat., F^{1c} III, Dordogne (carton 1).

6. Arch. dép. Dordogne, L 356. Voir *l'Avenir de la Dordogne*, 2 fév. 1904.

des cris que le peuple jette de toutes parts à ce sujet... Le pain est hors de prix ¹ » ?

Le 7 septembre 1793, Pinet et Tallien écrivent aussi au Comité de salut public : « La disette se fait déjà sentir ; la récolte a été très faible ² ». Le 14 septembre 1793, Pinet fait encore part au Comité de ses inquiétudes, relativement aux subsistances ³.

Ou encore, c'est la municipalité de Thiviers qui, le 27 octobre 1793, interdit la fabrication des tortillons, comme « ne tendant absolument qu'à satisfaire la sensualité ⁴ ».

La situation économique était donc grave, quoique moins grave que sous l'Ancien régime ⁵. Mais on s'occupait activement de pallier le mal.

2°

Efforts parallèles à ceux de Lakanal.

Avant et même pendant le séjour de Lakanal dans la Dordogne, un certain nombre de tentatives furent faites par d'autres que par lui, pour résoudre dans ce département le gros problème des subsistances.

Le 1^{er} mai 1793, les représentants Élie Lacoste et Jeanbon Saint-André, envoyés en mission dans la Dordogne et le Lot, avaient pris, à Périgueux, une importante mesure préalable, en ordonnant le recensement des grains de ces deux départements ⁶.

Le 12 octobre 1793, Garrau, Ysabeau et Tallien autorisaient

1. Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 287.

2. *Ibid.*, p. 341.

3. *Ibid.*, p. 485.

4. *Arch. mun. Thiviers*, Reg. délib. mun., à cette date.

5. Nous verrons bien Lakanal parler de communes dont les habitants mangent des orties, mais ce témoignage est isolé, et il se peut que Lakanal ait exagéré et généralisé ce cas à dessein, pour obtenir des subsistances.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 366, à la date indiquée. Une série de décrets ordonnaient et ordonneront de faire le recensement des grains (16 sept. 1792, 4 mai, 5 juillet et 17 août 1793, 15 brumaire an II, etc.) Le décret du 8 avril 1793 ordonnait aux représentants en mission de « s'assurer de la situation des subsistances... que peut fournir chacun des départements » (Aulard, *Recueil*, t. III, p. 158).

l'administration du district et le Comité de surveillance de Bergerac à établir dans cette ville un dépôt de grains¹.

En vain les représentants faisaient-ils appel à la Convention ou au Comité de salut public. Le Comité ne leur répondait pas ou éludait les questions². Le 1^{er} jour du 2^e mois de l'an II (22 octobre 1793), Pinet priait la Convention de presser la Commission des subsistances dans son travail de répartition des grains entre les départements³; le 8 brumaire an II (29 octobre 1793), il demandait si cette Commission s'était « endormie⁴ ». De son côté, Paganel, envoyé en mission dans la Dordogne, le Lot-et-Garonne, etc., mandait au Comité de salut public, le 12 brumaire an II (2 novembre 1793), que les subsistances manquaient dans le Midi⁵.

Pour remédier à cette pénurie, Roux-Fazillac et Romme prirent un certain nombre de mesures, que nous exposerons sommairement.

Le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), Roux-Fazillac lançait à Périgueux un arrêté organisant un Comité de subsistances et de secours pour le département⁶. Les douze membres de ce Comité aideraient les autorités constituées à approvisionner les marchés et greniers publics, et à opérer une distribution équitable des grains dans toutes les parties du département. Ce Comité fonctionnait dès le 8 frimaire an II (28 novembre 1793)⁷. Nous ne savons quelle fut son efficacité, mais elle paraît avoir été médiocre, puisqu'on voit Roux-Fazillac lui-même, créateur de ce Comité, se plaindre à plusieurs reprises, le 3 frimaire an II (23 novembre 1793)⁸, le 11 frimaire an II (1^{er} décembre 1793)⁹, le 30 frimaire an II (20 décembre 1793)¹⁰, de la pénurie des grains dans le département.

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 84.

2. Par exemple, voir une réponse du Comité à une lettre pressante de Pinet sur la question des subsistances, dans Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 485.

3. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 576.

4. *Arch. nat.*, AF II 170, 1394.

5. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 194.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 137. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

7. *Arch. dép. Dordogne*, L 587, à la date indiquée.

8. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 661.

9. *Ibid.*, t. IX, p. 85.

10. *Ibid.*, p. 554.

D'autre part, Romme s'intéressera vivement, quelques mois plus tard, aux approvisionnements de la Dordogne. Le 22 floréal an II (11 mai 1794), il écrit de Périgueux au Comité de salut public, pour lui dire ses inquiétudes au sujet des subsistances, et lui transmettre copie de deux de ses arrêtés, destinés à empêcher la coupe des blés verts ¹.

A peu près à la même époque, il décide que les officiers de tout grade et de toutes armes ne recevront désormais que la ration du soldat ².

Le 30 floréal an II (19 mai 1794), il fait savoir à la Convention que les habitants de Périgueux, pour pouvoir fournir des grains aux districts voisins, se sont privés au point de ne manger que 6 à 8 onces de pain par jour, et il cite une anecdote à l'appui ³. C'est en vain qu'il sollicitait des secours du Comité de salut public. Celui-ci s'abstenait de répondre à ses demandes. Dans une lettre du 3 prairial an II (22 mai 1794) au Comité, Romme se plaignait de ce silence, montrait les ouvriers désertant leurs chantiers à cause de la faible ration qu'on leur donnait, menaçait le Comité de résigner ses fonctions, et annonçait qu'il levait une réquisition de 1.000 quintaux de blé sur les biens des émigrés ⁴. Le lendemain, 4 prairial an II (23 mai 1794), il envoyait au Comité un arrêté qu'il avait pris, ordonnant la répartition des subsistances selon les besoins des citoyens du département ⁵.

Premières mesures de Lakanal.

Ainsi, Roux-Fazillac et Romme cherchaient à enrayer le malaise économique dont souffraient les habitants de la Dordogne en l'an II. C'est avec plus d'activité encore et plus de bonheur que Lakanal accomplit des efforts en ce sens.

Presque aussitôt après son arrivée à Bergerac, il déclare, dans un énergique discours à la municipalité, qu' « il veut s'occu-

1. Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 450.

2. *Ibid.*, p. 473.

3. *Ibid.*, p. 615.

4. *Ibid.*, p. 680.

5. *Ibid.*, p. 706.

per activement d'assurer les subsistances¹ ». Cette promesse, il la réalise sans tarder, puisque, dès le 1^{er} jour du 2^e mois de l'an II (22 octobre 1793), il vient entretenir la Société populaire de Bergerac des « mesures efficaces qu'il a prises pour assurer nos subsistances », et il « jure sur sa tête que la ville de Bergerac sera la dernière qui manquera de grains, qu'avant une telle extrémité les têtes des affameurs et accapareurs rouleront sur nos pavés² ». En quoi consistaient ces mesures ? Comment Lakanal allait-il préserver de la disette le département de la Dordogne en général et la ville de Bergerac en particulier ?

3^e *Efforts de Lakanal pour approvisionner les districts de la Dordogne.*

La sollicitude du conventionnel, loin de s'appliquer uniquement à la ville ou au district de Bergerac, s'étendit au département tout entier.

Et pourtant, la tâche de Lakanal était bien difficile, car le département de la Dordogne, en l'an II, ne dut pas seulement se suffire à lui-même, mais subvenir à d'autres besoins que les siens.

En vertu de l'arrêté du Comité de salut public, du 7 nivôse an II (27 décembre 1793), il dut contribuer à l'approvisionnement de l'armée des Pyrénées occidentales³. Si les réquisitions de cette armée sur le département de la Dordogne ne furent pas trop lourdes au début, grâce, semble-t-il, à la présence auprès de cette armée du conventionnel bergeracois Pinet⁴, elles en vinrent cependant à accroître la disette que Roux-Fazillac signalait, dans la Dordogne, le 18 nivôse an II (7 janvier 1794)⁵. Le

1. *Arch. mun. Bergerac* ; signalé dans le Reg. de la Société populaire, séance du 29^e jour 1^{er} mois an II.

2. *Ibid.*, 1^{er} jour 2^e mois an II.

3. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 692.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 711. Voir notre étude sur *Le conventionnel Pinet*. Le 14 pluviôse an II, la Société populaire de Bergerac écrivait à Pinet, en séance à Bayonne, pour le remercier de « la sensibilité avec laquelle tu as vu nos besoins » et même pour le prier de procurer des subsistances à Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n^o 47).

5. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 108.

27 prairial an II (15 juin 1794), une réquisition, faite, par Pinet et Cavaignac, au profit de la même armée, de « tous les froments, seigles, etc., existant dans le département de la Dordogne », provoque les protestations véhémentes de l'administration du département, qui fait part de son mécontentement à Lakanal, car assurément Pinet et Cavaignac « ne connaissent pas l'affreuse famine qui menace le département, surtout si les pluies continuent¹ ». Lakanal ne prit pas de mesures à cet égard, mais le Comité de salut public, à qui s'était adressée l'administration du département, cassa l'arrêté rendu, le 14 prairial (2 juin 1794), par Pinet et Cavaignac ; ceux-ci ne purent que s'incliner devant la décision du Comité, quittes à faire remarquer que l'administration du département avait sans doute un peu exagéré son dénuement².

Pour une fois, le Comité portait secours au département. Mais, d'ordinaire, le département trouvait peu d'auxiliaires à Paris. C'est en vain que l'administration du département avait intercédé auprès des députés de la Dordogne à la Convention : ceux-ci prétendirent avoir fait des démarches en faveur du département, mais ces démarches, si elles se produisirent, semblent être restées infructueuses³.

L'administration du département songeait aussi, vu « la rareté des subsistances », à envoyer un commissaire *ad hoc* auprès de la Convention et de la Commission des trois. Lakanal fut consulté à ce sujet et, tout en rassurant l'administration sur ses inquiétudes, se montra favorable à l'envoi de ce commissaire⁴. Cet envoi eut-il lieu ? Qu'en résulta-t-il ? Nous l'ignorons⁴.

1. Arch. dép. Dordogne, L 161, 1^{er} et 4 messidor an II. Arch. nat., AF II 96, 704.

2. Arch. dép. Dordogne, L 372, n° 7. Arch. nat., AF II 173, 1421, f. 21. Voir Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 489.

3. Arch. dép. Dordogne, L 108, f. 23. Le 14 germinal an II, la Commission des subsistances, pressentie par le représentant Peyssard, lui répond que le département peut encore se suffire et attendre l'arrivée de secours prochains (Arch. nat., F¹¹ 271).

4. *Ibid.*, L 108, f. 20, et 161 f. 45. Nous savons du moins que, le 9 nivôse an II, un commissaire envoyé, non par l'administration du département, mais par l'administration et le Comité de surveillance du district de Bergerac, se présentait à la Convention et demandait des subsistances (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 158).

Ainsi, Lakanal était amené à son tour à s'occuper des subsistances de tout le département.

Déjà, de lui-même, le représentant avait tenu à assurer les divers districts de la Dordogne de sa sollicitude à cet égard. A la fin de nivôse an II, il écrivait à diverses municipalités et Sociétés populaires et aux administrations de district, pour protester de l'intérêt qu'il portait à tous les citoyens de la Dordogne, indistinctement¹.

A quoi la municipalité de Périgueux répondait, désolée, mais confiante² : « Une circonstance pressante nous force de mêler d'amertume les douceurs de notre correspondance. Nous nous trouvons dans ce moment presque sans ressources pour les subsistances, et, si tu ne découvres quelque moyen pour venir à notre secours, nous sommes sur le point d'en manquer... Notre position est telle que nous sommes réduits à vivre au jour la journée, n'ayant aucune espèce de grains en magasin, après avoir épuisé la voie des réquisitions dans notre commune, où la population est immense et le passage des troupes très multiplié ».

Pour ravitailler les habitants, il était nécessaire de connaître leurs provisions et leurs besoins. Aussi Lakanal va-t-il activer et obtenir un recensement des grains du département, condition de leur répartition équitable entre les districts.

Le 30 nivôse an II (19 janvier 1794), il pria l'administration du département de lui envoyer de suite le recensement général des grains de la Dordogne, afin qu'il pût se concerter avec la Commission des trois et assurer jusqu'à la fin de messidor³ les subsistances de ce département. Lakanal ajoutait que la Commission des trois avait déjà pris avec lui des engagements « qui sont bien propres à calmer les inquiétudes du peuple sur le second de ses besoins, le pain : le premier est la liberté⁴ ». Le 2 pluviôse an II (21 janvier 1794), le conventionnel

1. Voir plus haut, p. 99, le texte de la circulaire.

2. Clamageran, p. 19.

3. C'est-à-dire jusqu'à la récolte suivante. Dès le 1^{er} nivôse an II, la Commission des subsistances avait écrit aux administrations des districts de Ribérac et de Bergerac, pour leur demander leurs recensements respectifs (*Arch. nat.*, F¹⁴ 270).

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, à la date indiquée. Voir plus haut, p. 332, une formule analogue, qui rappelle aussi l'expression célèbre de Danton

écrivait à peu près dans les mêmes termes au Comité de salut public, en l'informant de la rareté des grains¹.

Conformément à l'arrêté de Lakanal du 30 nivôse an II (19 janvier 1794), l'administration du département lui fit passer, le 3 pluviôse an II (22 janvier 1794), un premier recensement général des grains du département. Ce recensement était déjà un peu ancien. Aussi un second recensement avait-il été décidé, mais l'administration ne pouvait l'envoyer encore au représentant, attendu qu'en pluviôse an II trois districts seulement sur neuf lui avaient fait parvenir l'état de leurs subsistances².

Dès le surlendemain, 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), Lakanal répondait à l'administration du département au sujet des subsistances, car, disait-il, « les subsistances doivent être le grand ordre du jour pour tous les agents dignes de servir la République³ ». Dans cette lettre, le représentant annonçait que, lors de son dernier voyage à Paris, il avait eu une entrevue avec la Commission des trois et qu'il avait fait part à cette Commission des besoins urgents de la Dordogne. Malheureusement, la Commission, malgré la bonne volonté de ses membres, amis personnels du représentant⁴, n'avait pu prendre encore aucune mesure, ne possédant pas le recensement général des richesses alimentaires du département. Lakanal pressait donc l'administration de blâmer de leur apathie les administrateurs de district, qu'il menaçait d'un châtiment exemplaire. Il ajoutait : « Lorsque le recensement me sera transmis, si j'ai un délai moral pour agir, je répondrai sur la mienne [tête] de l'approvisionnement de ce département ».

L'administration du département, se conformant à ces prescriptions, prit des mesures pour stimuler l'activité des districts

(« après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple »), prononcée au cours d'un débat sur l'instruction publique, le 13 août 1793 (Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 277). Lakanal était alors président du Comité d'instruction publique. Cette expression dut le frapper.

1. Voir la citation du début du chapitre, p. 332.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 10. Un autre recensement des grains du département sera ordonné, le 25 germinal an II, par la Commission des subsistances (*Arch. nat.*, F¹¹ 271).

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 11.

4. Sur cette Commission et ce qu'en dit Lakanal, voir p. 70. Lors de son second voyage à Paris (germinal an II), Lakanal interviendra encore auprès de cette Commission, en faveur du district de Périgueux (voir p. 349).

retardataires. Cinq districts sur neuf avaient alors fourni les recensements demandés. Quatre districts n'avaient encore rien transmis : de ce nombre était le district de Périgueux. L'administration du département lui envoya, ainsi qu'aux trois autres districts défaillants, pour exciter leur zèle, copie de la lettre menaçante du conventionnel¹.

Le 6 pluviôse an II (25 janvier 1794), l'administration du département tenait Lakanal au courant de ses opérations. Elle s'apprêtait à centraliser les recensements particuliers de chaque district et à les fondre en un état général, qu'elle transmettrait au représentant. « Nous ne perdons pas de vue un seul instant, disait-elle, tout ce qui peut te faciliter dans les opérations dont tu es chargé; nous savons qu'il ne doit y avoir de repos pour nous que lorsque le peuple sera parfaitement heureux² ».

Grâce à l'insistance de Lakanal, le recensement eut lieu, et il fut en somme rassurant, puisque, le mois suivant, en ventôse an II, le conventionnel écrivait à l'administration du département : « Il résulte du dépouillement ou recensement que le département de la Dordogne est approvisionné pour plusieurs mois, en reversant également ses richesses sur tous les districts³ ».

Ce recensement général allait être, en effet, le « régulateur⁴ » qui permettrait à Lakanal de distribuer équitablement les grains aux districts, en proportion de leurs besoins et de leurs ressources, que l'on connaissait désormais exactement.

Au reste, certains districts, tels que ceux de Mussidan, Bergerac, Montignac et Excideuil, se signalaient d'eux-mêmes à l'attention du représentant.

Dès le 10 pluviôse an II (29 janvier 1794), l'administration du district de Mussidan lui écrivait : « La disette des grains de toute espèce... sera bientôt générale dans tout ce district... Notre situation veut des mesures promptes et assurées, et elles sont dans tes mains ». Elle déclarait n'attendre son salut que d'un « miracle » accompli par le « génie révolutionnaire » du conventionnel⁵.

1. Voir, p. 100, une partie de cette lettre menaçante et inquiète.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 11 et 12.

3. *Ibid.*, f. 44.

4. *Ibid.*, f. 11.

5. *Ibid.*, L 595, 10 pluviôse an II. C'est peut-être sur les instances de

De son côté, l'administration du district de Bergerac multipliait ses requêtes auprès du représentant, pour en obtenir, sinon du blé, au moins des châtaignes et des pommes de terre¹ : avec quelle insistance, nous le verrons dans les pages suivantes.

Lui aussi, le district de Montignac sollicitait en sa faveur l'intervention de Lakanal. Le 21 pluviôse an II (9 février 1794), tandis que la Société populaire de Montignac chargeait des commissaires d'inviter Lakanal « à prendre, dans sa sagesse, toutes les mesures propres à assurer l'exécution » de la loi du maximum dans le département², le même jour, le directoire de ce district écrivait au représentant une lettre désolée : « 17.000 individus sur 44.000, disait-il, manquent absolument de subsistances. Avant la fin du mois, 30.000 crèveront de faim. Toutes nos ressources sont presque épuisées, et nos recensements..., exagérés ». Néanmoins, le directoire avait confiance en Lakanal : « Que peux-tu nous promettre ? Si tu nous dis d'une manière positive que nous ne mourrons pas de faim, nous serons tranquilles, et nous porterons la consolation dans les chaumières alarmées. Si tu n'as pas pris de moyen pour nous approvisionner, dis-le franchement, et autorise-nous à députer vers la Commission des subsistances³ ».

Quatre jours plus tard, 25 pluviôse an II (13 février 1794), nouvelle lettre du directoire du district de Montignac à Lakanal ; nouvelles sollicitations : « Nous avons à peine pour deux mois de vivres. Donne-nous des secours, et surtout n'abandonne pas ce district dans le plus pressant besoin ». En même temps, le directoire le priait d'accréditer auprès de la Commission des trois, de Paris, deux commissaires nommés par la Société populaire de Montignac, pour se rendre auprès de cette Commission³.

Les délégués de la Société populaire de Montignac virent Lakanal et furent rassurés par lui. Au lieu d'aller à Paris, ils

Lakanal que, le 2 germinal an II, la Commission des subsistances autorisera le district de Mussidan à prendre 4.000 quintaux de grains dans son magasin national (*Arch. nat.*, F¹¹ 271).

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 236.

2. *Le Roy*, p. 62.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 525, à la date indiquée.

retournèrent à Montignac et l'un d'eux dit à ses compatriotes, le 29 pluviôse an II (17 février 1794) : « Cessez vos sollicitudes et vos alarmes. Lakanal m'a assuré que le département de la Dordogne serait approvisionné, dans un mois, jusqu'à la prochaine récolte, qu'il en avait pris les moyens et qu'il en répondait sur sa tête ¹ ». La Société populaire de Montignac décidait alors que les commissaires feraient un résumé des réponses du conventionnel, qui serait imprimé à 200 exemplaires, avec une adresse aux campagnes, « pour les rassurer sur le manque de subsistances, que les ennemis de la République ne cessent de leur annoncer ¹ ».

Comme les districts de Mussidan, de Bergerac et de Montignac, celui d'Excideuil fera appel à Lakanal. Le district de Brive devait fournir des subsistances au district d'Excideuil ; mais celui-ci n'avait rien vu venir. Aussi implorait-il Lakanal, le 12 messidor an II (30 juin 1794), l'appelant « le père et le protecteur des pauvres », et le priant « d'user de tout ton pouvoir pour que le district d'Yrieix-la-Montagne [Haute-Vienne] soit autorisé à nous fournir des grains de [son] grenier d'abondance, parfaitement fourni. Ils nous offrent du pain, mais ils veulent une autorisation d'un représentant, et certes nous ne pouvons mieux nous adresser qu'à toi pour l'obtenir ² ».

Nous ne connaissons pas la réponse du représentant au district d'Excideuil.

Lakanal ne bornait pas sa sollicitude au département. Il n'oubliait pas que les districts limitrophes de la Dordogne étaient, eux aussi, de son domaine. Au reste, le Comité de salut public le lui rappelait, à l'occasion.

C'est ainsi que, le 17 floréal an II (6 mai 1794), ce Comité l'invitait à se transporter dans le district de Lauzun, pour y

1. Le Roy, p. 67, 68, 70. Il n'était pas inutile en effet, de rassurer les habitants du district de Montignac. Dans plusieurs communes de ce district, à Jayac, Nadaillac, Paulin, Archignac, Salignac, Beauregard, etc., des troubles avaient éclaté en pluviôse an II, provoqués par un arrêté de l'administration du district de Montignac, relatif à la répartition des grains. Les habitants de Lavilledieu étaient allés jusqu'à dire qu'ils « se foutaient des ordres du district », et que « ceux qui avaient fait le maximum étaient de foutues canailles » (V. Grand, *Annales du Terrassonnais*, p. 117 et 168).

2. Arch. dép. Dordogne, L 444, à la date indiquée. Voir le reste de la lettre, p. 104 et 105.

faire cesser des menées contre-révolutionnaires¹. Ces troubles avaient peut-être pour cause la difficulté des approvisionnements. Toujours est-il que, le 15 prairial an II (3 juin 1794), le Comité, confirmant un arrêté qu'il avait pris le 10 du même mois², prescrivait au district de Marmande de restituer à celui de Lauzun 100 quintaux 32 livres de grains provenant du Gers et interceptés à Marmande. Le Comité chargeait Lakanal d'aller surveiller la prompte exécution de cet arrêté et de pourvoir à l'approvisionnement du district de Lauzun. Le représentant n'avait pas attendu l'arrêté du 15 prairial an II (3 juin 1794) pour se rendre à Lauzun, puisque c'est de là qu'il écrivait, six jours plus tard, le 21 prairial, peut-être même avant d'avoir reçu l'arrêté du 15 prairial : « Je m'occupe... à assurer les subsistances³ ».

*4° Lakanal approvisionne le district de Bergerac.
Résistances qu'il rencontre.*

Si le conventionnel s'occupait indistinctement des divers districts de la Dordogne et même d'autres districts, il marquait néanmoins une sollicitude particulière à celui de Bergerac.

Ce n'est point par pure sentimentalité, parce qu'il résidait à Bergerac, qu'il paraît s'être intéressé spécialement à ce district. Lakanal ne voulait pas l'avantager de préférence aux autres. Mais ce district avait des besoins plus nombreux et plus pressants que ses voisins.

« A son arrivée à Bergerac, dit le pamphlétaire bergeracois, les subsistances étaient rares, le peuple inquiet⁴ ». Le 16 brumaire an II (6 novembre 1793), Roux-Fazillac transmettait au Comité de salut public les réclamations du Comité révolutionnaire de Bergerac, relativement aux subsistances⁵. Le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), le Comité de subsistances du district de Bergerac, « pour suppléer au manque total de

1. Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 318.

2. *Ibid.*, t. XIV, p. 3.

3. *Ibid.*, p. 236.

4. H. Labrousse, *Un pamphlet contre Lakanal* (chapitre XII).

5. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 260.

grains », arrêta de faire acheter des châtaignes dans le district de Montignac, et, à cet effet, Lakanal donnait commission au citoyen Prunevielle¹. Le lendemain, 21 brumaire an II (11 novembre 1793), le représentant fixait le chiffre et donnait les raisons de la réquisition :

« Considérant, disait-il, que le grand nombre d'ouvriers appelés à Bergerac pour la construction et la surveillance du dépôt des chevaux occasionne un surcroît de consommation ;

« Considérant que les travaux préliminaires de la manufacture d'armes qui va s'établir près de Bergerac commandent des mesures extraordinaires pour l'approvisionnement de cette ville ;

Lakanal « ordonne au district de Montignac de favoriser, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, l'achat et le transport de 2.000 sacs de marrons et châtaignes ».

Cet ordre ne fut sans doute pas exécuté, car, le 2 frimaire an II (22 novembre 1794), le directoire du district de Montignac, vu la pénurie des subsistances du district et considérant que Lakanal avait été mal informé de ses ressources, décidait d'envoyer des commissaires près du représentant, pour solliciter de lui le rapport de son arrêté².

L'arrêté fut probablement rapporté, puisque nous n'avons trouvé aucune trace de son exécution, et puisqu'on voit, le 19 pluviôse an II (7 février 1794), l'administration du district de Bergerac revenir à la charge, en invitant Lakanal à « faire des réquisitions en grains, châtaignes et patates » sur les districts du département de la Dordogne les mieux approvisionnés, au profit de celui de Bergerac, « qui éprouve déjà des besoins urgents³ ».

Mais Lakanal avait pris de nouvelles mesures pour sauver Bergerac de la famine. Le 4 frimaire an II (24 novembre 1793), il avait fait part à la Société populaire de cette ville des « moyens qu'il a employés afin d'assurer nos subsistances⁴ ». Le lendemain, 5 frimaire an II (25 novembre 1793), faisant allusion à des mesures qui nous échappent, il écrivait à la Convention :

1. Arch. dép. Dordogne, L 519, f. 157.

2. Ibid., L 519, 2 frimaire an II.

3. Ibid., L 355, n° 236.

4. Arch. mun. Bergerac, Reg. de la Société populaire, 4 frimaire an II.

« Bergerac, dont la population s'est accrue par le dépôt national que vous y avez placé, était sur le point de manquer de subsistances ; je l'ai dit aux laboureurs et aux fermiers. Ils se sont disputé le besoin de partager avec leurs frères les ressources qui suffisent à peine à leurs familles ¹ ».

Pour fournir des subsistances aux nombreux travailleurs urbains, il ne fallut pas seulement diminuer la ration des laboureurs et des fermiers.

Lakanal se vit obligé d'opérer des réquisitions sur les districts voisins. Il s'en prit d'abord au district de Lauzun (Lot-et-Garonne), par arrêté du 28 nivôse an II (17 janvier 1794) ². Il rappelait que l'afflux d'ouvriers à Bergerac pour la construction du dépôt de chevaux et de la manufacture d'armes, ainsi que le passage continu de troupes à Bergerac, augmentaient considérablement les besoins de la consommation. En conséquence, il requérait du district de Lauzun, pour le district de Bergerac, 500 quintaux de froment ³. Cette réquisition ne fut probablement pas exécutée : Lakanal devra, au contraire, se rendre à Lauzun pour assurer l'approvisionnement de ce district.

Il fit appel au district de Ribérac, pour une quantité de 3.000 quintaux de blé, mais il n'en put d'abord rien tirer. C'est ainsi que, le 3 ventôse an II (21 février 1794), Lakanal, écrivant à l'administration d'un autre district, lui ordonnait d'exécuter ses réquisitions « sans semer de fausses alarmes, sans employer aucune des mesures évasives que le district de Ribérac a épuisées jusqu'à provoquer l'indignation de l'âme la plus froide sur le sort de la liberté ⁴ ».

1. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703.

2. Dès le 9 nivôse an II, la Commission des subsistances avait accordé au district de Bergerac une réquisition de 4.000 quintaux de blé. Nous n'avons pu déchiffrer le nom du district sur lequel était faite cette réquisition ; peut-être faut-il lire Mussidan, peut-être Marmande (*Arch. nat.* F¹¹ 270). Il se pourrait qu'il s'agit du district de Mussidan, que, le 2 germinal an II, cette Commission autorisera à prendre précisément 4.000 quintaux dans son magasin (*Ibid.* F¹¹ 271).

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 672, n° 366. Le 10 frimaire an II, l'administration du district de Ribérac avait cependant pris un arrêté pour faciliter cette réquisition de 3.000 quintaux, mais elle l'avait sans doute fait appliquer mollement (*Ibid.*, L 776, n° 262).

C'est ensuite au district de Périgueux que le représentant demanda de secourir le district de Bergerac. Dans la lettre qu'il lui adressa, le 3 ventôse an II (21 février 1794), Lakanal, après avoir montré que rien ne justifiait les inquiétudes extrêmes de certains districts au sujet des subsistances, ajoutait : « Mon travail général sur les subsistances vous sera envoyé incessamment. En attendant, il faut venir au secours de la patrie, dont les intérêts commandent d'approvisionner Bergerac, qui renferme dans son sein des établissements d'où dépend en grande partie le salut de la République ». Puis, après avoir cherché à détourner l'administration du district de Périgueux de tout sentiment de jalousie envers Bergerac, il lui ordonnait de requérir 2.000 quintaux de froment, au profit de cette ville¹.

L'administration du district de Périgueux, sans opposer à Lakanal un refus formel, chercha à temporiser. Elle commença par protester auprès du représentant de sa « douleur d'apercevoir la disette des grains qui se manifeste dans le district de Bergerac » ; elle annonça bien qu'elle voulait, « autant qu'elle le pourra, soulager ses frères de Bergerac », et qu'elle était « extraordinairement dévouée à... fournir non seulement l'excédent, mais encore notre nécessaire ». Mais ce n'étaient là que des mots. L'administration prétendait, en même temps, que le recensement qui avait été fait des grains du district était défectueux, et qu'elle avait ordonné un autre recensement, qui serait à coup sûr achevé dans les huit jours. Après quoi, Lakanal pouvait être assuré que « sa réquisition pour la partie et qualité de grains qu'il jugera devoir être extraite du district de Périgueux dans celui de Bergerac sera ponctuellement exécutée¹ ».

Malgré ces retardements, l'administration du district de Périgueux ne s'en tira pas à aussi bon compte que celles des districts de Montignac et de Ribérac. Les réquisitions vont, en effet, assaillir le département de la Dordogne en général et le district de Périgueux en particulier. C'est le Comité de salut public qui requiert de la Dordogne des grains pour l'approvisionnement de la marine². C'est Ysabeau qui en requiert pour

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 672, n^{os} 366 et 367.

2. Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 514.

le département du Bec-d'Ambès¹. Ce sont Pinet et Cavaignac qui en requièrent pour l'armée des Pyrénées occidentales¹. C'est Romme qui, après avoir suspendu la précédente réquisition de Pinet et Cavaignac, prie le Comité de réserver des subsistances aux ouvriers des fonderies de la Dordogne¹. C'est la Commission des subsistances qui, le 1^{er} ventôse an II (19 février 1794), ordonne, aux dépens du district de Périgueux, deux réquisitions de 10.000 quintaux de grains chacune, en faveur des districts de Nontron et de Montignac². C'est la même Commission qui, le 26 ventôse an II (16 mars 1794), ordonne, aux dépens du même district, une réquisition de 15.000 quintaux, en faveur du district d'Excideuil, et une autre, de 10.000 quintaux, en faveur de celui de Sarlat². C'est enfin l'administration du district de Bergerac qui, le 25 germinal an II (14 avril 1794), envoie un de ses membres auprès de celle de Périgueux, pour la relancer et « faire exécuter la réquisition de 2.000 quintaux de grains faite par... Lakanal ». Si cette réquisition n'est pas exécutée, les Bergeracois « seront exposés aux horreurs de la famine³ ».

Il faut croire que cette éventualité n'émut guère les administrateurs du district de Périgueux, car, tout en « témoignant la plus vive peine de ne pouvoir soulager » les Bergeracois, ils opposèrent à la réquisition de Lakanal, faite au profit de Bergerac, la réquisition, faite également sur leur district, par la Commission des subsistances, en faveur des districts de Sarlat, d'Excideuil, etc. Ces réquisitions, disaient-ils, « ont absorbé toutes nos ressources³ ».

Ce prétexte n'était qu'un faux-fuyant, puisque, le 24 germinal an II (13 avril 1794), le Comité de salut public blâmait l'administration du district de Périgueux de n'avoir pas encore exécuté la réquisition demandée par la Commission des subsistances pour les districts de Montignac et de Sarlat⁴. L'administration du district de Périgueux, astreinte à deux réquisitions, ordonnées, l'une, par Lakanal, l'autre par la Commission des subsis-

1. Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 629.

2. *Arch. nat.*, F¹¹ 270.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, 28 germinal an II.

4. *Ibid.*, 1^{er} floréal an II.

tances, espérait sans doute les opposer l'une à l'autre et n'en mettre aucune — ou le moins possible — à exécution.

Lakanal, de son côté, ne lâchait pas prise. Le 1^{er} floréal an II (20 avril 1794), les administrateurs du district de Périgueux apprenaient de lui qu'il avait fait réduire de moitié les réquisitions faites sur leur district par la Commission des subsistances¹. Mais, étant donné les besoins urgents de Bergerac, dont la manufacture prenait une extension considérable, il maintenait sa réquisition de 2.000² quintaux. Cette réquisition devait être promptement effectuée. « Il faut, ajoutait-il, que les grains soient dans vos magasins à mon prochain passage à Périgueux³ ».

Après tant de tergiversations, il fallut s'exécuter. L'administration du district essaya bien de se dérober en consultant Romme à cet égard, et Romme eut beau être d'avis que la réquisition de la Commission des subsistances devait passer avant celle de son collègue⁴ : il n'est pas moins vrai que, le 6 floréal an II (25 avril 1794), l'administration du district de Périgueux enjoignait aux communes du district de réunir à Périgueux, dans le délai de 4 jours, les 2.000 quintaux de grains réquisitionnés par Lakanal⁵.

Pour hâter cette réquisition, Lakanal nommait, le 7 floréal an II (26 avril 1794), deux commissaires⁵, et, le même jour, il écrivait aux administrateurs du district de Périgueux, pour leur rappeler le service qu'il leur avait rendu en faisant diminuer de moitié les réquisitions ordonnées sur leur district par la Commission des subsistances. « La Commission des trois, disait-il, a eu de la peine à revenir sur son travail... Mais je ne souffrirai pas qu'on exige de mes frères de Périgueux des sacri-

1. La Commission des subsistances avait opéré cette réduction par arrêté du 25 germinal an II (*Arch. nat.*, F¹¹ 271).

2. Le registre donne 3.000. C'est vraisemblablement une erreur de copie du secrétaire. Sauf en cet endroit et dans une lettre de Romme (*Aulard, Recueil*, t. XII, p. 736), le chiffre indiqué est partout 2.000.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, n^{os} 114 et 115. Lakanal était d'autant plus fondé à maintenir cette réquisition de 2.000 quintaux qu'il l'avait fait confirmer, le 25 germinal an II, par un arrêté de la Commission des subsistances (*Arch. nat.*, F¹¹ 271).

4. *Aulard, Recueil*, t. XII, p. 736.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, n^{os} 114 et 115.

fices exorbitants... [C'est un] principe de justice qui m'a porté à me rendre leur défenseur auprès de la Commission des trois, et à faire en grande partie le voyage de Paris, pour obtenir justice ». En revanche, il voulait que l'administration reconnût ce service en activant la réquisition des 2.000 quintaux de grains au profit de Bergerac ¹. Aussi, le surlendemain, 9 floréal an II (28 avril 1794), l'administration du district de Périgueux prit-elle des mesures pour seconder la tâche des deux commissaires-réquisiteurs qu'il avait nommés ².

Mais ce n'était là qu'une satisfaction platonique accordée au représentant. L'administration du district de Périgueux semblait bien persister dans son dessein de n'effectuer ni les réquisitions ordonnées par la Commission des subsistances ni celles ordonnées par Lakanal.

D'une part, en effet, le Comité de salut public écrivait, le 14 floréal an II (3 mai 1794), à cette administration, pour se plaindre une fois de plus que les réquisitions ordonnées par la Commission des subsistances fussent restées sans effet, et pour lui enjoindre de rassembler, dans les trois jours, les deux tiers des grains accordés par la Commission aux districts de Montignac, Sarlat et Excideuil ³.

D'autre part, l'administration du district de Périgueux annonçait, le 17 floréal an II (6 mai 1794), à Lakanal que, malgré toute sa bonne volonté, elle ne pouvait obtenir des municipalités du district que le huitième des grains qu'elle en attendait, qu'elle n'avait pu livrer que 400 quintaux au district d'Excideuil, 2.000 à ceux de Montignac et de Sarlat, et 330 seulement à celui de Bergerac. L'administration cherchait à atténuer la mauvaise impression que cette nouvelle ne manquerait pas de produire sur le conventionnel, en lui demandant son avis sur la conduite qu'elle devait tenir : « Daigne nous guider, nous donner tes avis. Éclaire notre conscience et viens à notre secours ⁴ ».

Lakanal ne se laissa pas émouvoir par ces protestations de dévouement. Le 20 floréal an II (9 mai 1794), il lui répondait,

1. Arch. dép. Dordogne, L 673, n^{os} 114 et 115.

2. Ibid., L 673, 9 floréal an II.

3. Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 237.

4. Arch. dép. Dordogne, L 673, 17 floréal an II.

en termes pressants, que près de mille ouvriers travaillaient à la manufacture de Bergerac et que, si les secours attendus n'arrivent point, il faudrait les licencier à la fin du mois. Suivait un arrêté, bref, impérieux, menaçant :

« Lakanal..., considérant que les vastes travaux de la manufacture d'armes de Bergerac... vont cesser si les réquisitions de grains sur le district de Périgueux ne s'effectuent pas avec une extrême célérité..., arrête :

« *Art. 1.* Les citoyens Bernis et Tauchon, chargés de poursuivre les effets desdites réquisitions, rendront compte jour par jour de leurs opérations au représentant du peuple, par un gendarme d'ordonnance ;

« *Art. 2.* Ce compte journalier présentera la liste des individus, fonctionnaires publics ou non fonctionnaires publics, qui auraient refusé d'obéir sans retard auxdites réquisitions ;

« *Art. 3.* Le représentant du peuple prendra de suite les mesures les plus rigoureuses contre les ennemis cruels de la cause du peuple¹ ».

Malgré cette nouvelle démarche, l'administration du district de Périgueux chercha encore à se dérober. Elle fit valoir le grand nombre de réquisitions dont elle était écrasée et prétendit qu'après tout, elle n'avait pas reçu du Comité de salut public l'ordre de fournir des grains au district de Bergerac. Mais le représentant ne fut pas dupe de cette manœuvre. Le 25 floréal an II (14 mai 1794), il exprimait une fois de plus ses doléances à cette administration, lui montrait qu'un ordre exprès du Comité de salut public n'était point nécessaire, invoquait les besoins de la manufacture et de la défense nationale². Quel fut le sort de cette lettre ? Nous n'en savons rien. Peut-être Lakanal parvint-il à arracher encore quelques subsistances au district de Périgueux. Il est à croire qu'il ne fut pas très heureux, d'autant qu'à ce moment son collègue Romme — était-ce hostilité ou pure coïncidence ? — venait contrecarrer ses démarches, en ordonnant à l'administration du district de Périgueux de fournir des grains à l'armée des Pyrénées occidentales³.

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, n° 178.

2. *Ibid.*, L 673, 25 floréal an II.

3. *Ibid.*, L 673, n° 178.

Dès lors, Lakanal ne semble plus avoir rien demandé à ces administrateurs. Il avait fait la décevante expérience de leur inertie et de leur mauvaise volonté, plus encore à coup sûr que de leur dénûment. Le district de Périgueux s'était refusé à peu près complètement, et en dépit d'injonctions répétées, à apporter au district et à la ville de Bergerac le concours que Lakanal croyait pouvoir en attendre.

Le conventionnel serait-il plus heureux dans les réquisitions faites sur les districts de Belvès et de Ribérac, au profit de celui de Bergerac ?

Le district de Belvès devait fournir 15.000 quintaux à celui de Bergerac. Il avait, sans doute, mal accueilli les mesures prises par le représentant à cet effet, puisque, le 12 germinal an II (1^{er} avril 1794), Lakanal protestait, auprès de l'agent national du district de Belvès, de la pureté de ses intentions et de l'équité de ses actes¹. Peut-être est-ce à son instigation que, le 25 germinal an II (14 avril 1794), la Commission des subsistances ramenait de 15.000 à 5.000 le chiffre de cette réquisition². En tout cas, ces 5.000 quintaux, le conventionnel était bien décidé à les obtenir. Dans ce but, il nommait, le 7 floréal an II (26 avril 1794), deux commissaires³.

L'administration du district de Belvès s'opposa vraisemblablement aux opérations de ces commissaires. D'où lettre pressante de Lakanal à cette administration, une première fois, le 25 floréal an II (14 mai 1794)⁴, une seconde fois, le 4 prairial an II (23 mai 1794). « Dans une foule de communes du district de Bergerac, écrivait-il alors, on mange des orties avec du vinaigre⁵. Dans les autres, on est à six livres de pain, noix ou châtaignes par décade. Les canonniers de la manufacture d'armes, dont le travail est si fatigant et si utile, sont à une livre par jour, les canonniers que je n'ai pu avoir qu'en me

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 709. Il s'agit des mesures qu'avait prises Lakanal pour faire exécuter l'arrêté de la Commission des subsistances, du 26 ventôse an II, qui accordait au district de Bergerac 15.000 quintaux, à prendre sur celui de Belvès (*Arch. nat.*, F¹¹ 270).

2. *Arch. nat.*, F¹¹ 271.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, 9 floréal an II.

4. *Arch. nat.*, AF II 218, 1881.

5. C'est le témoignage le plus catégorique de la disette à cette époque, à moins que Lakanal exagère à dessein.

rendant à Paris, pour provoquer à cet égard un arrêté du Comité de salut public! Lisez maintenant la taxe que vous faites dans l'arrêté que vous avez pris. Rappelez[-vous] l'unité de la République, et rapportez cet arrêté fédéraliste, ou je le rapporterai. La réquisition de 5.000 quintaux doit s'effectuer dans son entier. Le commissaire me rendra compte jour par jour de vos opérations à cet égard¹ ».

D'ailleurs, une circonstance favorable vint seconder l'action de Lakanal. Le même jour, 4 prairial an II (23 mai 1794), Romme ordonnait le nivellement de tous les grains entre les districts de la Dordogne et à l'intérieur de chaque district; les versements des grains d'un district dans l'autre devaient être faits conformément au tableau de recensement². La population totale de la Dordogne étant évaluée à 429.181 individus, il revenait à chacun d'eux un peu plus de 4 livres³. Comme le fit remarquer à Romme un commissaire délégué par l'administration du district de Bergerac⁴, ce district bénéficiait de ce nivellement. Aussi, le 18 prairial an II (6 juin 1794), Romme arrêtait-il que les districts de Belvès, de Ribérac et de Sarlat fourniraient des grains au district de Bergerac⁵.

En ce qui concerne le district de Belvès, cet arrêté ne put que corroborer les mesures déjà prises par Lakanal. Il est permis de croire que le district céda, sous cette double pression. Quelques mois plus tôt, à la fin de ventôse ou au commencement de germinal an II, le conventionnel avait réussi à obtenir de ce district quelques approvisionnements au profit de Bergerac. C'est de Belvès qu'il écrivait alors aux clubistes de Bergerac: « Tranquillisez-vous sur vos subsistances. Le district de Belvès vous envoie demain même 400 quintaux de seigle et de froment. Il vous enverra, de plus, avant la fin de la décade prochaine, 700 quintaux de blé d'Espagne, 400 quintaux de châtaignes et une assez belle provision de noix⁶ ». Il semble donc que les

1. Arch. nat., AF II 96, 709.

2. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 110. Arch. nat., AF II 96, 704.

3. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 183.

4. Ibid. L 356, n° 46.

5. Arch. nat., AF II 96, 704.

6. Clamageran, p. 23, s. d. Pour la date approximative de la lettre, voir H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal* (chapitre X). Le pamphlétaire écrit, à ce propos: « Il arrive, précédé... de subsistances. On juge du plaisir qu'eut

démarches du représentant auprès du district de Belvès ne demeurèrent pas infructueuses.

Quant au district de Ribérac, avant même l'arrêté de Romme du 18 prairial an II (6 juin 1794), l'administration du département avait décidé, le 8 prairial an II (27 mai 1794), que le district de Ribérac fournirait à celui de Bergerac pour 45.654 francs de grains. Le 12 prairial an II (31 mai 1794), Lakanal envoyait un ou plusieurs commissaires à Ribérac, pour prendre possession des subsistances et, le 16, il rendait un arrêté ordonnant à l'administration du district de Ribérac de livrer notamment à ces commissaires les grains provenant des biens nationaux^{1.2}. Ces agents exposèrent à l'administration du district de Ribérac « le déficit immense » de Bergerac, provoqué surtout par le grand nombre des ouvriers de la manufacture d'armes².

L'administration récrimina. Néanmoins, elle arrêta que les grains provenant des biens nationaux seraient livrés aux commissaires, sauf à déduire cette quantité de la valeur de 45.654 fr. que le district de Ribérac devait fournir, aux termes du nivellement².

Nous ne savons si Lakanal put obtenir davantage du district de Ribérac. Toujours est-il qu'il en avait tiré quelque chose.

Par des moyens divers, le représentant conciliait donc les besoins généraux du département et les besoins particuliers du district de Bergerac.

de le voir revenir un peuple affamé » (*Ibid.*). La lettre de Lakanal nous apprend que les Bergeracois étaient alors rationnés à une demi-livre, que le représentant trouvait leur ration trop faible et qu'il répondait sur sa tête de leurs subsistances.

1. Le district de Ribérac avait déjà été mis à contribution, notamment par arrêté de la Commission des subsistances, du 26 ventôse an II, qui requérait de lui 10.000 quintaux, au profit du district de Périgueux (*Arch. nat.*, F¹¹ 270). La Commission en requit aussi 15.000 quintaux, au profit du district de Nontron, mais, le 17 floréal an II, elle réduisit cette dernière réquisition (*Ibid.*, F¹¹ 271).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 777, 12 et 13 prairial an II. Cette fois, Lakanal était plus heureux que précédemment (voir p. 346) dans ses efforts pour obtenir des subsistances du district de Ribérac.

5° Répartition des grains à l'intérieur du district de Bergerac.

Il ne suffisait pas d'approvisionner de grains le district de Bergerac. Il fallait encore assurer une équitable répartition des grains à l'intérieur de ce district. Lakanal s'employa aussi à cette œuvre.

Le 7 floréal an II (26 avril 1794), comme l'administration du district de Bergerac ne trouvait pas dans le grenier public de cette ville des ressources suffisantes pour secourir des communes du district dépourvues de subsistances, elle avait autorisé les officiers municipaux de chaque commune à prendre chez les particuliers qui avaient des grains une partie de leurs provisions, pour en fournir à ceux qui en manquaient. Elle avait également autorisé les communes mal approvisionnées à recevoir des subsistances des communes mieux approvisionnées. De plus, l'administration du district fixa à trois quarts de livre par jour la ration de pain des ouvriers, à 9 onces celle de tous les autres citoyens et des femmes, à une demi-livre celle des enfants. Une exception était faite en faveur des ouvriers occupés à la manufacture d'armes et à l'équarrissage des bois pour la marine : ils recevraient une livre de pain par jour¹.

Le 8 floréal an II (27 avril 1794), Lakanal donnait à cet arrêté une approbation énergique².

Ainsi, le nivellement des subsistances, en même temps qu'opéré de département à département et de district à district, s'opérait de commune à commune et d'habitant à habitant.

C'est ainsi encore qu'à ce dernier point de vue, le 17 prairial an II (5 juin 1794), Lakanal ordonnait de mettre en réclusion Dumonteilh, ci-devant agent de Paty du Rayet, « convaincu d'avoir, dans un temps de pénurie absolue de subsistances, mangé du pain de farine de *pur froment*, tandis que,

1. Arch. dép. Dordogne, L 355, à la date indiquée. Si on évalue l'ancienne livre française à 489 grammes, et l'once à 30 gr., 6, trois quarts de livres donnent 366 grammes, et 9 onces donnent 275 grammes.

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 53.

dans sa commune, on n'avait que quelques onces de pain de pur son¹ ».

Ou bien, le 21 prairial an II (9 juin 1794), on voyait l'administration du district de Bergerac soumettre à l'approbation de Lakanal — qui ne la refusa sans doute pas — l'ordre qu'elle donnait à la municipalité de cette ville, de verser au magasin les excédents en grain des particuliers².

De telles mesures n'étaient pas inutiles, car, même avec ces apports, le grenier public ne s'emplissait guère. Le 28 messidor (16 juillet 1794) et le 3 thermidor an II (21 juillet 1794), l'administration du district de Bergerac constatait, encore une fois, la pénurie des subsistances dans cette ville, en même temps que l'afflux croissant d'ouvriers dans les chantiers de construction de la manufacture d'armes et du pont³.

6° Lakanal assure le pain et la paix dans la Dordogne.

L'inquiétude au sujet des approvisionnements subsistait donc toujours dans la Dordogne en thermidor an II, même après la moisson, — c'est-à-dire au moment où le conventionnel va quitter le département.

Il ne pouvait en être autrement. Les causes de ce malaise économique étaient trop profondes et trop étendues pour que Lakanal pût les atteindre. Mais le représentant avait fait tout ce qu'il avait pu : ne pouvant supprimer la cause, il avait tâché d'en conjurer, au jour le jour, les fâcheux effets.

Sous l'Ancien régime, la disette, sinon la famine, sévissait à l'état chronique en Périgord. Déjà, avant Lakanal, des tentatives avaient été faites — sans grand succès — pour remédier à la crise alimentaire. Lui, Lakanal, de l'heure de son arrivée à celle de son départ, en dépit de difficultés de toute espèce, en dépit notamment de réquisitions concurrentes, étendit sa sollicitude agissante à tous les districts du département dont

1. Arch. dép. Dordogne, L 406, à la date indiquée.

2. Ibid., L 356, n° 81.

3. Ibid., L 356, n° 157 et 166.

il était chargé et même à des districts voisins de ce département. C'est à lui que, de tous côtés, on faisait appel, et nous l'avons vu s'efforçant de répondre à toutes les demandes, de satisfaire tous les besoins.

S'il porta au district et à la ville de Bergerac un intérêt particulier ; s'il chercha dans les districts environnants — parfois en vain — des ressources pour ce district et si, à l'intérieur même de ce district, il assura une sorte de nivellement des subsistances, c'est qu'à Bergerac les besoins étaient les plus urgents, et que de la nourriture des ouvriers accourus nombreux dans cette ville dépendait le sort d'entreprises dont la réussite importait au salut de la République. Ces besoins étaient d'ailleurs si réels que, malgré les efforts du représentant, ils furent loin d'être pleinement satisfaits, et qu'à la fin de l'an II, l'administration du district de Bergerac exprimait avec force ses inquiétudes sur les approvisionnements du lendemain.

A quelqu'un qui lui demandait ce qu'il avait fait durant la Révolution, Sieyès répondait, paraît-il : « J'ai vécu ». On peut dire des habitants de la Dordogne que si, en l'an II, ils purent vivre, ce fut surtout grâce à l'intervention vigilante de Lakanal. Et ce n'est pas un médiocre mérite à l'actif du conventionnel, en cette période si troublée au point de vue économique comme au point de vue politique, alors qu'en bien des régions la disette provoquait des agitations parfois graves, d'avoir su éviter les exaspérations de la faim¹, garanti l'ordre dans la Dordogne et assuré le bien-être relatif des populations.

1. C'est sans doute pour empêcher toute effervescence de cette nature que Lakanal fit emprisonner, s'il faut en croire une dénonciation lancée contre le représentant, un soldat qui, de passage à Bergerac, se serait récrié sur la qualité du pain (*Arch. nat.*, D^{III} 351).

CHAPITRE XI

LAKANAL ET LA LEVÉE DES CHEVAUX

1° C'est l'objet primitif de sa mission. — 2° Mesures qu'il prend. Leur succès ; la situation en nivôse an II. — 3° Logement et nourriture des chevaux. — 4° Effets d'armement et d'équipement. Lakanal et ses agents.

1° C'est l'objet primitif de sa mission.

Lorsque, par décret du 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793), la Convention nationale envoya Lakanal à Bergerac, avec mission d'opérer dans la 13^e division (départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne, du Lot et de la Dordogne), l'objet de sa mission était très précis et très limité. Il était chargé d'y procéder à une levée extraordinaire de chevaux, pour le service des armées de la République ¹.

A vrai dire, la Convention avait déjà pris des mesures relatives à cet objet, et des représentants avaient déjà procédé, dans certains départements, à des levées de chevaux. Ainsi, le 7 septembre 1793, Pinet et Tallien, chargés d'activer la levée en masse dans la Gironde et la Dordogne, faisaient part au Comité de salut public des mesures qu'ils avaient prises pour opérer, dans ces départements, la réquisition des chevaux de luxe ². Mais les réquisitions de chevaux n'avaient fait encore l'objet d'aucune mesure à la fois détaillée et générale de la part du gouvernement ³.

1. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 298. Voir notre chap. *Historique et objet de la mission de Lakanal*, p. 61 et suiv.

2. Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 341. Voir notre chap. *Autres représentants en mission dans la Dordogne*, p. 50.

3. Voir surtout les décrets des 26 avril (recensement et loyer de chevaux), 11 (dépôts), 15 (chevaux des émigrés) et 28 août (recensement), 2 sept. 1792 (déclarations et loyer de chevaux), l'instruction du 16 nov. 1792 (dépôts de remonte), les décrets des 28 mars, art. 8 et 9 (leur mise à la disposition de la nation et leur mode de paiement), 23 août, art. 4 et 6 (réquisi-

C'est dans la séance du 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793) que la Convention, après avoir entendu le rapport fait par Gossuin au nom des Comités de salut public et de la guerre, rendit, pour faire face aux nécessités de la guerre, un grand décret en 18 articles, qui ordonnait une levée extraordinaire de chevaux, pour le service de la cavalerie, sur tout le territoire de la République.

Pour remplir la mission qui va lui être confiée, Lakanal n'aura guère d'autre guide que ce décret. Aussi importe-t-il d'en donner une analyse succincte. Ce décret comprenait trois points principaux : 1^o En quoi consistera cette levée ? 2^o Par les soins de qui aura-t-elle lieu ? 3^o Dans quelle forme se fera-t-elle ?

1^o Chaque canton devait fournir au moins six chevaux ; les représentants du peuple auraient le droit d'en requérir un plus grand nombre quand les localités le permettraient. L'âge de ces chevaux ne serait pas inférieur à 5 ans, et leur taille ne serait pas inférieure à 6 pouces¹. Outre les chevaux, il serait fourni un « équipement » complet de l'arme à laquelle leur taille les rendrait propres (hussards, dragons, etc.), ainsi qu'un sabre, deux pistolets et une paire de bottes par cheval. Les municipalités feraient transporter, avant le 1^{er} novembre suivant, au chef-lieu de la commune, la quantité d'avoine nécessaire pour nourrir pendant un an le nombre de chevaux qu'elles auraient fournis. Les administrations de district déposeraient cette avoine dans une maison nationale, veilleraient à sa conservation et ne pourraient en disposer qu'en vertu d'un ordre des représentants du peuple ou du ministre de la guerre. Ainsi, chevaux, armement et équipement, avoines, tel était le triple objet des réquisitions ordonnées par le décret du 17 vendémiaire an II.

2^o C'étaient les municipalités des chefs-lieux de canton et celles des villes qui étaient spécialement chargées d'opérer la levée des chevaux, ainsi que la fourniture des objets d'armement

tions de chevaux et pouvoirs des représentants à cet effet), 29 août (état des chevaux de luxe et de remonte), 29 sept. 1793 (dépôts mis sous la surveillance des administrations et Sociétés populaires). Le décret du 22 vendémiaire allouera 50 millions pour couvrir les frais de la levée du 17 vendémiaire. On trouvera un bref exposé de cette législation dans C. Bidault, *Les chevaux de l'armée sous la Révolution et l'Empire*. Paris, 1909.

1. Le décret n'indique pas le nombre de pieds (4 pieds).

et d'équipement. Elles devaient envoyer au ministre de la guerre et au représentant du peuple qui se trouverait dans leur division un procès-verbal contenant le signalement des chevaux qu'elles fourniraient. Le territoire de la République était, en effet, partagé en 20 divisions. La 13^e division comprenait les quatre départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne, du Lot et de la Dordogne, avec Bergerac comme chef-lieu¹. Lakanal fut mis à sa tête. Il était (article 10) « chargé de la prompte exécution de cette levée extraordinaire de chevaux,... muni, à cet effet, de pouvoirs illimités » ; il pourrait choisir les agents qui lui seraient nécessaires ; il veillerait à ce que les chevaux eussent la taille et la conformation propres au service des différentes armes. Sa mission était donc de coordonner et de contrôler les efforts des municipalités. Au reste, les divers corps administratifs et les Sociétés populaires étaient chargés de faciliter l'œuvre des municipalités et des représentants.

3^e Le décret indiquait enfin la marche à suivre pour opérer cette levée. Les chevaux, ainsi que les effets d'armement et d'équipement, étaient mis en réquisition dans toutes les communes, jusqu'au moment où la levée ordonnée serait entièrement effectuée. Le prix des chevaux, des divers effets et des avoines serait payé sur-le-champ aux citoyens par les receveurs des contributions des communes et, en cas d'insuffisance de leur caisse, par les receveurs de district. Les chevaux devaient être équipés et rendus au chef-lieu de la division, à Bergerac, avant le 1^{er} novembre suivant. Le décret réglait les conditions dans lesquelles auraient lieu ces rassemblements de chevaux et l'indemnité qui serait donnée à leurs conducteurs. A mesure que les chevaux arriveraient au chef-lieu de division, le représentant du peuple en ferait faire la revue, les ferait marquer des lettres R. F., et en enverrait l'état au Comité de salut public, ainsi qu'au ministre de la guerre.

Pendant qu'auraient lieu ces opérations, les Comités de salut public et de la guerre élaboreraient un projet d'instruction pour

1. En l'an VI, Eschassériaux le jeune, dans un rapport au Conseil des Cinq-Cents, dira du Périgord qu'il donnait « naissance à des espèces de la plus grande distinction par leur vigueur, leur légèreté et leur durée ». (C. Bidault, *o. c.*, p. 12). Eschassériaux parle au passé, parce que, en l'an VI, les guerres avaient à peu près épuisé la population chevaline de la France.

la répartition et l'encadrement dans les armées des chevaux ainsi obtenus ¹.

2°

Mesures prises par Lakanal.

Ce décret du 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793) aussitôt rendu, Lakanal partit pour Bergerac, où nous constatons sa présence à la date du 29^e jour du 1^{er} mois de l'an II (20 octobre 1794) ². Loin de s'occuper exclusivement de cette levée, le représentant, dès son arrivée, prit un grand nombre de mesures relatives à l'instruction publique, à l'assistance publique, etc. ³. Il considérait, sans doute, ces questions comme les plus urgentes et les plus dignes de solliciter son activité. Pourtant il ne négligeait pas de remplir l'objet spécial de sa mission. C'est en vue d'activer la levée des chevaux dans les quatre départements dont il était chargé que, le 30^e jour du 1^{er} mois de l'an II (21 octobre 1793), il pria la Société populaire de Bergerac de lui désigner « quatre commissaires pris dans le sein de la Société, reconnus vrais sans-culottes, et en état de correspondre avec lui sur les objets dont il les chargera dans divers départements ² ».

Le 6^e jour du 2^e mois de l'an II (27 octobre 1793), « considérant que le décret du 17^e jour du 1^{er} mois... éprouve, dans son exécution, des retards qui compromettraient, s'ils étaient prolongés, les intérêts de la patrie ^{4.5} », Lakanal délégua le citizen Reclaud dans le département du Lot⁴ et le citoyen Fumouze fils dans celui de la Dordogne⁵, chargés l'un et l'autre de « surveiller les autorités constituées dans l'exécution dudit décret, et lever, par tous les moyens qu'il jugera convenables, les difficultés qui pourraient se présenter ^{4.5} ». On ne trouve pas

1. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 298.

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, à la date indiquée, et *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 92.

3. Voir ces divers chapitres.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 519, à la date indiquée.

trace alors d'envoi d'agents par Lakanal dans les départements de la Gironde et du Lot-et-Garonne, qui cependant faisaient partie de sa division. Il y en délèguera quelque temps après.

Ces agents se mirent aussitôt à l'œuvre. Deux jours après sa nomination, le 8^e jour du 2^e mois de l'an II (29 octobre 1793), Fumouze paraît devant l'administration du département de la Dordogne, muni de sa commission, du décret du 17 vendémiaire et d'un second décret de la Convention, qui élevait de 6 à 8 le nombre des chevaux que devait fournir chaque canton. Séance tenante, l'administration du département arrête l'impression et l'envoi de ces deux décrets aux administrations de district et, par elles, aux municipalités de leurs ressorts respectifs, rendant responsables ces administrations de la négligence qu'elles apporteraient dans l'exécution de ces deux décrets ainsi que des mesures prises par Lakanal et son délégué¹.

Ces mesures énergiques obtinrent un effet immédiat. Quatre jours plus tard, le 12 brumaire an II (2 novembre 1793), les chevaux commençaient d'affluer à Bergerac, où il devenait difficile de les loger. Ce jour même, un membre de la Société populaire de Bergerac signalait cette difficulté à ses collègues ; il les invitait, « de la part du représentant Lakanal », à vider le local qu'ils occupaient et à s'installer provisoirement, dès le lendemain, dans l'église des ci-devant Jacobins. L'assemblée s'empressa de déférer à ce désir du représentant, et arrêta même que tous les membres de la Société seraient tenus d'aider au déménagement de la salle. Désormais libre, cette salle pourrait servir au logement des chevaux².

Le lendemain, 13 brumaire an II (3 novembre 1793), Lakanal faisait part à la Convention du succès commençant de sa mission : « La levée extraordinaire des chevaux, écrivait-il, s'effectue avec la plus grande célérité. Plusieurs districts fournissent au delà de leur contingent. Les chevaux sont en général de la plus belle espèce. Je fais réformer tous ceux qui

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 99. *Arch. nat.*, AF II 96, 707. Voir, dans la *Collection du Louvre*, t. XVI, p. 261, le décret du 27 vendémiaire, relatif au minimum de chevaux en réquisition par canton.

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Soc. populaire, à cette date. C'était la chapelle de l'hôpital, où Lakanal avait précédemment installé la Société (*Ibid.*, 23 oct. 1793).

n'ont pas la taille ou l'âge prescrit par la loi ou qui se trouveraient mal conformés. » Il ajoutait, avec optimisme : « Je puis assurer que la République aura à Bergerac sa plus belle remonte. Encore quelques jours, et ce département renfermera plus de 2.000 chevaux, avec tous les effets d'armement et d'équipement¹. »

Ces assurances de Lakanal étaient un peu téméraires, puisque le représentant fut obligé d'intervenir encore à plusieurs reprises pour mener à bien la levée des chevaux.

Certains fonctionnaires publics ne montraient sans doute pas tout le zèle désirable. Aussi, le 18 brumaire an II (8 novembre 1793), le conventionnel, « considérant que le décret relatif à une levée de chevaux dans toute l'étendue de la République est une des mesures les plus propres à sauver la liberté », déclarait qu'« il regardera comme contre-révolutionnaires et traitera comme tels tous les fonctionnaires publics qui, sous quelque prétexte que ce soit, apporteront le moindre retard à l'exécution dudit décret² ».

Cette menace ne demeura pas sans effet, à en juger par l'empressement avec lequel se disculpèrent les intéressés. On voit, par exemple, le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), le directoire du district de Montignac et les commissaires nommés par ce directoire pour accélérer la levée, déclarer qu'ils n'ont pu se procurer, dans chaque canton du district, qu'une moyenne de 5 chevaux ayant la taille requise. Pour écarter tout soupçon de négligence, le directoire décidait d'envoyer au représentant copie des arrêtés qu'il avait pris à cet égard³.

Dans le district de Nontron, la levée s'opéra avec succès et rapidement⁴.

Lakanal pensa pouvoir requérir des chevaux, alors même qu'ils n'auraient pas la taille réglementaire. Le 27 brumaire an II (17 novembre 1793), il nommait les citoyens Fumouze et Laurent commissaires près le district de Montignac, avec les

1. Aulard, *Recueil*, t, VIII, p. 211.

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 24. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 95. Arch. dép. Lot (copie de ce décret m'a été transmise sans indication de cote). Arch. nat., AF II 96, 706.

3. Arch. dép. Dordogne, L 519, à la date indiquée.

4. Ibid., L 651 (contient une liasse spéciale à ce sujet).

pouvoirs nécessaires pour faire conduire au dépôt de Bergerac « les chevaux qui peuvent servir dans la cavalerie nationale, quoiqu'ils n'aient pas la taille requise par la loi ¹ ». En même temps, il donnait aux autorités constituées l'ordre de favoriser par tous les moyens en leur pouvoir le succès de cette mesure : ordre qui ne fut pas inutile puisque, dès sa réception, le district de Montignac prenait un arrêté en conséquence ².

Tantôt, comme on vient de le voir, c'étaient des commissaires itinérants qui procédaient à ces réquisitions. Tantôt, au contraire, les chevaux étaient amenés dans des foires. Ainsi, le 28 brumaire an II (18 novembre 1793), trois membres du Comité de la guerre, que Lakanal venait de créer à Bergerac pour faciliter cette opération, décidaient que les chevaux désignés dans la foire de Bergerac et estimés par des inspecteurs généraux seraient censés faire partie du contingent du district de Bergerac. Aussi, et en conséquence de l'avis donné par Lakanal, un état de cette estimation, fait en double et signé des inspecteurs, serait remis à la municipalité de Bergerac et à l'administration du district, pour que les propriétaires pussent être payés ³.

De même que Lakanal excitait l'activité des administrations, ainsi le Comité de salut public entretenait le zèle des représentants. Il leur recommandait, le 25 brumaire an II (15 novembre 1793), d'adresser au Comité de la guerre, de Paris, tous les détails relatifs à la levée et à l'équipement des chevaux, et de ne rien négliger pour assurer le succès de leur mission ⁴. D'ailleurs, il leur facilitait ce succès en leur accordant un délai supplémentaire ; le 7 frimaire an II (27 novembre 1793), il reportait du 10 au 20 frimaire an II (du 30 novembre au 10 décembre 1793) le terme de leur mission, dans le cas où leurs opérations ne seraient pas terminées avant le 10 frimaire ⁵.

Une fois réunis à Bergerac, les chevaux étaient versés au dépôt, en attendant d'être expédiés aux armées. Pour que ni ces chevaux ni les objets d'équipement et d'armement ne fussent

1. Arch. nat., AF II 96, 707.

2. Arch. dép. Dordogne, L 519 et Arch. nat., AF II 96, 707.

3. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 116.

4. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 435. Voir aussi *Ibid.*, p. 490.

5. *Ibid.*, t. IX, p. 5.

distracts de leur destination première, Lakanal prit, le 9 frimaire an II (29 novembre 1793), un arrêté défendant à tous les citoyens d'user, pour aucun service, des chevaux et effets dépendant du dépôt national de Bergerac. Ceux qui contreviendraient à cet arrêté seraient punis de deux mois de détention ; s'ils étaient fonctionnaires, ils seraient, en outre, destitués¹.

Succès de ces mesures : la situation en nivôse an II.

Où en était cette levée de chevaux au mois de nivôse an II ? Une lettre du directoire du district de Bergerac, du 21 nivôse an II (10 janvier 1794), nous l'apprend.

Elle est adressée à Cavaignac. Ce représentant du peuple près l'armée des Pyrénées occidentales avait reproché à l'administration du district de Bergerac de ne pas lui avoir fait passer l'état des chevaux qui se trouvaient dans la 13^e division.

Le directoire du district apprend à Cavaignac qu'aucun commissaire des guerres n'est venu encore à Bergerac s'occuper de la levée des chevaux : toutes les opérations relatives au dépôt de Bergerac ont été faites sous les auspices de Lakanal et, celui-ci ayant dû s'absenter quelque temps de Bergerac, c'est sous la surveillance de l'administration du district que ces opérations ont été continuées. Chaque jour, on était dans l'attente de l'officier de cavalerie chargé du triage des chevaux, arme par arme, et qu'une lettre du Comité de salut public avait annoncé ; mais, comme un retard prolongé eût pu être préjudiciable aux armées, l'administration du district avait pris sur elle d'ordonner ce triage, qui serait achevé incessamment.

En attendant, l'administration envoyait à Cavaignac une liste de tous les chevaux du dépôt de Bergerac, classés d'après leur taille. Si quelques-uns n'avaient pas la taille exigée par la loi du 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793), c'est que Lakanal, ayant constaté la pénurie des chevaux doués de la taille requise², et remarqué, en revanche, que beaucoup de

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 27. Arch. nat., AF II 96, 704.

2. Il reconnut, dit le pamphlétaire bergeracois, « qu'en s'en tenant à la taille fixée par la loi, il ne rassemblerait pas au delà de 800 à 1.000 chevaux » (H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre IV). « Malgré la rigueur avec laquelle le Comité de salut public fit appliquer le décret de vendé-

bêtes inférieures à cette taille n'avaient pas moins de force ni d'agilité, avait autorisé les inspecteurs qu'il avait choisis à recevoir des chevaux depuis 4 pieds 2 pouces ; mais il leur avait enjoint de devenir d'autant plus exigeants sur les qualités recherchées dans ces animaux qu'ils étaient plus éloignés de la taille réglementaire.

Grâce à ces mesures, disait l'administration, le dépôt de Bergerac se trouvait abondamment fourni en bons chevaux : « Nous avons au moins les trois quarts des chevaux qui sont en état d'entrer en campagne au premier ordre ¹ ».

Au mois de nivôse an II, l'effectif du dépôt de Bergerac semble bien avoir atteint son maximum ². Déjà, le 27 frimaire an II (17 décembre 1793), l'administration du district de Musidan écrivait à Lakanal que ce district ne pouvait plus fournir de chevaux ³. La dernière réquisition un peu importante sera faite sur le district de Ribérac : le 27 pluviôse an II (15 février 1794), il est fait mention de chevaux envoyés de Ribérac à Bergerac, en exécution des ordres du conventionnel ⁴. Au commencement de ventôse an II, la levée de chevaux était terminée dans le district de Montignac : « Le citoyen Lakanal, écrivait, le 2 ventôse an II (20 février 1794), l'administration de ce district..., a fait faire une levée générale de chevaux et de mulets, et tout fait conduire au dépôt de Bergerac ⁵ ». On voit, par là, que le conventionnel ne se contentait pas de lever des chevaux, mais encore des mulets, qu'il destinait sans doute aux charrois.

Il ne faudrait pas croire que Lakanal regardât au nombre et nullement à la qualité des bêtes. Si, par exemple, des chevaux étaient achetés, qu'on reconnaissait ensuite impropres au service

miaire..., les armées étaient bien loin d'avoir assez de chevaux. Il fallut extraire des charrois tout ce qui était susceptible de porter l'homme, réduire le nombre des officiers ayant droit à une monture » (C. Bidault, *o. c.*, p. 42).

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 378, n° 278.

2. Dès le 5 frimaire an II (25 nov. 1793), Lakanal écrivait à la Convention : « La mission dont vous m'avez chargé par le décret du 17^e jour du 1^{er} mois étant terminée,... vous m'avez ordonné de suivre à Bergerac l'établissement d'une manufacture d'armes (Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703).

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 595, à la date indiquée.

4. *Ibid.*, L 776, à la date indiquée.

5. *Ibid.*, L 545, à la date indiquée. Divers décrets (11 juillet 1793, 18 germinal an II, etc.), ordonnaient ou ordonnèrent des levées de mulets pour le service des transports militaires.

des armées, le représentant les faisait aussitôt revendre. Ainsi, le 23 ventôse an II (13 mars 1794), l'administration du district de Périgueux recevait de Lakanal l'autorisation de faire procéder à la vente de ceux des chevaux de ce district qui étaient jugés hors d'état de servir dans les armées de la République¹.

Ce n'est pas seulement dans le choix des chevaux qu'il était chargé de lever que Lakanal se montrait difficile. Un escadron de dragons de la Dordogne étant arrivé à Bergerac, venant de l'armée des Pyrénées orientales, et les dragons ayant été provisoirement casernés au château de Pile par les soins de Lakanal, en frimaire an II, leurs chevaux furent versés au dépôt de Bergerac². Mais Lakanal ordonna que 26 de ces chevaux, qui étaient insuffisants, fussent réformés et vendus³. De nouvelles bêtes furent sans doute fournies aux dragons lorsque, en vertu d'un arrêté du conventionnel, du 4 ou 5 germinal an II (24 ou 25 mars 1794), ils rejoignirent l'armée des Pyrénées orientales⁴.

A partir de ventôse an II, les opérations se ralentissent ; Lakanal ne s'intéresse plus guère à cette levée. Il écrit lui-même, le 27 ventôse an II (17 mars 1794), à l'administration du département de la Dordogne : « Je ne m'occupe plus du dépôt de Bergerac depuis mon retour de Paris ». Et il ajoute, non sans quelque amertume : « Ainsi, rien ne s'oppose à l'exécution des ordres qui vous sont transmis par mon collègue et le ministre de la guerre. J'observerai seulement que rien ne me paraît plus bête que les opérations ministérielles ; je les vois tous les jours se froisser et se détruire par le croisement et la confusion des agents et des pouvoirs⁵ ».

Mécontent de ces contre-ordres — dont nous ne connaissons

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 672, f. 446. Le pamphlétaire bergeracois prétend, mais rien ne nous autorise à le croire, que, sur l'ensemble des chevaux du dépôt, il y en eut « 500 au moins trop petits, trop fluets pour la guerre ; les commissaires chargés de l'encadrement ne les avaient jugés propres qu'au service des postes » (H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre IV). Le décret du 13 nivôse an II portait une série de mesures relatives au traitement ou à la réforme des chevaux employés au service de l'État (Duvergier, t. VI, p. 448).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 141.

3. *Ibid.*, L 355, n° 141 et 154 ; 378, f. 271.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 7. Voir aussi *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 555, 371, 373.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, f. 25.

pas le détail —, occupé à d'autres objets, et d'ailleurs quitte de toute obligation en ce qui concernait la levée des chevaux, Lakanal ne s'occupera désormais de cette levée qu'accidentellement. Ce sera alors l'affaire des commissaires des guerres et des représentants près les armées d'utiliser les chevaux que le conventionnel avait rassemblés.

C'est ce qui aura lieu, en effet. Dès le 21 pluviôse an II (9 février 1794), Cavaignac, en mission près l'armée des Pyrénées occidentales pour assurer le complément des troupes à cheval, chargeait le citoyen Regnard de faire verser dans le dépôt de Bergerac une partie des chevaux du dépôt d'Angoulême, « pour rapprocher de l'armée les chevaux qu'il renferme », d'opérer à Bergerac le classement des chevaux disponibles, d'indiquer le service auquel ils étaient propres, quels étaient ceux qu'on pouvait « réparer » en trois mois¹, ceux qui étaient incurables, etc. Cavaignac ajoutait que ce commissaire devrait s'adresser au représentant qui se trouvait sur les lieux, pour lever les difficultés qui se présenteraient².

A son tour, le Comité de salut public prenait, le 25 pluviôse an II (13 février 1794), diverses mesures pour hâter la levée des chevaux³, et il rappelait aux représentants qu'un décret du 14 nivôse an II (3 janvier 1794) avait prorogé leurs fonctions jusqu'à l'achèvement de cette levée⁴.

Mais il semble bien qu'à cette date la levée fût entièrement terminée à Bergerac. On se bornera, dès lors, à entretenir dans cette ville une réserve de chevaux où, selon les besoins, les armées puiseront à l'occasion. Ce n'est plus qu'accidentellement que les documents signalent ce dépôt.

On voit, par exemple, Lakanal, le 8 ventôse an II (26 février 1794), dispenser de tout travail, pour raison de santé, le citoyen Maigne, inspecteur du dépôt de Bergerac⁴. Ou bien, le 14 floréal an II (3 mai 1794), il écrit à l'administration du département, qui lui avait adressé une réclamation à ce sujet, qu'il tient à sa disposition douze chevaux du dépôt de Bergerac,

1. Une infirmerie pour les chevaux était annexée au dépôt de Bergerac (*Arch. dép. Dordogne*, L 161, 2 floréal an II).

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

3. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 49, et XI, p. 118.

4. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. corres. bureau de la guerre.

pour la remonte du relai de La Coquille, qui ne se faisait plus qu'avec des bœufs, faute de chevaux¹.

Diverses mesures de détail sont encore prises, soit par Lakanal, soit par d'autres, relatives à cette levée. C'est, le 9 messidor an II (27 juin 1794), le Comité de la guerre de Bergerac qui propose — et Lakanal qui approuve — la réquisition des domestiques de la 13^e division non occupés à la culture des terres, pour être palefreniers². C'est Lakanal qui, le 30 messidor an II (18 juillet 1794), apprend qu'un citoyen, riche de 150.000 livres, a soustrait son cheval à la levée extraordinaire des chevaux ; il ordonne aussitôt de faire conduire ce citoyen à la maison de réclusion de La Réole³. C'est, le 14 thermidor an II (1^{er} août 1794), un membre de la Société populaire de Cyprien-sur-Dordogne qui lit une pétition demandant trois chevaux à Lakanal, pour monter trois cavaliers ; ces trois chevaux eussent été pris, sans doute, au dépôt de Bergerac⁴. C'est, le 27 thermidor an II (14 août 1794), le Comité de la guerre de Bergerac qui, croyant au prochain retour de Lakanal dans la Dordogne, décide de réserver du son aux chevaux du représentant ainsi qu'à ceux des chevaux du dépôt qui se trouvent à l'infirmerie⁵.

Nous ne savons si ce dépôt fut maintenu longtemps après le départ du représentant. En tout cas, Lakanal avait réalisé l'objet de sa première mission en Dordogne : 2.000 chevaux environ avaient été, par ses soins, levés, réunis et mis à la disposition des armées⁶.

1. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 88, 94, 128. Le 2 germinal an II, la Société populaire de Bergerac écrit à la Convention que le clubiste Frescarode est parti pour Auch, « monté sur un beau cheval du dépôt, que lui a fait fournir... Lakanal » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 33.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 936, à la date indiquée.

5. *Ibid.*, L 356, n° 215.

6. Le chiffre de 2.000 chevaux qu'espérait atteindre Lakanal (voir p. 363) est confirmé par une lettre de l'administration du département de la Dordogne (voir p. 375, n. 2). On peut donc majorer le chiffre de 1.600, donné par le pamphlétaire bergeracois (H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre IV). Lakanal parlait de 2.000 chevaux dans son rapport à la Convention, du 7 nivôse an II (*Journal des Débats*, n° 465, p. 102),

3°

Logement des chevaux.

Il fallait encore — et ce n'était pas une tâche aisée — 1° loger ces chevaux ; 2° les nourrir ; 3° assurer les effets d'armement et d'équipement nécessaires aux bêtes et aux cavaliers. Lakanal s'acquitta avec bonheur de cette triple tâche, étroitement liée à la précédente et ordonnée d'ailleurs par le décret du 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793).

Nous savons déjà que, le 12 brumaire an II (2 novembre 1793), c'est-à-dire tout au début de la levée des chevaux, la Société populaire de Bergerac, sur l'invitation du représentant, s'était transportée de la chapelle de l'hôpital dans l'église des ci-devant Jacobins¹. Dès lors, on put installer des chevaux dans cette chapelle. On en logea également dans le chai du citoyen Vormeselle² et au rez-de-chaussée de la maison Géraïl³. Mais il est probable que ces écuries improvisées furent jugées bien vite insuffisantes, puisque Lakanal fit bientôt construire des écuries.

De nombreux ouvriers furent occupés à ce travail. Dès le 21 brumaire an II (11 novembre 1794), Lakanal, « considérant que le grand nombre d'ouvriers appelés à Bergerac pour la construction... du dépôt de chevaux occasionne un surcroît de consommation... », ordonnait une réquisition de subsistances sur un district voisin⁴. C'est encore pour la même raison que, le 28 nivôse an II (17 janvier 1794), le représentant ordonnait, à peu près dans les mêmes termes, une seconde réquisition de subsistances, sur un autre district⁵.

Une nouvelle preuve de la construction d'un bâtiment spécial, à Bergerac, pour le dépôt des chevaux se trouve dans diverses réquisitions faites par le Comité de la guerre que Lakanal institua de bonne heure dans cette ville. En effet, on

1. Voir plus haut, p. 362.

2. Voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 10 fructidor an IV, f. 24.

3. *Arch. nat.*, F7 3671¹.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 519, f. 157.

5. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

ne s'explique guère autrement que, le 16 brumaire an II (6 novembre 1793), ce Comité requière de la municipalité douze bouviers et charrettes, pour aller chercher des bois de pin chez la citoyenne Conseil¹; peut-être est-ce pour le même objet que, le 25 brumaire an II (15 novembre 1793), il s'informe des règlements sur la taxe des charrois², et que, le 2 frimaire an II (22 novembre 1793), il requiert de la municipalité des charretiers³.

Où s'éleva cette construction ? Quelle fut la durée et l'importance des travaux ? Les mêmes bâtiments servirent-ils à abriter le dépôt de chevaux et la manufacture d'armes ? C'est ce que nous ignorons ; et ce n'est pas au chanoine Bernaret que nous demanderons des lumières, quoiqu'il écrive, en parlant des « longs bâtiments qui étaient encore debout avant 1830 », que le conventionnel y « réunit un dépôt de 4.000 chevaux et fit fabriquer 20.000 fusils⁴ ».

Nourriture des chevaux.

Il ne suffisait pas de loger tous ces chevaux. Il fallait les nourrir. Le représentant n'allait guère trouver moins de difficultés à assurer les subsistances de ces animaux qu'il n'en avait trouvé à assurer celles des habitants.

En exécution du décret du 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793), il lança de Bergerac, en brumaire et frimaire an II, plusieurs arrêtés par lesquels il ordonnait à toutes les autorités constituées des départements de la Dordogne, de la Gironde, du Lot et du Lot-et-Garonne de favoriser, par tous les moyens en leur pouvoir, les achats et transports de foin, avoine et son, dont Lakanal chargeait divers citoyens d'approvisionner

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 20.

2. *Ibid.*, n° 25. Ces charrois ne pouvaient servir à la manufacture d'armes, car ce n'est que le 24 brumaire que la Convention chargera Lakanal d'établir cette manufacture. Voir p. 356.

3. *Ibid.*, n° 23.

4. *La Semaine religieuse... de Périgueux*, 1875, p. 686, note 1. Nous ne savons où l'auteur a trouvé ce chiffre de 4.000 chevaux. Nous avons vu que Lakanal s'estimait très heureux à l'idée qu'il pourrait en lever 2.000. Voir p. 363.

le dépôt de Bergerac¹. On voit aussi le représentant nommer un certain nombre d'employés aux fourrages, en fixant à 100 livres leur salaire mensuel².

Ces réquisitions portaient surtout sur les avoines et les foins.

Avoines. — Le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), Lakanal rendait un énergique arrêté, dans lequel, « ... considérant que les... avoines ne sont pas moins utiles, puisque les chevaux ne peuvent servir qu'autant qu'ils auraient été nourris convenablement », il ordonnait aux administrations de district de faire passer à Bergerac l'avoine qu'elles devaient avoir rassemblée au chef-lieu, conformément à l'article 13 de la loi du 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793). De plus, ces administrations mettraient en réquisition toutes les avoines qui excèderaient leur contingent, et en feraient passer une note à Lakanal, pour qu'il pût voir les mesures qu'il aurait à prendre à cet égard³.

C'est pour assurer l'exécution de cet arrêté que le Comité de la guerre de Bergerac autorisait, le 3 nivôse an II (23 décembre 1793), le citoyen Magueur, commissaire chargé d'acheter des fourrages pour le dépôt, à demander aux districts de la division qu'il traverserait quelles mesures ils avaient prises pour amener à exécution l'arrêté du représentant⁴.

Il n'était pas inutile, en effet, de ranimer le zèle des administrations de district. Déjà, le 27 frimaire an II (17 décembre 1793), l'administration du district de Mussidan avait écrit à Lakanal qu'elle ne pourrait envoyer à Bergerac qu'une très petite quantité d'avoine⁵. Ou bien, ce n'est que le 7 nivôse an II (27 décembre 1793) que le directoire du district de Péri-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 595, arrêté du 15 brumaire. *Ibid.*, L 845, arrêté du 1^{er} frimaire. *Arch. nat.*, AF II 96, 706, arrêté du 13 brumaire an II. C'est en exécution d'un arrêté de Lakanal que, le 3 nivôse an II, le Comité de la guerre réquisitionnera du son des autorités constituées des quatre départements de la division (*Arch. mun. Bergerac*, boîte S, liasse 17, n° 29).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 109.

3. *Arch. dép. Lot* (copie de cet arrêté m'a été transmise sans indication de cote). *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

4. *Arch. nat.*, AF II 97, 718. Voir aussi *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 6 pluviôse an II, f. 13.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 595, à la date indiquée.

guez s'occupait d'exécuter l'arrêté de Lakanal du 19 frimaire (9 décembre 1793) et nommait, pour chaque canton du district, un commissaire chargé de faire le recensement des avoines qui pourraient se trouver chez les particuliers de chaque commune. Les commissaires expédieraient ces avoines au chef-lieu de chaque canton, qui les ferait transporter au chef-lieu du district¹.

Semblables réquisitions eurent lieu dans le district d'Excideuil. Pour opérer le transport des avoines d'Excideuil à Bergerac, les administrateurs du district d'Excideuil prièrent leurs collègues du district de Périgueux de leur procurer des rouliers ; mais, vu le mauvais état des chemins, aucun roulier ne s'offrit à opérer ce transport. Il fallut que le directoire du district de Périgueux écrivit, le 1^{er} pluviôse an II (20 janvier 1794), à Lakanal, pour le prier de requérir des bouviers². Et c'est sans doute grâce à eux que le transport en question put être effectué, s'il fut effectué.

Comme si les réquisitions d'avoine ordonnées par Lakanal n'avançaient pas assez péniblement, elles furent contrecarrées par un arrêté de Pinet et de Cavaignac (représentants en mission près l'armée des Pyrénées occidentales), du commencement de pluviôse an II, qui ordonnait aux administrations de district de fournir les avoines nécessaires au service des postes³. Ces mêmes représentants, le 19 floréal an II (8 mai 1794), par un arrêté énergique et pressant, réquisitionnaient toutes les avoines existant sur le territoire de l'armée des Pyrénées occidentales, pour les besoins de cette armée. Que serait-il resté au dépôt de Bergerac, si cet arrêté avait dû être intégralement appliqué⁴ ?

Foins. — Les réquisitions de foins n'étaient pas plus faciles à exécuter que celles d'avoines. Là aussi, le conventionnel ne fut pas sans se heurter à l'indifférence ou à l'impuissance de certaines administrations.

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 672, n° 124.

2. *Ibid.*, L 161, f. 9.

3. *Ibid.*, L 407, 13 pluviôse an II.

4. L'approvisionnement en avoine était si difficile que, dès le 1^{er} nivôse an II, la Convention avait rendu un décret relatif au mode d'aliments à donner aux chevaux en remplacement de l'avoine.

Ainsi, l'administration du département du Lot-et-Garonne avait arrêté que les foins de plusieurs cantons de ce département seraient transportés non au dépôt de Bergerac, mais à l'armée des Pyrénées orientales. Lakanal, par un arrêté du 19 frimaire an II (9 décembre 1793), s'éleva vivement contre cette décision :

« Considérant, disait-il, ... l'éloignement et l'impraticabilité des chemins ;

« Considérant que les foins sont absolument nécessaires au dépôt de Bergerac, pour lequel ils ont été achetés, et qu'ils peuvent y être voiturés à peu de frais ;

« Considérant que ces motifs sont tellement palpables que ce ne peut pas être l'amour du bien public, mais bien le désir d'entraver les grandes opérations de salut public, qui a dicté à l'administration du Lot-et-Garonne l'arrêté qui paralyse le transport à Bergerac des foins dont il s'agit » ;

Lakanal arrêtait « qu'il regardera comme suspects et traitera comme tels tous les fonctionnaires qui mettraient le plus léger obstacle au déplacement et transport à Bergerac des foins ci-dessus mentionnés ¹ ».

D'autre part, l'administration du département de la Dordogne écrivait à Lakanal, le 10 pluviôse an II (29 janvier 1794) : « La réquisition des fourrages occasionne des contestations qu'il est juste de faire cesser », et elle proposait au représentant diverses mesures à ce sujet ².

C'est en présence de ces lenteurs que, le 27 pluviôse an II (15 février 1794), Lakanal ordonnait durement à toutes les administrations des quatre départements que comprenait sa division, de faciliter le transport des foins à Bergerac ³.

Autre difficulté. Des administrations de district sont tiraillées entre les réquisitions de fourrages ordonnées par Lakanal et celles ordonnées, le 16 vendémiaire an II (7 octobre 1793), par les représentants près l'armée des Pyrénées occidentales, pour cette même armée. De là, contrôle réciproque des agents chargés de ces deux réquisitions concurrentes ⁴, et embarras de certaines

1. Arch. dép. Dordogne, L 845, à la date indiquée. Arch. nat., AF II 96, 706.

2. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 18.

3. Ibid., L 845, 27 pluviôse an II.

4. Ibid., L 845, 8 ventôse an II.

administrations de district, qui demandent conseil à Lakanal¹.

Malgré ces obstacles, une quantité considérable de fourrages était rendue à Bergerac, puisqu'elle suffit à la nourriture des nombreux chevaux du dépôt², et que, le 1^{er} floréal an II (20 avril 1794), le citoyen Delbet, directeur des fourrages du dépôt de Bergerac³, fut autorisé à se servir de la ci-devant église de La Madeleine comme d'entrepôt⁴.

De même que le dépôt des chevaux, celui des fourrages subsistait encore après le départ de Lakanal. Le 12 frimaire an III (2 décembre 1794), Pellissier, vu la cherté des denrées, élevait de 100 à 150 livres le salaire mensuel de plusieurs employés aux fourrages⁵.

Donc, sous l'impulsion de Lakanal, non seulement la levée des chevaux s'opérait avec succès, mais on avait su encore trouver le moyen de leur assurer les locaux et les subsistances nécessaires.

4°

Effets d'armement et d'équipement.

La mission du représentant allait plus loin. Le décret du 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793) lui ordonnait aussi d'assurer l'équipement et l'armement des chevaux et des cavaliers. Cet ordre était confirmé par une lettre du Comité de salut public, du 25 brumaire an II (15 novembre 1793), qui invitait les représentants à « adresser au Comité de la guerre tous les détails relatifs à la levée des chevaux et à leur équipement⁶ ».

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 44.

2. « Le fourrage... fut mangé par 2000 chevaux » (*Arch. dép. Dordogne*, L 11, f. 70).

3. Une Commission des fourrages, dépendant du Comité de la guerre, avait été, en effet, nommée par Lakanal, mais nous ne savons à quelle date. Delbet était le directeur ; Boyer, le préposé principal (*Arch. dép. Dordogne*, L 11, f. 70) ; Élie Faure, le secrétaire (Voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 3 nivôse an III, f. 131).

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 462.

5. *Ibid.*, L 369, n° 109.

6. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 435. « On trouvait des chevaux, grâce à l'énergie des représentants en mission, mais les harnachements étaient

Lakanal va s'occuper de se procurer les effets d'armement et d'équipement. Il sera aidé dans cette tâche par le Comité de la guerre, qu'il fonda, tout exprès, à Bergerac, et par les autorités constituées, dont il excitera le zèle. Mais voyons d'abord son rôle personnel.

Rôle personnel de Lakanal.

Dès le 16 brumaire an II (6 novembre 1793), la Société populaire de Bergerac recevait de Lakanal une lettre où le représentant disait : « S'il n'y avait qu'une paire de souliers dans la République, elle devrait être pour un défenseur de la liberté. Fournir à nos braves volontaires de mauvaises marchandises, c'est un crime de lèse-nation ; c'est un acte contre-révolutionnaire. » Lakanal ajoutait qu'ayant reçu des dénonciations relatives à des détournements de souliers, il avait visité, la veille, le dépôt d'équipement de Bergerac, qu'il y avait bien découvert de mauvaises fournitures, mais qu'il avait reconnu l'innocence du citoyen inculpé¹.

Au commencement de frimaire an II, un assez grand nombre d'effets d'armement et d'équipement étaient réunis dans ce dépôt. Par arrêté du 9 frimaire an II (29 novembre 1793), Lakanal défendait à tous les citoyens « d'user, pour aucun service, soit public, soit privé, des... bottes, pistolets, sabres et autres objets d'armement et d'équipement dépendant du dépôt national établi à Bergerac ». Défense qui n'était pas inutile, puisque le représentant dénonçait « divers agents du dépôt qui auraient livré quelques-uns des objets ci-dessus mentionnés, sans un ordre exprès² ».

Le conventionnel, tout en assurant la sécurité de ce dépôt, travaillait à son accroissement. C'est ce que constatait, le

rare » (C. Bidault, *o. c.*, p. 41). Le 8 nivôse an II, le Comité de salut public donnera aux municipalités le droit de réquisitionner selles, brides et armes, et, le 12 prairial an II, la Commission des subsistances réglementera cette réquisition (*Ibid.*).

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. de la Société populaire, 16 brumaire an II. Il s'agit ici du citoyen Boyer.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 27. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 136. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

5 nivôse an II (25 décembre 1793), l'administration du district de Bergerac : « Ses soins et ses sollicitudes, disait-elle du représentant, se sont portés sur tous les objets qui peuvent concourir à sauver la République ; celui de la fourniture à faire des souliers et des bottes aux soldats de la liberté n'a point échappé à son active surveillance ¹ ».

On voit, en effet, Lakanal, se rendant compte que les cuirs qui se débitaient à Bergerac étaient de qualité inférieure, envoyer des commissaires dans diverses villes, pour en acheter. Le 13 frimaire an II (3 décembre 1793), il ordonnait aux autorités constituées de Montauban et de Saint-Antonin de favoriser les achats et transports de cuirs que deux commissaires étaient chargés d'effectuer pour le dépôt de Bergerac ².

Dans un arrêté du 19 frimaire an II (9 décembre 1793), Lakanal disait aussi « qu'il est essentiel... que tous les... objets relatifs à l'armement et à l'équipement que doivent fournir les cantons soient de suite envoyés au chef-lieu de chaque division », et il arrêtait que les autorités constituées qui, aux termes de la loi, avaient dû se procurer des harnais et des armes, feraient parvenir au plus tôt à Bergerac ceux de ces objets qu'elles avaient jusque-là négligé d'y envoyer ³. Le 25 pluviôse an II (13 février 1794), il réitérait aux municipalités retardataires l'ordre d'expédier à Bergerac les effets propres au service de la cavalerie ⁴.

Enfin, en floréal an II, attendu que « de l'équipement de nos frères qui combattent pour le salut de la patrie dépend en quelque façon le succès de nos armes ⁵ », et vu « la pénurie de cuirs » dans le district de Sarlat, il accordait à la municipalité de Sarlat une subvention qui lui permit d'établir dans cette ville une tannerie ⁶.

1. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 175.

2. Arch. nat., AF II 96, 707.

3. Arch. dép. Lot (copie d'arrêté transmise sans indication de cote). Arch. nat., AF II 96, 706.

4. Arch. nat., AF II 97, 718.

5. Arch. dép. Dordogne, L 168, f. 35.

6. Ibid., L 16, f. 94.

Commission des fournitures militaires.

Mais « sa prévoyance, diront, le 5 nivôse an II (25 décembre 1793), les administrateurs du district de Bergerac, ne s'était pas bornée là. Fermement persuadé qu'on ne saurait prendre trop de précautions pour l'exécution des ouvrages auxquels ces cuirs sont destinés, il avait déjà formé, lors de son départ précipité et inattendu de Bergerac, une Commission chargée de la coupe et de la distribution des ouvrages ¹ ». Le brusque départ de Lakanal l'avait empêché d'arrêter dans le détail le fonctionnement de cette Commission. Aussi, après son retour, s'en occupe-t-il, dans un arrêté du 7 ventôse an II (25 février 1794). En vertu de cet arrêté, cette Commission serait composée de maîtres selliers et de maîtres cordonniers, qui s'assembleraient tous les jours dans un édifice national. Elle serait chargée des fournitures militaires correspondantes à la profession de ses membres. Elle taillerait les souliers, bottes, etc., en marquerait les différentes parties et en ferait opérer le montage par des ouvriers. Les opérations de cette Commission seraient inscrites dans un livre-journal. Le représentant prenait ensuite diverses mesures, dont quelques-unes rigoureuses, pour exciter le zèle de la Commission et des ouvriers, et pour assurer la bonne qualité du travail ².

C'est à ces ouvriers employés par la Commission que l'administration du district de Bergerac fait probablement allusion quand, le 27 frimaire an II — la Commission pouvait fort bien exister dès cette époque —, elle proposait à Lakanal d'exempter momentanément de la première réquisition « les citoyens employés au travail des fournitures de l'armée ³ ». On voit ces ouvriers chargés tantôt de fabriquer 200 paires de souliers, qui leur sont payés à raison de 38 sous la paire — prix de la façon et des petites fournitures ³ —, tantôt de faire des croupières, des courroies, des poitrails de selle, qu'un inven-

1. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 175. Il se rendit à Paris à la fin de frimaire. Voir p. 65.

2. Ibid., L 368, n° 25.

3. Ibid., L 355, n° 169.

taire général du 12 floréal an III (1^{er} mai 1795) déclare « confectionnés à l'atelier ¹ ».

Comité de la guerre.

Pour approvisionner de ces divers effets le dépôt de Bergerac, Lakanal s'aide du Comité de la guerre, qu'il établit à Bergerac dès brumaire ou au commencement de frimaire an II.

Ce Comité écrit, le 16 frimaire an II (6 décembre 1793), à l'administration du district de Bergerac : « Le contingent des bottes du district de Bergerac est au moins de 60 paires... Les sabres et les pistolets doivent aussi attirer votre attention ² ». Quelque temps après, le Comité se plaint encore aux mêmes administrateurs que le contingent en bottes soit incomplet ³. Après le départ de Lakanal, en vendémiaire an III, nous voyons l'administration du district d'Excideuil envoyer au Comité le tableau des taillandiers, maréchaux et serruriers de ce district ⁴. Ce Comité, le 27 prairial an III (15 juin 1795), écrit à l'administration du district d'Excideuil, en lui adressant dix circulaires destinées à hâter la fourniture de harnais, etc., propres aux services militaires ⁵.

C'est dans les locaux du Comité de la guerre que se trouvait le magasin d'habillement ⁶, et le même arrêté de Lakanal qui, le 7 ventôse an II (25 février 1794), organisait dans le détail la Commission des fournitures militaires, confiait (article 9) au Comité de la guerre de Bergerac la haute surveillance de cette Commission, qui devait rendre compte de ses opérations au Comité deux fois par décade ⁷. C'est à ce titre que, le 11 prairial an II (30 mai 1794), ce Comité invitait la municipalité de Bergerac à lui procurer du suif, nécessaire sans doute à la fabrication

1. Arch. dép. Dordogne, L 367, à la date indiquée.

2. Ibid., L 354, à la date indiquée. Ce Comité s'occupait aussi, nous l'avons dit (p. 364, 370), des opérations relatives à la levée et à l'entretien des chevaux.

3. Ibid., L 354.

4. Ibid., L 444, 18 vendémiaire an III.

5. Ibid., L 489, 30 prairial an III.

6. Ibid., L 378, f. 283.

7. Ibid., L 368, n° 25.

des souliers¹ ; que, le 17 prairial an II (5 juin 1794), il annonçait à l'administration du district de Bergerac que plus de 750 paires de souliers étaient à ce moment-là coupées ou déjà confectionnées, et qu'il y en aurait assez de prêtes pour équiper les 500 hommes que l'administration du district se proposait de faire partir sous peu². Nouvelle lettre du même Comité à la même administration, le 28 messidor an II (16 juillet 1794), pour l'informer qu'elle allait mettre 800 nouvelles paires de souliers à la disposition des 800 volontaires que le district avait reçu l'ordre de tenir prêts³. On voit encore, le 5 germinal an III (25 mars 1795), le Comité annoncer à la même administration qu'il vient d'expédier à Bayonne 508 paires de souliers³.

Les autorités constituées.

Comme on le voit déjà, l'administration du district de Bergerac ne restait pas indifférente à ces préoccupations. De plus, le 6 nivôse an II (26 décembre 1793), elle fait donner ordre à tous les cordonniers de Bergerac de se rendre au Comité de la guerre, pour y recevoir les cuirs nécessaires à la confection des souliers⁴. Par son arrêté du 7 ventôse an II (25 février 1794), Lakanal l'avait chargée de déterminer le salaire des ouvriers et membres de la Commission des fournitures militaires de Bergerac ; et, le 8 ventôse an II (26 février 1794), elle avait fixé le prix des souliers à 45 sous la paire⁵. C'est encore l'administration du district de Bergerac qui réservait, dans la vente du mobilier des émigrés, les selles et les bottes, et prévenait le Comité de la guerre d'avoir à retirer celles qui pourraient être utiles aux armées⁵. Ou bien, le 2 germinal an II (22 mars 1794), elle décidait de demander à Lakanal l'autorisation de faire confectionner, avec les cuirs qui se trouvaient dans le magasin du dépôt, les souliers nécessaires aux employés du dépôt de chevaux, du dépôt de fournitures militaires et de la manufacture d'armes⁵.

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 21.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, à la date indiquée.

3. *Ibid.*, L 367, à la date indiquée.

4. *Ibid.*, L 378, n° 272.

5. *Ibid.*, L 355, à la date indiquée. D'autres souliers n'étaient payés que 38 sous la paire (voir p. 378).

N'oublions pas, enfin, que l'action de Lakanal, du Comité de la guerre et de l'administration du district de Bergerac fut corroborée par un arrêté de Romme, du 26 floréal an II (15 mai 1794), destiné à activer la confection des souliers qui devaient être distribués aux volontaires de la première réquisition dans la Dordogne ¹.

Heureux résultats.

Tout comme le dépôt de chevaux et celui de fourrages, celui des effets d'armement et d'équipement subsista après le départ du conventionnel. Nous sommes assez bien renseignés sur son importance, grâce à l'inventaire général qui en fut dressé, en floréal an III ², par les membres du Comité de la guerre, de Bergerac.

Nous relevons sur cet inventaire les chiffres suivants; ils donneront une idée de l'activité avec laquelle Lakanal et ses agents avaient poussé le développement de ce dépôt. En ce qui concerne le harnachement des chevaux, nous trouvons mentionnés près de 50 douzaines de sangles (600 environ), 17.000 boucles de diverses grandeurs, près de 700 selles, un millier de mors, 2.100 tourets ³, de nombreux surfaix ⁴, gourmettes, portemanteaux ⁵, étrivières ⁶, bricoles ⁷, etc.

Quant aux effets d'équipement des cavaliers, le même inventaire nous signale en magasin une quantité assez considérable d'aunes de drap, de toile, de galons, de fil, des housses, 14 manteaux, 1 000 semelles, 60.000 clous de souliers, « 618 paires de

1. Arch. dép. Dordogne L 368, n° 152. Arch. nat., AF II 96, 704.

2. « Inventaire général des marchandises qui sont dans les magasins du Comité de la guerre chargé de la levée des chevaux, du 17 vendémiaire et [du] 18 germinal, de même que pour la surveillance des différents ateliers qui y ont été établis par le représentant du peuple Lakanal » (Arch. dép. Dordogne, L 367, 12 floréal an III).

3. Le touret est un gros clou, à tête arrondie, de la branche d'un mors.

4. Sangle pour maintenir la couverture d'un cheval.

5. Enveloppe dans laquelle le cavalier met ses effets, et qu'il place derrière la selle.

6. Courroie à laquelle l'étrier est suspendu.

7. Large bande de cuir contournant le poitrail du cheval, et sur laquelle appuie son effort.

souliers en magasin, qui vont être expédiées pour Bayonne », « 623 paires qui ont été livrées à divers cordonniers, pour être confectionnées », etc.

Tels étaient, à cet égard, les heureux résultats de la mission de Lakanal.

Nous avons montré combien le conventionnel s'était activement occupé, surtout pendant les premiers mois de son séjour, de lever des chevaux, de les loger, de les nourrir, de se procurer un nombre considérable d'effets d'armement et d'équipement. Il y était parvenu, et il ne semble pas que son action révolutionnaire eût soulevé de vives protestations¹. Au contraire, rendant compte de sa mission, le 7 nivôse an II (27 décembre 1793), à la tribune de la Convention, il se félicitait, en exagérant peut-être, des facilités qu'il avait rencontrées — ou provoquées : « Il existe à Bergerac, disait-il, un dépôt de 2.000 chevaux et d'un grand nombre d'armes et d'objets d'équipement que j'y ai réunis. Je présenterai au Comité de la guerre un plan détaillé de mes opérations dans le cours de ma mission... Les citoyens de Bergerac sont tout dévoués à la patrie... Tous ont consacré leurs travaux à faire des ouvrages utiles à l'armée... Tous les citoyens ont donné gratuitement leurs chevaux et leurs armes² ».

Peut-être nous reprochera-t-on d'avoir donné à ce chapitre un développement exagéré, et d'avoir paru un peu terre-à-terre en suivant jusque dans le détail les diverses opérations relatives à cette levée. Nous rappellerons, pour notre défense, que, dans un travail de cette nature, ce qui importe avant tout, c'est de serrer la vérité du plus près possible ; que ces opérations avaient

1. M. Bidault généralise indûment quand il écrit (o. c., p. 41 et 42) que la réquisition des chevaux « s'accomplit avec des désordres et des violences... Quant aux chevaux, on ne remboursa, au mépris de la loi, que ceux qui étaient la propriété des citoyens acquittant moins de 100 livres d'impôt ». Je n'ai trouvé aucun document qui permette d'appliquer ces assertions à la levée que dirigeait Lakanal.

2. D'après le *Journal des Débats*, n° 465, p. 102. C'est à la suite de ce rapport que, sur la demande de Lakanal, la Convention décréta que Bergerac avait bien mérité de la patrie (voir p. 135). Le *Proc.-verb. Convention* du 7 nivôse an II, page 135, porte, par erreur, « 200 chevaux ». Il faut lire, avec le *Journal des Débats* et le *Moniteur*, « 2.000 chevaux ».

plus de portée qu'on ne pourrait être tenté de croire, puisque c'est précisément pour les activer qu'un représentant du peuple fut envoyé en mission à Bergerac ; enfin, que, si elles n'intéressent pas directement l'histoire politique, le tableau que nous en avons présenté peut, du moins, servir de contribution, si modeste soit-elle, à l'histoire économique et militaire de la Révolution.

CHAPITRE XII

LAKANAL ET LA MANUFACTURE D'ARMES DE BERGERAC

1° *Lakanal et la métallurgie dans la Dordogne en l'an II ; la manufacture d'armes de Périgueux.* — 2° *La manufacture d'armes de Bergerac avant Lakanal.* — 3° *Intentions de Lakanal. Premiers à-coups.* — 4° *Lakanal se procure les fonds, les ouvriers et leurs subsistances.* — 5° *Lakanal se procure les matériaux de construction, les locaux, les matériaux et instruments de fabrication.* — 6° *Lakanal et l'organisation intérieure de la manufacture. Son rôle personnel. Ses agents.* — 7° *Deux créations latérales : fabriques de baïonnettes et de salpêtre.* — 8° *Le bilan de la manufacture à la fin de l'an II.* — 9° *La manufacture après Lakanal.*

I°

Lakanal et la métallurgie dans la Dordogne en l'an II.

L'industrie du fer et de l'acier trouvait dans le département de la Dordogne des conditions favorables C'est ce qu'écrivait, le 29 frimaire an II (19 décembre 1793), Roux-Fazillac au Comité de salut public : « Aucun département, disait-il, n'est plus abondant que celui-ci en matières propres à la fabrication des armes ; on y trouve, à chaque pas, des mines de fer, surtout dans la partie du nord, des forges et des bois. Il n'y manque que des charbons de terre ¹ ». Encore espérait-il en découvrir en certains points du département¹. Les mines de fer abondaient, notamment dans le district d'Excideuil².

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 533.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 107, et L 491. Voir de Verneilh, *Notice sur les anciennes forges du Périgord...* (*Revue des Sociétés savantes*, 6^e série, t. IV, 1876) ; l'auteur n'y traite pas des forges pendant la période révolutionnaire ; il indique (p. 7) qu'en 1801 le département comptait 63 forges, dont 28 hauts fourneaux. On trouvera une liste des forges du Périgord en 1789 aux *Arch. nat.*, F¹² 680, et un tableau des forges de l'arrondissement de Sarlat en 1811 *Ibid.*, F¹² 1633. Voir aussi le *Mémoire pour... de Montalembert..., relatif à... des... forges... dans... le Périgord...*, 1790 (*Ibid.*, AD VI, 39).

Ces facilités dans la fabrication des armes, Romme et Roux-Fazillac les rappelaient, le 2 fructidor an II (19 août 1794) : « Habitants des riches contrées arrosées... par la Dordogne, l'Isle,... la Vézère,... le Bandiat,... la patrie attend de vous des armes ou des matériaux pour en faire. Quelques-uns des habitants de ces contrées s'occupent aux mines ; d'autres les convertissent en canons ; ceux-ci forgent le fer pour les armes portatives ou pour l'agriculture ¹ ».

Lakanal ne sera pas sans remarquer ces richesses ni le parti qu'on en pouvait tirer pour l'utilité de la République.

Forges et fonderies ².

L'importance que prit la fabrication du fer dans la Dordogne se marque surtout par le degré de développement qu'atteignirent, en l'an II, les forges et les fonderies du département. Comme leur extension prouve que Lakanal eut raison de développer une manufacture d'armes dans un centre industriel qui lui était favorable, et comme, d'autre part, le représentant ne demeura pas étranger aux travaux de ces forges et fonderies, il convient d'en dire quelques mots.

« Les fonderies de canons de ce département sont dans la plus grande activité ³ », écrivaient de Périgueux, le 7 sept. 1793, Pinet et Tallien au Comité de salut public. Les fonderies de canons d'Ans (district d'Excideuil) étaient réputées ; c'est à elles que se fournissait l'atelier de charronnage de Périgueux ⁴. En brumaire an II, les forges et fonderies de Larigaudie et Monclard étaient

1. Arch. dép. Dordogne, L. 509, 2 fructidor an II. Arch. nat., AF II 96, 704.

2. Les fonderies sont des usines où l'on traite le minerai de fer et dans lesquelles le métal obtenu est ou bien coulé dans des moules (c'est ainsi qu'on fabriquait beaucoup de canons) ou bien coulé en gueuses. Ces gueuses sont traitées dans les forges, où le métal est affiné, cinglé, converti en barres, en pièces de machines, etc. Comme toutes ces opérations sont connexes, les mots de forge et de fonderie sont parfois employés l'un pour l'autre (voir l'*Encyclopédie* de Diderot, t. VII, art. *Forges*, et le t. III des planches). Sur le travail du fer, il y a un siècle, on pourra consulter J.-H. Hassenfratz, *La Sidérotechnie*, Paris, 1812 (Bibl. nat., S 200).

3. Arch. nat., AF II 168, reg. 1382, n° 48.

4. Arch. histor. ministère guerre, *Correspondance générale*, 26 avril et 14 décembre 1793.

en pleine activité, et les représentants Ysabeau et Tallien veillaient à leur développement¹. Nous voyons, en frimaire an II, Romme s'intéresser aux forges et fonderies situées le long de la Crempse². C'est à Roux-Fazillac que s'adresse l'administration du district d'Excideuil, pour établir un atelier de platines³. Dans le district de Belvès, le citoyen Laulanié possédait, en l'an II, une forge à canons⁴. La forge de La Mouline, près Bergerac, que les représentants Baudot et Chaudron-Roussau déclareront provisoirement acquise à la nation⁵, fabriquait des canons pour la marine⁶, et elle paraît très active dans tout le cours de l'an II⁷.

Ce n'étaient pas seulement les représentants en mission, mais aussi le Comité de salut public qui s'intéressait à la production des forges de la Dordogne. Il envoyait dans ce département des commissaires en l'an II⁸, notamment afin d'activer la fabrication des pièces de canons, attendu que « les fers coulés... de la Dordogne sont de bonne qualité... et que, la plupart des fourneaux de ce département ayant déjà coulé des bouches à feu,... les procédés de la fabrication y sont plus connus que partout ailleurs ou pourront y être répandus avec plus de facilité et de promptitude⁹ ». Bientôt, le 24 pluviôse an II (12 février 1794), le Comité chargeait le représentant Romme de donner une extension plus grande encore à la fabrication des canons dans le département de la Dordogne et les départements limitrophes¹⁰. Le lendemain, 25 pluviôse an II (13 février 1794), le Comité envoyait dans la Dordogne des artistes fondeurs¹¹. Romme fit de Périgueux son quartier général pendant plusieurs

1. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 113.

2. Ibid. L 161, f. 177.

3. Ibid., L 444, 15 nivôse an II.

4. Ibid., L 127, 29 sept. 1793. Les canons employés à terre étaient simplement coulés, tandis que les canons de la marine étaient en fer forgé (voir G. Monge, *Description de l'art de fabriquer les canons*, Paris, an II. *Bibl. nat.*, Inv., 11.113).

5. Arch. nat., AF II 96, 704, 13 octobre 1794.

6. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 78.

7. Ibid., L 356, n° 209.

8. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 457 et 521.

9. Ibid., t. X, p. 534.

10. Ibid., t. XI, p. 88 et 221.

11. Ibid., p. 114.

mois¹. C'est de là qu'il écrivit au Comité, soit pour lui transmettre les résultats de son inspection des forges du Bandiat², soit pour lui demander des renseignements relatifs à l'objet de sa mission³, soit pour lui annoncer les réquisitions de fonte qu'il avait faites⁴, soit pour se féliciter de la « grande activité » des forges de la Dordogne⁵. Lui-même, en prairial an II, assurait par divers arrêtés le fonctionnement des forges et fonderies du département⁶.

A la même époque, plusieurs collègues de Romme veillaient au succès de ces établissements. Les actives⁷ fonderies de canons de Monclard et de Larigaudie voyaient leurs approvisionnements facilités, en nivôse et pluviôse an II, par l'intervention de Tallien et d'Ysabeau⁸.

Romme, de son côté, favorisait le transport d'un canon de la fonderie de Monclard au port de Migai⁹ et, grâce à la démolition du château de Monclard, qu'il avait ordonnée, les matériaux de ce château pouvaient servir à réparer la fonderie de ce même lieu¹⁰. Le 23 messidor an II (11 juillet 1794), nouvel arrêté de Romme, relatif aux fonderies¹¹. C'est à ce représentant que le 24 messidor an II (12 juillet 1794), l'agent national du district d'Excideuil envoie un état de situation détaillé des nombreuses forges de ce district¹². C'est sur Romme que se repose le Comité de salut public du soin de surveiller les forges de la Dordogne¹³. C'est lui qui, de concert avec Roux-Fazillac, adresse, le 2 fructidor an II (19 août 1794), une proclamation, suivie d'un arrêté, aux républicains de la Dordogne et départements limitrophes, les louant de leurs travaux

1. Voir notre chapitre *Autres représentants en mission...*, p. 52.

2. Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 442.

3. *Ibid.*, t. XIII, p. 282.

4. *Ibid.*, p. 330.

5. *Ibid.*, p. 352.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 188. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

7. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 126, 134.

8. *Ibid.*, n° 209, et L 367, n° 182 bis et 323.

9. *Ibid.*, L 368, n° 154. Migai est dans la commune de Cours-de-Pile, sur la Dordogne.

10. *Ibid.*, L 356, n° 66, 176 et 211.

11. *Ibid.*, n° 145.

12. *Ibid.*, L 455, 24 messidor an II.

13. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 309.

métallurgiques, et créant une école d'aciérie à la forge de Miremont¹.

Romme quitte bientôt la Dordogne, mais Legendre (de la Nièvre) y est envoyé, à son tour, pour le même objet².

L'activité des forges et fonderies se soutient toujours. Ainsi, la grande fonderie d'Ans, à la date du 20 frimaire an III, avait complètement fabriqué 247 canons, et 220 étaient à l'ouvrage, soit bruts, soit forés, soit prêts à être éprouvés³.

Ce développement métallurgique devait être durable. L'Annuaire de la Dordogne de l'an XI dira : « Les premières et les plus importantes fabriques de ce département sont les forges. Elles peuvent devenir un jour l'arsenal de la République⁴ ».

La manufacture d'armes de Bergerac se trouvera donc dans un milieu industriel très propice à son succès.

Quant au rôle de Lakanal en ce qui concerne les forges et fonderies de la Dordogne, il ne fut pas négligeable. Si nous n'en disions rien encore, c'était pour ramasser en un seul faisceau le récit des efforts que ce représentant accomplit à cet égard.

Le 6 pluviôse an II (25 janvier 1794), on voit Lakanal étendre à la Dordogne, par l'approbation qu'il y donne, le champ d'action de l'arrêté des représentants Ysabeau et Tallien, relatif aux fournitures militaires, munitions navales, etc., à prendre dans les forges, pour approvisionner le port de Rochefort⁵.

Déjà, le 4 pluviôse an II (23 janvier 1794), Lakanal demandait à l'administration du département et aux administrations de district de la Dordogne de lui communiquer le tableau des fonderies de canons du département, l'état de leur situation et les vues de l'administration sur la possibilité de les améliorer. Il encourageait ainsi les administrateurs : « Occupez-vous sans relâche de cette partie importante de vos travaux. Multiplions autour de nous les éléments de nos victoires. Il faut que, dans

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 249, et L 509, 2 fructidor an II. Voir aussi Arch. nat., AF II 96, 704, AF II 218, 1882, et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 262. Miremont est aux environs des Eyzies.

2. Arch. dép. Dordogne, L 14, 15 floréal an III.

3. Ibid., 20 frimaire an III.

4. *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 68. Voir aussi *Annuaire de la Dordogne*, an XII, p. 296, et *Bulletin... du Périgord*, 1887, p. 144.

5. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 183.

le cours de la campagne qui va s'ouvrir, les Français échè-
nillent (*sic*) enfin l'arbre de la liberté ; il faut que les peuples
émules de notre gloire brisent la verge d'oppression dans les
mains de leurs tyrans, et que les hommes, réunis enfin dans
un peuple de frères, abjurent, dans des embrassements mutuels,
le métier barbare de la guerre, où l'on se tue sans se haïr ¹ ».

Dès le lendemain, 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), l'admi-
nistration du département répondait à Lakanal qu'elle allait
prendre les mesures les plus promptes pour lui fournir les ren-
seignements qu'il demandait ¹. De son côté, l'administration du
district d'Excideuil se conformait aux ordres du représentant ¹.
Celle du district de Montignac envoyait à Lakanal, le 8 pluviôse
an II (27 janvier 1794), le tableau de l'état des forges de son
district ². Le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794), l'administration
du district de Bergerac lui faisait savoir que son district ne
contenait qu'une forge, celle de Monclard ³.

Pour contrôler ces divers renseignements, Lakanal, au
commencement de pluviôse an II, chargeait un commissaire
de parcourir toutes les forges du département et de le rensei-
gner sur leur état ³. Le 10 ventôse an II (28 février 1794), il
écrivait au Comité de salut public : « Je vous adresserai sous
peu un travail général sur toutes les fonderies et les forges de ce
département. Elles sont en activité pour de la gueuse à lester
les vaisseaux, pour des canons, des boulets, etc. ⁴ ». Il y a lieu
de croire que ce travail, ainsi préparé et ainsi promis, fut envoyé
au Comité, mais rien ne nous permet de l'affirmer.

En même temps que des forges et fonderies, Lakanal s'occu-
pait des travaux des mines. C'est à lui que l'administration du
département de la Dordogne annonçait, le 12 germinal an II
(1^{er} avril 1794), qu'un individu venait de découvrir une mine
de plomb qui paraissait riche, et elle recommandait cette
découverte à Lakanal, dont elle connaissait « l'empressement
à accueillir toutes les découvertes utiles à la République ».

1. Arch. dép. Dordogne, L 108 f. 7; 161, f. 11 et 12; 407, 7 pluviôse
an II.

2. *Ibid.*, L 545, 8 pluviôse an II.

3. *Ibid.*, L 378, f. 283.

4. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 465. La gueuse est la masse de fonte coulée
dans le sable au sortir du fourneau de fusion.

« Nous avons cru t'obliger, ajoutait-elle, en te procurant l'occasion d'encourager les talents naturels d'un citoyen dont la découverte peut nous fournir un moyen d'accroître nos ressources contre les satellites des despotes ¹ ».

On voit aussi le représentant, le 15 messidor an II (3 juillet 1794), envoyer à la Convention la « carte topographique » des mines du département ².

Au reste, ce n'est pas seulement pour activer le travail des forges du département, mais aussi pour favoriser la manufacture d'armes de Bergerac que Lakanal s'intéressait à l'exploitation des mines. De même, le travail des forges devait servir au succès de cette manufacture, et c'est peut-être à la demande de Lakanal que, le 30 messidor an II (18 juillet 1794), le Comité de salut public arrêta, sur le rapport de la Commission des armes et poudres, que les forges de Lavaure (district de Mussidan), précédemment affectées à la fourniture de boulets et de gueuse ³, serviraient désormais à l'approvisionnement de la manufacture d'armes de Bergerac ⁴.

La manufacture d'armes de Périgueux.

A l'époque même où une manufacture d'armes était fondée Bergerac, une autre naissait à Périgueux. Exposons brièvement ses vicissitudes, car l'histoire de l'une est en partie mêlée à celle de l'autre.

Cette manufacture d'armes de Périgueux, qui n'atteignit jamais d'ailleurs que des proportions très modestes, n'était, en mai 1793, qu'un simple atelier de charronnage ³. C'est sur cet atelier que vint se greffer, à la fin de cette même année, une fabrique de fusils.

Pour se mettre en défense contre une extension possible des troubles de la Vendée vers la Dordogne, le Conseil général du département de la Dordogne avait décidé, le 26 avril 1793, avec l'agrément d'Élie Lacoste, d'acheter deux canons à la forge

1. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 73.

2. Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 702. Nous n'avons pu trouver cette carte.

3. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 53.

4. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 260.

d'Ans et deux affûts à Bordeaux¹; le 8 mai 1793, il arrêta d'acheter 24 autres canons. Comme les affûts attendus de Bordeaux n'arrivaient pas, le Conseil général du département décida d'en faire fabriquer à Périgueux même. Le 13 mai 1793, il établit dans cette ville un atelier de charronnage pour le service de l'artillerie, sous la surveillance du citoyen Brugère². Cet atelier se développa bien vite; 40 pièces de canon s'y trouvaient rendues et 70 affûts y étaient prêts, le 5 septembre 1793³. Il put expédier à l'armée des Pyrénées occidentales des canons montés sur leurs affûts, deux, le 17 septembre, six, le 25 octobre⁴. Mais aucun canon n'était fondu à Périgueux: les canons y étaient simplement montés. Les représentants Lacoste, Treilhard, Mathieu, Pinet, Tallien, Paganel, Roux-Fazillac visitèrent l'établissement et approuvèrent l'entreprise⁵.

Ces succès firent penser à l'administration du département que cet atelier offrirait des ressources suffisantes pour établir à Périgueux une fabrique de fusils, ce qu'elle désirait faire dès septembre 1793⁶. C'est ce que rappelait cette administration, le 24 frimaire an II (14 décembre 1793). Elle disait que, « se croyant autorisée par l'article 2 de la loi du 23 août dernier, qui dit que les places publiques seront converties en ateliers d'armes⁷ », elle avait fait d'un « ancien repaire de moines » une « fabrique d'arquebuserie ». Elle ajoutait, à cette date, que, depuis quelques jours, on commençait à fabriquer des fusils⁸.

Les membres du Comité de salut public coupèrent court à cette entreprise. Le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), ils exprimaient à l'administration du district de Périgueux leur surprise de n'avoir pas été plutôt instruits de l'établissement à Périgueux d'une « fonderie de canons » et d'une « manufacture d'armes ». Ils lui demandaient des explications à ce sujet. Ils ajoutaient « qu'ils ne veulent pas absolument d'établisse-

1. Voir *Arch. histor. minist. guerre, Correspondance générale*, 26 avril, 8 et 13 mai 1793.

2. *Arch. nat.*, AF II 168, 1382, n° 46.

3. Voir *Arch. histor. minist. guerre, Correspondance générale*, 17 sept., 25 oct., 6, 13, 14, 16, 19 déc. 1793.

4. *Arch. nat.*, AF II 168, 1382.

5. Voir Duvergier, t. VI, p. 135.

ments d'armes de plusieurs natures dans un même département, pour éviter tout moyen d'isolement ou de fédéralisme¹ ».

Roux-Fazillac chercha à défendre cette œuvre. Le jour même où le Comité de salut public la condamnait, il lui écrivait, le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), pour lui expliquer que cette manufacture était « peu de chose, presque rien² ». Dix jours après, le 29 frimaire an II (19 décembre 1793), il lui transmettait l'état de situation de cette manufacture naissante, dont il augurait bien ; le premier fusil allait être prêt ; Roux-Fazillac l'enverrait aussitôt au Comité³.

Mais, malgré l'intervention de Roux-Fazillac, le Comité de salut public n'entendit pas raison. Deux mois plus tard, le 26 pluviôse an II (14 février 1794), considérant que cette manufacture ne possédait ni usines ni aiguiseries⁴, que tous les travaux et même les foreries des canons de fusil s'y faisaient à bras, que le charbon de terre y manquait et que la fabrication des fusils y serait très chère, le Comité arrêtait que tous les ouvriers d'armes, ainsi que les outils et fournitures de la manufacture de Périgueux, seraient envoyés à la manufacture d'armes de Tulle⁵.

C'est pendant la première décade de germinal an II que l'administration du district de Périgueux exécuta cet arrêté. Dans son compte rendu de cette décade, elle écrivait, en effet, à

1. Arch. dép. Dordogne, L 34, f. 200, verso. Si, par « fonderie de canons », le Comité entend des canons d'artillerie, il se trompe ; à Périgueux, on montait seulement des canons d'artillerie, depuis avril 1793. Il est probable que le Comité parle de canons de fusils, puisqu'il oppose à cette fabrication la fabrication d'autres armes faite dans le département : or, on fabriquait des pièces d'artillerie en plusieurs points de la Dordogne. Mais, dans ce cas, le Comité, qui, par crainte de fédéralisme, ne voulait pas d'établissements d'armes de plusieurs natures dans un même département, n'était pas suivi par la Convention, qui, le mois précédent, avait chargé Lakanal d'activer les travaux de la manufacture de fusils de Bergerac.

2. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 291.

3. *Ibid.*, p. 533.

4. Usines où l'on aiguisé et polit les lames des armes blanches.

5. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 140. Le Comité oubliait sans doute — par un de ces oublis dont il était coutumier — qu'il y avait à Bergerac une manufacture plus rapprochée que celle de Tulle. Voir Languepin, *Manufacture de Tulle*, dans le *Bull. de la Soc. des lettres... de la Corrèze*, janvier-mars 1888, p. 22. A la manufacture de Périgueux travaillait sans doute Jean Challier, « connu par les progrès qu'il a fait faire à... la fabrication des armes », et qui avait inventé un type de fusil (voir Guillaume, *o. c.*, t. IV, p. 866, 700, 909).

Lakanal : « Sur votre arrêté et celui du citoyen Roux-Fazillac, nous avons renvoyé à la manufacture d'armes de Tulle les effets et les ustensiles de l'atelier de fabrication d'armes de la commune de Périgueux ¹ ». Sans doute l'administration du district se trompait-elle, et Roux-Fazillac avait-il été le seul représentant à prendre un arrêté ordonnant, conformément aux ordres du Comité, le transfert de l'outillage de la manufacture de Périgueux à celle de Tulle. En tout cas, Lakanal, mécontent, répondait à cette administration, le 15 germinal an II (4 avril 1794), en termes très durs. Il déclarait n'avoir jamais consenti à ce transport, et il ne voyait dans cet acte qu'une « misérable vengeance » ; cet outillage, qu'on avait expédié à Tulle à grands frais, eût favorisé la manufacture de Bergerac, qui n'en deviendrait pas moins, en dépit des gens de Périgueux, une des plus prospères de la République².

Lakanal demandait-il alors au Comité de revenir sur son arrêté du 26 pluviôse an II (14 février 1794), et en obtenait-il que les outils et fournitures qui pourraient se trouver encore à Périgueux fussent envoyés à Bergerac ? Nous avons lieu de le croire, puisque, le 7 floréal an II (26 avril 1794), Lakanal requérait l'administration du district de Périgueux de mettre à la disposition du citoyen Rambaud, membre de la Commission des armes de Bergerac, « tous les canons de fusils, les forets et autres outils qui peuvent se trouver encore dans l'atelier d'armes de Périgueux, et ce, conformément aux dernières dispositions du Comité de salut public ³ ». Le lendemain, 8 floréal an II (27 avril 1794), les administrateurs répondaient à Lakanal en s'inclinant devant la volonté du Comité et la sienne ⁴.

Ainsi, le Comité de salut public — mais non Lakanal — avait supprimé la manufacture d'armes de Périgueux, tandis que l'atelier de charronnage, qui lui était antérieur, subsistait toujours ⁵. Une partie des éléments de la manufacture d'armes de Périgueux allait contribuer au succès de celle de Bergerac.

1. Arch. dép. Dordogne, L 673, 16 germinal an II.

2. Voir p. 103 le texte de cette lettre.

3. Arch. dép. Dordogne, L 673, n° 119. Cependant, malgré nos recherches, nous n'avons trouvé aucun arrêté du Comité concernant ce point précis.

4. Ibid., L 691, 8 floréal an II.

5. Il est fait mention de cet « atelier d'artillerie » en l'an III (Arch. dép. Dordogne, L 14).

2° *La manufacture d'armes de Bergerac avant Lakanal.*

C'est l'organisation d'une manufacture d'armes à Bergerac qui fut l'un des objets essentiels et même, peut-on dire, l'objet essentiel de la mission de Lakanal dans la Dordogne. Et c'est par là surtout que son souvenir est demeuré vivant dans l'esprit public périgourdin. Ainsi, un ancien archiviste de la Dordogne, Dessales, dans son histoire de *l'arrondissement de Bergerac*¹, a beau passer très rapidement sur la période révolutionnaire et mentionner à peine le nom de Lakanal, il n'en ajoute pas moins à son nom quelques mots sur la manufacture d'armes dont le conventionnel crut devoir provoquer l'établissement ou plutôt le rétablissement à Bergerac.

Cette institution répondait à une réelle nécessité. Le besoin d'armes s'était fait sentir de bonne heure sous la Révolution et surtout à partir de 1792, quand la République fut en guerre avec l'étranger. Or, la pénurie d'armes était grande dans la Dordogne, en 1792. Dans une résolution qu'il prit, le 6 août 1792, le Conseil général du département constatait avec regret qu'il n'y existait aucun dépôt d'armes². Pour armer des volontaires, il fut obligé d'emprunter 300 fusils à travers les districts du département³, en même temps qu'il se faisait envoyer de Tulle 228 fusils⁴. De son côté, l'administration du district de Bergérac écrivait, le 3 avril 1793 : « Pour des fusils, nous n'en avons pas, ou presque pas⁴ ». C'est encore à la manufacture de Tulle, et pour armer des volontaires, que le directoire du département de la Dordogne demandait 800 fusils, le 18 septembre 1793⁵. Élie Lacoste n'écrivait-il pas déjà de Périgueux à la Convention, le 27 avril 1793 : « Le recrutement est presque partout terminé, mais on manque d'armes⁶ » ?

1. *Annales de la Société d'agriculture... de la Dordogne*, Dessales, *L'arrondissement de Bergerac*, t. XXVII (1866), p. 629.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 365, 6 août 1792.

3. *Ibid.*, L 29, n° 93.

4. *Ibid.*, L 378, f. 207.

5. *Ibid.*, L 6, 18 sept. 1793.

6. Aulard, *Recueil*, t. III, p. 490.

D'ailleurs, cette insuffisance d'armement était générale en France. Barère s'en faisait l'écho dans le fameux rapport qu'il lut, le 23 août 1793, à la tribune de la Convention : « Des armes, des manufactures de fusils et de canons, s'écriait-il, voilà ce qu'il nous faut pendant dix ans ». Il annonçait la prochaine création, à Paris, d'une importante manufacture d'armes et de nombreuses forges. Il exprimait la nécessité d'activer les travaux des manufactures d'armes déjà existantes et d'en créer de nouvelles à travers la France¹. A cet effet, la Convention nommait, le même jour, 23 août 1793, un certain nombre de représentants, tels que Roux-Fazillac, Paganel, Pinet, Tallien (article 15). C'est en exécution du décret du 23 août 1793 que Pinet et Tallien se rendent à Périgueux, où nous constatons leur présence le 7 septembre 1793². Ils écrivent, de là, au Comité de salut public que l'administration du département leur a présenté ses vues sur la création d'une manufacture de fusils à Périgueux, et qu'ils vont examiner attentivement ce projet, bien qu'il leur paraisse soulever beaucoup de difficultés³.

Les difficultés leur parurent telles, en effet, qu'ils renoncèrent à cette idée³. C'est à Bergerac qu'ils fondèrent, trois jours plus tard, le 10 septembre 1793, cette manufacture. C'est donc au 10 septembre 1793 qu'il faut faire remonter l'acte de naissance de l'établissement, dont le sort sera confié bientôt à Lakanal. Voici l'arrêté que prirent, ce jour-là, Pinet⁴ et Tallien.

1. *Réimp. Moniteur*, t. XVII, p. 474. Ce désir est général. Les représentants Fayau et Gaston écrivaient de Pamiers, le 21 avril 1793, au Comité de salut public : « Nous sommes sans armes... Procurez-leur des armes » (*Aulard, Recueil*, t. III, p. 379). Le 17 sept. 1793, le Comité écrira : « Il importe à la République de voir multiplier les manufactures d'armes » (*Ibid.*, t. VI, p. 540). Le 6 frimaire an II, Francastel dira, de même, au Comité : « Des fusils ! je le répète, et l'on se conduira en vrais républicains » (*Ibid.*, t. VIII, p. 723). Le 1^{er} fructidor an II, Roux-Fazillac écrira, de Tulle, que le Comité lui avait donné pour mot d'ordre : « Des armes ! des armes ! Voilà la mesure... qui exige les soins les plus assidus des représentants du peuple » (*Ibid.*, t. XVI, p. 197). Avant les guerres de la Révolution, on ne fabriquait, en France, que 50,000 fusils par an (Voir général Bardin, *Dictionnaire de l'armée de terre*, t. III, art. *Manufacture*). C'est le grand décret du 19 août 1792 qui réorganisa les manufactures d'armes.

2. *Arch. nat.*, AF II 168, reg. 1382, n° 48.

3. Nous avons vu que l'administration du département n'y renonça pas, et établit à Périgueux une manufacture, d'ailleurs éphémère.

4. Pinet était député de la Dordogne à la Convention et originaire de

« ... Après avoir visité le local connu sous le nom de [La] Vedelle¹, près Bergerac, ... où était autrefois établie une manufacture de cuivre ;

« Considérant que, dans le moment où la France entière veut se lever pour anéantir d'un même coup tous ses ennemis, il est important de multiplier par tous les moyens possibles les manufactures d'armes et autres établissements de ce genre ;

« Considérant que le local de La Vedelle présente une infinité d'avantages, tant par sa situation sur le bord d'un ruisseau dont le cours est très abondant que par les bâtiments et les diverses machines qui y existent en ce moment, et qui, à très peu de frais, peuvent être portés à un point d'utilité très grand pour la République » ;

Pinet et Tallien arrêtaient :

« Art. 1. Il sera établi au lieu de La Vedelle une manufacture de fusils.

« Art. 2. L'administration du district de Bergerac, réunie aux autres autorités constituées et aux ingénieurs ou autres artistes² qui peuvent se trouver dans son arrondissement, présentera, sous huit jours, aux représentants du peuple les moyens de mettre sur-le-champ cette manufacture dans la plus grande activité.

« Art. 3. Il sera écrit sur-le-champ au Comité de salut public..., pour lui faire part de cet arrêté, en l'invitant à y donner son adhésion et à faire remettre par le ministre de la

Bergerac, ce qui ne fut peut-être pas sans contribuer au choix que lui et Tallien firent de cette ville, pour y fonder la manufacture. Voir notre étude sur le conventionnel Pinet, p. 25.

1. La Vedelle ou Les Vedelles était un ensemble de terrains, connus encore aujourd'hui sous ce nom; qui se trouvent au nord-ouest de Bergerac, dans la banlieue de la ville. L'important ruisseau du Caudeau arrose ces terrains avant de se jeter dans la Dordogne. L'arrêté de Pinet-Tallien nous apprend qu'il y avait eu là une manufacture de cuivre. Au moment de la Révolution, La Vedelle était une métairie appartenant aux « Dames de la foi », religieuses installées à Bergerac. Devenue bien national, cette métairie avait été mise plusieurs fois aux enchères (*Arch. dép. Dordogne*, L 378, f. 192, 193, 196, 197) et finalement achetée, puisque les terrains en seront rachetés à des particuliers, pour y installer la manufacture (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 57).

2. Le mot d'artistes s'applique ici à des hommes qui se consacrent aux arts mécaniques, non à ceux qui cultivent les beaux-arts.

guerre les sommes qui seront jugées nécessaires pour subvenir aux frais de cet établissement ¹ ».

Le surlendemain, 12 septembre 1793, Pinet instruisait le Comité de salut public des moyens qu'offrait la commune de Bergerac pour l'établissement d'une fabrique de canons de fusils. Il lui montrait en détail tous les avantages qui pouvaient concourir au succès de cette création, et il lui faisait part de l'arrêté qu'il avait pris, le 10 septembre 1793, de concert avec Tallien ².

Ainsi, l'objet de cette manufacture, son emplacement, l'autorité qui présiderait à son organisation, les ressources qui en assureraient le fonctionnement, tout cela était prévu.

L'administration du district, chargée de mettre sur pied la manufacture, se trouva un peu désemparée par la tâche inattendue qu'on lui imposait. Aussi, considérant qu'elle avait « besoin de se procurer des données qu'elle n'a pas », mais considérant aussi « combien un tel établissement est nécessaire », elle demanda aussitôt aux représentants Pinet et Roux-Fazillac l'autorisation d'envoyer le citoyen Martin, ingénieur des ponts et chaussées, à la manufacture de fusils de Tulle ; il la visiterait et y prendrait les renseignements nécessaires à l'établissement de celle de Bergerac ³.

Le 13 septembre 1793, Roux-Fazillac et Pinet accordèrent l'autorisation demandée, en même temps qu'ils prièrent l'administration du département de la Corrèze de faciliter la mission du citoyen Martin, et de lui permettre de traiter avec un ou deux ouvriers intelligents et capables de se mettre à la tête de la manufacture d'armes de Bergerac ⁴.

L'ingénieur Martin se rendit-il à Tulle ? C'est fort probable, car nous le verrons, le 20 octobre 1793, présenter un rapport

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 59.

2. *Arch. nat.*, AF* II 128, n° 156.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, 12 sept. 1793. L'administration du district de Bergerac chargeait en même temps le citoyen Martin de se rendre à Souillac, pour y constater si l'exploitation des mines de charbon pourrait être utile à la manufacture d'armes de Bergerac.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 63. Le 22 fructidor an II, le Comité d'instruction publique s'occupera d'un citoyen Martin, « ci-devant professeur de physique expérimentale à Toulouse, actuellement à Paris », et dont Lakanal avait « attesté le civisme ». Ne serait-ce pas le même ? (voir Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 20).

favorable à la création d'une manufacture d'armes à Bergerac, qui était sans doute le fruit de sa visite à la manufacture voisine. Mais, sauf cette exception, du 13 septembre 1793 jusqu'à l'arrêté de Lakanal, un silence absolu semble se faire sur cette question. Est-ce parce que Pinet, Tallien et Roux-Fazillac s'en désintéressent ¹ ? Est-ce parce que l'administration du district commence à reculer devant une pareille entreprise ? Est-ce encore parce que le Comité de salut public refuse de ratifier l'arrêté de Pinet et de Tallien ? Est-ce aussi parce qu'on ne sait où trouver l'argent nécessaire ? Il n'est pas impossible que ces diverses causes aient contribué à ralentir le zèle de l'administration du district. Le projet primitif semblait avoir avorté.

3° *Intentions de Lakanal. Premiers à-coups.*

C'est alors que Lakanal entra en scène. Quoiqu'il fût simplement chargé d'une levée de chevaux, il ne désespéra pas de réussir là où avaient à peu près échoué naguère les représentants dont la mission consistait précisément à développer l'outillage militaire de la République.

Il constata, lui aussi, les facilités qu'il y aurait à développer à Bergerac une importante manufacture d'armes. Nous le voyons, à peine arrivé dans cette ville, se rendre, le 20 octobre 1793, à la séance du Comité révolutionnaire, y entendre la lecture du rapport de l'ingénieur Martin sur la possibilité d'établir cette manufacture, et présenter à ce sujet diverses observations ².

Le 13 brumaire an II (3 novembre 1793), sans se laisser absorber par ses nombreuses occupations, il écrivait à la Convention ces lignes enthousiastes : « Il y a, à deux pas de Bergerac, une manufacture d'armes qui peut devenir un établissement de la plus haute importance. Tout y abonde : bois, eaux, mines,

1. On verra pourtant, le 11 nivôse an II, Pinet, de concert avec quelques-uns de ses collègues, prendre un arrêté en vertu duquel il invitait le représentant Garrau, alors de passage à Sainte-Foy, à aller voir où en était la manufacture d'armes de la ville natale de Pinet. — Pinet viendra même de Bayonne à Bergerac, « pour vivifier la manufacture », mais nous ne savons à quelle date (*Compte rendu de la mission de Pinet*, p. 3, *Bibl. nat.*, Le 39/191.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 34.

usines ; ces faits sont écrits de tous les traits de l'évidence dans un mémoire détaillé¹, dont je demande le renvoi au Comité de salut public ». Comme la question d'argent aurait pu faire hésiter la Convention, il ajoutait : « Il existe dans ce département un grand nombre de valets de cour engraisés des sueurs du peuple. Ces vampires n'ont pris aucune part à la cause de la liberté ; ils ont été figurants sur la scène de la Révolution ; un léger sacrifice exigé d'eux couvrirait les dépenses qu'entraînerait l'établissement dont il s'agit ». Il concluait, non sans une belle assurance : « Un mot, et je fonde à Bergerac, sans qu'il en coûte une obole à la République, la plus belle de ses manufactures d'armes² ».

Le conventionnel ne doutait pas de la réponse affirmative de ses collègues : dès le 21 brumaire an II (11 novembre 1793), il ordonnait au directoire du district de Montignac de favoriser l'achat et le transport à Bergerac de 2.000 sacs de marrons et châtaignes, attendu notamment « que les travaux préliminaires de la manufacture d'armes qui va s'établir près de Bergerac commandent des mesures extraordinaires pour l'approvisionnement de cette ville³ ».

Son attente ne fut pas trompée. Dans sa séance du 24 brumaire an II (14 novembre 1793), la Convention, après avoir entendu la lecture de la lettre de Lakanal, du 13 brumaire an II (3 novembre 1793), décrétait, sur la proposition d'un de ses membres, l'établissement d'une manufacture d'armes dans la commune de Bergerac. Elle chargeait Lakanal de « prendre toutes les mesures de détail pour accélérer l'établissement de cette manufacture⁴ ». Ainsi, à la demande du représentant, sa

1. Nous n'avons pas trouvé ce mémoire. C'est certainement celui de l'ingénieur Martin. Il faisait sans doute valoir quelques-uns des avantages que rappellera l'*Annuaire de la Dordogne pour l'an XI* (p. 101), qui vantait cet établissement, situé « de la manière la plus avantageuse, dans le département de la République le plus riche en fer, sur les bords d'une route et d'une rivière navigable, dans l'enceinte d'une ville active et commerçante, et à 18 lieues de distance d'un port [Bordeaux] qui semblait placé à cette proximité pour recevoir les produits et faire la distribution dans toutes les villes maritimes ».

2. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 211.

3. Arch. dép. Dordogne, L 519, f. 157.

4. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 415. Une « liste des représentants... chargés... de la surveillance des fabrications d'armes » signale, à tort, Périgueux

mission pour la levée des chevaux se trouvait continuée par la mission d'organiser une manufacture d'armes à Bergerac.

C'est avec joie que Lakanal accueillit le poids de la tâche qu'il avait sollicitée. Le 5 frimaire an II (25 novembre 1793), il accusait réception à la Convention du décret du 24 brumaire an II (14 novembre 1793) : « La mission dont vous m'avez chargé par le décret du 17^e jour du 1^{er} mois (8 octobre 1793) étant terminée, j'allais reprendre mon poste auprès de vous, lorsque vous m'avez ordonné de suivre à Bergerac l'établissement d'une manufacture d'armes ». « J'espère, ajoutait-il, en peu de mois justifier votre confiance et vous envoyer le premier fusil, sans tirer un sol du trésor national, sans blesser la justice, sans occasionner le moindre murmure ¹ ». Bergerac allait donc devenir, grâce à Lakanal, un des grands centres de fabrication d'armes répartis à travers la France et affectés à la fourniture des armées. La manufacture de Bergerac devait spécialement approvisionner l'armée des Pyrénées occidentales ².

Lakanal se mettait déjà à l'œuvre, quand un événement imprévu vint ruiner un instant ses espérances : un décret du 27 brumaire l'appelait à l'armée de l'Ouest. Aussitôt prévenu, il écrit au président de la Convention, le 6 frimaire an II (26 novembre 1793) : « ... J'espérais en peu de mois donner à la République une ressource considérable en armes. Déjà le local, les usines nécessaires étaient achetés ; le premier mouvement était donné aux travaux, et je me promettais de créer cette manufacture sans qu'il en coûtât un sou au Trésor national..., quand tout à coup ma destination changée a paralysé ma marche ³ ».

L'embarras de Lakanal ne fut pas de longue durée. Six jours après qu'il eut écrit la lettre ci-dessus, la Convention décrétait, le 12 frimaire an II (2 décembre 1793), qu'il resterait à son poste ⁴.

comme lieu de résidence de Lakanal (Arch. nat., AF II 402. Voir la *Révolution française*, 1887, t. XIII, p. 269).

1. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703.

2. Arch. hist. ministère guerre, *Correspondance générale*, carton de janvier 1794, sans indication de jour. Paris, Moulins, Autun, Grenoble, Roanne, Maubeuge, Saint-Étienne, Clermont-Ferrand, Montauban, Tulle, Versailles, etc., possédaient, en 1793-1794, d'importantes manufactures d'armes.

3. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 723.

4. *Ibid.*, t. IX, p. 99.

A la même époque, peut-être le même jour, le Comité de salut public lui écrivait, pour lui annoncer que la Convention le maintenait dans ses fonctions, pour lui dire qu'on avait reçu et apprécié le mémoire qui montrait les avantages qu'on retirerait de la manufacture de Bergerac, et pour l'inviter à tenir le Comité au courant des progrès de cet établissement¹.

Cette lettre mettait fin aux appréhensions de Lakanal. Le représentant pouvait désormais se consacrer à l'entreprise considérable qu'il avait assumée, et travailler en sécurité² à sa réussite, dont il s'était porté garant.

4°

Lakanal se procure les fonds (taxes civiques, argent du Trésor).

Lakanal avait assuré à la Convention que l'établissement de cette manufacture ne coûterait pas un sou au Trésor. Il lui avait même indiqué, dans sa lettre du 13 frimaire an II (3 décembre 1793), la source où il comptait puiser l'argent nécessaire, à savoir les « valets de cour engraisés des sueurs du peuple », qui n'avaient été que « figurants sur la scène de la Révolution³ ».

Aussi, le 14 frimaire an II (4 décembre 1793), « considérant que l'établissement national qu'il va fonder à Bergerac... versera l'abondance dans le département de la Dordogne », Lakanal ordonnait à chacun des Comités révolutionnaires des neuf districts de compter à la caisse du receveur du district de Bergerac 50.000 livres provenant de la taxe civique que les Comités devaient avoir prélevée sur « les riches égoïstes ou sans

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 99. Il faut lire « ...une lettre que tu as écrite de Bergerac en date du 13 brumaire... » au lieu de « une lettre que tu as écrite de Bergerac en date du 23 brumaire ». Voir, p. 398, des extraits de cette lettre du 13 brumaire, reproduite par Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 211. Voir aussi *Arch. dép. Dordogne*, L, 11, n° 140.

2. Le 29 pluviôse an II, le Comité l'invitera bien, de nouveau, à rejoindre l'armée de l'Ouest, mais il répondra en invoquant notamment la nécessité de sa présence à la tête de la manufacture, et il restera à Bergerac. Voir plus haut, p. 71 et 72.

3. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 211.

entrailles pour la patrie ». Les 450.000 livres ainsi fournies par les neuf districts ne pourraient servir qu'aux travaux de la manufacture¹.

En même temps, le conventionnel chargeait des commissaires d'activer l'exécution de cet arrêté : Blanc, pour le Comité révolutionnaire d'Excideuil ; Grelaud aîné, pour ceux de Ribérac, de Nontron et de Mussidan¹, etc. Ces commissaires se mirent aussitôt en route, et les divers Comités révolutionnaires leur firent bon accueil. Le Comité révolutionnaire d'Excideuil déclara que, désireux de « seconder autant qu'il est en son pouvoir les mesures prises par Lakanal », il enverrait au représentant les 50.000 livres, aussitôt qu'elles seraient rentrées¹. Le Comité révolutionnaire de Ribérac assura lui aussi le commissaire de Lakanal que la somme demandée serait « incessamment versée¹ ». De même, on voit, à Bergerac, le 28 frimaire an II (18 décembre 1793), les trésoriers de la Caisse à trois clefs créée par Lakanal dans cette ville parler des « 50.000 livres qui doivent être versées dans la Caisse des armes, sur les ordres du représentant Lakanal² ». De son côté, le Comité révolutionnaire de Montignac fera déposer à Bergerac 50.000 livres avant le 1^{er} nivôse an II (21 décembre 1793)³.

Ce n'est qu'à Périgueux que l'exécution de l'arrêté de Lakanal semble avoir rencontré quelques difficultés. Roux-Fazillac assistait à la séance du Comité révolutionnaire de Périgueux, dans laquelle fut lu l'arrêté de Lakanal. Il demanda aussitôt que toute délibération fût suspendue sur cet arrêté jusqu'à ce qu'il se fût concerté avec son collègue⁴.

Peu après, le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), Roux-Fazillac annonçait au Comité de salut public qu'il avait arrêté la levée d'un impôt d'un million sur le département, pour secourir les indigents ; que, « faute de s'être concertés », Lakanal et lui avaient « un peu épouventé » les districts, car, au moment même où Roux-Fazillac demandait ce million, son

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 763, 16 frimaire ; 505, 16 frimaire ; 828, 20 frimaire an II. Voir notre chap. sur *Lakanal et les taxes révolutionnaires*, p. 492.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 407.

3. *Ibid.*, L 587, lettre adressée le 1^{er} nivôse an II au Comité révolutionnaire de Montignac.

4. *Ibid.*, L 763, 16 frimaire an II.

collègue levait sur chacun des neuf districts une somme de 50.000 livres, pour subvenir aux travaux de la manufacture d'armes de Bergerac.

Roux-Fazillac ajoutait les lignes suivantes, un peu tendancieuses et erronées, puisque nous venons de constater l'accueil favorable qu'avaient fait plusieurs districts du département aux demandes de Lakanal. « Il existe, en général, entre les chefs-lieux de district du même département, écrivait-il, une grande rivalité ; chacun d'eux voudrait renfermer dans son sein tous les établissements publics qui sont dans les autres. Cette disposition des esprits étant connue, il est difficile de croire qu'on persuadera aisément à des communes éloignées de 10, 15 ou 20 lieues qu'une manufacture d'armes établie à Bergerac doit les intéresser autrement que par l'intérêt que tous les citoyens doivent prendre à la chose publique, et que, pour ce motif..., ils doivent souscrire aux demandes qui leur sont faites des sommes qu'ils avaient destinées à des intérêts plus rapprochés ¹ ».

Dans cette phrase alambiquée, le Périgourdin Roux-Fazillac (il était né à Excideuil) se faisait évidemment l'interprète des rivalités qui mettaient en conflit les deux principales villes de la Dordogne et du mécontentement des habitants de Périgueux contre Lakanal, qui avait fait de Bergerac sa ville de prédilection ; leur ressentiment était d'autant plus vif, en cette affaire, que la manufacture de Bergerac faisait à la leur une victorieuse concurrence.

Roux-Fazillac annonçait ensuite qu'il avait prié Lakanal de venir le voir le 23 courant. Puis, après avoir dénigré la manufacture de Bergerac et invité le Comité à y envoyer un homme sûr, qui se rendrait compte des difficultés de l'entreprise, il faisait l'éloge de la manufacture naissante de Périgueux ².

Roux-Fazillac et Lakanal se concertèrent-ils ? Nous n'en savons rien. En tout cas, ce conflit contribua au départ précipité de Lakanal pour Paris : il allait se justifier devant le Comité de salut public des griefs que Roux-Fazillac invoquait contre lui et contre la manufacture. Nous constatons, en effet, que, le

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 291.

2. *Ibid.* Voir plus haut, p. 56.

1^{er} nivôse an II (21 décembre 1793), Lakanal est absent de Bergerac, et que « des affaires graves l'ont fait partir précipitamment pour Paris ¹ ». Peut-être est-ce par crainte d'une réfutation trop triomphante de la part de son collègue que, dans une lettre adressée le 27 frimaire an II (17 décembre 1793) au Comité de salut public, Roux-Fazillac rétractait tacitement les accusations qu'il avait insinuées contre Lakanal dans sa lettre du 19 frimaire (9 décembre 1794). Il s'y prenait habilement. « Les hommes inciviques, écrivait-il, sont en si grand nombre dans ce département extrêmement pauvre que la somme d'un million que j'avais imposée pour l'extinction de la mendicité et les 50.000 livres que Lakanal avait demandées à chaque district pour la manufacture d'armes de Bergerac, ont été perçues, ou à peu près, avec une extrême facilité ² ».

En dépit des récriminations de Roux-Fazillac, qui ne sont qu'un épisode dans le cours de cette prompte et forte levée de taxes révolutionnaires, Lakanal arrivait donc au résultat désiré : il disposait, en frimaire an II, de 400.000 livres environ ¹, pour entreprendre l'établissement de la manufacture.

A ces ressources extraordinaires des ressources normales vont être bientôt substituées. Quelques mois plus tard, quand Lakanal aura amorcé ces importants travaux et que le Comité de salut public aura vu en quelles bonnes mains se trouvait la manufacture, il apportera au représentant le secours du Trésor national. Le 25 germinal an II (14 avril 1794), considérant que les dépenses à faire pour l'établissement d'une manufacture d'armes étaient très considérables et que celle de Bergerac présentait les plus belles espérances, considérant que, pour faire les premiers frais de l'établissement, le représentant avait puisé les fonds dans une caisse qui n'était pas destinée à des dépenses de cette nature, et qu'il était instant de lui assigner des fonds, pour donner à la manufacture le développement nécessaire, le

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 587, lettre adressée au Comité révolutionnaire de Montignac, le 1^{er} nivôse an II. Voir p. 65.

2. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 477. Cette fois, la satisfaction que témoigne Roux-Fazillac est excessive, comme naguère étaient excessives ses inquiétudes. En effet, le Comité révolutionnaire de Sarlat n'avait pas encore versé les 50.000 livres que Lakanal lui demandait, et ne devait se décider à les verser qu'en ventôse an II, après que Lakanal lui en eût intimé l'ordre à deux reprises (*Arch. dép. Dordogne*, L 845, 5 ventôse an II).

Comité arrêta que la Commission des armes et poudres de la République rembourserait à la caisse du receveur du district de Bergerac toutes les sommes prises pour la manufacture, et qu'elle fournirait, à l'avenir, les fonds nécessaires à l'achèvement et à l'entretien de cet établissement¹.

Ainsi, le succès de Lakanal passait ses espérances. Le Trésor lui remboursait spontanément les sommes qu'il avait déjà consacrées à la manufacture, lui permettait de les affecter à d'autres besoins, et prenait à sa charge toutes les dépenses ultérieures.

Comment le conventionnel avait-il utilisé et allait-il utiliser ces ressources ?

Lakanal recrute la main-d'œuvre pour les constructions, les transports, la fabrication des armes.

Une double obligation s'imposait à Lakanal. Il devait, d'une part, s'assurer des ouvriers pour les constructions, pour les transports, pour la fabrication des armes, et, d'autre part, se procurer des matières premières, des locaux, des instruments de travail. Lakanal s'attela bien vite à cette lourde et double tâche, et il y réussit.

Trois catégories d'ouvriers étaient nécessaires à l'établissement et au fonctionnement de la manufacture : 1° des ouvriers en bâtiment, pour aménager les locaux déjà existants et pour en construire de nouveaux ; 2° des ouvriers chargés du transport des matériaux ; 3° des ouvriers d'armes proprement dits.

1° Ce furent surtout des ouvriers de la première catégorie que le représentant songea tout d'abord à réunir.

À la fin de nivôse an II, il requiert les officiers municipaux de Bergerac de faire rendre chez lui, le 1^{er} pluviôse an II (20 janvier 1794), tous les tuiliers de la commune : il veut leur donner des ordres relativement à la fourniture des tuiles et des briques nécessaires à la construction de la manufacture².

1. Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 584, Voir aussi *Arch. dép. Dordogne*, L 11, n° 140.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 55.

Ces ordres prendront la forme d'un arrêté, rendu par Lakanal le 6 pluviôse an II (25 janvier 1794), en vue de la fourniture des tuiles, briques, etc.¹. Dans cet arrêté, Lakanal enjoignait aussi à toutes les autorités constituées et, en général, à tous les citoyens du département de favoriser les opérations relatives à la manufacture de Bergerac ; il promettait aux ouvriers de la manufacture que leurs salaires seraient payés sans délai ; des primes et des encouragements seraient accordés aux citoyens qui se distingueraient par l'activité de leurs travaux².

Les ouvriers en bâtiment affluèrent bientôt et se mirent à l'œuvre. Dès les 15 pluviôse an II (3 février 1794), Lakanal pouvait parler au Comité de salut public de « la manufacture que j'élève et dont les travaux se poussent avec activité³ ».

En même temps que l'on commençait à fabriquer des armes dans les bâtiments déjà construits, on édifiait d'autres constructions. Aussi le représentant ne cessait-il de recruter maçons et charpentiers.

Le 15 floréal an II (4 mai 1794), « considérant que les travaux de la manufacture d'armes de Bergerac intéressent essentiellement la cause de la liberté et que les bons citoyens doivent concourir de tous les moyens à accélérer le succès de cet important établissement », Lakanal ordonnait à tous les maçons et charpentiers de Bergerac de se rendre sur-le-champ à La Vedelle, avec les instruments de leur art. La sanction de cet ordre était sévère : tout maçon ou charpentier ainsi réquisitionné, « qui ne se rendra pas de suite au poste que la patrie lui assigne », serait traité comme un ennemi de la cause du peuple⁴.

Le lendemain, 16 floréal an II (5 mai 1794), un nouvel arrêté de Lakanal renforçait celui qu'il avait rendu la veille. « Le salut

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 19.

2. Lakanal n'avait pas attendu cette date pour donner à de bons ouvriers les primes et encouragements dont il parle. Le 10 frimaire an II, « considérant que, dans un état libre, l'utilité est la mesure de l'estime ; considérant que l'opinion publique désigne le citoyen Pierre Niolle, dit Barricot, comme un ouvrier aussi vertueux qu'utile ; considérant que la nation française honore les vertus » ; Lakanal donnait en toute propriété à ce citoyen une portion de terrain dépendant du domaine de La Vedelle (*Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 136).

3. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 661.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 35.

de la patrie, disait le conventionnel, exige les mesures les plus énergiques contre ceux qui cherchent à arrêter les travaux de la manufacture d'armes et à priver ainsi la République des instruments de ses victoires ». Il ajoutait cette phrase caractéristique : « Dans une révolution subversive de la tyrannie, la patrie est tout, et les intérêts des particuliers, peu de chose ¹ ». Aussi défendait-il à tout citoyen de la commune de Bergerac d'employer aucun maçon ni charpentier avant l'entière construction de la manufacture d'armes, se réservant le droit de prononcer les exceptions d'urgence ². Tout infracteur à cette défense serait arrêté, réputé suspect et traité comme tel ³.

Cette double mesure, prise à l'égard des ouvriers en bâtiment et de ceux qui auraient pu les employer à des travaux particuliers, fut vraisemblablement efficace. Quatre jours plus tard, le 20 floréal an II (9 mai 1794), le représentant pouvait écrire, dans une lettre à l'administration du district de Périgueux : « 580 ouvriers sont employés à la construction des usines de Bergerac ⁴ ».

De même que Lakanal activait leur zèle par des primes et des encouragements, il facilitait aussi l'exécution de leur travail. Le 13 prairial an II (1^{er} juin 1794), la Commission des armes, que le représentant avait établie à Bergerac, invitait la municipalité à placer un factionnaire à Caville — quartier de Bergerac qui confinait à La Vedelle —, pour assurer le libre travail des charpentiers, gênés par « un essaim d'enfants et de femmes ⁵ ».

Jusqu'à la fin de son séjour dans la Dordogne, Lakanal poursuivra la construction des bâtiments de la manufacture : le 25 messidor an II (13 juillet 1794), nous le voyons se plaindre à la municipalité que « les chantiers de la manufacture d'armes languissent, faute d'ouvriers ⁶ ».

1. *Arch. mnn. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 49.

2. C'est ainsi que, le 4 thermidor an II, l'administration du district de Bergerac arrête de demander à Lakanal qu'il lui cède momentanément les maçons et charpentiers nécessaires à la reconstruction de la maison d'un pauvre citoyen, qui s'était écroulée (*Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 173).

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 49.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, n° 178.

5. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 10.

6. *Ibid.*, liasse 42, n° 31.

Il est vrai qu'il ne faut voir peut-être dans ce désespoir apparent qu'une boutade d'homme impatient, puisque, quelques jours après, le 1^{er} thermidor an II (19 juillet 1794), nous apprenons que le nombre des manœuvres qui arrivent à Bergerac pour exécuter les travaux publics ordonnés par Lakanal — dont la construction de la manufacture — croît sans cesse, au point qu'on est en peine pour leur trouver des lits¹.

2° Lakanal aurait eu beau réunir à La Vedelle un grand nombre d'ouvriers du bâtiment : ceux-ci n'auraient pu rien faire si d'autres travailleurs ne les eussent approvisionnés de matières premières, pierres, bois, etc. Ces équipes chargées des transports, Lakanal et la Commission des armes se les procurèrent activement.

Le 18 pluviôse an II (6 février 1794), la Commission des armes expédie à Périgueux le citoyen Bordère, pour y requérir des conducteurs de chariots, ainsi que des colliers de trait et des harnais². Les 3 et 4 germinal an II (23 et 24 mars 1794), elle invite la municipalité de Bergerac à lui fournir des bouviers³. Le 7 prairial an II (26 mai 1794), elle lui demande de réquisitionner les bouviers de la commune, pour qu'ils se rendent avec leurs charrettes au port de Bergerac, sur la Dordogne, et transportent à la manufacture des matériaux amenés par eau à ce port⁴. Réquisitions qui, à vrai dire, ne sont pas toujours exécutées, puisque, le 19 thermidor an II (6 août 1794), l'administration des armes se plaint à la municipalité de Bergerac que les dénonciations qu'elle a faites de bouviers refusant le service soient demeurées sans effet⁵.

Ou bien, ce sont des portefaix que, le 12 floréal an II (1^{er} mai 1794), l'administration des armes invite la municipalité de Bergerac à réquisitionner, pour le service de la manufacture⁶. Et comme la réquisition traîne en longueur, l'administration réitère à la municipalité son invitation, le 19 floréal an II (8 mai 1794), en ajoutant : « Les travaux sont pressants ; le

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 163.

2. *Clamageran*, p. 47.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n°s 49 et 70.

4. *Ibid.*, n° 8.

5. *Ibid.*, n° 37.

6. *Ibid.*, n° 47.

représentant du peuple est là ; faites en sorte qu'il ne s'aperçoive pas du défaut de portefaix¹. » Le lendemain, 20 floréal an II (9 mai 1794), nouvelle invitation à requérir six portefaix, qui remplaceront aux chantiers de la manufacture les six qui sont envoyés à La Force pour charger des quartiers de pierre². Le 30 floréal an II (19 mai 1794)³, le 4 messidor an II (22 juin 1794)⁴, ce sont encore des portefaix que réclame l'administration des armes.

D'autres fois, ce sont des maîtres de bateaux que l'administration des armes prie la municipalité de réquisitionner, pour qu'ils se rendent sans délai au port de Pradebout, sur la Dordogne, et amènent à Bergerac des matériaux de construction destinés à la manufacture⁵.

3° Mais ces ouvriers-là, somme toute, n'étaient que des auxiliaires. Le principal personnel de la manufacture, celui au recrutement duquel Lakanal et ses agents attacheront, comme il convenait, le plus d'importance, consistait en ouvriers d'armes proprement dits.

Déjà, en ce qui concernait les manufactures d'armes de la République et le recrutement des ouvriers d'armes en particulier, le Comité de salut public avait pris une série de mesures, telles que les arrêtés des 20, 21 et 23 frimaire an II⁶. Le 8 nivôse an II (28 décembre 1793), ce Comité rendait un arrêté spécial au recrutement des ouvriers d'armes de la manufacture de Bergerac.

« Considérant, disait-il, qu'il est nécessaire de former des ouvriers, pour mettre en activité la manufacture d'armes de Bergerac », il arrêtait que Lakanal serait chargé de rassembler des ouvriers à cet effet, que ceux d'entre eux qui seraient en état de travailler se mettraient aussitôt à l'œuvre, que ceux qui, depuis trois ans au moins, exerçaient des états « analogues », comme ceux de forgerons, serruriers, horlogers, seraient envoyés aux ateliers de Paris, pour se perfectionner dans le travail des

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 58.

2. Ibid., n° 62.

3. Ibid., n° 28.

4. Ibid., n° 15.

5. Ibid., n° 37.

6. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 304, 332, 346, 347.

parties du fusil, et il interdisait qu'aucun ouvrier fût distrait de la manufacture de Tulle, qui en avait à peine suffisamment. Le Comité chargeait Lakanal de l'exécution de cet arrêté ¹.

Le conventionnel va veiller à la fois au recrutement et à l'apprentissage des ouvriers d'armes.

Le 2 pluviôse an II (21 janvier 1794), il prenait un arrêté en neuf articles, conforme à l'arrêté ci-dessus du Comité de salut public. Il invitait les « artistes » et ouvriers qui désiraient aller se perfectionner à Paris dans le travail des diverses parties du fusil, pour concourir dans la suite aux travaux de la manufacture de Bergerac, à se faire inscrire dans leurs municipalités respectives. Lakanal défraierait des dépenses de leur voyage les candidats qu'il agréerait ².

C'est aux ouvriers qui devaient fabriquer des fusils non moins qu'aux travailleurs du bâtiment que s'adressait le représentant, le même jour, 2 pluviôse an II (21 janvier 1794), quand il sollicitait « tous les citoyens qui désirent être employés aux travaux de la manufacture d'armes de Bergerac, de venir se faire inscrire ». Il ajoutait qu'il n'emploierait dans cet établissement national « que des patriotes bien connus ³ ». Cet appel fut suivi de mesures énergiques. Lakanal envoie, le 7 pluviôse an II (26 janvier 1794), un commissaire, Rouchouze, chargé de requérir, avec l'aide de la municipalité, les ouvriers propres aux travaux de la manufacture de Bergerac ; ceux qui seraient requis devaient se rendre sans délai à Bergerac, avec les instruments de leur art ⁴. A Montignac, on voit, le 19 pluviôse an II (7 février 1794), le procureur-syndic ordonner aux municipalités du district d'obéir, dans les 24 heures, à un arrêté de Lakanal requérant des « artistes » pour la manufacture ⁵. Le 27 pluviôse an II (15 février 1794), l'administration des armes requiert la municipalité de Bergerac d'envoyer à La Vedelle 50 ouvriers ⁶. Dans la troisième décade de pluviôse an II, l'administration du

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 721.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 14. *Arch. dép. Dordogne*, L 681, 25 nivôse an II. *Arch. dép. Haute-Vienne*, L 110. *Arch. nat.*, AF II 96, 708.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 21.

4. *Arch. mun. Périgueux*, D 4, f. 129, verso.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 572, 19 pluviôse an II.

6. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 30.

district de Sarlat invite les municipalités de son arrondissement à expédier des ouvriers à la manufacture de Bergerac ¹, et, au commencement de ventôse an II, le directoire du district de Montignac enregistre la réquisition, faite par Lakanal, d'un ouvrier de forge pour travailler à la même manufacture ². Le 22 ventôse an II (1^{er} mars 1794), la municipalité de Thenon met en réquisition tous les ouvriers en bois ou en fer capables de travailler à la manufacture de Bergerac ou de préparer les matières propres à cette manufacture ³.

Ces résultats satisfaisants, le conventionnel les signalait, dès le 10 ventôse an II (28 février 1794), au Comité de salut public. Lakanal, après avoir promis que, dans deux mois, la manufacture serait en état de fournir 15.000 fusils par an, ajoutait : « Je ne pouvais reculer que devant un obstacle : le manque d'ouvriers. Eh bien ! les plus habiles orfèvres, arquebusiers, serruriers, etc., se sont réunis ici en école normale, sous la direction de quelques excellents artistes *retirés*. L'enthousiasme de la patrie et du département en particulier préside à leurs travaux. Les Sociétés populaires les surveillent et les encouragent. C'est ainsi que, dans un mois, j'aurai une colonie précieuse de canonniers ⁴, monteurs, platineurs, etc... De plus, je me suis engagé à envoyer à Paris des artistes et ouvriers, pour s'y perfectionner dans le travail des diverses parties du fusil. Les inscriptions faites dans le département de la Dordogne et autres environnants, en exécution de l'arrêté que je vous adresse, fourniront plus de cent ouvriers aux fabrications d'armes de Paris ⁵. »

Lakanal recrutait donc avec succès des ouvriers d'armes. Il les aidait à perfectionner leur art, soit en les envoyant à Paris, soit en les groupant sur place en écoles d'application. Lui-même donnait l'exemple du travail. Il se faisait apprenti à son tour ; il allait, paraît-il, étudier à Tulle ⁵ le fonctionnement de la

1. Arch. dép. Dordogne, L 852, compte décadaire du 30 pluviôse an II.

2. Ibid., L 520, commencement de ventôse an II.

3. Arch. mun. Thenon, Reg. de la Société populaire, à cette date.

4. Fabricants de canons de fusil.

5. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 465. Ce séjour de Lakanal à Tulle, si vraisemblable qu'il soit, n'a pourtant laissé aucune trace dans les registres de la municipalité et de la Société populaire de cette ville (renseignement de M. V. Forot).

manufacture d'armes de cette ville; il écrivait, le 10 ventôse an II (28 février 1794), au Comité de salut public : « Je viens de faire à Tulle un apprentissage à la Pierre-le-Grand ¹. »

Durant tout son séjour à Bergerac, Lakanal ne cessa d'assurer le recrutement des ouvriers d'armes de la manufacture. Répondant à une lettre que Lakanal lui avait adressée le 19 ventôse an II (9 mars 1794), la Commission des armes et poudres de la République, après avoir félicité le représentant des mesures qu'il avait prises pour activer les travaux de cet établissement et pour exciter le zèle des citoyens, lui faisait part du manque de canonniers dont on souffrait à Paris, mais elle ajoutait : « Si nous pouvons en trouver deux, nous nous empresserons de les envoyer grossir ton intéressante colonie ². »

Ce n'était pas là une vaine promesse. Le mois suivant, le 25 germinal an II (14 avril 1794), le Comité de salut public rendait trois ³ arrêtés relatifs à la manufacture de Bergerac. Par l'un de ces arrêtés, il exprimait sa volonté de « donner la plus grande activité à la manufacture d'armes de Bergerac ».

« Considérant, disait-il, qu'il ne pourrait atteindre ce but s'il n'envoyait des canonniers assez instruits de cette partie de la fabrication du fusil, pour faire des élèves; qu'il y a dans les ateliers de canonniers, à Paris, deux ouvriers de Tulle, habiles dans leur art, qui pourraient reporter avec joie dans leur pays natal les talents qu'ils ont acquis »; le Comité arrêtait que l'Administration générale des armes portatives enverrait à Bergerac ces deux canonniers, avec deux de leurs élèves, pour servir à l'instruction des canonniers de la manufacture ⁴. Le 29 germinal an II, cette administration prenait un arrêté en conséquence ⁴.

La satisfaction de Lakanal à cette nouvelle se traduisit dans la lettre qu'il adressa, le 7 floréal an II (26 avril 1794), à l'administration du district de Périgueux. « Le Comité de salut public, écrit-il, envoie à Bergerac des maîtres canonniers de la première force, pour imprimer le mouvement et la vie aux premiers

1. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 465.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 11, n° 140.

3. *Ibid.*, L 406, à la date indiquée. Voir aussi Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 584, 585.

4. *Ibid.* t. XII, p. 585, et *Arch. dép. Dordogne*, L 11, n° 140.

travaux de la manufacture d'armes¹ ». Le 4 prairial an II (23 mai 1794), dans une lettre à l'administration du district de Belvès, il parle avec éloge des « canonniers de la manufacture d'armes, dont le travail est si fatigant et si utile, les canonniers que je n'ai pu avoir qu'en me rendant à Paris, pour provoquer à cet égard un arrêté du Comité de salut public² ».

A la même époque, il s'apprêtait à recevoir de nouveaux et précieux ouvriers. Il écrivait, le 7 floréal an II (26 avril 1794) : « Le premier graveur de la Monnaie de Paris se rend ici, avec plusieurs habiles artistes, pour monter une nouvelle machine, à l'aide de laquelle on frappe toutes les parties de la platine³ ». Le 29 messidor an II (17 juillet 1794), on voit, en effet, l'administration des armes de Bergerac inviter la municipalité de cette ville à procurer un logement au graveur Tiolier, venu de Paris avec deux élèves, « pour placer... la machine destinée à frapper les diverses parties de la platine⁴ ».

Autour de ces ouvriers d'élite venus de Paris, Lakanal groupait « les ouvriers les plus intelligents⁵ » ; il constituait ainsi de véritables écoles professionnelles. Pareil apprentissage donna d'heureux et de prompts résultats. Deux mois après avoir reçu les canonniers de Paris, le 15 messidor an II (3 juillet 1794), le représentant écrivait à la Convention : « Treize canonniers, un nombre proportionné de platineurs, garnisseurs⁵, monteurs,

1. Arch. dép. Dordogne, L 673, 9 floréal an II. Voir aussi Arch. nat., AF II, 218, 1881. Cette administration envoyait à Bergerac les ouvriers Bayonnet et Ambier et deux de leurs élèves, Estange et Leclerc,

2. Arch. nat., AF II 96, 709.

3. Arch. dép. Dordogne, L 673, 9 floréal an II.

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 4. Il s'agit de Pierre-Joseph Tiolier, né à Londres en 1763, et qui sera graveur général de la Monnaie, de 1803 à 1816 (voir Auvray et Bellier de la Chavignerie, *Dict... des artistes de l'école française*, t. II, p. 575). C'est Lakanal qui avait sollicité l'envoi de Tiolier. Le 13 prairial an II, l'Agence des armes portatives accordait 4.000 livres à Tiolier et à ses élèves, pour frais de route. Le 22 prairial, la Commission des armes et poudres confirmait cette décision (Arch. hist. min. Guerre, Reg. 22-a
I, f. 49 et 51).

5. Lorsque le forgeron avait donné à la plaque de métal destinée à faire le canon une forme cylindrique et qu'il en avait soudé les lèvres, le foreur, à l'aide de mèches de plus en plus grosses, donnait à l'âme du canon le diamètre voulu. Puis, le garnisseur, à l'aide d'un compas spécial, repérait les endroits du canon qui étaient trop épais ; par de légères entailles faites sur le canon, il délimitait les parties trop épaisses, que l'é mouleur usait

forgeurs de baïonnettes, etc., réunis en école normale¹, ont été formés dans le même temps [en deux mois], et le[ur] travail ne le cède en rien à celui des meilleurs artistes². »

En même temps qu'il recrutait de pareils maîtres et les entourait d'une élite d'ouvriers, Lakanal ne cessait d'assurer le recrutement du gros du personnel. Le 17 germinal an II (6 avril 1794), l'administration des armes de Bergerac lui demandait et en obtenait l'autorisation de faire, dans le département, toutes les réquisitions d'artistes et ouvriers qu'elle jugerait nécessaires³.

Le 13 floréal an II (2 mai 1794), Lakanal annonçait au Comité de salut public qu'il existait dans les départements de l'Ariège et de la Haute-Garonne un grand nombre d'ouvriers versés dans la connaissance du travail des fusils, et il lui demandait l'autorisation de les requérir⁴.

Le même jour, 13 floréal an II (2 mai 1794), le Comité de la guerre institué à Bergerac par Lakanal adressait à la municipalité de la ville un tableau, approuvé par le représentant, contenant le nom de 14 citoyens qui devaient travailler à un atelier

ensuite sur la meule; en outre, le garnisseur limait les extrémités du canon, mettait le tenon par où la baïonnette adhérait au canon, perçait la lumière par où le feu était mis à la poudre, et taraudait le canon, de manière qu'il pût recevoir les vis qui fixaient la platine au canon (De Gassendi, *Aide-mémoire à l'usage des officiers d'artillerie*, 3^e édition, Paris, 1801 — la 1^{re} édition est de 1789 — ; *Bibl. nat., Inv.*, V 22.800, t. II, p. 540 à 543 et 851, 852).

1. Cette expression d'école normale était alors nouvelle. Léonard et Grégoire s'en étaient servis pour la première fois en juillet 1793. Mais, même un an après, elle n'était pas d'un usage courant, puisque le *Journal des débats et des décrets*, en reproduisant la lettre de Lakanal (n° 659, p. 303), paraît ne pas l'avoir comprise, et a imprimé « nationale » au lieu de « normale ». L'idée de Lakanal était partagée par le Comité d'instruction publique, partisan d'écoles normales temporaires pour la guerre et l'instruction. La « méthode révolutionnaire » fut appliquée à d'autres genres d'enseignement (ingénieurs géographes, école de navigation et de canonage maritime, école centrale des travaux publics, école de santé). (Voir Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 119, 177, et t. IV, p. xxv, xxvi, xxviii, 189, 451 à 460, 519). C'est à de pareilles écoles que faisait allusion Prieur de la Côte-d'Or, quand il écrivait, en l'an III, un peu ironiquement, que l'École centrale des travaux publics n'était pas « une de ces productions éphémères que l'on a vues éclore par l'enthousiasme du moment », et qu'elle n'avait « pas participé à l'impétuosité des opérations dites révolutionnaires » (*Mémoire sur l'École centrale des travaux publics*, par Prieur de la Côte-d'Or, le 30 prairial an III).

2. Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 702.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 93.

4. Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 223.

de fourreaux de baïonnettes établi par le représentant, et l'invitait à requérir ces ouvriers¹.

L'agent national du district de Ribérac envoyait-il au conventionnel, en guise d'échantillon, une baïonnette fabriquée par un serrurier de ce district ? Aussitôt Lakanal, le 29 floréal an II (18 mai 1794), faisait mander ce serrurier à la manufacture de Bergerac².

Ou bien, procédant par une mesure générale, Lakanal, en une série de lettres échelonnées du 16 au 20 messidor an II (4 au 8 juillet 1794), chargeait les administrations des districts de la Dordogne³, du Bec-d'Ambès³ et du Lot-et-Garonne⁴ de lui fournir dans le plus bref délai la liste de tous les armuriers, serruriers et couteliers de leur territoire, avec l'indication de leur état-civil et les observations que l'administration croirait devoir y joindre. Ces renseignements devaient être adressés à l'administration des armes, à Bergerac^{3,4}. Les ordres du conventionnel furent exécutés, au moins partiellement³.

Nombreux affluaient à Bergerac ces ouvriers d'armes. Déjà, dans une lettre du 20 floréal an II (9 mai 1794), Lakanal écrivait : « 150 canonniers, platineurs, monteurs, baïonnetteurs, etc., sont déjà en pleine activité⁵ ». Il s'attendait, d'ailleurs, à voir ce nombre croître chaque jour, et pensait qu'avant la fin de la décade la manufacture occuperait au total mille citoyens⁵. Le 3 thermidor an II (21 juillet 1794), l'administration du district de Bergerac parlait des difficultés d'approvisionner la population de cette ville, « augmentée considérablement par le grand nombre d'ouvriers occupés aux travaux de la manufacture d'armes⁶ ».

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 32.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 824, 5 prairial an II.

3. *Ibid.*, L 673, n° 381. *Arch. nat.*, AF II 96, 710. Le 20 messidor an II, Lakanal donnait un ordre en ce sens au district de Lauzun (*Arch. nat.*, AF II, 96). Le district de Nontron, par exemple, fit parvenir à Lakanal la liste de tous les serruriers, armuriers et couteliers du district (*Ibid.*, L 641, n° 479). Le 21 messidor an II (9 juillet 1794), la municipalité de Ribérac annonçait à l'administration des armes que Lacombe, arquebusier à Ribérac, partirait pour Bergerac dès le lendemain (*Arch. mun. Ribérac*, Reg. corresp. mun., à cette date).

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 706 ; *Ibid.*, AF II 218, 1881.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, n° 178.

6. *Ibid.*, L 356, n° 166. Ici et plus haut, là où Lakanal parle de mille

Sans doute, ce recrutement soudain et considérable d'ouvriers d'armes n'alla pas sans attirer des désagréments à Lakanal et à ses agents. En voici quelques preuves.

Le 2 germinal an II (22 mars 1794), l'administration des armes se voyait obligée d'inviter la municipalité de Bergerac à faire mettre en lieu sûr un ouvrier soupçonné de vol¹.

Le 3 floréal an II (22 avril 1794), la même administration avait prié la municipalité de réquisitionner des déserteurs espagnols pour les travaux de la manufacture. A quel titre, ces Espagnols y furent-ils employés ? Nous l'ignorons. Toujours est-il que, le mois suivant, le 14 prairial an II (2 juin 1794), l'administration des armes, « ayant reconnu que, dans le nombre des déserteurs qui ont été réunis à Bergerac,... il en est cinquante dont les vices de tout genre les rendent infiniment plus nuisibles qu'utiles », demandait à Lakanal et en obtenait le renvoi de ces cinquante hommes².

D'autres fois, au lieu d'avoir à renvoyer des ouvriers, il fallait les retenir à la manufacture. Par un arrêté du 18 prairial an II (6 juin 1794), Lakanal décidait que tout citoyen, ouvrier ou « artiste » employé à la manufacture, qui quitterait son poste sans un ordre écrit du représentant, serait traité comme un aristocrate et enfermé comme tel dans la maison de réclusion³ : arrêté dont l'efficacité ne fut pas entière, puisque, le 3 thermidor an II (21 juillet 1794), l'administration des armes invitait la municipalité à faire rechercher deux ouvriers de la manufacture, qui avaient disparu⁴.

Ou bien il y avait conflit entre les manufactures de Bergerac et de Tulle, au sujet du recrutement des ouvriers. Par l'intermédiaire du Comité révolutionnaire de Périgueux, le représentant Romme avait ordonné au Comité révolutionnaire de Bergerac de faire rentrer à la manufacture de Tulle deux ouvriers limeurs-platineurs, déserteurs de cette manufacture depuis plus

citoyens, il faut entendre certainement ouvriers en bâtiments et ouvriers d'armes. Il semble, au contraire, que l'*Annuaire... de la Dordogne pour l'an XI* ne parle que des ouvriers d'armes quand il dit (p. 101) que la manufacture « occupait journellement 3 à 400 ouvriers ».

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 29.

2. Ibid., n° 31. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 190.

3. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 55.

4. Ibid., n° 5.

d'un mois, et qui étaient venus travailler à celle de Bergerac, dans leur pays d'origine¹. Le Comité de Bergerac donna connaissance de cet ordre à Lakanal, le 16 thermidor (3 août 1794)². Celui-ci pria le Comité de ne pas intervenir : « Je suis autorisé par le Comité de salut public à requérir, dans tout le département de la Dordogne, tous les ouvriers propres à travailler à la manufacture d'armes de Bergerac³. Mais j'écrirai à mon collègue Romme ; je m'entendrai avec lui à ce sujet. Ne mettez pas son ordre à exécution ; il n'en sera pas fâché ; je le prends sur mon compte⁴ ».

Lakanal ne se concerta pas avec Romme. Les rapports entre les deux représentants étaient sans doute trop tendus pour que Lakanal demandât un service à son collègue. Le 19 thermidor an II (6 août 1794) — après le départ de Lakanal —, Romme réitérait l'ordre qu'il avait fait donner au Comité révolutionnaire de Bergerac, et lui rappelait que les manufactures de Bergerac et de Tulle ne devaient pas se nuire. « Je n'ai pas vu mon collègue Lakanal, ajoutait-il ; il ne m'a point écrit relativement aux deux ouvriers déserteurs de Tulle⁵ ». Le jour même, le Comité mettait l'ordre de Romme à exécution⁶. Dix jours après, le 29 thermidor an II (16 août 1794), le Comité de salut public arrêtait — était-ce à l'instigation de Romme, heureux de causer à Lakanal une légère mortification, ou, spontanément, pour faire exécuter son arrêté du 8 nivôse ? — que tous les ouvriers des manufactures d'armes devaient rester à leur poste, sauf autorisation expresse des autorités⁷.

Mais c'étaient là des mécomptes exceptionnels et insignifiants en comparaison du succès avec lequel Lakanal avait su grouper en une vaste ruche et faire concourir à la même œuvre un

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, 16 thermidor an II.

2. Oui, mais, dans le même arrêté du 8 nivôse (voir p. 409) où il lui donnait ce droit, le Comité lui interdisait de distraire des ouvriers de la manufacture de Tulle. Il est vrai que Lakanal, qui voulait assurer à tout prix le succès de son entreprise, aurait pu objecter — mais l'objection était-elle sérieuse ? — qu'il n'enlevait pas ces ouvriers à la manufacture de Tulle, puisqu'ils se trouvaient à Bergerac, et qu'il se contentait de les utiliser sur place.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 406, à la date indiquée.

4. *Ibid.*, L 407, à la date indiquée.

5. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 156.

nombre considérable de travailleurs, ouvriers en bâtiment, ouvriers pour les transports, ouvriers d'armes proprement dits.

Lakanal assure leurs subsistances.

Il ne suffisait pas d'attirer à la manufacture un nombreux personnel. Il fallait encore assurer ses subsistances. Or, le problème alimentaire se posait avec gravité en l'an II, dans la Dordogne¹. Si Lakanal chercha à protéger de la disette le département en général, on peut dire qu'il porta une sollicitude particulière aux ouvriers de la manufacture.

Dès le 28 nivôse an II (17 janvier 1794), « considérant que les travaux préliminaires de la manufacture d'armes qui va s'établir près de Bergerac commandent des mesures extraordinaires pour l'approvisionnement de cette ville », il ordonnait au district de Lauzun (Lot-et-Garonne) de verser dans le magasin du district de Bergerac 500 quintaux de froment².

Quand Lakanal lève sur le district de Périgueux des réquisitions de grains en faveur de celui de Bergerac, les 3 ventôse (21 février 1794), 1^{er} et 7 floréal an II (20 et 26 avril 1794)³, il ne manque pas de faire valoir la nécessité de nourrir le nombreux personnel de cette manufacture, « d'où dépend en partie, écrit-il le 3 ventôse an II (21 février 1794), le salut de la République ». Comme les secours qu'il attend du district de Périgueux n'arrivent pas, le représentant revient à la charge, le 20 floréal an II (9 mai 1794) : « Je manque absolument de grains... Je marque de plus au Comité de salut public qu'une manufacture d'armes sur laquelle il a assis ses espérances si étendues va cesser ses travaux le 29 de ce mois, si les secours de Périgueux n'arrivent pas. Il faut bien que je garantisse la responsabilité terrible qui me menace³ ». Et il prend, le même jour, un arrêté en trois articles, destiné à assurer, par des mesures sévères, la réquisition de grains qu'il attend³. Le 25 floréal an II (14 mai 1794), il écrit encore, fiévreusement, à l'administration du district de Périgueux : « Je demande la

1. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les subsistances*, p. 332 et suiv.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, à la date indiquée.

préférence pour Bergerac. Ainsi le veulent le salut de la patrie et le Comité de salut public. Son silence ne parle-t-il pas assez clairement ? En négligeant de mentionner dans son arrêté la réquisition de 2.000 quintaux, il a pensé qu'il était impossible qu'on pût refuser à Bergerac une priorité réclamée par l'importance de la manufacture d'armes ¹ ».

Dans sa sollicitude pour ses ouvriers, Lakanal ne se contente pas d'exciter le zèle des autres districts. Il va jusqu'à entrer en conflit avec ses collègues et à attirer à Bergerac les grains qu'ils destinaient soit à d'autres districts, soit à l'armée des Pyrénées occidentales ².

Et ce grain qu'il arrache avec tant d'âpreté, Lakanal le distribue généreusement à ses ouvriers. Ce sont des travailleurs, et leur travail est de toute nécessité : ils recevront donc un supplément de ration. Aussi écrit-il, dès le 3 nivôse an II (23 décembre 1793), qu'on doit procéder « en restreignant le commun des citoyens à une livre de pain par jour, et les ouvriers à une livre et demie ³ ». Mais cette ration d'une livre et demie, la pénurie des subsistances oblige bientôt à la réduire, tout en la laissant supérieure à la ration des autres citoyens, qui, elle aussi, est abaissée. C'est ce que doit faire l'administration du district de Bergerac, quand, le 17 floréal an II (6 mai 1794), elle arrête que la ration des ouvriers ordinaires sera abaissée à trois-quarts de livre par jour, mais qu'« attendu l'urgence des travaux de la République et l'activité avec laquelle ils doivent être suivis, les ouvriers occupés... à la manufacture... recevront la ration d'une livre de pain ⁴ ». Le lendemain, 8 floréal an II (27 avril 1794), Lakanal approuvait cet arrêté ⁵, avec le regret de ne pouvoir mieux faire. « Les canonniers de la manufacture d'armes, écrira-t-il le 4 prairial an II (23 mai 1794), dont le travail est si fatigant et si utile, sont à une livre de pain par jour ⁵ ! »

Ces préoccupations du conventionnel n'étaient point le produit de l'imagination ou de la sensiblerie. La disette, dans le

1. Voir plus haut, p. 351.

2. Voir plus haut, p. 347 à 349 et 351.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 672, n° 366.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 53.

5. *Arch. nat.*, AF II 96, 709.

district, était à chaque instant imminente, et le millier d'ouvriers que drainait à Bergerac la manufacture d'armes n'accroissait pas médiocrement la pénurie des subsistances.

Au reste, les inquiétudes des administrations prouvent assez combien celles de Lakanal étaient fondées. Le 21 prairial an II (9 juin 1794), l'administration du département, parlant « de la nourriture journalière des ouvriers employés à la manufacture de Bergerac », ajoute qu'ils « sont dans un besoin extrême, et qu'il serait instant que nous les secourussions ¹ ». Le 28 messidor an II (16 juillet 1794), c'est l'administration du district de Bergerac qui constate « que le grand nombre d'ouvriers employés aux travaux de la manufacture d'armes... commande les mesures les plus actives pour l'approvisionnement dudit grenier [public] ² ». Le 1^{er} thermidor an II (19 juillet 1794), c'est la même administration qui revient sur la difficulté de nourrir la population, augmentée qu'elle est de tous les ouvriers de la manufacture ³.

Les craintes de Lakanal étaient donc bien fondées. Ce n'était pas sans hardiesse qu'il tentait d'approvisionner un personnel si nombreux. Ce n'est pas sans mérite que, réussissant dans cette entreprise, il assura l'existence et l'activité de ses ouvriers, et, par là, le succès de la manufacture.

5°

Lakanal se procure les matériaux de construction.

Encore fallait-il procurer à ces ouvriers les matières premières nécessaires à leurs travaux. Lakanal ne s'employa pas à cette tâche avec moins d'ardeur.

En ce qui concerne la construction et l'aménagement des locaux, examinons brièvement comment Lakanal se procura les matériaux nécessaires et quel parti il sut en tirer.

Quelques mots d'abord sur l'emplacement de la manufacture. L'arrêté de Pinet et de Tallien, du 10 septembre 1793, portait

1. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 115.

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 6.

3. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 166.

qu'elle serait établie au lieu dit La Vedelle, où une manufacture de cuivre avait été autrefois en activité. Les « bâtiments et les diverses machines » qui s'y trouvaient encore pouvaient même, d'après Pinet et Tallien, servir à la nouvelle installation¹. Tel fut le point de départ de la manufacture d'armes.

Mais, peu à peu, celle-ci prit plus d'extension ; divers locaux furent graduellement affectés à son service ; des emplacements nouveaux, adjoints aux premiers ; si bien qu'à l'époque où Lakanal termina sa mission, les établissements de la manufacture étaient répartis en trois groupes. Le principal établissement se trouvait à La Vedelle, au nord-ouest de Bergerac ; un autre, à Pombonne, au nord de la ville ; enfin, à l'intérieur même de Bergerac, plusieurs bâtiments servaient d'annexes à la manufacture².

Les premières acquisitions faites à La Vedelle avaient été complétées par les acquisitions de terrains adjacents qui appartenaient aux localités voisines, Le Bout-des-Vergnes, La Basse-Vedelle, Caville, Saint-Martin, en sorte que le terme de Vedelle ne suffisait plus à embrasser toute l'étendue de ces terrains. Aussi Lakanal leur donna-t-il un nom d'ensemble : la région limitée, « au nord, par l'ancien lit du ruisseau du Caudeau, au sud, par le chemin des Grenadiers », reçut de lui le nom de *Bellarme*³.

Cette vaste propriété nationale s'était progressivement constituée : 1^o, du moulin et des terrains adjacents appartenant à Conseil³ et situés au Bout-des-Vergnes² ; 2^o, du moulin, des bâtiments et des terrains qui en dépendaient, ayant appartenu à Augeard³, et situés à la Basse-Vedelle : c'est là que seront construites les usines de baïonnettes et les foreries⁴ de canons de

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 59.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 57. Voir aussi *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 241. Le nom de Bellarme, que Lakanal donna à ce coin de la banlieue de Bergerac, rappelle celui d'*Armes-Commune* ou *Armeville* (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 597) ou *Commune-d'Armes* (*Proc.-verb. Convent.*, 23 frimaire an II, p. 320) qui fut donné à la ville de Saint-Étienne, où était également installée une manufactures d'armes.

3. Conseil (voir p. 426) et Augeard (voir p. 183) avaient émigré.

4. On trouvera une reproduction de la machine à forer les canons de fusil dans le supplément des planches de l'*Encyclopédie* Diderot, chapitre *Art militaire*, art. *Fabrique d'armes*, planche 3.

fusil¹ ; 3°, du local acheté, le 14 frimaire an II (4 décembre 1793), au citoyen Dupeyrou, et situé à La Vedelle ; dans ce lieu était autrefois un moulin à cuivre, et Lakanal y devait faire construire l'usine dite du Martinet^{1.2} ; 4°, des bâtiments et terrains situés à La Vedelle, achetés au citoyen Brun, le 8 ventôse an II (26 février 1794)⁴ ; 5°, de la maison, du jardin, de la métairie et des jardins adjacents que possédait à Caville le citoyen Thibaut, et qui lui avaient été achetés le même jour, 8 ventôse an II (26 février 1794) ; 6°, du moulin acquis du citoyen Paris, toujours le 8 ventôse (26 février 1794), situé à Saint-Martin, et où seront construites les usines nécessaires aux foreries et à l'émoulage des canons de fusil⁴. Enfin, la manufacture de Bellarme s'étendait aussi sur le terrain vacant, autrefois cimetière, contigu à plusieurs de ces usines. Cet ensemble de terrains était situé sur les deux rives du ruisseau du Caudeau, dont les eaux servaient aux travaux de la manufacture³.

Deux kilomètres en amont du Caudeau, au petit village de Pombonne, se trouvaient deux établissements dépendant de la manufacture. L'un était le moulin de Pombonne et terrains adjacents, acquis du citoyen Faure fils, le 27 messidor an II (15 juillet 1794) ; l'autre, la ci-devant chapelle de Pombonne, vis-à-vis du moulin⁴. On aménagera et on agrandira ces locaux, de façon à les rendre utilisables. C'est ainsi que des bouviers seront demandés à la municipalité par l'administration des armes, pour transporter des bois à Pombonne, où « se construisent des bâtisses⁵ ».

1. Voir la note 2 de la page précédente.

2. Le martinet se composait essentiellement d'un foyer où l'on faisait chauffer le fer, d'un marteau et d'une enclume. Il avait pour objet d'« étirer le fer des forges et de le réduire en plus petits volumes, bien dressé et poli pour différents usages de serrurerie » (*Encyclopédie* Diderot, t. VII, p. 163).

3. Voir, aux *Arch. nat.*, Niv, 1, un atlas précieux pour la topographie du Bergeracois à cette époque ; il contient 47 plans des châtellenies de Bergerac, Maurens et Mouleydier en 1783. Le n° 1 est un plan très détaillé de la ville de Bergerac. On verra, sur le plan n° 10 (à gauche), le chemin de La Vedelle ; sur le plan n° 14, l'embranchement du Caudeau (à gauche) et le cimetière Saint-Martin (à droite) ; sur le plan n° 18, le cimetière Saint-Martin, les terres de Conseil et d'Augeard, situées le long du Caudeau ; sur le plan n° 24, les Vergnes.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 57. Voir aussi *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 241.

5. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 42.

Un troisième groupe de constructions se trouvait dans l'intérieur de la ville. C'étaient la maison des ci-devant Jacobins, naguère occupée par l'administration du district, leur cloître et leur église, le tout contigu ¹, l'église des ci-devant Carmes et les bâtiments qui y attenaient ^{1.2} et la chapelle du ci-devant hôpital, avantageusement située, près de la Dordogne, et qui servait de magasin ³.

Telles étaient les propriétés nationales, terrains et locaux, où se trouvait installée la manufacture d'armes. Mais, quelles que fussent les facilités qui s'offraient à Lakanal par la présence de bâtiments déjà existants et disponibles, des travaux de construction, de réfection et d'aménagement étaient nécessaires.

Il fallait d'abord s'assurer des matériaux de construction. Chaux, tuiles, briques, pierres, bois, fer, le conventionnel saura se procurer tout cela.

Le 6 pluviôse an II (25 janvier 1794), Lakanal met en réquisition, pour le service de la manufacture, toutes les carrières, fours à chaux, tuileries et briqueteries situées dans un certain nombre de communes des districts de Bergerac, Belvès, Mussidan et Sarlat. Il ordonne aux municipalités de ces communes de surveiller les travaux de ces établissements et de correspondre à ce sujet, une fois au moins par décade, avec l'administration des armes de Bergerac. En même temps, il enjoint à toutes les autorités constituées et, en général, à tous les citoyens de favoriser les opérations relatives à la manufacture de Bergerac ; il promet aux fournisseurs de payer sans retard leurs livraisons, et de donner des primes et encouragements à ceux d'entre eux qui se distingueront par la bonne qualité des matières premières qu'ils auront fournies ⁴.

C'est surtout de pierres qu'on avait besoin. A cet effet, Lakanal recourut aux matériaux de démolition des châteaux ⁵.

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 57.

2. C'est ainsi que Lakanal racheta, aux frais de la nation, la maison et le jardin du citoyen Loche, qui appartenaient aux ci-devant Carmes ; il fit aménager la maison, pour y établir des ateliers ; ces ateliers étaient presque terminés quand Lakanal quitta Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 9 brumaire an III, f. 114, 115).

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte T, liasse 26, n° 14.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 19.

5. Voir notre chapitre sur *Lakanal et la destruction des châteaux*.

Nous apprenons, le 20 floréal an II (9 mai 1794), que six portefaix avaient été envoyés à La Force, où ils devaient charger « des pièces de pierre » destinées aux travaux de la manufacture¹. C'est par la Dordogne que les pierres, venant du château de La Force ou d'ailleurs, étaient d'ordinaire amenées à Bergerac. Cinq jours plus tard, le 25 floréal an II (14 mai 1794), on voit qu'un certain nombre des bateaux qui se trouvaient le long des deux rives de la Dordogne, depuis Lalinde jusqu'à Sainte-Foy, étaient employés au service de la manufacture².

Et, le 19 messidor an II (7 juillet 1794), l'administration des armes invitait la municipalité de Bergerac à « requérir les maîtres de bateau de son territoire de se rendre... au port de Pradebout, pour charger les matériaux de la démolition de La Force, et les voiturier³ à Bergerac, pour la construction des bâtiments de la manufacture³ ».

Jusqu'à la veille de son départ, Lakanal utilisera les démolitions de La Force à l'édification de la manufacture. Ainsi, le 14 messidor an II (2 juillet 1794), il autorisera l'administration des armes à prendre aux décombres de La Force « tous les matériaux qu'elle jugera nécessaires pour les constructions et réparations de la manufacture d'armes⁴ ».

Les quartiers provenant de la destruction partielle du château de Badefols, ordonnée par Lakanal le 21 brumaire an II (11 novembre 1793), contribuèrent aussi à la construction de la manufacture et de la salpêtrerie⁵.

De même, le 16 messidor an II (4 juillet 1794), « considérant que la construction ... de la manufacture d'armes exige encore des approvisionnements de matériaux qu'il est difficile de se procurer au loin par l'insuffisance des moyens de transport ;

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date.

2. Voiturier est pris ici dans le sens de transporter.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 37. Des bouviers transportaient ces matériaux du port de Bergerac à Bellarme (voir, par exemple, *Ibid.*, n° 8 et 9). En pluviôse an II, la Commission des monuments paie les frais de transport de pierres de taille amenées de Rosessac et de La Force à Bergerac ; le 10 pluviôse an II, elle paie les frais de réparations effectuées au chemin de La Vedelle (*Ibid.*, M 1 Livre de caisse de la Commission des monuments).

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 235. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

5. *Bulletin... du Périgord*, 1883, p. 224, et Goustat, *Lalinde...*, p. 205. Sur la salpêtrerie, voir plus loin, p. 447.

« Considérant que les matériaux provenant de la démolition de quelques ci-devant châteaux ont produit jusqu'ici de grandes ressources, et qu'il en existe encore quelques autres dont l'utilité publique et les lois de l'égalité commandent la destruction » ;

Lakanal ordonnait la démolition des deux pavillons composant la maison de Tiregand (près Bergerac), pour en transporter et employer les matériaux aux chantiers de la manufacture ¹.

Grâce à ces ressources, d'importantes constructions furent édifiées. Un mois avant son départ, le 15 messidor an II (3 juillet 1794), Lakanal pouvait écrire à la Convention : « En improvisant en quelque sorte ces travaux, j'ai concilié la célérité de l'exécution avec la solidité des bâtiments. 3.320 toises ² d'ouvrages en pierre de taille, la majeure partie plongée dans les eaux, ont été construites dans deux mois ; toutes les machines hydrauliques, faites et placées ³ ».

Pour avoir été improvisées dans les mauvaises conditions auxquelles Lakanal fait allusion ici, ces constructions n'en étaient pas moins solides. Il avait véritablement « concilié la célérité de l'exécution avec la solidité des bâtiments », puisque, 40 ans plus tard, vers 1830, on pouvait voir, encore debout, les longs bâtiments de l'ancienne manufacture d'armes ⁴.

Si la matière première la plus importante était la pierre, le bois était indispensable à la construction des charpentes, des planchers, etc.

Parmi les matériaux provenant de la démolition du château de La Force, on prit soin de déposer les bois de charpente, planches, etc., en un chai situé dans la section de l'Union (faubourg de La Madeleine), où ils formaient une réserve pour la manufacture ⁵.

Dans le courant de messidor an II, Lakanal prend une série de mesures pour approvisionner de bois de construction la

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 236, 237 et 247.

2. Il s'agit de la toise carrée (3 mètres carrés, 7987), ce qui donne une surface de construction de 12.611 mètres carrés. Voir Tarbé, *Manuel... des poids et mesures*, Paris, an V. « Ce vaste établissement... formait une construction de près d'un mille d'étendue » (*Annuaire de la Dordogne pour l'an XI*, p. 101).

3. Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 702.

4. *La Semaine religieuse... de Périgueux*, 1875, p. 686, note 1.

5. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 54.

manufacture d'armes. Le 12 messidor an II (30 juin 1794), il ordonne de couper dans les bois de la Chanchère, et subsidiairement dans ceux de Tiregand, jusqu'à concurrence de 107 pontées¹, nécessaires à la construction de maisons ouvrières de la manufacture². Le même jour, il décide que tous les lots de pin dépendant du domaine national de Grand-Vignoble, ayant appartenu à Conseil, émigré, seront affectés à la manufacture d'armes, pour servir à la construction des bâtiments, à moins qu'on ne les convertisse en charbons³.

Le 13 messidor an II (1^{er} juillet 1794), il arrête que les planches de peuplier qui se trouvent au château de Lanquais seront transportées dans les magasins de la manufacture, « pour servir à plancher les divers bâtiments⁴ ».

Le 16 thermidor an II (3 août 1794), il prend une mesure plus générale — une des dernières qu'il prendra dans la Dordogne —, en ordonnant à l'administration des armes de faire enlever, dans les biens nationaux du district de Bergerac, les poutres nécessaires à la construction des planchers dans l'église des ci-devant Jacobins et dans celle des ci-devant Carmes, affectées l'une et l'autre aux besoins de Bellarmé⁵.

La Commission des armes demanda au représentant l'autorisation d'utiliser quelques-uns des bois destinés à la marine à la construction d'une charpente qui soutiendrait « le mouton en fonte qui doit couper le fer⁶ ». Il est probable que cette autorisation ne lui fut pas refusée.

Enfin, Lakanal se procura des fers qui devaient servir à des usages extérieurs. Le 16 thermidor an II, il arrêtait que la balustrade qui bordait la terrasse de Tiregand serait transportée à la manufacture, pour servir de clôture entre l'usine du Martinet et le magasin à fer⁶. Ou bien, il faisait adapter à un puits de

1. Quantité de marchandises qu'on charge sur le pont d'un bateau. C'est donc par la Dordogne que Lakanal faisait venir de Tiregand à Bergerac cette masse considérable de bois.

2. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 233. Arch. nat., AF II 96, 704.

3. Arch. mun. Lanquais, Reg. délib. mun., 25 messidor an II. Arch. dép. Dordogne L, 368, n° 234. Arch. nat., AF II 96, 704.

4. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 246. Arch. nat., AF II 96, 704.

5. Arch. nat., AF II 218, 1881, s. d.

6. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 247. Arch. nat., AF II 96, 704.

Bellarme les branches et ornements en fer du puits d'un émigré¹.

Lakanal fait aménager et meubler les locaux.

Mais ces divers matériaux ne pouvaient contribuer qu'à la construction des immeubles. Il fallait aménager l'intérieur et assurer le mobilier qui devait en rendre certaines parties habitables.

Il est à croire que les membres de l'administration des armes avaient leurs bureaux, peut-être leurs habitations, dans la maison de Caville, qui faisait partie de Bellarme, et que nous ne voyons affectée à aucun autre usage. C'est ce que tend à prouver l'article 6 d'un arrêté pris par Lakanal le 11 thermidor an II (29 juillet 1794) : « Il sera fait, disait-il, à la maison de Caville les changements et réparations convenables, par les soins de l'administration des armes, qui se conformera au plan tracé pour l'intérieur², et conciliera l'économie avec l'utilité de ladite maison³ ». Avant d'être fixée dans cette maison, l'administration des armes occupait un autre local, puisque, le 16 messidor an II, le conventionnel ordonnait que les boiseries et cheminées de marbre des appartements de Tiregand seraient employées aux « réparations à faire à la maison ci-devant occupée par l'administration des armes⁴ ».

En tout cas, quel que fût le local affecté aux administrateurs de Bellarme, Lakanal veilla à son ameublement. Il ordonna, le 25 messidor an II (13 juillet 1794), que les meubles ayant appartenu à Gastaudias, prêtre déporté, et qui consistaient en « un bureau avec son dessus à deux portes, une petite table et sept chaises ou fauteuils en paille », fussent transportés « dans la maison où l'administration des armes tient ses séances, pour l'usage de ses bureaux⁴ ».

Les chefs d'atelier de la manufacture étaient sans doute aussi logés dans certains bâtiments de Bellarme. C'est à leur

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 232. Arch. nat., AF II 96, 704.

2. Le texte porte « extérieur ». C'est sans doute un lapsus.

3. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 57.

4. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 238 bis. Arch. nat., AF II 96, 704.

intention que, le 8 messidor an II (26 juin 1794), Lakanal fit prendre au château de Tiregand des meubles tels que huit fauteuils, une bergère, plusieurs paires de rideaux, des lits, des tables, des armoires, des bureaux, un tapis de table, un lustre, un bougeoir, une pendule, etc. ¹.

Quant aux ouvriers, Lakanal voulut assurer, sinon à tous, du moins à un certain nombre d'entre eux, un logement dans la manufacture. La question du logement était, en effet, capitale, à cause de l'affluence considérable des personnes attirées à Bergerac par les travaux qu'y avait entrepris le représentant. Ainsi voit-on l'administration des armes obligée de recourir à la municipalité, pour assurer le logement de trois « artistes » qui arrivaient de Paris ².

Pendant quelque temps, on dut, à ce qu'il semble, loger des ouvriers sous des tentes. Le 3 germinal an II (23 mars 1794), Lakanal demandait à l'administration du district de Bergerac de délivrer au citoyen Drian, peintre ³, trois draps de lit, pour installer trois pavillons à la manufacture ⁴. Le 8 prairial an II (27 mai 1794) et le 11 prairial an II (30 mai 1794), nous voyons de nouveaux draps de lit et des toiles délivrés au même Drian, pour dresser d'autres pavillons à la manufacture ⁵.

Mais ces tentes n'étaient, dans la pensée de Lakanal, que des abris provisoires. Il fit bientôt construire des baraquements à l'intention des ouvriers. On le voit ordonner des coupes de bois dans diverses propriétés, « pour la construction des galeries devant servir de boutiques ⁶ et logements aux ouvriers de la manufacture d'armes ⁷ ». Le 11 thermidor an II (29 juillet 1794), ces constructions étaient déjà avancées. Ce jour-là, Lakanal chargeait l'administration des armes de « faire continuer la construction des trois galeries destinées à servir de

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 230. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 4.

3. Sans doute peintre-tapissier, choisi comme plus apte que le premier venu à dresser des tentes.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 343.

5. *Ibid.*, L 356, à la date indiquée.

6. Peut-être un certain nombre d'ouvriers travaillaient-ils dans le logis même qu'ils avaient à la manufacture, et non dans les ateliers. C'était là une manière de *sweating system*.

7. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

boutiques et de logements aux artistes de la manufacture : la première, déjà commencée, entre l'usine du Martinet et les forges des canonniers ; la deuxième, aussi commencée, entre le magasin à fer et à charbon et l'usine des baïonnettes ; la troisième, entre la maison de Caville et l'usine de forerie et émoulage des canons de fusil, conformément aux plans envoyés à la Convention nationale et déposés au Comité de salut public¹ ».

Lakanal chercha à meubler, autant que possible, ces baraques, qui devaient donner à la manufacture l'air d'un vaste camp. Le 23 ventôse an II (13 mars 1794) par exemple, il fait délivrer à un menuisier de la manufacture « un petit lit avec accessoires² ». Le 1^{er} thermidor an II (19 juillet 1794), la municipalité de Bergerac décide de demander au représentant que les lits qui se trouvent dans les maisons des émigrés et des détenus soient affectés aux habitations des « ouvriers appelés pour faire les travaux publics qui ont été arrêtés par lui³ ». Les travaux de Bellarme étaient vraisemblablement du nombre. C'est aussi à l'intention des ouvriers de la manufacture que l'administration des armes sollicitait de la municipalité des fournitures de chandelles⁴, et qu'elle lui demandait « deux quintaux de savon, tant pour le besoin des ouvriers attachés à la manufacture d'armes que pour les diverses usines⁵ ».

Lakanal se procure les matériaux et instruments de fabrication.

Une fois en train le recrutement des ouvriers, la construction des bâtiments, l'aménagement des locaux, il restait à se procurer des matériaux et des instruments de fabrication.

Les matières nécessaires à la fabrication des fusils étaient au nombre de trois : 1^o l'eau, 2^o le bois, 3^o les métaux.

1^o Nous ne parlerons que pour mémoire des eaux du Caudou, dont Pinet et Tallien faisaient déjà ressortir les avantages, dans leur arrêté du 10 septembre 1793. Les eaux abondantes et

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n^o 57.

2. Arch. dép. Dordogne, L 406, 23 ventôse an II.

3. Ibid., L 356, n^o 163.

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n^o 59.

5. Ibid., n^o 51.

froides du Caudeau servaient surtout à actionner les usines et à tremper les aciers, notamment les baïonnettes.

Un peu en amont de Bellarme, à Saint-Martin, le Caudeau se divisait en deux bras ; une digue fut construite en cet endroit, de façon à donner à l'un des bras (celui qui passait par la manufacture) les deux cinquièmes de l'eau ; les trois autres cinquièmes étaient réservés à l'autre bras, où ils faisaient mouvoir des moulins appartenant à des particuliers ¹.

De là, des conflits entre l'administration des armes et les meuniers de ces moulins, qui veulent attirer à eux le plus d'eau possible ² : conflits que nous voyons soulevés au mois de thermidor an II, c'est-à-dire au moment de l'année où les eaux sont les plus basses et où, par suite, le besoin s'en fait le plus vivement sentir.

Les deux matières essentielles à la fabrication des fusils étaient le bois et les métaux.

2° Déjà, Lakanal avait dû réquisitionner des bois, nécessaires soit aux besoins de la marine ³, soit à la construction même des bâtiments de la manufacture ³. Cette fois, c'étaient des bois de fusil qu'il avait à se procurer.

Le 1^{er} ventôse an II (19 février 1794) ⁴, Lakanal rendait un arrêté en 15 articles, ordonnant une coupe de bois à cet effet ⁵. « Considérant que le salut de la patrie commande les mesures les plus promptes pour l'armement de ses défenseurs », il ordonnait la mise en réquisition, dans le département, de tous les noyers provenant des biens nationaux, qui seraient jugés « propres à faire des bois de fusil ». Ils seraient exceptés de la vente des biens nationaux dont ils faisaient partie, et « incessamment transportés à Bergerac, à la diligence des municipalités ». Lakanal réglait avec soin certains détails (mode d'abatage des arbres, salaire et nourriture des ouvriers, etc). « Au

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n^{os} 12 et 60, et *Reg. délib. mun.*, 4 thermidor an II, f. 85 et 86. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n^o 179.

2. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les bois pour la marine*.

3. Voir plus haut, p. 425 et 426.

4. Date probable, d'après une lettre du citoyen Imbert (*Arch. nat.*, AF II 97, 718, n^o 41).

5. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n^o 41 ; 672, 5 ventôse an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 704. Le bois des fusils était en noyer (De Gassendi, *o. c.*, t. II, p. 260).

15 ventôse présent mois » — c'est-à-dire 15 jours après —, les agents des districts devaient rendre compte au représentant de l'exécution de cet arrêté.

L'arrêté fut bien accueilli. Dès sa réception, l'administration du département écrivait à Lakanal : « Il est d'un objet trop important pour que nous mettions le moindre retard à le transmettre aux districts ¹ ». Les administrations de district recevaient cet arrêté, à Périgueux, le 5 ventôse ², à Montignac ³ et à Nontron ⁴, le 6 ventôse, etc. Le directoire du district de Périgueux prenait aussitôt un arrêté, « pour assurer la prompte exécution ⁴ » de celui de Lakanal. Celui de Nontron prenait aussi, à cet effet, le 6 ventôse (24 février 1794), un arrêté en 13 articles ⁴. Le 8 ventôse an II (26 février 1794), le directoire du district de Montignac, « considérant combien il importe de mettre à exécution les dispositions de cet arrêté, pour fournir aux manufactures d'armes les matières premières », nommait, conformément aux ordres de Lakanal, des commissaires chargés de faire, dans tous les cantons du district, « l'inventaire des planches et madriers des maisons dépendant des biens des émigrés, ... des prêtres déportés, des ci-devant fermiers généraux et de tous autres dont les biens sont sous séquestre national ³ ». Ces bois seraient marqués par les commissaires, puis dirigés sur Montignac et Le Bugue ³.

Le 13 ventôse an II (3 mars 1794), l'exécution de l'arrêté de Lakanal était en bonne voie dans le district de Montignac ; des commissaires parcouraient les cantons de ce district ; « pour une prompte exécution », ils s'étaient divisé le travail. Dans son arrêté, Lakanal avait expressément recommandé l'abatage des noyers — l'essence la meilleure pour faire des bois de fusil —. Or, les noyers étaient nombreux dans le district de Montignac, et le directoire du district s'en réjouissait. « Nous avons lieu de penser, écrivait-il à Lakanal, que la mesure que tu as prise fournira à la République une immense quantité de bois. Les noyers sont en très grand nombre dans ce district ; les biens des émigrés en sont couverts. »

1. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 38.

2. *Ibid.*, L 672, à la date indiquée.

3. *Ibid.*, L 520, f. 105 et 111.

4. *Ibid.*, L 640, n° 98.

Mais était-il nécessaire de couper tous ces noyers ? Le directoire soumettait à Lakanal de respectueuses observations : « Nous t'observerons que les arbres forment une partie précieuse de la valeur des fonds, que leur destruction va considérablement diminuer. Tu examineras, dans ta sagesse, s'il ne serait pas à-propos de fixer le nombre, par approximation, des madriers que notre district devrait fournir. »

« Cependant, ajoutait-il, nous faisons exécuter ton arrêté dans tout son contenu, et la hâche fera tomber tout ce qui sera propre au service, à moins que tu juges à propos d'amender les ordres que tu as donnés¹ ».

Lakanal ne paraît pas avoir répondu à cette lettre. Tous les noyers des biens nationaux du département n'étaient sans doute pas de trop pour fournir aux besoins de la manufacture d'armes. Il était à croire, d'ailleurs, — et le conventionnel n'était peut-être pas sans le soupçonner — que son arrêté ne serait pas intégralement exécuté à cet égard.

Le 4 germinal an II (24 mars 1794), nouvel arrêté de Lakanal, relatif à l'approvisionnement en bois de la manufacture, et chargeant le citoyen Imbert de veiller à cet approvisionnement².

Le 15 floréal an II (4 mai 1794), l'administration du district de Bergerac réquisitionnait des planches et madriers en bois de noyer. Elle faisait valoir l'urgence de cette prescription en « considérant qu'au moment où les victoires des soldats de la liberté retentissent de toutes parts, qu'au moment où une manufacture d'armes, dont l'établissement a été ordonné dans cette commune, est sur le point d'être mise en pleine activité..., il est instant de prendre les mesures les plus promptes pour se procurer les bois nécessaires à la monture des fusils³ ».

Cette réquisition du district de Bergerac laisse entendre que les arrêtés de Lakanal n'avaient pas été partout exécutés avec une égale ardeur. Nous en avons la preuve pour le district d'Excideuil. Le 17 floréal an II (6 mai 1794), Lakanal avait dû écrire à l'administration de ce district, pour lui demander à

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 525, 13 ventôse an II.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 718.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 502.

quel degré d'exécution en était son arrêté du 1^{er} ventôse (19 février 1794) ; et le procureur-syndic du district répondait à Lakanal, le 25 floréal an II (14 mai 1794), que certaines mesures avaient bien été prises par l'administration du district, lors de la réception de cet arrêté, mais que le texte de l'arrêté avait été égaré depuis ; il en demandait copie à Lakanal, et promettait qu'aussitôt reçu il serait mis à exécution dans les trois jours ¹.

Ailleurs, l'arrêté avait été exécuté, mais son exécution avait soulevé des difficultés pécuniaires. Quoique Lakanal, dans son arrêté du 1^{er} ventôse an II (19 février 1794), eût réglé le mode de paiement des commissaires nommés pour marquer les noyers, les administrateurs du district de Périgueux, en fructidor an II, demandaient des éclaircissements sur ce point à l'administration des armes de Bergerac. Cette question devait faire l'objet d'un arrêté de Pellissier, le 2 frimaire an III (22 novembre 1794) ².

Ou bien, dans le district de Nontron, les municipalités négligeaient d'expédier les bois à Bergerac ; il faudra que, le 16 thermidor an II (2 septembre 1794), l'administration du district charge un commissaire d'en assurer le transport ³.

Mais ce n'étaient là que des retards et des difficultés de détail. Peu à peu, les bois arrivaient à la manufacture. Le 5 prairial an II (24 mai 1794), l'administration du district de Ribérac écrivait à Lakanal : « Les commissaires... expédient journellement les madriers pour Bergerac », et elle annonçait les mesures qu'elle allait prendre pour activer l'envoi des noyers de ce district destinés à la manufacture. Le tableau de ces bois était adressé à Pellissier le 24 fructidor an II (10 septembre 1794) ⁴.

C'est encore pour en faire des bois de fusil que, le 28 prairial an II (16 juin 1794), un commissaire du représentant réquisitionnait à Belvès 20 planches de noyer ⁵.

Il ne semble donc pas que Lakanal ait été à court de bois pour les travaux de fabrication des fusils, et l'on ne voit guère

1. Arch. dép. Dordogne, L 489, à la date indiquée.

2. Ibid., L 693, 6 et 19 fructidor an II ; 2 frimaire an III.

3. Ibid., L 641, à la date indiquée.

4. Ibid., L 824, à la date indiquée.

5. Arch. Laverrie de Vivans, liasse 8 (communiqué par G. Charrier).

la raison de la commission que Romme donnait à ses agents, le 2 fructidor an II (19 août 1794), de reconnaître si les bois destinés à la manufacture « ont été pris sur ceux destinés à la marine ¹ ».

Cette méticuleuse question n'aurait pas dû se poser, puisque, dans leur ensemble, les réquisitions de bois pour la manufacture donnaient d'heureux résultats ², et cela sans contrarier les réquisitions de bois pour la marine, également ordonnées par Lakanal, et qui, nous le verrons, réussissaient à merveille.

Ces bois furent transportés dans les chantiers de la manufacture d'armes. Comme, pendant la nuit, des individus « ennemis de la patrie ³ » venaient les y voler, Lakanal prit, le 29 floréal an II (18 mai 1794), un arrêté à cet égard : toute personne qui serait surprise, la nuit, sur les chantiers de la manufacture, serait enfermée jusqu'à la paix ; les gendarmes de Bergerac feraient, toutes les nuits, des tournées dans ces chantiers ³. Sans doute la gendarmerie n'exerça-t-elle pas une surveillance efficace, puisque, le 4 thermidor an II (22 juillet 1794), l'administration des armes rendait, à son tour, un arrêté « contre ceux qui volent des bois aux chantiers », et invitait la gendarmerie à faire les rondes prescrites par l'arrêté du représentant, du 29 floréal an II (18 mai 1794) ⁴.

3° En même temps que des bois, Lakanal s'assurait de la quantité de métal nécessaire à la fabrication des fusils.

C'est surtout de fer qu'on avait besoin. Pour s'en procurer, le représentant recourut soit aux fers qui sortaient directement des forges, soit aux fers de toute espèce qui lui tombaient sous la main.

Sans doute est-ce à son instigation que la Commission des armes et poudres de la République demandait au Comité de salut public et en obtenait, le 30 messidor an II (18 juillet 1794),

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 248. Il s'agit sans doute, dans l'esprit de Romme, autant des bois destinés à la fabrication des fusils que des bois destinés à la construction de la manufacture.

2. Au point que la manufacture n'achètera pas tous les noyers qui avaient été arrachés en vertu de l'arrêté de Lakanal et que, en l'an V, un certain nombre de ces arbres restaient encore abandonnés dans les champs (*Arch. mun. Bergerac*, boîte T, liasse 27, n° 25).

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 30.

4. *Ibid.*, nos 13 et 45.

que les forges de Lavaure (district de Mussidan) fussent affectées à l'approvisionnement de la manufacture d'armes de Bergerac¹.

Lakanal et ses agents ne prirent pas seulement du fer dans les forges, mais aussi partout où ils pouvaient en trouver.

Le 27 ventôse an II (17 mars 1794), l'administration des armes de Bergerac se faisait délivrer par l'administration du district « 20 quintaux de fer de rampe, girouettes, croix, etc., déposés à la maison commune ou aux casernes². » Le 17 germinal an II (6 avril 1794), elle obtenait de Lakanal le droit de réquisitionner tous les objets qu'elle jugerait nécessaires aux travaux de la manufacture, notamment sans doute les fers³. Le 21 floréal an II (10 mai 1794), il est parlé d'une « quantité considérable de fer⁴ », transportée de Périgueux à Bergerac pour la manufacture d'armes.

Le 26 floréal an II (15 mai 1794), Lakanal prend une mesure générale : il arrête que tout le fer provenant des maisons nationales, ainsi que le cuivre et autres métaux propres à la fabrication des armes, qui seront déposés au district de Bergerac, seront transportés dans les magasins de Bellarme⁵.

Deux jours après, le 28 floréal an II (17 mai 1794), l'administration des armes invite la municipalité à mettre à sa disposition les fers rassemblés dans la maison commune et qui sont propres à la fabrication des platines ; 142 livres de fer lui furent de ce fait délivrées⁶. Le 21 prairial an II (9 juin 1794), la même administration des armes se fait livrer une porte de fer située dans la ci-devant église du faubourg de La Madeleine⁷. Le 21 thermidor an II (8 août 1794), elle obtient de l'administration du district une cloche pesant 185 livres, dont elle se propose de faire des coussinets pour l'usage de la manufacture⁸.

1. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 260.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 318 ; voir aussi L 368, n° 52.

3. *Ibid.*, L 368, n° 93.

4. *Ibid.*, L 11, n° 168.

5. *Ibid.*, L 368, n° 229. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

6. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 48.

7. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 78.

8. *Ibid.*, n° 199. Les coussinets sont des pièces en bois ou en métal, creusées en demi-cylindre, et entre lesquelles tournent les tourillons d'un axe.

Au reste, Lakanal ne cesse d'intervenir directement. Tantôt, il fait transporter à la manufacture les rampes de fer de Tiregand¹. Tantôt, ce sont « quatre barriques et demie de cuivre » qu'il reçoit de Limoges, et dont il assure le transport jusqu'à la manufacture de Bergerac, en même temps qu'il fait venir de Périgueux cent quintaux de plomb, provenant de l'horloge de la ci-devant Petite-Mission².

Ajoutons à ces matériaux quelques autres fournitures, telles que le charbon de terre que l'administration des armes fait venir d'Argentat par bateau³, le suif qu'elle fait requérir des bouchers de Bergerac, pour fabriquer du mastic⁴, la poudre à feu qu'elle demande à la municipalité, pour essayer les fusils fabriqués par la manufacture⁵.

D'une façon générale, les matériaux arrivaient abondamment et facilement. C'est ce que constatait déjà Lakanal, dans une lettre à l'administration du district de Périgueux, le 15 germinal an II (4 avril 1794). Il y vantait, à propos de la manufacture, « la proximité des matières premières et l'extrême facilité des communications et des transports⁶. »

4° On avait des ouvriers d'armes. On avait les matières premières nécessaires à la fabrication des fusils. Il ne manquait plus que les outils.

La plus grande partie, Lakanal se l'était procurée sur place. Nous avons dit, par exemple, que, tout en réquisitionnant des armuriers, serruriers, etc., il avait réquisitionné leurs instruments de travail.

On voit l'administration des armes ordonner qu'on transforme en outils douze mauvaises épées provenant du désarmement des suspects⁷, et, le 5 messidor an II (23 juin 1794), demander six bigots⁸ à la municipalité⁹.

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 23 fructidor an II.

2. *Ibid.*, L 673, n° 384.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n°s 46 et 68. Argentat est aujourd'hui un chef-lieu de canton de la Corrèze.

4. *Ibid.*, n° 11.

5. *Ibid.*, n° 7.

6. *Ibid.*, L 673, 16 germinal an II.

7. *Ibid.*, L 356, n° 5.

8. Espèce de pioches.

9. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 16.

C'est moins parce qu'il avait besoin de matières premières que d'outils pour sa manufacture que, le 15 germinal an II (4 avril 1794), Lakanal grondait les membres de l'administration du district de Périgueux d'avoir envoyé à Tulle et non à Bergerac « les effets et ustensiles de l'atelier de fabrication d'armes de la commune de Périgueux ¹. » Heureusement, tout n'était pas parti pour Tulle : le 7 floréal an II (26 avril 1794), Lakanal pouvait requérir l'administration du district de Périgueux d'envoyer à Bergerac « tous... les... outils qui peuvent se trouver encore dans l'atelier d'armes de Périgueux ². »

Mais ces diverses ressources auraient été insuffisantes. C'est le Comité de salut public qui, le 25 germinal an II (14 avril 1794), vâ procurer à la manufacture de Bergerac des instruments de fabrication plus puissants et plus rapides. Ce jour-là, en effet, « considérant qu'il faut des armes aux défenseurs de la patrie ; que la fabrication a jusqu'ici marché par les moyens ordinaires ; que ces moyens, tels qu'ils soient, ne sont pas suffisants pour faire face aux besoins ; qu'il est facile d'en fabriquer une plus grande quantité par des moyens extraordinaires, tels que ceux par qui les pièces détachées du fusil sont confectionnées à l'aide de matrices ³, balanciers ⁴ et découpoirs ⁵ » ; le Comité chargeait Lakanal de requérir à la maison de la Monnaie, de Limoges ⁶, deux balanciers et six découpoirs, pour établir à Bergerac une fabrique de platines avec des machines ⁷.

A peine avait-il reçu cet arrêté, que le représentant faisait part de sa satisfaction à l'administration du district de Périgueux : « La manufacture d'armes... va recevoir un développement de

1. Arch. dép. Dordogné, L 673, 16 germinal an II.

2. *Ibid.*, L 673, n° 119.

3. La matrice est le moule qui présente, en creux, le dessin de l'objet qu'on veut obtenir. Elle comprend deux pièces, correspondant aux deux faces de l'objet.

4. Le balancier est une machine servant à frapper les monnaies, médailles, et, ici, les platines de fusil. On trouvera une reproduction des balanciers employés au XVIII^e siècle dans l'*Encyclopédie* de Diderot, t. VIII des Planches, art. *Monnayage*, planche xv.

5. Le découpoir ou coupoir est une espèce de balancier qui sert à tailler, à l'emporte-pièce, une plaque de métal (*Ibid.*, planche xii).

6. Le décret du 26 pluviôse an II n'avait laissé subsister d'atelier monétaire qu'à Paris.

7. Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 584.

moyens très considérable... Un autre arrêté [du Comité de salut public] ordonne le transport à Bergerac de tous les balanciers et machines dépendant de l'ancien hôtel des Monnaies de Limoges, pour servir à la construction d'une nouvelle machine propre à frapper toutes les parties de la platine¹. Ce procédé doit s'exécuter en grand dans l'établissement que j'ai fondé². »

C'était là, en effet, une amélioration considérable : les diverses parties de la platine ne seraient plus dès lors fabriquées à la main ni même frappées au mouton, mais frappées au balancier³ !

Le balancier destiné à frapper la platine devait être établi dans l'église des ci-devant Carmes⁴. Mais il n'arriva pas ou ne fonctionna pas de sitôt. Le Comité avait rendu son arrêté le 25 germinal an II (14 avril 1794) ; trois mois après, le 29 messidor an II (17 juillet 1794), la machine n'était pas encore en

1. La *platine* était alors, avec l'*équipage* et la *monture* en bois, une des trois parties du fusil. La platine était une « plaque de fer d'environ cinq pouces de longueur, placée à l'extrémité du canon, vers sa culasse, à laquelle sont attachées les différentes pièces (grand ressort, chien, bassinet, etc.) qui servent à tirer le fusil » (*Encyclopédie* de Diderot, t. VII, p. 395 et suiv., t. III du *Supplément*, p. 160, art. *Fusil*, et t. I des planches, art. *Arquebuserie*, planche v). La platine était, en somme, la partie centrale du fusil. — Le modèle du fusil qu'on fabriquait à Bergerac était le modèle de 1777 (Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 88, et un fusil portant la marque « manufacture nationale de Bergerac, n° 4185, 2^e série », conservé, avec sa baïonnette, aux *Arch. mun. Bergerac*). Pour la description détaillée du fusil de guerre qu'on fabriquait pendant la Révolution, voir de Gassendi, *o. c.*, t. II, p. 546 et suiv., et M. Meyer, traduction Rieffel, *Manuel... de la technologie des armes à feu*, Paris, 1838, t. II, p. 43, 44 (*Bibl. nat.*, Inv., 46.754).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, 1^{er} floréal an II.

3. Sous l'Ancien régime, les pièces de la platine étaient uniquement fabriquées à la main, par le forgeron. Un contrôleur d'armes de guerre, Blanc, avait bien préconisé la frappe de ces pièces au moyen du mouton, par un procédé analogue à la frappe des monnaies : le forgeron donnait approximativement à chaque pièce la forme voulue ; la pièce était introduite dans une matrice, et la chute du mouton imprimait à la pièce la forme de la matrice. Gribeauval avait fait rejeter ce procédé, mais on l'adopta sous la Révolution (H. Cotty, *Mémoire sur la fabrication des armes*, Paris, 1806, p. 63 et suiv.). Le Comité de salut public alla plus loin. Par arrêté du 15 ventôse an II, il manifesta son intention de voir utiliser les balanciers à la fabrication des platines (*Arch. hist. min. Guerre*, Reg. $\frac{22-a}{I}$, f. 14). Le balancier

remplacerait avantageusement le mouton, car il était d'un maniement plus rapide. La manufacture de Bergerac allait faire l'essai de cette substitution. On trouvera, au Musée de la Monnaie et au Musée d'artillerie, des spécimens de moutons et de balanciers du XVIII^e siècle.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 704, s. d.

place. Il est vrai que, ce jour-là, l'administration des armes invitait la municipalité de Bergerac à procurer un logement à trois artistes de Paris, qui devaient l'installer dans l'ancien couvent des Carmes¹.

Lakanal continuait, d'ailleurs, à se procurer dans la région l'outillage nécessaire. Le 24 prairial an II (12 juin 1794), il réquisitionnait des enclumes et des étaux à travers le département². Et il fit sans doute fabriquer sur place la plupart des objets que mentionne un inventaire, dressé le 25 vendémiaire an VI (16 octobre 1797). Dans les usines à canons de fusil, baïonnettes et baguettes se trouvaient 4 arbres montés sur tourillons et coussinets, 3 meules à canons, une meule à baguettes, une forerie et un tour à baïonnettes. Dans la forge à fer et au Martinet, il y avait 4 arbres montés, 2 soufflets avec crochets, étriers et balanciers, une affinerie, une martellerie, un martinet. Ailleurs, se trouvaient deux balanciers. L'inventaire signale aussi 3 marteaux de forge, une pelle à charbon, 80 tenailles, 4 tisonniers, 9 enclumes, 85 marteaux, etc.³. Cet inventaire est d'ailleurs très incomplet, car, en l'an VI, la manufacture était complètement tombée. Il ne peut nous donner de l'outillage de cet établissement qu'une idée très insuffisante.

6°

Lakanal et l'organisation intérieure de la manufacture.

Ainsi, rien ne manquait pour assurer la réussite de cette vaste entreprise, ni le personnel des ouvriers, ni l'importance des locaux, ni l'abondance des matières, ni le nombre et la qualité des outils. La tâche de Lakanal n'était pourtant pas achevée. Il lui restait à répartir le travail, à coordonner les efforts, à assurer la régularité et l'harmonie des fonctions de cette petite cité industrielle qu'il avait fait sortir de terre en quelques mois.

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 4.

2. Arch. dép. Dordogne, L 641, n° 168.

3. Arch. mun. Bergerac, boîte T, liasse 38, n° 13. On trouvera *Ibid.*, liasse 37, n° 15, un autre inventaire, en date du 16 ventôse an VI, mais je ne sais dans quelle mesure il fait double emploi avec le précédent.

Rôle personnel de Lakanal.

Lakanal avait qualité pour présider à une pareille organisation. Sa présence à la tête de la manufacture était pour beaucoup dans le succès de cet établissement. C'est ce dont se rendaient bien compte les membres de la Société populaire de Bergerac, quand ils écrivaient, le 27 germinal an II (16 avril 1794), à la Convention, à propos de la manufacture d'armes : « Lakanal, votre digne collègue, a donné à cet établissement un mouvement révolutionnaire. Qu'il revienne au plus tôt parmi nous, pour y mettre la dernière main. L'intérêt national et nos cœurs le réclament¹ ».

Non content de donner des ordres, Lakanal en surveillait de près l'exécution. Il venait lui-même à la manufacture, visitait les chantiers de construction et les ateliers de fabrication. Une lettre de l'administration des armes contient ces mots : « Le représentant du peuple est là ; faites en sorte qu'il ne s'aperçoive pas du défaut de portefaix². » Une autre fois, comme deux ouvriers invoquaient des propos qu'ils auraient échangés avec Lakanal, celui-ci écrivait, le 3 prairial an II (22 mai 1794) : « Ils peuvent m'en avoir entretenu sur les chantiers de la manufacture d'armes, mais il ne m'en reste aucun souvenir³. »

Il ne s'intéressait pas moins directement à la fabrication des fusils qu'à la construction des usines. Nous avons vu qu'il déclarait s'être rendu à Tulle, pour y faire « un apprentissage à la Pierre-le-Grand », et, le 9 floréal an II (28 avril 1794), il écrivait à l'administration du district de Périgueux : « Je réunis ici les ouvriers les plus intelligents, pour qu'ils travaillent sous mes ordres et sous mes yeux⁴. »

Ses agents.

C'est dans le long arrêté qu'il publia le 14 messidor an II (2 juillet 1794)⁵, que Lakanal dressa un tableau d'ensemble de

1. Arch. mun. Bergerac, boîte Z, n° 47, 27 germinal an II.

2. Ibid., boîte U, liasse 48, n° 58.

3. Arch. dép. Dordogne, L 356, 3 prairial an II.

4. Ibid., L 673, 9 floréal an II.

5. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 48. Arch. dép. Haute-Vienne,

l'organisation générale qu'il avait donnée et qu'il voulait achever de donner à la manufacture.

La manufacture d'armes était confiée à une administration¹ composée de trois membres, les citoyens Bouchon, Rambaud et Berrut, chargés, l'un, de la comptabilité, le deuxième, de la correspondance, des approvisionnements de matières premières et de l'exécution des commandes, le troisième, de l'entretien de la manufacture et de la surveillance des ouvriers. Lakanal plaçait cette administration sous la surveillance de la Commission des armes et poudres et de l'Agence des armes portatives². Elle avait à sa disposition les sommes que lui assurait l'arrêté du Comité de salut public, du 25 germinal an II (14 avril 1794)³. L'administration s'assemblait tous les jours dans un local destiné à cet usage ; un secrétaire-général tenait le registre de ses délibérations et surveillait les locaux. Chaque membre de l'administration recevait 4.000 livres, et le secrétaire-général, 2.000 livres par an. L'administration était chargée de fixer le salaire du concierge de l'établissement où elle tiendrait ses séances, ainsi que des commis à employer dans les bureaux et des agents qui lui seraient nécessaires⁴. L'admini-

L 110. Lakanal, dans cet arrêté, s'inspire partiellement de l'arrêté pris par le Comité de salut public, le 3 floréal an II, pour organiser le conseil d'administration de la manufacture de fusils établie à Paris (*Arch. nat.*, AD VI, 40).

1. Pendant les premiers mois de son existence, elle s'appelait « Commission des armes », puis elle s'appela « Administration des armes ». Sur Berrut, voir plus haut, p. 225.

2. Cette décision de Lakanal était confirmée, le 15 thermidor an II (2 août 1794), par le Comité de salut public : « Toutes les usines employées à la fabrication des armes... sont soumises à la surveillance immédiate de l'Agence des armes portatives » (Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 600).

3. Elle possédait un cachet et du papier avec en-tête imprimé.

4. Un gendarme était chargé des courses (*Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 14).

Morand-Dupuch, ancien général de division dans les armées de la République, ancien directeur de la manufacture d'armes de Maubeuge, fut nommé par Lakanal inspecteur général de la manufacture de Bergerac en frimaire an II, et chargé, à plusieurs reprises (arrêtés des 16 pluviôse et 4 ventôse an II), d'assurer à la manufacture des approvisionnements en matériaux de construction (*Arch. dép. Dordogne*, L 371, n° 61). Il était logé dans la maison des ci-devant Carmes. Un autre citoyen, Perrié-Dussumier, déclarera plus tard avoir été mis par Lakanal « à la tête » de la manufacture, peut-être en qualité d'inspecteur (*Arch. nat.*, F^{1c} III, Dordogne, carton 1, *Mémoire justificatif de Dussumier*, en germinal an VI). Divers citoyens étaient employés dans les bureaux, par exemple Riboulet et Brissaud, anciens

nistration devait présenter sans délai un règlement de police interne pour les « écoles normales », destinées à recevoir les artistes et ouvriers qui ne travaillaient pas encore à la pièce. Elle rédigerait également un plan d'organisation pour les diverses usines et ateliers.

Seule l'administration pourrait autoriser les ouvriers à quitter la manufacture. Lakanal prenait plusieurs mesures relatives au personnel, telles que l'interdiction d'introduire aucune boisson dans les ateliers pendant les heures de travail. Il stimulait, en termes pressants, le zèle des ouvriers, car « les véritables républicains ont ajourné leurs jouissances jusqu'à la paix ».

L'administration des armes devait poursuivre avec une sollicitude paternelle l'obtention des pensions de retraite et des autres récompenses nationales que la loi du 19 août 1792 accordait aux artistes et ouvriers de la fabrication d'armes qui se distingueraient par la qualité de leur ouvrage et la régularité de leur conduite ¹.

Enfin, Lakanal faisait participer les ouvriers à l'administration de la manufacture, en établissant, à côté de l'administration proprement dite, composée de trois membres, un Conseil d'administration composé de douze artistes choisis par elle. Ce Conseil s'assemblerait tous les cinq jours, pour s'occuper des objets que lui renverrait l'administration. Les douze membres de ce Conseil auraient, dans l'enceinte même de la manufacture, une habitation et un jardin d'un demi-arpent ².

notables (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 19 floréal an II, f. 60). Mentionnons aussi la Commission des fournitures militaires et le Comité de la guerre, créés à Bergerac par Lakanal à propos de la levée des chevaux (voir p. 378 et 379), mais qui auront à surveiller la fabrication des fourreaux de baïonnettes.

1. Voir notamment, dans cette grande loi relative aux manufactures d'armes de guerre, les articles 33 à 39 et 45 à 53. Duvergier, t. IV, p. 391 et suivantes.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 48. *Arch. dép. Lot*, L 13. La participation des ouvriers à l'administration n'allait pas jusqu'à l'élection par eux des membres du Conseil. Ces ouvriers, notamment le citoyen Gabaro, maître d'usine, se mirent à cultiver, sur les terrains qu'on leur concédait, du blé, du maïs, des légumes. Une partie de ces productions, vendue aux enchères le 24 messidor an V, rapportera 49 livres 12 sols (*Arch. mun. Bergerac*, boîte T, liasse 38, n° 14). Si on évalue la perche linéaire à 20 pieds, le demi-arpent de 100 perches carrées valait 21 ares 9 centiares (*Arch. nat.*, AD VIII, 37, *Instruction pour les nouvelles mesures*, p. 10).

L'important arrêté pris par Lakanal le 14 messidor an II (2 juillet 1794) devenait donc comme la charte d'organisation de la manufacture. C'est la Commission ou Administration des armes qui sera, pendant le séjour de Lakanal et après son départ, la cheville ouvrière de l'établissement. Cette administration, que Lakanal avait instituée avant d'en consacrer l'existence par cet arrêté, s'était fait remettre, le 14 ventôse an II (4 mars 1794), le décret de la Convention du 24 brumaire, ordonnant l'établissement de la manufacture¹. Elle centralisait les renseignements qu'étaient chargées de lui adresser, chaque décade, un certain nombre de municipalités désignées par le représentant². Nous l'avons vue intervenir à chaque instant, pour assurer l'accomplissement des ordres généraux donnés par Lakanal. Elle était comme le pouvoir exécutif d'une institution dont Lakanal était le pouvoir législatif³.

7°

Deux créations latérales.

La fabrication des fusils faisait l'objet essentiel de la manufacture. Mais le Comité de salut public et Lakanal crurent devoir adjoindre à cette fabrication deux industries connexes : d'une part, celle des baïonnettes, d'autre part, celle du salpêtre.

Fabrication des baïonnettes.

Le 13 ventôse an II (3 mars 1794), le Comité de salut public, « considérant que l'arme favorite des Français est la baïonnette, qu'à son aspect les tyrans tremblent et les esclaves fuient », avait invité les administrations des districts de la République à favoriser la fabrication des baïonnettes dans les forges de leur

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 9.

2. Ibid., n° 19.

3. En messidor an II, Lakanal avait demandé qu'on lui envoyât de Paris « un contrôleur, pour surveiller et perfectionner la manufacture ». La Commission de l'artillerie et celle des armes et poudres songèrent à lui envoyer, à cet effet, le canonnier Dombret, mais nous ignorons si Dombret vint à Bergerac (Arch. hist. min. Guerre, Reg. $\frac{A^1}{8}$, f. 162 et 183).

arrondissement¹. Mais le travail des forges donnait un rendement grossier et insuffisant. Aussi, le 25 germinal an II (14 avril 1794), le Comité arrêta-t-il que toutes les baïonnettes fabriquées dans les forges de la Dordogne seraient envoyées à la manufacture de Bergerac, pour y être finies². Peu après, dans le courant de floréal an II, Lakanal écrivait de Bergerac aux agents nationaux des districts du département : « La manufacture d'armes qui est fondée dans cette commune va recevoir un développement de moyens très considérable. Toutes les baïonnettes noires forgées dans l'étendue du département de la Dordogne doivent être perfectionnées à Bergerac³. »

Pour la fabrication et l'achèvement des baïonnettes, une usine sera, en effet, créée à La Basse-Vedelle⁴.

En même temps que des baïonnettes, la manufacture de Bergerac fabriquait des fourreaux de baïonnettes⁵. Le 7 floréal an II (26 avril 1794), Lakanal rendait un arrêté à cet effet. En vertu de cet arrêté, l'atelier de fabrication des fourreaux de baïonnettes devait être composé de douze ouvriers, sous la surveillance de la Commission des fournitures militaires et du Comité de la guerre, créés l'un et l'autre à Bergerac par le représentant. Lakanal prenait des mesures détaillées et sévères pour assurer la prompte et rigoureuse exécution de son arrêté. C'est ainsi que, tous les deux jours, le Comité de la guerre devait rendre compte, par écrit, au représentant de l'état des travaux de cet atelier, et lui proposer les améliorations que l'expérience pourrait suggérer⁶.

De son côté, Lakanal, pour activer le zèle du district de Bergerac, lui écrivait, le lendemain : « J'ai reçu du Comité de

1. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 506. Pendant la Révolution, la baïonnette était celle du modèle 1777 ; elle se composait d'une lame, d'une douille et d'une virole (De Gassendi, o. c., t. II, p. 582).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 11, n° 140. Voir aussi *Arch. nat.*, AF II, 218, 1881.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, 1^{er} floréal an II, et *Arch. nat.*, AF II 218, 1881, 17 floréal an II. Ce perfectionnement donné à la baïonnette noire, telle qu'elle sortait de la forge, consistait à la limer, à la rendre tranchante et blanche par l'éroulage, à la forer, à la tourner et à la cémenter. (V. Forot, *La fabrication des armes à Tulle, il y a un siècle*, p. 7 et 8. Tulle, 1905. *Bibl. nat.*, 8° V Pièce, 15610).

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 57.

5. Les fourreaux de baïonnettes étaient en cuir, avec un culot de fer à l'extrémité (De Gassendi, o. c., t. II, p. 582, 583, 882).

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 116. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

salut public l'invitation orale de monter à Bergerac un atelier d'ouvriers propres à confectionner des fourreaux de baïonnettes. L'importance de cet établissement est moins dans la nature que dans l'étendue de ses résultats. Nous avons besoin de 1.200.000 fourreaux de baïonnettes. L'atelier dont il s'agit ne pouvait pas être placé plus convenablement ; c'est en quelque sorte une fabrication latérale à une fabrication d'armes, et d'ailleurs le Comité de salut public vient d'arrêter le versement dans les usines de Bergerac de toutes les baïonnettes noires forgées dans toute l'étendue du département en exécution d'un de ses précédents arrêtés. » Il ajoutait : « Je vous invite à surveiller cet atelier d'une manière active ; ne négligeons aucun des moyens qui peuvent multiplier autour de nous les instruments de nos victoires¹. »

De pareilles exhortations ne demeurèrent pas sans effet. Le jour même, 8 floréal an II (27 avril 1794), l'administration du district de Bergerac décidait d'assurer au plus tôt l'exécution de l'arrêté du représentant². Le lendemain, 9 floréal an II (28 avril 1794), la même administration prenait une nouvelle résolution à ce sujet³. Le 13 floréal an II (2 mai 1794), le Comité de la guerre de Bergerac envoyait à la municipalité de cette ville un tableau, approuvé par Lakanal, contenant le nom de 14⁴ citoyens que la municipalité était invitée à réquisitionner pour la fabrication des fourreaux de baïonnettes⁵. Deux jours après, le 15 floréal an II (4 mai 1794), l'administration du district de Bergerac mettait à la disposition du Comité de la guerre, à défaut du fil qu'on n'avait pu se procurer, 19 quintaux de chanvre, pour coudre les fourreaux de baïonnettes⁶. Un arrêté du Comité de la guerre, du 27 floréal an II (16 mai 1794), nous apprend qu'à cette date, le citoyen Paris avait fait sa soumission pour fournir à l'atelier des fourreaux de baïonnettes 50 quintaux de cuir de vache. Mais cette quantité ne suffirait pas à fabriquer le nombre de fourreaux exigé par Lakanal, et d'ailleurs le cuir de veau était

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 117. Arch. nat., AF II 96, 704.

2. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 482.

3. Ibid., n° 484.

4. Pourquoi 14 et non pas 12, comme le voulait l'arrêté de Lakanal ?

5. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 32.

6. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 509.

plus avantageux que celui de vache. Aussi, par cet arrêté, le Comité chargeait-il deux commissaires d'aller requérir à Castillonès, Eymet, Issigeac, Montauban, Mussidan et Sainte-Foy tous les cuirs de veau et autres cuirs qu'ils jugeraient propres à cette fabrication. L'arrêté fut approuvé par le représentant et envoyé aux localités intéressés¹.

Il y a lieu de croire, à voir la façon dont cette entreprise s'annonçait, qu'elle fut mise bien vite en train. Le 19 vendémiaire an III (10 octobre 1794), le Comité de salut public envoyait un agent à Bergerac, pour surveiller la fabrication des baïonnettes². Beaucoup d'entre elles furent sans doute expédiées aux armées. En tout cas, en frimaire an V, nous constatons l'existence à Bergerac d'un dépôt de 5.000 baïonnettes³.

Fabrication du salpêtre.

Une autre « fabrication latérale » à la manufacture d'armes de Bergerac fut la fabrication du salpêtre.

C'est en vertu du décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793)⁴ qu'une salpêtrerie fut créée à Bergerac, comme en tant d'autres points de la Dordogne, par exemple à Cours-de-Pile⁵, à Lalinde⁵, à Cause-de-Clérans⁵, à Bouniagues⁶, à Belvès⁷, à Ribérac⁸, à Thenon⁹, à Saint-Cyprien¹⁰, à Montignac¹¹; le 1^{er} ventôse an II (19 février 1794), l'administration du district

1. On en trouve, une copie aux Arch. dép. Tarn-et-Garonne, L 1. f. 100.

2. Arch. dép. Dordogne, L 369, n° 178. Cet agent, désigné, le 4 frimaire an II, par la Commission des armes et poudres, fut Delacroix (*Ibid.*).

3. Arch. mun. Bergerac, H 2.

4. Duvergier, t. VI, p. 397. Voir aussi les décrets des 28 et 30 août 1793, et 29 germinal an II.

5. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 185 et 187, et Goustat, *Lalinde...*, p. 203.

6. *Ibid.*, L 355, n° 495.

7. Arch. Laverrie de Vivans, liasse 19, n° 5; communiqué par G. Charrier.

8. Sur les ateliers de salpêtre dans le Ribéracois, voir la substantielle brochure de M. A. Dubut, *Les ateliers de salpêtre pendant la Révolution dans une région de l'Angoumois et du Périgord*.

9. Arch. mun. Thenon, Reg. Société populaire, 12 ventôse an II, 4 thermidor an II, etc.

10. Arch. dép. Dordogne, L 936, Reg. Société populaire Saint-Cyprien, 24 floréal an II, 8 et 12 vendémiaire an III; voir l'adresse envoyée à ce sujet par cette Société dans le Proc.-verb. Convention, 7 vendémiaire an III, p. 129.

11. Le Roy, p. 72, 73.

de Montignac décidait d'établir la salpêtrerie dans une partie du ci-devant hôpital, dont le local était désaffecté depuis que Lakanal avait transporté ailleurs l'hôpital ¹.

Le 6 ventôse an II (24 février 1794), le représentant Ysabeau envoyait de Bordeaux à Bergerac le citoyen Rennes, muni d'une commission de salpêtre pour ce district, et autorisé à installer à Bergerac une salpêtrerie, grâce à 6.000 livres que lui avancerait le district ². D'autre part, les 10 et 11 ventôse an II (28 février et 1^{er} mars 1794), les citoyens Delvert et Gast, déjà instruits dans l'art du salpêtre, étaient chargés d'aider à son extraction et à sa fabrication, dans l'étendue de ce district ³.

C'est pour accélérer les travaux de la salpêtrerie fondée par Rennes que, le 12 germinal an II (1^{er} avril 1794), le citoyen Rambaud, un des membres de l'Administration des armes, était nommé commissaire de surveillance de cet établissement ⁴.

Cette salpêtrerie bénéficiait de certaines mesures générales. Le 7 germinal an II (27 mars 1794), le Comité de salut public allouait aux agents d'exploitation du salpêtre 3 deniers par livre de salpêtre exploité ⁵. L'Administration de la fabrication révolutionnaire des salpêtres et poudres envoyait dans la Dordogne, le 22 germinal an II (11 avril 1794), un citoyen chargé d'ouvrir une école de salpêtrerie, où les districts enverraient leurs agents ⁶. Le 6 floréal an II (25 avril 1794), la même administration dépêchait à Bergerac un salpêtrier ⁷. Ou bien, la Commission des armes et poudres de la République, satisfaite « du civisme du citoyen Pierre Rennes et de ses connaissances dans l'art de fabriquer le salpêtre », l'autorisait à essaimer des ateliers de salpêtre dans le district de Bergerac ⁸.

Lakanal suivait avec intérêt les travaux de la salpêtrerie de

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, 1^{er} ventôse an II.

2. *Ibid.*, L 368, n^{os} 34 et 35 ; 369, n^o 60.

3. *Ibid.*, L 368, n^{os} 31 et 32.

4. *Ibid.* L 355, n^o 282. Le 23 pluviôse an II, le Conseil général de la commune de Bergerac chargeait trois citoyens de surveiller l'extraction du salpêtre dans la commune (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 23).

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n^o 79.

6. *Ibid.*, L 368, n^o 243. Sorte d'école normale de salpêtrerie, analogue à l'école normale de canonnières, que créait Lakanal à Bergerac.

7. *Ibid.*, L 368, n^o 138.

8. *Ibid.*, n^o 189.

Bergerac. Ainsi, dès le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), il ordonnait de transporter à cet établissement, pour servir à sa construction, des matériaux de démolition du château de Badefols¹. Le 26 ventôse an II (16 mars 1794), il faisait céder au citoyen Rennes deux chevaux du dépôt². Il promettait de venir à la salpêtrerie le 3 germinal an II (23 mars 1794), jour où le feu serait mis aux chaudières de cette usine³. Le 17 germinal an II (6 avril 1794), il approuvait un arrêté destiné à assurer la prompte fabrication du salpêtre à Bergerac et à fournir régulièrement huit hommes par jour à l'atelier de salpêtre⁴. Le 8 floréal an II (27 avril 1794), Lakanal était heureux d'annoncer au Comité de salut public que la salpêtrerie de Bergerac donnait les plus belles espérances à la République, et que, depuis vingt jours que cet établissement était en activité, il avait fourni 765 livres de salpêtre, sans potasse ; il en envoyait un échantillon au Comité. Il prévoyait qu'à l'aide de quelques faciles améliorations, on pourrait fabriquer 7.000 livres de salpêtre par mois. Il pensait même que, pour obtenir des résultats avantageux, il serait essentiel d'établir à Bergerac une raffinerie centrale et d'ordonner le transport du salpêtre de tous les autres districts dans cet atelier de raffinage⁵.

Ce vœu ne paraît pas avoir été réalisé. En tout cas, la salpêtrerie de Bergerac prit un développement continu, qui confirma en partie les espérances que fondait sur elle le représentant. La preuve en est que, le 5 thermidor an II (23 juillet 1794), l'administration du district de Bergerac était obligée de faire une réquisition de bois, « pour agrandir l'atelier de salpêtre du citoyen Rennes⁶ ». En thermidor an V, cet atelier fonctionnait toujours, sous la direction de Rennes⁷.

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 101.

2. *Ibid.*, L 314, 26 ventôse an II.

3. *Ibid.*, L 355, n° 339.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 14, à la date indiquée. Dix jours, après, le 27 germinal an II, la Société populaire de Bergerac écrivait à la Convention : « Nous voyons, sous nos yeux, le salpêtre naître abondamment » (*Ibid.*, boîte Z, n° 47).

5. Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 104.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 175.

7. Voir la lettre de Brunet, receveur des domaines nationaux, à l'administration municipale de Bergerac, datée de Bergerac, 14 thermidor an V (*Arch. mun. Bergerac*, boîte T, liasse 26, n° 9).

8° *Le bilan de la manufacture à la fin de l'an II.*

Les résultats de la manufacture d'armes proprement dite n'étaient pas moins heureux que ceux de la salpêtrerie.

Usines de baïonnettes¹, usines de forerie et d'éroulage des canons de fusil¹, forges des canonnières¹, forges à fer¹, aciéries¹, balancier pour frapper la platine², magasins de fer et de charbon¹, tout cela était installé et fonctionnait déjà, ou à peu près, quand Lakanal quitta la Dordogne. L'agent national du district de Bergerac disait du représentant, dès le 24 floréal an II (13 mai 1794) : « C'est lui qui, par son infatigable activité, comme Orphée aux sons de la lyre, en peu de moments a produit cet efficace moyen de foudroyer nos ennemis³ ». Il exagérait à peine le succès de cette entreprise.

Lakanal ne s'était pas laissé décourager par les résistances qu'il rencontrait. Le 13 floréal an II (2 mai 1794), dans une proclamation aux habitants de la Dordogne et des départements environnants, il écrivait : « Les fauteurs de l'ancienne servitude multiplient leurs efforts criminels pour entraver les nouvelles fabrications d'armes, qui offrent à la Liberté les instruments de ses victoires. La manufacture d'armes de Bergerac est déjà en activité, mais la malveillance, la sotte jalousie et toutes les misérables passions qui signalent les valets de l'aristocratie ralentissent la marche de cet établissement ». Puis, après avoir menacé d'envoyer au tribunal révolutionnaire tout individu qui chercherait à paralyser les travaux de Bellarme, il ajoutait : « Oui, elle se réalisera avec gloire, cette opération que les aristocrates plâtrés (*sic*) ou découverts veulent faire échouer ; ainsi le veulent la Convention nationale, le Comité de salut public et Lakanal⁴ ».

Cette volonté efficace de réussir se traduit dans les progrès rapides de la manufacture, dont on peut brièvement noter les

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 57.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 25 floréal an II.

4. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 11, n° 140 ; 443, 16 floréal an II ; 673, 16 floréal an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 709.

étapes. Le 10 ventôse an II (28 février 1794), Lakanal écrivait, enthousiaste, au Comité de salut public : « Dans deux mois au plus tard, la Convention recevra notre premier fusil, et..., à cette époque prochaine, la machine sera montée pour en donner 15.000 par an. Voilà des faits que je certiore (*sic*) sur ma tête... Dans un mois, j'aurai une colonie précieuse de canonniers, monteurs, platineurs...¹ ». Le mois suivant, 27 germinal an II (16 avril 1794), la Société populaire de Bergerac écrit à la Convention que la manufacture, « qui, sans contredit, sera une des plus conséquentes de la République, s'élève dans nos murs comme par enchantement. Déjà, une grande quantité de platines excellentes sont fabriquées. Lakanal, votre digne collègue, a donné à cet établissement un mouvement révolutionnaire », mais sa présence est encore nécessaire². Le mois suivant, le 20 floréal an II (9 mai 1794), 150 ouvriers d'armes « sont déjà en pleine activité », et leur nombre s'accroît chaque jour³. Le 24 floréal an II (13 mai 1794), l'agent national de la commune de Bergerac s'écrie : « Les travaux de la manufacture d'armes sont sur le point d'être terminés : les plus petits détails de cet établissement immense ont atteint en peu de jours un état de perfection auquel, dans d'autres circonstances ou sous une tout autre surveillance que celle du représentant du peuple, on n'aurait sans doute dû s'attendre dans le cours de plusieurs années ». Et il donnait ces détails précis : « Vous ne verrez pas... achever la décade sans que cette machine immense ne produise les moyens de détruire les tyrans... Les travaux de la manufacture... vont donc être entièrement terminés, les ouvriers [en bâtiment] vont être libres, les matériaux vont être à des nouvelles dispositions⁴ ».

1. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 465.

2. *Arch. mun. Bergerac*, 27 germinal an II, boîte Z, n° 47. La lettre fut lue dans la séance du 29 messidor an II (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 307).

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, n° 178.

4. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 25 floréal an II. L'agent national faisait aussi valoir les avantages locaux de cet établissement. S'il « vous offre un bien général et inappréciable, en vous promettant la défaite de nos ennemis communs, il vous offre aussi un bien particulier, qui doit faire le bonheur de votre pays ; la manufacture... fera affluer chez vous les étrangers, y fera fleurir le commerce ; elle sera un débouché pour nos denrées ; ses ateliers occuperont la plus grande partie de nos jeunes concitoyens ».

Lakanal pressait cette fabrication. Le même jour, 25 floréal an II (14 mai 1794), il écrivait : « Des fusils ! des fusils ! voilà le cri inextinguible de la France en révolution ¹ ».

Un mois et demi plus tard, la manufacture était en pleine production. Le 15 messidor an II (3 juillet 1794), Lakanal rendait à la Convention le compte suivant de sa mission : « Vous avez décrété l'établissement d'une manufacture d'armes à Bergerac, et vous m'avez chargé d'en diriger les travaux. Je vous envoie les cent premiers fusils confectionnés dans ce nouvel établissement. Tous pourraient servir de modèle ». Il annonçait que la fabrication d'armes était montée sur le pied de 15.000 fusils, que, dans trois mois, elle pourrait être portée à 25.000, et que le travail des ouvriers de la manufacture ne le cédait en rien à celui des meilleurs artistes. Il lançait, en terminant, cette phrase triomphante : « Vive la République ! Elle seule peut enfanter des prodiges incroyables pour les infortunés courbés encore sous la verge des rois. Et ces prodiges-là valent bien les miracles des prêtres ² » !

Huit jours après, le 23 messidor an II (11 juillet 1794), une députation présentait à la Convention les premiers fusils sortis de la manufacture, ainsi que le plan de cet établissement ³, et le citoyen Blanc, orateur de la députation s'écriait : « En deux mois, Lakanal a créé cette manufacture, formé des ouvriers

1. Arch. dép. Dordogne, L 673, 25 floréal an II.

2. Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 702. Pour stimuler l'opinion, Lakanal fit répandre de nombreux exemplaires de cette lettre, non seulement à travers la Dordogne, mais dans le Lot-et-Garonne (Bonnat, *Inventaire des Archives du Lot-et-Garonne, période révolutionnaire, série L*, t. I, p. 155).

3. Réimpression de l'ancien *Moniteur*, t. XXI, p. 188-189. La Convention décréta mention honorable et insertion au Bulletin de l'envoi de deux fusils. Elle ordonna que le plan de la manufacture serait remis au Comité de salut public. Nous n'avons pu retrouver ce plan. — La déclaration d'après laquelle la manufacture était montée sur le pied de 15.000 fusils par an confirme celle de Lakanal, du 15 messidor an II. Elle n'a rien d'in vraisemblable, si l'on songe que la fabrication d'un fusil exigeait 67 ouvriers (V. Forot, *o. c.*, p. 11), mais que 250 ouvriers assortis suffisaient à fabriquer 10.000 fusils par an (de Gassendi, *o. c.*, t. II, p. 545) ; encore de Gassendi parle-t-il de la fabrication faite sans le secours du balancier à frapper la platine. Lakanal n'envoyait pas seulement des fusils à la Convention : il en faisait aussi parvenir quelques-uns à ses compatriotes et électeurs ariégeois, notamment aux Sociétés populaires de Saverdun, de Foix, du Mas-d'Azil (G. Arnaud, *La Révolution dans l'Ariège*, page 571).

en tout genre, et la fabrication est portée en ce moment à 15.000 fusils par an. Si Lakanal reste parmi nous, comme vous le demande le département..., elle sera portée à 20.000¹ ».

Le mois suivant, en thermidor an II, Lakanal quittait la Dordogne. Nous l'entendons, pour la dernière fois, parler de sa manufacture à la tribune de la Convention, le 21 thermidor an II (8 août 1794), quand il déclare qu'il était prêt à se servir des nouveaux fusils pour abattre Robespierre et ses partisans².

9°

La manufacture après Lakanal. Sa prospérité jusqu'à l'an IV.

C'est donc en plein élan que Lakanal abandonnait son entreprise. Mais l'impulsion primitive qu'avait donnée le représentant était trop forte pour que ses effets ne fussent pas durables.

C'est avec la mission spéciale de surveiller la manufacture d'armes que Pellissier fut envoyé à Bergerac par la Convention, en remplacement de Lakanal³.

Quelque plaisir et quelque intérêt qu'on trouve d'ordinaire à dénigrer l'œuvre d'un prédécesseur, Pellissier, dès son arrivée à Bergerac, tout en montrant ce qu'il restait à faire, sut rendre hommage aux efforts de Lakanal. Il écrivait au Comité de salut public, le 26 fructidor an II (12 septembre 1794) : « La manufacture d'armes élevée à Bergerac avec tant de célérité offre de belles espérances, mais il est impossible que la République y trouve encore les ressources qu'on ne peut exiger que d'un ancien établissement. C'est une machine heureusement exécutée, mais qui a besoin d'une forte impulsion pour prendre le mouvement qu'elle doit avoir. Les artistes qui remplissent ces ateliers précieux développent les sentiments les plus chauds pour la liberté⁴ et la plus grande activité dans leurs travaux. Ils ne seront contents que lorsqu'ils pourront fournir avec abondance

1. Réimpression de l'ancien *Moniteur*, t. XXI, p. 188, 189.

2. *Ibid.*, p. 437.

3. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 361, 362.

4. Lakanal n'admettait que des ouvriers fermement républicains (voir p. 410).

des fusils et des baïonnettes à nos braves frères d'armes¹ ».

Plusieurs représentants passèrent à la tête de Bellarme ; ce furent, après Pellissier, Paganel, puis Dulaure. En outre, de même que Lakanal avait fait un règlement d'administration de la manufacture, Pellissier en fit un second, par arrêté du 17 brumaire an III (7 novembre 1794). Il fixait le travail des ouvriers à la pièce ou à la journée, selon les cas. Il maintenait le groupement d'un certain nombre d'ouvriers en « écoles normales ». Il réglait la police intérieure des ateliers et fixait le prix des différentes parties du fusil². Par un autre arrêté, pris le 13 frimaire an III (3 décembre 1794), Pellissier facilitait le fonctionnement du Conseil d'administration que Lakanal avait adjoint à l'administration des armes³ ; celle-ci, elle-même, voyait un de ses membres remplacé, en frimaire an III, par Boissière, agent national de la commune⁴. Cette administration des armes, qui, avant le 16 ventôse an III (6 mars 1795), devait envoyer au Comité de salut public, chaque décade, un état de situation de la manufacture, ne le lui envoya plus que chaque mois, à partir de cette date⁵.

Le 2 ventôse an III (25 février 1795), la Convention étendit à la manufacture de Bergerac les pouvoirs déjà donnés à Paganel sur celle de Tulle.⁶ En conséquence, le 23 ventôse an III (13 mars 1795), Paganel invitait l'agent national du district de Bergerac à lui faire envoyer des chevaux de trait à Périgueux et à assurer son logement à Bergerac, où il se rendrait, disait-il, vers la fin du mois.⁷ Paganel vint, en effet, à Bergerac dans le courant de germinal an III, mais n'y fit qu'une brève apparition⁸.

Bientôt, en prairial an III, nous trouvons à Bergerac le repré-

1. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 655.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 88.

3. *Ibid.*, n° 145.

4. *Ibid.*, n° 135 et 146. Boissière démissionna alors de ses fonctions d'agent national (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 16 frimaire an III, f. 126).

5. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 36.

6. Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 411. Voir sa lettre au Comité des décrets de la Convention, du 16 ventôse an II, par laquelle il accuse réception du décret du 2 ventôse (*Arch. nat.*, D₁ § 1, 35).

7. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 248.

8. *Arch. nat.*, AF II 174, 1427, 10 germinal an III ; AF* II 62, f. 188 ; D₁ § 1, 35, 21 germinal an III.

sentant Dulaure, qu'un décret du 20 germinal an III avait délégué près les manufactures de Tulle et de Bergerac¹. C'est lui qui, le 12 prairial an III (31 mai 1795), confirme ou rétablit le citoyen Morand-Dupuch dans les fonctions d'inspecteur de la manufacture d'armes, poste auquel nous avons vu que Lakanal l'avait déjà nommé². C'est encore lui qui, le 22 prairial an III (10 juin 1795), procède au remplacement de Berrut, administrateur des armes démissionnaire³.

Il y eut peu de changements en ce qui concernait le recrutement et le traitement des ouvriers de la manufacture. Tantôt, nous voyons un graveur de la Monnaie de Paris, appelé à Bergerac par Lakanal pour l'établissement de la machine à étamper⁴ la platine, y arriver au commencement de fructidor an II⁵. Tantôt, on voit les réquisitions d'armuriers, de serruriers, de couteliers ordonnées par Lakanal, se poursuivre après son départ, notamment dans le district de Ribérac⁶. Tantôt, c'est l'administration des armes qui fait requérir des ouvriers⁶. Ou bien c'est Pellissier qui, le 1^{er} vendémiaire an III (22 septembre 1794), organise un roulement entre les ouvriers réquisitionnés, et s'assure, pour les transports de la manufacture, 90 attelages⁷.

Quelquefois — comme il était arrivé au temps de Lakanal —, on est forcé de renvoyer de mauvais ouvriers. Ainsi, le 13 vendémiaire an III (4 octobre 1794), l'administration des armes prévient la municipalité qu'elle n'emploiera plus douze déserteurs espagnols à la manufacture ; « les désordres qu'ils occa-

1. Arch. dép. Dordogne, L 371, n° 52. Voir Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. 178.

2. Arch. dép. Dordogne, L 371, n° 60 et 61. La démission de Berrut n'était pas sans rapports avec la lettre que Bruzac, agent national près le district de Bergerac, avait écrite, le 10 frimaire an III, au Comité de législation ; il y montrait que le poste d'administrateur de la manufacture était incompatible avec celui d'administrateur du district (*Ach. nat.*, D^{III} 61). Sur Morand-Dupuch et Berrut, et leur rôle à la manufacture, voir aussi Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 7, 8 et 14 messidor an III, f. 15 et suiv.

3. L'étampage consiste à imprimer, par la pression, un dessin sur une surface métallique.

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 27. Il s'agit sans doute du graveur Tiolier, puisque ce dernier et ses deux élèves étaient attendus à Bergerac à la date du 29 messidor an II (voir plus haut, p. 413).

5. Arch. dép. Dordogne, L 782, 14 fructidor an II.

6. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 43, 44, 54.

7. Ibid., n° 52. Voir aussi Arch. dép. Dordogne, L 369, n° 12.

sionnent dans les chantiers, leur paresse et leurs autres vices obligent l'administration de s'en débarrasser¹ ». Le 21 pluviôse an III (9 février 1795), elle fait mettre à la maison de correction, pour le restant de la décade, le citoyen Chabrol, « jeune artiste travaillant à l'atelier de platine, aux ci-devant Jacobins, pour cause d'une faute grave commise dans la manufacture² ».

Il n'y avait pourtant pas surabondance d'ouvriers. Le 13 vendémiaire an III (4 octobre 1794), Pellissier devait, par arrêté, stimuler le zèle des bateliers de la Dordogne et de la Vézère, qui se dérobaient aux réquisitions de l'administration des armes³. C'est à cause du besoin d'ouvriers que, le 18 vendémiaire an III (9 octobre 1794), « considérant que les résultats satisfaisants que la République est déjà en droit d'attendre de la manufacture d'armes de Bergerac sont retardés et par les congés trop multipliés et par les absences arbitraires et par l'inertie qui règne dans les ateliers », Pellissier se réservait le soin de donner des congés, et élaborait un minutieux règlement intérieur⁴; et, le 11 prairial an II (30 mai 1794), il ordonnait expressément à un certain nombre d'ouvriers de la manufacture de rester à leur poste⁵.

Cette nécessaire sévérité était tempérée par une vive sollicitude à l'égard des travailleurs. Si, le 12 frimaire an III (2 décembre 1794), Pellissier retirait à un certain nombre d'ouvriers, pour les faire vendre, les meubles, linge et autres effets que leur avait fournis Lakanal, c'est au nom même de la justice distributive qu'il agissait, afin d'éviter tout « principe de mécontentement » contre les ouvriers ainsi gratifiés, de la part de ceux qui n'avaient rien reçu⁶. Au reste, on le voit, le jour même, faire habiller par les magasins nationaux six élèves de la salle de révision⁷. Déjà, le 17 brumaire an III (7 novembre 1794), il accordait une indemnité journalière⁸ aux

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 56.

2. Ibid., n° 40.

3. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 53. Arch. dép. Dordogne, L 369, n° 28. Arch. nat., AF II 96, 712.

4. Arch. nat., AF II 96, 712.

5. Arch. dép. Dordogne, L 371, n° 53.

6. Ibid., L 369, n° 136.

7. Ibid., n° 129.

8. Arch. nat., AF II 96, 712.

ouvriers blessés, et, le 17 frimaire an III (7 décembre 1794), il élevait le salaire des ouvriers de la manufacture¹.

De même, on voit, en l'an III, l'administration des armes faire distribuer des châtaignes aux ouvriers², et assurer le logement d'ouvriers qui arrivent à Bergerac³.

En même temps, les locaux de la manufacture continuaient à se développer. Le 29 fructidor an II (15 septembre 1794), Pellissier, « voulant donner à l'établissement de cette manufacture toute l'étendue dont elle est susceptible », ordonnait la construction d'une galerie où seraient placées cinq foreries et une meule à émoudre les canons de fusil⁴. Le 19 vendémiaire an III (10 octobre 1794), nous constatons que le dépôt de baïonnettes était assez considérable pour que le Comité de salut public y envoyât un agent⁵. En frimaire an III, Pellissier approuvait un devis estimatif des réparations à faire aux ci-devant Carmes, pour l'usage de la manufacture⁶. En prairial an III, Dulaure achevait la construction d'« un arsenal destiné à renfermer les armes provenant de la manufacture⁷ ».

Parallèlement à l'extension des locaux, l'outillage de la manufacture se complétait. Le 20 vendémiaire an III (11 octobre 1794), Pellissier, après avoir procédé à une inspection des ateliers de Bellarme, « considérant que le nombre d'étaux ne correspond plus à celui des ouvriers », faisait réquisitionner des étaux, et, le 30 brumaire an III (20 novembre 1794), l'administration des armes était obligée d'intervenir pour assurer l'exécution de cet ordre⁸. C'est vers la même époque que commença de fonctionner une nouvelle machine dont on attendait merveille, puisque, le 9 brumaire an III (30 octobre 1794), l'agent national de la commune de Bergerac disait :

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 712.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 497.

3. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n° 38.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 10.

5. *Ibid.*, n° 178.

6. *Ibid.*, n° 118.

7. *Ibid.*, L 371, n° 54. Pour aider à ces travaux, des bouviers travaillaient sans interruption à la manufacture ; le 18 ventôse an II, l'administration des armes pria la municipalité de fixer le prix de leurs charrois (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 2).

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, nos 33 et 34. *Arch. nat.*, AF II 96, 712, daté à tort du 6 brumaire an III.

« Déjà l'atelier ... est près d'être fini ; en peu de jours, il aura atteint le degré de perfection dont il est susceptible. C'est là qu'on verra cette fameuse machine, unique encore dans la République¹, qui, d'un seul coup, frappe une platine et met l'atelier dans le cas d'en confectionner un cent par jour² ».

Pour assurer le fonctionnement de la manufacture, on continuait de l'approvisionner aussi abondamment que possible. Approvisionnement de bois, par exemple, soit pour la fabrication des fusils, soit pour les constructions. Lakanal, nous l'avons dit, avait nommé des commissaires pour veiller à la réquisition des noyers nécessaires à la confection des montures. C'est du paiement de ces commissaires que l'administration des armes s'occupait le 19 fructidor an II (5 septembre 1794)³ et le 2 frimaire an III (22 novembre 1794)⁴, ce qui laisse entendre qu'à cette date ils avaient fini leur mission. Le 12 fructidor an II (29 août 1794), Imbert, que Lakanal avait chargé d'amener des bois à la manufacture, annonçait au Comité de salut public que sa mission était terminée⁵. Le 24 fructidor an II (10 septembre 1794), l'agent national du district de Ribérac envoyait à Pellissier le tableau des noyers que son district fournissait à la manufacture⁶. En vendémiaire an III, ce sont des bois de Tiregand⁷ et du Bout-des-Vergnes⁸ que l'on fait venir à la manufacture. Le 27 brumaire an III (17 novembre 1794), Pellissier fixe le mode de paiement des arbres réquisitionnés⁹, et, le 12 frimaire an III (2 décembre 1794), il règle leur mode d'exploitation¹⁰. En frimaire et nivôse an III, une partie de

1. La nouveauté de cette machine consistait non dans le balancier qu'elle employait (il venait de l'ancienne Monnaie de Limoges; voir plus haut, p. 438), mais dans l'agencement particulier de ce balancier et dans son adaptation à la frappe des diverses parties de la platine.

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 9 brumaire an III. Il faut entendre que chacune des pièces de la platine était frappée d'un seul coup, et qu'au total on obtenait assez de pièces pour avoir les éléments de cent platines.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 674, à la date indiquée.

4. *Ibid.*, L 693, à la date indiquée.

5. *Arch. nat.*, AF II 97, 718, n° 41.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 824, à la date indiquée.

7. *Ibid.*, L 369, n° 33.

8. *Ibid.*, n° 40.

9. Voir *Ibid.*, L 443, 2 frimaire an III, et *Arch. nat.*, AF II 96, 712.

10. *Arch. dép. Dordogne*, L, 369, n° 131.

ces bois sert à l'achèvement de l'atelier de salpêtre¹. Et ces bois qu'on se procure difficilement, il arrive qu'on en vole, malgré les précautions ordonnées jadis par Lakanal².

On n'avait pas moins besoin de pierres que de bois. Pour s'en procurer, l'administration du district de Bergerac faisait démolir, le 4 fructidor an II (21 août 1794), « le mur de la Citadelle³ ». Le 9 brumaire an III (30 octobre 1794), Pellissier faisait détruire « le vieux bâtiment dit église des Jésuites,... antique inutilité,... situé au lieu de la Citadelle, aux abords de Bergerac », ainsi que le mur de clôture qui le séparait du chemin, pour en utiliser les matériaux à la manufacture⁴. C'est peut-être de ces matériaux, et d'autres encore, que, le 11 prairial an III (30 mai 1795), le représentant Dulaure assurait le transport à la manufacture⁵.

D'autres matériaux et fournitures diverses étaient procurés aux ateliers : des rampes de fer⁶, du charbon de bois⁷, du charbon de terre qu'on faisait venir par la Vézère⁸ ou qu'on exploitait, aux environs même de Bergerac, à Lembras⁹. Ou bien, à la fin de l'an II et au cours de l'an III, des fournitures de sacs¹⁰, de chanvre et de linge¹¹, de savon¹², de graisse¹³, de suif¹⁴ et de saindoux¹⁵ sont faites à la manufacture, pour la préparation des cuirs, les besoins des foreries, etc.

Il résulte du bref exposé qui précède que, lorsque la Convention se sépara, en brumaire an IV, la manufacture de fusils, grâce surtout à Lakanal, qui l'avait promptement organisée sur

1. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 531, 561.

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 39.

3. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 240.

4. Ibid., L 369, n° 48.

5. Ibid., L 371, n° 52.

6. Ibid., L 369, n° 43.

7. Ibid., n° 82.

8. Arch. nat., AF II 96, 712.

9. Arch. dép. Dordogne, L 369, n° 130.

10. Ibid., n° 144.

11. Ibid., n° 134.

12. Ibid., n° 86.

13. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 47.

14. Ibid., n° 50, et boîte R., liasse 1, n° 11. A cette date (3^e sans-culottide an II), les membres de l'administration des armes sont Berrut, Rambaud et Dufour.

15. Ibid., boîte U, liasse 48, n° 57.

de larges bases et lui avait donné une forte impulsion, grâce aussi aux représentants qui se succédèrent après lui à Bergerac, était en pleine prospérité. Sous le Directoire, nous assistons à la rapide décadence et à la disparition de cet établissement : jusqu'au 20 pluviôse an V (8 février 1797), la manufacture végète ; le 20 pluviôse an V, elle est supprimée.

Brusque déclin.

Le gouvernement du Directoire parut tout d'abord décidé à assurer le fonctionnement de Bellarme. Ainsi, le 16 frimaire an IV (7 décembre 1795), le Directoire exécutif, « voulant conserver l'activité aux manufactures d'armes, ateliers de réparations d'armes... », maintenait provisoirement dans ces manufactures et ateliers les ouvriers faisant partie de la première réquisition qui y travaillaient à l'époque du 1^{er} vendémiaire an III. Un exemplaire de cet arrêté fut envoyé à Bergerac ¹.

Cependant, cette même année, la paix avait été signée avec l'Espagne et la Prusse. Le besoin d'armes se faisait moins sentir. En même temps, le Directoire se trouvait aux prises avec de grosses difficultés financières. La fabrication des fusils subit, dès lors, à Bergerac un ralentissement progressif, jusqu'au jour de la liquidation définitive.

C'est la Monnaie ² de Bordeaux qui porta le premier coup à Bellarme. Le 10 frimaire an IV (1^{er} décembre 1795), l'adminis-

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte R, liasse 30, n° 59. Voir A. Debidour, *Recueil des actes du Directoire exécutif*, t. I, p. 200. Le 4 germinal an IV, le bureau de la guerre de Bergerac demandait au commissaire du Directoire près l'administration du département des renseignements sur l'application de cet arrêté (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. de correspondance du bureau de la guerre, n° 13, à cette date). Voir aussi, sur ce point, *Ibid.*, Reg. délib. mun., 12 frimaire an IV, f. 64. — Le 14 vendémiaire an IV, l'administration des armes de Bergerac transmettait au général Milet-Mureau, chef de division au ministère de la guerre, un mémoire de Mainville « sur les moyens d'étendre la latitude des travaux de la manufacture », et un mémoire du général Dupuch, favorable à l'achèvement de l'aciérie de Pombonne. Ces deux intéressants mémoires sont aux *Arch. Comité d'artillerie*, 4 h 2 b. Le 4 ventôse an IV, Milet-Mureau les envoyait au Comité d'artillerie (*Ibid.*), qui, dès le 22 frimaire an IV, avait réclamé des renseignements sur la manufacture (*Ibid.*, Reg. 1 de ses procès-verbaux, f. 14).

2. Elle avait été rétablie par décret du 28 vendémiaire an IV.

tration municipale de Bergerac recevait de Lhoste, directeur de la Monnaie de Bordeaux, une lettre annonçant que la Commission des revenus nationaux avait destiné à cette Monnaie un des balanciers de la manufacture. La municipalité, émue de cette démarche, décida de ne consentir à cet amoindrissement qu'à la dernière extrémité. Au lieu de céder, elle invita Lhoste à justifier des ordres qu'il avait reçus¹. Il est probable que le directeur de la Monnaie, impatient de reconstituer cet établissement, revint à la charge et que la municipalité ne put résister à une nouvelle sommation.

Un an plus tard, c'est le ministère de la guerre qui venait anéantir, d'un seul coup, le fruit de longs mois d'efforts, en ordonnant que les 5.000 baïonnettes qui se trouvaient en dépôt dans la maison commune de Bergerac fussent brisées et vendues aux enchères. Avait-on à se plaindre de malfaçons ? Nous l'ignorons. L'administration des armes protesta contre une pareille destruction. Elle obtint seulement, le 7 frimaire an V (27 novembre 1796), que ces baïonnettes, après avoir été brisées, fussent, non pas vendues, mais remises à la manufacture, où elles seraient « employées comme fer et non comme baïonnettes². »

Il n'est pas jusqu'à l'administration municipale de Bergerac qui ne fut amenée à prendre des mesures défavorables aux intérêts de cet établissement. Elle voulut affecter à un autre usage la chapelle de l'ancien hôpital, qui était réservée au service de la manufacture. Le 16 nivôse an V (5 janvier 1797), l'administration des armes protestait contre cette prétention. Elle faisait valoir que la chapelle, favorablement située, près de la Dordogne, servait d'utile magasin à Bellarme³.

Cependant, la manufacture vivait. Le 18 pluviôse an IV (7 février 1796), l'administration du département lui faisait délivrer 600 quintaux de grains⁴. Le 2 germinal an IV (22 mars 1796), l'administration municipale fixait le prix des

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 10 frimaire an IV, f. 58.

2. *Ibid.*, H 2. Lettre du général Milet-Mureau, chef de la 3^e division au ministère de la Guerre, du 7 frimaire an V.

3. *Ibid.*, boîte T, liasse 26, n° 14. Les administrateurs de la manufacture étaient Valetton (Valetton-Boissière), Roche et Berrut ; ce dernier avait été réintégré à la manufacture, depuis sa démission de prairial an III.

4. *Ibid.*, Papiers du bureau de la guerre.

salaires à accorder aux ouvriers¹. Déjà, le 19 frimaire an IV (10 décembre 1795), le Conseil d'administration de la manufacture avait prié le Directoire d'envoyer à Bergerac « un contrôleur en chef, pris dans la classe des artistes, pour diriger et inspecter, dans la partie du canon, de la baguette et de la baïonnette, les ouvriers de cette manufacture² ». En conséquence, le 7 pluviôse an IV (27 janvier 1796), le ministre de la guerre, Aubert-Dubayet, nommait contrôleur, sur la recommandation de Carnot, l'ancien conventionnel Noël Pointe, qui avait longtemps exercé à Saint-Étienne la profession d'armurier. Noël Pointe arriva à Bergerac en ventôse an IV. Dès lors, l'existence du contrôleur en chef est étroitement unie à celle de la manufacture. Dans les lettres émues, ardentes, désespérées que l'ex-conventionnel adressera au ministère de la guerre, nous pouvons noter, presque au jour le jour, les vicissitudes de cet établissement, les espérances qu'il donne, les besoins dont il souffre, le délaissement dont il meurt.

La première lettre que le contrôleur en chef envoie au ministre de la guerre, le 14 floréal an IV (3 mai 1796), est pleine de confiance en l'avenir de Bellarme, et la plume autorisée de Noël Pointe y rend hommage aux efforts accomplis. « La manufacture de Bergerac, écrit-il, doit être mise au nombre de celles sur lesquelles la République peut compter. Elle lui offre de grandes ressources, si le gouvernement lui donne toute l'extension dont elle est susceptible... Les ateliers pour le canon, la baïonnette, la platine, la garniture, la monture et généralement pour toutes les pièces de l'arme sont dans le meilleur ordre. Les usines pour le forage et l'émoulage, ainsi que le martinet pour battre les lames, offrent un aspect non moins intéressant, et le cours d'eau qui les fait mouvoir est on ne peut meilleur. Environnée de forges, dont une fait partie de la manufacture elle-même, lesquelles fabriquent du fer de très

1. Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date, n° 261.

2. Tous les renseignements qui suivent et qui ne sont pas accompagnés de références, sont empruntés à la série d'articles que M. J. Penaud a consacrés à *Un conventionnel inédit, Noël Pointe, dans la Révolution française de 1883*, 2^e semestre (p. 551 à 557) et 1884, 1^{er} semestre (p. 607 à 625, 700 à 720, 800 à 821, 866 à 883, 967 à 991, 1076 à 1084). M. Penaud y reproduit notamment la copieuse correspondance échangée entre Noël Pointe, contrôleur en chef de la manufacture, et le général Milet-Mureau.

bonne qualité; peu éloignée du charbon et autres matières, et à portée de faire transporter les armes par la voie prompte et économique de la navigation..., cette manufacture, dirigée par des anciens maîtres armuriers, artistes expérimentés, peut devenir une des plus conséquentes de la République. »

Mais, dès cette première lettre, le contrôleur signale le mal profond qui paralyse l'établissement : « L'administration, avec la meilleure volonté, est dans l'impuissance, par le défaut de moyens pécuniaires. L'idole du métal trouve dans ce pays-ci trop de cupides adorateurs. On ne peut rien se procurer qu'avec du numéraire. Les ouvriers et employés... souffrent depuis longtemps; ils n'ont rien reçu depuis plus d'un mois, et ils éprouvent des froideurs, même des refus, de la part de ceux qui leur fournissent leur nourriture. » Les « égoïstes » paysans qui viennent vendre au marché les denrées de première nécessité refusent obstinément les mandats territoriaux. « Les matières premières s'épuisent;... l'administration, ne pouvant ni payer ni occuper tous les ouvriers, a été obligée de donner des congés à plusieurs, et, s'il n'arrive des fonds sous peu, elle sera bien contrainte d'en donner davantage. » Il faut que le gouvernement secoure au plus tôt la manufacture, pour en empêcher la « stagnation ».

Le malaise financier et ses conséquences, voilà l'écueil redoutable que ne cesse de dénoncer Noël Pointe, en termes pressants. Le 10 messidor an IV (28 juin 1796),¹ il annonce au général Milet-Mureau que les ouvriers, privés de travail ou de salaire, désertent de plus en plus la manufacture. « Si cela continue, il ne restera bientôt plus que de superbes ateliers, une administration, des contrôleurs, reviseurs et autres employés, qui, avec peine, constitueraient la République en dépense, sans lui rendre autant de services qu'ils le désireraient. » Or, matières premières et subsistances, « tout est à la veille de manquer ».

Sans doute, Milet-Mureau répond, le 27 messidor an IV (15 juillet 1796), que l'administration de la manufacture vient d'être autorisée à payer au taux du commerce les approvisionnements nécessaires, à fixer le salaire des ouvriers en raison du prix des denrées, à faire connaître la quotité de fonds qu'il sera nécessaire d'ajouter à la somme en mandats allouée men-

suellement à cette administration. Mais ces mesures sont inefficaces. C'est ce que Pointe constate, le 10 fructidor an V (27 août 1796), dans la lettre désespérée qu'il envoie au ministre de la guerre : « La manufacture, citoyen ministre, n'existe plus par le fait. Les ateliers sont presque tous déserts. Il ne reste plus que très peu d'ouvriers, dont la plupart ne sont encore là que pour se soustraire à la réquisition. Ceux qui sont vraiment ouvriers... sont presque tous chez eux. Le petit nombre qu'il en reste n'ont point de courage au travail et se plaignent avec juste raison. Depuis longtemps, ils ne reçoivent que de très faibles acomptes... Les chefs... font entendre les mêmes plaintes. » Lui-même, à qui on a alloué 5.000 francs, ne touche pas ses appointements ; il est sans ressources ; il a à sa charge cinq enfants en bas âge ; pour les faire subsister, lui et sa femme ont dû vendre le peu de bijoux qu'ils possédaient. Les administrateurs de la manufacture semblent se désintéresser de l'établissement ; ils ne délivrent même pas les mandats ; leurs lenteurs sont funestes. « Tout semble concourir pour paralyser la manufacture... Personne n'est content... Le cœur me saigne... de voir un si bel établissement, qui a tant coûté à la République et qui lui offre de si grandes ressources..., dans l'inaction la plus déplorable, quand il serait si facile de lui donner la plus prompte et la plus grande activité. »

Le 27 fructidor an IV (13 septembre 1796), Milet-Mureau fait savoir à Pointe que les fonds nécessaires à la manufacture ont été ordonnancés jusqu'à fructidor inclusivement, et qu'ils parviendront sans délai à la caisse du payeur. Mais, deux mois et demi plus tard, le 10 frimaire an V (30 novembre 1796), ni papier ni argent ne sont encore arrivés ; la manufacture « va de mal en pire » ; Pointe se trouve « dans une funeste inactivité et accablé de misère ».

Peu après, le Directoire, renonçant ouvertement à soutenir la manufacture, lui portait le coup de grâce. Par arrêté du 20 pluviôse an V (8 février 1797), il mettait à la disposition du ministre de la guerre tous les objets et effets de cet établissement¹, et les bâtiments à la disposition du ministre de l'intérieur². Alors, la liquidation commence. Que vont devenir le

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte T, liasse 26, n° 22.

2. *Ibid.*, boîte T, liasse 29, n° 4.

personnel, déjà bien réduit, l'outillage, les meubles, les constructions ?

Le 9 ventôse an V (27 février 1796), le ministre de la guerre ordonne aux administrateurs de la manufacture de cesser leurs fonctions le 1^{er} germinal suivant¹. Quant à Noël Pointe, il se décide à regagner Saint-Étienne, avec sa nombreuse famille. Le 28 ventôse an V (18 mars 1797), il demande au ministre de la guerre de lui faire payer les appointements qui lui sont dus, ainsi que ses frais de route, car il se trouve dans un complet dénûment. Le 30 germinal an V (19 avril 1797), il n'a encore rien reçu ; il renouvelle sa requête auprès du ministre. Celui-ci lui fait répondre, le 25 floréal an V (14 mai 1797), que le citoyen Laurent, sous-directeur d'artillerie, alors à Bergerac, lui paiera ses appointements « sur les fonds provenant de la vente d'une partie des objets existant à la manufacture. » Mais la vente tarde à se faire, et c'est de ce retard que se plaint l'ancien contrôleur, dans ses lettres des 20 prairial et 20 messidor an V (8 juin et 8 juillet 1797). Mais ne voilà-t-il pas que sa femme tombe en couches et que la vente des meubles de la manufacture, loin d'apporter du soulagement à Pointe, lui cause de nouveaux ennuis ! Dans sa lettre du 20 messidor an V, il cite, en effet, un trait qui « prouvera jusqu'à quel point on porte la vengeance contre les fondateurs de la République ». Il occupait deux chambres, dans la maison des ci-devant Carmes, où se trouvait l'atelier des platines. Ces deux chambres contenaient quelques meubles, qui appartenaient au ci-devant président d'Augeard. Celui-ci en obtint mainlevée. Alors, un beau matin, à cinq heures, son chargé d'affaires et un officier municipal entrent chez Pointe sans coup férir, font enlever tous les meubles, séance tenante, « et ne me laissèrent que les quatre murs, ma femme étant prête à accoucher. » Navré, sans ressources, Pointe renonce à partir pour Saint-Étienne. Il se jette sur la première place qui s'offre à lui : le 28 germinal

1. Les administrateurs resteront provisoirement en fonctions après cette date. Le 16 germinal an V (5 avril 1797), ils s'apprentent à « rendre ... un compte général de tous les objets confiés à notre surveillance » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte T, liasse 42, n° 54). Le 8 messidor an V (26 juin 1797), l'administrateur Roche prévient la municipalité de Bergerac qu'il va faire passer au ministère de la guerre 124 livres de la poudre dont on se servait pour éprouver les canons des fusils (*Ibid.*, H 2, à cette date).

an VI (17 avril 1798), il est nommé greffier du tribunal criminel du département de la Dordogne¹.

C'est dans le courant de l'an V et de l'an VI que la manufacture fut dépouillée des outils et des meubles qui s'y trouvaient. Certains meubles, que Lakanal avait fait transporter à la manufacture, furent, conformément à la loi, restitués à leurs anciens propriétaires, par exemple à l'abbé Gastaudias et au ci-devant président d'Augeard². Les autres objets ou effets furent, par ordre du ministre de la guerre, en date du 16 prairial an V (4 juin 1797), vendus aux enchères³. Cet ordre était transmis, le 30 prairial (18 juin 1797), à l'administration municipale du canton de Bergerac par Laurent, sous-directeur d'artillerie à Bordeaux, qui se rendait lui-même bientôt à Bergerac³. Le 8 messidor an V (26 juin 1797), un commissaire des guerres annonçait à la municipalité que la vente des effets mobiliers et des outils se ferait aux enchères le 6 thermidor et jours suivants, et il envoyait, à cet effet, 18 placards, qui furent affichés à travers la ville⁴. Le 24 messidor an V (12 juil-

1. On trouvera, dans les articles déjà cités de M. Penaud, l'histoire de la vie de Pointe après cette époque. L'ancien conventionnel devint bientôt secrétaire-adjoint de l'administration centrale du département de la Dordogne, qui l'envoya à Saint-Etienne, le 6 fructidor an VII, pour y acheter des fusils. Pointe y séjourna jusqu'en brumaire an VIII. Du 10 frimaire au 20 pluviôse an VIII, il fut greffier du 1^{er} Conseil de guerre de la 20^e division militaire; peu après, le 10 frimaire an VIII, l'administration du département lui confiait le bureau des Archives; il mena de front les fonctions de greffier et d'archiviste, jusqu'à ce que cette dernière fonction lui fût brutalement retirée, le 25 vendémiaire an IX. Il se trouve, pendant quelques années, dans une misère noire, et fait appel, non sans dignité, à Carnot, au tribun Carré, au préfet de la Dordogne, Rivet, à Cambacérès, à Fouché. Sous l'Empire, il est marchand, à Périgueux, sans ressources, chargé de famille (il a alors 9 enfants). En janvier 1813, il reçoit la perception de Thénac (Dordogne). La loi du 12 janvier 1816 le frappe comme régitide: il s'entend avec Pinet pour s'exiler avec lui. Mais il n'a pas le temps de quitter la France au moment voulu. Il est emprisonné, et finalement se retire dans sa ville natale, Sainte-Foy, où il meurt, le 10 avril 1825. On trouvera aux *Arch. mun. Bergerac*, H 2, une intéressante lettre écrite par Pointe, le 27 avril 1818, au maire de Bergerac, où il rappelle son passage dans cette ville, comme contrôleur de la manufacture.

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 20 messidor (Gastaudias) et 6 thermidor (d'Augeard) an V.

3. *Ibid.*, boîte T, liasse 26, n° 22.

4. *Ibid.*, Registre délibérations municipales Bergerac, séance du 12 messidor an V, f. 233.

let 1797), en exécution d'un arrêté municipal de la veille, les légumes et céréales que cultivaient des ouvriers d'armes sur les terrains de la manufacture étaient vendus aux enchères et rapportaient 49 livres 12 sols ¹. La vente des meubles et outils de la manufacture eut lieu, au moins en partie, dans le courant de thermidor an V, ainsi qu'il était convenu ; le mois suivant, le 2 vendémiaire an VI (23 septembre 1797), nous apprenons que « presque tous les ustensiles et outils ont été vendus, que le reste sera évacué sur Bordeaux ² ». Cependant, les opérations de la vente aux enchères n'étaient pas encore achevées. Elles se poursuivirent au cours de l'an VI. Le 25 vendémiaire an VI (16 octobre 1797), l'inventaire des objets restants était dressé, et on le remettait au citoyen Laurent ; « chargé de la vente des outils de la ci-devant manufacture ³. » Un nouvel inventaire était dressé, le 16 ventôse an VI (6 mars 1798) ⁴. La plupart des objets furent « vendus ou plutôt donnés à vil prix ⁵. » Aujourd'hui encore, on trouve, çà et là, dans les environs de Bergerac, les restes épars de cet outillage ⁶.

Les longs bâtiments élevés par les soins de Lakanal demeuraient encore debout. Le 2 vendémiaire an VI (27 septembre 1797), l'administration municipale chargeait les citoyens Martin, invalide, et Piarouty de veiller à ce qu'il n'y fût point

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte T. liasse 38, n° 14.

2. *Ibid.*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 289.

3. *Ibid.*, boîte T, liasse 38, n° 13. Nous avons utilisé cet inventaire, p. 439.

4. *Ibid.*, boîte T, liasse 37, n° 15.

5. *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 101.

6. C'est ainsi qu'une « gouttière » se trouve encastrée aujourd'hui dans une cheminée de la maison de M. Pinaud, charpentier à Lamonzie-Saint-Martin. Elle se trouvait auparavant à La Tuilière, près Castang ; M. Chouet, quand il était propriétaire de La Tuilière, avait porté chez lui cette gouttière, qu'il avait achetée à La Vedelle, lors d'une vente de ferrailles.

Cette gouttière est une large plaque de fer rectangulaire, sillonnée de 31 bandes semi-cylindriques, qui vont en s'élargissant légèrement d'un bord au bord opposé de la plaque. Elle servait sans doute à « canneler » la lame de métal plate, pour en faire un canon de fusil. « Deux ouvriers appliquent... la lame chauffée couleur de cerise sur une espèce de gouttière creusée dans une pierre dure ou dans un bloc de fer, et, la frappant à coups redoublés..., ils l'enfoncent dans cette gouttière et lui en font prendre la forme demi-cylindrique. Après quoi, la portant promptement sur l'enclume, ils achèvent d'en faire un tube, en faisant croiser ses bords » (*Encyclopédie Diderot, Supplément, article canonnier*, t. II, p. 213). Une plaque semblable se trouve au château de Saint Martin (Dordogne).

commis de dégâts¹. Martin, ayant volé des fers qui se trouvaient encore dans la manufacture, fut destitué et remplacé, le 17 pluviôse an VI (5 février 1798)². Pendant une trentaine d'années, ces vastes ruines, restes imposants de la cité industrielle de l'an II, témoignèrent seules du grandiose effort de jadis. En 1812, on y logea des Espagnols internés à Bergerac, et elles paraissent avoir subsisté jusque vers 1830 environ³. Un plan cadastral³ de Bergerac, qui date de 1831, nous apprend que la plupart des terrains de la manufacture avaient été donnés par la Restauration à l'hôpital de cette ville. A La Basse-Vedelle, était établie une usine de tan. A l'ouest du pont de Caville (section B du plan, n° 844), un terrain portait encore le nom de « pièce de la manufacture ». Non loin de là, entre La Vedelle et Caville, deux anciens bâtiments de Bellarme étaient occupés par des usines (aujourd'hui scieries de M. Faisandier). Un moulin existait à Saint-Martin. Quant aux autres constructions, les habitants du voisinage se mirent de bonne heure, s'il faut en croire une tradition orale assez répandue, à les détruire graduellement et à s'y approvisionner comme dans de véritables carrières. Une partie des démolitions aurait servi à construire, non loin de là, le mur d'enceinte du principal cimetière de la ville.

Ainsi s'évanouissait, après tant de peines et tant de dépenses, cet établissement considérable, qui fut l'œuvre maîtresse de Lakanal, durant sa mission en Dordogne.

Certes, l'entreprise n'avait pas été entièrement vaine. Fixés dans leurs chantiers et leurs ateliers, des centaines de citoyens n'avaient pu prêter qu'une oreille distraite au bruit des discordes civiles et n'en avaient point subi les entraînements. Tenues en haleine par le grand œuvre patriotique et militaire qui s'élaborait, les populations avaient conspiré plus virilement au salut de la République. Enfin et surtout, jaillie du sol bergeracois au moment même où la France affrontait l'invasion de l'Europe coalisée, la manufacture avait contribué, au moins pendant quelques années, à la défense du sol

1. Arch. mun. Bergerac, Reg. débil. mun., à cette date.

2. *La Semaine religieuse... de Périgueux*, 1875, p. 686, note 1.

3. Ce plan se trouve à l'hôtel de ville de Bergerac, dans le bureau de l'agent-voyer.

national. Nous ignorons le nombre des armes qu'elle fournit, mais elle en fournit assurément par milliers. Créée par la guerre et pour la guerre, elle seconda la victoire, et c'est la victoire même qui, de concert avec une situation financière des plus critiques, vint brutalement briser son effort.

Cet effondrement, le rédacteur de l'Annuaire de la Dordogne le rappelait avec tristesse, en l'an XI, sans en discerner les raisons décisives : « L'arrondissement de Bergerac, disait-il, avait naguère une manufacture d'armes très importante, qui avait été élevée par les soins d'un délégué de la Convention nationale. Ce vaste établissement, ... qui renfermait quatre ateliers principaux et occupait journellement trois à quatre cents ouvriers, ... a été détruit avec la même rapidité qu'il avait été élevé... On n'a jamais conçu comment une manufacture aussi intéressante, qui avait coûté tant de sacrifices à cet arrondissement et qui bientôt n'aurait pas eu de rivale, a pu lui être enlevée sans aucun motif¹. » Ces regrets semblent d'autant plus justifiés que Bellarme, s'il eut survécu, aurait été la seule manufacture de la Dordogne. L'Annuaire de l'an XII disait, en effet : « Il n'existe pas de manufactures dans ce département². » Après l'activité industrielle de la période révolutionnaire, le Périgord retombait dans la torpeur économique dont il souffre encore aujourd'hui.

1. *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 101.

2. *Annuaire de la Dordogne*, an XII, p. 289.

CHAPITRE XIII

LAKANAL ET LES COUPES DE BOIS POUR LA MARINE

Tandis que, dans la Dordogne, Lakanal ordonnait les coupes de bois nécessaires aux besoins de la manufacture d'armes et à la réfection du pont de Bergerac, il en faisait faire aussi pour aider à la construction des vaisseaux de la République. Le représentant travaillait au succès des armées de mer, au moment même où l'établissement de Bellarme multipliait, sur le continent, « les instruments de nos victoires. »

Dès avant toute intervention de Lakanal, des bois avaient été coupés dans le département, pour servir aux besoins de la marine.

Ainsi, le 28 août 1793, on voit l'administration du district de Bergerac s'en remettre à des commissaires du soin de fixer le prix des transports de bois pour la marine ¹.

D'autre part, le 16 pluviôse an II (4 février 1794), alors que Lakanal se trouvait depuis près de quatre mois dans la Dordogne, le Comité de salut public avait pris un important arrêté qui divisait la France en quatre arrondissements pour l'exploitation de ses bois de marine — la Dordogne était comprise dans le 3^e arrondissement —, distribuait leur tâche aux ingénieurs et réglait en détail le mode d'exploitation. ². C'est cet arrêté que, le 14 ventôse an II (4 mars 1794), le Comité de salut

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, à cette date. Cette administration agissait sans doute conformément au décret du 15 août 1793, qui ordonnait aux autorités constituées de faciliter le transport des bois destinés au service de la marine (Duvergier, t. VI, p. 117).

2. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 67. Voir aussi *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n^{os} 27 et 100. Le 4 octobre 1793, la Convention avait autorisé le ministre de la Marine à faire marquer, dans les bois des particuliers, les arbres propres au service de la marine (Duvergier, t. VI, p. 255).

public notifiait spécialement à tous les représentants en mission¹. Le 19 pluviôse an II (7 février 1794), le citoyen Imbert, que nous rencontrerons à plusieurs reprises, était nommé, par le Comité de salut public, agent principal dans la Dordogne pour l'exploitation des bois de la marine, et chargé de faire abattre jusqu'au 1^{er} germinal an II (21 mars 1794) tous les bois propres au service de la marine².

Une première fois, Lakanal était intervenu pour transmettre à l'administration du département de la Dordogne une lettre des représentants Lequinio et Guezno, datée de Rochefort, 6 pluviôse an II (25 janvier 1794), qui demandaient à être instruits sur la quantité d'arbres qu'on pouvait extraire de la forêt de Chancelade, voisine de Périgueux³.

A la fin du même mois de pluviôse an II, Lakanal, d'accord avec Tallien, son co-délégué dans les départements du Bec-d'Ambès et de la Dordogne, avait « vu et approuvé » l'arrêté pris, le 19 pluviôse an II (7 février 1794), par Topsent et Guezno, représentants en mission dans la Charente-Inférieure, qui requéraient le citoyen Imbert de marquer, dans la Dordogne, tous les bois propres à la construction des vaisseaux et édictaient à cet égard de nombreuses prescriptions⁴.

Mais la principale mesure prise par le conventionnel, au sujet des coupes de bois pour la marine, est son arrêté du 19 pluviôse an II (7 février 1794)⁵.

1. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 528.

2. *Arch. nat.*, AF II 97, 718.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 23 et 24.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 708.

5. Les *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 13 et les *Arch. nat.*, AF II 96, 708, portent 9 pluviôse an II. Mais ces mêmes documents donnent, dans l'arrêté du département qui fait suite à celui de Lakanal, la date du 19 pluviôse an II. Les *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 26 et les *Arch. nat.*, AF II 96, 718, n° 41 donnent également la date du 19 pluviôse. — Peut-être Lakanal, quand il rendit cet arrêté, venait-il de recevoir l'arrêté du Comité de salut public, du 16 pluviôse an II. Les arbres requis par Lakanal auraient 15 pieds de hauteur et 12 pouces de diamètre. Les commissaires, nommés par les municipalités, devaient en faire le recensement dans les deux jours qui suivraient la réception de l'arrêté. Le troisième jour, les municipalités enverraient ce recensement aux administrations de district, avec des observations relatives à la qualité des arbres et aux facilités de transport. Le lendemain du jour où elles auraient reçu ces recensements et observations, les administrations de district les feraient passer à Lakanal.

Par cet arrêté, Lakanal, « considérant qu'il importe d'user de tous les moyens qui peuvent mettre la marine de la République sur un pied respectable, afin que la France, triomphante dans les camps, proclame bientôt sur les mers la grande charte de la souveraineté des peuples », arrêta que tous les ormeaux, chênes et hêtres ayant les dimensions voulues — qu'il indiquait — étaient mis en réquisition dans toute l'étendue du département pour la construction des vaisseaux. Ces arbres seraient payés à leurs propriétaires. Chaque municipalité chargerait des commissaires de procéder au recensement de ces arbres. Le représentant fixait ensuite diverses mesures de détail qui devaient faciliter l'exécution de son arrêté.

Le 20 pluviôse an II (8 février 1794), l'administration du département recevait cet arrêté. Elle répondait aussitôt à Lakanal qu'elle allait en assurer l'exécution, et elle invitait en même temps les districts à transmettre l'arrêté aux municipalités, Sociétés populaires¹, etc. Prévenues, les municipalités commencèrent à appliquer l'arrêté. Ainsi, le 23 pluviôse an II (11 février 1794), la municipalité de Périgueux nommait une Commission, qui s'adjoignait des menuisiers chargés de faire le relevé sur place de ces arbres, et qui, à cet effet, partageait le canton de Périgueux en quatre sections, pour chacune desquelles étaient désignés des commissaires². De même, la municipalité d'Angoisse nommait, le 28 pluviôse an II (16 février 1794), une Commission qui, accompagnée d'un menuisier, devait recenser, à travers la commune, les arbres ayant les proportions mentionnées à l'article 1^{er} de l'arrêté³. Il n'est pas jusqu'aux plus petites communes où l'arrêté du représentant ne fut exécuté avec soin. Ainsi, à Saint-Vincent-Jalmoutier, la municipalité, dès la réception de l'arrêté, le 24 pluviôse an II (12 février 1794), chargea cinq commissaires de parcourir la commune, en compagnie d'un charpentier ; sur les indications de ces commissaires, la municipalité dressa le tableau demandé, « avec les désignations les plus exactes et avec des observations sur la qualité des arbres, sur leur situation par rapport aux rivières,

1. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 26.

2. Clamageran, p. 50, 23 pluviôse an II.

3. H. Labroue. *La commune d'Angoisse (Dordogne) pendant la Révolution*, dans *la Révolution française* du 14 avril 1910, p. 318.

aux grandes routes, sur les facilités ou les obstacles à leur transport, pour être envoyés vers l'administration ^{1.°} »

Le citoyen Imbert reçut de Lakanal la mission particulière de veiller à l'exécution de cet arrêté ² et se mit notamment en relation avec la municipalité de Périgueux ³.

Comme les municipalités, les Sociétés populaires reçurent communication de l'arrêté de Lakanal, celle de Montignac, par exemple, le 26 pluviôse an II ⁴.

Rapidement communiqué, l'arrêté de Lakanal ne fut pas moins rapidement exécuté. Au commencement de ventôse an II, beaucoup d'arbres étaient déjà recensés; quelques-uns même, abattus. Le 7 ventôse an II (25 février 1794), Imbert ordonnait à un citoyen de conduire des bois à Port-la-Rivière, pour les y embarquer ⁵. Le 8 ventôse an II (26 février 1794), c'est l'administration du district de Montignac qui envoyait à Lakanal les tableaux du recensement des arbres fait dans vingt communes du district, en s'excusant de lui transmettre des renseignements tardifs et incomplets. Elle ajoutait que le district présentait des ressources très conséquentes pour la construction des vaisseaux, et que la Vézère, qui traversait le district, faciliterait le transport des bois ⁶. Le 17 ventôse an II (7 mars 1794), cette administration faisait passer au représentant la suite des tableaux remis par les communes du district de Montignac ⁶.

A son tour, le 22 ventôse an II (12 mars 1794), le district de Ribérac transmettait à Lakanal les recensements faits par un certain nombre de communes de ce district ⁷.

L'exécution de l'arrêté n'allait pas cependant sans faire des mécontents ni sans se heurter à des lenteurs excessives.

Les difficultés semblaient provenir des agents même chargés de l'exécution. Le 1^{er} germinal an II (21 mars 1794), par

1. Arch. mun. Saint-Vincent-Jalmoutier, Reg. délib. mun., f. 31.

2. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 124 bis.

3. Clamageran, p. 51, 52. La municipalité de Périgueux écrit à Imbert, le 28 pluviôse an II, qu'elle va, conformément à ses ordres, envoyer à Bergerac des équarisseurs et charpentiers de haute futaie.

4. Le Roy, p. 64.

5. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 124 bis.

6. Ibid., L 545, à cette date.

7. Ibid., L 783, à cette date.

exemple, l'administration du district de Bergerac, « instruite par une foule de municipalités » que les commissaires envoyés par Imbert « abusent de leur mission, soit en faisant abattre des arbres impropres à leur destination, soit en ne prenant aucune précaution pour empêcher qu'ils ne tombent sur les terres ensemencées », rendait Imbert responsable des dommages déjà commis ou qui pourraient l'être ¹.

On peut toutefois se demander si ces critiques étaient provoquées par la seule insouciance des commissaires; peut-être étaient-elles le fait de particuliers égoïstes, mécontents de voir couper leurs arbres, même moyennant indemnité.

Ailleurs, ces travaux marchaient parfois lentement. Le 11 germinal an II (31 mars 1794), l'agent national près l'administration du district de Montignac montrait la nécessité de couper et d'exploiter au plus tôt les bois destinés à la marine. Il préconisait le même moyen qu'avait employé Lakanal pour opérer la réfection révolutionnaire des routes, la mobilisation de toutes les bonnes volontés. Il disait — et c'est une preuve que le procédé avait réussi à Lakanal — : « le représentant Lakanal nous a donné la clé des grands travaux; usez de sa recette et comptez qu'elle produira les plus salutaires effets ² ». L'arrêté qui fut pris alors commençait ainsi : « Tous es bois qui auraient été coupés... et qui doivent l'être seront exploités par la levée en masse de tous les citoyens qui pourront être employés utilement ² ».

Au commencement de germinal an II, la coupe de bois n'en paraît pas moins achevée, dans l'ensemble du département. Le 1^{er} germinal était, en effet, le terme qu'avait fixé l'arrêté de Lakanal, du 19 pluviôse. Cette coupe, effectuée si promptement, en un mois, avait été abondante. Quelques mois plus tard, rendant compte de sa mission au Comité de salut public, Imbert écrira qu'à la date du 1^{er} germinal an II (21 mars 1794); il avait « fait abattre plus de 500 mille pieds cubes de bois ³ ».

Il restait à équarrir les troncs et à les expédier dans les arsenaux de constructions maritimes. C'est sur place qu'ils furent

1. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 331.

2. Ibid., L 520, 11 germinal an II.

3. Arch. nat., AF II 97, 718; lettre d'Imbert, du 12 fructidor an II.

équarris. On voit, par exemple, l'administration du district de Bergerac, dans un arrêté relatif à la distribution des grains, ordonner, le 8 floréal an II (27 avril 1794), que, par mesure exceptionnelle, « attendu l'urgence des travaux de la République et l'activité avec laquelle ils doivent être suivis, les ouvriers occupés... à l'équarissage des bois pour la marine recevront la ration d'une livre de pain ¹ ». On voit, de son côté, Imbert donner divers ordres en ce sens ², et demander notamment, en fructidor an II, des charpentiers pour travailler ces bois ³.

Quant au transport des bois, on semble s'en occuper sérieusement. Le citoyen Lestang, de Villamblard, fait des charrois à cet effet, non sans spéculer, il est vrai, sur cette entreprise, ce qui lui vaut d'être dénoncé à l'administration du district de Bergerac ³. Le 9 vendémiaire an III (30 septembre 1794), un membre de l'administration du département parlera de ces « transports de bois immenses que nous avons le bonheur d'offrir à la patrie ⁴ ».

Ainsi réussissaient à souhait les mesures ordonnées par la Convention et dont l'arrêté pris par Lakanal, le 19 pluviôse an II (7 février 1794), n'avait pas médiocrement contribué à assurer le succès.

Aussi s'explique-t-on assez peu — sinon peut-être par la malveillance — le contrôle que jugea à propos d'exercer sur les actes de Lakanal son collègue Romme, qui nous apparaît véritablement comme un esprit un peu étroit et chagrin, tatillon à coup sûr et peut-être jaloux. C'est Romme, en effet, qui, le 2 fructidor an II (19 août 1794), chargeait des commissaires d'aller à Bergerac, se rendre compte des travaux de construction du pont, de la manufacture d'armes, etc., et de « savoir si les bois [employés pour ces travaux] ont été pris sur ceux destinés à la marine ⁵ ». Or, à la même époque, le 12 fructidor an II (29 août 1794), Imbert, l'agent du Comité de salut public et de Lakanal, écrivait au Comité que, sur les 500.000 pieds

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 53.

2. Voir Clamageran, p. 51, et *Arch. dép. Dordogne*, L 673, n° 366 et 367.

3. *Ibid.*, L 356, n° 280.

4. *Ibid.*, L 12, à cette date.

5. *Ibid.*, L 368, n° 248.

cubes qu'il avait fait abattre, « cent mille sont à Rochefort ou à Bordeaux ; deux cent mille, sur le port des rivières de la Dordogne et de l'Isle, et le surplus, sur différents chantiers, qu'on équarrit ; j'espère ... les faire voiturer dans six décades ¹ ». L'arrêté de Lakanal avait donc obtenu plein succès. Un mois après son départ de la Dordogne, pareille attestation vengeait hautement le conventionnel des insinuations de son méticuleux collègue.

Les successeurs de Lakanal achèveront d'opérer le transport de ces bois dans les arsenaux. Le 20 frimaire an III (10 décembre 1794), notamment, Bordas prendra un arrêté à ce sujet ².

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 718. En même temps, Romme chargeait ces commissaires de recueillir soigneusement les réclamations qu'on pourrait élever contre son collègue. Voir plus haut, p. 58.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 183.

CHAPITRE XIV

LAKANAL ET LES TAXES RÉVOLUTIONNAIRES

1° Causes et principe de ces taxes. Impôt sur les riches inciviques. Impôt sur les riches en général. Impôt progressif. — 2° Nature de ces taxes : contributions volontaires ; réquisitions ; taxes individuelles ; taxes générales. — 3° Leur gestion. — 4° Usage qu'en fait Lakanal.

I°

Causes et principe de ces taxes.

Pour subvenir aux frais occasionnés par les importantes améliorations économiques et sociales que Lakanal entreprenait, il fallait de l'argent et beaucoup d'argent. Or, ce n'était pas du Trésor national que le représentant pouvait attendre des secours : le gouvernement se trouvait lui-même à bout de ressources ; il subvenait à peine aux besoins immédiats de la République.

C'est par exception qu'on voit le Comité de salut public intervenir pécuniairement en faveur de Lakanal, et encore est-ce tardivement. Ainsi, le Comité laissera à l'initiative du conventionnel le soin d'assurer l'institution et le fonctionnement de la manufacture d'armes, et ce n'est que quand la manufacture sera déjà bien en train que le Comité arrêtera, le 26 germinal an II (15 avril 1794), d'en mettre les dépenses à la charge de l'État¹.

N'ayant donc rien ou presque rien à attendre du gouvernement central, ne voulant pas, d'autre part, ajourner l'exécution des réformes qu'il méditait et qui faisaient en partie la raison d'être de la Révolution, Lakanal ne pouvait compter que sur lui-même ; il dut chercher dans la région directement

1. Voir plus haut, p. 404.

soumise à son autorité les ressources nécessaires à la réalisation de son programme administratif.

« Tape dur ! », lui avait dit, paraît-il, Danton avant son départ pour la Dordogne¹. Lakanal n'appliqua point ce conseil aux personnes. Mais, si le conventionnel ne s'en prit pas à l'existence des ennemis de la République, il mit, sans hésiter, la main sur leur argent ; il tapa dur sur leur caisse. C'est surtout, en effet, grâce aux taxes levées sur les « riches inciviques » que le représentant s'assura des ressources, travaillant ainsi du même coup à la répression des menées contre-révolutionnaires et à la satisfaction de ses besoins financiers.

Lakanal a, d'ailleurs, formulé lui-même le principe au nom duquel il levait les taxes révolutionnaires, et, à cet égard, son avis ne différait pas de celui de Roux-Fazillac. C'est parce que Roux-Fazillac considérait que « le superflu du riche doit être la propriété du pauvre² », qu'il faisait lever sur les riches de la Dordogne une taxe proportionnée à leur richesse et à leur incivisme, jusqu'à concurrence d'un million, destiné à « extirper complètement le fléau de la mendicité et venir au secours des malheureux³. » Roux-Fazillac écrivait encore : « Les hommes riches et inciviques vont continuer de faire ici les frais de toutes les dépenses extraordinaires qu'entraîne l'exécution des décrets sur la mendicité et les secours publics... Assez et trop longtemps ils se sont engraisés de la substance du pauvre. Il faut aujourd'hui que leur superflu lui procure le nécessaire³. »

Lakanal est plus explicite encore. Nous le voyons, à plusieurs reprises, considérer ces taxes révolutionnaires soit comme des représailles politiques envers des adversaires fortunés, soit comme des actes de justice sociale et d'utilité publique exigés des riches en général.

Impôt sur les riches inciviques.

D'une part, en effet, ce sont bien des espèces de représailles politiques que les mesures dirigées spécialement par Lakanal

1. Mignet, *Notice sur Lakanal*, p. 11.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 145. Voir aussi *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

3. *Ibid.*, AF II 171.

contre les riches inciviques. Le 27 brumaire an II (17 novembre 1793), pour assurer la continuation des travaux du pont de Bergerac, ne charge-t-il pas le Comité révolutionnaire de ce district « d'imposer une forte taxe sur tous les riches qui n'ont pas fait pour le triomphe de l'égalité et de la liberté, qu'ils abhorrent, des sacrifices qu'ils auraient faits pour l'affermissement de la tyrannie, qu'ils appellent vainement par de coupables vœux ¹ » ? N'écrit-il pas, le 15 pluviôse an II (3 février 1794), au Comité révolutionnaire d'Excideuil que c'est « sur les riches égoïstes et sans entrailles pour la patrie » que doivent être pris les fonds nécessaires à la garde des reclus ? Et n'ajoute-t-il pas : « Il est souverainement juste que des hommes qui n'ont été que figurants dans la scène de la Révolution, qui se sont tenus paisiblement au port lorsque le vaisseau national était battu par les tempêtes, aident la liberté de leur bourse, puisqu'ils n'ont pas voulu employer à sa défense leurs bras et leur courage » ? Il termine par cette parole significative : « Que le Comité révolutionnaire s'élève à la hauteur de sa mission et qu'il ait toujours devant les yeux ce principe sacré chez toute nation qui se régénère : l'ennemi du peuple n'a point de propriété ². »

Le 17 pluviôse an II (5 février 1794), Lakanal exprimait la même idée à peu près dans les mêmes termes : « Parcourez avec soin, écrivait-il au Comité révolutionnaire de Bergerac, la liste de tous les citoyens de votre arrondissement ; il en est qui sont entachés d'incivisme. Pesez fortement sur eux par une nouvelle taxe révolutionnaire. N'oubliez pas que, chez un grand peuple qui se régénère et qui, d'une main hardie, ressaisit ses droits à la souveraineté nationale, l'ennemi du peuple n'a point de propriété. » Il poursuivait : « Il en est qui ont toujours été figurants sur la scène de la Révolution, qui ont été inactifs sur le vaisseau national, lorsque les rameurs patriotes travaillaient à le sauver du naufrage. N'épargnez pas

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 710.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 505, à cette date. Le Comité de salut public n'écrivait-il pas aux administrateurs du département de la Dordogne : « Le citoyen que son incivisme doit faire exclure du service personnel doit contribuer de sa fortune à la défense de la patrie dans une proportion plus forte que ceux... qui ont concouru au succès de la Révolution » (*Bibl. mun. Périgueux*, fonds Lapeyre, n° 1789) ?

ces froids égoïstes ; enfants dénaturés, il est temps qu'ils fassent quelques sacrifices pour le salut de la mère commune, la patrie. »

Mais ces représailles collectives, ajoutait-il, ne devaient pas dégénérer en vengeances privées. « Loin de nous, dans le cours de ce travail important, les vengeances privées ! Qu'elles seraient petites, les passions humaines, devant la liberté qui nous appelle, devant la postérité qui nous attend, la couronne à la main ¹ ! »

Enfin, le 24 floréal an II (13 mai 1794), ne voit-on pas Lakanal écrire à la Société populaire de Bergerac : « Je ne me suis pas [seulement] toujours occupé à dévoiler la lèpre du cœur des aristocrates ; j'ai pensé quelquefois à rendre à mes frères les plébéiens l'argent qui leur avait été volé ² » ?

Impôt sur les riches en général. Impôt progressif.

Mais ce n'est pas uniquement par manière de répression et de précaution politique, pour enlever « aux ennemis de la patrie les moyens de lui nuire ¹ », que Lakanal levait ces taxes révolutionnaires. Il agissait aussi au nom de la justice sociale, au nom du droit du pauvre sur le riche, et, à ce titre, il frappait indistinctement tous les riches, bons ou mauvais citoyens.

C'est parce que, « dans une République, l'indigence est un crime social ; les secours publics, une dette commune ; l'instruction, un besoin pour tous » ; parce que c'est sur le pauvre qu'« ont pesé le plus les sacrifices commandés par la Révolution » ; parce que « le riche n'est digne de ses droits politiques qu'autant qu'il est le frère du pauvre, l'appui de l'orphelin, le consolateur du vieillard » ; parce qu'enfin « l'homme fortuné est bon ou mauvais citoyen ; que, dans le premier cas, il est doux pour lui de secourir ses frères indigents ; que, dans le second cas, la société pourrait le vomir de son sein, et qu'elle use d'indulgence si elle se borne à réclamer une partie de son superflu, pour assurer le nécessaire à ses véritables enfants » ; c'est pour ces raisons que le représentant,

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 52. Voir aussi Arch. dép. Dordogne, L 406, n° 6.

2. Clamageran, p. 13.

le 30^e jour du 1^{er} mois de l'an II (21 octobre 1793), ordonnait de lever sur les citoyens riches de Bergerac une somme destinée à l'organisation des secours publics et des écoles primaires dans cette ville¹.

Lakanal ne frappait pas uniformément tous les riches. Il les frappait d'autant plus qu'ils étaient plus riches. En effet, par ce même arrêté, il ordonnait que les citoyens dont les contributions foncière et mobilière réunies s'élèveraient à 600 livres et au-dessus paieraient une somme égale à la moitié de leurs contributions. Ceux dont les contributions s'élèveraient de 400 à 600 livres paieraient le tiers ; de 200 à 400 livres, le quart ; de 100 à 200 livres, le cinquième. En d'autres termes, il surimposait de 50 % les contribuables de plus de 600 livres ; de 33,33 %, ceux de 400 à 600 livres ; de 25 %, ceux de 200 à 400 livres ; de 20 %, ceux de 100 à 200 livres. C'était un véritable impôt progressif, basé sur le chiffre des contributions, que Lakanal établissait. Le représentant faisait là une application du décret voté par la Convention, le 18 mars 1793, sur le rapport de Barère. Ce décret disait, en effet, que, « pour atteindre à une proportion plus exacte dans la répartition des charges que chaque citoyen doit supporter en raison de ses facultés, il sera établi un impôt gradué et progressif sur le luxe et les richesses tant foncières que mobilières². »

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, à cette date. Arch. nat., AF II 96, 707.

2. *Moniteur* du 20 mars 1793 et Duvergier, t. V, p. 252. Déjà, le 24 novembre 1792, la Convention avait décrété qu'à Paris, les revenus supérieurs à 900 livres seraient imposés, d'après la cote d'habitation, d'une cote additionnelle, en forme d'impôt progressif (Aulard, *Hist. pol.*, p. 453). Le 9 mars 1793, la Convention décidait d'établir une subvention de guerre qui ne pèserait que sur les riches (Duvergier, t. V, p. 238). Le décret du 3 septembre 1793, qui établissait un emprunt forcé, faisait peser une forte taxe progressive sur le revenu, jusqu'à 9000 livres de revenu ; au-delà de cette somme, la taxe équivalait, en outre des 4.500 livres dues pour 9.000 livres, à la totalité de l'excédent (*Ibid.*, t. VI, p. 177 et suiv.). La contribution extraordinaire de guerre décrétée le 17 prairial an II sera basée sur le même principe (*Ibid.*, t. VII, p. 227).

M. René Stourm a prétendu que « non seulement, pendant ses dix ans d'existence, la Révolution n'établit pas d'impôt progressif, mais, en maintes occasions, elle protesta contre son principe » ; en conséquence, « il ne faut pas commettre l'imprudence d'abandonner le droit chemin de l'impôt proportionnel tracé par la Révolution », et il faut respecter les « saines inten-

C'est avec énergie que le représentant était décidé à poursuivre la levée des taxes imposées aux riches. Le Comité révolutionnaire de Bergerac écrivait à certains citoyens : « Lakanal... est venu au milieu de nous ; il a vu nos besoins et il faut qu'ils disparaissent devant lui ; pour le secourir, nos moyens sont dans vos mains. Vous ne vous étonnerez donc pas que la patrie, qui garantit vos propriétés, exige de vous, par notre organe, une légère portion de ces biens que vous ne devez qu'au hasard. » Quiconque refuserait serait « réputé suspect et traité comme tel ¹. » Dans une lettre à l'administration du district de Bergerac, Lakanal montrait bien qu'il poursuivrait sans défaillance l'acquittement de ce qu'il considérerait comme un devoir de justice sociale. Il faut indemniser écrivait-il, les parents des défenseurs de la patrie ; « s'il n'y avait pas assez de fonds pour acquitter cette dette sociale et sacrée, je saurais vendre jusqu'à la dernière chemise du riche ². »

Par contre, et toujours dans un sentiment de justice, le représentant exemptait de taxes des citoyens qui, quoique riches, lui semblaient dignes d'intérêt. La femme Laplasselle,

tions du législateur ». M. Stourm cite bien le décret du 18 mars 1793, mais pour affirmer que ce décret ne reçut aucune application. Il mentionne aussi le décret du 3 septembre 1793, mais pour constater que les impôts ne sont point des emprunts (R. Stourm, *La Révolution et l'impôt progressif*, dans *l'Économiste français*, 20 mai 1899, p. 664 et 665).

On peut observer que M. Stourm donne un sens équivoque au mot Révolution ; il paraît confondre, sous le même nom, d'une part, les principes qui constituent la Révolution et les actes conformes à ces principes, et, d'autre part, la période de 1789-1799, avec tout ce que cette période contient d'actes conformes ou contradictoires à ces principes. En outre, M. Stourm ne fait pas état de décrets tels que ceux des 24 novembre 1792 et 17 prairial an II. Enfin, avant d'affirmer que le fameux décret du 18 mars 1793 resta lettre morte, il faudrait prouver que les commissaires de la Convention ne s'en inspirèrent point, dans les nombreuses mesures fiscales qu'ils prirent à travers la France. L'exemple de Lakanal infirme la thèse de M. Stourm. Et les actes de Lakanal, en cette matière, sont très représentatifs de ceux de beaucoup de ses collègues. Si l'impôt progressif est un des aspects du socialisme, Lakanal et un grand nombre d'autres conventionnels furent, sur ce point, socialistes, non seulement en théorie, mais dans la pratique.

1. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 131. Voir aussi Arch. historiq. Gironde, 1866, p. 546.

2. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 179.

de la commune de Neussannes, avait été frappée d'une taxe révolutionnaire. Mais, « ses biens étant par indivis et n'en ayant que le tiers, les autres deux tiers étant à ses deux frères, qui sont aux frontières, le représentant a ordonné verbalement de ne pas la faire payer¹. » Lestang, négociant à Villamblard, avait été taxé et avait acquitté sa taxe. Mais un arrêté de Lakanal, en ventôse an II, « lui remit sa taxe, comme ayant cinq fils aux frontières. Le receveur lui a remboursé¹. » Gay (de Saint-Georges-de-Monclard) devait payer 500 livres; il fut exempté de 167 livres, car « il est aux frontières. » On pourrait citer encore d'autres circonstances où le représentant déchargea de contributions révolutionnaires des citoyens dont, à ses yeux, le civisme et le patriotisme acquittaient déjà suffisamment la dette sociale¹.

2°

Nature de ces taxes.

On peut distribuer en quatre groupes les ressources exceptionnelles que Lakanal cherchera à se procurer : 1° les dons patriotiques ; 2° les réquisitions ; 3° les taxes individuelles ; 4° les taxes générales.

Contributions volontaires.

Dons en nature et dons en argent, telles furent les deux espèces de contributions volontaires que favorisa le conventionnel.

Dons en nature. — Nous nous bornerons à rappeler, pour y avoir insisté ailleurs, les ressources que Lakanal tira de l'argenterie des églises. Le représentant n'eut qu'à se féliciter de la « docilité » avec laquelle les prêtres répondirent à son appel. Les objets du culte ne furent pas utilisés sur place, il est vrai. On les envoya à la Convention².

Parfois des citoyens, soit patriotisme, soit habileté, faisaient acte de générosité, sous les yeux du conventionnel. Tel fut le

1. Arch. mun. Bergerac, G 2, Registre des taxes révolutionnaires.

2. Voir p. 155 et suivantes.

cas de Jean Lespinasse qui, le 6 floréal an II (25 avril 1794), écrivait à Lakanal : « Je ne t'ai point parlé... de la ci-devant église des Récollets, que j'ai acquise de la nation pour 22.000 livres, ni des réparations que j'y ai faites... Étant informé que la Société républicaine désire avoir ce local en propriété, d'après ton consentement..., j'attends tes ordres pour me rendre devant toi et faire à ce sujet tout ce qui te sera agréable ¹. » Il paraît que le représentant prit « intérêt à la réussite de cette affaire ². » Le 14 messidor an II (2 juillet 1794), Lespinasse cédait, au prix coûtant, le local à la Société. Il s'en fallait, on le voit, que cette cession constituât un don en nature. Mais la vente, sans bénéfices, d'un immeuble qu'il avait acquis à bon compte semblait à Lespinasse un sacrifice assez grand pour que, plus tard, sous le Directoire, il en demandât l'annulation ³.

Dons en argent. — On peut rapporter à la catégorie des dons patriotiques les efforts réalisés par Lakanal pour procurer, par le change des assignats, du numéraire à la Convention. Déjà, le 1^{er} jour du 2^e mois de l'an II (22 octobre 1793), Roux-Fazillac écrivait de Périgueux à la Convention : « Nous éprouvons dans ce département un autre embarras... L'or et l'argent abondent de toutes parts chez les receveurs des districts ;... l'affluence est telle qu'il ne nous reste plus d'assignats. Je demande donc à la Convention... d'envoyer à Périgueux, le plus promptement possible, deux millions d'assignats ⁴. » Un peu plus tard, Roux-Fazillac écrivait encore : « Nous sommes toujours ici dans l'extrême embarras des richesses, ne sachant que faire de notre or et de notre argent. Il n'y a pas moyen de payer les dépenses ordinaires avec ces monnaies métalliques, car personne n'en veut ⁵. »

Lakanal ne favorisait pas moins le cours des assignats, et il n'arrivait pas à de médiocres résultats. Ainsi, le 4 frimaire an II (24 novembre 1793), il ordonnait au receveur général de

1. Arch. mun. Bergerac, fonds Blanc.

2. *Ibid.*, P 1, lettre de la Commission des revenus des biens nationaux, du 12 brumaire an IV. Voir aussi *Ibid.*, Reg. délib. mun., 2 pluviôse an IV, f. 105 et 106.

3. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 576.

4. *Ibid.*, t. IX, p. 613.

la Dordogne de payer au receveur du district de Belvès la somme de 20.000 livres en assignats, en remboursement d'une pareille somme en numéraire qu'il avait versée au Comité révolutionnaire de Bergerac et qui parviendrait incessamment à la Convention ¹.

Le lendemain, 5 frimaire an II (25 novembre 1793), Lakanal écrivait à la Convention, au sujet du change des assignats : « Voici un avis pour les agioteurs ; parmi plusieurs traits propres à leur prouver que leur règne est passé, j'ai retenu ceux-ci. Un habitant d'une commune voisine a quelques dettes à payer. Tous ses moyens sont dans un assez bon nombre de *pièces d'argent* de 6 livres. On les refuse. Il voit à Bergerac un négociant auquel ses relations journalières le lient, et n'obtient, à titre de service amical, que l'échange de 25 de ses pièces contre trois assignats républicains de 60 livres. Un autre se présente chez un boucher, pour acheter de la viande, mais il n'a qu'une de ces pièces qu'on appelait jadis *louis*. « Je ne connais pas cette monnaie, lui dit le boucher ; mais prends toujours la viande ; tu la paieras quand tu pourras. »

Après avoir cité ces faits, Lakanal ajoutait : « Pour prouver à la Convention... la nécessité d'une mesure à cet égard, je me borne de (*sic*) lui dire que je lui envoie 20.000 livres en or ou en argent, provenant des échanges faits dans le district de Belvès. Le receveur me mande que sa caisse est épuisée, et qu'il sera bientôt forcé de renvoyer tous les portraits d'or et d'argent de Capet, dont on ne veut plus sur la terre de la liberté, où les contre-révolutionnaires les avaient enfouis de désespoir.

« Depuis plusieurs jours, on m'adresse la prière d'établir une Caisse d'échange ; elle sera ouverte demain ². »

Rien ne prouve que cette Caisse fut ouverte. Toujours est-il que l'apport de numéraire ainsi obtenu procurait déjà au Trésor des ressources appréciables. Il est vrai que c'est encore le Trésor seul qui profitait de ces ressources.

D'autres contributions volontaires vont servir, sur place, à couvrir les frais de travaux ordonnés par le conventionnel. Peu

1. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 153, et 406 à cette date.

2. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703.

après son arrivée à Bergerac, le représentant prend des mesures pour provoquer des contributions volontaires de la part des riches. C'est le 30^e jour du 1^{er} mois de l'an II (21 octobre 1793) que, « considérant qu'il est des personnes riches que l'indifférence ou l'égoïsme a pu porter, dans des circonstances critiques, à ne faire presque aucun sacrifice pour la Révolution dont l'affermissement leur assure une jouissance à jamais paisible de leur bien », Lakanal et le Comité révolutionnaire de Bergerac décidaient que ces citoyens « seront éclairés sur leurs vrais intérêts et invités à se départir en faveur de la nation de... [leur] superflu¹ ». Il faut croire que les riches furent réfractaires à cette invitation, puisque, à la date du 18 messidor an II (6 juillet 1794), alors que les taxes révolutionnaires imposées aux citoyens avaient fourni 676.720 livres, les dons volontaires ne s'étaient élevés qu'à 912 livres, et cela pour tout le district de Bergerac².

En une circonstance, le conventionnel crut devoir provoquer particulièrement les dons patriotiques des citoyens. Ce fut à l'occasion des travaux de navigation du Dropt³, que Lakanal alla activer sur place, dans les premiers jours de thermidor an II. A cette époque, en effet, Lakanal prend plusieurs arrêtés en vertu desquels des citoyens devaient se rendre près des diverses Sociétés populaires de la région du Dropt, et les inviter, « au nom de la prospérité nationale », à « concourir, par les dons patriotiques, à l'exécution du plan de navigation du Dropt⁴ ». Il écrit à l'agent national du district de Lauzun qu'il faut, par des commissaires, « provoquer des contributions volontaires⁴ ». On le voit faire verser dans la caisse du trésorier de la commune de La Sauvetat « les dons patriotiques offerts par les citoyens et citoyennes pour la navigation du Dropt⁴ » ou, dans la caisse du receveur du district de Lauzun, les fonds offerts par les communes de ce district⁵. C'est pour seconder les vues du représentant que la Société populaire de Monségur envoie à la municipalité de Roquebrune deux commissaires, chargés d'ac-

1. Arch. dép. Dordogne, L 403, à cette date.

2. Ibid., L 407, à cette date.

3. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les travaux publics* (2^e partie).

4. Arch. nat., AF II 96, 706.

5. Ibid., AF II 96, 710.

tiver la transmission des dons faits par les habitants de Roquebrune, en vue des travaux du Dropt¹.

Il semble que les populations riveraines du Dropt aient assez allègrement souscrit à l'exécution de travaux dont elles reconnaissaient l'utilité immédiate. Nous possédons un certain nombre des états dressés, au commencement de l'an III, par des administrations municipales et des receveurs du district de la Réole, « relativement aux dons volontaires et forcés imposés par... Lakanal, pour les travaux du Dropt, en thermidor an II². » D'ordinaire, ces états mentionnent sous une rubrique spéciale les dons volontaires, tandis que les « dons forcés » ou taxes sont signalés sous une autre rubrique. Ainsi, dans la commune de Monségur, le total des dons volontaires inférieurs à 50 livres s'éleva à 1.316 livres, et 70 personnes environ firent des dons supérieurs à 50 livres. Dans la commune de Dieulivol, aucune taxe ne fut imposée; le chiffre des dons s'y éleva à 28.557 livres. Il en fut de même dans la commune de Saint-Sulpice (10.982 livres de dons). La municipalité de Camiran constate que, dans sa commune, 4.700 livres « ont été comptés volontairement, pour concourir aux frais des... écluses du Dropt », et que les citoyens qui ont versé « n'entendent point réclamer leurs sommes, pourvu néanmoins que les travaux se continuent³.

Cet empressement, il est vrai, ne fut pas unanime. Le représentant blâme le maire et les officiers municipaux de la commune de Rimons de n'avoir pas fait de dons patriotiques pour la navigation du Dropt, de n'avoir pas provoqué les souscriptions des citoyens de leur commune, et il leur ordonne d'assembler les citoyens, pour les inviter à souscrire³. Il agit de même, et dans les mêmes circonstances, envers la municipalité de Pellegrue⁴.

1. *Arch. dép. Gironde*, L 1053.

2. Les états furent dressés conformément au décret du 13 frimaire an III. Voir Duvergier, t. VII, p. 422, qui date cet arrêté du 13 frimaire an II; il faut lire an III.

3. *Arch. nat.*, AF II 96,710.

4. C'est du moins ce que déclara Joseph Lapeyre, dans la dénonciation qu'il adressa à la Convention, contre Lakanal, au commencement de l'an III. Lakanal aurait menacé de destituer la municipalité de Pellegrue, parce que les habitants de cette commune n'avaient pas souscrit aux tra-

Des citoyens fortunés mettent-ils de la mauvaise grâce à desserrer les cordons de leur bourse ? Le représentant s'indigne. Il déclare que l'un « a frustré la nation, puisque son don patriotique et tout ce qu'il a fait pour la Révolution ne se portent qu'à la modique somme de 300 livres¹ » ; qu'un autre « a volé la nation, en ne donnant pour don patriotique que la modique somme de 400 livres¹ » ; qu'un troisième « n'a pas rougi d'offrir pour don patriotique la modique somme de 60 livres¹ » ; qu'un autre enfin « a volé à la nation, en ne donnant que la modique somme de 150 livres pour sa contribution patriotique¹ ». Lakanal, pour faire fléchir les résistances, recourait alors soit à l'intimidation, soit à des arrêtés. Il obtenait alors des « dons forcés », dont nous parlerons un peu plus loin.

D'autres contributions volontaires furent provoquées par le conventionnel en faveur des soldats. Lakanal s'élevait contre ceux qui ne donnaient pas assez, déclarant qu'un tel « a outragé la patrie, en ne donnant, dans tout le cours de la Révolution, que la somme de douze livres pour les braves volontaires¹ » ; que tel autre est répréhensible, qui n'a versé que 18 livres « pour nos braves frères d'armes¹ » ; tel autre, 50 livres¹. Lakanal ira jusqu'à faire reclure, pour cette seule raison, un citoyen très riche, qui « a eu l'impudence de s'inscrire à la Société populaire pour 20 sols, pour nos braves volontaires¹. »

Tel fut le bilan des contributions volontaires provoquées par Lakanal. On voit que, si les dons en nature furent assez abondants, les dons en argent furent parfois dérisoires. Le représentant, quelle que pût être sa candeur, n'était pas vraisemblablement sans s'attendre à ce médiocre résultat. Peut-être aussi avait-il dans l'idée, en provoquant ces manifestations égoïstes, d'en tirer parti, pour en paraître surpris quand elles se produisaient, pour enfler la voix, gronder et frapper alors leurs auteurs de taxes obligatoires.

vaux de navigation du Dropt. Il aurait ordonné à ces magistrats d'assembler sur-le-champ les habitants, pour provoquer leurs souscriptions, et aurait chargé l'agent national de lui rendre compte, dans les trois jours, de l'exécution de cet ordre (*Arch. nat.*, D^{III} 351) Cette mesure de Lakanal n'a rien d'in vraisemblable. Mais les taxes, ainsi obtenues, perdaient tout caractère de spontanéité.

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

Réquisitions.

Nous ne parlerons que pour mémoire d'une autre forme de contributions, contributions en nature ou en travail, individuelles ou collectives. Tantôt, ce sont des réquisitions de grains, faites sur divers districts. Tantôt, ce sont des réquisitions individuelles, quand Lakanal fait venir des armuriers, des menuisiers, des serruriers à la manufacture d'armes ; des bouviers ou des bateliers aux travaux du pont de Bergerac. Réquisitions collectives, quand il appelle à une levée en masse les populations, pour contribuer à la réfection des routes ou aux travaux de navigation du Dropt. Nous examinons ailleurs, dans le détail, en quoi consistaient ces réquisitions et quels en furent les résultats ¹.

Rappelons ici seulement que, quelle que fut la nature de ces réquisitions, une indemnité était toujours accordée, même lors des réquisitions collectives pour les travaux des routes et du Dropt.

Taxes individuelles.

Il n'était pas interdit aux représentants en mission de lever des taxes révolutionnaires, ou plutôt cette interdiction ne dura qu'un jour. Le 18 frimaire an II (8 décembre 1793), la Convention votait cette interdiction, pour rapporter le lendemain, 19 frimaire an II (9 décembre 1793), le décret de la veille ².

1. Voir nos chapitres sur *Lakanal et les subsistances*, — *la manufacture d'armes*, — *les travaux publics*. Dès le 24 septembre 1792, la Convention autorisait un certain nombre de ses commissaires à ordonner des réquisitions. Elle généralisa cette autorisation en janvier 1793. Voir plus haut, p. 42, 43. Sous la réaction thermidorienne, la Société populaire de Sainte-Foy, dans la dénonciation qu'elle fera de Lakanal à la Convention, accusera le représentant, avec une exagération évidente, d'avoir provoqué la « famine » par ses nombreuses réquisitions d'ouvriers et de bestiaux (*Arch. nat.*, D^{III} 351). Lakanal se souciait de conjurer la famine plus que de la provoquer.

2. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 257 et 614. C'est à ces deux votes contradictoires que se rapporte le billet écrit par Lakanal, le 25 frimaire an II (15 décembre 1794) au Comité révolutionnaire de Montignac : « 1^o Le décret qui prohibe toute taxe sur l'égoïste ne vous est pas transmis officiellement ; 2^o la Convention a ratifié mes mesures, en décrétant l'insertion

Dans certains cas, Lakanal frappa de taxes spéciales des individus contre qui il avait des griefs particuliers. Un nommé Meynard, riche incivique, avait-il dilapidé le mobilier du château de Pile? Lakanal, par arrêté du 16 frimaire an II (6 décembre 1793), le frappait, en lui ordonnant de verser 50.000 francs pour les indigents¹. Le représentant leva bien d'autres taxes sur des citoyens qu'il désignait expressément, mais ces taxes, quoique nominales, se rattachent à un ensemble de mesures générales que nous allons examiner brièvement.

Taxes générales.

C'est surtout par l'établissement de taxes générales que Lakanal se procura les ressources qui lui étaient nécessaires, que ces taxes fussent levées sur un nombre d'individus plus ou moins considérable. Voici ces principales taxes.

1° Par arrêté du 26 brumaire an II (16 novembre 1793), Lakanal, en même temps qu'il affranchissait de tous droits les piétons qui passeraient la Dordogne sur le bac de Bergerac, chargeait la municipalité d'arrêter une taxe uniforme pour les citoyens à cheval, les charrettes, les voitures, etc. Cette taxe devait être faible pour les charrettes, modérée pour les chevaux, et elle devait peser fortement sur les voitures².

2° Dès le 30^e jour du 1^{er} mois de l'an II (21 octobre 1793), Lakanal, d'accord avec le Comité révolutionnaire³ et la Société populaire⁴ de Bergerac, avait rendu un arrêté aux termes duquel serait levée sur les citoyens riches de la commune de Bergerac une somme destinée à l'amélioration de l'hôpital, à

de ma lettre au *Bulletin*. Versez » (*Arch. dép. Dordogne*, L 587, à cette date). Le décret du 14 frimaire an II portait (section III, art. 20) : « Les taxes révolutionnaires des représentants du peuple n'auront d'exécution qu'après avoir été approuvées par la Convention » (*Duvergier*, t. VI, p. 393). Comme les représentants étaient tenus de faire part à la Convention des mesures qu'ils prenaient, le silence de l'Assemblée équivalait à son acquiescement.

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 406, à cette date. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 26. On peut reconnaître là encore une forme d'impôt progressif (voir p. 480).

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 35.

4. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. Société populaire, 30^e jour 1^{er} mois an II.

l'organisation des secours publics et à l'établissement provisoire d'écoles primaires dans cette ville. La taxe, à principe progressif, était basée sur le chiffre des contributions foncière et mobilière à partir de 100 livres. La répartition serait faite d'après les rôles de 1792.

Le Comité révolutionnaire de Bergerac serait chargé de la perception. Il préviendrait les citoyens riches par une circulaire ainsi conçue : « Au nom de la patrie et de l'humanité, N... paiera, pour les secours dus à ses frères indigents et pour l'organisation provisoire des écoles primaires, la somme de..., proportionnelle ¹ à ses contributions foncière et mobilière ». Cette somme serait payée en trois portions égales, dans un délai fixé. Tout citoyen qui, dans ce délai, refuserait d'acquitter cette « dette sacrée », serait réputé ennemi du peuple, déclaré suspect et traité comme tel.

Les sommes levées en vertu de cet arrêté seraient versées dans une caisse à trois clefs, dont une serait remise au président du Comité révolutionnaire, la deuxième, au maire, la troisième, au président de la Société populaire de Bergerac. Il ne pourrait être tiré de cette caisse aucune somme que sur un mandat de l'administration du district et du Comité révolutionnaire, et sur un arrêté de la Société populaire ².

Lakanal avait chargé le Comité révolutionnaire de la répartition des taxes. Ce Comité prenait, dès le 22 octobre 1793, un arrêté conforme à celui du représentant ³ ; le 6 brumaire an II (27 octobre 1793), il consacrait ses séances du matin et du soir à parcourir la liste des citoyens fortunés de la commune, et fixer la somme que devrait verser chacun d'eux ⁴.

3° Près d'un mois plus tard, le 27 brumaire an II (17 novembre 1793), Lakanal ordonnait au Comité révolutionnaire de

1. La taxe n'était pas proportionnelle, mais progressive, comme nous l'avons montré, p. 480. Le terme d'impôt progressif était pourtant employé couramment, du moins par les esprits cultivés, en opposition au terme d'impôt proportionnel. Voir, par exemple, l'article de Condorcet dans le *Journal d'instruction sociale* du 1^{er} juin 1793, p. 11 à 24 (*Bibl. nat.*, Lc 2/785). Le décret du 18 mars 1793 parlait d'un « impôt gradué et progressif. »

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, 30^e jour 1^{er} mois an II, *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

3. *Archiv. historiq. Gironde*, 1866, p. 546.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 46.

Bergerac de lever une taxe non plus; cette fois, dans la commune mais dans le canton de Bergerac, sur tous les riches qui n'avaient pas fait de grands sacrifices pour la Révolution¹. » Ces taxes couvriraient les dépenses qu'entraîneraient la démolition des châteaux, l'indemnité accordée aux membres des Comités révolutionnaires, les travaux publics, etc.

En conséquence de cet arrêté, le Comité dressa la liste des citoyens à taxer, avec le montant de leurs taxes. Le total s'élevait, pour le canton de Bergerac, le seul en question, à la somme de 195.200 livres. Lakanal approuva ce tableau. Il ordonna au Comité révolutionnaire d'opérer le recouvrement des taxes dans les proportions ci-après : 1° Un tiers serait payé 24 heures après la notification à domicile ; 2° le second tiers, un mois après ; 3° deux mois seraient accordés pour l'entier recouvrement des sommes imposées. Les fonds perçus seraient versés dans la Caisse à trois clefs¹.

Des lettres à cet effet furent alors écrites par le Comité aux citoyens imposés. « Citoyen, disait une de ces lettres, ... le Comité vous prévient que, par son arrêté du 22 octobre, suivant l'ordre du représentant du peuple, vous êtes imposé pour une taxe de 1.000 livres, que vous devez payer en trois pactes égaux, à peine d'être réputé suspect et traité comme tel. Épargnez-nous donc la peine de recourir à des mesures rigoureuses qui, sans vous dispenser d'obéir, seraient la cause d'un retard qui empêcherait le bien qui doit ajouter à votre bonheur... Le citoyen Blanc,

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 50. Voir aussi *Arch. dép. Dordogne*, L 406, à cette date, et *Arch. nat.*, AF II 96, 710. Le canton de Bergerac comprenait les communes de Bergerac, Creysse, Saint-Germain, Cours de-Pile et Mons (*Arch. mun. Bergerac*, G 2, Reg. des taxes révolutionnaires). Les riches inciviques de la commune de Bergerac se trouvaient donc frappés par deux arrêtés successifs de Lakanal (21 octobre 1793 et 27 brumaire an II). Mais ils ne payèrent qu'une taxe. En effet, le total des taxes levées dans le canton de Bergerac en vertu de l'arrêté du 27 brumaire s'éleva à 195.200 livres, et le total des taxes levées dans ce canton dans tout le cours de l'an II fut sensiblement le même, soit 197.500 livres (*Ibid.*). En outre, le Comité, en levant des taxes sur les citoyens de la commune de Bergerac, invoquera simultanément son arrêté du 22 octobre 1793 (pris conformément à celui de Lakanal, du 21 octobre) et l'arrêté de Lakanal du 27 brumaire (notamment en ce qui concerne le mode de recouvrement). Voir aussi la correspondance du commissaire Blanc avec Métivier, taxé à 161 livres 14 sols, aux *Arch. mun. Bergerac*, fonds Blanc.

membre du Comité, est chargé de faire la levée des taxes imposées pour notre canton ¹. »

Cette levée fut sans doute opérée trop lentement, au gré de Lakanal, puisque, le 1^{er} frimaire an II (21 novembre 1793), le Comité, sur les instances du représentant écrivait vingt-quatre lettres à divers citoyens, pour les inviter à payer leurs taxes ². Le Comité en écrivait encore, dans ce sens, à la date du 6 frimaire an II (26 novembre 1793) ³.

L'argent rentrait pourtant peu à peu. Le 5 frimaire an II (25 novembre 1793), Lakanal pouvait écrire à la Convention, à propos des secours donnés aux pauvres, grâce à ces taxes : « Linge, habits, pain, logements, comme des ateliers de travail, j'ai su tout obtenir ; j'ai tout trouvé dans les coffres de l'opulence ⁴. »

Quatre jours plus tard, le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), l'administration du district de Bergerac, dans une adresse qu'elle projetait d'envoyer à la Convention, écrivait aussi : « Des agences de secours ont été établies..., parce que le riche a été forcé de briser son coffre-fort, et l'égoïste, de céder une partie de son superflu ⁵ ».

4° C'est pour subvenir aux besoins de la manufacture d'armes de Bergerac que, le 16 frimaire an II (6 décembre 1793), Lakanal levait de nouvelles taxes, cette fois sur les neuf districts du département. Il leur ordonnait de verser chacun 50.000 francs dans la caisse du receveur du district de Bergerac. Ces taxes seraient levées sur les riches inciviques. « Je me promettais, écrivait Lakanal à la Convention dès le 6 frimaire an II (26 novembre 1793), de créer facilement cette manufacture, sans qu'il en coûtât un sou au Trésor national ni un murmure à la justice. Mes moyens, puisés presque tout entiers dans la bourse des égoïstes, justifiaient mes espérances ⁶ ».

Nous avons eu lieu de voir en détail quel accueil fut fait par les districts à cette demande de taxes, comment Lakanal en

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 131.

2. *Ibid.*, f. 149.

3. *Arch. historiq. Gironde*, 1866, p. 546.

4. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 703.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 161.

6. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 723.

assura le recouvrement, combien les protestations de Roux-Fazillac étaient peu fondées et comment enfin, malgré des résistances partielles et momentanées, Lakanal se procura de ce chef 400.000 francs environ, que bientôt d'ailleurs le Trésor national lui remboursait¹.

5^e Deux mois plus tard, les 16 et 17 pluviôse an II (4 et 5 février 1794), le conventionnel écrivait aux Comités révolutionnaires du département, pour leur ordonner de lever sur les riches une nouvelle taxe, destinée cette fois à couvrir les frais occasionnés par les travaux de navigation et par la construction du pont de Bergerac. « Arrêtez, leur disait-il, la permanence de vos séances, jusqu'à la confection du travail que je vais vous léguer. » Il invitait ces Comités à frapper d'une nouvelle taxe les riches inciviques, « enfants dénaturés » de la patrie. Il ajoutait : « Lorsque le tableau sera dressé, faites-le moi tenir sans retard, pour que je l'approuve et qu'il soit mis de suite en recouvrement. Ne laissons pas aux ennemis de la patrie les moyens de lui nuire ; à ses véritables amis, le temps de désirer² ».

Les Comités révolutionnaires se conformèrent bien vite à l'arrêté de Lakanal. Ainsi, le 22 pluviôse an II (10 février 1794), celui de Montignac consacrait sa séance à dresser le tableau des individus taxés et des sommes imposées ; le 23, il envoyait au représentant ce tableau, d'après lequel 249.200 livres devaient être levées sur les riches inciviques, et 51.600 livres, sur les insoucians : au total, 300.800 livres³. De même, on voit, à cette époque, le Comité révolutionnaire de Sarlat s'occuper « d'asseoir la taxe ordonnée par Lakanal sur les inciviques égoïstes⁴ ».

C'est sans doute pour préparer la levée de ces taxes que Lakanal envoyait à certains citoyens fortunés des questionnaires tels que celui-ci, directement inspiré de celui que les Jacobins de Paris posaient aux candidats, dans le cours de leurs opérations épuratoires :

1. Voir notre chapitre sur *Lakanal et la manufacture d'armes*, p. 401 et suivantes.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 52. *Arch. dép. Dordogne*, L 406, n° 6.

3. *Ibid.*, L 584, 22 et 23 pluviôse an II.

4. *Ibid.*, L 582, compte décadaire du 20 au 30 pluviôse an II.

« Lakanal... ordonne au citoyen Lespinasse (du Pont) de répondre par écrit, dans quatre jours pour tout délai, aux questions suivantes :

- 1° Quelle était ta fortune en 1789 ?
- 2° Quelle est ta fortune actuelle ?
- 3° Quels sacrifices pécuniaires as-tu faits pour la Révolution ?
- 4° As-tu rempli des fonctions publiques depuis 1789 ?
- 5° De quelle utilité es-tu à ton pays ?

Les réponses à ces questions seront vérifiées avec un soin extrême. L'imposture sera punie de la réclusion ¹ ».

Mais Lakanal eut probablement lieu de suspecter l'exactitude de renseignements ainsi obtenus. Aussi s'informait-il de préférence, non auprès des intéressés, mais auprès des Sociétés populaires et des administrations.

Le 29 floréal an II (18 mai 1794), le Comité révolutionnaire de Bergerac décidait, à son instigation, d'écrire à onze Sociétés populaires du district, celles de Bouniagues, Campsegret, Couze, Eymet, Issigeac, La Force, Lalinde, Le Fleix, Saussignac, Sigoulès, Villamblard, pour en obtenir des renseignements sur les riches égoïstes de leur région et sur les services qu'ils avaient pu rendre à la Révolution ². Par une démarche analogue, le 2 thermidor an II (20 juillet 1794), ayant besoin de fonds pour les travaux de navigation du Dropt et désirant lever, à cet effet, une taxe sur les riches, Lakanal demandait à l'administration du district de Lauzun (Lot-et-Garonne) « l'état des

1. *Revue des Universités du Midi*, avril-juin 1895, p. 251. Ce questionnaire était daté du 5 prairial an II, comme nous l'apprend la lettre que Jean Lespinasse adressa, dès le 6 prairial, au représentant, en répondant longuement à chacune des cinq questions (*Arch. mun. Bergerac*, fonds Blanc). C'est le 6 frimaire an II que, sur la proposition de Merlin (de Thionville), les Jacobins avaient décidé de poser à chaque candidat les questions suivantes : « Qu'étais-tu en 1789 ? Qu'as-tu fait jusqu'en 1793 ? Quelle fut ta fortune jusqu'en 1793 ? Qu'est-elle maintenant ? Si ta fortune est augmentée, quels moyens as-tu employés ?... Qu'as-tu fait pour la Révolution ?... Administrateur, journaliste ou représentant du peuple, n'as-tu fait servir ta plume et ton avis qu'à servir la liberté ? » (Aulard, *La Société des Jacobins*, t. V, p. 533). Voir plus haut, p. 67, note 1. — Pellissier, qui remplacera Lakanal à Bergerac, recourra, sauf des changements de détail, au même questionnaire que son prédécesseur. Les réponses adressées à Pellissier par une vingtaine de citoyens nous ont été conservées (*Arch. mun. Bergerac*, boîte R, liasse 10 ; elles datent toutes de brumaire an III).

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, à cette date.

citoyens riches et de ceux dont l'aisance les met en situation de faire des sacrifices... Que je sois instruit s'ils sont célibataires, s'ils ont des enfants et leur nombre, s'ils ont fait des sacrifices à la patrie depuis la Révolution...; la fortune présumée de chacun d'eux¹ ».

C'est sans doute après avoir été informé par l'administration du district de Lauzun que Lakanal faisait, dans ce district, les 4 et 6 thermidor an II (22 et 24 juillet 1794), une véritable hécatombe de riches inciviques. L'un, riche d'environ 80.000 livres, avait refusé de céder son bois au prix du maximum, et déclaré publiquement qu'il préférerait mettre le feu aux quatre coins de ses bûchers : Lakanal le taxait pour 10.000 livres, destinées aux frais de réparation des maisons des indigents². C'est au même objet que serait consacrée la taxe de 8.000 livres, levée par Lakanal sur un citoyen riche de 40.000 livres, qui, dans tout le cours de la Révolution, n'avait donné pour elle que 40 livres². Au même objet encore seraient consacrées une taxe de 10.000 livres et une autre de 15.000, levées sur des citoyens riches de 80.000 et 100.000 livres, qui n'avaient fait aucun sacrifice pour la Révolution².

Pour faire rentrer les fonds, le conventionnel n'eut pas besoin, semble-t-il, de recourir à des moyens coercitifs : sa présence et ses menaces suffisaient. « Citoyen, écrivait à un de ces riches ainsi taxé, le maréchal des logis Montigni, le représentant va arriver et va demander sans doute si l'on a payé. Vous êtes le seul qui n'ayez pas satisfait. Croyez-moi, portez les 12.000 livres, si vous ne voulez encourir la disgrâce du représentant³. » Ou bien Lakanal écrivait des billets tels que celui-ci,

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 706. Lakanal s'inspirait sans doute du décret du 3 septembre 1793 (art. 13), qui déduisait du revenu soumis à l'emprunt forcé la somme de 1.000 livres, pour les célibataires ou veufs sans enfants, celle de 1.500 livres, pour les citoyens mariés ou veufs ayant des enfants ; celle de 1.000 livres, pour leurs femmes, et pareille somme de 1.000 livres pour chacun de leurs enfants dont ils administraient les biens, parents ascendants ou vieillards, épouses et enfants de défenseurs de la patrie qu'ils avaient à leur charge (Duvergier, t. VI, p. 178).

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

3. *Ibid.*, D^{III} 351 (d'après la dénonciation de Joseph Lapeyre). Ce même Lapeyre accusera Lakanal « d'avoir levé des taxes exorbitantes et d'en avoir confié le soin à des individus ignorants et immoraux. » Un autre dénonciateur, Caubet, écrira de Sainte-Gemme, canton de Monségur, district de

adressé de Duras, 13 thermidor an II (31 juillet 1794), à la citoyenne Richarde Geyzaud, de la commune de Camiran, canton de Roc-Marat, district de La Réole : « Je te prévien que la moitié restant du don patriotique que tu as fait pour la navigation du Dropt doit être versée, sous deux jours au plus tard, dans la caisse du trésorier de la commune de Pont-Libre. D'autres délais compromettraient la chose publique, et tu deviendrais responsable des dommages qu'elle pourrait éprouver¹. »

Voilà les moyens par lesquels, durant sa mission, Lakanal se procura les principales ressources nécessaires à ses projets d'amélioration économique et sociale du département de la Dordogne, ainsi que de quelques districts du Lot-et-Garonne et de la Gironde.

3° Lakanal contrôle la gestion des sommes ainsi levées.

Nous avons vu que les principaux agents de répartition et de perception dont usa Lakanal furent les Comités révolutionnaires, et qu'à Bergerac la gestion des taxes révolutionnaires fut confiée aux trois commissaires de la Caisse à trois clefs ou Caisse patriotique².

Le représentant n'en conservait pas moins la haute main sur la levée et le mouvement de ces fonds.

La Réole (Gironde), au Comité de salut public, le 27 thermidor an III, pour se plaindre de Lakanal, disant que le représentant, mal renseigné par le terroriste Ramond, agent national de la commune de Monségur, l'avait taxé à 15.000 livres, le quart de sa fortune, pour contribuer aux travaux de navigation du Dropt. Caubet dut payer cette somme, qu'il prie la Convention de lui rembourser (*Ibid.*). Ramond fut d'ailleurs taxé par Lakanal à 15.000 livres, qu'il acquitta (*Arch. dép. Gironde*, L 1053).

1. *Arch. dép. Gironde*, L 1053. Il est difficile de se rendre compte si Richarde était le prénom de la citoyenne Geyzaud, ou si c'est Lakanal qui la qualifiait de « richarde ». Elle ne versa d'ailleurs que 1.000 livres, dont elle demandera remboursement, en invoquant le décret du 13 frimaire an III.

2. Voir p. 119 et suiv., 489 et suiv. C'était une mesure analogue au décret du 19 septembre 1789, qui établissait trois trésoriers de la caisse patriotique (Duvergier, t. I, p. 47).

D'abord, les listes des citoyens taxés et des taxes imposées devaient être approuvées par le représentant, avant que les taxes fussent recouvrées.

De plus, on voit Lakanal prendre, dans les derniers jours de nivôse an II, une série d'arrêtés en vertu desquels les Comités révolutionnaires du département, notamment ceux de Sarlat¹, de Ribérac², d'Excideuil³, de Périgueux², de Nontron² devaient présenter « sans délai et par écrit » un « compte détaillé » des sommes qu'ils avaient eues à leur disposition, en appuyant sur des pièces probantes les diverses parties de ce compte. Faute par les Comités de rendre leurs comptes dans la forme ainsi prescrite, les membres qui les composaient seraient incessamment traduits devant le tribunal révolutionnaire de Paris, pour y être jugés comme dilapidateurs des fonds publics.

Cet arrêté fut généralement exécuté. Le 23 pluviôse an II (11 février 1794), le Comité d'Excideuil écrivait au représentant : « Tu trouveras ci-joint le tableau de la recette et dépense provenant des taxes révolutionnaires imposées par l'ancien Comité. Le nouveau Comité s'occupe de former un deuxième tableau de la recette et dépense. Nous t'en ferons passer copie sitôt qu'il sera imprimé⁴ ». Le tableau des recettes et dépenses du Comité révolutionnaire de Bergerac fut également dressé et imprimé. Il résulte de ce tableau que, sur les 18.000 livres environ que, du 9 frimaire (30 octobre 1793) au 2 prairial an II (21 mai 1794), ce Comité avait puisées dans la Caisse à trois clefs, un peu plus de 14.000 avaient été dépensées en sept mois (paiement des membres du Comité et du concierge, dépenses pour recueillir les vases d'église et les taxes révolutionnaires, pour couvrir les frais des témoins qui avaient déposé devant le Comité, etc.)⁵.

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 710, 30 nivôse an II.

2. *Ibid.*, AF II 96, 707, 30 nivôse an II.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 509, 30 nivôse an II.

4. *Ibid.*, L 422, à cette date.

5. Ce compte des recettes et dépenses du Comité révolutionnaire de Bergerac se trouve aux pages 22 et 23 de la brochure imprimée qui contient la liste de toutes les taxes levées dans le district, en vertu des arrêtés de Lakanal, sous la surveillance du Comité, et dont le produit était versé dans la caisse à trois clefs. C'est dans cette caisse que le Comité prenait ensuite les fonds nécessaires à ses opérations (*Arch. mun. Bergerac*, G 2).

Lakanal rencontra, à cet égard, quelques difficultés de la part du Comité révolutionnaire de Périgueux. Dès le 24 ou le 25 nivôse an II (13 ou 14 janvier 1794), Lakanal avait adressé à ce Comité — et peut-être à d'autres Comités — une lettre par laquelle il l'invitait à lui faire connaître l'emploi des taxes révolutionnaires levées dans son arrondissement. S'il n'avait pas géré ces sommes « avec des mains pures et patriotes », le conventionnel le poursuivrait « avec l'inflexibilité du destin ¹. »

Quelques jours après, le 30 nivôse an II (19 janvier 1794), Lakanal renouvelait sa demande par l'arrêté que nous rappelions à la page précédente. A la réception de cet arrêté, un membre du Comité révolutionnaire de Périgueux observa qu'il suffisait d'avertir Lakanal que Roux-Fazillac avait déjà approuvé les comptes du Comité. Comme un autre membre faisait remarquer que le Comité actuel ne comprenait que trois membres de l'ancien Comité, qui avait perçu les taxes révolutionnaires et disposé d'une partie des fonds, le Comité arrêta de convoquer à la séance du lendemain tous ceux des membres de l'ancien Comité qui se trouvaient à Périgueux. Il ne semble pas que ces membres de l'ancien Comité se soient rendus à la convocation qu'on leur adressait. Le Comité se contenta de faire apurer les comptes par deux de ses commissaires qui, le 1^{er} pluviôse an II (20 janvier 1794), furent chargés d'apporter leur travail à Lakanal, ainsi qu'une lettre où le Comité lui témoignait « sa sensibilité sur les soupçons qu'il paraît avoir conçus » et l'invitait « à lui rendre la confiance qu'il paraît lui refuser ² ».

L'un de ces commissaires était de retour à Périgueux le 4 pluviôse an II (29 janvier 1794). « S'étant présenté à Lakanal, dit-il, il en a été reçu de la manière la plus fraternelle, et, lui ayant donné connaissance de sa mission, il a soumis à son examen les pièces de comptabilité qu'il a réclamées. Il a jeté l'œil sur quelques-unes et a déclaré être satisfait ² ».

Quant aux commissaires de la Caisse à trois clefs que le conventionnel avait créée à Bergerac, ils n'étaient pas astreints à une moindre exactitude que les Comités révolutionnaires.

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, séance du 26 nivôse an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

2. *Ibid.*, L 673, séances du 29 nivôse au 4 pluviôse an II, et *Ibid.*, L 752, 27 vendémiaire an III.

Le 19 germinal an II (8 avril 1794), les administrateurs du district de Bergerac font un rapport sur les opérations des commissaires de la Caisse à trois clefs, où avaient été versées les sommes provenant de la taxe révolutionnaire imposée par Lakanal sur les riches de Bergerac ¹. Nous constatons notamment que le produit de ces taxes avait donné, du 2 frimaire an II (22 novembre 1793) au 2 germinal an II (22 mars 1794), 546.772 livres. Le total des dépenses (frais d'instruction publique, d'assistance publique, etc.), pour la période à peu près correspondante avait été de 183.744 livres. Ce qui restait, à savoir 363.028 livres, avait été déposé dans la caisse du receveur du district de Bergerac par les commissaires de la Caisse à trois clefs ².

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, n° 413.

2. Il existe, aux *Arch. mun. Bergerac*, G 2, un exemplaire imprimé, en 23 pages grand in-8, de la « liste générale des personnes... taxées en vertu des arrêtés du représentant... Lakanal... [et des] taxes révolutionnaires imposées sur chaque canton dudit district [de Bergerac], prélevées sous la surveillance du Comité révolutionnaire de Bergerac, pour les sommes en provenant être versées dans la Caisse à trois clefs, conformément auxdits arrêtés et, en suivant, chez le receveur du district, d'après les lois ». Les noms et les sommes y sont groupés par canton et par commune. Pour le canton de Bergerac (Colrieu-Mainsat percepteur), les taxes imposées s'élevaient à 197.500 livres ; 30.199 livres ne furent pas acquittées. Parmi les plus imposés de la commune de Bergerac, nous relevons les noms de Jaure père (12.000 livres), veuve Garraube (10.000), Dussumier père (8.000), Poumeau (7.000), veuve Conseil-Sens (6.000). Pour le canton de Montagnac (Lagrange, Lacaux, Larigaudie percepteurs), 35.900 livres furent demandées ; 971, non payées. Pour le canton d'Eymet (Feydit et Chazotte percepteurs), 69.950 furent demandées ; 8.823, non payées. Pour le canton de Cunèges (Blanc percepteur), 44.600 furent demandées ; 4.034, non payées. Pour le canton de la Force (Gast percepteur), 59.700 furent demandées ; 14.367, non payées. Pour le canton de Lalinde (Grelou et Marchandou percepteurs), 79.700 furent demandées ; 11.066, non payées. Pour le canton d'Issigeac (Lalune et Delbourges percepteurs), 89.350 furent demandées ; 26.939, non payées. Pour le canton de Liorac (Jean Martinot et Favareilhe percepteurs), 67.650 furent demandées ; 3.700, non payées. Pour le canton de Ribagnac (Blanc jeune et Laveud percepteurs), 32.970 furent demandées ; 6.053, non payées. Au total, et si l'on ajoute le produit de taxes supplémentaires et de dons volontaires, le district de Bergerac paya 576.135 livres. Ces comptes furent arrêtés par le Comité révolutionnaire de Bergerac, le 18 messidor an II.

Quant au district de Nontron, il existe aux *Arch. dép. Dordogne*, L 650, une liste des taxes révolutionnaires ordonnées dans ce district par Lakanal et Roux Fazillac. Mais ce tableau ne distingue pas les taxes ordonnées par chacun des deux conventionnels.

4° Usage qu'en fait Lakanal.

L'usage qui fut fait des taxes révolutionnaires, nous le connaissons déjà, au moins en partie, par l'exposé que nous avons fait de diverses créations dont les dépenses furent couvertes par ces taxes. Aussi donnerons-nous ici un tableau très succinct de l'emploi auquel les consacra le représentant.

Assistance publique. — L'arrêté du 30^e jour du 1^{er} mois de l'an II (21 octobre 1793), par lequel Lakanal ordonnait la levée d'une taxe sur les citoyens riches de la commune de Bergerac, avait pour objet principal l'amélioration de l'hôpital et l'organisation des secours publics. Peu après, Lakanal, « considérant qu'il importe à la liberté de déjouer l'opulence, qui ne resserre ses vils trésors que pour multiplier le nombre des malheureux¹ », chargeait quatre agences de secours de répartir les sommes ainsi levées. Ces agences veilleraient à ce que les secours accordés ne fussent pas détournés de leur destination, et elles-mêmes rendraient compte, chaque décade, à la Société populaire de l'emploi des fonds mis à leur disposition. Pour commencer, Lakanal accordait à chaque agence 3.000 livres, au total 12.000 livres. Bientôt, sur la Caisse patriotique à trois clefs Lakanal faisait prendre 3.000 livres, pour procurer aux pauvres des habits et du linge², puis, le 26 brumaire an II (16 novembre 1793), 9.000 livres, pour faire réparer leurs maisons³; le 14 frimaire an II (4 décembre 1793), 7.016 livres, pour payer leur contribution mobilière⁴; le 5 pluviôse an II, (24 janvier 1794), 2.000 livres, pour leur fournir du bois de chauffage⁴. Le 22 pluviôse an II (10 février 1794), les commissaires de la Caisse à trois clefs, sur l'ordre de Lakanal, paient 1425 livres à un maçon, pour ouvrage fait à l'hospice national de Bergerac⁵.

Ce n'est pas seulement à l'assistance publique dans Bergerac

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 45.

2. Ibid., n° 34, Arch. nat., AF II 96, 707.

3. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 20.

4. Arch. nat., AF II 96, 707.

5. Arch. dép. Dordogne, L 407.

qu'était consacrée une partie des taxes révolutionnaires. Ainsi, le 16 pluviôse an II (4 février 1794), c'est aux agents du Comité de secours de Périgueux que Lakanal envoyait des fonds, en leur adressant une lettre d'ailleurs fort belle ¹.

C'est encore au soulagement des malheureux que Lakanal faisait servir 50.000 livres, levées sur Meynard ²; 8.000 livres, levées sur un autre, 10.000, sur un troisième, 15.000, sur un quatrième, etc. ³.

On voit aussi le représentant envoyer à la municipalité d'Eymet 1.000 livres, prises sur les taxes révolutionnaires, pour l'aider à transformer son presbytère en hospice national ⁴.

Instruction publique. — La levée de taxes révolutionnaires, ordonnée par Lakanal le 30^e jour du 1^{er} mois de l'an II, était également destinée à l'établissement d'écoles primaires dans Bergerac. La Caisse patriotique à trois clefs devait supporter les frais de cet établissement, ainsi que le paiement des instituteurs et institutrices. Aussi relevons-nous, dans le tableau des sommes versées par les commissaires de cette Caisse, la mention de nombreux paiements mensuels faits à ces instituteurs et institutrices, ainsi qu'au bibliothécaire de la bibliothèque nationale de Bergerac ⁵.

D'autre part, le 4 thermidor an II (22 juillet 1794), Lakanal autorise les républicains d'Issigeac « à prendre un local propre à l'instruction, dont les frais seront supportés par les riches égoïstes et sans entrailles pour la patrie ⁶ ».

C'est encore à l'établissement d'imprimeries dans le département que le conventionnel fit servir une partie des taxes révolutionnaires qu'il avait levées. Ainsi, le 12 germinal an II (1^{er} avril 1794), il arrêtait que le receveur du district de Belvès tiendrait à la disposition de l'administration de ce district jusqu'à concurrence de 30.000 livres, provenant des taxes révolutionnaires et destinées en partie à l'établissement d'une imprimerie dans cette ville ⁶. En pluviôse an II, c'est égale-

1. Clamageran, p. 20.

2. Arch. dép. Dordogne, L 406. Arch. nat., AF II 96, 707.

3. Ibid., AF II 96, 706.

4. Arch. dép. Dordogne, L 407, comptes arrêtés le 13 germinal an II,

5. Ibid., L 372, n° 10.

6. Arch. nat., AF II 96, 709.

ment sur ces taxes que Lakanal prenait les 10.000 livres qui serviraient à installer une imprimerie à Mussidan ¹.

Travaux publics. — Les frais causés par un certain nombre des travaux publics qu'ordonnait Lakanal furent couverts par les mêmes taxes. Le représentant avait appelé pendant trois jours tous les habitants de la Dordogne à la réfection révolutionnaire des routes. Il voulut indemniser ceux qui, comme il le disait, « ne pouvaient faire à la patrie le sacrifice de leurs salaires ». Il chargea les municipalités de procéder à cette évaluation. Dans le courant de germinal an II, il ordonnait aux receveurs des districts de la Dordogne de payer les indigents qui avaient pris part aux travaux des routes, accordant 5.650 livres au district de Montignac, 5.765 à celui d'Excideuil, 19.122 à celui de Bergerac, 5.192 à celui de Sarlat, etc., le tout pris sur les taxes révolutionnaires ².

On voit aussi, le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), Lakanal ordonner au trésorier de la Caisse patriotique de tenir à la disposition de la municipalité d'Eymet la somme de 3.000 livres; pour qu'elle commence les travaux du chemin d'Eymet à Bergerac ³.

Presque tous les autres travaux publics ordonnés par Lakanal, démolition de châteaux, construction de pont, réparation de rues et d'édifices publics, etc., furent soldés avec les sommes provenant des taxes révolutionnaires ⁴.

Pour payer les travaux de la navigation du Dropt, le représentant eut recours à des contributions volontaires et à des taxes obligatoires ⁵.

La manufacture d'armes fut tout d'abord établie par Lakanal avec les seules ressources provenant des taxes révolutionnaires.

Pour solder les travaux publics de médiocre importance, Lakanal avait institué à Bergerac une Commission des monu-

1. Arch. dép. Dordogne, L 595, 11 pluviôse an II.

2. Voir, pour le détail, notre chapitre sur *Lakanal et les travaux publics* (1^{re} partie), notamment p. 541 à 543.

3. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 11, et Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 175.

4. Voir *Ibid.*, L 406, 27 brumaire an II, et, d'une façon générale, nos trois chapitres sur *Lakanal et les travaux publics*.

5. Arch. nat., AF II 96, 706.

ments. Le 2 frimaire an II (22 novembre 1793), il arrêtait que les dépenses ordonnées par cette Commission seraient couvertes par la Caisse à trois clefs ¹; quelques jours après, cette Caisse délivrait 8.000 livres à la Commission ². On voit encore la Caisse à trois clefs délivrer à cette Commission, le 9 pluviôse an II (29 janvier 1794), 12.462 livres; le 1^{er} ventôse an II (19 février 1794), 2.150 livres, etc ³.

Objets divers. — Lakanal utilisait aussi les taxes révolutionnaires à des achats divers, à des constructions ou réparations de détail : établissement de reverbères à Bergerac ⁴ et à Périgueux ⁵, d'une pompe à incendie à Périgueux ⁵, transport d'une halle devant le château d'Eymet ⁶, don de 5.000 livres à la Société populaire de Sarlat, « pour le paiement des ouvrages, constructions et réparations qu'elle jugera convenables ⁵ », don de 4.000 livres à la Société populaire de Montignac ⁷, don de 12.000 livres à la commune d'Issigeac, pour faire des réparations ⁸, paiement de 5.000 livres au Comité révolutionnaire de Montignac ⁹, don de 2.000 livres à la Société populaire de Lalinde, « pour réparations au lieu de ses séances ¹⁰ »; le tout à prendre sur les taxes révolutionnaires.

C'est aussi au paiement partiel de certains agents que le conventionnel faisait servir ces mêmes taxes. Le 13 pluviôse

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 44. Le Livre de caisse de Durand, trésorier de la Commission des monuments, nous a été conservé. Du 8 frimaire an II au 29 messidor an II, cette Commission encaissa 47.992 livres (versements effectués par la Caisse patriotique et par le receveur du district de Bergerac, sur l'ordre de Lakanal, produit d'une souscription faite par les citoyens pour l'ouverture d'une rue, produit de la vente de graisse de cochons tués lors de la fête du 10 germinal an II, etc.). Du 16 frimaire an II au 15 prairial an III, les dépenses consistèrent surtout en frais de voirie, travaux publics, célébrations de fêtes, paiements d'instituteurs et de bibliothécaire (*Ibid.*, M 2).

2. *Ibid.*, Registre de la Société populaire, 8 frimaire an II. Voir aussi *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 164.

3. Voir *Ibid.*, L 355, n° 413; L 407, 14 germinal an II.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 15. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

5. *Arch. nat.*, AF II 96, 708.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 6.

7. Le Roy, p. 92. Il s'agissait notamment de réparer la salle des séances de la Société (Voir *Ibid.*, p. 72).

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 99. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

9. *Arch. dép. Dordogne*, L 585, 29 prairial an II.

10. *Ibid.*, L 368, n° 226, *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

an II (1^{er} février 1794), après avoir porté à 12 livres par jour l'indemnité des administrateurs du département de la Dordogne, Lakanal décidait que cette augmentation serait soldée par la Caisse patriotique de Bergerac¹. C'est sur les taxes révolutionnaires qu'étaient payés les membres des Comités révolutionnaires. Le Comité de Bergerac, par exemple, depuis son établissement jusqu'au 18 messidor an II (6 juillet 1794), toucha, pour ses dépenses et frais généraux, 18.000 livres, dont 1.336 livres destinées à couvrir les frais de voyage du citoyen Rambaud à Paris². C'est encore sur les taxes révolutionnaires que Lakanal fit payer des officiers de santé, les officiers de la garde nationale de Sarlat³, etc.

Ainsi, par des procédés conformes aux principes révolutionnaires, et qui consistaient à frapper, en vue de l'utilité générale, les citoyens riches, et parmi eux, surtout les riches inciviques, Lakanal assurait en partie le fonctionnement de l'administration, en même temps qu'il réalisait certaines des réformes sociales et économiques en vue desquelles se faisait la Révolution.

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 705, 13 pluviôse an II. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 112.

2. *Ibid.*, L 407, 18 messidor an II. Rambaud était allé remettre à la Convention l'argenterie des églises, 20.000 livres en numéraire, versées au Comité par le receveur du district de Bergerac, etc.

3. *Ibid.*, L 845, 17 pluviôse an II.

CHAPITRE XV

LAKANAL ET LES TRAVAUX PUBLICS (1^{re} PARTIE)

LES ROUTES

1^o Leur état déplorable sous l'Ancien régime. — 2^o Efforts parallèles à ceux de Lakanal. — 3^o Premières mesures de Lakanal. — 4^o Son grand projet : méthode révolutionnaire de réfection des routes. — 5^o Préparatifs. — 6^o Les trois journées. — 7^o Résultats matériels, moraux et sociaux. — 8^o Conclusion.

Quelque longue que soit, d'ordinaire, la préparation et l'exécution de travaux publics un peu importants, et quoique Lakanal n'eût pas reçu de mission spéciale à ce sujet, il lui parut que l'exécution de certains travaux publics s'imposait. Il ne craignit pas d'en décider et d'en commencer l'entreprise, qu'il poursuivit concurremment avec le reste de l'œuvre considérable qu'il accomplissait dans la Dordogne.

L'amélioration des routes, la canalisation des cours d'eau, la construction de monuments, l'embellissement des villes et l'hygiène publique furent, à cet égard, les objets principaux de l'activité du représentant.

1^o Déplorable état des routes sous l'Ancien régime.

Les routes du Périgord se trouvaient dans un état déplorable à la fin de l'Ancien régime. A peine le gouvernement avait-il fait quelques tentatives intermittentes pour améliorer cette situation, par exemple dans le Nontronais, en 1748; 1750 et 1770 ; mais ces rares essais d'amélioration étaient demeurés infructueux¹. A la veille de la Révolution, des plaintes s'éle-

1. *Bulletin... du Périgord*, De Laugardière, *Essais... sur l'arrondissement de Nontron*, 1887, t. XIV, p. 153.

vaient de tous côtés contre la difficulté des communications dans cette province¹.

Même comparé aux autres provinces, le Périgord était, à ce point de vue, une des plus deshéritées. Il y a peu de régions, dira l'*Annuaire de la Dordogne* de l'an XI, où, sous l'Ancien régime, « les routes aient été aussi négligées » ; elles avaient été construites « à la honte de l'art », témoignaient de « l'ignorance profonde » des ingénieurs qui les avaient tracées, et conservaient « toute l'aspérité des lieux » qu'elles traversaient². Les témoignages contemporains sont, à ce sujet, irrécusables.

« Je ne crois pas, écrivait Vergniaud à son frère, en 1789, que les chemins de l'enfer puissent être plus mauvais que ceux du Périgord. Après des cahotements qui m'ont secoué les entrailles et tout meurtri, je suis enfin arrivé, sans autre accident, à Bordeaux³ ».

De leur côté, des Périgourdins, dans une adresse à Louis XVI, se plaignaient du « défaut presque absolu de débouchés et de routes de communications⁴ ».

Les cahiers de doléances des paroisses et des ordres sont pleins de lamentations de ce genre. La paroisse de Saint-Rabier, par exemple (en Terrassonnais), écrivait avec naïveté, mais énergie : « Il y a des chemins qu'on pourrait dire que le bon Dieu n'a jamais vus, parce que, juste, bon comme il est, sa compassion aurait été excitée pour les changer d'une manière

1. Sur le roulage à Bergerac et le commerce qui en résultait dans cette ville, à la fin de l'Ancien régime, on trouvera une substantielle et intéressante lettre du maire de Bergerac, Biran-Lagrèze, en date du 2 décembre 1811, aux *Arch. nat.*, F¹⁴ 1269.

2. *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 252.

3. C. Vatel, *Vergniaud, manuscrits, lettres et papiers*, t. I, p. 137, lettre 115. C'est pourtant la moins mauvaise route du Périgord qu'avait parcourue Vergniaud, celle qui permettait d'aller de Bordeaux à Limoges et à Paris.

4. Bussière, *o. c.*, t. II, p. 29. Dans un état des routes de la Dordogne, dressé, le 30 fructidor an II, par Gaillon, ingénieur en chef du département, on lit que la plupart des routes ont été « tracées et ouvertes... sans plan, mais seulement à vue, du temps du ci-devant intendant Tourny père ; cet homme, jaloux de vouloir tout faire par lui-même, sans consulter personne, pas même l'ingénieur, le seul qu'il y eut alors, s'attacha, pour cet effet, des gens ayant la qualité de conducteurs ou piqueurs et qui se faisaient passer dans le pays pour ingénieurs ». Gaillon donne plusieurs exemples de routes « ridiculement » tracées, inutilement allongées et dont les pentes sont excessives (*Arch. dép. Dordogne*, L 232).

agréable au service du voisinage ; car on ne saurait exprimer combien ils sont affreux, hiver comme été... Il serait désirable que ces chemins et autres publics devinssent praticables, ce qui ne serait pas bien difficile et, par de sages mesures, ne serait pas bien coûteux ¹ ».

L'état des grandes routes ne laissait pas moins à désirer que celui des chemins plus modestes dont parle la paroisse de Saint-Rabier. On voit, en effet, le Tiers état du Périgord signaler (art. 11) le « défaut de grands chemins », demander (art. 54) « la continuation de la grande route de Lyon à Bordeaux, passant par Bergerac », et (art. 57) « l'établissement d'un chemin public de Bergerac à Tonneins, passant par Eymet », ainsi que le passage par Limoges, Montignac, Sarlat et Domme de la grande route de Paris à Toulouse (art. 59) ².

Aucune route ne reliait donc directement Limoges à Sarlat ni Bergerac à Eymet. Quant à celle de Lyon à Bordeaux, qui avait été ouverte à Brive en 1770, elle n'arrivait, en 1789, que jusqu'à Terrasson, c'est-à-dire qu'elle ne pénétrait dans le futur département de la Dordogne que sur une longueur de 18 kilomètres ³. Cependant il aurait suffi, pour continuer cette route dans le Périgord, de longer les vallées de la Vézère et de la Dordogne. En 1789, il n'existait, dans le Périgord, qu'une grande communication postale, la route de Limoges à Bordeaux, qui, sur un parcours de 115 kilomètres, traversait la province, par Thiviers, Périgueux, Mussidan, Montpon ⁴. A cette route aboutissaient deux voies secondaires, celle de Périgueux-Brantôme-Mareuil-Angoulême et celle de Périgueux-Grignols-Bergerac ⁴. Quatre autres chemins figuraient sur le réseau officiel, ceux de Nontron à Angoulême, de Ribérac à Aubeterre, de Bergerac à Sainte-Foy et de Bergerac à Sarlat ⁴.

Le cahier du Tiers état, en même temps qu'il signalait l'insuffisance des voies de communication, proposait d'y remédier

1. V. Grand, *Annales du Terrassonnais*, p. 239.

2. Voir notre carte du département de la Dordogne en l'an II, et Bussière, *o. c.*, t. II, p. 212 et 220.

3. V. Grand, *o. c.*, p. 23.

4. D'après l'*Indicateur fidèle* ou *Guide des voyageurs*, publié par Michel (1745) ; la *Liste générale des Postes de France* pour 1776, dressée par ordre de Turgot, Paris, Jaillot, p. 30, et l'*État général des Postes de France* pour 1789, dressé par ordre de Rigoby, Paris, Pierres, p. 33.

efficacement, par exemple en substituant aux corvées un impôt également réparti sur les trois ordres de l'État et « véritablement employé à la construction et rétablissement des chemins ¹ ».

A l'intérieur même des villes, les rues étaient défoncées et bourbeuses. A Bergerac, notamment, une des rues les plus fréquentées de la ville, celle qui conduisait au bac de la Dordogne, était déclarée, par le procureur de la commune, inutilisable pendant neuf mois de l'année ; et, en tout temps, « des eaux croupissantes y infectent l'air ² ». Quant au chemin de la Gravouse, au nord de Bergerac, le même procureur reconnaissait que les conducteurs « courent le risque d'embourber leurs charrettes jusqu'à n'en pouvoir sortir sans les briser ou sans les décharger ³ ».

2° Efforts parallèles à ceux de Lakanal.

Avant la venue de Lakanal en Dordogne, certains travaux avaient été entrepris, pour donner satisfaction à ces *desiderata* des populations. Ces premiers travaux étaient dus, d'une part, aux Assemblées révolutionnaires et à diverses administrations du département, d'autre part, à certains représentants du peuple autres que Lakanal.

La Constituante s'était préoccupée d'améliorer l'état des routes et d'en augmenter le nombre. Une des principales mesures qu'elle prit en ce sens consista à multiplier les « ateliers de charité », institution qui combinait les besoins de l'utilité publique avec le droit des pauvres au travail. C'est ce moyen que préconisait la commune de Saint-Martin-d'Excideuil, quand elle exposait à l'administration du district d'Excideuil, le 12 septembre 1790, la nécessité d'améliorer les chemins et de construire deux routes, l'une, qui irait d'Excideuil à Limoges en passant par Saint-Yrieix et Lanouaille, l'autre, qui unirait Excideuil à Périgueux. La municipalité

1. Bussière, *o. c.*, t. II, p. 214 (art. 23).

2. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 8 février 1790.

3. *Ibid.*, 7 juin 1791. Faute de bons chemins, « les villes un peu peuplées avaient beaucoup de peine à s'approvisionner » (Bussière, *o. c.*, t. I, p. 110).

ajoutait qu'une pareille entreprise « donnerait... du travail aux mendiants ¹ ».

Le 16 décembre 1790, l'Assemblée constituante, considérant « que le travail est le seul secours qu'un gouvernement sage puisse offrir à ceux que leur âge ou leurs infirmités n'empêchent pas de s'y livrer », votait 15 millions de livres pour la création de secours aux indigents valides, sous la forme non d'aumônes, mais de travaux d'utilité publique ². C'est en exécution de ce décret que, le 7 février 1791, un membre du directoire du département de la Dordogne prononçait un éloquent et généreux discours sur l'emploi à faire des « fonds de charité », et proposait des mesures en vue de réparer un certain nombre de routes du département ³.

Mention est faite de ces ateliers de charité dans plusieurs délibérations du Conseil général du département, comme celle, du 29 novembre 1791. « Il sera destiné, est-il écrit, une somme de 63.000 livres pour ouverture d'ateliers de secours dans différentes parties du département, pendant l'année 1792, et cette somme sera distribuée en parties égales entre les neuf districts, à raison de 7.000 livres pour chacun ⁴ ».

Mais, en définitive, ces ateliers de charité furent institués dans peu d'endroits, et, là où ils furent institués, fonctionnèrent assez mal. C'est ce que prouve notamment cette lettre écrite, le 28 février 1792, par l'administration du district de Belvès à celle du département : « Nous ne cessons... d'être environnés... de malheureux. Tous réclament du pain et du travail. Les secours que votre sagesse a déterminés à envoyer dans ce district n'arrivent pas ; l'ingénieur ne se presse pas davantage et le mal s'accroît ⁵ ».

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 475, à cette date.

2. Duvergier, t. II, p. 117.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 2, à cette date. Le décret du 22 décembre 1789 (section III, art. 2) chargeait les administrations de département de l'inspeccion et de l'amélioration des établissements et ateliers de charité. Le décret du 16 décembre 1790 chargeait les directoires de département de déterminer et d'entreprendre les « travaux de secours », au paiement desquels la Constituante consacrait 15 millions ; le département de la Dordogne devait recevoir 80.000 livres.

4. *Ibid.*, L 29, f. 98.

5. *Ibid.*, L 225, à cette date,

Pour réparer ou construire les routes, l'administration du département ne recourait pas seulement aux ateliers de charité. Elle faisait entreprendre des travaux considérables par des ouvriers de profession. En 1791, elle affectait 431.262 francs aux dépenses générales des travaux publics¹. Elle décidait de réserver, pour l'année 1792, 100.119 francs à la réparation de la route Paris-Limoges-Bordeaux, qui traversait la partie ouest du département, et à l'ouverture de la route de Périgueux à Bergerac². De plus, elle arrêta de consacrer 70.000 francs à la réparation ou construction des routes de Bergerac à Agen, de Limoges à Cahors, par Montignac, de Brive à Bordeaux, par Bergerac et Terrasson, de Périgueux à Montignac, de Nontron à Brantôme, de Sarlat à Bergerac, de Ribérac à Bordeaux, etc³.

Mais l'année 1792 s'écoula, et ces mesures restèrent à peu près lettre morte. Le 6 novembre 1792, le procureur-général-syndic du département exposait au ministre de l'intérieur que « les grandes routes du département de la Dordogne sont impraticables au point que le service des postes ne s'y fait qu'avec la plus grande peine ». La réfection des routes était rendue impossible, « la maladie et la formation de bataillons de volontaires ayant enlevé une quantité de bras aux ateliers et à l'agriculture ». Aussi le procureur-général-syndic demandait-il l'envoi dans la Dordogne des 15.000 ouvriers qui avaient travaillé au camp de Paris et qui n'y étaient plus occupés³.

Cette demande fut sans doute vaine. Le 29 décembre 1792, le même procureur-général-syndic faisait encore part au ministre de l'intérieur de « la situation vraiment alarmante où se trouvent, depuis plus d'un an, les chemins publics de ce département », et c'est encore à l'insuffisance d'ouvriers qu'il attribuait cette situation. « Des ouvrages ont été ordonnés, disait-il, mais où étaient les bras pour les exécuter³ » ?

1. Voir l'*Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 253. « Les ouvrages, ajoute l'*Annuaire*, furent mis en activité en 1792. De nombreux ateliers étaient déjà établis sur les principales routes, lorsque le gouvernement fut forcé de requérir tous les fonds qui étaient en caisse dans les départements. »

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 29, f. 98. En décembre 1792, le directoire du département répartissait 78 cantonniers entre les districts du département (*Ibid.*, L 366).

3. *Ibid.*, L 127, à cette date.

L'action des autorités constituées était donc bien faible¹. Celle de quelques représentants en mission va la renforcer.

Le représentant Lamarque se trouvait en séance à la municipalité de Périgueux, le 30 novembre 1792, quand le procureur-syndic lui annonça qu'on avait bien commencé à réparer des routes, mais que les travaux avaient été suspendus par suite du manque de bras et du « manquement de fonds », que pourtant « plusieurs routes nécessitaient d'urgentes réparations, et notamment celle de Ribérac ». Dans la même séance, Lamarque, reconnaissant la nécessité d'améliorer cette situation, répondit « qu'il est essentiel que l'administration s'occupe de demander aux commissaires de la Convention la somme qu'elle verra nécessaire pour les travaux à faire pour les routes ». Il invita l'administration à lui mettre sous les yeux un aperçu des différents travaux à effectuer. Séance tenante, l'ingénieur en chef, Gaillon, montra qu'il faudrait 500.000 livres pour achever les travaux commencés sur plusieurs routes ; de plus, il faudrait 500.000 livres pour faire la route d'Angoulême, 400.000 pour finir celle de Bergerac, 700.000 pour faire celle de Ribérac².

Une partie de ces travaux se poursuivait, mais bien lentement, lorsque Carnot passa dans la Dordogne, à la fin de 1792. Ce qu'il dit des routes dans le fameux rapport qu'il présenta, le 12 janvier 1793, à la Convention prouve que, si quelque chose avait été fait, il restait encore fort à faire. « Il est difficile, écrivait-il, d'exprimer à quel point de dégradation les routes sont tombées dans la plus grande partie des lieux que nous avons parcourus, et notamment dans... la Dordogne... Il en est où des voitures et des bœufs sont demeurés ensevelis sans qu'il fût possible de les en tirer. Beaucoup d'autres sont interrompues... On se voit sur le point de ne pouvoir plus communiquer d'un

1. On trouvera aux *Arch. dép. Dordogne*, L 230 et 231, dans les Reg. délib. directoire département, les traces de l'activité déployée par cette administration, en matière de routes, de la fin de 1791 au milieu de 1793. Les projets, devis estimatifs de réparations, adjudications, certificats d'acompte délivrés aux entrepreneurs par les ingénieurs y abondent. L'ingénieur en chef du département, Gaillon, était secondé par des ingénieurs ordinaires, Duvaucelle, Pouzols, Henry et Martin. Voir aussi *Ibid.*, L 235 et 236, les deux liasses relatives aux travaux publics dans la Dordogne, de 1791 à 1793.

2. *Arch. mun. Périgueux*, Reg. délib. mun., D 4, f. 45.

canton à l'autre. L'alarme, à cet égard, se répand partout, et, si les plus prompts, les plus puissants secours ne sont accordés, il faut s'attendre à voir plusieurs de ces départements changés en désert ». Suivaient des considérations sur la nécessité des communications au point de vue politique, économique et social. Carnot ajoutait, après avoir mentionné une seconde fois le département de la Dordogne : « Assez longtemps ces pays ont été oubliés pour tout autre chose que les impositions ; assez longtemps, ils ont contribué à l'entretien de travaux publics dont ils ne se ressentaient en aucune manière ; il serait juste maintenant, sans doute, et utile à la République entière de vivifier à leur tour ces régions délaissées ¹ ».

Ce déplorable état des routes n'était certainement pas pour peu dans la difficulté et la lenteur des voyages, que signale Carnot dans le même rapport, ainsi que le député Pinet qui, le 5 septembre 1793, se plaint au Comité de salut public de « la manière, indigne dont les postes sont servies, surtout depuis Orléans jusqu'à Périgueux ² ».

Plusieurs conventionnels, non contents de constater cet état, s'efforceront de l'améliorer. C'est à Peyssard, député élu par la Dordogne, que s'adresse l'administration du département, le 1^{er} brumaire an II (22 octobre 1793), pour lui demander d'obtenir que le Comité des travaux publics « prenne en considération un pays qui, sous l'Ancien régime, a été totalement négligé, et dont l'exportation de ses denrées est si dispendieuse par le défaut des communications et la cherté excessive des transports qu'elles ne peuvent souvent être vendues hors de son territoire ». L'administration ajoutait : « En vivifiant le département de la Dordogne, tu acquerras un nouveau droit à la reconnaissance de ses habitants ³ ». On peut croire que Peyssard appuya auprès du Comité des travaux publics ces réclamations.

De son côté, le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), Roux-Fazillac prenait une mesure générale. Considérant que les travaux des routes de la Dordogne étaient à peu près délaissés,

1. Voir ce rapport à la *Bibl. nat.*, Le 39/400. Il a été reproduit, en ses parties essentielles, dans *la Révolution française*, 1888, 1^{er} semestre, p. 648 et suivantes.

2. Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 287.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 161.

il invitait l'administration du département à se rendre un compte exact de leur état, en faisant visiter par un de ses membres tous les travaux publics du département ¹.

Déjà, le 3 octobre 1793, le Comité des travaux publics avait demandé à l'administration du département de lui faire savoir où en étaient les travaux publics dans la Dordogne ².

Le 16 frimaire an II (6 décembre 1793), la Convention prenait d'énergiques mesures, pour donner à la réparation des routes un mouvement révolutionnaire, et elle invitait les représentants en mission (article 14) à inspecter tous les travaux des routes et ponts qu'ils auraient occasion de parcourir ³. En exécution de ce décret, l'administration du département arrêta de faire parvenir au Conseil exécutif provisoire un état estimatif des réparations à faire aux routes de la Dordogne ⁴.

C'est sur ces entrefaites que Lakanal intervient. Jusque-là, en somme, plus de lamentations que d'efforts, plus d'efforts que de résultats. C'est à peine si, le 26 frimaire an II (16 décembre 1793), Roux-Fazillac faisait une tentative un peu sérieuse, en recourant au système des ateliers de charité. Ces ateliers seraient ouverts « soit pour les réparations des chemins vicinaux, soit pour tout autre ouvrage de terrasse utile ». Tous les habitants étaient conviés à ces travaux. « Les vieillards, les femmes et les enfants y seront employés ⁵ ». Encore cette mesure fut-elle peu efficace. L'administration du département devra sévir contre les entrepreneurs négligents et charger les agents nationaux de faire les poursuites nécessaires pour activer les

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 34, f. 79.

2. *Ibid.*, L 161, f. 161.

3. Duvergier, t. VI, p. 402, 403. Par ce décret, tous les grands chemins, ponts et levées seraient faits et entretenus aux frais du Trésor public ; les chemins vicinaux seuls continueraient d'être aux frais des administrés ; les troupes disponibles seraient employées au service des travaux publics ; un versement provisoire de 100.000 livres serait fait dans les caisses de chaque département ; les réparations nécessaires pour rendre praticables les routes et ponts existants seraient achevées au 15 germinal suivant, c'est-à-dire en moins de 4 mois. La Convention prenait de sévères mesures pour que les travaux fussent activement poussés. Le décret du 4 pluviôse an II complètera celui du 16 frimaire ; il mettra notamment en réquisition tous les ouvriers, chevaux et matériaux nécessaires au service des travaux publics (*Ibid.*, t. VII, p. 15).

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 681, 6 nivôse an II.

5. *Arch. nat.*, AF II 96, 717.

travaux. Le 15 pluviôse an II (3 février 1794), l'agent national du district de Montignac se plaindra de « l'inactivité des ateliers situés sur les grandes routes et de ceux de charité¹ ».

3° *Premières mesures de Lakanal.*

Quand Lakanal arriva dans la Dordogne, il ne put que constater, comme l'avaient fait ses collègues, le mauvais état des voies de communication. C'est sans doute par analogie avec les chemins de la Dordogne que, le 19 frimaire an II (9 décembre 1793), il parle de « l'impraticabilité des chemins² » du Lot-et-Garonne. Cet état de choses, l'administration du département le lui rappelle, le 25 nivôse an II (14 janvier 1794), en soumettant à son approbation le plan de réparation des routes fourni par les ingénieurs, conformément au décret du 16 frimaire an II. Ces moyens, dit-elle, sont « les seuls capables d'obvier à une infinité de difficultés que nos besoins doivent vaincre³ ». Ce sont ces difficultés qu'invoquent les administrateurs du district d'Excideuil, quand, le 1^{er} pluviôse an II (20 janvier 1794), ils demandent au représentant de leur fournir des bouviers, pour transporter à Bergerac les avoines qu'envoie leur district, « à raison des mauvais chemins qui existent depuis Périgueux jusqu'à Bergerac, et absolument impraticables pour les rouliers⁴ ».

Ainsi prévenu, Lakanal n'avait qu'à agir. On le voit d'abord, le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), ordonner au trésorier de la Caisse patriotique à trois clefs de tenir à la disposition de la municipalité d'Eymet la somme de 3.000 livres, pour commencer les travaux de la route d'Eymet à Bergerac⁵. En donnant cet ordre et en accordant cette subvention, Lakanal amorçait la réalisation du vœu formé en 1789, par le Tiers état du Périgord, qui demandait « l'établissement d'un chemin public de Bergerac à Tonneins, passant par Eymet⁶ ». Sur ce point, comme sur bien

1. Arch. dép. Dordogne, L 520, f. 68.

2. Arch. nat., AF II 96, 706.

3. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 8.

4. Ibid., f. 9.

5. Ibid., L 367, n° 175.

6. Bussière, o. c., t. II, p. 220.

d'autres, le représentant loin d'imposer aux populations de la Dordogne une volonté opposée ou seulement étrangère à la leur, s'inspirait de leurs vœux, cherchait à satisfaire leurs besoins.

4° *Le grand projet de Lakanal. Méthode révolutionnaire de réfection des routes.*

Mais ce n'étaient là, somme toute, que des mesures de détail. Trois jours après, le 8 pluviôse an II (27 janvier 1794)¹, le représentant frappait un grand coup.

Ce jour-là, il envoyait à l'administration du département de la Dordogne, aux administrations de district, Sociétés populaires, etc., une proclamation éloquente et originale. C'est cette proclamation et les conséquences qu'elle comportait qui, plus qu'aucun des autres actes que Lakanal accomplit durant son séjour en Dordogne, contribuèrent à faire connaître sa mission de ses contemporains et à en fixer le souvenir dans la tradition orale : nous voulons parler de la réfection révolutionnaire des grands chemins. En quoi consistait cette mesure ? Dans quelle intention le représentant la prit-il ? Comment fut-elle exécutée ? Quels en furent les effets ?

Lakanal, dans cette proclamation, commençait par faire ressortir les dangers économiques, militaires et politiques du « délabrement déplorable » des routes « qui coupent le département de la Dordogne ». « Le commerce languit, disait-il, l'industrie sommeille. Les convois militaires se traînent lentement : les défenseurs de la liberté usent, dans les fatigues des voyages, ces forces qui auraient commandé à la victoire². Bientôt, la

1. Cette proclamation ne porte pas de date, mais les documents qui y font allusion permettent de la dater à coup sûr du 8 pluviôse an II.

En lançant cette proclamation, Lakanal était stimulé, non seulement par le décret du 16 frimaire, mais sans doute aussi par celui du 4 pluviôse an II, qu'il pouvait fort bien avoir reçu quatre jours plus tard. Beaucoup des lettres que le conventionnel Pinet écrivait de Paris à la Société populaire de Bergerac ne mettaient pas plus de quatre jours pour arriver à destination.

2. Ce sont ces raisons d'ordre militaire que le ministre de l'intérieur fera aussi valoir, dans une lettre parvenue, le 22 pluviôse an II (10 février 1794), à l'administration du département de la Dordogne : « Si les routes sont impraticables, les marchés et les approvisionnements des armées sont impossibles » (*Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 3).

patrie et l'amitié, ce doux mariage des âmes, perdront tous leurs droits : les amis de la liberté ne pourront plus communiquer entre eux et resserrer les liens qui unissent leurs âmes fraternelles. Les saisons et notre coupable torpeur auront réalisé le vœu du despotisme : isoler pour régner ».

Lakanal indiquait alors la marche à suivre pour améliorer cette situation. « Citoyens, disait-il, l'instance de nos besoins appelle des remèdes violents et prompts. Loin de nous les formes paresseuses usitées jusqu'ici ! Suivre la marche routinière dans la confection de nos chemins, ce serait imiter l'exemple de ce grand-maître de Malte qui, averti que ses pages n'avaient plus de chemises, dit à ses gens : qu'on sème le chanvre pour faire des chemises à ces messieurs. Le mal est exalté à son dernier période. Frappons-le comme il sied à des hommes libres. Or, vous le savez, les coups des hommes libres sont les coups de la foudre.

« Eh bien ! traitons les chemins comme nous traitons les traîtres, révolutionnairement. Ce mouvement révolutionnaire est déjà réglé par le représentant du peuple et les quatre ingénieurs du département ; les oscillations en sont calculées avec une précision géométrique ; tout est discuté, pondéré... » Le représentant invitait les citoyens de la Dordogne à « réparer en trois jours les chemins du département. Lui-même et tous les fonctionnaires publics donneraient l'exemple du travail ¹. Lakanal, faisant appel à toutes les bonnes volontés, distribuait à chacun son ouvrage : « Des commissaires de canton ont été appelés ² pour recevoir du représentant du peuple et des quatre ingénieurs du département toutes les instructions de détail, qu'ils transmettront à leurs concitoyens, pour régulariser l'élan patriotique qui va vous immortaliser. » Et déjà la proclamation assignait à chaque âge, à chaque sexe sa tâche particulière. Les riches porteraient du pain pour les pauvres.

Afin d'exciter le zèle des habitants, Lakanal ajoutait : « Que

1. Dans la lettre à l'administration du département, reçue le 22 pluviôse an II, le ministre de l'intérieur écrira aussi, à propos des travaux des routes : « Ne vous contentez pas de prendre des arrêtés. Portez-vous vous-mêmes sur les ateliers... Encouragez les ouvriers par votre présence, même par votre exemple, s'il le faut » (*Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 3).

2. Le même jour, Lakanal convoquait ces commissaires. Voir p. 319.

tous les traits de courage, de dévouement civique, qui vont signaler cette expédition mémorable, soient recueillis avec un respect religieux. Le représentant du peuple les transmettra à la Convention nationale, qui en enrichira les annales de la vertu¹ ». Le conventionnel finissait en qualifiant de « mauvais citoyen » quiconque, « dans cette fête républicaine », ne prendrait pas une part active aux travaux².

En convoquant à cette grandiose entreprise les citoyens de tout âge et de tout sexe, Lakanal s'inspirait d'une méthode générale, qui avait déjà reçu des applications diverses. Est-ce que déjà, sous l'Ancien régime, la corvée n'était pas une prestation en nature, fournie par la très grande majorité des Français ? Est-ce que, à la veille de la fête de la Fédération, du 14 juillet 1790, enfants et vieillards, moines et belles dames n'avaient pas pris la brouette et la pioche, pour activer les travaux du Champ-de-Mars³ ? Est-ce qu'on n'avait pas eu maints exemples de l'entraînement des foules, travaillant, dans l'intérêt commun, sous la menace de l'ennemi, à l'intérieur d'une place assiégée ? Est-ce que la Convention n'avait pas « mis en faction », comme dit Lakanal, tous les habitants de la République, lorsque, le 23 août 1793, elle avait lancé le fameux décret qui mettait tous les Français en réquisition permanente pour le service des armées : « Les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront le vieux linge en charpie ; les vieillards se feront transporter dans les places publiques, pour exciter le

1. La Convention faisait publier, en effet, un recueil d'actions héroïques et vertueuses. Voir plus haut, p. 208, note 1.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 58 (imprimé). *Arch. dép. Dordognè*, L 108. *Arch. nat.*, AF 11 96, 706. Nous avons résumé ou supprimé ici plusieurs passages de cette proclamation, que nous avons reproduits plus haut, p. 291 et 292.

3. « Nous arrivons au Champ-de-Mars. Des citoyens de toutes les classes remuaient la terre et travaillaient avec ardeur aux préparatifs de la touchante cérémonie... Des femmes, jeunes, belles, délicates, élégamment parées, passaient près de nous, traînant des brouettes remplies de terre » (*Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. V, p. 95, 11 juillet 1790). Des cultivateurs, officiers municipaux, curés, membres de communautés religieuses, invalides, employés, écoliers, acteurs, actrices, participaient, eux aussi, à ces travaux de fête (*Ibid.*, p. 96 et 112, 11 et 13 juillet 1790).

courage des guerriers, prêcher la haine des rois...¹ » ? Et Roux-Fazillac n'arrêtait-il pas, le 26 frimaire an II (16 décembre 1793), que « les vieillards, les femmes et les enfants » seraient employés aux ateliers de charité² ?

De même que la Convention mobilisait le peuple entier contre les tyrans, ainsi Lakanal, par une autre application de la même méthode révolutionnaire, provoquait dans la Dordogne la levée en masse des travailleurs, soit pour la réfection des routes, soit, comme nous le verrons dans un autre chapitre, pour les travaux de navigation du Dropt.

D'une semblable mesure Lakanal avait lieu d'attendre plusieurs résultats. D'abord, des effets pratiques et immédiats. Ce ne devait pas être en vain, semblait-il, que toute la population valide d'un département qui comptait quelque 450.000 habitants serait occupée, pendant trois jours, à des travaux qui ne demandaient ni un entraînement particulier ni des aptitudes spéciales³. De plus, on pouvait escompter la répercussion qu'au-

1. Duvergier, t. VI, p. 135. Voir le rapport de Barère dans la *Réimpression de l'ancien Moniteur*, 25 août 1793, p. 474 à 478. Il n'est pas invraisemblable que Lakanal s'en soit directement inspiré.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 717. Le 18 nivôse an II, le Comité de salut public, pour faciliter l'exécution du décret du 16 frimaire an II, autorisait les directoires de département à requérir tous les ouvriers, bêtes et instruments nécessaires à la prompte exécution des travaux publics (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 100 et 101). En envoyant aux administrateurs du département de la Dordogne le décret du 16 frimaire an II, le ministre de l'intérieur écrivait : « Vous voudrez bien mettre en activité toutes les ressources que vous suggérera votre patriotisme, pour parvenir à la prompte réfection des routes et ponts » (*Arch. dép. Dordogne*, L 232).

3. Lakanal suppléait ainsi à l'insuffisance de la main-d'œuvre, que les ingénieurs de la Dordogne ne cessent alors de dénoncer. « L'ingénieur n'a trouvé aucun ouvrier dans cet atelier, écrit Gaillon, le 27 octobre 1792 ; l'entrepreneur donne pour raison le défaut de manœuvres ; toutes les peines et recherches qu'il a faites pour s'en procurer ont été inutiles » (*Arch. dép. Dordogne*, L 235). Le même ingénieur écrit, le 9 brumaire an III : « Les bras sont très rares » (*Ibid.*, L 232). Le 29 brumaire an III, l'ingénieur Martin propose que, dès qu'on aura signé la paix avec les ennemis, des bataillons entiers soient affectés au travail des routes, à l'exemple des légions romaines (*Ibid.*, L 235). Le 29 floréal an III, un état des ateliers des grandes routes dans la région de Montignac constate qu'en beaucoup d'endroits, le travail « a cessé faute de bras » (*Ibid.*). Le 3 nivôse an III, le Comité de salut public autorisera les administrations de district à employer les prisonniers de guerre à la réparation des chemins (Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 43).

rait sur les autorités constituées et sur le gouvernement une mesure si bien combinée pour frapper les esprits ; un pareil mouvement de population ne pourrait qu'attirer leur attention et leur intérêt sur l'état des routes de la Dordogne. Enfin, Lakanal, comme il le dit dans sa proclamation, voyait dans ces jours de travaux des jours de fête. « Fête de l'Egalité », telle est la suscription imprimée que porte la proclamation. Des gens de toute condition étaient appelés à participer joyeusement à la même tâche ; c'était là une leçon vivante de démocratie et un moyen d'apaiser, dans la communauté d'un même effort accompli en vue de l'utilité publique, des rivalités de classe ou des ressentiments personnels¹.

5°

Préparatifs de Lakanal.

Quelle exécution allait recevoir la proclamation du représentant ?

Le même jour, 8 pluviôse an II (27 janvier 1794), Lakanal ordonnait aux municipalités des chefs-lieux de canton du département de nommer « deux citoyens intelligents, actifs et versés dans la connaissance des travaux de leur canton ». Ces deux citoyens devraient se rendre à Bergerac, auprès de lui, sans apporter le moindre retard « dans une opération étroitement liée aux grands intérêts de la patrie² ».

La proclamation de Lakanal et ce court arrêté provoquèrent dans le département une émotion et une allégresse générales. Dès le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794), les administrateurs du département de la Dordogne envoient « à leur frère Lakanal » la réponse suivante : « Il est digne de toi, le projet que tu as conçu pour améliorer promptement nos routes délabrées et vivifier

1. C'est pour une raison un peu analogue que Roux-Fazillac déclarait avoir ordonné la démolition de châteaux de la Dordogne. « J'ai senti, écrivait-il à la Convention, le 3 nivôse an II, la nécessité d'amuser les crédules habitants des campagnes... L'instruction publique fera aussi une diversion favorable » (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 613).

2. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 13. Arch. nat., AF II 96, 708.

notre département si longtemps oublié : mais il sera digne de nous, le zèle que nous mettrons à te seconder ». Déjà, ils attendent avec impatience « le jour où le peuple de ce département sera debout pour la fête que tu lui prépares ». Ce sera « un vrai triomphe pour la liberté, un hommage bien pur à l'égalité », ainsi qu' « une source de bonheur pour une contrée trop longtemps négligée » et « une époque mémorable qui consacrera l'élan sublime dont tu es le moteur ¹ ».

C'est avec le même enthousiasme que l'on accueillait ailleurs la proclamation de Lakanal, son arrêté du même jour et les commissaires que le représentant envoyait déjà à travers le département. Dès le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794), l'un de ces commissaires est en séance à la Société populaire de Saint-Cyprien et fait part aux clubistes des mesures prises par le conventionnel. Ce qui frappe le plus les membres de la Société, ce ne sont pas tant les avantages matériels qui pourront en résulter que la haute leçon démocratique qu'elles comportent. « La Société a applaudi avec enthousiasme de voir enfin le principe de l'égalité bien consacré, bien prononcé, avec tous les fonctionnaires publics revêtus de toutes les marques extérieures de la loi et la bêche à la main. Que le riche donne l'exemple du travail aux pauvres, et que le riche porte du pain pour le pauvre ! Et l'assemblée a répété mille fois : Vive Lakanal ² ! ».

Ensuite, le commissaire de Lakanal invite la Société à désigner — la municipalité ratifierait à coup sûr ce choix — deux citoyens intelligents qui iraient à Bergerac, « recevoir du représentant du peuple et des ingénieurs du département toutes les instructions de détail pour les transmettre à leurs concitoyens ² ». Joseph Prunis fut l'un des deux citoyens désignés ; il se rendit à Bergerac avec son collègue. De retour à Saint-Cyprien, ils firent part aux clubistes, le 17 pluviôse an II (5 février 1794), des « instructions qui seront données aux commissaires nommés pour la surveillance et l'exécution desdits travaux » ; ils déclarèrent aussi que ceux des citoyens auxquels leurs facultés ne permettraient pas de « faire le don de leurs journées » devaient recevoir de la municipalité des fonds à titre d'indemnité ².

1. Arch. dép. Dordogne, L 108, f. 10 et suivantes.

2. Ibid.; L 936, à cette date.

On voit aussi arriver à la Société populaire de Montignac, le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794), le citoyen Dupuis, commissaire de Lakanal, qui remet sur le bureau la proclamation du représentant, « laquelle est couverte d'applaudissements ¹ ». Le 11 pluviôse an II (30 janvier 1794), la Société s'occupe de déléguer des clubistes auprès de Lakanal, et nous voyons que, le 15 pluviôse an II (3 février 1794), le directoire du district de Montignac attend leur prochain retour ².

Aucun commissaire du représentant ne se rendit alors à Ribérac, mais il suffit à la municipalité de cette ville de recevoir la proclamation du 8 pluviôse an II, pour envoyer aussitôt deux citoyens à Bergerac, Hélié Massoubre et Pierre Leymarie ³. La municipalité de Lalinde s'empressa également de déléguer auprès de Lakanal deux citoyens, chargés de conférer avec lui sur la réfection des chemins ⁴.

La Société populaire de Thenon reçoit aussi deux délégués du représentant, applaudit « avec enthousiasme aux vues salutaires et énergiques » de la « sublime adresse, » et charge deux clubistes, Férégaudie et Chassaignon, maire, de se rendre, à cet effet, auprès de Lakanal ⁵.

Ainsi, Lakanal commençait à remuer l'opinion par sa proclamation et son arrêté, par l'envoi de délégués à travers le département et par ses conférences avec les commissaires qu'il mandait à lui, des divers cantons du département.

Préparatifs faits par les Sociétés populaires et les administrations.

Cédant à cette impulsion, les Sociétés populaires et les administrations prirent, à leur tour, des mesures pour assurer l'exécution du grand projet de Lakanal.

1. Le Roy, p. 51, 53.

2. Arch. dép. Dordogne, L 520, f. 68.

3. Arch. mun. Ribérac, Reg. délib. mun., à cette date. Dès le 9 pluviôse an II, et sans doute avant de connaître la proclamation lancée, la veille, par le représentant, la municipalité de Ribérac lui écrivait pour lui signaler le mauvais état des routes du Ribéracois et demander l'ouverture d'une route allant d'Angoulême à Bergerac par Ribérac ; elle abrégérait de 17 postes les voyageurs se rendant de l'ouest de la France vers les Pyrénées orientales, et qui étaient obligés de faire un crochet par Bordeaux (*Ibid.*).

4. Abbé Goustat, *Lalinde pendant la période révolutionnaire*, p. 198.

5. Arch. mun. Thenon, Reg. Société populaire, à cette date.

Le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794), les membres de la Société populaire de Saint-Cyprien proposent diverses motions au sujet des chemins ; une discussion s'élève entre eux à propos de ceux des chemins qu'on doit réparer ; mais le délégué de Lakanal, présent à la séance, met fin au débat en donnant satisfaction à tous les contradicteurs, car, dit-il, les chemins « devaient être tous raccommodés le même jour et dans trois jours ». Nous voyons que, dans cette même séance, on se demande s'il y aura assez de cailloutage pour réparer les chemins, et l'on constate qu'on dispose d'une quantité suffisante¹.

À la Société populaire de Montignac, même empressement à seconder les efforts du conventionnel. Le 9 pluviôse an II (28 janvier 1794), la discussion y roule « sur les moyens d'exécution du projet de Lakanal ». Au cours de cette discussion, un citoyen « offre un quintal de fer, pour fabriquer les outils nécessaires » à la réparation des routes, et finalement l'assemblée confie à quatre citoyens le soin de présenter un rapport « sur les moyens d'exécution de ce projet de Lakanal² ». Deux jours après, le 11 pluviôse an II (30 janvier 1794), un des quatre citoyens choisis, Boredon, lieutenant de gendarmerie, soumet à l'assemblée son rapport, qui, dit-il, « embrasse toutes les questions relatives à cette grande œuvre ». Dans la même séance, un autre membre de la Société propose d'inviter tous les citoyens, suivant leurs facultés, à faire des outils pour ces travaux ; « il croit qu'au moyen de ces précautions, ça ira² ». Le surlendemain, 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794), sur la motion de plusieurs membres, la Société arrête que les citoyens seront invités à se procurer des outils pour la réparation des routes².

De son côté, le directoire du district de Montignac décidait, le 18 pluviôse an II (6 février 1794), qu'avant le commencement des travaux ordonnés par le représentant, et pour faciliter ces travaux, une partie de la route qui se trouvait à l'entrée de Montignac serait réparée³.

Comme à Saint-Cyprien et comme à Montignac, on se préoccupait à Sarlat d'exécuter les ordres de Lakanal. L'agent natio-

1. Arch. dép. Dordogne, L 936, à cette date.

2. Le Roy, p. 51, 53, 54.

3. Arch. dép. Dordogne, L 520, f. 71.

nal du district de Sarlat disait, en effet, le 18 pluviôse an II (6 février 1794) : « Une mesure grande et utile vient d'être arrêtée par le représentant Lakanal. Il veut que, dans quelques heures, toutes les routes soient réparées ; il veut... que tout agisse, hommes, femmes et enfants, pour seconder ce désir ». Il ajoutait : « Ce n'est pas assez d'avoir des bras ; il faut encore des outils, qui se trouvent en petite quantité dans les villes non agricoles : telle est celle de Sarlat » ; et, sur sa demande, l'administration décidait d'ordonner les réquisitions nécessaires pour se procurer le nombre suffisant de brouettes, masses, pelles, pioches, etc.¹.

Le même souci préoccupait les administrateurs du district de Ribérac. Ils écrivaient à Lakanal, le 20 pluviôse an II (8 février 1794), qu'ils s'étaient « pénétrés » des dispositions de son « arrêté »² relatif à la réparation des routes. « Nous ferons, disaient-ils, tous nos efforts pour que son exécution ne souffre aucun retard ; mais une difficulté se présente ; nous avons recours à toi pour la lever ». Ils annonçaient au conventionnel qu'ils manquaient de masses de fonte pour frapper la pierre et que, s'il n'intervenait pas, les propriétaires des forges refuseraient d'en fabriquer. « Nous te demandons à (*sic*) nous autoriser à faire couler dans telle forge qu'il te plaira choisir le nombre de masses qui nous manque ». En même temps, l'administration du district apprenait à Lakanal que, secondant les vues « bienfaisantes » du représensant, la Société populaire de Ribérac avait invité toutes les communes du canton à envoyer dans son sein des commissaires, « pour concerter avec eux les moyens de travailler d'accord et avec fruit » à la réfection des chemins³.

Lakanal s'empressa de donner satisfaction à la demande de l'administration du district de Ribérac. Aussi, le 26 pluviôse an II, le directoire de ce district, « vu l'approbation ci-dessus du représentant Lakanal », chargeait-il un citoyen de se transporter dans

1. Arch. dép. Dordogne, L 845, à cette date.

2. A vrai dire, la proclamation du 8 pluviôse an II ne se présentait pas sous la forme d'un arrêté. Le rédacteur de cette lettre prend le mot d'arrêté dans un sens très général. Ou bien l'administration avait-elle déjà reçu l'arrêté du 19 ou 20 pluviôse, dont nous parlons un peu plus loin (p. 524).

3. Arch. dép. Dordogne, L 784, à cette date.

une forge du département, « pour faire louer, fabriquer et acheter la quantité de 400 masses ou bombes à-frapper, en fonte, nécessaires » à la réparation des chemins de ce district. Nous apprenons bientôt, il est vrai, que ce commissaire n'a pu se procurer ces outils, que le directoire du district de Ribérac, le 1^{er} ventôse an II (19 février 1794), décide de faire fabriquer à Ribérac même¹. Entre temps, le 25 pluviôse an II (13 février 1794), le Conseil municipal de Ribérac chargeait trois commissaires de recenser, dans la commune, toutes les charrettes garnies de leurs planches, les bœufs, vaches, chevaux de trait, brouettes, paniers, pioches, pics, marteaux, etc., pour les répartir entre les habitants, et, en cas d'insuffisance des instruments, pour en faire fabriquer au plus tôt².

La Société populaire de Thenon prit des mesures analogues ; elle fit fabriquer par le citoyen Marchier des marteaux propres à la réfection des chemins³.

L'administration du district d'Excideuil ne fit pas preuve d'un moindre zèle. Le 19 pluviôse an II (7 février 1794), elle arrêtait d'écrire au représentant, pour obtenir de lui des indications sur l'établissement des chemins, la manière de les ouvrir, les difficultés qu'on pourrait rencontrer (vignes, terres ensemencées, etc.)⁴. Il ne semble pas que Lakanal ait répondu à cette lettre. Son silence s'explique d'ailleurs assez, car, ayant simplement ordonné la réfection des chemins déjà tracés et non l'ouverture de nouveaux chemins, il n'avait pas à fournir des éclaircissements sur des ordres qu'il n'avait jamais donnés.

Le représentant se contenta — et cela à la date du 19 ou 20 pluviôse an II — d'envoyer aux diverses autorités et Sociétés populaires de la Dordogne un arrêté au sujet des travaux des routes, pour l'exécution duquel les Sociétés populaires devaient s'entendre avec les corps constitués⁵.

Les préparatifs étaient poussés rapidement et jusque dans le

1. Arch. dép. Dordogne, L 776, à cette date.

2. Arch. mun. Ribérac, Reg. délib. mun., à cette date, f. 53.

3. Voir Arch. mun. Thenon, Reg. Société populaire, 10 brumaire an III ; à cette date, Marchier réclamera le paiement de son travail et de ses fournitures.

4. Arch. dép. Dordogne, L 407, à cette date.

5. Le Roy, p. 61. séance du 21 pluviôse. C'est tout ce que nous savons de cet arrêté, dont nous n'avons pu retrouver le texte.

détail par la municipalité de Périgueux, qui, le 28 pluviôse an II (16 février 1794), lançait à ce sujet une véhémence proclamation, suivie d'un long arrêté¹. Dans sa proclamation, la municipalité montrait combien cette levée en masse de la population périgourdine pour la réparation « des grandes routes et... des chemins vicinaux » faciliterait les opérations des armées et améliorerait la situation économique du département. Elle exhortait les citoyens à faire le sacrifice de quelques journées de travail. Elle invoquait les charges accablantes du budget de l'État, qui était déjà bien assez grevé, et assurait les citoyens de la reconnaissance publique. Elle espérait n'avoir pas à recourir, pour opérer ces travaux, à son droit de réquisition ; confiante dans la bonne volonté de ses administrés, elle se bornait à leur adresser l'invitation suivante.

Venait alors un arrêté détaillé, en 33 articles². Conformément aux instructions de Lakanal, le bruit du canon et le son des cloches préviendraient les habitants, l'avant-veille, et la veille du jour où commenceraient les travaux. Dès l'aurore, les travailleurs de l'un et de l'autre sexe se rendraient, au bruit du tambour, dans les divers ateliers, délimités chacun par un drapeau tricolore. Le canton de Périgueux se trouvant divisé en 15 sections (la ville même de Périgueux formant 3 de ces sections, et les localités environnantes formant les 12 autres sections), les habitants se rendraient sur les diverses routes qui partaient de Périgueux, dans l'atelier correspondant à leur section³. Chaque atelier travaillerait, sous la surveillance de deux commissaires, l'un, à la confection de 1.000 toises de chemin, un autre, à la confection de 700 toises, un autre, à la confection de 600, etc., au total 13.000 toises. Si la toise valait alors 1 mètre 949, les habitants du canton de Périgueux avaient donc à réparer 25 kilomètres 337 mètres de chemin.

A l'intérieur de chaque section, l'ouvrage était ainsi réparti : les citoyens âgés de 15 à 35 ans se muniraient chacun d'un pic, d'une pioche ou d'un bigot³ ; ceux âgés de 35 à 50 ans

1. *Arch. mun. Périgueux*, D 4, f. 133 et suiv.

2. La description des 15 sections, qui est donnée dans cet arrêté, contribue à nous faire connaître la topographie de Périgueux et des environs à cette époque.

3. Pioche à deux dents.

se muniraient d'une pelle ; ceux au-dessus de 50 ans apporteraient chacun un marteau de forgeron ou de maçon, destiné à écraser les pierres. Les enfants de moins de 15 ans et les citoyennes se serviraient d'un panier assez grand pour contenir les pierres ou la terre que leurs forces leur permettraient de transporter.

Pour s'assurer les instruments de travail nécessaires, la municipalité ordonnait à tous les marchands qui possédaient des masses ¹, des bombes ¹, des marteaux de maçons, etc., de venir lui en faire la déclaration ; la municipalité leur indiquerait le local où ces objets seraient déposés deux jours avant le commencement du travail. Il en serait de même des bayarts ² et des brouettes que chaque particulier pouvait avoir en sa possession. De plus, tous les propriétaires de tombereaux et de chariots ³ étaient invités à les faire réparer, et, à défaut de tombereaux, à faire fonder en planches leurs charrettes, pour les rendre propres au transport des cailloux et de la terre. Enfin, tous les bœufs, chevaux, bêtes de somme étaient mis à la disposition des commissaires nommés pour organiser ces travaux.

Après avoir pris quelques autres mesures de détail, la municipalité terminait en faisant appel aux sentiments d'égalité et de fraternité qui devaient présider à cette fête.

Ainsi, la municipalité de Périgueux — comme beaucoup d'autres ⁴ — obéissait ponctuellement aux ordres du conventionnel et prenait toutes les précautions nécessaires pour en assurer la stricte exécution ⁵.

1. Gros marteaux qui servaient à tasser le sol. L'ingénieur Gaillon parle de « petites masses de fer nécessaires aux travaux des routes » (*Arch. dép. Dordogne*, L 235, lettre du 27 nivôse an II).

2. Civière propre au transport des pierres.

3. Le tombereau consiste essentiellement en une caisse rectangulaire montée sur deux roues ; la caisse du chariot est montée sur quatre roues ; la charrette n'a pas de caisse, mais seulement des ridelles, et elle n'est pas foncée. Voir *Encyclopédie* Diderot, articles *Chariot* et *Charron*, et t. III des planches, article *Charron*, planches 5 et 6).

4. Voir Le Roy, p. 75, au sujet de l'arrêté que prit la municipalité de Montignac, pour régler « l'ordre et la marche des travaux ».

5. Lakanal fut satisfait de cet arrêté, l'approuva, le 4 ventôse an II, et envoya un délégué à Périgueux, pour en surveiller l'application. Voir Clamageran, p. 31.

L'entreprise s'annonçait à merveille. Lakanal n'avait plus qu'à donner une dernière impulsion. C'est le 4 ventôse an II (22 février 1794) qu'il jeta son dernier coup de dé. Ce jour-là, en effet, il prenait un arrêté qui fut envoyé aux municipalités, Comités révolutionnaires, etc., dont l'article essentiel (art. 9) était ainsi conçu : « Amis, c'est le 9 ventôse présent mois que doivent commencer, dans toute l'étendue du département... les travaux révolutionnaires des grandes routes. Ils seront continués jusqu'au 11 au soir, époque à laquelle le courage et le patriotisme des braves Montagnards de la Dordogne auront consommé ce grand œuvre ». L'arrêté se terminait par un suprême appel aux populations : « Amis, dans cette journée à jamais mémorable, la République ne comptera au nombre de ses enfants que les hommes qui travailleront avec un inflexible courage, et, sous ce rapport, l'aîné de la famille sera Lakanal¹. »

Le 6 ventôse an II (24 février 1794), la municipalité de Périgueux, en publiant la date des travaux, prit de nouvelles mesures qui corroboraient les précédentes. Pour donner un air de fête à ce grand œuvre, elle ajouta : « Comme la gaité doit caractériser la cérémonie civique qui a pour objet la confection² des grandes routes, tous les musiciens ou ménestriers de la commune sont invités d'y apporter leurs instruments, pour jouer des airs patriotiques³. »

A son tour, le 7 ventôse an II (25 février 1794), la municipalité de Chancelade, voisine de Périgueux, convoquait tous les habitants de la commune, pour travailler, du 9 au 11, à la réparation de 600 toises de chemin, conformément à l'arrêté pris, le 28 pluviôse, par la municipalité de Périgueux³.

Le 8 ventôse an II (26 février 1794), c'est la Société populaire de Saint-Cyprien qui décide que le signal du travail sera donné « par le son des cloches et du tambour », et que chaque

1. Arch. mun. Périgueux, D 4, f. 137. Arch. dép. Dordogne, L 422, tableau de la correspondance de la première décade de ventôse an II. Voir aussi *Journal de Bergerac*, 5 avril 1845.

2. En réalité, il s'agit de la réfection et non de la confection des routes.

3. Arch. dép. Dordogne, Q, Reg. délib. mun. Chancelade, à cette date. Ce registre, comme on le voit, se trouve égaré dans la série Q, où je ne m'attendais guère à le rencontrer. C'est une preuve, entre bien d'autres, de l'état rudimentaire du classement des Archives départementales de la Dordogne (période révolutionnaire).

commissaire avertira les citoyennes et les citoyens de la section où ils auront à travailler ; à cet effet, on remettra un tableau à chacun des commissaires ¹.

De plus, et conformément à l'ordre de Lakanal, on voit les membres de diverses administrations eux-mêmes décider qu'ils iront, sur les chantiers, donner l'exemple du travail. « Que quatre membres du Comité, dit un membre du Comité révolutionnaire de Montignac, restent en permanence, pour surveiller les malveillants, qui ne dorment jamais ; que les autres se portent sur leurs cantons respectifs, qu'ils partagent leur pain avec les indigents » et qu'ainsi « les fonctionnaires publics aient la douce satisfaction de mêler leurs sueurs avec celles de leurs concitoyens ² ». Dans le même esprit, au commencement de ventôse an II, l'administration du district de Nontron, « considérant qu'une pareille réparation ne peut qu'être... très avantageuse pour le district, que la présence des corps constitués et l'exemple qu'ils donneront à leurs concitoyens sera à jamais mémorable », arrête « que toute l'administration, à l'exception du président, qui, à tout événement, demeurera au district..., pour la garde des papiers ou pour surveiller les allants et venants qui pourraient ne pas être occupés aux grandes routes, se joindra aux autres citoyens de cette commune et accourra, avec eux, aux travaux qui leur seront indiqués par les commissaires nommés pour lesdites réparations ³. »

Au reste, Lakanal n'abandonnait pas à elles-mêmes les administrations. Avant la mise en œuvre des travaux, il envoya à travers le département de nouveaux commissaires, munis d'instructions détaillées, chargés de s'entendre avec les administrations et de surveiller la réparation des routes ⁴. Dès le 24 pluviôse an II (12 février 1794), deux citoyens, dont l'un originaire d'Angoisse (district d'Excideuil), « investis des pouvoirs dont nous sommes revêtus par le représentant du peuple Lakanal, séant à Bergerac », viennent à Angoisse choisir deux citoyens « actifs, intelligents et propres à exciter l'émulation, pour la surveillance et exécution révolutionnaire

1. Arch. dép. Dordogne, L 536, à cette date.

2. *Ibid.*, L 584, 7 ventôse an II.

3. *Ibid.*, L 640, n° 101.

4. Voir Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 465, et Arch. nat., AF II 96, 262.

des travaux relatifs à la confection et réparation de la grande route de Limoges à Cahors ». Ils choisissent deux citoyens et leur en adjoignent deux autres, chargés de « tracer, au moyen de piquets, le milieu de la route, afin d'y placer le plus juste possible la chaussée d'empierrement ». Tous quatre étaient rendus responsables des « suites funestes que pourrait entraîner le moindre retard dans une opération dont les intérêts sont étroitement liés à ceux de la patrie ¹ ».

Le 6 ventôse an II (24 février 1794), ce sont trois commissaires de Lakanal, dont le citoyen Mounet, membres de la Société populaire de Bergerac, qui apportent les dernières instructions du représentant à la Société populaire de Thenon ; leurs paroles sont applaudies avec enthousiasme, et le président leur donne le baiser fraternel. Alors, « plusieurs membres ont successivement excité le courage, le zèle et l'activité de leurs frères, en les invitant à se transporter sur les chemins qui leur ont été désignés par les commissaires du canton, afin de consommer ce grand œuvre dans le délai de trois jours, avec toute l'énergie d'hommes libres et de vrais républicains. La satisfaction et la bonne volonté se sont manifestées dans toute la salle et aux tribunes par des applaudissements plusieurs fois redoublés ² ».

Le 8 ventôse (26 février 1794), nous voyons à Saint-Cyprien le citoyen Sautet, autre commissaire de Lakanal, investi par lui des pouvoirs nécessaires pour s'entendre avec la municipalité et la Société populaire, et lever toutes les difficultés à cet égard ; il prend part aux délibérations de la Société populaire de Saint-Cyprien au sujet du « raccommodage » des routes, et la félicite de son zèle ³.

Un autre commissaire de Lakanal paraît, le 7 ventôse an II (25 février 1794), à la Société populaire de Montignac ; c'est devant lui et avec lui que les clubistes discutent sur l'opportunité et la facilité de telles ou telles réparations de chemins.

1. H. Labroue, *La commune d'Angoisse pendant la Révolution*, dans la *Révolution française* du 14 avril 1910, p. 317. On voit que ces commissaires sont investis d'une mission différente de ceux que nous avons vus opérer pendant la première quinzaine de pluviôse (p. 520, 521).

2. Arch. mun. Thenon, Reg. Société populaire, à cette date.

3. Arch. dép. Dordogne, L 936, à cette date.

Finalement, ce commissaire déclare que, comme il dispose des pouvoirs les plus étendus, les difficultés seront bientôt levées. si la Société nomme quatre de ses membres pour l'accompagner sur les lieux, ce qui est adopté avec empressement¹. Le lendemain, ce même commissaire assiste encore à la séance de la Société. La discussion reprend sur le même objet. Tout en reconnaissant que Lakanal avait en vue la réparation des routes déjà existantes et non l'ouverture de nouvelles routes, on décide de « changer une partie de la route qui conduit à Saint-Léon », car « ce projet raccourcirait et coûterait moins que la réparation de l'ancien chemin ; au reste, ce serait du travail fait, pour la route qui infailliblement sera ouverte de Montignac au Bugue ». L'ingénieur Pouzols, présent à la séance, est prié de prêter son concours à ces travaux. Et, comme il déclare qu'il ne peut diriger les travaux sans y être préalablement autorisé par l'administration des ponts et chaussées, on lui réplique que, « dans un ouvrage vraiment révolutionnaire, le peuple souverain, qui agit révolutionnairement par l'organe de Lakanal, l'un de ses représentants, ne doit pas attendre la décision de cette administration, trop lente dans ses mesures ». Pouzols cède alors à cette démarche, demandant seulement que, pour mettre sa responsabilité à couvert, ses réponses soient consignées dans le procès-verbal. La Société, dans son empressement à seconder les vues du conventionnel, vote à l'unanimité qu'en outre des trois jours de travail ordonnés par Lakanal, un quatrième jour serait consacré à la réfection des routes¹.

Le 9 ventôse an II (27 février 1794), un mois après la proclamation inaugurale de Lakanal, après que le représentant, ses commissaires, les autorités constituées, les Comités révolutionnaires et les Sociétés populaires avaient distribué les travaux, harmonisé les efforts et excité le zèle des populations, à leur tour ces populations se levaient en masse et, pendant trois jours, travaillaient à l'exécution du grand projet² !

1. Le Roy, p. 74 à 76. Ce commissaire, Birol, se concerta aussi avec le Comité révolutionnaire de Montignac (*Arch. dép. Dordogne*, L 584, 7 ventôse an II).

2. Ce n'est qu'à ce moment-là que le représentant aurait pu écrire : « Ce mouvement révolutionnaire est déjà réglé... Les oscillations en sont calculées avec une précision géométrique. Tout est discuté, pondéré ». Or,

6° *Les trois journées.*

Quoique nous n'ayons trouvé qu'assez peu de renseignements sur ces trois journées de travaux des 9, 10 et 11 ventôse an II (27, 28 février et 1^{er} mars 1794), nous en savons assez pour pouvoir dire que, dans leur ensemble, les mesures arrêtées à cet égard reçurent leur application.

Lakanal lui-même donnait l'exemple. Un publiciste bergérois écrira, en 1845 : « Nous sommes en mesure de certifier, parce que nous le tenons de témoins oculaires, que le représentant du peuple..., en cette circonstance..., comme il l'avait publié..., fut toujours le premier à l'œuvre ¹ ». Les administrateurs devaient participer à ces travaux. C'est ce qu'ils firent généralement. Les administrateurs du département, par exemple, écrivent, le 10 ventôse an II (28 février 1794), à Lakanal : « Le fournisseur des fourrages... est venu nous tirer des différents ateliers établis sur les routes, où nous nous étions rendus, chacun dans sa section ². » Ce sont aussi les membres du Comité révolutionnaire de Montignac qui déclarent qu'ils ont tenu séance, une fois « rentrés des travaux ordonnés par le représentant Lakanal ³ ». Ou bien, c'est l'administration du district de Montignac qu'on voit « vouée, les 9, 10 et 11 ventôse, aux travaux de la route sous Mouneix, conformément au vœu du représentant Lakanal ⁴ ». Et elle écrit ailleurs : « Les administrateurs ont donné l'exemple du travail, qu'ils n'ont quitté que pour prendre ⁵ » diverses mesures. Ou encore, c'est l'administration du district de Nontron, qui, « advenant le 12 ventôse an II,... après avoir travaillé les 9, 10 et 11 du courant à la réparation des grands chemins, reprend ses fonctions administratives ⁶ ».

A côté et à l'exemple des administrateurs, les habitants prirent part en grand nombre à ces travaux, de quelque condition qu'ils

Lakanal écrivait ces mots dès le 8 pluviôse. C'était là une anticipation destinée sans doute à rassurer et à encourager les populations,

1. *Journal de Bergerac*, 5 avril 1845.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 44.

3. *Ibid.*, L 584, 12 ventôse an II.

4. *Ibid.*, L 520, f. 111, en note.

5. *Ibid.*, L 525, 14 ventôse an II.

6. *Ibid.*, L 640, 12 ventôse an II.

fussent. « Mon père, ma mère, mon frère et moi nous fûmes obligés de nous rendre à un atelier, écrira, en 1847, le Périgourdin Poumiès de la Siboutie¹ ». La tradition orale a perpétué, dans la Dordogne, le souvenir des « messieurs » et des « dames » qui contribuèrent à l'œuvre commune ; leur présence, si elle n'apporta peut-être pas une aide bien efficace, fut du moins un exemple et une leçon d'égalitarisme, dont l'effet moral fut assez fort pour qu'on en puisse, aujourd'hui encore, recueillir le témoignage dans les régions de Montignac², de Lalinde³, de Terrasson⁴, de Bergerac⁵, etc. Au reste, le représentant ne visait point, sous prétexte d'égalité, à un nivellement brutal des forces et des aptitudes. Il sut tenir compte des « égards qu'il devait à certaines personnes⁶ ».

Le travail ordonné fut pris, d'ordinaire, très au sérieux. Ainsi, le 10 ventôse an II (28 février 1794), un membre de la Société populaire de Montignac se plaignit « amèrement » qu'on eût quitté le travail des routes une heure trop tôt, « pendant laquelle on aurait fait pour 1.000 livres d'ouvrage », et il demanda la censure au procès-verbal pour ceux qui avaient fait battre la retraite avant l'heure. Il résulta d'ailleurs des explications qui furent fournies que le tambour qui se trouvait à l'atelier le plus éloigné, entendant le tambour de la commune voisine, l'avait pris pour un de ceux de Montignac. C'est pourquoi il avait battu la retraite prématurément⁷.

A Montignac encore, comme les jeunes gens de la première réquisition s'étaient mal comportés dans les ateliers, la Société populaire arrêta, le 10 ventôse an II (28 février 1794), que leur mauvaise conduite serait signalée aux agents militaires, qui seraient invités à les faire travailler, sous leur direction, dans un atelier séparé⁷.

Même vigilance de la part des clubistes de Thenon. Là, le 12 ventôse an II (2 mars 1794), un membre de la Société se

1. Docteur Poumiès de la Siboutie, *Souvenirs d'un médecin de Paris*, p. 34.

2. Le Roy, p. 78.

3. *Bulletin... du Périgord*, t. IX, p. 158, en note.

4. V. Grand, *Annales du Terrassonnais*, p. 239, note 1.

5. Tradition orale que nous avons recueillie dans le Bergeracois.

6. *Journal de Bergerac*, 5 avril 1845.

7. Le Roy, p. 76 et 77.

plaint des citoyens « qui avaient montré de l'apathie dans les travaux » ou qui s'étaient « mal comportés sur l'atelier ». La Société invite alors ses membres à fournir, à ce sujet, « tous les renseignements que doivent donner des républicains, sans passion et sans ménagement ». Par contre, la Société s'accorde à reconnaître « que les citoyennes avaient bien fait leur devoir et qu'elles méritaient, en général, l'estime publique, pour avoir surpassé, par leur ardeur au travail, ce qu'on ne devait pas attendre d'un sexe aimable, mais délicat ». Aussi le président invite-t-il les citoyennes à mettre « autant d'activité à faire la charpie qu'elles en avaient mis dans des travaux pénibles révolutionnaires (*sic*)¹ ».

D'autres Sociétés populaires enverront tout exprès des adresses à la Convention, pour lui faire connaître, en termes enthousiastes, le succès avec lequel ces travaux avaient été accomplis. Celle de Bergerac, envoyée le 18 ventôse an II (8 mars 1794), est écrite en termes dithyrambiques². Celle de Sarlat, reçue le 28 ventôse an II (18 mars 1794), « annonce qu'à la voix du représentant Lakanal, tous les habitants de la contrée se sont portés en masse à réparer les routes³ ». Celle de Sigoulès, reçue le 10 germinal an II (30 mars 1794), vante, à ce propos, « l'empressement avec lequel les habitants de ce département ont exécuté » les ordres du représentant⁴. Et ces trois Sociétés s'accordent à solliciter de la Convention qu'elle étende cette salutaire mesure révolutionnaire à tout le territoire de la République.

C'est de cet universel élan des populations que Lakanal, en pleine période de travaux, le 10 ventôse an II (28 février 1794), faisait part à la Convention, non sans anticiper un peu, il est vrai, sur le résultat de cette entreprise. « Les soins que je donne à l'établissement de Bergerac, disait-il, ne m'empêchent [pas] de faire marcher vers la régénération universelle les autres parties de l'économie politique. Les routes qui coupent le département de la Dordogne étaient impraticables. J'ai fait entendre à ses habitants la voix de la patrie ; ils se sont levés,

1. *Arch. mun. Thenon*, Reg. Société populaire, à cette date.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. Nous la citons, p. 544, 545.

3. *Procès-verbal Convention*, à cette date, p. 394.

4. *Ibid.*, à cette date, p. 387.

et les chemins ont été réparés dans trois jours... Les Sociétés populaires vont donner à la Convention des détails que l'égoïsme repoussera dans la région des chimères¹. »

7^o*Résultats matériels, moraux et sociaux.*

Lakanal attendait de ces travaux un double résultat : effets matériels, d'une part, effets moraux et sociaux, d'autre part. Ce double résultat fut atteint.

Les effets matériels peuvent eux-mêmes se subdiviser en effets matériels directs et indirects.

Résultats matériels directs.

Les résultats matériels directs furent considérables. L'objet essentiel des travaux consistait dans la réfection des routes déjà existantes. Peut-être même établit-on quelques routes nouvelles. C'est ce que laisse entendre une lettre du 21 ventôse an II (11 mars 1794), dans laquelle l'administration du département demandait au conventionnel de faire ouvrir, par les mêmes procédés, une route de Périgueux à Bergerac. « Les moyens que vous avez employés, lui disait-elle, ont si bien réussi que nous vous prions de les mettre encore en usage². »

Ces moyens avaient donné des résultats si heureux qu'on voulait les appliquer, non seulement à la confection de nouvelles routes, mais à d'autres travaux, tels que la coupe des bois. Le 11 germinal an II (31 mars 1794), l'agent national du district de Montignac ne disait-il pas aux administrateurs de ce district : « Le représentant Lakanal vous a donné la clé des grands travaux ; usez de sa recette et comptez qu'elle produira les plus salutaires effets » ? Sur sa proposition, un arrêté en 11 articles était adopté, dont l'article premier portait que « tous les bois

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 465.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 53.

qui auraient été coupés... ou qui doivent l'être... seront exploités par la levée en masse de tous les citoyens qui pourront être employés utilement ¹ ».

Romme, lui aussi, ne s'inspirera-t-il pas de l'exemple de Lakanal, quand il prendra, relativement encore à la coupe des bois, les mesures dont il donne le récit le 18 floréal an II (7 mai 1794)² Une forge, dit-il, était dans l'inaction, faute de charbon. Les bois qui devaient servir pour le fondage étaient encore sur pied, le 28 germinal. Romme fit appel, les jours suivants, aux habitants des 25 communes environnantes; les fonctionnaires se mirent à l'œuvre comme les autres, et, en trois jours, le travail fut fini ³.

Nous avons d'autres éléments d'appréciation que ces témoignages indirects et vagues.

Des rapports d'administrations et d'ingénieurs du département nous apprennent qu'il y eut assurément, comme on pouvait le prévoir, des erreurs commises. Un mémoire émané de l'administration du district de Ribérac porte que les travaux révolutionnaires furent exécutés « avec tant de précipitation que les matériaux, mal distribués, ont encombré les chemins dans plusieurs parties ³ ». L'ingénieur Gaillon écrira encore, à propos de la route de Castillonès à Bergerac, que le « travail révolutionnaire ordonné par... Lakanal l'a rendue encore plus mauvaise, à raison des grosses pierres qu'on a placées sur le milieu du chemin ⁴ ». Mais ce même ingénieur laisse aussi entendre et dit expressément que ces travaux furent suivis d'utiles résultats. La route de Montpon à Sainte-Foy est « en mauvais état, écrit-il, malgré le travail révolutionnaire ordonné par Lakanal ⁴ ». Quant à la route de Ribérac à Angoulême, par La Roche-Beaucourt, « elle n'est pas très mauvaise, et on l'a assez bien réparée pendant les trois jours de la fête de l'Égalité ⁴ ». Gaillon donnait, d'ailleurs, son avis sur l'ensemble de ces travaux, dans la lettre qu'il adressait de Duras, le 17 thermidor an II (4 août 1794), à Le Camus, membre du Comité des travaux publics : « Je ne fais que recevoir ta lettre du 20 messidor dernier, rela-

1. Arch. dép. Dordogne, L 520, f. 130.

2. Voir Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 353.

3. Arch. dép. Dordogne, L 235, 2 frimaire an III.

4. *Ibid.*, L 232, État des routes au 30 fructidor an III.

tive aux ouvrages exécutés révolutionnairement sur les routes... de la Dordogne... Ce travail a fait le plus grand bien dans quelques parties. Quelques-unes, mais en petit nombre, ont été aussi bien exécutées et aussi solidement que si elles l'eussent été par la voie de l'adjudication. Beaucoup d'autres l'ont été très imparfaitement, et enfin il y a des routes sur lesquelles il n'y a eu que des remuements de terre, sans empièvements ».. Il concluait : « Il y a encore beaucoup de mauvais pas, ... malgré tout ce qui s'est exécuté révolutionnairement ¹ ».

De son côté, l'ingénieur Pouzols, chargé de l'arrondissement de Montignac (qui comprenait trois districts), se plaignait, le 26 brumaire an III (16 novembre 1794), au Comité des travaux publics du mauvais état des routes de la Dordogne. Mais il ajoutait : « A la vérité, le génie de la liberté vient de faire luire à nos yeux une aurore plus flatteuse... Les routes de ce département ont certainement bien à se louer de la Révolution, et le travail révolutionnaire ordonné par... Lakanal, dont nous garderons à jamais un heureux souvenir, joint à celui qu'ont exécuté les ateliers que nous avons depuis établis, les ont certainement bien changées de face. Les plus mauvais pas sont en partie réparés ². » Ces hommes écrivaient en toute indépendance d'esprit, deux mois après le départ définitif de Lakanal. Ces spécialistes n'en voulaient point au conventionnel d'avoir empiété sur leurs attributions ; ils s'en félicitaient, au contraire. Leurs déclarations méritent d'être retenues.

D'autre part, un état des travaux révolutionnaires des grands chemins fut dressé, dans le mois qui les suivit. Il contenait : 1° la désignation des routes ; 2° la longueur des travaux qui y avaient été exécutés ; 3° l'estimation de ces travaux. C'est cet état que, le 14 floréal an II (3 mai 1794), l'administration du département envoyait à Paris, à la Commission des travaux publics ³.

1. *Arch. nat.*, F¹⁴ 808.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 235.

3. *Arch. nat.*, L 161, f. 91. C'est sans doute cet état qui parvenait au Comité des ponts et chaussées, le 22 messidor an II. Ce jour-là, « le secrétaire commis a mis sous les yeux du Comité un état général des travaux révolutionnaires exécutés sur toutes les grandes routes... de la Dordogne par les habitants des communes, sur l'initiative du représentant... Lakanal, pendant les trois jours de la fête de l'égalité ». Ce dernier mot est suivi du

De plus, c'est à ces réparations et ouvertures de routes qu'il faut rapporter les noms dont beaucoup d'entre elles furent et sont encore aujourd'hui appelées, « chemin de la Montagne », « route Lakanal », etc.¹.

Enfin, Lakanal, dans une lettre qu'il adressait de Duras à la Convention, le 13 thermidor an II (31 juillet 1794), tout à la fin de sa mission, écrivait : « Voici le résumé général des travaux révolutionnaires, qui m'est fourni par les quatre ingénieurs du département de la Dordogne. Ce résumé est fait d'après des notes prises le plus exactement possible et des calculs faits de même. Pendant les trois jours de la fête de l'Égalité, il a été réparé, sur les grandes routes ouvertes dans le département de la Dordogne, 164.366 toises, estimées, d'après le prix connu, 318.818 livres² ». En donnant à la toise sa longueur normale de 1 m. 949, Lakanal aurait fait réparer en trois jours, dans la Dordogne, plus de 320 kilomètres de routes³ ! C'était là, à en

numéro 486, entre parenthèses, sans doute le numéro d'ordre qui fut donné à cet état. Le procès-verbal ajoute : « Le Comité a chargé le citoyen Marra-gon d'en faire un prompt rapport. » (*Arch. nat.*, AF* II 34, f. 75). La minute du procès-verbal (*Ibid.*, AF II 18, 120) ne contient pas autre chose que ce que contient le registre susdit. Nous n'avons trouvé ni état ni rapport.

1. Voir Le Roy, p. 78 et 79. « L'abord de notre commune, du côté de Bordeaux, est presque impraticable pour les charrettes », écrivait, le 9 pluviôse an II, la municipalité de Ribérac à Lakanal (*Arch. mun. Ribérac*, Reg. délib. mun., à cette date) ; ce tronçon de route s'appelle aujourd'hui « avenue Lakanal ».

2. Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 571. Il est étonnant que Lakanal ait attendu jusqu'en thermidor an II pour faire cette communication, puisque, dès le 14 floréal an II, l'administration du département avait envoyé une communication analogue à la Commission des travaux publics (*Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 91). La lettre de Lakanal fut lue, le 23 thermidor an II, à la Convention, qui décréta la mention honorable, avec insertion au Bulletin (*Procès-verbal Convention*, à cette date, p. 137). C'est sans doute cette même lettre qui fut lue, le 6 vendémiaire an III au Comité des travaux publics (ancien Comité des ponts et chaussées). Le procès-verbal du Comité porte, à cette date : « Lakanal annonce qu'à son invitation, les routes... de la Dordogne ont été réparées révolutionnairement en trois jours. Renvoyé à la section des routes » (*Arch. nat.*, AF II 18, 121). Moreau et Roux-Fazillac étaient membres de cette section ; peut-être firent-ils un rapport à ce sujet ; en tous cas, nous n'en avons pas trouvé trace.

3. Il s'agit certainement de la toise, mesure de longueur. Dans les nombreux devis estimatifs dressés par eux à la même époque, les ingénieurs de la Dordogne évaluent les travaux à exécuter sur les routes en toises, et mettent d'ordinaire, en face du nombre de toises, leur équivalent en mètres. Voir, par exemple, *Arch. dép. Dordogne*, L 232. S'il s'agissait de la toise

croire le témoignage du conventionnel, que nous n'acceptons point d'ailleurs sans réserves, un premier et très appréciable résultat¹.

Ce n'était pas le seul.

Résultats matériels indirects.

A ces effets matériels directs se joignirent des effets matériels indirects.

On ne peut guère douter, en effet, que les mesures prises par Lakanal aient contribué à créer un courant d'opinion en faveur de la réparation des chemins, qui étaient loin d'être tous réparés, et qu'il fallait entretenir, en tous cas, puisque, le 8 prairial an II (27 mai 1794), la Commission des transports

carrée; et si l'on évalue la toise carrée à 3 mètres carrés 798, on obtiendrait une surface de 62 hectares 42 ares.

Le 26 frimaire an II, l'inspecteur Besnard estimait que, sur une longueur totale de 351.688 toises, les routes de la Dordogne devaient être empierrées sur 237.672 toises, et que cette réparation coûterait en moyenne 80 livres par toise, soit 19,013.760 livres (*Arch. dép. Dordogne*, L 235). Si nous considérons comme vrais les chiffres donnés par Lakanal, il ne restait donc à empierrer, après les travaux révolutionnaires, que 73.306 toises. En outre, d'après les chiffres de Lakanal, le prix de la toise ne serait pas tout à fait de deux livres. Or, Besnard dit que le prix de revient de la toise est, en moyenne, de 80 livres. D'où vient cet écart énorme entre ces deux estimations? Si Lakanal se trompe, son erreur porte-t-elle sur le nombre des toises ou sur le nombre des livres? Le plus sage est de ne pas accepter sans réserves les chiffres du conventionnel, qu'aucun autre témoignage ne nous permet de contrôler.

1. « Inutile de dire qu'une semblable cohue ne pouvait rien faire de bien », écrira, à propos de ces travaux des grandes routes, Poumiès de la Siboutie (o. c., p. 34), qui jugeait les événements à travers ses préjugés contre-révolutionnaires et ne pardonnait peut-être pas au représentant de lui avoir fait casser des cailloux, à lui et aux siens, pendant trois jours. — Cette rancune ne cherche même pas à se dissimuler dans *Mes souvenirs de soixante-quinze ans*, de Verneilh-Puyraseau, p. 194, dont Forneron, dans son *Histoire des émigrés* (t. I, p. 147), reproduit le passage suivant : « Dans la Dordogne, les femmes de la noblesse mettent les tabliers de leurs servantes et viennent travailler à la corvée sur les routes; les jeunes filles cassent les pierres. Il est vrai que ce supplice ne dure que trois jours. Parce que le conventionnel Lakanal avait dit : « Je suis juste comme la divinité; tout le monde travaillera aux routes et elles seront réparées en trois jours », nul n'osa prétendre, après les trois jours, que les routes n'étaient pas en bon état. L'agent-voyer s'écria : « Mettez que tout est fini; Lakanal l'a dit. »

et convois militaires se plaignait à l'administration du département du mauvais état des routes de la Dordogne ¹.

La réparation des chemins se poursuivait activement, çà et là. Lakanal lui-même ordonnait, le 24 messidor an II (12 juillet 1794), l'ouverture d'une route de Bergerac à Marmande, et nommait, à cet effet, une Commission chargée de l'approvisionnement en matières premières, de la solde des comptes, de l'organisation et surveillance des ateliers ; ces frais devaient être payés sur les fonds provenant des taxes révolutionnaires. Tous les deux jours, cette Commission présenterait au représentant l'état de situation des travaux ².

Le mouvement que Lakanal avait déterminé dans l'esprit public en faveur de la réfection des routes se traduit notamment par l'arrêté que prit, le 11 ventôse an II (1^{er} mars 1794), la Société populaire de Montignac, en vertu duquel, pour achever les travaux commencés les 9, 10 et 11 ventôse, « on travaillera tous les jours des ci-devant dimanches ³. »

C'est encore à de nouveaux travaux de voirie, exécutés selon la méthode révolutionnaire préconisée par Lakanal, que la municipalité de Périgueux conviera ses administrés, lorsque, le 2 prairial an II (21 mai 1794), elle requerra « toutes les femmes et enfants de... se rendre demain, à cinq heures du matin, avec des bêtes de somme et outils, sur la route de Périgueux à Montignac,... pour y travailler à la réparation de la grande route ⁴. »

Le retentissant épisode révolutionnaire dont le conventionnel était l'instigateur ne fut pas non plus sans influencer sur l'active reprise des travaux publics ordinaires.

Le 16 ventôse an II (6 mars 1794), cinq jours après la cessation des travaux ordonnés par Lakanal, l'administration du département de la Dordogne déclarait que « le travail... indispensable des ateliers ambulants va enfin se mettre en

1. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 111.

2. Ibid., L 372, n° 16. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 11. Arch. nat., AF II 96, 704.

3. Le Roy, p. 78. La Société paraît, ainsi, n'avoir pas travaillé pendant un quatrième jour supplémentaire, comme elle en avait eu d'abord l'intention (voir p. 530).

4. Arch. mun. Périgueux, D 4, f. 151, verso.

activité ¹ » et, « voulant donner à la partie des travaux publics toute la latitude dont elle est susceptible, pour seconder l'entreprise du représentant du peuple ¹ », elle prenait un arrêté qui portait à 110 livres par mois les appointements des chefs de tous les ateliers à établir sur la route de Paris à Bordeaux ², décidait de verser aux mains des municipalités les sommes nécessaires pour payer les ouvriers employés aux travaux des routes, etc. ¹. En envoyant à Lakanal copie de cet arrêté, l'administration lui déclarait qu'elle l'avait pris pour « seconder » ses intentions, en même temps qu'elle le priait de hâter l'ouverture de la route de Périgueux à Bergerac, en recourant aux moyens révolutionnaires qu'il avait déjà employés et qui avaient « si bien réussi ³. »

C'est entre les ateliers de la route Paris-Bordeaux et quatre autres groupes d'ateliers que, le 23 fructidor an II (9 septembre 1794), l'administration du département répartissait 50.000 francs ⁴; le 6 vendémiaire an III (27 septembre 1794), elle prenait des mesures au sujet de la nouvelle route de Périgueux à Bergerac, « dont les ateliers languissent depuis trois ans ⁴. »

Au cours de l'an III, on voit l'administration du département veiller attentivement à la réparation des chemins, soit qu'à cet effet, elle distribue de l'argent entre plusieurs communes ⁵, soit qu'elle fasse le compte des dépenses à la charge du département ⁶, soit qu'elle utilise des prisonniers de guerre à la réfection des routes ⁷, etc.

Résultats moraux et sociaux.

Quelque heureuses que fussent ces conséquences pratiques, directes ou indirectes, Lakanal avait visé à des résultats d'un

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 189, n° 119.

2. Elle coupait le département de la Dordogne à l'ouest, par Montpon et Périgueux. Voir la carte.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 53.

4. *Ibid.*, L 12, à cette date.

5. *Ibid.*, L 356, n° 365.

6. *Ibid.*, L 12, f. 121.

7. *Ibid.*, L 371, n° 5, et 372, n° 82.

autre ordre. Il attendait aussi de ces mesures des effets moraux et sociaux.

Quand le représentant qualifiait de jours de fête ces trois jours de travaux, quand il leur donnait le nom de fête de l'Égalité et qu'il invitait les habitants, de quelque âge, de quelque sexe et surtout de quelque condition qu'ils fussent, à y prendre part, il voulait qu'une haute leçon morale se dégageât de cette communauté d'efforts accomplis en vue de l'utilité commune. Or, on voit, le 11 ventôse an II (1^{er} mars 1794), un membre de la Société populaire de Montignac s'écrier : « Vous savez, citoyens, que nous nous sommes retirés tous ensemble au son du tambour, les drapeaux déployés ; nous nous sommes rendus, en chantant, sur la place d'armes, pour terminer joyeusement une fête aussi majestueuse. Chaque citoyen, après avoir embrassé l'arbre de la Liberté, s'est retiré, satisfait d'avoir vu un si beau jour ». L'assemblée décide de faire écrire une relation de ces trois journées de fête, afin « qu'une plume de feu en trace le souvenir à la postérité ¹ ».

Cet enthousiasme s'explique facilement. Faire descendre et travailler sur les routes le représentant lui-même, les fonctionnaires, les messieurs et les dames, mêlés aux gens du peuple, c'était rendre tangible l'égalité civique et sociale proclamée par la Révolution, c'était fortifier l'esprit public dans ses aspirations démocratiques. Cette leçon d'égalitarisme, nous l'avons montré, ne passa pas inaperçue et la tradition orale en devait perpétuer le souvenir.

Par une autre mesure, non moins significative, Lakanal avait voulu donner une preuve de l'intérêt qu'il portait aux humbles. Il avait ordonné que ceux d'entre eux qui ne pourraient faire le sacrifice du salaire de trois journées de travail recevraient une indemnité. Cette mesure s'inspirait d'un principe analogue à celui des « ateliers de charité. » Les théories du conventionnel sur le droit au travail et la justice sociale trouvaient là une nouvelle application des idées dont s'inspirait toute son œuvre d'assistance publique ².

1. Le Roy, p. 78. Cette description ne se trouve pas au procès-verbal.

2. Voir notre chapitre sur *Lakanal et l'assistance publique*, notamment p. 304 et 305, et 326 à 328.

C'est à l'exemple de Lakanal que, le 11 ventôse an II (1^{er} mars 1794), des membres de la Société populaire de Montignac offraient, au profit des indigents qui avaient travaillé aux chemins, l'un, dix livres de viande ; l'autre, une barrique de vin ; d'autres, une certaine somme d'argent¹. Les donateurs refusèrent de laisser inscrire leurs noms au procès-verbal. Le lendemain, 12 ventôse an II (2 mars 1794), la Société populaire de Thenon décidait d'adjoindre quatre de ses membres à la municipalité de cette commune, pour vérifier, avec elle, la liste des indigents qui avaient travaillé à la réfection des chemins, en vue de secourir, à ses frais, le plus grand nombre possible d'entre eux².

Cependant, l'initiative privée ne suffisait pas. A Excideuil³ et dans d'autres cantons⁴, les pauvres attendaient impatiemment les secours promis. Le 26 ventôse an II (16 mars 1794), l'administration du département invitait Lakanal à faire dresser au plus tôt, « pour faire cesser les nombreuses réclamations », les états des dépenses relatives aux travaux révolutionnaires, et lui demandait sur quels fonds ces paiements seraient effectués⁵. A la même époque, le district d'Excideuil priait Lakanal d'ordonnancer des états de dépenses des chemins⁶. La négligence d'un grand nombre de municipalités à donner la liste des travailleurs indigents et le soin avec lequel le représentant contrôla leurs opérations retardèrent le paiement des indemnités promises⁶.

Mais les pauvres ne perdirent rien à attendre. Dans la première quinzaine de germinal an II, Lakanal mettait à la disposition des administrations de district diverses sommes, qui seraient prises sur les taxes révolutionnaires et réparties entre les municipalités par les soins de ces administrations : 5.192 livres 10 sols au district de Sarlat⁷ ; 5.650 livres 7 sols à

1. Le Roy, p. 78, 79.

2. *Arch. mun. Thenon*, Reg. Société populaire, à cette date.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 422, 19 ventôse an II.

4. Voir *Ibid.*, L 161, f. 55.

5. *Ibid.*, L 407, 21 ventôse an II.

6. *Ibid.*, L 108, f. 30 ; 161, f. 74 ; 520, f. 133.

7. *Ibid.*, L 845, 13 germinal an II. *Arch. nat.*, AF II 96, 709 ; c'est par erreur que ce dernier document porte la date du 21 germinal an II,

celui de Montignac¹ ; 5.765 livres 18 sols à celui d'Excideuil² ; 19.122 livres 18 sols à celui de Bergerac³, etc.

Ces sommes peuvent paraître élevées, mais il faut se rappeler combien la proportion des indigents était forte⁴. Ainsi, à Monbazillac, petite commune voisine de Bergerac, sur 822 journées d'hommes taxées à 18 sols, il y avait 704 journées d'indigents ; sur 400 journées de femmes taxées à 12 sols, il y avait 348 journées d'indigentes ; sur 76 journées de bœufs taxées à 20 sols, il y en avait 49 à payer : soit, au total, pour cette petite commune, 891 livres 8 sols à verser aux indigents⁵.

Ces dépenses paraissent avoir été entièrement supportées par les fonds provenant des taxes révolutionnaires qu'avait levées Lakanal dans la Dordogne⁶.

C'était alléger d'autant les dépenses du gouvernement, qui semble n'avoir contribué qu'aux frais de réfection et de confection normale des routes, à cette époque.

8^e Conclusion.

Avant 1789, les routes du Périgord se trouvaient dans un état lamentable, et les tentatives faites de 1789 à l'an II, soit par les administrations, soit par divers représentants du peuple, n'avaient donné que de médiocres résultats.

Lakanal comprit bien vite l'urgence d'un réseau praticable de voies de communication. Il ne recourut pas seulement aux moyens ordinaires, mais il appliqua à la réparation des

1. Arch. dép. Dordogne, L 520, f. 133. C'est ainsi que les indigents de la commune de Peyrignac (district de Montignac) reçurent 535 livres 15 sols (V. Grand, *Annales du Terrassonnais*, p. 229).

2. Arch. dép. Dordogne, L 489, 14 germinal an II.

3. *Ibid.*, L 368, n° 77. Pour le détail, voir plus haut, p. 327.

4. Voir notre chapitre sur *Lakanal et l'assistance publique*, notamment p. 301 à 303.

5. Arch. dép. Dordogne, L 357, f. 179.

6. Voir Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 50, et notre chapitre sur *Lakanal et les taxes révolutionnaires*. Le Trésor public semble n'avoir en rien contribué au paiement des journées d'indigents. C'est ainsi que, les habitants de Montagrier ayant réclamé de la Commission des travaux publics 1.400 livres à cet effet, la Commission répondit, le 11 thermidor an III, par l'organe de Le Camus, qu'elle se désintéressait de ce paiement ; elle se borna à annoncer qu'elle faisait passer la réclamation à la Commission des secours (Arch. dép. Dordogne, L 232).

chemins, comme il l'appliquera aux travaux de navigation du Dropt et, si l'on veut, à l'extinction des procès, cette méthode révolutionnaire que la Convention avait déjà pratiquée : faire appel à toutes les bonnes volontés, et, en cette question particulière, lever en masse des travailleurs, comme la Convention levait en masse des soldats.

L'exécution de ce grand projet ne fut pas abandonnée au hasard des enthousiasmes, mais préparée dans le détail, sous la direction du conventionnel, par ses agents ainsi que par les Sociétés populaires, les Comités révolutionnaires et les diverses administrations du département.

Enfin, vinrent les trois journées, les trois glorieuses, où toute la population se trouva mobilisée pour ces grands travaux. Les résultats répondirent à l'attente de Lakanal. Quelque 320 kilomètres de routes réparées, une forte impulsion donnée aux travaux publics : voilà pour les résultats matériels. Une leçon vivante d'égalité dans le travail, un apaisement des querelles privées et publiques dans ces grandioses Bucoliques auxquelles Lakanal conviait près d'un demi-million d'individus, une occasion propice de fournir un salaire honorable aux indigents : voilà pour les résultats moraux et sociaux de cette grande entreprise, qu'on peut taxer de théâtrale, mais qui, par là même, ne fut peut-être que plus efficace.

Tous ces caractères-là frappèrent vivement les contemporains¹, comme en témoigne l'adresse envoyée à la Convention, le 18 ventôse an II (8 mars 1794), par la Société populaire de Bergerac. « Représentants, écrivaient les clubistes, les routes du département de la Dordogne étaient dans un délabrement total. Les voyageurs en redoutaient l'approche. Le commerce était entravé. Les convois militaires ou les denrées pour l'armée des Pyrénées étaient traînés avec lenteur. Il y avait même impossibilité, une grande partie de l'année. Bientôt, toutes nos communications allaient cesser. Les opérations à faire présentaient un travail de plusieurs années.

1. L'écho de ces travaux révolutionnaires parvint aussi à la Société populaire de Limoges et y provoqua l'enthousiasme des clubistes. Là, le 12 ventôse an II, « on donne connaissance des opérations du représentant Lakanal dans la Dordogne, en ce qui a trait aux travaux des routes. Les mesures qu'il a prises à ce sujet sont vivement applaudies » (A. Fray-Fournier, *Le club des Jacobins de Limoges*, p. 260).

« Lakanal, votre digne collègue, porte ses regards sur cette partie intéressante. Il écarte les formes routinières. Il dit : « Il faut que les routes soient réparées révolutionnairement, que la population entière du département opère, dans trois jours, ce que les ingénieurs ne pourraient faire en dix ans ». Son projet se communique comme l'éclair dans toutes les communes. A sa voix, la population totale du département se lève et, à la même heure, se porte en masse sur toutes les routes. Chaque individu déploie la force révolutionnaire. Le représentant donne l'exemple. Les montagnes tombent ; les rochers se brisent ; les ravins se comblent, et, dans trois jours, les routes sont presque entièrement réparées. Tel est l'effet de la volonté et du pouvoir d'un peuple qui sent tout le prix de la liberté.

« Décrétez, représentants, que ce qui reste à perfectionner le sera révolutionnairement. Fixez des jours pour ce travail. Assignez une certaine somme pour indemniser les citoyens peu fortunés ; ceux-là seuls doivent l'obtenir. Ceux qui sont au-dessus des besoins se feront une jouissance d'offrir leurs bras pour ces travaux. Que cette grande mesure devienne commune à toute la République ! Alors, la communication entre la grande famille deviendra facile. Ce sera assurer l'unité, en agrandissant l'esprit public, qui, nous osons le dire, a plus gagné dans ces trois jours de fête que par de savantes instructions.

« L'égalité a été réelle, et à la portée de ceux qui n'en ressentent pas assez les effets. Les vivres étaient en commun ; le riche en fournissait au pauvre. Le travail était le même pour tous ».

Et la Société terminait en priant la Convention de maintenir à son poste Lakanal qui, par de tels moyens, « peut opérer l'entière régénération de ce département ¹ ».

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47. C'est vraisemblablement à cette adresse que fait allusion le pamphlétaire bergeracois, lorsqu'il écrit : « Les chemins de la Dordogne sont mauvais. Il [Lakanal] ordonne une levée en masse de tous les habitants de la Dordogne, pour opérer ce grand œuvre... La chose est exécutée. Rien de plus emphatique que les relations. Celui-ci a creusé des canaux, construit des ponts ; celui-là a coupé des montagnes, comblé des vallons ; d'autres ont fait des ponts. Mais les procès-verbaux ne font nulle mention du préjudice énorme que porte à l'agriculture l'interruption des semailles de plusieurs grains, la cessation des travaux, au moment où ils étaient dans la plus grande activité, et le travail des chemins, au moment où il est le plus difficile et le moins solide. Mais n'importe !

L'adresse des clubistes de Bergerac valait d'être reproduite. Elle ne nous offre pas seulement un tableau d'ensemble de mesures dont l'enthousiasme a vraisemblablement grossi certains détails. Mais, par ses exagérations mêmes, elle est très significative. Cette conspiration des âmes et des corps en vue du bien général, cette exaltation civique et patriotique, cette foi révolutionnaire qui, par l'esprit du moins, transportait des montagnes, ne sont-ce point là des signes qui comptent, eux aussi, comme des faits historiques? La Dordogne avait bien mérité de la République, et Lakanal pouvait s'estimer satisfait.

Lakanal veut faire du département de la Dordogne une autre vallée de Tempé » (H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre xi). Notre pamphlétaire — qui ne pardonnait peut-être pas au représentant de l'avoir obligé, lui aussi, à faire le métier de cantonnier — n'insiste, on le voit, que sur les inconvénients qui furent la rançon des avantages que comportaient ces mesures. Aucun autre texte, d'ailleurs, ne signale ces inconvénients, pas même les dénonciations lancées contre Lakanal, sous la réaction thermidorienne, par Joseph Lapeyre et la Société populaire de Sainte-Foy.

CHAPITRE XVI

LAKANAL ET LES TRAVAUX PUBLICS (2^e PARTIE)

LES RIVIÈRES NAVIGABLES

1^o *Desiderata des populations.* — 2^o *Tentatives de Lakanal au sujet de l'Isle, la Dronne, la Dordogne, la Vézère, etc.* — 3^o *Lakanal et le Dropt navigable ; son plan, sa méthode révolutionnaire ; ouvriers, matériaux, argent.* — 4^o *Continuation des travaux après le départ de Lakanal.*

« Transporter des bastilles, pour élever en un clin d'œil des monuments tyrannicides ; mouvoir subitement une population de 400.000 hommes, pour réparer en trois jours toutes les dégradations que le temps destructeur avait opérées dans les routes¹ : tout cela n'était que le prélude de tes travaux révolutionnaires. Ton génie devait en concevoir et ton activité en faire exécuter de plus grands. Tu as voulu que les rochers énormes de la Gratusse fussent brisés ; ils le seront. Tu as voulu que la vaste Dordogne fût subjuguée par un pont ; elle le sera ; que l'Isle fût rendue navigable, et bientôt l'objet de tes vœux sera accompli¹ ».

C'est en ces termes que s'adressait à Lakanal, le 25 messidor an II (13 juillet 1794), la Société populaire de Montignac, pour prier le conventionnel d'ajouter la Vézère au nombre des rivières du département qu'il rendait navigables. L'œuvre de Lakanal à cet égard sera, en effet, considérable. Et elle répondait à un vrai besoin.

1^o *Desiderata des populations.*

Accroître la facilité des transports par eau, dans un département que coupent des rivières telles que la Dordogne, l'Isle,

1. Le Roy, p. 187.

la Dronne, la Vézère, le Dropt et le Bandiat, c'était contribuer singulièrement à l'essor économique du pays. Les centres miniers et industriels, les régions forestières et les riches plaines agricoles de la Dordogne ne pouvaient que bénéficier de l'adaptation des « chemins qui marchent » aux exigences de la navigation ; c'était leur fournir le moyen le plus économique et le plus rapide d'écouler vers les contrées environnantes, surtout vers l'Agenais et le Bordelais, leur houille, leurs fers, leurs pierres, leurs bois, leurs vins, leurs céréales¹.

Le réseau des rivières navigables du département était très restreint à la fin du XVIII^e siècle ; malgré les réclamations qu'avaient maintes fois élevées les habitants, l'Ancien régime n'avait à peu près rien fait pour développer les relations économiques du Périgord avec les provinces voisines².

C'est à peine si l'on avait amélioré la navigation de la Vézère. « La Vézère, disait, au XVIII^e siècle l'intendant Bazin de Bezons, est aussi en Périgord ; l'on a fait des passes pour la rendre navigable depuis Terrasson jusqu'auprès de Limeuil ». Mais il trouvait ces travaux insuffisants ; il en réclamait d'autres, et faisait valoir l'importance commerciale de cette rivière : « Elle

1. Sur le rôle économique de la Dordogne, au XVIII^e siècle, on lira avec profit les articles de M. Eusèbe Bombal, *La Haute-Dordogne et ses gabarriers*, dans le *Bulletin de la Société des lettres... de la Corrèze*, 1902 et 1903. Cette rivière servait non seulement au débouché des produits locaux, mais au transit des marchandises. « La Dordogne amenait à Bordeaux des bois, des merrains surtout, des châtaignes, des fromages d'Auvergne venus par Mauriac, Pléaux et Aurillac, des charbons d'Argentat et des vins » (J. Letaconnoux, *Les transports en France au XVIII^e siècle*, dans la *Rev. d'hist. mod. et contemp.*, janvier 1909, p. 274). On se fera une idée de l'importance de la Dordogne, au point de vue du flottage, par les débats qui se produisirent à ce sujet, de 1728 à 1731 (*Arch. nat.*, R² 511).

2. L'économiste périgourdin Goyon de La Plombanie préconisait, en 1762, la création, à travers la France, de nombreux canaux qui serviraient à la fois à l'irrigation et aux transports. Il demandait qu'on fit dans le Périgord un essai de ses théories. Il montrait notamment l'utilité d'un canal latéral à l'Isle, de Libourne au confluent de l'Auvézère, avec un embranchement qui aurait rejoint la Dronne. Voir sa *France agricole et marchande*, t. II, 6^e partie, chapitres 1 à 3. A la fin du tome II est une carte du cours de l'Isle, de la Dronne et de la Dordogne.

Vauban, dans son *Mémoire sur la navigation des rivières*, montrait l'utilité d'« accommoder » à la navigation la Dronne, l'Isle, la Vézère, la Dordogne (de Boislisle, *Mémoires des intendants sur l'état des généralités...*, t. I, p. 408).

serait aussi utile pour le transport des denrées du Bas-Limousin [et] celles du Périgord que l'Isle ¹ ».

On s'était aussi occupé un peu, sous l'Ancien régime, de rendre le Dropt navigable. Lakanal dira quelque part que « deux mémoires de la ci-devant Société royale d'agriculture sur ces objets démontrent jusqu'à l'évidence l'utilité de cette... entreprise ». « Mais alors, ajoute Lakanal, il n'était pas possible de rien faire pour l'avantage du peuple et la prospérité de la nation française ² ».

Quant à l'Isle, il faut remonter jusqu'à l'acte de 1305, par lequel Édouard I^{er} ordonna de rendre cette rivière navigable de Périgueux à son embouchure, pour trouver trace d'une mesure d'ensemble prise à cet égard ³. Sous Louis XIV s'étaient manifestées quelques tentatives d'amélioration, mais elles avortèrent, paraît-il, par « la malice des entrepreneurs, qui furent gagnés ⁴ ». A la veille de la Révolution, on exécuta sur cette rivière quelques ouvrages, d'ailleurs bien insignifiants ⁵.

Aussi comprend-on que, vers la fin de 1788, dans leur *Pétition au roi, demandant la convocation des États particuliers de la province de Périgord*, les Périgourdins aient insisté sur « la pos-

1. Bussière, t. I, p. 73. Voir, pour l'ensemble de ce chapitre, notre carte du département de la Dordogne en l'an II.

2. Arch. dép. Dordogne, L 108, lettre du 30 nivôse an II.

3. *Annuaire de la Dordogne*, an XII, p. 35. On trouvera à la *Bibl. nat., Collection Périgord*, t. LXXIII, f. 147, le texte de cette « commission donnée par le roi d'Angleterre à ses sénéchaux de Quercy et de Périgord, pour rendre l'Isle navigable ».

4. *Bibl. nat., Collection Périgord*, t. XIX, f. 24, *Dissertation sur la rivière de l'Isle*, s. d. Sur la navigation de l'Isle avant la Révolution, on pourra consulter *Ibid.*, t. CLXXVI, f. 191 (acte d'août 1244, déclarant l'Isle navigable); *Bulletin... du Périgord*, 1878, p. 69, F. Julien, *Historique de la rivière de l'Isle*; *Ibid.*, 1910, p. 402, F. Villepelet, *Un syndicat de navigation... pour la rivière de l'Isle en 1520*; Arch. nat., E 2427 (cinq plans relatifs à l'Isle en 1765). M. Letaconnoux a signalé (sous une cote d'ailleurs inexacte) l'existence aux Arch. nat. d'un *Mémoire... concernant l'avantage de rendre navigable l'Isle de Coutras à Périgueux (1764)* (J. Letaconnoux, *Les transports en France au XVIII^e siècle*, dans la *Rev. d'hist. mod. et contemp.*, novembre 1908, p. 109, note 1). Voir aussi, sur le projet formé, en 1761, pour rendre l'Isle navigable, E.-J.-M. Vignon, *Études sur l'administration des voles publiques en France*, t. II, p. 154, et n° 464 des pièces justificatives.

5. Voir, p. 551, la délibération départementale du 4 décembre 1790. Le 26 frimaire an II, l'inspecteur Besnard écrira qu'il y a, sur l'Isle, entre Mussidan et sa sortie du département de la Dordogne, 16 écluses en mauvais état (Arch. dép. Dordogne, L 235).

sibilité qu'il y aurait à rendre les rivières navigables pendant une plus grande partie de l'année et dans un cours plus étendu, en détruisant les circuits qui l'embarrassent ¹ ».

Les cahiers des paroisses et les cahiers définitifs se font aussi l'écho de ces vœux. Tantôt, on demande que les cours d'eau soient régularisés et approfondis, ne serait-ce que pour empêcher leurs débordements. Le village d'Annesse-et-Beaulieu se plaint des inondations de l'Isle, « qui se sont succédées depuis quarante ans, notamment en 1783 ² » ; Brantôme récrimine contre les débordements de la Dronne ² ; Cubas, contre ceux de l'Auvézère ² ; Jumilhac, contre « la ravine qu'occasionne, à la moindre pluie, le petit ruisseau de Colle ² » ; il n'est pas jusqu'au Trincou qui ne « cause des ravages considérables dans la paroisse de Condat ² ». Pour les cours d'eau les plus importants, on ne demande pas seulement qu'ils soient régularisés, mais que la navigation en soit facilitée. Ainsi, la paroisse de Sainte-Colombe-et-Drayaux regrette que la rapidité du courant de la Dordogne en un endroit fasse obstacle à la circulation ², et le cahier du Tiers état demande (art 56) « l'établissement de syndics ou commissaires sur la rivière de la Dordogne, pour veiller à la sûreté de la navigation ^{3,4} ». Le Dropt avait fait, sous l'Ancien régime, l'objet de nombreuses et inutiles réclamations. « Ce qu'on a demandé vainement pendant deux siècles sous le règne du despotisme, dira Pellissier en parlant du Dropt, nous l'achèverons en quelques mois sous le règne de l'égalité ⁵ ». L'article 57 du même cahier du Tiers état demande « que la rivière du Dropt soit rendue navigable ³ ».

Utiliser les voies fluviales à la satisfaction des besoins économiques : tel est le vœu, le besoin général des habitants de la Dordogne. Ce sont ces vœux, ces besoins que notait Carnot

1. Bussière, t. II, p. 29.

2. *Ibid.*, t. II, p. 86.

3. *Ibid.*, t. II, p. 220.

4. Vers le milieu du XVIII^e siècle, M. Sarlat, de Domme, avait écrit un *Mémoire sur la navigation de la Dordogne*. Il y montrait l'impossibilité de naviguer toute l'année sur cette rivière, en amont de Bergerac, l'obstacle qu'opposaient la baisse des eaux et les rapides de la Gratusse, et les avantages économiques qui résulteraient de la navigabilité de la Dordogne en amont de Bergerac. Voir ce mémoire à la *Bibl. nat., Collection Périgord*, t. XCII, f. 139 à 143.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 12, 1^{re} sans-culottide an II.

dans le rapport qu'il présenta à la Convention, le 12 janvier 1793, après avoir fait une tournée dans les départements du sud-ouest, notamment dans celui de la Dordogne ¹.

2° Tentatives de Lakanal au sujet de l'Isle, la Dronne, la Dordogne, la Vézère, etc.

On peut diviser en deux catégories les efforts qui furent accomplis en l'an II, et particulièrement par Lakanal, pour donner satisfaction aux habitants de la Dordogne.

Ce sont, d'une part, des travaux sans grande importance ou des tentatives qui demeurèrent sans doute infructueuses, et dont, en tout cas, l'insuffisance de documents ne permet pas de constater le succès. Ce sont, d'autre part, des travaux de longue haleine, comme la navigation du Dropt, entreprise avec ardeur par Lakanal, réalisée par lui en partie et poursuivie après son départ.

Nous sommes peu renseignés sur des travaux de médiocre portée, tels que la régularisation de petits cours d'eau. Il ne semble pas que Lakanal s'en soit occupé. A peine mention est-elle faite, en l'an II, d'un arrêté de Romme « ordonnant le curement de la Crempse, pour en approprier les eaux au service des forges et fonderies ² ».

Un peu avant que Lakanal s'y intéressât, la navigation de l'Isle, de la Vézère et de la Dordogne faisait l'objet de mesures prises par l'administration du département et par Roux-Fazillac. Ainsi, le 4 décembre 1790, l'assemblée générale du département avait arrêté « que les premiers ouvrages à faire dans ce département, quant à la navigation, le seront au passage de la Gratusse, et ce, d'après les plans et devis estimatifs faits par l'ingénieur de la province ». Quant à l'Isle, l'assemblée arrêta, dans la même séance, que l'ingénieur de la province « visiterait au plus tôt lesdites passes et autres ouvrages faits, il y a quelques années, pour rendre la rivière de l'Isle navigable », en attendant de compléter ces travaux ³. En 1792-1793,

1. Voir *la Révolution française*, 1888, 1^{er} semestre, p. 647.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 177.

3. *Arch. nat.*, F^{1c} III Dordogne, carton 1.

le département avait contracté un emprunt de deux millions, qui devaient être consacrés aux travaux de l'Isle¹. A la même époque, il avait autorisé plusieurs individus à « faire, à leurs frais, les travaux nécessaires sur la Vézère », de son confluent avec la Corrèze jusqu'à Limeuil ; ces individus jouiraient, pendant 50 ans, de certains droits de péage, à condition d'avoir achevé ces travaux dans un délai de six ans² ». Nous ignorons si ces ouvrages de l'Isle et de la Vézère furent exécutés. Il semble que ceux de l'Isle furent au moins entrepris, puisque Roux-Fazillac, dans son arrêté du 26 frimaire an II (16 décembre 1793), parlera de les « continuer³ ».

Aux travaux à faire sur l'Isle et sur la Vézère, Roux-Fazillac ajouta, par ce même arrêté du 26 frimaire an II (16 décembre 1793), ceux à exécuter en certains points du cours de la Dordogne. La Dordogne est, en effet, la grande artère fluviale qui coupe le département d'est en ouest, des pentes du Massif central aux approches de l'Océan. Sa navigation venait d'être débarrassée des entraves artificielles par un arrêté du directoire du département, qui supprimait le droit perçu par la commune de Bergerac sur les bateliers, sous le nom de droit de boucle et d'attache⁴. Restaient les obstacles matériels, qui, comme les rochers de la Gratusse, en amont de Bergerac, paralysaient la circulation ou du moins la rendaient périlleuse. Cet obstacle-là, Roux-Fazillac voulut l'effacer. L'article 20 de son arrêté était ainsi conçu : « Il sera versé, dans le cours de trois mois, par chaque receveur de district, sur les fonds provenant des impositions ordinaires du district, dans la caisse du payeur général du département, une somme de 250.000 livres, applicable aux travaux ci-après, savoir : 100.000 livres, pour la réparation du

1. Arch. dép. Dordogne, L 29, f. 119. Voir *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 249. Ces travaux étaient d'autant plus nécessaires qu'en 1783, l'Isle avait emporté le pont de la Cité, à Périgueux, et ravagé les quartiers environnants (*Bulletin... du Périgord*, 1875, p. 261). Le député Lamarque s'intéressait aussi aux travaux de navigation de l'Isle (Arch. mun. Périgueux, D 4, f. 45).

2. Arch. dép. Dordogne, L 29, f. 119. Voir aussi V. Grand, *Annales du Terrassonnais*, p. 15 et suivantes, et *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 248 et 249.

3. Voir plus loin, p. 552. F. Julien, auteur d'un *Historique de la rivière de l'Isle*, semble avoir ignoré ces tentatives (*Bulletin... du Périgord*, 1878, p. 69 et suiv.).

4. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 23.

pas de la Gratusse, dans la Dordogne ; 30.000 livres, pour le commencement des travaux propres à la navigation de la rivière de la Vézère, depuis son embouchure jusqu'à Terrasson, et 95.000 livres, pour continuer les travaux relatifs à la rivière de l'Isle au-dessous de Mussidan¹ ».

Deux mois plus tard, Lakanal s'attelait à la même œuvre. Les 16 et 17 pluviôse an II (4 et 5 février 1794), il adressait aux Comités révolutionnaires de Sarlat, Excideuil, Bergerac, Nontron et Ribérac (pour ne citer que les lettres dont nous avons trouvé le texte ou la mention), une lettre véhémement qui commençait ainsi : « Les ponts et les rivières navigables sont les veines et les artères du corps populaire ; sans leur secours tutélaire, il languit... Donnons partout des canaux à la navigation, et le département de la Dordogne, paralysé longtemps par le machiavélisme des intendants² et des Cours, sortira du tombeau avec toute la vigueur de la jeunesse. Des mesures larges et sûres sont déjà concertées pour pousser ces travaux importants. Mon rôle, dans cette régénération universelle, est déjà fixé. Voici le vôtre... ». Le représentant leur ordonnait alors de lever, à cet effet, vu que « l'ennemi du peuple n'a point de propriété », des taxes révolutionnaires sur les riches inciviques³.

C'est sans doute postérieurement à cette date que Lakanal s'occupa des ouvrages à exécuter sur l'Isle, la Dronne, la Dordogne et la Vézère.

Lakanal prit, au sujet de l'Isle et de la Dronne, un arrêté dont nous n'avons pu retrouver le texte. C'est de cet arrêté que, le 29 messidor an II (17 juillet 1794), Romme demandera communication au département⁴. Dès le 23 messidor

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 172. *Arch. nat.*, AF II 96, 717.

2. « L'ancienne province de Périgord, placée sous le régime vicieux des intendances et dans une généralité dont la capitale semblait occuper seule l'attention de l'administrateur, fut presque entièrement oubliée jusqu'à nos jours » (*Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 252). « Le Périgord n'avait pas eu à se louer du régime en général et de quelques intendants en particulier » (Bussière, t. I, p. 109, note 1).

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 708. *Arch. dép. Dordogne*, L 509 et 826.

4. *Ibid.*, L 161, f. 137. Le 22 fructidor an II, la Société populaire d'Aubeterre communiquera à la municipalité et à la Société populaire de Sainte-Aulaye une pétition relative à la Dronne navigable. (*Arch. mun. Sainte-Aulaye*, Reg. délib. mun., à cette date). Dans ses *Observations sur le département de la Dordogne*, l'inspecteur Besnard montrait, le 26 frimaire

an II (11 juillet 1794), le Comité révolutionnaire de Montignac rappelait à Lakanal que, grâce à lui, « la navigation de l'Isle... [était] à l'ordre du jour¹ » ; et la Société populaire de la même ville lui écrivait, le 25 messidor an II (13 juillet 1794) : « Tu as voulu... que l'Isle fût rendue navigable, et bientôt l'objet de tes vœux sera accompli² ».

Quant au passage de la Gratusse, dans la Dordogne, nous sommes également sûrs que Lakanal s'occupa de l'améliorer. Le 23 messidor an II (11 juillet 1794), le Comité révolutionnaire de Montignac félicitait le conventionnel d'avoir mis « les rochers de la Gratusse... à l'ordre du jour¹ », et, le 25 messidor (13 juillet 1794), la Société populaire de Montignac lui écrivait aussi : « Tu as voulu que les rochers énormes de la Gratusse fussent brisés ; ils le seront² ». Mais ce projet de Lakanal ne fut pas ou ne fut guère réalisé. Rien n'était fait le 25 floréal an II (14 mai 1794), puisque, ce jour-là, un membre du Conseil général de la commune de Bergerac déclare que ces rochers de la Gratusse constituent un obstacle difficile à franchir³. A la fin de messidor an II, c'est-à-dire une quinzaine de jours avant le départ de Lakanal, on parlait de ces travaux au futur. L'ingénieur Gaillon pouvait seulement écrire de Duras, le 17 thermidor an II (4 août 1794), que le représentant,

an II, l'utilité de rendre la Dronne navigable, au moins de Brantôme jusqu'à son confluent avec l'Isle (*Arch. dép. Dordogne*, L 235). C'est ce que montrera aussi l'ingénieur Martin, dans son Mémoire du 29 brumaire an III (*Ibid.*).

1. *Ibid.*, L. 585, à cette date. Lakanal abandonna l'idée de rendre l'Isle navigable, pour mieux se consacrer aux travaux de navigation du Dropt (*Arch. nat.*, F¹⁴ 808, lettre de Gaillon à Le Camus, 17 thermidor an II). Au commencement du XIX^e siècle, on tentera encore de rendre l'Isle navigable. Ainsi, par une loi du 5 août 1821, l'État acceptera l'offre faite par Froidefond de Bellisle et d'autres propriétaires du département de la Dordogne, de fournir 2.500.000 francs pour rendre l'Isle navigable de Périgueux à Libourne (Duvergier, t. XXIII, p. 471).

2. Le Roy, p. 187.

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date. Voir aussi *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 244. Le 29 prairial an II, la Trésorerie nationale faisait délivrer aux administrateurs du département 2.000 livres, prises sur les six millions accordés à la Commission des travaux publics par décret du 18 prairial an II, et qui devaient être affectées aux travaux de navigation de la Dordogne (*Arch. dép. Dordogne*, L 235). Le 7 novembre 1810, l'ingénieur en chef du département, dans une lettre au préfet, montrera l'utilité de faire disparaître le saut de la Gratusse (*Arch. nat.*, F¹⁴ 807).

« désirant faire travailler en même temps au pas de la Gratusse, a chargé l'ingénieur Martin, à Bergerac, d'en lever le plan, et j'espère, sous peu de temps, me rendre sur les lieux pour faire le projet¹. » Mais, à la date où Gaillon écrivait, Lakanal avait déjà quitté définitivement la Dordogne. Aujourd'hui encore, ces rochers existent toujours. Un canal latéral à cette partie du cours de la Dordogne permet, il est vrai, aux bateaux de tourner cet obstacle.

Lakanal porta aussi son attention sur la Vézère, et, s'il ne put réaliser ses desseins, ce n'est pas qu'il n'y fût vivement poussé par les populations intéressées. Le 23 messidor an II (11 juillet 1794), un membre du Comité révolutionnaire de Montignac disait : « Vous savez tous ce que peut le peuple quand il est mu révolutionnairement ; c'est le levier d'Archimède. Avec ce levier, le régénérateur Lakanal a avivé le département de la Dordogne. Maintenant, les ponts de Bergerac, Mussidan, les rochers de la Gratusse et la navigation de l'Isle sont à l'ordre du jour. Le nouvel Archimède a juré que, dans cinq mois, tous ces travaux seraient exécutés, et ils le seront. Mais il a oublié la navigation de la Vézère, et l'intérêt de plusieurs départements la réclame hautement. Fixez la sollicitude de Lakanal sur cet important objet, et, dans cinq mois, la Vézère sera navigable ». L'orateur montrait alors en détail combien la Vézère servirait utilement le commerce, notamment celui des grains et du kaolin, et combien elle favoriserait le transport des « richesses tyrannicides », canons, charbon de terre, etc. Il concluait en déclarant qu'il suffirait de faire sauter des rochers et de construire des écluses. Le Comité arrêtait aussitôt de demander à Lakanal « de comprendre dans ses travaux révolutionnaires la navigation de la Vézère, depuis Limeuil jusqu'à Terrasson² ».

De son côté, la Société populaire de Montignac adressait à Lakanal une demande analogue. Le 21 messidor an II (9 juillet 1794), elle décidait d'inviter les Sociétés populaires du district qui lui étaient affiliées à se joindre à elle, afin de solliciter du représentant qu'il prît « tous les moyens révolutionnaires pour rendre la rivière de Vézère navigable », invoquant « les

1. *Arch. nat.*, F¹⁴ 808.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 585, à cette date.

facilités précieuses qu'elle donnerait pour l'approvisionnement de l'armée du Midi, et... les facilités immenses que les départements de la Corrèze et de la Haute-Vienne pourraient en tirer, dans les temps de calamité¹ ». Le 24 messidor an II (12 juillet 1794), la Société chargeait le citoyen Desmond, « à cause de sa connaissance approfondie de cette question », de se joindre aux commissaires de l'administration du district et du Comité révolutionnaire de Montignac, et de se rendre avec eux auprès de Lakanal. Le 25 messidor, lecture était faite à la Société de l'adresse à Lakanal dont Desmond serait porteur. Nous avons reproduit, en tête de ce chapitre, le commencement de cette éloquente adresse. « Pourquoi, ajoutait-on, l'utile Vézère n'a-t-elle pas fixé tes regards ? As-tu ignoré que, sans elle, cinq départements auraient naguère subi toutes les horreurs de la famine ? Que, par elle, le fer, le charbon de terre et les bois de construction doivent être transmis dans nos ports, dans nos ateliers, et les approvisionnements de tout genre, dans nos armées méridionales ? » Après avoir montré les avantages de cette entreprise, on en faisait ressortir les facilités : « Rien n'est plus facile que de rendre en peu de temps navigable cette Vézère si importante : avec son beau bassin et le volume d'eau considérable qu'elle offre, elle soutiendra la navigation de l'année avec avantage. C'est à toi, digne représentant, qu'est réservée la douce satisfaction de rendre la Vézère navigable. Ce grand bienfait te méritera la reconnaissance des citoyens de cinq départements. Eh bien ! Parle, ordonne, et bientôt le peuple en masse secondera ton projet salutaire² ».

Le 1^{er} thermidor an II (19 juillet 1794), Desmond revint de Bergerac, sans avoir vu le conventionnel, « qui, toujours occupé de la chose publique, parcourait alors la vallée du Dropt, pour savoir quels travaux seraient nécessaires pour rendre cette rivière navigable ». Il avait vu, à Bergerac, les membres du bureau de la guerre³, qui lui avaient promis d'appuyer la demande de la Société. L'un d'eux, ingénieur du district de

1. Le Roy, p. 186.

2. *Ibid.*, p. 187, 188.

3. Sur ce Bureau ou Comité de la guerre, que Lakanal avait établi notamment pour faciliter l'approvisionnement des fournitures destinées aux armées, voir plus haut, p. 379.

Montignac, s'était chargé de remettre à Lakanal la pétition des clubistes, « avec d'autant plus de plaisir qu'il avait porté ses vues sur la Vézère, qu'il jugeait pouvoir être facilement rendue navigable ¹ ».

Le 7 thermidor an II (25 juillet 1794), un membre de la Société ramenait dans la discussion la question de la Vézère. Il rappelait les « soins infatigables » que prenait Lakanal pour fonder dans le département des « établissements avantageux » ; la navigation était « un des objets importants qui fixent le plus son attention ». Or, si, « dans son état actuel, on peut y naviguer en tout temps », c'est avec difficulté ; « quelques digues enlevées, quelques passages scabreux réparés rendraient la navigation assurée ». La Société arrêta d'envoyer au représentant un nouveau commissaire, chargé de « l'engager à ordonner et à accélérer les travaux ». En conséquence, « le citoyen Lalande se rendra près de Lakanal et... le joindra sur les lieux où il se trouvera ou attendra son retour à Bergerac, suivant les circonstances ; mais... il ne rentrera pas dans le sein de la Société sans l'avoir vu et lui avoir exposé son vœu ² ».

Six jours plus tard, le 13 thermidor an II (31 juillet 1794), Lalande rendait compte de sa mission. « Lakanal, disait-il, entre non seulement dans les vues de la Société au sujet de l'amélioration de la navigation de la Vézère, mais... il a promis de venir lui-même en diriger l'exécution ³ ».

Le conventionnel répondait donc, par un empressement égal, à l'empressement de la Société populaire de Montignac. Il est bien à croire que, quand il fit cette réponse, il comptait s'occuper sous peu de la navigation de la Vézère, comme il s'occupait alors de celle du Dropt. Mais ces espérances furent déçues. Quelques jours plus tard, il quittait le département de la Dordogne pour n'y plus retourner ⁴.

Malgré le départ de Lakanal, la Société populaire de Montignac ne perdit pas courage. Elle adressa au représentant Pel-

1. Le Roy, p. 191, 192.

2. *Ibid.*, p. 196, 197.

3. *Ibid.*, p. 203. Cette nouvelle fut accueillie par de vifs applaudissements, et la Société vota des remerciements à Lalande.

4. Voir p. 74.

lissier une pétition tendant à « faire disparaître les écluses qui entravent le cours de la Vézère¹ ». Il est vrai qu'elle n'obtint pas satisfaction. Pellissier, après avoir consulté l'ingénieur en chef du département, Gaillon², qui lui montra les inconvénients de la motion proposée, arrêta, au contraire, la construction de deux nouvelles écluses auprès de deux digues de la Vézère⁴.

3°

Lakanal et le Dropt navigable.

Dans les pages qui précèdent nous avons étudié les intentions de Lakanal plus encore que les résultats directs de son intervention. En ce qui concerne le Dropt, nous pouvons considérer de près son action et en constater l'efficacité. Les travaux de navigation du Dropt furent l'œuvre propre de Lakanal. Par leur principe comme par leurs résultats, ils méritent de fixer notre attention.

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 712, 12 frimaire an III. On voit que la Société persistait dans la demande que nous l'avons vue formuler le 7 thermidor an II, quand elle réclamait la suppression de quelques digues. Dans ses *Observations sur le département de la Dordogne*, écrites, le 26 frimaire an II, à la suite d'une tournée dans ce département, l'inspecteur Besnard écrivait déjà que, sur la Vézère, « on a élevé quatre pertuis, appelés *pas* dans le pays ; ils ont été faits... en maçonnerie de pierre de taille ; ils ont chacun 30 pieds de longueur, sur 18 pieds de largeur, dans œuvre. Ils fermaient avec des poutrelles placées les unes sur les autres, dans des enclaves ou rainures. Mais... les propriétaires des moulins, près les digues ou chaussées desquels on les avait établis, les ont bouchés, de peur de voir diminuer, par leur ouverture instantanée pour le passage des bateaux, le volume des eaux de la rivière..., en sorte que ces pertuis... étaient barrés à demeure et fermés avec des poutres et des fascinages ». La navigation se trouvait ainsi arrêtée, sur toute la largeur de la rivière, par les digues et par l'obstruction de ces pertuis. Aussi, ajoute Besnard, « les gens du pays veulent, à toute force, abattre les chaussées des moulins, ou du moins y faire des brèches ». Mais Besnard n'est pas partisan de ce procédé : ce serait ruiner ces moulins, sans profit pour la navigation, car les eaux reprendraient leur pente normale et les hauts-fonds reparaitraient. Mieux vaut améliorer le fonctionnement des pertuis, en établissant des écluses à sas (*Arch. dép. Dordogne*, L 235).

2. Gaillon signait tantôt Gaillon, tantôt Lachaussée-Gaillon.

Projet de Lakanal.

Le 30 nivôse an II (19 janvier 1794), Lakanal écrivait de Bergerac une lettre à l'administration du département de la Dordogne. Il commençait par rappeler l'inutilité des réclamations faites, sous l'Ancien régime, pour obtenir qu'on rendît le Dropt navigable¹. Cependant, disait-il, la chose est possible. Aussi, « comme le décret sur le mode du gouvernement révolutionnaire vous charge de tous les travaux relatifs à la navigation², je vous invite à vous occuper de celle de la rivière du Dropt³. Ce serait un service immense rendu à votre pays. Je vous seconderai de tous les moyens que la Convention nationale a placés près de moi. Je désire que, reposant également vos regards sur tous les points du département qui vous est confié, vous m'occupiez sans cesse de vous et de lui. Semons de grands bienfaits la carrière que nous parcourons au nom du peuple. Ce n'est qu'à ce prix qu'on est digne du nom de Français⁴ ».

Trois jours après, le 3 pluviôse an II (22 janvier 1794), l'administration du département répondait au conventionnel qu'elle s'était empressée d'exécuter les mesures qu'il lui prescrivait ; elle avait pris un arrêté, dont elle lui envoyait copie, « tendant à aviser aux moyens les plus prompts et les plus propres à rendre la rivière du Dropt navigable⁵ ».

1. Voir, par exemple, dans une délibération de la communauté de Monpazier, du 7 avril 1782, les améliorations qu'on souhaitait, les facilités d'exécution et les avantages qu'on pensait en retirer : « ce serait, pour le peuple et pour l'État, un bien inappréciable » (*Bulletin... du Périgord*, 1887, t. IV, p. 60 et suiv.).

2. Le décret du 14 frimaire an II, section III, article 5, portait, en effet : « Les administrations de département restent spécialement chargées... de l'établissement... des canaux publics » (Duvergier, t. VI, p. 394).

3. Le Dropt traverse à deux reprises le sud du département de la Dordogne. Il prend sa source dans ce département (et non dans le Lot-et-Garonne, comme le porte la carte de l'an II, que nous reproduisons), puis passe successivement dans le Lot-et-Garonne, la Dordogne et la Gironde. La mission de Lakanal s'étendant à ces trois départements, le cours entier du Dropt entrait dans son champ d'action.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, à cette date.

5. *Ibid.*, L 161, f. 10.

Le projet de Lakanal fut accueilli avec faveur en bien d'autres points de la Dordogne et même en Lot-et-Garonne. Le 8 floréal an II (27 avril 1794), l'administration du district de Bergerac, « convaincue des avantages qui doivent résulter pour ce district et la République de la navigation du Dropt », adhéra à la pétition de la commune d'Eymet, tendant à obtenir que cette rivière fût rendue navigable, « et cela avec d'autant plus de raison que le Conseil d'administration du district en a reconnu la nécessité dans toutes les sessions, de même que le département de la Dordogne et celui du Lot-et-Garonne ¹ ».

Lakanal céda bien vite à ce mouvement d'opinion qu'il avait d'ailleurs contribué à provoquer. Pour assurer autant que possible la réalisation de cette considérable entreprise, il se mit lui-même à sa tête. Jusqu'à son départ de la Dordogne, il en sera la cheville ouvrière. Vers le milieu de messidor an II, le représentant envoie à ses « frères » de l'administration du département du Lot-et-Garonne une adresse relative sans doute aux travaux de navigation du Dropt ², qu'il accompagne de ces lignes enflammées : « Lisez l'adresse que je vous envoie. Répandez-la. Électrisez ! Volcanisez ! Je serai secondé, et le département de Lot-et-Garonne sera en France ce que la vallée de Tempé fut en Grèce... Je vais suivre le cours du Dropt. J'attends votre ingénieur. Je vous salue en frère ³ ».

« Je pars demain pour Gironde, où le Dropt s'embouche dans la Garonne, écrit-il, le 25 messidor an II (13 juillet 1794), à l'administration du département de la Dordogne ; je vais prendre toutes les mesures nécessaires pour activer les travaux de la navigation ⁴ ». Il emmenait avec lui des ingénieurs du

1. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 482. La ville d'Eymet, située sur le Dropt, était un des neuf chefs-lieux de canton du district de Bergerac.

2. Nous n'avons pas trouvé le texte de l'adresse à laquelle fait allusion Lakanal.

3. Bonnat, *Inventaire des Archives du Lot-et-Garonne*, période révolutionnaire, série L, p. 155. Cette lettre n'est pas datée, mais elle est transcrite, sur le registre des délibérations et arrêtés du département, entre les dates des 15 et 19 messidor an II.

Lakanal, qui répétait volontiers certaines formules à effet, propres à frapper les imaginations, avait déclaré précédemment qu'il voulait faire, en France, du département de la Dordogne ce que la vallée de Tempé fut en Grèce. Voir plus haut, p. 99.

4. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 134. L'ingénieur Gaillon écrira, le

Bec-d'Ambès et du Lot-et-Garonne, et un ingénieur-géographe ; les administrateurs de ces deux départements étaient chargés de veiller à la partie des travaux publics. Il pria l'administration du département de la Dordogne d'envoyer un de ses membres à l'endroit où le Dropt entre dans le département de la Dordogne, et, avec une confiance communicative, il terminait par ces mots : « Rions ensemble de l'incrédule pusillanimité des serfs et des âmes débiles... Aidez-nous... Oui, nous enfanterons des miracles¹... »

Le surlendemain, 27 messidor an II (15 juillet 1794), l'administration du département répondait à Lakanal qu'elle envoyait un de ses membres au lieu indiqué. « Nous voudrions tous, ajoutait-elle, être spectateurs des travaux que tu fais dans ce département... Les sans-culottes... ont aidé à faire les chemins, à terminer les procès ; ils sauront avoir part à quelque autre miracle civique² ».

Le même jour, le représentant se trouvait déjà rendu sur les bords du Dropt. « Considérant que la navigation du Dropt peut verser l'abondance et la prospérité dans le pays qu'il arrose », il prenait, à Camiran, un arrêté en 14 articles, relatif à la navigation de cette rivière. L'article 57 du cahier de doléances du Tiers état demandait, en 1789, « que la rivière du Dropt soit rendue navigable ». Le conventionnel répondait à ce vœu par l'article 1^{er} de son arrêté du 27 messidor an II (15 juillet 1794) : « Le Dropt sera rendu navigable ». Par l'article 2, le représentant s'imposait de parcourir de suite

10 thermidor an II : « Lakanal est parti de Bergerac le 26 messidor, pour se transporter sur la rivière du Dropt, afin de faire travailler à la rendre navigable. Depuis deux jours, il a établi son point central à Duras. Je suis parti avec lui, d'après ses ordres... Trois administrateurs, savoir un du département de Lot-et-Garonne, un autre, du district de Lauzun, même département, le troisième, de celui de La Réole,... et deux ingénieurs ordinaires du département de Lot-et-Garonne... l'ont aussi accompagné, et nous travaillons tous, les ingénieurs, aux projets d'écluses, etc., les autres, à la partie contentieuse. Nous avons commencé nos opérations à Pont-Libre, ci-devant Gironde, sur Garonne. Depuis cet endroit jusqu'à Duras, il y aura onze écluses, dont quatre sont déjà en activité, et sept jusqu'à La Sauvetat. J'ignore le nombre qu'il y aura dans le département de la Dordogne » (*Arch. dép. Dordogne*, L 235).

1. *Ibid.*, L 161, f. 134.

2. *Arch. nat.*, F¹⁴ 808. Voir aussi *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 135.

le cours de cette rivière, avec un administrateur et un ingénieur de chacun des trois départements qu'elle traverse. L'article 3 ordonnait que les ateliers pour la construction des écluses, l'ouverture des chemins de halage et l'ensemble des ouvrages relatifs à la navigation fussent mis sur-le-champ en activité, de façon à marcher ensemble et à être « terminés dans deux mois pour tout délai ». Suivait une série d'articles où Lakanal réglait dans le détail le mode d'exécution des travaux, prévoyait les difficultés qui pourraient se présenter et en indiquait la solution¹. La lecture de cet arrêté suffirait à prouver que le représentant, loin d'être, comme le laissera entendre Romme, un déclamateur inconséquent et un administrateur touche-à-tout, pour ne pas perdre un temps précieux en longs pourparlers préliminaires et en paperasseries abondantes, n'en savait pas moins prendre conseil des hommes de l'art, mûrir ses projets et élaborer des arrêtés dont le caractère technique et méthodique prouve que l'entreprise se trouvait en de bonnes mains.

Méthode révolutionnaire.

Par le mode d'exécution de cette entreprise comme par son mode d'élaboration, Lakanal rompait entièrement avec les méthodes routinières. Dans les derniers jours de messidor an II, il lançait, en effet, de Monségur, une proclamation « aux républicains des départements de la Dordogne, du Lot-et-Garonne et du Bec-d'Ambès », suivie d'un arrêté en six articles.

« Républicains, disait-il, les travaux de la navigation du Dropt, entrepris vainement par les rois, marchent avec la rapidité triomphale de nos armées.

« Votre patriotisme courageux dévore tous les obstacles ; que dis-je ? ils deviennent des moyens entre vos mains puissantes. Il faut des écluses à [un blanc]. Les travaux préliminaires pour les déblais des terres seraient longs : abrégeons-les par notre courage révolutionnaire.

« Levons-nous tous en famille, et, dans un jour, dans un seul jour, ce grand œuvre sera consommé. » Le représentant et les

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

officiers municipaux donneraient l'exemple du travail. Celui qui se refuserait à les imiter « serait traité comme un mauvais citoyen ; il ne s'en trouvera pas dans vos communes.

« L'ordre appelle les succès de nos travaux ; il importe donc de régulariser l'élan patriotique qui va vous immortaliser ».

L'arrêté réglait, en effet, la façon dont le nouvel « Archimède » — comme nous avons vu qu'on appelait Lakanal — faisait mouvoir le « levier » révolutionnaire :

« *Art. 1.* Les communes de... se lèveront demain en masse, pour travailler aux écluses qui vont être construites dans la partie du Dropt qui arrose leur territoire.

« *Art. 2.* Le représentant du peuple sera au milieu de ses frères, la bêche à la main...

« *Art. 5.* Les citoyens porteront, avec les instruments du travail, le pain qui doit réparer leurs forces ; le riche en portera pour le pauvre.

« *Art. 6.* Le citoyen qui ne pourrait faire à sa patrie le sacrifice du salaire de cette mémorable journée, s'adressera au représentant du peuple, qui acquittera envers lui la dette de la patrie »¹.

D'un pareil arrêté le représentant attendait sans doute les mêmes avantages que lui avaient procurés les mesures analogues prises en vue de la réparation des routes. Il retirerait toujours quelque utilité de cette collaboration d'efforts qui ne demandaient pas, pour être efficaces, d'aptitudes spéciales. C'était de plus le moyen de rendre ces travaux véritablement populaires et d'en faciliter l'accomplissement par la retentissante réclame menée autour d'eux. Enfin, Lakanal — nous l'avons montré ailleurs² — voyait en ces travaux des fêtes, fêtes du travail, fêtes de la fraternité, où tous se faisaient indistinctement les ouvriers de la même œuvre et fournissaient une application vivante des principes révolutionnaires.

1. *Bulletin... du Périgord*, t. IV, p. 201. L'arrêté est simplement daté de messidor an II, mais certainement postérieur à celui du 27 messidor, que nous mentionnons plus haut.

2. Voir p. 294.

Ouvriers, matériaux, argent.

Quoiqu'il en soit, en même temps que Lakanal appelait les populations à ces fêtes du travail ou à ces travaux de fête, il organisait un recrutement durable des ouvriers et réglait d'abord leur salaire, « proportionné à leur travail ¹ ». Par un arrêté qu'il prit dans les premiers jours de thermidor an II, il fixait le salaire des diverses catégories d'ouvriers, surveillants des travaux des écluses, carriers, maçons, charpentiers, forgerons, apprentis, manœuvres, etc. ; il excitait leur zèle en leur donnant l'espoir d'obtenir des gratifications s'ils faisaient preuve d'activité dans l'exécution de leur tâche. Copie du présent arrêté devait être envoyée aux municipalités désignées pour faire acquitter les paiements décadaires ¹.

D'autre part, pour se procurer des ouvriers, des matériaux et de l'argent, le conventionnel écrivait de Monségur, vers la même époque, aux agents nationaux de divers districts, notamment à ceux de Lauzun et de Belvès ². « Tu n'ignores pas, disait-il, que je veux rendre le Dropt navigable et que l'exécution doit suivre de près le projet formé. J'ai besoin que toutes les autorités constituées et tous les bons citoyens me secondent ». En conséquence, Lakanal leur demandait, outre l'état des communes riveraines du Dropt dans leur district, 1° la liste des ouvriers (charpentiers, forgerons, etc.) et des hommes de l'art qu'on pourrait employer dans les travaux relatifs aux écluses ; 2° l'état des matériaux (bois, madriers, moellons, carrières, chaux, etc.) disponibles, avec ordre de faire mettre immédiatement en activité tous les fours à chaux du district. Il les priait aussi de lui faire connaître l'état des « ci-devant églises ou châteaux à portée du Dropt et leur distance de ses rives », ainsi que les citoyens (riches, célibataires, etc.) à qui leurs facultés permettaient de faire des sacrifices en faveur de cette entreprise. Au reste, tout le monde était invité à y contribuer de sa poche. Des citoyens patriotes, « attachés à leur pays et qui veulent son bien par-dessus tout », étaient

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 706.

2. *Ibid.*, AF II 96, 710.

chargés de se transporter dans les Sociétés populaires de chaque district intéressé, pour y provoquer des contributions volontaires et en transmettre la liste au représentant.

Lakanal joignait à ses lettres des billets qui devaient servir de commission à ces citoyens. « Le citoyen [*un blanc*] se rendra près la Société populaire de [*un blanc*] et l'invitera, au nom de la prospérité nationale, à concourir, par des dons patriotiques, à l'exécution du plan de navigation du Dropt ¹. »

Les dons patriotiques « offerts par les citoyens et citoyennes » durent être faits bien vite dans la plupart des communes, puisque, durant la première quinzaine de thermidor, Lakanal prenait, à Monségur et à Duras, une série d'arrêtés par lesquels il désignait les communes où ces dons seraient versés, chargeait leurs municipalités de choisir chacune les citoyens qui paieraient les ouvriers, exigeait que chaque surveillant d'atelier fit passer, tous les deux jours, au représentant lui-même l'état de situation des travaux, et déclarait qu'il traiterait révolutionnairement ceux qui, requis de concourir à leur exécution, refuseraient leurs services ¹.

Le concours pécuniaire que sollicitait Lakanal semble avoir été à peu près unanime. La commune de Rimons se déroba à cette contribution. Aussi, le 14 thermidor an II (1^{er} août 1794), le conventionnel écrivait-il, de Duras, aux maire et officiers municipaux de cette commune, pour les réprimander vertement de leur abstention. « Dans toutes les communes où les officiers sont patriotes, disait Lakanal, les citoyens ont généreusement offert des dons patriotiques pour la navigation du Dropt ; ils n'ont fait qu'imiter l'exemple que leur ont donné les magistrats.

« Votre commune n'a point souscrit, et cette indifférence sur la prospérité de ces contrées me donne la mesure de votre civisme.

« Non, Lakanal ne souffrira pas que des hommes sans entrailles pour la patrie restent plus longtemps à la tête du peuple.

« En attendant que je vous fasse une visite révolutionnaire, pour vous corriger de votre coupable égoïsme, je vous ordonne

1. Arch. nat., AF II 96, 706.

d'assembler sur-le-champ votre commune et de l'inviter à souscrire pour la navigation du Dropt, qui doit enrichir le pays.

« L'agent de la commune me rendra compte dans trois jours de l'exécution du présent ordre.

« Je ne vous compte pas au nombre des Français, mes frères ¹ ».

Les habitants de Pellegrue n'avaient pas souscrit davantage aux travaux de navigation : le représentant intima à la municipalité de cette commune le même ordre qu'à celle de Rimons ². Des particuliers avaient versé des offrandes dérisoires ou, ayant volontairement souscrit, s'étaient rétractés. Alors Lakanal grondait, menaçait, taxait de lui-même les réfractaires ; les « dons forcés » allaient rejoindre les « dons volontaires. » Dans la commune de Monségur et dans douze communes voisines, le trésorier Grimard, désigné à cet effet, par arrêté de Lakanal en date du 3 thermidor an II (21 juillet 1794), recueillit une somme de 263.109 livres ³.

Ainsi, moins d'un mois après le commencement de cette entreprise, par sa foi ardente en son œuvre, par son activité, par sa présence sur les chantiers de construction, par l'opportunité et la multiplicité de ses mesures, Lakanal avait achevé les préliminaires de l'entreprise et amorcé les travaux, fait sortir de terre le personnel nécessaire, des ingénieurs jusqu'aux terrassiers, accumulé les matériaux et l'argent, intéressé les populations à son œuvre ⁴. Au milieu de thermidor, l'élan décisif était donné, les ateliers étaient en pleine activité, les écluses

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 710, à cette date.

2. *Ibid.*, D^{III} 351 (d'après la dénonciation de Joseph Lapeyre).

3. *Arch. dép. Gironde*, L 1053. Voir notre chapitre sur *Lakanal et les taxes révolutionnaires*, p. 486.

4. Nous n'avons trouvé presque aucun renseignement sur la levée en masse des populations que Lakanal avait ordonnée pour la durée d'un jour, et qui eut lieu à la fin de messidor ou le 1^{er} thermidor an II. Cette démonstration populaire ne fut d'ailleurs qu'un épisode dans l'ensemble des travaux de navigation du Dropt. Nous savons du moins que, conformément à l'article 6 de l'arrêté qui ordonnait cette levée, le trésorier Grimard distribua, le 7 thermidor an II, aux indigents de la commune de Monségur la somme de 17.900 livres (*Arch. dép. Gironde*, L 1053). C'est peut-être aussi pour payer la nourriture offerte aux indigents que, le 9 thermidor an II, sur l'ordre de Lakanal, Grimard versait 943 livres à l'aubergiste Monié (*Ibid.*).

se construisaient. Le 17 thermidor an II (4 août 1794), Gaillon écrivait de Duras à Le Camus, pour lui rendre compte, en ces termes, de la rapidité des travaux : « Nous sommes... occupés de cette navigation, à former des projets d'écluses, et à leur exécution. Nous avons commencé à Gironde-sur-Garonne, et nous sommes actuellement à Duras avec le représentant, qui ne nous quitte pas. Douze écluses sont déjà en activité. Tout se fait révolutionnairement quant aux terrasses et remuements de terre. Nous allons, sous peu de jours, continuer nos opérations en remontant cette rivière¹ ». Mais, à ce moment même, la mission du représentant prenait fin.

4° Continuation des travaux après le départ de Lakanal.

L'entreprise était trop bien lancée pour s'arrêter immédiatement. Le 6 fructidor an II (23 août 1794), la Convention recevait une adresse signée des administrateurs du district, des membres du Conseil général de la commune et des citoyens composant la Société populaire de Lauzun. Cette adresse avait été rédigée tout exprès pour prier la Convention « de leur envoyer... Lakanal, qui avait entrepris de rendre le Dropt navigable », et d'assurer « l'achèvement de tous les travaux commencés, que le représentant avait ordonnés² ». Trois jours après, le 9 fructidor an II (26 août 1794), la Convention envoyait Pellissier dans la Dordogne, à la place de Lakanal, non seule-

1. Sur l'état d'avancement des travaux à ce moment-là, voir la proclamation de Pellissier, p. 569.

2. *Procès-verbal Convention*, à cette date, p. 76. Il est vrai, des dénonciations seront faites à la Convention, pendant la réaction thermidorienne, contre les mesures qu'avait prises Lakanal. Un « riche incivique », Caubet, du canton de Monségur, que Lakanal avait taxé à 15.000 livres, destinées aux travaux du Dropt, s'indignera de cette taxe, destinée à « rendre navigable un ruisseau dont je suis éloigné de demi-lieue » (*Arch. nat.*, D^{III} 351). D'autres, dont les propriétés avaient sans doute souffert des ordres de Lakanal, reprocheront au représentant d'avoir fait abattre les arbres « qui ombrageaient les rives du Dropt » (*Ibid.*). Quand la Société populaire de Sainte-Foy dénoncera Lakanal à la Convention, ce sera surtout, s'il faut en croire les clubistes de Bergerac, « pour empêcher de rendre le Dropt navigable, projet qu'elle croit nuisible aux intérêts de sa cité » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47, 17 thermidor an II).

ment pour surveiller les travaux de la manufacture d'armes, mais aussi pour activer « la continuation des travaux commencés pour la navigation du Dropt ¹ ».

Cette mission spéciale de Pellissier était un hommage éclatant rendu à l'initiative de Lakanal.

Quelque plaisir qu'éprouve d'ordinaire un homme à déprécier les mérites de son prédécesseur, pour faire valoir d'autant son propre mérite, Pellissier ne put que rendre justice à l'œuvre que Lakanal venait d'accomplir.

Sans doute, un autre représentant en mission, Romme, qui se montra à plusieurs reprises malveillant envers son collègue Lakanal, ne partageait l'enthousiasme ni de celui-ci ni de Pellissier. Déjà, il avait contrôlé Lakanal en sous-main, le critiquant en son absence, demandant à l'administration du département, le 29 messidor an II (17 juillet 1794), communication de l'arrêté de Lakanal relatif à la navigation de l'Isle et de la Dronne ; le 2 fructidor an II (19 août 1794) il arrêtait que des commissaires contrôlèrent l'état des travaux publics, qui produisent de « désastreux effets », comme il disait, le même jour, dans une lettre de dénonciation à la Convention ². Ces commissaires s'informeront en détail de toutes les mesures prises par Lakanal au sujet de la navigation du Dropt, des approvisionnements en bois, fer, pierre, etc., rechercheront si les bois avaient été pris sur ceux destinés à la marine, constateront le nombre d'ouvriers employés, l'utilité et l'urgence des travaux, etc. Les diverses administrations du département devaient donner à ces commissaires tous les renseignements possibles sur ces divers points ³. C'est ainsi que, le 7 fructidor an II (24 août 1794), l'administration du district de Bergerac, soit par ignorance, soit par déférence envers l'homme dont elle regrettait le départ, répondait à Romme en déclarant « n'avoir aucune connaissance des ordres donnés ou moyens employés par le représentant Lakanal pour la navigation du Dropt ⁴ ».

1. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 361.

2. Voir p. 59.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 248. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 255. Il faut lire 7 fructidor et non 7 thermidor.

La municipalité de Bergerac se montra plus catégorique. Le même jour, elle déclarait « que la navigation du Dropt vivifierait une grande étendue de pays, qui ne tire pas de sa fécondité naturelle tous les avantages qu'elle devait lui procurer, à cause de la difficulté et des frais de transport par terre ¹. »

Romme en fut quitte pour cette petite manifestation de jalousie tatillonne. L'œuvre de Lakanal fut continuée. Nommé le 9 fructidor an II (26 août 1794) par la Convention, Pellissier se rendait aussitôt à Bergerac, et c'est de là qu'il écrivait avec enthousiasme au Comité de salut public, le 26 fructidor (12 septembre 1794) : « Je pars aujourd'hui, pour suivre les bords du Dropt, dont la navigation doit vivifier trois départements. Les obstacles qui paraissent attachés à l'exécution de ce grand travail n'arrêteront pas d'infatigables républicains ² ». Il ne parlait pourtant pas aussitôt, puisqu'on le trouve encore à Bergerac le premier jour des sans-culottides (17 septembre 1794). Ce jour-là, il lançait une proclamation, suivie d'un arrêté en 10 articles, relatifs à la navigation du Dropt, dans laquelle il rendait pleinement justice à son prédécesseur.

« La Convention, disait-il, a jugé ces travaux nécessaires, puisqu'elle m'en a délégué spécialement la direction ; ils seront donc continués avec une nouvelle activité ». Il rappelait la rapidité avec laquelle avaient été accomplis les premiers travaux. « Il y a trois mois que les ateliers sur les bords du Dropt sont en activité. A peine cette opération a-t-elle été annoncée qu'une infinité de souscripteurs sont venus offrir leurs bras et leurs ressources pécuniaires. Les fouilles ont été faites ; les matériaux ont couvert les chantiers, au point que, s'il eut fallu renoncer à l'entreprise, la perte était immense... Ce qu'on a demandé vainement pendant deux siècles, sous le régime du despotisme, nous l'achèverons en quelques mois, sous le règne de l'égalité... Citoyens, vous serez bénis par vos neveux, qui jouiront de cet avantage ».

La proclamation finissait sur cet éloquent appel, tout vibrant de l'hommage rendu au gouvernement révolutionnaire en général et à celui de Lakanal en particulier : « Quel

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 96.

2. Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 655.

plus beau spectacle, pour la philosophie et l'humanité, qu'un peuple soutenant l'attaque de vingt peuples, entretenant sur ses frontières 1.500.000 hommes victorieux, construisant une flotte et rassemblant les matelots qui doivent la conduire à la victoire, occupant, dans l'intérieur, des milliers de bras à la fabrication du salpêtre, des armes et de tout l'équipement militaire, et néanmoins ne dérobant rien aux besoins de l'agriculture ni à ceux de la vie civile et exécutant des monuments dont le règne de la paix s'honorerait ! Voilà les merveilles de la liberté et l'effet des forces individuelles réunies pour le bien général » !

Aussi Pellissier, « vu les diverses mesures employées par le représentant... Lakanal, concernant la navigation du Dropt, soit pour assurer la solidité des travaux, soit pour y maintenir l'ordre et la célérité, soit pour garantir à la nation... les fonds affectés à cette entreprise ; considérant que de nouvelles mesures ne pourront qu'entraver ou détruire l'effet de celles déjà prises », arrêtait que les travaux seraient « continués sans interruption et sur le même plan », que les arrêtés de Lakanal à ce sujet seraient « exécutés selon leur forme et teneur », que « l'ordre dans les travaux et dans le paiement des ouvriers, le mode d'approvisionnement et de comptabilité » seraient « maintenus sur le même pied », Pellissier se bornait à compléter, par quelques dispositions, celles qu'avait prises son prédécesseur ¹.

L'exécution du projet semblait donc en bonne voie. Le 29 brumaire an III (19 novembre 1794), Martin, « ingénieur ordinaire de l'arrondissement de Bergerac », vantait cette entreprise et en prévoyait l'accomplissement. « Lakanal, écrivait-il, a pris tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour rendre le Dropt navigable. Les dispositions prises par lui annoncent la réussite de ce beau projet... Le Dropt n'arrose que deux à trois lieues du département de la Dordogne. Il paraît qu'il n'y aura que quatre écluses, à quatre moulins diffé-

1. Arch. dép. Dordogne, L 12, à cette date. Voir aussi L 369, n° 13, et L 674, à cette date. C'est cet arrêté que Pellissier envoyait sans doute à la Convention, le 11 vendémiaire an III (Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 189, note 1).

rents. Sans s'étendre sur l'utilité de cette navigation, l'ingénieur assure que notre département y gagnera ¹. »

Mais la Commission des travaux publics, par des temporisations peut-être inutiles, ne tardait pas à calmer l'ardeur de Pellissier, à différer et, par contre-coup, à empêcher le succès de l'entreprise. Dès le 13 fructidor an II (30 août 1794), cette Commission écrivait à l'inspecteur général Besnard, pour lui exprimer son opinion « qu'il serait très difficile d'entreprendre un travail aussi étendu, au milieu de la campagne, sans être préparé par des projets bien combinés et examinés, sans approvisionnements, sans assurance d'avoir un nombre d'ouvriers intelligents et les voitures nécessaires pour le transport des matériaux. » Elle invitait Besnard à se rendre au plus tôt sur les bords du Dropt, à y conférer avec Gaillon et avec l'ingénieur en chef du Bec-d'Ambès, Derguy, « à l'effet d'examiner... l'importance de ces projets et les procédés les plus certains pour parvenir à leur exécution. » Mais la Commission ne dissimulait pas son désir de faire avorter ces travaux. Elle ajoutait, en effet : « Vous aviserez... s'il ne conviendrait pas de faire connaître au représentant du peuple l'immensité du travail qu'il propose et la crainte bien fondée que trop de précipitation dans des ouvrages d'art de ce genre ne soit nuisible à leur succès et à leur solidité ². »

Bien plus, cette Commission, le 3 vendémiaire an III (24 septembre 1794), par l'organe de Le Camus, prescrivait certaines opérations préliminaires (sondages, nivellements, etc.), montrait que la dépense totale s'élèverait à un million de francs environ, et invitait les trois départements intéressés à nommer des commissaires qui, de concert avec les ingénieurs en chef, devraient « établir la comparaison entre les avantages de cette navigation et la dépense qu'elle entraînerait ³. »

Cette phrase déguisait à peine le désir qui animait la Commission des travaux publics d'abandonner ces travaux, la perte dût-elle être « immense », comme disait Pellissier.

Quelles furent les conséquences immédiates de cette intervention du pouvoir central ? Nous n'en savons rien. Nous

1. Arch. dép. Dordogne, L 235.

2. Arch. nat., F¹⁴ 808.

3. Arch. dép. Dordogne, L 161, f. 155.

constatons seulement que, peu après la réception de la lettre de Le Camus, Pellissier invitait l'administration du département de la Dordogne à nommer un commissaire, qui se rendrait à Duras avec l'ingénieur en chef du département ¹. Mais Gaillon ne paraît pas s'y être rendu, comme le laisse entendre la lettre qu'il écrivit, le 14 germinal an III (3 avril 1795), au Comité des travaux publics : « Pour ce qui concerne la navigation du Dropt, j'ai bien coopéré aux projets qui se sont faits pour les dix ou douze écluses qui ont été mises en activité en présence de Lakanal ; mais, ce représentant s'étant retiré, j'ai cru aussi devoir me retirer, le 15 fructidor, laissant à Duras — les travaux étant dans leur département —, les deux ingénieurs en chef de Bordeaux et d'Agen et un ingénieur ordinaire de Lot-et-Garonne. Depuis cette époque, je ne sais où en sont ces travaux ². »

Les travaux de navigation du Dropt se poursuivirent sans doute, mais sans doute aussi avec lenteur ; le 21 messidor an III (9 juillet 1795), l'administration du département recevait un arrêté du représentant Boussion concernant cette rivière ³. Bientôt, tout travail était abandonné. Quelques années plus tard, nous voyons les Périgourdiens regretter amèrement ⁴ cet

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 12, à cette date. Voir aussi *Ibid.*, L 161, f. 175, verso.

2. *Arch. nat.*, F¹⁴ 808.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 15, n° 108. Le procès-verbal de la séance du directoire du département ne donne pas d'autres renseignements sur le contenu de cet arrêté, dont nous avons vainement cherché le texte aux *Arch. nat.*, notamment dans AF II 96. Peut-être s'agit-il de l'arrêté pris par Boussion à Bordeaux, le 5 floréal an III, destiné à presser la rentrée des fonds souscrits par des riverains du Dropt, en vue des travaux de cette rivière ; il est dit que les acquéreurs des bois appartenant au citoyen Gontaud avaient promis de verser 50.000 livres (communiqué par M. Gruvel, directeur d'école à Eymet).

4. *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 251, et an XII, p. 317, note 1. De même, l'*Annuaire du Lot-et-Garonne* pour 1806 porte (p. 17) : « Le Dropt a acquis une certaine célébrité dans ce département par les projets gigantesques qu'on a formés, en l'an II, pour le rendre navigable depuis son embouchure jusqu'à Castillonès. Vingt écluses devaient être construites ; deux seulement l'ont été ; et les bois abattus pour la construction des autres ont pourri sans utilité... Cette entreprise, par son importance pour le nord du département et le midi de celui de la Dordogne, presque entièrement privés de tout débouché, mériterait d'être reprise ». Le 11 avril 1821, une ordonnance royale autorisera les sieurs Durassié et Trécard à rendre

échec final, où s'étaient perdus les premiers succès du représentant de l'an II.

Mais, comme, plus d'un an après le départ de Lakanal, le mouvement qu'il avait imprimé aux travaux de navigation du Dropt subsistait encore, on ne saurait lui imputer les lenteurs qu'imposera à ses successeurs une administration peut-être pusillanime.

En constatant, au contraire, qu'à mesure qu'on s'éloigne de l'an II, les travaux s'exécutent plus lentement, on ne peut qu'être frappé de l'efficacité des mesures révolutionnaires que prit le représentant, et cela sans demander un sou au Trésor, alors que Le Camus évaluera la dépense à un million. On ne peut que louer cet autre « Archimède » s'appliquant au problème de la navigation du Dropt, apprécier la grandeur de ses desseins, l'utilité de l'entreprise et la vigueur d'une impulsion qui survécut à l'absence du conventionnel qui l'avait donnée.

le Dropt navigable, par l'établissement d'une machine propre à enlever les bateaux et à leur faire franchir les barrages (Duvergier, t. XXIII, p. 327). — En réalité, le nombre des écluses que fit construire Lakanal ne fut pas de « deux seulement », mais de dix à douze (voir les déclarations de Gaillon, p. 567 et 572).

CHAPITRE XVII

LAKANAL ET LES TRAVAUX PUBLICS (3^e PARTIE)

TRAVAUX D'ART

1^o *Le pont de Bergerac. Le pont avant Lakanal. Construction entreprise par Lakanal. Arrêt des travaux.* — 2^o *Lakanal et la Commission des monuments.* — 3^o *Embellissements divers dus à Lakanal.*

1^o *Le pont de Bergerac.*

Dans les derniers jours de nivôse an II, Lakanal adressait à un certain nombre de municipalités de la Dordogne un questionnaire, dans lequel il leur demandait : « Quels sont les embellissements utiles dont est susceptible votre cité¹ ? »

Mais le représentant n'avait pas attendu cette date pour prendre l'initiative de certains « embellissements utiles » ; l'un des premiers projets qu'il avait formés, peu après son arrivée dans le département, avait été la construction à Bergerac d'un pont sur la Dordogne.

Le pont de Bergerac avant Lakanal.

Ce n'est pas qu'il n'eût déjà existé à Bergerac aucun pont sur la Dordogne. Dès le commencement du xiii^e siècle², Bergerac en possédait un ; il avait été rendu célèbre, en 1345, par le combat acharné que les Anglais y livrèrent, avant de s'emparer de la ville. Après l'inondation de 1389, qui démolit ce pont, Charles V avait autorisé les Bergeracois à le reconstruire avec les pierres du château de Mouleydier, situé près de Bergerac et

1. Clamageran, p. 15. Le Roy, p. 208.

2. Voir, pour l'historique du pont de Bergerac sous l'Ancien régime, *Bulletin... du Périgord*, 1874, p. 105 ; 1879, p. 319 à 338 et 391 à 403 ; 1890, p. 423 et 445 ; 1897, p. 410 ; 1903, p. 155 et 380.

qu'avait démoli Duguesclin : Lakanal ne se comportera pas autrement quand il utilisera à la reconstruction du pont les matériaux de démolition de châteaux du voisinage. Renversé par une crue, au milieu du ^{xv}^e siècle, le pont, reconstruit en pierre et en bois, était achevé au commencement du ^{xvi}^e ; Rabelais en parle au IV^e livre de son œuvre. Brûlé par Montluc, reconstruit en 1571, emporté par une crue en 1615, restauré et endommagé à plusieurs reprises au cours du ^{xvii}^e siècle, ce pont se trouvait en très mauvais état, quand, en 1728, la municipalité de Bergerac déclarait au roi qu'il avait besoin d'une « réédification presque totale », et faisait valoir, comme fera plus tard Lakanal, « les grandes et nombreuses voitures qui se font en passant sur icelui, venant de Lyon et Bayonne et autres lieux, ou qui y vont d'Auvergne, Limousin, Forez et autres provinces, et plus particulièrement encore par les passages de troupes que Sa Majesté envoie... sur les frontières d'Espagne et de la Savoie ¹ ». Finalement, une crue emporta le pont dans la nuit du 7 au 8 mars 1783, à la suite de pluies torrentielles, qui faisaient également déborder l'Isle et rompre le pont de la Cité, à Périgueux ². Les trois quarts du pont de Bergerac étaient jetés à bas.

Aussitôt, les consuls de la ville demandèrent au roi des secours pour opérer la reconstruction, attendu, disaient-ils, que « le pont de Bergerac était de la plus grande utilité pour la communication des provinces septentrionales du royaume avec les provinces méridionales, même avec l'Espagne, soit par les fréquents passages de troupes, soit pour le commerce en général ³ ».

Le roi se contenta d'autoriser la ville à établir, à ses frais, un bac sur la Dordogne, à l'affermier et à mettre en réserve le produit de la ferme, pour l'utiliser, le moment venu, à la reconstruction du pont. Or, le produit de la ferme était de 3 à 4.000 livres par an ; la reconstruction du pont coûterait au

1. G. Charrier, *Les Jurades... de Bergerac*, t. XI, p. 360. En 1615, les consuls de Bergerac avaient déjà fait valoir auprès du roi des raisons analogues. « C'est, disaient-ils, un des plus fréquentés et nécessaires passages de la province ».

2. *Bulletin... du Périgord*, 1875, p. 261.

3. *Ibid.*, 1879, p. 398.

minimum plusieurs centaines de mille francs ; il eût fallu attendre plus d'un siècle pour obtenir la somme voulue. Au reste, le passage de la Dordogne sur un bac ne s'opérait pas sans difficultés. Ce sont ces difficultés qu'exposait au roi une lettre du lieutenant-général de Bergerac, au commencement de la Révolution ¹.

En 1789, la réédification du pont était vivement désirée par les habitants, et ce vœu était exprimé à l'article 55 du cahier du Tiers état du Périgord ².

De l'ancien pont il ne restait que des débris, que le directoire du district de Bergerac mettait en adjudication, le 11 février 1791, et (personne ne s'étant présenté) adjugeait à la municipalité de Bergerac, à condition qu'elle les fit enlever ³. Ces décombres obstruaient, en effet, le cours de la rivière; il faut croire que la municipalité ne se soucia pas de les faire disparaître dès 1791, puisque, le 11 juillet 1792 ⁴ et le 8 décembre de la même année ⁵, l'administration du département accueillait les plaintes des bateliers à cet égard, et arrêtait qu'il serait employé 2.000 livres à l'enlèvement de ces débris.

Ainsi, quand Lakanal arriva à Bergerac, il n'y avait pas de pont sur la Dordogne. Seul, un bac permettait de passer d'une rive à l'autre, et encore les passagers devaient-ils acquitter des droits de péage.

Le représentant s'empressa d'affranchir les piétons de toute taxe. Par arrêté du 26 brumaire an II (16 novembre 1793), il décidait que « les citoyens à pied ne paieront plus aucun droit pour le passage de la rivière sur le bac commun » ; le patron du bac qui exigerait ou recevrait une rétribution quelconque d'un citoyen à pied serait puni de trois mois de détention.

1. *Arch. nat.*, B III 117, f. 581.

2. Bussière, t. II, p. 220. La reconstruction du pont sera aussi sollicitée à plusieurs reprises par la Société populaire et la municipalité de Bergerac. Mais le gouvernement ne se souciera guère de leur donner satisfaction. C'est ainsi que, le 18 avril 1793, le ministre de l'Intérieur, Garat, répondait à une pétition que lui avaient adressée, à ce sujet, des citoyens de Bergerac, par une fin de non recevoir à peine déguisée. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 232, et *Arch. nat.*, F¹⁴ 808.

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 23 janvier 1791, et *Arch. dép. Dordogne*, L 354, 11 février 1791.

4. *Ibid.*, L 6, à cette date.

5. *Ibid.*, L 366, à cette date.

Lakanal laissait à la municipalité le soin d'arrêter une taxe sur les citoyens à cheval, les charrettes, les voitures, etc., mais il posait ce principe démocratique que la taxe serait faible pour les charrettes, modérée pour les chevaux et qu'elle pèserait fortement sur les voitures. Il ajoutait que, pour la célérité du service et la commodité des citoyens, les objets de commerce et d'approvisionnement public (barriques, grains, bois, etc.) ne pourraient être passés que durant la nuit. Enfin, il désignait un officier municipal pour faire la police du pont, veiller à l'exécution de l'arrêté, examiner les réclamations des citoyens qui pourraient être « molestés » par le patron du bac, et proposer au représentant les améliorations propres à accroître la sûreté, les facilités et l'embellissement du port¹.

Construction du pont entreprise par Lakanal.

Mais, en même temps que Lakanal cherchait à tirer le meilleur parti possible du bac existant, il prenait des mesures pour assurer la prompte réédification du pont. Le 27 brumaire an II (17 novembre 1793), le lendemain même du jour où il rendait le précédent arrêté, le conventionnel ordonnait (article 1^{er}) : « Le pont de Bergerac sera reconstruit ». L'ingénieur du département devait présenter sans délai le plan de travail et le devis estimatif des dépenses. L'article 3 arrêtait que « les matériaux provenant de la démolition du château de La Force et de tous les autres repaires de la tyrannie qui vont être abattus dans le département » seraient affectés à cette reconstruction².

Une pareille mesure comportait le double avantage d'éviter, dans la construction du pont, des frais d'approvisionnement

1. Arch. dép. Dordogne, L 367, n° 126. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 26, Arch. nat., AF II 96, 707. Lakanal envoya Mesclop, officier municipal, « devers les Sociétés populaires, relativement à ... [l'] adjudication » de ceux des droits de bac que le représentant avait maintenus en les transformant. Les officiers municipaux s'occuperont à plusieurs reprises de cette adjudication. Voir Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., 10 pluviôse an II, f. 15, et 18 germinal an II, f. 39, verso.

2. Lakanal mentionne expressément le château de La Force, sans doute parce que ce château se trouvait le plus rapproché de Bergerac (7 kilomètres) et que les matériaux pouvaient être facilement amenés par eau à Bergerac.

considérables et de faire servir à cette construction de première nécessité des matériaux de démolition qui n'auraient pu que se désagréger et disparaître sans aucun profit. Le pont de Bergerac n'avait-il pas été réparé, en 1571, avec les matériaux de démolition de l'église Saint-Jacques¹? Le pont actuel de la Concorde n'a-t-il pas été bâti, en partie, avec les pierres de la Bastille²?

Pour la surveillance des travaux et l'administration des fonds, Lakanal décidait qu'une Commission serait établie, composée de membres du district, de la municipalité et de la Société populaire de Bergerac, qui pourraient s'adjoindre des citoyens compétents dans la partie des ponts et chaussées. Une somme de 200.000 livres serait mise à la disposition de cette Commission, afin de couvrir les premières dépenses. Pour continuer les travaux, on recourrait à une taxe révolutionnaire, que le Comité révolutionnaire de Bergerac lèverait sur les riches inciviques. Pour accroître ces fonds, et « comme la construction du pont de Bergerac intéresse essentiellement la prospérité publique », Lakanal se chargeait de solliciter de la Convention l'argent nécessaire à l'achèvement des travaux. Enfin, pour montrer sa volonté de mener à bien l'entreprise, le conventionnel s'engageait à poser lui-même, avant son départ, la première pierre de « ce monument du commerce et des arts³ ».

Lakanal n'était pas le seul représentant qui s'intéressât à la reconstruction du pont, puisque, moins d'un mois après cet arrêté, le 24 frimaire an II (14 décembre 1793), la Société populaire de Bergerac recevait de Boussion une lettre l'invitant à faire les plus prompts réclamations à ce sujet; et la Société décidait de communiquer cette lettre à Lakanal⁴.

De plus, un décret de la Convention, du 16 frimaire an II (6 décembre 1793), ordonnant d'activer la réparation des ponts

1. L'ordre fut donné, en 1571, par le gouverneur Dussac (*Archives La Verrie de Vivans*, à cette date).

2. Bædeker, *Paris et ses environs*, 9^e édition, p. 74.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 710. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 127. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 10.

4. *Ibid.*, Reg. Société populaire, à cette date. A la même époque, le 26 frimaire an II, l'inspecteur Besnard écrivait, dans ses *Observations* sur le département de la Dordogne : « Rien n'est plus pressant que la construction de ce pont » (*Arch. dép. Dordogne*, L 235).

de la République, venait renforcer l'arrêté de Lakanal¹. En exécution de ce décret, l'administration du département de la Dordogne décidait, le 6 nivôse an II (26 décembre 1793), que l'ingénieur en chef du département enverrait au Conseil exécutif provisoire, dans le délai de deux décades, un état estimatif des réparations à faire aux ponts du département². Le pont de Bergerac était évidemment du nombre.

C'est encore la nécessité de construire ou de reconstruire des ponts que Lakanal reconnaissait dans les lettres qu'il adressait aux Comités révolutionnaires du département. les 16 et 17 nivôse an II (5 et 6 janvier 1794) : « Jetons des ponts sur nos rivières disait-il » ; et, doutant sans doute que les crédits ouverts, à cet effet, par la Convention fussent suffisants, il ordonnait aux Comités de lever au plus tôt des taxes révolutionnaires destinées à ces constructions³.

Les délais nécessaires à l'élaboration du plan de construction, au rassemblement des matériaux, à la levée des taxes, et l'attente du moment où les eaux seraient le plus basses retardèrent l'exécution des travaux. Du moins, on songeait sérieusement à les entreprendre. C'est ce que prouve le long discours prononcé par Boissière, agent national de la commune de Bergerac, le 25 floréal an II (14 avril 1794).

L'agent national s'exprimait ainsi : « Le représentant..., toujours guidé par l'amour du bien public et par celui de rendre justice aux sentiments patriotiques de vos concitoyens,

1. Duvergier, t. VI, p. 402. Ce décret portait que tous les ponts seraient faits et entretenus aux frais du Trésor public, ainsi que les grands chemins et les levées ; 25 millions étaient mis, à cet effet, à la disposition du ministre de l'intérieur ; sur cette somme, on verserait provisoirement 100.000 livres dans les caisses de chaque département. Suivaient une série d'articles destinés à activer les travaux, qui étaient recommandés (article 14) à la vigilance des représentants en mission.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 681, à cette date. En ne prenant cet arrêté que vingt jours après qu'avait été rendu le décret du 16 frimaire, et en accordant un délai de vingt jours à l'ingénieur du département, l'administration ne montrait pas tout le zèle exigé par l'article 7 de ce décret : « Dans les deux décades qui suivront la publication du présent décret, les ingénieurs en chef enverront au Conseil exécutif provisoire l'état estimatif par aperçu des réparations à faire aux... ponts de leur arrondissement ».

3. Dans les mêmes lettres, Lakanal faisait aussi valoir l'importance des rivières navigables ; aussi en avons-nous donné les passages essentiels au chapitre précédent, p. 553.

s'occupe des moyens de vous procurer prochainement l'objet le plus important et le plus fait pour exciter vos désirs, qui puisse s'offrir à vos regards. Lakanal veut que, sans perdre haleine, on travaille à la reconstruction d'un pont devant votre ville. »

L'agent national transmettait alors au Conseil général de la commune l'ordre que lui avait donné verbalement Lakanal. « En attendant que le Comité de salut public ait organisé une Commission *ad hoc*; en attendant que les circonstances soient devenues plus favorables, en rendant les subsistances plus abondantes...; plein de confiance dans les bonnes intentions et dans la vigilance du Conseil général de la commune, il a jeté les yeux sur lui, pour qu'il s'occupe des moyens de pourvoir à tous les objets qui pourront être utiles pour cet important ouvrage, et pour qu'il fasse choix, à cet effet, parmi ses membres, d'un nombre suffisant d'hommes actifs et vigilants, qui formeront... la Commission qui sera chargée de procurer d'avance tous les matériaux et tous les autres objets qui leur paraîtront utiles pour commencer le travail vers le milieu de messidor ».

L'agent national ajoutait que cette Commission, pour remplir utilement sa tâche, ne devait pas perdre un instant. Il fallait éviter que la disette des eaux en été fit obstacle à l'arrivée à Bergerac des matériaux nécessaires. La Commission devait mettre en réquisition tous ceux des bateaux qui se trouvaient le long des deux rives de la Dordogne, de Lalinde (en amont) à Sainte-Foy (en aval), et qui n'étaient pas employés au service de la manufacture d'armes. Ces bateaux seraient tenus, à salaire compétent, de transporter à Bergerac tous les matériaux provenant de la démolition des ci-devant châteaux de Badefols, Tiregand, etc. Si l'on ne profitait pas de la crue actuelle des eaux et si l'on attendait le milieu de l'été, il ne serait plus possible d'amener ces matériaux à Bergerac, à cause des rochers de la Gratusse, qui barraient la navigation de la Dordogne en amont de Bergerac. L'exécution du projet serait retardée à d'autres temps : on serait peut-être alors moins favorisé; on ne bénéficierait pas de la présence d'un représentant du peuple, toujours à même de lever les difficultés et d'activer puissamment ces travaux.

D'ailleurs, disait Boissière, un arrêté de Lakanal allait investir la Commission de tous les pouvoirs nécessaires à cette entreprise.

L'agent national montrait ensuite les avantages considérables qui résulteraient de cette construction du pont : elle faciliterait le passage des troupes et favoriserait le commerce entre les provinces méridionales et septentrionales de la République.

Il faisait enfin appel à la bonne volonté des habitants, qui devaient « mettre quelques instants de côté leurs intérêts particuliers, pour ne s'occuper que de ceux qui doivent résulter de ce travail. Ne se pas prêter tout entier à un avantage aussi inappréciable, ce serait se montrer mauvais citoyen, ennemi du bien public ».

Il concluait en rappelant l'ordre de Lakanal et les raisons de cet ordre. « Je requiers... que le Conseil général de la commune procède au choix d'un certain nombre de ses membres, pour former la Commission qui doit, sans délai, s'occuper du transport des matériaux sur nos ports, pour la construction du pont... Comme les compagnies les plus nombreuses sont celles qui travaillent ordinairement avec le moins d'activité,... je vous propose de faire choix de trois membres choisis parmi vous, pour former la Commission qui sera présentée au représentant du peuple..., qui l'investira des pouvoirs nécessaires à sa mission¹. »

Le Conseil général désigna, séance tenante, non pas trois, mais cinq citoyens¹.

De son côté, Lakanal ne restait pas inactif. Il assurait, en particulier, l'approvisionnement des chantiers de construction du pont.

Les châteaux démolis ne suffisaient pas, sans doute, à fournir la pierre. Aussi le représentant prenait-il, à L'Aiguilhe, le 20 messidor an II (8 juillet 1794), un arrêté qui chargeait la municipalité de Castillon d'assurer les subsistances des ouvriers employés aux carrières de Puycarpin, L'Aiguilhe et Saint-Hip-

1. Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date, f. 63 et 64. Les cinq citoyens désignés furent Boissière, agent national, Mesclop, officier municipal, Beysselance, Baradis et Gueylard, notables.

polyte. « Point d'excuse, ajoutait-il impérieusement. Prendre du grain où il y en a. Là où la liberté est tout, les inconvénients ne sont rien. » La Commission des monuments rembourserait les frais d'achats des subsistances¹. Le même jour, Lakanal arrêta que les bouviers et bateliers requis pour transporter les pierres provenant de ces carrières, et qui n'obéiraient pas, seraient tenus, sous peine d'un mois de détention, de payer une amende de 50 livres¹. Le même jour aussi, le conventionnel déclarait qu'il regarderait comme ennemis de la République et ferait enfermer ceux des citoyens des cantons de Saint-Émilion et de Castillon qui retarderaient soit l'extraction des pierres de ces trois carrières, soit leur transport à Bergerac¹. Le 8 thermidor an II (26 juillet 1794), nouvel arrêté du conventionnel, mandant à Duras 80 carriers, avec les instruments de leur art¹. De son côté, la Commission des travaux publics, qui s'était transportée à L'Aiguilhe, auprès de Lakanal, réquisitionnait, le 25 messidor an II (13 juillet 1794), tous les fours à chaux du canton de Castillon, pour la construction du pont de Bergerac¹⁻².

Quant au bois, le conventionnel, le 16 messidor an II (4 juillet 1794), chargeait le citoyen Imbert d'aller requérir, jusque dans le Lot-et-Garonne, les ouvriers nécessaires à la coupe des arbres, que ce citoyen était également chargé de faire abattre et débiter, en vue de la construction du pont³.

Trois jours après, 19 messidor an II (7 juillet 1794), nouvel arrêté de Lakanal, qui complétait le précédent. Les citoyens Imbert et Reclus étaient chargés de faire couper les arbres propres à la construction du pont, dans l'étendue du département, jusqu'à concurrence de 15.000. Les municipalités de plusieurs communes voisines de Bergerac devaient faciliter à

1. *Arch. nat.*, AF II 218, 1881.

2. Cet arrêté de la Commission des travaux publics est signé de Durand et de Beysselance.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 706. C'est sans doute pour assurer l'exécution de ces ordres ou d'ordres analogues que le représentant écrit, à la même époque, à l'administration du département du Lot-et-Garonne : « J'ai déjà établi des ateliers pour la construction du pont de Bergerac. Paris, architecte, porteur de ma dépêche, vous demandera divers objets, pour monter entièrement cette importante création. Secondez-le » (Bonnat, *Inventaire des Archives du Lot-et-Garonne*, série L, t. I, p. 155).

ces deux citoyens tous les moyens de loger et nourrir les ouvriers employés à la coupe et à l'équarrissage des bois. Enfin, Lakanal chargeait la municipalité de Bergerac de requérir tous les bouviers et ouvriers nécessaires au transport de ces bois sur les chantiers du pont¹.

Deux jours plus tard, le 21 messidor an II (9 juillet 1794), le représentant prenait un nouvel arrêté, relatif encore à des réquisitions d'ouvriers, pour la coupe des bois destinés au pont de Bergerac¹. Le 8 thermidor an II (26 juillet 1794), il ordonnait à Imbert d'envoyer à Duras, où se trouvait le représentant, les charpentiers et scieurs de long requis pour la coupe des bois nécessaires à la construction du pont².

La reconstruction du pont était donc en bonne voie. Le conventionnel s'occupait aussi, vers cette époque, de la réfection du pont de Mussidan, sur l'Isle. Le 23 messidor an II (11 juillet 1794), un membre du Comité révolutionnaire de Montignac disait : « Le régénérateur Lakanal a avivé le département de la Dordogne ; maintenant, les ponts de Bergerac et de Mussidan sont à l'ordre du jour³ ».

C'est par arrêté du 24 messidor an II (12 juillet 1794), que, « pour activer les travaux relatifs à la construction du pont », Lakanal nommait la Commission dont nous avons vu que le Conseil général de la commune lui avait proposé les membres dès le 25 floréal (14 mai 1794). Sur les cinq membres proposés, Lakanal en choisissait deux, Boissière et Beysse-lance, et y ajoutait le citoyen Durand. Cette Commission était chargée : 1° de l'approvisionnement des matières premières demandées par les ingénieurs, sous l'autorisation du représentant ; 2° de la solde des comptes ; 3° de l'organisation et de la surveillance des ateliers. Les mandats tirés par la Commission seraient acquittés par le receveur du district de Bergerac sur les fonds provenant des taxes révolutionnaires. Des trois membres de la Commission l'un serait particulièrement chargé

1. *Arch. dép. Dordogne*, AF II 96, 710.

2. *Ibid.*, AF II 218, 1881.

3. *Ibid.*, L 585, à cette date. L'ingénieur Gaillon parlera aussi de l'intention de Lakanal de faire construire « un pont sur la rivière de l'Isle, à Mussidan, pour servir au chemin de Ribérac » (*Arch. nat.*, F¹⁴ 808, lettre du 17 thermidor an II).

de la comptabilité ; l'autre, de la correspondance et de la surveillance des magasins et ateliers ; le troisième, des voyages relatifs aux approvisionnements et au transport des matières premières. Pour imprimer aux travaux un mouvement prompt et régulier, les ingénieurs seraient logés dans un bâtiment national, près de la Commission ; ils auraient voix consultative dans ses séances, et aucun arrêté important ne pourrait être pris sans qu'ils eussent été entendus. La Commission présenterait tous les deux jours au représentant du peuple le bulletin de ses opérations, l'état de situation des travaux et ses vues sur les améliorations à faire dans les ateliers¹. Dès le lendemain, deux des membres de cette Commission se trouvaient à L'Aiguilhe, et y faisaient une réquisition relative aux travaux du pont².

Lakanal avait donc tout prévu, tout organisé jusque dans le détail. Le 25 messidor an II (13 juillet 1794), il pouvait écrire à l'administration du département : « Les ateliers pour la construction du pont de Bergerac sont en pleine activité... Tout annonce que ce travail s'improvisera³. » L'ingénieur Gaillon écrira aussi que, vers la fin de messidor, les travaux étaient en bonne voie ; le représentant avait « invité les ingénieurs du département à se rassembler auprès de lui, pour en rédiger les projets. Nous y avons travaillé pendant près de trois semaines, et ils étaient déjà avancés lorsque le représentant m'amena avec lui sur la rivière du Dropt⁴. » Gaillon rappellera aussi, dans une autre lettre, qu'à la fin de messidor, on avait déjà rassemblé au moins 800 troncs d'arbres destinés aux pilotis, que des hangars étaient construits, qu'un certain nombre de pierres de taille avaient été transportées sur les chantiers ou se trouvaient dans les carrières, prêtes à être chargées sur les bateaux qui les amèneraient à Bergerac⁵.

L'on travaillait beaucoup, en effet, à Bergerac. L'affluence des ouvriers dans les chantiers de construction du pont devint telle que les conditions de leur nourriture et de leur logement

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, à cette date.

2. *Arch. nat.*, AF II 218, 1881.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 134.

4. *Arch. nat.*, F¹⁴ 808, lettre du 14 germinal an III.

5. *Ibid.*, lettre du 17 thermidor an II.

ne furent pas sans préoccuper l'administration du district. Le 28 messidor an II (16 juillet 1794), cette administration prenait des mesures pour activer l'approvisionnement des grains, vu « le grand nombre d'ouvriers employés aux travaux de la manufacture d'armes et le plus grand nombre encore qui arrive journellement à Bergerac, pour y travailler à l'établissement du pont que nous assure l'activité révolutionnaire de Lakanal¹ ».

Quelques jours après, le 3 thermidor an II (21 juillet 1794), l'administration du district prenait un arrêté, provoqué par la difficulté d'avoir de la farine pour la population, « augmentée considérablement par le grand nombre d'ouvriers occupés... à la construction du pont¹ ».

Le nombre des ouvriers s'élevait à plus de cinq cents. Leur logement ne préoccupait pas moins que leur nourriture. Le 1^{er} thermidor an II (19 juillet 1794), l'administration du district rappelait que la municipalité de Bergerac venait de mettre en réquisition 500 lits, les seuls qui se trouvaient disponibles sur son territoire, pour faire coucher les ouvriers qui arrivaient chaque jour dans les chantiers de construction du pont. Mais, comme le nombre des lits requis était insuffisant, l'administration du district arrêta de demander à Lakanal l'autorisation d'utiliser ceux qui se trouvaient dans les maisons des émigrés et des détenus ; et comme, même alors, le nombre des lits ne suffirait peut-être pas, l'administration arrêta que les autres municipalités du district feraient le recensement de ceux qu'il y avait dans leurs communes respectives¹.

Les travaux marchaient à merveille. Pour en hâter l'achèvement, Lakanal opérait par grandes masses. Ouvriers et matériaux affluaient à Bergerac. Peut-être allait-on posséder enfin ce pont tant désiré !

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, à cette date. L'administration du district rendit son arrêté du 1^{er} thermidor an II, conformément à la délibération qu'avait prise, le 27 messidor an II, le Conseil général de la commune de Bergerac (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 83). Le 17 messidor an II, le Conseil général de la commune avait chargé des commissaires de recenser, dans la ville et aux environs, tous les lits existants ; les propriétaires des lits disponibles seraient payés au prix du maximum, et ces lits seraient réservés aux ouvriers du pont (*Ibid.*, à cette date, f. 78).

Arrêt des travaux.

On peut assigner trois causes principales à l'arrêt de cette construction : l'absence de Lakanal, l'intervention de Romme, les temporisations du Comité des travaux publics.

Le 26 messidor an II (14 juillet 1794), le représentant, qui, durant les décades précédentes, avait imprimé aux travaux une vigoureuse impulsion, quittait Bergerac, pour se rendre sur les bords du Dropt. Il emmenait avec lui l'ingénieur Gaillon. Les autres ingénieurs, que Lakanal avait mandés précédemment à Bergerac, pour travailler à la construction du pont, quittèrent bientôt, eux aussi, les chantiers. « Les ingénieurs, écrira Gaillon, se sont ensuite retirés dans chacun de leurs arrondissements. L'ingénieur de Périgeux a emporté la plus grande partie des plans de ce projet encore imparfait, et a laissé à Bergerac le plan du cours de la rivière, que j'avais fait lever¹. » Ce dernier plan lui-même ne tarda pas à disparaître, car, ajoute Gaillon, l'ingénieur de Bergerac « assure ne l'avoir pas vu..., de manière qu'après... de longues recherches, ce plan le plus essentiel, sans lequel il m'est absolument impossible de faire le projet, se trouve égaré ou perdu². » Le départ de Lakanal, suivi du départ des ingénieurs, découragea la Commission du pont, et lui fit croire sans doute qu'elle n'avait plus de raison d'être. Elle constatait, comme l'écrira l'inspecteur Besnard, que, « malgré toutes les réquisitions faites à Bordeaux et dans tout le pays », on « n'avait pu parvenir à la fourniture et au transport de tous les objets dont on avait besoin pour l'établissement de ce pont³. » La Commission fit part au représentant de son impuissance. Mais celui-ci, qui ne renonçait pas à son projet, écrivit de Duras, le 14 thermidor an II (1^{er} août 1794) au citoyen Berrut ces quelques mots, d'une brièveté impérieuse : « Je vous préviens que je maintiens mon arrêté d'organisation de la Commission du pont, jusqu'à ce que j'en aie autrement ordonné³. » Mais c'était là un ordre tout platonique. Lakanal

1. *Arch. nat.*, F¹⁴ 808, lettre de Gaillon, du 14 germinal an III.

2. *Ibid.*, F¹⁴ 808, rapport de Besnard, du 29 ventôse an III.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 243 bis. Voir aussi *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

était au loin, et bientôt il terminait sa mission. Quant à la Commission du pont, nous n'entendrons plus parler d'elle.

Il fallut aussi que Romme, peu après le départ définitif de Lakanal, vint tout retarder et tout interrompre.

Par un arrêté du 2 fructidor an II (19 août 1794), Romme, qui sympathisait médiocrement avec Lakanal, avait chargé des commissaires de faire une enquête sur l'état des travaux du pont de Bergerac.

Romme, dans les considérants de son arrêté, représentait son collègue comme un touche-à-tout capricieux. « Attendu, disait-il, que, pour trop faire à la fois, on se met dans l'impossibilité de rien terminer et que le service public peut souffrir du défaut d'harmonie dans les époques et les moyens d'exécution », il chargeait quatre commissaires de s'informer de l'état des approvisionnements du pont, de savoir si les bois n'avaient pas été pris sur ceux destinés à la marine, si le charbon de terre utilisé n'avait pas été pris sur le dépôt de la manufacture, quel était le nombre des ouvriers employés, l'utilité et l'urgence de la construction du pont. Un article spécial (article 6) ordonnait à ces commissaires de recueillir soigneusement toutes les réclamations qu'on pourrait élever contre Lakanal¹.

Par suite de cet arrêté, l'administration du district de Bergerac, le 7 fructidor an II (24 août 1794), remettait aux commissaires de Romme copie des arrêtés de Lakanal relatifs aux travaux du pont; elle déclarait ne pouvoir leur donner de plus amples renseignements à cet égard, et les invitait à interroger les membres de la Commission du pont. Mais elle ajoutait, rendue déjà craintive et défiante par cette enquête, dont l'objet devait lui paraître un peu louche, que « le but des travaux ordonnés par Lakanal était sans doute l'utilité publique... L'utilité d'un pont à Bergerac est généralement reconnue; les communications du département de la Dordogne avec les départements du midi sont intéressantes et nécessaires sous le rapport du commerce. L'utilité du pont est reconnue non seulement pour la communication simple des citoyens, interceptée

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 248. Arch. nat., AF II 96, 704.

pendant une partie de l'année à cause des crues,... mais encore pour le passage des convois d'artillerie ».

L'administration n'alla pas plus loin ; elle ne crut pas devoir justifier entièrement l'œuvre du conventionnel. « L'administration, dit-elle, ne reconnaît pas l'urgence de la construction du pont dans ce moment, à cause des circonstances ». Elle rappelait « les diverses réquisitions pour le transport des fourrages destinés aux armées, pour le dépôt de chevaux établi à Bergerac, pour le transport des matières nécessaires à la manufacture d'armes, pour le transport des canons des fonderies de ce district... et des bois de la marine ». Elle faisait remarquer que « les bœufs sont extrêmement fatigués, les charrettes, dans un mauvais état », et que « les habitants des campagnes ont obéi aux réquisitions, mais ils n'ont pu s'empêcher de murmurer hautement ».

Cependant, quelques réserves qu'elle formulât sur l'urgence de cette entreprise, elle ajoutait : « Lorsque les inconvénients relatés ci-dessus auront cessé et que d'autres travaux... n'exigeront pas une aussi grande activité, l'administration pense que la construction d'un pont à Bergerac sera urgente » ; et elle rappelait que, depuis la chute du pont, en 1783, vingt-cinq habitants avaient péri en passant l'eau à une époque de crue ¹.

La municipalité de Bergerac se montra, par contre, plus catégorique que l'administration du district. Le 8 fructidor an II (25 août 1794), sur les observations de l'agent national, qui rappela « que ce n'est qu'à la demande réitérée du Conseil général de la commune, réuni à la Société populaire, et même à des députations auprès de la représentation nationale et de Lakanal, que la construction du pont a été décidée », le Conseil général de la commune déclarait « que l'utilité d'un pont à Bergerac est parfaitement reconnue et que, dès qu'il en doit résulter un avantage pour la République entière, il est urgent de la mettre dans le cas d'en profiter » ; aussi le Conseil arrêtait-il que la construction du pont était pressante, et il invitait Romme à permettre la continuation des travaux ².

Cette enquête de Romme n'en était pas moins de mauvais

1. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 255.

2. Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date, f. 97, 98.

augure. A Paris, l'arrêté du représentant, du 2 fructidor, reçut meilleur accueil qu'à Bergerac. Le 8 frimaire an III (28 novembre 1794), le Comité de salut public faisait passer cet arrêté au Comité des travaux publics. Le 29 ventôse an III (19 mars 1795), l'inspecteur général Besnard rédigeait un rapport sur le pont, et le soumettait au Comité des travaux publics, qui l'adopta, le 3 germinal an III (23 mars 1795). Dans ce rapport, que Besnard avait écrit d'après les indications envoyées par Gaillon, il était dit que, pour achever ce pont au plus tôt, Gaillon avait élaboré un projet de pont en bois ; seules les culées et les piles devaient être en maçonnerie. Mais Besnard désapprouvait la construction d'un pont en bois, dans un pays où la pierre abondait ; le pont serait plus solide, dût-il être plus lent à construire. Besnard concluait en priant le Comité des travaux publics d'inviter Gaillon à fournir des explications détaillées sur les facilités et le mode de construction du pont. C'est ce qui fut fait. Gaillon répondait de Périgueux au Comité, le 14 germinal an III (3 avril 1795) ; il ne pouvait que fournir peu d'explications, car le « plan du cours de la rivière », qu'il avait fait lever, avait disparu. Il promettait, du moins, d'envoyer incessamment à Bergerac un ingénieur-géographe qui ferait de nouveau ce levé ; dès que ce travail serait achevé, il le transmettrait au Comité, en y joignant les explications demandées et même quelques échantillons des pierres recueillies dans les carrières du voisinage¹.

Il ne paraît pas que Gaillon ait donné suite à sa promesse. D'ailleurs, dès avant cette époque, les travaux du pont semblaient abandonnés. Le 17 thermidor an II (4 août 1794), l'administration du district de Bergerac faisait serrer, dans la ci-devant église de la section de l'Union (La Madeleine), les bois destinés à cette entreprise, qui se trouvaient « sur le gravier, susceptibles d'être emportés par la première crue² ».

On se contente d'utiliser le bac, sans chercher mieux. Le 26 vendémiaire an III (17 octobre 1794), Pellissier autorise la municipalité à acheter un bateau neuf, pour le passage de la

1. Voir, sur cette correspondance entre Gaillon, Besnard et le Comité, *Arch. nat.*, F¹⁴ 808, aux dates indiquées.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 195.

Dordogne¹. Le 29 brumaire an III (19 nov. 1794), la municipalité de Bergerac demande à ce représentant que l'arrêté de Lakanal portant franchise du passage pour les gens à pied soit cassé; mais, le 13 frimaire suivant (3 décembre 1794), Pellissier renvoie la municipalité à se pourvoir devant la Convention, celle-ci ayant seule le droit de casser l'arrêté d'un représentant². Ce n'est qu'en 1831 qu'on devait achever la construction du pont dont, 38 ans auparavant, Lakanal avait voulu doter Bergerac³.

Du moins, si la tentative hardie du conventionnel échouait pour diverses causes, dont la principale semble avoir été l'intervention inopportune, sinon illégale, et la mauvaise volonté de son collègue Romme, ses efforts ne furent pas entièrement inutiles : beaucoup des matériaux destinés au pont servirent à la manufacture d'armes.

Le 23 vendémiaire an III (14 octobre 1794), Pellissier ordonnait d'utiliser à la manufacture les bois qui se trouvaient à Tiregand et « qui avaient été exploités pour servir à la construction du pont de Bergerac ». « Cette construction, disait-il, se trouvant ajournée, les bois ne pouvaient que dépérir⁴ ». C'est au même objet que, le 27 vendémiaire an III (18 octobre 1794), Pellissier réservait les bois coupés, en vue de la construction du pont, dans le domaine national ayant appartenu à l'émigré Conseil, au Bout-des-Vergnes⁵. Le 22 frimaire an III (12 décembre 1794), un conducteur des travaux de l'atelier de salpêtre venait dire à l'administration du district de Bergerac

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 149. Il est probable que la municipalité trouva plus économique de faire construire un bateau que de l'acheter tout fait, et que c'est à sa demande que, le 29 brumaire suivant, l'administration du district de Bergerac réquisitionna des arbres nécessaires à la construction d'un bac de passage (*Ibid.*, L 356, n° 486).

2. *Ibid.*, L 369, à la date indiquée.

3. *Bulletin... du Périgord*, t. VI, p. 391. Par une loi du 5 août 1821, l'État avait accepté l'offre des sieurs Balguerie et C^{ie}, de Bordeaux, de fournir 600.000 francs, pour concourir à la construction du pont (Duvergier, t. XXIII, p. 455).

Dans l'intervalle de l'an III à 1831, l'absence de pont provoquera maints regrets. L'*Annuaire de la Dordogne* pour l'an XI (p. 332) dit de Bergerac : « Ses dehors offrent une ruine qui attriste les regards ; c'est celle du pont. Sa perte porte un préjudice infini à la ville et à tout le département ».

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 369, n° 33.

5. *Ibid.*, n° 40.

qu'il lui manquait treize pièces de bois pour achever la charpente de l'atelier ; il observait qu'il en existait six pièces au lieu dit de la Citadelle, « provenant des bois que le représentant du peuple Lakanal avait fait couper l'été dernier, lors du projet qu'il avait formé de faire construire un pont ». Il ajoutait : « Il en existe beaucoup au quartier de l'Union de cette commune, qui avaient la même destination »¹.

Le 1^{er} nivôse an III (21 décembre 1794), l'administration du district de Bergerac accordait, pour la fabrication des latte-feuilles nécessaires à l'atelier de salpêtre, des bois de peuplier qui avaient été destinés à la réédification du pont, et qui se trouvaient au bourg de la Madeleine (section de l'Union².)

Enfin, le 11 prairial an III (30 mai 1795), on voit le représentant Dulaure donner à l'administration de la manufacture de Bergerac des « bois de construction destinés au pont de la Dordogne³. ».

La tentative de Lakanal n'avait pas été entièrement vaine⁴.

2° *Lakanal et la Commission des monuments.*

Le désir qu'avait Lakanal de doter, comme il le disait, d'« embellissements utiles » les villes du département ne se borna pas à l'entreprise du pont de la Dordogne.

Nous avons signalé le questionnaire qu'il adressait, à ce sujet, à certaines municipalités du département, vers la fin de nivôse an II (janvier 1794)⁵.

Déjà, par arrêté du 2 frimaire an II (22 novembre 1793), Lakanal instituait à Bergerac une « Commission des monuments », composée de trois citoyens qu'il désignait. Les

1. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 531.

2. Ibid., L 356, à cette date.

3. Ibid., L 371, n° 54.

4. Nous avons vu, p. 583, que Lakanal avait l'intention de faire construire un pont sur l'Isle, à Mussidan, pour faciliter les communications de cette ville avec Ribérac. Il prit aussi, le 2 pluviôse an II, un arrêté relatif à la construction du pont de la Beauronne, sur la route de Périgueux à Ribérac ; cette construction était en bonne voie en l'an III (Arch. nat., F¹⁴ 808).

5. Voir p. 574.

travaux confiés à ces trois commissaires consistaient : 1° à faire paver les rues et les avenues de la ville de Bergerac¹ et à en faire numérotter uniformément les maisons² ; 2° à ordonner les travaux nécessaires pour assurer aux édifices publics, aux promenades, aux places, marchés, foirails, etc., le degré d'utilité et d'embellissement dont ils étaient susceptibles ; 3° à ordonner les démolitions, constructions et réparations propres à procurer aux Bergeracois « les commodités et les jouissances dues à leur civisme et à leurs vertus sociales ».

Les dépenses seraient couvertes par la Caisse patriotique³, et les comptes des commissaires, apurés par le Conseil général de la commune.

Le représentant mettait les commissaires en garde contre tout excès de dépense. « Ils balanceront ce qui est dû à l'utilité et aux jouissances des citoyens de Bergerac avec ce que réclament les besoins de la République et en particulier [les besoins] des autres villes de ce district qui se sont rendues recommandables par leur dévouement à la cause de la liberté⁴ ».

Cet arrêté n'allait à rien moins qu'à faire de Bergerac et des environs une autre vallée de Tempé, comme avait dit le représentant dans une proclamation précédente⁵. Lakanal ne laissait en dehors de ses préoccupations aucun des intérêts de ses administrés. C'était là un beau programme. A son exécution, la ville ne pouvait que gagner en hygiène, en commodité et en agrément.

1. Cette mesure était bien nécessaire, si les rues de Bergerac se trouvaient encore dans le même état qu'au début du XVIII^e siècle, quand « des cloaques regorgeaient dans les rues (G. Charrier, *Les Jurades... de Bergerac*, t. XI, p. 246). A la date du 24 floréal an II, les rues de cette ville étaient toujours très malpropres (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 66).

2. Cette décision répondait au vœu des habitants. Le 20 septembre 1791, la Société populaire de Bergerac avait décidé de demander à la municipalité qu'elle fit numérotter les maisons de la ville (*Ibid.*, Reg. Société populaire, à cette date).

3. Voir, sur cette caisse, p. 496.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 44. *Arch. nat.*, AF II 96, 707. Lakanal se souvient sans doute de la « Commission des monuments », créée à Paris en 1790, réorganisée le 18 octobre 1792, supprimée le 28 frimaire an II ; mais cette Commission n'avait pour objet que de veiller à la conservation des monuments qui offraient un intérêt scientifique ou artistique (Guillaumé, *o. c.*, t. III, p. 169 à 185 et 589 à 592).

5. Voir plus haut, p. 99.

Pour subvenir aux frais qu'entraînerait la « réparation des rues, des promenades, des édifices publics », Lakanal ordonna au Comité révolutionnaire de Bergerac de taxer tous les riches qui n'avaient pas fait de grands sacrifices pour la Révolution¹. C'était un moyen de grossir les fonds de la Caisse patriotique.

Le 8 frimaire an II (28 novembre 1793), la Société populaire de Bergerac autorisait la Commission des monuments à prendre la somme de 20.000 livres dans la Caisse patriotique², et, le lendemain, le Comité révolutionnaire de Bergerac autorisait le trésorier de la Caisse à verser les 20.000 livres à la Commission³.

Le livre de caisse de cette Commission, dont Durand était le trésorier, nous a été conservé. Nous y constatons que ses recettes, dont le compte s'étend du 8 frimaire an II (28 novembre 1793) au 29 messidor (17 juillet 1794) consistèrent essentiellement, sur un total de 47.992 livres, en versements opérés par la Caisse patriotique : 20.000 livres en frimaire, 12.000 livres en pluviôse an II. Les autres recettes furent dues à une souscription faite par des citoyens pour l'ouverture d'une rue en face de l'hospice (2.334 livres), à deux versements opérés, sur l'ordre de Lakanal, par le receveur du district (6.000 et 5.000 livres), au produit de la vente de lardon et de graisse provenant des cochons tués en vue de la fête du 10 germinal (89 livres), etc.⁴. Ces diverses sommes vont couvrir les frais des travaux d'hygiène et d'embellissement ordonnés par le conventionnel et par la Commission.

3° Embellissements divers dus à Lakanal.

Les améliorations projetées par Lakanal furent exécutées, au moins en partie.

1. Arch. nat., AF II 96, 707, 4 frimaire an II. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 50.

2. Ibid., Reg. Société populaire, 8 frimaire an II.

3. Arch. dép. Dordogne, L 403, f. 164.

4. Arch. mun. Bergerac, M 1, Livre de caisse de la Commission des monuments. Voir aussi, pour le détail de divers ordonnancements faits par Lakanal en faveur de cette Commission, Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 413, et L 407, 14 germinal an II.

Des intendants du ^{xviii}^e siècle, comme Tourny et d'Etigny, sont restés populaires, dans le sud-ouest de la France, par les plantations d'arbres qu'ils ordonnèrent. Lakanal continua leur tradition. Si nous ne possédons guère, pour nous en rendre compte, que le témoignage d'un Bergeracois anonyme, nous savons du moins que, hostile à Lakanal, il est peu porté à exagérer ses mérites ; nous pouvons juger, par le peu qu'il dit, de ce que fut l'ardeur déployée en cette affaire et des résultats obtenus. « Bergerac fut négligé, dit-il. Il [Lakanal] veut l'embellir. Il fait faire des plantations d'arbres... Les cultivateurs... sont employés... à orner les dehors ¹ » de la cité. Nous savons d'ailleurs, par le livre de caisse de la Commission des monuments, que 94 marronniers furent plantés, à Bergerac, sur la place Bellegarde ².

Après le départ de Lakanal, ces plantations furent sans doute négligées. Cependant, neuf ans après son départ, il en restait encore quelques traces. « Bergerac, qui est susceptible d'avoir de belles promenades, écrit-on à cette époque, n'offre que quelques arbres mal plantés ³ ».

Le représentant fit aussi éclairer la ville de Bergerac ; ce n'était pas sans besoin. Au ^{xviii}^e siècle, les rues étaient si obscures qu'à la faveur des ténèbres, l'on s'y battait et l'on s'y tuait dès la nuit tombante ⁴. Lakanal, sachant, comme il le dira, que « les brigands et les assassins craignent les réver-

1. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre XI. Lakanal fit aussi aménager le Jardin public, qui appartenait aux ci-devant Carmes ; on le voit occupé aux « déblais des Carmes, des Jacobins » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 31). Le 12 frimaire an III, Pellissier réservera 25.000 francs à ces travaux de déblaiement et à des travaux annexes comme la construction d'un pont sur un bras du Caudeau ; ces travaux seront mis en adjudication le 1^{er} pluviôse an III (*Arch. dép. Dordogne*, L 235). De son côté, la Commission des armes, de Bergerac, fit jeter un pont au-dessus du Caudeau, sur la route de Bergerac à Mussidan (*Ibid.*).

2. *Arch. mun. Bergerac*, M 1, Livre de caisse de la Commission des monuments ; paiement du 25 ventôse an II.

3. *Annuaire de la Dordogne*, an XI, p. 332.

4. G. Charrier, *Les Jurades... de Bergerac*, t. XI, p. 407. Une ordonnance de police, du 14 janvier 1790, interdisait aux Bergeracois d'« aller de nuit sur les rues sans lumière, après la retraite bourgeoise », et ordonnait « aux citoyens qui font des bâtisses sur les rues de placer au-devant de leur maison une lanterne avec de la lumière, pour servir d'avertissement aux passants » (*Ibid.*, t. XIV, p. 16).

bères¹ », ordonna, par arrêté du 30 nivôse an II (19 janvier 1794), que les rues de la ville et des faubourgs fussent éclairées durant la nuit. Les frais qu'entraîneraient l'achat, le placement et l'entretien des réverbères seraient supportés par la Caisse patriotique. L'agent national près la municipalité de Bergerac devait présenter dans les trois jours le mode d'exécution de cet arrêté². Le représentant manifesta également son désir de fournir à la ville des pompes à incendie³.

Lakanal ne borna pas à Bergerac l'avantage de ces innovations. Périgueux n'était sans doute pas plus éclairé que Bergerac puisque, cinq jours après cet arrêté, le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), le conventionnel ordonnait au Comité révolutionnaire de Périgueux de tenir à la disposition de la municipalité de cette ville la somme de 10.000 livres, à prendre sur les fonds provenant des taxes révolutionnaires. Cette somme devait « fournir aux frais de l'établissement de 300 réverbères », ainsi que d'une pompe à incendie dans la ville de Périgueux⁴.

Les autres villes du département faisaient aussi l'objet des préoccupations du représentant, à cet égard. Onze jours plus tard, le 16 pluviôse an II (4 février 1794), il arrêta (article 4) : « Le représentant du peuple s'occupera sans retard des moyens les plus prompts, les plus sûrs et les moins dispendieux de donner à chaque chef-lieu de district : 1° une pompe à incendie ; 2° des réverbères pour éclairer les rues ;... 4° tous les

1. *Exposé sommaire*, p. 80.

2. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, à cette date. Paris possédait alors 3887 réverbères (*Arch. nat.*, AF II 18, 130, n° 429).

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 15 pluviôse an II. Ce jour-là, le Conseil général, à qui le représentant avait fait connaître ses intentions, décidait que trois pompes seraient nécessaires, l'une, pour la manufacture, les deux autres, pour la ville et le bourg.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 708. Le budget de la commune de Périgueux dressé le 28 novembre 1791, et qui s'élève à la somme de 7.114 livres pour les dépenses, ne porte aucun chapitre affecté aux frais d'éclairage (Clamagerran, p. 23). Dès le 6 pluviôse, la municipalité de Périgueux remerciait Lakanal : « Nous te rendrons compte de l'emploi de cette somme, et elle ne sera pas détournée de sa véritable destination. Nos concitoyens, en partageant avec nous les avantages d'un bienfait auquel tu as coopéré avec tant d'empressement, rendront un témoignage éclatant aux vertus civiques qui te méritent si justement notre confiance et la leur » (*Ibid.*, p. 24). En l'espèce, ce témoignage ne pouvait être, en effet, qu'« éclatant ».

établissements et embellissements utiles à des citoyens libres et égaux en droits ¹ ».

Deux jours après, le 18 pluviôse an II (6 février 1794), Lakanal ordonnait au Comité révolutionnaire de Sarlat de tenir à la disposition de la Société populaire de cette ville 5.000 livres, « pour le paiement des ouvrages de construction et réparations qu'elle jugera nécessaires ² ».

De même, le 17 prairial an II (5 juin 1794), il fera mettre à la disposition de la commune d'Issigeac 12.000 livres, à employer « aux réparations mentionnées dans le plan de l'ingénieur de l'arrondissement de Bergerac ³ ». De même encore, il fera payer à la commune d'Eymet les frais de déplacement de sa halle ⁴. La ville de Ribérac bénéficiera aussi de l'intervention du représentant ⁵.

Pendant que Lakanal agissait ainsi par lui-même, quelles étaient les opérations de la Commission des monuments ? Le compte des dépenses de cette Commission, du 16 frimaire an II (6 décembre 1793) au 15 prairial an III (3 juin 1795), nous renseigne assez exactement sur ce point. Achats de brouettes, pelles, sable, chaux, pierre, ficelle ; paiement faits à des bouviers, maçons, journaliers, charpentiers, serruriers, forgerons, paveurs, surveillants d'atelier, jardiniers, ainsi qu'au bibliothécaire ; expropriation, moyennant indemnité, de vieilles maisons, d'un moulin, d'un parc à cochons ; destruction, répa-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 182.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 708.

3. *Ibid.*, AF II 96, 704. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 199.

4. *Ibid.*, L 368, n° 6.

5. Le 9 pluviôse an II, en réponse à la question que lui avait posée Lakanal (« Quels sont les embellissements utiles dont est susceptible votre cité ? »), la municipalité de Ribérac écrivait au représentant que « notre cité ne renferme que d'humbles toits de sans-culottes », et qu'il était « urgent d'élever de nouveaux édifices, pour recevoir les nombreux établissements qui doivent le jour à la liberté ». Elle montrait la nécessité de reconstruire l'hôpital et l'église qui servait de temple décadair, d'édifier un autel de la patrie, une halle, un grenier public, d'assurer des locaux suffisants à l'administration du district, à la Société populaire, aux arbitres ; une maison de réclusion et un cimetière étaient également nécessaires. Déjà des citoyens généreux avaient donné ou promis 25.435 livres ; la démolition du château de Ribérac procurerait d'abondants matériaux. Beaucoup de ces travaux furent exécutés (*Arch. mun. Ribérac*, Reg. corresp. mun., 9 pluviôse et 14 thermidor an II, 11 vendémiaire an III).

rations ou construction de bâtiments et de murs ; réfection du quai de La Barbacane et du chemin de La Vedelle ; aménagement de maisons d'école, de la bibliothèque, de la maison d'économie rurale, de la salpêtrière, des appartements de Lakanal, où furent percés des « trous pour ses sonnettes » ; curage des fosses d'aisance de la maison habitée par le conventionnel (35 livres, payées le 20 pluviôse an II) ; nettoyage des rues de Bergerac, la veille d'une fête ; fourniture de pain aux indigents, lors de la fête du 20 germinal an II ; paiement des frais de la fête de la Raison et de celle de l'Être suprême ¹ : ces divers faits prouvent assez que l'arrêté du 2 frimaire an II ne demeura pas lettre morte et que la Commission fit une utile besogne.

Par ces constructions et ces embellissements, Lakanal ne visait pas seulement à rendre la ville plus propre et plus attrayante ². Il y voyait aussi, à l'occasion, un enseignement pour les citoyens.

Le 20 messidor an II (8 juillet 1794), Lakanal, entre autres questions « étroitement liées aux intérêts de la vertu, que la Convention nationale a mise à l'ordre du jour », posait la question suivante à un certain nombre de municipalités : « Quelqu'un de vos concitoyens s'est-il signalé par quelque action éclatante de vertu sociale ³ ? »

L'accueil que Lakanal réservait à de pareilles actions n'était pas médiocrement flatteur. On en peut juger par la décision suivante : « Sur le lieu d'où le vertueux Garrissou s'est élancé dans la Dordogne pour sauver son père, il sera élevé une colonne sur laquelle sera inscrit cet acte éclatant de piété filiale ⁴ ».

1. *Arch. mun. Bergerac*, M I, Livre de caisse de la Commission des monuments.

2. Lakanal voulait prolonger la rue du Marché jusqu'à la route de Périgueux, en faisant jeter un pont sur un bras du Caudeau qui séparait cette rue de cette route. Son départ l'empêcha de mettre à exécution ce projet, qui fut repris par la municipalité de Bergerac. Voir *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 9 brumaire an III, f. 114, verso, et 115.

3. Clamageran, p. 36 et 37. Lakanal avait pris une mesure analogue à propos des travaux révolutionnaires des routes. Voir plus haut, p. 517.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 51. Nous ne savons si cette colonne fut construite. C'est dans le même esprit que, lors de son deuxième voyage à Paris, pendant sa mission, Lakanal fit décréter, en qualité de rapporteur du Comité d'instruction publique, qu'une colonne serait

Ainsi, l'éloge et l'exemple de la vertu se trouveraient perpétués par des monuments.

Enfin, on peut attribuer, sinon à l'initiative, du moins à l'influence de Lakanal un autre monument, la fontaine de l'Amitié, qui fut élevé, le 15 germinal an II (4 avril 1794) sur la rive gauche de la Dordogne, dans le quartier de l'Union (faubourg de la Madeleine) ¹.

Intéresser les villes de la Dordogne à leur propre embellissement ; entreprendre la reconstruction d'un pont considérable, demandé depuis longtemps par la population, en prévoir les détails et veiller à leur exécution ; instituer une Commission des monuments et en dresser exactement le programme, qui fut réalisé en partie ; aménager des plantations et des jardins ; restaurer divers bâtiments ; éclairer plusieurs villes du département ; faire élever des monuments commémoratifs d'actes vertueux et de fêtes populaires ; et faire tout cela sans qu'il en coûtât un sou au Trésor, en recourant uniquement aux réquisitions et aux taxes sur les mauvais citoyens : cet effort protéiforme résultait tout à la fois d'un haut sentiment civique et patriotique, d'un souci tout nouveau d'esthétique populaire, et d'une conception vraiment révolutionnaire de l'hygiène publique. Au milieu des convulsions sociales et politiques, et en pleine crise de défense nationale, le conventionnel veillait paternellement au bien-être et à l'agrément de ses administrés. C'est la vallée de Tempé qu'il voulait donner pour cadre à ce vaste camp militaire et industriel qu'était devenue la Dordogne. Dans la mesure des moyens et du temps dont il disposait, il cherchait à concilier, pour parler comme les hommes d'alors, les rigueurs du gouvernement spartiate avec les séductions de la République athénienne.

élevée, au Panthéon, à la mémoire des soldats morts pour l'égalité, le 10 août 1792. Voir plus haut, p. 72.

1. Voir, p. 288, ce que nous avons dit de cette fontaine, qui fut sans doute construite à l'occasion de la fête de l'amitié, qu'avait ordonnée Lakanal.

CHAPITRE XVIII

LAKANAL ET LA DÉMOLITION DES CHATEAUX

1° Mesures prises à cet égard par la Convention, par des représentants en Dordogne autres que Lakanal, par les administrations. — 2° Lakanal, son souci artistique, son respect de la propriété. — 3° A-t-il fait détruire le château de La Force? — 4° Destruction des châteaux de Badefols et de Tiregand. — 5° Utilisation d'autres châteaux. Conclusion.

Ce n'est pas moins comme destructeur de châteaux que comme constructeur de routes que Lakanal est communément connu aujourd'hui dans la Dordogne. Un certain nombre d'écrivains locaux, plus préoccupés peut-être de critiquer l'œuvre de Lakanal que de la connaître, se sont plu à représenter le conventionnel comme un acharné démolisseur, et ont multiplié à plaisir ce qu'ils appellent ses actes de « vandalisme. » Il importe d'apprécier le bien-fondé de ces accusations, de contrôler les documents qu'on invoque — quand on en invoque —, d'en mesurer la portée et de ramener à des hypothèses, si besoin est, ce qu'on a pris trop souvent pour des certitudes.

1° Mesures prises à cet égard par la Convention, par des représentants en Dordogne autres que Lakanal, par les administrations.

Avant d'examiner l'œuvre de Lakanal en cette matière, il est utile de la situer au milieu de l'œuvre analogue accomplie dans la Dordogne, à la même époque, par d'autres que par lui.

Nous ne rappellerons que pour mémoire le mouvement qui, dans les premières années de la Révolution, avait porté un grand nombre de Périgourdins à détruire soit des ornements de châ-

teaux¹, soit des bancs d'église¹, soit des murs de ville². Peut-être aussi est-ce dès avant 1793 qu'on vit des habitants de Belvès se porter sur le château de Sainte-Alvère et le démolir partiellement³. Le seul fait à retenir de ces manifestations toutes spontanées, c'est la colère des populations contre les châteaux et leurs premiers efforts pour les détruire.

Les Assemblées révolutionnaires cédèrent bientôt à ce mouvement.

Dès le 9 juin 1790, la Constituante décrétait « la démolition, vente ou abandon » de toutes les « villes fortifiées, citadelles, « forts, châteaux et autres fortifications qui ne seraient pas « jugées nécessaires pour la défense du royaume⁴ ».

Le 6 août 1793, la Convention décrétait la démolition des forts et châteaux de l'intérieur⁵, et, le même jour, elle donnait l'exemple, en ordonnant la démolition partielle du château de Caen⁶.

Le 20 vendémiaire an II (11 octobre 1793), Tallien, représentant en mission dans la Dordogne et les départements limitrophes, écrivait de La Réole au Comité de salut public qu'il avait visité des châteaux, qu'il en avait fait détruire tout ce qui y rappelait la féodalité, et envoyé le métal inutile dans les fonderies nationales⁷.

Le 28 vendémiaire an II (19 octobre 1793), un autre décret de la Convention autorisait les représentants en mission à faire démolir les châteaux-forts appartenant aux ci-devant seigneurs⁸.

1. Bussière, *o. c.*, t. III, p. 134 et suivantes, p. 231 à 298, p. 448.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 29, f. 64 ; L 30, f. 97.

3. *Annales de la Société d'agriculture... de la Dordogne*, 1867, p. 447, Dessalles, *L'arrondissement de Bergerac*.

4. Duvergier, t. I, p. 246.

5. Baudouin, à cette date, p. 40. En même temps, la Convention renvoyait aux Comités de la guerre et de salut public, pour faire un rapport sur le mode d'exécution de ce décret.

6. *Ibid.*, p. 40.

7. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 368.

8. Collection du Louvre, t. XVI, p. 272. Au moment même où la Convention faisait détruire les châteaux-forts, elle affirmait son respect des monuments artistiques. Le 18 vendémiaire an II, elle avait rendu un décret pour activer l'enlèvement des signes de la royauté et de la féodalité (*Ibid.*, t. XVI, p. 175) ; mais, le 3 brumaire, elle interprétait ce décret dans un sens restrictif, en déclarant qu'elle n'avait pas donné au décret du 18 vendé-

Le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), l'administration du département de la Dordogne arrêta d'écrire à tous les districts, « pour qu'ils fassent connaître dans le plus bref délai le nombre des châteaux qui s'y trouvent et qu'ils pensent avoir été démolis¹. »

Déjà, un certain nombre de châteaux du département avaient été accommodés à des besoins divers. Un moulin à poudre avait été installé dans celui de Neuvic²; celui de Montignac servait de maison de réclusion³, etc.

Il ne semble pas qu'à la date du 10 frimaire an II (30 novembre 1793), la destruction des châteaux se fût généralisée dans la Dordogne. C'est ce jour-là que Roux-Fazillac prenait un arrêté où on lit (article 19) : « Comme le royalisme, le despotisme religieux et la féodalité ont toujours marché de concert pour asservir le genre humain, tous les signes qui en retracent le souvenir doivent disparaître à la fois du sol qu'habite un peuple qui a brisé toutes ses chaînes. En conséquence, les Comités révolutionnaires surveilleront en même temps la démolition des châteaux qui pourraient un jour menacer notre liberté et qui insultent aux chaumières du pauvre; les mesures pour la démolition de ces monuments de la féodalité seront prises incessamment⁴. »

Ces mesures annoncées par Roux-Fazillac, l'administration du département les attendait avec impatience; elle les réclamait du représentant quatre jours après qu'il les eut annoncées. En effet, le 14 frimaire an II (4 décembre 1793), cette administration « désirant faire jouir le plus promptement possible les sans-culottes des avantages de la précédente loi qui ordonnait la démolition des châteaux », invitait Roux-Fazillac à en accélérer l'exécution, à déterminer le mode de démolition et d'emploi des matériaux⁵.

miaire une extension qui le rendit destructif des monuments des arts, de l'histoire et de l'instruction; elle voulait empêcher « les écarts de l'ignorance et les entreprises de la cupidité » (*Ibid.*, t. XVI, p. 308).

1. Arch. dép. Dordogne, L 34, f. 77, et non le 21 brumaire, comme il est dit dans le *Bulletin... du Périgord*, 1900, p. 416.

2. Arch. dép. Dordogne, L 127, n° 4.

3. *Ibid.*, L 505 et 514.

4. Arch. nat., AF II 96, 707.

5. Arch. dép. Dordogne, L 127, n° 5.

Roux-Fazillac cédaît sans peine à cette pression. Le 16 frimaire an II (6 décembre 1793), il écrivait au Comité de salut public : « Dans un mois, tous les châteaux — et on ne fait pas un pas ici sans en rencontrer — seront démolis¹ ». Il ajoutait, le 27 frimaire (17 décembre 1793), le jour même où il prenait son grand arrêté sur la démolition des châteaux : « Le sort en est jeté. Tous les châteaux-forts vont tomber ici sous le marteau des habitants des campagnes. » Il donnait ensuite ses raisons : « Dans le parti que j'ai pris à cet égard, j'ai moins examiné l'influence que ces petites forteresses pouvaient avoir sur notre liberté, qui est aujourd'hui bien assurée, que l'effet politique qui peut en résulter, et la diversion que ces travaux doivent faire dans les campagnes de ce département, qui sont couvertes de fortifications gothiques² ».

Cet arrêté, Roux-Fazillac le rendait en effet, ce jour-là, conformément à la loi et après avoir pris, comme il le rappelait dans les considérants, les avis de l'administration du département, des commissaires des Comités révolutionnaires et des administrations de district de la Dordogne. « Des tours menaçantes, disait-il, s'élèvent encore au milieu des maisons et des chaumières... Ces tours, qui outragent l'égalité [et] rappellent les honteuses oppressions du système féodal..., ces tours, qui maintinrent trop longtemps la servitude au sein des campagnes, ces manoirs gothiques annoncent de toutes parts les signes, les instruments de la violence, de la terreur, de la destruction de notre liberté. Ah ! ces monuments d'ignominie et de crime suent encore le sang de nos ancêtres ; ils sont encore imprégnés de leurs larmes ; ils sont bâtis avec leurs dépouilles sacrées ; ils éterniseraient le souvenir douloureux de leurs humiliations et de leurs calamités. » Il faut les détruire. « Qu'ils disparaissent donc, ces châteaux, ces tours autrefois élevées par l'ambition, à la honte et pour l'oppression du genre humain ! Allons ! que la hache, le levier, le marteau, la mine même, s'il en est besoin, soient portés à l'instant sur ces édifices exécrables, et que désormais il n'y ait plus dans la nature que ses produc-

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 223.

2. *Ibid.*, p. 477.

lions qui s'élèvent au-dessus de nos têtes indépendantes ¹⁻². »

L'arrêté, en douze articles, réglait le détail de cette destruction. Dans chaque district, trois commissaires dresseraient le relevé des tours, créneaux, terrasses et courtines des châteaux-forts de leur district. Ils feraient démolir tous les ouvrages « annonçant la force et la puissance particulières, qui doivent disparaître devant la majesté du peuple ». Ils réserveraient, dans chaque district, un château propre, à défaut d'établissement spécial, à la réclusion des suspects. Ils veilleraient à la conservation de tous les objets qui pourraient être de quelque utilité. Les commissaires empêcheraient toute dilapidation des autres matériaux et les vendraient ou les donneraient à ceux qui voudraient faire bâtir ; on en construirait aussi des autels de la patrie. Roux-Fazillac mettait 6.000 livres à la disposition des commissaires, pour assurer l'exécution de cet arrêté.

Quelques jours plus tard, le 3 nivôse an II (23 décembre 1793), Roux-Fazillac écrivait au Comité de salut public, en lui adressant copie de cet arrêté « Ce département... était peuplé de petits nobles qui ne savaient pas lire, et hérissé de petits châteaux-forts gothiques et délabrés. Les nobles ont disparu ; les châteaux vont bientôt disparaître. J'ai longtemps hésité de prendre ce parti ; je ne les trouvais pas dangereux pour notre liberté ; elle est trop bien affermie. Mais j'ai senti la nécessité d'amuser les crédules habitants des campagnes, que les hypocrites mariés ou non mariés, déprêtrisés ou non déprêtrisés, travaillent aujourd'hui en tous sens, pour leur faire regretter des pasquinades et des tours de gobelets ³. »

Le 2 pluviôse an II (21 janvier 1794), le Comité envoyait à Roux-Fazillac son approbation à cet arrêté, et il l'invitait à presser les travaux, « afin que les gens du peuple ne soient plus fatigués de ces édifices criminels qui lui renouvellent son antique oppression ⁴. »

1. Arch. dép. Dordogne, L 34, f. 227. Arch. nat., AF II 96, 717.

2. Si H. Wallon avait lu de près les arrêtés des conventionnels qu'il critique, notamment cette dernière phrase, il ne se serait sans doute pas demandé pourquoi ces conventionnels « Vandales » ne s'étaient pas attaqués au pic du Midi (*Les représentants en mission...*, t. I, p. 79).

3. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 613.

4. *Ibid.*, t. X, p. 262.

Dans la Dordogne, l'effet de cet arrêté fut considérable. Les populations l'accueillirent avec enthousiasme. La Société populaire de Montignac alla jusqu'à arrêter que tous les citoyens seraient invités à « coopérer à la démolition du ci-devant château, et à venger ainsi la longue oppression dans laquelle il a retenu nos pères ¹. » Un peu partout, dans le département, et surtout, semble-t-il, dans le district de Ribérac, des commissaires furent nommés ¹⁻², parcoururent les campagnes, dressèrent les procès-verbaux de leurs visites aux châteaux-forts et firent exécuter les démolitions prescrites ³. Nous avons la liste d'une cinquantaine de châteaux, qui furent, en général, non pas détruits, mais simplement démantelés; tous ceux des propriétaires dont le nom se trouve mentionné dans cette liste étaient émigrés ⁴.

La démolition des fortifications des châteaux était donc, grâce à Roux-Fazillac, fort avancée dans la Dordogne, quand, le 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794), la Convention rendit un nouveau décret, prescrivant le mode d'exécution de celui du 6 août 1793 et désignant les parties de châteaux qui devaient être détruites ⁵. Roux-Fazillac avait devancé de près de deux mois ce décret, qui ne fit guère que corroborer son arrêté du 27 frimaire (17 décembre 1793). Ce décret donna une nouvelle impulsion à l'œuvre entreprise par le représentant. C'est ainsi — et conformément aux arrêtés que prit l'administration du district de Bergerac, les 5⁶, 9⁷ et 11⁸ germinal an II — qu'on

1. Le Roy, p. 22, 23. Voir aussi *Ibid.*, p. 25 et 69.

2. *Archives La Verrie de Vivans*, liasse 19, n° 1. Arch. dép. Dordogne, L 673, 2 nivôse an II, et L 828, 14 nivôse an II.

3. *Ibid.*, L 801, et K 431, f. 77.

4. *Bulletin... du Périgord*, 1899, p. 210; 1900, p. 416 et 463; 1901, p. 373, 502, 656, 810.

5. Duvergier, t. VII, p. 28, 29. Tous les châteaux-forts devaient être démolis dans le délai de deux mois, de la façon suivante : « Les tours et tourelles, les murs épais garnis de créneaux, de meurtrières et de canardières, les portes défendues par des tours à mâchicoulis seront démolis; les ponts levis seront abattus, et les fossés comblés. Les habitations dégagées des emblèmes féodaux et des objets de défense... seront conservées. » On détruirait, en un mot, ce qui pouvait « servir aux moyens d'attaque et de défense ».

6. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 353.

7. *Ibid.*, n° 371.

8. *Ibid.*, n° 374.

voit l'ingénieur du département parcourir le district de Bergerac, pour faire procéder aux démolitions ordonnées ¹, ou faire envoyer au district de Mussidan, dès ventôse an II, un rapport sur les démolitions à faire au château de Neuvic ².

Pour se procurer les fonds nécessaires aux « frais de démolition des châteaux des divers particuliers qui paraissent avoir droit à ce qu'ils ne supportent pas cette dépense ³ », l'administration du district de Bergerac décida de prendre l'avis de Lakanal. C'est sans doute en réponse à cette demande que Lakanal ordonna au Comité révolutionnaire de Bergerac de taxer tous les riches qui n'auraient pas fait de sacrifices pour la Révolution, « et ce, pour fournir aux dépenses qu'entraîne la démolition des châteaux ⁴. »

De son côté, l'administration du district de Périgueux, en vertu du même décret du 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794), rendait, le 3 floréal an II (22 avril 1794), relativement à la démolition des châteaux, un arrêté en douze articles suivi d'une instruction en huit articles ⁵.

Les forteresses tombaient donc un peu partout, dans le département. Le 15 floréal an II (4 mai 1794), l'administration du district de Bergerac s'occupait d'utiliser à des forges « les matériaux provenant de la démolition de ces Bastilles que la liberté pulvérise aujourd'hui ⁶. » Si, çà et là, cette démolition tardait trop, le Comité révolutionnaire d'Excideuil, par exemple, ne craignait pas d'écrire, le 28 floréal an II (17 mai 1794), à l'administration du département, pour l'inviter à faire exécuter promptement la loi et les arrêtés des représentants du peuple relatifs à la démolition des châteaux-forts ⁷.

Ainsi, les décrets de la Convention et les mesures prises par Roux-Fazillac concouraient au même but, et étaient d'ordinaire exécutés avec empressement.

Au reste, si Roux-Fazillac fut le grand démolisseur des châteaux dans la Dordogne, il ne fut pas le seul. Avant de parler

1. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 173.

2. *Ibid.*, L 360.

3. *Ibid.*, L 355, n° 371.

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, n° 50, s. d.

5. Arch. dép. Dordogne, L 674, à cette date.

6. *Ibid.*, L 356, n° 66.

7. *Ibid.*, L 422 et 506, à cette date.

de Lakanal, rappelons que Romme, en séance à Abzac, arrêta, le 4 thermidor an II (22 juillet 1794), que le château de Monclard serait démoli, pour en utiliser les matériaux aux besoins de la fonderie de Monclard. La municipalité du lieu et l'administration du district de Bergerac étaient chargées de pousser révolutionnairement cette démolition, « d'où dépend la prompte mise en activité d'un établissement dont la République attend de grandes ressources¹. » Le 5 et le 6 thermidor an II (23 et 14 juillet 1794), l'administration du district de Bergerac prenait des mesures en conséquence² et, dès le 7 thermidor an II (14 août 1794), elle s'occupait de déterminer l'emploi des matériaux³.

On voit encore, le 26 nivôse an II (15 janvier 1794), le représentant Lacoste autoriser l'administration du district de Bergerac à prendre et utiliser le fer du château du Pile, mais « sans dégrader le château⁴ ».

2° *Lakanal. Son souci artistique. Son respect de la propriété.*

Arrivons à Lakanal. Les pages qui précèdent ne lui sont point, d'ailleurs, étrangères. Elles nous permettent de discerner plus clairement ce que fut l'effort du représentant en cette matière et dans quelle mesure il fut influencé par l'effort analogue qui s'accomplissait avant lui et autour de lui.

C'est devenu un lieu commun de traiter les conventionnels de vandales, d'infracteurs de la propriété privée, etc., parce que, se faisant le plus souvent les interprètes des populations, ils ont ordonné la démolition d'un certain nombre de châteaux. Il ne serait pourtant pas superflu de rechercher si les opinions et les actes de Lakanal, par exemple, légitiment de pareils qualificatifs.

Quand on dit que « les archéologues sont payés pour honorer médiocrement la mémoire⁵ » de Lakanal, on se montre

1. Arch. dép. Dordogne, I. 368, n° 240. Arch. nat., AF II 96, 704.

2. Ibid., I. 356, nos 174 et 176.

3. Ibid., n° 211.

4. Ibid., I. 378, f. 281.

5. Bulletin... du Périgord, 1885, t. XII, p. 57, baron de Verneilh, *Le château de Varaignes*.

tout simplement ignorant de la carrière de l'homme qu'on voudrait déconsidérer. On ne paraît pas soupçonner que, le 6 juin 1793, Lakanal, au nom du Comité d'instruction publique, avait présenté à la Convention un rapport énergique, où il s'élevait contre les dégradations dont avaient été victimes certains monuments fameux de l'architecture féodale et religieuse. « Des chefs-d'œuvre sans prix, disait-il, sont brisés ou mutilés ; les arts pleurent ces pertes irréparables. Il est temps que la Convention arrête ces funestes excès ¹ ». Aussi proposait-il une sanction rigoureuse, que la Convention adoptait séance tenante, en décrétant « la peine de deux ans de fers contre quiconque dégradera les monuments des arts dépendant des propriétés nationales ² ».

Le respect de la propriété n'était pas plus étranger à Lakanal que le souci artistique. C'est ainsi qu'à Bergerac même, le 16 frimaire an II (6 décembre 1793), il frappait d'une taxe de 50.000 francs le nommé Meynard, pour avoir dilapidé le château de Pile ³. Le 7 floréal an II (26 avril 1794), il menaçait de réclusion les gens qui dévastaient les propriétés d'autrui. « Les États policés, écrivait-il, reposent sur le respect des propriétés ; les violer, c'est se déclarer l'ennemi de la société ; c'est appeler l'anarchie, qui mène toujours à sa suite la servitude des peuples ⁴ ».

C'est ce double sentiment de respect pour les œuvres d'art et pour la propriété qui avait poussé le conventionnel, en qualité de rapporteur du Comité d'instruction publique, à proposer à la Convention, qui les adopta, deux projets de décrets, garantissant, l'un, la propriété littéraire et artistique, l'autre, la propriété des auteurs dramatiques ⁵. Et quand, à la fin de sa vie, ce prétendu Vandale publiera une justification de sa conduite politique, cette justification consistera précisément à exposer les « travaux de Joseph Lakanal..., pour sauver, durant la Révolution, les sciences, les lettres et les arts ⁶. »

1. *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XVI, p. 571.

2. Voir plus haut, p. 11 et 12.

3. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 36.

5. Voir plus haut, p. 14.

6. *Bibl. nat.*, Ln 27/11 107. Il est piquant de constater que le mot de vandalisme a été retourné contre les conventionnels qui furent les premiers

Mais ces faits, quels qu'en soient le sens et la portée, n'empêchent pas de prétendre que les archéologues sont médiocrement payés pour honorer la mémoire du conventionnel. On écrit aussi : « Lakanal, qui, comme savant¹, comme membre de l'Institut², aurait dû respecter ces monuments historiques³,... mit une certaine fureur à abattre les tours des châteaux, à détruire les châteaux mêmes. Il fallait tout niveler. Beaucoup de châteaux disparurent, rasés de fond en comble⁴ ». Suit l'énumération de plusieurs châteaux, dont la démolition est toujours attribuée à Lakanal. Parfois même, on donne des détails précis ; l'on s'indigne que le château de La Force ait été « si brutalement et radicalement démoli⁵ » par ordre de Lakanal ; on parle de la « conscience » avec laquelle le conventionnel accomplit « son œuvre barbare de destruction⁶ ». On dit encore que le château de La Force fut d'abord mis « à sac » par Lakanal et qu'« il fut ensuite rasé⁷ ». On rapporte même la façon dont le représentant s'y serait pris pour le démolir⁸.

Par malheur, ces affirmations ne sont point accompagnées de preuves ; c'est en vain que nous les avons cherchées, et peut-être avons-nous consacré à leur recherche un temps disproportionné avec la médiocrité scientifique de ces assertions. Voyons à quoi il faut ramener la « fureur » du conventionnel qui aurait « rasé de fond en comble... beaucoup de châteaux » et voulu « tout niveler⁹ ».

à l'employer ; Grégoire s'en servit dans son rapport du 21 nivôse an II. Voir Guillaume, *o. c.*, t. III, p. xci, et t. IV, p. 829, note 1.

1. Personne, sauf l'abbé Goustat, n'a jamais considéré Lakanal comme un savant.

2. L'abbé Goustat ignore que Lakanal n'était pas encore membre de l'Institut. L'Institut lui-même n'existait pas. Voir p. 24. Cette affirmation n'est pas un lapsus, car l'auteur déclare encore, à propos de la mission de Lakanal dans la Dordogne, que le représentant était un « savant et membre de l'Institut », dans son *Lalinde pendant la période révolutionnaire*, p. 197.

3. Qu'entend l'abbé Goustat par monuments historiques ?

4. *Bulletin... du Périgord*, t. IX, p. 158, abbé Goustat, *De la sépulture des Goulauts (sic) - Biron*.

5. *Ibid.*, 1885, t. XII, p. 57.

6. *Ibid.*, 1889, t. XVI, p. 75.

7. *Ibid.*, 1887, t. XIV, p. 66, article de P. Galy.

8. *La Semaine religieuse... de Périgueux*, 1875, p. 685, note 1.

9. Le 19 février 1816, le préfet de la Dordogne écrivait, au sujet de Lakanal : « Comme un Vandale, il fit détruire plusieurs châteaux, dépouilla

3° *A-t-il fait détruire le château de La Force ?*

Commençons par le château de La Force. Il y a quelque témérité à révoquer en doute la destruction du château de La Force par ordre de Lakanal. Lakanal destructeur du château de La Force ! C'est là une opinion courante dans la Dordogne, que tout le monde accepte, que personne ne songe à contrôler et qui est devenue un argument de tout repos dans la bouche des ennemis de la mémoire du conventionnel. Moins soucieux de conclure que de chercher, nous ne demanderons aux documents dont nous disposons que ce qu'ils peuvent nous donner et, s'il le faut, nous nous en tiendrons à des hypothèses.

Ce château de La Force datait, semble-t-il, de 1604¹. Quelle était l'économie intérieure de ses bâtiments et leur valeur artistique ? Ce n'est pas le lieu de le rechercher² ; mais, alors même que certaines parties de cet édifice auraient présenté quelque intérêt esthétique, on ne saurait raisonnablement le comparer aux grands châteaux de la Touraine ou au Palais du Louvre, comme fait le chanoine Bernaret, quand il parle du « magnifique château de La Force, l'un des plus beaux monuments de la France³ ».

Nous n'avons pas à rappeler non plus ce qu'était cette famille des Caumont-La Force, les razzias qu'elle pratiquait au xiv^e siècle ; ses procès et ses luttes avec les bourgeois de Bergerac, à la fin du xv^e et au commencement du xvi^e siècle ; les déportements scandaleux de Charlotte-Rose de La Force, célèbre par ses aventures galantes, et que Louis XIV se vit obligé d'enfermer dans un couvent ; les persécutions religieuses dont un duc de La Force fut l'auteur, à la fin du xvii^e et au commence-

quelques autres de leurs plus beaux ornements de peinture et de librairie » (*Arch. nat.*, F⁷ 6713).

1. Le Musée de Périgueux possède une pierre portant une inscription dont les premières lignes sont : « Cette maison fut édiflée, l'an 1604, par messire Jacques Nompur de Caumont, seigneur et baron de La Force » Cette pièce servait, sans doute, de clé de voûte à la porte d'entrée.

2. Voir le *Bulletin... du Périgord*, 1887, t. XIV, p. 67, note 4, art. de P. Galy ; Determes, *Le château de La Force*, Bergerac, Faisandier, 1850, et Anonyme, *Note sur le château de La Force*, dans le *Bulletin polymathique du Muséum d'instruction publique de Bordeaux*, 1811, p. 298.

3. *La Semaine religieuse... de Périgueux*, 1875, p. 685, note 1,

ment du XVIII^e siècle ; les agiotages auxquels il se livra, en spéculant sur la misère publique, et qui le firent blâmer par le Parlement ; les exactions d'un La Force en 1753, qui entraînèrent une disette ; la vente que Louis XV fit de Bergerac au duc de La Force, malgré les protestations des Bergeracois ; le passage à l'ennemi de ce même seigneur, émigré à Coblenz et capitaine dans les troupes de Condé : tels étaient les antécédents de cette famille, qui ne s'était guère signalée dans le Périgord que par la rapine, le fanatisme, le lucre et la trahison ; tels étaient les souvenirs douloureux que la vue du château évoquait aux anciens sujets du duc¹.

Le 21 août 1790, les administrateurs du district de Bergerac, constatant que le duc ne fournissait plus les fonds nécessaires à la nourriture des enfants trouvés, ainsi qu'il devait le faire, décidèrent de saisir ses revenus entre les mains de ses régisseurs, « sauf à prendre d'autres voies ensuite contre [lui]..., pour l'y faire contraindre² ».

Ce n'était point là, d'ailleurs, la seule négligence du duc. C'est ainsi qu'il allait émigrer en oubliant de payer quelques-unes de ses dettes : c'est la République qui devra indemniser Claude Masson, homme d'affaires du duc et « créancier de Caumont de certaines sommes³ », des 3.264 livres 3 sols 6 deniers que lui devait le duc, pour deux années, huit mois et douze jours de gages⁴. De même, Jean Monin, couvreur, déclarera, le 29 brumaire an II (19 novembre 1793), « qu'il lui est dû par Caumont-La Force ou par la nation qui le représente 603 livres 15 sols 3 deniers, pour ses gages de 1791 et de 1792 », « qui lui seront payés par le receveur du droit d'enregistrement de Bergerac⁵ ».

Cependant, dès septembre 1792, c'est-à-dire plus d'un an

1. Voir E. Labrousse, *Le Livre de vie*, p. 435, G. Charrier, *Les Jurades... de Bergerac*, t. XI et XII, çà et là, et L. Cahen, *Une affaire d'accaparement au début du XVIII^e siècle (1720-1721)*, dans le *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, décembre 1910, p. 143 et 144. Le Parlement n'osa pas condamner le duc comme il condamna ses complices ; il lui recommanda d'en user désormais avec plus de circonspection.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 354, f. 8.

3. *Ibid.*, L 354, n° 466.

4. *Ibid.*, L 355, n° 79.

5. *Ibid.*, n° 136.

avant la venue de Lakanal dans la Dordogne, il existait, dans la commune même de La Force, un mouvement d'opinion favorable à la destruction du château, et dont le procureur de cette commune s'était fait l'interprète. Il est juste d'ajouter que c'est avec surprise et indignation que les administrateurs du district de Bergerac apprirent « que le procureur de la commune de La Force a supposé et débite qu'il existe un décret de l'Assemblée nationale nouvellement rendu, qui ordonne la démolition de tous les châteaux et qu'en conséquence il a dit qu'il fallait détruire celui de La Force¹ ». Les administrateurs du district protestaient contre « des propos aussi incendiaires », alors surtout qu'ils sortaient de la bouche d'un fonctionnaire public, et, le 15 septembre 1792, ils invitaient le procureur à comparaître devant eux à la séance du surlendemain, 17. Qu'advint-il du procureur ? Nous l'ignorons. En tout cas, à la séance du 17 il n'est nullement question de cette affaire. L'attitude du procureur était du moins le symptôme d'un état d'esprit qu'il est intéressant de noter dès cette époque.

Si le procureur de la commune de La Force voulait s'en prendre au château, la municipalité du même lieu s'en prenait aux bois du ci-devant duc, devenus biens nationaux comme le château, et les faisait tailler à son profit².

Le 24 avril 1793, l'administration du district de Bergerac écrivait au représentant Lacoste en séance à Périgueux, pour lui annoncer que l'argent mis à la disposition du district pour payer la fabrication des piques ne suffirait pas à en armer « tous les excellents patriotes de notre district ». Mais l'administration ajoutait : « Il existe dans notre voisinage un ci-devant château³ qui appartenait au ci-devant duc de La Force, où il y a beaucoup de fer inutile. Ce château, quand même un décret ne l'ordonnerait pas, serait démoli par son acquéreur », et les administrateurs expliquaient les raisons de cette démolition éventuelle : « Sa structure, qui le fait ressembler à une espèce

1. Arch. dép. Dordogne, L 354, f. 177. Il existait déjà, en tout cas, à cet égard, un décret du 9 juin 1790, que nous avons signalé, p. 600. .

2. *Ibid.*, L 354, f. 237.

3. Le décret du 13 pluviôse an II stipulera que « la dénomination de châteaux, donnée autrefois aux maisons de quelques particuliers, demeure irrévocablement supprimée ».

de citadelle, le rend impropre à l'habitation de qui que ce soit ». Ils concluaient en demandant à Lacoste l'autorisation de faire enlever de ce château les fers inutiles¹.

L'administration du district de Bergerac revient bientôt à la charge. Après avoir nommé un commissaire, le 2 mai 1793, pour dresser « l'état des biens de la seigneurie de La Force² », elle décidait, le 10 mai, qu'il serait procédé à la vente du mobilier du château et de sa dépendance, dite l'Orangerie ; en même temps elle ordonnait, ayant sans doute reçu l'autorisation demandée, de mettre de côté tout le fer et tout le plomb qu'on trouverait au château, pour les convertir en piques et en balles, mais « sans dégrader les bâtiments³ ». C'est grâce peut-être à ce fer que, le 12 mai, l'administration du district pouvait conclure avec quatre serruriers un marché pour la fabrication des piques³.

La vente du mobilier du château de La Force avait donc été décidée. L'administration du district fit une exception en faveur du gardien de ce mobilier, Masson, à qui elle en accorda la jouissance provisoire⁴. Les autres meubles furent vendus, le 27 mai, mais en réservant aussi « les objets de campement, les livres, tableaux et autres monuments des arts, le plomb et le cuivre⁵ ». D'autre part, le citoyen Reclaud fut chargé par l'administration du district de dresser le catalogue des livres qui se trouvaient dans la bibliothèque du château⁶.

Il semble bien qu'à la date du 8 juin 1793, le château et les terres de La Force eussent été vendus en bloc par l'administration du district à la municipalité de Bergerac⁶. Seule, l'Orangerie n'était pas vendue ; l'administration du district la mettait encore en vente le 28 août 1793⁷.

Il était facile d'aliéner par parcelles les terres du duché de La Force ; le décret du 3 juin 1793 réglementait la distribution des biens nationaux aux chefs des familles pauvres⁸, et c'est

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 378, f. 210.

2. *Ibid.*, L 354, f. 262.

3. *Ibid.*, L 354, n° 444.

4. *Ibid.*, n° 466.

5. *Ibid.*, n° 455.

6. *Ibid.*, n° 468. Voir, pour plus de détails, p. 268 et 269.

7. *Ibid.*, L 378, f. 239.

8. Duvergier, t. VI, p. 53.

conformément à ce décret que, le 14 septembre 1793, l'administration du district chargeait deux commissaires d'opérer la distribution aux chefs des familles pauvres des biens nationaux du canton de La Force ¹.

Pendant ce temps, on continuait à enlever du château tout le métal disponible. Conformément à l'arrêté du Comité de salut public, du 15 septembre 1793 ², l'administration du département arrêta, le 10^e jour du 1^{er} mois de l'an II (1^{er} octobre 1793), que Bergerac serait un des entrepôts du métal enlevé aux maisons des émigrés ³. La cloche provenant du château de La Force était alors transportée à Bergerac, et, le 16^e jour du 1^{er} mois de l'an II (7 octobre 1793), le directoire du département autorisait la section de La Madeleine (de Bergerac) — qui en avait fait la demande — à remplacer sa cloche fêlée, qui serait fondue, pour être convertie en canons, par la cloche provenant du château de La Force, à condition qu'on en fît disparaître toutes les inscriptions et attributs de la féodalité ⁴.

Le 16 brumaire an II (6 novembre 1793), l'administration du district de Bergerac décidait l'envoi d'un commissaire dans le ci-devant château de La Force, pour y faire le triage de tous les titres féodaux qui, aux termes de la loi, devaient être brûlés et de ceux qui devaient être conservés et déposés au secrétariat du district ; ce commissaire opèrerait en présence de la municipalité de La Force et ferait ramener lesdits papiers à Bergerac, de même que tous les tableaux, fers et autres ouvrages d'art qui pouvaient se trouver encore dans le château ⁵.

Le lendemain, 17 brumaire an II (7 novembre 1793), l'administration du district ajoutait qu'on ramènerait aussi à Bergerac, pour y être vendus, les meubles qu'on avait provisoirement laissés au gardien du château ⁶.

Ainsi, après avoir suivi pas à pas les vicissitudes du château de La Force jusqu'au milieu de brumaire an II, nous consta-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 355, à cette date.

2. C'est du moins l'arrêté qu'invoque l'administration du département ; il se peut que le secrétaire ait commis une erreur de transcription, car nous n'avons pas trouvé cet arrêté dans Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 487, 488.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 367, n° 87.

4. *Ibid.*, L 367, à cette date.

5. *Ibid.*, L 355, n° 114.

6. *Ibid.*, n° 117.

tons que les divers éléments de ce château s'étaient désagrégés, pour ainsi dire, sous les coups successifs des arrêtés pris par les administrations du département et du district, et s'étaient fondus peu à peu entre leurs mains : le mobilier, la bibliothèque, le fer, le plomb, le cuivre, le bronze, la cloche elle-même avaient été l'un après l'autre arrachés du château, non sans dommage probablement pour l'immeuble lui-même, dont la carcasse seule, nue et vide, restait encore debout.

Que se passa-t-il dans l'intervalle du 17 au 27 brumaire an II (7 au 17 novembre 1793) ? Le château fut-il démoli durant ce court intervalle ou ne se passa-t-il rien du tout ? Nous ne possédons, à cet égard, d'autre document que quelques lignes d'un arrêté relatif à la construction du pont de Bergerac, pris par Lakanal le 27 brumaire an II (17 novembre 1793). L'article 3 de cet arrêté portait que « les matériaux provenant de la démolition du château de La Force et de tous les autres repaires de la tyrannie qui vont être abattus dans le département¹ » seraient affectés à la reconstruction du pont¹. Comment interpréter cet article ? Est-ce que le château de La Force et les autres repaires vont être abattus et, par conséquent, ne le sont pas encore ? Ou bien le château de La Force est-il déjà démoli et sont-ce seulement les autres repaires qu'on va démolir ? Ainsi présentée, la question paraît insoluble. Ce seul document ne nous permet pas de savoir si, à la date du 27 brumaire an II (17 novembre 1793), le château de La Force était, oui ou non, démoli.

Il nous faut attendre au 3 frimaire an II (23 novembre 1793), c'est-à-dire six jours plus tard, pour trouver un document qui nous donne la certitude qu'à cette date la démolition du château de La Force était un fait accompli². Au reste, l'essentiel n'est pas de connaître le jour où cette démolition fut ordonnée et exécutée. Ce qui nous importe, c'est de savoir si c'est vraiment Lakanal qui ordonna la démolition. Faute de pièces décisives, telles que l'arrêté de démolition lui-même ou un document digne de foi, qui contiendrait des allusions précises à l'auteur

1. Voir, au chapitre précédent, p. 577.

2. *Arch. mun. Bergerac*, fonds Faugère, questionnaire Souffrain-Couderc, 1809.

de cet arrêté, force nous est de recourir à des rapprochements et d'opposer l'une à l'autre deux hypothèses dont nous montrerons successivement le fort et le faible.

Deux sortes d'arguments tendraient à prouver que la destruction du château de La Force est bien due à Lakanal. D'une part, ce sont des arguments psychologiques ; c'est, d'autre part, l'existence d'une tradition orale.

1° Arguments psychologiques. Pourquoi, dans le décret dont nous reproduisons plus haut l'article 3, Lakanal mentionne-t-il expressément et uniquement le château de La Force ? N'est-ce point là une preuve qu'il s'occupait alors tout spécialement de ce château ? Et comment n'en aurait-il pas eu l'esprit tout occupé s'il venait d'en ordonner ou s'il allait en ordonner la démolition ? — En outre, Lakanal était plus intéressé que personne à faire démolir ce château. Il avait besoin de matériaux pour la construction du pont et de la manufacture d'armes ; il empruntait les matériaux à ce château, distant de Bergerac de sept kilomètres ; par la Dordogne, on pouvait les faire facilement remonter jusqu'à Bergerac. — Enfin, le conventionnel n'était-il pas, en somme, tout puissant dans le département et surtout dans ce district de Bergerac, où il avait installé son quartier général et où il était seul représentant ; qui donc se serait avisé d'empiéter sur son arrondissement, et Lakanal était-il homme à laisser la volonté d'un autre se substituer à la sienne ? Un acte important, qui s'est produit en brumaire ou frimaire 1793, à sept kilomètres de Bergerac, et qui intéressait directement cette ville, n'a pu demeurer non seulement hors de la connaissance, mais même hors de l'initiative du représentant qui siégeait alors à Bergerac et qui s'appelait Lakanal.

2° Ces vraisemblances sont confirmées par une tradition orale dont la continuité s'affirme à travers tout le xix^e siècle. Dès la fin de 1794, sous la réaction thermidorienne, Joseph Lapeyre écrivait, dans la dénonciation de Lakanal qu'il adressait à la Convention : « On lui reproche d'avoir exercé le vandalisme sur plusieurs édifices, notamment sur le ci-devant château de La Force, qu'il a fait abattre sans aucun profit pour la République ¹. »

1. *Arch. nat.*, D^{III} 351.

Vers la même époque, le pamphlétaire bergeracois inscrivait dans ses *Notes sur la conduite du représentant Lakanal*, à propos des châteaux : « Celui de La Force, par sa forme élégante, blesse l'égalité. Il doit avoir *son orgueil abaissé, et l'aurore du second jour ne doit plus le trouver debout*¹. Les préposés à cet ouvrage sont menacés d'être traités révolutionnairement, si la chose n'est pas terminée au terme fixé. Plus empressé d'avancer l'ouvrage que de conserver les matériaux, charpente et couverture, tout est, à l'aide des machines, précipité et réduit en poudre. En suivant les précautions ordinaires, on aurait tiré des matériaux immenses de cette démolition, qui auraient tourné à l'avantage de la République, au lieu qu'ils n'ont presque servi à rien². »

Voici encore ce qu'en 1809, écrivait, à ce sujet, le procureur impérial de Bergerac, Couderc, à Souffrain, juge de paix à Libourne : « Ce superbe château fut démoli à la fin de brumaire an II par ordre du représentant Lakanal... Lakanal se porta à ordonner la démolition de ce château par suite de cet instinct de destruction qui guidait alors tous les gouvernants révolutionnaires ; il disait que la magnificence de cet édifice insultait à l'égalité³. » D'autre part, en 1875, le chanoine Bernaret écrivait : « Lakanal tapa dur... sur le... château de La Force..., qu'il fit démolir, dit-on, par plus de cent paires de bœufs réunis dans la plaine et reliés au faite de l'édifice par le moyen de câbles ; la charpente fut en un instant à terre⁴ ». Aujourd'hui enfin, comme nous en avons rapporté plus haut quelques témoignages, cette opinion est communément admise dans le pays, et il n'est pas un Périgourdin un peu cultivé qui n'ait eu l'occasion d'apprendre, au cours de conversations ou de lectures d'histoire locale, qu'il faut faire remonter à Lakanal la destruction du château de La Force.

Tels sont les arguments qu'on peut invoquer en faveur de la première hypothèse, et il faut bien reconnaître qu'ils ne sont pas sans valeur. Cependant, on pourrait montrer 1° que ces

1. C'est le pamphlétaire qui souligne.

2. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre XI.

3. Arch. mun. Bergerac, fonds Faugère, questionnaire Souffrain-Couderc, 1809.

4. *La Semaine religieuse... de Périgueux*, 1875, p. 685, note 1.

arguments ne sont pas irréfutables ; 2° pourquoi il y a lieu de présumer que Lakanal fut étranger à cette destruction ; 3° qu'on peut expliquer cette destruction par l'intervention d'agents autres que le conventionnel.

1° Si Lakanal fait, dans l'article 3 qu'on invoque, une mention particulière du château de La Force, ce n'est pas à dire qu'il marque là sa volonté de le faire démolir, mais peut-être se borne-t-il à le signaler comme devant être utilisé de préférence à tout autre, vu sa proximité, l'abondance des matériaux et les facilités de leur transport. Ces divers avantages du château de La Force sur la plupart des autres châteaux du Bergeracois constituaient déjà une raison suffisante pour fixer particulièrement l'attention du représentant. Quant à prétendre que Lakanal n'aurait laissé aucune autorité empiéter sur la sienne, c'est oublier que, lorsque Roux-Fazillac ordonna la démolition des châteaux, il l'ordonna pour tout le département, y compris, bien entendu, le district de Bergerac. On constate, d'ailleurs, en maintes autres circonstances, la pénétration réciproque des mesures prises, dans ce même département, par les divers représentants qui y étaient envoyés en mission.

Invoque-t-on la tradition orale ? On sait ce qu'il faut penser de la valeur scientifique d'un pareil témoignage et qu'on n'en doit faire quelque cas que lorsqu'elle vient corroborer des présomptions déjà fortes. Ici assurément il s'agit d'une tradition, quoique nous n'ayons pu en recueillir que des témoignages très espacés (fin 1794, 1809, 1875).

Mais cette tradition n'est pas seulement intermittente ; elle est flottante, en même temps que contradictoire avec certains faits et, qui plus est, avec elle-même. Couderc, en 1809, attribue à Lakanal non seulement la destruction du château, mais aussi le transport à Bergerac de la bibliothèque, de la cloche, des papiers du château et la vente du domaine dépendant du château. Or, nous l'avons vu, Lakanal fut absolument étranger à ces mesures, que, avant toute intervention de sa part, l'administration du district avait achevé de prendre, vers le milieu de brumaire an II. Ce groupe d'inexactitudes autorise à révoquer en doute l'affirmation qu'elles accompagnent, relative à la démolition du château par ordre du conventionnel. D'ailleurs, la tradition dont Couderc se fait l'écho est combattue par une tradi-

tion toute différente, que le maire de La Force en personne transmettait, le 31 mars 1809, à ce même Couderc : « Quant au château, disait-il, d'après ce que j'ai appris, il a été vendu, en l'an IV, pour la somme de 43.500 francs assignats. Le sieur Dejean, du Sable, de la commune de Prigonrieux, fut acquéreur du total, c'est-à-dire du château et du temple¹. Ce dernier a été vendu aux protestants par le sieur Dejean, pour une somme de 1.500 francs². » Si donc le château fut vendu pour la somme de 43.500 francs en l'an IV, c'est-à-dire deux ans après le départ de Lakanal, c'est apparemment, à en croire cette tradition, que le château existait encore, au moins partiellement, à cette époque. Enfin, M. Galy semble se faire l'écho d'une troisième variante de la tradition, quand il dit que la destruction du château s'opéra en deux étapes : « Ce fut... Lakanal qui, en 1793, fit d'abord mettre à sac (*sic*), comme il l'avait fait pour Chantilly (*sic*), l'antique (*sic*) château des ducs de Caumont-La Force. Il fut ensuite rasé, et les restes en furent dispersés³. »

Quant à la lettre de Joseph Lapeyre et au pamphlet anonyme⁴, ils méritent d'être pris en considération, puisqu'ils furent écrits par deux habitants de la région et à peine un an après la destruction du château. Mais on ne peut accorder à ces deux documents une portée décisive ; ce sont des indices, non des preuves. Lapeyre et le pamphlétaire écrivaient en vue de noircir la mémoire du conventionnel. La lettre de Lapeyre et peut-être les *Notes* du pamphlétaire avaient pour but d'obtenir des thermidoriens la condamnation de Lakanal. L'un et l'autre ont commis, soit sciemment, soit parce qu'ils étaient eux-mêmes victimes d'une tradition orale déjà incertaine, des erreurs et des omissions graves, qui défigurent la mission du représentant. Au surplus, Lapeyre, dénonciateur prudent, ne prend pas à son compte l'inculpation qu'il dirige contre Laka-

1. Ce temple est encore intact aujourd'hui ; il avait servi de chapelle, tantôt protestante, tantôt catholique, selon les variations religieuses des ducs de La Force.

2. *Arch. mun. Bergerac*, fonds Faugère, documents annexés au questionnaire Souffrain-Couderc.

3. *Bulletin... du Périgord*, 1887, t. XIV, p. 66, P. Galy, *Deux épitaphes... provenant du château de La Force*.

4. Voir, par exemple, en ce qui concerne Joséph Lapeyre, p. 133, et, en ce qui concerne le pamphlet, notre article cité, à la fin.

nal. « On lui reproche », dit-il simplement. Le pamphlétaire n'est pas plus affirmatif; il donne des détails sur les circonstances dans lesquelles s'opéra la démolition; mais il glisse sur le point qui nous intéresse. Sans doute, il laisse entendre que le conventionnel ordonna la démolition; mais que ne le dit-il expressément? Que ne saisit-il l'occasion de formuler, en termes non équivoques, un nouveau grief contre Lakanal? Les mots qu'il met en italiques sont-ils extraits de l'arrêté que le représentant aurait pris? Sont-ce des paroles prononcées par lui ou par un autre, dans une séance de la Société populaire ou ailleurs? Lakanal s'imaginait-il que des campagnards, qui ne disposaient que d'instruments primitifs, pussent improviser, sur place, en un seul jour — « l'aurore du second jour ne doit plus le trouver debout » —, l'anéantissement d'un édifice qu'on dit si vaste et si imposant?

2° Il y a lieu de présumer que Lakanal fut étranger à cette destruction.

C'est en vain qu'aux Archives municipales de La Force et de Bergerac, aux Archives départementales de la Dordogne et aux Archives nationales nous avons cherché le texte ou copie du texte de l'arrêté qu'aurait certainement pris Lakanal pour ordonner la démolition du château de La Force, — tout comme il prit un arrêté ordonnant la démolition du château de Badefols. La plupart des arrêtés de Lakanal sont parvenus jusqu'à nous; il existe de nombreuses copies de la plupart d'entre eux; aucun de ceux qui ont quelque importance ne manque à l'appel; seul celui-là, capital entre tous, nous ferait défaut!

Au moins doit-on trouver, dans les registres des Sociétés populaires ou des Comités révolutionnaires, des administrations de commune, de district ou de département, une allusion, même lointaine, à l'ordre de démolition qu'aurait donné Lakanal? Pas davantage.

Ce n'est pas avec plus de succès que nous avons parcouru les articles de revues ou de journaux dont les auteurs affirment la responsabilité de Lakanal: nous n'avons pas vu qu'ils en aient fourni quelque part la moindre preuve ni même qu'ils aient eu l'idée de la fournir.

Il y a donc lieu de croire qu'aucun document vraiment digne de foi ne mentionne aujourd'hui ni peut-être ne mentionna

l'initiative qu'on prête au représentant. Un événement considérable dans le Bergeracois, la destruction de ce château, que l'on a assimilé aux œuvres d'art les plus magnifiques, aurait-il été accompli par ordre de Lakanal sans qu'il fût resté trace de cet ordre dans les multiples documents officiels qui datent de l'an II ?

Aucune preuve positive et contemporaine des événements ne vient donc infirmer l'opinion qu'on peut avoir de l'innocence de Lakanal. Bien plus, l'absence même de toute preuve à cet égard peut passer pour un indice de cette innocence.

3° Tâchons enfin d'expliquer pourquoi il existe une tradition qui attribue à Lakanal la démolition du château, et comment on peut prêter à d'autres qu'au conventionnel l'initiative de cette destruction.

La tradition peut provenir d'une confusion qui n'a rien que de très vraisemblable. La personne de Lakanal, dont le passage dans le Bergeracois frappa vivement l'imagination des contemporains, aurait en quelque sorte syucrétisé les efforts multiples qui furent faits par d'autres que par lui, avant ou pendant son séjour à Bergerac, pour démolir le château de La Force. C'est cet effort divers et plus ou moins anonyme qui, dans l'esprit simpliste des populations, aurait pris corps en un arrêté du conventionnel.

Dès septembre 1792, le bruit courait, nous l'avons montré, que le château serait démoli. Au milieu de brumaire an II et en dehors de toute intervention de Lakanal, l'immeuble avait été complètement vidé ; seuls les murs restaient encore debout.

De plus, le 6 août 1793 et le 28^e jour du 1^{er} mois de l'an II (19 octobre 1793), la Convention avait décrété que les « anciens repaires du despotisme » — c'est le mot que reproduira Lakanal dans son arrêté du 27 brumaire — seraient démantelés ; et le 20 brumaire an II (10 novembre 1793), l'administration du département manifestait aux administrations des districts sa hâte de voir au plus tôt démolir les châteaux.

Ces diverses mesures peuvent avoir eu de bonne heure leur contre-coup sur le château de La Force, indépendamment de toute participation de Lakanal, en sorte que, le 3 frimaire an II (23 novembre 1793), l'administration du district de Bergerac

pouvait s'occuper de la vente des « bois provenant de la démolition du château de la Force ¹ ».

Et si, à cette époque, la destruction du château n'était pas encore bien avancée, elle ne pouvait qu'être activée par les arrêtés que Roux-Fazillac prit, le même mois, les 10 et 27 frimaire an II (30 novembre et 17 décembre 1793), pour assurer la destruction des châteaux ².

Quand recourut-on et recourut-on seulement au procédé que le chanoine Bernaret attribue, non sans réserves, à Lakanal, lorsqu'il dit que la charpente fut mise en un instant à terre « par plus de cent paires de bœufs réunis dans la plaine et reliés au faite de l'édifice par le moyen de câbles » ? Nous n'en saurions rien dire. Mais il semble bien que ce n'est que graduellement et au cours de plusieurs années que le château de La Force en vint à l'état de ruines insignifiantes où il se trouve aujourd'hui. A mesure des besoins, on prit des matériaux à ce château.

Lakanal lui-même fut des premiers à utiliser ces matériaux, et l'utilisation qu'il en fit n'a sans doute pas peu contribué à lui faire imputer, dans l'esprit public, l'initiative de la démolition : le 27 brumaire an II (17 novembre 1793), il projetait d'en faire servir les pierres à la construction du pont de Bergerac ³. Cette construction ayant été abandonnée, les matériaux du château furent alors utilisés à la construction de la manufacture d'armes. Le 20 floréal an II (9 mai 1794), la Commission des armes de Bergerac parle de six portefaix qu'elle a « envoyés à La Force, pour charger des pièces de pierre, et qui pourront y rester cinq à six jours ⁴ ». Le 14 messidor an II (2 juillet 1794), Lakanal autorise la Commission des armes à faire prendre aux décombres du château de La Force les matériaux qu'elle jugera nécessaires à la construction de la manufacture d'armes ⁵, et, le 19 messidor (7 juillet 1794), cette Commission invite la municipalité de Bergerac à « requérir les maîtres de bateau de son territoire de se rendre... au port de Pradebout, pour charger les

1. Arch. dép. Dordogne, L 355, n° 132.

2. Voir p. 601 et 602.

3. Voir p. 577.

4. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 62.

5. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 235. Arch. nat., AF II 96, 704, s. d.

matériaux de la démolition de La Force et les voiturer à Bergerac, pour la construction des bâtiments de la manufacture d'armes ¹. » Ces matériaux, qui consistaient en bois de charpente, planches, etc., furent pris, en effet, au château, et amenés sans doute par eau à Bergerac, puisqu'ils furent déposés près de la Dordogne, « dans un chai appartenant à la nation, situé dans la section de l'Union ² » (faubourg de la Madeleine). Le conventionnel utilisait les débris du château d'un duc émigré à une œuvre de défense nationale, contre le parti même des émigrés qui provoquait et entretenait la guerre à l'intérieur et à l'extérieur de la République, et qui, le duc de La Force en tête, tenait son quartier-général à Coblenz.

Le château ne fut pourtant pas entièrement démoli, puisque, à en croire Couderc, « les maisons, les matériaux, l'avant-cour furent achetés, en l'an IV, par le sieur Dejean, du Sable », habitant à Prigonrieux, et qu'en 1809, bien que le sieur Dejean eut vendu beaucoup de ces matériaux, il en demeurait sur place une grande quantité.

En dehors des matériaux abattus, restaient debout, en 1809, « les écuries, fort belles, au-dessus desquelles sont de vastes greniers appelés les *Recettes*. Ce local fut affecté aux séances de l'administration municipale et aux audiences de la justice de paix, circonstance qui, sans doute, le sauva de la vente, » et, par suite, laisse entendre Couderc, de la destruction qu'opérait l'initiative privée, une fois la vente accomplie. Ajoutons que le temple attenant au château ne fut pas démoli ; le sieur Dejean, au dire du maire de La Force, le vendit aux protestants.

Quant à la bibliothèque du château, qui « ne devait pas être aussi considérable qu'on le croit généralement, car une grande partie de la bibliothèque du duc de La Force avait été vendue en 1727 ³ », elle fut, dit Couderc, portée à Bergerac et réunie à la collection que formait alors Lakanal avec les livres des châteaux et des couvents ⁴. Il ajoute que le poignard de Ravallac et un portrait de Gabrielle d'Estrées furent transportés plus tard du château à la sous-préfecture de Bergerac.

1. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 48, n° 37.

2. Ibid., boîte U, liasse 42, n° 54.

3. Ibid., fonds Faugère, questionnaire Souffrain-Couderc, 1809.

4. Voir p. 267 et suivantes.

Selon d'autres, Lakanal, après s'être fait remettre le poignard de Ravailiac, l'aurait déposé aux Archives municipales de Bergerac ¹.

Quant aux papiers que contenait le château, nous avons vu que, conformément à la loi, l'administration du district ordonna d'en faire le triage. C'est sans doute à la suite de ce triage qu'un certain nombre de papiers furent, au dire de Couderc, « portés à Bergerac et brûlés dans la cour de l'administration du district et par son ordre ». Le 29 prairial an II (17 juin 1794), le Comité révolutionnaire de Bergerac annonçait la découverte, dans les caves du château, de « cinq barriques pleines de titres féodaux, qu'on y avait enfouis pour les soustraire aux flammes ² ». Ces titres furent recueillis et confiés au Comité révolutionnaire de Bergerac, qui en fait mention dans ses registres, en l'an III ³.

Lakanal fut donc absolument étranger à la destruction de ceux des papiers du château qui furent brûlés. L'administration du district est seule en cause. Ne pouvant s'en prendre à Lakanal de cette disparition, c'est le « vandalisme de l'abbé Prunis » qu'on a voué à la « honte », en prétendant, sans raison apparente, que c'est cet érudit qui « ordonna (*sic*), ayant soif de popularité (*sic*), de livrer aux flammes une partie des richesses historiques et artistiques (*sic*) que contenait cette splendide habitation ⁴ ».

De l'ensemble de cet exposé il résulte qu'on ne peut conclure affirmativement ni pour ni contre la démolition du château de La Force par ordre de Lakanal. Des documents dont nous disposons on ne peut tirer aucune conclusion catégorique; on n'a jamais produit et nous n'avons jamais rencontré un arrêté du conventionnel ordonnant cette destruction; l'hypothèse la plus probable est celle qui innocent le représentant.

1. Voir, sur ces curiosités, le *Bulletin... du Périgord*, 1882, p. 541; 1883, p. 44; 1887, p. 61.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, à cette date. La Société populaire de La Force s'empresse d'annoncer la nouvelle à la Convention. Voir le *Bulletin de la Convention*, suite de la séance du 22 messidor an II, 1^{re} colonne.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 405.

4. *Bulletin... du Périgord*, 1874, t. I, p. 36; discours d'inauguration de la Société historique et archéologique du Périgord, prononcé par P. Galy, sous le patronage de l'évêque de la Dordogne.

Attendons, pour engager la responsabilité de Lakanal en cette affaire, que la preuve de sa participation ait été fournie.

4° *Destruction des châteaux de Badefols et de Tiregand.*

Nous serons plus brefs en ce qui concerne la destruction, par ordre de Lakanal, du château de Badefols, ancien château du duc de Biron ¹. Il ne subsiste en effet, aucun doute à cet égard.

C'est le 21 brumaire an II (11 novembre 1793), à Badefols même, que l'arrêté de démolition fut pris par le représentant ². Dans les considérants de son arrêté, Lakanal préconisait cette démolition comme une mesure de défense nationale, destiné à déjouer les tentatives des fédéralistes et des royalistes, qui faisaient cause commune avec les ennemis de l'extérieur.

« Considérant, disait-il, que les valets des Pitt et des Cobourg lèvent tous les jours les plans des divers châteaux-forts disséminés sur la surface du département de la Dordogne ;

« Considérant qu'il est démontré, par les correspondances secrètes des ennemis de notre liberté, que leurs intentions et leurs projets sont de transformer en une nouvelle Vendée le département de la Dordogne, où ils espèrent être favorisés dans leurs projets liberticides par les bois et les châteaux qui le couvrent et surtout par les fonctionnaires prévaricateurs qui redoutent notre félicité et que le bonheur général menace » ;

Lakanal arrêtait que le château et les fortifications de Badefols seraient entièrement démolis ; il chargeait l'administration du district de Belvès de veiller à la prompte exécution de cet ordre ³. L'arrêté fut exécuté. Le 24 floréal an II (13 mai 1794), l'agent national de la commune de Bergerac parlait de faire transporter, par bateau, à Bergerac, pour la construction du pont, les matériaux provenant de la démolition de ce château ³. Les matériaux servirent aussi à édifier la salpêtrerie de Berge-

1. Voir, sur ce château et les ducs de Biron, E. Labroue, *Le Livre de vie*, p. 70 et suivantes.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 318, f. 290. Voir aussi le *Bulletin... du Périgord*, t. X, p. 224, et Goustat, *Lalinde*, p. 204, 205.

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 64.

rac¹ et, si l'on en croit un témoignage qui date de 1835, la manufacture d'armes de cette ville².

Cependant, le château fut loin d'être entièrement détruit. La démolition, dit l'abbé Goustat, ne fut que « commencée³ » par Lakanal; après lui, des particuliers « le firent démanteler en grande partie et vendirent les matériaux³ ». Il reste aujourd'hui « des pans de muraille assez considérables³ »; la chapelle du château est demeurée intacte, ainsi que son caveau tumulaire³; la partie conservée du château servait encore de maison d'habitation en 1835⁴, et on reconnaît aujourd'hui les anciennes dispositions de l'enceinte⁵.

Comme le château de Badefols, le conventionnel ordonna de détruire celui de Tiregand, distant de Bergerac de huit kilomètres, qui avait appartenu à d'Augeard, propriétaire de tout le pays environnant⁶.

Peu de temps sans doute après son arrivée dans la Dordogne, Lakanal s'était rendu une première fois à Tiregand, « pour visiter cette opulente propriété, devenue maison nationale⁷ » après l'émigration de d'Augeard. Dans la suite, Lakanal était revenu plusieurs fois à Tiregand, « pour voir le parti qu'il pourrait tirer de plusieurs objets devenus inutiles à l'ornement de cette maison⁷ ».

Ce fut antérieurement au 24 floréal an II (13 mai 1794) que les premiers coups furent portés au château de Tiregand, puisque, ce jour-là, l'agent national de la commune de Bergerac parlait d'utiliser à la construction du pont « les matériaux dépendant de la démolition... de Tiregand⁸ », démolition partielle, et à laquelle il ne semble pas que Lakanal eut participé.

Si quelques tourelles avaient été détruites, le gros du château

1. Arch. dép. Dordogne, L 355, 19 frimaire an II.

2. Bulletin... du Périgord, 1883, t. X, p. 224, lettre de Boissière-Lacroix.

3. Ibid., 1882, t. IX, p. 158, abbé Goustat, *De la sépulture des Gontauts-Biron*.

4. Ibid., 1883, t. X, p. 224, lettre de Boissière-Lacroix.

5. Ibid., t. XXII, 1895, p. 371, A. de Roumejoux, *Huitième excursion archéologique*, et E. Labroue, *Le Livre de vie*, p. 70 à 72.

6. G. Charrier, *Les Jurades... de Bergerac*, t. XI, p. 308.

7. Voir Arch. dép. Dordogne, L 407; séance du 23 fructidor an II.

8. Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date, f. 64.

restait encore debout. Le 8 messidor an II (26 juin 1794), le représentant arrêta que c'est « dans la maison de Tiregand » que seraient pris un certain nombre de meubles et d'effets destinés à l'ameublement des locaux occupés par des chefs d'atelier de la manufacture d'armes, lits, tables, bureaux, fauteuils, glaces, rideaux, soufflets, pendules, etc.¹.

Selon les besoins de la manufacture, Lakanal prenait aussi à cette maison nationale des bois², des matériaux divers³, une balustrade de fer⁴, etc. : le tout, pour servir à l'établissement de la manufacture.

C'est vers la fin de son séjour en Dordogne, le 16 messidor an II (4 juillet 1794), que Lakanal rendit l'arrêté portant démolition de ce château.

« Considérant, disait-il, que la construction des bâtiments de la manufacture d'armes exige encore des approvisionnements de matériaux qu'il est difficile de se procurer au loin par l'insuffisance des moyens de transport ;

« Considérant que les matériaux provenant de la démolition de quelques ci-devant châteaux ont produit jusqu'ici de grandes ressources et qu'il en existe encore quelques autres dont l'utilité publique et les lois de l'égalité commandent la destruction ;

« Considérant que les lois sur la vente des biens des émigrés en ordonnent la division en petits lots, pour augmenter le nombre des propriétaires, et que les bâtiments qui composent la maison de Tiregand ne peuvent être conservés sans nuire à la division et à la vente de ce domaine ;

« Considérant enfin que, dans une République dont les bases reposent sur la justice, la liberté, l'égalité, tout doit être ramené à la simplicité des mœurs, et qu'il n'appartient qu'aux édifices élevés par la nation ou pour elle de conserver l'empreinte de la puissance et de la majesté d'un grand peuple » ;

Lakanal arrêta « qu'il sera sur-le-champ travaillé à la démolition des deux pavillons composant la maison de Tiregand, à commencer par celui dit de l'*Orangerie*, pour les matériaux en provenant être transportés et employés dans les chantiers de la

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 230. Arch. nat., AF II 96, 704.

2. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 233. Arch. nat., AF II 96, 704.

3. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 236, 237, 247 ; L 369, n° 9.

4. Ibid., L 368, n° 247, et L 407, 23 fructidor an II.

manufacture d'armes » ; le représentant chargeait l'administration des armes de l'exécution du présent arrêté ¹.

Lakanal tira de ce château un autre parti. A la suite de fouilles analogues à celles qu'il avait opérées à Chantilly, il découvrit à Tiregand une quantité considérable d'argenterie. Le récit de cette découverte est assez piquant. Résumons-le ².

Le conventionnel avait soupçonné des détournements de meubles précieux du château, et fait enfermer leurs auteurs présumés, Delignac père et fils. Peu après, leur innocence ayant paru évidente, il les fit relâcher. Cependant, « soupçonnant toujours la dilapidation des effets précieux de cette maison, notamment de l'argenterie, que faisaient présumer conséquente les revenus de cette maison », Lakanal manda à Bergerac l'ancien cuisinier de d'Augeard, Lhermite, qui lui dit avoir déposé dans une malle l'argenterie de son maître. Delignac avait ensuite placé cette malle dans un appartement, mais Lhermite ne savait ce qu'elle était devenue depuis.

Lakanal part alors pour Tiregand, emmenant avec lui le cuisinier Lhermite. Il interroge les domestiques ; ceux-ci ne souffrent mot. Les perquisitions les plus minutieuses sont faites « jusqu'au moment où Lhermite est parvenu, avec le jardinier..., dans l'endroit où l'on déposait les racines pendant l'hiver ; Lhermite se met à même d'y faire quelques recherches. Alors le jardinier s'écrie qu'il est perdu. Lhermite le rassure et lui fait espérer sa grâce du représentant du peuple, s'il lui indique où est l'argenterie. Alors le jardinier dit à Lhermite : « Elle est ici, enfouie dans cette terre ; Delignac et moi l'y avons placée ». Le représentant, qui opérait des recherches dans les appartements, est appelé ; la terre est fouillée en sa présence et l'on y trouve, en effet, une grande quantité d'argenterie ³.

Lakanal écrit aussitôt, le 24 floréal an II (13 mai 1794), à la Société populaire de Bergerac qu'il vient de « nationaliser la

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 237. *Arch. nat.*, AF II 96, 704. Le pamphlétaire bergeracois dit que le château fut seulement dégradé. « Tiregand, bâti à la moderne, humiliait les chaumières par son élégance. La sentence de démolition est portée et, par là, un des beaux biens nationaux qui existent se trouve dégradé » (H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre XI).

2. D'après les *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 23 fructidor an II.

3. Clamageran, p. 13.

superbe vaisselle de monseigneur le président d'Augeard... Deux quintaux pesants de belle argenterie viennent d'être rendus à la République. Nous les enverrons incessamment à Paris, où, transformés en monnaie républicaine, ils expieront le crime d'avoir longtemps servi aux jouissances luxurieuses d'un tyranneau » ; et il leur adressait « le rapport que j'ai fait, dans le temps, sur les fouilles de Chantilly. C'est un travail à l'ordre du jour ¹ ».

Sur l'invitation du représentant, le Comité révolutionnaire de Bergerac envoyait à la Trésorerie nationale l'argenterie découverte par Lakanal à Tiregand, et comprenant, outre l'argenterie trouvée dans le jardin, celle dénichée par Lakanal dans des « lieux secrets ² », au total 293 marcs, 6 onces (71 kilogr., 756 grammes), ou, selon d'autres documents, 442 marcs, 8 onces (108 kilogr., 363 gr.) ². Le Comité révolutionnaire adressait en même temps à la Convention une lettre élogieuse pour Lakanal : « Il fait tourner au profit de la République les effets précieux que les aristocrates et les anciens tyrans voulaient soustraire à la patrie ² ».

Tel fut le parti que le conventionnel tira de ce château de Tiregand, qu'il semble avoir démembré partiellement, mais non démoli de fond en comble.

5° *Utilisation d'autres châteaux. — Conclusion.*

Quant à d'autres châteaux, Lakanal en tira, à l'occasion, quelques avantages. Ainsi, il faisait transporter à la manufacture d'armes, le 11 messidor an II (29 juin 1794), des fers provenant de la maison de Dufraisse, émigré ³ ; le 12 messidor an II (30 juin 1794), des bois appartenant à Conseil, émigré ⁴, et, le

1. Clamageran, p. 13.

2. Voir *Arch. dép. Dordogne*, L 406, 8 prairial an II, et L 607, 27 et 28 floréal an II. La lettre d'envoi du Comité révolutionnaire fut lue à la Convention, le 6 messidor an II (*Proc.-verb. Convention*, à cette date, p. 116). Le 28 floréal an II, la Société populaire de Bergerac, écrivant à la Convention, se félicitait de la découverte qu'avait faite Lakanal de 150 livres d'argent dans les souterrains de l'ex-président d'Augeard (*Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47).

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 232.

4. *Ibid.*, n° 223. Ils provenaient, semble-t-il, de la charpente de sa maison.

13 messidor an II (1^{er} juillet 1794), des planches provenant du château de Lanquais ¹. A Belvès, c'est pour meubler la maison Lacarantie, que Lakanal habitait de temps à autre, que l'administrateur du district de Belvès faisait prendre dans la maison de Laverrie, à Siorac, des glaces, des fauteuils, des tables, etc. ².

Voilà, somme toute, à quoi se réduisit le « vandalisme » de ce conventionnel. Nous ne trouvons à son actif que la démolition partielle de deux châteaux, ceux de Badefols et de Tiregand, et il est douteux qu'il ait fait démolir celui de La Force. Lakanal se montra donc modéré dans cette œuvre de destruction. Et quand on songe que ces châteaux ne rappelaient que les souvenirs et les hontes d'un passé odieux aux populations, qu'ils auraient pu devenir, dans la Dordogne, ainsi qu'en d'autres points de la France, des citadelles du fédéralisme et du royalisme, qu'enfin leurs matériaux devaient servir à élever des œuvres d'utilité publique, comme un pont, ou d'intérêt patriotique, comme une manufacture d'armes, — on comprend que Lakanal ne pouvait pas, sans trahir le mandat qui lui était confié, ne pas obéir à ces impérieuses raisons de justice sociale, à ces exigences du salut public, à ces nécessités de la défense nationale et républicaine.

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 234. *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

2. *Archives Laverrie de Vivans*, liasse 19, n° 13.

CONCLUSION

LA PERSONNE ET L'ŒUVRE DE LAKANAL EN L'AN II

De l'ensemble des faits que nous avons exposés il convient de dégager les caractères généraux de la personne et de l'œuvre de Lakanal en l'an II.

Nous ne nous proposons certes pas de donner ici un portrait détaillé de l'homme. Nous voulons seulement présenter, en les systématisant, quelques traits de son caractère qui eurent leur répercussion sur les événements et contribuèrent à donner à sa mission une marque particulière.

Rudesse plus ou moins voulue des manières, mais qui recouvrait un fond de bonté et de générosité; amour de la gloire ou même vanité un peu puérile, mais qui s'alliait à une simplicité vraiment démocratique; moralité privée, dont il semble bien qu'on n'ait pu démontrer les défaillances; inlassable activité de son esprit et de son corps; attachement profond et sincère aux principes essentiels de la politique qu'il soutenait; ressources intellectuelles moyennes, mais qui répondaient parfaitement aux exigences de l'heure: tels sont, durant la mission du conventionnel, les traits de son tempérament qui s'accusent avec le plus de relief, et que nous éclairerons, chemin faisant, à la lumière des autres périodes de son existence.

Le Bergeracois anonyme, auteur d'un pamphlet contre Lakanal, se plaint à montrer dans le représentant un homme ombrageux et terrible. « Au commencement, écrit-il, il parcourait seul ou avec son domestique la cabane ou l'humble toit du pauvre. Aujourd'hui, il ne sort qu'entouré de gendarmes. Souvent, sur la route, il moleste ceux qui, par mégarde ou ne

le connaissant pas, ont négligé de le saluer¹ ». Et le chanoine Bernaret, renchérissant, écrit, en 1875 : « Il était dur, d'un caractère inflexible ; on se cachait sur son passage, de peur d'être mis en réquisition. S'il n'ordonna pas d'arrestation..., il fit du moins trembler et tint tout dans les angoisses² ».

Ces appréciations, quelque excessives qu'elles soient, ont un juste point de départ. Lakanal se donnera parfois un visage sévère, sinon terrible. On peut même dire qu'il fera de l'intimidation un procédé de gouvernement : instrument de terreur plus bénin, à vrai dire, que la prison ou la guillotine. Ce n'est pas à tort que Mignet dira de lui : « Il parla quelquefois avec exaltation, comme pour se ménager les moyens d'agir avec douceur. Lakanal n'était pas dépourvu d'adresse dans son inflexibilité³ ».

Le représentant connaissait d'ailleurs la gravité de sa mission et les responsabilités qu'il encourait. L'heure n'était pas aux belles manières ni aux « formes adoucies ». C'est ce que déclarait tout le premier Lakanal, dans une espèce de profession de foi adressée, le 30 nivôse an II (19 janvier 1794), à l'administration du district d'Excideuil : « Citoyens, disait-il, ma tête répond de l'exécution prompte et célère du gouvernement protecteur de nos droits... Comme il faut ou que la liberté triomphe ou que nous descendions avec elle dans le tombeau, je déclare que je ne laisserai jamais à aucun délit le scandaleux succès de l'impunité. Vous me trouverez âpre et sévère, car le républicain de bonne foi ne connaît pas ces formes adoucies qui signalent les agents du despotisme. Je pressens que les intrigants, les fripons et les hypocrites en patriotisme sèmeront [ma] carrière de calomnies et de dégoûts ; [leurs] cris impuissants affermiront mon courage. Je ne consumerai pas à leur répondre des moments dont je suis responsable envers la patrie. J'abandonnerai au temps le soin de juger entre nous ; car le temps seul pèse les hommes. Le sceau de notre gloire est remis entre ses mains⁴ ».

1. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre I^{er}.

2. *La Semaine religieuse... de Périgueux*, 1875, p. 686, note 1. Nous avons vu, p. 181 et suivantes, que Lakanal ordonna maintes arrestations.

3. Mignet, *Notice sur Lakanal*.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 707.

C'est donc à la fois par habileté d'administrateur et par conviction de républicain que Lakanal se montrera rude et même menaçant.

Cette rudesse menaçante apparaît surtout à propos de l'exécution de diverses mesures révolutionnaires. Avant de recourir aux moyens violents, il commence par faire la grosse voix : « En attendant que je vous fasse une visite révolutionnaire pour vous corriger de votre coupable égoïsme, je vous ordonne de...¹ », écrit-il un jour à des administrateurs. Un autre jour, il écrit : « Si les sus-nommés négligeaient de se conformer au présent arrêté ou cherchaient à soulever le peuple, ils seraient dans les 24 heures jugés par une Commission établie à Bergerac par le représentant du peuple² ». Veut-il contrôler les comptes des Comités révolutionnaires ? Il « invite le Comité à répandre le jour le plus pur sur l'administration des sommes levées. Je suis expressément chargé de poursuivre avec l'inflexibilité du destin les agents publics qui ne gèrent pas avec des mains pures et patriotes³ ». Et « faute par ledit Comité de rendre compte dans la forme prescrite, les membres qui le composent seront incessamment traduits par-devant le tribunal révolutionnaire séant à Paris, pour y être jugés comme dilapidateurs des fonds publics⁴ ».

Lakanal opère-t-il une levée de chevaux ? Il « déclare qu'il regardera comme contre-révolutionnaires et traitera comme tels tous les fonctionnaires publics qui, sous quelque prétexte que ce soit, apporteront le moindre retard à l'exécution dudit décret⁵ ».

De même, on le voit écrire : « Je déclare que j'enverrai au Tribunal révolutionnaire tout individu, tout fonctionnaire public qui cherchera à paralyser la manufacture d'armes, dont les travaux sont confiés à mon zèle⁶ ».

A-t-il découvert de mauvaises fournitures au dépôt de Bergerac ? « Si j'avais trouvé, dit-il, un coupable..., il eût été

1. *Arch. nat.*, AF II 96, 710, 14 thermidor an II.

2. *Ibid.*, AF II, 96, 709, 24 ventôse an II.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 763, séance du 26 nivôse an II.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 707, 29 nivôse an II.

5. *Ibid.*, AF II 96, 706, s. d.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L II, n° 140.

traité révolutionnairement; sa tête serait déjà tombée¹ ».

Ailleurs, il écrit cette phrase redoutable : « Traitons les chemins comme nous traitons les traîtres, révolutionnairement² ». Et, pour être peu explicite, la lettre qu'il adresse à un de ses calomniateurs n'en est pas moins pleine de sous-entendus menaçants : « Au reste, j'avertis M. R. que je n'ai pas le temps d'écarter les insectes qui me troublent dans le cours de mes travaux ; je n'ai que le temps de les écraser³ ».

Lakanal se donnait ainsi l'air d'un croquemitaine ; mais ce croquemitaine avait bon cœur, et d'ailleurs ses menaces produisaient assez d'effet pour qu'il n'eût pas besoin de les mettre à exécution⁴, ce dont Lakanal tout le premier était trop heureux. Il menaçait de ses foudres les Comités révolutionnaires si leurs comptes étaient inexacts ; quand on les lui apportait, il les contrôlait à peine et exprimait bien vite la confiance qu'il avait dans les Comités⁵. A propos de mauvaises fournitures, il menaçait de faire tomber la tête du coupable ; mais sa mauvaise humeur s'apaisait dès qu'on lui démontrait l'innocence du prétendu coupable, en qui il reconnaissait alors un « galant homme », un « excellent patriote⁶ ». Il tenait ses adversaires en respect par la crainte d'être traduits devant des Commissions révolutionnaires ; mais il y a lieu de croire que Lakanal n'établissait jamais ces Commissions. Dans la même lettre où il se déclarait prêt à « écraser » son calomniateur, il ne craignait pas de se contredire en écrivant : « Je fais tout avec le levier de l'opinion, rien avec le tranchant de la guillotine⁷ ». Et, de fait, nous l'avons vu, il ne versa pas une seule goutte de sang durant tout le cours de sa mission.

Ainsi, la sévérité menaçante de Lakanal se résolvait facilement en indulgence ; elle allait même jusqu'à la clémence⁸. Tout au plus restait-il de cette sévérité un peu factice une

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. Société populaire, 16 brumaire an II.

2. *Ibid.*, boîte U, liasse 42, s. d.

3. *Clamageran*, p. 58.

4. Ces procédés d'intimidation auraient pu s'user et devenir vains à la longue, mais non en dix mois.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 763, séance du 26 nivôse an II.

6. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. Société populaire, 16 brumaire an II.

7. *Clamageran*, p. 58.

8. Voir plus haut, p. 176 et suivantes.

certaine vivacité dans les manières. Il n'y a aucune raison de révoquer en doute ce rapport d'un citoyen qui, ayant à opter entre les fonctions de maire et d'agent de recrutement, avait voulu consulter Lakanal. « Je me suis empressé moi-même de solliciter le représentant, disait-il, mais, avec sa vivacité ordinaire, il a envoyé faire f. ma lettre et ceux qui m'avaient fait maire et agent de recrutement, et n'a rien répondu ¹ ».

Sans doute, quelques historiens ont jugé, pour reprendre les termes mêmes de M. Guillaume, que Lakanal avait volontiers « la repartie brutale et grossière ² ». Et M. Guillaume signale certains faits à l'appui de cette opinion. C'est l'anecdote, rapportée par Sieyès, d'après laquelle Lakanal, raillé par des interrupteurs qui lui disaient : « Qu'est-ce donc que la fête des animaux ? », leur aurait répondu : « Mes amis, c'est la vôtre ². » C'est l'épithète de barbare, dont le représentant qualifiait la suppression de l'Académie de peinture et sculpture ². C'est la menace qu'il adressait à Cassini, directeur de l'Observatoire, de le « poursuivre par les voies de droit, s'il se commet, par ses ordres ou par sa faute, la plus légère dilapidation dans cet établissement national ³. »

Mais ces façons de parler ou d'agir étaient-elles donc alors exceptionnelles ? La parole rapportée par Sieyès « la taupe » n'est-elle pas un de ces mots historiques qui sont plus ingénieux qu'authentiques ? Et la vivacité des interruptions n'appelait-elle pas une réplique incisive, que tempéra peut-être un sourire ? Était-ce faire preuve de grossièreté brutale que qualifier de barbare, dans un billet confidentiel, la suppression d'une

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 27 pluviôse an II. On pourrait multiplier les preuves de cette ardente spontanéité. Le 15 septembre 1793, les autorités de Paris viennent-elles demander à la Convention l'établissement de plusieurs degrés d'instruction ? Aussitôt, « cette demande... fut convertie en motion avec beaucoup de chaleur par Lakanal » (Guillaume, *o. c.*, t. III, p. XLIII).

2. *La Révolution française*, 1899, 2^e sem., p. 532. J. Guillaume, *Lakanal et l'Académie des Sciences*.

3. Guillaume, *o. c.*, t. II, p. 479. M. Aulard, tout en rendant hommage à la « magistrale publication » de M. Guillaume et tout en s'en voulant de formuler « cette légère critique », ne peut s'empêcher de « regretter que M. Guillaume, qui, d'ordinaire, ne manque pas à l'impassibilité objective dont un éditeur de documents doit faire sa règle, ne puisse arriver à cacher l'antipathie violente que lui inspirent Grégoire et Lakanal » (*La Révolution française*, 14 septembre 1904, p. 284).

Académie ? Le mouvement d'humeur du conventionnel envers Cassini ne s'explique-t-il pas par les incidents qui ne cessaient de se produire à l'Observatoire, et par un rapport tendancieux de Perny, qui, de l'aveu de M. Guillaume, pouvait avoir induit en erreur le représentant et lui avoir fait croire « qu'il s'agissait d'actes graves à réprimer¹ » ? Au reste, Lakanal ne s'en prenait au savant que dans l'intérêt de la science, ou plutôt il ne s'en prenait pas au savant, mais à l'administrateur d'un établissement que lui, Lakanal, avait mandat de surveiller.

Cette « brutalité » et cette « grossièreté », alors même qu'elles seraient démontrées, M. Guillaume est le premier à reconnaître qu'elles n'étaient point naturelles à Lakanal ; elles proviendraient de son passage au séminaire et de sa préparation à la prêtrise. « On ne s'étonne point, dit, en effet, M. Guillaume, quand on réfléchit que Lakanal était, comme Grégoire, un prêtre : son style est le style ecclésiastique, si volontiers exagéré dans l'expression ; l'enflure et la virulence en sont les traits distinctifs² ».

Que faut-il penser de cette explication, alors surtout que M. Guillaume qualifie ailleurs de « doucereux³ » et de « jésuitique³ » le langage de l'abbé Grégoire, et qu'il s'efforce de montrer combien fut « souple⁴ » et « avisé⁵ » ce Lakanal dont les précautions calculées paraîtraient pourtant contradictoires avec une parole dépourvue de ménagements ? Exubérance d'un méridional qui avait à peine dépassé la trentaine, amour-propre irritable, gravité des circonstances, nécessité de parler fort pour être entendu, sentiment des responsabilités encourues, ne sont-ce point là aussi et surtout des raisons qu'il y a lieu de retenir⁶ ?

1. Voir la note 3 de la page précédente.

2. Article déjà cité, p. 532.

3. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. XLVI.

4. *Ibid.*, t. VI, p. 23.

5. *Ibid.*, t. V, p. XVII.

6. Vers la fin de sa vie, en 1841, Lakanal écrira, en effet : « Je ne chercherai point à justifier des expressions qui seraient fort inconvenantes aujourd'hui, et dont je me suis servi il y a un demi-siècle. Je ferai observer seulement qu'il est peu juste de juger les hommes sans se transporter par la pensée au temps où ils ont parlé. Dans ce temps, déjà si loin de nous, qui, dans les deux camps ennemis, ne tenait pas un langage plus ou moins passionné ? » Ainsi Lakanal justifiait ses expressions « *ab irato*, que l'excès des maux de

Au surplus, rudesse des manières et rudesse de langage, que pèsent ces véhémences dans la vie d'un homme d'action qui était, somme toute, la bonté et la générosité mêmes ?

M. Guillaume reconnaît tout le premier, un peu ironiquement il est vrai, que Lakanal était « toujours prêt à prendre en main toutes les affaires qui se présentent ¹ ». Il fait état d'une déclaration de Grégoire, qui vante le « cœur officieux ² » de Lakanal, dans le passage même où Grégoire s'essaie à discréditer son ancien collègue au Comité d'instruction publique. Au cours de sa mission, le conventionnel donna maintes preuves de bienveillance et de douceur envers les humbles. Il prenait en considération « les plaintes graves et multipliées qui ont été faites au représentant du peuple par... un très grand nombre de citoyens et de citoyennes indigents ³ ». On vantait en Lakanal celui « en qui les indigents et les malheureux sont toujours assurés de trouver un père ⁴ ». Et le docteur Poumiès de la Siboutie, bien qu'il se montre peu favorable au représentant en mission dans la Dordogne, n'en laisse pas moins échapper cet aveu : « Ce n'était pas un méchant homme. tant s'en faut. Il était bon, simple, obligeant, toutes les fois que les affaires publiques n'étaient pas en question ⁵. »

Le conventionnel avait le cœur non pas seulement bon, mais généreux. Ses adversaires eux-mêmes ne niaient pas sa magnanimité : ils n'avaient d'autre ressource que de la trouver théâtrale.

Lakanal poussait le sentiment du devoir jusqu'au sacrifice. Rien ne lui tenait plus à cœur que le pardon des offenses. « Loin de nous... les vengeances privées, écrivait-il aux Comités révolutionnaires ! Qu'elles seraient petites, les passions

la patrie arrachait à ses ardents défenseurs » (Sarrut et Saint-Edme, *Bio-graphie des hommes du jour*, t. VI, 1^{re} partie, p. 411). On trouvera, par exemple, quelques-unes de ces expressions *ab irato* dans la proclamation anticléricale citée plus haut, p. 231 et suivantes.

1. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 981.

2. *Ibid.*, t. IV, p. VIII, note 2. Dans son *Histoire des sectes religieuses* (nouv. éd., Paris, 1828, t. I, p. 111).

3. Arch. mun. Bergerac, boîte U, liasse 42, 4 brumaire an II.

4. Arch. dép. Dordogne, L 356, n° 172. Voir des témoignages non moins caractéristiques au chapitre sur Lakanal et l'assistance publique, p. 304 et suivantes.

5. Poumiès de la Siboutie, *Souvenirs d'un médecin de Paris*, p. 34.

humaines, devant la liberté qui nous appelle, devant la postérité qui nous attend, la couronne à la main¹ ! »

Il écrivait encore, pour inviter les plaideurs à terminer promptement leurs procès : « Il doit être proclamé l'ennemi de la mère commune, la patrie, celui qui ne sait pas se précipiter à travers les plus éclatants sacrifices dans les bras de l'indigent, fût-il son implacable ennemi, qui ne sait pas oublier jusqu'à ses outrages ou s'en venger par des bienfaits... Et vous vous dites républicains ! Ignorez-vous que, pour mériter ce titre glorieux, le plus beau qu'on puisse porter sur la terre, il faut savoir immoler sa vie comme Décius, ses enfants comme Brutus, son ressentiment comme Camille² ? »

De cette générosité il donnait lui-même l'exemple, soit qu'il fût élargir un détenu parce que « les vrais républicains... pardonnent à l'ennemi désarmé³ », soit que, rendant « hommage au malheur⁴ », il parcourût, « seul ou avec son domestique, la cabane ou l'humble toit du pauvre⁴ » ; soit que, à en croire certains de ses biographes, il conduisît à la frontière un prêtre réfractaire⁵.

Si nous dépassions les limites de sa mission, nous verrions abonder les preuves de cette générosité, qu'il cherche à sauver l'abbé Sicard compromis⁶, qu'il « écrase de bienfaits⁷ » un ami qui le trahira « effrontément⁷ » plus tard, qu'il défende victorieusement Garat contre Dumont (du Calvados)⁸, qu'il rende service à Ginguené⁸ ou que, non réélu par l'Ariège au Conseil des Cinq-Cents, il remercie, avec une réelle apparence de sincérité, le corps électoral et reconnaisse que de plus dignes que lui méritaient d'être désignés⁹.

Durant sa mission, Lakanal fournit des preuves plus hautes encore de grandeur d'âme. Les contre-révolutionnaires recou-

1. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 52.

2. *Ibid.*, n° 4.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 406, 7 nivôse an II.

4. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre I.

5. Voir plus haut, p. 139, note 4.

6. H. Jouin, *Lakanal et David d'Angers*, p. 13.

7. Autographe de Lakanal, communiqué par l'abbé Canal.

8. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. xv. Ginguené lui écrira, à ce propos : « Vous êtes vraiment le modèle des amis chauds. Je veux faire passer en proverbe : *Servir ses amis comme Lakanal* » (*Exposé sommaire*, p. 219).

9. *Lakanal à ses frères... de l'Ariège*.

raient à la dénonciation pour discréditer ses amis dans son esprit et pour le discréditer dans l'esprit de ses amis. Lakanal méprisa ces manœuvres, même quand il en était victime.

Recevait-il une dénonciation contre les administrateurs du département de la Dordogne, il leur écrivait aussitôt : « Je vous adresse une lettre sans nom qui vous a donné de nouveaux droits à ma confiance ». Suivait un développement éloquent contre la lettre anonyme¹.

En frimaire an II (novembre-décembre 1793), Lakanal avait été dénoncé au gouvernement. Il se rendit aussitôt à Paris pour se disculper, et c'est de là qu'il écrivit à la Société populaire de Bergerac : « Les Comités de salut public et de sûreté générale ne veulent recevoir aucune espèce de justification de ma part que lorsque mes ennemis auront démontré qu'ils ont fait plus de bien que moi au peuple, et plus de mal aux messieurs, aux royalistes, etc. J'ai eu beaucoup de peine à obtenir indulgence pour mes accusateurs... Ils croyaient me perdre, les pauvres gens ! Ils ne ressemblent pas mal à ces taupes qui, remuant un coin de jardin, croient bouleverser le monde² ».

Était-ce à un de ces calomniateurs ou à l'auteur d'une dénonciation ultérieure que s'adressait le conventionnel, quand il envoyait, le 20 ventôse an II (10 mars 1794), au citoyen Lestang père le billet suivant ?

« J'avais reçu, lui écrivait-il, la mission expresse de te faire

1. Nous avons cité cette lettre, p. 95. Lakanal méprisait la lettre anonyme, mais il admettait parfaitement la dénonciation motivée et dont l'auteur était connu. Il écrivait, le 5 pluviôse an II : « Les bons citoyens sont invités à dénoncer au représentant du peuple les fonctionnaires qui... » (*Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 16). Le pamphlétaire anonyme dit du représentant : « Il s'entoure d'espions. Il faut qu'on parle de lui dans les sociétés ; il sait ce qu'on y a dit » (H. Labrousse, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre I). « Dénoncez, écrira Lakanal quelques années plus tard, tous les émigrés rentrés, tous les prêtres séditieux, tous les fuyards de la réquisition, tous les spoliateurs de la fortune publique au Directoire exécutif ; le contre-révolutionnaire qu'il découvre n'est bientôt plus ; dénoncez-le aux représentants du peuple ; ils tiennent dans leurs mains la couronne civique et la foudre ; ils emploieront l'une et l'autre à sauver la liberté. » (*Lakanal à ses frères... de l'Ariège*). Lui-même, Lakanal, conformément à ses principes, se fera dénonciateur politique (A. Tournier, *Lakanal dénonciateur*, dans la *Revue des Revues*, 15 mars 1894).

2. Clamageran, p. 56 et 57.

arrêter parce que tu avais signé une pétition calomnieuse contre moi. Mais, lorsque Lakanal est juge dans sa cause, ses ennemis sont assurés de leur triomphe ; il ne sait venger que les injures de la patrie.

« Je t'obligerai lorsque je le pourrai. C'est ainsi que les représentants du peuple repoussent les outrages. Tu as cinq enfants devant l'ennemi. C'est une belle offrande faite à la liberté. Je te décharge de la taxe révolutionnaire¹ ».

Lakanal était d'ailleurs coutumier d'une pareille clémence. N'écrira-t-il pas de Mayence aux consuls de la République, le 27 frimaire an VIII (18 décembre 1799), pour prendre la défense d'un citoyen, quoique, dit-il, « on me prévenait qu'il se préparait à me nuire² ».

Autre trait, tout à son éloge. Des lettres anonymes menacent Lakanal d'assassinat ; une conspiration semble tramée contre lui. Que fait-il ? Il renvoie sa garde et couche seul, portes ouvertes, dans sa maison³.

Voilà l'attitude dont le pamphlétaire bergeracois hostile à Lakanal est obligé lui-même de convenir, quitte à la trouver théâtrale. Il reproche à ce conventionnel de pardonner « avec éclat⁴ » à ses dénonciateurs. Il s'égaie en rapportant la réponse du représentant à une députation qui le sollicitait de faire connaître ceux qui avaient tenu sur son compte de méchants propos : « il ne les désignera pas ; jamais il ne poursuivra la querelle de Lakanal ; on peut tout oser contre sa personne ; il ne vengera jamais que la querelle de la République⁵ ».

Et pourtant, si les adversaires de Lakanal tournaient en dérision sa générosité, ils savaient aussi la mettre à profit et même la solliciter, à l'occasion. « Sitôt que le représentant du peuple sera dans nos murs, écrivait le Comité révolutionnaire de Bergerac à la mère d'une détenue, nous lui parlerons de votre fille, et, si elle est innocente, elle vous embrassera avant que soit

1. *Bibl. mun. Périgueux*, fonds Lapeyre, où se trouve la copie de cette lettre, donnée à la bibliothèque municipale de Périgueux par le préfet Romieu, le 26 février 1840 ; l'original a disparu.

2. Autographe de Lakanal, communiqué par l'abbé Canal.

3. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre XVI.

4. *Ibid.*, chapitre XV.

5. *Ibid.*, chapitre X.

longtemps, car le représentant du peuple est juste et équitable¹ ».

Équité appréciée même des contre-révolutionnaires. « Instruite par la voix publique des sentiments de justice qui vous animent, je crois ne pouvoir mieux faire que de vous porter mes réclamations », lui écrit une femme recluse à Thiviers². Ne nous semble-t-il pas entendre le cri de cet enfant du district de Gray qui, voyant arriver Robespierre jeune, s'écriait : « Ah ! voilà que l'on vient nous rendre justice ! » et Robespierre jeune faisait, en effet, élargir aussitôt un certain nombre de personnes qui n'étaient détenues qu'à cause de leurs opinions religieuses³.

Que cet homme naturellement bon et généreux ait fait parfois étalage de sa bonté et de sa générosité ; qu'il ait mis quelque ostentation⁴ à jouer le rôle de Providence ; que certains de ses actes aient été dictés non seulement par les impulsions de son cœur, mais par l'espoir de donner de lui une opinion avantageuse ; que le mobile de la gloire, ce ressort de la morale antique, ait aiguillonné son esprit nourri de Plutarque et de Cicéron : rien ne paraît plus vraisemblable et plus humain.

Vanité, désir de la gloire, gloriole, si l'on veut, impatience de se faire valoir aux yeux des contemporains et de la postérité — « la postérité qui nous attend, la couronne à la main⁵ » ! — dût-on contribuer de ses propres mains à l'édification de son piédestal : c'est bien là, semble-t-il, un des traits du caractère de Lakanal. Par là, le conventionnel prêtait à la critique : nous avons déjà vu comment le pamphlétaire bergeracois interprétait contre Lakanal les actes même les plus nobles.

C'est peut-être pour se donner de l'importance que le représentant, dans une lettre à la Société populaire de Bergerac, s'attribuait bénévolement soit la mission d'organiser en Charente le gouvernement révolutionnaire, soit le mandat d'épurer

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 2 fructidor an II. Le Comité pensait sans doute que Lakanal retournerait dans la Dordogne.

2. *Ibid.*, L 514, 9 pluviôse an II.

3. Hamel, *Histoire de Robespierre*, t. II, p. 407.

4. Mignet, *Eloge de Lakanal*.

5. Voir plus haut, p. 637.

la Société des Jacobins ¹. S'il exagérât — car il y eut vraisemblablement exagération de sa part — la longueur des routes qu'il fit réparer, ou la quantité d'argenterie qu'il envoyait à la Convention, c'est par vantardise qu'il agissait ². Et c'est peut-être aussi par vantardise, autant que par prudence, qu'il prétendait n'avoir ordonné aucune arrestation durant sa mission de l'an II ³.

Ce ne sont là, il est vrai, que des hypothèses. Tâchons, du moins, de les éclairer à la lumière d'autres faits.

En l'an III, des épigrammes représentent le conventionnel « important et majestueux », et en font la « mouche du coche, qui... bourdonne et croit tout faire aller ⁴ ». M. Guillaume attribue en partie son changement d'attitude, en vendémiaire an III, à propos du plan d'instruction publique, à ceci que « la pensée qu'il pourrait attacher son nom à un décret qui remplacerait celui de Bouquier était faite pour flatter son désir de renommée ⁵ ». Lakanal, dit encore M. Guillaume, « aimait occuper la scène ⁶ », et il ne détestait pas de se trouver « en posture de jouer un premier rôle ⁷ ». Et M. Guillaume montre que le conventionnel lisait à la Convention, le 10 juin 1793, un projet de décret rédigé, non par lui, mais par les professeurs du Jardin des Plantes ⁸; le 26 juin, un projet de décret élaboré par Sieyès et Daunou; le 19 juillet, un rapport inspiré de Chénier et de Baudin; le 4 fructidor an II, un rapport et un projet de décret qu'il dit empruntés à Arbogast; le 29 fructidor, un rapport composé d'après les notes de Ginguéné; le 3 brumaire an III, un rapport rédigé par Garat. Lakanal, conclut-il, prenait son bien où il le trouvait; il ne déplaisait pas à son amour-propre de recueillir le fruit des campagnes commencées par d'autres ⁹.

1. Voir plus haut, p. 66 et 67.

2. *Ibid.*, p. 537 et 157.

3. *Ibid.*, p. 181.

4. P. Dupuy, *L'Ecole normale de l'an III*, p. 137 et 138, et Guillaume, *o. c.*, t. V, p. xxiv.

5. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. xvii.

6. *Ibid.*, t. V, p. xix.

7. *Ibid.*, t. V, p. xxii.

8. Par contre, l'abbé Allain (*art. cit.*, p. 438), si hostile qu'il soit à Lakanal, loue le conventionnel de s'en être rapporté aux lumières de spécialistes.

9. Guillaume, *o. c.*, t. IV, p. 946, note 1.

C'est sans doute aussi parce qu'il admirait ceux qui, selon ses propres expressions, « ont été grands aux yeux de l'univers ¹ » que Lakanal travailla — mais pas assez habilement pour déjouer ses historiens — au succès de sa propre réputation, dans l'*Exposé sommaire* qu'il publia en 1838. Là il s'attribue le rapport relatif à la protection du Jardin des Tuileries, alors que ce rapport est l'œuvre de Sergent ² ; il s'octroie la paternité du décret établissant le Bureau des Longitudes, alors qu'il faut la reporter à Grégoire ³ ; et c'est peut-être pour grandir son rôle qu'il y donne un récit inexact des événements relatifs à la nomination des premiers membres de l'Institut ⁴.

Mais gardons-nous de pousser au noir ce tableau. N'attachons pas à des épigrammes plus d'importance qu'il ne convient. Demandons-nous si les artifices de sa vanité furent aussi systématiques et aussi graves qu'on pourrait le croire.

En faisant des emprunts à droite et à gauche, Lakanal ne se conformait-il pas aux mœurs d'une époque où la propriété littéraire était si méconnue que, les 19 juillet et 1^{er} septembre 1793, la Convention vota, précisément sur le rapport de ce conventionnel, deux décrets relatifs à sa sauvegarde ? Les collègues de Mirabeau niaient-ils son éloquence parce qu'il plagiait Reybaz ou Chamfort ? Ne serait-ce pas manquer de sens historique que reprocher à Lakanal des procédés de contamination dont les plus grands écrivains, de Pascal à Molière et de Chateaubriand à Lamartine, ont donné d'illustres exemples ? Lui fera-t-on grief de s'être laissé « documenter » par des hommes compétents, alors qu'aujourd'hui encore, où nous sommes devenus plus scrupuleux en la matière, cette pratique-là est courante dans bien des domaines de l'activité intellectuelle et parlementaire ⁵ ?

Au surplus, Lakanal ne mettait d'ordinaire aucune mauvaise

1. Guillaume, o. c., t. V, p. 305 ; dans son rapport sur les écoles centrales.

2. *Ibid.*, t. I, p. 478, note 2.

3. *Ibid.*, t. VI, p. 317, note 1 et p. 321.

4. *Ibid.*, t. VI, p. 831 à 839.

5. Le projet de décret sur les sextiles ne fut-il pas élaboré par Romme avec le concours de plusieurs astronomes, et, s'il faut en croire Delambre, la part de Romme ne fut-elle pas insignifiante (Guillaume, o. c., t. VI, p. 180) ? On pourrait multiplier les exemples. Voir Aulard, *Les orateurs de l'Assemblée constituante*, Paris, 1882, p. 55, note, 131, 157, 164.

grâce à reconnaître ses emprunts. Trouvait-il que certains articles de Sieyès rendaient mieux sa pensée que le *Discours préliminaire* qu'il avait lu, le 26 juin 1793, à la Convention ? Il livrait ces articles seuls à l'impression, en reconnaissant que, quand on a trouvé le mieux sous la plume d'autrui, on serait coupable de s'en tenir à sa prose, par amour-propre d'auteur : « ce serait chercher le mauvais ¹ ». Cache-t-il que « le discours qui précède la loi d'organisation de l'École normale est du citoyen Garat » ? Non : ce sont là ses expressions mêmes ². Fait-il mystère des renseignements que lui a donnés Ginguené ? Pas davantage ³. Il savait d'ailleurs s'affranchir, à l'occasion, des notes qu'on lui fournissait : ainsi, il ne paraît pas s'être laissé convaincre par celles que lui passa Fourcroy, en matière d'instruction publique ⁴.

Dira-t-on qu'il ait reproduit le rapport et le projet de décret d'Arbogast sur le jury des horloges ? Il faudrait, pour faire la preuve, posséder les textes d'Arbogast, que nous n'avons pas.

Quant à la paternité des deux décrets que s'attribuera Lakanal, vers la fin de sa vie, dans son *Exposé sommaire*, il se peut que la vanité soit pour quelque chose dans cette pieuse fraude. Il se peut aussi que l'ex-conventionnel se soit cru en droit de se considérer comme promoteur de ces décrets, puisqu'il avait été chargé, avant Grégoire, de faire un rapport sur le Bureau des Longitudes, et qu'il se trouvait absent de Paris quand fut voté le décret du 7 messidor an III. N'est-ce point Grégoire qui aurait alors emprunté à Lakanal son rapport ?

Dans son récit sur la création de l'Institut, si l'auteur cherche à se donner le beau rôle, ne trouve-t-on pas, en revanche, bien des erreurs auxquelles toute intention de tromperie est visiblement étrangère, et ne peut-on admettre que Lakanal, à quarante-trois ans d'intervalle, travaillait, avec une mémoire infidèle, sur des notes incomplètes et embrouillées ? Au reste, ce n'est point l'octogénaire que nous avons à connaître ici ; c'est l'homme d'action de l'an II. Ne marchandons pas à ses excès de zèle le bénéfice des circonstances atténuantes. Si notre Arié-

1. Guillaume, *o. c.*, t. I, p. 567.

2. *Ibid.*, t. V, p. XIX.

3. *Ibid.*, t. IV, p. 993, note 2.

4. *Ibid.*, t. VI, p. 511.

geois — Gascon ou peu s'en faut — pécha par vanité, ce péché-là, en vérité, n'était guère qu'un péché mignon ¹.

Les détracteurs de Lakanal ne se sont pas bornés à souligner la vanité un peu puérile de l'homme qui exagérait volontiers ses mérites. Ils ont dénoncé en lui l'orgueil et le faste d'un proconsul qu'auraient grisé les hautes fonctions auxquelles il se trouvait brusquement appelé.

« Envoyé en mission, dit un de ses biographes, il déploya l'appareil de la puissance avec un faste extraordinaire dans ce temps-là, marchant toujours entouré de troupes et de canons ² ». Et Décembre-Alonnier répète : « Envoyé plusieurs fois en mission, il déploya l'appareil de la puissance avec un faste insultant pour l'austérité républicaine ³ ».

Que penser de ces accusations ? Certes, il n'est pas douteux que l'humble professeur de collège éprouva quelque éblouissement de la pleine lumière à laquelle il fut soudain exposé, et qu'il ressentit une fierté vivace et hautaine à l'idée de se faire, dans les départements, l'instaurateur d'un ordre de choses magnifique et sans précédent.

Mais ce « faste insultant », cet « appareil de la puissance » dont s'entourait Lakanal, tout cela nous semble une pure et simple calomnie.

Le représentant était logé, à Bergerac, dans une maison d'apparence modeste, qui existe encore aujourd'hui ⁴. Il allait aussi, de temps à autre, à Belvès. Il y habitait la maison Lacarantie ; les objets qu'on avait pris au château de l'émigré Antoine Laverrie, à Siorac, pour meubler cette maison, étaient les suivants : « La grande glace du salon, le trumeau de la cheminée, 15 fauteuils, une bergère, 8 tasses à café, les girandoles de la cheminée, la table de marbre du salon avec ses tré-

1. Cette vanité n'était point d'ailleurs aussi systématique qu'on pourrait le croire. C'est ainsi que le conventionnel effaça, dans le *Journal d'instruction populaire*, une strophe composée à sa louange (voir plus haut, p. 254). Remarquons aussi que le désir de popularité — une des formes de la vanité de Lakanal — contribua peut-être à détourner ce conventionnel d'excès qui lui auraient aliéné l'opinion, et servit par là sa propagande révolutionnaire.

2. *Biographie des hommes vivants*, 1818, t. IV, p. 64.

3. Décembre-Alonnier, *Dictionnaire de la Révolution française*, t. II, p. 244.

4. Voir plus haut, p. 61, note 2.

teaux dorés, une autre glace carrée dont le cadre est doré et une soupière de faïence façonnée¹ ». Il n'y a là rien d'excessif. Quinze fauteuils et 8 tasses à café peuvent paraître exagérés pour l'usage d'un homme qui vivait en garçon ; mais il est probable que Lakanal recevait dans cette maison des membres de la Société populaire et du Comité révolutionnaire de l'endroit, ainsi qu'il faisait à Bergerac². Au surplus, on ne saurait le rendre responsable du « faste » des émigrés dont il utilisait les tables de marbre et les glaces à cadre doré. Ne meublait-il pas les chambres de ses contremaîtres de la manufacture de Bergerac avec les lits et les tables qu'il faisait venir du château de Tiregand³ ?

Il marchait, dit-on, « toujours entouré de troupes et de canons ». Or, d'une lettre détaillée écrite par l'agent national de la commune de Bergerac à Lakanal, au moment où celui-ci s'apprêtait à quitter Bergerac pour transporter sa résidence à Belvès, il ressort que le représentant n'emmenait avec lui qu'une voiture et une malle ; en même temps, on restituait à deux habitants de Bergerac la pendule et les deux tapis qu'ils avaient prêtés, pour meubler l'unique chambre que Lakanal occupait⁴.

Blâmerait-on le représentant d'avoir eu une sentinelle à sa porte⁵ ? Mais n'était-ce point là un hommage rendu à la représentation nationale et comme le signe de sa puissance ? Et quand, en frimaire an II, cette sentinelle sera remplacée ou renforcée par « une garde composée de quatre grenadiers et d'un caporal, pour monter la garde chez le représentant du peuple, à une chambre qui leur sera indiquée par ledit Comité », c'est tout simplement parce que cette chambre contenait un « trésor⁶ » composé de l'argent monnayé et de l'argenterie des églises, que Lakanal allait envoyer à la Convention.

1. *Archiv. Laverrie de Vivans*, inventaire du 15 floréal an II (communiqué par G. Charrier).

2. Voir plus haut, p. 117 et 126, note 3.

3. Voir plus haut, p. 427 et 428.

4. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 26 ventôse an II.

5. *Ibid.*, Reg. Société populaire, 1^{er} jour 2^e mois an II.

6. Voir plus haut, p. 157.

Etait-ce faire preuve de morgue que dire — et il tiendra parole —, lui, le représentant du peuple investi alors de pouvoirs considérables : « Lorsque j'aurai terminé mes travaux, je solliciterai une place d'instituteur et, à défaut, j'irai combattre les ennemis de la République sur la frontière. En descendant dans la tombe, j'aurai la douce satisfaction de me dire : « J'ai été utile à ma patrie » ¹.

Est-ce qu'enfin un ami du « luxe insultant » et de « l'appareil de la puissance » eût écrit à la Société populaire de Bergerac : « Je reviens aujourd'hui parmi vous... Recevez-moi comme il convient à des hommes libres et égaux devant la loi. Un serrement de main et l'amitié vaut (*sic*) mieux pour Lakanal que toute la pompe des fêtes ² » ? Et, plus tard, Lakanal n'écrivait-il pas encore dans le même esprit : « Un législateur ne doit pas rougir des trous, mais des taches de son manteau ³ » ?

La moralité du représentant fut-elle aussi réelle que la simplicité de ses manières ?

En 1902, mourait à Bergerac une vieille femme, née à Bergerac le 11 novembre 1818, moins connue sous son vrai nom d'Anne Bouas que sous le surnom de « Miette Lakanal », « la Lakanal ». Nous avons pensé que, le nom répondant à la chose, Lakanal aurait pu laisser dans le pays, au cours de sa longue mission, un souvenir vivant de son passage. Cette « Lakanal » eût été la petite-fille du conventionnel. De la consultation des registres de l'état-civil de Bergerac et d'une enquête discrète faite auprès de parents de cette Miette Lakanal, il paraît résulter qu'il n'y avait qu'un lien d'homonymie entre elle et le

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. Société populaire, 2^e jour, 2^e mois an II.

2. Clamageran, p. 22, 23.

3. Cité par J. Claretie, dans *le Temps*, 1^{er} février 1881. Pour contrôler le degré de simplicité, et, d'une façon générale, la probité du conventionnel, il serait précieux de connaître le détail des ordonnancements faits par Lakanal durant sa mission ; Lakanal, paraît-il, en possédait encore la copie à la fin de son existence. Nous savons seulement, d'après le « bordereau des sommes payées en numéraire sur mes ordonnances, dans le cours des diverses missions que j'ai remplies », que le représentant ordonna, durant sa mission de l'an II, une dépense totale de 495.000 francs. (P. Le Gendre, *Lakanal*, p. 112 à 115).

conventionnel. Il paraîtrait aussi que le père de cette Miette Lakanal, portefaix enclin à l'ivrognerie, avait reçu de son entourage le surnom de Lakanal, soit par manière de dénigrement, soit par allusion à une anecdote dont nous ne garantissons nullement l'authenticité¹.

Une autre tradition, plus fondée, croyons-nous, est relative aux relations du conventionnel avec la femme d'un habitant de Bergerac.

Quand Lakanal arriva dans la Dordogne, il venait de rompre avec la vie ecclésiastique et il allait abjurer la prêtrise qu'il n'avait d'ailleurs, semble-t-il, reçue qu'à son corps défendant². Il était jeune; il avait trente-et-un ans. Sa jeunesse, son prestige, sa belle allure et jusqu'à son costume de représentant auraient pu inspirer des passions, alors même qu'il ne les aurait pas tout d'abord ressenties.

Jusque-là, c'est en rhétoricien qu'il avait prêché la morale de Plutarque. Peut-être fut-il un instant ébloui quand, de la vie un peu obscure du collège, la seule, ou peu s'en faut, qu'il connût encore, il arriva à la pleine lumière de la vie, libre et puissant.

« Bergerac, lisons-nous dans l'*Annuaire de la Dordogne* de l'an XII, est une des communes où l'on trouve le plus de prévenance et d'affabilité; elle est aussi celle où l'on trouve les femmes les plus belles du département. Un étranger n'a jamais passé dans cette ville sans rendre hommage à la beauté des Bergeracoises³. »

De quelle nature furent les hommages rendus par Lakanal?

Ce n'est pas, à en croire le Bergeracois anonyme dont nous parlions plus haut, qu'il ne fît montre d'un véritable puritanisme. « Il prononce, écrit-il, anathème contre tout ce qui peut avoir trait à l'immoralité. Il pense que les fonctionnaires doivent s'abstenir de la société des femmes. *Elles peuvent influencer. Celui-là surtout est atroce qui ne sait pas respecter la*

1. Lakanal aurait été, un soir, bousculé par cet ivrogne, dans une ruelle de Bergerac. Il se serait alors écrié : « Je suis le représentant du peuple ! » Et l'autre — le pseudo-Lakanal — aurait répondu : « Et moi, je suis le représentant des ivrognes ! » (tradition orale bergeracoise).

2. Voir plus haut, p. 4.

3. *Annuaire de la Dordogne*, an XII, p. 335.

femme d'autrui... Il affecte la plus grande austérité, une antipathie pour les femmes ¹ ».

Un autre jour, à en croire l'anonyme, le représentant Garrau (de Sainte Foy) était venu à Bergerac avec sa femme. Quelques administrateurs lui font d'abord visite, puis sortent en sa compagnie, avec quelques dames. « Lakanal se place sur leur passage, entouré de deux ou trois gendarmes. Quand il est à portée, il s'exhale (*sic*) en injures contre quatre administrateurs qui, venant d'accompagner Garrau, donnaient le bras à de jeunes personnes et se promenaient avec toute la décence qui convient aux mœurs. *Il est affreux de voir des administrateurs faire des parties de femmes !* On veut répondre : il n'écoute pas ! ² »

Après avoir montré et grossi jusqu'à le ridiculiser le souci que Lakanal avait de la moralité, le Bergeracois anonyme relève alors chez le représentant une grave infraction à ses doctrines puritaines, une vraie faute contre l'honneur. Il aurait été l'amant d'une femme mariée, et aurait offert au mari, en guise de compensation, une place d'administrateur du département.

A l'appui de son dire, l'anonyme cite de mémoire une lettre de Lakanal à son amie, et il veut y trouver la preuve de la culpabilité du conventionnel. Voici cette lettre :

« La vertu, l'honneur, ce que je vous dois, ce que je me dois à moi-même, tout me défend de vous revoir. Adieu, soyez heureuse. Je ne puis plus recevoir de vous ni lettres ni visites. Un jour, peut-être, quand nos cœurs seront mûris par l'âge, nous pourrons nous entretenir avec délices de nos égarements. Eveillons-[nous], nous étions sur le bord de l'abîme. Soyez heureuse ! Le malheur sera ma portion ; je tâcherai de l'adoucir en parsemant ma carrière de bienfaits. Quoi ! j'enlèverais à un mari une épouse chérie ! Non. Adieu. Je suis le plus vil, le plus atroce des hommes, si je reçois jamais aucune lettre de vous, si je vous écris. Adieu, soyez heureuse. Adieu pour jamais. Adieu. Adieu ³. »

On ne saurait voir dans cette lettre l'avou qu'y prétend trou-

1. H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre II. C'est le pamphlétaire qui souligne.

2. *Ibid.*, chapitre XIV.

3. *Ibid.*, chapitre II.

ver le maladroît pamphlétaire. On constate, au contraire, que le jeune conventionnel, s'il commença par subir les entraînements de la passion, sut y résister. Lakanal connut sans doute des heures d'épreuve, mais pour en sortir grandi.

Le Bergeracois anonyme n'en reste pas là, il est vrai. Il prétend savoir quel jour le représentant se jeta, pour la première fois, aux pieds de cette femme, qu'il fut d'abord repoussé, puis agréé, mais qu'alors il fut pris de scrupules et rompit la liaison naissante, que cette rupture émut la jeune femme au point qu'elle fit à son mari des aveux complets, mais que, sur ces entrefaites, Lakanal chercha à renouer sa liaison, multipliant lettres, prières et menaces, en vain, d'ailleurs, semble-t-il¹.

Voilà le bizarre imbroglio que, dans son invraisemblance, notre pamphlétaire affecte de tenir pour vrai. Sommes-nous ici en présence d'un témoin qui constate des faits authentiques, quoique malaisément contrôlables, d'un bavard qui amplifie des potins de femmes, d'un jaloux qui redoute un rival, ou simplement d'un contre-révolutionnaire qui calomnie un adversaire politique ? En tout cas, il est difficile de voir clair dans le récit embrouillé de l'anonyme, et peut-être l'anonyme lui-même n'a-t-il pas vu bien clair dans les intrigues qu'il attribue au représentant. D'après son récit, on peut du moins admettre que le conventionnel vit trouble un instant et qu'il approcha de l'abîme, mais qu'il sortit assez tôt d'une voie périlleuse, que son amour s'arrêta sans doute aux limites d'une simple idylle et que le représentant put conserver à la République toute sa pensée et tout son cœur. Ainsi se complète, par quelques traits souples et naturels, le portrait un peu raidi d'un conventionnel, qui fut grand, sans doute, mais qui fut homme².

1. H. Labroue, *art. cité*, chapitre II.

2. S'il est permis de suspecter la véracité de certains détails donnés, à ce sujet, par notre pamphlétaire, il n'y a pas lieu de révoquer en doute le fait essentiel, à savoir que Lakanal, durant sa mission, marqua de l'inclination pour une femme mariée.

Nous croyons même que son amie n'était autre que la femme d'Honoré Rolland. Voici pourquoi : 1° Le pamphlétaire dit que cette amie était une des huit femmes composant l'agence de secours ; or, la citoyenne Honoré Rolland était de ce nombre ; 2° Une dénonciation envoyée à la Convention, en l'an III, par Joseph Lapeyre, porte que Lakanal « séduisait la femme

On peut dire qu'avec ses hautes qualités de cœur la grande qualité de Lakanal — la plus nécessaire à un représentant en mission — était l'activité. Activité inlassable qui le poussa à entreprendre, au cours de ses dix mois de mission, une tâche énorme, et à se dépenser suffisamment pour réaliser cette tâche, sinon en totalité, du moins en grande partie.

Comme ses autres qualités, celle-là fut l'objet de vives critiques. C'est ainsi que son collègue Romme prit un arrêté où il

d'un citoyen... de Bergerac, dont il a troublé le ménage, et qu'il a forcé au divorce » (*Arch. nat.*, D^{III} 351); or, le nom d'Honoré Rolland est le seul, parmi les noms des membres de l'agence de secours, que nous rencontrions dans les actes de divorce prononcés en l'an II et en l'an III (*Arch. greffe trib. civil Bergerac*, Reg. des mariages de 1793 à l'an VI, 29 ventôse an III, f. 25); 3° Le 23 pluviôse an III, H. Rolland, assisté de six témoins, déclara à la municipalité de Bergerac que Marie-Françoise Duboc, sa femme, avait disparu de Bergerac depuis le 21 thermidor an II (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 23 pluviôse an III, f. 157, et boîte R, liasse 10, même date); or, Lakanal quittait, lui aussi, Bergerac, à la même époque; le 16 thermidor an II, il paraissait pour la dernière fois dans cette ville (*Arch. dép. Dordogne*. L 368, n° 246), et, le 21, il prononçait un discours à la Convention (*Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XXI, p. 437); cette concordance de dates laisserait croire que son amie chercha à le suivre; 4° Les registres de baptêmes de Saint-Jacques de Bergerac, conservés aux *Arch. mun.* de cette ville, mentionnent, à la date du 19 avril 1788, le baptême de Léonarde-Marguerite Rolland, née le jour précédent, fille du sieur Honoré Rolland, bourgeois et négociant, et de demoiselle Françoise-Marguerite Dubocq; la date de cet accouchement permet de croire que, six ans plus tard, en 1794, la femme Dubocq était encore assez jeune, et ses charmes assez attirants; d'ailleurs, on peut conclure à la jeunesse de la femme Rolland d'après la jeunesse de son mari, qui, en 1794, n'avait que 31 ans (*Arch. mun. Bergerac*, boîte R, liasse 10, tableau des membres du Conseil général de la commune), car il était né et avait été baptisé le 26 février 1763 (*Ibid.*, Reg. baptêmes Saint-Jacques de Bergerac); 5° Le pamphlétaire dit que l'amie de Lakanal était mère de famille; or, la femme Rolland avait eu une fille en avril 1788; 6° Le pamphlétaire dit que le mari de l'amie de Lakanal avait un frère; or, l'acte de baptême d'avril 1788 porte que l'oncle de la baptisée s'appelait Antoine Rolland, qui, lui-même, a signé sur cet acte du nom de Rolland aîné; d'ailleurs, Honoré Rolland signe d'ordinaire Rolland jeune; 7° Le pamphlétaire dit que Lakanal offrit au mari une place d'administrateur du département; or, la proposition n'a rien d'in vraisemblable, si l'on songe qu'Honoré Rolland était un membre actif de la Société populaire de Bergerac, qu'il en devint président au cours de 1793 et qu'il était officier municipal.

Ce faisceau de présomptions permet d'affirmer que c'est avec la citoyenne Dubocq, femme d'Honoré Rolland jeune, que Lakanal entretint des relations. Rolland épousa, en secondes noces, le 22 prairial an VI, Suzanne Planteau-Lestenaque et mourra le 10 décembre 1847 (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. état-civil). Quant à la citoyenne Dubocq, elle se remaria elle aussi, et

laissait entendre que le zèle de Lakanal était intempestif, et que son collègue n'était guère autre chose qu'un touche-à-tout brouillon et utopiste¹.

Certes, il est indéniable que les difficultés stimulaient son effort, loin de le décourager. Guillaume le Taciturne disait qu'il n'avait pas besoin d'espérer pour entreprendre. Lakanal, lui, espérait toujours en entreprenant; son imagination devançait même la réalité. En voici des exemples.

c'est d'un de ses descendants, issu de ce second mariage, M. Bernard du Maine, propriétaire à Montausier, près Baignes (Charente) que nous avons reçu la lettre suivante, qui mérite d'être reproduite : « ...Les Lakanal et les Rolland, anciennes familles royalistes, se connurent avant 1793, et, lorsque Lakanal vint à Bergerac, il se trouva en pays de connaissances. Les Rolland se rallièrent de bonne heure à la Révolution, surtout Marguerite-Françoise, âme d'élite, femme enthousiaste, instruite, quelque peu auteur. Elle laissa un manuscrit, *Bien et mal* ; il échut à des héritiers peu artistes et, mal apprécié, se perdit dans leurs mains... Ne soyons donc plus étonnés si l'esprit supérieur de Lakanal est attiré vers cette femme originale et distinguée et si les pamphlétaires aiguissent leurs plumes. Pensez donc ! Une ex-royaliste fréquenter, recevoir à sa table un régicide !... M. Rolland, très honnête homme, était très peu habile en affaires. Pour conserver un reste de dot, Marguerite-Françoise dut se résigner au divorce (incompatibilité d'humeur) ! Elle se réfugia à [Sainte-] Radegonde, chez son frère, maître en chirurgie. Ce frère avait un ami, également maître en chirurgie, qui rapporta une belle fortune des Antilles, où il fut médecin de Joséphine de La Pagerie, la future impératrice. Françoise épousa ce praticien. D'abord amourachée de la République, plus tard, après bien des désillusions, elle s'enthousiasma des victoires napoléoniennes et devint bonapartiste. Elle s'éteignit en 1843, entre les bras de sa belle-sœur, Marie-Ursule Grandcoin des Roches. Elle laissa le renom d'une maîtresse femme, aimée, respectée et regrettée surtout par les malheureux, à cause de ses amples et quotidiennes aumônes. »

Ces renseignements permettraient de croire que Marguerite-Françoise, primesautière, enthousiaste, imprudente, aurait passionnément, mais innocemment, aimé la République en la personne du conventionnel, et que les contre-révolutionnaires auraient d'autant plus volontiers tiré parti de ses imprudences que, ancienne royaliste, elle avait embrassé avec ardeur la cause de la Révolution.

1. Arch. dép. Dordogne, L 368, n° 248. Le Bergeracois anonyme dira également (chapitre XI) que la devise de Lakanal est « bien et vite, et surtout vite ». Le conventionnel devait répondre avec éloquence à ces accusations dans sa proclamation « aux Montagnards de la Dordogne, Bec-d'Ambès et Lot-et-Garonne » : « Et qu'on ne dise pas que j'embrasse trop d'objets... On n'a pas le droit de faire ce reproche à Lakanal ; les faits parlent plus haut que les raisons... J'opposerai la réfection révolutionnaire des chemins... l'extinction des procès, la construction de la manufacture d'armes » (Arch. nat., AF II 96, 710).

A-t-il ordonné que la réfection des routes ait lieu dans la Dordogne du 9 au 11 ventôse an II (27 février-1^{er} mars 1794) ? Il n'attend pas de connaître les résultats de ces travaux, et c'est dès le 10 ventôse an II (28 février 1794) qu'il écrit, enthousiaste, au Comité de salut public : « Les chemins ont été réparés dans trois jours ¹ ».

Vient-il d'être chargé de lever des chevaux dans la Dordogne ? Il écrit à la Convention : « Je puis assurer que la République aura à Bergerac sa plus belle remonte », et il ajoute : « Un mot, et je fonde, sans qu'il en coûte un sou à la République, la plus belle de ses manufactures d'armes ² ».

S'adresse-t-il aux républicains de l'Ariège ? « Plus que tout autre, leur dit-il, le département de l'Ariège est fait pour la liberté », et il poursuit : « Encore quelques moments de courage, et vous jouirez de tous les fruits de la liberté ³ ».

Mais, s'il y avait en Lakanal un peu de l'utopiste — condition souvent nécessaire pour entraîner les hommes et accomplir de grandes choses —, il y avait en lui tout ce qu'il fallait pour réaliser jusqu'à ses utopies, à savoir une activité ingénieuse et infatigable.

Sans doute, Lakanal s'entoure d'auxiliaires. Il crée de nombreuses commissions (commissions d'instruction sociale, commission du pont, commission des armes, etc.). Il envoie des commissaires à travers le département, pour l'aider à la réquisition des chevaux ⁴, pour assurer des réquisitions de grains ⁵, pour présider à la réfection des routes ⁶, etc. Il emploie plusieurs secrétaires, les citoyens Ferlus ⁷, Frutier ⁸ et Mazère

1. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 465.

2. *Ibid.*, t. VIII, p. 211.

3. *Lakanal à ses frères... de l'Ariège*. Cet état d'esprit explique que nous ayons eu à formuler des réserves sur certaines affirmations du conventionnel, par exemple p. 66, note 4, p. 67, note 1, p. 181, p. 530, note 2. Le « bouillant Lakanal », ainsi que l'appelle M. Guillaume (o. c., t. II, p. Lxi), se montrait parfois moins soucieux de faciliter la tâche de ses historiens que d'entraîner les populations par une sorte d'enthousiasme prophétique et fécond.

4. *Arch. nat.*, AF II 96, 707, 8 brumaire an II.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, 9 floréal an II.

6. Le Roy, p. 74.

7. Sur Ferlus, voir H. Labroue, *Un pamphlet contre Lakanal*, chap. XVII, note 1.

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n^{os} 160 et 312. Le 24 frimaire an III, Fru-

fil^s ¹; Frutier, à raison de 1.500 livres; Mazère fils, simple commis sans doute, à raison de 300 livres par an. Mais ce n'étaient là que des auxiliaires. Rien ne pouvait dispenser Lakanal d'une action personnelle et incessante.

Taillefer écrivait, le 9 octobre 1793, au Comité de salut public : « J'écris le jour, je prêche le soir, je délibère la nuit; enfin, je me (*sic*) travaille prestement et de bon cœur ² ». Le 2^e jour du 2^e mois de l'an II (2 octobre 1793), Lakanal s'écriait de même, à la séance du Comité révolutionnaire de Bergerac : « Peuple français, sans-culottes, ma vie, mes soins et ma sollicitude vous sont entièrement dévolus; votre souvenir remplit tous mes instants. Soit que je veille, soit que je dorme, je n'aspire et ne respire que vous et pour vous ³ ».

Constamment, en effet, Lakanal sera sur la brèche. Grâce à son excellente santé, il pourra tenir tête à la besogne. C'est à peine si, au cours de sa mission de dix mois, nous le trouvons « indisposé ⁴ » une seule fois, pendant un seul jour.

« Je ne négligerai rien, disait-il encore, de ce qui peut imprimer à notre administration un mouvement prompt et régulier... Voyages, lettres, je ferai tout pour elle ⁵ ».

Lakanal voulait se rendre compte de tout ce qui concernait sa mission. Il rappelait, à l'occasion, « l'habitude où je suis de tout faire par moi-même, pour être en mesure de cautionner de ma tête toutes mes opérations ⁶ ». « Je n'ai jamais légué (*sic*) mes pouvoirs ⁷, écrivait-il encore. Je ne cautionne que mon civisme, et, comme ma tête répond de mes opérations, je fais tout par

tier obtiendra de la municipalité de Bergerac l'autorisation d'ouvrir une école (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 128, verso).

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, n° 324, et *Arch. nat.*, AF II 96, 704.

2. Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 334. Roux-Fazillac écrivait, de Périgueux, au Comité de Salut public, le 16 frimaire an II : « Vous verrez qu'en faisant beaucoup de choses dans le jour, on en laisse cependant, malgré soi, beaucoup à faire » (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 223).

3. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. Société populaire, 2^e jour 2^e mois an II.

4. *Ibid.*, 5^e jour 2^e mois an II. D'autres représentants succombaient à une tâche peut-être moins accablante (Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 331).

5. *Arch. nat.*, AF II 96, 707, 12 germinal an II.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, f. 30.

7. Il recourut bien à des commissaires, mais munis de pouvoirs très limités et pour un objet déterminé. Voir, par exemple, plus haut, p. 173, 201, 202, 363, 378.

moi-même ¹ ». Il disait aussi, à propos des subsistances : « Si j'ai un délai moral, je réponds sur la mienne [tête] de l'approvisionnement de ce département ² ».

Non content de travailler lui-même, il voulait assister au travail des autres et le surveiller. C'est ainsi qu'on voit le Comité révolutionnaire de Bergerac aller tenir ses séances dans l'appartement même de Lakanal, et en sa présence ³. Ou bien, si le Comité ne se rend pas chez lui, c'est lui, Lakanal, qui se rend à la salle ordinaire de ses séances. « Je prévien le Comité révolutionnaire, écrit-il, que le citoyen Dupuis, administrateur, doit y comparaître à midi. J'y serai ⁴ » : De même, le conventionnel prend part à maintes délibérations de la Société populaire de Bergerac, accompagné ou non d'un secrétaire ⁵.

Les travaux qu'il ordonne, il en suit de près l'exécution. Il fonde à la manufacture d'armes une école de canonniers, dont les élèves « travaillent, dit-il, sous mes ordres et sous mes yeux ⁶ ». Il visite attentivement le dépôt de fournitures d'équipement de Bergerac, où il découvre de mauvaises fournitures ⁷. Il se rend fréquemment sur les chantiers de la manufacture d'armes et y cause familièrement avec les ouvriers ⁸. Sur les bords du Dropt, il redouble de vigilance ; « le représentant... ne nous quitte pas ⁹ », écrit, à ce sujet, l'ingénieur Gaillon. Quand la Commission des armes, qu'il avait établie à Bergerac, voudra obtenir que la municipalité lui envoie des portefaix, elle ne trouvera pas d'argument plus fondé et plus efficace que celui-ci ; « Le représentant du peuple est là ; faites en sorte qu'il ne s'aperçoive pas du défaut de portefaix ¹⁰ ». C'est parce qu'on redoute le contrôle du conventionnel qu'on se hâte de faire acquitter certaines taxes, car « le représentant va arriver ¹¹ ».

1. Aulard, *Recueil*, t. X, p. 661.

2. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 11.

3. *Ibid.*, L 403, f. 355.

4. *Ibid.*, L. 406.

5. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. Société populaire, 30^e jour 1^{er} mois an II, 1^{er} jour 2^e mois an II, etc.

6. *Arch. dép. Dordogne*, L 673, 9 floréal an II.

7. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. Société populaire, 16 brumaire an II.

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 356, lettre de Lakanal, du 3 prairial an II.

9. *Arch. nat.*, F¹⁴ 808, lettre de Gaillon, du 17 thermidor an II.

10. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 48, n^o 58.

11. *Arch. nat.*, D^{III} 351, lettre de Montigni.

Et le Conseil général de la commune de Bergerac déclare que « rien n'échappe à l'œil vigilant¹ » du conventionnel. Lakanal participe activement aux fêtes², donne l'exemple, la bêche à la main, lors du travail révolutionnaire des grandes routes³, se propose de visiter les écoles⁴, se rend à plusieurs reprises au château de Tiregand, près Bergerac, et y fait de fructueuses recherches. « Représentants, écrira à ce sujet la Société populaire de Bergerac,... qu'il nous soit permis de vous donner une idée de l'activité et des succès du représentant Lakanal... L'infatigable Lakanal se trouve partout... Il descend dans les souterrains obscurs de brigands qui ont déserté leur pays, pour y recueillir des trésors enfouis par leur cupidité. C'est dans l'un des repaires de l'ex-président d'Augeard qu'il a déterré environ 150 livres d'argent pesant. Ainsi rien n'échappe à sa vigilance⁵ ».

Déjà, le 10 brumaire an II (21 octobre 1793), la même Société populaire avait projeté d'envoyer une adresse à la Convention, pour « lui rendre d'immortelles actions de grâces de nous avoir envoyé le vertueux Lakanal, qui s'occupe sans relâche⁶... ».

Exigeant pour lui-même, le conventionnel se montrait exigeant pour les autres. Il « ne peut souffrir de retard, lorsque le bien du service commande⁷ ». La Société populaire de Bergerac écrit, de son côté, que grâce à Lakanal, « nul citoyen n'est oisif ici ; c'est une infamie de ne rien faire pour la patrie⁸ ». Nous voyons l'imprimeur de Bergerac débordé par les « ouvrages multipliés dont le charge le représentant⁹ ». On voit aussi Lakanal exiger d'une Commission qu'elle lui adresse tous les deux jours le bulletin de ses opérations⁹. Enfin, quand Lakanal invite les fonctionnaires de la Dordogne à ne pas quitter leur poste sans son autorisation et à montrer plus de zèle dans l'exercice de leurs fonctions¹⁰, il prévient leurs protestations

1. *Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., 22 messidor an II, f. 80.

2. Voir plus haut, p. 284 et suivantes.

3. *Ibid.*, p. 516 et 531.

4. *Ibid.*, p. 224.

5. *Arch. mun. Bergerac*, boîte Z, n° 47, 28 floréal an II.

6. *Ibid.*, Reg. Société populaire, à cette date.

7. *Ibid.*, boîte U, liasse 42, n° 56.

8. *Arch. dép. Dordogne*, L 407, 1^{er} fructidor an II.

9. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 11.

10. *Ibid.*, n° 16. Cet arrêté est du 5 pluviôse an II (*Arch. nat.*, AF II 96, 708). Il répondait à de réelles nécessités, dont le Conseil général de la com-

par ces lignes, qui ne souffrent pas de réplique : « Je donne vingt heures par jour aux affaires publiques. Voilà ma réponse à toutes les réclamations qu'on pourrait faire contre l'arrêté que je vous envoie, et dont je maintiendrai l'exécution rigoureuse¹ ».

L'activité itinérante du représentant secondait son activité intellectuelle ; elle lui permettait d'aller sur place, contrôler ses agents, stimuler les populations, intimider les contre-révolutionnaires.

C'est ce que prouve la multiplicité et la rapidité des déplacements qu'il fit durant ses dix mois de mission, à travers les départements placés sous sa surveillance.

La Convention envoyait Lakanal à Bergerac, le 17^e jour du 1^{er} mois de l'an II (8 octobre 1793)². Douze jours après, 29^e jour du 1^{er} mois de l'an II (20 octobre 1793), nous constatons la présence de Lakanal à Bergerac³. Pendant deux décades, il prend contact avec les autorités et la population de cette ville, en même temps qu'il rend des arrêtés relatifs à divers objets. Le 18 brumaire an II (8 novembre 1793), il se trouve encore à Bergerac⁴, mais il entreprend bientôt après, dans la deuxième quinzaine de brumaire an II, une tournée à travers la Dordogne. Le 21 brumaire an II (11 novembre 1793), nous le rencontrons assez loin de Bergerac, près de Lalinde, à Badefols, dont il ordonne, sur place, la démolition du château⁵.

En frimaire an II, Lakanal est retenu à Bergerac par la multitude des travaux qui lui incombent ou qu'il s'impose volontairement : levée de chevaux, établissement de la manufacture d'armes, organisation du gouvernement révolutionnaire, secours publics, instruction publique, travaux publics, etc. Il ne peut — ou ne veut — se rendre à Périgueux, où Roux-Fazillac

mune de Bergerac se faisait encore l'écho auprès du conventionnel, le 21 pluviôse an II (*Arch. mun. Bergerac*, Reg. délib. mun., à cette date, f. 20).

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 108, 6 pluviôse an II. Le pamphlétaire bergéracois, se faisant sans doute l'interprète de fonctionnaires mécontents, blâme Lakanal d'avoir pris cet arrêté (voir H. Labrousse, *Un pamphlet contre Lakanal*, chapitre XIII).

2. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 298.

3. *Arch. dép. Dordogne*, L 403, f. 34.

4. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 24.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 318, f. 290.

l'attendait pour se concerter avec lui sur l'organisation des secours publics ¹.

A la fin de frimaire an II, une dénonciation l'oblige à partir pour Paris, où il passe la plus grande partie du mois de nivôse ². Revenu à Bergerac dans les derniers jours de nivôse, il va, si nous l'en croyons, à Tulle vers la fin de pluviôse, pour s'initier à la fabrication des armes ³. De nouveau à Bergerac au commencement de ventôse an II ⁴, il part pour Belvès le 21 de ce même mois ; il compte y tenir ses séances pendant quelque temps, fait prévenir les administrations de ce changement de résidence ⁵ et fait même imprimer des passe-partout en tête desquels on lit le nom de Belvès ⁶. C'est à Belvès, en effet, qu'il réside jusqu'à la fin de ventôse an II ; nous l'y voyons prendre jusqu'au 27 ventôse (7 mars 1794) un certain nombre d'arrêtés ⁶.

C'est dans les tout derniers jours de ventôse ou les tout premiers jours de germinal que, de Belvès, Lakanal annonçait son retour à la Société populaire de Bergerac : « Je reviens aujourd'hui parmi vous, pour m'occuper sans relâche de votre bonheur ⁷. »

Nous constatons sa présence à Bergerac le 3 germinal an II (23 mars 1793) ⁵. Brusquement, dans la deuxième quinzaine de germinal an II, Lakanal quittait Bergerac et se rendait une deuxième fois à Paris, pour la question des subsistances ⁸. Il était de retour à Bergerac au commencement de floréal, après s'être arrêté peut-être, au passage, à Limoges ⁹ et à Périgueux ⁸.

1. Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 291.

2. Voir plus haut, p. 65 et suivantes.

3. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 465.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 56.

5. Voir, par exemple, aux *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, son arrêté du 3 germinal an II, relatif à la fête de la Raison.

6. Par exemple, *Arch. dép. Dordogne*, L 108, f. 24 et 25, et *Arch. nat.*, AF II 96, 709 et 711.

7. Clamageran, p. 22 et 23. Ce séjour à Belvès ne fut sans doute pas le seul qu'y fit le représentant durant sa mission, à en croire l'inventaire des meubles « destinés à meubler la maison Lacarantie, à Belvès, habitée de temps en temps par le conventionnel Lakanal » (*Arch. Laverrie de Vivans*, inventaire du 15 floréal an II, communiqué par G. Charrier).

8. Voir plus haut, p. 72.

9. *Arch. nat.*, AF* II 169, 2^e partie. Le *Registre des mouvements des repré-*

Le 17 floréal (6 mai 1794), puis le 15 prairial an II (3 juin 1794), le Comité de salut public invitait Lakanal à aller apaiser dans le district de Lauzun des troubles contre-révolutionnaires, et pourvoir à l'approvisionnement de ce district. Lakanal est, en effet, à Lauzun le 21 prairial an II (9 juin 1794) et y passe quelques jours ¹. Il est de retour à Bergerac peut-être dès le 30 prairial an II (18 juin 1794) ², et, en tout cas, en messidor an II. A Bergerac le 20 messidor an II ³, à L'Aiguilhe les 21 et 22 messidor an II (9-10 juillet 1794) ⁴, à Bergerac aussitôt après, il annonce de Bergerac, le 25 messidor an II (13 juillet 1794), qu'il partira, dès le lendemain, pour le village de Gironde, au confluent du Dropt et de la Garonne (à l'ouest de La Réole, département de la Gironde) ⁵. Dès lors, nous voyons Lakanal parcourir la vallée du Dropt, se rendant compte des travaux à exécuter sur cette rivière ⁶. Il se trouve à Camiran (district de La Réole) le 27 messidor an II (15 juillet 1794) ⁷, à Monségur (district de La Réole) du 30 messidor au 6 thermidor an II (24 juillet 1794) ⁷. Peut-être pousse-t-il alors une pointe jusqu'à Castillon ⁸, jusqu'à Bourg ⁸ et à Sainte Foy ⁹. Brusquement, on retrouve Lakanal à Bergerac, le 11 thermidor an II (29 juillet 1794) ¹⁰. Mais bien vite il revient sur les bords du Dropt. Il est à Duras (Lot-et-Garonne) les 13 et 14 thermidor an II (31 juillet-1^{er} août 1794) ¹¹.

C'est sans doute alors qu'il est prévenu de la chute de Robespierre, qui a eu lieu cinq jours auparavant. Il rentre aussitôt à Paris, repassant par Bergerac, qui se trouve sur son chemin, et

sentants du peuple mentionne la présence de Lakanal à Limoges en floréal an II. Ce registre était, il est vrai, si mal tenu qu'il n'y a pas lieu d'en faire grand cas.

1. Voir plus haut, p. 73.

2. *Arch. nat.*, AF II 96, 709, à cette date.

3. *Ibid.*, AF II 96, 706, à cette date.

4. *Ibid.*, AF II 96, 710, à cette date.

5. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 134.

6. *Le Roy*, p. 191.

7. *Arch. nat.*, AF II 96, 706. C'est par erreur que les *Arch. nat.*, AF II 96, 710 donnent un arrêté de Lakanal daté de Monségur, 1^{er} fructidor an II ; il faut lire 1^{er} thermidor an II.

8. *Ibid.*, AF* II 62, f. 387, 388, 393.

9. *Arch. dép. Dordogne*, L 936.

10. *Arch. mun. Bergerac*, boîte U, liasse 42, n° 57.

11. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 243 bis.

y prenant un dernier arrêté, le 16 thermidor an II (3 août 1794)¹. Cinq jours après, le 21 thermidor an II (8 août 1794), le représentant prononçait un discours à la tribune de la Convention².

Ainsi Lakanal, grâce à l'activité de son esprit et de son corps, était capable de donner presque tout son temps — « 20 heures par jour », dit-il — aux affaires publiques, de parcourir à peu près continuellement les départements confiés à sa garde, de courir sans cesse, par monts et par vaux, de Paris à Bergerac, à Badefols, à Paris, à Tulle (?), à Belvès, à Bergerac, une seconde fois à Paris, à Lauzun, à Gironde, à Monségur, à Castillon, à Bourg, à Sainte-Foy, à Duras, à Bergerac, et, pendant ce temps, de mener de front les travaux les plus considérables et les plus divers.

Aussi est-ce à peine si, l'esprit confondu par un tel déploiement d'activité³, on trouve quelque exagération dans cette lettre qu'il écrivait un jour à l'administration du département de la Dordogne : « Rions ensemble de l'incrédule pusillanimité des serfs et des âmes débiles. Faire tant de choses en cinq mois ! Aidez-moi ; nous les ferons ! Aidez-moi ! Il nous serait impossible de ne pas faire de grandes choses. Eh ! pourquoi ne pas le dire à nos misérables détracteurs ? Oui, nous enfanterons des miracles, parce qu'il n'est pas possible à des grands, lorsqu'ils marchent, de faire de petits pas !⁴ ».

Cette inlassable activité, le conventionnel la mit-il au service d'une cause qui lui fût chère ? N'était-il qu'une espèce de préfet sans convictions, dont la conscience élastique s'accommodait des régimes les plus divers ? Ou bien les actes qu'il accomplit furent-ils vraiment l'expression de sa pensée et de son cœur ? La question peut sembler oiseuse : on l'a pourtant posée, et résolue contre Lakanal.

Nous avons dit⁵ quelles opinions politiques professait le re-

1. *Arch. dép. Dordogne*, L 368, n° 246.

2. Voir plus haut, p. 74.

3. M. Guillaume (o. c., t. II, p. v) a signalé l'assiduité avec laquelle Lakanal participait aux travaux du Comité d'instruction publique : « On voit à chaque page les noms de... Lakanal sur les procès-verbaux » de ce Comité.

4. *Arch. dép. Dordogne*, L 161, f. 134.

5. Voir plus haut, p. 79 et suivantes.

présentant pendant sa mission ; il n'y a pas lieu d'y revenir. Mais ces opinions-là étaient-elles sincères ? Voilà la question.

D'après certains écrivains, le conventionnel aurait manqué de conviction politique ; il se serait ingénieusement faufilé entre les doctrines et les partis. M. Guillaume nous le montre « évoluant une fois de plus avec la docilité de l'homme qui cherche un guide¹ », et il suspecte la loyauté de cet « homme avisé et souple, avec un air d'austérité républicaine² ». Il fait même état d'un passage où l'abbé Grégoire, après avoir reproduit une déclaration lancée par Lakanal contre les prêtres, durant sa mission en Dordogne, ajoute : « Et L... fut prêtre !... J'écris l'histoire³. »

Ecartons tout de suite l'insinuation malveillante de Grégoire, dont M. Guillaume dénonce ailleurs les procédés « jésuitiques³ » et le « langage doucereux⁴ ». Grégoire affecte d'ignorer que son ancien collègue du Comité d'instruction publique avait abjuré la prêtrise : en s'élevant contre les prêtres, Lakanal demeurait pleinement d'accord avec ses opinions et avec sa conduite.

D'autre part, entre l'œuvre qu'accomplit Lakanal au cours de sa mission et celle qu'il accomplit à la Convention ou au Comité d'instruction publique, nombreuses sont les affinités.

Après le 9 thermidor, il s'élève contre Robespierre, ce « nouveau Pisistrate » ; mais il n'est pas Robespierriste avant cette date ; c'est un Montagnard indépendant, et c'est en vain que nous avons cherché, sous sa plume ou dans sa bouche, pendant sa mission, une seule mention du nom de Robespierre. Il correspond alors, au contraire, avec Sieyès⁵, et il entretiendra avec lui de bons rapports après comme avant sa mission.

Est-ce pour plaire à l'auteur du culte de l'Être suprême que Lakanal se montrait déiste en l'an II ? Non. Dès décembre 1792, il écrivait qu'il ne faut pas « donner aux enfants de la République des leçons d'athéisme » ! Avec Newton, il « inclinait son

1. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 127, en note.

2. *Ibid.*, t. V, p. xvii.

3. Voir *Ibid.*, t. IV, p. viii, note 2.

4. *Ibid.*, t. V, p. xlvii.

5. Voir plus haut, p. 80 et 207.

front respectueux au nom de l'éternel géomètre », proclamait l'existence de Dieu », et déclarait que, « quand on outrage l'humanité, on outrage l'Être suprême¹ ». Il est même piquant de constater que, durant sa mission, en dépit du décret du 18 floréal an II (article 15), il ne paraît pas avoir célébré le culte de l'Être suprême. Lakanal admettait une religion déiste : il ne voulait pas du culte robespierriste.

En matière d'instruction publique — et c'est là surtout que porte le débat —, peut-on l'accuser de versatilité, alors qu'on lui reproche précisément sa fidélité à ses principes ? M. Guillaume reconnaît, tout le premier, que le projet de loi sur les écoles primaires, présenté à la Convention par Lakanal le 7 brumaire an III, « n'est autre chose que le projet du 26 juin 1793² », présenté aussi par Lakanal, qu'il est la « réédition du projet du 26 juin 1793³ », et que, si Lakanal demanda l'abrogation du décret du 29 frimaire an II, c'est parce qu'il entrevoyait la possibilité d'y substituer le projet du 26 juin 1793⁴, espérant trouver là une « revanche⁵ ». Lakanal faisait donc preuve d'attachement à ses opinions, quitte d'ailleurs à consentir des modifications, par exemple lorsque, après une intervention de Romme, il admettait « que les observations de Romme sont d'un très grand poids » et « qu'il serait avantageux... de concilier ce qui est dû à la faculté qui appartient au père d'élever son enfant avec les droits que la patrie a sur ce dernier⁶ ».

Dira-t-on, avec M. Guillaume, que Lakanal « changea brusquement d'attitude⁷ » parce que, après s'être contenté, le 26 fructidor an II, de dénoncer la loi Bouquier comme « incomplète » et « mal rédigée⁷ », il réclama son abrogation, le 7 brumaire an III ? Non. Il n'y a pas, à vrai dire, contradiction entre ces deux déclarations, mais progression de l'une à l'autre. Le 26 fructidor, Lakanal, comme le reconnaît M. Guillaume, usait d'une « précaution oratoire⁷ » ; il voulait non pas heurter

1. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 662.

2. *Ibid.*, t. V, p. 126, note 2.

3. *Ibid.*, t. V, p. 177.

4. *Ibid.*, t. V, p. 126, note 1.

5. *Ibid.*, t. V, p. 127, note.

6. *Ibid.*, t. V, p. 245 et 246.

7. *Ibid.*, t. IV, p. xxx.

de front la majorité de ses collègues, mais les acheminer à l'adoption d'un projet qui lui était cher et pour cause. Sa prétendue volte-face est une preuve de la tenacité habile avec laquelle savait se conduire, pour arriver à ses fins, un politicien instruit par la pratique des assemblées.

Mais, objectera-t-on, Lakanal, en 1793, n'était partisan que d'un seul degré d'instruction publique, les « écoles nationales », tandis qu'en l'an III, substituant l'expression d'écoles primaires à celle d'écoles nationales, il indiquait son désir de voir créer au moins un autre degré d'instruction : et ce seront, en effet, les écoles centrales ¹. Il semble contradictoire, en effet, d'une part de proposer que la République se borne à donner « l'instruction nécessaire pour remplir avec intelligence les fonctions de la vie commune ² », et, d'autre part, de ne montrer dans les écoles primaires que le « vestibule du grand édifice ³ » que la République doit « élever avec majesté, pour servir d'asile... aux sciences et aux arts ³ ».

A un an et demi d'intervalle, Lakanal s'est-il donc vraiment contredit ? N'a-t-il pas plutôt évolué, en complétant, en fécondant son plan primitif ? Remarquons qu'il ne fut jamais favorable à la multiplicité des degrés d'instruction nationale : en décembre 1792, il proteste contre les quatre degrés d'instruction du plan Condorcet, et, en l'an III, il ne propose que deux degrés d'instruction ; « des écoles secondaires, dit-il, formeraient aujourd'hui une institution aristocratique ³ », et « des établissements intermédiaires, des écoles de district ou de canton, seraient superflus ³ ». — S'il s'élève, en 1792 et 1793, contre l'institution des lycées, c'est surtout parce que ces lycées eussent été inégalement répartis à travers les départements ⁴ et parce qu'ils n'auraient pu être fréquentés que par les riches ⁵ ; or, le projet de Lakanal sur les écoles centrales ne donnait pas

1. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. xviii et 149.

2. *Ibid.*, t. V, p. 663 ; le 26 juin 1793.

3. *Ibid.*, t. V, p. 302 ; le 26 frimaire an III.

4. *Ibid.*, t. V, p. 655. Dans ce même discours de décembre 1792 où il s'élève contre les lycées tels que les prévoyait le plan Condorcet, il admet l'existence de « grades supérieurs de l'enseignement national », de « degrés supérieurs de l'enseignement national » ; et aux fonctions d'instituteur il oppose les « premiers emplois de l'éducation » (*Ibid.*, t. V, p. 656 et 657).

5. *Ibid.*, t. V, p. 663.

prise à ces deux objections, puisqu'il instituait une école centrale par département, mettait l'enseignement à proximité des élèves et octroyait des bourses à un certain nombre d'entre eux. — Au surplus, il n'est point paradoxal de prétendre que, quand Lakanal demandait, le 26 juin 1793, que la République donnât « l'instruction nécessaire pour remplir avec intelligence les fonctions de la vie commune », il posait là le principe d'où devait sortir logiquement la création des écoles centrales. Car ces écoles, Lakanal ne les conçoit point comme un centre d'études spéculatives où une petite élite viendrait, comme dans les collèges d'ancien régime, goûter les plaisirs délicats d'une culture désintéressée. Non. Ces écoles centrales auront essentiellement pour but « l'utilité publique¹ » ; sans doute, les lettres y trouveront leur place, parce qu'elles rendent les hommes « plus dociles aux lois, plus capables des grandes vertus¹ », mais ces écoles auront avant tout un caractère technique et professionnel ; elles prépareront à la médecine, à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, à la navigation, à l'architecture, à la connaissance des lois, à l'artillerie². Il y aura, par exemple, un professeur d'hygiène, un professeur d'accouchements, des maladies des femmes en couches et de celles des enfants, un professeur d'arts et métiers, un professeur des langues vivantes les plus appropriées aux localités². Or, médecins, agriculteurs, commerçants, industriels, architectes ne sont-ils pas des rouages indispensables de la vie commune ? Et les écoles centrales ne leur devaient-elles pas donner précisément « l'instruction nécessaire » à leur formation ?

Il ne faut donc pas se contenter, si l'on veut juger équitablement ce conventionnel, de rapprocher crûment deux propositions, pour se donner le plaisir de les trouver contradictoires ; il faut se demander, en recherchant le fil conducteur de la pensée de Lakanal, si cette contradiction ne peut se résoudre et, en tout cas, s'atténuer³.

1. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 304 et 305. Rappelons que ce n'est que sur les instances de Garat que Lakanal fera introduire un cours de littérature à l'Ecole normale (*Ibid.*, t. V, p. 684).

2. *Ibid.*, t. V, p. 304 et 305.

3. Pourquoi ne pas faire crédit à Lakanal, qui, en décembre 1792, avouait son embarras : « Il ne faut pas se le dissimuler ; nous avons peu de données sûres en matière d'éducation » ? (Guillaume, *o. c.*, t. V, p. 658).

Dira-t-on que cette attitude ou ce changement d'attitude lui fut dicté par un Daunou ou un Sieyès ? La preuve en serait à faire. Dès décembre 1792, Lakanal prenait position contre le plan Condorcet, dans un discours qu'il reproduira, en partie, six mois plus tard, le 26 juin 1793 : il faudrait prouver que le discours de décembre 1792 fut écrit sous une impulsion étrangère. — Dès le 21 octobre 1793, Lakanal, renonçant à l'expression d'écoles nationales, qui n'impliquait qu'un degré d'enseignement public, employait celle d'écoles primaires¹, qui impliquait plusieurs degrés, et affirmait ainsi la pensée qui présidera à son projet de brumaire an III sur les écoles centrales : il faudrait prouver que ce changement d'expression fut le résultat d'un mot d'ordre envoyé de Paris à Lakanal pendant sa mission.

Entre le projet du 26 juin 1793 et le décret du 27 brumaire an III existe une différence capitale : dans le projet du 26 juin, c'est l'État qui salariait les instituteurs ; par le décret du 27 brumaire, ce sont les parents qui les rétribuent. Lakanal aurait-il consenti de gaité de cœur à ce changement radical ? Non. Le 7 fructidor an III, Lakanal fait adopter par le Comité d'instruction publique diverses modifications au projet de la Commission des Onze, notamment en faisant rétablir le principe d'un traitement pour l'instituteur² : cette disposition sera supprimée du projet définitif, que rapportera Daunou, au nom des Onze ; mais on ne peut dire que Lakanal s'en soit désintéressé.

D'ailleurs, Lakanal, ni en l'an II, ni en l'an III, ne préconise le paiement par l'État de toutes les dépenses d'instruction primaire. Il veut que les riches y contribuent eux aussi. Le 21 octobre 1793, il fonde à Bergerac des écoles primaires, à l'aide de taxes levées sur les citoyens riches de cette commune³. Le 21 germinal an III, il propose, dans son *Aperçu des*

1. Voir plus haut, p. 188.

2. Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. xx et xxi.

3. Voir plus haut, p. 186. Il est vrai qu'alors Lakanal ne pouvait guère trouver ailleurs de l'argent. Au reste, on ne saurait dire avec certitude si Lakanal voyait là un expédient provisoire adapté à des circonstances exceptionnelles ou l'ébauche d'un système applicable en temps normal. Cependant, la dernière hypothèse est plus vraisemblable, puisque, en l'an III, Lakanal formule la même opinion.

dépenses, « d'établir une imposition additionnelle, taxée sur les fortunes et proportionnée à la quotité de la contribution de chaque citoyen, pour remplir une partie des dépenses occasionnées par l'établissement des écoles primaires ¹ ».

Autre analogie. Le décret du 29 frimaire an II (plan Bouquier) avait établi une sorte de monopole d'État pour le plus grand profit de l'enseignement libre, en stipulant que tout enseignement serait fait publiquement et que tout instituteur recevrait un salaire de la République ². En outre, ce décret ordonnait la fréquentation des écoles. Or, Lakanal demandera, en l'an III, l'abrogation de ce décret. C'est que ce conventionnel n'était partisan ni du monopole d'État ni de la fréquentation obligatoire des écoles publiques. Sur la question de la liberté de l'enseignement, le projet du 26 juin 1793 reconnaissait le « droit qu'ont les citoyens d'ouvrir... des écoles particulières et libres, et de les diriger comme bon leur semble » ; durant sa mission, il ignora les écoles libres (s'il y en avait), ne subventionnant que les écoles contrôlées par les administrations ou les Sociétés populaires ; enfin, la loi du 3 brumaire an IV autorisait l'enseignement privé, puisqu'elle ne l'interdisait pas ³. Autoriser l'enseignement privé, c'est s'interdire d'ordonner la fréquentation des écoles publiques ; ni avant ni après sa mission, Lakanal ne vota, en effet, de dispositions relatives à la fréquentation obligatoire des écoles publiques, ni même des écoles en général, soit publiques, soit privées. La seule mesure qu'il ait prise en faveur d'une quasi-obligation consista, dans la Dordogne, à refuser l'octroi de secours et l'accès des fonctions publiques aux parents qui n'enverraient pas leurs enfants aux écoles qu'il créait à Bergerac ⁴. Mais c'est avec quelque timidité qu'il prenait cette mesure. Il ne l'étendit pas ailleurs qu'à Bergerac. Il ne la corroborait par aucune sanction pénale.

1. Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. ix et 63.

2. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. xvii. L'État belge, par une conception un peu analogue, salarie les membres du clergé catholique, tout en demeurant étranger à leur nomination.

3. Dans le projet qu'il présenta, le 7 fructidor an III, au Comité d'instruction publique, Lakanal reconnaissait même formellement (art. 11) les « établissements libres et particuliers d'instruction » (Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. 580).

4. Voir plus haut, p. 187.

Elle n'avait qu'un caractère négatif. Elle disait seulement, et Lakanal s'en explique maintes fois ailleurs, que la République doit surtout réserver ses bienfaits à ceux qui lui font confiance.

Plus caractéristique encore fut l'attitude de Lakanal en ce qui concernait l'éducation des filles. Dans son *Discours* de décembre 1792, il consacrait une page au rôle que devrait jouer la femme dans la famille et la société ; le 26 juin 1793, il reprenait, presque dans les mêmes termes, le même développement ; dans la Dordogne, il créait des écoles de filles à côté des écoles de garçons ; et, le 3 brumaire an IV, il soumettait à la Convention un rapport et un projet de décret, qui fut adopté aussitôt, établissant dans chaque école primaire une section pour les filles, avec une institutrice¹.

Par ces quelques preuves — que l'on pourrait multiplier — on voit assez que Lakanal ne saurait être taxé d'incohérence ni de versatilité en matière d'instruction publique.

Classera-t-on parmi les « renégats » celui qui, le 10 germinal an III, en pleine réaction thermidorienne, s'élèvera contre les « impostures sacrées² », comme il s'était élevé, dans la Dordogne, et aussi dès décembre 1792, contre les « autels du fanatisme³ ». Il ne reniera jamais ses convictions anti-catholiques. Il ne reniera pas davantage son vote sur la mort de Louis XVI. S'il ne fut pas l'adversaire de Napoléon, en qui il voyait sans doute, comme bien d'autres, le fils de la Révolution, il ne fut pas du moins son courtisan ; il vécut alors dans la retraite ou occupa des fonctions qui le tenaient à l'écart de la politique, tandis qu'il voyait tant de ses collègues devenir comtes de l'Empire, et que le « factieux » Granet, qui avait siégé à la Convention « dans les formes les plus sans-culottides » échangeait son bâton noueux ou sa carmagnole contre l'épée et les bas de soie blancs, pour se faire le chambellan de son Excellence Cambacérès.

Dira-t-on que c'est par prudence, et pour se tenir éloigné de la Convention, aux époques tragiques de l'an II, qu'il fit pro-

1. Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. 873.

2. *Ibid.*, t. VI, p. 23.

3. *Ibid.*, t. V, p. 656.

longer sa mission en Dordogne pendant dix mois ? Simple hypothèse.

N'y a-t-il pas lieu de tenir compte de la justification politique qu'il publia, sous la réaction thermidorienne, en réponse « à quelques folliculaires ¹ » ?

La persistance de certains principes fondamentaux n'est-elle pas attestée, jusque dans les mots, par les emprunts que Lakanal ne cessa de faire à sa propre prose ? En 1844, il reproduira, sur la tombe d'Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, un discours qu'il écrivait en 1792, et dont il s'inspirait aussi dans son rapport du 26 juin 1793 et durant sa mission en Dordogne ².

En 1838, il reproduira, dans son *Exposé sommaire*, quelques-uns de ses rapports, en y apportant des atténuations. Il substituera despotisme à royalisme ³, le vaisseau de l'État au vaisseau républicain ⁴, les privilèges à la noblesse ⁴, les tyrans au roi ⁴ ; il fera des coupures ⁴. On peut admettre que Lakanal voulait laisser entendre alors « qu'il est des monarchies, comme celle de Louis-Philippe, où le peuple est libre ⁴ ». Il opérera quelques remaniements, de façon, dit encore M. Guillaume, à établir « une distinction entre les despotes et le roi citoyen qui tirait son autorité d'une révolution populaire ⁵ ». A l'âge de 76 ans, Lakanal exaltait-il vraiment un roi dont il n'avait sans doute rien à attendre ? Ou ces rectifications ne sont-elles pas l'écho direct des transformations que les vicissitudes de la vie et le sentiment des contingences avaient apportées dans ses opinions ⁶ ? On ne sait s'il faut s'étonner le plus de ces concessions à l'esprit du temps ou de la ténacité avec laquelle ce

1. Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. 513.

2. *Ibid.*, t. V, p. xx et 653. Voir plus haut, p. 35, note 6, p. 232, note 2, et p. 233, note 2.

3. *Ibid.*, t. VI, p. 22, note 4.

4. *Ibid.*, t. V, p. 41 et suivantes.

5. *Ibid.*, t. V, p. 153 et p. 302, note 1.

6. Hypothèse d'autant plus probable que M. Guillaume a établi que Lakanal, d'une façon générale et même sans arrière-pensée, en usait très librement avec les textes (*o. c.*, t. I, p. 478, t. V, p. 40, 151, 163, 173, 174, 599, t. VI, p. 831 et suiv.). Voir aussi plus haut, p. 30. Ce respect des textes était, d'ailleurs, alors chose bien rare. Qui s'aviserait, par exemple, d'aller chercher le texte exact des lois révolutionnaires dans les registres de transcription tenus par les administrations ou dans les journaux du temps ?

vieillard, presque octogénaire, revendiquait publiquement, en les atténuant à peine, ses actes et ses paroles d'autrefois.

« Ame flottante¹ », dit M. Guillaume.² En fait, il ne flotta pas d'un parti à l'autre, car il ne s'engagea à fond dans aucun parti. Il apporta à la Convention et dans la Dordogne, notamment sur les questions religieuses, scolaires et politiques, quelques principes directeurs auxquels, dans l'ensemble, il se conforma toujours. Il connut les adaptations de la vie publique ; il en ignora les palinodies.

La médiocrité de l'esprit concordait, dit-on, avec la faiblesse du caractère, pour faire du conventionnel le satellite des meneurs et le jouet des événements. « Lakanal, dit, à ce propos, M. Guillaume, recevait l'impulsion et ne la donnait pas² ». Ce jugement radical comporte des réserves.

Sans doute, Lakanal ne saurait faire figure d'homme d'État. Quand il devint député, à l'âge de trente et un ans, il lui manquait et l'expérience des hommes et une forte culture générale et une réelle envergure intellectuelle. On ne saurait faire de ce jeune conventionnel un philosophe rassis ni de cet homme d'action un homme de cabinet ou, comme on l'a dit, un savant³.

Mais on exagère visiblement quand on parle de son « infériorité⁴ » et qu'on paraît le croire même incapable d'« enchaîner des idées et arrondir des périodes⁵ ». Non ; ce conventionnel avait fait et enseigné les humanités ; il avait lu et médité les grands écrivains du siècle ; son esprit était de bonne trempe. Grégoire, dans le passage même où il médit de Lakanal, lui reconnaît du « talent⁶ ». Le représentant s'assi-

1. Guillaume, o. c., t. V, p. 126, note. Voir plus haut, p. 83. M. Aulard classe Lakanal parmi les « isolés et indépendants » (*Les orateurs... de la Convention*, 1886, t. II, p. 556).

2. Guillaume, o. c., t. V, p. 126, note.

3. Voir plus haut, p. 608, note 1, et G. Lafon, *Gabriel Bouquier*, p. 90.

4. Guillaume, o. c., t. V, p. 664.

5. *Ibid.*, t. V, p. xvii. L'abbé Allain (*art. cit.*, p. 435) parle de l'« incurable médiocrité » de ce « pauvre esprit » et le met, avec Robespierre, dans la « séquelle des médiocres » (*Ibid.*, p. 430). Lakanal, on le voit, est en bonne compagnie.

6. *Histoire des sectes religieuses*, nouv. éd., Paris, 1828, t. I, p. III.

mila aisément les nombreuses questions qu'il eut à débattre, soit au Comité d'instruction publique, soit à la Convention, soit dans les départements. Son impatience de savoir demeura, jusqu'à la fin de sa longue existence, un des traits caractéristiques de son esprit. D'autre part, ses rapports, ses proclamations, ses arrêtés dénotent un esprit cultivé, et son style est marqué de traits incisifs, de formules frappées en médaille, de mouvements d'éloquence.

Cette éloquence n'était certes point celle d'un grand orateur. « Ramassis de lieux communs, débités avec emphase, à grand renforts de souvenirs classiques, de métaphores incohérentes », ainsi la qualifie l'abbé Allain ¹. Ce jugement, dans sa sévérité brutale, est injuste.

Lieux communs ? Oui, pour des hommes du ^{xx}^e siècle ; mais les idées qu'exprimait Lakanal étaient neuves il y a cent vingt ans, et ce n'est que grâce à des initiateurs comme lui qu'elles sont devenues lieux communs.

Souvenirs classiques ? Métaphores ? Oui, cet ancien professeur de rhétorique, ce méridional imaginaire nous en fait bonne mesure. Mais ce qui nous paraît aujourd'hui vice de style passait alors pour vertu de l'éloquence ; bien rares sont les orateurs révolutionnaires qui ne se sont pas conformés au goût de l'époque ².

Emphase ? Oui, si, dans le silence et le sang-froid du cabinet, on se borne à peser des syllabes, sans se représenter les événements qui agitaient les esprits, les sentiments qui animaient les paroles. C'est parce qu'il faut forcer l'obéissance d'administrations suspectes de fédéralisme que Lakanal enfle la voix et hausse le ton ³. C'est parce que les intrigues des nobles et des prêtres réfractaires compromettent le salut de la République

1. Allain, *art. cit.*, p. 429.

2. Nous avons rencontré, par exemple, Érostrate et l'œil de Lycurgue, hydre de la chicane, globes lumineux, glaive de la loi, écheniller l'arbre de la liberté. Ces figures de rhétorique peuvent nous sembler de mauvais goût ; mais elles ne sont ni aussi incohérentes, ni même aussi nombreuses qu'on le prétend. — Danton, dont l'éloquence est si peu apprêtée, ne disait-il pas : « Je me suis retranché dans la citadelle de la raison ; j'en sortirai avec le canon de la vérité, pour pulvériser tous mes ennemis » (A. Fribourg, *Discours de Danton*, éd. critiq., p. 369) ?

3. Voir plus haut, p. 103, 112, 163.

qu'il dénonce la « vermine nobiliaire ¹ », la « vermine sacerdotale ² », et lance une véhémence proclamation anticléricale ³. C'est parce qu'il faut soulever les populations périgourdines d'un même élan vers le bien public qu'il les « électrise ⁴ » et les « volcanise ⁵ » en sonnant le ralliement aux bords des routes ou du Dropt ⁵. C'est parce qu'il faut réaliser les promesses de la Révolution que le conventionnel, quand il ordonne l'extinction des procès, parle comme un « enthousiaste ivre de fraternité ⁶ ». En un mot, et pour reprendre les expressions mêmes de Lakanal, c'est parce qu'on vit « dans les jours caniculaires de la Révolution ⁷ » que le verbe s'échauffe, que le style bouillonne, emportant avec lui ces scories de l'improvisation et ces bour-soufflures oratoires qui font sourire les délicats, mais qui empoignent les foules. Qu'importe que la critique littéraire trouve à s'exercer sur une proclamation de Bonaparte entraînant ses soldats à la victoire ou de Gambetta annonçant la capitulation de Sedan ? Ce n'est point par les canons de l'esthétique que général et tribun entendaient secouer les masses, pour conquérir l'Italie ou fonder la troisième République !

Il s'en faut, d'ailleurs, que le style de Lakanal soit toujours tendu et déclamatoire ⁸. Si les proclamations qui précèdent ses

1. Voir plus haut, p. 169.

2. *Ibid.*, p. 147.

3. *Ibid.*, p. 231.

4. *Ibid.*, p. 560.

5. *Ibid.*, p. 515 et 562.

6. Aulard, *Les orateurs... de la Convention*, 1886, t. II, p. 561.

7. Dans la *Biographie des hommes du jour*, 1841, t. VI, p. 403, Lakanal parle du « département de la Dordogne, que j'avais administré dans les jours caniculaires de la Révolution ». Remarquons, à ce propos, que Lakanal, comme d'autres hommes de la Révolution, employait volontiers des termes rares ou même des néologismes : « c'est en détordre le vrai sens » (*Opinion de Lakanal sur la question de savoir si Louis XVI peut être jugé* ; « il est fort facile de s'y invisibiliser » et « tout ce que la féerie présente de plus romantique » (*Moniteur*, séance du 24 mars 1793) ; « l'exécution prompte et cèle du gouvernement » (*Arch. nat.*, AF II 96, 707, 30 nivôse an II) ; « les Français échenillent enfin l'arbre de la liberté » (*Arch. dép. Dordogne*, L 108, f. 7, pluviôse an II) ; « je certiore » (voir plus haut, p. 450) ; « les matières à enseigner... seraient dilucidées dans des livres » (Guillaume, o. c., t. V, p. xxvi) ; les « mouvements tumultueux des passions » (*Ibid.*, p. 29) ; « l'insanie... des hommes » (*Ibid.*, p. 42) ; « coarcter... élémenter » (*Ibid.*, p. 183).

8. « Il y a moins de lyrisme dans ses rapports, dont la plupart sont

arrêtés sont parfois grandiloquents, par contre, les arrêtés sont écrits dans une langue simple et claire, qu'il s'agisse d'organiser l'enseignement scolaire¹ ou post-scolaire², la maison d'économie rurale³, les agences de secours⁴ ou l'administration de la manufacture⁵. Le conventionnel veut-il se renseigner ? Ses questionnaires sont brefs, nets et vont droit au but⁶. Ordonne-t-il ? Ses prescriptions sont précises⁷. Veut-il rassurer une administration, qu'on lui a dénoncée par lettre anonyme ? Il sait trouver les paroles nécessaires de réconfort⁸. Quelquefois même, l'ironie vient égayer sa plume⁹.

Mais cet esprit avait ses limites. La preuve la plus saisissante peut-être, nous la trouvons dans les nombreux emprunts textuels qu'il faisait soit à la prose d'autrui, soit à la sienne : ici, c'est moins le caractère que l'esprit que nous trouvons en défaut. Inaptitude au travail de bureau ? C'est peu probable, chez cet ancien professeur. Contentement de soi-même, qui le poussait à puiser dans ses propres réserves ? C'est possible. Mais c'était surtout sans doute difficulté de renouveler ses idées et ses expressions, avec quelque superstition de la forme. Nous avons déjà cité maints exemples des hypothèques que Lakanal aimait à prendre sur son propre fonds. Certaines formules et même des phrases entières, viennent figurer périodiquement sous nos yeux¹⁰ : on reconnaît le rhétoricien habitué à colliger des expressions latines, et qui laissera un calepin tout rempli de citations de Voltaire.

Lakanal n'était pas armé pour « donner l'impulsion ». Qui donc, il est vrai, donnait alors l'impulsion ? Était-ce un Condorcet, philosophe plus qu'homme d'action ? Était-ce un Robes-

entièrement techniques » (Aulard, *Les orateurs... de la Convention, endroit cité*, p. 561).

1. Voir plus haut, p. 220.

2. *Ibid.*, p. 235.

3. *Ibid.*, p. 259.

4. *Ibid.*, p. 319.

5. *Ibid.*, p. 440 et suivantes.

6. *Ibid.*, p. 99, 109, 208, 494.

7. *Ibid.*, p. 100, 111, 169, 170.

8. *Ibid.*, p. 95.

9. *Ibid.*, p. 156.

10. Voir plus haut, p. 103, n. 2 ; 165, n. 5 ; 209, n. 3 ; 232, n. 2 et 3 ; 233, n. 1, 2 et 3 ; 270, n. 1 ; 560, n. 3.

Pierre, qui se déclarait royaliste, quand la France se sentait déjà républicaine ? Était-ce un Danton, dont le génie consistait plutôt à tirer parti des événements qu'à les provoquer ? Ils jouèrent un rôle, rendirent des services à leur cause, mais « aucun individu n'a mené les événements ¹ ».

Eh bien ! Son rôle, Lakanal l'a joué aussi ; des services, il en a rendus. Avec tous ses défauts comme avec toutes ses qualités, il était admirablement approprié à l'œuvre qui lui incombait durant sa mission.

Les fonctions éminentes dont il fut investi le grisèrent peut-être, mais cette griserie demeura bien innocente. Elle l'emporta parfois à des paroles tranchantes, non à des actes illégaux ou inhumains. Le haut sentiment qu'il avait de sa responsabilité stimulait son zèle, mais réfrénait ses emportements. Il aimait à jouer les grands premiers rôles : mais c'était son devoir, dans la Dordogne, quand ce n'eût pas été sa passion : il incarnait la grande assemblée, dont il devait faire connaître la puissance et respecter le prestige.

Il évolua, comme ses contemporains, car il était homme, mais, durant ses dix mois de mission, nous ne constatons point de variations dans sa politique. Il se borna à combiner la fermeté des principes avec le souci des réalités. Il était déjà celui qui dira, en l'an III : « Les plans les mieux conçus ont toujours besoin d'être sanctionnés par l'exécution ² ». Quelque hâte qu'il ait mise à développer la manufacture d'armes, il n'en dressa pas tout d'un coup le plan général : il songeait à faire un apprentissage à Tulle : il bénéficiait des améliorations que lui suggérait l'expérience ; il ne régularisait le fonctionnement de l'administration des armes ³ que quatre mois après en avoir établi l'ébauche. Il faisait servir à plusieurs fins les travaux des routes et la destruction des châteaux. Par ses taxes révolutionnaires, il cherchait à concilier la justice sociale et l'utilité publique. Et, dans tous ses actes, il se montrait l'exécuteur loyal et ingénieux des décrets de la Convention. A ce compte,

1. Aulard, *Hist. pol.*, p. 780.

2. Guillaume, *o. c.*, t. VI, p. 64.

3. Par arrêté du 14 messidor an II.

on peut parler de son esprit « souple et avisé », mais on ne peut en parler ironiquement.

Ce n'était pas un homme d'État. Mais avait-on besoin d'un homme d'État ? Qu'importait qu'il rééditât ses discours, si ses discours paraissaient neufs aux Périgourdins ? Qu'importait qu'il noyât ses idées, s'il faut en croire M. Guillaume, « dans un flot de rhétorique vieillote et banale¹ », si cette rhétorique enflammée galvanisait les populations ? La République avait besoin, avant tout, dans la Dordogne, d'un homme de cœur et d'action. Elle le trouva en Lakanal : il fut l'homme qu'il fallait pour le poste qu'il fallait.

Action politique, administrative et judiciaire, instruction publique sous ses formes les plus variées, fêtes, subsistances, levée de chevaux pour les armées, fournitures de bois pour la marine, taxes révolutionnaires, réfection des routes, navigation des rivières, travaux d'art : tels furent, durant les dix mois de mission de Lakanal, les objets principaux de sa hardie et heureuse initiative, tel fut le bilan de sa débordante et féconde activité.

Pendant son long séjour dans la Dordogne, Lakanal ne s'en était pas tenu aux limites de sa triple mission. Il ne s'était pas contenté de lever, loger et nourrir, pour le service des armées, quelque deux mille chevaux, d'assurer les effets d'armement et d'équipement. Il ne s'était pas borné à construire, à organiser et à mettre en marche une manufacture d'armes, avec une rapidité si surprenante que les populations le comparaient à un nouvel Orphée rassemblant les pierres au son de sa voix : manufacture dont les bâtiments couvraient plus d'un hectare, où travaillaient journellement cent-cinquante ouvriers, et à laquelle étaient annexés des ateliers de baïonnettes et de salpêtrerie. Il n'avait pas seulement étendu à la marine son souci de la défense nationale, en faisant couper et transporter dans les arsenaux 17.121 mètres cubes de bois. Il ne lui avait pas suffi non plus d'assurer dans la Dordogne l'exécution du gouvernement révolutionnaire, de rallier l'esprit public à la politique de la Convention, en disciplinant les administra-

1. Guillaume, *o. c.*, t. V, p. xxx.

tions et en mettant l'opinion au régime de la persuasion et de l'enthousiasme.

Lakanal jugea nécessaire de faire davantage. Lever des chevaux, fabriquer des fusils, contribuer aux constructions navales, c'était rendre assurément un grand service à la République, mais c'était mettre le département à contribution, exiger de lui un effort considérable que ne compensait aucun avantage matériel et immédiat, si ce n'est le salaire même des ouvriers que l'on employait. Rattacher l'opinion publique à la Convention, c'était assurément aussi accroître la force de la République et élargir dans le pays la base sur laquelle elle reposait, mais on pouvait se demander si cette « républicanisation » d'une contrée serait profonde et sincère.

Lakanal vit le double danger et il s'efforça d'y parer. « Habile dans la science de républicaniser les âmes¹ », soit en donnant satisfaction aux intérêts des habitants, pour les « rattacher à la Révolution par le lien durable des bienfaits² », soit en asseyant dans les esprits les méthodes et les principes révolutionnaires, il chercha et réussit à consolider son œuvre politique par une œuvre matérielle et économique, morale et sociale. Il voulut, à tous égards, faire passer en acte la Révolution.

En prélevant sur les riches inciviques 600.000 livres, dans le district de Bergerac, et presque autant dans les districts voisins, en vivifiant le département de la Dordogne par une foule de travaux publics, en réparant quelque 320 kilomètres de routes délabrées, en cherchant à rendre navigables des rivières telles que le Dropt, où il fit construire une douzaine d'écluses, en embellissant les cités par des monuments utiles, en assurant avec ténacité les subsistances de la population, en soulageant l'infortune par les diverses formes de l'assistance publique, et en réalisant par le seul « levier de l'opinion³ » — car que comptent une soixantaine d'arrestations provisoires⁴ — ces véritables « miracles »⁴, ainsi qu'il avait le droit de le dire, le délégué de la Convention venait répondre aux vœux que les habitants du Périgord formulaient quatre ans

1. Voir plus haut, p. 135.

2. *Ibid.*, p. 234.

3. *Ibid.*, p. 133.

4. *Ibid.*, p. 659.

plus tôt dans leurs cahiers de doléances. Il prouvait qu'en dépit des redoutables dangers qui le menaçaient, le nouveau régime ne manquait pas à ses engagements.

L'œuvre matérielle du représentant Lakanal, si capitale déjà, se doublait d'une importante œuvre morale et sociale. Lakanal organisait l'instruction publique dans la Dordogne, distribuait aux jeunes générations, dans les écoles primaires, l'enseignement des nouveaux principes et en entretenait l'amour par l'instruction post-scolaire, avec ses Commissions d'instruction sociale, ses apôtres civiques, ses journaux populaires ; il favorisait par tous les moyens l'émancipation et la culture intellectuelles des citoyens. Il célébrait en même temps des fêtes révolutionnaires et des travaux de fête qui ressemblaient à des fêtes du travail ; il convoquait à d'imposantes pastorales la population de tout un département, qu'il faisait communier dans les mêmes sentiments d'égalité fraternelle. Il opérait, par l'extinction des procès, la substitution féconde de l'équité aux formes arides du droit. Et, en ordonnant ces diverses mesures, le représentant obéissait moins aux calculs habiles de la réflexion qu'aux sûrs instincts d'une riche nature, tout comme il en assurait l'exécution sans recourir à la violence, mais en usant simplement de persuasion.

L'œuvre du conventionnel fut donc, tout à la fois, une œuvre de solidarité nationale et une œuvre périgourdine.

Certes, la plupart des résultats obtenus furent temporaires, mais il n'en pouvait être autrement, car temporaires aussi et exceptionnelles étaient les circonstances de guerre étrangère, de discordes intérieures, de disette aiguë auxquelles fit face Lakanal par la levée de chevaux, les coupes de bois pour la marine, la fabrication de fusils, la police des contre-révolutionnaires, la fourniture de subsistances. Quant aux autres résultats, ceux dans lesquels Lakanal voyait comme les éléments normaux de la cité future, c'était déjà beaucoup, en les réalisant au cours de l'an II, de faire descendre les principes révolutionnaires dans le domaine de l'application, de donner aux Périgourdins une leçon de choses civique et sociale. Le représentant frayait la voie. Si beaucoup de ses créations disparurent, la tradition en fut du moins reprise au cours du siècle suivant. Au surplus, elles ne furent pas toutes éphémères : les agences

de secours et les écoles continuèrent à fonctionner après le départ du conventionnel ; les travaux du Dropt se poursuivirent jusqu'en 1795, ceux de la Maison d'économie rurale, jusqu'en 1796, ceux de la manufacture, jusqu'en 1797 ; les vingt mille volumes amassés par Lakanal à Bergerac demeurèrent intacts jusqu'en 1797, pour alimenter alors la bibliothèque de Périgueux ; et l'hôpital créé par lui à Bergerac dura jusqu'en 1895.

Autre et essentiel caractère de cette œuvre : elle répondait et aux intentions de la Convention et aux aspirations des Périgourdins.

Envoyé et maintenu en mission dans la Dordogne par la majorité montagnarde de la Convention, Lakanal ne cessa de se conformer à ses ordres. Il est nommé depuis douze jours que déjà nous le rencontrons à Bergerac ¹. Peu après, il reçoit deux décrets, « tous deux sacrés pour moi ² », dont l'un le maintient à Bergerac, et l'autre l'envoie à l'armée de l'Ouest : il se contente de faire connaître son embarras à l'assemblée et se met docilement à sa disposition. Les décrets relatifs à la levée de chevaux, à la coupe de bois, à l'établissement de la manufacture, dont la charte administrative s'inspire d'un arrêté du Comité de salut public ³, reçoivent, grâce au représentant, une exécution stricte et prompte. Au point de vue religieux, le Comité de salut public avait donné à Lakanal ce mot d'ordre : « Lorsqu'il s'agit d'opinions religieuses, la violence aigrit sans convaincre ⁴ » ; telle est la ligne de conduite que suit le conventionnel ; tout en paralysant les menées des prêtres réfractaires, en procurant à la Convention l'argenterie des églises, en favorisant les cultes de la Raison et du décadi, il se borne à faire incarcérer trois ecclésiastiques ⁵. Au point de vue judiciaire, il n'outrepasse jamais ses pouvoirs et il en fait même un usage modéré ; il se refuse à empiéter, à cet égard, sur les attributions du Comité de sûreté générale ⁶ ; et, quand le décret du 19 floréal an II vient annuler celui qui autorisait les repré-

1. Voir plus haut, p. 62.

2. *Ibid.*, p. 64.

3. *Ibid.*, p. 441, note 1.

4. *Ibid.*, p. 139.

5. *Ibid.*, p. 148.

6. *Ibid.*, p. 177.

sentants à traduire les suspects devant les tribunaux criminels, il rapporte aussitôt les arrêtés qu'il avait pris en ce sens ¹. Nous savons aussi avec quelle vigilance il recherche les députés girondins que la Convention a mis hors la loi ². Au point de vue scolaire, il reproduit dans ses arrêtés jusqu'au texte de certains actes législatifs ³, et, quand il fonde des écoles ⁴, affecte des presbytères au logement d'instituteurs ⁵, crée un apostolat civique et un journal d'instruction populaire ⁶ ou des maisons d'économie rurale ⁷, c'est d'ordinaire en se maintenant dans les limites de la loi qu'il donne cours à son initiative. Il en est de même en ce qui concerne les fêtes et l'assistance publique, qu'il s'agisse de célébrer la mémoire de Le Peletier et de Marat ou le culte de la Raison, d'organiser un hôpital, ou d'appliquer, en les simplifiant, les décrets relatifs aux agences de secours ⁸ et aux parents pauvres des volontaires ⁹. En matière fiscale, c'est conformément à la loi que le représentant établit un impôt progressif ¹⁰; et, si les taxes qu'il leva n'étaient exécutoires qu'après approbation de la Convention, on peut admettre que l'assemblée les approuva, puisqu'elle ne désavoua point Lakanal ¹¹. Quant aux travaux publics, la destruction des châteaux était strictement ordonnée par la loi ¹², et il n'est pas jusqu'aux mesures qui paraissent les plus originales, comme la levée en masse des populations pour concourir aux travaux des routes et du Dropt, où l'on ne retrouve l'écho de principes posés par la Convention ¹³.

Le représentant prit, il est vrai, maintes initiatives hardies et devança même certains décrets. Il est encore chargé simplement d'opérer une levée de chevaux qu'il s'occupe déjà d'assis-

1. Voir plus haut, p. 187.

2. *Ibid.*, p. 172.

3. Par exemple *Ibid.*, p. 219, note 6.

4. *Ibid.*, p. 218 et suivantes.

5. *Ibid.*, p. 228, note 2.

6. *Ibid.*, p. 236 et 237.

7. *Ibid.*, p. 259, note 1.

8. *Ibid.*, p. 319 et suivantes.

9. *Ibid.*, p. 329.

10. *Ibid.*, p. 480, note 2, et p. 489, note 2.

11. *Ibid.*, p. 488, note 2.

12. *Ibid.*, p. 600.

13. *Ibid.*, p. 517.

tance et d'instruction publiques¹. Dans ses mesures relatives à l'extinction des procès, s'il agit en s'inspirant de la loi, il en dépasse les dispositions². Nombreuses sont ses innovations scolaires. La Convention n'a encore rien décidé en matière d'écoles de filles et d'institutrices que Lakanal établit les unes et les autres à Bergerac³. Le représentant stipule la laïcité de l'enseignement public avec une netteté qu'on ne trouve dans aucune loi révolutionnaire³. Il rend l'école publique quasi-obligatoire, alors que le décret du 29 frimaire an II exigera seulement la fréquentation d'une école quelconque, publique ou privée³. Le jury d'instruction qu'il organisa ne passera dans la loi que le 27 brumaire an III³. Et il devance le décret du 29 frimaire an II, qui comportera l'égalité de traitement des instituteurs des deux sexes². Il fonde une école normale de canonnières : le mot et la chose étaient alors tout nouveaux⁴. Il réquisitionne des chevaux de taille inférieure à la taille réglementaire : il est vrai qu'il se montre alors plus exigeant sur la qualité des bêtes⁵. Il ne se borne pas à faire célébrer les fêtes ordonnées par la Convention ; il honore aussi la vieillesse, le malheur, l'amitié. Et c'est de lui-même qu'il fournit aux pauvres le salaire du travail accompli le long des routes et du Dropt.

Mais ces initiatives allaient dans le sens de la législation et de l'esprit révolutionnaires. Dépositaire de la pensée de la Convention, Lakanal ne trompait point la confiance que mettait en lui l'assemblée. La Convention ne cassa aucun de ses nombreux arrêtés. A trois reprises, par trois missions successives dans la Dordogne, elle élargit graduellement ses attributions. La mission qui le chargeait d'organiser le gouvernement révolutionnaire fit même l'objet de deux arrêtés du Comité de salut public et de deux décrets⁶. L'ayant appelé deux fois à l'armée de l'Ouest, le gouvernement revint deux fois sur sa dé-

1. Voir plus haut, p. 63. Le Comité de salut public invita alors Lakanal à se renfermer strictement dans les limites de sa mission (*Ibid.*, p. 85, note 2). C'est la seule trace de désaccord, d'ailleurs momentané, que nous constatons entre le Comité et Lakanal.

2. *Ibid.*, p. 197.

3. *Ibid.*, p. 218 et suivantes.

4. *Ibid.*, p. 414, note 1.

5. *Ibid.*, p. 366.

6. *Ibid.*, p. 65, 68, 69 et 71, note 1.

cision et le maintint dans la Dordogne ¹. La Convention lui donna raison contre Roux-Fazillac ², contre les autorités de Ribérac ³, contre le dénonciateur Lapeyre et la Société populaire de Sainte-Foy ⁴. Enfin, elle ne le releva point de ses fonctions : c'est lui qui y mit fin spontanément ⁵.

Scrupuleux fondé de pouvoirs de la Convention, Lakanal ne se borna pas à mériter la confiance de l'assemblée qu'il représentait. Par une remarquable coïncidence, il se fit aussi le champion résolu de la cause périgourdine. Les populations, longtemps délaissées, avaient besoin d'être secourues. Le 26 frimaire an II (16 décembre 1793), l'inspecteur Besnard signalait, en parlant du département, « l'abandon et le dénûment dans lequel il a été laissé pendant l'ancien régime, les besoins pressants qu'il a d'être secouru ⁶ ». Le 24 floréal an II (13 mai 1794), l'agent national de Bergerac s'écriait : « Si votre commerce a été, pendant plusieurs siècles, [victime]... de ces petits despotes subalternes, de ces intendants si insolents,... le digne représentant que vous avez le bonheur de posséder dans votre sein... saura réparer... [ces] torts ⁷. »

Pour réparer ces torts, notre conventionnel n'eut guère qu'à se conformer aux vœux maintes fois exprimés par les habitants. Envoi de représentants en mission ⁸, descente de cloches et réquisition d'argenterie des églises ⁹, extinction des procès par voie d'arbitrage ¹⁰, développement de l'instruction ¹¹, apostolat civique ¹², journaux populaires ¹³, bibliothèques ¹⁴, guerre au

1. Voir plus haut, p. 64 et 72.

2. *Ibid.*, p. 57.

3. *Ibid.*, p. 66.

4. *Ibid.*, p. 75 et 133.

5. *Ibid.*, p. 74. Ajoutons que Lakanal obtint gain de cause de la Commission des subsistances (*Ibid.*, p. 340), que la Commission des armes et poudres lui adressa des félicitations (*Ibid.*, p. 135), et que Pellissier, en arrivant à Bergerac, rendit un éclatant hommage aux efforts de son prédécesseur (*Ibid.*, p. 136 et 569).

6. Arch. dép. Dordogne, L 235, à cette date.

7. Arch. mun. Bergerac, Reg. délib. mun., à cette date.

8. Voir plus haut, p. 46.

9. *Ibid.*, p. 154, 155.

10. *Ibid.*, p. 197.

11. *Ibid.*, p. 213 et suivantes.

12. *Ibid.*, p. 237 à 239.

13. *Ibid.*, p. 258, note 2.

14. *Ibid.*, p. 267.

paupérisme¹ et à la disette². fabrication de fusils³, réparation des routes⁴, navigation des rivières⁵, reconstruction du pont de Bergerac⁶, démolition de châteaux⁷ : il n'est pas une de ces mesures qui n'eût été réclamée par les Périgourdins ou déjà tentée par eux.

On a parfois représenté les conventionnels en mission comme des théoriciens fanatiques et lêtus appliquant brutalement leur action à un milieu rebelle : rien n'est plus faux en ce qui concerne Lakanal. Que la plupart de ses actes aient répondu aux *desiderata* des populations, nous venons de le rappeler. Que ces actes aient été accueillis avec enthousiasme, nous l'avons prouvé presque à chaque page de ce livre. Le représentant voulut devenir, pour reprendre des expressions que nous avons souvent rencontrées, le bienfaiteur⁸, le régénérateur⁹, l'Archimède¹⁰ du département de la Dordogne, et les habitants le reconnurent pour tel. Dans cette œuvre de galvanisation régionale, administrateur et administrés se prêtèrent un mutuel appui. Si Lakanal ne s'était pas senti en communion d'idées et d'efforts avec les Bergeracois, il est douteux qu'il eût fait décréter que Bergerac avait bien mérité de la patrie¹¹. Et si les Bergeracois n'avaient pas reconnu en Lakanal leur ami, leur frère, leur Providence, soixante-dix clubistes de cette ville n'auraient pas signé cette adresse à la Convention¹², qui constitue tout à la fois un témoignage d'admiration et un brevet de gratitude envers la personne et l'œuvre du représentant¹³ :

1. Voir plus haut, p. 301 et suivantes.

2. *Ibid.*, p. 333 et suivantes.

3. *Ibid.*, p. 394.

4. *Ibid.*, p. 504 à 514.

5. *Ibid.*, p. 547 à 551.

6. *Ibid.*, p. 574 à 576.

7. *Ibid.*, p. 604 et 611.

8. Voir, par exemple, plus haut, p. 128, 207, 210, 321, 331.

9. *Ibid.*, p. 545, 555.

10. *Ibid.*, p. 555.

11. *Ibid.*, p. 135.

12. Nous avons déjà signalé une foule de témoignages favorables à Lakanal, mais nous reproduisons ici cette adresse parce qu'elle donne, en outre, un résumé substantiel des principaux actes du conventionnel dans le département.

13. Du moins envers l'œuvre qu'il avait accomplie jusqu'alors. Cette adresse se trouve aux *Arch. nat.*, C 289, dossier 889 ; elle ne porte pas de

« Citoyens représentants, disait cette adresse, vous avez envoyé à Bergerac le citoyen Lakanal. A son arrivée, il vit avec attendrissement une ville dont les habitants, connus avant la Révolution par leur amour pour la liberté, avaient été négligés par tous les agents d'un gouvernement tyrannique. Il fut également touché de les voir réunis par la plus pure fraternité, animés du plus ardent patriotisme, mais privés de ces établissements qui pouvaient fortifier en eux le sentiment de la liberté, la connaissance des devoirs sociaux et l'amour des vertus républicaines.

« Il voulut que nous fussions plus dignes de jouir du fruit de vos travaux. Il établit des écoles primaires. Il forma des bureaux d'agences pour le secours des malheureux. Il créa un hospice pour les infirmes. Il assura du travail à l'ouvrier indigent. Il chercha à rendre notre cité moins incommode et plus salubre, en ouvrant des rues nouvelles. Il voulut enfin que les mœurs fussent épurées et il prépara à nos cœurs toutes les jouissances de la vertu.

« Tandis qu'il fut ainsi occupé de notre bien particulier, il ne négligea pas les intérêts généraux de la République. Il vous fit agréer le projet d'une manufacture d'armes et il en ordonna les premiers travaux. Des chevaux, choisis avec une attention particulière, arrivèrent dans les dépôts de la 13^e division. Les personnes reconnues suspectes et dont les intelligences criminelles pouvaient nuire à la cause de la liberté furent renfermées dans une maison commune. Des châteaux qui insultaient à l'égalité et qui, dans des temps malheureux, auraient pu devenir des repaires de brigands, détruits par ses ordres, ne choquent plus les regards des républicains, et leurs matériaux sont destinés à des établissements d'utilité publique.

« Tant de travaux ont été commencés sans qu'il en ait rien coûté au Trésor national. A la voix d'un représentant dont les vertus inspirent la confiance et commandent le dévouement, des citoyens aisés, qui n'avaient pas encore concouru au triomphe de la liberté, ont ouvert leurs bourses. Tous les ont secondés par une contribution commune, et nul obstacle ne peut arrêter désormais l'effet de ses soins bienfaisants.

date d'expédition ni de réception, mais elle se trouve dans le dossier des adresses reçues le 11 nivôse an II (31 décembre 1793).

« Telle est, citoyens représentants, la faible esquisse des opérations importantes qui ont occupé Lakanal depuis l'époque de son arrivée dans cette commune, et qui lui ont attiré les cœurs de tous les vrais républicains. Nous avons craint un instant de les lui voir abandonner, lorsque, jugeant sa présence utile à l'armée de l'Ouest, vous l'y avez appelé. Cependant, quelque peine que nous ressentissions de son départ, toujours prêts à faire au plus grand bien de la patrie le sacrifice de nos avantages particuliers, nous nous sommes interdit toutes réclamations. Mais aujourd'hui que, d'après de nouvelles vues, vous avez décidé que le représentant continuerait à remplir la première mission dont vous l'avez chargé, qu'il nous soit permis, en rendant l'hommage qui est dû au pur patriotisme qui l'enflamme, de faire éclater notre joie et de vous porter nos remerciements de ce second bienfait. Nous nous estimons heureux de pouvoir, sous ses auspices, contribuer, par notre zèle et nos travaux, à l'entière confection des divers établissements qu'il a ordonnés, et vous donner par là, citoyens représentants, une nouvelle preuve de notre dévouement à la chose publique ¹ ».

Et, pendant quelques mois encore, les habitants de la Dordogne conservèrent, en effet, celui qu'ils aimaient tant et dont ils étaient tant aimés, missionnaire de justice et de fraternité, apôtre de la Révolution à la poursuite de son idéal vers une autre « vallée de Tempé », grand entraîneur de foules, chef de chœur de l'harmonie qui unissait près d'un demi-million de Périgourdins dans le culte commun de la République et de la patrie.

1. Voici un autre témoignage, bien caractéristique de l'amour que les Bergeraçois avaient voué à Lakanal. C'est la lettre écrite à Lakanal, en rade de l'île d'Aix, le 14 germinal an II (3 avril 1794), par d'Esmartis, qui, le 24 nivôse an II (13 janvier 1794), avait démissionné de ses fonctions de maire de Bergerac et opté pour le grade de lieutenant de vaisseau : « D'Esmartis, capitaine des vaisseaux... de ligne, à son bon ami et protecteur Lakanal... Mon bon ami, votre silence m'a fait mal... Quel homme ! Et je ne l'aimerais pas ? Je défie à un seul être honnête de te connaître sans t'aimer... » (Marcus, *Lakanal*, p. 156 et 157).



TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES, DE LIEUX ET D'INSTITUTIONS ¹

Abzac, 52, 606.
Académie d'Amiens, 125 et note 10.
Académie d'Arras, 125 et n. 10.
Académie de peinture et sculpture, 634, 635.
Académie des sciences, 262, 634 n. 2.
Académie des sciences morales, 33, 35 n. 11, 193 n. 3, 205, 257 et n. 3, 260, 261 n.
Académie française, 24.
ACHILLE, 100.
Acropole, 231.
Administration des armes de Bergerac, 434, 441 à 443, 447, 453, 454, 455 à 457, 460, 464 et n. 1.
Administration des armes portatives.
 Voir *Agence des armes portatives*.
Administration de la fabrication révolutionnaire des salpêtres et poudres, 447.
Agen, Agenais, 51, 510, 548, 572.
Agence des armes portatives, 412, 413 n. 4, 441.
Alabama, 32, 257.
ALBERT, 179, 189 et n. 1.
ALLAFORT, 54 n. 12.
ALLAIN (abbé), 4 n. 1, 36 n. 5, 190 n. 2, 669 et n. 1.
Allier, 22 n. 9, 225 n. 3.
AMBIER, 413 n. 1.
Amérique, 29 n. 6, 33, 34, 257.
Amiens, 125 n. 10.
Amitié (fête, fontaine de l'), 195, 197, 210, 284, 287, 288, 598 et n. 1.
Anciens (Conseil des), 17.
Angers, 2, 35 n. 5.

Angleterre, 303, 549 n. 3.
Angoisse, 471 et n. 3, 528, 529 n. 1.
Angoulême, 368, 507, 511, 521 n. 3, 535.
ANONYME, 609 n. 2.
Annesse-et-Beaulieu, 550.
Annuaire du cultivateur, 237 n.
Ans, 53, 385, 388, 391.
Antilles, 651 n.
ARAGO, 35.
ARBOGAST, 11, 23 n. 3, 641, 643.
Archignac, 343 n. 1.
ARCHIMÈDE, 555, 563, 573, 680.
Ardennes, 107, 181, 238 n. 1.
ARDILLIER, 188.
ARGENSON (D'), 301 et n. 2.
Argentat, 436 et n. 3, 548 n. 1.
Ariège, 1 n. 1, 3, 4 et n. 3, 5 et n. 2, 8, 18 n. 3 et 5, 218, 414, 451 n. 3, 637 et n. 9, 652 et n. 3.
ARJAT, 181, 185.
Armes-Commune, 421 n. 2.
Armeville, 421 n. 2.
ARNAUD (G.), 4 n. 3, 451 n. 3.
Arras, 125 n. 10.
Association française agricole, 32.
Astier-sur l'Isle, 131.
ASTRÉE, 211 et n. 1.
Atlantique, 33.
Aubas, 151 n. 2.
AUBERT-DUBAYET, 461.
Aubeterre, 507, 553 n. 4.
AUBISSE, 180.
AUBRY, 158 n. 2.

1. Les noms de personnes sont en PETITES CAPITALES; les termes géographiques, en italiques; les noms d'institutions, en caractères romains.

Nous ne mentionnons pas des noms qui reviennent très souvent, ou dont l'indication est sans intérêt pratique, par exemple LAKANAL, Bergerac, Périgord, Dordogne, France, municipalités, administrations de district et de département, Assemblée législative, Convention, écoles primaires, écoles centrales.

Les chiffres renvoient aux pages.

- Auch*, 369 n. 1.
AUGEARD (D'), 183, 265, 421 n. 3, 422 n. 3, 464, 465 et n. 2, 625, 627, 628 et n. 2, 655.
AULARD, 3 n. 2 et 3, 4 n. 2, 6 n. 1, 16 n. 4, 39 n. 1, 42 n. 1, 2, 4, 43 n. 1, 2, 5, 7, 44 n. 1 à 5 et 7 à 9, 45 n. 1 à 6, 47 n. 1, 48 n. 2, 4, 7, 8, 49 n. 1, 3, 4, 7 à 9, 50 n. 3, 4, 6 à 8, 10, 51 n. 2 à 6, 8, 52 n. 1, 3, 4, 6, 9, 10, 16, 53. n. 3, 8, 9, 11, 54 n. 2 à 5, 7, 11, 56 n. 1, 57 n. 2, 5, 6, 58 n. 4, 59 n. 2, 61 n. 1, 63 n. 2, 64 n. 1, 2, 4, 65 n. 1, 66 n. 1, 67 n. 1, 68 n. 1, 3, 4, 69 n. 2, 6, 70 n. 4, 72 n. 1, 75 n. 6, 76 n. 1, 81 n. 3, 82 n. 1, 83 n. 1, 2, 85 n. 2, 3, 87 n. 2, 91 n. 2, 92 n. 1, 2, 97 n. 2, 98 n. 4 à 6, 108 n. 1, 116 n. 5, 117 n. 2, 118 n. 3, 4, 121 n. 2, 134 n. 5, 135 n. 4, 136 n., 140 n. 1, 141 n. 3, 142 n. 2, 144 n. 3, 145 n. 4, 149 n., 150 n. 4, 155 n. 4, 158 n. 1, 162 n. 2, 163 n. 1, 168 n. 5, 173 n. 1, 3, 174 n. 2, 175 n. 4, 6, 7, 182 n. 7, 186 n. 5, 187 n. 2, 3, 209 n. 1, 226 n. 1 à 4, 238 n. 3, 249 n. 1, 250 n. 1 et 2, 266 n. 1, 2, 5, 290 n. 1 et 2, 294 n. 2, 299 n. 1 et 3, 300 n. 2 à 4, 302 n. 6, 303 n. 3, 308 n. 1, 323 n. 4, 331 n. 2, 3, 332 n. 1, 334 n. 1 à 3, 6, 335 n. 3, 5, 8 à 10, 336 n. 1 à 5, 337 n. 3, 5, 338 n. 2, 344 n. 1 à 3, 5, 346 n. 1, 347 n. 2, 348 n. 1, 349 n. 2, 4, 350 n. 3, 358 n. 1, 2, 361 n. 1, 363 n. 2, 364 n. 4, 5, 366 n. 2, 368 n. 3, 375 n. 6, 384 n. 1, 386 n. 8 à 11, 387 n. 2 à 5, 13, 388 n. 1, 389 n. 4, 390 n. 2, 4, 392 n. 2, 3, 5, 394 n. 6, 395 n. 1, 399 n. 2, 4, 400 n. 1, 3, 4, 401 n. 1, 3, 403 n. 1, 2, 404 n. 2, 405 n. 1, 406 n. 3, 409 n. 6, 410 n. 1, 411 n. 5, 412 n. 1, 3, 414 n. 2, 4, 417 n. 5, 421 n. 2, 425 n. 3, 435 n. 1, 437 n. 7, 441 n. 2, 444 n. 1, 448 n. 5, 450 n. 1, 451 n. 2, 452 n. 3, 453 n. 1, 6, 469 n. 2, 470 n. 1, 480 n. 2, 483 n. 3, 4, 484 n. 2, 492 n. 4, 6, 494 n. 1, 512 n. 2, 518 n. 2, 3, 519 n. 1, 528 n. 4, 534 n. 1, 535 n. 2, 537 n. 2, 568 n. 1, 569 n. 2, 570 n. 1, 600 n. 7, 602 n. 1, 2, 603 n. 3, 4, 613 n. 2, 642 n. 5, 652 n. 1, 2, 653 n. 2, 4, 654 n. 1, 656 n. 2, 657 n. 1, 3, 668 n. 1, 670 n. 6, 671 n., 672 n. 1.
Aurillac, 548 n. 1.
AUTRICHIENS, 81.
Aulun, 400 n. 2.
Auvergne, 1, 575.
AUVRAY, 413 n. 4.
Auvézère, 548 n. 2, 550.
Aveyron, 24.
Bac (rue du), 5 n. 1.
BACON, 2 n. 2, 23.
Badefols, 63, 424, 448, 580, 599, 619, 624, 625, 629, 656, 659.
BEDEKER, 578 n. 2.
Baignes, 651 n.
BAILLOT, 206 et n. 3.
BALGÈRIE, 590 n.
BANCAL, 13.
Bandiat, 385, 387, 540.
BARADIS, 581 n. 1.
Barbacane (la), 597.
BARBESSON, 188.
BARDIN, 395 n. 2.
BARÈRE, 50, 98 n. 6, 298, 395, 480, 518 n. 1.
BAROT, 181, 185.
BARRAS, 18.
BARRICOT, 406 n. 2.
Basse-Vedelle (la), 421, 444, 467.
BASTIDE, 262 n. 1.
Bastille, 95, 103, 547, 578.
BATICLE, 198 n. 2, 236 n.
BAUDIN, 14, 107, 181, 247 n. 2, 641.
BAUDOUIN, 7 n. 2, 43 n. 3 et 6, 44 n. 6, 196 n. 4, 298 n. 6, 600 n. 5.
BAUDOT, 49, 54, 87, 386.
BAURÈS, 2.
Bayonne, 47, 51, 337 n. 4, 380, 382, 398 n. 1, 575.
BayONNET, 413 n. 1.
BAZIN DE BEZONS, 548.
Beaulieu. Voir Annesse-et-Beaulieu.
BEAUPUI, 176.
Beaumont, 88, 89 n. 1.
BEAUNIER, 32 n. 1, 36 n. 5.
Beauregard, 343 n. 1.
Beauronne (la), 591 n. 4.
Bec-d'Ambès, 57, 68, 69 n. 1, 71, 77, 106, 111, 151, 294, 311, 325 et n. 6, 348, 415, 470, 561, 562, 571, 651 n. 1.
BÉCHADERGUE, 192, 206 n. 3.
Béleymas, 159 n. 6.
Bellarme, 421 et n. 2, 422, 424 n. 3, 426, 427, 429, 430, 435, 449, 456, 459, 460, 461, 468, 469.
Bellegarde (place), 594.
BELLIER DE LA CHAVIGNERIE, 413 n. 4.
Belvès, 50, 62 n. 1, 104, 106, 114, 134, 146 et n. 2, 147, 183, 199 et n. 3, 200 et n. 1, 201, 228 n. 5, 229 n. 1, 237, 239, 242, 279 n., 282, 283, 297, 352 et n. 1, 353, 354, 386, 413, 423, 433, 446, 484, 501, 509, 564, 624, 629, 644, 645, 657 et n. 7, 659.
BENAUD, 148, 183.
BÉNÉDICTIN, 2 n. 2.
BENTABOLE, 52, 54.
BERGE, 184.

BERNARD, 188.
 BERNARD DU MAINE, 651.
 BERNARET, 213 n. 1, 306 n. 3, 371,
 609, 616, 631.
 BERNIS, 351.
 BERRIAT-SAINT PRIX, 35 n. 5, 260, 261 et
 n., 262, 263.
 BERRUT, 225 n. 3, 226 n., 272, 441 et
 n. 1, 454 et n. 2, 458 n. 14, 460 n. 3, 586.
Bersac, 228 n. 5.
 BESNARD, 538 n., 549 n. 5, 553 n. 4,
 558 n. 1, 571, 586 et n. 2, 589 et n. 1,
 679.
 BEYSSSELANCE, 581 n. 1, 582 n. 2, 583.
Béziers, 36 n. 5.
 BIDAULT, 359 n., 360 n. 1, 366 n.,
 376 n., 382 n. 1.
 BIGNON, 35 n. 7.
 BIGORIE, 12.
 BILLAUD-VARENNE, 40, 75 n. 6.
 BINET, 29.
 BIOTE, 188.
Birague (rue de), 33 n. 4.
 BIRAN (Gontier de), 259, 313, 316.
 BIRAN (Maine de), 190.
 BIRAN-LAGRÈZE, 506 n. 1.
 BIROL, 202 à 204, 530 n. 1.
 BIRON (duc de), 624 n. 1.
 BLANC, 119 n. 7, 123, 129 n. 6, 136 n. 5,
 310 n. 1, 323 n. 5, 402, 438 n. 3, 451,
 483 n. 1, 491 et n. 1, 494 n. 1, 499 n. 2.
 BLANQUI, 2 n. 2, 36.
 BLAZY, 4 n. 3, 165 n. 5.
 BLOCH (Camillo), 296 n. 1, 298 n. 5,
 328 n. 2.
 BOIS DU BAIS (Du), 28.
 BOISLISLE (De), 548 n. 2.
Bois-Lizonne, 172.
 BOISSIÈRE, 113, 114, 303, 321, 453 et
 n. 4, 579, 581 et n. 1, 583.
 BOISSIÈRE-LACROIX, 625 n. 2 et 4.
 BOMBAL (E.), 548 n. 1.
 BONAPARTE (Napoléon), 670.
 BONAPARTE (Joseph), 32 et n. 1.
 Bonaparte (lycée), 25, 29.
 BONIFACE, 184.
 BONIOL, 184.
 BONMARTIN, 185.
 BONNAT, 451 n. 2, 560 n. 3, 582 n. 3.
 BONNEFOUX, 139 n. 4.
 BORDAS, 54 et n. 1, 151, 475.
Bordeaux, *Bordelais*, 33, 50, 52, 111
 n. 4, 140, 155, 177 n. 5, 301, 391, 399
 n. 1, 447, 459, 460, 465, 466, 475, 506 et

n. 3, 507, 510, 521 n. 3, 537 n. 1, 540,
 548 et n. 1, 572, 586, 590 n. 3.
 BORDÈRE, 408.
 BOREDON, 522.
 BORIE-CAMBORT, 54 n. 12.
 BOUAS (Anne), 646.
 BOUCHARD, 2 n. 2.
 BOUCHON, 441.
 BOUILLÉ, 5.
Bouniagues, 147, 184, 446, 494.
 BOQUIER, 19, 20, 58, 218, 641, 661,
 665, 668 n. 3.
Bourbaraud (rue), 224 n. 1 et 2.
 BOURBONS, 32.
Bourg, 106, 658, 659.
Bourg-du-Bost, 228 n. 5.
Bourges, 2, 22 et n. 9, 229, 274.
 BOURSON, 214 n. 4, 223 à 225, 272.
 BOUSSON, 51, 54 et n. 7, 181 n. 2, 263,
 264, 572 et n. 3, 578.
Bout-des-Vergnes (le), 421, 457, 590.
 BOUTIRON, 180.
 BOUYSSAVY, 119 n. 7.
 BOYER, 375 n. 3, 376 n. 1.
Brantôme, 87, 215, 507, 510, 550,
 554 n.
 BRÉARD, 75 n. 6.
Bretagne, 2 n. 1.
Brienne, 12 n. 7.
 BRISSAUD, 441 n. 4.
 BRISSOT, BRISSOTINS, 80 à 82, 87, 88.
 BRIVAL, 49, 54.
Brive, 174 n. 2, 507, 510.
 BROUSSAIS, 35.
 BRUGÈRE, 307, 391.
 BRUN, 422.
 BRUNSWICK (duc de), 7.
 BRUNET, 70 n. 3, 448 n. 7.
 BRUTUS, 14, 195, 290, 637.
 BRUZAC, 454 n. 2.
 Bureau des Longitudes, 24, 642, 643.
 BURLAMAQUI, 257.
 BUSSIÈRE, 215 n. 2, 216 n. 2, 506 n. 4,
 507 n. 2, 508 n. 1 et 3, 514 n. 6, 549
 n. 1, 550 n. 1 à 3, 553 n. 2, 576 n. 2,
 600 n. 1.
 CABAU-DUMAS, 181, 185.
Cadoun, 89.
Caen, 600.
 CAHEN (L.), 610.
Cahors, 52, 510, 529.
 CAILLOUX (A.), 119 n. 7.

- CAILLOUX (curé), 144, 157.
 Caisse d'échange, 484.
 Caisse patriotique à trois clefs, 126, 223, 225 et n. 2, 271 n. 3, 310, 316, 318, 320, 322, 323 et n. 6, 402, 490, 491, 496, 497 et n. 5, 498, 499 et n. 2, 500 à 504, 514, 592, 593, 595.
Calvados, 637.
 CAMBACÉRÈS, 27 et n. 2, 28 n. 1 et 4, 209 n. 4, 465 n. 1.
 CAMILLE, 195, 637.
Camiran, 486, 496, 561.
Campsegret, 185, 494.
 CANAL, 26 n. 4, 29 n. 5, 35 n. 4, 80 n. 7, 637 n. 7, 638 n. 2.
Capdrot, 229 n. 1.
 CAPET, 113 n. 1, 134, 484.
 CARMES, 112, 423 et n. 2, 426, 438, 439, 441 n. 4, 456, 594 n. 1.
 Carnavalet (musée), 35 n.
 CARNOT (Hippolyte), 8 n. 7, 36, 261.
 CARNOT (Lazare), 32, 46, 48 et n. 5, 54, 75 n. 6, 191 à 193, 216, 312, 461, 511, 512, 550.
 CARON (P.), 70 n. 3.
 CARRÉ, 199 n. 3, 465 n. 1.
 CARRIER, 17.
 CASSANYÈS, 52, 54.
 CASSINI, 15 n. 2, 634, 635.
Castang, 466 n. 6.
Castellane, 26.
Castelnaudary, 2.
Castillon, 582, 658, 659.
Castillonnès, 49, 174, 446, 535, 572 n. 4.
 Catéchisme de morale, 236 n. 2.
 Catéchisme républicain, 236 n.
 CAUBET, 495 n. 3, 496 n., 567 n. 2.
Caudeau, 396 n. 1, 421, 422 et n. 3, 429, 430, 594 n. 1, 597 n. 2.
 CAUMONT-LA FORCE, 609 et n. 1, 610, 618.
Cause-de-Clérans, 446.
 CAVAIGNAC, 51, 54, 338, 348, 365, 368, 373.
 CAVALIER, 180, 183.
Caville, 407, 421, 422, 427, 429, 467.
 CAZAMAJOU, 110 n. 6, 126 n. 3, 306, 328 n. 5.
Cette, 36 n. 5.
 CHABANNES, 145.
 CHABOT, 4 n. 2.
 CHABRELIE, 180.
 CHABROL, 455.
 CHADELLE, 184.
Châlons, 26 n. 3.
 CHAMBON, 173 et n. 7, 174, 175.
 Chambre des députés, 261.
 CHAMFORT, 4.
Champ-de-Mars, 517 et n. 3.
Chancelade, 470, 527 et n. 3.
Chançhère (la), 426.
Chantilly, 6, 11, 618, 627, 628.
 CHANUT, 147, 184.
 CHAPELLE, 224, 272.
 CHAPPE, 10, 11.
 CHARAVAT, 28 n. 3, 29 n. 2 et 5, 207 n. 2, 255 n. 1.
Charente, 51, 52, 640.
Charente-Inférieure, 16, 67, 71 et n. 1, 73 n. 2, 75 n. 7, 470.
 Charlemagne (lycée), 25.
 CHARLES V, 574.
 CHARLES IX, 253, 254.
 CHARON, 185.
 CHARRIER (G.), 112 n. 1, 140 n. 2, 4, 5, 141 n. 1, 214 n. 2 et 4, 271 n. 1, 276 n. 2, 301 n. 3, 302 n. 7, 313 n. 1, 315 n. 1, 433 n. 5, 575 n. 1, 592 n. 1, 594 n. 4, 610 n. 1, 625 n. 6, 645 n. 1, 657 n. 7.
 CHARRON, 270.
 CHASSAIGNE, 228 n. 5.
 CHASSAIGNON, 204, 521.
 CHATEAUBRIAND, 642.
 CHAUDRON-ROUSSAU, 50, 51, 54, 386.
 CHAUVIER, 54 et n. 5, 151.
 CHAZOTTE, 499 n. 2.
 CHÉNIER (M.-J.), 26 n. 3, 446 n. 7, 641.
 CHOUCET, 466 n. 6.
 CICÉRON, 2 n. 2, 640.
 Cinq-Cents (Conseil des), 5, 17, 18, 19, 24 et n. 9, 25, 26, 256 et n. 2, 360 n. 1.
Citadelle (la), 458, 591.
Cité (la), 552 n. 1, 575.
 CLAMAGERAN, 60 n. 3, 66 n. 4, 99 n. 4, 109 n. 5 et 6, 115 n. 3, 125 n. 8, 133 n. 1 à 3, 190 n. 2, 209 n. 2, 227 n. 2, 3, 260 n. 2, 278 n. 3, 279 n. 3, 308 n. 3, 324 n. 2 et 4, 325 n. 1, 339 n. 2, 353 n. 6, 408 n. 2, 471 n. 2, 472 n. 3, 474 n. 2, 479 n. 2, 501 n. 1, 526 n. 5, 574 n. 1, 595 n. 4, 597 n. 3, 627 n. 3, 633 n. 3 et 7, 638 n. 2, 646 n. 2, 657 n. 7.
 CLARETIE, 106, 199 et n. 2 et 4.
 CLARETIE (Jules), 29 n. 5, 34 n. 8, 267 n. 1, 646 n. 3.
Clautre (place de la), 288.
 CLAUZEL, 33.
Clermont-Ferrand, 400 n. 2.

COBLENCIENS, 232.
 COBLENCIERS, 171.
 Coblenz, 610, 622.
 COBOURG, 624.
 COLRIEU-MAINSAT, 119 n. 7, 499 n. 2.
 Colle, 550.
 COLLOT D'HERBOIS, 40, 75 n. 6.
 Comité d'agriculture, 237 n.
 Comité de correspondance (de la Convention), 42, 43.
 Comité de défense générale, 40.
 Comité d'instruction publique, 40, 72, 208 n. 1, 212, 219 n. 5, 237 n., 259 n. 1, 263, 273, 275, 340 n., 414 n. 1, 597 n. 4, 607, 639, 659 n. 3, 660, 664, 665 n. 3, 669.
 Comité de la guerre (de Bergerac), 364, 369 à 372, 376, 379 et n. 2, 380, 381 et n. 2, 442 n., 444 à 446, 556 et n. 3.
 Comité de la guerre (de Paris), 359, 360, 364, 375 n. 3, 382, 600 n. 5.
 Comité de l'artillerie, 459 n. 1.
 Comité de législation, 210 n., 454 n. 2.
 Comité de salut public, 40, 43 à 45, 47, 55 à 57, 66 à 72, 75 à 77, 85 et n. 2, 91, 97, 98, 101, 102, 116, 139, 162, 163, 168, 172, 187, 200 et n. 2, 226, 238, 249, 250 n. 2, 266, 274 n. 3, 275, 290, 298 à 300, 308 n. 1, 332, 335 et n. 2, 336 à 338, 340, 343, 344, 347, 348, 351, 353, 358 à 360, 364, 365 et n. 2, 368, 375, 376 n., 384 à 387, 389 à 393, 395 et n. 1, 396, 397, 399, 401 à 404, 406, 409, 410 à 414, 417 à 419, 429, 434, 437, 438 et n. 3, 441 n., 443 à 450, 452, 453, 456, 457, 469, 470 et n. 5, 473, 474, 476, 478 n. 2, 496 n., 512, 518 n. 2 et 3, 527, 569, 580, 581, 600 et n. 5, 602, 603, 613, 638, 652, 653 et n. 2, 658, 676, 678.
 Comité des décrets, 453 n. 6.
 Comité de secours (de la Dordogne), 299.
 Comité de secours (de Périgueux), 501.
 Comité de secours publics, 299, 300.
 Comité des ponts et chaussées, 536 n. 3, 537 n. 2.
 Comité des travaux publics (de Paris), 512, 513, 535 à 537, 586, 589.
 Comité des subsistances (de Bergerac), 344.
 Comité des subsistances (de Périgueux), 335.
 Comité de sûreté générale, 40, 66, 68 n. 3, 75, 98, 101, 117, 171, 172, 177 et n. 5, 181 n. 2, 638, 676.
 Comités révolutionnaires et de surveillance, 41, 53, 59, 66 n. 3, 70, 75, 79,

98, 107, 116 à 124, 141, 144 à 148, 156 à 158, 166 à 175, 177 à 179, 182, 183, 189, 198, 199 n. 2, 208, 234, 240 à 243, 246, 248, 251 et n. 2, 281, 286, 293, 299, 309, 310 et n. 1, 313 à 316, 324, 325, 335, 338 n. 4, 344, 398, 401, 402 et n. 3, 404 n. 1 et 2, 416, 417, 478, 481, 484, 485, 488 n. 2, 489 à 493, 496 à 499, 503, 504 et n. 2, 528, 530 et n. 1, 531, 544, 553 à 556, 578, 579, 593, 595, 596, 601, 602, 605, 619, 623, 628 et n. 2, 632, 633, 636, 639, 640 n. 1, 645, 653, 654.

Commission d'économie rurale ou du Jardin des plantes, 259, 261, 263.

Commission de coupe d'arbres, 471.

Commission d'éducation nationale, 40.

Commission de l'artillerie, 443 n. 3.

Commission des armes (de Bergerac), 408, 594 n. 1, 620, 654. Voir Administration des armes.

Commission des armes et poudres, 135, 405, 412, 413 n. 4, 434, 441, 443 n. 3, 447, 679 n. 5.

Commission des Douze, 40, 82.

Commission des fournitures militaires, 378, 380, 442 n., 444.

Commission des fourrages, 375 n. 3.

Commission des Neuf (pour l'instruction publique), 221 à 224, 270, 271.

Commission des secours, 543 n. 6.

Commission d'instruction sociale, 99, 118, 127, 135, 149, 210, 212, 230, 231, 234 à 236, 239 à 243, 245, 248, 250, 251, 254.

Commission des monuments, 224 n. 7, 262 n. 1, 272 n. 7, 288 n. 3, 289 et n. 2, 424 n. 3, 502, 503 et n. 1, 574, 582, 591 à 593, 594, 596, 597 et n. 1, 598.

Commission des Onze, 181, 664.

Commission des revenus nationaux, 460.

Commission des routes, 539.

Commission des transports et convois militaires, 539.

Commission des travaux publics, 536, 537 n. 2, 543 n. 6, 554 n. 3, 571, 572, 582 et n. 2.

Commission des Trois (pour les subsistances), 70 et n. 3, 72 et n. 3, 73, 332, 335, 338 et n. 3, 339, 340 et n. 2 et 4, 342 et n., 346 n. 2, 348, 349 et n. 1 et 3, 350, 352 et n. 1, 354 n. 1, 376 n., 679 n. 5.

Commission du pont (de Bergerac), 578, 580, 581, 583, 584, 586, 587.

Commission populaire ou révolutionnaire, 183, 186, 632, 633.

Commissions exécutives, 40.

Commune (de Paris), 89.

Commune-d'Armes, 421 n. 2.
Concorde (place de la), 578.
Condat, 550.
CONDÉ, 6, 610.
Condom, 253.
CONDORCET, 10, 14 n., 217, 236, 285, 490 n. 1, 662 et n. 4, 664, 671.
Confédération napoléonienne, 32.
Congrès (américain), 32.
CONIL, 180.
CONSEIL, 371, 421 et n. 3, 422 n. 3, 426, 590, 628.
Conseil d'administration des armes, 442 et n. 2, 453, 461.
Conseil de guerre, 465 n. 1.
Conseil de l'instruction publique, 33.
Conseil d'état, 199.
Conseil exécutif, 40, 513, 579 et n. 2.
CONSEIL-SENS, 499 n. 2.
CONSTANT (Benjamin), 26.
Constituante (Assemblée), 42, 142, 148 n. 4, 196, 217, 267, 268 n., 296, 333, 508, 509 et n. 3, 600.
Constitution civile, 138 n. 3, 142, 143, 145.
Constitution de 1791, 41, 196 n. 1, 217.
Constitution de 1793, 39, 86 et n. 1, 87, 196, 198 et n. 2, 236 n., 245, 322 et n. 1 et 3.
Constitution de l'an III, 214.
CORDELIERS, 256.
Corps législatif, 277.
Corrèze, 2 n. 4, 49, 51, 57, 173, 174 n. 2, 175 et n. 2, 392 n. 5, 397, 436 n. 3, 548 n. 1, 552, 556.
COTTY, 438 n. 3.
COUDERC, 273 et n. 5, 274 n. 1, 278 n. 1, 614 n. 2, 616 et n. 3, 617, 618 et n. 2, 622 et n. 3, 623.
COUPÉ (de l'Oise), 21 n. 6.
Cours-de-Pile, 114, 144, 150 n. 4, 153, 387 n. 9, 446, 491 n. 1.
Coutras, 302.
Couze, 118, 131, 494.
Crempe, 386, 551.
Creysnac, 86, 216.
Creysse, 109, 154, 491 n. 1.
Cubas, 550.
Cumond, 208 n. 1.
Cunèges, 499 n. 2.
Cyprien-sur-Dordogne, 130, 244 et n. 3, 369. Voir *Saint-Cyprien*.

DALBAVIE, 246.
DAMES DE LA FOI, 214, 215, 312, 314 n., 315 et n. 1, 396 n. 1.
DANTON, 41 et n. 1, 83 et n. 5, 311, 339 n. 4, 477, 669 n. 2, 672.
DARÈNE, 227 n. 4.
DARTIGOEYTE, 51, 54.
DAUBENTON, 23, 34, 261.
DAUNADIER, 181, 185.
DAUNOI, 4 n. 2, 10, 11, 17, 21 et n. 1 et 2, 223, 641, 664.
DAVID D'ANGERS, 34 n. 7, 35 et n. 5 et 11, 80 n. 3, 207 n. 3, 232 n. 3.
DEBIDOUR, 459 n. 1.
Décadi, décadaire, 237, 251 n. 4.
DÉCEMBRE-ALONNIER, 644 et n. 3.
Déclaration des droits de 1789, 39.
Déclaration des droits de 1793, 219 n. 6.
DECIUS, 195, 637.
DEJEAN, 154 n. 4, 618, 622.
DEJEAN, notaire, 180.
DELACROIX, 446 n. 2.
DELAGE, 179.
DELAMBRE, 642 n. 5.
DELBET, 375 et n. 3.
DELBOS, 246.
DELBOURGES, 499 n. 2.
DELEYRE, 21 n. 10.
DELIGNAC, 168, 180, 183, 627.
DELOD, 202 n. 2.
DELVERT, 447.
DERGUY, 571.
DESFONTAINES, 173.
DES GRANGES, 226 n.
DESGRAUPES, 173.
DESMOND, 556.
DESMONS, 227.
DESSALES, 304 et n. 1.
DETERMES, 609 n. 2.
DIDEROT, 385 n. 2, 421 n. 4, 422 n. 2, 437 n. 4, 438 n. 1, 466 n. 6, 526 n. 3.
DIEU, 88, 138, 139, 169, 231, 232, 252, 661.
Dicuvioi, 486.
Directoire exécutif, 17, 24, 27, 276, 459 et n. 1, 463.
DOCTRINAIRE, 1 n. 1, 2 et n. 3, 136, 214, 225 n. 3.
DOMBRET, 443 n. 3.
Domme, 507, 550 n. 4.
Donon (chemin), 36 n. 4.
Dordogne (Haute-), 548 n. 1.
Drayaux. Voir *Sainte-Colombe*.
DRIAN, 428.

Droits de l'homme (section des), 234, 319.

Dronne, 547, 548 et n. 2, 550, 551, 553 et n. 4, 554 n.

Dropt, 53, 59, 74, 75, 129, 153, 284, 294, 311, 331 n. 1, 485 à 488, 494, 496 n., 501, 518, 544, 547 à 551, 556 à 573, 654, 658, 670, 674, 676, 677.

DUBOC ou DUBOCQ, 650 n., 651 n.

DUBOURG, 119 n. 7.

DUBUT, 446 n. 8.

DUFOUR, 458 n. 14.

DUFRAISSE, 172 n. 3, 628.

DUFRENE, 184.

DUGUESCLIN, 575.

DUHAMEL, 12.

DUJARRIC-DESCOMBES, 213 n. 1.

DULAURE, 54, 261, 453, 454, 456, 458, 591.

DUMAY, 171.

DUMONT, 308 n. 1, 637.

DUMONTEILH, 181 n. 1, 183, 355.

DUMOURIEZ, 81.

DUPATY, 184. Voir PATY.

DUPEYROU, 184, 422.

DUPIN, 184.

DUPIN aîné, 35.

DUPONT, 281.

DUPUCH, 459 n. 1. Voir MORAND-DUPUCH.

DUPUIS, 521, 654.

DUPUY, 185.

DUPUY (P.), 641 n. 4.

DURAND, 303 n. 6, 503 n. 1, 582 n. 2, 583, 593.

DURAND-MAILLANE, 13.

DURAND-NOUAILHAC, 172.

DURAS, 74, 496, 535, 537, 554, 561 n., 565, 567, 572, 582, 583, 586, 658, 659.

DURASSIÉ, 572 n. 4.

DURIEUX, 250 n. 1.

DUSSAC, 578 n. 1.

DUSSEMIER, 499 n. 2. Voir PERRIÉ-DUSSEMIER.

DUVAUCELLE, 511 n. 1.

DUVERGIER, 30 n. 6, 42 n. 3, 117 n. 1, 143 n. 1, 2, 152 n. 1, 155 n. 2, 162 n. 2, 177 n. 5, 196 n. 1 à 4, 217 n. 5 à 7, 218 n. 2, 220 n., 260 n. 1, 296 n. 2, 297 n. 3, 298 n. 1 et 4, 300 n. 4, 317 n. 1, 319 n. 5, 322 n. 3, 328 n. 3, 329 n. 3, 330 n., 367 n. 1, 391 n. 5, 442 n. 1, 446 n. 4, 469 n. 2, 480 n. 2, 486 n. 2, 489 n., 495 n. 1, 496 n. 2, 509 n. 2, 513 n. 3, 518 n. 1, 554 n. 1, 559 n. 2, 573 n., 579 n. 1, 590 n. 3, 600 n. 4, 604 n. 5, 612 n. 8.

Echevins (galerie des), 35 n.

Ecole centrale des travaux publics, 414 n. 1.

Ecole de navigation, 414 n. 1.

Ecole de salpêtrerie, 447 et n. 6.

Ecole de santé, 414 n. 1.

Ecole normale, 59, 265, 266, 411, 414 n. 1, 442, 447 n. 6, 453, 641, 643.

EDOUARD I^{er}, 549.

Egalité (section de l'), 224, 319; — (fête de l'), 292 à 294, 519, 533, 537, 541.

Eglise catholique, 139, 140, 143, 152, 156 et n. 1, 277 n. 3.

EROSTRATE, 194, 669 n. 2.

ESCANDE, 155. Voir SÉCRESTAT.

ESCHASSÉRIAUX, 360.

ESMARTIS (D'), 110 n. 6, 682 n. 1.

Espagne, 32, 416, 459, 467, 575.

ÉSPERT, 8.

ESQUIROS, 7 n. 4, 139 n. 5.

ESTANGE, 413 n. 1.

ESTORGUY, 202 n. 2.

ESTRÉES (Gabrielle d'), 274, 622.

Etats-Unis, 31, 32, 193, 257.

Etats-Généraux, 140, 215, 313.

ETIGNY (D'), 594.

ETRE SUPRÊME, 138 n. 3, 156, 246, 251 à 253, 289 n. 2, 597, 660, 661.

Eure, 30.

Europe, 32, 298 n. 6.

Excideuil, 49, 52 à 54, 62 n. 1, 70, 93, 104 n. 3, 105, 116, 119, 124, 145, 152, 159, 170, 171, 177, 179, 198, 201, 214, 227, 239, 240, 242, 243 n. 3, 249, 251, 280, 281, 283, 297 n. 1, 323 n. 3, 327, 341, 343, 348, 350, 373, 379, 384 à 387, 389, 402, 403, 432, 476, 497, 502, 508, 514, 524, 528, 542, 543, 553, 605, 631.

Eymet, 54, 115, 127, 152, 153, 228, 318, 446, 494, 499 n. 2, 502, 503, 507, 514, 560 et n. 1, 572 n. 3, 596.

FABRY, 41 et n. 2, 137 et n. 1.

FAISANDIER, 467.

FANCONNETTE, 253.

FAUGÈRE, 273 n. 5, 278 n. 1, 321, 614 n. 2, 616 n. 3, 618 n. 2, 622 n. 3.

FAURE, 134, 422.

FAURE (Elie), 375 n. 3.

FAUREL, 202 n. 2.

FAYAREILHE, 499 n. 2.

FAYAU, 395 n. 1.

FAYOLLE, 177 n. 5.

Fédération, 517.

- FERLUS, 652 et n. 7.
 FERDINAND VII, 32 n. 1.
 FERDINAND-DREYFUS, 296 n. 1, 298 n. 5, 299 n. 1, 325 n. 1.
 FÉRÉGAUDIE, 521.
 FERRY (J.), 36 n. 4.
 FEYDIT, 499 n. 2.
Figeac, 189.
 FILLON, 29 n. 5.
 FOUSSEDOIRE, 251 n. 4.
 FOURGEAUD-LAGRÈZE, 283 n. 1.
 FOUILLOUX, 238 n. 3.
Finistère, 18 n. 3.
Flaujac, 185.
Florimont, 301.
 FRANÇOIS (Marie-Barbe), 33.
 FOI (religieuses de la), 152.
Foix, 1, 36 n. 5, 451 n. 3.
 FONT (abbé), 2 et n. 1, 4.
 FONTANES, 29 et n. 5, 30.
Font-Balquine (rue), 313.
 FORBONNAIS, 257.
Forez, 575.
 FORNERON, 538 n. 1.
 FOROT, 411 n. 5, 444 n. 3, 451 n. 3.
Fossemagne, 302 et n. 3.
 FOUCAUL, 185.
 FOUCAULD LARDIMALIE (De), 213 n. 1.
 FOUCHÉ, 465 n. 1.
 FOULLÈRE, 197.
 FOURCROY, 29 n. 5, 643.
 FOURNIER, 181, 185, 189.
 FRANCASTEL, 395 n. 1.
 FRANCONI, 111 n. 4, 112 n.
 FRANQUEVILLE (De), 33 n. 5.
 FRAY-FOURNIER, 544 n. 1.
 FRESCARODE, 369 n. 1.
 FRIBOURG, 41 n. 1, 669 n. 2.
 FROCHOT, 29 n. 3.
 FROIDEFOND DE BELLISLE, 554 n. 1.
 FRUTIER, 76, 652 et n. 8, 653.
Fumel, 155, 185.
 FUMOIZE, 362, 363.

 GABARO, 442 n. 2.
 GALY (P.), 608 n. 7, 609 n. 2, 618 et n. 3, 623 n. 4.
 GAILLARD, 157 n. 7.
 GAILLON, 506 n. 4, 511 et n. 1, 518 n. 3, 526 n. 1, 535, 554 n. 1, 555, 558 et n. 2, 560 n. 4, 571 à 573, 583 n. 3, 584, 586 et n. 1, 589 et n. 1, 654 et n. 9. Voir LACHAUSSÉE.

Gallatin-County, 31.
 GAMBETTA, 670.
 GANIVET, 188, 189 n.
Ganon Bend, 32.
 GARAT, 21 n. 7, 576 n. 2, 637, 643, 663 n. 1.
Garonne, 561 n.
 GARRAU (de Sainte-Foy), 48, 51, 54, 55, 191, 334, 398 n. 1, 648.
 GARRAUBE, 499 n. 2.
 GARRISSOU, 597.
 GASSENDI (De), 414 n., 430 n. 5, 438 n. 1, 444 n. 1 et 5, 451 n. 3.
 GAST, 447, 499 n. 2.
 GASTAUDIAS, 427, 465 et n. 2.
 GASTON, 395 n. 1.
 GAY, 482.
 GEOFFROY SAINT-HILAIRE (Etienne), 32, 33, 35, 36; — (Isidore), 3, 6 n. 4, 34 n. 6, 257 n. 1, 667.
 GÉRAIL, 370.
 GERBEAUX, 237 n.
Gers, 344.
 GEYZAUD (Richarde), 496 et n. 1.
Gimont, 2.
 GINGUENÉ, 23 n. 5, 637 et n. 8, 641, 643.
 GIRADEL, 202 n. 2.
Gironde (département), 48 n. 5, 50, 54, 57, 61, 68, 71, 74 et n. 2, 76, 87, 88 à 90, 215 n. 1, 301 n. 4, 302 n. 2, 331 n. 1, 358, 360, 362, 371, 486 n. 1, 490 n. 3, 492 n. 3, 496 et n. 1, 559 n. 3, 561 n., 566 n. 3 et 4, 567; — (fleuve), 658; — (village), 658, 659.
 GIRONDINS, 6, 7, 80, 81, 87, 121, 161, 172, 176.
 GOHIER, 26.
 GONTAUD, 572 n. 3.
 GONTAUT, 181 n. 2, 608 n. 4, 625 n. 3.
 GOUDONEXE, 181, 185.
 GOUJON, 70 n. 3.
 GOSSUIN, 359.
 GOUSTAT (abbé), 61 n. 2, 324 n. 1, 424 n. 5, 446 n. 5, 521 n. 4, 608 n. 1 à 4, 624 n. 2, 625 et n. 3.
 GOTON DE LA PLOMBANIE, 548 n. 2.
 GRAND (V.), 191 n. 1, 241 n., 246 n. 2, 302 n. 3, 327 n. 7, 343 n. 1, 507 n. 1 et 3, 532 n. 4, 543 n. 1, 552 n. 2.
Grand-Vignoble, 426.
 GRANET, 666.
 GRANGER, 223, 224.
Gratusse (la), 547, 550 à 555, 580.
Gravouse (la), 508.

Gray, 640.
 Grèce, 560 et n. 3.
 GRÉGOIRE, 8 n. 7, 9, 259, 260 n. 5, 608 n., 634 n. 3, 635, 642, 643, 660, 668.
 GRELAUD, 402.
 GRELOU, 499 n. 2.
 GRELOUD, 174.
Grenadiers (chemin des), 421.
Grenelle, 16.
 GRENIER, 181, 185.
Grenoble, 400 n. 2.
 GRÉTRY, 23 n. 6.
 Grèzes, 52.
 GRIBEAUVAIL, 438 n. 3.
 GRIMARD, 331 n. 1, 566 n. 4.
Grignols, 507.
 GRUVEL, 572 n. 3.
 GUADET, 174.
 GUEYLARD, 581 n. 1.
 GUEZNO, 470.
 GUILLAUME, 8 n. 6, 9 n. 1 et 3, 10 n. 1 et 3, 11 n. 1, 3, 5, 6, 8 et 9, 12 n. 1 à 7, 9 et 10, 14 n. 1, 2, 4 à 7, 15 n. 1, 2, 4 à 7, 17 n. 2, 19 n. 1 à 3, 20 n. 1 à 7, 21 n. 1 à 8 et 10, 22 n. 1 à 8, 23 n. 1 à 5, 7 à 10, 24 n. 1 à 4, 6 à 12, 34 n. 4, 37, 58 n. 1 à 3, 59 n. 3, 4, 60 n. 3, 62 n. 1, 65 n. 2, 67 n. 1, 69 n. 3, 71 n. 2 et 3, 79, 84 n. 2, 128 n., 138 n. 1, 139 n. 4, 164 n. 1, 208 n. 1, 214 n. 3, 217 n. 2 à 4, 218 n. 3, 219 n. 2 et 5, 222 n. 2, 223 et n. 2, 228 n. 2 et 5, 232 n. 1 à 3, 233 n. 1 à 3, 237 n., 248 n., 251 n. 4, 255 n. 2, 256 n. 1, 259 n. 1, 260 n. 5, 265 n. 5, 267 n. 1, 270 n. 1, 280 n. 3, 284 n. 1 et 2, 291 n. 2, 298 n. 6, 304 n. 5, 305 n. 1, 307 n. 4, 340 n., 392 n. 5, 397 n. 4, 414 n. 1, 454 n. 1, 592 n. 4, 608 n., 634 et n. 1 à 3, 635 et n. 2 à 5, 636 et n. 1 et 2, 641 et n. 4 à 7 et 9, 642 n. 1 à 5, 643 n. 1 à 4, 652 n. 3, 659 n. 3, 660 et n. 1 à 4, 661 n. 1 à 7, 662 n. 1 à 5, 663 n. 1 à 3, 664 n. 2, 665 n. 1 à 3, 666 n. 1 à 3, 667 n. 1 à 6, 668 et n. 1, 2, 4 et 5, 670 n. 7, 672 n. 2, 673 et n. 1.
 GUILLOTIN, 186.
 GUITARD, 172, 183.
 GUIZOT, 33 et n. 2.
 GUSTUARTÉ, 113 n. 3, 215 n. 1, 312 n. 3, 315 n. 2.
 GUYARDIN, 156 n. 1.
 HALBON, 179.
 HAMEL, 640 n. 3.
 HASSENFRAZ, 13 n. 2, 385 n. 2.
Hautefort, 176, 177, 302 et n. 5, 333 et n. 3.
Haute-Garonne, 414.

Hautes-Pyrénées, 22 n. 9.
Haute-Vienne, 52, 343, 410 n. 2, 440 n. 5, 556.
 HELVÉTIUS, 26 n. 4.
 HENRI IV, 274.
Hérault, 24, 70 n. 3.
 HÉRAULT DE SÉCHELLES, 86 n. 1.
 HERCULE, 207.
 HILAC, 181, 185.
 HUGANEL, 179.
 ICHON, 64 n. 4.
 IMBERT, 430 n. 4, 457, 470, 472 et n. 3, 473 et n. 3, 474, 582, 583.
Indiana, 31, 257.
 Inquisition, 139, 231, 232.
 Institut, 24 et n. 4, 26, 33 et n. 5, 34, 35 n. 5, 608 n. 2, 642, 643.
Isle, 174, 385, 475, 547, 548 n. 2, 549 et n. 3 à 5, 550 à 555, 568, 575, 583 et n. 3, 591 n. 4.
 ISORÉ, 6.
Issigeac, 87, 114, 118, 127, 228, 446, 494, 499 n. 2, 501, 503, 596.
Italie, 670.
 Jacobins, 13 n. 2, 66 n. 4, 67 et n. 1, 83 et n. 4, 91, 112, 124 n. 4, 125, 362, 370, 423, 426, 455, 493, 494 n. 1, 544 n. 1, 594 n. 1, 641.
 JACQUES (Père), 147, 183.
 JANET (Paul), 36 n. 5.
Jardin des plantes, 11 et n. 9, 641.
Jardin public (ou de l'Egalité), 286, 594, n. 1.
 JAURE, 499 n. 1.
 JAUVERZAC, 183.
Jayac, 246, 343 n. 1.
 JEAN, 185.
 JEANBON SAINT-ANDRÉ, 48, 49 et n. 5, 54, 85 et n. 4, 89, 124, 334.
 JEFFERSON, 257.
 JÉSUITES, 458.
 JOSÉPHINE DE LA PAGERIE. Voir LA PAGERIE.
 JOUENNAULT, 70 n. 3.
 JOUIN (H.), 32 n. 1, 34 n. 8, 35 n. 5 et 11, 80 n. 3, 207 n. 3, 332 n. 3, 637 n. 6.
Juithac, 170.
 JULIEN (E.), 549 n. 4, 553 n. 3.
 JULLIEN (de Paris), 31 n. 2.
Jumilhac, 127, 550.

- KENTUCKY, 31.
KUSCINSKI, 18 n. 3.
- La Bachellerie*, 204, 246.
LABARTHE, 144.
Labirondie, 310 n. 1.
LABONNE, 149, 244, 245.
LABROUE (E.), 290 n. 6, 610 n. 1, 624 n. 1, 625 n. 5.
LABROUE (H.), 50 n. 10, 54 n., 66 n. 2, 69 n. 2, 134 n. 7, 135 n. 1, 151 n. 1, 186 n. 1, 215 n. 2, 289 n. 3, 306 n. 2, 307 n. 3, 329 n., 331 n. 4, 344 n. 4, 353 n. 6, 365 n. 2, 367 n. 1, 369 n. 6, 471 n. 3, 546 n., 594 n. 1, 616 n. 2, 627 n. 1, 631 n. 1, 637 n. 4, 638 n. 1, 639 n. 3 à 5, 648 n. 1 à 3, 649 n. 1, 652 n. 7, 656 n. 1.
LABRUGIÈRE, 180.
LACAILLE, 24.
LACANAL, 1 et n. 3.
LACARANTIE, 629, 644, 657 n. 7.
LACAUX, 499 n. 2.
LA CHABEAUSSIÈRE, 237 n.
LACHARMIE, 325.
LACHAUSSÉE-GAILLON, 558 n. 2. Voir GAILLON.
LACHÈZE, 159 n. 6, 189.
LACOMBE, 181, 185, 415 n. 3.
La Coquille, 369.
LACOSTE (Elié), 44, 48 n. 9, 49, 54 et n. 12, 85 et n. 4, 89, 124, 334, 390, 391, 394, 606, 611, 612.
LACOSTE-LACLERGERIE, 189.
LADOUZE-SAINT ASTIER, 185.
LAFARGUE, 168, 179, 184.
LA FAYETTE, 5, 81.
La Feuillade, 244 et n. 5, 245 n. 1.
LAFON, 185.
La Force, 131, 150, 154 n. 4, 213, 228 n. 5, 262 n. 1, 269, 274, 303, 409, 424 et n. 3, 425, 494, 499 n. 2, 577 et n. 2, 599, 608, 609, 624, 629.
LAGE (De), 175 n. 6.
Lagny, 235 n. 1.
LAGRANGE, 499 n. 2.
LAGRÈZE, 145.
L'Aiguilhe, 183, 581.
LAKANAL. Voir MIETTE ; — (Jérôme), 1 n. 1.
Lakanal (lycée), 35 n. 5.
LALANDE, 279 n., 557.
LALANNE, 248.
Lalinde, 127, 324 n. 1, 424 et n. 5, 446 et n. 5, 494, 499 n. 2, 503, 521 et n. 4, 532, 580, 608 n. 2, 624 n. 2, 656.
- LALUNE, 129 n. 6, 136 n. 5, 499 n. 2.
La Madeleine, 89, 152, 154 n. 4, 224 n. 4, 288, 312 n. 3, 317, 375, 425, 435, 589, 591, 598, 613, 622.
LAMARQUE, 48 et n. 1, 7 et 9, 54 et n. 12, 136 n. 5, 191, 511, 552 n. 1.
LAMARTINE, 642.
LAMARTINIE, 184.
LAMBERT, 144.
LAMBERT-FONTENILLE, 206 n. 3.
Lamontie-Saint-Martin, 127, 153, 333, 466 n. 6.
La Mouline, 50, 386.
LAMOUROUX, 184.
LANAUVÉ, 119 n. 7.
LANGUEPIN, 392 n. 5.
Lanouaille, 508.
Languais, 44, 127, 152 à 154, 228, 426 et n. 3, 629.
LANTHENAS, 237.
LAXADE, 285 n. 2.
LA PAGERIE (Joséphine de), 651 n.
LAPAUSSÉE, 316.
LAPEYRE, 82, n. 8, 146 n. 2, 150 n. 4, 173 et n. 7, 174 n. 2, 486 n. 4, 495 n. 3, 546 n., 566 n. 2, 615, 618 et n. 4, 649 n. 2, 679.
LAPEYRE (fonds), 108 n. 13, 133 et n. 3, 187, 194 n. 1, 208 n. 1, 292 n. 3, 315 n. 1, 478 n. 2, 639 n. 1.
LAPLACE, 214.
LAPLASSELLE, 481.
LAPORTE, 177 n. 5.
LAPOUGE, 204.
La Réole, 184, 369, 496 et n., 600, 658.
LARIGAUDIE, 174, 499 n. 2.
Larigaudie, 385, 387.
LAROBINE, 180.
La Roche-Beaucourt, 535.
La Roche-Bernard, 12.
La Rochelle, 66.
LAROMIGUIÈRE, 265 n. 3.
La Sauvetat, 485, 561 n.
LASOURCE, 90.
LATANÉ, 317 n. 1.
LAUGARDIÈRE (De), 505 n. 1.
LAUGENIE, 208.
LAULANIÉ, 386.
LAURENT, 264, 363, 464 à 466.
Lauzun, 73, 99, 105, 106, 115 n. 6, 118, 171, 343, 344, 346, 415 n. 3, 418, 485, 494, 495, 561 n., 564, 567 à 569.
LAVAL, 181, 185.
Lavaure, 390, 435.

LAVEAUD, 499 n. 2.
La Vedelle, 152, 396 et n. 1, 406 à 408, 410, 421, 422 et n. 3, 424 et n. 3, 466 n. 6, 467, 597.
 LAVERDET, 28 n. 2 et 7, 29 n. 4.
 LAVERRIE DE VIVANS, 433 n. 5, 446 n. 7, 578 n. 1, 604 n. 2, 629 et n. 2, 644, 645 n. 1, 657 n. 7.
 LAVICOMTERIE, 8.
Lavilledieu, 343 n. 1.
 LÉBERTHON, 188 et n. 3.
 LEBLANC, 28 n. 7.
Le Bugue, 431, 530.
 LE CAMUS, 543 n. 6, 535, 554 n. 1, 567, 571 à 573.
 LECLERC, 413 n. 1.
Lecture, 2.
Le Fleix, 494.
 LEFRANÇAIS-LALANDE, 29 n. 5.
 LEGENDRE, 54, 180, 388.
 LE GENDRE (P.), 646 n. 3.
 LÉGLISE, 184.
Le Havre, 31 et n. 2.
 LELONG, 183.
 LÉLUT, 30 n. 5, 35 n. 10, 36.
 LEMAIRE, 271 et n. 2 et 3, 272.
Lembras, 458.
Le Monteil, 127, 153.
Lempzours, 215.
 LÉONARD, 414 n. 1.
 LE PELETIER, 82 n. 8, 285 n. 2, 286, 290, 677.
 LEPELLETIER (Rosalie), 34.
 LEQUINIO, 470.
Lerne, 207.
 LE ROY, 99 n. 4, 109 n. 5, 118 n. 7, 127 n. 1 et 9, 153 n. 3, 203 n. 1 à 3, 213 n. 2, 227 n. 2, 228 n. 1, 238 à 240, 258 n. 2, 260 n. 3, 278 n. 4, 280 n. 1, 290 n. 5, 293 n. 4, 318 n. 2, 324 n. 2, 326 n. 2, 328 n. 1, 342 n. 2, 343 n. 1, 446 n. 11, 472 n. 4, 503 n. 7, 521 n. 1, 522 n. 2, 524 n. 5, 526 n. 4, 530, 532 n. 2 et 7, 537 n. 1, 539 n. 3, 541 n. 1, 542 n. 1, 547 n. 1, 554 n. 2, 556 n. 1 et 2, 557 n. 1 à 3, 574 n. 1, 604 n. 1, 652 n. 6, 658 n. 6.
 LESCURETI, 223, 224 n. 5.
Les Eyzies, 388 n. 1.
 LESIEUR, 171.
 LESPINASSE, 323 n. 5, 483, 494 et n. 1.
 LESTANG, 133, 474, 482, 638.
 LETACONNOUX, 548 n. 1, 549 n. 4.
 LE TOURNEUR, 181 n. 2.
Lèves (Les), 150 n. 4.

LÉVY-SCHNEIDER, 49.
 LEYMARIE, 521.
 LEYRIS, 51, 54.
 LHERMITE, 627.
 LHOSTE, 460.
Libourne, 48 n. 7, 548 n. 2, 554 n. 1, 616.
 LIDON, 173 et n. 7, 174 et n. 2, 176.
Limeuil, 548, 552, 555.
 LIMOGES (A.), 89 et n. 4.
Limoges, Limousin, 174 n. 2, 180, 436 à 438, 457 n. 1, 506 à 508, 510, 529, 544 n. 1, 549, 575, 657, 658 n.
 LIMOUSIN, 68.
 LIMOUZIN, 180.
 LINNÉ, 277.
Liorac, 499 n. 2.
 LOCHE, 311, 423 n. 2.
Loire-Inférieure, 18 n. 3.
Loiret, 22 n. 9.
Londres, 413 n. 4.
Lot, 48 et n. 10, 49, 61, 71, 76, 111, 334, 358, 360, 361, 371, 372 et n. 3, 377 n. 3.
Lot-et-Garonne, 50, 52, 61, 71, 73, 74, 76, 77, 99, 106, 108, 111, 118, 127, 155, 294, 335, 346, 358, 360, 362, 371, 374, 415, 418, 451 n. 2, 494, 496, 514, 559 à 562, 572, 582 et n. 3, 651 n. 1, 658.
 LORANT, 185.
 LOUIS, 11 n. 10.
 LOUIS XIV, 549.
 LOUIS XV, 610.
 LOUIS XVI, 5 et n. 3, 39, 80, 190, 195 n. 1, 506, 666, 670 n. 7.
 LOUIS XVIII, 32 et n. 1.
Louisiane, 32.
 LOUIS-PHILIPPE, 667.
Louvre, 609.
Lubersac, 175 et n. 2.
Lycée des Arts, 24.
 LYCURGUE, 168, 233 n. 3, 234, 669 n. 2.
Lyon, 507, 575.
 MACHAULT, 301.
 MAGUEUR, 372.
Magny, 25, 26 et n. 5, 31.
 MAIGNE, 368.
Maine-et-Loire, 18 n. 3.
 MAINVILLE, 459 n. 1.
Maison d'économie rurale, 97, 258 à 265, 271, 278, 676.
 MALARDEAU, 181, 185.
Malbec (place), 271.

MALBET, 184.
Malte, 516.
 MANTONE, 181, 185.
 MARAT, 6, 7 et n., 8, 82 et n. 8, 83 et n. 1, 285 n. 2, 286, 290, 677.
 MARC-AURÈLE, 36 et n. 5.
 MARCHANDOU, 499 n. 2.
Marché (rue du), 597 n. 2.
 MARCHIER, 524 et n. 3.
 MARCUS [TOUSSAINT-NIGOU], 5 n. 3, 7 n. 5, 35 n. 5, 36 n. 4 et 5, 682, n. 1.
Mareuil, 507.
 MARGÈLE, 181, 185.
Marmande, 344, 346 n. 2, 539.
 MARQUIS, 27.
 MARRAGON, 537 n.
 MARTIN, 397 et n. 3 et 4, 398, 399 n. 1, 466, 467, 511 n. 1, 518 n. 3, 554 n., 555, 570.
Martinet (le), 422, 426, 429, 439.
 MARTINOT, 499 n. 2.
Mas-d'Azil (le), 451 n. 3.
 MASSON (Claude), 610, 612.
 MASSOUBRE, 521.
 MATHIEU, 51, 54, 87, 391.
Maubeuge, 73 n. 2, 400 n. 2, 441 n. 4.
 MAUDUYT, 6.
Maurens, 180, 185, 422 n. 3.
Mauriac, 548 n. 1.
 MAURY, 185.
Mauzac, 181 n. 2.
Mayence, 27, 629.
Mazeaux (fontaine des), 224 n. 2 et 3.
 MAZÈRE, 652, 653.
 MÉJEAN, 28 n. 7.
Ménil-Montant (rue), 30 n. 1.
 MERLIN (de Douai), 8; — (de Thionville), 494 n. 1.
Merline (rue), 61 n. 2, 271 n. 1.
 MESCLAP, 577 n. 1, 581 n. 1.
 MÉTIVIER, 310 n. 1, 491 n. 1.
Mexique, 32 et n. 1.
 MEYER, 438 n. 1.
 MEYNARD, 55 n., 189, 311, 489, 501, 607.
 MICHAUD, 3 n. 1, 34 n. 6.
Midi (pic du), 603 n. 2.
 MIETTE LAKANAL, 646.
Migai, 387 et n. 9.
 MIGNET, 2, 34 et n. 2, 35 n. 9 et 11, 36 n. 4, 84 n. 1, 139 n. 4, 182 et n. 2, 205 et n. 1, 311 n. 1, 477 n. 1, 631 et n. 3, 640 n. 4.
Milan, 31 n. 2.

MILET-MUREAU, 459 n. 1, 460 n. 2, 461 à 463.
 MILHAUD, 156 n. 1.
 MIRABEAU, 642.
Miremont, 388 et n. 1.
 MISÉRICORDE (la), 312 n. 3.
 MISSION (la), 268, 315, 316.
Mobile, 32, 257.
Moissac, 2, 36 n. 5.
 MOLIERE, 9, 642.
Molière-Lafontaine (section), 8.
Monbazillac, 327, 543.
Monceau (rue de), 25 n. 3.
Monclard, 385, 387, 389, 606.
 MONESTIER, 51, 54.
 MONGE, 386 n. 4.
 MONIÉ, 331 n. 1, 566 n. 4.
 MONIN, 610.
 Monnaie, 155, 413 et n. 4, 437, 438 et n. 3, 454, 457 n. 1, 459, 460.
Monpazier, 222 n. 4, 229 n. 1, 559 n. 1.
 MOVROË, 32 n. 1.
Mons, 491 n. 1.
Monsegur, 108, 150, 184, 304 n. 2, 311, 312, 325, 485, 486, 495 n. 3, 496 n., 562, 564 à 567, 658 et n. 7, 659.
Montagnac, 499 n. 2.
 MONTAGNARDS, Montagne, 6, 16, 47, 66, 80 à 84, 87, 93, 115, 132, 177, 182, 233, 245, 286, 287, 527, 537, 651 n. 1.
Montagrier, 543 n. 6.
 MONTALEMBERT, 15, 384 n. 2.
Montargis, 271.
Montauban, 48 n. 10, 50, 111, 154 n. 6, 377, 400 n. 2, 446.
Montausier, 651 n.
 MONTESQUIOU (De), 30.
 MONTEYROL, 185.
Montignac, 62 n. 1, 75, 84, 86, 89 n. 4, 97, 100, 107, 118, 120, 127, 130, 145, 150, 159, 170, 172, 179, 184, 198, 202, 203, 206 et n. 3, 208, 209, 213 n. 2, 227, 228 et n. 5, 238 à 241, 243 à 246, 258 n. 2, 260, 278, 280, 282, 283, 290, 293, 326 à 328, 341 à 343, 345, 347, 348, 350, 363, 364, 366, 389, 399, 402 et n. 3, 410, 411, 431, 446, 447, 472, 473, 488 n. 2, 493, 502, 503, 507, 510, 514, 518 n. 3, 521, 522, 526 n. 4, 528 à 532, 534, 536, 539, 541 à 543, 547, 554 à 557, 601, 604.
 MONTIGNI, 495, 654 n. 11.
 MONTLUC, 575.
Montpellier, 24, 36 n. 5.
Montpon, 174, 507, 535, 540 n. 2.
Mont-Tonnerre, 27.
Monzac, 185.

- MORAND, 26 à 28, 31 n. 2, 179, 183.
 MORAND-DUPUCH, 181 n. 2, 441 n. 4, 454 et n. 2.
Morbihan, 18 n. 3.
 MOREAU, 537 n. 2.
Morlaix, 325 n. 1.
Mouleydier, 422 n. 3, 574.
 MOULINIER, 188.
 MOULINS, 26.
Moulins, 2 et n. 3, 225 n. 3, 400 n. 2.
 MOUNEIX, 531.
 MOUNET, 289, 529.
 MOURGUE PÉGONTIER, 262 n. 1, 263 à 265, 271, 272, 277, 278.
 Musée d'artillerie, 438 n. 3.
 Musée pédagogique, 315 n. 1.
 Muséum, 11 n. 9, 35, 256, 259, 260 n. 1, 261.
 MUSSET, 31.
Mussidan, 62 n. 1, 86, 88, 90, 101, 105, 214 et n. 3, 216, 281 à 283, 341 à 343, 346 n. 2, 372, 390, 402, 423, 435, 446, 502, 507, 549 n. 5, 553, 555, 583 et n. 3, 591 n. 4, 594 n. 1, 605.
Nadailhac, 343 n. 1.
 NADAU-LALLEMANT, 311.
Nailhac, 227.
 NAPOLÉON I^{er}, 29, 31 n. 2, 666.
Négrondes, 87.
Neussannes, 482.
Neuwic, 601, 605.
 NEWTON, 138, 231, 232, 660.
New-York, 31.
Nevers (hôtel de), 5 n. 1.
Nièvre, 54.
 NIOLLE, 223 à 225, 406 n. 2.
 NOMPAR. Voir CAUMONT.
Nontron. *Nontronais*, 54, 62 n. 1, 118, 172, 216, 228, 348, 354 n. 1, 363, 402, 415 n. 3, 431, 433, 497, 505 et n. 1, 507, 510, 528, 531, 553.
Nouvelle-Orléans (1a), 32.
 Observatoire, 15 et n. 2, 634.
Odéon (rue de l'), 28 n. 3.
Ohio, 31, 257.
Oise, 6, 30, 71, 308 n. 1.
 OLIVIER, 184.
 ORANGE (prince d'), 32 n. 1.
Orangerie, 269, 612, 626.
Oratoire, 139 n. 4.
Orléans, 512.
Ormière, 264.
 ORPHÉE, 114, 449, 673.
 PAGANEL, 50, 51, 54 et n. 4, 102, 328, 391, 395, 453.
 PALATINI, 111 n. 4, 307.
Pamiers, 1, 4 n. 1 et 3, 138, 395 n. 1.
 PANTALON DE LIGNAC, 185.
Panthéon, 72, 598.
 PARIS, 422, 445, 582 n. 3.
Paris, 1, 5, 6, 15, 16, 19 et n. 1 et 2, 21, 22 n. 9, 23, 25 et n. 3, 26 et n. 4, 29 n. 2, 30, 33, 36 n. 5, 40, 50, 53, 57 et n. 4, 59, 61, 67 n. 1, 68 et n. 3, 69, 70 et n. 3, 72 à 75, 77, 89, 98, 103, 105, 106, 111 n. 4, 120, 123, 136 n. 5, 139 n. 5, 155, 169, 171, 172, 187, 190, 249, 264, 266, 271, 272 n. 5, 299, 338, 340 et n. 4, 342, 350, 353, 367, 378 n. 1, 395, 397 n. 4, 400 n. 2, 404, 410 à 413, 428, 437 n. 6, 439, 441 n., 443 n. 3, 454, 480 n. 2, 493, 504, 506, 507, 510, 514 n. 1, 540, 578 n. 2, 589, 595 n. 2, 597 n. 4, 632, 634 n. 1, 638, 643, 657 à 659, 664.
 Parlement, 1, 177 n. 5, 301, 610 et n. 1.
 PASCAL, 642.
Pas-de-Calais, 250 n. 2.
 PATY DU RATET (De), 355.
 PAULIN, 343 n. 1.
Payzac, 214.
 PELCAT, 175, 180.
Pellegrue, 111, 486 et n. 4, 566.
 PELLISSIER, 53, 54, 76, 118, 136, 228, 281, 317, 331, 375, 433, 452, 453, 455 à 458, 494 n. 1, 550, 558, 567 à 572, 589, 590, 594 n. 1, 679 n. 5.
 PELLISSON, 229 n. 2, 230 n. 3, 276 n. 3.
 PÉLOUCHET, 179.
 PENAUD, 128 n. 6, 129 n. 2, 461 n. 2, 465 n. 1.
Père-Lachaise, 36 et n. 4.
Périgueux, 2, 36 n. 5, 48 à 50, 53, 54, 58, 62 et n. 1, 72, 82 n. 8, 86 et n. 1, 88, 91, 94, 99 à 104, 108, 115, 119, 122, 155, 172, 175, 179, 183 à 187, 189 et n., 195 n. 1, 208 n. 1, 209, 213 n. 3, 214 et n. 3 et 4, 216, 226 à 230, 234 n. 1, 238, 239, 242, 243 n. 3, 249, 251, 260, 265 n. 3, 275 à 283, 285 et n. 2, 287, 288, 290 et n. 4, 292 et n. 3, 293 et n. 1 et 2, 297, 302 n. 5, 315 n. 1, 323 à 325, 333, 336, 339 à 341, 347 à 352, 354 n. 1, 367, 373, 384 à 386, 390 à 395, 399 n. 4, 402, 403, 407, 410 n. 4, 412, 416, 418, 431, 433, 435 à 437, 440, 453, 465 n. 1, 470, 471, 472 et n. 3, 478 n. 2, 483, 497, 498, 501, 503, 507, 508, 510 à 512, 514, 525 et n. 2 et 3, 526 et n. 5, 527, 534, 539 et n. 4, 540 et n. 2, 549 et n. 4, 552 n. 1, 554 n. 1, 575, 586, 591 n. 4, 595 et n. 4, 597 n. 2, 605, 611, 639 n. 1, 653 n. 2, 656, 676.

- PERNY, 635.
 PERRIÉ-DUSSUMIER, 441 n. 4.
 PERROUD, 50 n. 3, 226 n., 271 n. 2.
 PÉTION, 173, 174.
 Petite-Mission, 214 n. 4, 436.
 PEYRAMORE, 170.
 Peyrignac, 327, 543.
 PEYRE-DONZEL, 313.
 PEYSSARD, 55 n., 338 n. 3, 512.
 PHOCION, 236 n. 2.
 PIAROUTY, 466.
 PICAVET, 25 n. 1.
 PICHEGRU, 73 n. 2.
 PICOU, 185.
 PIERRE-LE-GRAND, 266, 412, 440.
 Pile (château de), 311, 367, 489, 606, 607.
 PINAUD, 466 n. 6.
 PINET, 50, 51, 54 et n. 12, 116 et n. 3, 285 et n. 2, 328, 333 à 335, 337 et n. 4, 338, 348, 358, 373, 385, 391, 395 à 398, 420, 421, 429, 465 n. 1, 512, 515 n. 1.
 PISISTRATE, 74, 84 et n. 2, 660.
 PITRAY DE SÉGUR, 113 n. 3, 117 n. 3.
 PITT, 624.
 Plazac, 246.
 PLANTEAU-LESTENAQUE, 650 n.
 Pléaux, 548 n. 1.
 PLUTARQUE, 640, 647.
 POINTE (Noël), 461 à 465.
 POITEAU, 262, 264.
 Pombonne, 421, 422, 459 n. 1.
 Pomport, 310 n. 1.
 PONTARD, 144.
 PONTERIE-ESCOT, 110 n. 6, 116.
 Pont-Libre, 496, 561 n.
 POUMEAU, 499 n. 2.
 POUMIÈS DE LA SIBOUTIE, 532 et n. 1, 538 n. 1, 636 et n. 5.
 POURQUERY DE BOISSERIN, 106 n. 2.
 POUSSOU, 223 à 225.
 POUSSOU-DUPEYROU, 224, 225.
 POUVEREAU, 223 à 225.
 POUZOLS, 511 n. 1, 530, 536.
 Pradebout (port de), 409, 424, 621.
 PRADINE, 181, 185.
 PRAULT, 270 n. 2, 274.
 PRIAULEAU, 185.
 PRIEUR (de la Côte-d'Or), 414 n. 1.
 Prignonieux, 154 n. 4, 618, 622.
 PROMÉTHÉE, 32 n. 1.
 PROVIDENCE, 36.
 PRUNEVIELLE, 345.
 PRUNIS, 267 et n. 2, 268 et n. 1 et 2, 520, 623.
 Prusse, PRUSSIENS, 26 n. 3, 459.
 PUGET (LACANNE dit), 1 n. 1.
 Purgatoire, 253.
 Puycarpin, 581.
 Puy-de-Dôme, 51, 57.
 Pyrénées, 42, 544.
 Pyrénées-Occidentales, 125, 337, 348, 351, 365, 368, 373, 374, 400, 419.
 Pyrénées-Orientales, 8, 367, 374, 521 n. 3.
 Quercy, 549 n. 3.
 QUINTIN, 180, 185.
 QUIRAQUE, 180, 183.
 R., 133, 633.
 RABAUT SAINT-ETIENNE, 13.
 RABELAIS, 575.
 RAFFRON, 307 n. 4.
 Raison (culte, fêtes de la), 88, 104, 138, 143, 149, 150, 184, 231, 233, 2 5, 285, 288, 289, 290, 597, 657 n. 5, 676, 677.
 RAISSON, 70 n. 3.
 RAMBAUD, 123, 158, 174 et n. 2, 393, 441, 447, 458 n. 14, 504 et n. 2.
 RAMOND, 496 n.
 RAVAILLAC, 273, 622, 623.
 RAVEAU, 227 n. 4.
 RAVIDAT, 188.
 Razac d'Eymet, 148.
 Recettes (les), 622.
 RECHAUD, 179, 189 et n. 1.
 RECLAUD, 268, 361, 612.
 RECLUS, 582.
 RÉCOLLETS, 125, 183, 197, 483.
 Régénération (fontaine de la), 288.
 REGNARD, 368.
 RÉMUSAT (De), 35 n. 8, 36 et n. 2.
 RENNES, 142 n. 1, 447, 448.
 République (section de la), 224, 319.
 Restauration, 30, 467.
 REY, 242.
 REYNALD, 324.
 REYNIER-GROSJEAN, 204.
 Rhin, 25, 27, 80 n. 7, 251 n. 4.
 Rhin-et-Moselle, 27.
 Ribagnac, 185.
 Ribérac, Ribéracois, 36 n. 5, 62 n. 1, 66, 68, 69 n. 2, 97, 98, 100, 101, 105, 106, 115 et n. 6, 151 n. 2, 159 et n. 5, 184,

227 et n. 4, 228 n. 5, 260 et n. 4, 278 et n. 5, 279 et n., 283, 289 n. 2, 318 et n. 3, 324, 339 n. 3, 346 et n. 4, 347, 352 à 354, 366, 402, 415 et n. 3, 433, 446 et n. 8, 454, 457, 472, 497, 507, 510, 511, 521 et n. 3, 523, 524, 535, 537 n. 1, 553, 583 n. 3, 591 n. 4, 596 et n. 5, 604, 679.

RIBOULET, 441 n. 4.

RICARD, 180.

RIEFFEL, 438 n. 1.

RIEU DE MAYNADIER (Du), 157 n. 3, 289 n. 2.

RIGOBY, 507 n. 4.

Rimons, 111, 486, 565.

RIVET, 465 n. 1.

RIVETTE, 26 n. 5, 27.

RIVIÈRE, 276, 277.

Roanne, 400 n. 2.

ROBERT, 184.

ROBESPIERRE, 8, 14, 16, 45, 74, 77, 84 et n. 2, 452, 640 n. 3, 658, 660, 671.

ROBESPIERRE jeune, 640.

ROCHE, 174 n. 2, 460 n. 3.

ROCHEFORT, 179.

Rochefort, 66, 388, 470, 475.

ROCHERY, 154 n. 11.

Roc-Marat, 496.

Rodez, 256.

ROGER-DUCOS, 26.

ROEDERER, 257.

Roer, 27.

ROLAND, 82.

ROLLAND (Honoré), 649 n. 2, 650 n., 651 n. ; — (citoyenne H.), 649 n. 2, 650 n., 651 n. ; — (Antoine), 650 n. ; — (Léonarde-Marguerite), 650 n. 1.

Rome, 11.

ROMIEU, 639 n. 1.

ROMME, 9, 13, 20 n. 7, 39, 52, 54, 58 et n. 5, 59 et n. 2, 85, 114, 134, 155, 218, 237, 249, 280, 300, 333 n. 1, 335, 336, 348, 349 et n. 2, 351, 353, 354, 381, 385 à 388, 416, 417, 434 et n. 1, 474, 475 n. 1, 535 n. 2, 551, 562, 568, 569, 586 à 588, 590, 606, 642, 661.

Roquebrune, 485, 486.

Rosessac, 424, n. 3.

ROUCHAIZE, 410.

Rouen, 30.

Rouffignac, 89.

Roule (quartier du), 25 n. 3.

ROUMEJOUX (De), 625 n. 5.

Rouquette, 145.

ROUSSEAU (J.-J.), 23 et n. 5, 34, 35 n., 138, 232 n. 2, 256, 305, 320, 330.

ROUX-FAZILLAC, 39, 46, 47, 50 à 52, 54 à 57, 65 et n. 3, 66 n. 3, 69, 85, 91, 97, 102, 110, 118, 145 n. 4, 148 n. 4, 149 n., 150 n. 4, 155, 156, 158, 174, 175, 226, 227, 237, 238, 244, 281, 290, 298 à 300, 302, 308, 318, 323 et n. 3, 324, 328, 329, 331 n. 1, 335 à 337, 344, 384 à 387, 391 à 393, 395 et n. 1, 397, 398, 402, 403, 477, 492, 493, 498, 499 n. 2, 512, 513, 518, 519 n. 1, 537 n. 2, 551, 552, 601 à 603, 617, 621, 653 n. 2, 656, 679.

Royale (rue), 33.

RUDLER, 27.

S. R., 252.

SABATIER, 28 et n. 7.

Sable (le), 618, 622.

SAGNAC, 143 n. 3.

Sainte-Alvère, 185, 600.

Saint-Antoine (rue), 25, 28, 33.

Saint-Antonin, 111, 377.

Saint-Astier. Voir Astier.

Saint-Augustin, 2 n. 2.

Saint-Cernin, 246.

Saint-Cyprien, 205, 213, 244.

Sainte-Aulaye, 553 n. 4.

Sainte-Colombe-et-Drayaux, 550.

SAINT-EDME, 28 n. 7, 34 n. 5, 636 n.

Saint-Emilion, 582.

Sainte-Foy 48 et n. 5, 54, 74 n. 2, 75, 129 et n. 4, 132, 133 et n. 3, 136 n. 5, 186 n. 1, 398 n. 1, 424, 446, 465 n. 1, 488 n. 1, 507, 535, 546 n., 567 n. 2, 580, 658, 659, 679.

Sainte-Gemme, 495 n. 3.

Sainte-Marthe (couvent de), 127, 152.

Sainte-Radegonde, 651 n.

Saint-Esprit (hôpital du), 312 et n. 3, 314 n. 3 ; -- (rue), 313.

Saint-Etienne, 400 n. 2, 421 n. 2, 461, 464, 465 n. 1.

Saint-Front, 155 et n. 1.

Saint-Front-de-Champniers, 172.

Saint-Georges-de-Monclard, 482.

Saint-Germain, 491 n. 1.

Saint-Hippolyte, 581.

Saint-Jacques (église), 157 n. 3, 289 n. 2, 578, 650 n. 1.

SAINT-JUST, 298 n. 6.

Saint-Laurent, 127, 153.

Saint-Laurent-des-Vignes, 144, 157.

Saint-Léon, 530.

Saint-Magloire (séminaire), 2, 137.

Saint-Martial (collège), 12.

Saint-Martin, 421, 422 et n. 2, 430, 466 n. 6, 467.

Saint-Martin d'Excideuil, 215, 297 n. 1, 508.

Saint-Mayme-de-Péreyrol, 89 et n. 2.

Saint-Nezant, 185.

Saint-Pierre-de-Chignac, 90.

Saint-Pierre-de-Côle, 250 n. 1.

Saint-Rabier, 302 et n. 3, 506, 507.

Saint-Raphaël, 191.

Saints-Pères (rue des), 5 n. 1.

Saint-Sulpice, 486.

Saint-Sulpice-de-Roumagnac, 87.

Saint-Vincent-Jalmoutier, 471, 472 n. 1.

Saint-Yrieix, 508. Voir *Yrieix*.

Salignac, 343 n. 1.

Salon de la liberté, 107.

SALOUROUX, 185.

SANTAL, 181, 185.

SARLAT, 550 n. 4.

Sarlat, 62 n. 1, 105, 120 n. 1, 121, 122 n. 5, 131, 135, 173, 175, 193 n. 2, 209, 210, 214 et n. 3, 228 n. 5, 234 n. 1, 239, 242, 248, 250, 251, 267, 283 et n. 1, 288, 301, 327, 348, 350, 353, 377, 384 n. 2, 404 n. 2, 411, 423, 493, 497, 502 à 504, 507, 510, 522, 523, 533, 542, 553, 596.

Sarre, 27.

SARRETTE, 322.

SARRUT, 28 n. 7, 34 n. 5, 35, 636 n.

Saussignac, 494.

SAUTET, 529.

SAUVEUR (Joseph), 12.

Saverdun, 4 n. 3, 451 n. 3.

Savoie, 575.

Secaux, 36 n. 5.

SCHMIDT, 237 n.

SCIOUT, 143 n. 3.

SCLAFFER, 188.

SÉCRESTAT-ESCANDE, 155 n. 1. Voir *ESCANDE*.

Sedan, 670.

SÉGUR, 271. Voir *PITRAY*.

SEILHAC (De), 174 n. 2.

Seine, 25, 28 n. 7.

Seine-et-Marne, 6, 22 n. 9, 71, 235 n. 1.

Seine-et-Oise, 25, 26 n. 2, 28 et n. 4, 70 n. 3.

Seine-Inférieure, 30.

SÉJOURNAS, 119 n. 7.

SERGENT, 642.

Serres, 1, 2.

SHÉE, 28.

SICARD, 139, 637.

SIÉYÈS, 12 n. 5, 13 n. 2, 14, 16 n. 2,

20 n. 7, 21 n. 10, 80 et n. 7, 84, 207, 223, 254 n. 1, 255, 357, 634, 641, 643, 660, 664.

Sigoulès, 310 n. 1, 494, 533.

Siorac, 629, 644.

SMITH (Adam), 257 et n. 1.

Société d'agriculture de la Dordogne, 265 n. 3, 600 n. 3.

Société d'horticulture de Paris, 261 n., 262.

Société du théâtre de Bourges, 274 n. 3.

Société historique du Périgord, 623 n. 4.

Société royale d'agriculture, 449.

Sociétés populaires, 41, 49, 66, 74 n. 2, 75, 79, 83, 85, 86 et n. 1, 87 et n. 3, 97 n. 1, 98 n. 1, 99 n. 4, 107, 110 n. 3, 116, 117, 122 n. 5, 124 à 133, 136 n. 5, 141, 150, 152, 153, 160 n. 1, 164, 167, 176 et n. 1, 179, 182 et n. 3, 186 n. 1, 192, 195, 198, 199, 201 à 207, 209, 213 et n. 2, 216, 219 et n. 3, 220 et n. 1, 222 et n. 1, 223 et n. 3, 227, 228, 230, 234, 235, 238 à 241, 243 à 245, 251 n. 2, 258 n. 2, 271 n. 3, 280, 282, 285 et n. 1 et 2, 286 à 289, 293, 308 à 310, 313 et n. 6, 314 et n. 1, 316, 317 n. 1, 319 à 321, 326 n. 2, 328, 329 n., 331 et n. 4, 337 et n. 1 et 4, 338, 342, 343, 345 et n. 4, 359 à 362, 369 et n. 1, 370, 376 et n. 1, 411 et n. 3 et 5, 440, 446 n. 9 et 10, 448 n. 4, 450, 451 n. 3, 471, 472, 479, 483, 485, 487 à 490, 494, 503 et n. 2 et 7, 515 et n. 1, 520 à 522, 527, 529 et n. 2, 530, 532, 533 et n. 1, 534, 539 et n. 3, 541, 542 et n. 2, 544 à 547, 553 à 558, 565, 567 et n. 2, 576 n. 2, 577 n. 1, 578 et n. 4, 588, 592 n. 2, 593 et n. 2, 596 et n. 5, 604, 619, 623 n. 2, 627, 628 n. 2, 633 n. 1 et 6, 638, 640, 645 et n. 5, 646 et n. 1, 653 à 655, 657, 679.

Somme, 30, 308 n. 1.

SORI, 184.

SOUBERBIELLE, 35.

SOUFFRAIN, 273 n. 5, 274 n. 1, 614 n. 2, 616 et n. 3, 622 n. 3.

SOUHAIT, 33.

Souillac, 397 n. 3.

Souverain Chapitre, 29 n. 5.

STOURM, 480 n. 2.

TAILLANDIER, 261.

TAILLEFER, 51, 54 et n. 12, 66 n. 1, 653.

TALLEYRAND, 217.

TALLIEN, 50, 51, 54, 116 et n. 3, 328, 334, 358, 385 à 388, 391, 395, 396 et n. 1, 398, 420, 421, 429, 470, 600.

TARBÉ, 425 n. 2.

- Tarn-et-Garonne*, 52 n. 2, 446 n. 1.
 TAUCHON, 351.
Tempé (vallée de), 99, 256, 332, 546 n., 560, 592, 598, 682.
Terrasson, *Terrassonnais*, 173, 174, 241 n., 246 n. 2, 302 n. 3, 327 n. 7, 343 n. 1, 506, 507 et n. 1, 510, 532 et n. 4, 543 n. 1, 548, 552 n. 2, 553, 555.
 TEISSIER, 311.
 TESTON, 149 n. 2.
 TEXANDIER, 184.
Thénac, 465 n. 1.
 THÉNARD, 26 n. 2.
Thenon, 87, 88 et n. 2, 128, 131, 132 et n. 1, 203, 204 n. 1, 290 et n. 6, 302 n. 3, 411 et n. 3, 446 et n. 9, 521 et n. 5, 524, 529 et n. 2, 532, 533 n. 1, 542 et n. 2.
 THERMIDORIENS, 59, 80, 81.
 THÉVENIN, 158.
 THIBAUT, 422.
 THIERS, 34 n. 7.
Thionville, 494 n. 1.
Thiviers, 82 n. 8, 176, 178, 179, 197, 334 et n. 4, 507, 640.
 THURIOT, 11 n. 4.
 TIOLIER, 413 et n. 4, 454 n. 4.
Tiregand, 262 n. 1, 265, 425 à 428, 436, 457, 580, 590, 599, 624 à 628, 645, 655.
Tombigby, 32.
Tonneins, 507, 514.
 TOPSENT, 470.
Toulouse, 12, 172, 397 n. 4, 507.
Touraine, 609.
 TOURNEUX, 272 et n. 5.
 TOURNIER (A.), 18 n. 5, 638 n. 1.
 TOURNY, 506 n. 4, 594.
Tours, 36 n. 5.
Treignac, 2 n. 4, 36 n. 5.
 TREILHARD, 51, 54, 87, 391.
Trémolat, 181 n. 2.
 Tribunal criminel, 159 n. 6, 185 n. 1, 186 à 189.
Trincou, 550.
 TROCARD, 572 n. 4.
Tuileries, 642.
Tuilère (la), 466 n. 6.
Tulle, 49, 54 n. 4, 59, 102, 266, 392 à 395, 397, 400 n. 2, 410 à 412, 416, 417 et n. 2, 437, 440, 444 n. 3, 453, 454, 657, 659, 672.
 TURGOT, 507 n. 4.
Turin, 93.
 TURPIN, 262.
- Union* (cercle de l'), 61 n. 2 ; — (section de l'), 224 et n. 7, 319, 425, 589, 591, 598, 622.
 Université, 2, 25, 29 n. 5, 30, 32.
- VADIER, 83.
 VALADY, 175 et n. 6.
Valenciennes, 172 et n. 3.
 VALETON-BOISSIÈRE, 460 n. 3. Voir BOISSIÈRE.
 VANDALES, 603 n. 2, 607, 608 n. 9.
Varaignes (château de), 606 n. 5.
 VATEL, 506 n. 3.
 VAUBAN, 548 n. 2.
Vendée, VENDÉENS, 85, 89, 139 n. 3, 231, 232, 390.
 VENTELOVE, 181, 185.
Vergnes (les), 422 n. 3.
 VERGNIAUD, 89, 506 et n. 3.
 VERMEILH (De), 384 n. 2, 606 n. 5.
 VERNEILH-PUYRASEAU (De), 538 n. 1.
Versailles, 26, 400 n. 2.
 VEVEY, 31.
Vézère, 127, 385, 455, 458, 472, 507, 547, 548 et n. 2, 551 à 553, 555 à 558.
 VIDEAU, 241 n.
 VIGNON, 549 n. 4.
 VILLAR, 29 et n. 2.
Villamblard, 118, 474, 482, 494.
Villarcieux, 25, 26 et n. 5, 28, 31, 80 n. 7.
Villeneuve-d'Agen, 179.
 VILLEPONTOU, 185.
 VILLEPELET (F.), 315 n. 1, 549 n. 4 ; — (R.), 62 n. 1, 244 n. 5.
 VOLTAIRE, 35 n., 671.
 VORMESELLE, 370.
- WALLON (H.), 41 et n. 1, 161, 190 et n. 1, 238 n. 1, 603 n. 2.
Washington, 32.
Waterloo, 30.
 WELVERT, 29 n. 6, 31 n. 2 et 3, 34 n. 1.
- Yrieix-la-Montagne*, 343. Voir *Saint-Yrieix*.
- YSABEAU, 51, 54.
 YZARN-VALADY. Voir VALADY.

CORRECTIONS ET ADDITIONS

Page 4 ligne 11, au lieu de *Champfort* lire *Chamfort*.

P. 7 note 2, 43 n. 2 et 6, 44 n. 6, 196 n. 4 l. 8, 298 n. 6 l. 1, au lieu de *Bandoïn* lire *Baudouin*.

P. 16 avant-dernière ligne, au lieu de 21 *fructidor* lire 14 *fructidor*.

P. 29 n. 5, ajouter : Voir, dans les « Annales révolutionnaires » de janvier-févr. 1912, des lettres inédites de Lakanal, écrites sous le 1^{er} Empire.

P. 34 n. 3 l. 3, ajouter : n° de décembre 1911.

P. 47 l. 16, après *public*, ajouter : et la Convention.

P. 69 n. 2 l. 3, après *art. cit.*, ajouter chapitre XIV.

P. 101 l. 22, au lieu de *par instant*, lire *par instants*,

P. 136 l. 7 des notes, au lieu de note 5 lire note 2.

P. 138 l. 19, après *sacerdotales* lire ».

P. 148 l. 5, au lieu de *Bernard* lire *Benaud*.

P. 150 l. 17, au lieu de *Bergerac* lire *La Force*.

P. 172 l. 4, au lieu de *Noutron* lire *Nontron*.

P. 185 l. 10, au lieu de *Malardau* lire *Malardeau*.

P. 213 n. 1 l. 4, au lieu de *Foucault-Lardimalie* lire *De Foucauld Lardimalie*.

P. 220 n. 3 l. 5, au lieu de *seetions* lire *sections*.

P. 221 n. 3 l. 2, au lieu de *fréquentation* lire *fréquentation*.

P. 237 note, l. 8, au lieu de *Gerbeaux* lire *Gerboux*.

P. 307 n. 4 l. 2, au lieu de *Banissez* lire *Bannissez*.

P. 331 l. 20, au lieu de *missionnaire de la fraternité* lire *missionnaire de fraternité*.

P. 363 n. 2 l. 2, au lieu de *ce décret* lire *cette lettre*.

P. 446 avant-dernière ligne, et 494 dernière ligne, au lieu de *Bouniague* lire *Bouniagues*.

P. 449 l. 1, au lieu de *bitan* lire *bilan*.

P. 460 n. 3 l. 2, au lieu de *Valeton (Valeton-Boissière)* lire *Valleton (Valleton-Boissière)*.

P. 475 l. 1, après *cubes* lire (17.191 mètres cubes).

P. 516 n. 2, au lieu de 319 lire 519.

P. 528 n. 1, au lieu de 536 lire 936.

P. 547 l. 8, au lieu de *bastilles* lire *Bastilles*.

P. 572 l. 7, au lieu de *Comité* lire *Commission*.

P. 583 n. 1, au lieu de *dép. Dordogne* lire *nat.*

P. 583 n. 3 l. 1, au lieu d'*Ibid.* lire *Arch. dép. Dordogne*.

P. 651 l. 3, au lieu d'*utopiste* lire *utopique*.

P. 669 l. 11, au lieu de *renforts* lire *renfort*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.	I
BIBLIOGRAPHIE.	V
INTRODUCTION. — Sommaire biographie de Lakanal.	I
1° Sa vie professorale et ecclésiastique (1762-1792), p. 1. — 2° Sa vie politique (1792-1797), p. 4. — 3° Sa vie administrative (1797-1815), p. 25. — 4° Son exil (1816-1837), p. 31. — 5° De son retour à sa mort (1837-1845), p. 33.	
CHAPITRE I. — Les missions de représentants. — Autres représentants en mission dans la Dordogne.	39
1° L'institution des représentants en mission, p. 39. — 2° Autres représentants dans la Dordogne avant, p. 47 ; — 3° pendant, p. 51 ; — 4° après la mission de Lakanal, p. 53. — 5° Rapports de Lakanal avec Roux-Fazillac et Romme, p. 55.	
CHAPITRE II. — Historique et objet de la mission de Lakanal en Dordogne	61
1° Mission pour la levée de chevaux (p. 61), pour la manufacture d'armes (p. 63), pour l'organisation du gouvernement révolutionnaire, p. 65. — 2° Incidents. Premier voyage à Paris, p. 65. Nouveaux incidents. Deuxième voyage à Paris, p. 71. — 3° Fin de sa mission, p. 74. Résumé, p. 76.	
CHAPITRE III. — Lakanal et le gouvernement révolutionnaire.	79
1° Opinions politiques de Lakanal, p. 79. — 2° L'esprit public avant l'arrivée de Lakanal, p. 85. — 3° Lakanal et l'administration du département, p. 90. — 4° Lakanal et les administrations de district, p. 96. — 5° Lakanal et les administrations municipales, p. 107. — 6° Lakanal et les Comités révolutionnaires, p. 116. — 7° Lakanal et les Sociétés populaires, p. 124. — 8° Lakanal et l'opinion ; le régime de la persuasion, p. 133.	
CHAPITRE IV. — Lakanal et les affaires ecclésiastiques.	137
1° Opinion de Lakanal en matière religieuse, p. 137. — 2° Lakanal et les protestants, p. 140. — 3° Lakanal et les prêtres catholiques, p. 142. Il est bienveillant aux prêtres patriotes, p. 143. Il surveille les prêtres suspects, p. 145. Il frappe les prêtres contre-révolutionnaires, p. 147. — 4° Efforts de Lakanal pour laïciser l'esprit public et les mœurs, p. 148. — 5° Lakanal et les biens ci-devant ecclésiastiques, p. 151. Immeubles, p. 152. Meubles, p. 153.	

CHAPITRE V. — Lakanal et la justice criminelle.	161
1° Les pouvoirs judiciaires de Lakanal, p. 161. — 2° Moyens préventifs et méthode révolutionnaire de Lakanal, p. 163. — 3° La police des contre-révolutionnaires, p. 166. La poursuite des députés Girondins, p. 172. — 4° Lakanal contrôle les arrestations et fait élargir des détenus, p. 176. — 5° Arrestations qu'il ordonne, p. 181. — 6° Lakanal et les tribunaux révolutionnaires, p. 186. — 7° Le « terrorisme » de Lakanal ; un oubli de H. Wallon, p. 190.	
CHAPITRE VI. — Lakanal et la justice civile.	191
1° A quels besoins répondent les mesures de Lakanal, p. 191. — 2° Son arrêté pour l'extinction des procès, p. 195. — 3° Application de cet arrêté, p. 198. — 4° Succès de ces mesures, p. 205.	
CHAPITRE VII. — Lakanal et l'instruction publique dans la Dordogne	212
1° Lakanal et l'instruction scolaire, p. 212. L'instruction publique dans la Dordogne avant la venue de Lakanal, p. 213. Lakanal organise l'enseignement primaire, civique, laïque, gratuit, quasi-obligatoire, p. 218. Influence de Lakanal, p. 226. — 2° Lakanal et l'instruction post-scolaire, p. 230. Principes qu'il préconise, p. 231. Sa triple création, p. 234. Précédents de ces créations, p. 236. Les Commissions d'instruction sociale, p. 239. Les apôtres civiques, p. 243. Le Journal d'instruction populaire, p. 250. — 3° Lakanal et l'instruction professionnelle (p. 255), agricole (intérêt que Lakanal porte à l'agriculture, p. 256 ; maisons d'économie rurale, p. 258) et industrielle, p. 265. — 4° Lakanal et la propagande intellectuelle, p. 266. Lakanal et les bibliothèques ; tentatives antérieures, p. 267. Lakanal et la bibliothèque de Bergerac, p. 269 ; incidents postérieurs à son départ, p. 274. Autres tentatives de Lakanal p. 278. Lakanal et l'imprimerie, p. 281.	
CHAPITRE VIII. — Lakanal et les fêtes révolutionnaires	284
1° Lakanal partisan des fêtes, p. 284. — 2° Fête civique du 8 frimaire an II (28 novembre 1793), p. 285. Fête de l'amitié, p. 287. Fête de la Raison, p. 289. Quelques fêtes autres que celles ordonnées par Lakanal, p. 290. — 3° Catégorie spéciale de fêtes : travaux de fête, p. 290. Fêtes relatives à la réfection des routes (p. 291) et aux travaux de navigation du Dropt, p. 294. Avantages de ces institutions, p. 294.	
CHAPITRE IX. — Lakanal et l'assistance publique.	296
1° Efforts parallèles à ceux de Lakanal, p. 296. Le paupérisme dans la Dordogne, p. 301. — 2° Principes sociaux de Lakanal, p. 304. — 3° Assistance morale, p. 305. — 4° Assistance matérielle. Ressources financières de Lakanal, p. 308. Hôpitaux, p. 312. Agences de secours, p. 318. Secours organisés ailleurs qu'à Bergerac, p. 324. — 5° Mesures d'assistance temporaire, p. 326. — 6° Résumé et appréciation des contemporains, p. 330.	
CHAPITRE X. — Lakanal et les subsistances	332
1° La disette dans la Dordogne, p. 333. — 2° Efforts parallèles à ceux de Lakanal, p. 334. Premières mesures de Lakanal, p. 336. — 3° Ses	

efforts pour approvisionner les districts de la Dordogne (p. 337); — 4° et celui de Bergerac en particulier. Résistances qu'il rencontre, p. 344. — 5° Répartition des grains à l'intérieur du district de Bergerac, p. 356. — 6° Lakanal assure le pain et la paix dans la Dordogne, p. 356.

CHAPITRE XI. — Lakanal et la levée de chevaux. 358

1° C'est l'objet primitif de sa mission, p. 358. — 2° Mesures qu'il prend, p. 361. Succès de ces mesures; la situation en nivôse an II, p. 365. — 3° Logement (p. 370) et nourriture des chevaux, p. 371. — 4° Effets d'armement et d'équipement, p. 375. Rôle personnel de Lakanal, p. 376. Commission des fournitures militaires, p. 378. Comité de la guerre, p. 379. Les autorités constituées, p. 380. Heureux résultats, p. 381.

CHAPITRE XII. — Lakanal et la manufacture d'armes de Bergerac 384

1° Lakanal et la métallurgie dans la Dordogne en l'an II, p. 384. Forges et fonderies, p. 385. La manufacture d'armes de Périgueux, p. 390. — 2° La manufacture d'armes de Bergerac avant Lakanal, p. 394. — 3° Intentions de Lakanal. Premiers à-coups, p. 398. — 4° Lakanal se procure les fonds (p. 401), la main-d'œuvre pour les constructions, les transports, la fabrication des armes (p. 405), les subsistances des ouvriers, p. 418. — 5° Lakanal se procure les matériaux de construction, p. 420. Il fait aménager et meubler les locaux, p. 427. Il se procure les matériaux et instruments de fabrication, p. 429. — 6° Lakanal et l'organisation intérieure de la manufacture, p. 439. Son rôle personnel; ses agents, p. 440. — 7° Deux créations latérales. Fabrication de baïonnettes, p. 443. Fabrication de salpêtre, p. 446. — 8° Le bilan de la manufacture à la fin de l'an II, p. 449. — 9° La manufacture après Lakanal. Sa prospérité jusqu'à l'an IV, p. 452. Brusque déclin, p. 459.

CHAPITRE XIII. — Lakanal et les coupes de bois pour la marine 469

CHAPITRE XIV. — Lakanal et les taxes révolutionnaires . . 476

1° Causes et principe de ces taxes, p. 476. Impôt sur les riches inciviques, p. 477. Impôt sur les riches en général. Impôt progressif, p. 479. — 2° Nature de ces taxes. Contributions volontaires, p. 482. Réquisitions, p. 488. Taxes individuelles, p. 488. Taxes générales, p. 489. — 3° Lakanal contrôle la gestion des sommes ainsi levées, p. 496. 4° Usage qu'il en fait, p. 500.

CHAPITRE XV. — Lakanal et les travaux publics (1^{re} partie). Les routes. 505

1° Déplorable état des routes sous l'Ancien régime, p. 505. — 2° Efforts parallèles à ceux de Lakanal, p. 508. — 3° Premières mesures de Lakanal, p. 514. — 4° Son grand projet. Méthode révolutionnaire de réfection des routes, p. 515. — 5° Préparatifs de Lakanal, p. 519. Préparatifs faits par les Sociétés populaires et les administrations, p. 521. — 6° Les trois journées, p. 531. — 7° Résultats matériels directs (p. 534) et indirects (p. 538), moraux et sociaux, p. 540. — 8° Conclusion, p. 543.

CHAPITRE XVI. — Lakanal et les travaux publics (2^e partie).

Les rivières navigables. 547

- 1^o *Desiderata* des populations, p. 547. — 2^o Tentatives de Lakanal au sujet de l'Isle, la Dronne, la Dordogne, la Vézère, etc. p. 551. — 3^o Lakanal et le Dropt navigable, p. 558. Projet de Lakanal, p. 559. Méthode révolutionnaire, p. 562. Ouvriers, matériaux, argent, p. 564. — 4^o Continuation des travaux après le départ de Lakanal, p. 567.

CHAPITRE XVII. — Lakanal et les travaux publics (3^e partie).

Travaux d'art. 574

- 1^o Le pont de Bergerac, p. 574. Le pont avant Lakanal, p. 574. Construction entreprise par Lakanal, p. 577. Arrêt des travaux, p. 586. — 2^o Lakanal et la Commission des monuments, p. 591. — 3^o Embellissements divers dus à Lakanal, p. 593.

CHAPITRE XVIII. — Lakanal et la démolition des châteaux.

599

- 1^o Mesures prises à cet égard par la Convention, par des représentants en Dordogne autres que Lakanal, par les administrations, p. 599. — 2^o Lakanal, son souci artistique, son respect de la propriété, p. 606. — 3^o A-t-il fait détruire le château de la Force ? p. 609. — 4^o Destruction des châteaux de Badefols et de Tiregand, p. 624. — 5^o Utilisation d'autres châteaux. Conclusion, p. 628.

CONCLUSION. — La personne et l'œuvre de Lakanal en l'an II.

630

TABLE ALPHABÉTIQUE DE NOMS DE PERSONNES, DE LIEUX ET D'INSTITUTIONS 683

CORRECTIONS ET ADDITIONS. 700

TABLE DES MATIÈRES. 701

